Pamphlets Political Economy v.10 330.8 P

LES QUESTIONS

POLITIQUES ET SOCIALES

V

LE SYSTÈME PROTECTEUR

PAR

M. MICHEL CHEVALIER

EXTRAIT DE LA REVUE DES DEUX MONDES
LIVRAISON DU 15 MARS 1851

PARIS
AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE SAINT-BENOÎT, 20

1851

PARIS. — IMPRIMERIE GERDÈS
14, rue Saint-Germain-des-Près

LES QUESTIONS

POLITIQUES ET SOCIALES.

V.

LE SYSTÈME PROTECTEUR.

I. — SI LE SYSTÈME PROTECTEUR RESPECTE LA LIBERTÉ ET LA JUSTICE.

Je me propose d'examiner aujourd'hui, dans ses rapports avec la question de la misère ou du bien-être des populations, un système de politique commerciale qui a la prétention hautement exprimée de protéger le travail : c'est le système protecteur qu'il se nomme, et pour instrumens il a les lois de douanes. Il consiste à réserver aux producteurs français le monopole du marché intérieur : qu'ils travaillent bien ou mal, qu'ils vendent cher ou à bas prix, ce marché doit être à eux. On l'a présenté au public sous les couleurs du patriotisme : « Aux produits nationaux, disent ses défenseurs, le marché national : quand nous achetons une marchandise au dehors, nous payons un tribut à l'étranger. » Chez une nation qui a horreur de la domination étrangère, et près de laquelle, malgré son fonds de bon sens, les métaphores communément réussissent mieux que la froide raison, cette formule a eu un prodigieux succès. La masse de la nation en ce moment encore croit ce qu'on lui a dit, que, si nous ouvrions nos frontières aux marchandises étrangères, nous serions tributaires de l'An-

glais ou du Prussien; que le patriotisme nous fait une loi de préférer les produits nationaux, même à prix beaucoup plus élevé; qu'autrement la patrie serait appauvrie, et que les classes ouvrières surtout, privées de travail, tomberaient dans un dénûment extrême. Quel crédit faut-il accorder à ces opinions?

Tout en aimant passionnément ma patrie, j'avoue que je résiste à étendre la sympathie et le dévouement qu'elle m'inspire aux produits des ateliers ou du sol, et voici mon motif : il me paraît que le bœuf national est celui qui nourrit aux moindres frais les estomacs, bien et dûment nationaux ceux-là, de mes compatriotes, et que le fer national est celui que l'agriculteur ou le manufacturier national se procure le plus aisément, c'est-à-dire en échange de la moindre proportion des fruits de son travail, quand bien même ce serait un produit fabriqué au-delà des frontières. Ce qui est national, ce sont les populations considérées dans leurs efforts pour produire le plus possible et dans leurs besoins à la satisfaction desquels ces efforts sont destinés. Laissons donc ces qualifications de bœuf national et de fer national; c'est la résurrection du culte du bœuf Apis, avec lequel il semblait que la civilisation en avait fini depuis long-temps. Le grand souci patriotique, qu'à titre de citoyen français chacun de nous doit ressentir en présence de nos ateliers des champs et des villes, c'est que la proportion entre les efforts et les besoins de nos concitoyens soit aussi favorable que possible à l'humanité souffrante. Il n'y a de bon système commercial que celui qui améliore cette proportion; tout système qui la vicie est antipatriotique et antinational, quel que soit le nom qu'il porte écrit sur son chapeau.

Mais le tribut à l'étranger? Je n'en aperçois vestige dans un échange librement consenti entre deux hommes, de quelque nation qu'ils soient, où chacun des deux, précisément parce qu'il a pu choisir en liberté, obtient en retour de sa chose le maximum possible de la chose qu'il désire. Au contraire, si, par des lois de douane, on me force à m'approvisionner chez un producteur de fer qui, pour la somme de 100 fr., ne me donne de sa marchandise que 300 kilogr., tandis que, au-dehors, j'en eusse trouvé 600, il aura beau être un Français, mon concitoyen : la loi m'en fait le tributaire, et je me déclare opprimé. Ainsi les protectionistes, qui se donnent tant de mouvement dans l'intention assurément fort obligeante de nous éviter un tribut à l'étranger, nous dispensent d'un tribut imaginaire, et s'en font servir à eux-mêmes un qui est très substantiel pour eux, très onéreux pour nous qui ne leur devons rien.

De nos jours, il est un moyen certain de connaître si les institutions ont de l'avenir, c'est de voir si elles s'accordent avec le principe de liberté et avec le principe de justice. Toute institution qui aura

le double malheur de heurter la liberté et de blesser la justice est destinée à périr; il n'y a pas de raisonnement qui puisse la faire absoudre ni d'expédient qui puisse la sauver. La règle est absolue, et je ne pense pas que personne la conteste, du moment que j'aurai ajouté que la liberté doit s'entendre non-seulement de l'individu isolément, mais de la société prise collectivement, et que la liberté collective de la société, c'est l'ordre. Or, si l'on fait passer le système protecteur par le double creuset de la liberté et de la justice, qu'est-ce qu'il en restera?

D'abord, la liberté. Le système protecteur la viole manifestement. La liberté du travail et de l'industrie, qui est notoirement selon l'esprit de la civilisation moderne, et qui est formellement garantie par la constitution de 1848 (article 13), suppose et exige: 1° que les hommes choisissent leur profession à leur gré et l'exercent comme ils l'entendent, pourvu que la liberté réciproque du prochain n'en soit pas compromise; 2° que les hommes s'approvisionnent où ils veulent de matières et d'instrumens; 3° qu'ils disposent à leur gré des produits ou de la rémunération de leur travail, pour leur usage personnel ou pour telle destination qui leur plaît. Sur le premier point, j'admettrai ici que nous sommes passablement lotis, non que les restrictions au libre choix et au libre exercice des professions soient rares parmi nous : on pourrait même citer plusieurs monopoles plus ou moins offensifs; mais c'est sur les deux autres points qu'il y a le plus à réclamer, incomparablement, et je m'y réduirai. Le citoyen français est indéfiniment contrarié dans son désir légitime de se pourvoir de matières et d'instrumens là où il le ferait avec le plus d'avantage. Il l'est plus encore lorsqu'il voudrait appliquer à ses besoins les fruits de son travail en se pourvoyant là où il lui plairait des objets qu'il désire. Une muraille de la Chine a été érigée autour de nos frontières depuis 1793, et, par cet obstacle, la liberté du travail et de l'industrie n'est plus qu'une moquerie sous le double aspect que je viens de signaler.

En premier lieu, quant à la production de la richesse, il est un grand nombre de matières que les arts emploient sans cesse, et que les marchés étrangers livreraient à des prix modérés, mais que le citoyen français est forcé de prendre sur le marché intérieur, où il les paie cher. S'il en est qu'il obtienne à d'aussi bonnes conditions que l'étranger, ce n'est pas la faute du législateur; celui-ci, comme s'il eût jugé que le bon marché était un fléau, a essayé d'y mettre ordre de toutes parts. La houille, qui est le pain quotidien de tant d'industries, est assujettie à des droits qu'on ose appeler protecteurs du travail national. La houille de Newcastle convient mieux que celle de nos départemens situés au nord de la Loire à quelques usages, aux chemins de fer en particulier: il faut qu'on s'en passe par amour pour la houille de nos mines, et le service des chemins de fer en est ralenti ou entravé. Quand

même la houille étrangère entrerait librement en France, nos houillères du nord jouiraient d'une prospérité éclatante; mais le principe de la protection avant tout. La partie vive de tous les outils est en acier; un gouvernement jaloux de protéger l'industrie favoriserait, peut-être par des subsides, l'entrée des aciers de première qualité: on l'entrave par des droits exorbitans. En 1791, le droit sur l'acier fondu était de 61 fr. par 1,000 kilogrammes. Sous la première république, il fut successivement de 6 francs 10 cent., 3 fr., 5 fr. 10 cent., 5 francs 60 cent. L'empire le mit à 99 fr. Il est aujourd'hui de 1,320 fr. par navires français, de 1,413 fr. par navires étrangers ou par terre. La laine brute, dont on fait tant d'articles utiles au pauvre comme au riche, paie 22 pour 100 de sa valeur. Les fils de lin et de chanvre paient un gros droit. Les fils de coton et de laine sont prohibés absolument, à part quelques variétés exceptionnelles qui supportent encore des droits excessifs. Accueillis chez nous pour être mis en œuvre avec notre goût et recouverts de ces dessins où nous excellons, ces fils ou les tissus blancs qui en proviennent deviendraient pour notre commerce d'exportation une source de richesse, pour nos populations l'occasion d'un travail abondant et fructueux; on en a fait cent fois l'humble représentation au gouvernement et aux chambres (1): la prohibition a été maintenue. L'école protectioniste, qui règne et gouverne, est absolue comme le grand Mogol, et, quand elle a décidé quelque chose, elle est inexorable comme le destin. Les graines oléagineuses, qui fourniraient à nos ateliers de toute espèce les huiles qu'ils consomment, qui feraient prospérer nos huileries, nos savonneries (je ne parle pas encore de la consommation domestique), ont été taxées, retaxées et surtaxées encore. Les instrumens, outils et machines, dont s'assiste le travail, sont grevés d'une manière exorbitante dans les cas rares où ils ne sont pas prohibés formellement. Cela s'appelle protéger le travail national. Comment donc s'y prendrait-on si l'on voulait le faire périr de consomption? Dans cet *enthousiasme d'enchérissement* (2), on s'est attaqué à des objets qui ne furent jamais des articles de commerce, et qui ne figurent que dans les officines des nécromans et des sorcières. Les *yeux d'écrevisse*, les *vipères*, les *dents de loup*, les *pieds d'élan*, les *os de cœur de cerf*, sont nominativement inscrits au tarif. Ces taxes ridicules et d'autres qui s'attaquent à des objets plus sérieux ne rapportent à l'état que des sommes insignifiantes (3); mais on a eu la manie

(1) Notamment à la fin de 1850. Les réclamations légitimes des imprimeurs de Mulhouse et des teinturiers de Rouen ont été écartées, quoiqu'ils s'engageassent à réexporter tout ce qu'ils auraient importé.

(2) Le mot est de Benjamin Constant. Il le prononça dans la discussion de la loi de 1821 qui aggrava les droits sur les céréales établis par la loi de 1819.

(3) L'exposé des motifs de la loi des douanes présentée en 1847 établissait que 113

de la protection. On a voulu que le système protecteur plaçât partout sa griffe. Il semblait que ce fût un spécifique merveilleux pour le bonheur des humains; il eût manqué quelque chose à la gloire de la patrie ou à sa prospérité si un article de commerce, une substance quelconque eût échappé au bienfait de la protection. On l'a donc répandue à pleines mains, on en a mis partout.

La violation de la liberté est plus manifeste encore quand il s'agit de la consommation. Voilà un manufacturier qui a fait argent de ses marchandises, un avocat ou un médecin qui a reçu ses honoraires, un ouvrier qui a touché sa quinzaine; ils veulent nourrir et vêtir leur famille, meubler leur demeure. Ils ont entendu dire que telle contrée fournissait à bas prix des substances alimentaires, de la viande, des salaisons, des fruits; telle autre certains tissus de laine, ou de coton, ou de lin, ou de soie; qu'ailleurs on rencontrait des ustensiles et mille articles de ménage de bonne qualité à bon marché. Ils voudraient en faire venir, c'est de droit naturel; mais voici le système protecteur, qui le leur interdit avec une sévérité dont les lois douanières d'aucun autre pays du monde n'offrent l'exemple! Le blé paie à l'entrée, la viande paie. Sous l'ancien régime, le bétail était exempt de droits depuis un demi-siècle, quand la révolution éclata (1). A plus forte raison, la première république et l'empire laissaient venir le bétail de toute espèce sans aucun droit; la restauration mit, en 1816, un droit de 3 fr. par tête de bœuf; depuis 1826 c'est de 55 fr. Les viandes salées paient proportionnellement le double. Beurre, graisse, huile, vin, tout ce que l'homme peut mettre dans son estomac est plus ou moins écrasé de droits. Les étoffes, dont il pourrait couvrir son corps ou garnir son logis, sont plus rigoureusement traitées encore. La plupart sont écartées par une prohibition absolue; de même la faïence, de même les verres et cristaux, de même la tabletterie, de même l'innombrable variété des articles qui composent la quincaillerie, de même les articles

articles du tarif n'avaient produit ensemble que 96,615 francs en 1845; 23 autres articles avaient donné ensemble 89,749 francs. Une autre catégorie de 163 articles avait rendu 3,698,516 francs. La radiation de ces 299 articles du tarif aurait permis de diminuer d'une forte somme les frais de gestion et de perception des douanes.

(1) Dans les provinces formant ce qu'on appelait les *cinq grosses fermes*, les seules pour lesquelles il existât en matière de douanes quelque chose qu'on puisse appeler le droit commun, un bœuf venant de l'étranger payait avant le tarif célèbre de 1664, depuis 1638, 15 sous. Le tarif de 1664 porta le droit à 3 livres; le 2 septembre 1669, on l'éleva à 6 livres. A partir du 1er mai 1689, il fut mis à 12 livres; mais, le 13 mai 1698, il fut réduit à 3 livres. Le 1er décembre 1712, il fut relevé à 12 livres; mais, le 4 septembre 1714, il fut complétement aboli. Enfin, après quelques alternatives de liberté complète et de droits plus ou moins modérés, le 15 mai 1730, la libre entrée fut rétablie. (*Histoire du Tarif*, de Dufresne de Francheville, tome II, page 117.) Le blé était de même exempt de droits d'importation sous l'ancien régime, mais il y avait des provinces qui imposaient le blé venant d'autres provinces.

confectionnés en cuir, la cordonnerie et la sellerie. La prohibition est l'alpha et l'oméga du tarif; quand elle n'est pas absolue, neuf fois sur dix elle est remplacée par des droits tellement élevés qu'ils sont prohibitifs. On dit avec une assurance imperturbable à cette nation qu'on la protége, et on légifère à outrance dans l'intention avouée de lui faire payer plus cher tous les articles de son alimentation, de son habillement, de son ameublement. On lui dit qu'elle est libre, et il n'est pas une de nos moindres acquisitions où le législateur ne mette le doigt pour changer, autant qu'il dépend de lui, le cours naturel et légitime des choses. Et ce peuple, qui se croit le plus intelligent de la terre, a été dupe de cette mystification immense. Il l'est encore.

Que le citoyen français passe en revue les articles qu'il porte sur lui lors même que sa mise est la plus simple, ou qu'il fasse un voyage autour de sa chambre : les neuf dixièmes des objets usuels sur lesquels il mettra successivement la main, il est forcé, absolument forcé de les acheter en France, quand bien même son goût ou l'attrait du bon marché le porterait à s'en pourvoir au dehors. Le drap dont sont faits son habit ou sa veste, l'étoffe de laine ou le piqué de coton qui forment son gilet, le calicot ou le madapolam dont est sa chemise, tout cela est prohibé; les souliers, prohibés; les bas de coton ou de laine, prohibés. Il ne peut tenter d'en faire venir du dehors sans être rebelle aux lois. Excellent moyen de rétablir le respect des lois que d'en faire l'instrument de vexations pareilles! Le chapeau de feutre ou de soie imitant le feutre passe à la frontière moyennant un droit de 1 franc 65 centimes; le chapeau de cuir que porte le marinier est prohibé. Quant à l'ameublement, c'est à peu près de même. La marmite en fonte dans laquelle le pauvre prépare ses alimens est prohibée; les ustensiles en cuivre, en zinc, en fonte, en fer, en tôle, en fer blanc, prohibés; en acier, prohibés; la coutellerie, prohibée; la serrurerie, prohibée. Les couvertures de lit paient sur le pied de 2 francs 50 cent. le kilog. : c'est l'équivalent de la prohibition; les tapis paient sur le pied de 275 à 568 francs les 100 kilog. : encore prohibitif. Les objets en plaqué, prohibés; les tissus de crin, dont on recouvre des meubles d'une élégante simplicité, prohibés; de même les tissus de laine. La liberté du consommateur français (et le consommateur, c'est tout le monde) est comme la liberté d'écrire dont jouissait Figaro.

Voilà pour la liberté. Passons à la justice. Puisque le régime protecteur est si manifestement contraire à l'une, il ne doit guère s'accorder avec l'autre; car elles sont solidaires. Voyons pourtant. La justice, dans les sociétés modernes, se traduit par l'égalité devant la loi, ou, pour me servir d'une formule plus explicite, par l'unité de loi et l'égalité de droits. Qu'a-t-on fait de l'unité de loi et de l'égalité de droits avec la protection? La loi douanière n'est pas une, elle est di-

verse de plusieurs manières : elle varie non-seulement avec les objets, mais aussi avec les frontières par où ils se présentent. C'est ainsi que la taxe protectrice sur la houille change cinq fois avec les zones. Dans le même lieu, entre deux citoyens, l'inégalité est extrême. J'exerce une profession libérale quelconque, ou encore je suis employé d'administration, ou enfin je suis ouvrier; je reçois une rémunération en argent : la législation qui s'appelle protectrice me contraint de payer plus cher une multitude d'objets usuels, c'est-à-dire que je donne, en échange d'une chose nécessaire à la satisfaction de mes besoins ou de ceux de ma famille, une quantité de mon travail qui est supérieure à la seule proportion qui soit légitime et naturelle, celle qui est indiquée par la valeur courante des choses sur le marché général du monde (1), ou, pour exprimer le même fait en d'autres termes, je suis obligé à troquer tout le labeur que je puis faire contre une quantité de choses moindre que ce que m'autorise à réclamer la valeur de ce labeur comparée au cours des choses sur le marché général. Mon voisin est fabricant de fer, de cristaux ou de quincaillerie, ou propriétaire d'une mine de houille; la même loi qui me vexe l'investit, lui, du privilége d'obtenir, en retour des produits de son industrie, une quantité des produits nécessaires à ses besoins qui excède la proportion naturelle. C'est d'une injustice palpable, car je supplie qu'on me dise quel titre il a de plus que moi à la munificence nationale. De quel droit est-ce que le législateur lui confère une faveur qui se résout en un sacrifice pour moi? Entre les différentes professions industrielles, la balance n'est pas plus égale. Je suis producteur de faïence ou d'acier, je jouis d'une protection énorme, j'ai le monopole; je vends mes produits un tiers ou un quart au-delà de ce qu'ils valent sur le marché général. Au lieu de cela, je fabrique des soieries, ou des articles de goût ou de mode, ou des produits chimiques; que me sert le régime protecteur? Il ne me fait pas vendre mes marchandises un centime de plus au dedans, parce que la protection inscrite au tarif n'enchérit pas les articles que nous produisons à aussi peu de frais que les autres peuples et en abondance; bien plus, il m'empêche de les vendre au dehors, par les représailles qu'il suscite, sinon par des droits de sortie. Où est l'égalité? Dans la même industrie, celle des cotonnades, les im-

(2) J'entends ici par le marché général l'ensemble des lieux où les marchandises de toutes provenances se vendent et s'achètent sans avoir à payer aucun droit de douane à personne. Dans chaque état, il existe aujourd'hui des entrepôts où les choses se passent ainsi. On y héberge même les articles dont la consommation est prohibée dans le pays; et, en ce cas, on ne peut les acheter que pour les réexporter. Les marchandises tarifées paient le droit de douane lorsqu'elles quittent les entrepôts pour aller chez le marchand qui doit les livrer au consommateur. En France, chacun de nos ports importans a un de ces entrepôts : Paris a le sien, ainsi que plusieurs autres villes de l'intérieur.

primeurs sont aujourd'hui complétement sacrifiés aux filateurs; la protection exorbitante accordée à ceux-ci empêche ceux-là d'étendre leur fabrication et d'exporter. Quelle est donc l'équité de nouvelle fabrique en vertu de laquelle cela se passe? Où a-t-on découvert un motif pour que l'imprimeur devînt le vassal du filateur, plutôt que le filateur de l'imprimeur?

Les prescriptions du régime protecteur sont pleines de contradictions bizarres. Voici une industrie naissante qui, à ce titre peut éprouver plus d'embarras qu'une autre, la filature mécanique du lin et du chanvre; on lui donne une protection de 22 pour 100; c'est trop, certainement; mais en voici une autre qui est ancienne, qui sent le sol ferme sous ses pas, la filature du coton; elle est protégée contre les filés étrangers par la prohibition absolue (1). Tout est arbitraire dans la fixation des droits. Ce sont des sollicitations plus ou moins habiles, c'est l'humeur ou le caprice d'un ministre ou d'un personnage influent, quelquefois son intérêt, qui ont présidé à ces arrangemens et ont fait du tarif un amalgame confus qui défie la logique et insulte au bon sens.

Dans les discours d'apparat, on témoigne un amour brûlant à l'agriculture; très bien. Alors vous supposez qu'on lui facilite autant qu'on le peut la vente de ses produits. Non pas. Voici l'art d'élever les vers à soie auquel se livrent beaucoup de départemens du midi, et ils y réussissent; l'étranger paierait volontiers leur soie ce qu'elle vaut; mais le régime protecteur intervient; il imagine, parce que tel est son bon plaisir, de frapper à la sortie cette marchandise. Et nos vins, dont le monde entier boirait, si par nos rigueurs protectionistes contre les produits de l'industrie étrangère, nous n'avions attiré sur eux le poids de représailles cruelles (2)? Tous les contre-sens sont dans les flancs de ce malheureux système, et ici chaque contre-sens est une injustice.

(1) A l'exception des fils fins au-dessus du numéro 143 : ces fils fins, depuis 1836, sont admis en France, mais moyennant un droit élevé.

(2) Il y a deux siècles, la France vendait à l'Angleterre une quantité de vins que les relevés commerciaux portent à 20,000 tonneaux (180,000 hectolitres). Depuis lors, la population du Royaume-Uni a plus que triplé; la richesse générale y a suivi une progression beaucoup plus rapide. A en juger par le progrès d'autres consommations, on serait fondé à dire que, si les rapports commerciaux fussent restés sur le même pied, l'Angleterre nous achèterait présentement dix ou douze fois autant de vin qu'alors, soit 200,000 tonneaux au moins; mais, à partir de 1667, les deux nations se sont mises à frapper l'industrie l'une de l'autre, sans s'apercevoir que c'étaient des coups qui retombaient sur elles-mêmes, et la vérité m'oblige à dire que c'est nous qui commençâmes. Ce fut la France surtout qui aggrava ces hostilités commerciales, sous l'inspiration des haines aveugles qu'avait provoquées la guerre, à partir de 1793. On le verra plus loin. Aujourd'hui nous ne plaçons dans le Royaume-Uni que le septième du vin que nous y vendions il y a près de deux siècles, la soixante-dixième partie de ce que nous devrions y en vendre. Ce n'est malheureusement pas le seul marché où nous ayons attiré ce désastreux échec à une production à laquelle notre sol convient admirablement, et dont nous possédons mieux que personne tous les secrets.

Avant 1789, le système protecteur, alors bien moins rigoureux qu'aujourd'hui (on en trouvera la preuve plus loin), avait une justification dans l'esprit des institutions. Tout était privilége dans ce temps-là. Pour exister, la liberté elle-même avait dû se placer à l'ombre du privilége. Le point de départ de l'organisation sociale était la féodalité, qui partageait le territoire en une multitude de souverainetés et de juridictions exclusives. Il n'y avait eu moyen, pour l'industrie, d'obtenir une place au soleil que par la création successive d'une multitude de petits monopoles entre lesquels était divisé le champ de la production et qu'exploitaient autant de corporations. On n'avait pas alors, ou du moins on ne trouvait pas dans la législation la notion du droit commun. La justice, c'était pour chacun le maintien de son monopole. Cette donnée admise, l'équité, telle qu'on la concevait, était médiocrement choquée de ces droits qui élevaient ou pouvaient élever pour chacun le prix des marchandises qu'il produisait; ce n'était rien de plus que la défense de son monopole, lequel était incontesté, la protection de son droit, qui était légalement reconnu. La révolution de 1789, et c'est de tous ses dons le plus précieux, de ses bienfaits le plus impérissable, a aboli toutes les petites juridictions exclusives, balayé les monopoles, démoli les enceintes où les corporations se tenaient barricadées, et, sur le sol enfin dégarni, elle a planté le drapeau du droit commun, changeant ainsi profondément le sens qu'on attachait aux mots de justice et d'équité. L'idée du droit commun est, depuis 1789, et restera à jamais la pensée génératrice de notre droit public; mais le droit commun ne s'accommode pas, ne peut à aucun prix s'accommoder de priviléges, dévolus, sans qu'on sache pourquoi, à telle ou telle catégorie des citoyens. Le droit commun implique donc absolument l'abolition du système protecteur. Le système protecteur, surtout quand on le traduit par le monopole absolu et permanent du marché national, est essentiellement contre-révolutionnaire.

II. — LE SYSTÈME PROTECTEUR NE DÉVELOPPE PAS LE TRAVAIL ET N'AUGMENTE PAS LA RICHESSE DE LA SOCIÉTÉ.

Par cela même que la liberté du travail, entendue comme nous venons de le dire, a pour elle le principe de la liberté humaine et celui de la justice, elle ne pourrait manquer d'accroître la fécondité du travail et d'agrandir la richesse nationale. Tout homme industrieux qui veut travailler, ou qui, après avoir travaillé, veut consommer, est manifestement intéressé à avoir la faculté de se pourvoir en tel lieu qu'il jugera convenable, au dehors comme au dedans, de matières et d'instrumens pour le travail ou d'articles de consommation. Ici, ce qui est vrai de l'individu, ne peut manquer de l'être de la société prise col-

lectivement, puisque l'avantage que l'individu retirerait de la liberté du travail ne résulterait d'aucune atteinte à la liberté du prochain, d'aucune infraction à la justice. C'est quand une pratique donne du profit à l'un en foulant au pied les droits de l'autre, c'est seulement alors qu'avantageuse à l'individu ou à une fraction de la société, elle peut être nuisible au corps social dans son ensemble; mais la liberté du travail n'aurait pas ce caractère; ce ne serait que le retour aux notions de la justice et de la liberté telles que nous les avons apprises depuis la grande époque de 1789. Et quel est donc le membre de la société qui oserait dire qu'il a des intérêts qui ne s'accommodent pas de la liberté et de la justice? Les protectionistes cependant soutiennent que leur système, contraire aux droits les plus respectables de l'individu, est d'utilité publique. C'est un raisonnement du genre de celui de ce marchand qui disait à la foule qu'à chacun en particulier il livrait ses marchandises à perte, mais qu'il se rattrapait sur la quantité. La protection, suivant eux, garantit l'existence même de la nation, car elle lui assure du travail. Sans la protection, la France serait forcée de fermer ses ateliers; donc, le système protecteur est de salut public. — La nation française travaillait, ce semble, avant le système protecteur, et notre industrie n'est pas universellement en arrière comme on le prétend pour le besoin de la cause protectioniste, car il est un grand nombre d'articles, de ceux mêmes que le tarif affecte de protéger le plus, que nous exportons avec bénéfice, en grande quantité, dans des contrées où ils rencontrent la concurrence de l'Angleterre, celle que les protectionistes redoutent le plus. Ainsi les toiles peintes, ainsi les bronzes, ainsi vingt tissus divers de laine, les mérinos, par exemple, où nous excellons, ainsi les fils de la même substance, ainsi les glaces et les meubles, les machines même; et la liste serait bien plus longue, si les matières premières n'étaient artificiellement enchéries par le système protecteur. La protection a imprimé à l'activité nationale une direction autre que celle qu'elle eût suivie, si on nous eût laissé la liberté; mais, quoiqu'elle ait donné lieu à l'ouverture de beaucoup d'ateliers, elle n'ajoute par elle-même rien, absolument rien, à la somme des labeurs utiles de la nation. Et, en effet, toute industrie, quelle qu'elle soit, exige deux sortes d'agens, des bras et des capitaux. Quand, par des moyens artificiels, on rend une industrie plus lucrative que d'autres, alléchés par cet appât, des capitaux qui s'employaient ailleurs se tournent vers cette destination nouvelle et y attirent une proportion correspondante de bras auparavant aussi occupés autre part. La société a acquis le travail qui s'accomplit dans les nouveaux ateliers, mais elle a perdu celui auquel servaient et auraient servi les bras et les capitaux ainsi détournés. C'est un changement et non une création de travail, et si le changement n'a été provoqué que par le

système protecteur, c'est-à-dire par le privilége conféré aux entrepreneurs des nouveaux ateliers de se faire payer une prime par leurs concitoyens, il est à peu près certain que, présentement au moins, il est nuisible; car s'il eût été profitable dans l'état naturel des choses, je veux dire sous le règne de la liberté et de la justice, il est vraisemblable que les particuliers, guidés par l'instinct de leur intérêt, s'y fussent déjà décidés spontanément, ou qu'ils n'y eussent pas tardé. Toute évolution qui consiste à retirer le capital et les bras d'une certaine direction pour les porter dans une autre, n'enrichit la société qu'autant que les produits des nouveaux ateliers peuvent, sur le marché général du monde, s'échanger contre une masse d'argent plus grande que celle qu'on eût obtenue avec l'ancienne destination des mêmes bras et du même capital. En pareil cas, et alors seulement, le surplus de gain rendu aux entrepreneurs d'industrie par les nouveaux ateliers serait, pour le pays, un bénéfice positif; mais alors aussi pourquoi des droits protecteurs? Les industries protégées se protégeraient suffisamment toutes seules. En tout autre cas, le profit que font les entrepreneurs, par-delà ce qu'ils retiraient précédemment des industries par eux délaissées, est pris sur le public, et c'est pour celui-ci un sacrifice auquel personne n'avait le droit de le soumettre, car, encore une fois, on ne doit d'impôt qu'à l'état. Nous reculons jusques à la féodalité si notre droit public admet que, de particulier à particulier, il y ait autre chose de légitime qu'un échange de services librement consenti, sur le pied de la réciprocité.

Je ne conteste pas que le système protecteur fasse travailler; mais fait-il travailler plus, ou plutôt fait-il travailler mieux, je veux dire plus utilement, avec plus de résultat pour la société? Là est la question. Si quelque khan de Tartarie, installé aux Tuileries par un de ces accidens que nos dernières révolutions rendent croyables, ordonnait que les ouvriers désormais travaillassent une main liée derrière le dos, il faudrait, pour procurer à la société française une très médiocre quantité de produits, que tout homme valide travaillât seize heures au moins par jour : cet édit sauvage ferait donc travailler plus; il n'en serait pas moins un fléau. C'est que, dans le travail, il ne faut pas voir seulement l'effort que font les hommes. L'effort est, pour ainsi dire, l'aspect pénitentiaire du sujet. C'est au résultat qu'il faut aller, c'est là ce qu'il faut voir, jauger, pour se faire une idée juste de ce que valent et le travail dont il s'agit et le système qui le provoque. C'est ce résultat qui donne la mesure de l'utilité, de l'importance du travail. L'homme en effet ne travaille pas à la seule fin d'agiter son corps ou de fatiguer ses muscles. Il travaille pour se procurer des objets en rapport avec ses besoins ou avec les besoins de ses semblables, ce qui, par l'échange, revient au même pour lui. Autrement, celui qui passe-

rait la journée à remuer les bras dans le vide pourrait se qualifier de travailleur, se donner comme un membre utile de la société; le riche qui ferait creuser des fossés le lundi pour les faire combler le mardi, et les faire ouvrir de nouveau le mercredi, pourrait se flatter de rendre à la patrie autant de services que l'habile manufacturier de Lyon ou de Mulhouse. Si dans le travail on ne devait envisager que l'exercice musculaire ou intellectuel sans le résultat, un sûr moyen de se créer des titres à la reconnaissance publique serait de susciter des obstacles artificiels à une production quelconque ou à la satisfaction d'un quelconque de nos besoins, puisque, pour surmonter ces obstacles, il faudrait une nouvelle proportion de travail. Il y aurait lieu, pour les pouvoirs de l'état, de prendre en grande considération la pétition comique que, dans ses inimitables *Sophismes*, Bastiat, lorsqu'il veut réfuter le système protecteur par la réduction à l'absurde, prête aux *fabricans de chandelles, bougies, lampes, aux producteurs de suif, résine, alcool, et généralement de tout ce qui concerne l'éclairage*, contre la lumière du soleil qui nous éclaire gratis. Il est certain en effet que si, comme il s'amuse à l'imaginer, on faisait une loi qui ordonnât la fermeture de toutes *fenêtres, lucarnes, contrevents, volets, vasistas, œils-de-bœuf, en un mot de toutes ouvertures, trous, fentes et fissures par lesquelles le soleil a coutume de pénétrer dans les maisons*, il faudrait plus de suif, plus d'huile, plus de résine. Ce serait une immense quantité de travail qu'on aurait rendue indispensable, et s'il est admis que le travail, quel qu'il soit ou quelle qu'en soit la cause, est une fortune, on aurait enrichi la nation.

Du point de vue auquel nous avons transporté le lecteur, il est aisé de reconnaître que le système protecteur n'est pas fondé à prétendre qu'il fait travailler mieux; on peut même voir qu'il ne l'est guère davantage à soutenir qu'il lui appartient d'occuper plus de bras. Si demain, en Angleterre, les ultra-tories rentrant au pouvoir, dans la recrudescence de leur zèle protectioniste, faisaient passer une loi qui interdît absolument l'entrée du vin étranger, il est vraisemblable qu'on planterait des vignes dans des serres pour se procurer, tant bien que mal, un peu de cette savoureuse liqueur qui, depuis Noé, est en faveur parmi les hommes. On ferait ainsi en Angleterre du vin qui serait horriblement cher. Je laisse de côté la qualité du breuvage. Pour en avoir seulement cent mille hectolitres, il faudrait une prodigieuse quantité de jardiniers, sans compter les maçons et les fumistes qui construiraient et entretiendraient les serres. Le parlement anglais se trouverait avoir ainsi provoqué beaucoup de travail. Il aurait cependant fait une très sotte loi. Il aurait appauvri la nation. L'Angleterre, alors, pour se procurer cent mille hectolitres de vin, occuperait une masse de capitaux et de bras qui, employés à retirer de la houille, à filer du

coton, à fabriquer de la quincaillerie, de l'acier ou du fer brut, lui auraient donné le moyen d'en acheter un million sur les marchés de la France, du Portugal, de l'Espagne, des Canaries, ou du Cap. Elle serait donc appauvrie de neuf cent mille hectolitres de vin. Aurait-elle pour cela résolu le problème d'occuper plus de bras? Non, car s'il est vrai que la culture de la vigne dans des serres donnerait de l'emploi à un grand nombre d'hommes, il n'est pas moins vrai que le capital absorbé par cette folie viticole eût suffi à occuper ces mêmes hommes dans d'autres industries beaucoup plus naturelles et beaucoup plus raisonnables parce qu'elles seraient beaucoup plus productives. Si on m'objecte que cet exemple est fantastique, j'en prendrai un autre tiré incontestablement de la réalité. En France, quand on a eu écarté, par un droit de douane exorbitant, le fer étranger, il s'est produit du fer en plus grande quantité, mais c'est avec des capitaux qui eussent été mieux employés dans d'autres fabrications. Pour peu qu'on ait observé le mécanisme des échanges internationaux, on sait qu'un pays n'importe des marchandises étrangères qu'à la condition d'exporter des siennes. Les produits se paient avec des produits : c'est un point de fait. L'or et l'argent n'interviennent dans les échanges internationaux que comme des termes de comparaison pour la supputation des valeurs ou comme de faibles appoints pour solder les comptes. Si la France achetait au dehors cent millions de kilogrammes de fer, elle exporterait une quantité correspondante des objets de sa fabrication. De là donc un surcroît de travail dans quelques-unes des branches de l'industrie nationale. Et quelles sont ces branches qui se développeraient ainsi? Évidemment celles où nous excellons, celles où une quantité déterminée de capitaux et de bras donne les meilleurs résultats, c'est-à-dire celles où les objets obtenus par l'activité d'une quantité déterminée de bras et de capitaux représentent sur le marché général du monde la somme la plus grande de valeurs. Et voici la conséquence : par ce détour des échanges avec l'étranger nous nous procurerions 2 de fer, tandis qu'en fabriquant notre fer nous-mêmes, avec les mêmes capitaux et le même nombre de bras, nous en avons 1 et demi ou 1, et nous eussions occupé une quantité de bras qui, selon la nature des industries, eût pu être plus considérable tout aussi bien qu'elle eût pu être moindre.

Il y a une autre raison pour que la promesse du système protecteur de féconder le travail national, et même celle de fournir effectivement du travail à un plus grand nombre de bras, soient des illusions ou des gasconnades. La première condition pour que le travail des hommes soit très fécond, c'est-à-dire pour qu'il ait beaucoup de résultats, en d'autres termes, pour qu'il donne beaucoup de produits, c'est qu'il ait l'assistance de beaucoup de capital. Les capitaux sont justement

définis *des instrumens de travail.* Le type de l'industrie humaine sans capital, ce sont ces infortunés fellahs auxquels le vice-roi d'Égypte Méhémet-Ali faisait creuser le canal Mahmoudié avec les ongles. Avec du capital, le travail donne des produits abondans, et d'autant plus qu'il y a plus de capital (1); je suppose le capital employé avec intelligence. Sans capital, la production est frappée de prostration. Dans nos sociétés civilisées, les industries même les moins parfaites exigent une certaine dose de capital, et quand le capital manque, soit qu'il ait été détruit, soit qu'on l'ait forcé de s'enfuir, les bras restent inoccupés. Ainsi, et pour accroître la fécondité du travail humain et pour mieux assurer l'emploi des bras, il faut que le capital se multiplie de manière à être plus considérable pour une même quantité de population. Il est d'ailleurs bien reconnu, et je ne m'arrête pas à le démontrer, que le capital, du moment qu'il est formé, pour être fructueux au propriétaire, doit être mis en action, et il ne peut l'être que par l'intermédiaire, par la pensée et les bras d'hommes industrieux, chefs et ouvriers. Ces points une fois convenus, il est aisé d'apprécier les prétentions du système protecteur. Est-ce le système protecteur ou la liberté du commerce qui favorise le mieux la formation des capitaux? Si l'étranger est en état de vendre tels de ses produits sur notre marché, c'est qu'il les offre à plus bas prix, toutes circonstances de qualité étant les mêmes: donc, par la liberté du commerce, le public consommateur fait une épargne qui lui était interdite auparavant; sur chaque quintal de fer, par exemple, il économisera 10 francs. Vraisemblablement, une partie au moins de cette épargne sera mise de côté pour former du capital, et le supplément de capital ainsi créé, pour se manifester, appellera nécessairement des bras, suscitera nécessairement un supplément de travail (2). Que si, au contraire, vous supposez la liberté commerciale remplacée chez une nation industrieuse par les restrictions du système protecteur, vous apercevrez un effet diamétralement opposé; par les mêmes raisons que je viens de signaler, la formation des capitaux par le public sera forcément ralentie.

Le tendance des sociétés modernes, un de leurs plus impérieux besoins depuis qu'elles sont en pleine eau d'égalité, c'est que la masse des objets divers qui répondent aux besoins divers des hommes aille tou-

(1) Je renvoie sur ce point le lecteur qui voudrait plus de détail au nº IV de ces études, *Revue des Deux Mondes* du 15 juillet 1850.

(2) Si même ces économies des particuliers, au lieu de composer du capital, étaient dépensées tout entières, ce serait une demande nouvelle d'objets divers à laquelle la production aurait à satisfaire; de là donc, dans ce cas aussi, un surcroît de travail, mais il y a cette différence que le travail, répondant aux 10 francs, aurait lieu une fois pour toutes, tandis que, dans le cas où les 10 francs auraient fait du capital, la demande de travail recommencerait indéfiniment.

jours en croissant pour une même quantité de population, afin que chacun soit mieux ou moins mal nourri, mieux ou moins mal vêtu, mieux ou moins mal chauffé, éclairé, nippé, meublé; que la société, dans son ensemble, soit mieux ou moins mal pourvue de livres, de musées, d'églises, de monumens, de tout ce qui répond enfin à nos facultés que la civilisation rend de plus en plus multiples, semblable à un habile lapidaire qui met à nu chacune des facettes que le clivage indiquait dans un diamant. C'est de cette manière que graduellement la société devient de plus en plus riche, ou de moins en moins pauvre; c'est ainsi que le problème de la vie à bon marché reçoit une solution de moins en moins incomplète. Pour se conformer à cette tendance salutaire, pour contenter ce besoin chaque jour plus ardent, les sciences et les arts sont en action, tous les ressorts sont tendus. Les résultats qu'on obtient depuis un siècle environ sont merveilleux, car la masse des productions diverses qui se répartissent entre les hommes grandit à vue d'œil, aussitôt que la société jouit du calme. La puissance productive du travail humain, envisagée dans l'avenir, semble indéfinie. Perspective consolante pour les ames généreuses qu'attriste le spectacle de la misère, et rassurante pour les hommes d'état qui appellent de leurs vœux et de leurs efforts l'époque où les révolutions cesseront d'avoir la misère à leur disposition, comme un levier avec lequel il est facile d'ébranler la société! Cette augmentation continue de la puissance productive des nations est l'effet de plusieurs causes. Les machines et les appareils nouveaux de toute sorte, qui mettent en jeu, à notre place et de mieux en mieux, les forces de la nature, y poussent avec un grand succès. La concurrence intérieure y contribue, surtout s'il se forme des capitaux en abondance dans le pays. La concurrence étrangère y coopérant aussi avec une énergie remarquable, quand elle n'est pas amortie par le tarif des douanes, c'est donc un aiguillon qu'on ne saurait se dispenser de mettre en jeu; car la nécessité d'arriver avec toute la célérité possible à la vie à bon marché nous est imposée par les événemens avec une autorité qui n'admet pas l'hésitation et ne supporte pas les retards.

Donnons, par un exemple, la mesure de l'influence que peut exercer le système protecteur sur la richesse de la société. Prenons l'industrie des fers. Avant 1814, le droit sur le fer forgé n'était pas excessif. De 1814 à 1822, il fut de 165 francs par tonne (1,000 kilogrammes) de fer en grosses barres; de 1822 à 1836, de 275 francs, toujours pour le fer en grosses barres, quand il était fabriqué au charbon de terre (c'est le seul dont la concurrence puisse être efficace), et de 165 francs pour le fer martelé au bois. Depuis 1836 jusqu'à ce jour, il est resté à 206 fr. pour le gros fer à la houille. Le fer de moindre échantillon paie, selon les dimensions, environ moitié en sus, ou le double, et même plus

pour quelques variétés. La tôle est taxée à plus du double. Indépendamment du fer forgé, la fonte brute paie un droit élevé, et la fonte ouvrée, article dont il se consomme de grandes masses, est repoussée par la prohibition. Je serai au-dessous de la vérité si, ne comptant que le fer forgé, je dis que le système protecteur a eu pour effet, depuis 1814, d'obliger les Français à payer cet article 200 francs en moyenne de plus que ce qu'il valait sur le marché général. Or, depuis 1814, la France a consommé plus de six millions de tonnes de fer forgé. Donc, depuis 1814, la France a payé le fer qu'elle a consommé 1,200 millions de plus qu'il ne valait. Ainsi le système protecteur a dans cet intervalle astreint le public à une contribution de plus de 1,200 millions pour une seule marchandise. 1,200 millions! c'est presque le double de ce que les étrangers exigèrent de nous par les traités de 1815.

Et, là-dessus, qu'est-ce qui est à rabattre de la richesse du pays? Si ce n'était qu'un déplacement de richesse, ce n'en serait pas moins une injustice; car pourquoi prendre aux uns pour donner à d'autres qui n'ont aucun titre à rendre les premiers leurs tributaires? Mais, du point de vue de la richesse nationale, c'est bien pis qu'un transport d'une poche dans une autre. Sur ces 1,200 millions, la majeure partie a été une perte sèche, tout comme si on l'eût prise au public pour la jeter à la mer. Sans doute, une certaine part des 1,200 millions est passée des mains des maîtres de forges dans les coffres de l'état par la hausse qu'ont éprouvée les coupes des forêts nationales, car le bois a monté en proportion des droits de douane; une autre part a arrondi par la même raison les revenus des particuliers propriétaires de bois; une troisième assez notable a grossi les bénéfices légitimes que les maîtres de forges intelligens, ceux surtout qui ont employé le charbon de terre, étaient fondés à attendre de leur travail. Ces trois fractions ont pu ne pas être perdues : elles ont pu servir à composer du capital; elles l'auront fait si les contribuables ont capitalisé la somme que le revenu supplémentaire des forêts de l'état les a dispensés de fournir à titre d'impôts; si les particuliers propriétaires de forêts et les maîtres de forges les plus distingués, qui, à la faveur du monopole, réalisaient de gros profits, ont eu assez d'empire sur eux-mêmes pour ne pas dépenser plus qu'ils ne l'eussent fait dans ce qu'on est fondé à appeler l'état naturel des choses, où ils n'eussent pas eu ce revenu anormal; mais une très grosse part de ces 1,200 millions, bien plus de la moitié vraisemblablement, a été perdue, tout comme est perdu un navire qui fait naufrage, un édifice qui est brûlé, une moisson qui est hachée par la grêle.

C'est la somme qui a servi à maintenir en activité des usines arriérées, mal montées et mal dirigées, qu'on n'a pas pris la peine de mieux outiller et de mieux conduire, parce que, sous l'ombrage de *l'arbre de la protection*, on n'y était pas stimulé; ou des usines très mal

situées, dont aucun moyen humain ne saurait plus rien faire qui vaille. Dans ces deux classes d'établissemens défectueux, le fer n'a été obtenu que moyennant un surplus de frais de production. Voilà comment, sur les 1,200 millions qui forment le subside imposé au pays par les lois de douane sur les fers, 7 à 800 ont été dévorés, sans que le pays en masse en ait eu le moindre retour. Et qu'on ne se targue pas de ce que des ouvriers en ont vécu : les mêmes ouvriers eussent vécu du roulement du capital qui est consacré à l'industrie des fers, sans que le pays perdît les 7 ou 800 millions stérilement absorbés en frais de productions supplémentaires, si le capital engagé dans la plupart de nos forges eût reçu une destination plus raisonnable; si, appliqué aux industries où nous brillons, il eût servi à faire des objets que nous eussions donnés en échange aux pays producteurs de fer; car, par cet échange, la France aurait eu son approvisionnement de fer pour 7 à 800 millions de moins (1), et ces industries vivaces, naturelles, vers lesquelles les populations ouvrières se fussent dirigées, nourrissent leur monde tout aussi bien que celle des fers (2).

En résumé, on exprime, au nom du système protecteur, une prétention sans fondement, lorsqu'on dit qu'il lui appartient par privilége d'augmenter la masse du travail national et la richesse du pays. Il n'y parviendrait qu'autant que l'inscription d'une loi protectioniste dans le code aurait l'effet miraculeux de faire tomber du ciel un capital supplémentaire spécialement destiné à faire marcher l'industrie protégée. Or, ceci est tout aussi impossible que cette autre imagination d'après laquelle, en mettant en œuvre une planche aux assignats et en plaçant sur la porte d'une maison quelconque dans chaque village un écriteau portant ces mots : *Institution de crédit,* quelques novateurs se sont flattés de susciter immédiatement des capitaux à discrétion pour tout le monde. Pour former du capital, la recette, malheureusement, n'est pas aussi simple.

III. — NOMBREUX POINTS DE CONTACT ENTRE LA DOCTRINE PROTECTIONISTE ET LES DOCTRINES SOCIALISTES.

Ce n'est pas sans dessein que je fais ce rapprochement entre les notions de l'école protectioniste au sujet du capital et celles de quelques-

(1) Indépendamment de la somme de 4 à 500 millions ci-dessus indiquée, qui a été prise au consommateur pour les propriétaires de bois (état ou particuliers) ou les maîtres de forges, et qui forme le complément des 1,200 millions signalés plus haut. Ces 4 à 500 millions ne sont pas, on l'a vu, nécessairement perdus pour le pays.

(2) Je tiens à faire remarquer que parmi ces industries *vivaces, naturelles,* se trouverait l'industrie des fers elle-même. La concurrence extérieure l'eût transformée. Nous avons des forges qui sont faites pour résister à toutes les épreuves, les unes à cause de la qualité des produits, les autres par l'abondance des minerais et de la houille.

unes des écoles socialistes. Je le demande à nos manufacturiers protectionistes, qui repoussent avec tant de vivacité le socialisme en disant que c'est l'émanation de mauvais sentimens, anciens comme le monde, en vertu desquels, de tout temps, il y a eu des sectes, des factions, des coteries, des classes ou des individus qui ont voulu que la société leur donnât plus qu'ils ne lui rendaient eux-mêmes : cette insoutenable prétention ne se retrouve-t-elle pas au fond du système prétendu protecteur? Au lieu de dire à chacun : « Tu es libre, donc tu es responsable de ton sort; travaille plus et mieux qu'un autre, si tu veux être traité mieux, » le protectionisme, comme un démon tentateur, souffle à l'oreille des chefs d'industrie que c'est pour eux un droit de se faire subventionner par le public, que chaque branche de l'industrie nationale a le droit de prospérer aux frais de la société. Les chefs d'industrie n'ont pas résisté à ce sophisme séduisant et les gouvernemens se sont inclinés comme s'ils eussent eu devant eux la vérité en personne. Il est donc convenu que, si l'on ne peut ou ne veut approvisionner la société aux conditions indiquées par le cours des produits sur le marché général, il y aura de droit un supplément de prix; c'est la société qui paie. La prime sera d'autant plus forte que l'industrie dont il s'agit aura été plus nonchalante ou moins intelligente, sera restée plus en arrière ou travaillera plus mal. Voilà la justice distributive du système protecteur. Si c'est de la bonne justice, je prie qu'on dise comment on réfutera la célèbre doctrine promulguée au Luxembourg en 1848, d'après laquelle la part de chacun dans le revenu social devait être proportionnelle non aux services rendus, mais aux besoins.

En partant de cette fausse idée que toute industrie française a le droit de prospérer aux dépens du peuple français, les protectionistes raisonnent de la manière suivante : pour chaque producteur il y a un prix *nécessaire*, c'est l'expression sacramentelle; il faut donc élever le droit de douane assez haut pour que le produit similaire de l'étranger ne puisse être vendu que bien au-delà de ce prix. Ce raisonnement pèche par la base : il n'y a point de prix nécessaire. Toute l'histoire de l'industrie se résume en une suite de perfectionnemens à la faveur desquels les frais de production de la plupart des articles tendent sans cesse à baisser et baissent rapidement, à moins qu'un monopole ne les en empêche. Ce qui s'est accompli à cet égard depuis un demi-siècle est admirable. Le prix nécessaire du commencement de l'année souvent n'est plus celui de la fin; le prix nécessaire d'une fabrique de l'Alsace n'est pas celui d'une fabrique de la Normandie. La société ne doit aucun prix absolu aux chefs d'industrie. C'est le producteur qui a, lui, un devoir envers la société, devoir dont rien ne peut l'affranchir, celui de suivre les progrès de son art, en quelque pays qu'ils se révèlent, et

de se les approprier, s'il ne les devance pas lui-même. Ce que la société doit, c'est à tous la liberté, à tous une égale justice; et c'est précisément pour cela qu'elle ne peut s'accommoder de monopoles décernés sous le titre de protection, à la faveur desquels, comme le disaient M. Cobden et ses amis, telles ou telles catégories de personnes mettent sans cérémonie, en présence des magistrats et avec leurs concours, la main dans la poche de leurs concitoyens.

Sur ce point, les vrais principes furent fort clairement indiqués dans la chambre des communes en 1846, alors qu'on discutait la liberté du commerce des céréales. Un orateur protectioniste, interpellant vivement sir Robert Peel, le somma de dire quel prix de vente il garantissait aux propriétaires. « Moi! répondit l'illustre homme d'état, je ne vous garantis aucun prix. Ce n'est pas au gouvernement de vous garantir vos profits; garantissez-vous-les vous-mêmes, en surpassant vos compétiteurs, ou tout au moins en les égalant par votre activité, votre esprit d'ordre et votre intelligence. » Il n'y a pas d'autre langage à tenir dans une société qui croit à la liberté et qui par conséquent a le sentiment de la responsabilité humaine. Et qu'est-ce que les protectionistes eux-mêmes répondent aux socialistes, quand ceux-ci demandent qu'on garantisse aux ouvriers un minimum de bien-être?

Dans un de ses excellens opuscules, Bastiat s'est proposé d'établir que le principe du protectionisme était le même que celui du communisme (1). Bastiat a dit vrai : de part et d'autre, c'est l'intervention arbitraire de l'état dans des transactions qui, pour le bon ordre de la société, devraient être libres. Les relations entre le système protecteur et le communisme sont tellement intimes, que, pour être complets, ils ne sauraient se passer l'un de l'autre. Appliquez le communisme, ayez les *ateliers sociaux* de M. Louis Blanc, et vous serez forcés de fermer hermétiquement la frontière aux produits de l'étranger, car la concurrence étrangère ferait crouler tout l'échafaudage. Pareillement, prenez au sérieux la promesse du système protecteur de protéger tout le monde sans exception : vous n'avez qu'un moyen de la réaliser; pour faire profiter de la protection les industries qui, en dépit des droits inscrits à leur profit dans les lois de douanes, vendent leurs produits au même prix ou à meilleur marché que l'étranger, il vous faudra décréter un minimum de prix de vente. Ce sera le législateur qui décidera ce que chaque article doit valoir chez le marchand. Nous serons revenus aux beaux jours de la convention. Les communistes battront des mains, nous serons en plein dans leurs eaux, l'état aura la souveraineté de l'industrie. Tant qu'on n'aura pas rendu des décrets de ce genre, le système protecteur sera entaché

(1) *Protectionisme et Communisme.*

d'une partialité révoltante; il favorisera les uns aux dépens des autres sans pouvoir justifier ses préférences; mais, d'un autre côté, si l'on en vient là, qu'est-ce que signifiera la protection? Chacun, il est vrai, vendra ses produits plus cher, mais il paiera plus cher tout ce qu'il achètera. La main droite gagnera, la main gauche perdra. On sera bien avancé!

Les personnes qui veulent que la qualité de citoyen français se traduise pour les maîtres de forges, ou les filateurs, ou les fabricans de poterie, de glaces, d'acier, etc., par la faculté de se faire payer des redevances par le public, oublient ce qui se passa en 1789. Les ordres privilégiés étaient français, et bons français; de même les membres des corporations, toutes privilégiées, d'arts et métiers. Cela parut-il à nos pères une raison pour maintenir à la noblesse ou au clergé les avantages exclusifs dont ils avaient joui jusque-là, ou pour conserver les maîtrises et les jurandes? Puisque les manufacturiers protégés veulent bien faire remarquer au public qu'ils sont Français, le public est fondé à leur répondre qu'il est flatté de les posséder pour compatriotes, mais que, de leur côté, ils ont à prouver qu'ils sont dignes du titre de citoyen français par leur dévouement à la patrie. C'est ainsi que faisait la noblesse autrefois, messeigneurs: elle revendiquait le titre de Français en bravant la mort sur les champs de bataille. Votre carrière est celle de l'industrie: montrez votre patriotisme comme il vous appartient, en travaillant mieux ou aussi bien que qui que ce soit. Le patriotisme de l'industrie nationale consiste à ne pas laisser à l'étranger la palme du bon marché: soyez patriotes de cette façon, et vous en recueillerez aussitôt la récompense, sans qu'une loi de l'état y soit nécessaire. Nous avons revendiqué la liberté et la justice, il y a soixante ans, contre les ordres privilégiés et contre les corporations; nous avions raison, et nous avons triomphé. Sachons à notre tour respecter la justice et la liberté: c'est le moyen d'être respectés nous-mêmes dans notre liberté, c'est le moyen d'obtenir que la justice ne cesse pas d'être observée envers nous-mêmes.

IV. — LE SYSTÈME PROTECTEUR DANS SES RAPPORTS AVEC LE BIEN-ÊTRE DES OUVRIERS ET AVEC LA MORALE PUBLIQUE. — SI EN LE RÉPUDIANT ON DOIT CRAINDRE DE RUINER L'INDUSTRIE NATIONALE.

Les protectionistes, quand on les presse, disent que ce n'est pas pour eux-mêmes qu'ils réclament. Si, toutes les fois qu'il s'agit de toucher au tarif de la douane pour le rendre moins impitoyable et faire un pas vers la liberté du commerce, ils insistent pour qu'on n'y change rien, ne croyez pas que ce soit parce que le système protecteur leur profite: ils sont le désintéressement même; ils sont prêts à faire sur

l'autel de la patrie tel sacrifice qu'on voudra; ils ne plaident que pour leurs ouvriers, qu'ils aiment comme leurs enfans. Ils ne manquent pas une occasion de le dire, et ils l'ont répété, avec des larmes dans la voix, l'an passé, dans les délibérations du conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce. De sorte que les chefs protectionistes combattraient avec nous, si on leur démontrait que les ouvriers ont perdu et perdent chaque jour plus qu'ils ne gagnent au régime protecteur. Or, la démonstration est aisée. Le système protectioniste est particulièrement funeste aux ouvriers. Il n'a aucune puissance pour augmenter les salaires, et il diminue le pouvoir que les salaires procurent aux ouvriers pour la satisfaction de leurs besoins. Il est sans influence sur les salaires, quoiqu'on crie bien haut le contraire : car ce qui détermine les salaires pour une population donnée, c'est le montant du capital qui est affecté annuellement par les entrepreneurs d'industrie à payer leurs collaborateurs. On l'a vu plus haut, le système protecteur n'a point, pour susciter du capital, la même vertu, à beaucoup près, que la liberté; il diminue la fécondité du travail de la société, c'est-à-dire la somme des produits dont la société peut disposer, et, réduisant ainsi le fonds sur lequel l'économie est possible, il restreint l'épargne et partant le capital. Ainsi, impuissant ou moins puissant pour faire du capital, le système protecteur est atteint d'une faiblesse radicale lorsqu'il s'agit de l'augmentation des salaires. Quant à savoir s'il ajoute à l'utilité que l'ouvrier retire d'un salaire déterminé, la négative est aisée à constater : il hausse les prix de la plupart des articles de consommation; il s'en vante, c'est par là qu'il protége. Voilà donc le bilan du système protecteur : sans lui, par la progression plus rapide qu'aurait suivie le capital national, tel salaire qui est de 2 fr., par exemple, serait de 2 fr. 50 cent., et puis, grace à lui encore, ce salaire de 2 fr. procure à l'ouvrier une somme de satisfactions que, sous le régime de la liberté du travail, il se procurerait avec 1 franc 75 cent., peut-être 1 fr. 50 cent.

Au sujet de l'humanité du système protecteur, qu'on me permette une observation. Les protectionistes applaudissent au progrès du bon marché quand c'est la conséquence des machines ou d'autres appareils : pourquoi veulent-ils le proscrire quand il s'accomplit par les échanges internationaux? Est-ce que le sentiment de haute sociabilité en vertu duquel les Européens se considèrent tous comme de la même famille et tendent à échanger, pour le plus grand bien commun, leurs services divers, leurs productions diverses, n'est pas aussi conforme à notre nature, aussi bien sanctionné par la religion et par la voix de notre conscience, que l'aptitude de l'homme à imaginer des combinaisons de rouages et de leviers, d'alambics, de filtres et de cornues? Oh! dit-on, l'admission des produits étrangers causerait des perturbations.

— Je ne nie pas que cette admission, si elle se faisait brusquement et sans gradation, eût des inconvéniens qui, pour être temporaires, ne laisseraient pas d'être fort graves; mais est-ce que les machines, quand elles s'introduisent inopinément sur de grandes proportions, ne portent pas atteinte momentanément à de nombreuses existences, très dignes de sympathie et de respect? Allez le demander aux pauvres fileuses de la Bretagne et des Flandres. Pourquoi se félicite-t-on de ce changement, qui est plus particulièrement rigoureux pour l'ouvrier, et repousse-t-on sans rémission l'autre qui ferait plus spécialement sentir l'aiguillon au chef d'industrie?

Ainsi, en résumé, le système prétendu protecteur est en opposition avec la liberté, avec la justice. Il fait obstacle à la vie à bon marché, qui doit plus que jamais figurer dans le programme de la politique française. Il opère une influence déplorable sur la condition des classes ouvrières en particulier. La doctrine sur laquelle il repose est entachée des dangereuses erreurs qui affectent les systèmes socialistes les plus justement réprouvés. De quelque métaphore qu'on le flanque, à quelque bonne intention qu'il ait été introduit dans nos lois, quelque sincérité qu'il y ait dans le zèle avec lequel on le défend de nos jours, c'est une institution malfaisante dont il faut nous défaire. Là-dessus il n'y a pas de droits acquis. Quand une législation est reconnue contraire à la liberté et à la justice, personne n'est fondé à en revendiquer le maintien à titre de droit.

Je prie le lecteur de me tenir compte de ce que dans la critique présentée plus haut, du point de vue de la liberté, je me suis borné à ce qui touche à la liberté du travail proprement dite. Si j'eusse envisagé la liberté humaine d'une manière plus générale, j'aurais eu des reproches bien autrement sévères à adresser au système protecteur. Le protectionisme, tel que nous l'avons chez nous, ne respecte la liberté sous aucun aspect; il la poursuit sous quelque forme qu'elle se présente. Il foule aux pieds la liberté du domicile : tout fabricant d'objets protégés par la prohibition absolue, — et les neuf dixièmes des articles manufacturés les plus usuels sont dans ce cas, — est investi de la prérogative monstrueuse de requérir des visites domiciliaires chez telle personne qu'il lui plaît. Tous les ans des fabricans ainsi protégés usent de ce droit dans Paris même. On fait fouiller de la cave au grenier, les maisons non-seulement des commerçans que l'on soupçonne, mais encore de leurs amis non commerçans. On m'a cité un médecin qui a eu à subir l'avanie d'une visite domiciliaire, parce qu'il était l'ami d'un marchand de nouveautés. La liberté de la personne, la pudeur des femmes n'arrête pas davantage les protectionistes. En vertu du système protecteur, la femme et la fille de chacun de nous sont exposées à l'affront des *visites à corps* toutes les fois

qu'elles rentrent après avoir passé la frontière. Ce règlement odieux n'existe pas seulement sur le papier, il est pratiqué, et les sentimens les plus délicats des personnes que nous chérissons le plus sont ainsi à la disposition d'agens subalternes du fisc. Quand un système fait aussi bon marché de ce qu'il y a de plus pur dans la nature humaine, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il recule devant quoi que ce soit. Ainsi, dans le système protecteur, la dénonciation soldée est l'objet d'une sollicitude particulière; c'est une industrie particulièrement choyée (1); flatteuse compagnie pour les industries qui jouissent de la protection!

Quoi! s'écriera-t-on, vous voulez la mort de tant de belles industries qui font la gloire du pays! — Je ne connais d'industrie faisant la gloire du pays que celle qui fournit ses produits à meilleur marché que l'étranger. L'industrie est glorieuse à mesure qu'elle résout le problème de la vie à bon marché, et pas autrement. Quant à la mort des industries protégées, pour la plupart, pour toutes celles qui comptent, elle n'est point à craindre. Sous l'aiguillon de la nécessité, elles feront un effort de plus, et elles vivront, parce que, s'inspirant de la situation, elles atteindront le niveau de l'industrie étrangère. S'il en est qui soient retardées, presque toujours c'est le protectionisme qui en est la cause, parce qu'il les a soustraites à l'obligation pressante de se perfectionner. La Belgique, il y a trente-cinq ans, faisait partie de la France, et ses ateliers ne surpassaient pas les nôtres. Si aujourd'hui elle est en avant à quelques égards, si elle a, par exemple, le fer et les machines à plus bas prix, c'est que, depuis la séparation, elle a eu un tarif plus libéral ou moins brutal que le nôtre. De même pour la Suisse, qui ne se protégeait pas et qui a fait des pas de géant. Chez quelque peuple que ce soit, toutes les fois qu'on parle de modérer la prime que les industries privilégiées se font payer par le public, elles poussent des gémissemens à fendre l'ame, elles annoncent leur fin prochaine. Que le législateur aille droit son chemin et accomplisse la réforme réclamée par l'intérêt public, et il est probable que bientôt vous verrez plus robustes que jamais ces industries qui se disaient perdues. L'expérience en a été faite vingt fois. En Prusse et dans d'autres états allemands, quand le Zollverein soumit les fabriques de tissus de coton et de laine à la concurrence de celles de la Saxe, des lamentations s'élevèrent parmi les fabricans : c'était, disaient-ils, leur arrêt de mort. Deux ou trois ans après, ils prospéraient. En Angleterre, que n'a-t-on pas dit toutes les fois qu'une loi a réduit les droits sur les soieries françaises, et à chaque fois, au con-

(1) Un morceau curieux a été publié sur ce sujet et sur les nombreux abus qui s'y rattachent par un écrivain marseillais sous ce titre : *Une Industrie protégée par la douane.*

traire, l'industrie anglaise des soieries a pris une force nouvelle. Chez nous, en 1843, l'égalité des droits devait anéantir le sucre indigène. Cette admirable industrie a-t-elle succombé? Non; c'est l'industrie coloniale qui, même avant d'être bouleversée par les événemens de 1848, demandait grace. En pareil cas, il ne se ferme d'ateliers que ceux qui étaient mal placés ou qui travaillaient dans des conditions inadmissibles. C'est fâcheux pour les intéressés, c'est affligeant pour tous les hommes bienveillans; mais, en vérité, parce qu'un individu aura mal choisi le siége de son industrie ou s'obstinera à travailler dans des conditions impossibles, faudra-t-il qu'il ait le droit d'imposer à perpétuité un tribut à la société? A chacun son droit, à chacun la responsabilité de ses affaires propres. Si on prétend soutenir indéfiniment, par une taxe sur la société, les chefs d'industrie qui ne peuvent se soutenir eux-mêmes, c'est le droit au travail qui ressuscite. Si le droit au travail est reconnu au profit des manufacturiers par la vertu du système protecteur, je demande pourquoi on ne l'inscrit pas dans la constitution au profit des ouvriers. La loi de responsabilité est la même pour tous; mais, s'il fallait faire une exception, il me semble qu'elle devrait être plutôt en faveur des classes pauvres.

Je conviens que c'est un dérangement pour quelques personnes qui avaient espéré se faire ici-bas une vie de quiétude; mais nous sommes ici-bas pour être dérangés : c'est une épreuve que le Créateur a imposée à l'espèce humaine. L'épreuve est rude quelquefois; cependant nous n'avons pas le droit de nous en plaindre, je ne dis pas seulement devant Dieu, mais même devant les hommes, lorsqu'elle arrive à la suite de la vraie liberté et de la justice, surtout si nous avons été avertis de l'imminence de sa venue. Celui-là seul peut dire que la Providence est sévère, et que les hommes sont persécuteurs, qui a pour lui la justice et la liberté. Comment l'industrie échapperait-elle à cette loi suprême? Tout y est mouvement, et par conséquent dérangement : la betterave dérange la canne, sauf à être dérangée un jour elle-même par quelque autre plante; les chemins de fer dérangent les diligences et le roulage; le bateau à vapeur, la navigation à la voile; le coton dérange la laine et le chanvre; la mécanique dérange le travail à la main. Une machine chasse l'autre, un procédé supplante celui qui, la veille, semblait le *nec plus ultra* de l'intelligence humaine. La concurrence renverse nos calculs, et, à travers tous ces dérangemens, il y a un progrès continu : la perfection croissante et le bon marché des produits, en d'autres termes, l'abondance.

V. — HISTOIRE DU TARIF ACTUEL DES DOUANES.

Quand bien même l'origine de ces abus se perdrait dans la nuit des temps, ce ne serait pas une raison pour qu'on les respectât : nous sommes à une de ces époques où toute institution subit un jugement solennel; les choses ne sont respectables, dans ces temps sévères, qu'en raison de ce qu'elles valent intrinsèquement. Avoir duré plus ou moins, avoir eu plus ou moins d'utilité, ne leur est plus compté, si ce n'est pour l'histoire; mais le régime protecteur, tel qu'il est formulé dans nos lois, n'a pas même à nos égards les titres que donne l'ancienneté. C'est un parvenu qui a fait son chemin à la faveur de la révolution, non par ses vertus, mais par ses intrigues, en exploitant les passions publiques et les préjugés dominans. Le tarif des douanes de l'ancien régime n'était pas purement fiscal; depuis Colbert particulièrement, il avait la prétention de protéger l'industrie nationale, mais il y mettait de la vergogne. En 1790 et 1791, quand la constituante le révisa et le refondit, elle le rendit uniforme et régulier : uniformité et régularité, c'était ce qui lui manquait le plus. Cependant, pour quiconque a lu le tarif de 1791 et celui de l'époque antérieure, le tarif actuel est une nouveauté. Dans ses dispositions fondamentales, c'est l'œuvre de deux gouvernemens qui étaient en guerre avec toute l'Europe, qui aimaient à y être, et qui jetèrent dans la législation douanière la violence de leur humeur belliqueuse. Le gouvernement de la première république et l'empire sont les inventeurs de ce luxe de prohibitions par lequel se distingue le tarif français, et ces prohibitions mêmes, c'est la guerre qui les inspira par manière d'hostilités. Le tarif de 1791 n'avait qu'un petit nombre de prohibitions, pour la plupart fiscales ou de police, plutôt que commerciales. Ainsi, pour l'intérêt ou la commodité du fisc, on écartait le sel marin, les cartes à jouer, le tabac en feuilles autrement qu'en boucauts. Le salpêtre, la poudre à tirer étaient prohibés par mesure de sûreté générale. En fait de tissus, il n'y avait de prohibées que les étoffes avec argent ou or faux; c'était afin d'éviter des tromperies au consommateur français. Par raison d'hygiène, on prohibait les médicamens composés. Je ne vois dans le tarif de 1791 que deux prohibitions sérieuses qui aient de l'analogie avec celles qui abondent dans le tarif actuel, celle de la verrerie et celle des navires (1). Le tarif de 1791 mettait une sorte de

(1) L'huile de poisson de pêche étrangère était prohibée lorsqu'elle venait de tout autre pays que les États-Unis, ce qui était une exception large. On supposait que c'était une question de puissance maritime. L'huile des États-Unis était imposée à 12 fr. les 100 kil. Aujourd'hui le même article paie 40 francs par navires français et 56 francs par navires étrangers.

scrupule religieux, que tout gouvernement désormais est tenu d'imiter, à laisser entrer en franchise les denrées alimentaires et les matières premières.

La guerre une fois déclarée, après le 21 janvier 1793, tout change de face. La prohibition prend immédiatement ses coudées franches. Pour savoir d'où lui vient tant de latitude, on n'a qu'à lire les titres officiels des décrets ou des lois. Dès le 1[er] mars 1793, la convention rend un décret qui est intitulé ainsi dans le *Bulletin des lois : Décret qui annule tous traités d'alliance et de commerce passés entre la France et les puissances avec lesquelles elle est en guerre, et défend l'introduction en France de diverses marchandises étrangères* (1). Quelques mois après, paraît un décret ainsi désigné officiellement : *Décret du dix-huitième jour du premier mois de l'an* II, *qui proscrit du sol de la république toutes marchandises fabriquées ou manufacturées dans les pays soumis au gouvernement britannique*. Le directoire se signale dans cette voie par le décret du 10 brumaire an v, dont le titre est : *Loi qui prohibe l'importation et la vente des marchandises anglaises* (2). Après la

(1) On jugera de l'esprit de ce décret par les articles suivans :

« Article II. — L'administration des douanes est tenue, sous la responsabilité personnelle des administrateurs et des préposés, de veiller à ce qu'il ne soit introduit ni importé en France aucune desdites marchandises. Les administrateurs et préposés qui auraient permis ou souffert l'introduction ou importation desdites marchandises en France seront punis de vingt ans de fers.

« Article III. — Toute personne qui, à compter du jour de la publication du présent décret, fera importer, importera, introduira, vendra ou achètera directement ou indirectement des marchandises manufacturées ou fabriquées en Angleterre, sera punie de la même peine portée en l'article précédent.

« Article IV. — Toute personne qui portera ou se servira desdites marchandises importées depuis la publication du présent décret sera réputée suspecte et punie comme telle, conformément au décret rendu le 17 décembre dernier.

(2) Le considérant de cette loi est ainsi conçu :

« Considérant qu'un des premiers devoirs des législateurs est d'encourager l'industrie française et de lui procurer tous les développemens dont elle est susceptible; que, dans les circonstances actuelles, il importe de repousser de la consommation les objets manufacturés chez une nation ennemie, qui en emploie les produits à soutenir une guerre injuste et désastreuse, et qu'il n'est pas un bon citoyen qui ne doive s'empresser de concourir à cette mesure de salut public. »

L'article principal de la loi est dans les termes suivans :

« Article V. — Sont réputés provenir des fabriques anglaises, quelle qu'en soit l'origine, les objets ci-après importés de l'étranger : 1° Toute espèce de velours de coton, toutes étoffes et draps de laine, de coton et de poil, ou mélangés de ces matières; toute sorte de piqués, bazins, nankinettes et mousselinettes; les laines, cotons et poils filés, les tapis dits anglais; 2° toute espèce de bonneterie de coton ou de laine, unie ou mélangée; 3° les boutons de toute espèce; 4° toute sorte de plaqués, tous ouvrages de quincaillerie fine, de coutellerie, de tabletterie, horlogerie, et autres ouvrages en fer, acier, étain, cuivre, airain, fonte, tôle, fer-blanc, ou autres métaux, polis ou non polis, purs ou mélangés; 5° les cuirs tannés, corroyés ou apprêtés, ouvrés ou non ouvrés, les voitures montées ou non montées, les harnais et tous autres objets de sellerie; 6° les rubans, chapeaux,

convention et le directoire, c'est Napoléon qui procède grandement en fait de prohibition comme en toute chose. Le 22 février 1806, il rend le décret qui prohibe l'entrée des toiles de coton blanches ou peintes, des mousselines et des cotons filés pour mèches : c'était à l'adresse des Anglais, qui n'y étaient pas nommés cependant; mais ce fut suivi de près par le fameux décret de Berlin (10 novembre 1806), *qui déclare les Iles britanniques en état de blocus*, et par le décret non moins célèbre de Milan (17 décembre 1807), *contenant de nouvelles mesures contre le système maritime de l'Angleterre* (1). Là-dessus vinrent se greffer des clauses destinées à renforcer le blocus continental. L'empereur, pour atteindre plus sûrement les Anglais dans leur commerce qui les soutenait, avait formé le téméraire dessein de contraindre l'Europe à se passer des autres parties du monde. Louis XIV avait dit : « Il n'y a plus de Pyrénées. » Dans un sens opposé, Napoléon décrétait : « Il n'y a plus d'Amérique ni d'Asie. » On n'aurait plus fait usage de la plupart des denrées coloniales. On se serait déshabitué du chocolat, du thé, des diverses épices et même du café. Le sucre aurait été tiré du raisin et de la betterave. Le coton, que les Anglais travaillaient avec une grande supériorité, eût été répudié par les continentaux pour leurs propres textiles, le chanvre, le lin, la soie; l'indigo eût cédé la place au pastel, la cochenille à des compositions chimiques. Tout cela fut sérieusement projeté et ordonné par cet homme puissant, devant lequel le monde se taisait (2).

gazes et châles connus sous la dénomination d'anglais; 7° toute sorte de peaux pour gants, culottes ou gilets et ces mêmes objets fabriqués; 8° toute espèce de verrerie et cristaux autres que les verres servant à la lunetterie et à l'horlogerie; 9° les sucres raffinés en pain et en poudre; 10° toute espèce de faïence ou poterie connue sous la dénomination de terre de pipe ou grès d'Angleterre. » En un mot, on prohibait à peu près toute espèce de marchandise, quelle qu'en fût l'origine.

(1) Les mots soulignés dan ce paragraphe sont les titres officiels des décrets tels qu'ils sont consignés au *Bulletin des lois*.

(2) Le décret du 4 mars 1806 établissait les droits suivans par 100 kilog. : cacao, 200 fr.; celui des colonies françaises qui ne sortait plus, 175 fr.; café, 150 fr.; celui des colonies françaises, 125 fr.; poivre, 150 fr.; celui des colonies françaises, 135 fr. Le sucre était ménagé encore; mais, le 5 août 1810, il fut englobé dans un système de rigueurs dont l'objet évident était de forcer, sans ménagement, le continent européen à se suffire de tout à lui-même. Les droits sur les denrées dites coloniales et sur les cotons et bois du nouveau continent devinrent monstrueux. Sur les cotons d'Amérique les droits étaient portés à 600 et à 800 fr. par 100 kilog. (aujourd'hui 20 fr.); le sucre brut était taxé à 300 fr. (aujourd'hui 45 fr.); le thé hyswin à 900 fr., le thé vert à 600 (aujourd'hui 150 fr.); le café à 400 fr. (aujourd'hui 50 fr.); le cacao à 1,000 fr. (aujourd'hui 40 fr.); le poivre à 400 fr. (aujourd'hui 40 fr.); la cannelle à 1,400 et à 2,000 fr. (aujourd'hui 33 fr.); l'indigo à 900 fr. (aujourd'hui 50 fr.); la cochenille à 2,000 fr. (aujourd'hui 75 fr.); le bois d'acajou à 50 fr. (aujourd'hui 10 fr.); le bois de Fernambouc à 120 francs (aujourd'hui 5 fr.), et le bois de campêche à 80 fr. (aujourd'hui 1 fr. 50 c.). Ces droits extravagans étaient encore grossis du décime dit de guerre, qui, institué en l'an VII, subsiste encore aujourd'hui.

A la paix, il semblait que tout cet échafaudage, érigé par les haines et la fantaisie d'une assemblée révolutionnaire et d'un grand conquérant, dût s'écrouler; mais les intérêts auxquels profitait cette protection furieuse ne lâchèrent pas prise. On effaça des lois les vingt ans de fer contre ceux qui se servaient de marchandises anglaises et les autres clauses les plus manifestement sauvages de la pénalité. On raya de même les brutalités qui proscrivaient les denrées coloniales et les matières premières des régions tropicales: de toutes parts on s'en plaignait, personne n'en bénéficiait, personne n'en demandait le maintien; mais tout ce qui était de la protection, un instant atténué dans le printemps de 1814, fut restauré avec aggravation dès la même année par la loi du 17 décembre 1814, et puis aggravé encore. Il se produisit alors un phénomène dont les exemples sont trop nombreux dans notre histoire. Les intérêts particuliers parvinrent à se faire sacrifier l'intérêt général, parce que, faute d'esprit public, la force qui chez nous défend l'intérêt général est molle, tandis que les intérêts particuliers poussent leur pointe avec audace et énergie. Parmi les Anglais, les intérêts particuliers ne manquent ni d'âpreté, ni d'une impudente hardiesse; ils en ont pour le moins autant qu'en France; mais, en Angleterre, l'esprit public donne à l'intérêt général un si puissant soutien, que celui-ci finit par triompher. En France donc, une fois la paix signée, les intérêts privés disputèrent avec obstination le terrain qu'aurait dû reprendre l'intérêt public, et ils l'emportèrent. Il faut dire qu'alors le régime protecteur trouvait des appuis naturels dans la plupart des administrateurs formés à l'école de l'empire et tout remplis de l'esprit des décrets de Berlin et de Milan. Prompts à s'armer de tout, les intérêts privés, qui jouissaient de cette protection au détriment de la nation, avisèrent bientôt un argument captieux. La constitution anglaise, avec la pairie héréditaire, était alors l'idéal politique des penseurs, et on aurait pu choisir plus mal; donc, concluait-on, il faut que nous imitions les lois qui, pour donner à l'aristocratie anglaise la primauté dans la société, lui assurent de grandes richesses; donc, il faut que nous ayons une législation douanière qui favorise les grands propriétaires et accroisse leurs revenus. Cette pensée dicta de nouvelles dispositions douanières sur le bétail, sur les laines brutes : de même sur les fers, dont la tarification est combinée de manière à donner de gros revenus aux propriétaires de bois plus encore que des profits aux fabricans. Ce sont particulièrement les deux lois du 27 juillet 1822 et du 17 mai 1826, votées, la date le dit assez, au fort de la recrudescence des idées nobiliaires, qui consacrèrent ce rétablissement détourné des redevances seigneuriales. Pour assurer dans la chambre des députés la majorité à ces exagérations nouvelles du tarif, il fallait, par d'autres restrictions, acquérir des alliés au système; c'est ainsi que le tarif allait toujours

étendant ses rigueurs. En somme donc, sauf des modifications sur les denrées coloniales, les cotons bruts et les matières propres aux régions équinoxiales, le tarif de la restauration fut plus contraire encore que celui de l'empire à la liberté et à la justice; il eut le tort grave de frapper les subsistances les plus usuelles, le pain et la viande, que l'empire, à l'exemple de la république, avait respectés.

Assurément, ces mesures étaient avantageuses à un certain nombre de personnes; mais il s'en faut bien que tous ceux qui croyaient y gagner, et qui, par ce motif, se ralliaient au système, en retirassent réellement du profit. Ils ne voyaient que l'augmentation de prix qu'ils obtenaient pour leurs productions. Ils auraient dû voir aussi ce qu'ils perdaient comme consommateurs, ce qu'il leur en coûtait de plus, en leur qualité de chefs d'industrie, pour se pourvoir de matières premières et de machines. Ils auraient dû se rendre compte du préjudice que leur causait le resserrement du débouché intérieur, car, lorsqu'une marchandise enchérit, il s'en consomme moins. Mais ce que les pouvoirs publics sont impardonnables de ne pas avoir aperçu ou pris en considération, ce sont les représailles cruelles que notre idolâtrie du système restrictif devait attirer à nos industries les plus florissantes. On nous répondit par des aggravations de droits sur nos marchandises. Nos vins, nos soieries, nos articles de mode et de goût, portèrent la peine des priviléges accordés par les pouvoirs de l'état à l'industrie des fers ou plutôt aux propriétaires de bois et aux propriétaires d'herbages. Ces excès de l'opinion protectioniste en France eurent des effets déplorables pour la politique française. Des états secondaires qui se fussent volontiers rapprochés de nous, que les traditions d'avant 1789 y poussaient, et dont l'alliance devait nous convenir, conçurent contre nous à cette occasion un éloignement dont nous subissons encore les conséquences (1). C'est de cette manière que plusieurs états des bords du Rhin, repoussés par nous, sont entrés dans le Zollverein organisé par la Prusse.

Après la révolution de juillet, qui avait été faite au nom de la liberté, on pouvait espérer que le système serait tempéré. On eut en effet des velléités de modération qui se manifestèrent par l'ordonnance d'octobre 1835 et les deux lois de 1836. C'était un commencement de réforme, commencement plein de réserve, mais les plus grandes choses ont commencé modestement. On arrive ainsi jusqu'en 1841. Alors la scène change. Jusque-là tout le monde, même les industries protégées,

(1) Je ne prétends pas excuser ces représailles. C'était un mauvais calcul. Parce que nous avions le tort de nous priver du bon marché que nous offrait l'industrie étrangère, ce n'était pas une raison pour que les peuples étrangers se privassent de l'avantage qu'ils auraient eu à se pourvoir chez nous de divers objets que nous offrions à plus bas prix. On ne se vengeait de nos mauvais procédés qu'en subissant une perte de plus.

parlait de la liberté du commerce avec respect. On s'inclinait devant le principe. C'était le but vers lequel il fallait tendre, de l'aveu de tous; le gouvernement avait toujours eu soin de le dire quand il avait présenté des lois dites protectrices (1), et les parties intéressées à la protection paraissaient l'accepter elles-mêmes. Vers 1841, on se sentit fort; la lice avait pris pied au logis avec ses petits; une coalition habilement ourdie, où le plus grand nombre des coalisés jouait le rôle de dupe, donnait aux meneurs une puissance extrême. Ils n'attendaient plus que l'occasion pour jeter le masque; la politique leur en fournit une. Les événemens de 1840 dans l'Orient et le traité du 15 juillet venaient de raviver dans le pays le patriotisme guerroyant et exclusif. Les chefs des protectionistes résolurent d'en profiter pour ériger la protection en un principe absolu de droit public. Le marché national aux produits nationaux ! s'écrièrent-ils; et cette devise charma aussitôt l'imagination du vulgaire qui regardait alors plus volontiers que jamais au travers des besicles du chauvinisme.

Immédiatement les meneurs protectionistes constatèrent leur force par un coup d'autorité. A la fin de 1841, l'idée dont on avait vaguement parlé jusque-là d'une union douanière entre la Belgique et la France, semblable au Zollverein qui avait groupé autour de la Prusse, pour leur plus grand bien, une multitude d'états secondaires de l'Allemagne, acquit de la consistance dans les régions politiques. Le gouvernement belge en prit formellement l'initiative. Le roi des Belges vint tout exprès à Paris. Le gouvernement français fit à cette ouverture l'accueil qu'elle méritait. Il n'y avait pas de mesure qui pût donner plus de relief à la dynastie de juillet. C'était un acte de politique extérieure plein de cette décision dont le public reprochait au gouvernement d'être dépourvu envers les puissances européennes. C'eût été sans péril pour la paix de l'Europe. Pour les industries françaises, c'eût été finalement plus profitable qu'inoffensif. Quelques-unes en eussent été stimulées un peu vivement, mais tant pis pour elles si elles en avaient besoin; à qui la faute si elles avaient négligé d'utiliser le bénéfice de la protection pour se mettre à la hauteur de l'industrie étrangère? et l'épreuve n'eût pas été au-dessus de leurs forces; mais les protectionistes s'émurent, non, ils se soulevèrent. Les comités, déjà constitués dans l'ombre au sein de beaucoup d'industries, se réunirent. On s'échauffa mutuellement, on mit en mouvement de gré ou de force beaucoup de députés, et, les faisant marcher devant soi, on alla signifier aux ministres

(1) On peut s'en assurer en lisant les exposés des motifs présentés par M. de Saint-Cricq. Je renvoie particulièrement à celui du 21 mars 1829, où se trouvent ces paroles : *C'est que nous aussi nous croyons qu'il faut tendre vers la liberté commerciale*, etc. Je pourrais citer aussi des écrits publiés vers la même époque par des partisans les plus ardens de la protection qui sont remplis d'éloges pour le principe de la liberté commerciale.

qu'on ne voulait pas de l'union avec la Belgique. On leur montra qu'on disposait de la majorité dans la chambre, et le ministère, qui avait de grands embarras au dedans, qui au dehors était encore mal à l'aise dans le concert européen où il venait de rentrer cependant avec honneur, jugea à propos de céder. Cette violence, faite au gouvernement de juillet, est le plus grand affront qu'il ait essuyé. Et cet outrage lui était infligé par des hommes qui se donnaient pour les amis, les soutiens, presque les preux de la dynastie nouvelle! On ne trouverait pas dans nos quatorze siècles d'histoire un autre exemple de particuliers entreprenant ouvertement, pour la satisfaction de leurs intérêts mercantiles, de contraindre le gouvernement à abandonner un grand dessein politique et y réussissant! Les voix qui dénoncèrent alors cette indignité furent sans écho. L'opposition elle-même ne trouva pas un mot à dire. A quel niveau était donc tombé le patriotisme en France!

Après qu'ils furent parvenus à leurs fins, à la faveur de l'émeute parlementaire qu'ils avaient organisée, les protectionistes gardèrent une attitude menaçante. Ce ne furent plus des solliciteurs plus ou moins importuns, ce fut une faction exerçant l'intimidation dans l'état. Il ne s'agit plus de ménagemens et d'attermoiemens; on était le maître de céans, on fortifiait sa domination et on prenait plaisir à la constater de la manière la plus éclatante. Il semblait qu'un nouveau droit divin eût succédé à celui que s'étaient attribué les rois. Les meneurs renouvelèrent la démonstration de leur autorité avec un nouveau degré de scandale en 1845, à l'occasion d'un projet de loi dont un des principaux articles concernait les graines oléagineuses. Ils obligèrent le ministère à voter publiquement contre le projet ministériel, en faveur d'un amendement (1) qui augmentait démesurément les droits sur le sésame. Quelque temps après, le gouvernement avait posé les bases d'un traité de commerce avantageux avec la Suède et la Norvége. Le cabinet de Stockholm consentait à diminuer les droits dont sont grevées, dans les royaumes scandinaves, plusieurs des productions de l'industrie française. En retour, nous aurions admis sans droits les fers de Suède, sous la réserve qu'ils auraient eu la destination spéciale de servir aux fabriques d'acier. C'était tout profit pour nous. Les ministres furent charitablement avertis par le comité directeur que toucher à la législation sur les fers, c'était porter la main sur l'arche sainte, et qu'ils eussent à garder leur projet en portefeuille, ce qui fut fait. Cette fois, au moins, on ménageait la pudeur du gouvernement; on ne le fustigeait pas en public; mais, comme si l'apparence même du respect des convenances eût pesé aux meneurs, presque aus-

(1) L'amendement Darblay.

sitôt ils firent une manifestation publique d'une inconvenance suprême. Au commencement de novembre 1846, ils publièrent un manifeste dûment signé et paraphé, par lequel le ministère était sommé de déclarer explicitement et sans délai (1) qu'il entendait maintenir le système protecteur sans en rien rabattre, sans toucher même aux prohibitions absolues, faute de quoi on lui signifiait qu'on *armerait ses ennemis* (2).

Le gouvernement supportait péniblement ce joug. Les grandes réformes que l'Angleterre venait d'introduire dans son tarif l'avertissaient que le régime de la protection avait fait son temps. Pendant que sir Robert Peel bravait la puissante aristocratie de l'Angleterre et en triomphait dans la question des céréales, de ce côté du détroit se laisserait-on indéfiniment insulter et garrotter par une poignée de déclamateurs? En conséquence, le 21 mai 1847, le gouvernement se détermina à présenter un projet de réforme douanière. On effaçait quelques prohibitions subalternes, en les remplaçant par des droits élevés (3). On autorisait l'entrée en franchise d'un grand nombre d'objets: ce n'étaient guère que ceux qui semblent avoir été inscrits au tarif pour l'allonger au mépris du bon sens, ou pour ennuyer le commerce et multiplier le nombre des préposés de la douane. Dans cette longue série de deux cent quatre-vingt-dix-huit articles qu'on affranchissait absolument ou conditionnellement, vingt-cinq ou trente seulement (4) sont importés en quantités notables; pour ceux-ci et pour la

(1) On y disait que le délai de *deux mois et demi* qu'il y avait à courir jusqu'à l'ouverture de la session était *un siècle*.

(2) Voici le dernier paragraphe de cette pièce curieuse : « Croyez plutôt, messieurs les ministres, à la sincérité de nos paroles, à la maturité de nos réflexions, à la vérité de nos inductions, et, par un silence qu'aucun grave motif ne semblerait justifier, ne hâtez pas la crise qui menace, ne prolongez pas l'incertitude qui gagne tous les esprits et tend à ébranler toutes les convictions; ne faites pas que vos ennemis soient armés par ceux qui veulent toujours contribuer avec vous à la prospérité du pays. »

(3) Les objets qui devaient cesser d'être prohibés étaient la chicorée moulue, le cristal de roche ouvré, le curcuma en poudre, les eaux-de-vie de grains et de pommes de terre, les fils de poil autre que de chèvre, de vache et de chien; les glaces non étamées, les nankins venant d'un autre pays que l'Inde, divers produits chimiques, la tabletterie, les tissus de bourre de soie façon cachemire; les tissus de cachemire fabriqués au fuseau dans les pays hors d'Europe, autres que châles et écharpes; les tissus de crin non spécialement tarifés déjà, les tissus d'écorces d'arbres, les tissus de soie de l'Inde non importés directement (à l'importation directe ils étaient déjà admis); les étoffes de soie mélangée d'or ou d'argent faux; les tulles de soie, les tulles de lin, les voitures pour le transport des personnes.

(4) Les nitrates de potasse et de soude des pays situés au-delà du cap Horn ou du cap de Bonne-Espérance, les bois de teinture, le cuivre pur de première fusion, l'étain, les dents d'éléphant, le guano, le carthame, les grandes peaux brutes fraîches, les peaux de chevreau fraîches et sèches, la résine copal, les bois de construction de pin, de sapin, d'orme, de noyer, le merrain et le feuillard, la chaux, la baleine, la graine de moutarde, les graisses de poisson de pêche française, le jus de citron, le manganèse, le minerai de

plupart des autres (1), la franchise n'eût été que conditionnelle : il eût fallu que l'importation eût lieu par mer et sous pavillon français; c'était une manière de favoriser la navigation française. Le gouvernement proposait enfin que les navires pussent être construits *en entrepôt*, de sorte que les matériaux qui entrent dans la construction de nos bâtimens de commerce n'eussent à payer aucun droit. Ce projet de loi eût trouvé grace devant des gens de sang-froid même peu sympathiques pour la liberté du commerce; l'esprit réformateur s'y montrait d'une modestie exemplaire; mais c'était une brèche faite à la protection, et puis on manquait de respect pour la prérogative des forges, car l'immunité accordée pour la construction des navires se fût appliquée à quelques articles en fer, barres, tôles, clous, câbles (2). Aux yeux de nos protectionistes, le projet était donc sacrilége. La commission de la chambre des députés, nommée sous leur influence exclusive, le mutila pour la plus grande gloire de la protection, et elle motiva sa manière d'agir dans un rapport qui mérite de rester comme une pièce historique. C'est un monologue de l'intérêt privé en contemplation devant lui-même, l'égoïsme s'érigeant sans pudeur en maxime d'état. Une assemblée au sein de laquelle on soutenait des thèses pareilles, avec une approbation presque unanime, avait évidemment le vertige : elle devait misérablement trébucher au premier piége qui lui serait tendu. Ce fut ainsi, en effet, qu'elle termina sa triste carrière, à peu de mois d'intervalle, le 24 février 1848.

VI. — RAISONS TIRÉES DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE ET DE L'ÉTAT DE NOS FINANCES POUR ABANDONNER LE SYSTÈME PROTECTEUR.

Il y a déjà long-temps que le procès du système protectioniste est instruit; voilà près d'un siècle qu'Adam Smith et Turgot ont démontré l'inanité de ses prétentions. En tant que doctrine, c'est jugé comme l'est le phlogistique pour les chimistes, l'astrologie pour tous les hommes de quelque éducation. Néanmoins, les hommes, fort nombreux dans

plomb et de cuivre, le son, les soies écrues, la pierre ponce, le tartre brut, les os, cornes et sabots de bétail, le plâtre, les résidus de noir animal. La plupart de ces articles n'ont pas de similaires à l'intérieur, ou, s'ils en ont, l'entrée du similaire étranger ne gênerait en rien le producteur français.

(1) Sur les 298 articles, il y en avait 185, soit les deux tiers, dont la franchise restait conditionnelle, savoir, 23 qui n'étaient admis que par terre ou sous pavillon français s'ils arrivaient par mer, et 162 qui ne devaient jouir de la franchise qu'en venant par mer et sous pavillon français. 113 seulement étaient affranchis dans tous les cas; dans ce nombre étaient les yeux d'écrevisse, les vipères, les os de cœur de cerf, les dents de loup, les cloportes desséchés et autres articles du tarif empruntés au vocabulaire des baladins et des sorcières, et dont personne ne fait commerce.

(2) La quantité de fer sur laquelle eût porté cette immunité n'eût été que la deux-centième partie de la production de la France.

les régions politiques, qui se font gloire de ne pas avoir de théorie, c'est-à-dire de ne pas lier leurs idées et de ne pas savoir la raison de ce qu'ils font, daignaient à peine répondre à ceux qui leur présentaient des argumens contre le système protecteur : Laissez-nous gouverner en paix, disaient-ils; vous n'êtes que des théoriciens; le gouvernement ne vous regarde pas, c'est notre lot; nous sommes les hommes pratiques. On n'était pas un homme pratique, on n'était plus qu'un esprit chimérique dès qu'on recommandait de marcher vers la liberté du commerce. Les protectionistes se donnaient pour les promoteurs de la civilisation, les bienfaiteurs du peuple, et ils étaient pris pour tels (1). Les choses en étaient là lorsqu'il y a une douzaine d'années, un spectacle inattendu se produisit chez une grande nation, notre plus proche voisine. En Angleterre jusque-là, le gouvernement admettait le principe de la protection comme un axiome, quoiqu'il résultât du système protecteur une cherté extrême pour les denrées alimentaires, pour le pain surtout. Tout à coup quelques hommes alors obscurs y levèrent d'une main ferme le drapeau de la liberté commerciale en s'organisant sous le nom de *ligue* contre les lois des céréales (*anti corn-law league*). Leur entreprise semblait désespérée. Ils étaient sans renom, sans influence, et ils s'attaquaient aux forces du pays les plus éprouvées, à l'aristocratie propriétaire des terres, aux propriétaires des plantations dans les colonies à sucre, à l'industrie maritime qui a pour elle de si vives sympathies, aux propriétaires de mines de cuivre, à la plupart des manufacturiers qui, à cette époque, étaient en Angleterre, comme ils le sont chez nous aujourd'hui, complétement abusés sur les effets de la protection.

Mais on est bien fort quand on a pour soi la liberté et la justice, quand on revendique les droits du grand nombre, et qu'on met de rares talens au service d'une aussi bonne cause. M. Cobden et les bons citoyens qui étaient avec lui à la tête de la ligue déployèrent une admirable éloquence, une prodigieuse activité, un dévouement sans bornes, et en peu de temps ils devinrent une puissance. Leurs discours firent d'innombrables prosélytes à la ligue dans tous les rangs de la société, et enfin, au commencement de 1846, le plus illustre des hommes d'état de l'Angleterre, alors premier ministre, un homme pratique apparemment, sir Robert Peel, qui, depuis quelques années déjà, prenait à chaque session l'initiative de modifications très libérales au tarif des douanes, se rallia ostensiblement, officiellement à cette glorieuse pléiade. Dans un discours solennel, il déclara que pendant long-temps il avait cru au système protecteur, mais que, éclairé

(1) Dans leur manifeste de novembre 1846, ils se donnaient modestement comme les hommes « qui ont la responsabilité de l'existence de presque toute la nation. »

par la méditation et par l'expérience, il reconnaissait que la ligue avait raison; qu'à partir de ce jour il serait l'antagoniste de la protection comme d'un système contraire à la liberté et à la justice, inconciliable avec l'intérêt du grand nombre; et immédiatement, dans le même discours, il proposa l'abolition des droits sur les céréales. On sait le reste. Malgré le dépit et la rancune de la plupart des anciens alliés politiques de sir Robert Peel, malgré le mauvais vouloir des classes les plus influentes, les lois qui gênaient la libre importation des céréales furent abrogées. Les successeurs de sir Robert Peel ont continué son œuvre. Le système protecteur a été abandonné successivement sur tous les points par le gouvernement anglais et par le parlement. L'acte même de navigation de Cromwell, que soutenaient les préjugés les plus enracinés, devant lequel Adam Smith lui-même s'était incliné, a été entraîné dans la chute générale du système protecteur. Aujourd'hui les navires étrangers participent, aux mêmes conditions que le pavillon anglais, au commerce de l'Angleterre avec le monde, à celui des colonies britanniques elles-mêmes. Le protectionisme est mort en Angleterre. La liberté du commerce y est devenue un axiome à son tour. L'Angleterre a encore des droits de douanes, elle en tire même un revenu de plus de 500 millions; mais dès à présent, à peu d'exceptions près, ce ne sont plus des droits protecteurs, ce sont des droits fiscaux, car les objets qu'ils frappent en général, tels que les boissons et les denrées coloniales, n'ont pas de similaires au dedans. L'ame de sir Robert, dans la retraite où Dieu l'a accueillie, a lieu de se réjouir des témoignages de reconnaissance respectueuse dont son nom est entouré chaque jour parmi ses compatriotes. Le mois passé, les hommes qui s'étaient faits contre sir Robert Peel les champions de la protection ont pu ressaisir le pouvoir; ils ont été mis en demeure de devenir ministres. Ils ne l'ont pas osé : ils ont senti que la tentative de restaurer la protection serait un acte de démence. Qu'en pensent les prétendus hommes pratiques qui soutenaient que l'Angleterre, tout en critiquant le régime protecteur chez les autres, n'y renoncerait jamais chez elle, et qui, la veille de la révolution de février, faisaient violence au gouvernement pour l'empêcher d'entrer, même timidement, dans les voies de la liberté commerciale? Cette colossale expérience de l'Angleterre est-elle une hallucination de théoriciens? Les avantages que la liberté du commerce a procurés à la nation anglaise sont-ils des chimères?

Vraisemblablement, par un ensemble de réformes conçues dans cet esprit, qui eussent de même hautement favorisé le développement du travail et la vie à bon marché, on eût empêché notre révolution de février. En Angleterre, c'est une opinion généralement admise que,

sans les réformes de sir Robert Peel, cette révolution aurait eu pour contre-coup le bouleversement de la société anglaise. ...

L'obligation où nous sommes de rétablir l'ordre profondément altéré dans nos finances est une des causes qui doivent très prochainement décider, bon gré mal gré, l'administration française à prendre en grande considération les idées de liberté commerciale. Nous sommes en état flagrant de déficit, comme l'Angleterre lorsque sir Robert Peel rentra aux affaires en 1842. Depuis quelques années, les whigs, qui étaient au pouvoir, justement effrayés de cette situation, s'efforçaient d'aligner le budget par des aggravations de taxes sans pouvoir y réussir. Sir Robert Peel s'y prit autrement. De son coup d'œil d'homme supérieur, dominant son sujet, il vit que la nation rendait tout l'impôt qu'elle pouvait raisonnablement payer, eu égard à sa puissance productive. L'impôt est un prélèvement sur la masse de richesses que crée annuellement le travail de la nation. Pour augmenter la fécondité de l'impôt sans obérer les contribuables, le plus sûr moyen, le seul, est d'agrandir la masse de richesses produite par le travail national. A cet égard, le principe de la liberté du commerce a de très grands avantages sur le système protecteur, je l'ai montré plus haut. Dès 1842, sir Robert Peel s'était donc mis à supprimer les droits sur presque toutes les matières premières qu'emploie l'industrie; ceux qui n'ont pas été supprimés ont été réduits dans une forte proportion, et ce mouvement a été poursuivi jusqu'à ce jour. Parallèlement aux matières premières, on a affranchi de droits d'importation les denrées de première nécessité, et réduit au moins les droits sur toutes les substances alimentaires. Par le premier ordre de mesures, la réduction ou l'abolition des droits sur les matières premières, on a singulièrement développé l'industrie anglaise et notablement agrandi la puissance produite du capital déjà acquis. Les bras étant plus demandés, la somme répartie en salaires a été plus forte sans que les profits des chefs d'industrie fussent diminués; au contraire. De cette manière, chacun des impôts qui avaient été maintenus a rendu davantage. Par le second ordre de modifications au tarif, celles qui avaient pour objet la réduction ou l'abolition des droits sur les alimens les plus usuels et sur tous les articles d'usage commun, les ouvriers ont retiré d'un même salaire une plus grande somme de satisfactions. Une livre sterling a contenu une plus grande somme de jouissances, a impliqué la faculté de se procurer une plus grande quantité de tous les articles alimentaires et de beaucoup d'autres objets qui contribuent au bien-être; de sorte que, quand bien même les salaires fussent demeurés les mêmes, les ouvriers auraient été sensiblement mieux.

Par l'une et l'autre de ces catégories de mesures, il y a eu pour la

nation plus de facilité à faire du capital, et, après ce qui a été dit plus haut, je n'ai plus à signaler l'heureuse influence que l'abondance des capitaux exerce sur la puissance productive de la nation, sur l'aisance des classes ouvrières, sur l'agrandissement de la matière imposable, et, partant, sur le rendement des impôts. L'impulsion donnée à la production, et par la même voie aux salaires, a permis de diminuer, sans perte pour le trésor, les droits de consommation sur certaines substances alimentaires qu'il est convenable d'imposer, parce que ce n'est point considéré comme de première nécessité, et qui pourtant sont à l'usage de toutes les classes. C'est ainsi que le droit sur les sucres a été abaissé de plus de moitié sans que le revenu public en ait souffert. Envisagée comme ayant un but financier, la réforme douanière accomplie par le gouvernement britannique a frappé si juste, que l'Angleterre a maintenant tous les ans un excédant de recettes de 2 millions sterling au lieu du déficit à peu près égal dont elle était affligée auparavant, et de cette façon, chaque année, on est en mesure d'opérer des dégrèvemens nouveaux (1). A l'origine, pour ménager la transition, il a fallu, surtout afin de combler la perte causée par l'abolition des droits sur les subsistances, frapper les revenus de plus de 3,750 francs d'une taxe d'environ 3 pour 100; mais il serait facile de s'en passer déjà, si l'on n'eût mieux aimé consacrer les excédans de recettes à remplacer d'autres taxes dont les classes pauvres sont plus particulièrement atteintes. En un mot, en récompense de ce qu'on avait adopté franchement, de l'autre côté du détroit, le principe de la liberté du commerce, on a obtenu le plus beau succès financier que signale l'histoire. C'est que c'est l'application largement conçue d'une grande pensée d'équité. En finances, comme partout, les meilleures combinaisons sont celles qui ont pour point de départ les meilleurs sentimens de la nature humaine.

La réforme de sir Robert Peel a eu un retentissement immense. De toutes parts on a fait cette réflexion : Puisque l'Angleterre répudie avec tant d'éclat le régime protecteur, malgré l'intérêt évident de l'aristocratie et d'autres classes influentes, il faut que ce soit bien contraire à l'intérêt général, bien incompatible avec l'esprit de la civilisation moderne, avec les prescriptions d'une sage politique. La législation douanière a donc été presque partout soumise à une révision, et partout hors de chez nous à peu près elle s'est humanisée. Les États-Unis, la Belgique, la Hollande, le Piémont, l'Autriche, l'Espagne, la Russie,

(1) C'est ainsi qu'on a réduit considérablement divers droits d'*excise* (droits sur des fabrications intérieures) et qu'on en a supprimé quelques-uns, tels que l'impôt sur les briques qui rapportait 12 millions. Les droits de timbre ont été aussi diminués.

ont fait un pas vers la liberté du commerce. Est-il possible que nous restions seuls à lutter contre le courant, nous que notre faculté d'initiative a portés si haut, et qui nous vantons de donner au monde l'exemple de toutes les libertés! Ce serait nous si expansifs, si empressés toujours à nous mêler des affaires des autres, qui arborerions le drapeau de l'isolement, et qui garderions, seuls entre tous, une muraille à pic autour de nos frontières! Mais désormais l'isolement est impraticable : c'est un besoin, un penchant insurmontable pour les provinces dans chaque état, pour les états dans la civilisation, de communiquer l'un avec l'autre. La preuve matérielle en est visible, elle est dans les sommes énormes que dépensent les états et les provinces pour les moyens de communication de toute sorte. On est uni par les idées et les sentimens, on doit, on veut s'unir aussi par les intérêts : c'est à l'avantage de tout le monde. Mais comment, suivant quelle méthode nous dégager de l'étreinte du système protecteur?

VII. — LE RÉGIME PROTECTEUR NE PEUT ÊTRE MAINTENU MÊME TRANSITOIREMENT QU'AU MÊME TITRE QUE LA TAXE DES PAUVRES EN ANGLETERRE. — DE LA MANIÈRE D'OPÉRER LA TRANSITION.

C'est pour les pouvoirs publics une haute convenance de procéder au changement de front avec beaucoup de ménagement. L'opinion protectioniste est puissante en France, les meneurs l'ont surexcitée. Peu scrupuleux sur les moyens, ils ont attisé les haines nationales, ils se sont efforcés d'accréditer parmi les classes ouvrières l'opinion que les partisans de la liberté du commerce parlaient ou agissaient dans un intérêt exclusivement anglais, à l'instigation des Anglais (1), contrairement à l'intérêt français, et le patriotisme sincère, mais crédule, des masses a accueilli ces assertions. Rien pourtant n'est plus inexact. Depuis 1846, les Anglais admettent à peu près tous nos produits sans droits ou avec des droits extrêmement modiques. Ils le font, parce qu'ils ont reconnu, ce qui n'est pas bien difficile à constater lorsqu'on examine les faits avec un esprit libre de préjugés, qu'il est de l'intérêt de chacun, peuple ou individu, d'acheter les denrées et les objets de

(1) En 1846, le comité directeur des protectionistes avait fait imprimer un placard qui excitait les ouvriers contre l'Angleterre et contre les partisans de la liberté du commerce, qu'on représentait comme des instrumens des Anglais, et il en avait envoyé de nombreux exemplaires aux manufacturiers des départemens pour être affichés dans les ateliers. Les manufacturiers de Mulhouse, auxquels on en avait adressé, les renvoyèrent avec dégoût. Ce fut le comité directeur qui fit publier ce placard dans le journal qui lui appartenait à Paris. Il ne peut l'avoir fait que parce qu'il considérait cette méchante action comme un titre de gloire.

toute sorte là où on les trouve au plus bas prix : ils ont pris ce parti sans nous rien demander en retour; ils eussent pu y mettre des conditions (1), ils ne l'ont pas fait. Il leur a suffi de savoir que pour eux-mêmes ce serait un grand avantage d'ouvrir le marché britannique aux produits français et étrangers en général. De même ce serait dans notre propre intérêt, pour augmenter le bien-être des populations et la richesse de la France, que nous nous rallierions à la liberté du commerce. Cependant le préjugé subsiste, il faut compter avec lui. D'ailleurs il est d'un bon gouvernement d'éviter les changemens brusques.

Dans toutes les industries, nous avons des ateliers en plus ou moins grand nombre qui ne craignent pas la comparaison avec ceux de quelque pays que ce soit pour la perfection des produits, l'économie des matières, la division du travail et l'administration; mais, dans presque toutes aussi, on compte un certain nombre d'établissemens qui sont restés en arrière. Chez les uns, le mal n'est pas incurable : s'ils eussent senti plus vivement l'aiguillon de la concurrence, ils se fussent portés en avant; mais il en est d'autres qui ne peuvent plus vivre qu'artificiellement, qui à la longue succomberaient sous la seule pression de la concurrence intérieure. Il convient de donner, à ceux des retardataires qui peuvent rejoindre, le temps qu'il y faut avec des efforts; à ceux qui sont destinés à liquider, un délai suffisant pour que la liquidation ne soit pas trop onéreuse, et pour que ce qui y est employé, personnel et capital, n'eprouve pas trop de peine à se tourner vers quelqu'une des industries que la liberté du commerce doit étendre. Avec trop de précipitation, l'on porterait préjudice aux chefs d'industrie qu'il ne peut s'agir d'excommunier, aux ouvriers qui ne peuvent, du jour au lendemain, se mettre au niveau des habiles de leur métier ou apprendre les tours de main d'une profession nouvelle, et l'on causerait la destruction d'un certain capital, substance précieuse, matière première des améliorations. Aux deux catégories d'établissemens arriérés que nous venons de signaler, il y a donc lieu de continuer, provisoirement et dans une certaine mesure, le subside qu'ils reçoivent du public en qualité de protégés. Nous devons considérer ce subside comme le pendant de la taxe des pauvres des Anglais qu'aucun homme de sens ne songe à abolir; mais désormais la protection n'a plus

(1) En 1840, avant le 15 juillet, un traité de commerce se négociait entre les deux pays. L'administration française écartait quelques prohibitions et diminuait quelques droits en retour de quelques modifications qu'on aurait apportées au tarif anglais. Les lois de douanes qui, à partir de 1842, ont été votées par le parlement anglais nous accordent vingt fois ce que nous demandions en 1840, et nous n'avons pas même cédé le peu que nous étions prêts à consentir alors.

de justification qu'à ce titre. La société française exerce l'assistance envers les industries protégées comme envers des nécessiteux. De sa part, l'assistance est un devoir général; mais, chez les individus assistés, quels qu'ils soient et quel que soit le mode de l'assistance, qu'elle vienne du bureau de bienfaisance ou qu'elle résulte de la douane, le fait corrélatif à ce devoir n'est pas un droit à exiger un subside, c'est le devoir de faire tout ce qui est en leur pouvoir, moralement et matériellement, pour se placer au-dessus du besoin et cesser d'être à charge à la société. Que si les industries protégées trouvent désobligeant d'être assimilées aux familles qui reçoivent les dons de la charité publique, je répondrai qu'il est tout aussi désobligeant pour le public d'avoir à leur compter les sommes qu'il leur paie. Il n'y a pas de milieu, sous notre droit public, tel qu'il est et restera, la prime que reçoivent les industries protégées est une charité ou une exaction.

Voilà donc le caractère que désormais doit avoir dans nos lois la protection : c'est une taxe des pauvres. De cette manière, nous avons d'autres précédens pour nous éclairer sur la manière de procéder, et ce qui s'est passé en Angleterre relativement au paupérisme doit répandre des lumières sur notre sujet. Avant 1834, le régime de la taxe des pauvres chez nos voisins donnait lieu à beaucoup d'abus. Il oblitérait parmi les pauvres le sens de la responsabilité. Les vrais amis des classes pauvres s'en plaignaient énergiquement, non moins que les financiers du parlement. En 1834 donc, au nom de la morale publique autant que dans l'intérêt de ses finances, l'Angleterre refondit sa législation des pauvres. Elle adopta un système de secours qui rappelle sans cesse à l'individu secouru la nécessité de se suffire à lui-même, et réveille en lui le sentiment de la responsabilité. La protection, chez nous, doit être administrée dans le même esprit. Dès-lors aussi les industries effectivement protégées auront à observer la tenue qui convient à leur position. Le comité directeur des protectionistes renoncera à dicter des lois; il comprendra qu'il lui appartient d'en recevoir. Les pauvres de l'Angleterre ne parlent pas avec arrogance aux pouvoirs de l'état; ils ne sont pas, dans le parlement, rapporteurs des lois sur le paupérisme; ils n'essaient pas d'intimider ceux qui revendiquent le droit qu'a la société de ne payer de subside que ce que, dans sa charité, elle juge convenable; dans les conseils industriels que le gouvernement rassemble, ils ne font pas voter des déclarations portant que la science économique soit tenue d'enseigner l'excellence du paupérisme (1). Non; ils sont modestes et soumis. C'est l'attitude qu'ont à prendre chez nous les personnes auxquelles la protection profite.

(1) Chez nous, des personnes très connues pour retirer un grand bénéfice du système

Voici, sous un autre aspect pratique, le motif qu'on a pour ne marcher à la liberté du commerce que par degrés. Le changement qu'ont à subir, pour atteindre le niveau des autres, ceux des établissemens arriérés qui peuvent se maintenir, exige, à peu près dans tous les cas, un certain capital de plus. La France, en temps régulier, forme tous les ans une certaine masse de capital, et le capital français s'accroît plus qu'en proportion de la population. Cet accroissement est pourtant borné, et, dans notre réforme commerciale, nous devons avoir égard à cette circonstance. Malheureusement, depuis 1848, la formation du capital est ralentie. L'année même 1848 fut marquée par une grande destruction de capital. Avant 1848, il nous venait du capital étranger; il en venait pour les opérations manufacturières et commerciales; il en venait surtout pour les entreprises de chemins de fer, ce qui nous laissait le nôtre plus libre pour d'autres destinations. L'importation du capital étranger est suspendue aujourd'hui. L'assemblée nationale, de qui il dépendrait de la réveiller pour les chemins de fer, ne s'en montre pas pressée. Nous sommes donc, quant aux capitaux qu'exige la transition du régime protecteur au régime de la liberté commerciale, plus mal pourvus aujourd'hui qu'avant la révolution de Février, et nous resterons dans cette fâcheuse position, Dieu sait combien de temps encore. On aperçoit ici, sous un nouveau jour, quelle responsabilité ont assumée devant l'histoire et devant leur propre conscience les hommes qui empêchèrent la monarchie de juillet de réformer notre législation douanière, alors que la transition eût été relativement facile.

Cela posé, je hasarderai ici un projet de programme à suivre pour la transition. Je le ferai, on le conçoit bien, sous toute réserve, et sauf meilleur avis. Les ménagemens à garder seraient de deux espèces : premièrement, on procéderait par degrés; secondement, on accorderait à quelques-uns des intérêts compromis quelques compensations : on verra qu'il serait possible de leur en donner de considérables sans grever l'état ni le public. On procéderait par degrés, disons-nous. De prime-abord on supprimerait toutes les prohibitions, toutes celles du moins qui ont le caractère commercial (1). On réduirait les droits qui, à force d'être élevés, sont prohibitifs à ce qu'il faut pour que l'industrie française s'aperçoive de la concurrence étrangère, et puis,

protecteur sont parvenues en 1850, dans le conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, à faire passer un vote ainsi conçu : « Que l'économie politique soit enseignée par les professeurs rétribués par le gouvernement, non pas au point de vue théorique du libre échange, mais aussi et surtout au point de vue des faits et de la législation qui régit l'industrie française » (c'est-à-dire au point de vue du système protecteur).

(1) Ainsi les armes de guerre, la poudre, les cartes à jouer, continueraient d'être prohibées.

de période en période, ces droits continueraient d'être abaissés jusqu'à un minimum qu'avec de la bonne volonté on considérerait comme un droit tout fiscal, quoiqu'il dût aussi avoir un effet d'enchérissement au profit des producteurs nationaux. On abolirait les droits sur une vingtaine de matières premières les plus importantes, le coton, la laine, la houille, les matières tinctoriales, les graines oléagineuses. Les fils de soie, de coton, de laine, de lin et de chanvre, pourraient même être considérés comme des matières premières. Le fer et l'acier, qui jouent un si grand rôle dans l'industrie, doivent être francs de droit; c'est l'intérêt général de la production. Par exception cependant, on pourrait, en ce qui les concerne, accorder un délai, sauf à décréter dès à présent une réduction qui devrait être au moins de moitié pour le fer forgé, des trois quarts pour l'acier.

La fonte brute devrait plus prochainement encore que le fer être admise en franchise; car c'est plus encore que le fer une matière première, c'est celle du fer lui-même; et, pour cette substance, les inconvéniens passagers de l'admission en franchise seraient moindres que pour le fer; la fabrication de la fonte occupe médiocrement de bras, et le capital qui y est employé est presque tout à l'état de capital de roulement et non de capital fixe. A ce titre, il peut passer sans peine de sa destination actuelle à une autre industrie.

A plus forte raison, les articles presque tous insignifians que le projet de loi de 1847 rayait du tarif, les uns absolument, les autres sous conditions, cesseraient d'être taxés, sans distinction de pavillon ou de frontière.

A charge de réexportation, l'industrie française serait admise à tirer du dehors, sans droits, les tissus écrus en soie, en coton, en laine, en lin ou chanvre, à la condition de les réexporter après y avoir donné une autre façon.

Les denrées alimentaires de première nécessité, et notamment la viande, seraient exemptes de tout droit de douane.

Les droits de douanes qui sont purement fiscaux, c'est-à-dire ceux qui sont établis sur des articles que la France ne produit pas (y compris le droit sur le sucre, qui est exclusivement fiscal, puisque le sucre indigène est taxé de même), seraient réduits au taux qui, par l'accroissement de la consommation, serait le plus productif pour le trésor.

Il est quelques industries qui se réduisent chez nous à un tout petit nombre d'établissemens, lesquels jouissent ainsi d'un véritable monopole : telle est celle des glaces, dont il existe trois fabriques aux mains de deux associations seulement; telle aussi celle des poteries fines autres que la porcelaine, dont il y a quatre fabriques appartenant à trois compagnies. La première de ces industries est protégée par un droit exa-

géré, qui ne lui est point nécessaire, puisqu'elle exporte considérablement; la seconde l'est par la prohibition, en vertu de *la loi de brumaire an* V. Dans ces deux industries, les propriétaires des établissemens existans empêchent la concurrence intérieure par voie d'intimidation. Il ne serait pas aisé, dans un pays où le capital n'abonde pas, d'en réunir ce qu'il faut pour monter une fabrique rivale, et ceux qui pourraient trouver ce capital n'osent pas courir la chance; ils savent qu'on leur ferait une guerre à mort, dont le monopole a fourni les moyens aux établissemens actuels. En pareil cas, c'est un devoir pour un gouvernement qui respecte la liberté et la justice d'appeler la concurrence étrangère, et l'admission des produits étrangers similaires devrait être entièrement libre. Les bénéfices déjà réalisés à la faveur du monopole donneraient aux usines françaises dont il s'agit le moyen de s'organiser aussi bien que leurs compétiteurs de l'étranger; il est même à supposer que c'est un fait à peu près accompli déjà; car elles sont actuellement entre les mains d'hommes capables.

Tous les droits à l'exportation seraient supprimés, ainsi que les formalités à la sortie; le montant de droits qu'on économiserait de cette manière à l'industrie française est modique; mais on lui épargnerait beaucoup d'ennuis et de temps, ce qui équivaut à beaucoup d'argent.

Les pavillons étrangers seraient admis à transporter les marchandises entre la France et les autres pays, y compris nos colonies, sur le même pied que les navires français. Les restrictions bizarres qui nous empêchent de profiter des marchandises d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique, enfermées dans les entrepôts européens, seraient abolies. C'est une honte d'avoir consenti, en plein XIX[e] siècle, à des absurdités aussi onéreuses. Pour toutes les réformes qu'appelle notre législation maritime, nous n'avons plus la liberté d'ajourner. Depuis la nouvelle législation maritime de l'Angleterre et depuis l'adhésion qu'y ont donnée plusieurs autres peuples, nous sommes forcés de nous mettre au même régime.

Le tarif devrait être simplifié. La tarification actuelle offre des distinctions de zones qui doivent disparaître, et des distinctions de variétés qui doivent diminuer de nombre (1).

Les visites à corps devraient être abolies, et pourraient l'être sans aucun inconvénient dans quelques années, lorsqu'on serait arrivé à un tarif très réduit. Dès à présent, elles devraient n'être plus possibles

(1) Ainsi pour le fer forgé, en barres, en verges ou laminé, le tarif distingue, selon les dimensions, trente-huit variétés qui sont soumises à quatorze tarifications différentes. Le mieux ici serait de supprimer toutes les distinctions et de n'avoir qu'un droit unique pour le *fer forgé non ouvré;* tout au plus pourrait-on avoir deux droits, l'un pour le fer rond, plat ou carré, l'autre pour la tréfilerie, la tôlerie et le fer-blanc.

qu'aux risques et périls des agens. Ceux-ci, et à leur défaut l'administration, auraient à payer des dommages-intérêts que règleraient les tribunaux ordinaires, toutes les fois que les personnes visitées n'auraient point été trouvées en état de fraude. Les visites domiciliaires disparaîtraient par le fait même de l'abolition de la prohibition absolue.

La compensation qu'il serait possible de donner à quelques-unes des industries, sans préjudice pour le trésor ou pour le public, pourrait avoir beaucoup de formes. Déjà il en résulterait une de la plus grande liberté qui serait accordée au commerce. Il ne manque à notre industrie manufacturière, en général, que d'avoir les matières premières à bas prix pour produire à aussi bon marché que qui que ce soit; or, d'après ce qui précède, toutes les matières premières seraient au plus bas prix possible. Indiquons pourtant quelques mesures particulières. Nous avons conseillé de réduire immédiatement des trois quarts au moins la protection déréglée dont jouissent les fabriques d'acier. On pourrait, par une faveur spéciale, les autoriser à tirer de la Suède, sans droits dès à présent, les fers éminemment propres à faire de l'acier que cette contrée a le privilége de produire. La même exemption devrait être étendue aux fontes lamelleuses que nos départemens de l'Est tirent de l'Allemagne surtout, pour les convertir en acier. C'est de même à la liberté qu'il faudrait s'adresser pour obtenir une compensation en faveur de l'industrie des fers, celle peut-être à laquelle l'abandon du système protectioniste occasionnerait la plus rude secousse. Personne n'ignore que le principal bénéfice de la protection revient aux propriétaires de bois bien plus qu'aux maîtres de forges eux-mêmes. La protection a triplé ou quadruplé le revenu des bois qui étaient à portée des forges. Les propriétaires de ces forêts seraient indemnisés (en me servant de cette expression, je dois faire remarquer que ce n'est pas le mot propre; en droit, ils ne peuvent prétendre à aucune indemnité), sans qu'il en coûtât rien à l'état, par la permission de défricher les bois en plaines, autant qu'ils le jugeraient convenable. Dans la plupart des cas, moyennant cette faveur, ils perdraient peu au changement de régime (1).

(1) L'interdiction de défricher les forêts est, en France, un legs du temps féodal. A l'égard des bois en pente, elle se motive sur l'utilité publique. C'est alors une servitude naturelle inhérente à la propriété. Pour les forêts en plaine, rien aujourd'hui ne justifie plus l'interdiction, si ce n'est le privilége dont jouissent les propriétaires, par l'effet du système protecteur, de vendre leur bois plus qu'il ne vaut aux fabricans de fer. Le législateur n'est fondé à interdire le défrichement que dans le but de fixer une limite au monopole qu'il a conféré. La restriction imposée au propriétaire de bois est l'accompagnement obligé de celle que subit le public quand il désire se pourvoir de fer. On ne peut supprimer l'une qu'en abandonnant l'autre. J'en fais ici l'observation, parce que l'assemblée est maintenant saisie d'un projet de loi dont le but est de permettre les défri-

C'est encore la liberté qui donnerait le moyen de consoler nos agriculteurs du dommage qu'ils supposent que leur causerait l'abandon du système protecteur. En fait, ceux des cultivateurs qui calculent savent bien que le régime protecteur n'est pas profitable à l'agriculture : il lui fait payer plus cher ses instrumens, la plupart des substances qu'elle emploie dans ses travaux et des articles que les cultivateurs consomment pour leur usage personnel. Or, en retour, qu'est-ce qu'il lui fait vendre plus cher ? Ce n'est pas le blé, car c'est une illusion de craindre l'invasion des blés de la Pologne ou de la Crimée. La puissance productive de ces contrées en céréales, par delà ce qu'elles en consomment, suffira à peine, en temps ordinaire, à alimenter le marché anglais de ce qu'il y manque. Ce n'est pas la soie; le régime actuel en contrarie l'exportation. Ce n'est pas le vin, apparemment; l'industrie viticole est la victime du régime protecteur. Serait-ce la laine? Il est permis d'en douter; des personnes très bien informées assurent que le bénéfice retiré par l'agriculture ou plutôt par la propriété territoriale (qui n'est pas nécessairement la même chose que l'agriculture) du droit de 22 pour 100 dont est frappée la laine étrangère, est très problématique (1). Serait-ce donc la viande? C'est possible, et pourtant la quantité de viande sur pied que peut nous fournir l'étranger est bien bornée. Si on laissait entrer librement cette denrée, on peut croire que les prix n'en seraient pas sensiblement affectés, excepté dans quelques localités de la frontière. Cependant, les éleveurs, abusés sur leurs véritables intérêts, sont presque tous du côté des protectionistes; c'est pour ceux-ci une alliance puissante. Mais, tout récemment, les éleveurs ont pu faire une découverte importante, à savoir que le monopole dont les bouchers sont officiellement investis dans Paris, et qu'ils exercent de fait dans la plupart de nos villes, est, pour le bétail, une cause de dépréciation bien autrement énergique que ne pourrait l'être l'abandon du système protecteur, au gré même de ceux qui s'exagèrent le plus l'effet des lois de douanes. Renoncer à la protection ne sera rien pour les éleveurs, si la boucherie devient libre en droit et en fait. Que l'autorité, qui paraît mollir à Paris sur la question de la boucherie, se réveille, que la bou-

chemens. Très bien, donnez à la propriété toute la liberté possible; mais, en retour; accordez au public la liberté d'acheter son fer sans payer un tribut aux propriétaires de bois. Le rapport, qui est dû à M. Beugnot, revendique d'une manière très heureuse la liberté pour les propriétaires de bois. Il ne faudrait pas presser beaucoup les principes qui y sont invoqués pour en faire jaillir la liberté du commerce.

(1) C'est un fait de statistique que l'abaissement du droit de 33 pour 100 à 22 en 1835 n'a pas été suivi de la baisse de la laine française. Pareil fait a été constaté en Angleterre après la suppression entière des droits. (Voir une note publiée il y a quelques années par M. Seydoux, du Cateau, et l'*Economist* anglais du 22 avril 1848.)

cherie soit proclamée et devienne libre, et les éleveurs n'auront que des actions de graces à adresser au gouvernement, quand bien même, au même instant, l'entrée de la viande serait déclarée parfaitement libre.

Je n'insiste pas davantage sur ce projet de programme; je le présente non avec la prétention d'avoir trouvé la formule définitive, mais avec le désir de fournir un texte à la discussion. Les Anglais ont mis une vingtaine d'années, depuis Huskisson jusqu'à Peel, à effectuer le passage du système protecteur à la liberté presque complète dont ils jouissent aujourd'hui, abstraction faite des droits purement fiscaux. Ne chicanons pas pour quelques années de plus ou de moins. Mettons vingt années, vingt-cinq, plus encore à faire l'évolution; mais commençons enfin, commençons résolûment. Qu'il ne soit pas dit plus long-temps de nous que nous sommes un peuple chez lequel les révolutions s'exécutent en un tour de main, tandis que les réformes les plus indispensables et les mieux justifiées y rencontrent d'insurmontables obstacles.

MÉMOIRE A L'INSTITUT DE FRANCE.

SOLUTION DES PROBLÈMES

RELATIFS

A la PROTECTION et au LIBRE-ÉCHANGE

PAR

J[ules] Du MESNIL-MARIGNY,

Ancien Élève de l'École Polytechnique, Membre de la Société d'Économie politique. etc.

PARIS,

IMPRIMERIE DE E. BRIÈRE,

RUE SAINT-HONORÉ, 257.

1861.

SOLUTION DES PROBLÈMES

RELATIFS

A LA PROTECTION ET AU LIBRE-ECHANGE.

AVANT-PROPOS.

En fait de transactions internationales, deux systèmes sont en présence, d'une part le libre-échange, d'une autre la protection. — A quel système doit-on s'arrêter ? Telle est la question dominante du jour, question qui passionne l'opinion publique au suprême degré, tant sa solution importe aux intérêts matériels, dont à notre époque on se préoccupe si vivement.

Bien que déjà nous ayons publié un livre intitulé *les Libre-Echangistes et les Protectionistes conciliés* (1), dans lequel cette grave question se trouve résolue, cependant nous ne pouvons nous dissimuler, malgré l'écoulement assez rapide de ce livre, qu'étant écrit le plus souvent en langue algébrique, afin de donner plus de rigueur aux théories qu'il renferme, il ne s'adressait qu'à un petit nombre de lecteurs.

Nous avons donc dû chercher, pour propager nos théories, des démonstrations d'une forme plus usuelle, et celles qu'on trouvera dans cet opuscule nous paraissent aussi claires, aussi convaincantes, aussi péremptoires qu'on peut le désirer.

PREMIÈRE PARTIE.

I. Jusqu'ici les économistes ne s'étaient nullement attachés à définir et à mesurer la richesse des peuples, et pourtant la connaissance parfaite de cette richesse devait être le principe, le point de départ, la base fondamentale de la science économique, puisque cette science traite essentiellement de la production, de la distribution et de la consommation de la richesse.

L'inexactitude des notions que l'on donne habituellement sur la richesse des peuples va nous montrer avec quelle légèreté regrettable ce sujet important a été traité.

Stuart Mill et d'autres publicistes prétendent que « la richesse d'une nation est la somme de toutes les choses utiles ou agréables qu'elle possède, et qui ont une valeur échangeable. »

Cette définition évidemment est insuffisante, car il est impossible, avec les seuls éléments qu'elle fournit, de comparer deux nations entre elles, sous le rapport de leurs richesses. En effet, deux peuples ne seront-ils pas inégalement riches, s'ils possèdent des marchandises ayant une valeur plus élevée chez l'un que chez l'autre, bien qu'elles soient de même nature et en même quan-

(1) Cet opuscule fait partie de la 3e édition, sous presse, du livre *les Libre-Echangistes et les Protectionistes conciliés*. — GUILLAUMIN, éditeur, 14, rue Richelieu.

tité ? Ne seront-ils pas encore inégalement riches si, dans des conditions tout-à-fait identiques, par rapport aux marchandises (quantité, similitude et valeur), l'un d'eux est plus travailleur, plus adroit, plus instruit, ou bien est assis sur un sol plus fertile, tout étant équivalent du reste ?

Quelques publicistes soutiennent, avec moins de raison encore, que la richesse d'un peuple est proportionnelle à la valeur de son produit brut ; d'où il résulterait alors que, dans une année de disette en grains, où le produit brut, bien que très-minime, est supérieur en valeur à la production normale, ce peuple serait plus riche qu'en temps ordinaire. Ce qui n'est pas soutenable.

D'autres affirment que cette richesse est en rapport avec le produit net. Nouvelle erreur. En effet, ce produit n'étant qu'un mode de partage entre le capitaliste et le travailleur, il s'ensuivrait qu'un Etat, pour s'enrichir, devrait aggraver la misère de l'ouvrier ?

On ne se méprenait pas moins en prétendant que l'on peut juger de la richesse d'un État par l'impôt, car ce n'est pas l'impôt dont on est grevé, mais celui que l'on est susceptible de payer, qui pourrait seulement être proportionnel à cette richesse.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur les diverses appréiations qu'on a faites de la richesse. Toutes, plus ou moins erronées, ne sont, à bien les considérer, que des aperçus trop éloignés de la vérité pour pouvoir guider sûrement dans l'étude de l'économie politique. Aussi beaucoup de personnes regardent-elles les doctrines relatives à cette branche des connaissances humaines comme vagues, incertaines, contestables, et par suite impropres à constituer une science ; et, bien plus encore, on peut citer nombre d'économistes célèbres (1) qui ont reconnu, avec une entière bonne foi, que les théories qu'ils enseignaient étaient hérissées de difficultés.

Au moyen des nouvelles définitions de la richesse d'un peuple que nous allons donner, toute obscurité, toute ambiguité disparaissent, et la solution des problèmes économiques les plus ardus se réduit à un bilan, à une simple pondération d'éléments de production, dont on peut déterminer l'importance, et dont l'action est facilement prévue.

Et quand même les statistiques qui doivent fournir ces éléments ne mériteraient pas toute confiance, les théories rationnelles qui font l'objet de cet opuscule permettront aux personnes les plus étrangères à la science sociale de juger sainement de la situation économique d'un pays, d'en discerner les côtés forts et faibles, et, sinon d'éviter toutes erreurs, au moins de n'en pas faire de capitales.

A l'aide de ces définitions, instruments d'une sensibilité exquise, l'économie politique, justifiant ce qu'elle avance, s'élève d'un bond au rang des sciences exactes.

---

(1) Mac Culloch, Rossi, Jean-Baptiste Say, etc.

II.— C'est tout d'abord en cherchant à tenir compte des éléments multiples qui constituent la richesse d'un peuple qu'il est possible de parvenir à un groupe de termes qui la représente avec exactitude.

Ensuite, la composition de ce groupe, ou plutôt de ces groupes, on doit en convenir, n'était pas sans quelques difficultés, attendu que les peuples, possédant à la fois deux espèces de richesses, la ***richesse d'usage*** et la ***richesse évaluée***, relatives, la première à leur bien-être, la seconde à leur puissance matérielle, il fallait isoler chacune de ces richesses en particulier pour reconnaître et caractériser leurs modes d'existence; toutes deux étant entièrement distinctes en essence et en principe.

III.—D'après l'acception rigoureuse du mot, la ***richesse d'usage*** des peuples est leur vraie richesse, car elle est en rapport avec la quantité des objets de toute nature qu'ils possèdent, et qui sont utiles et nécessaires à leur existence. Aussi traiterons-nous en premier lieu de cette richesse.

Pour parvenir à la mesurer, nous aurons recours à l'***unité d'existence***, cette expression *unité d'existence* désignant la somme des objets qui, dans chaque pays, sont essentiels à la consommation d'un individu pendant une année.

Si cette unité était la même chez tous les peuples, et si en même temps le prix des marchandises qu'elle comprend était partout invariable, en divisant le revenu en espèces de chaque individu, par ce prix, on aurait des nombres qui mesureraient la ***richesse d'usage*** individuelle, puisqu'ils s'accroîtraient et diminueraient avec la possibilité de consommer, plus ou moins de fois, cette unité d'existence. Mais si ce moyen de mesure, ce module, est à peu près fixe dans un même pays, il varie sensiblement dans divers pays, suivant leur position géographique.

Au climat froid et humide de l'Angleterre, il faut opposer des habits de draps épais, des boissons spiritueuses, une nourriture très animalisée. Un ciel plus clément permet aux Espagnols d'user de vêtements plus légers et de consommer des aliments moins substantiels. — Dans les Indes, l'alimentation, l'habillement et même le logement se réduisent à des proportions bien plus minimes. — Quant à la France, dont la température est modérée, la quantité des objets dont ne peuvent se passer ses habitants est un médium entre ce que réclament les peuples du Nord et ceux du Midi.— On doit encore tenir compte des usages nationaux. Ainsi le rite religieux oblige à un mode de nutrition tout spécial; ainsi, certaines populations, habituées depuis longtemps à se restreindre dans leurs dépenses, n'exigeront pas des consommations d'une nature aussi variée et de la même délicatesse que les habitants de telle cité de la France, depuis longtemps adonnés au luxe. — Ne sait-on pas qu'une plante venue dans un terrain fertile ne peut végéter qu'en s'alimentant de sucs plus nutritifs que si elle avait pris naissance dans un sol maigre et pierreux?

Ensuite, le prix des mêmes objets, dans tous les pays, est loin d'être uniforme. — *L'unité d'existence* sera donc modifiée dans sa valeur par une multitude de circonstances relatives au climat, aux habitudes sociales, à la religion, à la situation financière, etc.

Toutefois, cette valeur pourra être précisée dans chaque nation, à une époque déterminée.

En effet, on ne peut nier que si *l'unité d'existence* varie de peuple à peuple, en général elle ne diffère pas sensiblement dans chaque nation. Et, pour nous en assurer, il suffit d'examiner ce qui se passe autour de nous : les administrations publiques ne fixent-elles pas ce qui est nécessaire annuellement aux soldats de terre, aux matelots? Dans les maisons d'éducation, les jeunes gens ne trouvent-ils pas une nourriture appropriée à leur âge, nourriture dont un règlement spécial prescrit la qualité, la quotité? Les animaux eux-mêmes ne sont-ils pas partout rationnés, conformément à ce que l'on attend de leurs services?

De plus, les objets qui composent cette unité ayant à peu près la même valeur dans toutes les parties d'un pays qui n'est pas très étendu, il s'ensuit qu'elle est, pour une contrée déterminée, susceptible d'une évaluation monétaire assez exacte.

Nous pourrons porter, en France, à environ 220 fr. le prix de cette *unité d'existence*, car on estime généralement à 1,100 fr. ce que dépense moyennement une famille de manœuvres, composée de cinq personnes, pour subsister pendant une année.

En Angleterre, les statistiques élevant à 1,500 fr. la somme annuelle nécessaire à une pareille famille, 300 fr. seront, pour ce pays, l'évaluation du prix de *l'unité d'existence*. On fixerait le prix de cette unité, en Italie, à 140 fr. Dans les Indes, 60 fr. paraîtraient un *quantum* suffisant.

L'appréciation de l'*unité d'existence* ne se baserait pas toujours sur ce qui est, mais sur ce qui doit être. Chez le peuple irlandais, par exemple, la nourriture et le logement ne sont pas en rapport avec les besoins naturels. Les satisfactions ordinaires de ce peuple devraient donc être largement accrues pour la formation de cette unité.

Cependant, comme il ne s'agit que de proportions, la détermination rigoureuse du prix de l'*unité d'existence* ne serait pas tout à fait indispensable. Il suffirait que les rapports entre les prix des diverses unités pour chaque peuple fussent à peu près exacts.

Ces bases posées, veut-on avoir la *richesse d'usage* d'un individu, habitant un pays quelconque? Comme ses dépenses annuelles sont basées sur ses revenus, il n'y a qu'à prendre la valeur de ces revenus, et diviser cette valeur par le prix de l'*unité d'existence* dans ce pays. De là, il est facile de passer à la *richesse d'usage* moyenne d'une nation. Il suffit de prendre la valeur de tous ses revenus, et de diviser cette valeur, d'abord par celle de l'*unité d'existence* propre à cette nation, ensuite par le nombre des individus qui la composent.

De cette sorte, nous pouvons calculer, à chaque instant, soit pour un particulier, soit pour un peuple, le nombre d'*unités d'existence* que ce particulier ou qu'un individu moyen, pris dans ce peuple, a la possibilité de consommer annuellement.

IV. — Occupons-nous maintenant de la seconde espèce de richesse des peuples, que nous appelons la richesse de valeur ou *richesse évaluée.*

Sans doute, le bien-être, c'est-à-dire la possession de tous les objets qui peuvent servir à nous loger, à nous nourrir, et enfin à nous donner le confortable, est une richesse qu'ambitionnent et que recherchent tous les humains ; mais il est des satisfactions d'un autre genre après lesquelles ils soupirent encore avec bien plus d'ardeur.

S'agit-il de venger une injure nationale, veulent-ils défendre leur liberté, leur indépendance menacées, ou bien étendre leur domination au loin ! Pour eux, qu'est-ce alors que le bien-être? Voyez comme ils le sacrifient sans hésitation, comme ils marchent avec intrépidité au combat, à la mort ! Mais leurs efforts seront impuissants, sans la *richesse évaluée*, c'est-à-dire s'ils n'ont pas à leur disposition un grand nombre d'espèces ; la puissance des nations à notre époque, étant, suivant nous, en rapport avec la quantité d'argent dont elles disposent.

En effet, considérons deux peuples en guerre, quel est celui qui tiendra en campagne les bataillons les plus nombreux, donnera à ces bataillons le plus de persistance dans leur action, armera le plus grand nombre de navires et se procurera les engins les plus meurtriers ? Evidemment celui qui pourra dépenser la somme d'argent la plus considérable, car toutes les marchandises nécessaires pour ces armements ont généralement la même valeur sur toutes les places de l'Europe.

Ensuite, comment transporter des armées, les faire vivre sur des territoires neutres, amis ou ennemis, si ce n'est en étant capable d'en supporter les énormes frais ?

Le grand Frédéric partageait bien complétement l'opinion que nous venons d'émettre, lorsqu'il disait que pour faire la guerre, il fallait trois choses, de l'argent, de l'argent, et encore de l'argent.

Sans doute on doit tenir compte des qualités guerrières des peuples, mais à mesure que la civilisation progresse, les machines offensives et défensives prennent dans les combats une importance si grande, et en même temps s'élèvent tellement de prix, que c'est seulement avec beaucoup d'or que l'on peut les acquérir, les faire manœuvrer, et en définitive triompher sur les champs de bataille.

Du reste, la campagne de Crimée nous fournit la preuve de ce que nous avançons. La Russie ne manquait ni d'hommes de courage, ni d'ingénieurs habiles, et bien qu'ayant à repousser seulement des armées qui venaient de fort loin pour l'envahir, elle a

fini par être vaincue. Que pouvait-elle avec un budget de 1,100 millions de francs, contre deux budgets dont l'ensemble atteignait 4 milliards ?

V. — Mais on a dit, la quantité d'espèces que peut se procurer une nation est proportionnelle à sa *richesse d'usage*, puisque plus on a d'argent, plus sont nombreux les objets que l'on peut consommer. A quoi bon parler dès lors de *richesse évaluée* ?

Ici, en raison de la nouveauté du sujet, des éclaircissements sont indispensables. Nous allons donc essayer de rendre palpable la différence qui existe entre la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée*.

Supposons que deux peuples, également nombreux, soient placés l'un et l'autre sous le même climat, et produisent chaque année des marchandises de pareille nature et en quantité égale, c'est dire que tous les deux jouiront de la même aisance. Admettons en surplus que ces marchandises se vendent à des prix différents chez l'un et chez l'autre, dans le rapport, par exemple, de un à deux. N'est-il pas vrai que si, pour subvenir à des besoins urgents, chacun de ces peuples fait une économie d'un cinquième sur ses productions annuelles, l'un disposera seulement de 100 millions de francs, lorsque l'autre, sans se gêner davantage, pourra disposer de 200 millions? — Deux peuples peuvent donc avoir une même aisance et une richesse de valeur différente.

Nous ajouterons que l'accord est loin d'être unanime entre les publicistes, pour décider qui de la Russie, qui de la France, qui de l'Espagne, qui de l'Angleterre, etc., a la plus grande *richesse d'usage*. — La difficulté qu'ils éprouvent dans ce classement doit être attribuée à la différence peu marquée qui existe entre ces diverses richesses, et l'explication de cette minime différence n'est pas difficile à donner. En effet, les productions annuelles dans un pays sont-elles supérieures à la consommation? Aussitôt une population nouvelle ne manque pas de survenir. Ces productions éprouvent-elles un déficit? Une plus grande mortalité vient aussitôt éclaircir les rangs de la population. D'où il résulte que la *richesse d'usage* normale des peuples s'élève partout à peu près au même niveau.

— Mais personne n'oserait mettre en doute la supériorité de l'Angleterre sur la Russie, par rapport à la valeur des marchandises de toute espèce que ces deux nations possèdent, à égalité de surface de territoire et même de population. Cette supériorité, comme on le voit, ne se proportionne donc nullement aux *richesses d'usage* de chaque pays.

VI. — Ces prémisses établies, on en déduit qu'à égalité de privations pour chaque individu, la quantité d'espèces monétaires que les peuples peuvent consacrer à des dépenses extraordinaires est proportionnelle à la valeur des marchandises de toutes espèces, qui composent véritablement leur avoir disponible, puisqu'ils

jouissent à peu près de la même *richesse d'usage*. — C'est donc à la recherche de cette valeur que nous allons procéder.

Cette recherche a présenté jusqu'à ce jour d'assez grandes difficultés. D'abord, pour les raisons que nous avons déjà indiquées, et ensuite parce qu'on voulait assimiler la richesse d'une nation à celle d'un particulier, dont la fortune s'apprécie d'ordinaire en comptant uniquement soit le chiffre de ses capitaux, soit celui de ses revenus. Or, une nation n'est pas comme un individu qui, avec de l'argent, peut transporter sa tente dans le lieu où il lui plaît de la dresser, certain d'y trouver sa nourriture le lendemain; elle est forcée de vivre sur le territoire où elle réside, et comme la nature, assez capricieuse, lui fournit chaque année ses approvisionnements d'une manière très-inégale, il faut que dans le calcul de sa richesse entrent, non-seulement les capitaux qu'elle possède, mais encore ses approvisionnements pour chaque période annuelle. La raison en est qu'en cas de déficit, on doit prendre sur les capitaux pour faire subsister les populations, de même qu'en cas de récolte très-fructueuse, partie de cette récolte vient accroître la richesse nationale.

Ces divers raisonnements nous conduisent à reconnaître que l'expression de la *richesse évaluée*, ou de valeur, d'un peuple renferme trois termes de formation diverse, comprenant :

Le premier : La somme des valeurs de tous les capitaux territoriaux, industriels, mobiliers, etc.;

Le second : La valeur du produit réel annuel (ces deux termes étant pris avec un signe positif) ;

Le troisième : La valeur de la consommation annuelle (ce dernier terme étant affecté d'un signe négatif).

Afin de rendre cette expression comparable pour toutes les nations, il est nécessaire encore de la diviser par le chiffre de la population.

VIII. — Représentée par ces trois termes, la *richesse évaluée* d'un peuple répond à toutes les hypothèses que l'on peut faire. Ainsi les intempéries des saisons ont-elles réduit les récoltes d'un quart, comme cela est arrivé en 1709, le grain prend alors une valeur prodigieuse, et il semblerait que la *richesse évaluée* du pays, loin d'avoir diminué, s'est, au contraire, accrue. Mais que l'on considère le terme de la consommation ! Evidemment, en raison du déficit, ce terme dépasse de beaucoup celui de la production. La richesse du pays a donc, non-seulement décru pour ce motif, car il a fallu prendre sur les capitaux pour combler le déficit, mais encore parce que ces mêmes capitaux ont dû diminuer, comme ils diminuent toujours à la suite de certains sinistres.

Au moyen de ces formules de la *richesse d'usage* et de la *richesse évaluée*, les problèmes les plus rebelles de l'économie politique se résolvent avec la plus grande facilité. Par exemple, on parvient aisément à mesurer la richesse d'une nation, et on ne

peut plus dire, comme J.-B. Say, que cette opération est la quadrature du cercle de l'économie politique ; les questions relatives au crédit deviennent de la plus grande simplicité, etc., etc.... Mais afin de nous renfermer dans notre cadre, nous ne traiterons ici que des problèmes relatifs au libre-échange et à la protection.

DEUXIÈME PARTIE.

I. — Déjà, d'après la manière dont nous avons formulé la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée*, il est manifeste que, si le *libre-échange* régnait dans le monde entier, la *richesse d'usage* de tous les individus dont il se compose s'élèverait à son maximum, attendu que les entraves mises à la circulation des produits par le régime protecteur disparaissant, chacun pourrait acquérir avec moins de peine tous ceux qui lui seraient utiles ou agréables. On doit reconnaître pourtant que parfois le *free trade*, appliqué franchement et sans aucune réserve, fait accroître le prix de certaines marchandises ; mais aussi n'est-il pas vrai que cet accroissement est dû à ce qu'un plus grand nombre de personnes sont appelées à en faire usage, et à satisfaire ainsi plus amplement leurs besoins et leurs goûts ? Dès lors s'il faut un travail plus prolongé pour pouvoir consommer ces marchandises, ce surcroît de travail est impérieusement exigé par les lois de la concurrence, et ne peut être considéré comme impliquant une diminution de la *richesse d'usage*, puisqu'il n'est que le résultat d'une justice plus parfaite dans la distribution des produits du globe. Il est donc avéré que le libre-échange doit être adopté, lorsqu'il s'agit de procurer à toutes les populations, prises en masse, le maximum de bien-être dont elles sont susceptibles.

II. — Mais s'il est possible de démontrer que le système protectioniste, tout en nécessitant quelques sacrifices dans le bien-être des populations, peut parfois assurer leur indépendance en les rendant relativement plus fortes, plus puissantes, doit-on, dans un esprit de philanthropie sans doute fort louable, ne s'occuper que du bien-être du monde entier? Le doit-on, surtout à une époque où la plupart des nations, repoussant toute idée de fusion, d'association, se reforment de plus en plus en nationalités distinctes, et ravivent ainsi leurs vieilles haines de race ; surtout encore à une époque où, multipliant sans cesse leurs armements, il semble que l'heure va sonner où elles se précipiteront les unes sur les autres ?

Or, déjà, dans un livre que nous avons publié : *Les Libre-Echangistes et les Protectionistes conciliés*, nous avons donné

cette démonstration en nous aidant de l'algèbre, et nous avons fait voir que la protection pouvait accroître parfois la *richesse évaluée* d'un peuple, ainsi que la densité de sa population. — Ici, sans avoir recours à ce précieux auxiliaire, nous espérons parvenir au même but.

III. — Nous commencerons par établir que, si l'on considère les travailleurs de toute espèce attachés, soit à l'industrie, soit à l'agriculture, comme cumulant tout à la fois les qualités d'ouvriers, de patrons et de propriétaires, deux marchandises quelconques d'un prix égal sont bien loin de nécessiter le même nombre de journées de ces travailleurs pour leur confectionnement. — De même qu'à durée pareille, le labeur d'un homme d'état est payé plus cher que celui d'un manœuvre ; de même, la journée de tel industriel, ressortant du prix des objets qu'il fabrique (prix variable déterminé par la seule concurrence), sera payée à un taux plus élevé que celle de tel autre industriel, bien que le travail de ce dernier ait exigé autant d'efforts musculaires et autant d'intelligence. — Il existe même une différence énorme entre le montant de ces journées. Un bijoutier, un joaillier, gagnera 30 et 40 francs, alors que l'industriel en lainages et en cotonnades ne touchera peut-être que 4 francs, alors que l'agriculteur ne recevra peut-être que le quart de cette dernière somme.

Du reste, nous ferons observer, et cette observation est des plus importantes, que de tous les travailleurs l'agriculteur est celui dont les journées ressortent au taux le moins élevé. — Toutefois, gardons-nous de croire que l'attrait des villes, en s'exerçant de plus en plus sur l'esprit du campagnard, fera hausser de beaucoup le prix des journées de culture. — La mercuriale des peuples étrangers maintiendra ces journées aux environs du cours actuel, attendu que le cultivateur étant propriétaire de son champ, d'après notre hypothèse, c'est uniquement la valeur de la denrée agricole qui déterminera le prix de la journée.

En nous rapportant aux statistiques les plus authentiques de la France, le prix de la journée moyenne des industriels est environ cinq fois plus considérable que celui de la journée des cultivateurs. Et ce chiffre est incontestable, car il résulte de ce que la production agricole de la France est d'environ 5 milliards pour 20 millions d'agriculteurs, tandis qu'elle est de 12 milliards pour 10 millions d'industriels, ou autrement de 24 milliards pour 20 millions d'industriels. Ce qui constitue bien à peu près le rapport de 1 à 5.

Nous ajouterons que ce rapport quintuple, entre le prix de la journée des agriculteurs et celui de la journée des industriels, serait encore plus considérable, irait peut-être au décuple, si l'on comparait la journée des industriels français avec les journées d'une nation entièrement agricole, telle que la Russie, la Pologne, le Maroc, etc. Nous insistons sur cette différence entre le prix

des journées de travail des cultivateurs et des industriels, parce qu'elle est tout à fait capitale dans le sujet que nous traitons (1).

Ces bases étant adoptées, nous allons prouver que le libre-échange entre deux peuples, l'un entièrement agricole, l'autre industriel, est avantageuse à la *richesse évaluée* de ce dernier. En effet, comme tous les peuples, même les plus industriels, sont aussi nécessairement agricoles, décomposons le peuple manufacturier en société manufacturière et société agricole, et comparons un à un les trois termes de la *richesse évaluée* de chacune de ces sociétés, à égalité d'individus, avec les trois termes de la *richesse évaluée* du peuple agricole.

La première de ces sociétés, par suite de son trafic libre avec le peuple entièrement agricole (si les prix des journées de travail sont ainsi que nous l'avons annoncé), aura chaque année un produit réel que l'on pourra estimer à une valeur monétaire cinq fois plus forte que celui du peuple agricole, relativement, bien entendu, au même nombre de personnes.

Quant à la consommation, la nourriture sera d'un prix plus élevé pour la société industrielle, car les denrées que cette société s'assimilera seront grevées des frais du transport que l'on devra effectuer, depuis le lieu de production jusque chez elle ; mais cet accroissement de prix ne sera tout au plus que du double de la valeur première des denrées agricoles (résultat d'expérience) (2).

En adoptant ce dernier chiffre, on voit que la société industrielle, produisant cinq fois plus que le peuple agricole (toujours relativement au même nombre d'individus), et consommant seulement deux fois plus, doit faire, chaque année, une réserve plus considérable que ce peuple, réserve qui s'accroît encore de ce que les marchandises manufacturées sont plus chères chez le peuple agricole que dans la société industrielle.

Nous n'avons pas encore tenu compte des capitaux. A défaut de relevés sur lesquels on puisse compter, nous croyons avantager de

---

(1) La différence entre les rétributions journalières ou annuelles, qui sont dévolues aux travailleurs dans chaque profession (le travailleur, considéré en même temps comme ouvrier, comme patron et comme propriétaire de l'établissement où il est employé, étant une chose des plus essentielles à constater pour le genre de démonstrations que nous avons choisi, nous transcrivons ici diverses rétributions annuelles qu'a pu nous fournir la *Statistique de la France*, et qui montrent que l'agriculteur est, de tous les travailleurs, le moins favorisé :

1852. Agriculteurs : Produits réels, 5 milliards de francs ; 20 millions de travailleurs.
Rétribution annuelle pour un travailleur, 250 fr.

1851. Réunion de toutes les industries textiles : Produits réels, 579 millions de francs ; 970,000 travailleurs.
Rétribution annuelle pour un travailleur, 600 fr.

1856. Industrie des cotonnades : Produits réels, 155 millions ; 245,000 travailleurs.
Rétribution annuelle pour un travailleur, 632 fr.

1847. Industrie des lainages : Produits réels, 138 millions ; 138,000 travailleurs.
Rétribution annuelle pour un travailleur, 1,000 fr.

1852. Industrie de la houille : Produit sur le carreau, 47 millions ; 35,000 travailleurs.
Retribution annuelle pour un travailleur, 1,300 fr.

1852. Industrie de la soie ; Produits réels, 406 millions ; 165,000 travailleurs.
Rétribution annuelle pour un travailleur, 2,460 fr.

1854. Orfévrerie, joaillerie de Paris : Produits réels, 85 millions ; 90,000 travailleurs.
Rétribution annuelle pour un travailleur, 4,300 fr.

(2) Transport du grain de l'Amérique et de l'Asie en Europe.

beaucoup le peuple agricole en le regardant comme détenteur d'autant de capitaux que la société industrielle, bien qu'un industriel, comparé à un cultivateur, produise, dans le même temps, des marchandises ayant une valeur monétaire au moins cinq fois et souvent dix fois plus forte. — Mais, afin d'arriver à des conclusions irrécusables, nous nous tenons à l'égalité des capitaux que nous avons annoncée.

Il résulte de là que la société industrielle aura, pour un même nombre de travailleurs, une plus-value en *richesse évaluée*, provenant des plus grandes réserves qu'elle pourra faire chaque année sur son produit réel.

Passons maintenant à la société agricole, partie aliquote du peuple en même temps agricole et industriel, et effectuons la même comparaison que ci-dessus.

Dans cette société, les denrées agricoles auront un prix double de celles récoltées dans le pays seulement agricole, puisqu'elles s'équilibreront, relativement à leur prix, avec les denrées importées de ce dernier pays qui seront grevées des frais de transport que nous avons déjà appréciés à la valeur même de la marchandise. Le produit réel de cette société sera donc deux fois plus grand que celui du peuple agricole, encore à égalité de population, car nous supposons les deux pays mis en parallèle également fertiles.

Toutefois comme la consommation doublerait aussi de valeur dans cette société, les deux termes de la consommation et du produit réel se balanceront parfaitement d'un côté et de l'autre. — Notons, cependant, qu'en ne tenant pas compte du service des marchandises manufacturées, nous apprécions au-dessous de sa valeur la *richesse évaluée* de la société dont nous nous occupons.

Mais le capital territorial de cette société sera beaucoup plus grand que celui du pays entièrement agricole, car ce capital augmente partout avec le prix des denrées (1).

Il résulte de là que, si deux peuples, l'un entièrement agricole, l'autre industriel, commercent librement ensemble :

1° La *richesse évaluée* du peuple agricole, à égalité de population, sera inférieure à celle du peuple manufacturier;

2° La densité de la population dans ce dernier pays, en comparant des territoires de même fertilité, s'accroîtra plus vite que dans l'autre, attendu qu'à égalité de consommation le produit réel d'un même nombre d'individus sera plus grand, comme nous

---

(1) La culture des terres se fait presque partout en donnant au propriétaire une certaine partie des denrées récoltées. Le mot métayer vient même du mot *medietas*, en raison de ce que le cultivateur avait la moitié des produits. En conséquence, plus les denrées prennent de valeur monétaire, plus aussi s'accroît le produit net de la terre et la valeur de cette terre.

l'avons vu, chez le peuple industriel que chez le peuple agricole(1);

3° En admettant que, sous le régime du libre-échange, il soit très difficile d'établir des manufactures dans un pays entièrement agricole, la *richesse évaluée* de ce pays sera toujours très-minime, relativement à celle des pays manufacturiers.

Tel est l'effet du libre-échange.

IV. — Nous démontrerons maintenant que la protection peut relever le pays entièrement agricole de son infériorité en *richesse évaluée*.

En effet, considérons une nation soumise au système du libre-échange et composée de vingt millions d'individus, dont seize s'appliquent presque complétement à l'agriculture, quatre millions étant fonctionnaires, commerçants, domestiques, etc. Sur ces seize millions d'agriculteurs, dix produisent annuellement soixante millions d'hectolitres de froment à 10 fr. l'un, dont cinq millions sont exportés, tandis que huit millions de ces agriculteurs se livrent à l'élève des bestiaux et à tous autres travaux agricoles.

Dressons actuellement des barrières sur les confins du territoire de cette nation, et profitons-en pour établir une industrie qui emploiera directement ou indirectement un million des individus adonnés à la culture des céréales et dont les nouveaux produits se consommeront tous, bien qu'ils aient une valeur supérieure à ceux de l'étranger.

Dans cette industrie, d'après les nombreuses statistiques que l'on peut consulter, ces individus fabriqueront habituellement des marchandises pour une somme d'environ 1,200 millions, dont 600 millions reviendraient aux actionnaires, gérants, ouvriers, etc.; le produit réel de cette industrie serait donc de 600 millions.

Précédemment, soixante millions d'hectolitres de froment étaient récoltés par dix millions d'agriculteurs. Comme le nombre de ces derniers sera diminué d'un dixième, la production en céréales se réduira aussi d'un dixième, ou de six millions d'hectolitres. L'exportation, qui était de cinq millions d'hectolitres, ne pourra donc plus s'effectuer.

En suivant ces diverses hypothèses et en ne perdant pas de vue les conséquences qui en découlent, nous allons comparer la *richesse évaluée* qu'avait ce pays, avant les mesures prohibitives, avec la *richesse évaluée*, résultant de l'adoption de ces mesures.

Or, l'expérience prouve qu'un faible déficit dans la production des grains occasionne une hausse hors de proportion avec le chiffre de ce déficit.

---

(1) La population s'accroîtra dans le pays industriel jusqu'à ce qu'elle consomme l'excès de la production sur la consommation. Cet accroissement de population dépendra des habitudes de dépense, plus ou moins prononcées, chez le peuple industriel.

Voici les nombres recueillis par sir Grégory et rapportés par Tooke dans son histoire des prix :

Un déficit dans la récolte de :		Au-dessus du taux ordinaire.
1 dixième	élève le prix de :	3 dixièmes.
2 —		8 —
3 —		1.6 —
4 —		2.8 —
5 —		4.5 —

D'après ce tableau, la production étant réduite d'un dixième, les prix s'élèveront de trois dixièmes ; l'hectolitre de froment valant primitivement 10 fr., vaudra donc 16 fr. sous le régime protecteur. En introduisant dans les trois termes de la *richesse évaluée* les valeurs que nous venons de trouver, nous allons aisément reconnaître les modifications que feront subir à cette *richesse évaluée* les divers régimes commerciaux.

En premier lieu, nous supposons que les capitaux dont on s'est servi, pour constituer l'industrie dont il est parlé ci-dessus, n'ont fait que se déplacer sans avoir éprouvé soit perte, soit plus-value, en sorte que nous n'aurons à examiner que la différence entre le produit réel et la consommation, différence que nous avons déjà appelée la réserve.

PRODUITS RÉELS.

Sous le régime du libre-échange, la valeur du produit réel en grains s'obtenait en multipliant soixante millions d'hectolitres par 10 fr., ce qui donnait 600 millions de francs.

Sous celui de la protection, pour obtenir la valeur du produit réel, il faut multiplier cinquante-quatre millions d'hectolitres par 16 fr., ce qui donne 864 millions de francs, et ajouter à cette somme 600 millions de francs, produits de l'industrie ; total, 1,464 millions.

CONSOMMATIONS.

Dans le premier cas, on consommait pour 550 millions de francs en grains.

Dans le second cas, la consommation en grains devant être la même, puisque le nombre des individus n'a pas augmenté, et le pays n'ayant produit que cinquante-quatre millions d'hectolitres de grains, tandis qu'il en consomme cinquante-cinq millions, on sera obligé d'acheter à l'étranger un million d'hectolitres pour parfaire cette consommation exigée. — Cinquante-cinq millions d'hectolitres de grains, à 16 fr. l'un, donneront 880 millions de francs.

RÉSERVES.

La réserve, sous le régime protecteur, se composera donc de 584 millions de francs, différence entre 1,464 millions et 880 millions, tandis que sous le régime du libre-échange elle n'était que de 50 millions, différence entre 600 millions et 550 millions.

Cette supériorité d'une réserve sur l'autre établit donc que, dans certains cas, la *richesse évaluée* d'un pays s'accroît bien plus avec la protection qu'avec le libre-échange.

Dans ce calcul, nous n'avons tenu compte que des grains, et des articles nouvellement manufacturés, attendu que les autres produits haussant ou baissant de prix, en même temps, dans le terme de la production et dans celui de la consommation, ces produits n'altèrent en aucune manière, d'après les hypothèses que nous avons faites, les résultats auxquels nous sommes parvenus.

C'est dans cette plus grande réserve, conséquence de la disparité entre le prix des journées industrielles et le prix des journées agricoles, que gît tout l'avantage du système protecteur, car cette réserve donne lieu chaque année, soit à un accroissement de capital, soit tout à la fois à un accroissement de capital et de population, puisque ce surplus de population, en raison de la nourriture qu'il exige, fait élever le prix des denrées agricoles, et, par suite, le prix des terres.

V. — Nous venons de prouver que, dans certaines circonstances, la protection des manufactures accroissait la *richesse évaluée* d'une nation agricole; s'en suit-il que cette *richesse évaluée* s'augmentera toujours, quelle que soit la nature des industries que l'on protégera ? En aucune manière.

En effet, si l'on tient compte des trois termes de la *richesse évaluée*, le capital, le produit réel et la consommation, on verra que pour quantité d'industries la protection fait diminuer cette même richesse. C'est donc au moyen d'un simple calcul arithmétique que l'on reconnaîtra ou les avantages ou les inconvénients de ces industries.

Par exemple, si l'on voulait établir dans les contrées hyperboréales des serres chaudes, afin d'y planter le poivrier, la vanille, etc., indépendamment de la mauvaise qualité des produits que l'on récolterait, on ferait le plus sot calcul du monde.

D'abord ces produits, n'étant qu'à la portée d'un très-petit nombre de personnes, en raison du prix de revient, ne donneraient jamais un revenu net suffisant, pour que le capital de fondation se conservât dans son intégrité ; ensuite on augmenterait de beaucoup la valeur de la consommation, en livrant ces produits aux régnicoles à des prix, dix, cent, mille fois plus forts que ceux qu'ils payaient en s'adressant au commerce libre.

Quant à la valeur vénale du produit réel des ouvriers, elle serait évidemment moindre que celle du surplus de consommation auquel l'établissement de ces serres-chaudes donnerait lieu ; cette opération, en tout point, serait donc désastreuse.

VI. — Cependant, si, par suite de panique ou de toute autre cause, le capital d'une manufacture protégée se trouvait réduit d'une certaine quantité, ce ne serait pas toujours un motif pour

que la nation dans laquelle on aurait fondé cette manufacture dût regretter les dépenses qu'elle aurait faites. La *richesse évaluée* de cette nation aurait diminué, sans contredit, pour le moment, mais il serait possible que la valeur du produit réel des travailleurs, par son excès sur la valeur de leurs consommations, vînt compenser dans peu de temps les pertes que l'on aurait subies.

Pour nous en convaincre, supposons qu'en s'aidant du système protecteur l'on organise, dans un pays qui reçoit ses tableaux de l'étranger, une école de peintres, afin de substituer les créations artistiques indigènes aux étrangères. Bien que les fondateurs d'une école de cette espèce doivent considérer qu'ils ont fait un sacrifice complet de leurs capitaux, cependant il n'en est pas moins vrai qu'en raison des journées très-fortes de 50 et 100 francs que ces artistes sont appelés à gagner, la création d'une école pareille doit être regardée comme devant être très-utile à l'accroissement de la *richesse évaluée* nationale.

VII. — En général, la protection ne peut s'appliquer utilement qu'à certaines manufactures dont les produits ne reviennent qu'à un faible *quantum* au-dessus du prix des productions étrangères, à 40 ou 50 0/0 par exemple (1), surtout lorsque le poids ou l'encombrement de ces produits permet d'en saisir aisément les similaires à leur entrée sur le territoire protégé, car l'action plus ou moins facile de la contrebande est un élément qu'il ne faut pas négliger dans nos théories.

En définitive, la protection n'est utile que pour s'approprier cette différence qui existe entre le prix des journées de l'industriel et de l'agriculteur, l'un et l'autre étant supposés tout à la fois ouvrier, patron et propriétaire.

VIII. — Nous avons prouvé que, dans certaines conditions économiques parfaitement spécifiées, le régime protecteur était favorable à la *richesse évaluée* d'une nation, et par conséquent à sa puissance matérielle ; tandis que le libre-échange accroissait la *richesse évaluée* de pays placés dans d'autres conditions. Nous devons donc en conclure qu'au lieu de glorifier ou de condamner systématiquement l'un ou l'autre de ces deux régimes, il ne s'agit que de savoir dans quelles circonstances il est opportun de les appliquer chacun en particulier ; mais nous avons donné des règles pour reconnaître cette opportunité, le but que nous nous étions proposé est donc rempli.

C'est en nous étayant des formules de la richesse d'usage et de la richesse évaluée qu'il nous a été possible de faire disparaître les

(1) Smith et son école, en condamnant tout système protecteur, n'avaient pu faire cette distinction entre les fabrications susceptibles et non susceptibles d'être protégées, attendu que n'ayant aucune connaissance de la *richesse d'usage* et de la *richesse évaluée*, ils ne pouvaient s'apercevoir que la protection, tout en étant nuisible à la *richesse d'usage* du monde entier, pouvait être favorable à la *richesse évaluée* d'un pays, pris isolément.

épaisses ténèbres qui obscurcissaient cette partie de l'économie politique. Comme ces formules jettent également une clarté des plus vives sur les autres enseignements de cette science si contestée, on doit reconnaître qu'elles en constituent les bases essentielles, et que les publicistes, en négligeant de s'appuyer sur ces bases, ont dû voir nécessairement leurs efforts frappés de stérilité.

IX.—Nous terminerons cette notice par divers corollaires, relatifs au libre-échange et à la protection :

1° Le libre-échange, admis partout, donnera aux habitants du globe le maximum de la *richesse d'usage* dont ils sont susceptibles, et par conséquent développera sa population, bien plus que le régime protecteur.

2° Un peuple, en adoptant le système protectioniste, accroîtra parfois sa *richesse d'usage* et sa *richesse évaluée*, mais alors ce ne sera qu'aux dépens de ces mêmes richesses chez d'autres peuples.

3° En appliquant le régime de la protection à un pays, on diminue la richesse d'usage du globe, bien que cette protection puisse accroître la quantité des objets essentiels qui reviennent à chacun dans ce pays.

4° Le pays protégé est toujours obligé de faire certains sacrifices, sinon sur la quantité des articles de grande utilité qu'il consomme, au moins sur ceux pour lesquels les régnicoles peuvent avoir un goût particulier, attendu qu'ils sont ou privés de ces articles, ou ne peuvent se les procurer qu'avec un surcroît de travail.

5° La protection de certaines fabrications dans un pays peut y diminuer et la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée*.

6° Le système protecteur ne peut s'appliquer utilement, en général, qu'à un pays comprenant une certaine population, car le prix des objets fabriqués deviendrait par trop élevé, s'il n'y avait qu'un très-petit nombre de consommateurs.

Paris.—Imprimerie de E. Brière, rue Saint-Honoré, 257.

Des volkswirthschaftlichen Vereins zu Frankfurt a. M.

Flugblatt № 11.

Januar 1863.

Vergleichende Kritik der Gewerbegesetz-Entwürfe für Frankfurt am Main

von

Dr. jur. E. Cuyrim.

Frankfurt am Main,
J. D. Sauerländer's Verlag.
1863.

Druck von J. D. Sauerländer in Frankfurt a. M.

Die nachstehende Arbeit versucht eine vergleichende Kritik des „Gewerbegesetz“-Entwurfes der gesetzgebenden Versammlung vom 17. April 1861 und des hierzu als Gegenentwurf von einer Commission des Senats ausgearbeiteten „Gesetzes über die Berechtigung zum Gewerbebetriebe“ vom 1. Mai 1862.[1])

Die Arbeit war in ihrer ersten Anlage nur zum Anhalt für eine mündliche Berichterstattung im volkswirthschaftlichen Verein bestimmt. Mit Rücksicht auf die erfreuliche Beschleunigung jedoch, welche seit den letzten Wochen die Gewerbefrage bei Hohem Senate gefunden, und welche daher auch in unserem Vereine eine Beschleunigung der Berathungen wünschenswerth macht, hat der Vorstand zu Förderung der letzteren den Druck beschlossen. — Die Arbeit gibt sonach nicht Vereinsbeschlüsse, sondern zunächst nur meine persönlichen Ansichten wieder. — Auch fehlt ihr noch die Erörterung der für den Moment fast wichtigsten (von der Senats-Commission in einem besonderen Gesetzentwurfe behandelten) Frage, in welcher Art unsere Realberechtigten zu entschädigen sein werden.

Die Verhandlungen der gesetzgebenden Versammlung und die ausgezeichneten Vorarbeiten, welche vom Senate ausgegangen und im Sommer v. J. der gesetzgebenden Versammlung gedruckt[2]) mitgetheilt worden sind, haben der Lösung unserer Gewerbefrage so feste Grundlagen gegeben, daß über viele Punkte Meinungsdifferenzen gar nicht mehr möglich sind, und rücksichtlich der übrigen es sich nur noch um Abwägung schon formulirter Gründe und Gegengründe handelt.

So wird denn hoffentlich bald die Gewerbefreiheit bei uns ein neues Gebiet ihrer Geltung in Deutschland gewinnen. Sie ist im Verein mit der Freizügigkeit und einem entwickelten Associationsgeiste der mächtigste Hebel zur Stärkung und Ausbreitung eines unabhängigen und selbstbewußten Bürgerthumes. Und auf diesem ruht die Zukunft und das Heil unseres deutschen Vaterlandes!

Frankfurt a. M., 12. Januar 1863.

Der Verfasser.

Zum Eingange

des Entw. der gesetzg. Versammlung.

Abweichend von der gesetzgebenden Versammlung will die Senats-Commission die Geltung des Gewerbegesetzes nur auf die Stadt und deren Gemarkung beschränken, und die Ausdehnung auf die Ortschaften späterer Erwägung vorbehalten.[3])

Auf dem Landgebiete haben Zunftbeschränkungen in den natürlichen Gang der Dinge nie eingegriffen. Von dieser Seite her also besteht dort Gewerbefreiheit. Dagegen hat das Concessionswesen vielfache Anwendung gefunden, und beruht dort nicht auf bestimmten gesetzlichen Vorschriften, sondern im Wesentlichen auf der Praxis. — Der Gewerbezustand auf den Ortschaften kann also mindestens nicht für einen geordneten gehalten werden, und da nun außerdem die sofortige Ausdehnung des Gewerbegesetzes auf das Landgebiet erhebliche Schwierigkeiten nicht wohl bereiten kann — wie schon die Gewerbegesetze anderer Staaten beweisen, welche noch verschiedenere Verkehrsverhältnisse gleichzeitig zu berücksichtigen haben — so möchte nicht abzusehen sein, warum die Wohlthaten des Gewerbegesetzes dem Landgebiete noch vorenthalten bleiben, und nur der Stadt zu Theil werden sollen.

---

[1]) Beide Entwürfe sind abgedruckt unten S. 22 ff.

[2]) Außer in einem den Commissionsbericht selbst enthaltenden Hefte noch in einem Hefte „Actenstücke, die hiesigen Gewerbeverhältnisse 2c. betreffend,“ aus welchem besonders ein äußerst gründlicher und klarer Bericht des Jüngeren Bürgermeisteramts vom 27. December 1860 (gez. „Speltz“) und ein Bericht des Polizeiamts vom 26. März 1861 (gez. „Speltz“) hervorzuheben sind.

[3]) Senats-Commissionsbericht S. 94.

Zu § 1
des Entw. der gesetzg. Vers.

Die §§ 1 der beiden Entwürfe — welche die aufzuhebenden beziehungsweise noch aufrecht zu erhaltenden früheren Gesetze bezeichnen sollen — stimmen materiell überein[4]) bis auf zwei Punkte, den Fortbestand der gewerblichen Vorschriften des Preßgesetzes von 1856 und die Frage, in welchem Umfange die Innungen aufzuheben sind. — Von dem ersteren Punkte wird unten[5]) die Rede sein.

Rücksichtlich der Innungen bestimmt der Entwurf der gesetzgebenden Versammlung: 1. die Innungsordnungen sollen vollständig aufgehoben, und damit die Innungen selbst aufgelöst sein (pos. b.); [6]) 2. folgeweise sollen auch die verschiedenen, zwischen und innerhalb der einzelnen Innungen bestehenden besonderen gewerblichen Uebereinkommen aufgehoben sein (pos. c).

Die Senats-Commission will die letztere Bestimmung (pos. c) ganz gestrichen haben, weil dieselbe einen zu starken und in seiner Tragweite nicht zu übersehenden Eingriff in Privatrechte enthalte, [7]) und ändert außerdem pos. b in der aus pos. 5 des Senats-Commissions-Entwurfs ersichtlichen Weise. —

Zu Motivirung der letzteren Aenderung führt der Senats-Commissions-Bericht (S. 13) an: den bestehenden Innungen könne durch die Gesetzgebung nicht mehr genommen werden, als was dieselbe ihnen gegeben habe, nämlich die „Rechte als Gewerbs-Corporation", nicht aber die ihnen als Verein oder Gesellschaft zustehenden Rechte. Auch fördere der Fortbestand der Innungen die Erhaltung der mit denselben verbundenen Unterstützungskassen. — Endlich — fügt der Bericht S. 95 hinzu — würden demnächst noch generelle Normen separat zu erlassen sein, welche für die Fälle freiwilliger Auflösungen von Innungen über das Schicksal deren Vermögens entscheiden.

Die Idee der Senats-Commission geht sonach auf Folgendes: Die „Handwerksartikel" sollen nur in ihrer Wirkung nach Außen, in ihrer Qualität als Bestandtheile der öffentlich-rechtlichen Gewerbeordnung aufgehoben werden, die Innungen also ihre Zwangs- und Verbietungsrechte nach Außen verlieren. Dagegen bleiben dieselben als Privatvereine und die dermaligen Handwerksartikel als die Privatstatuten dieser Vereine insoweit und insolange bestehen, als nicht die Vereins- (Innungs-) Mitglieder durch ordnungsmäßige, freie Vereinsbeschlüsse Anderes festsetzen. Würde dann ein solcher Beschluß in nächster oder späterer Zeit auf Auflösung lauten, so soll über das alsdann eintretende Schicksal des Innungsvermögens ein jetzt zu erlassendes besonderes Gesetz eine allgemeine Norm treffen. —

Gegenüber dieser Auffassung des Verhältnisses dürfte indessen sowohl aus Rechts- als aus Zweckmäßigkeitsgründen die von der gesetzgebenden Versammlung vorgeschlagene gänzliche Auflösung der Innungen entschieden den Vorzug verdienen, und die Vorschläge der gesetzgebenden Versammlung bedürfen nur insofern noch einer Ergänzung, als allerdings über das Schicksal des Vermögens der (alsdann durch das Gesetz) aufgelösten Zünfte Verfügung getroffen werden muß.

Die Senats-Commission beruft sich auf die rechtliche Lage der Sache. Indessen gerade gegenüber der strengen juristischen Consequenz möchte sich die Annahme einer Doppelnatur in den Innungen, einer öffentlichen und einer privaten Existenz derselben, nicht durchführen lassen. — Die Innungen haben ihre Verfassung lediglich vom Senat. Nach dem Commissions-Decret von 1616 gibt und ändert dieser die Handwerksartikel,[8]) und zwar kraft der Polizeihoheit des Staates. Die Handwerksartikel sind also Bestandtheile der öffentlich-rechtlichen Gewerbeordnung, lediglich gewerbepolizeiliche Bestimmungen und Einrichtungen.[9]) Werden sie daher in dieser Qualität kraft des Gewerbepolizei-Gesetzgebungsrechts des Staates wieder aufgehoben, so fallen sie überhaupt, und können insbesondere auch die derzeitigen Innungsmitglieder nicht etwa als „Privatstatut" mehr binden. Denn Letztere haben sich ihnen — wie z. B. den Aufnahmebestimmungen über Lehr-, Wander- rc. Jahre und Meisterstück — zu keiner Zeit in der Eigenschaft als Private, d. i. freiwillig, sondern stets nur in Folge jener öffentlichen Autorität, d. i. in der Eigenschaft als Unterthanen unterworfen. Somit kann selbst eine Minorität in der Innung dem Fortbestande der Handwerksartikel jetzt widersprechen, da sie andernfalls gezwungen wäre, entweder unter den alten, nur von Außen gekommenen und in dieser äußeren Existenz nun aufgehobenen Bestimmungen fortzuleben, oder aber auszutreten, und solchergestalt auf ihre Benutzung des Innungsvermögens lediglich zu Gunsten einer nicht mit größerem Rechte versehenen Majorität zu verzichten. — Ohne eine alle Mitglieder bindende Verfassung aber ist die Existenz einer Corporation überhaupt nicht denkbar, und so muß die

---

4) Vergl. namentlich wegen pos. 1 a bis d des Senats-Commissions-Entwurfs den Schluß des § 2 pos. b und des § 7 der gesetzgebenden Versammlung; sowie wegen pos. e, f, g, den § 5 der gesetzgebenden Versammlung.

5) S. 15.

6) Mittheilungen aus den Protokollen der gesetzgebenden Versammlung XXII., S. 175 u. 200.

7) Senats-Commissionsbericht S. 12 u. 13. Die Frage, ob im einzelnen Falle ein Uebereinkommen der fraglichen Art noch zu Recht bestehe, sei vielmehr der richterlichen Entscheidung zu überlassen.

8) Moritz, Staatsverfassung I., S. 228 u. 121 und Müller, Sammlung rc., S. 52.

9) Vergl. ebenfalls Zachariä, Staatsrecht II., S. 339 (2. Aufl.) und die daselbst Anmerkung 6 u. 7 citirten Reichsgesetze, welche die Zunfteinrichtungen, deren Errichtung wie Abschaffung und Aenderung auch lediglich als Polizeisache auffassen.

Aufhebung der Handwerksartikel als gewerbepolizeilicher Bestimmungen (in ihrer „öffentlichen Qualität“) die Auflösung der Innungen nothwendig von selbst nach sich ziehen. — Würden sich aber auch selbst die zeitigen Mitglieder freiwillig auf Beibehaltung der alten Bestimmungen (oder in verfassungsmäßiger Form auf eine bestimmte Aenderung) einigen, so wäre doch diese Uebereinstimmung des Beibehaltenen mit dem Seitherigen nur eine zufällige und keine nothwendige, folgeweise aber der verbliebene „Privatverein“ dennoch etwas Neues; und das hieße wiederum nichts Anderes als: die alte Innung ist aufgelöst. —

Somit lautet die Frage über die Auflösung der Innungen nicht dahin, ob durch eine Auflösung die Rechtsconsequenz gebrochen werde, sondern umgekehrt: liegen hinreichende Zweckmäßigkeitsgründe für die Gesetzgebung vor, um zu fingiren, daß etwa verbleibende „Privatvereine“ mit den alten Innungen identisch seien, und namentlich auch hinsichtlich des Vermögens einen mit denselben ununterbrochenen Fortbestand haben sollen. —

An solchen Zweckmäßigkeitsgründen dürfte es aber nicht nur fehlen, sondern die Zweckmäßigkeit sogar entschieden gegen die Nichtauflösung sprechen.

Schon der Commissionsbericht der gesetzgebenden Versammlung führt aus,[10]) daß die Innungen in jeder Form mit der Gewerbefreiheit unverträglich seien. — Und in der That, was könnten dieselben auch mit ihren dermaligen Zielen leisten! Abgesehen von den Wittwen- und Unterstützungskassen — von denen unten noch besonders die Rede sein wird — sind sie gänzlich inhaltsleer und nur dazu geeignet, die rechtlich eingeführte Gewerbefreiheit noch an der faktischen Einführung zu hindern. Sollte namentlich auch fernerhin ein großer Theil unserer Handwerker noch an den alten Zunfttraditionen und der Meinung festhalten, daß nur Solche, welche bestimmte Lehrlings-, Gesellen- und Wanderzeiten durchgemacht und ein Meisterstück verfertigt haben, ihr Geschäft tüchtig betreiben könnten, so würden alle diese Fesseln mit Hilfe der als „Privatstatuten“ aufrecht erhaltenen Handwerksartikel noch lange auf unserem jüngeren Nachwuchse lasten bleiben, und bestenfalls hätten wir noch langhin einen sehr unerquicklichen und mit allen Waffen gekämpften Krieg zwischen gewanderten und nicht gewanderten, zwischen geprüften und nicht geprüften ꝛc. Gewerbtreibenden mitanzusehen. — „Will man ein altes morsches Gebäude niederreißen, so lasse man nicht nachträglich den Schutt auf dem Bauplatze liegen!“

Mit diesem Motto — welches in den bezüglichen Verhandlungen fiel — hebt denn auch eines der liberalsten deutschen Gewerbegesetze, das badische, die Zünfte gänzlich auf, und das Gleiche ist durch das württembergische Gesetz geschehen, wie es auch in den Entwürfen der Hamburger Bürgerschafts-Commission und der volkswirthschaftlichen Fraktion des preußischen Abgeordnetenhauses beantragt wird.[11])

Die anderen,[12]) seither erschienenen deutschen Gewerbegesetze gehen freilich den von der Senats-Commission vorgeschlagenen Weg. Indessen haben einmal diese Gesetze mindestens einzelne, besonders ungeeignete Bestimmungen der „Handwerksartikel“ auch als Privatstatutbestimmungen prohibitiv aufgehoben,[13]) und sodann liegen aus jenen Ländern bereits nachtheilige Erfahrungen und Klagen über den betretenen halben Weg vor.[14])

Somit sollte man sich auch bei uns entschieden für die von der gesetzgebenden Versammlung vorgeschlagene vollständige Auflösung der Innungen aussprechen, und damit würde zugleich die — von der Senats-Commission gestrichene — pos. c in dem Entwurf der gesetzgebenden Versammlung als Consequenz[15]) von selbst wieder aufleben.

Es erübrigt noch die Frage über das Vermögen der Innungen. — Der Bericht der Hamburger Bürgerschafts-Commission[16]) bemerkt über die Rechtsfrage: „Es kann unter Rechtskundigen nicht bestritten werden, daß das Vermögen jeder Corporation von dem ihrer einzelnen Mitglieder getrennt und unabhängig ist, und demnach, wenn die Corporation aufgehoben wird oder sonst erlischt, ihr vorhandenes Vermögen von Rechtswegen der Disposition des Staates anheimfällt“. In Gemäßheit dieses Rechtssatzes üben denn auch sämmtliche, seither erschienenen deutschen Gewerbegesetze jenes Dispositionsrecht des Staates durch bezügliche Gesetzesbestimmungen aus, welche indessen im Einzelnen der Natur der Sache nach sehr mannigfaltig ausgefallen sind. Nur die Minderzahl[17]) trifft die Disposition lediglich zu Gunsten einer Ueberlassung und Vertheilung an die letzten Innungsmitglieder; die Mehrzahl überweist das Vermögen der (durch das Gesetz

---

[10]) Mittheilungen l. c. S. 175 (unten).

[11]) Badisches Gewerbe-Gesetz vom 20. September 1862, Artikel 26 u. 27. Württemberger Gewerbe-Gesetz vom 12. Februar 1862, § 58. Hamburger Entwurf § 1. Preußischer Fractionsentwurf § 36.

[12]) Oesterreichisches Patent vom 20. December 1859, § 130 u. 106 ff.; sächsisches Gewerbe-Gesetz vom 15. October 1861, § 87 bis 96; weimarisches Gewerbe-Gesetz vom 30. April 1862, § 76; meiningisches Gewerbe-Gesetz vom 16. Juni 1862, Artikel 72; Bremisches Gesetz vom 4. April 1861, § 5.

[13]) So ist nach „Königsheim, Das königlich sächsische Gewerbegesetz ꝛc.“ S. 171, Anmerkung 158, in Sachsen die Vorschrift von Wanderjahren als Statutbestimmung unzuläßig. —

[14]) Vergl. Verhandlungen des volkswirthschaftlichen Congresses von 1862, S. 173 u. 175.

[15]) Vergl. Mittheilungen l. c. S. 176 u. 200.

[16]) vom December 1861 (abgefaßt von Dr. Baurmeister und Dr. G. Hertz). S. 40, „zu § 11“. —

[17]) Bremen, § 5; Oldenburg, Artikel 41, § 2; Weimar, Artikel 75 u. 76; Meiningen, Artikel 72.

einzelnen beziehungsweise später freiwillig sich auflösenden) Innungen ganz [18]) oder theilweise [19]) gemeinnützigen oder Wohlthätigkeits-Zwecken und zu dem Ende entweder sofort oder eventuell dem Staate oder der Gemeinde.

Hiermit dürfte ebenfalls bei uns sowohl das Dispositionsrecht des Staates [20]) als das (auch von der Senats-Commission anerkannte) Bedürfniß einer entsprechenden gesetzlichen Bestimmung feststehen und wäre es auch nur, um eine sonst unvermeidliche Rechtsunsicherheit fernzuhalten. — Welche Disposition indessen der Staat bei uns zu treffen haben wird, hängt so sehr von Alter, Größe und seitheriger Verwendungsart der einzelnen Innungsvermögen und deren Bestandtheile ab, daß ohne genaue Kenntniß dieses blos den Behörden zugänglichen Materiales ein Urtheil sich nicht fällen läßt. Nur dürfte Soviel auch jetzt schon feststehen, daß namentlich die vorhandenen Wittwenkassen erhalten bleiben müssen, zugleich aber Vorsorge zu treffen ist, daß dieselben nicht zu Handhaben und Intriguen gegen die Gewerbefreiheit und gewerbefreiheitlich gesinnte Mitglieder des Gewerbes benutzt werden. [21]) Sonach dürften im Zweifel dem württembergischen Gesetze [22]) analoge Bestimmungen unseren Verhältnissen entsprechend sein, indem dasselbe (siehe bei Anmerkung 19) die seither für besondere Anstalten verwendeten Vermögenstheile (eventuell durch Dazwischenkunft des Staates) diesen Anstalten erhalten will, jedoch verlangt, daß die Statuten jedes Mitglied des betreffenden Gewerbes zulassen. Das übrige Vermögen dagegen wird der freien Disposition der dermaligen Mitglieder überlassen. [23])

---

18) Baden, Artikel 27; Oesterreich, § 130; Sachsen, § 94; Preußischer Fractionsentwurf § 38.

19) Württemberg, § 59 ff. Hamburger Entwurf § 11. —

20) Für die von einigen Seiten aufgestellte Behauptung (Mittheilungen l. c. S. 260), unsere Innungen seien überhaupt keine Corporationen (juristische Personen), dürfte sich keinerlei stichhaltiger Grund anführen lassen. Mit der Bezeichnung derselben als „deutschrechtlicher Genossenschaften," ist nichts Weiteres, als ein unklares Wort gewonnen. Vergl. Gerber, Deutsches Privatrecht § 49 und 222, Anmerkung 1. Die juristischen Merkmale für das Wesen der „Corporation" (und zwar einer öffentlichen) liegen hier unzweifelhaft vor, und es müssen also auch die über Corporationen geltenden Rechtssätze Anwendung finden.

21) Wie dies nach Obigem (siehe bei Anmerkung 14) in Sachsen bereits geschehen ist. —

22) Dasselbe wird auch von dem Senats-Commissionsbericht S. 95 als Anhalt citirt.

23) Sollten unsere Innungsmitglieder auf die obige oder eine sonstige Weise freie Disposition über Innungsvermögen erhalten, so würde es sie gewiß ehren, wenn sie dem, durch Vertheilung entstehenden Privatvortheil, eine Verwendung zu allgemeinen gewerblichen Zwecken vorzögen, nöthigenfalls also das Geld etwa Schulen, die ihr Gewerbe fördern, wie z. B. der Gewerbschule oder dergl. ganz oder theilweise überwiesen.

Zu § 2 und 3
des Entw. der gesetzg. Vers.

Diesen Paragraphen entsprechen die §§ 2—4 des Senats-Commissions-Entwurfs und außerdem gehören hierher die §§ 5—7 desselben. —

Die §§ 2 und 3 der gesetzgebenden Versammlung enthalten das Prinzip des Gesetzes. Sie unterstellen stillschweigends den Grundsatz, daß Jeder jedes (erlaubte) Gewerbe betreiben kann, und geben daher nur negativ an, welche Personen (und in wie weit) ausnahmsweise die Gewerbebefugniß nicht haben sollen. Der Inhalt des Senats-Commissions-Entwurfs ergibt sich aus dem Folgenden.

A. Die §§ 2—4 des Senats-Commissions-Entwurfs weichen von den Vorschlägen der gesetzgebenden Versammlung vornehmlich in zwei Punkten ab, hinsichtlich der Gewerbebefugniß dispositionsunfähiger Personen und in der Frage der Freizügigkeit.

1. Gewerbebefugniß dispositionsunfähiger Personen.

Der Senats-Commissions-Entwurf schließt dispositionsunfähige Personen nicht, wie die gesetzgebende Versammlung, vom „selbständigen Gewerbebetriebe" aus. — Jedoch ist diese Abweichung keine materielle, sondern liegt nur in einer verschiedenen Begriffsbestimmung des „selbständigen Gewerbebetriebs". Während nämlich die gesetzgebende Versammlung auch die civilrechtliche Selbständigkeit mithereinzieht, und daher unselbständig auch denjenigen Betrieb nennt, welcher zwar gewerblich, aber nicht civilrechtlich selbständig ist, d. h. zwar prinzipalmäßig, aber wegen Dispositionsunfähigkeit des Prinzipals von diesem nicht persönlich, sondern durch nothwendige Stellvertreter geführt wird, nimmt der Entwurf der Senats-Commission die Ausdrücke „selbständig" oder „unselbständig" lediglich im gewerblichen Sinne, und ein Gewerbebetrieb ist demselben ein selbständiger oder unselbständiger, nur je nachdem es sich von einem prinzipalmäßigen oder nicht prinzipalmäßigen, einem auf eigene oder fremde Rechnung geführten Betriebe fragt. [24])

Hierdurch werden die fraglichen Begriffe ohne Zweifel reiner hingestellt, und die Ausschließung der dispositionsunfähigen Personen vom „selbständigen Gewerbebetriebe" fällt aus. Will man daher dem von der gesetzgebenden Versamm-

---

24) Senats-Commissions-Bericht S. 17 u. 16. — Der § 4 des Senats-Commissions-Entwurfs führt dann — wenn auch wohl nicht in glücklicher Fassung — diejenigen Beschäftigungen, welche als „unselbständiger Gewerbebetrieb" gelten sollen, noch ausdrücklich auf. (Vergl. wegen der Fassung des § 4 auch das königlich sächsische Gewerbegesetz § 6 und Oldenburg, Artikel 1, § 2, pos. e, f, g, und Artikel 13, § 1.) —

lung in pos. a des § 2 enthaltenen Gedanken — wie allerdings in den meisten deutschen Gewerbegesetzen geschehen — im Gewerbegesetze einen Ausdruck verliehen (und nicht, wie das badische Gewerbegesetz thut,[25]) diese Verhältnisse lediglich dem Civilrechte überlassen) so würde sich ein Zusatz zu § 2 etwa des Inhaltes empfehlen: Der selbständige Gewerbebetrieb dispositionsunfähiger Personen[26]) muß durch Stellvertreter geführt werden, deren Bestellung nach den einschlägigen civilrechtlichen Bestimmungen geschieht.[27])

2. Freizügigkeit.

Die Senats-Commission will ohne besondere Senats-Erlaubniß nur hiesigen Bürgern und deren großjährigen Ehefrauen oder Wittwen die Befugniß zum selbständigen Gewerbebetrieb zugestehen. —

Hiermit sind drei Abstufungen von Personenkreisen ausgeschlossen:

1. sonstige, dem städtischen Gemeindeverbande angehörige Personen,
2. unsere Landbewohner (resp. für die Ortschaften unsere Stadtangehörigen),
3. die Angehörigen fremder Staaten.

Zu 1. Für diese Ausschließung von der gesetzlichen Befugniß zum selbständigen Gewerbebetrieb führt die Senats-Commission keinerlei specielle Gründe an, und dieselbe möchte sich in der That auch nur aus alter Gewöhnung erklären lassen.[28]) — Warum Personen weiblichen Geschlechts (welche Gemeindeangehörige sind) nicht ipso jure gewerbebefugt sein sollen, wenn sie keine Gelegenheit zur Verheirathung gefunden haben, dürfte schwer abzusehen sein. Zu den Segnungen der Gewerbefreiheit gehört anerkanntermaßen gerade auch die Befreiung der Frauenarbeit, und vor Allem müssen dieser Wohlthat die unverheiratheten Frauenzimmer theilhaftig werden, deren Lage auf solchem Wege wesentlich gehoben wird. Dieselben können daher auch für ihren selbständigen Gewerbebetrieb nicht erst von Einholung einer Senats-Erlaubniß abhängig gemacht werden.

Aehnliches gilt von dem Erforderniß vorgängiger Ausschwörung des Bürgereids bei männlichen Stadtangehörigen. Diese kann man ohne deren freiwilliges Zuthun an andere Staaten oder Gemeinden nie abgeben, und muß also zufrieden sein; nicht aber es erschweren, wenn dieselben arbeiten und schaffen wollen. Das Verlangen vorgängigen Eintritts in das active Bürgerrecht ist jedoch eine Erschwerniß. — Wäre man indessen der Ansicht, daß dieser Eintritt im Interesse des politischen Gemeindeverbandes mit dem Beginne eines selbständigen Gewerbebetriebes Hand in Hand zu gehen habe, so möchte Solches einmal nicht überall zutreffen (z. B. bei Privatlehrern), sodann aber die Retention der Gewerbebefugniß auch ein nicht geeignetes Zwangsmittel für jenen Eintritt sein. Die Ausbildung dieses Retentionsrechts schadet dem Staate mehr als sie nützt.

Zu 2. Die Ausschließung unserer Landbewohner vom (selbständigen) städtischen Gewerbbetriebe (und der Stadtbewohner vom Gewerbbetriebe in den Ortschaften) hängt zunächst mit der von der Senats-Commission beabsichtigten Beschränkung des Gewerbegesetzes auf das Stadtgebiet zusammen. — Außerdem aber führt die Senats-Commission[29]) als Motiv die Sorge für einen möglichst leichten Uebergang aus den seitherigen in die neuen Gewerbeverhältnisse, sowie ferner an, daß die Freizügigkeit zwischen Stadt und Ortschaften den Bewohnern der letzteren ein ergiebiges Feld der Gewerbethätigkeit eröffnen, den Stadtbürgern aber keinen nennenswerthen Gegenvortheil bieten würde. Indessen, wie schon in den Verhandlungen der gesetzgebenden Versammlung zur Begründung der Freizügigkeit im Innern unseres Staates angeführt wurde,[30]) sind auch die Bewohner der Ortschaften ein Element für das Wohlergehen unseres Staates, und haben den gleichen Anspruch, wie die Städter, daß ihrer Erwerbsthätigkeit und damit ihrem Wohlstand keine künstlichen Hindernisse in den Weg gelegt werden. — Und sodann: wenn es wahr sein sollte, daß unser städtischer Gewerbestand nicht einmal die Concurrenz der Landbewohner aushalten kann, so meine ich, würde ihm ganz recht geschehen, wenn er mit denselben den Ort der gewerblichen Niederlassung vertauschen müßte! — Zudem hat kein einziges der vielen neueren Gewerbegesetze[31]) die Freizügigkeit im Innern des Staates ausgeschlossen. —

Zu 3. Mit der Frage über die Ausschließung oder Zulassung fremder Staatsangehörigen zum hiesigen Gewerbebetrieb, also über die Freizügigkeit nach Außen betreten wir ein Gebiet, auf dem der bekannte „Siegeszug durch ganz Deutschland“ nur erst begonnen, bei Weitem aber noch nicht sein Ziel erreicht hat.[32])

---

[25]) Vergl. Turban, „Gewerbegesetz für das Großherzogthum Baden“ (Carlsruhe 1862) S. 4, Anm. 5. — Siehe dagegen sächsisches Gewerbegesetz § 19 u. 20, Oesterreich, § 4. —

[26]) Hierzu gehören auch juristische Personen.

[27]) Sollten wir wider Erwarten noch Fälle persönlicher Concessionen behalten (siehe unten), so müßten derartige Stellvertreter gleichfalls noch der behördlichen Genehmigung unterliegen müssen. —

[28]) Wegen der Minderjährigen und anderer dispositionsunfähiger Personen siehe das soeben zu A, 1 Gesagte. — Ueber hiesige juristische Personen sie unten S. 13.

[29]) Commissionsbericht S. 14.

[30]) Mittheilungen ꝛc. l. c. S. 215.

[31]) Neuerdings ist diese Schranke auch in Bremen, wo sie — nach dem Gesetze vom 4. April 1861, § 2 — allein noch bestand, weggefallen (siehe das mit 1. Januar 1863 in Kraft getretene Gesetz über das Gemeindebürgerrecht § 7, abgedruckt in der „Frankfurter Reform“ vom 9. Januar 1863).

[32]) Hat doch erst kürzlich die Bremer Bürgerschaft — wenn ich nicht irre, in derselben Sitzung, in welcher kraft Staatsvertrag den

Speciell auch bei uns widerstreben dieser Zulassung in besonderem Maße nicht blos der gesammte Geist unserer Gesetzgebung, welcher dem Fremden überhaupt nicht günstig ist, sondern — aus gleichem Grunde — bei einem Theile unsrer Bürgerschaft selbst noch die Anschauungen des bürgerlichen Lebens. In letzterer Beziehung bedarf es nur der Erinnerung an gewisse bekannte alte Scheltworte gegen den „Fremden" oder neu aufgenommenen Bürger, welche die frühere Anschauung charakterisiren, vermöge deren der Zugezogene nicht unter dem Gesichtspunkte eines etwaigen Gewinnes für das Gemeinwesen, sondern nur dem der „Gnade", die ihn einließ, betrachtet wurde. Und noch bis auf den heutigen Tag gilt manchem ehrsamen Altbürger der Neubürger erst in der zweiten Generation als vollbürtig, ähnlich wie im Mittelalter die Ritterbürtigkeit (der Adel) erst durch ein in die dritte Generation fortgesetztes rittermäßiges Leben erworben wurde. — Geradezu exclusiv und mißtrauisch aber gegen den Fremden ist unsere seitherige Gesetzgebung. Das Erforderniß der 5000 fl. für das Bürgerrecht veranlaßt Schäffle in seiner bekannten Abhandlung über „die gemeinsame Ordnung der Heimathsrechtsverhältnisse für Deutschland" [33]) zu dem Ausdrucke, jenes Erforderniß enthalte einen „barbarischen Separatismus". Auch die zehn Jahre, während welcher der zugezogene Bürger von besoldeten Aemtern ausgeschlossen ist, und — ähnlich wie unsere israelitischen Mitbürger — nur ein unvollkommnes Bürgerrecht genießt, sind ein Ausfluß des Mißtrauens und der Abwehr gegen Fremde. — Fremde vollends, welche sich als solche hier niederlassen wollen, sind hinsichtlich ihres Aufenthalts dem Buchstaben unseres öffentlichen Rechtes gegenüber völlig rechtlos. Wir entbehren noch gänzlich eines Aufenthaltsgesetzes. [34]) — Die gewerbliche Niederlassung Fremder aber ist nur gestattet, soweit es ganz oder fast unmöglich war sie zu umgehen. Der Getreide- und Landesproductenhandel, der kleinere Marktverkehr, sowie der gesammte unselbständige Gewerbbetrieb sind (nebst den mehr künstlerischen und literarischen Beschäftigungen) die einzigen, den Fremden freigegebenen Erwerbsthätigkeiten. [35]) Und hat doch selbst die Zollvereinsbestimmung, durch welche bei uns allererst der Bezug auswärtiger Handwerksartikel für den Handel oder eigenen Bedarf ermöglicht wurde, vor nicht langer Zeit noch die ernstesten Angriffe erdulden müssen! —

Es ist also nicht zu verkennen, daß gerade bei uns die Freizügigkeitsfrage einen besonders schweren Kampf kosten wird und ein jeder Befürworter einer Zulassung der Fremden unternimmt zur Zeit noch ein Wagniß, ähnlich wie früher Derjenige, welcher die Gewerbefreiheit befürwortete. Um so mehr aber ist es Pflicht (und namentlich auch unseres volkswirthschaftlichen Vereins), die Frage allgemein in die öffentliche Discussion zu ziehen; und so wird es wohl auch am gegenwärtigen Orte gestattet sein, eine freiere Behandlung derselben, als die nächste Aufgabe dieser Blätter es mit sich bringt, eintreten zu lassen. —

Es bedarf kaum einer besonderen Erwähnung, daß unter gewerblicher Freizügigkeit nicht die Aufnahme Fremder in das Bürger- oder auch nur das Heimathsrecht des Niederlassungsortes, sondern nur die Zulassung der Fremden als solcher zum Gewerbbetriebe an einem andern als ihrem Heimathsorte und in einem andern als in ihrem Heimathsstaate zu verstehen ist. — Die Bürger- und Heimathsrechtsverhältnisse bleiben durch eine solche Zulassung gänzlich unberührt. —

Betrachten wir nun die Folgen, welche eine derartige Zulassung fremder Staatsangehörigen bei uns auf die wirthschaftlichen Zustände unseres Staates und namentlich unsrer Stadt haben würde. [36])

Unser Stolz in wirthschaftlicher Beziehung war von jeher und ist mit Recht der ungewöhnliche und durchgängige Wohlstand, welcher in unserem Gemeinwesen herrscht. Wir sind insbesondere stolz auf die Blüthe unseres Handels und so vieler unserer Handwerksbetriebe. — Auf eine gleich entwickelte Fabrikindustrie vermögen wir noch nicht hinzuweisen.

Nun beruht ein jeder Wohlstand in einem Gemeinwesen auf dem Vorhandensein namentlich der beiden Hauptfactoren aller Production, auf der Menge des Kapitals und der Arbeitskräfte. Beide aber sind Dinge, die nicht einfach verbleiben, nachdem sie einmal gewonnen sind, sondern sie bedürfen, weil sie sich beständig aufzehren, einer fortwährenden Erneuerung und Ergänzung. Die Arbeitskräfte wechseln mit der kurzen Dauer des einzelnen Menschenlebens. Und das Kapital erhält sich nur dadurch, daß gerade indem seine einzelnen Werthe verzehrt und vernichtet werden, neue Werthe in gleicher oder noch größerer Menge entstehen; das Kapital läßt keine einfache Auf-

---

Türken freier Gewerbbetrieb in Bremen zugestanden wurde — das gleiche Recht den Angehörigen deutscher Staaten verweigert!

[33]) Deutsche Vierteljahrschrift, Jahrg. 1859, S. 287, Anm. 2.

[34]) Der cit. Hamburger Commissionsbericht zählt S. 29 die einzelnen Systeme über das Verhalten des Staates gegenüber den Fremden auf, und bezeichnet dann das Permissionssystem, welches „in Frankfurt a. M. noch bestehe," als das verwerflichste, nämlich jenes System, welches „Aufenthalt und Wohnsitz des Fremden lediglich von dem Belieben der Behörden und deren Gutdünken über Schädlichkeit oder Unschädlichkeit des Fremden abhängig mache." Vgl. auch Schäffle l. c. S. 269.

[35]) Vergl. über das Nähere Bericht des Jüngeren Bürgermeisteramts vom 27. December 1860 in den Actenstücken rc. S. 77 (§ 16).

[36]) Daß eine gleiche Besteuerung der fremden Gewerbtreibenden mit den Einheimischen eintreten müßte, ist selbstverständlich (vergl. § 8 des Entwurfes der gesetzgebenden Versammlung und Senats-Commissions-Bericht S. 16); jedoch auch eine selbständige und (an sich) nicht hierher gehörige Frage.

bewahrung von Generation zu Generation zu.[37]) — Demnach muß die Wirthschaftspolitik eines jeden Gemeinwesens und also auch des unsrigen, darauf gerichtet sein, eine fortwährende **Erneuerung** seiner Arbeitskräfte und seines Kapitals herbeizuführen, und — da in heutiger Zeit bei der gesteigerten Concurrenz zwischen den einzelnen wirthschaftlichen Gemeinwesen es einen bloßen Stillstand auf die Dauer nicht gibt — zugleich für nachhaltige **Vermehrung** jener Factoren zu sorgen.[38])

Fragen wir nun aber, ob gerade ein **kleines** Gemeinwesen, wie das unsrige, zu einer solchen Vermehrung oder auch nur jener nothwendigen steten Erneuerung die Kräfte in sich allein besitzt, ob es sich also isoliren und nur auf den Kreis seiner dermaligen Bürger und desjenigen Kapitales, was diese haben oder heranzuziehen verstehen, beschränken darf? — Die Antwort hierauf gibt uns schon die Geschichte unserer eigenen wirthschaftlichen Entwickelung. Hätte Frankfurt nicht von jeher, trotz aller Schranken, welche es gegen die Fremden aufgerichtet, dennoch einen beständigen Zuzug neuer Bürger von Außen gehabt, es wäre **nicht** geworden, was es ist; und ein irgend bleibender Stillstand in diesem Zuzuge würde sofort einen Stillstand oder gar Rückschritt auch in dem Gesammtwohlstande hervorgerufen haben.[39]) — Das Gleiche hat von Hamburg der dortige Senat mehrfach in officiellen Actenstücken anerkannt, und der mehrcitirte Hamburger Commissionsbericht drückt — hierauf Bezug nehmend — den Gedanken dahin aus:[40]) Ein Staat wie Hamburg kann sich „für seine Erhaltung und Kräftigung nicht auf eine ungewöhnliche Fruchtbarkeit seiner Bewohner verlassen." — Auch die immense Blüthe, zu welcher es Gemeinwesen, wie Belgien und Holland (oder gar England) gebracht haben, und welche zu deren **räumlicher** Ausdehnung außer allen gewöhnlichen Verhältnissen steht, ist ein Beleg. Denn daß dieselben sich nicht grundsätzlich auf ihre (ursprünglichen) eigenen Kräfte beschränkt haben, ist nicht der letzte Grund ihrer Blüthe. —

Wenn es also hiernach nicht zu bezweifeln ist, daß gerade ein kleines Gemeinwesen in besonderem Maße der Kräfte auch von Außen bedarf, so folgt mit Nothwendigkeit, daß seine wirthschaftliche Gesetzgebung den Zuzug Fremder nicht erschweren, sondern fördern muß.

Was Anderes aber ist die Vorbedingung der Staatsangehörigkeit oder des Bürgerrechts als ein **Hemmniß**, und zwar ein Hemmniß, was mit der Productivität des Zuziehenden, mit dem Nutzen, den derselbe durch seine gewerbliche Thätigkeit uns zu bringen vermag, **außer allem und jedem Zusammenhange** steht.

Wenn ein Fabrikant vermittelst Gründung einer neuen Fabrik einer großen Anzahl Arbeiter und durch diese wiederum einer ganzen Reihe von Geschäften Nahrung gibt, wenn er durch seine Fabrikate unseren Handel neu befruchtet, und in dem stehenden Kapitale seiner Fabrikgebäude, seiner Maschinen ꝛc. einen — von seiner Person unabhängigen — Productivwerth unserem Güterkreise einverleibt, so geschieht dies sicher **ganz einerlei**, ob er den Bürgereid auf dem Römer geschworen hat oder nicht. Und selbst, wenn er später wieder von hier wegzieht, weil er vielleicht eine noch schönere Heimath, als wir, hat, und er sich daher in dieser zur Ruhe setzen will, so bleiben unserem Gesammtvermögen immer noch die Fabrikgebäude, Maschinen ꝛc. und überhaupt das blühende Fabrikgeschäft, welches nun in andere Hände übergegangen ist, und solchergestalt eine ununterbrochene Quelle der Production für uns bildet. — Alle diese Vortheile aber würden uns (wie die Erfahrung lehrt) fast in den meisten Fällen entgehen, wenn wir von dem Zuziehenden vorgängigen Erwerb unseres Bürgerrechts[41]) und damit das Aufgeben und die Lösung der alten Heimathsverhältnisse verlangen.[42]) Der Projectant einer derartigen Fabrik würde sich vielmehr in unsere nächste Nachbarschaft, z. B. das Nassauische wenden, wo — wenigstens seit dem Gewerbegesetz von 1860[43]) — Fremde nicht mehr abgewiesen werden, weil sie die für ihre productive Kraftentfaltung höchst gleichgültige Eigenschaft eines nassauischen Staatsbürgers nicht erwerben wollen. —

Ganz ähnliche Erscheinungen aber können wir — in mehr oder minder auffallender Weise — bei allen anderen Arten von productiven Kräften, bis herab selbst zu dem **mittellosen**, aber **tüchtigen** (geistigen oder körperlichen) Arbeiter beobachten. Sie Alle treiben neues Blut in die Adern unseres wirthschaftlichen Organismus, und helfen uns in dem beständigen Zer-

[37]) John St. Mill, der bekannte englische Nationalökonom, sagt in seiner „politischen Oekonomie" (übersetzt von Soetbeer) Bd. I. S. 91: „Der größere Theil des jetzt in England befindlichen Vermögens ist durch Menschenhände während der **letzten zwölf Monate** hervorgebracht. Nur ein **kleiner** Theil jenes großen Gesammtbetrages hat schon vor 10 Jahren bestanden; von dem dermaligen productiven Capital aber fast Nichts, mit Ausnahme landwirthschaftlicher Gebäude, Fabriken, sowie weniger Schiffe und Maschinen, und selbst diese würden meist nicht so lange gedauert haben, wenn nicht inzwischen frische Arbeit zu ihrer Erhaltung angewendet worden wäre. Der Boden bleibt bestehen, und dieser ist auch fast der **einzige**, welcher es thut." Hiernach könne man von einem alten, von den Vorfahren ererbten Reichthume eines Landes nur in uneigentlichem Sinne reden. Nur eine **fortwährende**, neue **Production** vermöge ein Land **reich zu erhalten**. —

[38]) Vergl. auch E. Passavant, „Betrachtungen über die Berechtigung zum Gewerbbetriebe in Frankfurt a. M." (1860.) S. 4 und 5.

[39]) Man halte bei uns in irgend einer beliebigen Versammlung eine Umfrage unter den Anwesenden, und man wird finden, daß fast jeder Dritte oder Vierte von sich, oder von seinem Vater oder Großvater ꝛc. her ein zugezogener Bürger ist. —

[40]) S. 30 und 31.

[41]) Obendrein, wie seither, etwa mit fl. 1000 bis 2000 Aufnahmegebühren und den stets unvermeidlichen Weitläufigkeiten.

[42]) Eine **doppelte** Staatsangehörigkeit ist selbstverständlich eine Anomalie, welche nie Regel werden kann. —

[43]) S. Braun, „Gewerbefreiheit und Freizügigkeit" (Frankfurt 1860). S. 42.

ſetzungsprozeſſe, durch den allein wirthſchaftliche Production ermöglicht wird, das conſumirte Kapital, ſowie die verbrauchten Arbeitskräfte erneuern und vermehren. „Ein anziehender, intelligenter, wenn auch vermögensloſer Techniker,“ ſagt Schäffle a. a. O.,[44]) „iſt für die Zukunft einer Gemeinde nützlicher als ein beſchränkter Kapitaliſt.“

Wir müſſen uns alſo vor Allem von der Anſchauung trennen, als ſeien Fremde nur als Conſumenten nützlich. Im Gegentheile, wenn ſie zugleich produciren, ſind ſie unſerem Geſammtwohlſtande noch weit vortheilhafter.[45])

An ſich betrachtet, müſſen wir es alſo als unzweifelhaft anſehen, daß für uns die unbeſchränkte Zulaſſung Fremder zum hieſigen Gewerbebetriebe nicht nur ein Vortheil, ſondern — unter den heutigen Zeitverhältniſſen — ſogar eine Nothwendigkeit iſt.[46]) — Haben wir doch auch dieſen Satz rückſichtlich des unſelbſtändigen Gewerbebetriebes nie beſtritten! Daß aber ſelbſtändige Gewerbebetriebe noch größere Werthe erzeugen und dem Geſammtvermögen zuführen, liegt auf der Hand. — Eine allgemeine Zulaſſung der Fremden würde unſer Gemeinweſen, welches durch die Natur und ſeine Entwickelung ſo vielfach begünſtigt iſt, zu einem Aufſchwunge und einer Vergrößerung führen, welche die ſeitherigen Verhältniſſe weit hinter ſich zurückließen! —

Unterſuchen wir nun noch, ob etwa beſondere, aus anderen Momenten entnommene Gründe vorhanden ſind, welche — im Intereſſe des Ganzen oder Einzelner — den gefundenen Satz wieder umſtoßen oder modificiren könnten.[47])

Ein Haupteinwand, welcher gegen die Freizügigkeit erhoben wird, iſt das „Proletariat,“ welches dieſelbe erzeuge. — Der Hauptſitz eines ſolchen iſt die Klaſſe der unſelbſtändigen Gewerbtreibenden (des gewerblichen ꝛc. Hilfsperſonals). Darüber aber, daß zum unſelbſtändigen Gewerbebetriebe die Fremden unbeſchränkt zuzulaſſen ſeien, iſt man allſeitig, ſowohl Seitens der Senats-Commiſſion und der geſetzgebenden Verſammlung, als auch ſonſt, einverſtanden. Hiermit erledigt ſich alſo jener Einwand ſchon zum größten Theile. — Was aber die zum ſelbſtändigen Gewerbebetriebe zugelaſſenen Fremden anlangt, ſo wird es ſich allerdings — ebenſo wie bei Einheimiſchen — öfter, als wünſchenswerth, ereignen, daß Einzelne in Armuth verfallen. Indeſſen hüte man ſich einmal vor der Anſicht, als ſei ſchon jeder Mittelloſe als ſolcher ein Candidat der Armenunterſtützung. „Ein Armer,“ ſagt ein engliſchs Sprichwort, „iſt voll von Plänen, wie ein Ei voll Speiſe.“ Mittelloſigkeit treibt zu um ſo größerer Ausnutzung der perſönlichen Fähigkeiten, und der Segen der Freizügigkeit liegt gerade auch darin, daß, wer nur ſeine Arbeitskraft beſitzt, ſich für dieſe den richtigen Markt ausſuchen, und ſie ſolchergeſtalt zu ſeinem und des betreffenden Gemeinweſens Nutzen wirklich verwerthen kann. — Und ſodann, ſelbſt wenn ein Zugezogener ſich wirklich als unterhaltsunfähig herausſtellt, ſo wird es gerade nur dadurch, daß wir ihm das Bürgerrecht nicht aufgedrungen haben, möglich, uns ſeiner wieder zu entledigen.[48]) —

Was aber die Mittel anlangt, verarmte Fremde (ſelbſtändige und unſelbſtändige Gewerbtreibende) wieder wegzuſchaffen, ſo hat es ja an ſolchen auch ſeither ſchon nicht gefehlt.[49]) Auch verſteht es ſich von ſelbſt — und iſt in den betreffenden neuen Geſetzen anderer deutſchen Staaten[50]) ausdrücklich ausgeſprochen, — daß nur, wenn und ſolange der Fremde ſich über ſein auswärtiges Heimathsrecht auszuweiſen vermag, ihm die (gewerbliche) Niederlaſſung geſtattet werden kann. — Das Bedenken wegen „einer Ueberſchwemmung mit Proletariat“ iſt alſo entſchieden unbegründet.[51]) —

Der andere Einwand iſt die Fürſorge für unſere eigenen (einheimiſchen) Gewerbtreibenden; und hierin liegt der Beſtimmungsgrund ſowohl für die Beſchränkungen, welche der Senats-Commiſſions-Entwurf (§ 2 und 3) enthält, als auch welche die geſetzgebende Verſammlung (nach langer Debatte und gegen die geſtellten weitergehenden Anträge)[52]) für ihren Entwurf (§ 2 und 3) beſchloſſen hat. Der letztere will die Fremden nur zulaſſen, inſoweit dies ſchon ſeither geſchehen ſei, oder ſofern der Fremde ſich mit einem Frankfurter Staats-

---

[44]) S. 272.

[45]) Sehr bezeichnend hierfür iſt ein in dem Hamburger Commiſſions-Bericht (S. 30) abgedrucktes Citat aus einem älteren Werke: ſeit der Mitte des vorigen Jahrhunderts habe man in Hamburg auf Mittel zur Heranziehung „mehrer und zwar ſolcher Einwohner“ geſonnen, „welche ſowohl durch Beförderung der Commercien, Künſte und Fabriken, als auch in Ermangelung deſſen, durch Verzehrung ihrer Mittel der Stadt Nutzen bringen.“ Alſo die bloßen Conſumenten wollte man nur in zweiter Linie, erſt in Ermangelung Solcher, welche zugleich produciren, heranziehen.

[46]) Siehe auch E. Paſſavant a. a. O. S. 5—7. —

[47]) Ueber die Wahrung des politiſchen Intereſſes an möglichſter Identität der „Induſtriegemeinde“ und der politiſchen Gemeinde ſiehe u. A. die Erörterungen und Vorſchläge bei Schäffle a. a. O. S. 240 ff. u. 263 ff.

[48]) Auch der Bericht der Senats-Commiſſion (S. 14) führt dieſe Rückſicht mit als einen Grund an, warum in Zukunft für den Beginn eines ſelbſtändigen Gewerbebetriebs nicht mehr abſolut der Erwerb des Bürgerrechts zu verlangen ſei.

[49]) Namentlich gehört dahin der Gothaer Vertrag vom 15. Juli 1851, welcher, ſo lange nach unſerer Geſetzgebung nicht der Erwerb der Staatsangehörigkeit erfolgt iſt, jederzeit die Zurückſchiebung möglich macht.

[50]) Badiſches Niederlaſſungsgeſetz vom 4. October 1862, § 7, 1 pos. 1, und § 2 (abgedruckt bei Turban, „Gewerbegeſetz für das Großherzogthum Baden.“ Carlsruhe, 1862) und württembergiſches Gewerbegeſetz, § 6.

[51]) Die neueſte Schrift über das Verhältniß zwiſchen Freizügigkeit und Armengeſetzgebung iſt: Bitzer (württembergiſcher Oberregierungsrath), „Das Recht auf Armenunterſtützung und die Freizügigkeit“ (Stuttgart, 1863). Er bekämpft die ſeitherige obligatoriſche Armenpflege.

[52]) Mittheilungen, a. a. O. S. 191, 214 ff.

angehörigen afficirt habe.[53]) — Die Senats-Commission will weder eine generelle Ausschließung, noch eine generelle Zulassung der Fremden. Denn die erstere sei weder mit „einer freien Gewerbeorganisation“ vereinbar, noch auch „denjenigen Staaten gegenüber, welche ihrerseits unsere Staatsangehörigen zuließen, aufrecht zu erhalten.“ Eine generelle Zulassung aber (durch das Gesetz) sei schon um deswillen nicht möglich, weil — wie Solches auch in keinem deutschen Staate geschehen sei — dem Ausländer ein „Recht auf gewerbliche Niederlassung“ nicht zugestanden werden könne. Somit sei von Fall zu Fall Entscheidung vom Senate zu treffen, welcher hierbei außer der Gegenseitigkeitsfrage namentlich auch die Erwerbsfähigkeit und Unbescholtenheit des Nachsuchenden zu berücksichtigen haben werde.[54])

Die Sorge für unsere einheimischen Gewerbtreibenden hat nun zwei Richtungen:

1. Die Frage, ob und in wie weit vor einer Zulassung der fremden Concurrenz am hiesigen Platze für unsere eigenen Staatsangehörigen bereits ein entsprechendes auswärtiges Arbeitsgebiet eröffnet sein müsse. — Die Senats-Commission bemerkt hierzu (S. 14 ihres Berichts), daß eine durchgreifende Anwendung der Freizügigkeit bei uns deren vorgängige Einführung für einen größeren Gebietskreis, oder — wie es einige Zeilen später heißt — für ganz Deutschland voraussetze.[55]) —

2. Die Frage, ob in Folge des bisher bestandenen Nahrungsschutzsystems unser Gewerbstand kräftig genug sei, um zur Zeit schon eine unbeschränkte Concurrenz der Fremden ertragen zu können. — Namentlich diese Rücksicht hat in den Verhandlungen der gesetzgebenden Versammlung gewirkt.[56]) — Die Senats-Commission verneint die Frage gleichfalls und fügt hinzu, daß um der jetzigen Umgestaltung unserer Gewerbeverhältnisse willen unser Gewerbestand in nächster Zeit besonderer Schonung bedürfe (S. 14 des Berichts).

Beide, sehr gewichtige Fragen erinnern unwillkürlich an die Bedenken, welche der Uebergang aus einem lange bestandenen und ausgebildeten Schutzzollsysteme zur Handelsfreiheit erregen wird. Denn in beiden Fällen kann kein Streit darüber sein, daß die Freiheit der Circulation das allein richtige, weil allein der Gesammtwohlfahrt entsprechende Prinzip ist; und nur die Zeit und die Modalitäten der Einführung sind noch Gegenstand der Abwägung. — Wir werden daher hier ähnliche Momente wie die rücksichtlich des Ueberganges zur Handelsfreiheit soviel ventilirten in Betracht zu ziehen haben.

So richtig es also auch im Allgemeinen ist, daß in wirthschaftlichen Fragen auf die Interessen Einzelner nicht, sondern nur auf das Interesse der Gesammtheit zu sehen ist, so bilden doch einmal die Existenzen der Einzelnen die Elemente des Gesammtwohlstandes. Würden also größere Klassen schon bestehender Existenzen mit ihren vorhandenen Arbeits- und Kapitalkräften durch die neue Einrichtung definitiv und sicher vernichtet, so erschiene letztere schon unter dem Gesichtspunkte der Gesammtwohlfahrt nicht als eine vortheilhafte.[57]) Außerdem aber hat der Staat als eine zugleich die Wohlfahrt seiner Glieder bezweckende Gemeinschaft, unter allen Umständen solche Einrichtungen zu vermeiden, durch welche die Existenz einer Mehrzahl seiner Angehörigen selbst bei Aufwendung eines gehörigen Maßes von Selbsthilfe gefährdet oder gar unmöglich gemacht werden würde. — Aus dem letzteren folgt mit Nothwendigkeit

zu 1. (oben), daß allerdings in einem Staate von dem Umfange des unsrigen die (unbeschränkte) Zulassung der Fremden nicht eher möglich ist, als bis unseren Angehörigen eventuell auch ein entsprechendes auswärtiges Arbeitsgebiet eröffnet ist. Denn auf einem Markte, welcher nur aus einer Stadt und wenigen Ortschaften besteht, ist die Möglichkeit leicht gegeben, daß besondere Talente in ihrer Branche eine Herrschaft erlangen, welche dem minder Begabten oder Befähigten einen Ausweg nach Außen zum Bedürfniß macht; und jene Möglichkeit wird selbstverständlich durch Zulassung der Fremden erheblich gesteigert.[58]) Dem Bedürfniß ist hier aber offenbar nicht erst genügt, wenn ganz Deutschland unseren Angehörigen erschlossen ist, sondern schon dann, wenn nur ein „größerer Gebietskreis“ offen steht. — In dieser Beziehung haben sich nun nicht blos seit der Zeit, zu welcher die gesetzgebende Versammlung ihren Entwurf berieth, sondern selbst seit Ausarbeitung des Senats-Commissions-Entwurfes die Verhältnisse in Deutschland wesentlich zu unseren Gunsten geändert. Während im Frühjahr 1861 erst die Erklärung des nassauischen Regierungs-Commissärs resp. der nassauischen Kammern vorlag,[59]) daß die

---

[53]) Das letztere, weil hiermit nur ein factisch schon bestehender Zustand gesetzlich sanctionirt werde (Mittheilungen, a. a. O. S. 216). Der Senats-Commissions-Bericht (S. 15) will dies Motiv aus mehreren Gründen nicht gelten lassen. Indessen bleibt es immer richtig, daß das Gesetz, ohne seine Autorität zu untergraben, Zuständen, welche wissentlich im Staate gebildet werden, nicht die formelle Anerkennung vorenthalten darf.

[54]) Entwurf der Senats-Commission § 8 und deren Bericht S. 15 und 16.

[55]) Auch dem von Dr. Friebleben in der gesetzgebenden Versammlung gestellten — jedoch nicht angenommenen — Antrage auf Zulassung der Fremden für den Fall der Reciprocität lag die obige Erwägung zu Grunde. Mittheilungen a. a. O. S. 193 und 215.

[56]) Eod. l. S. 193.

[57]) M. Wirth, Nationalökonomie Bd. I. S. 257, und Bd. II. S. 493.

[58]) Daß, wie wir wissen, sie schon seither (wenn auch in minderem Grade) bestand, jedoch eines entsprechenden Heilmittels entbehrte, belegt von Neuem unser Interesse daran, daß das Prinzip der (gewerblichen) Freizügigkeit in Deutschland die möglichste Verbreitung finde. — Uebrigens ist zu berücksichtigen, daß durch Zulassung der Fremden sich auch der Kreis der Consumenten bedeutend vermehrt, mithin die obige Gefahr des Verdrängtwerdens für den Einzelnen sich von selbst wieder zu einem großen Theile hebt. —

[59]) Vergl. Commissionsbericht der zweiten Kammer, S. 19 „zu § 7.“

Zulassung der Fremden nach dem Prinzipe der Gegenseitigkeit erfolgen werde, haben — theils ohne, theils mit der Bedingung der Gegenseitigkeit (rechtlicher oder faktischer) — seit Sommer 1861 Oldenburg und seit Frühjahr 1862 Baden, Württemberg, Weimar, Meiningen und Waldeck[60]) die Zulassung der Fremden (zum selbständigen Gewerbebetriebe) gesetzlich eingeführt, und es werden in Kürze die übrigen thüringischen Staaten noch hinzukommen.[61]) Auch ist nicht zu bezweifeln, daß die in Preußen, Hannover, Kurhessen, dem Großherzogthum Hessen, Hamburg und Lübeck noch ausstehenden Gewerbereformen wenigstens zum Theil gleichfalls das Prinzip der Freizügigkeit noch zur Geltung bringen werden.[62])

Somit ist sogar schon zur Stunde ein nicht unbedeutendes Gebiet in Deutschland, auf welchem die Arbeitskräfte frei circuliren können, gewonnen, und die Besorgniß, daß es unseren Staatsangehörigen an eventuellen Auswegen nach Außen fehle, erscheint somit nicht mehr begründet.

Dann aber ist auch die Bedingung der Reciprocität außerwesentlich. Denn es bedarf ihrer nicht mehr, um allererst die Erschließung eines Arbeitsgebietes zu erzwingen. Dasselbe ist vorhanden. Und im Uebrigen kann uns das Verhalten anderer Staaten gleichgiltig sein. Denn wir lassen fremde Staatsangehörige nur um unseres eigenen Nutzens — zur Vermehrung der Productivkräfte unseres wirthschaftlichen Gemeinwesens[63]) — zu. — Sollten aber wider Erwarten später die Verhältnisse im übrigen Deutschland sich wieder ändern, so ist es unserer Gesetzgebung unbenommen, alsdann neue Erwägung eintreten zu lassen, und je nach Umständen die alte unselige Exclusivität auch wieder einzuführen.

Zu 2. (oben). Die besondere Schonungsbedürftigkeit unseres Gewerbstandes in der nächsten Zeit ist allerdings zum Theil anzuerkennen, indessen einmal nur für diejenigen gewerblichen Gebiete, auf denen seither das Nahrungsschutzsystem bestanden hat (also namentlich nicht für unseren Handel). Und sodann sind selbst auf jenen Gebieten die wirklich blühenden — und daher im Grunde allein einer besonderen Berücksichtigung gegenüber dem Interesse der Gesammtheit würdigen — Geschäfte trotz Allem nicht künstliche Treibhauspflanzen des Nahrungsschutzes, sondern blühen vermöge der Tüchtigkeit ihrer Inhaber; und bedürfen mithin nicht eines Schutzes gegen fremde Concurrenz, wie sie ja dieselbe vielfach schon jetzt durch ihre weithin reichende Arbeit nach Auswärts besiegen. — Außerdem aber ist zu berücksichtigen, daß die oben aufgeführten Staaten, welche so klug waren, in Verstärkung ihrer Arbeits- und Kapitalkräfte durch Fremde vorauszuschreiten, und zum Theil gerade in das Gebiet unseres Marktes fallen, nicht anders als einem bedeutenden und baldigen gewerblichen Aufschwunge entgegengehen werden. Durch langes Zögern versäumen wir jetzt also nicht mehr blos einen Gewinn, sondern gerathen sogar sicher in die Gefahr, überflügelt zu werden. In heutiger Zeit gibt es auf die Dauer keinen Stillstand in wirthschaftlichen Dingen! Bedenkt man nun die Schwerfälligkeit unserer Gesetzgebung, sowie ferner, daß, wenn wir jetzt die Zulassung der Fremden nicht durchsetzen, wir in Kürze genöthigt sein werden, um sie einen ähnlichen heißen und langen Kampf zu beginnen, wie er seit einer Reihe von Jahren um die Gewerbfreiheit gekämpft worden ist, so können wir zu keinem anderen Resultate kommen, als daß die unbeschränkte Zulassung der Fremden (auch) zum selbständigen Gewerbbetriebe alsbald in unser Gewerbegesetz aufgenommen werde, und alle deshalb vorgeschlagenen Ausnahmen von der Gewerbefreiheit[64]) daselbst zu fallen haben. — Sagt doch auch schon die Senats-Commission (vgl. oben bei Anm. 54), daß dieselben mit dem Prinzipe der Gewerbfreiheit nicht vereinbar seien; und die Bestimmungen ihres Entwurfes unterscheiden sich von der hier aufgestellten Ansicht eigentlich nur in quantitativer Beziehung. — Das Einzige, was man zu Gunsten der etwaigen einzelnen Schonungsbedürftigen unter unseren Gewerbtreibenden zugestehen könnte, wäre vielleicht, daß diejenigen Bestimmungen, welche jene unbeschränkte Zulassung der Fremden enthalten, erst zu einem bestimmten späteren Termine als

---

[60]) Oldenburg, Art. 14 § 2; Baden, Gewerbegesetz § 8 und Niederlassungsgesetz § 7 und 8; Württemberg § 6; Weimar § 19; Meiningen Art. 17. Ueber Waldeck siehe „Verhandlungen des volkswirthschaftlichen Congresses von 1862" S. 177.

[61]) Das weimarische und meiningensche Gesetz beruhen auf einem von den thüringischen Regierungen vereinbarten Entwurf (vergl. die eben citirten „Verhandlungen" S. 175). — Es ist charakteristisch (und ein neuer Beleg für die oben S. 9 aufgestellte Behauptung), daß gerade die kleineren Staaten mit Einführung der Freizügigkeit vorangegangen sind. Die großen Staaten können sich viel eher mit einer gewissen Selbstgenügsamkeit auf die eigenen Kräfte zurückziehen.

[62]) Der mehrerwähnte Hamburger Commissionsbericht (S. 30 ff.) tritt mit großer Entschiedenheit und Wärme für die Freizügigkeit in die Schranken. Ebenso stellt der citirte preußische Fractionsentwurf (§ 2) die Ausländer den Inländern vollständig gleich. — In Oesterreich dagegen (Gewerbepatent § 10) hängt die Zulassung von einer Entscheidung des Ministeriums d. J. ab, wiewohl dort eine Zulassung durch das Gesetz — also ohne Weitläufigkeiten und Ungewißheiten — um so gebotener wäre, als die reichen Naturkräfte des Kaiserstaates noch sehr der sie benützenden Arbeits- und Capitalkräfte harren. — Sachsen ist in der Freizügigkeitsfrage durch sein Gewerbegesetz (§ 17) nicht fortgeschritten, und Bayern ist bekanntlich in der Gewerbefrage überhaupt noch weit zurück.

[63]) Der Gesichtspunkt der Senats-Commission bei Berücksichtigung der Reciprocität geht nur auf Einschränkung der Zulassungen überhaupt. Jedoch dürfte dies Criterium für die einzelne Zulassung ein willkürliches sein, da die Nützlichkeit des Anziehenden für unser Gemeinwesen offenbar mit der Gesetzgebung des Heimathsstaates des Fremden außer Zusammenhang steht.

[64]) Denn etwas Anderes ist die Ausschließung der Fremden nicht (vergl. auch unten S. 21).

das übrige Gesetz in Kraft träten, und bis dahin der seitherige Stand der Dinge noch kurze Zeit beibehalten wird.[65]) —

Schließlich noch einige Worte über die von der Senats-Commission vorgeschlagenen Modalitäten der Zulassung. Der Senats-Commissions-Bericht sagt, ein „Recht auf gewerbliche Niederlassung" könne dem Fremden unter keinen Umständen zugestanden werden, werde es auch von keinem deutschen Staat, und es müsse daher die Zulassung durch Senatsgenehmigung erfolgen. — Diese Ansicht dürfte indessen nur mit dem seitherigen, bei uns allen Fremden gegenüber bestehenden Permissionssysteme zusammenhängen. Ist ein fremder Staatsangehöriger überhaupt zum Aufenthalte in unserem Staatsgebiete berechtigt — und diese Frage muß, wie in anderen Staaten,[66]) auch bei uns gesetzlich, d. i. durch ein Aufenthaltsgesetz, geregelt werden —, so kann ihm ebenso wie irgend eine andere nicht verbotene Handlung, auch der Betrieb eines Gewerbes nicht verwehrt werden. Will man dies daher ein besonderes „Recht" nennen, so würde dem Fremden ein solches allerdings zustehen, und es bedarf nicht erst einer besonderen Staatsgenehmigung. — Auch fassen in diesem Sinne z. B. die badische Gesetzgebung und das württembergische Gewerbegesetz[67]) das Verhältniß auf. —

Endlich ist zu § 3 des Senats-Commissions-Entwurfes noch ein Nebenpunkt zu erwähnen, die Bestimmungen über die juristischen Personen und Actiengesellschaften. Die Nichterwähnung derselben Seitens der gesetzgebenden Versammlung hält der Senats-Commissions-Bericht (S. 16) für ein Uebersehen, jedoch wohl mit Unrecht.

Die einheimischen juristischen Personen und Actiengesellschaften, d. i. diejenigen, welche dahier ihren Sitz (resp. „Hauptsitz") haben, sind diesseitige „Staatsangehörige," und stehen also mit den übrigen Angehörigen unseres Staates auf gleicher Linie.[68]) Die Behandlung der auswärtigen aber richtet sich nach den überhaupt rücksichtlich der Fremden zur Annahme gelangenden Grundsätzen,[69]) und es würde, falls diese auf Zulassung lauten werden, einer besonderen Bestimmung nur über Zweigniederlassungen auswärtiger Actiengesellschaften bedürfen — insbesondere nachdem unser Einführungsgesetz zum Handelsgesetzbuch von der in letzterem den Landesgesetzgebungen enthaltenen Befugniß, die Präventivmaßregel der staatlichen Genehmigung fallen zu lassen, keinen Gebrauch gemacht hat. Denn die Consequenz der zwingenden Natur dieser Präventivmaßregel bringt es dann mit sich, daß in allen Fällen, wo das Handelsgesetzbuch Staatsgenehmigung erfordert, für jene Zweigniederlassungen auch die diesseitige Staatsgenehmigung einzuholen ist. Nur soweit Actiengesellschaften in Frage stehen, welche in einem Gebiete des allgemeinen deutschen Handelsgesetzbuches ihren Hauptsitz haben, dürfte man sich wohl füglich damit begnügen können, daß den Erfordernissen des Heimathsstaates von ihnen entsprochen wird.[70])

B. Die §§ 5—7 der Senats-Commission enthalten specielle persönliche Beschränkungen der — selbständigen und unselbständigen — Gewerbe-Befugniß. Abgesehen von § 5, welcher mit dem Schlußabsatze des § 2 in dem Entwurf der gesetzgebenden Versammlung theilweise übereinstimmt, sind sie neue Vorschläge der Senats-Commission.

Der § 5 beschränkt und erweitert den Schluß des § 2 der gesetzgebenden Versammlung. — Die Beschränkung ist in dem — wohl gerechtfertigten — Striche der Bestimmung über die Gemeindebeamten enthalten, indem die Regelung der bezüglichen Verhältnisse „dem Privatübereinkommen der Gemeinden selbst überlassen werden könne."[71])

Die Fassung der Bestimmung ferner über die Staats-Beamten[72]) in dem § 5 begreift nicht, wie der Entwurf der gesetzgebenden Versammlung, sämmtliche „Angestellte des Staates" (z. B. nicht die Mitglieder des Senats) in sich. Mithin würde die Fassung der gesetzgebenden Versammlung beizubehalten sein.

Die Erweiterung des § 2 dagegen besteht in einer Ausdehnung der Vorschrift über die Staatsbeamten auf die Advocaten und die Personen der Medicinalgewerbe. Als

---

[65]) Sind die Bemerkungen unten S. 18 bei Anm. 95 und S. 19 bei Anm. 104 richtig, so würden ohnehin „vorübergehende Bestimmungen" nöthig werden, welche dann zugleich Gelegenheit böten, die gesetzliche Anerkennung der factisch bestehenden Associationen der Fremden mit Einheimischen (s. oben Anm. 58) auszusprechen.

[66]) Das neueste und sehr freisinnige deutsche Aufenthaltsgesetz ist das oben citirte badische Niederlassungsgesetz vom 4. October 1862. — Ueber den sehr zweifelhaften Werth der Aufenthaltsbedingungen „Erwerbsfähigkeit" und „Unbescholtenheit" siehe Schäffle a. a. O. S. 270 ff. Hamburger Commissionsbericht S. 29 (unten) ff. Bitzer, „Das Recht auf Armenpflege und die Freizügigkeit." (Stuttgart 1863.)

[67]) Baden, Niederlassungsgesetz § 7, 8. Gewerbegesetz Art. 8. — Württemberg § 6.

[68]) Selbstverständlich mit Vorbehalt der ihrer „Personenexistenz" überhaupt gezogenen Schranken. —

[69]) Würde die unten S. 14 „zu § 4" vorgeschlagene Beseitigung der generellen Anmeldungspflicht Annahme finden, so würden mindestens die auswärtigen juristischen Personen und Actiengesellschaften der speciellen Anmeldungspflicht mit zu unterwerfen sein.

[70]) Vergl. auch badisches Gewerbegesetz Art. 3, und Turban, a. a. O. S. 9. —

[71]) Commissions-Bericht S. 18 (oder auch Sache der Gemeindeordnung ist).

[72]) Die ganze Bestimmung über die „Angestellten des Staates" gehört übrigens, streng genommen, gar nicht in das Gewerbegesetz. Sie ist nur eine einzelne Bestimmung in dem Vertrage zwischen Staat und Beamten, welche blos deshalb einer gesetzlichen Festsetzung bedarf, weil überhaupt jenes Vertragsverhältniß durch Gesetze besonders regulirt wird; und gehört daher eigentlich in letztere Gesetze. —

Motiv führt die Senats-Commission die „Wichtigkeit des Berufes“ dieser Personen an.[73]) Indessen kann dies Motiv nicht ausreichen, da, wenn man alle „wichtigen“ Berufe in § 5 aufnehmen wollte, deren noch mehrere aufgeführt werden müßten. Außerdem aber besteht über jene Personen die Disciplinargewalt der Gerichte und beziehungsweise des Sanitätsamtes, welche, soweit das öffentliche Interesse in Frage steht (und dies kann hier allein in Betracht kommen), vollkommen hinreichenden Schutz gegen etwaige Vernachlässigungen des Berufs gewährt. — Selbst abgesehen von allem Anderen erscheint daher die fragliche Erweiterung des § 2 nicht gerechtfertigt. —

Der § 6 will die Lehre vom vertragsmäßigen Verzichte auf die (selbständige und nicht selbständige) Gewerbe-Befugniß regeln. — In den Verhandlungen der gesetzgebenden Versammlung wurde ein Antrag gestellt,[74]) nach welchem „alle zukünftigen, den freien Gewerbebetrieb beschränkenden Verträge“ für ungültig erklärt werden sollten. Aehnlich wie eine solche Bestimmung die Vertragsfreiheit zu sehr beschränkt haben würde, so wird dieselbe durch § 6 zu sehr erweitert, oder aber der § 6 ist überflüssig. Das Letztere nämlich, wenn er die Zulässigkeit solcher Verzichte nur im Allgemeinen aussprechen will, das Erstere aber, wenn hiermit etwa rücksichtlich des — gegenüber derartigen Verzichten häufig geltendgemachten — Einwandes der „Unsittlichkeit“ entschieden werden sollte. Denn ob ein Verzicht des fraglichen Inhalts contra bonos mores sei, läßt sich generell nicht regeln. — Aehnliches dürfte von der in dem § 5 vorgeschlagenen fünfjährigen Verjährung des Verzichtes gelten, welche für viele Fälle z. B. auf alle Verzichte lebenslänglich angestellter Beamten nicht paßt. — Der ganze § 6 möchte daher zu streichen sein. Eventuell gehört er jedenfalls nicht in das Gewerbegesetz, sondern in das Civilrecht.[75])

Gegen die im § 7 vorgeschlagene generelle Concessions-Pflichtigkeit solcher Personen, welchen durch Straferkenntniß der Betrieb eines Gewerbes entzogen worden ist, wird man sich gleichfalls zu erklären haben. Die Bestimmung scheint dem § 8 des österreichischen und dem § 39 (1) des sächsischen Gewerbgesetzes nachgebildet zu sein. Zur Motivirung führt die Senats-Commission an:[76]) „Der Vollzug eines Straferkenntnisses der fraglichen Art sei ohne besondere Beaufsichtigung des Verurtheilten nicht gesichert, und letzterer daher hinsichtlich eines jeden, ferneren (selbständigen) Gewerbebetriebs einer Concessionirung zu unterwerfen.“ Diese Schlußfolgerung dürfte jedoch nicht richtig sein, da die nothwendige Wachsamkeit gegen die Fortsetzung des alten Betriebes auch auf anderem Wege zu ermöglichen ist. Sofern aber die proponirte Concessionirung gegen den Betrieb auch anderer, durch das Straferkenntniß nicht verbotener Gewerbe gerichtet ist, liegt materiell in derselben die Befugniß für den Senat zur Verhängung von Zusatzstrafen. Eventuell würde daher, wenn man überhaupt eine ähnliche Bestimmung für nöthig hält, dieselbe in das Strafgesetzbuch,[77]) nämlich in der Art aufzunehmen sein, daß der Richter die Befugniß erhielte, durch sein Strafurtheil nicht blos das betreffende einzelne Gewerbe, sondern auch verwandte Gewerbebetriebe zu verbieten. —

Zu § 4

des Entw. der gesetzg. Vers.

Das Anmeldungsverfahren wird von der Senats-Commission an einen späteren Platz im Gesetze (§ 17 — 19 des Senats-Commissions-Entwurfes), nämlich nach Abhandlung auch der sachlichen Beschränkungen der Gewerbebefugniß gestellt — was richtiger sein möchte, da die aus letzteren Beschränkungen sich ergebenden Bedingungen gleichfalls zu den Voraussetzungen einer wirksamen Anmeldung gehören.

Materiell stimmen die bezüglichen Paragraphen der beiden Entwürfe im Wesentlichen überein. — Indessen dürfte es sich fragen, ob die Anmeldungspflicht überhaupt als Regel einzuführen ist. Im Interesse des Privatverkehrs ist sie nicht geboten, nachdem in Folge des allgemeinen deutschen Handelsgesetzbuches fast alle irgend bedeutenden Gewerbebetriebe zum Handelsregister anzumelden sind. Dem statistischen Interesse ferner kann gleichfalls auf anderem Wege genügt werden. Es verbleibt also wohl[78]) nur das polizeiliche Interesse. Dies aber erheischt die Anmeldung nicht als Regel, sondern nur für solche Gewerbe, bei deren Ausübung besonders leicht Vergehen oder Schädigungen Dritter vorkommen können, und auf welche daher die Organe der gerichtlichen und Sicherheitspolizei ein stets wachsames Auge haben müssen. Auch würden selbstverständlich solche Gewerbe angemeldet werden müssen, zu deren Beginne überhaupt besondere Voraussetzungen vom Gesetze verlangt werden. — Die Anmeldungspflicht dürfte daher nur etwa auf die im § 10 — 12 des Senats-Commissions-Entwurfes auf-

---

[73]) Commissions-Bericht S. 17 unten.

[74]) Jedoch nicht angenommen. Siehe Mittheilungen *rc.* l. c. S. 199 u. 201.

[75]) Auch finden sich ähnliche Bestimmungen in keinem der übrigen Gewerbegesetze.

[76]) Commissions-Bericht S. 18. —

[77]) Unser Strafgesetzbuch wendet die in Artikel 7. pos. 9 eingeführte Strafe der „Entziehung eines öffentlichen (?) und selbständigen Gewerbebetriebs für immer oder auf bestimmte Zeit“ nur in wenigen Fällen an. Sie kommt vor in Artikel 90, 217, 227, 280, 476 ff.

[78]) Gewerbesteuer haben wir — glücklicherweise — nicht, wie wohl fast alle anderen Staaten, deren Gewerbegesetze die Anmeldung generell vorgeschrieben haben. — Die Anmeldungsgebühren ferner können auch gegenüber der Belästigung nicht in Betracht kommen, welche immer mit einer solchen Formalität — namentlich wenn es sich nur um einen Versuch zum Beginne eines Betriebes handelt — verbunden ist. Denn jene Gebühren dürfen keinenfalls hoch gegriffen werden (vergl. M. Wirth a. a. O. S. 267 — 270) und kommen mithin selbst als Finanzquelle nicht in Betracht. — Unser Wahlgesetz endlich wird hoffentlich bald eine durchgreifende Veränderung erfahren.

geschützten Gewerbe (siehe auch oben S. 7 unter 1 a. E. u. Anm. 69) zu beschränken sein.[79])

Eventuell empfehlen sich mindestens die im § 17, Abs. 2 des Senats-Commissions-Entwurfes enthaltenen Ausnahmen von der Anmeldungspflicht. Die dort genannten Gewerbe sind wegen ihrer flüssigen Natur, beziehungsweise weil sie überhaupt keine geschäftlichen Formen annehmen, in den anderen Staaten ganz vom Gewerbegesetze ausgenommen,[80]) und es läßt sich nicht läugnen, daß z. B. die Bestimmungen über die minderjährigen und sonst dispositionsunfähigen Personen auf sie nicht überall passen.

In dem ersten Satze des § 18 der Senats-Commission endlich würde zur Fernhaltung jeden Mißverständnisses zu sagen sein: „sofern dem Betriebe ꝛc. nach Inhalt dieses Gesetzes kein Hinderniß im Wege steht.“

Zu § 5
des Entw. der gesetzg. Vers.

Diesem Paragraphen entspricht § 9 des Entwurfes der Senats-Commission. Beide Paragraphen stimmen materiell bis auf zwei Punkte überein.[81])

Die Senats-Commission fügt den „Lehr- und Erziehungsanstalten“ noch die Kinder-Bewahr- und Beaufsichtigungsanstalten zu — wogegen Nichts zu erinnern sein wird.

Dagegen sollen nach § 9 des Senats-Commissions-Entwurfs auch die gewerblichen Bestimmungen des Preßgesetzes vom 16. Sept. 1856 noch aufrecht erhalten bleiben. — Die Abschaffung dieser Bestimmungen ist zwar bereits auf anderem Wege — durch den neuerdings in der gesetzgebenden Versammlung von Adelmann und Genossen eingebrachten, bezüglichen Antrag — angebahnt; es bleibt indessen immerhin wünschenswerth, daß jenes Product der tiefsten Reaction, welches wir[82]) im Jahre 1856, der Blüthezeit des wiedererstandenen Bundestags, haben hinnehmen müssen, nicht auch nochmals in unserem Gewerbegesetze erscheine.

Die Normativbestimmungen des Bundesbeschlusses vom 6. Juli 1854, dessen Vollzug unser dermaliges Preßgesetz ist, müssen wir endlich und können wir auch — wie anderwärts genügend nachgewiesen worden — vollständig frei aus dem Organismus unseres gewerblichen und öffentlichen Lebens wieder entfernen!

[79]) Uebereinstimmend hiermit verfährt das badische Gewerbegesetz Artikel 8, 5 — 7, 10 ff. — Auch theilen die Verhandlungen des volkswirthschaftlichen Congresses von 1862 (S. 170 unten) aus Bremen die Erfahrung der dortigen Gewerbecommission mit, daß die Bestimmung über die Anmeldung aller Gewerbe sich in der Praxis gar nicht durchführen lasse. — Beiläufig noch aus derselben Quelle (eod. l. S. 170 i. m.) die Notiz, daß in Bremen, seit Einführung der Gewerbefreiheit, sich noch kein einziger Nicht-Handwerker zu einem „Handwerke“ angemeldet hat, — also ein neuer Beweis gegen die Furcht des „Handwerkers“ vor dem „Capitalisten“! —

[80]) Siehe z. B. badisches Gesetz Artikel 33.

[81]) Die pos. e des § 5 ist von der Senats-Commission in § 8 (pos. 3) ihres Entwurfs gesetzt. —

[82]) Nebst der gleichfalls reactionären Schöpfung eines Competenz-Gerichtshofes (s. auch Verhandlungen des Juristentags von 1861, II, S. 641 ff.).

Zu § 6
des Entw. der gesetzg. Vers.

Der § 6 der gesetzgebenden Versammlung und die ihm entsprechenden §§ 10—14, 16 und 20—23 des Entwurfs der Senats-Commission wollen den Einfluß der polizeilichen Interessen im Staate auf die Gewerbefreiheit regeln. Es versteht sich von selbst, daß die Gewerbefreiheit nicht mit einer Ungebundenheit und Exemtion der Gewerbtreibenden von allen Schranken, welche innerhalb der Staatsgemeinschaft dem Einzelnen gezogen sind, besteht. Aehnlich vielmehr wie Preßfreiheit nur den Gegensatz zur Censur bedeutet, so bedeutet auch Gewerbefreiheit nur Ausschließung derjenigen Beschränkungen, mittelst deren seither der Staat einen Nahrungsschutz der Producenten oder einen Schutz der Consumenten gegen die Producenten erstrebt hat. Diese Beschränkungen fallen mit der Gewerbefreiheit, und Producenten wie Consumenten sind auf die Selbsthilfe verwiesen. Ueber alle anderen Schranken ist dagegen durch die Gewerbefreiheit an sich Nichts entschieden. Dieselbe gibt uns nur den Wink, daß, wenn wir eine gedeihliche Entwickelung der Gewerbe wirklich wollen, auch sonstige Beschränkungen des Gewerbebetriebs auf das geringste Maß reducirt, und hier gleichfalls etwaige Nachtheile der Freiheit geringer geachtet werden müssen als diejenigen, welche namentlich aus polizeilichen, nur auf entfernte Gefahren berechneten Präventivmaßregeln entspringen.

Auf diesen Grundlagen ruht denn auch der § 6 des Entwurfs der gesetzgebenden Versammlung, und das Prinzip als solches wird gleichfalls von der Senats-Commission anerkannt. —

Der Inhalt des § 6 ist, wenn ich denselben richtig verstehe, folgender: Als Grundsatz wird aufgestellt (al. 2), die Vorschriften der Baupolizei, der Gesundheits-, Sicherheits- und Sittlichkeitspolizei werden durch die Gewerbefreiheit nicht alterirt, vielmehr bleiben die betreffenden Polizeibehörden nach wie vor innerhalb ihrer verfassungsmäßigen Competenz befugt, über die Art des Gewerbebetriebs (generelle und specielle) Vorschriften zu erlassen, welche den genannten[83]) Zweigen der Polizei angehören, und selbstverständlich bleiben auch die bezüglichen Gesetze und Verordnungen in Kraft. Jedoch fällt jede vorgängige obrigkeitliche Genehmigung in Zukunft weg, außer wo eine solche auch für andere Personen als die Gewerbtreibenden erforderlich ist (Baubescheid u. dergl.), sowie ferner bei Betriebsanlagen mit Dampfmaschinen und Feuer-

[83]) Die „Gewerbepolizei“ wird lediglich durch das Gewerbegesetz erschöpft, und andere „gewerbepolizeiliche“ Befugnisse, als in demselben bezeichnet sind, kommen keiner Behörde zu.

stätten, und für solche Gewerbe, welche 2c. (siehe Schluß von Abs. 1.).

Die Senats-Commission wendet im Allgemeinen gegen den § 6 Nichts ein, hält ihn aber für zu generell, und will die gewerblichen Fälle vorgängiger obrigkeitlicher Genehmigung alsbald näher präcisirt, sowie die Grundsätze festgestellt wissen, nach welchen diese Genehmigung zu ertheilen und unter Umständen wiedereinzuziehen ist.[84])

Das Gewerbegesetz soll das Grundgesetz oder, um mittelalterlich zu reden, der Freiheitsbrief für die Gewerbthätigkeit sein. Dann aber muß es die der Gewerbefreiheit von Außen kommenden Schranken der Art limitiren, daß den Ausführungsgesetzen eben nur die Ausführung, d. i. die Anwendung auf das Einzelne verbleibt, und ein ferneres Schwanken über Hauptfragen, wie namentlich über die Art des Verlustes einer erlangten obrigkeitlichen Genehmigung ausgeschlossen ist. Diesen Erfordernissen ist aber durch den § 6 nicht genügt, und somit dürfte der von der Senats-Commission für die formelle Behandlung eingeschlagene Weg allerdings der richtigere sein. — Der materielle Inhalt der Senats-Commissions-Vorschläge ergibt sich aus dem Folgenden.

A. Der § 10 schlägt Fälle **persönlicher Concessionen** vor, und weicht hierdurch, mindestens aber insofern sachlich von dem § 6 der gesetzgebenden Versammlung ab, als er auch aus Rücksichten der Sittenpolizei die Präventivmaßregel einer „Concession" will.

Die Motivirung der Senats-Commission[85]) erkennt ausdrücklich an, daß es sich in allen im § 10 aufgeführten Fällen nicht um sogenannte gemeingefährliche, d. i. solche Gewerbe handelt, welche „unbedingt gefährlich" sind; vielmehr bedürften diese Gewerbe nur einer polizeilichen Regelung ihres Betriebes, hätten deshalb schon bisher mehr oder weniger unter polizeilicher Aufsicht gestanden, und könnten derselben auch ferner im Interesse der allgemeinen Wohlfahrt nicht entzogen werden. Hieraus folgert dann die Senats-Commission die Nothwendigkeit einer „persönlichen obrigkeitlichen Concession."

Zur Rechtfertigung der einzelnen Fälle des § 10 sodann wird sich auf die deshalbigen Ausführungen des Polizeiamtsberichtes vom 26. März 1861[86]) bezogen. — Dieser bemerkt über die Wirthschaften, daß dieselben hinsichtlich des Fremdenverkehrs, der Feierabendstunde, der von ihnen verabreichten Speisen und Getränke (Unverfälschtheit und richtiges Maß) 2c. ohnehin unter polizeilicher Aufsicht stünden, und daß im Falle einer Beibehaltung der seitherigen Concessionirung durch diese es ermöglicht werde, auch ferner die „Bedingung eines geeigneten Lokals und der Zuverlässigkeit des Wirthes" für den Beginn von Wirthschaftsbetrieben zu stellen. — Wegen der Vermiethung von Schlafstellen und wegen der öffentlichen Bade-Anstalten wird sich auf die Sorge für „Bewahrung der Sittlichkeit", wegen der öffentlichen Belustigungen und Schaustellungen auf „die Erhaltung der öffentlichen Ruhe und Ordnung", wegen des Trödelhandels und des Pfändersammelns auf die „Sicherheit des Eigenthums" bezogen. Die Gewerbe endlich, welche pos. 8 des § 10 aufführt, werden „als der polizeilichen Regelung und daher der polizeilichen Erlaubniß bedürftig", und die Gesindeverdinger als seither „obrigkeitlich bestellte Personen" bezeichnet. Der Pulverhandel wird nur unter denjenigen Gegenständen erwähnt, hinsichtlich deren jetzt zu revidirende Verordnungen über die Art des Gewerbebetriebes bestünden.[87]) —

Alle diese Momente enthalten aber theils Rücksichten, welche geradezu unnöthig sein dürften — wie z. B. die Sorge „für eine geeignete Localität" bei den Wirthschaften. Theils stellen sie alsbald fest, daß einer Benutzung der fraglichen Gewerbe zu Vergehen oder zur Schädigung Dritter schon durch gehörige Wachsamkeit der gerichtlichen oder Sicherheitspolizei, durch die Strafgesetzgebung[88]) und generelle Administrativvorschriften vollständig beizukommen ist. Die Folgerung der Senats-Commission also, daß hier eine vorgängige obrigkeitliche Genehmigung — eine „persönliche Concession" — erforderlich sei, erscheint mithin unrichtig.

Auch ist das allgemeine Argument, welches das Jüngere Bürgermeisteramt („Actenstücke", S. 137) für fernere Beibehaltung einzelner Concessionsfälle anführt, hier nicht zutreffend: das Argument nämlich, daß, wenn überall generelle Regelungen durch die Gesetzgebung eintreten sollten, letztere bei uns zu einer außer Verhältniß zum räumlichen Gebiete der betreffenden Gewerbebetriebe stehenden Thätigkeit gezwungen werde, und außerdem nicht einmal dem vielgestaltigen Bedürfnisse des Lebens nachzukommen im Stande sei. — Denn abgesehen selbst von allem Anderen, sind jedenfalls die hier (§ 10) in Frage stehenden Verhältnisse nicht in solchem Maße vielgestaltig, und sodann zeigen auch bereits die bestehenden Straf- und Polizeigesetze und Verordnungen, daß sich die Thätigkeit der Gesetzgebung hier[89]) ohnehin nicht erübrigen läßt. —

Stellen sich aber hiernach die persönlichen Concessionen des § 10 in keiner Richtung als einziges und letztes, nach

[84]) Commissions-Bericht S. 20. ff.

[85]) Commissions-Bericht S. 21 unten.

[86]) Actenstücke 2c. S. 149 bis 151, 143 Abschn. I. a. E., und S. 155 (Pulverhandel).

[87]) Die Verordnungen über den Pulverhandel (siehe Beyerbach, Sammlung I, S. 103 u. 142) gestatten denselben nur „Eisenhändlern und Inhabern von Pulvermühlen", jedoch ohne für diese noch eine weitere persönliche Concession zu verlangen; und schreiben sodann verschiedene Vorsichtsmaßregeln für den Betrieb selbst vor.

[88]) welche hier allerdings einer Revision bedürfen würde. Vergl. auch Senats-Commissions-Bericht S. 96 und „Actenstücke" 2c. S. 154.

[89]) Vergl. z. B. Beyerbach a. a. O. Polizeistrafgesetzbuch Artikel 4, pos. 1 2c. 2c.

den Umständen ganz unvermeidliches Mittel zur Wahrung der bezüglichen Interessen dar, so müssen sie auch fallen. — Zwar findet in unserem Gemeinwesen jene bekannte Gesinnung gewisser moderner Staatskünstler keinerlei Platz, welche alle Gewerbtreibende „vom Fabrikanten bis zum Sackträger herab“ durch Concessionirung politisch abhängig machen möchte. Demungeachtet bleiben alle und jede persönliche Concessionen im Widerspruch mit einer wahren Selbständigkeit des Gewerbestandes, und dürfen daher gerade in einem freien Gemeinwesen nur als ein allerletztes Mittel, um noch größere und irreparable Uebel von der Gesammtheit fernzuhalten, angewandt werden. Sie behalten unvermeidlich selbst bei der liberalsten Handhabung des Gesetzes, einen Beigeschmack von „Gnade“, jenem Grabe der bürgerlichen Freiheit und des Unabhängigkeitssinnes! — Bei der Entbehrlichkeit also der Concessionsfälle des § 10 ist sicher zu hoffen, daß sowohl der Senat als auch jedenfalls die gesetzgebende Versammlung demnächst den § 10 (sowie den zugehörigen § 21) streichen werden.[90]) —

Eventuell müßten mindestens die Verweigerungsgründe für die Concession sowie die Art des nachträglichen Verlustes anders, als in der Vorlage der Senats-Commission geschehen, bestimmt werden.

Die Verweigerungsgründe sind am Schlusse des § 10 einzeln angegeben.

Als ein erster Grund wird „das allgemeine Interesse“ bezeichnet. — Indessen ist einmal dieser Begriff ein so vager, daß mittelst desselben den subjectiven Anschauungen und sogar einer etwaigen Willkür der Concessionsbehörde ein fast ungemessener Spielraum gegeben ist.[91]) Sodann dürfte auch in der That ein „allgemeines Interesse“, welches nicht schon durch die Strafgesetzgebung oder generelle Polizeivorschriften gewahrt ist oder werden kann, schwer erfindlich sein. Sollte aber mit jenem Verweigerungsgrunde etwa auf die Möglichkeit einer Beschränkung der Zahl der fraglichen Gewerbe (z. B. der Wirthschaften) abgezielt sein, so läge hierin entweder ein der Gewerbefreiheit geradezu zuwiderlaufender Schutz der Producenten beziehungsweise Consumenten, oder aber es möchte ein müßiges Beginnen sein, namentlich in einer großen Stadt der Trunksucht und unordentlichem Lebenswandel durch Verhinderung einer Vermehrung der Wirthschaften entgegenwirken zu wollen. —

Der zweite Verweigerungsgrund wird sodann auf vorausgegangene Bestrafungen gestellt. Derselbe möchte sich aber überall nicht auf Art und Höhe der erlittenen Strafe (wie in § 10 theilweise vorgeschlagen), sondern nur auf die Art der früher begangenen Vergehen zu beziehen haben. Denn nur aus den letzteren läßt sich gerade diejenige Art von Unzuverlässigkeit folgern, welche bei den in Rede stehenden Gewerben Mißtrauen erweckt. —

Das badische Gewerbegesetz[92]) gibt bei Regelung dieser Verhältnisse (eventuell) überhaupt einen passenden Anhalt. Dasselbe will gleichfalls gewisse Gewerbe, welche besonders leicht zu Eigenthumsvergehen oder Unsittlichkeiten Gelegenheit geben, nicht ganz freigeben, vermeidet aber absichtlich,[93]) um alle „Verleihungen“ durch Behörden auszuschließen, die Form der persönlichen „Concession“, und statuirt vielmehr gesetzlich eine sogenannte „beschränkte Gewerbebefugniß“, vermöge deren Personen, welche „wegen Vergehen aus Gewinnsucht“ und beziehungsweise „gegen die Sittlichkeit“ bestraft sind, zu bestimmt bezeichneten Gewerbebetrieben für unfähig erklärt werden. Daher müssen diese Gewerbe ausnahmsweise angemeldet werden, wobei dann entweder die Abwesenheit einer vorausgegangenen Bestrafung der für das betreffende Gewerbe in Betracht kommenden Art, oder aber, unter der Bitte um „Nachsichtsertheilung“, die eingetretene Besserung nachzuweisen ist.

Ueber die Entziehung der Gewerbebefugnisse des § 10 („der Concession“) handelt § 21 des Entwurfes der Senats-Commission. Derselbe führt drei Entziehungsgründe auf, richterliches Erkenntniß und zwei administrative Entziehungsfälle. —

In dem Berichte des Jüngeren Bürgermeisteramtes („Actenstücke“ S. 107) — auf den sich die Senats-Commission bezieht — wird anerkannt, daß das Ziel, auf welches alle inneren politischen Bestrebungen unserer Zeit hinauslaufen, die Verwirklichung des Rechtsstaates ist. Mit dem Rechtsstaate aber verträgt es sich nie, daß ein so wichtiges Gut, wie die Befugniß zur Fortsetzung eines begonnenen und also schon (mehr oder minder) mit Kapital ausgerüsteten Gewerbes, daß eine derartige Basis für die Begründung oder Unterhaltung einer Familie anders als (nach ganz bestimmten Normen) durch Spruch der Gerichte, d. i. derjenigen Organe des Staates entzogen werden kann, welche nicht nur mit der Sache zuvor in keinerlei Beziehung gestanden haben, mithin sachlich vollkommen unparteiisch, sondern auch zugleich die unabhängigsten im ganzen Staatsorganismus sind. — Die Entziehung der Gewerbebefugniß wegen Schuld des Gewerbetreibenden ist in der That ihrer sachlichen Natur nach nichts Anderes als eine Strafe, und kann somit auch nur durch die Gerichte ausgesprochen werden. — Auch kommt gegenüber dem Verlangen nach dieser Garantie keinerlei andere Rücksicht,

[90]) Die Mehrzahl der übrigen Gewerbegesetze kennt allerdings alle oder wenigstens einige der Gewerbe des § 10 auch als persönliche Concessionsfälle. Indessen können leider die Consequenzen der bürgerlichen Freiheit überhaupt in Deutschland als noch nicht durchgekämpft gelten. Um so mehr aber ist es die Pflicht eines Gemeinwesens, wie des unsrigen, dieselben überall zu ziehen, und so andere Staaten zur Nachfolge zu veranlassen. — Ueber Baden siehe bei Anm. 92.

[91]) Der Polizeiamtsbericht („Actenstücke“ ꝛc. S. 144) erklärt übrigens noch ausdrücklich, daß ein solches Resultat bei Ertheilung von Concessionen nicht beabsichtigt werden könne.

[92]) Artikel 5—9.

[93]) Turban, a. a. O. S. 11, Anmerkung 1.

wie z. B. auf eine starke Belastung der Gesetzgebung, auf. Wir müssen diese Aufgabe des Rechtsstaates lösen, und können es auch! [94])

Unter den Erlöschungsgründen des § 21 vermag daher nur das „richterliche Erkenntniß" als berechtigt anerkannt zu werden, während die beiden anderen nur als Material für die Revision [95]) der Gewerbestrafgesetzgebung in Betracht kommen.

B. Die gemeingefährlichen Gewerbe. Die §§ 11—14, 20 und 23 des Entwurfs der Senats-Commission betreffen diejenigen Gewerbe, welche der Absatz 1 des § 6 der gesetzgebenden Versammlung wohl allein im Auge gehabt hat, die sogenannten gemeinfährlichen Gewerbe. Das Charakteristische derselben möchte in folgenden zwei Momenten liegen: 1. Sie sind an und für sich für die Gesammtheit oder mindestens Nachbarschaft mit Nachtheilen oder erheblichen Belästigungen verbunden, und verlieren diese Eigenschaft nur ausnahmsweise, durch besondere Vorkehrungen, welche den individuellen Verhältnissen des Falles angepaßt werden müssen. 2. Sie erfordern ein bedeutendes stehendes Kapital, bedeutende bleibende, insbesondere Boden-Anlagen.

Hieraus ergibt sich, und zwar im eigenen Interesse des Gewerbetreibenden [96]), das Bedürfniß, daß vor Einrichtung oder einer wesentlichen Aenderung der Anlage durch die betreffende Behörde festgestellt werde, es laufe unter den concreten Verhältnissen die Anlage und deren demnächstiger Betrieb den gedachten Interessen der Gesammtheit oder Nachbarschaft nicht zuwider; und nachdem dies festgestellt worden, muß der Gewerbtreibende die sichere Erwartung hegen dürfen, daß nicht nachträglich wiederum das Gegentheil angenommen, und er solchergestalt zu einer Wegräumung mit Verlust gezwungen werde. — Die „obrigkeitliche Genehmigung" hat also hier, um an ein civilprozeßualisches Institut zu erinnern, die Bedeutung einer actio praejudicialis, [97]) welche dem Staate gegenüber formell das Nichtvorhandensein von Verletzungen der Gesammtheit durch die (projectirte) Anlage feststellt.

Die §§ 11 und 12 der Senats-Commission führen sodann die einzelnen hierher gehörigen Gewerbe namentlich auf, und es stimmen diese Aufzählungen im Wesentlichen mit denjenigen der übrigen deutschen Gewerbegesetzgebungen überein. Auch findet sich in § 13 der — nothwendige — Vorbehalt wieder, daß im Verordnungswege (also vom Senat) die Zahl der — ihrem Wesen nach bereits durch das Gesetz (§ 11) charakterisirten — gemeingefährlichen Gewerbe nach dem jeweiligen Stande der Wissenschaft und Erfahrung erweitert oder beschränkt werden kann. —

Der Entwurf der Senats-Commission macht indessen unter den gemeingefährlichen Gewerben noch eine weitere Unterscheidung, welche sich in keinem der andern Gewerbegesetze wiederfindet. Ein Theil der hierher gehörigen Gewerbe soll nämlich auch einen (persönlichen) Befähigungsnachweis Seitens des Gewerbtreibenden (oder eines von demselben zu bestellenden Geschäftsführers) erfordern (§ 14, Abs. 1), und hiernach wird dann zwischen gemeingefährlichen bloßen „Gewerbsanlagen" (§ 12) — zu denen jener Nachweis nicht nöthig — und den gemeingefährlichen „Gewerben" selbst (welche jenen Nachweis verlangen; § 11) unterschieden. [98]) — Die Idee ist dem Berichte des Polizeiamtes entnommen, [99]) indessen schon dort bereits so abgeblaßt, daß kaum noch ein Inhalt für sie erfindlich bleiben dürfte. Daß nämlich eine theoretische Befähigung nicht damit verstanden sein soll, ist ausdrücklich gesagt und die praktische Befähigung läßt sich nicht feststellen. Es bleiben also nur ganz allgemeine persönliche Eigenschaften. Indessen auch hinsichtlich dieser zieht der Entwurf der Senats-Commission mindestens nicht überall die entsprechenden Consequenzen, indem in § 14 dennoch die — zu ertheilende — „Erlaubniß" nicht lediglich auf die Person des Nachsuchenden gestellt wird, sondern auch trotz eines Wechsels in der Person des Gewerbe-Inhabers (oder Geschäftsführers) bestehen bleiben soll, also alsdann nur auf die Gewerbe-Anlage selbst sich noch bezieht. — Das ganze Erforderniß stellt sich mithin von vornherein als ein unwesentliches heraus; und berücksichtigt man ferner, was Wissenschaft und Erfahrung in neuerer Zeit über das Ungenügende der Befähigungsnachweise überhaupt festgestellt haben, so wird man mit Recht auch den hier fraglichen Befähigungsnachweis, und damit die ganze Unterscheidung, welche die Senats-Commission in den §§ 11 und 12 macht, als nicht nothwendig beseitigen können.

Somit bleiben nur noch die Erfordernisse der obrigkeitlichen Genehmigung unter 1 und 2 des § 14 zu prüfen. — Das Erforderniß unter 1 begreift diejenigen Punkte, welche

[94]) Mit dieser Ansicht stehe ich übrigens durchaus nicht allein. Die Garantie richterlichen Spruches wird von dem mehrcitirten Hamburger Commissionsbericht (S. 39 ff.) sehr bestimmt aus Gründen der Theorie, und von dem Wiesbadener Gewerbeverein dringend aus Gründen der Erfahrung (Verhandlungen des volkswirthschaftlichen Congresses von 1862, S. 167) verlangt. Auch Schäffle a. a. O. S. 259 (oben) stellt die gleiche Ansicht auf.

[95]) Zu Vermeidung jeder Verzögerung des Gewerbegesetzes durch eine solche Revision empfiehlt es sich eventuell wohl, in einem besonderen Paragraphen, etwa unter den transitorischen Bestimmungen, die administrativen Entziehungsfälle bis so lange, als die Revision beendigt ist, bestehen zu lassen. —

[96]) Vergl. Bericht des Jüngeren Bürgermeisteramts a. a. O. S. 187.

[97]) Nämlich eines praejudicium über Fragen, wie z. B. ob eine Bürgschaftsschuld existirt, oder quanta dos sit. Vergl. Gaius, IV, 44 und Puchta, Institutionen II, § 167, i. Ueber die moderne Klage auf „Feststellung eines Rechtsverhältnisses" siehe Bähr, Anerkennung, S. 279 ff.

[98]) Auch spricht der Entwurf der Senats-Commission in den Fällen des § 11 von einer obrigkeitlichen „Erlaubniß," während für die Fälle in § 12 eine obrigkeitliche „Genehmigung" ertheilt werden soll.

[99]) Bericht der Senats-Commission S. 22, des Polizeiamts a. a. O. S. 145.

nach allseitigem Einverständnisse den eigentlichen Anlaß zu dem ganzen, hier in Rede stehenden Prüfungsverfahren, der „obrigkeitlichen Genehmigung" abgeben. Ebenso betrifft pos. 2 (Herstellung von Schutzmaßregeln gegen Schädigung der Arbeiter in der Fabrik ꝛc.) einen Punkt, welcher ohne Zweifel den Gegenstand für eine staatliche Fürsorge abgibt. Dieselbe hat indessen insofern eine besondere Natur, als sie in gewissem Maße einen Schutz der Fabrik- ꝛc. Arbeiter (oder gar „Bewohner," wie die Senats-Commission will) gegen sich selbst bezweckt, und es dürfte sich daher fragen, ob dieser Punkt nicht besser, wie in den übrigen Gewerbegesetzen,[100]) selbständig und in einer anderen als der strengen Form einer Bedingung für die Gewerbe-Anlage zu behandeln sein würde. —

Die Erlöschungsgründe der fraglichen Gewerbebefugniß (der „Erlaubniß" resp. „Genehmigung") sodann sind in den §§ 20, 22, 23 und 14 a. E. angegeben.

Gegen die Bestimmungen des § 20, — welche im Wesentlichen übereinstimmend sich auch in den anderen Gewerbegesetzen[101]) finden und eine Erlöschung annehmen, falls der genehmigte Betrieb nicht binnen bestimmter Frist begonnen, beziehungsweise während einer gewissen Zeit unterbrochen ist, — wird Nichts einzuwenden sein.[102])

Der § 22 sodann begreift die Verlustgründe wegen Mißbrauchs oder Erschleichung der „Erlaubniß." Dasjenige, was oben[103]) zu § 21 des Senats-Commissions-Entwurfs über die Garantie richterlicher Aberkennung gesagt worden, trifft hier in erhöhtem Maße zu. Denn die hier fraglichen Gewerbe-Anlagen sind fast sämmtlich bedeutendere, und repräsentiren obendrein Vermögenswerthe vorwiegend von „stehendem Kapitale." Dieselben müssen also um so mehr gegen jede Möglichkeit willkürlicher Vernichtung geschützt werden, und die Entziehung der Gewerbebefugniß nimmt hier (sachlich) um so mehr die Natur eines empfindlichen Strafübels an. — An Stelle der sämmtlichen in § 22 aufgeführten, durchgängig auf eine Realisirung durch die Administrativbehörde gestellten Entziehungsgründe wird somit, wie oben (S. 18, vergl. namentlich auch Anm. 95), lediglich das richterliche Erkenntniß zu treten haben.[104]) —

Der § 23 betrifft die Betriebseinstellungen, welche nicht durch eine Schuld des Gewerbtreibenden, sondern in Folge veränderter Verhältnisse oder Ansichten nöthig werden, und es gehört also namentlich auch der Fall hierher, in welchem erst nach Errichtung einer Anlage die betreffende Gattung von Gewerben unter die gemeingefährlichen überhaupt von der Gesetzgebung aufgenommen worden ist. — Ueberall hier soll eine Betriebseinstellung (oder zwangsweise Aenderung) nur gegen Entschädigung Seitens der Staatskasse erfolgen, ausgenommen den Fall, daß die Nachtheile der Anlage sich durch Aenderungen beseitigen lassen, deren Bewerkstelligung durch den Gewerbtreibenden ohne unverhältnißmäßige Kosten oder Nachtheile für denselben möglich ist. — Diese Grundsätze finden sich übereinstimmend fast in allen anderen Gewerbegesetzen[105]), und entsprechen wohl auch vollständig der Natur des Verhältnisses.[106]) Daß eine bloße Aenderung der Ansichten Seitens des Staates dessen frühere Erklärung über die Unschädlichkeit der Anlage nicht einfach umstoßen kann, verlangt schon die juristische Consequenz. Aber auch bei eingetretener Aenderung der äußeren Verhältnisse ist, insoweit es sich um wirkliche Interessen der Gesammtheit (und nicht etwa blos einzelner bestimmter Nachbarn) handelt, einestheils das Einschreiten des Staates zur Beseitigung der Gefahr unabweislich, und anderntheils die Leistung einer Entschädigung (aus der Staatskasse) jedenfalls billig; denn es handelt sich um die Folgen von Aenderungen, die eben in den Zuständen der Gesammtheit sich zugetragen haben. — Ohnehin würde ohne Aussicht auf eine eventuelle Entschädigung nur schwer noch Jemand zur Einrichtung von Gewerben, wie die hier fraglichen, sich verstehen können. —

Endlich stellt der § 14 (am Ende) noch eine Erlöschung der „Erlaubniß" beziehungsweise „Genehmigung" durch Zeit, durch Ablauf von 30 Jahren auf. Nach dieser Zeit soll der Inhaber der Anlage neu um Erlaubniß nachsuchen, und deren Erneuerung kann alsdann versagt werden. — Der Commissions-Bericht motivirt diese Beschränkung (S. 22 u. 24) mit der Vorsorge dafür, daß das Aerar nicht mit zu großen Entschädigungspflichten (§ 23) belastet werde. — Indessen dürfte dieser Bestimmung vornehmlich die — bereits durch die obigen Ausführungen (S. 18 bei Anmerkung 97) widerstrafung oder gegenüber einem nach § 23 erhobenen Entschädigungsanspruche. —

---

[100]) Siehe z. B. badisches Gewerbegesetz Art. 16. Sachsen § 75. Weimar § 63.

[101]) Vergl. z. B. Baden, Gewerbegesetz Art. 11; Sachsen § 29; Oldenburg Art. 26. Nur sind in diesen Gesetzen die Fristen etwas günstiger für den Gewerbtreibenden normirt.

[102]) Nach Obigem würde selbstverständlich jedoch die Unterscheidung zwischen „Gewerbanlagen" und „Gewerben" wegfallen.

[103]) S. 17.

[104]) Beiläufig mache ich darauf aufmerksam, daß die Erschleichung (pos. 1) die Folge der Betriebseinstellung doch nur haben kann, wenn letztere durch den wahren Sachverhalt sich rechtfertigt — eine Vorfrage, die natürlich durch die Verwaltungsbehörde zu beantworten sein würde, der Art, daß das Gericht nur über die Thatsache der Erschleichung zu urtheilen hätte, sei es zum Zwecke der Be-

[105]) Vergl. z. B. sächsisches Gewerbegesetz § 32; oldenburgisches Gewerbegesetz Art. 30; badisches Gewerbegesetz Art. 13. Das letztere will unter Umständen die Entschädigung den benachtheiligten Nachbarn aufbürden. Indessen dürfte da, wo nur die Interessen bestimmter einzelner Nachbarn in Frage kommen, eine Verweisung derselben auf den Rechtsweg, d. i. auf eine eigene Wahrung ihrer Interessen im Zweifel sich mehr rechtfertigen. (Vergl. über die einschlägigen Rechtsfragen z. B. Gerber und Jhering, Jahrbücher ꝛc. Bd. VI. S. 126—128.)

[106]) Die Senats-Commission zieht auch die bestehende Gesetzgebung, Baustatut C. V, § 4 und 5 an.

legt erscheinende — Anschauung zu Grunde liegen, als handle es sich hier allererst um Verleihung einer Gewerbebefugniß, welche dann an beliebige (also auch Zeit-) Bedingungen geknüpft werden könne, während in Wirklichkeit doch die Gewerbebefugniß materiell schon vorhanden ist, und durch die behördliche „Genehmigung" nur noch formell und äußerlich festgestellt wird. So wenig aber die res judicata einer actio praejudicialis der oben gedachten Art nach irgend einer Zeit erlischt, kann es auch die hier fragliche (formelle) Feststellung nicht. Nur im Falle der causa superveniens, also in denjenigen Fällen, wo die äußeren Umstände (z. B. durch Ausbreitung der Wohnhäuser bis zu der früher unbewohnten Umgegend einer Fabrik) sich der Art ändern, daß die Wiederbeseitigung der Gewerbeanlage geboten erschiene, kann es rechtlich zulässig sein, von einer Zeitbeschränkung der fraglichen Art Gebrauch zu machen, d. h. die in § 23 — aus bloßen Billigkeitsgründen — statuirte Einflußlosigkeit jener Umstände auf die Fortdauer der fraglichen Gewerbebefugnisse nur eine bestimmte Zeit lang andauern zu lassen. — Da sich indessen wohl schwerlich Jemand darauf einlassen möchte, eine Fabrik oder dergleichen nur auf 30 Jahre oder einen ähnlichen Zeitraum anzulegen, und da der Staat durch Entstehen und Wachsen derartiger, eine bleibende Productionsquelle schaffender Anlagen mehr gewinnt, als er durch einzelne Entschädigungen in Fällen unvorhergesehener Aenderungen in den Gesammtverhältnissen verliert, so dürfte die von der Senats-Commission vorgeschlagene Beschränkung der „Genehmigung" auf 30 Jahre wohl überall wegfallen können.[107])

Am Schlusse dieses Abschnittes möchten sich endlich noch folgende zwei Vorschläge rechtfertigen:

1. Um das dargelegte Wesen des vorgängigen Prüfungsverfahrens bei den gemeingefährlichen Gewerben (und eventuell auch in den Fällen des § 10) gegen alles und jedes Mißverständniß sicher zu stellen, sollte hier überall nicht von einer (positiven) „Genehmigung", sondern wie dies auch im badischen Gesetze geschehen ist[108]) — nur von der (negativen) Erklärung die Rede sein, daß (und eventuell unter welchen speciellen Voraussetzungen) gegen die als projectirt zur Anmeldung gebrachte Anlage ꝛc. ein Anstand nicht vorhanden sei. —

2. Das Gewerbegesetz sollte vermöge seiner Eigenschaft als eine Art Grundgesetzes für die Gewerbthätigkeit eine allgemeine Bestimmung des Inhaltes aufnehmen, daß, „soweit das gegenwärtige Gesetz nicht Besonderes bestimmt, Niemandem die Gewerbebefugniß anders als durch richterliches Urtheil entzogen werden könne." —

---

[107]) Eine derartige Beschränkung findet sich übrigens auch in keinem der anderen Gewerbegesetze, was uns also vollends über die gefürchtete Belastung des Aerars beruhigen dürfte.

[108]) Art. 10 und insbesondere Turban a. a. O. S. 17, Anm. 3 a. E.

Zu § 7
des Entw. der gesetzg. Vers.

Dem § 7 der gesetzgebenden Versammlung entspricht § 8 des Entwurfs der Senats-Commission. — Beide Paragraphen stimmen materiell überein; der Paragraph der Senats-Commission ist in seinen Aufzählungen nur vollständiger. Ob jedoch dessen letzte Position (Droschkenwesen, Dienstmänner u. dgl. auf öffentlichen Straßen) wirklich hierher gehört, und nicht vielmehr richtiger mit den in § 15 des Senats-Commissions-Entwurfs abgehandelten Punkten zusammenzustellen wäre, dürfte nicht mit Unrecht gefragt werden können, da sich der § 8 doch nur auf solche Gewerbe bezieht, deren Betrieb der Staat (im allgemeinen Interesse) selbst entweder schon übernommen hat, oder eventuell doch zu übernehmen beziehungsweise einzurichten verpflichtet sein würde. Dies Merkmal trifft aber bei dem Droschkenwesen ꝛc. nicht zu. Vielmehr sind dies Gewerbebetriebe, welche sich frei bilden, und welche, nur wenn die Privatthätigkeit sie geschaffen, alsdann im wirthschaftlichen Interesse der Gesammtheit einer staatlichen (oder gemeindlichen) Regulirung unterworfen werden können. — Auch möchte der Eingang des § 8 leicht zu unrichtigen Schlußfolgerungen auf eine grundsätzliche Ausschließung der Concurrenz bei Dienstmänner-, Droschken- ꝛc. Einrichtungen verleiten, so daß es sich aus mehrfachen Gründen empfehlen dürfte, die pos. 5 in einen besondern oder in den § 15, welcher in seinem zweiten Theile verwandte Dinge behandelt, zu verweisen.[109]) —

Endlich bleibt noch der § 15 des Senats-Commissions-Entwurfs zu prüfen übrig,[110]) welchem kein Paragraph in dem Entwurfe der gesetzgebenden Versammlung entspricht. —

Der erste Theil des § 15 hat die von der Senats-Commission in § 1 pos. 4 proponirte Aufhebung der Victualientaxen zur Voraussetzung. Die Commission der gesetzgebenden Versammlung hatte diese Aufhebung s. Z. vorläufig nicht beantragt, weil über die Freigebung der betreffenden mit Realgerechtigkeit versehenen Gewerbe noch keine Verfügung getroffen sei. Da diese Freigebung jetzt allgemein und insbesondere auch von der Senats-Commission gewollt wird, so steht nunmehr jener Aufhebung überall Nichts mehr im Wege. — In Gemäßheit dessen schlägt denn der § 15 der Senats-Commission in seinem ersten Theile für den Senat die Befugniß vor, geeignetenfalls durch Verordnung die Verkäufer von Fleisch und Brod zur Auflegung ihrer Waarentarife im Verkaufslocale zu ver-

---

[109]) Vergl. etwa wegen der Fassung: badisches Gewerbegesetz Art. 18 a. E.

[110]) Die „Uebergangsbestimmungen" in §§ 24—30 würden eintretendenfalls je nach dem Bisherigen zu modificiren sein, im Uebrigen aber zu Bedenken wohl keinen Anlaß geben.

pflichten — eine Bestimmung, gegen deren Zweckmäßigkeit überall wohl Nichts einzuwenden sein dürfte. —

Ebenso rechtfertigt sich im Allgemeinen die im zweiten Theile des § 15 vorgeschlagene Beibehaltung gewisser anderer Taxen. — Dieselben enthalten zwar eine wirkliche Ausnahme von der Gewerbefreiheit, einen wirthschaftlichen Schutz der Consumenten. Jedoch sind letztere in den betreffenden Verhältnissen so sehr der „wirthschaftlich schwächere Theil", daß jener Schutz ihnen nicht zu versagen steht. Aus diesem Grunde möchte aber auch ein Theil der im § 15 aufgeführten Taxen-Fälle, in denen nämlich dem Arbeit-Besteller die Möglichkeit des freien Accordirens nicht benommen ist, noch gestrichen werden, und nach dem Vorgange z. B. des badischen und oldenburgischen Gewerbegesetzes[111]) eine Beschränkung auf diejenigen Fälle eintreten können, in denen „Personen auf öffentlichen Straßen und Plätzen oder in Wirthshäusern ihre Dienste anbieten, oder auf öffentlichen Straßen und Plätzen Transportmittel zu Jedermanns Gebrauch bereit halten."

Zum Schlusse noch einige Bemerkungen über den **Titel des Gesetzes**. — Die gesetzgebende Versammlung hat ihren Entwurf „Gewerbegesetz", die Senats-Commission den ihrigen „Gesetz über die Berechtigung zum Gewerbebetriebe" überschrieben. — Der erstere Titel dürfte indessen theils seiner Kürze wegen, theils aus inneren Gründen — zur Fernhaltung jeden späteren Mißverständnisses — vorzuziehen sein. —

Die Gewerbebefugniß ist kein „Recht" im eigentlichen Sinne des Worts, kein durch das Gesetz besonders abgegrenztes Herrschaftsgebiet des Einzelnen.[112]) Das Betreiben eines Gewerbes gehört vielmehr an sich zu den rechtlich irrelevanten, weil allgemein erlaubten Handlungen, und fällt dem Rechte erst anheim, wenn es zugleich andere Gebiete berührt, welche wirkliche Rechtsgebiete (des Privat- oder öffentlichen Rechts) sind, und auf denen alsdann die hierfür geltenden Schranken wirksam werden. Man kann daher von einem „Rechte" oder einer „Berechtigung" zum Gewerbebetriebe nur in dem Sinne reden, wie man etwa von einem Rechte, sich zu nähren, oder auch von einem Versammlungs- und Vereinsrechte und dergl. spricht. Alle diese Rechte verleiht nicht erst der Staat oder das Gesetz, sie werden nicht erst durch bestimmte Handlungen oder in Folge bestimmter Ereignisse erworben, sondern sie sind allgemeine (natürliche) „Befugnisse", welche Jedem ohne Weiteres zustehen.[113]) Das Gesetz kann sie nur ausnahmsweise aus besonderen Gründen Einzelnen nehmen, wie z. B. dem Fremden, weil es etwa glaubt, diesem, — der an sonstigen nicht verbotenen Handlungen nicht behindert wird — dennoch den Gewerbebetrieb zum Zwecke des Nahrungsschutzes einheimischer Producenten verwehren zu sollen. — Ja, es läßt sich sagen, daß von dem Momente an, wo wir künstliche Ausnahmen der letzteren Art nicht mehr kennen, und daß, wenn wir nie Zunfteinrichtungen gehabt hätten, zu einem besonderen Gewerbegesetze überhaupt kaum[114]) ein Anlaß vorliegen würde.[115]) — Da nun die Senats-Commission selbst nur von der vorstehenden Auffassung über die Natur der Gewerbebefugniß ausgeht (Bericht S. 8 und „Actenstücke ꝛc." S. 107), so empfiehlt es sich um so mehr, alle Ausdrücke, welche zu einem Mißverständnisse führen könnten, zu vermeiden, und demgemäß sowohl den Titel so, wie von der gesetzgebenden Versammlung vorgeschlagen, zu wählen, als auch im Texte des Gesetzes selbst die Worte „Recht", „Berechtigung", „berechtigt" zum Gewerbebetriebe möglichst mit Bezeichnungen wie „Gewerbebefugniß," „gewerbebefugt" und dergl. zu vertauschen.[116])

---

[111]) Baden Art. 18; Oldenburg Art. 33 vergl. mit Art. 38.

[112]) Savigny, System I., S. 7 und 331.

[113]) Die Gewerbebefugniß ist Nichts weiter als ein sogenanntes „Menschenrecht."

[114]) Diejenigen Fälle, in denen die Berührungen des Gewerbebetriebes mit wirklichen Rechtsgebieten specielle Rechtssätze erzeugen, könnten ebenso gut in jenen Rechtsgebieten — zu welchen sie eigentlich gehören (Privat- oder öffentliches Recht) — abgehandelt werden.

[115]) In Folge unserer seitherigen, zunftmäßigen Entwickelung ist freilich ein Gewerbegesetz als eine Art Verfassungsgesetz ebenso nothwendig, wie man auch sonst gerade in Verfassungsurkunden es nöthig gehabt hat, die natürlichsten Befugnisse des Einzelnen besonders anzuerkennen und mit Garantieen zu versehen.

[116]) Auch von einer besonderen „Gewerbe-Organisation" sollte man nicht reden. Denn der Staat will in Zukunft nicht mehr die Gewerbe organisiren, sondern die Gewerbthätigkeit (als solche) lediglich der Selbsthilfe der Einzelnen überlassen.

I.

Entwurf der gesetzgebenden Versammlung:

Gewerbegesetz.

Wir Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt verordnen hiermit auf verfassungsmäßigen Beschluß der gesetzgebenden Versammlung vom 17. April 1861 wie folgt:

§ 1. Kraft dieses Gesetzes werden mit alleiniger Ausnahme der in den nachfolgenden Paragraphen enthaltenen Beschränkungen aufgehoben:

a. alle Gesetze und Ordnungen, welche die Berechtigung zum Betrieb eines oder zum gleichzeitigen Betrieb mehrerer Gewerbe, sowie die Aenderung des Gewerbes hindern oder beschränken;

b. alle Gesetze und Ordnungen, welche das Bestehen und die Einrichtung von Innungen zum Gegenstand haben;

c. alle zwischen verschiedenen Innungen und Corporationen, sowie zwischen den Angehörigen einzelner Innungen oder Corporationen bestehenden Verträge und Uebereinkommen, welche den freien Gewerbebetrieb beeinträchtigen;

d. § 11 der Wechselmakler-Ordnung und § 14 der Waarenmakler-Ordnung vom 26. November 1799; ferner die Verordnungen vom 24. April 1797 und vom 10. August 1801, das unbefugte Makeln betreffend;

e. die Bestimmungen über Taxen der Lebensmittel. Ueber öffentliche Bekanntmachung der Preise der Lebensmittel soll besondere Verfügung ergehen.

§ 2. Von dem selbständigen Gewerbbetrieb bleiben ausgeschlossen:

a. Minderjährige, insofern ihnen die Rechte der Großjährigkeit nicht ertheilt sind, und andere Pflegebefohlene;

b. solche Personen, welche weder dem Frankfurter Staatsverband angehören, noch mit Frankfurter Staatsgenossen associrt sind, bezüglich derjenigen Gewerbe, deren Ausübung ihnen bisher nicht gestattet war.

Angestellte des Staates und der Gemeinde, welche außer ihrem Berufe als Angestellte ein weiteres Gewerbe betreiben wollen, bedürfen dazu dienstlicher Erlaubniß.

§ 3. Den Angehörigen des Frankfurter Staates, sowie denjenigen Fremden, welche sich mit Frankfurter Staatsgenossen associren, steht das Recht des freien Gewerbebetriebes und der gewerblichen Niederlassung in jeder Gemeinde des Staates zu.

Die Gewerbetreibenden haben die an dem Orte ihres Gewerbebetriebes bestehenden Abgaben und Steuern zu bezahlen.

§ 4. Wer ein oder mehrere Gewerbe zu betreiben beabsichtigt, hat davon der zuständigen Behörde Anzeige zu machen und seine Großjährigkeit, beziehungsweise die Ertheilung der Rechte derselben, sowie seine Angehörigkeit zum Frankfurter Staatsverband oder seine Association mit einem Frankfurter Staatsgenossen nachzuweisen. Ebenso ist jede wesentliche Veränderung des Gewerbes dieser Behörde anzuzeigen.

Die Behörde trägt die Anzeigen in die Gewerberegister ein und stellt über den Eintrag eine Bescheinigung aus.

Die Bestimmungen hinsichtlich der Handelsfirmen bleiben in Kraft.

Solche Personen, welche weder dem Frankfurter Staatsverbande angehören, noch mit einem Frankfurter Staatsgenossen associrt sind, haben hinsichtlich des Betriebs der ihnen gestatteten Gewerbe die besonderen gesetzlichen Bestimmungen zu erfüllen.

§ 5. Nachfolgende Gewerbe werden hinsichtlich der Berechtigung, sie auszuüben, nach den zur Zeit bestehenden Vorschriften behandelt, nämlich:

a. die in der Medicinalordnung vom 29. Juli 1841, Cap. 3 u. ff. angeführten Berufsarten, als: Arzt, Wundarzt, Geburtshelfer, Assistenz-Chirurg, Landchirurg, Hebamme, Apotheker, Materialist, Zahnarzt, Bandagist und Thierarzt;

b. Advocaten und Notare;

c. beeidigte Uebersetzer;

d. Vorsteher von Lehr- und Erziehungsanstalten;

e. beeidigte Makler;

f. Auswanderungs-Agenten.

§ 6. Eine besondere obrigkeitliche Genehmigung ist für Betriebs-Anlagen mit Feuerstätten oder Dampfmaschinen einzuholen; ferner für diejenigen Gewerbe, welche durch ihre Betriebsart die Gesundheit oder Sicherheit bedrohen oder durch übelen Geruch oder ungewöhnliches Geräusch die Nachbarschaft zu belästigen geeignet sind.

Ueberhaupt sollen die bestehenden baupolizeilichen Vorschriften über Gewerbe-Anlagen, sowie die polizeilichen Bestimmungen in Rücksicht auf Gesundheit, Sicherheit und Sittlichkeit hinsichtlich des Gewerbebetriebes durch dieses Gesetz keine Aenderung erleiben.

§ 7. Die rücksichtlich des Salzverkaufs, des Postwesens und der Patente bestehenden Einrichtungen bleiben in Kraft; ebenso die auf Staatsverträgen beruhenden gewerblichen Vorschriften.

§ 8. Innerhalb eines Jahres soll Beschluß über die Entschädigung der Inhaber der noch vorhandenen gewerblichen Realrechte gefaßt und die Art und Weise dieser Entschädigung nach billigem Ermessen festgestellt werden.

§ 9. Gegenwärtiges Gesetz tritt am .... in Kraft.

II.

Entwurf der Senats-Commission:

Gesetz

über die Berechtigung zum Gewerbebetriebe.

Wir Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt verordnen hiermit, auf verfassungsmäßigen Beschluß der gesetzgebenden Versammlung vom . . . . ., in Bezug auf die Berechtigung zum Gewerbebetriebe in der Stadt und deren Gemarkungen, wie folgt:

1. Berechtigung zum Gewerbebetrieb im Allgemeinen.

§ 1. Durch gegenwärtiges Gesetz werden aufgehoben:

1. die dermalen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen und Verordnungen über die Berechtigung zu dem Betriebe von Gewerben aller Art, mit Ausnahme derjenigen:
   a. der Verordnung, den Getreidehandel betreffend, vom 17. Mai 1821, (Ges. u. Stat. S. III. S. 29);
   b. des Gesetzes, die Erleichterung des Verkehrs 2c. betreffend, vom 9. Januar 1838, (Ges. u. Stat. S. VII. S. 8);
   c. der Zoll- und Handelsverträge mit anderen Staaten, sowie der Bekanntmachung der Stadtkanzlei vom 10. März 1836 zum Art. 14 des Zollvertrags, (Ges. u. Stat. S. VI. 1. 337);
   d. des Baustatuts in Cap. XV. § 7;
   e. der Medicinalordnung vom 29. Juli 1841, (Ges. u. Stat. S. VII. S. 281);
   f. des Gesetzes über die Aufnahme in die Zahl der Advokaten, vom 15. April 1856, (Ges. u. Stat. S. XII. S. 159);
   g. des Gesetzes, die polizeiliche Ueberwachung der Beförderung von Auswanderern betreffend, vom 13. December 1853, (Ges. u. Stat. S. XI. S. 341);
   h. des Gesetzes zum Vollzug des Bundesbeschlusses vom 6. Juli 1854 zur Verhinderung des Mißbrauchs der Preßfreiheit, vom 16. September 1856, (Ges. u. Stat. S. XII. S. 250).

Ferner werden aufgehoben:

2. das Verbot der gleichzeitigen Betreibung mehrerer Gewerbe, vorbehältlich der Bestimmung im § 5 und das Verbot der gleichzeitigen Unterhaltung mehrerer Verkaufslocale;
3. die bisher bestandenen Beschränkungen der freien Association zu gemeinschaftlichem Gewerbebetriebe;
4. die amtliche Regulirung der Brod-, Fleisch-, Bier- und sonstigen Victualien-Taxen;
5. die gesetzlichen Bestimmungen und Verordnungen, welche einzelne Gewerbtreibende zum Beitritt zu einer Innung oder innungsmäßigen Gesellschaft verpflichten, den Innungsvorstehern öffentliche Functionen übertragen und zur Abänderung der Innungsstatuten die Sanction des Senates erfordern.

§ 2. Jeder hiesige Bürger, sowie dessen großjährige Ehefrau oder Wittwe hat, soweit nicht in diesem Gesetze eine Beschränkung besteht, das Recht, ein jedes Gewerbe selbständig zu betreiben.

Die Berechtigung zum selbständigen Gewerbebetriebe derjenigen Personen, welche dem hiesigen Bürgerverbande nicht angehören, ist nach den bestehenden Staatsverträgen und den im § 1 unter 1 a — d angeführten gesetzlichen Bestimmungen zu beurtheilen.

§ 3. Der Senat kann auch juristischen Personen, Actien- oder anderen Erwerbsgesellschaften, sowie solchen Personen, welche nach § 2 zum selbständigen Gewerbebetriebe nicht berechtigt sind, das Recht zum selbständigen Betreiben eines bestimmten Gewerbes verleihen.

§ 4. Wer zum selbständigen Gewerbebetriebe nicht berechtigt ist, kann gleichwohl

1. jede unselbständige Beschäftigung gegen Bezahlung übernehmen;
2. Arbeiten zum Bedarfe seines Haushalts und seines Geschäfts selbst verrichten oder durch Personen seines Hausstandes verrichten lassen;
3. Arbeiten für Andere unentgeldlich ausführen.

2. Beschränkungen des freien Gewerbebetriebes.

§ 5. Die von dem Senate zu öffentlichen Dienstleistungen ernannten und hierfür besoldeten Personen, ferner Advokaten, Aerzte, Wundärzte, Hebammen, Zahnärzte und Apotheker dürfen, ohne Erlaubniß des Senates, ein zu ihrem Berufe nicht gehöriges Gewerbe weder selbst, noch für ihre Rechnung durch dritte Personen betreiben.

§ 6. Auf die durch § 2 und § 3 begründete Berechtigung zum selbständigen Gewerbebetriebe, sowie auf den nach § 4 gestatteten anderweiten Erwerb kann in Privatverträgen rechtsverbindlich verzichtet werden. Die Wirksamkeit solcher Verzichte erlischt nach Ablauf von 5 Jahren vom Tage des Verzichtes, oder der Erneuerung desselben, an gerechnet.

§ 7. Personen, welchen der Betrieb eines bestimmten Gewerbes durch richterliches Erkenntniß untersagt worden ist, dürfen während der Dauer dieses Verbotes ein anderes Gewerbe selbständig nur mit Erlaubniß des Senates betreiben.

§ 8. Dem freien Gewerbebetriebe bleiben entzogen:

1. Lotterieunternehmungen, der Salzverkauf;
2. der Post-, Eisenbahn-, Dampfschifffahrts- und Telegraphenbetrieb;
3. die Ausübung der, obrigkeitlich bestellten Personen übertragenen öffentlichen Functionen, als: der Notarien, Makler, beeidigten Uebersetzer, Ausrufer, Geometer, Holz-, Kohlen- und Fruchtmesser, Wasenmeister;
4. die Unterhaltung von Kranken-, Entbindungs-, Versorgungs- und Waisenanstalten, sowie das Beerdigungswesen;

5. die Verkehrsanstalten auf den öffentlichen Straßen, deren Betrieb einer polizeilichen Ordnung unterworfen ist, als: Aufstellung von Fuhrwerk, Ueberfahrtsschiffen und sonstigen Transportmitteln, sowie von Personen zu Jedermanns Gebrauch und Dienst.

§ 9. Für nachfolgende Gewerbe bleiben die über die Berechtigung zu deren Ausübung bestehenden besonderen Vorschriften in Kraft:

1. die Ausübung der Advokatur;
2. die Ausübung der Heilkunde und den Betrieb der dazu dienenden Geschäfte, als: Aerzte, Wundärzte, Geburtshelfer, Assistenz-Chirurgen, Hebammen, Zahnärzte, Thierärzte, Apotheker, Bandagisten;
3. die Lehr- und Erziehungsanstalten, Kinder-Bewahr- und Beaufsichtigungsanstalten;
4. die Beförderung von Auswanderern;
5. die Gewerbe eines Buch- oder Steindruckers, Buch- oder Kunsthändlers, Antiquars, Inhabers einer Leihbibliothek oder eines Lesecabinets und Verkäufers von Zeitungen, Flugschriften und bildlichen Darstellungen.

§ 10. Nur mit besonderer obrigkeitlicher Concession können betrieben werden:

1. Gastwirthschaften, Fußherbergen, gewerbmäßige Vermiethung von Schlafstellen;
2. Wein-, Aepfelwein-, Bier- und Kaffeewirthschaften, Branntweinschenken;
3. öffentliche Badeanstalten;
4. öffentliche Vergnügungsanstalten, als Theater und sonstige Aufführungen, Schaustellungen, Tanzböden;
5. der Handel mit Pulver;
6. der Tröbelhandel mit gebrauchten Kleidern, Betten, Wäsche und altem Metallgeräthe;
7. das Pfändersammeln, das Verdingen von Dienstboten;
8. die Reinigung der Schornsteine und Ofenröhren, Reinigung der Abtrittsgruben, Wegschaffung von Kehricht und Unrath, das Knochen- und Lumpensammeln.

Die Concession zum Betriebe vorstehender Gewerbe soll in der Regel nur aus Gründen des allgemeinen Interesses, dagegen aus persönlichen Gründen nur dann verweigert werden, wenn der Nachsuchende bereits wegen Mißbrauchs seines Gewerbes zur Verübung eines Verbrechens oder zum verbrecherischen Verkehr bestraft oder wegen anderer Verbrechen zu Correctionshausstrafe oder wegen Diebstahls, Unterschlagung, Fälschung oder Betrug zu Gefängnißstrafe verurtheilt worden ist.

§ 11. Eine besondere Erlaubniß ist erforderlich zum Betriebe solcher Gewerbe, bei welchen Substanzen verarbeitet, erzeugt, bereitet oder verwendet werden, die für Leben oder Gesundheit gefährlich sind; ferner zum Betriebe solcher Gewerbe, welche mit Rücksicht auf die zu verarbeitenden Materialien und gewonnenen Producte oder durch die Art des Betriebes feuergefährlich sind, Explosionen befürchten lassen oder sonst mit erheblichen Nachtheilen, Gefahren oder Belästigungen für die Besitzer oder Bewohner der benachbarten Grundstücke oder für das Publikum überhaupt verbunden sind.

Zu diesen Gewerben gehören:

1. diejenigen, bei welchen Blei-, Arsenik- und Kupferpräparate, Schwefel-, Salpeter- und Salzsäuren chemisch dargestellt, erzeugt oder in größeren Quantitäten zur Fabrikation verwendet werden;
2. diejenigen, bei welchen thierische Stoffe, als: Knochen, Häute, Därme, Fett, Thran, Blut und Dünger verarbeitet, insbesondere gebrannt, gesotten, getrocknet oder gebleicht werden, sowie: Schlächtereien, Abdeckereien und Lager thierischer Stoffe in frischem Zustande;
3. Fabriken zur Bereitung von Brenn-, Leucht-, Zünd- und explodirenden Stoffen und Waaren, sowie sonstige besonders feuergefährliche Gewerbe, als: Fabriken zur Bereitung von Steinkohlentheer und Coaks, Terpentin-, Aether-, Pech- und Firnißfabriken, Lack-, Wachstuch- und Lackleberfabriken;
4. größere Hammer-, Säge-, Schneide- und Mahlwerke.

§ 12. Weiter ist eine besondere Genehmigung erforderlich

1. zur ersten Anlage und zu jeder wesentlichen Erweiterung derjenigen Gebäude und Werkstätten, in welchen die im § 11 benannten Gewerbe betrieben werden sollen;
2. zur Einrichtung und baulichen Veränderung von Backhäusern, Brauhäusern, Bender-, Häfner-, Schlosser- und Schmiede-Werkstätten;
3. zur Errichtung und baulichen Veränderung von Schmelz-, Gieß-, Brenn- und Rüstöfen, Trockenkammern, Sied- und Färbekesseln, Branntweinbrennereien;
4. zur Aufstellung von Dampfmaschinen und Dampferzeugern.

§ 13. Dem Senate bleibt vorbehalten, durch zu erlassende Verfügung Gewerbe und Gewerbanlagen, welche nachträglich, nach den in dem § 11 angegebenen Merkmalen, für gefährlich erkannt werden, der Vorschrift des § 11, beziehungsweise des § 12, zu unterwerfen, sowie solche, die sich als ungefährlich erweisen, von dieser Vorschrift wiederum zu befreien.

§ 14. Die Erlaubniß zum Betriebe der im § 11 bezeichneten Gewerbe soll, vorbehältlich der zur Einrichtung oder Erweiterung der Gewerbanlage nach § 12, 1. einzuholenden Genehmigung, dem Nachsuchenden nicht versagt werden, wenn derselbe zum Gewerbebetriebe überhaupt befugt ist und sich ausweisen kann, daß er oder ein von ihm zu bestellender Geschäftsführer für zuverlässigen Betrieb des Gewerbes hinreichende Gewähr bietet.

Die Genehmigung zu den im § 12 bezeichneten Gewerbanlagen soll, vorbehältlich des zu erwirkenden Baubescheides, dem Nachsuchenden nicht versagt werden, wenn:

1. die Gewerbanlage, wozu die Genehmigung nachgesucht wird, nach der örtlichen Lage und der Beschaffenheit der Betriebsstätte oder nach der Art des beabsichtigten Gewerbebetriebes nicht mit erheblichen Gefahren und Belästigungen für das Publikum oder Nachbarn verbunden ist, und
2. in der beabsichtigten Gewerbanlage alle Einrichtungen und Vorkehrungen getroffen werden, um die den Bewohnern und Arbeitern in der Gewerbanlage drohenden Gefahren möglichst zu beseitigen.

Die Erlaubniß zum Betriebe der in § 11 bezeichneten Gewerbe sowie die Genehmigung zu den im § 12 bezeichneten Gewerbanlagen soll jedoch immer nur auf eine Zeit von dreißig Jahren ertheilt und, sofern alsdann die angeführten Voraussetzungen nicht mehr vorhanden sind, nicht wieder erneuert werden.

§ 15. Dem Senate bleibt vorbehalten, durch zu erlassende Verordnungen:

die Verkäufer von Brod und Fleisch anzuhalten, die Preise und das Gewicht ihrer Backwaaren, sowie die Preise der verschiedenen Fleischsorten mit polizeilichem Visa versehen, in ihren Gewerblokalen aufzulegen;

die Taxen für Bearbeitung und Transport von Gütern, Baumaterialien und Effekten aller Art, für Auf- und Ab-, Aus- und Einladen von Handelsgütern, für Transport und Bearbeitung von Brennmaterialien und für solche Personen, welche in den Eisenbahnhöfen, an den Dampfschiff-Landeplätzen und in den Gasthöfen gewerbmäßig ihre Dienste anbieten, zu reguliren und deren Uebertretung mit Strafe zu bedrohen.

§ 16. Beschränkungen des freien Gewerbebetriebes durch die Zoll- und Steuergesetzgebung, sowie durch allgemeine Strafgesetze und polizeiliche Verordnungen erleiden durch dieses Gesetz keine Aenderung.

3. Anmeldung.

§ 17. Wer ein Gewerbe selbständig anfangen oder sein bisheriges Gewerbe verändern will, hat hiervon bei der Gewerbe-Behörde Anzeige zu machen und sich über seine Befugniß zum Betreiben des angezeigten Gewerbes auszuweisen.

Die Gewerbe des Acker-, Wein- und Gartenbaues und der Viehzucht, der Gewerbebetrieb auf Märkten und Messen, sowie die gewerbmäßige Ertheilung von Privatunterricht in Wissenschaften und schönen Künsten sind von der Anmeldung befreit.

Die bestehenden gesetzlichen Vorschriften über die Veröffentlichung, Abänderung und Auflösung von Handlungen und deren Firmen bleiben in Kraft.

§ 18. Ueber die geschehene Anzeige erhält der Gewerbtreibende, sofern dem Betriebe des gewählten Gewerbes ein Hinderniß nicht im Wege steht, einen Gewerbschein. Zugleich wird die geschehene Anzeige durch die Gewerbebehörde öffentlich bekannt gemacht.

Die bei der Gewerbebehörde zu entrichtenden Gebühren und Abgaben werden gesetzlich festgestellt.

§ 19. Die im § 6 erwähnten Verzichte können bei der Gewerbebehörde angemeldet und die Anmeldungen wiederum zurückgenommen werden.

4. Entziehung der Berechtigung zum Betriebe einzelner Gewerbe.

§ 20. Die Erlaubniß zum Betriebe eines der in § 11 bezeichneten Gewerbe erlischt, wenn dasselbe nicht innerhalb dreier Jahre in Betrieb gesetzt oder wenn während eines gleichen Zeitraums der Betrieb eingestellt worden ist.

Die Genehmigung zur Einrichtung oder Veränderung der in § 12 bezeichneten Gewerbeanlagen erlischt, wenn die Anlage oder Veränderung nicht binnen Jahresfrist begonnen und innerhalb dreier Jahre, vom Tage der Genehmigung an gerechnet, vollendet worden ist.

§ 21. Jede nach § 10 ertheilte persönliche Concession kann ohne Entschädigung zurückgezogen werden, sobald:

1. die Unrichtigkeit der von dem Nachsuchenden gemachten Angaben, auf deren Grund hin die Concession ertheilt worden ist, dargethan wird, oder
2. der Inhaber den über die Art des Betriebes seines Gewerbes erlassenen Verordnungen oder den Concessionsbedingungen ganz oder theilweise nicht nachkommt und dieserhalb wiederholt amtlich verwarnt worden ist; sowie in Folge
3. eines richterlichen Erkenntnisses, wodurch der Gewerbebetrieb dem Concessionar untersagt worden ist.

§ 22. Die Erlaubniß zum Betriebe der in § 11 bezeichneten Gewerbe kann jeder Zeit ohne Entschädigung zurückgenommen werden, sobald:

1. die Unrichtigkeit der von dem Nachsuchenden über die Art des beabsichtigten Gewerbebetriebes sowie über die Beseitigung drohender Gefahren und Belästigungen gemachten Vorlagen und gegebenen Nachweise, auf deren Grund hin die Erlaubniß ertheilt worden ist, dargethan wird, oder
2. die im § 14 erforderte Gewähr für zuverlässigen Betrieb des Gewerbes aufhört und nicht binnen einer anzuberaumenden Frist hergestellt wird, oder
3. die gewerblichen Anlagen und Einrichtungen, wozu nach § 12, 1. besondere Genehmigung erforderlich ist, nicht nach Vorschrift ausgeführt oder solche ohne Einholung der erforderlichen Genehmigung errichtet oder erweitert werden, oder
4. der Inhaber bei Betreibung seines Gewerbes die über die Art des Betriebes erlassenen Verordnungen und ihm gemachten besonderen Auflagen nicht erfüllt und dieserhalb wiederholt amtlich verwarnt worden ist.

§ 23. Ergibt sich bei dem Betriebe der in § 11 bezeichneten Gewerbe oder bei dem Betriebe eines erst nachträglich für gemeingefährlich erkannten Gewerbes, daß der Fortbetrieb desselben mit entschiedenen Gefahren und Nachtheilen für die Umgebung oder das Gemeinwohl verknüpft ist, so können jeder Zeit die zur Beseitigung dieser Gefahren und Nachtheile dienlichen Anordnungen und Beschränkungen des Gewerbes getroffen werden.

Leistet der Gewerbinhaber diesen Anordnungen binnen einer anzuberaumenden Frist keine Folge, so kann der Senat die Einstellung des Gewerbebetriebes bis zu geschehener Folgeleistung verfügen.

Sofern jedoch die vorhandenen Gefahren und Nachtheile entweder gar nicht oder nur mit unverhältnißmäßigem Nachtheil für den Gewerbinhaber beseitigt werden können, — worüber die Entscheidung dem Senate zusteht, — so kann von dem Senate die sofortige Einstellung des Gewerbebetriebes, jedoch nur vorbehältlich einer entsprechenden Entschädigung, ausgesprochen werden.

Uebergangsbestimmungen.

§ 24. Wer nach § 2 dieses Gesetzes zum selbständigem Gewerbebetriebe nicht berechtigt ist, dagegen mit Erlaubniß des Senats ein bestimmtes Gewerbe betreibt, bedarf der hierzu nach § 3 dieses Gesetzes erforderlichen Verleihung des Rechts zum selbständigen Betreiben dieses Gewerbes nicht.

§ 25. Privatverträge, worin vor Publikation dieses Gesetzes auf die Berechtigung zum selbständigen Gewerbebetriebe im Allgemeinen oder rücksichtlich einzelner Gewerbe auf längere Zeit, als der § 6 dieses Gesetzes gestattet, verzichtet worden ist, bleiben in Kraft.

§ 26. Die dermaligen Inhaber von Personalconcessionen und Berechtigungen zum Betriebe eines der im § 10 benannten Gewerbe, welche solches wirklich ausüben, werden als mit der erforderlichen Concession bereits versehen betrachtet.

§ 27. Die dermaligen Inhaber der mit besonderer obrigkeitlicher Erlaubniß bereits im Betriebe befindlichen, im § 11 benannten Gewerbe, sowie der mit besonderer obrigkeitlicher Genehmigung bereits bestehenden, im § 12 aufgeführten Gewerbanlagen werden als mit der nach den §§ 11 und 12 erforderlichen Erlaubniß und Genehmigung versehen betrachtet.

Die Bestimmung des § 14 Abs. 3 findet auf diese Gewerbe und Gewerbanlagen nur dann Anwendung, wenn die Erlaubniß oder Genehmigung auf Widerruf ertheilt war.

§ 28. Die Bestimmungen der §§ 21 und 22 finden auf die bereits mit obrigkeitlicher Concession im Betriebe befindlichen Gewerbe nur in so weit Anwendung, als solche mit den Bedingungen der ertheilten Concession vereinbar sind.

§ 29. Ueber den Fortbestand und die Ablösung der gewerblichen Realgerechtigkeit wird ein besonderes Gesetz erlassen.

§ 30. Gegenwärtiges Gesetz tritt am...... in Kraft.

Die Entwickelung

der

Wirthschafts-Verhältnisse

bei den Griechen.

Von

J. C. Glaser.

Johann Carl Glaser

Separat-Abdruck aus den Glaser'schen Jahrbüchern für Gesellschafts- und Staatswissenschaften.

Berlin.
Druck und Verlag von F. Heinicke, Hirschelstraße 4.
1865.

I.

Die Entwickelung der praktischen Wirthschaftsverhältnisse.

Die Griechen nahmen in Bezug auf ihre Weltanschauung zwischen den Orientalen und den christlichen Völkern des Abendlandes eine mittlere Stellung ein. Sie betrachteten das menschliche Leben nicht, wie jene, als in feste und unwandelbare Schranken eingeschlossen, sondern als entwickelungsfähig, aber doch nicht, wie diese, als entwickelungsfähig zu einer unendlichen Vollkommenheit, sondern als entwickelungsfähig zu einem bestimmten Ziele. Dieses Ziel war die in sich vollendete Ausbildung der menschlichen Anlagen und Fähigkeiten. Der Mensch als ein physisch-geistiger Organismus sollte zu dem Vollgenuß seines Daseins gelangen (εὐδαιμονία) und zu diesem Ende eine körperlich wie geistig mangellose Ausbildung erfahren, „schön und gut" (καλὸς καὶ ἀγαθός) werden.

Zur Erreichung dieses Zieles hat die Wirthschaft die äußeren Hülfsmittel zu beschaffen; „denn ohne das zum Dasein Nothwendige ist es unmöglich, zu leben, geschweige denn ein vollkommenes und glückseliges Leben zu führen."[1] „Vermögen ist daher ein Inbegriff von Werkzeugen zur Erreichung der Zwecke des Lebens."[2] Indem der Mensch sich diese Werkzeuge verschafft, darf er seinem Hauptlebenszwecke nicht entgegentreten. Er würde dies thun, wenn er den Reichthum zu erstreben sich zur Lebensaufgabe machte oder Beschäftigungen unternähme, welche die Schönheit des Körpers verunstalteten oder dem Geiste eine die Vollendung seiner Anlagen hindernde Richtung gäben. Es lassen sich deswegen in der Wirthschaft der Griechen zwei Grundzüge überall wieder erkennen, nämlich einestheils die Einschränkung der Bedürfnisse, in deren freier Entwickelung der Antrieb zum Streben nach Reichthum liegt[3], und anderntheils die Geringschätzung aller körperlichen Arbeit. Alle schmutzige und gemeine Arbeit, besonders wenn sie um des Gewinnes willen unternommen wird, ist banausisch[4].

---

[1]) Arist. Pol. I. 2. 4. ἄνευ γὰρ τῶν ἀναγκαίων ἀδύνατον καὶ ζῆν καὶ εὖ ζῆν.

[2]) Ebend.: τὸ κτῆμα ὄργανον πρὸς ζωήν ἐστι, καὶ ἡ κτῆσις πλῆθος ὀργάνων ἐστί. —

[3]) Arist. Pol. II. 4. 5. μᾶλλον γὰρ δεῖ τὰς ἐπιθυμίας ὁμαλίζειν ἢ τὰς οὐσίας.

[4]) Der Ausdruck ist hergenommen von dem Schmutze der Feuerarbeit. Suidas I. p. 414. βάναυσος πᾶς τεχνίτης διὰ πυρὸς ἐργαζόμενος· βαῦνος γὰρ ἡ κάμινος. Hesych. I. p. 688. βαναυσία πᾶσα τέχνη δια πυρός· κυρίως δὲ ἡ περὶ τὰς καμίνους· καὶ πᾶς τεχνίτης χαλκεὺς ἢ χρυσόχοος βάναυσος. — Er ist dann übertragen auf jede körperliche und besonders Lohnarbeit: Arist. Pol. I. 4. 3: εἰσὶ δὲ τεχνικώταται μὲν τῶν ἐργασιῶν, ὅπου ἐλάχιστον τῆς τύχης, βαναυσόταται δ' ἐν αἷς τὰ σώματα λωβῶνται μάλιστα, δουλικώταται δὲ, ὅπου τοῦ σώματος πλεῖσται χρήσεις, ἀγεννέσταται δὲ, ὅπου ἐλάχιστον προσδεῖ ἀρετῆς. Stob. Serm. XLIII. 93: τοῦ δὲ βαναύσου καὶ βιοπονητικοῦ τὸ μὲν ἐστι γεωπόνον καὶ περὶ τὴν ἐργασίαν τῆς χώρας κατασχολούμενον, τὸ δὲ τεχνητικὸν . . τὸ δὲ μεταβλητικὸν καὶ ἐμπορικόν. — Die Anwendung auf die schmutzige und gewinnsüchtige Gesinnung blieb dann natürlich nicht aus.

In dem Bedürfnisse, sich von der körperlichen Arbeit, besonders der körperlichen Arbeit um des Lohnes willen, frei zu machen, liegt der Grund zur Sclaverei, die nothwendig in dem Maße sich ausdehnen mußte, als die Entwickelung fortschritt und die Bedürfnisse wuchsen. In dem Maße, als sich dieselbe ausdehnte, hat sich auch das Schicksal der Sclaven verschlimmert. Anfänglich Glieder der Familie und mit den übrigen Gliedern der Familie ziemlich auf gleicher Bildungsstufe stehend, wurden sie allmählich zu bloßen Arbeitswerkzeugen. Die freien Hausgenossen, wie sie an Bildung zunahmen und ihre Lebensgenüsse sich vermehrten, schienen eine andere Bestimmung und Lebensaufgabe und selbst eine höhere natürliche Begabung zu haben, als die Unglücklichen, welche zu der Verrichtung körperlicher Arbeit und der Vermehrung des Vermögens ihrer Herren bestimmt waren.

Ueberall wo Leben und Entwickelung ist, da finden sich Gegensätze und der Gegensatz von Freien und Sclaven ist nicht der einzige, welcher das wirthschaftliche Leben der Griechen beherrscht. Nächst demselben war es besonders der zwischen Gesammtwirthschaft und Individualwirthschaft, an welchen sich dann der zwischen Grundbesitz und Gewerbebetrieb anschloß.

Handel und technische Gewerbe fördern die subjective Freiheit in der Wirthschaft, sie führen aber eines Theils zu einem maßlosen Streben nach Reichthum, und nähren dadurch den niedrigen banausischen Sinn, während sie andern Theils die persönliche Thätigkeit in Anspruch nehmen und oft eine mit dem Streben nach körperlicher Schönheit unverträgliche, also banausische Arbeit nöthig machen. Der Grundbesitz giebt wirthschaftliche Selbstständigkeit und objective Freiheit. Der Grund und Boden eines Staates ist aber beschränkt und es findet weder die fortschreitend sich vermehrende Bevölkerung Gelegenheit zu einer wirthschaftlich selbstständigen Stellung, noch können die gesteigerten wirthschaftlichen Bedürfnisse einem beschränkten Besitze abgewonnen werden. Dazu kommt dann noch, daß mit der zunehmenden Cultur auch die Bedürfnisse des Gemeinwesens wachsen und ein beschränkter Domanialbesitz zur Bestreitung der Staatsbedürfnisse nicht mehr ausreicht und folglich auch die Rücksicht auf die Vermehrung des Staatseinkommens die Erweiterung des Kreises wirthschaftlicher Thätigkeit nöthig macht.

Im heroischen Zeitalter hatten die Wirthschaftsverhältnisse der Griechen noch einen einfachen gegensatzlosen Charakter.

Ackerbau und Viehzucht waren die Haupterwerbsquellen des Volkes. Neben denselben waren die nothwendigsten Handwerke vorhanden. Der Handel dagegen war in den Händen von Ausländern, namentlich der Phönizier. Seeraub war noch mit dem Handel verbunden oder ging neben demselben her.

Die reichen Besitzer hielten zur Bestellung ihrer Felder und zur Bewachung ihrer Heerden theils Sclaven, theils benutzten sie auch Tagelöhner. Doch nahmen sie auch selbstthätig daran Antheil, nicht nur indem sie die Aufsicht führten, sondern auch mit Hand anlegten.

Der geringere Mann mußte sein Feld mit eigener Hand bestellen.

Von Gewerbtreibenden werden bei Homer erwähnt: Lederarbeiter (σκυτότομοι), der Stellmacher (ἁρματοπηγός), der Zimmermann (τέκτων), der Goldarbeiter (χρυσόχοος), der Schmied (χαλκεύς), der Töpfer (κεραμεύς). Sie

werden als Demiurgen (δημιουργοί), d. h. die für die Gesammtheit arbeiten, bezeichnet. Außer ihnen sind Demiurgen der Herold (κήρυξ), der Sänger (ἀοιδός), der Seher (μάντις) und der Arzt (ἰητήρ).

Das Einkommen der Könige bestand außer dem Ertrage ihrer eigenen Güter in freiwilligen, durch das Herkommen geregelten Geschenken.

Der Cultus wurde theils durch Geschenke, theils aus dem Ertrage der mit den Tempeln verbundenen Grundstücke bestritten.

Durch die Wanderungen, welche auf den Zug nach Troja folgten, erhielten die Verhältnisse eine völlige Umgestaltung. Colonieen wurden nach allen Seiten hin ausgeführt: nach den Inseln, den Küsten von Kleinasien, nach Sicilien und Unteritalien, Afrika, Thracien und den Ländern am schwarzen Meere. Ein im Leben der Griechen noch fehlendes Element, der Handel und die Schifffahrt, erhielt dadurch seine Begründung und der technische Gewerbebetrieb mußte sich nothwendig damit zugleich entwickeln. Die bis dahin über das Land zerstreute Bevölkerung trat nun in Städte zusammen. Eine neue Culturentwickelung begann, aber es erwachten nun auch die zerstörenden Kräfte, an welchen das griechische Leben zu Grunde gehen sollte. Weise Gesetzgeber traten auf, welche sie in Schranken zu halten suchten. Sie konnten aber das Leben von seinen Einseitigkeiten nicht befreien, sondern waren genöthigt, sie noch mehr hervorzukehren. Um so gewisser wurden ihre Einrichtungen durchbrochen.

In Kreta war der Besitz gemeinsam; die Periöken, welche das Land bebauten und überhaupt alle wirthschaftlichen Geschäfte verrichteten, mußten einen Theil des Ertrags von ihrem Erwerbe an die regierende Körperschaft abliefern, welche denselben theils für die Opfer und die öffentlichen Bedürfnisse, theils für die gemeinsamen Mahlzeiten verwendete, an welchen Männer, Frauen und Kinder der Mitglieder der herrschenden Klasse theilnahmen. Damit aber die gemeinsamen Einkünfte zu diesem Zwecke ausreichen möchten, hatte der Gesetzgeber sowohl in Bezug auf die Mäßigkeit der Mahlzeiten als der Kindererzeugung Vorkehrungen getroffen — also auch selbst die Gesetze der Natur außer Wirksamkeit setzen wollen. [1]

Im spartanischen Staate war Grund und Boden theils im Gesammteigenthum der regierenden Klasse und gegen Zins an die Periöken ausgethan, theils den einzelnen Spartiaten zur Benutzung überwiesen. Diese durften ihre Grundstücke nicht selbst bebauen, sondern sie waren den Heloten zur Bewirthschaftung überlassen, welche ihnen dafür einen fest bestimmten Theil der Früchte abführen mußten, den zu erhöhen durch Fluch verpönt war. [2] Aus dem Ertrage des Familiengutes hatte das Familienhaupt sowohl die Bedürfnisse seines Haushalts, wie die Beiträge zu den gemeinsamen Mahlzeiten zu bestreiten. Die Heloten auf den Gütern, so wie auch Pferde und Hunde konnten bei Geschäften auf dem Lande von allen benutzt werden. Auch konnte sich jeder Spartiate von jedem Gute Reisezehrung (ἐφόδια) mitnehmen.

Handel und Gewerbe zu treiben war den Spartiaten untersagt, den Periöken und Heloten gestattet.

[1]) Arist. Pol. II, 7, 3.
[2]) Plut Lyc. 24 Corn Nep. Paus. 3.

Um die Spartiaten im Besitze ihrer Loose zu erhalten, hatte der Gesetzgeber mehrfache Vorkehrungen getroffen. Das Loos einer Familie konnte nicht veräußert oder getheilt werden.[1]) Die Söhne blieben im gemeinsamen Besitze; der älteste wurde Haupt der Familie und hatte für sich und seine mit ihm im Hause lebenden Brüder zu den öffentlichen Mahlzeiten beizutragen. Da nun aber durch die eigene Thätigkeit der Spartiaten ihr wirthschaftliches Einkommen nicht vermehrt werden konnte, sondern die Heloten nur einen bestimmten Antheil des Ertrages der Güter abzuliefern hatten, so konnten die jüngeren Brüder nicht heirathen. Daher die Sitte, daß, wie Polybius berichtet, die Brüder zusammen nur eine Frau hatten.[2]) Man darf sich daher nicht wundern, daß viele spartanische Familien an den gemeinsamen Mahlzeiten nicht Theil nehmen konnten, weil sie nicht im Stande waren, ihren Beitrag zu denselben zu liefern.[3])

Auch in den übrigen Staaten Griechenlands waren die Gesetzgeber bemüht, die Bürger in dem Besitze von Grund und Boden und die Familien im Besitze ihrer Erbloose zu erhalten.[4])

Wie man auch immer die Seisachtheia des Solon erklären mag, so kann doch darüber kein Zweifel sein, daß sie den Zweck hatte, den geringern Bürger in seinem Besitzthum zu erhalten. Zwar waren die Güter veräußerlich und theilbar, doch konnte Niemand von Todes wegen zum Nachtheile seiner Söhne über sein Vermögen verfügen.[5]) Auch hatte Solon gesetzlich angeordnet, daß Niemand seinen Grundbesitz über ein gewisses Maß ausdehnen dürfe.[6]) Dasselbe Ziel verfolgte er auch wohl mit der Bestimmung, daß diejenigen, welche keine Söhne hatten, durch Testament über ihr Eigenthum verfügen konnten, namentlich zu Gunsten ihrer Töchter. Vorher mußte Haus und Gut bei dem Geschlechte verbleiben.[7])

In Korinth wollte Pheidon die Zahl der Bürger fest und mit den Ackerloosen in Uebereinstimmung erhalten.[8])

In Theben hatte Philolaus Vorkehrung getroffen, daß die Zahl der alten Ackerloose erhalten würde.[9])

In Lokris war es verboten, seinen Erbbesitz zu veräußern, wenn nicht Jemand von einem offenbaren Unglück heimgesucht wurde.[10])

In einigen Staaten war es nicht erlaubt, auf die Erbloose Darlehen zu geben.[11]) Am wenigsten war dies Fremden gestattet, welchen das Grundeigenthum keine Sicherheit bot, weil sie es nicht erwerben konnten. In Byzanz

---

[1]) Arist. Pol. II, 6. 10. Plut. Inst. Laced., p. 238. E. Heracl. Pol. 2.
[2]) Polyb. XII, 6.
[3]) Arist. Pol. II, 6. 21.
[4]) Arist. Pol. VII, 2, 5.
[5]) Plut. Solon. c. 21. Isaeus de Philoct. § 28.
[6]) Arist. Pol. II, 4, 4.
[7]) Plut., Sol. c. 21, Isaeus de Pyrrh. hered. § 68.
[8]) Arist. Pol. II, 3, 7.
[9]) Arist. Pol. II, 9, 7.
[10]) Arist. Pol. II, 4, 4.
[11]) Arist. Pol. VI, 2, 25.

wollte man in einer Geldverlegenheit des Staates den Metöken, welche auf die Grundstücke Darlehen gegeben hatten, die Erwerbung derselben gegen Erlegung des dritten Theiles vom Werthe der Grundstücke an den Staat gestatten.[1])

Der Betrieb von Handel und Gewerben war vielfach durch Gesetzgebung untersagt. In Sparta durften die Spartiaten weder Ackerbau noch Gewerbe betreiben. Auch in Thespiä wurde es für schimpflich gehalten, ein Handwerk (τέχνην) zu betreiben, oder sich mit dem Ackerbau persönlich abzugeben. In Theben wurde Niemand zu einem öffentlichen Amte zugelassen, der nicht schon seit zehn Jahren sich nicht mehr mit dem Betriebe eines Gewerbes auf dem Markte befaßt hatte.

Alle diese Einrichtungen und Vorkehrungen erfüllten ihre Zwecke nicht. Die wachsenden Bedürfnisse warfen die ihnen gestellten Hindernisse nieder. Die zunehmende Bevölkerung machte es allein schon nothwendig, den Kreis der Erwerbsquellen zu erweitern.

Am frühesten scheint Korinth, durch seine Lage begünstigt, sich dem Handel zugewendet zu haben. Homer[2]) und Pindar[3]) preisen den Reichthum der Stadt. Hier war der Gewerbebetrieb am wenigsten verachtet.[4]) Hier wurden zuerst Trieren gebaut.[5]) Die Stadt war von einer zahlreichen gewerbtreibenden Bevölkerung erfüllt.[6]) Aber auch an dem auf die Unzucht speculirenden Theile der Bevölkerung fehlte es nicht. Zum Tempel der Aphrodite gehörten mehr als tausend Hierodulen, und man sagte sprüchwörtlich, eine Fahrt nach Korinth sei nicht Jedermanns Sache.[7])

Später erblühte der Handel und die Seemacht der Jonier in Kleinasien.[8]) Unter den Städten derselben zeichnete sich Milet aus, welches sich rühmte, Mutter von achtzig Tochterstädten geworden zu sein.[9])

Unter dem Tyrannen Polykrates hatte Samos zur Zeit des Kambyses seine Seeherrschaft über mehrere Nachbarinseln ausgedehnt und Handelsverbindungen mit Aegypten angeknüpft.[10]) Hier hatte 300 Jahre vor dem Ende des peloponnesischen Krieges der Korinther Ameinokles die Kunst, dreiruderige Schiffe zu bauen, eingeführt.[11])

Von den Phokäern, welche später Massilien (Marseille) gründeten, sagt Herodot, daß sie zuerst große Seefahrten unternommen, sich den Zugang zum Adriatischen, Tyrrhenischen und Iberischen Meere eröffnet und bis Tartessus gekommen.[12]) Sie hatten die Karthager in der Seeschlacht überwunden.[13])

---

[1]) Pseudo Arist. Oecon. II.
[2]) Hom. Il. II., 570.
[3]) Pind. Olymp. XIII., 4.
[4]) Herodot II. 167: ἥκιστα ὄνονται τοὺς χειροτέχνας.
[5]) Thucyd. I., 13.
[6]) Strab. Geogr. VIII., 382.
[7]) Ibid. 378.
[8]) Thuc. I., 13.
[9]) Plin. hist. nat. Seneca, (Consol. ad Helv.) giebt 75 an.
[10]) Thucyd. I., 13.
[11]) Ibid.
[12]) Herod. I., 163.
[13]) Thucyd. I., 13.

Im Westen erhob sich die Seemacht der Korkyräer, eine korinthische Colonie, welche bereits 260 Jahre vor dem Ende des peloponnesischen Krieges ihrer Mutterstadt eine Seeschlacht lieferte. [1])

Der Handel und die Seemacht von Aegina und Athen erblühten erst in Folge der Bedrängniß und Unterjochung der asiatischen Griechen durch die Perser.

In Aegina wurde zuerst Silbergeld geschlagen von dem Könige Pheidon [2]), wahrscheinlich derselbe, der auch über Argos herrschte und das Königthum zu einer absoluten Herrschaft (Tyrannis) umgestaltete.

In Athen hatte schon Solon den Zutritt zu den Gewerben dadurch möglich zu machen gesucht, daß er eine Klage gegen diejenigen gestattete, welche einen Bürger wegen seines Gewerbebetriebes schmähten. Auch suchte er dieselben in Betreff des Verkaufs zu bevorrechten. [3])

Seit man durch die Perserkriege erkannt hatte, daß Handel und Gewerbe nicht nur die Mittel des Erwerbs gewähren, sondern die Grundlage der Macht werden können, fing man an, sie auf alle mögliche Weise zu begünstigen.

In dem Hafen des Piräus eröffneten die Athener einen Stapelplatz für die Waaren aller Länder. Hier fand man beisammen, was man in andern Häfen nur einzeln haben konnte. [4]) Er wurde nicht nur von den Griechen, sondern auch von Kaufleuten anderer Völker besucht. [5]) Besondere Beamte waren bestellt, um die Ordnung und Sicherheit aufrecht zu erhalten [6]), und die kriegstüchtigen Jünglinge Athens schützten ihn gegen die Angriffe der Seeräuber. [7])

Um den Handelsverkehr zu fördern, war es den Athenern bei Todesstrafe untersagt, Getreide zur Versorgung anderer Städte als Athens oder für einen anderen Markt als den ihrer Heimath zu kaufen. [8]) Kein Bürger durfte über ein gewisses Maß Getreide als Vorrath ankaufen. [9]) Niemand durfte Geld ausleihen auf ein Schiff, das nicht nach einem athenischen Hafen bestimmt war. [10]) Die fremden Kaufleute waren gegen falsche Anklagen sichergestellt. [11])

Um dem Handel das Capital zuzuführen, wurde der Zinsfuß freigegeben. [12]) Ein Bürger, der als Kaufmann dem Gläubiger das Pfand entzog, konnte am Leben gestraft werden. [13])

Um ein allgemein anerkanntes Tauschmittel zu haben, wurde das Silbergeld ohne Beimischung geprägt. [14])

---

[1]) Thucyd. I., 13, 14.
[2]) Strab. VIII., 376.
[3]) Plut. Sol. c. 22, Demost. adv. Eubul. p. 1308, 1319.
[4]) Isocrat. Panegr. § 42, Xen. Red. Ath. 3, Thuc. III., 38.
[5]) Xen. Red. Athen. 1., 3.
[6]) Lysias Accus. Dardan. T. V., p. 723.
[7]) Xenoph. Red. Ath. 3.
[8]) Demost. in Phorm. II., 918, in Lacrit. II., 941, in Dionysiod. II., 1295, in Leocr. IV., 157.
[9]) Lysias Accus. Dard. V., 716.
[10]) Demost. in Lacrit. II., 941.
[11]) Demost. in Apatur. II., 982, 983.
[12]) Lys. in Theomest. V., 360.
[13]) Demost. in Phorm. II., 922.
[14]) Xenoph. Red. Ath. c. 3.

Die athenischen Bürger selbst betheiligten sich zunächst nur bei dem Bau und der Ausrüstung der Schiffe. [1]) Später wurden von ihnen Fabriken errichtet, welche sie mit Sclaven betrieben.

Die Handwerke wurden vorzüglich von Fremden und Hintersassen betrieben. Ebenso der Handel. Auch hatten sie den Geldwechsel in ihren Händen.

Um ihnen die Niederlassung zu erleichtern und den Aufenthalt zu Athen angenehm zu machen, hatte Themistokles die Aufhebung der Abgaben eingeführt, denen sie bis dahin unterworfen waren. [2])

Mit dem Aufblühen des Handels und der Gewerbe trat naturgemäß auch eine Veränderung in der Staatswirthschaft ein. Außer den erhöhten Beiträgen der Bürger eröffneten sich dem Staate auch neue Einnahmequellen.

Die Besteuerung der Ein- und Ausfuhr, obgleich nach sehr unvollkommenen Grundsätzen gehandhabt, wurde zu einer ergiebigen Quelle des regelmäßigen Einkommens.

In außerordentlichen Fällen griff der Staat zur Monopolisirung einzelner Waaren. [3])

Auch von dem Staatscredit wurde, aber allerdings in rohen Formen, Gebrauch gemacht. [4])

Es läßt sich nicht verkennen, daß Griechenland dem Aufkommen der neuen Erwerbselemente einen großen Theil seiner Blüthe und viele Staaten, insbesondere Athen, ihre Macht verdankten; daß Kunst und Wissenschaft die ihnen zu Theil gewordene Pflege nur mit den Mitteln erlangen konnten, welche der Betrieb von Gewerbe und Handel gewährten, und daß der Geist der Freiheit und Unabhängigkeit durch sie nicht nur genährt wurde, sondern auch die Hülfsmittel erhielt, um sich zu vertheidigen; denn nur durch ihre Seemacht waren die Griechen im Stande, das persische Joch von sich und Europa abzuhalten. Nichts desto weniger aber kam dadurch in die Wirthschaft der Griechen ein Element, welches mit dem Wesen derselben unverträglich war, das Streben nach Reichthum, von dem schon Solon sagte:

„Reichthum hat kein Ziel, das dem menschlichen Streben gesetzt sei."

Die Kreter suchten sich die Mittel ihres Erwerbes zu vermehren, indem sie als Söldner in die Heere fremder Staaten traten.

Bei den Spartanern wurde die alte Ordnung dadurch durchbrochen, daß nach dem Gesetze des Ephoren Epitadeus das Gut vom Besitzer verschenkt und namentlich auch an die Erbtochter überlassen werden konnte. [5]) Da nun aber der Vater seine Erbtochter geben konnte, wem er wollte, und wenn er es bei seinen Lebzeiten nicht that, dies Recht dem nächsten Verwandten zustand [6]), diese aber für ihre Töchter und Verwandte nicht die armen, sondern die reichen und wohl-

---

[1]) Xenoph. de rep. Ath. I., 12.
[2]) Diodor. XI., 43.
[3]) Arist. Politic. I., 4, 6. Pseud. Arist. Oec. II., 2.
[4]) Ps. Arist. Oec. II., 2.
[5]) Plut. Agis 5.
[6]) Arist. Polit. II., 6, 10. 11.

habenden Spartanersöhne auswählten: so konnte es nicht fehlen, daß die Ungleichheit des Vermögens immer größer wurde und mit ihr die Habsucht zunahm. Der Einfluß der Frauen mußte dadurch sehr bedeutend werden. Sie waren das Mittel, durch welches große Vermögen zusammengebracht wurden. Zwei Fünftel des Landes kamen allmählich in ihre Hände.[1]) Die Herrschaft des Staates selbst wurde von ihnen abhängig.[2]) Obgleich nun der Gesetzgeber direct auf die Vermehrung der Bürger hinwirkte — denn es bestand ein Gesetz, wonach, wer drei Söhne hatte, vom Kriegsdienste, und wer vier Söhne erzeugte, von allen Staatslasten befreit wurde[3]) — so verminderte sich doch die Bevölkerung. „Während das Land," sagt Aristoteles, „1500 Reiter und 30,000 schwer Bewaffnete ernähren konnte, beläuft sich die Zahl derselben nicht mehr auf 1000."[4]) Auch die Sorge für die Bedürfnisse des Staates wurde vernachlässigt. Es fehlte dem Staate an einem Schatze und die Beiträge der Einzelnen waren ungenügend, indem man bei der Entrichtung einander durch die Finger sah.[5]) Es stellte sich so durch die That heraus, daß die Einrichtungen schlecht waren. Nicht einen Schlag konnte der Staat aushalten, sondern ging zu Grunde durch Mangel an Menschen.[6])

Zur Zeit des Königs Agis war die Zahl der Bürger, welche ursprünglich 9000 betrug, auf 700 herabgesunken und von diesen waren nur noch 100 im Besitz von Grund und Boden.[7]) Der König bewirkte einen allgemeinen Schulderlaß, er wurde aber dafür von seinen Feinden im Kerker erdrosselt.

Kleomenes ließ die Ephoren morden, verkündigte Erlaß der Schulden, vertheilte von Neuem das Land, nahm Periöken unter die Bürger auf und stellte auch die gemeinsamen Mahlzeiten wieder her. Nachdem aber die Schlacht gegen Antigonus verloren worden war, mußte er nach Aegypten flüchten, und mit ihm fiel sein Werk.

---

1) Arist. Polit. II, 6, 11.
2) Arist. Polit. II, 6, 5. 7.
3) Arist. Polit. II, 6, 13.
4) Arist. Polit. II, 6, 11.
5) Arist. Polit. II, 6, 23.
6) Arist. Polit. II, 6, 12.
7) Plut. Agis 5.

II.

Die Entwickelung der Wirthschaftslehre.

Die Wirthschaftsverhältnisse werden von den griechischen Schriftstellern meist nur gelegentlich und besonders mit Bezug auf die staatlichen Verhältnisse, als Element der Politik, untersucht. Von der Wirthschaftslehre im Sinne der neueren Zeit finden wir nur die ersten Anfänge. Diejenige Wissenschaft, welche die Griechen Oekonomik (οἰκονομική) nennen, ist nämlich nicht, wie man vielleicht aus dem in der neueren Zeit umgedeuteten Namen — wozu allerdings die Griechen selbst schon den Anfang machten [1]) — urtheilen könnte, eine Wissenschaft von der Erwerbung und Verwendung des Vermögens, wie unsere Wirthschaftslehre, sondern eine der Staatslehre (πολιτική) analoge und ihr untergeordnete Wissenschaft von der Einrichtung und Leitung des Hauswesens. Die Wissenschaft, welche sich ausschließlich auf die Vermögensverhältnisse bezieht, wird von Aristoteles Chrematistik (χρηματιστική) genannt. Sie bildet eine der Haushaltungs- und Staatslehre untergeordnete Doctrin. [2]) Die Haushaltungslehre, von der uns Xenophon in seinem „Oekonomikus" eine Darstellung giebt und deren Regeln Aristoteles in dem ersten Buche der Politik entwickelt, beschäftigt sich, wie Aristoteles hervorhebt, mehr mit den Menschen, als mit dem todten Besitz und mehr mit den guten Eigenschaften dieser, als des Besitzes, welcher den Reichthum ausmacht, und viel mehr mit den Freien, als mit den Sclaven. [3])

Wenn aber, wie derselbe bemerkt, die Untersuchung über die wirthschaftlichen Güter (Chrematistik) kein eigentlicher Theil der Staats- und Haushaltungslehre ist, sondern nur eine Hilfswissenschaft für dieselben, so ist es auch unrichtig, wenn einige den Gedanken der Verbindung der menschlichen Kräfte zur Erstrebung der mannichfaltigen Güter des Menschen (die Lehre von der sogenannten Arbeitstheilung), welcher von Platon im zweiten Buche seiner Republik so schön entwickelt wurde, als einen Anfang der Nationalökonomie bei den Griechen aufgefaßt haben; denn eines Theils zieht Platon so wenig als die übrigen Schriftsteller, bei denen er sich findet — und er findet sich bei mehreren — daraus Folgen für die wirthschaftlichen Verhältnisse, anderntheils ist dieser Gedanke gar nicht ein eigenthümliches Princip der Wirthschaftslehre, sondern bezieht sich auf alle Verhältnisse des gesellschaftlichen Zusammenlebens. Man kann daher mit diesem Gedanken sehr wohl vertraut sein, ohne eine

---

[1]) Arist. Polit. I, 2, 2.
[2]) Arist. Polit. I, 3, 21.
[3]) Arist. Polit. I, 5, 3.

Ahnung von der Wirthschaftslehre zu haben. Dies war indeß bei den Griechen keineswegs der Fall, sondern sie haben, wenn auch für eine selbstständige Behandlung der Wirthschaftslehre nur der Anfang gemacht wurde, doch die dieser Wissenschaft angehörenden Probleme, so weit sie praktischer Natur sind, von ihrem Standpunkte aus mit großem Geschick zu behandeln gesucht.

Die ältern Philosophen, so weit wir Nachrichten über ihre Lehren haben, haben sich mit der Betrachtung der Wirthschaftsverhältnisse noch nicht beschäftigt.

Von den Pythagoreern wird berichtet, daß sie gelehrt, den Freunden sei Alles gemein; χοὶνα τὰ τῶν φιλων, woraus man später gefolgert, daß im pythagoreischen Bunde Gütergemeinschaft bestanden habe. Es läßt sich dies aber nicht nachweisen, sondern nur die Bereitwilligkeit derselben, den Freunden in der Noth auch mit ihrem Vermögen hülfreich beizustehen.

Aus der Schule des Pythagoras sind nicht nur viele praktische Staatsmänner und Gesetzgeber, wie Philolaus von Theben, sondern auch theoretische Politiker hervorgegangen.

Aus der jonischen Philosophie gingen die Sophisten hervor, welche den Unterricht in der Kunst, sowohl das eigene Hauswesen, als den Staat zu verwalten, als ihr Geschäft ausgaben. Ihre besondern Lehren über Erwerb und Verbrauch des Vermögens sind uns nicht bekannt. Ihr Beispiel aber, indem sie sich für ihren Unterricht bezahlen ließen und, wenn anders die uns überlieferten Nachrichten richtig sind, nicht geringe Einkünfte dadurch erlangten, und der Geist ihrer übrigen Lehren läßt vermuthen, daß sie auch dem Vermögenserwerb das Wort redeten und das Vermögen nicht sowohl nach der Art seiner Entstehung, als nach seiner Größe beurtheilten. Bei dem großen Zudrange zu ihren Lehren ist es nicht zu verwundern, daß sich sowohl in den Verhältnissen des Lebens, als auch in schriftstellerischen Werken ihre Ideen wiederfinden. In letzterer Beziehung ist der Historiker Thukydides bemerkenswerth, welcher in seiner Geschichte des peloponnesischen Krieges den Gedanken durchzuführen sucht, daß die Macht der Staaten auf ihrem Reichthum beruhe, der Reichthum aber, die Frucht der Arbeit, seine vorzügliche Quelle in der Schifffahrt und dem Handel habe.

Durch die allgemeine Bildung, welche durch die Schulen der Philosophen und Sophisten verbreitet wurde, wurden auch einzelne praktische Männer veranlaßt, ihre Ansichten über Staats- und Gesellschaftseinrichtungen niederzulegen.

Zu ihnen gehört Hippodamus, von Milet, welcher zuerst als Privatmann, nach dem Berichte des Aristoteles, sich mit Untersuchungen über die beste Staatseinrichtung beschäftigte. Er war ein auch in anderer Beziehung ausgezeichneter Mann. Er hat eine neue Art des Städtebaues erfunden und eine Vermessung des Piräus — des Hafens von Athen — ausgeführt. Aristoteles bemerkt, daß er auch im Aeußern durch Kleidung und Haarwuchs sich auszuzeichnen suchte und über die ganze Natur kundig habe sein wollen. Er wollte den Staat aus 10,000 Bürgern zusammensetzen, wovon der eine Theil aus Gewerbsleuten, der andere aus Ackerbauern, der dritte aus Kriegern und Waffenführenden bestehe. Das Land sollte in drei Theile getheilt und davon der eine Theil für den Gottesdienst benutzt werden, der andere sollte öffentliches

Eigenthum bleiben und daraus den Kriegern der Unterhalt gewährt werden, der dritte sollte in das Privateigenthum der Ackerbauer übergehen.[1])

Außer ihm verdient noch Phaleas, von Chalcedon, bemerkt zu werden. Dieser wollte eine vollkommene Gleichheit in den Vermögensverhältnissen der Bürger herbeiführen; denn Einigen scheint, sagt Aristoteles, indem er dies anführt, „die Anordnung der Vermögensverhältnisse das Wichtigste zu sein; denn um derentwillen, sagen sie, entständen fast alle Unruhen." Diese Einrichtung der Vermögensgleichheit, meinte nun Phaleas, lasse sich zwar in einem neu zu gründenden Staate am leichtesten einführen, doch könne sie auch in einem bereits bestehenden bewirkt werden, wenn die Reichen allein angehalten würden, ihren Töchtern eine Ausstattung zu geben, ihnen aber verboten würde, eine anzunehmen, die Armen dagegen eine solche nicht zu geben brauchten, aber annehmen dürften. Ueberdies wollte er die Handwerker als öffentliche Sclaven behandelt wissen, woraus Aristoteles schließt, daß er seine Vorschläge nur für kleine Staaten gemacht habe.[2])

Einen neuen Gesichtspunkt, wie für die Behandlung der ethischen Verhältnisse überhaupt so auch für die Wirthschaftsverhältnisse insbesondere, hat Sokrates durch seine philosophischen Betrachtungen eingeführt, indem er die praktische Bildung — das thätige Wissen — als Ziel seiner Bestrebungen hinstellte. Der Werth der wirthschaftlichen Güter mußte ihm dabei allerdings zurücktreten. Nicht in der Größe des Vermögens, wie die Sophisten, sondern in der Zulänglichkeit desselben suchte er den Maßstab für die Würdigung desselben und legte für sich selbst Gewicht darauf, so wenig als möglich zu bedürfen; denn dem Göttlichen nachzustreben ist für den Menschen die höchste Aufgabe. Ist es nun göttlich, nichts zu bedürfen, so kommt es dem Göttlichen am nächsten, so wenig wie möglich zu bedürfen.[3]) Er ließ sich deswegen auch nicht, wie die Sophisten, für seinen Unterricht bezahlen, sondern es genügte ihm, sich dadurch Freunde zu gewinnen. Die Sophisten verglich er, weil sie sich bezahlen ließen, mit öffentlichen Dirnen.[4])

Den Erwerb, um sich den Unterhalt zu verschaffen, erachtete er nicht für unanständig und bekämpfte das Vorurtheil, daß für Freie die Arbeit nicht gezieme, müßten sie auch dem Nothwendigen entsagen. Einem seiner Mitbürger, welchem durch den Krieg die Einkünfte entzogen wurden und in dessen Haus eine große Zahl von Schwestern, Nichten und Tanten Zuflucht suchten, während es ihm selbst an dem Nothwendigsten gebrach, ertheilte er den erfolgreichen Rath, sie mit Handarbeiten zum Verkaufe zu beschäftigen und dadurch ihnen und sich selbst aus der Noth zu helfen.[5])

* * *

Auf der von Sokrates geschaffenen Grundlage versuchten mehrere seiner Schüler, die Wirthschaftsverhältnisse einer Prüfung zu unterwerfen. Unter

[1]) Arist. Polit. II, 5.
[2]) Arist. Polit. II, 4.
[3]) Xenoph. Memor. I, 6, 10.
[4]) Xenoph. Memor. I, 6, 11.
[5]) Xenoph. Memor. I, 7.

ihnen verdient zunächst **Xenophon** genannt zu werden, welcher die Lehren des Meisters auf einen reichen Stoff von Erfahrungen des öffentlichen und Privatlebens anwendete.

In seiner Schrift „**von der Haushaltung**" (οἰκονομικός scil. λόγος) giebt er sowohl eine Würdigung des Vermögens überhaupt als die Regeln für eine zweckmäßige Einrichtung des Hauswesens.

Das Haus (οἶκος) ist ihm der Inbegriff des Vermögens, Hab und Gut (κτῆσις) [1], die Haushaltungskunst aber die Fähigkeit, das Vermögen (das eigene wie das fremde) gut zu verwalten. [2]) Der Reichthum aber besteht nicht in der Größe des Vermögens als solchen, sondern in der Zulänglichkeit desselben für die Bestreitung der Bedürfnisse. [3])

Das Hauswesen eines freien Mannes aber muß auf Grundbesitz beruhen, „denn die sogenannten banausischen Gewerbe sind verrufen und werden mit Recht von den Städten in Unehre gehalten; sie beschädigen den Körper derjenigen, welche darin arbeiten oder sich damit beschäftigen, indem sie dieselben nöthigen, ein seßhaftes und in die Gebäude eingeschlossenes Leben zu führen, einige sogar den ganzen Tag am Feuer zuzubringen. Wo aber der Körper verweiblicht ist, da ist auch die Seele nicht kräftig. Auch gewähren diese sog. banausischen Gewerbe nicht die nöthige freie Zeit, um sich mit seinen Freunden und den öffentlichen Angelegenheiten abgeben zu können, so daß diejenigen, welche damit zu thun haben, schlecht geeignet sind zum Umgang mit den Freunden und zur Vertheidigung des Vaterlandes. Auch ist in einigen Staaten, besonders in denjenigen, welche zur Kriegführung gut eingerichtet zu sein scheinen, den Bürgern nicht erlaubt, sich mit den banausischen Gewerben abzugeben. [4])

Ein freier Mann muß, dem König der Perser nachahmend, Ackerbau und Krieg zum Gegenstande seiner Beschäftigung machen; denn die Landwirthschaft gewährt diejenigen Eigenschaften und Fähigkeiten, welche zu einem in sich befriedigten Leben erforderlich sind. [5]) Die Beschäftigung mit ihr giebt Vergnügen, Mehrung des Hauses und Uebung des Körpers, um das auszuführen, was einem freien Manne ziemt. Sie gewährt nämlich zuerst Nahrungsmittel für die Menschen und dadurch Vergnügen; sodann was nöthig ist, um die Altäre und Götterbilder zu schmücken, zugleich mit Wohlgerüchen und Ergötzungen für das Auge; sodann erzeugt und ernährt sie viele Dinge zur Zukost (ὄψα πόλλα). Indem sie aber diese Güter gewährt, kann man sie nicht mühelos nehmen, sondern sie giebt Uebung, Kälte und Hitze zu ertragen, sie giebt dadurch denen, die die Arbeit des Ackerbaues verrichten, Kraft, und diejenigen, welche sie treiben, macht sie mannhaft, indem sie frühe aufstehen und große Wege zurücklegen müssen. Sie liefert Pferde und giebt Körperkraft, um

---

[1]) Xenoph. Oecon. c. I, 5: πάντα τοῦ οἴκου εἶναι ὅσα τις κέκτηται. — Ibid. 7: οἶκος-ὅπερ κτῆσις.

[2]) Ibid. 1, 1—4.

[3]) Ibid. c. 2.

[4]) Xenoph. Oec. c. 4, 2. 3.

[5]) Ibid. c. 5, 1: ὅτι τῆς γεωργίας οὐδ' οἱ πάνυ μακάριοι δύνανται ἀπέχεσθαι.

das Vaterland zu Pferd und zu Fuß zu vertheidigen. Auch zur Jagd giebt sie Gelegenheit, indem sie dem Wild und den Hunden Nahrung gewährt. Ueberdies leitet sie zur Vertheidigung des Landes an, indem sie die Früchte auf freiem Felde hervorbringt, wo sie nehmen kann, wer die Macht dazu hat. Sie übt im Laufen, Werfen, Springen, sie gewährt zum Winter Feuer und warme Bäder, im Sommer Wasser, Luft und Schatten; sie gewährt für die Götter passende Erstlingsopfer und reiche Feste; sie erweist sich freundlich für die Sclaven, angenehm für die Frau, erwünscht für die Kinder und wohlthätig gegen die Freunde. Kein Besitz ist für den freien Mann erfreulicher, keine Beschäftigung angenehmer und nützlicher. Auch lehrt der Ackerbau Gerechtigkeit, indem er dem Fleißigsten am meisten gewährt. Nicht minder macht er Körper und Geist geschickt in Kriegszeiten, in das feindliche Gebiet einzufallen. Auch lehrt er, wie man einander beistehen muß. Ueberdies ist der Landwirth wie der Feldherr genöthigt, seine Untergebenen durch Ermunterung und Ermahnung in Eifer und Thätigkeit zu erhalten.

Schön ist auch die Bemerkung desjenigen, der gesagt hat, daß die Landwirthschaft die Mutter und Ernährerin aller andern Künste sei; denn wenn die Landwirthschaft blüht, gedeihen auch alle anderen Künste, wenn aber das Land verwaist ist, verfallen auch die andern Künste zu Land und zur See." [1])

Was nun die Einrichtung des Hauswesens selbst betrifft, so ist die Verwaltung der inneren Angelegenheiten Sache der Frau, die Leitung der Bewirthschaftung des Gutes aber Sache des Mannes. Sowohl für das eine, wie für das andere dieser Verhältnisse werden ausführliche und beherzigenswerthe Regeln aufgestellt.

Wie aber aus dem Ertrage des Gutes für die verschiedenen Bedürfnisse gesorgt, wie die Erzeugnisse verwendet und verwerthet werden müssen, um sowohl für die mancherlei Bedürfnisse des Haushalts zu genügen, die Beiträge zu den Staatslasten zu leisten und doch noch einen Ueberschuß zur Vermehrung des Vermögens zu gewähren, darüber erhalten wir keine Auskunft.

Außer dieser, ins Gebiet der theoretischen Wirthschaftslehre fallenden, besitzen wir von Xenophon auch eine Schrift, welche sich mit Fragen der praktischen Staatswirthschaft beschäftigt: die Schrift nämlich über die Vermehrung der Einkünfte der Athener. [2]) Xenophon beschäftigt sich darin mit der Frage, wie es möglich sei, die durch den Wegfall der Beiträge der Bundesgenossen verminderten Einkommensquellen wieder zu erhöhen und den Athenern ein ihren Bedürfnissen entsprechendes eigenes Einkommen zu verschaffen. [3]) Die Mittel, die er dazu in Vorschlag bringt, sind: 1) die Vermehrung der Hintersassen (μέτοικοι); 2) die Steigerung der Einkünfte aus dem Handelsverkehr; 3) die Vermehrung des Einkommens aus den Silberbergwerken am Vorgebirge Sunium.

Um zuerst die Zahl der Hintersassen zu vermehren, welche, „indem sie den Städten Nutzen bringen, doch keinen Lohn verlangen, sondern noch obendrein

[1]) Xenoph. Oecon. c. 5, 1—17.

[2]) πόροι ἢ περὶ προσόδων.

[3]) De red. Athen. I, 1: εἴ πῃ δυναντ᾽ ἂν οἱ πολῖται διατρέφεσθαι ἐκ τῆς ἑαυτῶν, ὅθεν περ καὶ δικαιότατον.

ein Schutzgeld entrichten", schlägt er vor, sie von solchen Lasten zu befreien, welche, ohne der Stadt Nutzen zu bringen, für sie unehrenhaft seien; sodann ihnen Freiheit vom Hoplitendienst zu gewähren, welcher neben der Gefahr für sie die Unannehmlichkeit mit sich bringe, sich von Haus und Gewerbe zu entfernen, ferner, um sie wohlgesinnter und die Stadt mächtiger zu machen, sie an der Reiterei Theil nehmen zu lassen, überdies den dazu Würdigen auf ihr Ansuchen die Erlaubniß zu gewähren, sich anzukaufen und anzubauen, und endlich eine besondere Behörde zur Wahrung ihrer Interessen einzusetzen.

Um den Handelsverkehr zu heben, schlägt Xenophon vor, für die Vorsteher des Handelsverkehrs (τῇ τοῦ ἐμπορίου ἀρχῇ) einen Preis auszusetzen, für die schnellste Schlichtung der Streitigkeiten, damit den Schiffern kein Hinderniß wegen ihrer Abfahrt im Wege stehe. Man solle ferner die Importatoren und Schiffsherren durch Sitze im Theater ehren und sie durch die Gastfreundschaft der Stadt auszeichnen, wenn sie sich durch Handel und Zufuhren um dieselbe verdient machten. Außerdem solle man einen Fonds bilden, um theils Aufnahmehäuser für die Schiffer im Hafen, neben den bereits vorhandenen, theils Verkaufshallen im Hafen und in der Stadt, so wie öffentliche Herbergen zu errichten, theils endlich Lastschiffe zum Vermiethen für Frachtfuhren bauen zu lassen.

Was endlich die Vermehrung der Einkünfte aus den Bergwerken betrifft, so glaubt er, daß dieselbe dadurch herbeizuführen sei, daß man auf Staatskosten Sclaven ankaufe und dieselben an die Bergwerksunternehmer vermiethe, woraus für jeden Sclaven ein Obolus reiner Gewinn täglich erwachse. Man könne mit einer Zahl von zwölfhundert anfangen und dieselben nach und nach so vermehren, bis für jeden Athener drei Sclaven in den Bergwerken beschäftigt seien.

Eine solche Vermehrung der Zahl der Arbeiter in den Bergwerken betrachtet Xenophon als ungefährlich. Er hält den Reichthum der Bergwerke für unerschöpflich. Die silberhaltigen Lager hätten sich nie vermindert, sondern immer erweitert. Selbst zur Zeit, als die meisten Menschen darin beschäftigt gewesen wären, habe es nie an Arbeit gefehlt, sondern es sei stets mehr Arbeit vorhanden gewesen als Arbeiter, um sie zu verrichten; und auch jetzt vermindere Niemand die Zahl seiner Arbeiter, sondern suche immer neue dazu zu erwerben. Die Größe der Ausbeute stehe stets mit der Zahl der Arbeiter im Verhältniß. [1])

Eben so wenig befürchtet er, daß eine zu große Masse Silber auf den Markt gebracht werde. Wenn zu viel Erzerzeugnisse angefertigt und dieselben dadurch wohlfeil würden, so müßten die Erzarbeiter ihre Arbeit einstellen, ebenso die Eisenarbeiter. Wenn zu viel Getreide oder Wein hervorgebracht und dadurch diese Erzeugnisse wohlfeil würden, so würde der Betrieb des Ackerbaues unvortheilhaft, Viele, die Erdarbeit verlassend, wendeten sich dem Importhandel, dem Verkaufsgeschäft oder dem Darlehnsgeschäft zu. Wenn aber mehr Silbererz gefunden und mehr Silber gewonnen würde, so wendeten sich der Production immer mehr Kräfte zu. Hausgeräthe kaufe auch Niemand mehr, als er gebrauche. Silber habe aber nie Jemand so viel bekommen, daß er nicht noch dazu verlangt habe. Und wenn Jemand gar zu viel habe, so vergrabe er den

---

[1]) Ibid. 4, 3, 5.

Ueberfluß und freue sich daran nicht weniger als an dem Gebrauche. Wenn die Städte im Wohlbefinden wären, so seien die Menschen begierig nach Silber; die Männer verwendeten es zu schönen Waffen und guten Pferden und Häusern und prächtigen Geräthschaften; die Frauen aber zu reicher Kleidung und goldenem Schmucke; und wenn die Städte in üblen Umständen sind, durch Krankheiten oder Krieg, so bedürften sie das Silber noch mehr. „Wenn nun Jemand sagen wollte, daß das Gold nicht weniger nützlich sei, als das Silber, so will ich dem zwar nicht widersprechen, doch weiß ich, daß das Gold, wenn viel aufgefunden worden ist, im Preise gesunken, das Silber aber gestiegen ist." [1])

Xenophon hält nicht nöthig, daß neue Gruben eröffnet würden, um die von ihm vorgeschlagene Zahl von Sclaven zu beschäftigen, doch glaubt er, daß die Gefahr, welche mit dem Aufsuchen derselben durch das Fehlschlagen mancher Unternehmungen entsteht und welche die Unternehmer von neuen Anlagen zurückschreckt, sich leicht dadurch beseitigen ließe, daß eine gleiche Zahl von Sclaven an jeden der zehn Stämme (φῦλαι) der Stadt — behufs der Aufsuchung neuer Gruben — vertheilt, dann aber die Ausbeutung auf gemeinsame Gefahr vorgenommen würde, so daß sie gegenseitig Gewinn und Verlust übertragen würden. [2])

* * *

Platon konnte dem Geiste seiner Philosophie gemäß den wirthschaftlichen Gütern keinen hohen Werth beilegen; denn diese ist mehr nach dem Himmel als auf die Erde gerichtet. Er sieht das Wesen der Dinge im Denken, den Ideen, den Gattungsbegriffen, vor welchen das Individuelle und Einzelne verschwindet.

Der Philosoph, der Weise, welcher die Dinge am besten zu würdigen versteht, legt daher den irdischen Bestrebungen keinen Werth bei. Er weiß nicht, wo das Rathhaus liegt. Selbst in dem vollkommensten Staate, in welchem die Philosophen die Herrschaft führen, unterziehen sie sich diesem Geschäfte nur mit Widerstreben.

Die Philosophie ist die Kunst sterben zu lehren.

Die Begierden und sinnlichen Triebe der Menschen haben nur Anspruch auf Befriedigung in so fern und in so weit, als ihre Befriedigung nothwendig ist. Das Streben nach materiellem Wohlbefinden als solches ist daher ohne Berechtigung, führt auf Abwege.

Daher hat auch das Vermögen seine Grenzen, welche nicht überschritten werden dürfen. Weder der Reichthum noch die Armuth sind angemessene Zustände. Jener befriedigt überflüssige Bedürfnisse und führt zu einem luxuriösen — die Lust um ihrer selbst willen verfolgenden Leben, — dieser fehlen die Mittel und Bedingungen, um den Anforderungen des Lebens zu genügen. [3])

Der Staat — die Gesellschaftsordnung — ist begründet auf der Unzulänglichkeit der Kräfte des Einzelnen, den mannichfaltigen Zwecken des menschlichen Lebens zu genügen. Jeder kann nur ein Geschäft, dem er sich aus-

[1]) Ibid. c. 4, 6—10.
[2]) Ibid. c. 4, 25—32.
[3]) Pl. Rep. IV, 421.

schließlich widmet, gut vollbringen. Daher sind die Menschen darauf angewiesen, sich gegenseitig zu unterstützen und dadurch ihre Unzulänglichkeit zu ergänzen.[1]

Im vollkommenen Staate widmet sich daher Jedermann nur einem Geschäfte, und dies gilt für die gemeinen Gewerbe so gut, als für die Regierung und die Landesvertheidigung.[2]

Doch darf darum das Ziel nicht dahin gerichtet sein, eine möglichste Fülle der mannichfaltigsten Güter hervorzubringen, nicht die Arbeitstheilung ist der Zweck des Lebens, sondern sie ist nur ein Mittel, um die übrigen Zwecke zu erreichen. Der Staat muß einer bleiben, d. h. nur die in der höheren Natur des Menschen begründeten Lebensaufgaben sollen erfüllt, die übrigen Bestrebungen abgeschnitten werden.[3]

Wie in einem so eingerichteten Staate die wirthschaftlichen Einrichtungen beschaffen sein würden, hat Platon nicht für nöthig erachtet näher zu bestimmen. Nur das hat er festgesetzt, daß die herrschende Klasse, welcher die Regierung und Landesvertheidigung obliegt, von den andern ernährt und mit allen Bedürfnissen des Lebens ausgestattet werden, unter sich aber in vollständiger Gütergemeinschaft leben soll.[4] Auch die Frauen sollen sie gemeinschaftlich haben und überhaupt ein Familienleben nicht kennen.

Genauer hat Platon sich mit den wirthschaftlichen Verhältnissen in seiner Schrift über die Gesetze beschäftigt, in welchen er seine Ideen den thatsächlichen Verhältnissen anzupassen und diese nach den Anforderungen jener umzugestalten sucht.

Auch hier geht er davon aus, daß nicht Reichthum zu erstreben, sondern für die Bedürfnisse des Lebens zu sorgen die Aufgabe der Wirthschaft sei. Auch hier soll daher das Streben nach Vermögen in festen Schranken gehalten werden.[5]

Um dieses auszuführen, verlangt er, daß der Staat ein Binnenstaat sei, die Lage an einer mit einem bequemen Hafen versehenen Küste betrachtet er als gefährlich für den Staat, da hierdurch der Geist des Volkes überwiegend auf Handel und Gewinn gerichtet und die sittliche und politische Bildung der Bürger sehr erschwert würde.[6] Der Staat ist ein Ackerbaustaat.

Das Land wird in gleiche Loose — die Zahl derselben soll 5040 betragen, denn so viele Familien soll der Staat umfassen, während in dem Idealstaat die herrschende Klasse aus 1000 Familien besteht — das Land wird also in 5040 gleiche Loose getheilt. Jedes Loos besteht aus zwei Grundstücken, davon liegt das eine in der Nähe der wo möglich in der Mitte liegenden Stadt, das andere an der Grenze des Gebiets. Damit nun aber nicht durch die Ungleichheit der Bodenbeschaffenheit eine Ungleichheit der Loose entsteht, ist darauf zu achten, daß die Loose von geringerer Bodenbeschaffenheit verhältnißmäßig größer sind.

---

1) Ibid. II, 369 sqq.
2) Ibid. IV, 423.
3) Ibid. IV, 423.
4) Ibid. III, 416.
5) Plat. de legg. V, 429.
6) Ibid. IV, 704 sqq.

Die Landloose sind in den Familien erblich und die Behörden des Staats haben darüber zu wachen, daß nie mehr Familien entstehen, als Loose vorhanden sind. Nöthigenfalls muß der Ueberschuß der Bevölkerung nach Colonieen abgeführt werden. Eine Veräußerung der Loose ist nicht erlaubt.

Damit nicht durch die Geldverhältnisse die Ordnung im Staate gestört werde, soll es den Privaten nicht gestattet sein, Gold und Silber zu besitzen, sondern nur solche Münzen, die vom Staate allein angenommen werden, außerhalb desselben aber nicht gelten. Geld, das in ganz Griechenland gilt, hat nur der Staat.

Damit aber nicht dennoch das bewegliche Vermögen eine zu große Ungleichheit unter den Bürgern herbeiführe, soll überhaupt Niemand an Vermögen mehr als den vierfachen Werth eines Landlooses besitzen.

Wirthschaftliche Geschäfte sollen die Bürger nicht verrichten; denn „ein Mensch, von dem man mit Recht sagen kann, daß er zur Hauptaufgabe seines Lebens mache, seine Geistes- und Körperkräfte zur Vollkommenheit zu bringen, findet doppelt so viel und noch weit mehr zu thun, als derjenige, welcher wegen seiner Bemühungen um den pythischen und olympischen Sieg, zu allen andern Geschäften gar keine Muße mehr findet." [1])

Kein Bürger darf sich daher mit dem Betriebe eines Handwerks befassen oder mit Handelsgeschäften abgeben. Diese Geschäfte werden vielmehr von Hintersassen betrieben, von denen sich jedoch keiner mit mehr als einer Kunst oder einem Gewerbe befassen darf. [2]) Auch soll keiner derselben sich mehr als zwanzig Jahre im Lande aufhalten dürfen, es sei denn, daß ihm dies als Gnade für dem Staate geleistete außerordentliche Dienste zugestanden werde. [3])

Die landwirthschaftlichen Geschäfte und häuslichen Dienste werden durch Sclaven verrichtet.

Unter den Dialogen des Platon befindet sich einer, welchen schon die Kritiker des Alterthums als nicht von ihm herrührend bezeichneten, der aber doch unzweifelhaft der Schule des Sokrates entstammt. Der Eryxias nämlich, welcher den Reichthum zum Gegenstande hat.

Der Verfasser dieses Werkchens sucht darin nachzuweisen, daß Reichthum, welcher nach der gewöhnlichen Meinung das Ziel alles Strebens bilde, weit entfernt, die Glückseligkeit (εὐδαιμονία) zu gewähren, nicht einmal ein directes Mittel dazu sei. Vermögen ist nichts als ein Inbegriff von Mitteln zur Befriedigung leiblicher Bedürfnisse. Diese Mittel können aber eben so gut zur Erreichung guter, wie zur Erreichung böser Absichten gebraucht werden. Man bedarf also noch der Weisheit, um dies Mittel, welches der Reichthum enthält, richtig zu gebrauchen. Geld aber ist noch weniger werth; denn Geld dient nur dazu, die Mittel zur Befriedigung leiblicher Bedürfnisse zu erlangen. Der Reichthum ist daher nicht ein Beweis des Glückes, sondern der Bedürftigkeit.

* * *

[1]) Plat. de legg. VII, 817. C.
[2]) Ibid. VIII, 846. E.
[3]) Ibid. VIII, 850. B. sqq.

Am ausführlichsten von allen griechischen Schriftstellern hat **Aristoteles** die Wirthschaftsverhältnisse behandelt.

Unter Vermögen versteht Aristoteles „einen Inbegriff von (äußern) Gegenständen, welche für das Leben nothwendig und für die Gemeinschaft in Staat und Familie förderlich sind.“[1])

Die Stellung des Menschen zu dem Vermögen ist eine zwiefache; Erwerb (πορίςασθαι) und Verbrauch (χρήςασθαι), jener ist Gegenstand der Erwerbekunst (χρηματιστική), dieser Gegenstand der Haushaltung (οἰκονομική[2]).

Die Erwerbekunst selbst aber unterscheidet Aristoteles in eine zwiefache, eine natürliche, welche ein Element der Haushaltung ausmacht, und eine widernatürliche, welche nicht als Theil der Haushaltung angesehen werden kann; denn bei jener giebt es Ziel und Grenze des Reichthums, bei dieser nicht.[3])

Ohne die nothwendigen Hülfsmittel ist das Leben nicht möglich, noch weniger ein in sich befriedigtes Leben (τὸ εὖ ζῆν.[4])

So wie nun die Natur selbst für die Nahrung der lebendigen Geschöpfe vom ersten Augenblick der Geburt an sorgt und so wie die Thiere sich nach der Verschiedenheit ihrer Nahrung von einander unterscheiden, so hat sie den Menschen in den Thieren und Pflanzen ihre Nahrung angewiesen und die Mittel zur Befriedigung der Bedürfnisse gewährt.[5])

Diejenige Erwerbsamkeit, welche ihre Gegenstände unmittelbar der Natur entnimmt, ist daher eine natürliche. Dahin gehört Jagd, Fischerei, Ackerbau, Hirtenleben, Seeraub und auch Krieg, sei es, daß diese Erwerbsarten einzeln, sei es, daß sie mit einander verbunden benutzt werden.[6])

Der natürliche Reichthum hat also im Gebrauche seine Grenzen.[7]) Es giebt aber auch eine Art des Reichthums, welcher keine Grenzen hat. Dies ist derjenige, welcher durch Tausch und Umsatz erworben wird und welcher am Geld sein Element hat.

Der Gebrauch eines jeden Gegenstandes ist nämlich ein zwiefacher und besteht entweder in der Benutzung des Gegenstandes oder in dem Umtausche gegen Geld oder andere Waaren. So z. B. kann ein Paar Schuhe zum Anziehen gebraucht, oder es kann gegen Geld oder Lebensmittel umgetauscht werden. Jenes ist der eigentliche, dieses der uneigentliche Gebrauch der Sache.

In der ersten Gemeinschaft der Familie findet Umtausch nicht statt, weil hier Gütergemeinschaft vorhanden ist. Erst wenn die Gesellschaft größer wird und unterschiedener Besitz eintritt, findet Umtausch statt und zwar zunächst wirklicher Tauschhandel.

---

[1]) Arist. Polit. I, 3, 8: θησαυρισμὸς χρημάτων πρὸς ζωὴν ἀναγκαίων καὶ χρησίμων εἰς κοινωνίαν πόλεως ἢ οἰκίας.

[2]) Ibid. I, 3, 2.

[3]) Ibid. I, 3, 9.

[4]) Ibid. I, 2, 4.

[5]) Ibid. I, 6, 7, 22.

[6]) Ibid. I, 3, 3—8.

[7]) Ibid. I, 3, 9, 18. cf. III. 1, 4.

Als die Aushülfe immer weitläufiger wurde, wurde man auf den Gebrauch des Geldes geführt; denn von den unmittelbar zur Befriedigung der Bedürfnisse bestimmten Gegenständen war nicht jeder leicht fortzuschaffen. Man kam daher überein, im Verkehr etwas zu geben und zu nehmen, was selbst ein nützlicher Gegenstand, zugleich aber von leicht handlichem Gebrauche für das Leben wäre, wie Eisen, Silber und wenn sonst noch etwas dieser Art ist, indem man dasselbe Anfangs einfach nach Größe und Gewicht bestimmte, zuletzt aber mit einem Prägezeichen versah, um sich die Maßbestimmung zu ersparen; denn durch das Zeichen soll eben die Quantität bestimmt werden.

Sobald nun das Geld erfunden war, entstand aus dem nothwendigen Umtausch eine andere Art der Erwerbekunst, der Handel nämlich (τὸ καπηλικόν), welcher Anfangs wohl ganz einfach, später aber, als schon die Erfahrung hinzutrat, mit mehr Kunst betrieben wurde, indem man darauf Rücksicht nahm, in welcher Richtung und in welcher Beziehung der Umsatz den meisten Gewinn bringe. Daher scheint die Erwerbekunst ihren Gegenstand vorzüglich am Gelde und ihre Aufgabe in der Speculation zu haben, woher sich Schätze (πλῆθος χρημάτων) gewinnen lassen; denn man hält sie ja für eine Erzeugerin von Reichthum und Schätzen. Daher setzt man denn auch oft den Reichthum in Geldvorrath (πλῆθος νομίσματος), weil nämlich die Erwerbekunst und der Handel darauf gerichtet sind. Dann aber scheint das Geld wieder als leerer Wahn (λῆρος, Geschwätz) und von Natur nichts, sondern nur durch das Gesetz etwas zu bedeuten, weil, wenn diejenigen, welche es gebrauchen, dasselbe verändern, es zur Befriedigung keines nothwendigen Bedürfnisses mehr dient, und Jemand, der an Geld Ueberfluß hat, der nothwendigsten Nahrung entbehren könnte, während es doch ungereimt scheint, daß Reichthum etwas sei, in dessen Besitz Jemand Hungers sterben könnte, wie die Fabel von König Midas erzählt, daß wegen seiner unersättlichen Begierde sich ihm alle Speisen in Gold verwandelt hätten.

Mit Recht sieht man den Reichthum und die Erwerbekunst in etwas Anderem; denn der natürliche Erwerb und der natürliche Reichthum ist ein anderer; denn dieser ist Gegenstand der Haushaltungskunst; der Handel aber erwirbt Vermögen, nicht überhaupt, sondern durch Waarenaustausch. Er scheint daher am Gelde seinen Gegenstand zu haben; denn das Geld macht dabei Anfang und Ende aus, weswegen denn auch der Reichthum, welcher aus dieser Erwerbekunst erwächst, keine Grenzen hat; denn gleich wie die Heilkunst das Heilen und überhaupt alle Künste, welche auf den Zweck selbst gehen, dasselbe in's Unendliche verfolgen, diejenigen aber, welche sich mit den Mitteln zum Zwecke beschäftigen, an diesem Zwecke selbst ihr Ziel haben, so hat auch diese Erwerbekunst keine Begrenzung ihres Zweckes, sondern der Zweck ist ein derartiger Reichthum und Vermögensbesitz. Die Haushaltungskunst aber hat ein Ziel, denn die Vermehrung des Reichthums ist nicht ihre Aufgabe. Darin liegt es auch, daß der Reichthum eine Grenze zu haben scheint, in der Wirklichkeit aber das Gegentheil eintritt; denn Alle, die auf Erwerb ausgehen, suchen das Geld in's Endlose zu vermehren. Der Grund davon ist die nahe Verwandtschaft beider Thätigkeiten. Sie beziehen sich auf dieselbe Sache, aber nicht in gleicher Weise. Die eine hat einen außer ihr liegenden Zweck, die andere geht auf die

Vermehrung selbst, weswegen Manchen hierin die Aufgabe der Haushaltung zu liegen scheint, und sie des Glaubens leben, es müsse die Summe des Geldes erhalten und vermehrt werden. Der Grund dieser Auffassung ist ein auf das Leben statt auf die Vollkommenheit des Lebens (τὸ εὖ ζῆν) gerichtetes Streben; denn da die Begier des Lebens in's Unendliche geht, so erstrebt man auch unendliche Mittel, um dieses Ziel zu erreichen. Und selbst diejenigen, welche nach Vollkommenheit des Lebens streben, suchen dieselbe in sinnlichen Genüssen, so daß, da diese in dem Vermögen zu liegen scheinen, das ganze Bemühen auf Vermögenserwerb gerichtet ist, wodurch die zweite Art der Erwerbekunst in's Leben gerufen wurde. Da nämlich der Genuß eine Steigerung nöthig macht, so bedarf man eines Organs, wodurch die Möglichkeit eines gesteigerten Genusses beschafft werden kann, und wenn dies nicht mehr durch die Erwerbekunst geschehen kann, so sucht man dies auf anderem Wege zu erreichen, indem man von jeder Fähigkeit anderer Natur denselben Gebrauch macht. Es ist nicht Sache der Tapferkeit, Vermögen zu schaffen, sondern Muth, und eben so wenig der Feldherrnkunst und der Heilkunst, sondern jene hat die Ueberwindung der Feinde (νίκην), diese die Erhaltung und Wiederherstellung der Gesundheit zum Gegenstande. Jene aber machen aus allen Thätigkeiten Erwerbsthätigkeiten, gleich als ob dies das Ziel derselben wäre und dem Ziele sich alles Andere unterordnen muß.

Daraus ergiebt sich denn auch, daß die Herbeischaffung des Vermögens nicht Sache des Hausverwalters und Staatsmannes ist, sondern daß dieses vorausgesetzt wird. Gleichwie es nicht Sache der Staatskunst ist, Menschen zu schaffen, sondern sie diese, von der Natur gegeben, nimmt und verwendet, so muß auch die Natur die Nahrung gewähren aus der Erde oder dem Meere oder sonst woher; des Hausverwalters Sache ist aber dann, das so Gewährte zweckmäßig zu benutzen. Es ist ja auch nicht Sache der Webekunst, die Wolle zu schaffen, sondern zu erkennen, welche Art brauchbar und zweckdienlich und welche schlecht und unbrauchbar ist. Man würde sonst ja die Frage aufwerfen können, warum die Erwerbsthätigkeit ein Theil der Haushaltungskunst ist, nicht aber die Heilkunde, da ja doch die Mitglieder des Hauses eben so gut gesund sein müssen, wie sie des Lebensunterhalts bedürfen. Wie aber in gewisser Rücksicht auch der Hausherr und der Herrscher für die Gesundheit Sorge tragen muß, in einer andern Beziehung aber der Arzt, so verhält es sich auch mit dem Erwerb; auch für diesen hat der Haushalter in gewissem Sinne zu sorgen, in gewissem Sinne nicht. Vorzüglich aber muß, wie vorher gesagt wurde, von der Natur dafür gesorgt sein; denn es ist Sache der Natur, dem Hervorgebrachten Nahrung zu gewähren. Für Alles, was wird, dient das Zurückbleibende zur Nahrung. Daher ist der naturgemäße Erwerb der von Früchten und Thieren.

Da also, wie auseinandergesetzt wurde, die Erwerbsthätigkeit eine zweifache ist, die eine Handelsthätigkeit, die andere Haushaltungsthätigkeit — diese nothwendig und lobenswerth, die Handelsthätigkeit aber mit Recht getadelt, denn sie ist nicht naturgemäß, sondern Einer gewinnt vom Andern: — so wird das Wechslergeschäft (ὀβολοστατική) mit Recht getadelt, weil es aus dem Gelde selbst einen Gewinn zieht und es nicht gebraucht, wozu es eingeführt wurde; denn das Geld ist des Umsatzes wegen eingeführt, der Zins (τόκος) aber ver-

mehrt dasselbe. Durch das Zinsnehmen wird Geld aus Geld gemacht, so daß von allen Erwerbszweigen dieser der widernatürlichste ist.

Die Richtigkeit des Unterschiedes, von welchem Aristoteles ausgeht, — zwischen einem auf die ziellose Vermehrung des Vermögens gerichteten Bestreben und einer Würdigung des Vermögens mit Rücksicht auf die Zwecke, welche dadurch erreicht werden sollen, — zwischen Plutonismus und naturgemäßem wirthschaftlichen Erwerbe, läßt sich nicht leugnen. Wenn er aber diesen Unterschied der Ziele der Erwerbsthätigkeit in die verschiedenen Arten des Erwerbes verlegt, so befindet er sich in einem offenbaren Irrthum; denn wenngleich nicht geleugnet werden kann, daß in dem Handel oder vielmehr in der Arbeitstheilung, welche den Austausch und den Handel im Gefolge hat, für die Menschheit die Möglichkeit liegt, den Vermögenserwerb nach Maßgabe der Bedürfnisse zu steigern, so ist darum doch die Verkehrung des Mittels in den Zweck nicht Folge dieser Möglichkeit, sondern es liegt, wie Aristoteles selbst hervorgehoben, der Grund darin: daß das Leben und der bloße Genuß des Lebens zum Ziele der menschlichen Bestrebungen gemacht wird. Es kann daher der Erwerb von Grund und Boden eben so gut zu diesem Zwecke benutzt werden, als der Handel, und ist, wie das Beispiel Sparta's beweist, dazu benutzt worden. Und das Handwerk und der Lohndienst, welche Aristoteles unter die nicht naturgemäßen Beschäftigungen rechnet, sind sicher viel weniger Mittel zur Bereicherung, als der Grundbesitz und die Landwirthschaft.

Der Grund des Irrthums, in welchen Aristoteles verfallen ist, liegt offenbar einestheils in dem Vorurtheil, welches die Griechen gegen Gewerbe- und Handelsbetrieb hegten und welches Aristoteles zu rechtfertigen sucht; anderntheils in der Thatsache, daß die griechische Gesellschafts-Ordnung, welche Grundbesitz zur Grundlage der Wirthschaft macht und vermittelst desselben jeder Familie die Sicherheit der Existenz verschaffen will, durch die in Folge der Vermehrung der Bevölkerung und der Steigerung der Bedürfnisse nothwendig gewordene Zulassung des Handels- und Gewerbebetriebes zu Grunde gegangen ist.

So viel über die von Aristoteles aufgestellten Principien der Wirthschaft. Ueber die Anwendung derselben auf die concreten Verhältnisse spricht er sich aus in folgender Weise:

„Nachdem wir," sagt er, „in Bezug auf die Erkenntniß hinreichend gehandelt haben, wollen wir nun auch das den Gebrauch, d. h. die Praxis der Wirthschaftsverhältnisse Betreffende durchgehen. Bei allen diesen Dingen ist die Theorie zwar eine freie (dem freien Manne geziemende), die Ausführung aber eine nothwendige (für Sclaven und Unfreie passende). Es sind aber die, die Anwendung der Erwerbslehre betreffenden Theile, daß man Erfahrung besitze in Betreff der wirthschaftlichen Güter, welches die besten und wo? und wie? z. B. der Besitzstand der Pferde, wie er beschaffen sein müsse, oder des Rindviehes oder der Schafe, und ebenso in Betreff der übrigen Thiere. Man weiß nämlich, welche von diesen im Verhältniß zu einander die besten und wie beschaffen sie an verschiedenen Orten; denn die einen gedeihen an diesem, die andern an einem anderen Orte

besser. Sodann in Bezug auf den Ackerbau, und zwar sowohl in Bezug auf den einfachen (Landbau), als in Bezug auf den mit Anpflanzungen (Gartenbau, Obstbau und Weinbau) und die Bienenzucht und die übrigen schwimmenden oder fliegenden Thiere, von denen ein Nutzen erlangt werden kann.

Von der wahrhaften Erwerbekunst sind nun dies die Theile, und zwar die ersten; von der Tausch-Erwerbekunst (welche sich nämlich auf den Geldverkehr stützt) ist der bedeutendste Theil der Handel (ἐμπορία). Derselbe begreift drei Theile: den Seeverkehr, den Landverkehr und den Ortsumsatz; sie unterscheiden sich von einander durch die größere oder geringere Gefahr und den größeren oder geringeren Gewinn, den sie abwerfen. Der zweite Theil ist der Leihhandel (Geldwucher, τοκισμός), der dritte der Lohndienst (μισθαρνία). Dieser letztere ist theils der Lohndienst der gemeinen Gewerbe (Handwerke, τῶν βαναύσων τεχνῶν), theils derer, die ohne Kunst nur körperliche Dienste leisten.

Die dritte Art der Erwerbekunst steht zwischen dieser und der ersteren; sie hat nämlich einen natürlichen und einen auf Umsatz sich stützenden Theil. Hierher gehört, was von der Erde und von den Erzeugnissen der Erde kommt, nicht zu den Früchten gehört und doch brauchbar ist, wie Holzbenutzung und Bergwesen (ὑλοτομία τε καὶ πᾶσα μεταλλευτική). Dieses letztere umfaßt selbst wieder viele Theile; denn es sind viele Arten von Dingen, die durch den Bergbau aus der Erde gewonnen werden.

Im Allgemeinen reicht das jetzt über jeden dieser Theile Gesagte hin; die genauere Betrachtung im Einzelnen ist zwar für die Ausführung nützlich, aber dabei zu verweilen ist gemein (φορτικόν). Es sind aber die kunstgemäßesten (τεχνικώταται) von diesen Verrichtungen diejenigen, bei welchen der äußere Zufall am wenigsten Spielraum hat; die niedrigsten (βαναυσόταται) diejenigen, bei welchen der Körper am meisten mitgenommen wird; die am meisten sclavischen (δουλικώταται) diejenigen, bei denen der Körper am meisten gebraucht wird; die unedelsten (ἀγεννέσταται) die, wozu am wenigsten sittliche Kraft (ἀρετή) erfordert wird.

Da aber von Einigen über diese Dinge geschrieben ist (wie z. B. von Chares dem Parier und Apollodor dem Lemnier über den Ackerbau — den gemeinen sowohl, als den mit Anpflanzungen — und ebenso von Andern über Andere), so mag, wer es nöthig hat, sich aus diesen belehren. Ueberdies muß man aber auch die zerstreuten Nachrichten sammeln, durch welche Einige in Bezug auf Gelderwerb ihr Ziel erreicht haben; denn dies Alles ist für den Verehrer der Gelderwerbekunst vortheilhaft, wie z. B. das, was von dem Milesier Thales erzählt wird. Dies ist nämlich ein Gelderwerbsgedanke, obwohl man ihm denselben wegen seiner Weisheit zuschreibt; auch enthält er etwas Allgemeines. Als man ihm nämlich seine Armuth vorwarf, als Beweis, daß die Philosophie nutzlos sei, so habe er, wie man erzählt — durch die Astrologie erkennend, daß es eine gute Oliven-Ernte geben werde — da es noch Winter und er gerade im Besitz von einigem Gelde war, alle Oliven-Pressen in Milet und Chios um einen geringen Preis, da ihn Niemand überbot, gemiethet und Handgeld darauf gegeben. Als nun die Erntezeit kam und viele Oelpressen auf einmal gesucht wurden, so habe er sie, wie hoch er wollte, wieder vermiethet und

— damit vieles Geld sammelnd — gezeigt, daß es den Philosophen leicht ist, Geld zu sammeln, wenn sie wollen; daß es aber das nicht ist, wonach sie streben.

Von Thales also wird erzählt, daß er auf diese Weise einen Beweis von seiner Weisheit gegeben habe. Es ist aber, wie wir bemerkt haben, dieser Gedanke ein allgemeiner Weg des Gelderwerbes, wenn sich Jemand den Alleinhandel von etwas verschaffen kann. Deshalb eröffnen sich auch manche Staaten diese Erwerbsquelle, wenn sie Geld nöthig haben, indem sie für sich den Alleinverkauf der Waaren in Anspruch nehmen.

In Sicilien aber kaufte Jemand, indem Geld bei ihm niedergelegt war, alles Eisen auf den Eisenhütten auf, und als nachher die Kaufleute aus den Handelsplätzen kamen, so verkaufte er allein und machte nur einen geringen Preisaufschlag. Dennoch gewann er mit fünfzig Talenten hundert. Da dieses Dionysius erfuhr, so hieß er ihn zwar das Geld mit sich nehmen, untersagte ihm aber, länger in Sicilien zu bleiben, da er sich Einkünfte verschafft hatte, welche seinen eigenen Angelegenheiten unzuträglich waren.

Die Speculation des Thales und diese kommen auf dasselbe hinaus, Beide verschafften sich nämlich den Alleinverkauf. Nützlich zu wissen ist dies aber auch für die Staatsmänner, denn viele Staaten müssen Gelderwerb und dergleichen Einkünfte haben, eben so wie die Familie und mehr noch. Deswegen fassen auch viele Staatsverwalter bei ihrer Verwaltung dies allein ins Auge." [1])

Nach dieser Erörterung der theoretischen Grundsätze der Wirthschaft, welche wir bei Aristoteles finden, sind nun auch noch dessen Ansichten über die besonderen Wirthschaftsordnungen darzulegen und zwar zunächst über das Hauswesen.

Das Haus nun soll nach Aristoteles auf der Grundlage der Sclaverei beruhen, und sein nächstes Bemühen ist darauf gerichtet, die Sclaverei zu rechtfertigen. Er sucht zu diesem Ende zuerst die Nothwendigkeit der Sclaverei für die Erreichung der Zwecke des Lebens darzuthun, sodann den Nachweis zu führen, daß einige Menschen von Natur zur Sclaverei bestimmt sind, und zuletzt die Gründe zu widerlegen, welche man gegen die Sclaverei vorgebracht hat.

Um die Nothwendigkeit der Sclaverei darzuthun, geht er davon aus, daß der Besitz (das Vermögen, ἡ κτῆσις) einen wesentlichen Theil der Haushaltung ausmache und daß, so wie man in den technischen Künsten und Geschäften passende Werkzeuge haben müsse, um vollkommene Werke zu liefern, so auch in der Hausverwaltung, welche eine praktische (ethische) Kunst ist. Die Werkzeuge aber seien theils lebendige, theils leblose, so sei z. B. für den Steuermann das Ruder ein lebloses, der Untersteuermann (πρωρεὺς) aber ein lebendiges und beseeltes Werkzeug. Welche Stelle daher bei den technischen Gewerben der Gehülfe einnehme, die habe der Sclave in der Haushaltung, er sei ein Werkzeug statt vieler. „Freilich wenn ein jedes Werkzeug, auf Befehl oder demselben zuvorkommend, sein Werk vollbringen könnte, wenn wie man von den Werken

[1]) Arist. Polit. I, 4, 1—8.

des Daidalos oder des Hephaistos Dreifüßen sagt, von welchen der Dichter singt, daß sie „aus eigenem Antrieb gehn an die heilige Arbeit“ — wenn so auch die Weberschiffchen selbst webten und das Plektron die Zither schlüge, dann brauchten weder die Werkmeister Gehülfen, noch die Herren Sclaven. Die genannten Werkzeuge nun sind Erzeugungswerkzeuge, der Besitz aber ist ein praktischer; denn von dem Weberschiffchen wird ein anderes von dem Gebrauch verschiedenes Product hervorgebracht, bei dem Kleide oder dem Bette besteht der Nutzen in dem Gebrauch allein. Da aber Erzeugung (ποίησις) und Praxis sich der Art nach unterscheiden und beide Werkzeuge bedürfen, so müssen auch die Werkzeuge denselben Unterschied haben. Das Leben aber ist Praxis, nicht Hervorbringung, daher ist auch der Sclave ein Werkzeug für die Praxis (das Leben).

Das Besitzthum (der Sclave ist aber ein Besitzthum) hat dieselbe Stellung wie der Theil. Der Theil ist aber nicht nur Theil eines Andern, sondern er ist überhaupt nichts für sich, sondern nur an Anderem. Dies gilt in gleicher Weise vom Besitzthum. Daher ist der Herr nur Herr des Sclaven, er ist aber nicht des Sclaven; der Sclave aber ist nicht nur des Herrn Sclave, sondern er ist auch überhaupt sein.

Daraus ergiebt sich dann das Wesen und die Natur der Sclaverei. Wer nämlich von Natur nichts für sich, sondern nur für einen Andern und doch ein Mensch ist, der ist von Natur ein Sclave. Eines Andern aber ist ein Mensch, welcher als Mensch ein Besitzthum ist, ein Besitzthum aber ist ein abgesondertes praktisches Werkzeug.“[1])

Nachdem Aristoteles auf diese Weise aus der Natur der Lebensverhältnisse die Nothwendigkeit der Sclaverei glaubt dargethan zu haben, geht er zu der Erörterung der zweiten Frage über, ob Jemand von Natur zur Sclaverei bestimmt sein könne, und ob es für Jemand besser und gerecht sei, eines Andern Sclave zu sein oder nicht, oder ob alle Sclaverei widernatürlich ist. Er meint, es sei leicht, dies sowohl aus Begriffen zu erkennen, als aus den Thatsachen abzunehmen.

„Herrschen und Beherrschtwerden ist nicht nur nothwendig, sondern auch nützlich und Manches tritt sogleich bei seinem Entstehen so auseinander, daß das Eine beherrscht werden muß, das Andere herrscht; denn Alles, was aus mehreren Gliedern besteht und sich zu einem Ganzen verbindet — seien die Glieder nun zusammenhängend oder getrennt, — in allem diesem erscheint das Herrschende und Beherrschtwerdende.

Das lebendige Geschöpf nun besteht aus Leib und Seele und die Seele herrscht über den Leib von Natur — im normalen Zustande versteht sich, denn viele Menschen sind so ihrem Körper unterthan, daß sie von ihm vollkommen beherrscht werden, weswegen man den an Leib und Seele gesunden Menschen betrachten muß, an welchem sich das Gesagte erweiset.

Zuerst also läßt sich, wie gesagt, an den lebendigen Wesen die Natur des Herrschaftsverhältnisses betrachten. Die Seele aber führt über den Körper ein

[1]) Arist. Polit. I, 2, 4—7.

herrschaftliches Regiment, der Verstand über die Begierde ein königliches und politisches. Dabei ist klar, daß das Beherrschtwerden des Leibes von der Seele und der Begierde vom Verstande naturgemäß und nützlich, Gleichheit aber und Umkehrung schädlich ist.

Dasselbe findet statt bei Menschen und Thieren; denn für die zahmen Thiere ist es besser von den Menschen beherrscht zu werden, weil sie dadurch Erhaltung finden.

Ferner das männliche Geschlecht gegen das weibliche gehalten, so ist jenes von Natur das vortrefflichere, dieses das geringere, und daher das männliche das herrschende, das weibliche das beherrschte.

Ganz nun so muß es sich nothwendig mit allen Menschen verhalten. So viele nämlich so weit voneinander abstehen, wie die Seele vom Leibe, der Mensch vom Thier — dies aber ist der Fall bei allen denen, deren Thätigkeit in dem Gebrauche des Körpers besteht und deren beste Leistung eben diese ist — diese sind Sclaven von Natur und für sie ist es besser beherrscht zu werden; denn von Natur Sclave ist, wer eines Andern sein kann (denn darum ist er es) und wer nur so viel Vernunft besitzt, um Befehle zu verstehen, ohne sie geben zu können.

Der Sclave also steht mit den Thieren auf gleicher Stufe; wie sie, ist er nicht der Vernunft theilhaftig, sondern den Trieben unterthan.

Auch ist der Nutzen nicht wesentlich verschieden; denn von beiden, den Sclaven und den Hausthieren, erwächst für die Beschaffung des Nothwendigen körperliche Hülfe. Es strebt die Natur, auch selbst den Körper der Freien und der Sclaven verschieden zu gestalten, den dieser stark und kräftig für die nothwendigen Geschäfte, den jener gerade und untauglich für dergleichen Verrichtungen, aber brauchbar für das politische Leben; oft aber freilich tritt das Gegentheil ein, so daß diese zwar Körper freier Menschen haben, jene aber Seelen. Das ist aber wohl einleuchtend, daß wenn sie so bloß in Bezug auf den Körper hervorragten, wie die Bilder der Götter, alle sagen würden, die Zurückstehenden müßten diesen dienen. Wenn dies aber in Bezug auf den Körper wahr ist, so muß es noch mehr von der Seele gelten. Es ist aber freilich nicht so leicht, die Schönheit der Seele zu erkennen, wie die des Körpers. Es ist hiernach also klar, daß es Menschen giebt, welche von Natur zur Freiheit und andere, welche von Natur zur Sclaverei bestimmt sind, und daß es für diese nützlich und gerecht ist, Sclaven zu sein."

Um die gegen die Sclaverei vorgebrachten Einwendungen und namentlich die Behauptung zu widerlegen, daß die Sclaverei kein natürliches, sondern ein widernatürliches Verhältniß sei, macht Aristoteles einen Unterschied zwischen der durch die Natur und der durch das Gesetz begründeten Sclaverei. Das Gesetz ist nämlich eine gewisse Uebereinkunft, kraft welcher das im Kriege Eroberte den Eroberern gehört. Dieses Recht nun werde von Vielen, die sich mit den Gesetzen beschäftigten, der Ungerechtigkeit und Widergesetzlichkeit angeklagt, da es doch schrecklich sei, daß dem, der die Gewalt hat zu zwingen und durch Gewalt überwindet, der Bezwungene Sclave und unterthan sein soll. Viele auch selbst von den Weisen seien nun dieser Ansicht, andere widersprächen ihr.

„Die Ursache dieser Zwiespältigkeit der Ansicht, die auch eine Verwechselung der Gründe möglich macht, liegt darin, daß in gewisser Hinsicht die Tüchtigkeit, mit den äußern Hülfsmitteln ausgestattet, am ehesten im Stande ist, zu überwinden und das Herrschende durch irgend einen Vorzug sich stets auszeichnet, so daß die Gewalt nicht ohne Tüchtigkeit zu sein und der Streit sich nur auf das Gerechte zu beziehen scheint; deswegen erscheint den Einen das Gerechte als Wohlgesinntheit (εὔνοια), Andern aber dies das Gerechte zu sein, daß der Bessere (χρείττων) herrsche.

Da nun, wenn man die Behauptungen einander gegenüberstellt, diejenige, daß das sich durch Tüchtigkeit Auszeichnende nicht regieren und herrschen solle, keinen Halt und keine Ueberzeugungskraft hat, und Einige, wie sie glauben, sich an irgend ein Recht halten wollen, — ein gewisses Recht liegt aber im Gesetze, — so betrachten sie die Sclaverei nach Kriegsrecht als die gerechte. Zugleich aber behaupten sie das Gegentheil, denn der Anfang des Krieges kann ein ungerechter sein, und von Jemand, der es nicht verdient, Sclave zu sein, kann man doch nicht sagen, daß er Sclave sei, sonst würde die Folge sein, daß diejenigen, welche als von der edelsten Geburt betrachtet werden, Sclaven seien und von Sclaven abstammen, wenn sie zufällig gefangen und verkauft werden. Deshalb wollen sie sich selbst auch nicht Sclaven heißen, sondern die Barbaren. Wenn sie aber dies sagen, so suchen sie nichts anderes, als das von Natur Sclavische, wie wir von Anfang an sagten: denn wer Sclave sein soll, muß es nothwendig überall sein, und die es nicht sind, nirgends. Dasselbe gilt auch von der edlen Geburt. Sich selbst betrachtet man nicht nur bei sich als für edel geboren, sondern überall, die Barbaren aber nur bei sich, und nimmt damit an, daß Adel und Freiheit bald unbedingte Geltung haben, bald nur eintreten, wie die Helene des Theodekt sagt:

Von Vater- und von Mutterseite Göttersproß,
Wer dürfte wagen, Sclavin zu benennen mich.

Wenn man aber so spricht, so wird Freiheit und Sclaventhum, edle und unedle Geburt nur durch persönliche Tüchtigkeit und Untüchtigkeit (ἀρετῇ καὶ κακίᾳ) unterschieden, denn man nimmt an, daß wie von Menschen der Mensch, von Thieren das Thier, so auch von Edlen der Edle abstamme. Dies will nun die Natur zwar oft bewirken, ohne es aber zu vermögen."

Damit glaubt nun Aristoteles dargethan zu haben, daß einige Menschen von Natur zur Sclaverei bestimmt sind und daß es für diese gerecht und nützlich ist, als Sclaven zu leben, wie für den Herrn, über sie zu herrschen.

Prüft man aber die Gründe, auf die er sich stützt, etwas näher, so zeigt sich, daß sie unhaltbar sind.

Was nämlich zuerst die aus der Natur der Lebensverhältnisse hervorgehen sollende Nothwendigkeit betrifft, so beruht dieselbe auf reinen Trugschlüssen.

Daß die Arbeit nicht ohne Werkzeuge vollbracht werden kann, liegt allerdings in der Natur derselben; denn die Arbeit besteht in der Ueberwindung der Natur, die Natur aber kann nur durch sich selbst überwunden werden. Die Arbeit ist Unterwerfung der Natur unter den Verstand durch Werkzeuge. Daß das Werkzeug aber ein verständiges sein müsse, welches dem Befehle gehorcht

und zuvorkommt, liegt in der Natur des Werkzeuges keineswegs, vielmehr kann als Werkzeug nur das dienen, was durch den menschlichen Körper zur Arbeit angewendet werden kann. Ein Werkzeug ist immer körperlich und dient zur Unterstützung des Körpers. Die Möglichkeit, einen Menschen als Werkzeug zur Arbeit zu gebrauchen, liegt nicht in seiner geistigen, sondern in seiner physischen Natur; denn seine geistigen Fähigkeiten und selbst die, seinen eigenen Körper zur Thätigkeit zu bestimmen, können als Mittel zu Zwecken nur von ihm selbst, durch seinen Entschluß — wie derselbe auch hervorgerufen werden mag — gebraucht werden. Werkzeuge also muß es wohl geben; daß aber diese Werkzeuge Menschen, verständige Wesen sein müssen, das folgt nicht aus dem Begriffe derselben, ja ist ihm vielmehr entgegengesetzt. Die Nothwendigkeit der Sclaverei ist also eine bloße Annahme.

Ganz eben so verhält es sich mit dem Beweise, daß einige Menschen von Natur zur Sclaverei bestimmt sind. Dies sollen diejenigen sein, welche nur körperliche Dienste verrichten können, und welche zu ihren Herren dasselbe Verhältniß haben, wie der Leib zu der Seele und das Thier zu den Menschen. Giebt es nun aber solche Menschen in der That? Sicherlich nicht. Die Menschen unterscheiden sich nicht so von einander, wie Seele und Leib, Menschen und Thiere. Sie gehören alle einer und derselben Species an. Es kann daher ein solcher Unterschied, wie der angenommene, zwischen ihnen nicht stattfinden. Körperliche Dienste kann jeder Mensch verrichten, es kann daher in sofern auch jeder zum Sclaven gemacht werden. Zum Wesen des Menschen und zu seinen ihn auszeichnenden Fähigkeiten gehört aber die Verrichtung körperlicher Arbeit nicht, sondern seine Begabung mit Vernunft. Ja selbst die Fähigkeit, Befehle zu verstehen, und sie auszuführen, welche für den Sclaven als nothwendig vorausgesetzt wird, ist eine vernünftige Fähigkeit. Der Sclave ist also ein vernünftiges Wesen und die Sclaverei ist mithin kein natürliches, sondern ein widernatürliches Verhältniß, weil das vernünftige und freie Wesen sich selbst bestimmen und nicht von andern bestimmt werden soll.

Daher ist auch der Versuch des Aristoteles, die Ansicht zu widerlegen, daß die Sclaverei an und für sich ungerecht und nur durch das Kriegsrecht (der alten Welt) eingeführt sei, als fehlgeschlagen zu betrachten, denn das Vorurtheil der Griechen, auf das er sich dabei stützt, daß nämlich der Grieche von Natur frei und die Barbaren von Natur Sclaven seien, ist der zu beweisende Satz selbst, den Aristoteles nur mit Scheingründen zu unterstützen sucht.

So viel über die Natur und die Ursachen der Sclaverei. Was nun die auf diesem Verhältnisse beruhende Haushaltung betrifft, so bemerkt Aristoteles, daß der Herr nicht Herr ist kraft seines Wissens, sondern kraft seiner Stellung und ebenso der Sclave und der Freie. Nichts desto weniger giebt es ein Wissen für den Herrn und ein Wissen für den Sclaven. In der Wissenschaft der Sclaven wurde in Syrakus Unterricht ertheilt, indem Jemand für Geld die Sclaven in den Dienstverrichtungen unterwies. Diese Unterweisung hätte sich, meint Aristoteles, auf weitere Kreise ausdehnen lassen, wie die Kochkunst und die übrigen Dienstleistungen; denn diese Geschäfte sind bald mehr bald weniger ange-

sehen, nach dem Sprichwort: ein Sclav' ist vor dem andern und ein Herr vor dem andern.

Die Wissenschaft der Herren besteht in dem Gebrauche der Sclaven; denn nicht durch das Besitzen, sondern durch das Benutzen der Sclaven ist Jemand Herr. Dieses Wissen aber hat nichts Großes und Angesehenes in sich. Denn was der Sclave muß machen können, das muß der Herr verstehen zu befehlen. Daher bei denen, welche das Vermögen besitzen, sich nicht selbst zu plagen, diese Ehre dem Sclavenaufseher zukommt, während sie selbst sich mit Staatsgeschäften und Philosophie abgeben.

In der Staatswirthschaft tritt Aristoteles zunächst der Gütergemeinschaft entgegen. Diese kann nicht nur in der von Platon gelehrten Weise zugleich mit der Gemeinschaft der Frauen stattfinden, sondern auch ohne dieselbe in verschiedener Einrichtung bestehen. Entweder der Besitz von Grund und Boden ist gemeinsam und es findet auch eine gemeinsame Ausbeutung statt, so daß die gewonnenen Erzeugnisse an die verschiedenen Familien vertheilt werden, oder es werden die Arbeiten vertheilt und der Fruchtgenuß ist gemeinsam, oder endlich, es findet eine Gemeinsamkeit von Beiden statt.

Wo die Ackerbauer nicht Bürger sind, sondern für Andere arbeiten, hat diese Einrichtung weniger Schwierigkeiten, als da, wo sie für sich arbeiten, denn wenn nicht alle gleichmäßig an Arbeit und Genuß Theil nehmen, so wird nothwendig von denen, welche mehr arbeiten und weniger empfangen und genießen, Klage erhoben werden gegen die, welche mehr empfangen und weniger arbeiten. Ueberhaupt hat das Zusammenleben und die Gemeinschaft der menschlichen Verhältnisse viele Schwierigkeiten, besonders aber in diesen Dingen. Dies beweisen auch die gemeinschaftlichen Reisegesellschaften, indem die meisten uneins werden und sich gegen einander erzürnen über Kleinigkeiten und das, was vor den Füßen liegt. Auch von den Dienern erzürnen wir uns gegen die am meisten, welche wir zu den täglichen und regelmäßigen Diensten gebrauchen.

Während nun die Gütergemeinschaft diese und andere Schwierigkeiten ähnlicher Art darbietet, würde die jetzt bestehende Einrichtung, durch Erziehung und gute Gesetze verbessert, nicht geringe Vorzüge haben. Sie würde das Gute von beiden Ordnungen, der Gütergemeinschaft nämlich und der Getrenntheit des Besitzes, vereinigen; denn die Sonderung der Besitzungen nimmt die Ursachen zu gegenseitigen Klagen weg und jeder liegt seinem Werke mit um so größerer Sorgfalt ob, durch die Tugend aber werden für den Gebrauch nach dem Sprüchwort die Güter der Freunde gemein.

Es ist auch schon jetzt in dieser Weise in einigen Staaten Vorkehrung getroffen, so daß die Möglichkeit der Ausführung gegeben ist. Und vorzüglich in den besser eingerichteten Staaten ist Manches bereits ausgeführt, Anderes würde sich ausführen lassen; denn indem jeder einen gesonderten Besitz hat, macht man denselben den Freunden theils nützlich, theils macht man davon gemeinsamen Gebrauch, wie z. B. in Sparta, wo man sich der Sclaven der

Andern wie seiner eigenen bedient, eben so der Pferde und der Hunde und wenn einer bei Wanderungen im Lande auf dem Felde Reisezehrung nöthig hat.

Dazu kommt noch, daß der eigenthümliche Besitz eine unsagbare Lust gewährt; denn nicht umsonst hegt jeder Freundschaft und Zuneigung gegen sich selbst, sondern es ist dies ein Werk der Natur. Nur die Selbstsucht wird mit Recht getadelt. Diese besteht aber nicht darin, daß Jemand sich selbst liebt, sondern daß er sich mehr liebt, als er soll. Aber nicht allein der Besitz, sondern auch das Mittheilen aus Gunstbezeigung oder zur Unterstützung der Freunde, Gastfreunde und Genossen gewährt hohen Genuß, welcher ohne Privateigenthum wegfallen würde.

Ein wohlgefälliges und menschenfreundliches Ansehn bieten die Vorschläge zur Gütergemeinschaft wohl dar; wer sie hört, nimmt sie mit Beifall auf, glaubend, es werde dadurch eine wunderbare Freundschaft gegen alle bewirkt, besonders wenn die Anklage erhoben wird, daß die Uebelstände in den Staaten dadurch entstehen, daß keine Gütergemeinschaft vorhanden ist, wie die Processe wegen verletzter Verträge, die Anklage wegen falscher Zeugnisse, die Kriecherei gegen die Reichen. Nichts von alle dem entsteht aber aus Mangel an Gemeinschaft, sondern aus der Schlechtigkeit der Menschen. Diejenigen, welche sich im gemeinsamen Besitz und Gebrauch befinden, sehen wir weit mehr in Entzweiung mit einander, als diejenigen, welche getrenntes Vermögen haben. Aber freilich ist die Zahl der Verhältnisse des Gemeinlebens kleiner als die Zahl der Fälle, in denen Gütertrennung vorhanden ist, wodurch die Sache weniger auffällig wird.[1])

Eben so wenig als die Gütergemeinschaft billigt Aristoteles die Versuche, eine Gleichheit des Vermögens einzuführen, wie Phaleas dies wollte, oder die Grenze des Vermögens zu bestimmen, wie dies Platon in den Gesetzen versuchte.

Diejenigen, welche diese Vorschläge machen, übersehen, daß es nicht genug ist, die Größe des Vermögens zu bestimmen, sondern daß auch die Zahl der Kinder festgestellt werden muß; denn wenn die Zahl der Kinder die Größe des Besitzes übertrifft, so wird nothwendig die Einrichtung aufgehoben, und damit ist zugleich der andere Uebelstand verbunden, daß Viele aus Reichen Arme werden, welche schwerlich nicht neuerungssüchtig sein würden.

Es hat allerdings die Gleichmäßigkeit des Besitzes für die staatliche Gemeinschaft eine gewisse Bedeutung, und es haben diese auch von den alten Gesetzgebern einige nicht übersehen. So hat z. B. Solon ein auch anderwärts bestehendes Gesetz gegeben, welches verbietet, daß Jemand seinen Besitz beliebig ausdehne. Ebenso verbieten auch die Gesetze, daß Jemand seinen Besitz veräußere, wie z. B. bei den Lokrern das Gesetz verordnet, nichts zu veräußern, es sei denn, daß Jemand nachweise, von einem offenbaren Unglück betroffen zu sein. Auch sucht man die Erhaltung der alten Loose zu sichern. In Leukas wurde durch Aufhebung dieser Einrichtung die Volksherrschaft eingeführt.

[1]) Arist. Polit. II, 2, 1—9.

Indessen kann eine Gleichheit des Vermögens zwar stattfinden, dieses aber entweder zu groß oder zu klein sein und Luxus oder Elend im Gefolge haben. Es ist also nicht genug, daß der Gesetzgeber das Vermögen gleich zu machen suche, sondern er muß auch nach einem mittleren Maße desselben zielen. Aber auch selbst die Feststellung des mittleren Maßes des Vermögens für Alle dürfte nicht hinreichend sein, sondern es kommt viel mehr darauf an, die Begierden auszugleichen, als das Vermögen, welches nicht möglich ist ohne hinreichende Erziehung durch die Gesetze.

Es liegt also wohl in der Gleichheit des Vermögens ein gewisser Nutzen, um die Bürger nicht gegen einander aufrührerisch zu machen, doch ist derselbe nicht von sehr großer Bedeutung; denn es würden damit die Besseren (οἱ χαρίεντες) unzufrieden sein, weil sie mit den Anderen gleichgestellt werden, weswegen sie auch häufig Aufstand und Unruhen hervorgerufen haben. Auch ist die Schlechtigkeit der Menschen nicht zufrieden zu stellen. Anfangs begnügt man sich wohl mit zwei Obolen, wenn aber dies herkömmlich geworden ist, verlangt man immer mehr, und so geht es in's Endlose weiter; denn die Begierde, für deren Befriedigung die große Zahl lebt, ist ihrer Natur nach unendlich. Zur Beseitigung dieser Uebelstände ist es besser, statt Gleichmäßigkeit des Vermögens einzuführen, die von Natur Edleren so zu bilden, daß sie nichts voraus haben wollen, die Schlechteren aber nichts können, welches dann geschieht, wenn sie die Schwächeren sind und ihnen kein Unrecht geschieht.[1])

Für den vollkommenen Staat verlangt Aristoteles ein Land von solcher Beschaffenheit, daß es zur Befriedigung der Bedürfnisse genügt, welches dann der Fall sein wird, wenn es so viel wie möglich alle Arten von Bedürfnissen hervorbringt. In Betreff der Größe und Beschaffenheit muß es von der Art sein, daß die Einwohner mit Freiheit und Muße zwar, aber doch mit Mäßigkeit darin leben können; seine Lage wünscht er so, daß sie nach dem Meere und nach der Landseite günstig, sowohl zur allseitigen Vertheidigung, als für die leichte Zufuhr der Lebensbedürfnisse. Ueberdies soll es auch die Beschaffung von Holz und anderen Materialien leicht gewähren.

Der Staat besteht aus ungleichartigen Elementen. Aber sie haben nicht alle gleichmäßig daran Theil.

Die Handwerker bilden keine vollberechtigten Glieder des Staates und auch sonst keine Klasse, deren Zweck und Lebensaufgabe nicht die Tugend, die Ausbildung der persönlichen Anlagen und Fähigkeiten ist.

Der Grundbesitz ist in den Händen der herrschenden Klasse; denn die Bürger des Staates müssen in Wohlstand leben.

Der Grund und Boden soll in zwei gleiche Theile getheilt und davon die eine Hälfte den Privaten als Eigenthum überlassen, die andere aber zu öffentlichen Zwecken verwendet werden. Ein jeder dieser Theile soll dann wiederum halbirt und von den Staatsländereien die eine Hälfte zu gemeinsamen Gastmählern für die herrschende Klasse, die andere zur Bestreitung des Cultes benutzt werden.

[1]) Arist. Polit. II, 2, 2—5, 11, 12.

Von den Privatgütern soll die eine Hälfte den Theil des Gebietes, welcher die Stadt zunächst umgiebt, der andere aber das Grenzgebiet gegen die Nachbarstaaten umfassen, und von den Bürgern jeder zwei Grundstücke, in jedem Gebietstheile eines, erhalten. Dadurch werde zugleich eine gerechte Vertheilung und Einigkeit in Bezug auf die Vertheidigung gegen den äußeren Feind erzielt.

Die Bebauung des Landes soll wo möglich durch Sclaven geschehen, die nicht von derselben Nation und auch nicht von muthiger Gemüthsbeschaffenheit sein dürfen; dann seien sie sowohl zur Arbeit brauchbar, als auch zu Empörungen nicht geneigt. Wenn dies nicht erreicht werden könne, solle das Land durch Hintersassen (Periöken) bebaut werden, von barbarischer Abstammung, aber von derselben Gemüthsbeschaffenheit. Diese Sclaven oder Periöken sollen theils den Privatbesitzern gehören, theils dem Staate, je nachdem sie auf dem einen oder dem anderen Theile des Landbesitzes beschäftigt sind.

Ueber die Behandlung der Sclaven und in wiefern ihnen die Freiheit als Preis auszusetzen sei, beabsichtigte Aristoteles noch besonders zu handeln, ohne daß sich in den noch vorhandenen Theilen der Politik darüber etwas vorfände.

Unter dem Namen des Aristoteles sind uns noch zwei andere Schriften von dem Alterthume überliefert worden, welche sich mit Wirthschaftsverhältnissen beschäftigen. Die Schriften über das Haushaltungswesen (τὰ οἰκονομικά) nämlich, welche früher als Theile eines und desselben Werkes betrachtet wurden, von denen aber jetzt allgemein anerkannt ist, daß sie weder zusammengehören, noch von dem Aristoteles herrühren.

Die erste dieser Schriften wird von Vielen für ein Werk des Theophrast gehalten, welches aber ebenfalls schwerlich richtig ist. Sie ist in ihrer gegenwärtigen Gestalt unvollständig und die Ideen, anderen, zum Theil vielleicht Aristotelischen Werken entnommen, sind schlecht verarbeitet, verrathen Unbehülflichkeit.

Auf den Vermögenserwerb soll zunächst die naturgemäße Thätigkeit verwendet werden; naturgemäß ist vor Allem der Ackerbau und dann in zweiter Linie die Thätigkeiten, welche der Natur Producte abgewinnen, wie der Bergwerksbetrieb (ἡ μεταλλευτική) und wenn sonst etwas der Art ist. Der Ackerbau aber vor Allem, weil er gerecht ist (ὅτι δικαία), denn nicht den Menschen, sei es mit ihrer Einwilligung, wie der Handel und die Lohndienste, noch gegen ihren Willen bringt er Einkommen, wie der Krieg. Auch ist der Ackerbau naturgemäß, denn von Natur wird Allen die Nahrung gewährt von der Mutter, also auch den Menschen von der Erde. Ueberdies trägt er viel bei zur Tapferkeit; denn nicht wie die Handwerke (οἱ βάναυσοι) macht er den Körper unbrauchbar, sondern geschickt, Wetter und Mühen zu ertragen (θυραυλεῖν καὶ πονεῖν); ebenso sich Gefahren zu unterziehen gegen den Feind; von diesem allein ist der Besitz außerhalb der Mauern. [1])

In Bezug auf die verschiedene Stellung von Mann und Frau zum Haushalt hat die Natur selbst den Unterschied festgestellt, indem sie jenem Stärke ver-

[1]) Arist Oec. I, 2.

lieh, diese aber schwächer machte, damit diese zum Bewachen geschickt wäre, wegen ihrer Furcht, jener zur Vertheidigung, wegen der Tapferkeit. Der Mann soll außer dem Hause hervorbringen, die Frau in dem Hause bewahren, die Frau ist für die sitzenden Beschäftigungen geschickt, für das Ertragen des Wetters schwach, der Mann ist für die Ruhe unbrauchbar, besitzt aber zur Bewegung Kraft. [1]).

Von den Besitzthümern ist das erste und nothwendigste, das schönste und verständigste der Mensch. Daher müssen vor Allem tüchtige Sclaven erworben werden. Die Sclaven sind von zweierlei Art, der Aufseher und der Arbeiter. Die Behandlung derselben soll so sein, daß sie weder übermüthig noch niedergedrückt werden; die, welche eine freiheitlichere Stellung haben, solle man ehren, den Arbeitern Nahrung genug geben. Wein, weil er übermüthig macht, sollen sie wenig oder keinen erhalten. Auf Nahrung, Kleidung, Ruhe und Bestrafung der Sclaven muß Sorgfalt verwendet und denselben die Freiheit als Preis ausgesetzt werden. Auch muß man sich der Treue derselben zu versichern suchen durch die Erlaubniß der Kindererzeugung; und nicht viele von demselben Volke muß man anschaffen, wie in den Staaten. Die Opfer- und Festmahlzeiten sind mehr der Sclaven als der Freien wegen vorzunehmen; denn sie sind dieser wegen mehr eingesetzt. [2])

In Betreff der Verwaltung des Vermögens kommt viererlei in Betracht, die Erwerbung, die Erhaltung, die Ordnung und der Gebrauch.

Die Besitzthümer müssen gesondert werden und es müssen der fruchtbringenden mehr sein als der nichtfruchtbringenden (καὶ πλείω τὰ κάρπιμα εἶναι τῶν ἀκάρπων), das Erwerbsvermögen (oder Erwerbscapital) muß größer sein als der Verbrauchsstamm (das Verbrauchscapital), die Arbeiten müssen so vertheilt werden, daß nicht alle zugleich gemacht werden.

Das dem Aristoteles zugeschriebene zweite Buch der Oekonomik unterscheidet vier Gattungen von Wirthschaften.

1) Die königliche. Sie bezieht sich auf vier Arten von Gegenständen: das Münzwesen, die Aus- und Einfuhr (περὶ δε τὰ εἰσαγώγιμα, καὶ ἐξαγώγιμα, πότε καὶ τίνα παρὰ τῶν σατραπῶν ἐν τῇ ταγῇ ἐκλαβόντι αὐτῳ λυσιτελήσει διατίθεσθαι), und den Aufwand, bei welchem außer der Größe in Frage kommt, ob dazu Geld zu geben oder die Dinge in natura zu liefern.

2) Die Satrapenwirthschaft. Sie umfaßt sechs Arten von Einkünften:

a. Die Abgaben von Grund und Boden (ἡ ἀπὸ γῆς, αὕτη δέ ἐστιν ἣν οἱ μὲν ἐκφόριον, οἱ δὲ δεκάτην προσαγορεύουσιν);
b. von dem (beweglichen) Privatvermögen (ἡ ἀπὸ τῶν ἐν τῇ χώρᾳ ἰδίων γενομένη, οὗ μὲν χρύσιον, οὗ δὲ ἀργύριον, οὗ δὲ χαλκός, οὗ δὲ ὁπόσα δύναται γένεσθαι);
c. die Hafenzölle (ἡ ἀπὸ τῶν ἐμπορίων);

---

[1]) Ibid. I, 3.

[2]) Arist. I, 5. Diese Bestimmungen, welche das enthalten, was Aristoteles im siebenten Buche der Politik verheißt, sind vielleicht einer uns nicht erhaltenen aristotelischen Schrift entnommen.

d. die Land- und Marktzölle (ἡ ἀπὸ κατὰ γῆν τεκαὶ ἀγοραίων τελῶν γενομένη);
e. die Abgabe vom Vieh — eine Art Blutzehnte — (ἐπικαρπία τε καὶ δεκάτη καλουμένη);
f. das Kopfgeld der Nichtbesitzenden (ἡ ἀπὸ τῶν ἄλλων, ἐπικεφάλαιον τὲ καὶ χειρωνάξων προσαγορενομένη).

3) Die Stadtwirthschaft. Sie umfaßt drei Arten von Einkünften:
a. die Abgabe von dem Privatbesitz an Grund und Boden; sie bilden den bedeutendsten Theil der Einkünfte (ταύτης δὲ κρατίστη μὲν πρόςοδος ἡ ἀπὸ τῶν ἰδίων ἐν τῇ χώρᾳ γενομένων);
b. die Hafen- und Marktzölle (ἡ ἀπὸ τῶν ἐμπορίων καὶ δι' ἀγώνων);
c. die von den Reiheleistungen (ἡ ἀπὸ τῶν ἐγκυκλίων).

4) Die Privatwirthschaft. Auch sie umfaßt drei Arten von Einkünften:
a. Ihr vornehmster Theil ist der Ertrag des Landes (κρασίστη μὲν πρόςοδος ἡ ἀπὸ γῆς γενομένη);
b. die zweite von den Gewerbsarbeiten (ἡ ἀπὸ τῶν ἄλλων ἐγκυκλημάτων);[1]
c. die vom Darlehn (ἡ ἀπὸ ἀργυρίου).

Diese allgemeinen Sätze sind aber in der Schrift nicht ausgeführt, sondern nur im Eingange kurz erörtert; dagegen ist darin eine große Zahl von Beispielen zusammengestellt, wie sich Fürsten und Staaten besonders in außerordentlichen Fällen Geldmittel verschafft haben. Das Ganze weist auf die Zeit hin, wo Griechenland, Vorder-Asien und Aegypten den Nachfolgern der Feldherrn Alexander's des Großen gehorchten.

* * *

Von den späteren Philosophenschulen sind wesentliche Leistungen für die Weiterbildung der Wirthschaftslehre nicht gemacht worden. Die Stoiker trieben dem Communismus zu, obgleich nach dem Berichte des Cicero (de Fin. III., 20) Chrysipp das Privateigenthum gerechtfertigt haben soll; aber er sowohl als Zenon, der Stifter der Schule, lehrten die Weibergemeinschaft.[2] Auch die Sclaverei billigten sie noch, obgleich das Princip ihrer Philosophie darüber hinausging.

Den Epicuräern ging das Leben in dem Bestreben auf, sich von aller Unlust frei zu halten. Hätten sie sich mit den Sorgen der Wirthschaft beladen sollen?

Die späteren Akademiker und die Skeptiker ergingen sich vorzüglich nur in logischen Untersuchungen. Die Verhältnisse des praktischen Lebens blieben ihnen fern.

---

[1] Ἐν Συρακούσαις — ἐκεῖ γὰρ λαμβάνων τις μισθὸν ἐδίδασκε τὰ ἐγκύκλια διακονήματα τοὺς παῖδας. Arist. Polit. I, 7, Bekk.

[2] Diog. Laert. VII., 4. VII. 33.

Druck von F. Heinicke in Berlin, Hirschelstraße 4.

CUINAM NOSTRI AEVI POPULO DEBEAMUS PRIMAS OECONOMIAE PUBLICAE ET STATISTICAE NOTIONES.

QUAESTIO HISTORICA

QUAM

EX AUCTORITATE

AMPLISSIMI PHILOSOPHORUM ORDINIS

PRO LOCO IN EODEM ORDINE

ET

JURIBUS MAGISTERII LIPSIENSIS

RITE OBTINENDIS

D. VIII. M. OCT. MDCCCXXVIII.

ILLUSTRIS JCTORUM ORDINIS CONCESSU

IN AUDITORIO JURIDICO

PUBLICE DEFENDET

FRIDERICUS CHRISTIANUS AUGUSTUS HASSE,

DOCTRINARUM HISTOR. AUXILL. P. O. DESIGNATUS,

ASSUMTO SOCIO

FRIDERICO RUDOLPHO HASSE,

DRESDENSI.

LIPSIAE

IMPRESSIT FRIDERICUS BROCKHAUS.

DOCTORI JUBILAEO

VIRO MAGNIFICO ET SUMME VENERABILI

CHRISTIANO DANIELI BECKIO

S. S. THEOL. ET PHILOS. DOCTORI. GRR. ET LATT. LIT. P. P. O. REG. SAXON. A CONSIL. AUL. ORD. SAXON. VIRT. CIV. EQUITI. UNIVERSIT. LIPS. SENIORI ETC. ETC.

IN IPSA SENECTUTE PRAE CETERIS FLORENTI

DE

LITERARUM STUDIIS IN GERMANIA ET SAXONIA

LONGE MERITISSIMO

DOCTRINAE SOLIDIORIS ET IN COMMUNEM USUM CONVERSAE

AUCTORI ET EXEMPLO

VIRO SUMMO CELEBERRIMO

CUI JAM APPROPINQUANT

SEMISAECULARIA

MUNERIS IN HAC ACADEMIA DOCENDI SOLEMNIA

HANC QUALEMCUMQUE DISCEPTATIUNCULAM

TENUISSIMAM

DIEI LAETISSIMI PRAENUNTIAM

TAMQUAM PIGNUS VENERATIONIS JUSTAE

PIE REVERENTERQUE OFFERT

TANTI NOMINIS

CULTOR OBSERVANTISSIMUS

JAM FUTURUS DOCTORUM LIPSIENSIUM

DOCTOR NOVISSIMUS

F. C. A. HASSE.

Habet Venerationem Justam
Quidquid Excellit.

Cicero.

Estne jam perfecta rei familiaris civilis Doctrina?

Varias hominum opiniones et veras et falsas diu fluctuare, antequam constet, quid rectum et utile, aut quid non sit, quid tempori, loco rebusque conveniat, necne, quotidie videmus. Quum in suis quisque rebus, nunc consuetudinis dulcedine, nunc novitatis gratia huc et illuc ductus, multum vacillet, multo magis in consilio de rebus gravissimis ad salutem civitatis commoditatemque omnium spectantibus capiendo titubarunt principes, rerum publicarum procuratores. Itaque mirum non est, si rei familiaris civilis scientia post tot et tantas rerum commutationes, e quibus hodierna Europae nostrae emerserit forma, nondum in certis ubique posita sit principiis. Etenim ne hodie quidem, sive usum rei publicae administrandae, sive doctrinae praecepta perpenderimus, inter se plane consentire videmus viros rerum civilium peritissimos[1]). Nihilo tamen minus non paucae de opum parandarum, augendarum, distribuendarum et fruendarum doctrina notiones propositionesque ita sunt et ratione et usu comprobatae, ut ex iis illius scientiae, quam Galli „*Économie politique*", Britanni „*Political economy*", et Germani „*Volks- und Staatswirthschaft*" vocare solent, forma

---

1) Ita e. g. multum inter se discrepant *Say* et *Ricardo*, quod ad pretium et rei et permutationis recte definiendum attinet. Cf. *Ricardi* liber „Des principes d'économie politique, etc. avec des notes explicatives critiques," par *J. B. Say*. T. I. p. 2, 7, 9, 12 sqq. T. II. 222, 296 etc. — *Simonde de Sismondi* impugnavit *Ricardi* sententiam de consumendis opibus; item *C. Pictet* quasdam ejusdem de re rustica opiniones.

satis apta potuerit contexi, eaque admodum concinna[2]). Quod quidem a Gallis, Britannis, Germanis Italisque, ut opera ab aliarum gentium cultiorum auctoribus edita praetermittam, certatim factum esse, et adhuc fieri, nemo est, qui nesciat.

Quanam ratione scientia rei familiaris civilis recte administrandae et accuratior rerum publicarum descriptio inter se cohaereant?

Ut autem omnes literae inter se nexae, quum quaevis scientia una alterius clarescat luce, mutuum sibi praebent alimentum atque auxilium, ita inprimis cum rei familiaris civilis doctrina arctissimo conjuncta est vinculo accurata illa civitatum, quales reapse sint, notitia, quam nostrates

2) Sic nos quidem judicamus cum *Prevostio*, qui dicit (p. IX in praefat. ad *Mac Cullochii* „Discours sur l'origine, les progrès, les objets particuliers et l'importance de l'Économie politique," trad. de l'Anglais par *Prevost*. Genevae et Paris. 1825.): „L'Économie politique est assez avancée, pour qu'elle puisse être enseignée avec méthode, et pour que l'on soit d'accord sur les points les plus importans et les plus applicables." — Addere libet, quae de schola *Ricardi* asserit: „Ces profonds économistes en sont venus à reduire la science à une grande simplicité, en prenant pour base des moyennes et en écartant toutes les circonstances accidentelles qui auraient pu les arrêter dans leurs généralisations. C'est par cette marche qu'ils arrivent à répandre la lumière sur des objets compliqués." p. 176. N. — In contrarias tamen disserit partes *Ancillon* in libro, quem nuperrime edidit: „Zur Vermittelung der Extreme in den Meinungen" Berol. 1828. I. p. 90, ubi dicit: „Die Staatswirthschaft ist weit entfernt, als Wissenschaft, ihrer Vollendung nahe zu sein; sie bietet noch immer mehr Probleme als Theoreme dar, und in ihrem vermeintlichen Systeme gibt es noch viele und grosse Lücken." — Addit porro: „Allgemeine Sätze reichen hier nicht aus; sie führen sogar irre; es gibt immer mehr Ausnahmen von den Regeln, und gewöhnlich geben die localen, zeitigen, individuellen Verhältnisse über das Allgemeine den Ausschlag." — Maxime disputatur de singulis, e. g. de re gravissima, de portoriis. Ita nuper in comitiis Bavaricis, Commissarius regius, *D. de Wirschinger*: „In Ansehung des Zollwesens liegen zwei grosse Mächte, Theorie und Erfahrung, im Streite. Die Verwickelung der Verhältnisse, die Menge von Thatsachen widerstrebt der Anwendung eines absoluten Princips." (Vid. Allgem. Zeit. 1828. N. 178. Additam.)

primi „*Statistik*" seu „*Staatenkunde*" nominarunt. Factum est proinde, ut hae doctrinae, ad disciplinae formam quod attinet, nostris temporibus tamquam gemellae sorores ex una matre, societatis videlicet civilis gremio, enatae, ingenio autem hominum usuque rerum aequaliter et fere simul excultae, pari ambae semper longius processerint passu.

Quod si vero argumentum utriusque respicimus, unam alteri antecedere videmus. Illa enim, rei familiaris civilis recte curandae doctrina examinat fontes, e quibus omnes et populi et civitatum hauriantur opes, unde privatis publicisque necessitatibus satisfieri queat; porro rationem parandi opes explicat, definitque modum negotii ea in re quum a populo tum a civitate ipsa suscipiendi; describit igitur viam industriae latissime patentem, ostendens, quorsum singulae artium divitiarumque semitae ducant, cur nunc secedant, nunc appropinquent, et quae in loca denique conveniant, ita ut postremo omnes et industriae privatae in re populi sublevanda, et prudentiae civilis in re publica gerenda artes opesque junctim assequantur finem societatis, qui in juris sanctitate utilitatumque communione cernitur. Haec autem, scilicet singularum civitatum, quales re vera sint, descriptio, quam *Statisticam* vocant, in eo versatur, ut rei publicae statum, qualis secundum rationem, qua vires populi legisque conjunctae agant, hodie sit, diligenter exponat. Quod quidem recte fieri non posse, nisi rerum, quibus opes civitatum augeantur, aut minuantur, sciamus calleamusque naturam, nemo non videt. Fingas aliquem civitatum Europaearum imaginem exprimere velle, qui rationem et vim naturae, qua civitates spirent vigeantque, ignoret, num aliud quid eum putabis nobis propositurum, nisi simulacrum corporis, non animi, imperfectam certe adumbrationem, vel tabulam diversissimis notulis quidem refertissimam et variatam, sed eamdem inanimatam et mutam? Vim et effectum ostendere vult, cujus ipse non videt causam. Alium contra fingas, qui rei familiaris administrandae artem secum constituerit docere, civitatum vero, quales sint, nullam plane aut minus accuratam habeat notitiam, num is veras mutationum, quas in vitae publicae conditione deprehendimus, unquam

poterit explicare causas? Vana potius aut inania videbuntur, quaecumque ille de opum augendarum arte tradiderit praecepta, quippe quae, a natura rerum aliena, experientiae voce neutiquam comprobentur.

Quantopere autem scientia rei familiaris publicae vicissim accuratiore civitatum descriptione adjuta, immo exculta fuerit, neminem fugiet, qui *Statisticae*, quam vocant, *comparativam* (Statistique comparée), hodie primum a Germanis, Italis et Francogallis adumbratae, intellexerit naturam et rationem. Quemadmodum enim secundum *Neutonium* in Philosophia, quam dicunt experimentalem, „leges deducuntur ex phaenomenis, et redduntur generales per inductionem," ita statistica comparativa, dum res civiles ubique explorat atque perpendit, leges quasi scribit rei familiari civitatis recte curandae. Ut unum saltem afferam exemplum, illud Oeconomiae politicae principium: Populi numerus in universum crescit, decrescitve pro annonae fructuumque aut vilitate aut caritate, emanat e rerum civilium calculis [3].

Intimam denique utriusque doctrinae conjunctionem intelliget, qui Philosophiae et Historiae vim in utraque recte tradenda satis cognitam compertamque habet. Illa enim Academicorum disciplina, quae suum cuilibet scientiae adponit lumen, de optimo reipublicae statu disserens, certum et libertatis effrenatae et dominationis impotentis invenit temperamentum; eademque de legibus disputans Philosophia, ubi justitia non sit, rem quoque publicam non esse, luculenter ostendit; justitiam autem, aequitatem, fidem,

---

3) „La popolazione segue in generale il rapporto delle produzioni agrarie." V. „Prospetto statistico delle provincie Venete" *di Ant. Quadri.* Venet. 1826. — Quantum vero luminis Statistica comparativa Oeconomiae politicae accendat, jam ex uno illo problemate apparebit, quod *Melchior Gioja* in libro: „Filosofia della Statistica" (Mediol. 1826 sq. 2 Voll. 4°.) solvendum sibi proposuit: „La somma de' vantaggi di cui è suscettibile un paese confrontata colla somma de' vantaggi, che se ne ottengono, serve a misurare i gradi dell' industria e dell' indolenza. Allorchè quelle due somme sono uguali, l'industria è massima; la differenza ci addita i gradi minori e le mancanze." — Uberrime hanc rem tractavit *Ganilh* in libro: „La théorie de l'économie politique fondée sur les faits résultans des Statistiques de la France et de l'Angleterre." 2e Édit. Paris. 1822.

quae prima sint omnis rei familiaris praesidia, et a natura hominis proficisci, et ab omnibus pariter pia mente colendas, nos docuit, ex lege divina proinde nefas esse, omnia ad utilitatem referre; pietatem contra, ut in singulis, sic in populis, vim habere maximam, talem quidem, ut illa sublata, et fides et societas generis humani et una excellentissima virtus, justitia, quoque tollatur. Quae omnia a Cicerone praeclare dicta quis non legerit? Historia autem, quam idem Tullius noster jure optimo lucem veritatis et magistram vitae appellat, tamquam testis temporum, istas philosophorum de optimo rerum publicarum statu, de sanctitate juris et de summa pietatis vi sententias exemplis populorum civitatumque illustrat atque firmat. Adumbravit enim Tacitorum et Thuanorum ars statum rei publicae et societatis humanae conditionem, quales ipsorum aetate erant, tali ratione, qua iis utendum est, qui nostris temporibus rerum publicarum imaginem vere apteque delineare velint. Nam qui res nostras civiles describunt, non ea tantum enumerant ponderantque, quae in utilitatis rationem cadunt, ut facultates rerum, et copiae, opes, potentia, commoditas, jucunditasque — quibus non nisi una societatis humanae facies, terrestris illa et ignobilior, effingitur — sed in hominum vita etiam ingenii vires, animi fortitudinem mentisque sanitatem expendunt, adeoque in civitatibus juris observantiam et in populis morum castitatem considerant, itaque, ut uno verbo dicam, caelestem illam hominum, qui juris consensu et utilitatis communione sociati sunt, nobis ante oculos ponunt faciem[4]).

4) *Ancillon* in libro l. eos, qui rei familiaris opes tantum in utilibus videant, minus accurate civitatum describere statum, et oeconomiae politicae ambitum justo definire angustiorem, his significat verbis: „Das Aufsammeln, Auffassen und Erklären *der materiellen Elemente* des Staatslebens habe die Aufmerksamkeit von den viel wesentlicheren *moralischen* Bestandtheilen abgezogen, und auch hier habe der Körper den Sieg über den Geist davon getragen.“ — Eamdem profitetur sententiam *Poelitzius* in libro: „Volkswirthschaftslehre, Staatswirthschaftslehre und Finanzwissenschaft, und Polizeiwissenschaft“; (Edit. 2. Lips. 1827.) p. 53. „Um die Erscheinungen des Volksreichthums zu erklären, wird man nie bloss mit der Lehre von den materiellen Gütern ausreichen; denn mens agitat molem.“

Ex his intelligi potest, utramque et civitatum accurate describendarum et rei familiaris publicae recte tuendae scientiam non solum inter se arctissime cohaerere, sed communia etiam habere plurima. Quo quidem factum est, ut Oeconomiae politicae et Statisticae, quas vocant, doctrinae nostris inprimis temporibus fere simul in aptiorem disciplinae formam, licet nondum omnibus absolutam numeris, redigerentur. Minime autem exinde colligendum est, nunc demum, a *Quesnayii* scilicet aetate ad nostra usque tempora, primarias rei familiaris civilis inventas fuisse notiones; usu potius eas jam antiquitus invaluisse, tum ex ipsa rerum natura, tum ex civitatum Europaearum emanat annalibus; perinde quoque, homines rerum civilium peritiores accuratam civitatum notitiam multo ante habuisse, quam hujus cognitionis ars et regula excogitata fuerit, immo primam utriusque rei scientiam naturali utriusque colligatione in eodem populo exstitisse, historiae confirmant testimonia.

Quibus praemissis ad id venio, quod mihi proposui indagandum:

Cuinam nostri aevi populo primas illas debeamus notiones, e quibus tamquam ex tenui rivulo, rei familiaris civilis scientia paullatim in pleniorem se effuderit alveum, ita ut simul idonea quoque civitatum conditionem describendi ratio ampliorem campum sit complexa.

Galli atque Britanni utriusque doctrinae vulgo dicuntur conditores.

Galli et Britanni vulgo creduntur, tum exemplis Sullii, Cromwellii, Colberti, Turgoti, Pittii, tum scriptis, inde a Bodino usque ad Stewartum, et a Franc. Quesnayio usque ad Riccardum, primi dedisse solidiora rem familiarem populi rectius curandi praecepta, atque formam hujus disciplinae ita constituisse, ut a cognitione artium, quae ad rem rusticam, artificia et commercia exercenda pertinerent — quas nos quidem „*Cameralwissenschaften*" nuncupare solemus — plane sejuncta, ea tantum comprehenderet negotia, quae a populo in re sua et a civitate in re populi essent gerenda. Inde colligunt, iis quoque, inprimis Quesnayio et

Adamo Smithio, primarias rei familiaris civilis deberi notiones. Mihi autem, hac re altius repetita, visum est, prima istius scientiae vestigia, aeque ac principia civitatum recte noscendarum in Italorum et Germanorum deprehendi annalibus[5]).

Qua ratione auctor in contrariam partem disputare sibi proposuerit?

Qua in re probanda ut rite agamus, prius erit breviter exponendum, quaenam istae sint rei familiaris publicae notiones, antequam origines earum, documentis historiae allatis, Italis Germanisque vindicemus. Maximam enim partem eorum, quae ratio hodie de divitiis comparandis, amplificandis, distribuendis et fruendis recte statuat, Italos jam et majores nostros in usu habuisse, mihi persuasum est. Ad usum vero quod attinet, probe distinguendum erit, quid ea in re ingenio solertiaeque populi, et

5) Germanorum de re familiari civitatum scriptores, ut *Comes de Soden*, *de Jakob*, *Lotz*, *Rau*, *Pölitz* aliique minime ignorant, Italos de hac scientia bene meruise; Gallorum autem et Britannorum scriptores Italos obiter tantum nominant sibique ipsi primum locum assignare videntur. Ita quidem *Say* in libro: „Traité d'Économie politique" (3. Éd. 1817. I. XXX. sq.) et in Articulo „de l'Économie politique" (v. l'Encyclopédie progressive etc. Paris. 1826. Fasc. 1. p. 270.); ubi haec ejus sunt verba: „quelques écrivains Italiens, au nombre desquels il faut placer sur un rang très-élevé *Verri*, *Beccaria*, *Filangieri*, contribuèrent à répandre des notions d'économie très-judicieuses — *mais ils ne me paraissent pas avoir d'allure qui leur soit propre, et marchent constamment appuyés sur les publicistes de l'Angleterre et de la France.*" — Eamdem sententiam profert *J. C. L. Simonde de Sismondi* in libro suo: „*Nouveaux* principes d'économie politique ou de la richesse dans ses rapports avec la population" (Édit. 2. Paris. 1827. 2 Voll. Édit. 1. 1819.). Pariter ignorat *Mac-Culloch* in l. l. fere omnia, quae Italiae et Germaniae scriptores in hac scientia praestiterunt; Comitis tantum de *Verri*, Mediolanensis, meritum in refutandam theoriam Physiocratorum agnoscit (p. 63.); id quod jam *Willius* noster („Versuch über die Physiokratie." Nürnb. 1782, p. 18.) probissime fecerat. Nec *Strelinius* (vid. ejus „Versuch einer Geschichte und Literatur der Staatswissenschaft." Erlangen. 1827.) omisit nomina Italicorum de rebus civilibus scriptorum, quibus recensendis *J. A. Müllerus* peculiarem dedit operam in libro suo: „Chronologische Darstellung der italien. Classiker über Nationalökonomie" etc. Pesth. 1820.

quid prudentiae atque consiliis rectorum reipublicae debeatur. Dein ex historiae literariae testimoniis, scriptores Italorum de re familiari civitatum in ponendis hujus doctrinae principiis Francogallos et Britannos praecessisse patebit. Ad formam hujus disciplinae denique quod attinet, quamvis Francogallos Britannosque de ea constituenda rectiusque definienda bene meritos esse, inter omnes constet; complures tamen etiam Germanorum scriptores de gravissimis illius disciplinae argumentis subtilius disputasse et fines doctrinarum, in quibus res familiaris tractanda sit, accuratius descripsisse, nemo sane erit, qui ignoret. Lotzium, de Jakob, Comitem de Soden, Sartorium, Poelitzium, Rauium omnino hic nominasse sufficiet.

Primariae doctrinae civilis de civitatum opibus notiones.

Primarias autem doctrinae civilis de re familiari communi notiones, eas scilicet, in quibus harum rerum primordia deprehendamus, his fere comprehensionibus mihi visus sum complecti:

I. Opes populorum aeque ac civitatum non tantum in rebus vulgariter utilibus, iis nimirum, quae numeris aestimari queant, quarum complexum fundum, sortem, sive caput nominare solent, verum etiam multo magis in animi facultatibus, mentis virtutibus morumque castitate consistere; ita quidem, ut id, quod justum sit atque honestum, et ingenii vires plus valeant ad opes acquirendas, augendas, distribuendas, tuendas atque bene fruendas, quam sola utilitatum commoditatumque, quae sub sensus cadant, computatio. Quam ob rem civitatum rectores, dum eas res parant atque tuentur, quibus actio vitae socialis continetur, non id solum curare debent, ne, quod utile videatur, pugnet cum honesto, sed etiam, ut cives ad veri perspicientiam, eamque solertiam, in qua sapientia et prudentia ponatur, rite formentur. Inprimis autem omni ratione, maxime optimatum et virorum principum exemplis, generosa illa animi adversio civibus erit instillanda, qua incitati opes, commoditates, voluptates, honores et quae sunt alia industriae praemia, spernant, quoties ea de re aliquam a

se insignem reipublicae utilitatem praestari posse videant, aut saltem numquam emolumentum sibi petant, quod a publicis commodis sejunctum sit, nec postulent, ut privata sua res cum publicae detrimento augeatur[6]).

II. Justitiam, quae suum cuique tribuat, quoniam ex illa libertas civilis, sive legitimae in rebus causisque civium aequabilitatis conservatio tota pendeat, quum singulis ad bene beateque vivendum, tum toti reipublicae ad salutem obtinendam, omniaque sarta et tecta conservanda, quasi rerum suarum et fundamentum et columen, summum esse bonum[7]).

III. Civibus latissimum laboris campum patere necesse haberi; fructus autem laboris tanto uberiores fore, quanto plures fiant operarum in re familiari ponendarum partes, quae pro rerum finisque obtinendi natura, virium ratione adhibita, singulae singulis prudenter assignentur; id quod *Adamum Smithium* luculenter exposuisse constat. *Dav. Ricardius* autem acutissime docuit, quantum laboris ad mercem aliquam conficiendam requiratur, tantum etiam fore pretium permutationis, quod tamen neutiquam pro mercedis operariis solvendae ratione augeri deminuive queat[8]).

---

6) Quae omnia contra Adamum Smithium subtilius uberiusque exponunt: *Storchius* in libro: „Betrachtungen über die Natur des Nationaleinkommens.“ Halae. 1825; *Poelitzius* in l. l. 68 sqq. 87. (ubi memorat, quantum scriptorum sedulitas et mercaturae librariae industria ad opes patrias augendas faciant, id quod etiam nuperrime *C. Dupin* intuitu Francogalliae acutissima demonstravit computatione). Pari ratione inter Italos *F. Gioja* et *C. Boselini* mentis atque ingenii vires inter ea referunt bona, quae ad rem familiarem populi maxime pertineant. Quod etiam *Simondius* his praedicat verbis: „L'Économie est en grande partie une *science morale*.“

7) Plura de justitia, quae huc referri possunt, egregie dixit *Cicero* in libris de officiis, de legibus, de republica. Quae vero sit vis ac natura libertatis illius civilis, exposuit *Poelitzius* l. l. 163.

8) De operarum partitione ita *Pölitz* l. l. p. 72. „Die zweckmässigste Theilung der Arbeit bildet die sicherste Grundlage des gleichmässigen Fortschritts des Volkswohlstandes.“ Cff. *Rau*, l. l. §. 114—116. *Mac-Culloch*, l. l. p. 118. Idem *Ricardi* sententiam ita exprimit p. 162. „Le prix est représenté par les frais de production“ et p. 83. „La hausse des salaires occasionne une baisse des profits, et non une hausse dans les prix des marchandises; et une baisse des salaires occasionne une hausse des profits, et non une baisse dans les prix.“ His addere liceat ingeniosissimam illam et valde probabilem argumentationem, qua

IV. Rei rusticae artes non modo prima omnium opum progenuisse semina, sed deinceps perpetuis quasi filis solidissima divitiarum deduxisse stamina; industriae autem fructus et commerciorum quaestus vicissim quam plurimum facere ad rem rusticam magis magisque locupletandam[9]).

V. Efficacissimum industriae commerciorumque adjumentum esse libertatem, quae vim in se habeat vitalem, modo non desit fides.

VI. Bona quaelibet atque pretia rerum et ex naturae necessitate et ex vitae cultioris ratione ususque commoditate aestimanda esse; pretium vero permutationis communiter pro quantitate impensarum, nulla fere aut raro habita emendi vendendique opportunitatis ratione, definiri[10]). Pecuniam ipsam, quatenus ad pretium, non rei seu usus, sed permutationis tantum constituendum adhibeatur, mercis habere naturam, quatenus autem copia illius pro solutione rerum emendarum caveat, inter bona, et sortis quidem loco, esse numerandam; minime tamen metalla nobiliora, quibus tamquam pretio eminenti utantur gentes, divitiarum fontem et basin existimanda esse[11]).

VII. In reditibus computandis impensas de capite deducendas esse,

---

Mac Culloch l. l. p. 167 sqq. e principiis Ricardiis, de naturali colligatione, qua deminutio lucri et augmentum mercedis inter se connexa sint, concludere studet, frumentarium Britanniae cum exteris gentibus commercium, si res publica servari velit, ab omni vinculo liberandum esse. — Qui vero aliter sentiunt de causis vicissitudinum, quibus publica fortuna agitatur, nec culturae progressu opes indies deminui, ut Ricardus, existimant, de hac tamen congruunt sententia, libertatem commerciorum tamquam regulam ponendam esse, ut divitiarum trutina, licet interdum huc et illuc nutet, aequum teneat motum. „Pour prévenir la décadence divitiale, il faut établir la liberté du commerce.“ *Mac Culloch*, l. c. 201. — Hanc libertatem autem cum ista infinita operarum distributione necessario conjunctam esse, nemo non videbit.

9) Inde fluit, secundum *Prevostium* l. l. 179, istud *Ricardi* principium: „Le taux des profits agricoles règle celui des profits industriels.“

10) Hoc *Ricardi* principium explicat *Prevostius* l. l. p. 180.

11) Cf. *Pölitz* p. 92. — Divitias in pecuniae copia consistere, fundamentum fuit systematis, quod vocant mercatorium, contra quod felicissime disputasse *Ad. Smithium*, *Sismondium*, *Sayum*, *Storchium* aliosque, notissimum est. Item *Mac Culloch*, l. l. p. 25.

ita ut addendo deducendoque videamus, quae reliqui summa fiat, tributis conferendis obnoxia; qua quidem in re quaestus peculii (vectigalia i. e. Renten), quaestus industriae seu mercium (lucrum), et quaestus operarum (merces) probe sunt distinguendi.

VIII. Rei itaque numariae, viarum publicarum, navigationum, reique veredariae commoditates a civitatum rectoribus, non minus quam a civibus ipsis, si scilicet imperii forma id patiatur — pati autem oportet —, communi eorumdem consilio, providendas esse; maxime vero aequam portoria locandi rationem justamque census aestimationem, ex agrorum terminis et praediorum fructibus recte cognitis faciendam, ad civitatis de re familiari populi suaque ipsius curam pertinere.

IX. In frugibus opibusque consumendis naturam ipsam vitaeque rationem esse sequendam, et quamvis de legibus sumptuariis disputatio nondum ad finem sit perducta, id tamen pro relicto haberi, divitias neutiquam ad perfruendas voluptates expetendas esse. Quod si vero quis delectaretur magnificis apparatibus vitaeque cultu cum elegantia et copia, adfatim opum ipsi ad gratificandi civesque suos juvandi facultatem superesse oportere, optimeque, ut brevi expediam, se explicare in divitiis fruendis spiritum illum civilem, quem Britanni publicum vocant, eorum scilicet, qui civitatem incrementa e re sua capere gaudeant; perniciosissimam contra saeculi labem esse illos homines locupletiores et pecuniosiores, hypocisthidibus persimiles, quos Venusinus haud male dicit „numerum et fruges consumere natos.“ Quemadmodum denique opes ita sunt quaerendae, ut ex aliis aliae semper producantur (quam ob rem incrementum bene partorum verissimum ipsius laboris industriaeque esse incitamentum, recte docuit *Sayius*); sic quoque in consumendis civitatum opibus unam esse respiciendam necessitatem et utilitatem, eam quidem publicam, hanc vero communem, optimumque in re publica vectigal, quasi nervum esse civitatum, vel opulentissimarum, parsimoniam.

An et quatenus civitas rem civium familiarem ipsa debeat agere?

Quae strictim tantum attigimus summatimque significavimus consilia populi in re sua curanda, ea omnibus fere probata sunt doctoribus. Quae vero cura et qualis a civitate ipsa de re populi familiari adhibenda sit, de ea in utramque partem disputant. Sunt enim, qui Physiocratis, quos vocant, et Adamo Smithio assentientes, prorsus nullas civitatum gubernatoribus, praeter juris atque libertatis tutelam, in re populi familiari curanda relinquant partes; alii contra, prae ceteris *Poelitzius*[12]), quia cives ipsi nec ingenio et intelligentia, nec solertia prudentiaque satis polleant ad res suas augendas, civitatum rectoribus aliquantam hujus rei curandae partem adtribuunt, dummodo ne nimium velint industriam ipsam regere privatisque sese immiscere rebus. Magnum utique statuunt civium industriae posse adferri adjumentum, tam legibus sapienter scriptis, quam subsidiis prudenter suppeditatis, totiusque gubernationis, quae foras spectet, consiliis. Nihilo tamen minus comprobant tritissimum illud: Commercia libera sunto[13]). Quam vero regulam sic volunt intelligi, ut summi magistratus sedulo invigilent, ne singulorum industria a fide justitiaque discedente detrimenti quid capiat res publica, si v. c. cives suorum commodorum studiosissimi in publica peccaverint; aut si videant, singulorum utilitates inter

12) L. l. p. 141. — *Sismondius*, qui contrariam sententiam in libro: „De la richesse commerciale“ (1803) defenderat, nunc etiam admittit „l'intervention du gouvernement dans tout ce qui a rapport à l'accroissement de la richesse nationale“ etc. Gubernatorem rei publicae praedicat esse „le représentant de l'intérêt permanent, mais calme de tous, contre l'intérêt temporaire, mais passionné de chacun“ (l. l. I, 52.). Idem: „L'intérêt des propriétaires n'est point le même que celui de l'État; ils ne cherchent que le produit net; l'État ne voit que le produit brut... L'accroissement du produit net aux dépens du produit brut peut être une calamité nationale.“ T. 1., 484., 152 sq. 261 sq. Cf. *Rau*, l. l. §. 14. 15. 20.

13) Verbum illud negotiatoris francogallici, qui regis administro sciscitanti, quid sibi agendum esset, ut commercia efflorescerent, responderat: Laissez faire! argutius quam verius dictum, huc minime quadrat. Involvit rem, non explicat. Nobis enim in re gravissima incuria haud minus placet, quam inquisitoris cura.

se, quin etiam interdum cum publicis pugnare utilitatibus[14]). Ad hanc vero de re familiari populorum a summis civitatum praefectis recte adhibendam curam caput est: *Nosse rem publicam.*

Ut denique nonnulla singulatim tangam, publica cura in his praesertim mihi versari videtur: ut numerus civium, quibus sit mens sana in corpore sano, augeatur, proletariorum minuatur[15]); ut servitutis et glebae vincula solvantur; ut latifundia — quae Italiam perdidisse, ex Plinio scimus — nimiasque bonorum coacervationes, quales v. c. manus mortuae, fideicommissorum etc. esse dicunt, dispertiendi facultas detur; ut rei rusticae ornandae causa libera sit terrenorum commodorum mercatura; ut industria civium exteris gentibus quam minime sit vectigalis; ut artibus utilibus scholae aperiantur, aleae autem latebrae, quas Londinenses olim recte Tartara (Hell), hodie, quo mulierecularum aures titillent, Pandaemonia vocant, de medio tollantur; ut res publica se ipsa a quovis privatae industriae genere exercendo plane abstineat; ut qui rebus publicis gerendis praesunt, aerarium nulla re, quae liberrimum civium inter se commercium aliquo modo gravet impediatque, ditari posse existiment sibique potius persuasum habeant, numos in communicationem utilitatum faciliorem reddendam erogatos, multiplicatos ad fiscum undelibet redituros esse; ut fidem denique et publicam et privatam, tamquam firmissimum rei familiaris communis fulcrum atque adjumentum, omni ratione tueantur. Nobilissima autem principis atque optimatum cura in re familiari civium adhibenda, eaque rei

---

14) Eam ob causam illa omnium certatio in exercendis diversis industriae generibus, nullis descripta finibus, quam rationes *Quesnaji* et *Adami Smithii* defendunt, a quamplurimis hodie reprobatur, e. g. a *Sismondio*: „La libre concurrence n'est pas conforme à l'intérêt de tous, parceque celui du plus fort n'est pas contenu par celui du plus faible“ (I. 509.).

15) Numerum civium augeri deminuive pro redituum privatorum modulo, recentiores ostenderunt scriptores, inprimis *Mac Culloch*, qui ex sortis universae, quae populi bonis constat, quantitate numerum ait pendere civium. — Planius distinctiusque *Sismondius* l. c. I, XIII sq. ita hoc exprimit: „Tout homme en se mariant et formant une famille, est toujours appelé à se régler sur son propre revenu, d'où il est facile de conclure qu'il suffit à la nation, que tous les hommes se règlent sur le revenu des tous.

publicae saluberrima, in eo, quod supra commemoravimus, cernitur, ut exemplis pietatis non fucatae, castitatis, continentiae, frugalitatis — qua reliquas etiam virtutes Cicero ait contineri — ut exemplis, inquam, istis generosis, illustribus, spectabilibus voluptatum libidini curationem adhibeant certissimam, qua quidem non solum id effici poterit, ut dissolutiores in rebus suis homines se ad bonam frugem recipiant; sed ille quoque sensus civilis, patriis in rebus maxime conspicuus, quem Britanni publicum vocant, in animos a natura bene informatos sensim sensimque penetrabit[16]).

Ut omnia denique a bonis pecuniae publicae administratoribus agenda paucis complectar verbis, duo sunt maximi hanc ad rem momenti. Unum est illud rei vectigalis, seu cameralis, ut dicunt, publicae (cui a voce antiqua Saxonica *Fine*, i. e. vectigal, nomen hodiernum *Finanzwesen*, inditum fuisse ajunt) principium: Nihil ea in re agendum esse, nisi quod cum primariis istis rei familiaris civilis notionibus plane congruat, adeoque id tantum, quod ad omnium salutem necessario vel utiliter attineat; ex civium tributis percipiendum, in ceteris autem rebus, quae voluptatem et jucunditatem societatis augeant, aequam privatae fortunae rationem esse habendam, ita quidem, ut tributa singulorum non sortem sive fundum ipsum, sed lucra tantum fructuum aequabiliter et molliter tangant, adeoque industriae vires haud deprimant, sed excitent. Alterum est, officium illud summae in administranda pecunia publica adhibendae diligentiae, in qua quidem virtute optimam aerarii verti curam, eamque facillimam uberrimamque, quis est, qui nesciat? Multo enim laboriosior, si Xenophontem in Oeconomico audimus, in omni re familiari est negligentia, quam diligentia.

16) Verissime *Vellej. Paterculus* ait: „Facere recte, cives suos principem optimum faciendo docere.“ — Item *Cicero* (de Leg. III, 14.): „Qualescumque summi civitatis viri fuerint, talem fuisse civitatem.“ — Novissimi subjungere liceat scriptoris, *Melchioris Gioja* (nuovo prospetto delle scienze economiche, T. IV, 156 — 164; 183 — 195.) verba: „L'esempio ha la massima forza, quando è il Sovrano stesso, che lo presenta.“ De quibus praeclare disserit Rex Sueciae, Carolus XIV, in l. „Recueil de lettres, proclamat. et discours etc.“ Holmiae 1825. p. 244, 278.

Vera doctrinae de re publica familiari elementa usu primum tradita sunt apud Italos et Germanos.

Jam ad secundam argumenti propositi partem transeo, quaesiturus, ubinam et quando melioris doctrinae de re familiari civium nobis occurrant vestigia? — Quae quidem repetenda sunt ex tenebrosis medii aevi temporibus, quamquam a literarum studiis abhorrentibus, neque tamen ingenii exercitatione prudentique rerum usu destitutis. Tunc sane in castris cernimus imperium, in campis dominatum, in urbibus autem civitatum jura et libertatis praesidia. Ex quo enim communio utilitatis civibus rei familiaris tuendae desiderium atque rationem injecerat, urbes, sub juris tutela, libertatis atque humanitatis factae sunt seminaria. Opum deinde mutatione industriae vim ingeniique alacritatem augente, omnes divitiarum artes, se invicem alentes, ex aliis aliae uno velut tenore prodierunt.

Quam altas vero in Germaniae urbibus[17]) et ubivis locorum germanici mores radices egerint, quantumque pietas, fides et probitas ad beatam vitam contulerint, jam medii aevi docet historia, hodieque in Germania nostra videmus urbes, quae multum verecundiae, frugalitatis atque etiam rusticitatis pristinae retinuerint atque servarint. Vere Germanicum, puerisque decantatum est illud, quod proverbii loco dicitur: *Ora et labora!* quod summa fuit et adhuc omnis industriae sit, optamus, quasi lex et regula; inde spiritus ille civilis sive publicus, qui dicitur, qui tot et tantis medii aevi declaratur monumentis. Alterum vero cujusvis artis principium: *Perfice naturae vires!* summis ingeniis a natura ipsa insitum, praecipuas rei familiaris commodius diligentiusque tractandae notiones tacite in majorum consignaverat animis.

Tempore autem Italia praecessit Germaniam, inprimis Lombardia, quam

17) Nec minus in Italiae urbibus tales viguere mores. Audiamus e. g. *Dantis* testimonium de Florentia: Canto XVI del Paradiso, v. 97—132. At ista tempora, eheu, quam brevia, quam fugacia! —

Tacitus jam florentissimum Italiae latus praedicavit[18]). Triceps quidem illa, quae in re rustica, in artibus utilibus et in commercio cernitur, hominum industria, irruentibus Barbaris gentibus, maxime Germanis, Italiam velut ornatissimam obtulit victimam, at eadem simul oculos animosque Gothorum, Langobardorum, Francorum ita defixit, ut capta Italia videretur ipsa ferum victorem cepisse. Mox enim ex horridissima virorum strage opumque ruina pullularunt ab radice densissimae laetissimaeque segetes, atque succreverunt uberiores rerum utilium officinae; redintegrata simul pristini status memoria revocavit juris antiqui studia, comparavitque nova libertatis subsidia. Lombardia deinde Germanos ab Ottonis I. temporibus continenter ad se alliciens et trahens, hos prae ceteris Europae gentibus suis formavit artibus, institutis, legibus. Opportunissimum etiam commercii Meridiem inter et Septemtrionem emporium, quod jam antiquitus fuerat Lombardia, omnes circumjacentes oras, inprimis regni Burgundici, Cataloniae et Belgii portus ostiaque secum conjunxit, ita ut terrestres illae, non minus armorum et legum, quam industriae et commerciorum viae, quibus Germania cum Italia connectebatur, et maritimi cursus, quibus Itali Rhodani, Iberi Rhenique ostia tangebant, latissima haec marium fluminumque confinia industriae artibus opibusque florentissimum redderent Europae campum.

Instituta publica prudentiae civilis documenta.

Quodsi rei familiaris civilis elementa spectemus singula, Italos inter nostri aevi gentes primos ea sinu quasi fovisse, usu explicuisse et doctrina propagasse, ex sequentibus apparebit.

---

18) *Varro* de re rustica (Ed. *Gesneri*) I, 2. „Vos, qui multas perambulastis terras, *ecquam cultiorem Italia* vidistis?“ inquit. — „Ego vero, nullam arbitror esse, quae tam *tota sit culta*.“ — *Idem*: „arboribus ita consita Italia est, ut tota pomarium videatur.“ — *Columella* etiam, III. c. 8. „eurae mortalium obsequentissimam esse Italiam, testatur, quae paene totius orbis fruges, adhibito studio colonorum, ferre didicerit.“

I. Ingeniorum excolendorum primi habuerunt *Instituta publica*. Circumspicientes enim omnia, quibus aut salus publica, aut privatae singulorum fortunae commoditatesque vitae contineantur, nihil facile reperiemus, quod non a liberalis doctrinae studiis praesidium aliquod vel decus insigne mutuetur. Ita quidem in Italia primae studiorum liberalium nutrices, quas Academias vocamus, Bononiae, Patavii, et paullo post in multis aliis urbibus, e. g. Tarvisii, saec. XII. sqq. luminis longe lateque sparserunt scintillas. Mox etiam a mathematicis, inprimis mechanicis et rerum naturae studiis ingeniosisque illarum Musarum inventis artes omnes ad utilitatem pertinentes fuerunt adjutae atque amplificatae. Maxime autem juris Romani scholae publicae, quae inde a saeculo XI, XII, XIII, Bononiae, Aretii, Ferrariae, Regii, Romae, Mutinae, Mantuae, Placentiae, Mediolani etc. effloruerunt, utilitatis communionem apud Italos legum scientia firmarunt atque in tuto collocarunt[19]). Eodem tempore Imperatores, ingenii magni Principes, ut Fridericus I. in campis Roncaliis, ao. 1158, efficere studuerunt, ut leges vigerent, et juris praesidio bona singulorum civium a praepotentium insolentia superbiaque defenderentur. Italia igitur, ut literis primum fuit nobilitata, sic artibus quoque industriaeque exsurrexit viribus.

Rei rusticae incrementa.

II. His quidem artibus una ista fortunarum officina eaque primaria, maxime in Lombardia, exculta fuit *res rustica*, cujus scientia, a Roma-

19) „Die ältesten Universitäten," ait *Wachlerus* (Handb. der Gesch. der Literatur, Frkf. a. M. 1822, II, 139.) „verdankten ihr Dasein der Anregung geistiger Bedürfnisse und gestalteten sich, ohne Zuthun und Zwangmittel von aussen, lediglich durch freies Streben nach Belehrung." Germanorum autem Bononiae et Patavii magna erat frequentia, unde multa, quae in bonis habebantur, ad nostros redundarunt Lares. De universitatibus s. corporationibus docendi discendique causa institutis vid. *de Savigny* „Gesch. des röm. Rechts im Mittelalter" III, 136 sqq. et *Frid. de Raumer* „Gesch. der Hohenstaufen," VI, 450 sqq. *C. D. Beck:* „Welt- und Völkergesch. IV, 727. p. 759, c. 804.

norum inde temporibus memoria usuque tradita, mox Italorum studia penitius occupavit. Nam agrorum colendorum fere ab initio secuti sunt rationes, quas hodie optimi rei familiaris scriptores commendant. Prospexerunt enim rei rusticae Italorum: 1) Latifundiorum divisiones, praesertim in Lombardia; 2) Libertas villicis atque colonis concessa; 3) Jus hereditarium in fundorum usufructu. Jam saeculo XI, circa an. 1050, in provincia Tarvisiana permulta latifundia in bona emphyteutica mutata atque inter plures colonos dispertita fuisse, *Gennarius* testatur. Fundus ad fiscum seu saccum regium pertinebat; colonus, jam liber et Emphyteuta factus, modicum solvebat vectigal, atque liberis suum relinquebat praedium seu emphyteuma. Alia exempla juris hereditarii, ab Henrico VI. lege expressa confirmati, ex annalibus Lombardicis Germanicisque prodidit *Hüllmannus*, qui permulta praedia inde a saeculo IX. per emphyteusin data fuisse docet, ut agri inculti, pascua latissima, silvae etc. novales redderentur, quoniam servi ad tam rude opus perficiendum minime apti fuissent[20]. — Servitutis autem civium consensu plane abrogatae eadem Lombardia primum dedit exemplum. Nam Bononiae ao. 1256, magni animi vir, civium praefectus, nomine *Bonacursio*, concione habita, civibus persuasit, ut servis et glebae adscriptis libertatem concederent: urbis mancipia illico gratis dimissa; dominis servorum singulis ex aerario pretium restitutum; index deinde libertorum conscriptus, cui titulus fuit: „Deliciarum Paradisus". Quod Bononiensium exemplum paullatim reliquae Lombardorum urbes, aliae aliis ex causis, clerus etiam et vasalli sunt secuti. Li-

---

20) Vid. *de Gennari* „Annali della città di Padova" vid. *Hüllmannus* „Geschichte des Städtewesens im Mittelalter." I, 4 sq. 11 sq. *Sismondius* l. l. I, 192 sqq. dicit: „La culture par métayers ou l'exploitation à moitié fruits, est peut-être une des plus heureuses inventions du moyen âge; c'est elle qui a contribué le plus à répandre le bonheur dans les classes inférieures." Fallitur autem, dum loquitur de „métayers", italice: Mezzadrie. Haec enim ratio locandi fundos in Lombardia non reperitur; semper enim praevaluit melior illa emphyteutica (il metodo de' livelli ed affitti: Erbzinsgüter), antiquitus usitata, et a monachis in terra Veronensi jam ineunte saec. XIII. adhibita. Cf. Biblioteca ital. Aprile 1827, 139. et *Cherubini*: „Notizie storiche intorno al l'Ostiglia." Mediol. 1826. *Beck* l. l. 854 sq.

bertatis autem rusticae primordium, jus istud emphyteuticum ex Germania in Italiam migrasse, inde concludi potest, tum quod Imperatores illud in fundis regiis primi concesserint, tum quod ejusdem juris vestigia in Germania ipsa reperiantur multa. Nam secundum *Hüllmannum*[21]), saec. jam IX et X, Coloni, quos in veteri Saxonia a vectigali (Malzins) solvendo *Malmannos* nominarunt, immunes ab omni feudali alioque servitio, usumfructum praediorum et jus fundum alienandi habuerunt. In Anglia contra hereditatem fundorum demum circa annum 1215, in Francogallia eamdem usu et consuetudine introductam videmus[22]). Partitio autem fundorum inter plures hodieque et in Anglia et in Hispania desideratur; Galli eam nonnisi universae rerum conversioni debent, quae exeunte saec. XVIII, formam regni feudalem funditus everterat.

Quod, opitulantibus Principum legibus, primum usus docuerat, id mox ingenio virorum doctorum explicatum scriptisque traditum est. Primi autem, ut in quavis alia re, Itali se ad studia rei rusticae applicarunt. Ita omnis hodiernae agriculturae patrem recte appellamus *Petrum Crescentium*, vel *de Crescentiis*, civem Bononiensem, qui septuagenarius quum esset, scripsit (ante annum 1307) „*Opus commodorum ruralium*“ XII libris comprehensum — „visum, examinatum et approbatum per peritos *in scientia naturali universitatis scholarum civitatis Bononiensis.*“ Petrus ipse de se: „Doctrinam cujuslibet generis agrorum et plantarum atque animalium obscure ac imperfecte ab antiquis traditam, et modernis satis incognitam, tam secundum *prudentum naturalis philosophiae sententias et rationes apertas*, *quam ex approbatis experientiis*, tradere in scriptis proposui.“ Germani, qui Bononiae literis operam dederant, Crescentii librum secum in patriam attulisse videntur, quoniam duae istius operis editiones eaeque principes, Augustae Vindelicorum jam ao. 1471, et Lo-

21) L. c. I, 12, 22. — Alii tamen *Malmannos* pleno jure fundorum dominos fuisse, istudque vocabulum (*Mal*) locum juri dicundo destinatum (Mallberg, Malstatt, Mallus) significasse contendant; cf. *Annales liter. Heidelberg.* 1826, p. 262.

22) *Hüllm.* l. l. I, 7.

vanii ao. 1478, typis exscriptae prodiere; sex deinde habuimus versiones germanicas, primam a. 1493, ultimam a. 1702, duas Italicas a. 1536 et a. 1605; at nullam aliarum gentium.

Aliud ejusdem studii exemplum praebet cura, quam Itali Germanique in auctores de re rustica promeritos impenderunt. Petrarchae ad Columellam notas in Bibliotheca Vaticana aliquando exstitisse, affirmatur[23]). Certe principes Catonis, Varronis, Columellae et aliorum editiones eaeque Italicae, et numero et tempore praecedunt reliquis[24]). Versio eorumdem scriptorum prima omnium prodiit germanica, Argentorati a. 1538.

Idem vero studium ad nostra usque tempora majores in Italia Germaniaque fecisse progressus, quam in reliquis Europae terris, nihil attinet probare[25]). In Gallia primus agriculturae scientiam collegit *Olivierus de Serre* ao. 1600; sed sub fine demum saec. XVIII, cura Abbatis *Franc. Rozieri*[26]), magis fuit exculta. Si rei rusticae conditionem in Anglia con-

---

23) Cf. *J. Matth. Gesnerus* in praefatione (p. X.) Editionis: „Scriptores rei rusticae veteres latini" etc. Ed. sec. Lips. 1773. 2 voll. 4o.

24) Venetiis 1470, 1472; Regii 1482; Bononiae 1494, etc. quas recenset *Gesnerus* l. c. XLIX. Idem de Crescentii Editt. LIII.

25) Cf. „Bibliotheca agraria" edita a D. *Gius. Moretti*, Prof. oecon. ruralis in Universit. Ticinensi. Mediol. 1826 sq. et 5 Ephemeridd. rei rusticae: „Giornale agrario toscano;" Editt. *Raph. Lambruschini*, *Lapo de Recci* et *Cosmo Ridolfi*, Florentiae 1827 sq.; „Il Fattore di Campagna," Editor *Fr. Orioli*, Bononiae; „Archivi del proprietario e dell' agricoltore," Edit. *Caj. de Majno*, Placentiae; „Il Propagatore," Editt. *J. Finazzi* et *J. A. Oviglio*, Taurini; et „Annali universali," Mediolani. — Culturam vero solani tuberosi, ao. demum 1783, a Physico celeberrimo *Volta* (mort. 5. Mart. 1827), ex Anglia reverso, in Lombardiam introductam fuisse, in vita *Voltai* legimus. — Quis tandem ignoret Germanorum de re rustica optime meritos viros: *Thaer*, *Andre*, *Pohl*; *de Burgsdorf*, *Laurop*, *Cotta*; *Charpentier*, *Karsten* etc.?

26) *Rozierus*, abbas, scripsit: „Cours d'Agriculture théorique et pratique" 10 Voll. eumque secutus est *Ludov. du Bois*, auctor recentissimi de re rustica operis: „Cours complet et simplifié d'Agriculture et d'Économie rurale et domestique." Paris. 1828. 6 Voll. Minime tamen, qui rei rusticae in Gallia curandae praesunt, doctrinae civilis ea de re praecepta satis cognita habere videntur. Legimus enim nuper, talem rei rusticae praefectum, omni meliori agros colendi rationi contrarium, hoc argumento usum fuisse: „L'agriculture produit trop."

sideramus, nec leges, nec usum cum principiis oeconomiae politicae congruere videmus[27]). Diversam prorsus agriculturae rationem sequuntur Belgae et Batavi. Magna ibi fundorum copia; plena possessorum libertas; sedula in minimis rebus cura. Vera igitur veterum Germanorum in re rustica curanda industria, quum in patria, tum in Lombardia et in Belgio[28]) adhuc viget floretque.

Hac fundorum immunitate colonorumque libertate civium et numerum et fortunas amplificari, populique opes augeri, adeoque rem publicam potentia crescere, nemo non videbit, qui perspectum habeat, quantum stabilissimus ille rei rusticae quaestus ad reliquas industriae partes locupletandas faciat. Idcirco et in Germania nostra, ubi adhuc supersunt pristinae servitutis vestigia, ea gubernatorum cura paullatim delentur[29]).

---

27) Talem scilicet Anglorum agros colendi rationem esse, ex *Loudonii* „Encyclopedia of agriculture" (german. Vimariae 1826 sq.) judicari potest. Ut unum afferam exemplum: Inter Londinum et Portum Magnum numerantur XVII Domini fundorum; in Magno Ducatu Hetruriae 40,000. Miserrima Hiberniae conditio magnam partem ex fundorum paucitate pendet.

28) Quod ad Belgium attinet, cf. „Journal d'Agriculture, d'Économie rurale et des Manufactures du Royaume des Pays-Bas" etc. (prodiit inde ab ao. 1815, sub auspiciis societatis de re rustica bene meritae, quae Bruxellis floret). Nec piget adscribere hoc loco Gallici scriptoris ea de re opinionem: „Si la Belgique est une des contrées les plus riches et les plus fertiles de l'Europe, il est bien reconnu qu'elle le doit plutôt à son admirable agriculture qu'à la richesse de son sol: c'est vraiment la terre classique de l'art agricole. C'est là où l'on met en pratique *les meilleurs préceptes* de cette science; aussi les étrangers, surtout les Anglais, vont-ils étudier l'agriculture belge dans le pays même."

29) Ita, oblata servitiorum annuis tributis redimendorum opportunitate, (v. k. preuss. Culturedict vom 14. Sept. 1811; Gemeinheitstheilungsordnung und Ordnung wegen Ablösung der Leistungen von Grundstücken, vom 7. Jun. 1821.) possessio fundi immunis redditur in terris Borussicis; idem legibus provisum est in Bavaria, in regno Würtembergico, in Magno Ducatu Badensi etc. Ut, quantos inde fructus perceperit res publica, exemplo doceamus, sufficiat monere, quod in duobus millibus pagorum Borussicorum ita liberatorum novem millia habitationum novarum intra paucos annos condita fuerint. *Mittermaierus* de pristina rusticorum in Germania conditione et de hodie restituta illorum a servitiis immunitate accurate disseruit in §§. 82—92, libri: „Grundsätze des gemeinen deutschen Privatrechts etc." Edit. III. Vol. 1. (Landsh. 1827.) Nuperrime Magnus Dux Hassiacus Darmstadtiensis in praediis publicis

Opes urbium.

III. Alteram nobis rei familiaris civilis faciem ostendunt *urbes.* In his enim non singulorum operae, ut in agris colendis, sed plurium communes junctaeque cernuntur; unusquisque alterius adminiculo sublevatur et stabilitur; singulorum vires et facultates mutua communicatione multiplicantur; omnium opes conjunctione familiarum augentur. Id quod, modo libertas civilis adsit et jus vigeat, partitionem laboris provocet atque ad infinitum extendat, necesse est, quippe novis semper necessitatibus nova etiam nectuntur vincula, quibus consortio hominum indies arctior fiat atque frequentior.

Qua quidem urbium opulentia, frequentia, potentia Italiam atque Germaniam, at illic inprimis Lombardiam, hic Belgium Saxoniamque nostram, reliquas Europae terras longe superasse, hodieque, si a Magna Britannia discesseris, adhuc superare, iisque medio aevo omnium artium, quae ad bene beateque vivendum multum faciant, exemplar quasi proposuisse, satis constat. Recte igitur judicabimus, eas rei familiaris civilis notiones, quarum scientia, licet literis non mandata, ad laetiorem feliciorem que urbium conditionem plurimum contulerit, quum apud Italos, tum apud Germanos in virorum peritiorum ingeniis et in rerum usu altas egisse radices.

Lombardia certe illa jam aetate, quam medium aevum vocamus, primum fuit urbium et collegiorum civicorum seminarium. Italicae autem urbes atque pari ratione Belgicae ortum debuere partim locorum opportunitati, qua commerciorum emporia natura ipsa iis assignaverat, partim fatali communionis tuendae necessitati mutuique auxilii desiderio, ut a potentiorum violentia ac libidine securi rebus suis uti fruique possent. Urbibus ita primum in Italia efflorescentibus, plane nova vitae civilis ratio

s. regiis omnes angarias seu operas venatorias servitutis gratia praestandas abolevit, subditisque gratuito remisit; reliquas autem (Domanialfrohnen) redimendas declaravit.

est instituta. Quum enim antea unicum rei familiaris fundamentum divitiarumque unicus fons atque modus fundorum possessio esset, nunc jam tertii ordinis, qui dicitur, vis ex opificum solertia, negotiatorum sedulitate et juris peritorum auctoritate procreata brevique adulta aequabilitatem quasi constituit, qua dominorum bene praediatorum praepotentia circumscripta, deminuta et temperata fuerit. Mox autem tanta omnium fortunarum commutatio est facta, ut inter ea semina, e quibus hodiernae societatis progignuntur facultates, primum res urbanae occupaverint locum. Urbes proinde, omnis abundantiae receptacula et sedes, tamquam utilitatum communium nutrices atque divitiarum rectrices, tantae Imperatoribus fuere curae, ut hi libertatem illis res suas suo jure regendi velut tutissimum praesidium gratificarentur. In Italia simul revixerunt pristinae civitatum formae municipales[30]), quae ad opes civium augendas tanti fuere momenti, ut vel in turbidissimis saeculi X. rebus commercia maritima Venetiis, Florentiae, Genuae etc. florerent, artium autem aliarumque rerum utilium scientia in Lombardia usu atque exercitatione quasi consideret atque habitaret[31]).

30) Hoc equidem loco supersedere possum disputatione multum agitata, utrum forma municipalis sub Langobardorum dominatu perduraverit, an non? In utramque partem disserunt viri doctissimi: affirmant de *Savigny* („Gesch. des röm. Rechts im Mittelalter“ I, 356; II, 271.), *Pagnoncellius* (Sull' antichissima origine e successione dei Governi municipali nelle citte Italiane.“ Bergomi, 1823) aliique; negant *Spittlerus*, *Sismondius*, *Lupius*, *Leo* („Entwickelung der Verfass. der lombard. Städte“ Hamburg 1824) aliique. Certum est, immunitates, quibus Imperatores Saxonicae stirpis, Ottones, civitates donaverint, sicut clericorum, quas dicunt, exemtiones a dominatu Comitum Ducumve, dum urbes clericique rebus suis ipsi providerent, illam utilitatis communionem progenuisse, quae rei familiaris curam ingeniis animisque optimorum atque fortissimorum virorum plane reliquerit. Quam rem uberius tractarunt *Leo* et *Hüllmannus* ll. ll. Cf. etiam *C. F. Neumannus* („Entstehung und Ausbildung des Städtewesens im Mittelalter“ in actis literariis, quae „*Hermes*“ inscribuntur: fasc. XXIX, 2; et XXX, 1.

31) Id quod verba Abbatis Benedicti significare videntur, qui sub initio saec. X. haec scripsit: „In Aquitania nulla sapientia est, omnes sunt rustici. Etsi aliquis de Aquitania parum didicerit grammaticam, mox putat se esse Virgilium. In Francia est sapientia, sed parum,

Eadem fere sors Germaniae urbibus contigit. Jus municipale, sive per imitationem civitatum Lombardicarum invaluerit, sive, secundum *Eichhornium*, ex immunitatibus et villis privilegiis ornatis atque ex reliquiis romanae originis municipalibus (ad urbis Coloniae exemplum) pedetentim excreverit, certe tamen exstitit, atque industriae commerciisque, in quo excurrere possent, liberum aperuit campum.

Hac igitur libertate urbanae industriae permissa factum est, ut Germanorum Italorumque res publicae nullo modo illa gubernationis, omnia in medium contrahendi opesque in unam imperii sedem cogendi, laborarent ratione, quae utilitatis communioni, qua sola populus vigeat, prorsus contraria, caput rei publicae opum redundantia gravet, membra siccitate extenuet. Salutaris autem ille imperantium habitus, quem neque nimis neque multimodis jubendo, prohibendo aut singula quaevis disponendo ostenderant, saeculo XVIII. quidem oblivione plane obrutus deletusque fuit, hodie tamen pariter historiae testimoniis ac civilis doctrinae praeceptis ita probatur atque commendatur, ut principes nostri, e. g. Reges Borussiae, Bavariae, Würtembergiae, Magnus Dux Badensis aliique, statutis oppidorum et vicorum scribendis manum praebuerint, et qua ratione cives res suas ipsi publico consilio tractare possint, sapientissime providerint[32]).

Abundant exempla, quibus istum civitatum statum, turbulentissimis medii aevi temporibus, tacito quasi ingenii nutu et naturae ipsius praeceptis, secundum sanioris prudentiae civilis regulas sensim ordinatum fuisse probare queamus. Sufficiat monere, *Fridericum de Raumer* et *Hüllmannum* hanc historiae partem diligenter enucleasse[33]). Consulum appellatione

nam in Lombardia, ubi ego plus didici, est fons sapientiae." *Mabill.* Ann. Bened. IV, 726. — Quantum autem rebus technicis peregrinationes tironum opificum profuerint, quae in Germania usitatae, Italiam, Helvetiam, Burgundiam, Belgium Germaniamque, quod ad artificia attinet, novo inter se colligaverint vinculo, nemo est, qui hoc pro nihilo putaverit.

32) Vid. *Mittermaieri* Handbuch des deutschen Privatrechts, §. 110, et *Fr. de Raumer:* Ueber die preussische Städteordnung. Lips. 1828.

33) Ille in opere, quod est inscriptum „Geschichte der Hohenstaufen" Vol. V.; hic in libro jam laudato: „Gesch. des Städtewesens im Mittelalter," II, 301 sqq.

primordia immunis urbani regiminis consuetudinisque suos eligendi magistratus denotari *Hüllmannus* ostendit. Idem nominat secundum temporis ordinem Italiae urbes, quae primae saec. jam X. XI. XII, sibi ipsae consulere coeperint, explicat deinde rationem, qua summa in civitatibus Germaniae regiis potestas civium magistratibus temperata fuerit[34]), describit tandem formam regiminis, inprimis urbis Coloniae et Susati instituta[35]).

Tales causae laetissimos habuere eventus[36]). Instructissimis omnium fere artium utilium officinis Italiae atque Germaniae, maxime Belgii urbes, inclaruisse, *Hüllmannus* permultis exemplis luculenter ostendit[37]). Enumerat opificia, in quibus inde a saec. IX. excelluerint:

a) *Italiae* urbes: Mediolanum, Venetiae, Florentia, Bononia, Pisae,

---

34) *Hüllm.* II, 365 sqq.

35) Cf. *Hüllm.* II, 446 sqq. In universum ita designat (II, 199.) naturam juris urbani: „Tief eingewurzelt in die allgemeine Vorstellung (des fränkisch-germanischen Europa) war die wesentliche Verbindung eines angestammten Rechts und eines genossenschaftlichen Gerichtsstandes, mit dem erblichen Grundeigenthum.“ Naturam vero regiminis urbani *Frid. de Raumer* (l. l. V, 129.) his adumbrat verbis: „Es ruhte die Pyramide der Behörden und Körperschaften auf breiterem Grunde und ward in regelmässigen Abstufungen verengt, bis sie sich in einer Spitze endigte.“ — Jura et formam civitatum Belgicarum descripsit consiliarius belgicus *Raepsaet* in libro, qui inscribitur „Histoire de l'origine des États généraux et provinciaux des Gaules et principalement des Pays-Bas“ (Gand 1819); probavit, antiquam Germanorum libertatem in plurimis Belgii provinciis medii aevi temporibus usu et moribus conservatam fuisse, unde tertius civium ordo atque chartae libertatum originem duxerint.

36) Proximas tantum indico consequentias, remotiores omitto. Notatu tamen est dignum illud urbanae industriae ad servitutem abolendam momentum. Stips nimirum famulorum et operariorum mercenaria, indies magis usitata, libertatis desiderium et accendit et adjuvit. Glebae igitur adscripti asylum in urbibus quaerentes, per certum tempus ibi commorati, libertorum in numero ipso jure habebantur; quae quidem consuetudo saec. XIII. in Italia, Germania Belgioque, in Anglia etiam et Gallia vim legis obtinuit.

37) Aerariorum officinas primas et insigniores Venetiis, Brixiae, in Lombardia, Belgio et Norimbergae saec. jam X. fuisse, novimus. Textura lanaria, Belgii propria, inde per Humiliatos dicitur in Lombardiam allata esse; textilium bombycinorum sedes primae saec. XII. Sicilia, Venetiae et Lucca, hac autem urbe direpta (1314), Florentia, Bononia, Mediolanum et Genua fuere. Cf. *Hüllm.* I, 64 sq. 240 sqq. 263 sqq. *Beck* l. l. p. 858 sqq.

Lucca, Genua, Ferraria, Cremona, Bergomum, Brixia, Ticinum, Tortona, Novara, Comum, Parma, Verona, Alessandria etc.

b) *Belgii* urbes: Brugae, Gandavum, Antverpia, Bruxellae, Malinae, Namurcum, Lovanium etc.

c) *Germaniae:* Ratisbona, Norimberga, Augusta Vindelicorum, Magdeburgum, Argentoratum, Brunsvicum, Vormatia, Sosatia (Susatum), Stendalia, Goslaria etc.

Commerciorum quoque summam iis temporibus penes Italos atque Germanos fuisse, res est notissima. Descriptionem earum rerum debemus Florentino, nomine *Pegolotti*, qui saeculo XIV. omnia, quae de mercatura comperta habuit, literis mandaverat[38]). Venetiani quidem primi inter Europaeos acu nautica usi sunt, circa an. 1300. Totum vero mercaturae ambitum iisdem fere terminis, atque industriae confinia, incluserunt:

a) *Mediterranea* emporia: Venetiae, Florentia, Pisae, Genua, res publica Amalfitana, Massilia et Barcino;

b) *Baltica:* Lubeca, Brema, Gedanum, Regiomontum, Riga et Wisbia; Hamburgum, licet mari germanico propius, huc etiam referri potest;

c) intermedium maritimae mercaturae emporium fuerunt *Brugae;*

d) terrestria cum maritimis conjunxit commercia *Colonia*, quae Londini negotiationis summam tenens, quum Lubecenses ibi a mercatu excludere vellet, effecit, ut foederis Hanseatici cunabula Londini ponerentur[39]).

Intra haec externi commercii limina saec. jam IX. X. industriam inprimis exercebant mercaturam Germaniae urbes, artibus opibusque florentissimae: Norimberga, quae mercium subtilitate omniumque rerum ad mundum muliebrem et supellectilem clericorum nobiliumque pertinentium elegantia fuit prae ceteris celeberrima[40]); Augusta Vindelicorum; Constan-

38) Liber ejus inscriptus est: „Pratica della mercatura." V. *Hüllm.* I, 24.

39) De his omnibus agit *Hüllm.* l. l. I, 126 sqq.; 163 sqq. Addo: Sedinum.

40) Norimbergae laudes cecinerunt *Helias Eobanus Hessus* et *Conradus Celtes*, *Francus*.

tia; Zurziacum; in Saxonia nostra paullo tamen serius, quod quidem ad texturam linteorum attinet: Frankenberga (a. 1446), Mittweida (a. 1449), Chemnitium (a. 1511), urbs industria, inde a saec. XV, Augustae Vindel. aemula; etc. — Media in Germania autem illo tempore inter se nectebant maritima terrestriaque Europae commercia, adeoque et transvehendis et transmittendis mercibus alienis maxime occupabantur:

a) ad *Orientem* versus, Constantinopoli, Kiovia et Novogardia tenus: Ratisbona, Vindobona — tum Ratisbonae aemula — Vratislavia, Praga, qua quidem in urbe jam Carolus IV. Danubio cum Moldavia Albique conjungendo, sedem totius continentis Europaeae mercaturae figere cogitabat; — addo Thuringiae Misniaeque urbes, quae meridionales et septemtrionales commerciorum in Germania vias, nec minus orientales et occidentales conjungebant: Erfordia, Altenburgum, Zwiccavia, Merseburgum, *Lipsia* (1268)[41].

b) ad *Occidentem* versus, Trecis, Lugduno et Belliquadro tenus, extendebant negotia sua et aliena: Geneva, Francofurtum, urbes Rhenanae et Belgicae[42].

c) ad *Septemtrionem* versus praevalebant foedus Hanseaticum et ordo equitum Teutonicorum; utrumque vero medii aevi nobilissimum insti-

---

In Ge. *Fabricii* poematio (1543), inscripto: „Iter Chemniciense" (Edidit *F. L. Beckerus*, Chemnicii 1811.) haec leguntur:

Norica,
Qua non Germanis est ulla celebrior oris,
Seu leges spectes et sancti jura senatus,
Et sic unanimi viventes foedere cives;
Sive tot artifices claros aequandaque priscis
Ingenia et varios juvenum senumque labores.

41) Cf. D. *J. H. Bornii* Dissertatt. de Jure stapulae ac Nundinarum civitatis Lipsiae. 1738 sq. Sane vetus est dictum *Frankensteinii:*

Mercibus angetur ter Lipsia magna quotannis.

42) Cff. Duae dissertatt. de commercio civitatum belgicarum saec. XIII — XVI, in Collect. „Mémoires de l'Acad. de Bruxelles" 1778; et „Mémoires sur les questions proposées par l'acad. roy. des sciences et belles lettres de Bruxelles." 1822.

tutum valde luculentum prudentiae civilis etiam his in rebus praeivit exemplum. Maximam certe in coloniis condendis Germani exseruere vim ingenii, atque pariter se strenuos ac fortes praebuere. Ordo ipse, sua lege militum, clericorum, civium artes viresque complectens, Borussiam creavit, formavit, ditavit. Quanta vero illo tempore istarum terrarum fuerit opulentia, et quibus ex causis, nemo non ignorat, qui *Voigtii* scripta legerit.

Fundamentum istius patriae mercaturae, medii aevi temporibus longissime ubique porrectae: Libertas erat viarum, et in terris et in aquis. — Neque tamen vacua est ab omni reprehensione administratio rerum publicarum illo tempore usitata. Deprehendimus in Gallia Angliaque vestigia juris prohibendi; quam inania vero, immo noxia talia fuerint consilia, *Hüllmannus* docet[43]). Jus autem stapulae ao. 1198 Vindobonae, et Coloniae ao. 1299 concessum multimodis eludebatur. Portoriorum etiam seu „teloniorum" molestia, jam tum ab aequalibus iniqua et injusta, quin a chronographo saec. XIII, (*Thomas Wikes*) „mira insania Germanorum" appellata, praesertim in Germania superiore commerciorum libertatem magnopere gravabat atque impediebat[44]). Ex quo enim principes vim mercaturae numorum copia aestimare coeperant, perverse intellecta prudentia, aptissimum quemque pecuniae coacervandae modum optimum duxere rem familiarem curandi. In quem errorem Italos et Lombardos medii aevi non incidisse, ex sequentibus patebit.

Italorum inventa, quae rem numariam spectant.

Venio nunc ad IVtum argumentum, quo veras rei familiaris civilis notiones Italis deberi, ex nonnullis eorum institutis mihi proposui ostendere.

43) I, 371. Exempla profert ex annalibus saec. XIV.

44) Exinde jam saec. XIV — ut hodie — immunitates portoriorum reciproco jure concessae sunt, v. c. civibus Norimberg. et Monachensibus ao. 1323, quae mutua immunitas usque ad annum 1748 in usu fuit.

Quum industria urbana, sui juris facta, magnam argenti copiam accumulasset, statim intellexerunt, et primi quidem Lombardi, deinde quoque Florentini, Venetiani et Genuenses, nec minus Germaniae Belgiique civitates mercatura florentes, quantum faceret ad opes augendas numorum motus et circumitus. Quem igitur quum accelerare studerent, invenerunt duas ingeniossisimas id efficiendi rationes: permutationem pecuniae per syngraphas, quam rem cambialem (*le cambiali*) vocarunt, et ista fidei mutuae fortunarumque privatarum aeraria, quae „*banchi di giro o dei depositi*“ ab ipsis dicta sunt. Neque in iis substiterunt, sed aliis quoque institutis, aut syngraphis numorum loco emittendis (Zettelbanken), aut pecuniae credendae (Leihbanken) destinatis, negotiatorum commodis privatorumque necessitatibus consuluere. Argentariorum quidem et Numulariorum tabulae, seu mensas Cambiatorum, veteribus Romanis jam usitatas, Mediolani et Venetiis saec. IX et X., Ferrariae et Bononiae saec. XII. exstitisse, neminem fugit[45]). Lombardi, Florentini et Senenses ejusmodi tabulas Coloniae, in Belgio Angliaque saec. XIII et XIV. instruxerunt. Eodem fere tempore Norimbergenses etiam hoc numos permutandi susceperunt negotium. Simili modo Italici cambiatores saec. XIII. per syngraphas atque perscriptiones pecuniam et credendam et solvendam curarunt, cujus rei memorabile exstat exemplum in vita Henrici Rasponis[46]). Paullo post saec. XIV., negotiatores inter se ipsi literis mutuis credita atque debita permutare coepere. Prima talium literarum cambialium exempla occurrunt Mediolani a. 1325, Bononiae a. 1381, Brugis a. 1404. Primae autem rei cambialis ordinationes sunt: Bononiensis a. 1454; Neapolitana a. 1562; Genuensis a. 1589; Bergomensis a. 1591[47]).

45) Cf. *Hüllm.* I, 441, 446, 449. *Mittermaier* „Grunds. des gem. deutschen Privatrechts“ Ed. III., II. §. 226, primas rei cambialis ordinationes recenset.

46) V. *Rohte* Chronic. Thuring. ad ann. 1246, ap. *Mencken* scriptt. rer. Germ. II. 1735. — Medicei, gens illa Florentina, commerciis ditissima, in 16 emporiis ejusmodi negotia suis egerunt rationibus.

47) *Mittermaier* l. cit. p. 435, n. 17; p. 437, n. 8.

Quod vero attinet ad ***aeraria publica***, quae fidei mutuae pecuniisque et collocandis et permutandis inserviunt (***Banchi di giro*** etc.), primum jam saec. XII. (a. 1171) Venetiis institutum fuisse ferunt; forma ejus demum a. 1587 constituta est. Inserviebat tamen ab initio magis fisco, quam privatorum commodis. Ad modum ejus similia aeraria condita sunt: Barcinone a. 1401; Amstelodami a. 1609; Hamburgi a. 1619; Norimbergae a. 1621. Primum aerarium, quod schedulas emittebat, Genuae conditum est, — at perperam dicitur, a. 1407 —; Londinense autem demum ao. 1694[48]. — ***Montes*** quoque ***Pietatis***, quos dicunt (Leihbänke), Italicae sunt originis; primus quidem exstitit Perusiae ante a. 1464; primus in Germania Norimbergae a. 1498. Quum praesertim Lombardi, patria ob res turbidas exsules, talia egentibus auxilia apud exteros instituissent, in Belgio, Anglia et Francia dicta sunt ***instituta Lombardica*** (Lombards). Ratio tandem in computatione acceptorum et expensorum commendatissima, quam ***Italicam*** vocant (Italienische seu doppelte Buchhaltung) iisdem, qui universam negotiandi artem excoluerunt, Venetianis et Lombardis debet originem. Primam hujus computationis methodum tradidit Lucas a Burgo Venetiis circa a. 1494; primum ea de re in Germania edidit librum Jo. Gottlieb, Norimbergae a. 1531; primum in Anglia Jac. Peele, ao. 1569[49].

Ita quidem Itali Germanique tum in re rustica, tum in artibus industriae et mercaturae negotiis, ingenio et natura ducti, usu autem magis in dies edocti, primi veram opes quaerendi augendique rationem sunt secuti.

Quam de re populi familiari adhibuerint curam Italiae civitates?

Jam vero si quaerimus de consiliis, quibus civitatum gubernatores ipsi rem familiarem publicam et populi et aerarii adjuverint, difficile mihi videtur di-

---

48) Cf. „Storia civile e politica del commercio dei Veneziani“ di *C. A. Marin*. Venet. 1789; *Daru*: „Histoire de Vénise“ III, 71 sqq.; art. *Bossii: Bank*, in *Erschii* et *Gruberi* Encyclop. et *Mittermaier*, l. l. II. §. 517 sq.; *Rau:* „Volkswirthschaftslehre“ p. 217. 241.

49) Vid. *Bossii* Art. *Buchhalterei*, in *Erschii* et *Gruberi* Encyclop.

judicari posse, uter plus praestiterit: Germaniae principes virtute, fortitudine et juris tuendi auctoritate, an Italicarum civitatum proceres, ingenii acumine institutorumque publicorum praestantia? Seorsum de prioribus agere lubet[50]); de posterioribus pauca hic addamus.

Prudentia Italorum civilis partim in summa mercaturae libertate, partim in opportuna subsidiorum benignitate cernitur.

Illud autem, quod quidem in universum ad opes populi, cujus quippe industria rectius suo genio et naturae limitibus permittitur, amplificandas tanti est momenti, ex eo intelligitur: 1) quod medii aevi temporibus Lombardiae principes nec permiserint, nec ipsi jusserint, ut corporationes seu collegia opificum, quamvis disciplinae vim haberent, industriam civium angustis singulorum collegiorum cancellis circumdarent; id quod Germani, nimio privilegiorum studio, anxia cum circumspectione, ne unus alteri noceret, sibi faciendum esse existimarunt[51]). — 2) Ex eo, quod commercia libera fuerint, ita ut juris, quod vocant, prohibendi, seu industriam exterorum ab aditu in civitatem arcendi, in Lombardia nullum ante saec. XV. occurrat exemplum. Invidia quidem inter urbes ob commercia aemulas odium concitavit, ideoque civitates singulae se invicem machinationibus, immo armis a lucroso mercatu intercludere studuerunt[52]): at alienas merces,

---

50) In programmate huic libello subjuncto.

51) Haec sunt *Melchioris Giojae* verba, quibus contra *Sayium* auctorem art. „de l'économie politique" disputat: „Nell' antica Lombardia (cosa unica e straordinaria) fureno prescritte le corporazioni d'arti e mestieri, cossichè ciascuno poté lavorare a suo piacimento (*massima che si sono appropriata i moderni*), e ciò durò quasi sino al tempo, in cui Enrico III. dichiarava in Francia (il che il Say non ricorda), che — „*la permission de travailler était un droit royal et dominial*"*!* Cf. Bibl. ital. T. XLIV. p. 204. — De collegiis opificum in Germania, legibusque recentioribus, quibus eorum statuta emendata sunt, conferendus est *Mittermaier* l. l. II. §. 450 sq. 452 sqq. Exemplum illius circumspectionis Germanicae est *Jus milliarium* inprimis: Das sächs. Meilenrecht, de quo longius disserit *Schramm* in „Saxonia Monumentis viarum illustrata" (Vitemb. 1726. 4°) p. 148 sqq.

52) Ita quidem, ut exemplum afferam, caritas annonae Venetianis saec. XIII. causa fuit, ut commercia Patavinorum, Bononiensium aliorumque vicinorum vexarent; id quod bene ex-

ut suis faverent, non prohibuerunt. Illius autem calculi, quum rerum publicarum gubernatores, sive exportationem mercium legibus restrinxerint, sive invectionem vetuerint[53]), prohibendo aliena suis putarent prospicere commodis, primum dedit Anglia exemplum saec. XII.; Gallia secuta est saec. XIII. In Italia prima ejusmodi prohibitio demum ao. 1454 et 1553, locum habuit. Franciscus enim Sfortia, dux Mediolanensis, et Guilelmus Gonzaga, dux Mantuanus, prior ille pannos extraneos, posterior hic merces bombycinas, importari vetuerunt. Contra libertas commerciorum, cujus vim in augendis opibus efficacissimam gallici scriptores, demum altero saeculi XVIII. dimidio, tamquam regulam a se primum excogitatam, proposuere, jam a Carolo V. in Sicilia lege sancita fuit[54]).

Hoc autem, quod in agendo consistit, melior scilicet Gubernatorum italicorum res publicas gerendi ratio in eo cernitur, quod barbarum jus litorale *(Strandrecht)*, seu mala ista consuetudo naufragorum bona usurpandi, in Italia primum fuerit abrogatum: in Sicilia quidem jam a Friderico II. saec. XIII.; in republica Venetica jussu consilii dicti „de' Pregadi" saec. XVI. (a. 1583); in Gallia contra, demum regnante Ludovico XIV. a. 1681[55]). — Illius denique prudentiae civilis subsidia, quibus Lombardorum inprimis principes rem familiarem civium adjuverunt auxeruntque, haec fere sunt: Vias strui, canales duci et vectigalis aequabiliter percipiendi causa fundos a decempedatoribus aestimari curarunt. Exempla sunt in

---

plicuit auctor censurae libri: „Hist. de la rép. de Vénise par le Comte *Daru*," in ephemeridd. lit. Jenens. N. 131. 1828.

53) Exemplum Suevorum adfert *Caesar* de B. G. IV, 2.

54) Verba legis haec sunt: „Noi vogliamo *conservare* i nostri vassalli nella *libertà* di contrattare e *di commerciare* .... e perciò comandiamo, che siano liberi di comparare ciò che loro piace e quanto e dove e come e tutto quel che voranno e venderlo ed estrarlo secondo che loro ne vien voglia."— In Anglia primi, qui exportationem quarumdam rerum prohibuere, Henricus II., a. 1181, et Richardus I., in Gallia Philippus IV. Pulcher et Philippus V. Longus, saec. XIII et XIV. fuerunt. — Plura de hac re deque ratione atque usu prohibendi disserit *Melchior Gioja* l. c. p. 204. 209 sq.

55) Cf. *Bouchaud* „Théorie des traités de commerce entre les nations."

promtu. Otto Vicecomes (Visconti), archiepiscopus Mediolanensis, saec. XIII. Canalem grandem (Naviglio grande) perfici curavit, qui, Adduam et Ticinum jungens, primum fuit navigationis arte instituendae recentiore aevo exemplum[56]). Historicus etiam Mediolanensis, *Comes de Verri*[57]), testatur, Bennonem de Gozzadini, praefectum (Podestà) Mediolanensem, saec. XIII. non solum agriculturae et navigationi canalibus ducendis bene consuluisse, sed eumdem etiam fundorum aestimandorum causa, ut tributa publica aequa ratione definiri possent, mensuram agrorum fieri jussisse. Errat igitur *Sismondius*[58]), qui primam ejusmodi mensuram saeculo demum XVI. factam esse dicit. Nec umquam in hoc utilissimo opere magis perficiendo cessavit Principum cura. Agrorum enim mensura, quam Austriaca gubernatio, ao. 1720, in Lombardia fieri jusserat, basi deinde triangulorum posita, ab anno 1788 ad annum 1791 continuata, ita perfecta est, ut aliis civitatibus fuerit exemplo[59]). Canalium[60]) autem et numerum et utilitatem quis non cognoverit ex Italiae descriptionibus? Commemorare sufficiat, Lombardos inde a saeculo XIV. hydrotechnicae peritissimos et primos hujus artis praeceptores Europaeis fuisse; Belgas vero secundos[61]). Pari ratione viae, quibus construendis Itali primi Alpes superarunt, vel novissimis temporibus, sive magnitudinem, sive utilitatem operis spectaveris, praeclara sunt tum populi, tum civitatis monumenta.

Quantam vero artem prudentiamque meliores Italiae principes in pe-

---

56) Vid. *mea* „Gesch. der Lombardei" Dresdae 1828. III, 59, 139. IV, 227.

57) „Storia di Milano" I, 260. (1783. 4°.)

58) Vid. *Ejus*: „Nouv. principes d'écon. polit."

59) Cf. „Storia de' principj, delle massime e regole seguite nella formazione del catasto prediale etc. del Segretario di governo *Carlo Lupi*." Mediol. 1825. De eadem re scripserunt *Pomp. Neri* et *Jo. Rain. Carli*. — Plura commemorat *mea* „Gesch. d. Lombardei" IV, 166, 227; de viis publicis ibidem I, 7—10; IV, 167, 229.

60) Cf. inprimis: *Jos. Bruschetti*: „Istoria dei progetti e delle opere per la navigazione interna del Milanese." Mediol. 1821. 4°.

61) Canales in Belgio navigationis causa inde ab antiquissimis temporibus constructos esse, Academia regia Bruxellensis ao. 1827, praemio proposito, edoceri jussit.

cunia publica administranda probaverint, unum illudque clarissimum Pontificis *Sixti* V. regnum ostendat. Intra quinquennium scilicet animo alacer princeps idemque consiliis solertissimus, auctoritatem legum restauravit, conditionem rusticorum meliorem reddidit, reditus publicos parsimonia et diligentia auxit, urbem ornavit, literis benigne prospexit, moriensque in aerario magnam pecuniae numeratae vim reliquit[62]). Certum denique est, modum hodie usitatum, debita publica, certis eum in finem destinatis reditibus, pedetentim exsolvendi (l'ammortizzatione del debito pubblico) ab Italis inventum fuisse[63]).

Rebus publicis gerendis in Italia numquam defuere civium ingenia. Celeberrima sunt Henrici Danduli, Petri de Vineis, Aeneae Sylvii, Mediceorum, Andreae Doriae, Simonetae, Hieron. Moronis, Alberonii aliorumque nomina, quibus Venetiae, Genua, Florentia, Mediolanum, Roma, Bononia etc. inclaruere. Usus denique, quia consuetudo familiaris, quae inter principes, eorum administros, et viros ingenio doctrinaque praestantes intercedere solebat, multum adjuvit studiorum literarumque in rebus civilibus auctoritatem, unde factum est, ut Itali quoque de rebus civilibus et praesertim de rei familiaris publicae curâ primi bene scriberent.

Italorum scriptores quid in rei familiaris civilis doctrina praestiterint?

His igitur expositis progrediar ad ultimum quaestionis meae argumentum, quod in eo versatur, ut probem, Italicos rei familiaris civilis scrip-

62) Conferatur *C. Tempesti* „Storia della vita e geste di Sisto V.“ Romae 1754. 4°. 2 Voll. — Grati Romani in ejus memoriam erexerunt monumentum cum hac inscriptione: Sixto V. Pontif. Max., ob quietem publicam, compressa sicariorum exsulumque licentia, restitutam; annonae inopiam sublevatam; urbem aedificiis, viis, aquaeductu illustratam S. P. Q. R.

63) Vid. *Meloh. Gioja* in Bibl. ital. XLIV, 204; et „La Magia del credito svelata, istituzione fondamentale di pubblica utilità, da *Gius. de Welz*.“ Neap. 1824. 2 Voll. 4°.: „La consolidazione del debito pubblico vendicata come *proprietà italiana* e vendicata con documenti tuttora inediti.“

teres in enodandis primariis hujus doctrinae notionibus Gallis et Britannis aut antecessisse, aut cum iisdem inventionis palmam sibi posse vindicare.

Ingeniosissimos Italiae viros inde a medii aevi temporibus rerum civilium peritissimos fuisse, primus documento sit Petrarca, qui, epistolarum commercio, itineribus et consuetudine principibus illustribusque cujusvis generis viris junctissimus, non solum permultas res suo tempore gestas ipse propius vidit, sed magnam etiam cum rebus humanis, praesertim literarum studiis habuit societatem. Id unum memoremus, eum dedicasse, a. 1372, librum suum de re publica optime administranda, celeberrimo ac fortissimo viro Francisco Carrarae, Patavii domino. Inter scriptores autem, qui ad rei familiaris doctrinam in Italia propagandam multum contribuerunt, primum, si ordinem temporis, quo singulus quisque scriptorum praestantia maxime floruerit, servare volumus, occupant locum: *Casp. Scaruffi*, Regio-Lombardus, qui libro suo de re monetali a. 1582 innotuit, mort. a. 1584; et *Bernh. Davanzati*, mort. Florentiae a. 1606. Reliqui hoc ordine sequuntur: *Ant. Serra*, Consentinus, qui in carcere inclusus ao. 1613 scripsit Tractatum „delle cause che possono far abbondare li regni d'oro e d'argento, dove non sono miniere"; *Jo. Don. Turbolo*, Neapolitanus, inclaruit a. 1619; *Montanari*, Mutinensis, circa a. 1670, mort. a. 1687; *Bandini*, Senensis, inclaruit ao. 1737, mortuus a. 1760; *C. A. Broggia*, Neapolitanus, 1743—1754; *Ferd. Galiani*, Neapolitanus, scripsit: „della moneta", a. 1750. Idem auctor in suis „Dialogues sur le commerce des bleds" a. 1770, contra Physiocrates disputavit, mortuus a. 1786; *Ant. Genovesi*, Salernitanus, inclaruit inde ab ao. 1754, libro classico: „Lezzione di commercio e d'economia civile", quo primus omnium oeconomiam politicam in formam disciplinae redegit, totumque ejus ambitum descripsit, mortuus a. 1769; *J. R. Carli*, Istrianus, a. 1760, mortuus Mediolani ao. 1795; *Caes. Beccaria*, Mediolanensis, inclaruit a. 1764, mort. a. 1793; *Jo. Franc. Pagnini*, Volaterrensis, a. 1765, mortuus Florentiae a. 1789; *Ant. Zanon*, Utinensis, a. 1767, mortuus Venetiis a. 1770; *Petrus Comes de Verri*, Mediolanensis, a. 1769, scripsit „Meditazioni sulla economia politica", Mediol. 1771 etc., mortuus Mediolani a. 1797;

Ferd. Paoletti, Florentinus, a. 1772, mort. a. 1801; *Jos. Palmieri*, Aletiensis, 1774—1783, mortuus a. 1794; *Ortes*, Venetianus, a. 1774, mort. a. 1790; *Jo. Bapt. Vasco*, Taurinensis, ao. 1780, mort. a. 1796; *Cajet. Filangieri*, Neapolitanus, 1780—1785, mort. a. 1788; *Maurit. Solera*, Pedemontanus, a. 1786; *Lud. Ricci*, Mutinensis, a. 1787, mort. a. 1799; *Franc. Mengotti*, Feltrensis, cujus liber: „Il Colbertismo, ossia della libertà di commercio de' prodotti della terra", praemio acad. Georgophilorum Florent. ornatus a. 1791, contra praerogativam rationis mercatoriae disputat; *C. Boselini*, Mutinensis, a. 1816, mortuus a. 1827 [64]); *Melchior Gioja*, Placentinus, nat. a. 1760, innotuit Mediolani 1796—1816, ubi adhuc floret, hodie inter primos Italiae de rebus civilibus scriptores laudandus; *Franc. Fuoco*, Pisanus, innotuit a. 1825, libro, qui inscribitur: „Saggi economici". T. I. Pisis. a. 1825 [65]).

Quod si horum scriptorum sententias cum recentiore rei familiaris disciplina, qualis scilicet a Gallis Britannisque traditur, comparemus, permulta jam

64) *Boselini*, JCtus, natus Mutinae a. 1765, mortuus ibidem 1. Jul. 1827, innotuit libro: „Nuovo esame delle sorgenti della pubblica e della privata ricchezza," qui demum 1816 prodiit, quoniam Napoleontis aetate, a censoribus improbatus, typis excudi non potuit.

65) Hunc ordinem neque *Müller* secutus est, qui in libro: „Chronologische Darstell. der italienischen Classiker über Nationalökonomie" etc. (Pestini 1820) copiosius de singulis tractans, collectionem ante oculos habuit, quae inde ab ao. 1803, prodiit Mediolani, ita inscripta: „Scrittori classici italiani di Economia politica" 48 Voll., cura Petri *Custodii*; neque *Sayius* in art. supra commemorato, quamvis id sibi proposuerit p. 289: „On a cru, inquit, devoir suivre l'ordre chronologique — — Quand un auteur a publié des écrits à des époques diverses, on l'a placé à celle, où ses écrits économiques ont plus particulièrement fixé l'attention." — At ne *Sayius* quidem commemorat clarissimorum scriptorum scripta praestantiora, laudans tantum levioris momenti libellos; v. c. celeberrimi *Genovesii* opus classicum: „Lezzioni d'economia civile" 1754, septem deinceps editionibus divulgatum, plane omisit; aliud minoris momenti nominavit: „Ragionamento sulle grandi ricchezze." — Auctor vero vitae hujus scriptoris in Biographia universali (Biogr. universelle, T. IV.), *Lally-Tolendal* vere dicit: „à Naples Genovesi avait créé l'étude des sciences morales et politiques." — Idem *Sayius* in litteraria sua recensione scriptorum Italicorum nonnullorum eorumque praestantiorum, e. g. *Bandini*, *Ricci*, *Vasco*, ne verbo quidem mentionem fecit. Ego quidem hac in re tractanda magnam partem secutus sum excerpta *Mülleri*, l. l., *Melchiorem Gioja* et *Alex. Mughai*: „Sull' anteriorità degl' Italiani nella Scienza di pubblica Economia." Pisis 1824.

ab illis vere et satis distincte dicta fuisse videbimus, quorum inventionem Sismondius, Sayius, Mac-Culloch, aliique sibi ipsi aut popularibus adscribunt.

I. *Genovesius* et *Comes de Verri* (ut recentiores: Gioja, Bosellini etc. praetermittam), ad opes civitatum ista quoque bona referunt, quae calculorum modulo aestimari nequeant. *Genovesius* ita primus ao. 1754, scholas publicas, quae hodie technicae vocantur, quibus scilicet opifices et villici erudirentur, instituendas proposuit, quod ut fieret, scriptores Gallici exeunte demum saec. XVIII, et enixius inde ab anno 1814, rogarunt. Genovesius etiam suasit praemia, ut iis proponerentur, qui tironibus artium catechismos scribere eorumque institutione fungi vellent; prae ceteris autem esse, ait, necessariam mechanicam rei rusticae scholam. Rectius denique, *Sayio*[66]) quidem aliisque, sentiunt meliores Germanici Italicique rei familiaris scriptores de iis, quae in scholis publicis tractanda sint, nec ne: ita morum doctrinam et elementa logices inter ea referunt, quibus sensus boni et veri formandus sit. Genovesius utramque doctrinam etiam inter ea, quae ad rem familiarem pertineant, addiscenda, ut scilicet ingenii dotes excolerentur, animusque ad omnem humanitatem traduceretur, tam necessariam esse existimavit, ut ipse libellum de officiis (in libro, qui inscribitur *Diceosina*) et Logicam in scholis tractandam (Logica de' giovani) conscriberet. In universum Itali notiones istas philosophicas aptius et planius, quam v. c. id ipsis videtur factum esse a Laromiguière in libro: „Essais sur les facultés de l'âme“, in scholis censent tradendas, ut ii, qui artibus operam daturi sint, et recte cogitare et bene sentire discant, intelligentiamque veram tum communem, tum propriam rerum suarum habeant.

66) Verba *Sayii* haec sunt (Traité d'écon. polit. 3 Ed.) II, 283 sqq: „La seule étude importante qui ne me paraisse pas pouvoir être l'objet d'un enseignement public, est l'étude de la morale. — Le seul véritable encouragement à la bonne conduite est l'intérêt qu'ont tous les hommes de ne rechercher que ceux qui se conduisent bien.“ (Haec quidem olent doctrinam istam gallicam, quae virtutem in utilitate ponit: La vertu n'est qu'un heureux calcul!) — Addit *Sayius*: „J'en dirais volontiers autant de la logique. Qu'on n'enseigne rien qui ne soit conforme au bon sens et à la vérité, et la logique s'apprendra toute seule.“

Hujus quidem institutionis rectam viam Germanos praeter ceteros perbene noscere ac sequi, non opus est probare. Sufficit monuisse, Italicos rei familiaris scriptores hanc etiam publicae administrationis partem recte judicasse. Genovesius jam educationem dixit quam plurimum conferre ad felicitatem publicam privatamque obtinendam[67]).

II. Quae recentiores, e. g. *Sismondius*[68]), de fine legum ferundarum, dicunt, eadem *Genovesius*, *C. de Verri*, *Beccaria* aliique ponunt, ut scilicet quàm plurimi cives quam maximae felicitatis participes fiant.

III. *Sismondius*, praeeunte Adamo Smithio, unicum divitiarum fontem esse statuit laborem. Jam ante Smithium *Genovesius* et *Broggia* laborem fundamentum opum et publicarum et privatarum firmissimum esse dixere[69]).

Unus autem divitiarum fons non est labor, uti Gioja aliique observarunt, quippe quod laboris praemium multum pendeat ex fertilitate fundi et qualitate rerum naturalium. Sunt et aliae fortunarum causae, eaeque gravissimae; ideoque *Bosellinius* prima omnium divitiarum elementa esse dixit laborem, diligentiam, parsimoniam. Huc etiam pertinent novissimi

---

67) „È necessario, ait Genovesius, che nello Stato si studii *di ben educar* la gente per la parte dell' animo e del corpo, e procacciarle proporzionalamente i mezzi di sostenersi . . . Niuno stato adunque non sarà giammai nè savio, nè ricco, nè potente, *se non vi sia educazione, e se l'industria o una ben animata e regolata fatica* non somministri abbondantemente a tutti quelle cose che servono al bisogno, alla commodità ed a piacere della vita. L'abbandonar queste cure al solo interesse e studio privato è proprio dei popoli selvaggi."

68) *Sismondius* in libro: „*Nouveaux principes*" etc. (II, 250), ac si novi quid sit, quod praecipiat, eumdem finem esse dicit: „l'accroissement du bonheur en intensité est la diffusion entre toutes les classes." *P. Verri* ante illum: „il fine d'ogni legislazione è la maggior felicità possibile divisa pel maggior numero possibile." Item *Beccaria* (in Tractatu „dei delitti e delle pene"): il scopo del legislatore è la massima felicità divisa pel maggior numero." — Quid *Genovesius* ea de re senserit, ex praecedentibus et ex iis, quae sequuntur, intelligi potest.

69) Haec sunt *Genovesii* verba: „Non vi è altro mezzo di far danaro che l'onesta fatica. La fatica è il capitale di tutte le persone, di tutte le famiglie, d'ogni Stato. Le ricchezze d'una nazione sono sempre in ragione della somma delle fatiche." — Ita quoque *Broggia* istud principium scholae oeconomicae Britannicae et Gallicae: Omnis res labore emitur, exposuit in suo tractatu: „De' Tributi," 1743. „Senza l'industria, e la fatica, ait, non verrebbero, nè sussisterebbero le richezze nello Stato. — Dalla povertà che travaglia e fatica nasce la ricchezza."

Scriptoris, *Fuoco*, verba: „*il lavoro e la virtù non ponno andar disgiunti, e il libero esercizio* dell' industria constituirà sempre la massima loro felicità.“

IV. De rei rusticae gravitate bene scripsit *Anton. Zanonius*[70]) ab ao. 1756 usque ad ann. 1767; sed jam pridem *Bandinius* in suo: „Discorso economico“ a. 1737, istam Quesnaji doctrinam physiocraticam, in Gallia inde ab anno 1755 celebratam, totam fere exposuit, si exceperis unam Gallici philosophi, eamque falsam, de artium (liberalium) natura ad opes parandas non idonea, opinionem. *Genovesius* etiam meliorem rusticorum conditionem, libertatem, possessionem fundorum propriam, seu usumfructum hereditarium oneribus minime gravatum (dell' affituario), et in universum, ratione civitatis habita, partitionem fundorum in minores et plures habitationes liberas (piccoli podere) ad opes publicas augendas quam plurimum facere censuit[71]). Nova igitur non docuit *Sismondius* in libro, quem inscripsit: „*Nouveaux principes*“ etc. Idem, quum posuisset, legibus, quae splendoris gentilitii conservandi causa fideicommissa constituerent, ipsarum familiarum ruinam parari, antea jam dicta repetiit. Nam *Muratorius* in opusculo „della felicità pubblica“ eamdem probavit sententiam; item *Genovesius*[72]).

V. Pro libertate commerciorum autem, nostris temporibus tantopere flagitata, Itali scripserunt jam ante *Bandinium* et *Genovesium*. Ille quidem primus liberum terrenorum commodorum commercium esse fundamentum omnis industriae feliciorisque cujuslibet conditionis, quantum potuit, demonstrare studuit. Hic vero eamdem rem uberius tractavit; eumque se-

70) Vid. *ejus* „Lettere scelte dell' agric. — sul commercio e sulle arti.“ *Idem*: „Dei pregi dell' agricoltura.“ — Inter alia haec sunt *Bandinii* verba: „L'agricoltura è la radice, che somministra il succo a tutto l'albero dell' industria.“

71) „Volete, ait *Genovesius*, migliorare la campagna? Fate prima, che i contadini si persuadano di lavorar per sè e pei loro figli. Il contadino inglese (?) è più savio e più diligente del francese, *perchè è più padrone*. Il francese lo è più del napoletano per la medesima ragione, ed il napoletano più del polacco.“ — Accuratius haec explicavit ao. 1780, *J. B. Vasco* in opusculo: „La felicità pubblica considerata nei coltivatori di terre proprie.“

72) „So, ait *G.*, che alcuni si son dati a credere di poter provvedere all' eternità delle

cutus est *Paoletti*[73]. Industriam autem, licet omnino libere exercendam, certis tamen a natura ipsa circumscribi finibus, ad quos curam gubernationis civilis de industria civium adhibendam attentissimam esse oporteat, ut scilicet impediatur, quo minus civium victus, seu vitae necessitates ex gentium exterarum pendeant arbitrio et calculo, *Genovesius* et *Verrius* jam ante *Sismondium* docuerunt[74].

VI. Perperam *Sayius* et *Sismondius* pro certo affirmant, Italicos scriptores, *Davanzatium*, *Serram*, *Genovesium* ceterosque divitias civitatum ex auri argentique copia aestimasse, eosque veros auctores esse illius rationis, quam Oeconomici scriptores vocant mercatoriam: nam isti omnes neque divitias rei publicae in pecunia locant, neque commercium cum exteris censent domestico esse anteponendum. Rectas potius de vera divitiarum pecuniaeque vi ac natura, de mutabili pretii, quod rei ipsius est, ejusque, quod permutationis esse solet, differentia, atque de rei monetalis cura notiones jam centum annis et quinquaginta ante Anglos Gallosque exposuerunt, et quidem Davanzati, ac deinde Bandini, Galiani, Genovesi et reliqui omnes aetate posteriores. Ita *Davanzati* primus in libro: „Lezzione delle monete", pecuniam docuit esse pretium et mensuram rerum adquirendarum, a populis constitutam („fatto dalle genti pregio e misura delle cose per contrattarle agevolmente — perchè così d'accordo son convenuti gli uomini, e non perchè tanto vagliano di natura questi metalli").

---

loro famiglie con de' fedecommessi, — ma, oltrechè l'esperienza ci dimostra ogni giorno, come *una gran quantità di queste case si riducono a mendicità*, e che le cagioni morali a lungo andare cedono sempre alle fisiche, è da considerare ancora, che questi fedecommessi servono spesso come di motivo così di pascolo alle grandi e intricate liti, delle quali niuna non è che non basti a rovinare le più grandi e ricche famiglie."

73) Vid. *Müller*, l. c. p. 71—149; et de Genovesio: p. 218 sqq.

74) *Sismondius* dicit (T. I, p. 263. 452): „Dût-on produire son blé plus chèrement, il importe de soustraire la subsistance aux chances des spéculations." — *Genoves.* et *Verri* statuunt, in eo quasi cardinem totius oeconomiae civilis verti, „che la nazione dipenda meno che sia possibile dalle altre in tutto ciò che s'appartiene alla vita naturale e civile, e sia il men che si possa debitrice d'ogni altra."

Idem primus rationem sua aetate usitatissimam, numorum, ne exportarentur, pondus pretiumque deminuendi, falsam esse demonstravit, nam isto modo fidem laedi, reditus adeoque fortunas minui, negotia autem ipsa usurae obnoxia, atque omnia incerta fieri, luculenter ostendit. Non metalla, ait, sed res ipsae vera sunt bona (cose che son li veri boni); numi autem nihil aliud, nisi subsidium, seu res media, cujus ope bona (res ipsae) aestimentur (pregi che le cose misurano); bonitate igitur argenti signati deminuta, pretium quoque auri monetalis (numorum aureorum) concludit esse augendum. Ergo minime Davanzatius, nec minus, si Melchiori Giojae (Bibl. ital. XLIV, 206 sqq.) fidem habemus, reliqui rei monetalis scriptores: Scaruffi, Serra, Turbolo, Montanari (in libro: „della moneta"), Broggia, Neri, de Carli etc. signa seu imagines rerum confuderunt cum rebus ipsis, numos scilicet cum divitiis seu opibus ipsis. Neque ulla in horum auctorum scriptis saec. XVI, XVII et XVIII. fit mentio, nedum approbatio modi, tum in Anglia, Francia etc. persaepe adhibiti, prohibendo scilicet aut restringendo mercium exportationem et invectionem, divitias rei publicae augendi[75]). Luculentissime *Bandinius* jam ao. 1737, pecuniae pretium

75) Ita quidem *Broggia* in Tractatu „delle monete" (1754) dixit: „La moneta *altro non è* che un valore o sia *misura generale* di tutte le cose venali." — *Idem*: „Il peculio in *monete di metallo* per se stesso *non frutta*, *per se stesso non ha moto*, *per se stesso non è necessario*, e per se stesso non induce industria." — *Genovesius* rem sic explicavit: „L'oro e l'argento sino a tanto sono utili, quanto sono proporzionevoli alle ricchezze primitive e alle fatiche, al cui moto servono." — *Galiani* tandem, qui de re numaria scripsit a. 1750, ante Quesnajium, copiam pecuniae circumfluentis esse docuit „un effetto non una causa delle ricchezze." Doctrinam *Ricardi* autem, a quo Sayius hanc rem (a. 1804—1817) absolutam esse dixit, „pecuniam scilicet, quatenus res ad permutanda omnia opesque circumagendas maxime idonea esset (circulating medium), suum habere pretium, a pretio metalli seu materiae, ex qua constaret, prorsus diversum, quod quidem cambiorum negotiatione probari posset," jam initio saec. XVII, *Turbuloni* ac deinceps aliis scriptoribus Italicis (*De Carli*, *Pagnini*, *Vasco*) perspectam fuisse, ex sequentibus apparebit: Turbolo „valorem pecuniae, ait, aestimari juxta pondus, et *Consuetudinem*, *Cambii* quae communiter esse soleat"; *De Carli*: „Due sorte di commercio si fanno: il primo di danari con roba o di roba con danari; il secondo di danari con danari. L'oro e l'argento sono considerati come *mercanzie*" etc. — *Pagnini*: „Le medesime regole de-

aliud esse demonstraverat, quam rerum pretium, nec divitias in pecunia, sed in rebus consistere; id quod Quesnayium primum dixisse, *Sayius* affirmare voluit. Idem *Bandinius* ex praemissis recte concluserat, pecuniae copia pretium quidem permutationis augeri, usurae vero quantitatem non pecuniae copia, sed mutuantium frequentia, pecuniae mutuo dandae penuria majorique industriae quaestu augeri.

VII. Novam Ricardi doctrinam de quaestu, seu vectigalibus fundorum (Grundrente) ex usu in Lombardia jam dudum cognitam fuisse, e ratione, qua census agrorum (il censimento milanese) ibi fieri solet, probari potest. Hujus enim instituti ratio non ponit, ut Smithius, pretium annonae vectigali fundorum, sed vice versa, vectigalia rustica pretio annonae definiri[76]).

VIII. Falsam denique Smithii, Sismondii aliorumque opinionem, nullam a civitatibus in re civium familiari adhibendam esse curam, Itali primi refutarunt, antequam Gallici scriptores v. c. *Sismondius* ao. 1819. suam ea de re sententiam mutassent. Ita *Melchior Gioja* jam ao. 1816. indicavit, quibus in rebus potestatem civilem rem civium familiarem curare oporteret[77]).

terminano il pregio e la valuta delle monete e delle cose." — *Vasco* in libro suo: „Saggio politico sulla moneta": „Il valore delle monete, come il valore d'ogni altra cosa, non è che un rapporto delle monete a quella cosa con cui si cambia — quindi è per natura variabile sempre ed incostante . . . . non solo considerato il rapporto di tutte le monete coi generi, ma ancora pel variabile rapporto *fra le varie specie di monete*." Quibus praemissis, intelligi sane non potest, cur *Sayius* in art. cit. p. 264, scripserit: „Serra et les autres Italiens qui vinrent après lui, ne virent la richesse d'un état que dans l'abondance de l'or et de l'argent. — Ils sont les vrais auteurs du système de la balance du commerce"..!

76) V. Bibl. ital. XLIV. p. 392. Cf. etiam „Memoria sulla rendita rurale, di *Salvatore Scuderi*, professore di economia, commercio ed agricoltura nell' Università di Catania." — Panormi 1824. (Ab initio quidem Mediolanenses fundum non, ut fieri oportebat, ex naturali ejus et probabili fertilitate, sed ex praesentis culturae conditione aestimare solebant; inde ab ao. 1768 autem rectiorem secuti sunt aestimationis rationem.)

77) V. *Gioja* „Nuovo prospetto delle scienze economiche" Vol.. IV, 131, 164—167; idem doctrinam suam „dell intervento del poter sociale" exemplis ex historia desumtis illustrat, abusum vero istius interventus aeque notat. *Genovesius* jam hanc tetigerat doctrinam, quum dixisset, commoda mercatoris privata non esse confundenda cum publicis; mercatorem scilicet ditando rem publicam interdum pessum dari.

Idem Quesnaji et Adam. Smithii opinionem de libertate industriae nullis plane limitibus circumscribenda, Sismondio prior impugnaverat.

Sic iis etiam in rebus, quae inprimis ad curam civitatum de re populi familiari adhibendam pertinent, Italicos scriptores doctrina, inventis ac consiliis magno principibus eorumque administris auxilio fuisse satis constat. Quam multa enim ipsorum, non est infitiandum certe in Lombardia, regnantibus Maria Theresia et Josepho II., nec minus in Toscana, regnante Leopoldo II., ad effectum sunt adducta bona consilia, quae in Gallia post violentissimam rerum conversionem demum in usum conversa sunt! *Verrius*, si rem familiarem civilem spectaveris, inter primos Mediolanensis gubernationis consiliarios est referendus; nec ignoramus, *Beccariam* primum excogitasse, atque ao. 1781 proposuisse ingeniosum istud et perutile consilium, pondera, mensuram et rem numariam ad unam normam eamque mathematicam, secundum rationem, quam vocant decimalem, exigendi legeque constituendi; quod quidem consilium in Gallia, exeunte demum saec. XVIII., a viris academicis conjunctis studiis elaboratum, systema, quod metricum dicitur, in lucem protulit[78]).

IX. Quod supra commemoravi (notula 15) de numero civium Sismondiique doctrina, cujus summam jam communis majorum intelligentia omnino perspectam habebat, id etiam a *Beccaria* prius dictum fuit: „che la rendita di ciascuno sia limite naturale alla popolazione“ [79]).

X. Aliud denique a *Sismondio* a. 1819, tamquam novi quid, propositum, quo quidem Ad. Smithium, parsimoniam infinitam praedicantem, haud temere redarguit, augendis scilicet rebus tum demum opes etiam augeri, qua-

78) Vid. *Beccariae*: Rapporto sopra un progetto di uniformità dei pesi e delle misure.“ Cf. Biogr. universelle, T. IV. p. 16. — De Gallorum laboribus ex lege 1. Aug. a. 1793, „sur l'uniformité et le système général des poids et mésures“ auspicatis, cf. *Delambre* „Base du système métrique“ etc. 3 voll. 4°. Paris. 1806—1814.

79) Addit *Beccaria*: „È necessario, che la massima attività d'un cittadino abbia tanto valore di mantenere una moglie e tre figli almeno, per ottenere l'accrescimento di popolazione.“ *Gioja* autem in l. jam laud. eamdem rem uberius tractavit, addiditque sequentia: „Chi scrisse *in multitudine populi dignitas regis*, non aveva certamente in vista i *Seminudi Lazzaroni*.

tenus simul facultas rebus fruendi daretur, jam ao. 1816, a *Melch. Gioja*[80]) his verbis enunciatum est: „Predicare l'astinenza ai ricchi è predicare la morte de' poveri laboriosi“.

Ex his omnibus, ut mihi quidem videtur, satis elucet, Italis primas easque primarias oeconomiae politicae deberi notiones, *Genovesio* autem primam hujus doctrinae formam atque disciplinam; ideoque Sismondium[81]), ceteroquin de literis civilibus meritissimum, hac quidem in re temere sibi novam istius doctrinae rationem adscripsisse.

Longiore disquisitione ostendere, quid Germanorum inprimis scriptores in excolenda rei familiaris civilis doctrina et in forma hujus disciplinae accuratius describenda atque instituenda praestiterint, propterea hic omittendum existimaverim, quod partim commentationis brevitas impediat, quo minus ad quaestionem illam, extra meae disputationis fines positam, progrediar, partim res ipsa sit notissima. Quis enim nostrarum literarum tam est imperitus, ut de Sartorii, Hufelandii, Jakobi, Sodenii, Lotzii, Poelitzii, Rauii aliorumque scriptis doctrinam rei familiaris publicae emendantibus, eam certis finibus describentibus, ejusque argumentum illustrantibus, rectum non tulerit judicium? Nostros certe auctores[82]) illam a rerum technicarum scientia probe separasse, atque discrimen inter populi et civitatis de re familiari curam, quo scilicet disciplinae utriusque (Volks- und Staatswirthschaft) forma dividenda sit, primos (Jakobum et Sodenium a. 1805) edocuisse, inter omnes constat.

80) L. l. IV, 72 sq. Idem alio loco I, 293 sq. sequentia dicit: „Smith e la turba degli economisti non parlano che di aumentare gli agricoltori e gli fabbricatori di merci durevoli, e di scemare d'altrettanto le altre classi della Società, per cui alla fine de' conti la massa de' prodotti crescerebbe a vantaggio delle potenze aeree e non degli uomini. Essi dimenticano che non si travaglia che per godere.“

81) En ejus verba: „C'est plus avant et sur un *nouveau terrain* que je l'ai portée.“ T. 1. XIV, XV.

82) Cf. *Pölitz* l. l. S. 51; — *Rau* l. l. §. 45. ait: „Die abgesonderte Bearbeitung der Volkswirthschaftslehre, welche durch Trennung von den prakt. Lehren viel an Zusammenhang, Klarheit u. systemat. Ordnung gewann, wurde vorzüglich in Deutschland mit gutem Erfolge vorgenommen.“

Quid Germanis Italisque ars debeat, civitatum conditionem accuratius describendi?

Superest, ut videamus, num Itali et Germani, ceteris gentibus anteriores, exterarum rerum publicarum conditionem diligenter exploraverint, ejusque rectam habuerint notitiam. Quod mihi affirmanti hae occurrunt rationes. Qui de rebus suis recte judicat, rerumque civilium in universum est peritus, de alienis quoque recte judicabit. Videmus autem, Venetianos, Genuenses, Florentinos, Lombardos, industriae scilicet et mercaturae prudenter exercendae ratione id postulante, ut pensitarent res cum rebus, commoda sua cum aliorum necessitatibus, accuratam quum suarum, tum alienarum rerum habuisse cognitionem. Ad permutandi certe negotium diligentissima requiritur omnium rerum privatarum civiliumque domi forisque comparatio, ut rectum de conditione exterarum gentium, quibuscum negotia sunt obeunda, judicium ferri queat. Hanc ob causam cives urbium italicarum, belgicarum et hanseaticarum, inprimis Lubecenses, nec minus Teutonici ordinis magistros, ut qui per aliquod tempus summam rerum septemtrionalium tenuerint potestatem, et per legatos cum remotissimis gentibus, etiam cum aula Constantinopolitana de rebus publicis communicaverint, omnia, quae ad res exterorum civiles pertinerent, bene cognita atque perpensa habuisse, et necesse fuit, et historiae confirmatur documentis. Ad disciplinae autem formam, quidquid exploraverint atque perspexerint, redigendi nec animus illis fuit, nec opportunitas: at res ipsa, vera scilicet civitatum noscendarum ratio, eos omnino non fugit, alioquin negotia ipsis non tam prospere successura fuissent. Est adhuc aliud, cur necessitate quadam ad hanc scientiam mihi videantur adducti fuisse summi Germanorum Italorumque magistratus: ista scilicet Italiae Germaniaeque πολυαρχία, quae civilem ipsorum prudentiam continenter occupavit, exercuit acuitque. Tot nimirum res publicas, nunc foederatas, nunc aemulas atque inter se divisas, nunc communia, nunc diversa consilia secutas, negotiorumque civilium, quae foras spectarent,

cura saepissime perturbatas medii aevi annales nobis citra Alpes et ultra ostendunt; quin ipsa regni Germanici conjunctio cum Italiae Burgundiaeque regnis, et cum imperio Romano, Pontifices, Lombardiae principes, Italiae civitates liberas, Germanorum imperatores, ordinesque Imperii, omnes omnino, sive res publicas communi consilio, sive diversis easdem contrariisque rationibus tractarent, ad res exteras adegit indagandas, cum suis comparandas et scite judicandas. Hinc equidem factum esse arbitror, ut Italiae praesertim principes urbiumque senatus, quum sui quisque juris esse contenderet, accuratiorem reliquarum civitatum, qualem temporum istorum ratio posceret, haberent cognitionem; id quod certe scriptores illius aetatis, maxime Macchiavellium, legentibus dubium esse non potest.

Quod vero ad formam hujus disciplinae attinet, nemo est, qui nesciat, eam deberi Germanis. Itali tamen aliqua ex parte nos praeivere. *Niemannus*[83]) igitur origines hujus scientiae inde a *Francisco Sansovino*, Venetiano, repetiit, qui e narrationibus legatorum[84]) ad Senatum perscriptis composuit librum: „Del governo ed administrazione di diversi regni e repubblicche.“ Venet. 1567. 4. Accuratiorem autem de civitatum conditione describenda notionem primus concepit celeberrimus *Herm. Conringius*, Helmstadiensis (mort. a. 1681[85]). Deinde *Gottfr. Achenwallius*, Göttingensis, a. 1749, arte ac via hanc scientiam comprehendit, eique nomen ab ipsa re dedit. Paullo post, a. 1759, nova illam tractavit ratione vir, hac quidem arte instructissimus, *A. F. Büschingius*, in opusculo, quod inscripsit: „Vorbereitung zur europäischen Länder- und Völkerkunde“[86]). Hunc equidem librum primum Statisticae, quam vocant *comparativam*, conspectum existimaverim. Nec minus nobile *Gattereri* est nomen. Tandem vir ingenii acerrimi, *Schlözerus* formam ejus certa constituit lege. Ex-

83) Vid. *Ejus* liber: „Grundriss der Statistik.“ Altonaviae. 1807.

84) Cf. *Leop. Rankii* librum ex archetypis haustum „Fürsten und Völker in Südeuropa im 16. und 17. Jahrh. vornehmlich aus ungedruckten Gesandtschaftsberichten.“ Hamburg. 1827. I.

85) De Conringio v. *D. Lud. Wachleri* „Handbuch der Geschichte der neuern Literatur“ II, 145. et *D. J. G. Eichhorni* „Literärgeschichte.“ II. 683 sq.

86) Edit. I, 1758; VI, 1784; a *Normanno* interpolata, Hamburgi 1803.

inde Germanos hanc doctrinam maxima cum diligentia prae ceteris tractasse, ex *Ebelingi*, *Mannerti*, *Cromii*, *Hasselii*, *Steinii*, *de Malchus* aliorumque operibus elucet, quorum recensionem nuper *Poelitzius* dedit [87]). — Memoratu quoque dignum est, novissimis temporibus nonnullas Germaniae civitates in rebus publicis administrandis statisticis uti collegiis; omnium ejusmodi primum, quod deinceps Austriaco, Bavarico aliisque fuit exemplum, constituit Borussia [88]). In hac etiam civitate primus cives secundum doctrinae civilis principia numerari jussit *Fridericus Guilielmus Elector*; itidem centum abhinc annis primam in Germania literarum, quae camerales dicuntur, instituit cathedram publicam *Fridericus Guilielmus I. Rex* ao. 1727.

Addere liceat, Italos quoque huic doctrinae navasse operam; nuper inprimis *Adr. Balbi*, *Ant. Quadri* [89]), et *Melch. Gioja*.

Quantum vero hujus disciplinae ratio hodie apud Italos differat ab antiquiore, jam ex Venetianorum studiis intelligitur. Senatus enim abhinc LX annos descriptionem rei publicae plenam minutiis edendam curavit, quae, delectus habendi et tributorum indicendorum causa, nonnisi incolarum numerum atque facultatum copiam, horrea scilicet, penum, armenta et ejusmodi alia spectaret [90]). *A. Quadri* contra omnia, quae ad statum publicum et conditionem privatam pertinerent, secundum principia oeconomiae politicae, sua Venetiarum complexus est descriptione. Statisticae denique, quam vocant comparativam, primum in Italia edidit conspectum *Melchior Gioja* ao. 1808 [91]). To-

87) Vid. *Ejus:* „Staatswissenschaften im Lichte unsrer Zeit". 2. Ed. IV, 23—44.

88) Vid. Statist. Büreau. Gesetzsammlung 1816. p. 92. — *Voigtel:* Statistik des preussischen Staates, p. 161 sq.

89) *Balbi* plura edidit opera, in quibus civitatum conditionem descripsit; novissimum est: „Atlas ethnographique du Globe." Paris. 1826. — *Quadri*, praeter descriptionem provinciae Veneticae, Historiam hujus doctrinae scripsit: „Storia della statistica dalle sue origini sino alla fine del secolo XVIII, per servire d'introduzione ad un prospetto statistico delle provincie venete." Venet. 1824 sq. 2 Voll.

90) Opus rarissimum, nonnisi septem exemplis typis exscriptum, prodiit inscriptum: „Anagrafi di tutto lo stato della Sereniss. Rep. comandata dall' eccellentiss. Senato." Venetiis 1768. 5 Voll. fol.

91) Inscriptum: „Tavole statistiche."

tum vero hujus doctrinae ambitum idem auctor descripsit in opere, quod ao. 1826 sq. Mediolani[92]) prodiit.

In Gallia primus, inde ab ao. 1820, aliquam partem hujus disciplinae tractavit *Carolus Dupin* in opere: „Voyages dans la Grande Bretagne"; ac deinceps plura ingenii doctrinaeque specimina dedit, quibus certe veram Statisticae comparativae rationem, ejusque in rebus civilibus gerendis utilitatem in lucem protulit[93]). At ignorare videtur vir ingeniosissimus, quid Germanici et Italici scriptores hac in doctrina praestiterint, quam ipse nunc demum, vix ac ne vix quidem, enasci dicit[94]). Ita quoque *Sayius*, princeps hodie inter Galliae scriptores oeconomicos, propterea, quod omnia sint mutabilia, minus recte Statisticam nihil certi, ait, edocere; etenim non videt vir celeberrimus, elementa, quibus vires civitatum constituantur, fundamenta Statisticae ponere solidissima. Quamvis igitur quaedam argumenti pars, ea scilicet, quae fortunarum opumque copiam spectat, ut res humanae in universum, mobilitate naturali atque inconstantia laboret, capita tamen rerum civilium eadem manent, atque manebunt. Nam causarum consecutiones in summa omnium rerum vicissitudine ac varietate semper fere easdem cernimus, iisque primariae rei familiaris civilis notiones quotidie confirmantur.

His igitur fundamentis quum nitatur et Oeconomiae politicae et civitatum describendarum doctrina, hoc inprimis tempore operae pretium esse putavi, indagare, cui potissimum nostrae aetatis populo istae debeantur notiones?

„Opinionum commenta delet dies; — Inventis autem facile est addere." —

92) „Filosofia della statistica esposta, da *Meloh. Gioja.*" 2 Voll. 4°.

93) Huc pertinent *Ejus:* „Situation progressive des forces de la France." Paris. 1827. Inest memorabilis ille auctoris sermo: *„Sur les effets de l'enseignement populaire sur les prospérités de la France";* egregium specimen statisticae moralis atque comparativae ratione Galliae septemtrionalis et meridionalis. Aliud *ejusdem* auctoris opus nuper prodiit: „Sur les forces productives et commerciales de la France, comparées à celles de la Grande Bretagne." Paris. 1827. 2 Voll. 4°.

94) En *Ejus* verba: „La statistique comparée est une science à créer. Elle est dans le besoin de notre époque. Les relations des peuples ont une étendue dont les siècles précédens n'offrent aucun exemple."

DE CURA PECULIARI
QUAM
SAXONIAE PRINCIPES
INPRIMISQUE
AUGUSTUS ELECTOR
REI FAMILIARI IMPENDERUNT.

COMMENTATIO

QUA

AD AUDIENDAM ORATIONEM

D. XI. OCTBR. MDCCCXXVIII.

ILLUSTRIS JCTORUM ORDINIS CONCESSU

IN AUDITORIO JURIDICO

H. C.

PROFESSIONIS DOCTRINARUM HISTORIAE AUXILIARIUM

IN ACADEMIA LIPSIENSI ADEUNDAE CAUSA

RECITANDAM

OBSERVANTISSIME INVITAT

FRIDERICUS CHRISTIANUS AUGUSTUS HASSE,

DOCTRINARUM HISTORIAE AUXILIARIUM P. O. DESIGNATUS.

LIPSIAE

IMPRESSIT FRIDERICUS BROCKHAUS.

Germaniae Principes in universum de re civium familiari tum consilio tum exemplo bene meriti sunt.

STUDIUM illud veri bonique, quo rectissima rei familiaris cura sua sponte intelligitur, Germanis vita majorum ac praeceptis insitum, semper fere idque maxime in principibus nostris fuit conspicuum. Nobilissimos etenim Historia recenset inter Germaniae proceres permultos, qui pietatis non fucatae, justitiae fideique incorruptae, prudentiae in rebus gerendis providae, et ut uno omnia verbo dicam, amoris in suos vere civilis aequalibus posterisque praeiverunt exemplum. Longus illorum nominum ordo incipit a Theodorico Magno, Ostrogothorum rege, et a Carolo Magno, viris fortissimis, iisque prudentissimis, a saeculi quidem vitiis et naturae humanae imbecillitate haud immunibus, aequales tamen et ingenii magnitudine superantibus et rerum gestarum gloria. Continuatur autem ista series usque ad nostra tempora. Pie nimirum celebrat Germania nostra praeclara illa nomina *Mariae Theresiae; Friderici II; Josephi II; Ernesti Ludovici*, Ducis Saxo-Gothani [1]); *Caroli Friderici*, Magni Ducis Badensis [2]); *Friderici Augusti* Regis, cujus beatissimam memoriam patria colit, traditque posteris; et *Caroli Augusti*, Magni Ducis Vimariensis, suis et Germaniae nuper erepti. Neque tanta nomina nostris egent laudibus; exterorum judicia confirmant, quae de his Germaniae principibus patriae Annales literis

1) Mort. a. 1804.
2) Mort. a. 1811.

consignarunt. Unum saltem testimonium afferam, quod propius ad rem meam facit. Rei familiaris in Italiae civitatibus recentiore tempore melius curandae auctores fuerunt Austriacae gentis principes. *Maria Theresia*, celsioris animi inter turbida probata princeps, eaque juris tenendi ac salutis publicae tuendae studiosissima, res Lombardicas, viri prudentissimi, Comitis de Christiani, consiliis adjuta, mirifice restituit, quas deinde, sub *Josephi II* — principis, qui regium animum privati hominis industria excoluerat — auspiciis, Comes de Firmian praestantissima gubernationis ratione tantopere amplificavit ornavitque, ut, teste scriptore Italico fide dignissimo, illo tempore aurea aetas, ut ajunt, dominaretur in terris Italiae austriacis[3]).

Singulatim hic exponere, quae in Germania nostra Principes rerumque publicarum administratores, tum ingenii animique dotibus, tum rerum civilium peritia insigniores, ad opes civitatum augendas praeclarissime fecerint, hujus commentarioli angustiae non permittunt. Quam recte quidem, ut nonnullos saltem commemorem, *Maximilianus*, primus Bavariae Elector; *Julius* sen., Dux Brunovicensis, conditor universitatis Helmstadiensis,

3) En ipsa scriptoris laudatissimi verba: *Carlo Botta* „Storia d'Italia dal 1789 al 1814." Italia 1824. I. p. 9. „Sotto la tutela del conte di Firmian la Lombardia austriaca venne in tanto fiore, che sto per dire, che in lei verificossi la favolosa età dell' oro." — *Idem* de Josepho II, p. 8: „Giuseppe secondo, inquit, principe per vigor di mente, e per amore verso l'umana generazione facilmente il primo — uno dei primi, e più principali benefattori, che abbia avuto il mondo." — *Idem* denique de duobus fratribus illustribus haec dicit, X, 261: „Felici Giuseppe, e Leopoldo! Principi santissimi, che vollero consolar l'umanità *colle riforme*, non ispaventarla coi soldati!" — Addere liceat, scriptorum de rebus civilibus aestumatissimorum Mediolani et in consilio Principis magnam fuisse auctoritatem. Eorum suasu supremum Oeconomiae et Commerciorum Collegium, cui praefuit Comes de Verri, a. 1766 in Lombardia est institutum, quod quidem Saxonia nostra jam inde ab anno 1735 habuit, idque ampliore ratione a. 1764, principis Xaverii jussu, ordinatum. — De prudenti administrationis civilis ratione, qua *Leopoldus*, Magnus Dux Hetruriae, populum beavit, copiosius disseruit, Galliae conditionem longe deteriorem cum laetissimis Hetruriae rebus tacite secum comparans, *Dupaty* in epistolis scitissime scriptis: „Lettres sur l'Italie en 1785." (Paris. 1796.) T. I. Ep. XXV sq.

et *Carolus Fridericus*, Marchio Badensis, pater patriae ab omnibus uno ore dictus, de re publica administranda sentirent, ipsi et vita et scriptis probarunt [4]).

Quis porro non audiverit nomina clarissima Principum Anhaltinorum: *Wolfgangi* (mort. a. 1566), quem Lutherus legatum Dei appellavit; *Georgii III*, cujus vitam Camerarius scripsit; *Joannis II*, (mort.. a. 1551); — Principis Megalopolitani, *Ulrici*, quem Ducem Gustroviensem, ob prudentiam Nestorem Germanicum appellarunt (mort. a. 1603); — Principis laudatissimae Hassiacae, *Ameliae Elisabethae*, quae tutelam liberorum et rerum Hassiacarum administrationem sibi concreditam (ab ao. 1637 ad a. 1650) temporibus gravissimis summa cum dignitate prudentiaque gessit; — *Ernesti*, Ducis Saxo-Gothani, qui *Pii* cognomen jure meritoque suo tulit (mort. a. 1675), in cujus quidem vitam atque testamentum tamquam in speculum inspicere, principibus juvenibus est suadendum? Ut maximum denique inter aequales commemorem, quis non recordetur *Fridericum Gui-*

4) Videre licet *Bavarici* principis animum ac mentem in libro nuper a *Christiano L. B. de Aretin* (Bambergae 1822) edito, qui inscribitur: „*Des grossen Kurfürsten Maximiliani I. v. Baiern Anleitung zur Regierungskunst, mit dem latein. Original zur Seite etc.*“ Insunt scilicet: „*Monita Maximiliani Paterna*“, primum a Cancellario Adlzreiter in Annall. Boicae Gentis, publici juris facta. Inter alia haec ejus monita libet allegare p. 85: „Princeps, velut populorum pater, propter ipsos magis est, quam populi propter ipsum, et tum demum ejus dignitas et amplitudo stabilis ac fundata est, quum omnes tam supra se, quam pro se esse sciunt.“ — p. 113: „Ditescendi locuples et innocentissima ratio est, consulere subjectorum commodis, alere commercia, fovere industriam. Agrum optimum puta civium opulentiam. Stare nequeunt opes principis, quas destituit subditorum inopia.“ — p. 163: „Quum solius necessitatis mensura et tribuentium facultatibus tributa componantur, ficta sublevandae rei publicae specie, ne umquam obtegantur.“ *Julium* sen., *Henricum Julium* et *Augustum*, Duces Brunovicenses longe meritissimos, nuper in memoriam revocavit vir meritissimus, *F. C. de Strombeck* in libro ex archetypis edito: „*Deutscher Fürstenspiegel a. d. 16. Jahrhund. od. Regeln der Fürstenweisheit von dem Herzoge Julius und der Herzogin-Regentin Elisabeth* etc. Brunov. 1824. 4°. — *Marchio Badensis* ipse, Quesnaji doctrinam secutus, suam de re familiari publica sententiam expressit in autographo: „*Abrégé des Principes de l'Économie Politique*“ (Carolsruhae 1772).

lielmum, Magnum Electorem, regi Philosopho ac Philosopho regi, *Friderico II*, in munere regio obeundo exemplar ad imitandum propositum, et summae illius, qua hodie pollet gens Brandenburgica, potentiae primum auctorem, qui provincias, bello exhaustas, efficacissime sublevando, ad meliorem statum reduxerit?

Hi quidem aliique principes, ingenio excitati, usuque rerum edocti, rem civitatis familiarem sapienti consilio administrarunt, opibusque civium atque aerario bene prospexerunt, multo ante quam scriptores nostri[5]) hanc civilis doctrinae partem studiosius tractassent. Cura vero publica eas potissimum spectabat res, quas nomine cameralium complecti solemus, quibus publice tradendis rex Borussiae, *Fridericus Guilielmus I.* ao. 1727, Francofurti ad Viadrum et Halae Saxonum primas constituit cathedras[6]).

Sed hanc scribendi provinciam nactus, nihil antiquius judicavi, quam de rebus patriis disserere, et quam bene *Saxoniae* principes, inter illos autem Elector *Augustus*, quorum omnino recordatio, ut civibus dignissima, ita nobis jucundissima est, de re familiari populi promeruerint, paucis exponere verbis.

Principum Saxonicorum, ante Augustum, in rem patriae familiarem merita.

Saxoniae nostrae statum feliciorem ejusque proinde opes, quatenus ex ingenii industriaeque viribus atque civium facultatibus pendeant, morum probitati, legum sanctitati omniumque bonarum artium seminariis, non solum originem debere, sed incrementa quoque et stabilitatem inconcussam,

---

5) Inter quos ceu primus, a *Strelinio* (Versuch e. Gesch. u. Literat. der Staatswissensch.) §. 25. recte laudatur vir celeberrimus *Vitus Lud. de Seckendorf*, auctor libri, qui Halae Saxonum ab ao. 1692 usque ad ann. 1754, pluries prodiit: „Deutscher Fürstenstaat, eine Anweisung, wie die Verwaltung eines fürstlichen Landes zweckmässig eingerichtet und geführt werden solle."

6) Plura de his *Strelinius* l. l. §. 26 sqq.

id omnes temporum, inprimis novissimorum, varietates fortunaeque vicissitudines certissimis comprobarunt testimoniis. Prima vero ingeniorum morumque cultura, ampliores rei rusticae progressus, eodemque tempore simul industriae et commerciorum initia apud nos e coenobiis prodiere et metallifodinis; in urbibus deinde, ac prae ceteris Lipsiae, opes cujusvis generis sedem propriam habuere atque domicilium tutissimum. Quod quidem Principes nostri e gente Wettinensi, inde a *Conradi* Magni temporibus (ao. 1127), natura quasi ipsos ducente, probe intelligentes, omnia rem familiarem patriae defendendi adjuvandique subsidia pro temporum ratione compararunt subditisque pro virili suppeditarunt.

Ita quidem saec. XII. monasteria clarissima: *Petersbergense*, ex voto Dedonis fratris, a Conrado M., *Veterocellense* ab Ottone Divite, sunt condita; *Porta Coeli* prope Numburgum, auctoritate episcopi Udonis, Marchione Conrado teste assumto, ao. 1140 est exstructa, Ottonisque Divitis liberalitate amplificata; Conradi M. filius, Theodoricus condidit coenobium *Dobrilugense*, quod clericorum seminarium prima fidei christianae et literarum semina in Lusatia inferiore sparsit, et sic deinceps alia ab aliis monasteria sunt fundata. Facies autem terrae, silvis horridae, monachorum, inprimis Cisterciensium, industria laetior indies reddita, artibus etiam ac literis aditum in Misniama peruit. Abbatem secundum Benedictinorum Pegaviensium, *Windolfum* (c. a. 1150) cum quadraginta monachis in vicinia monasterii agros conserere, hortos consepire, vicosque condere coepisse, Annales testantur[7]. Pervulgatum etiam illud apud veteres proverbium de *Bennonis* episcopi vestigiis in agris Misnensibus numquam delendis, rectius de meliore agros colendi ratione, quam Misnia ipsi debuerit, intelligendum erit[8].

Eodem tempore Principes, Episcopi et Abbates rebus rusticis, colonis e terris Rhenanis et Franconia evocatis, aliisque, qui propter maris impe-

7) Cf. *Hofmann.* „Scriptt. rer. Lusat.“ Vita Wiperti c. 7. §. 23—26. (T. I. p. 19).
8) V. *Seyffarthi* „Ossilegium S. Bennonis“ Monachii 1765. 4°. p. 49. Benno obiit ao. 1107.

tum e Flandria Belgioque emigrassent, recipiendis, felicissime consuluerunt[9]. Saec. XI. jam in Thuringia, Comes *Ludovicus Barbatus* (mort. a. 1056), ex Rhenanis terris advena, saltum vastissimum consitionibus habitationibusque novis ad hunc humanum cultum civilemque traduxerat. Deinde, ineunte saec. XII. (c. a. 1104, ut ferunt), Comes *Wipertus Groicensis*, conditor coenobii Pegaviensis, agros Leisnitii et Zwickaviae per colonos ex Franconia receptos, quod monachus Pegaviensis memoriae tradidit, arandos colendosque curavit. Ita quoque *Conradus* M. saec. XII. „strenuos viros ex Flandrensi provincia“, aliosque aliunde adventantes in locis incultis et paene desertis ab hominibus collocavit[10]), quorum opera non solum melior arationis ratio, sed po-

9) Coloniae belgicae s. flandricae, a quo, ubi et quando in Saxonia superiore conditae fuerint, accuratius examinavit *A. de Wersebe* in libro, quem inscripsit: *Ueber die niederländischen Colonien*, welche im nördlichen Teutschlande im 12. Jahrh. gestiftet worden, weitere Nachforschungen etc. N. ed. Hanov. 1826. 2 Voll. Maris quidem aestibus Belgii et Germaniae septemtrionalis oras a. 1129, 1135 et 1164 (16. Febr.) inundatas fuisse, constat, quae vero non sola causa fuit emigrandi. Nam Belgae siccandarum paludum peritissimi, ad terras palustres prope Viadrum, Albim et Salam sitas exsiccandas potissimum a clericis, quibus hae regiones incultae dono datae erant, privilegiis, immunitatibus etc. oblatis, invitabantur, unde jus Flamingorum, (Flandricum, cf. *Schöttgen* Gesch. Conr. p. 158 sqq. et *Wersebe* p. 988 sqq.) in terris ab ipsis recens occupatis, mensura Flandrica (cf. *Wersebe* p. 973.) et ejusmodi alia usu invaluerunt, aliisque terris exemplo fuerunt (cf. *Wersebe* p. 676).

10) Verba e diplomate de a. 1154 *Gerungi*, Episcopi Misnensis, desumta; apud *Schöttgen*, *Gesch. Conrads des Grossen* (Dresd. 1745). — Episcopus supra dictus colonis Flandrensibus villam, quae *Coryn* dicitur, (Kühren prope Wurzenam) „in stabilem, aeternam et *hereditariam* possessionem, tam ipsis, quam omni eorum posteritati, tradidit.“ — *Eelking* („de Belgis in Germania advenis“ p. 72 sq.), *Heinrich* (Handb. der sächs. Gesch. I, 99) et fere omnes Historici pro certo affirmant, *Conradum M.*, Marchionem, rem rusticam in terris Misnensibus per colonos Flandricos meliorem reddidisse, *Wersebius* autem clero potius, eique soli, et in Misnia nominatim *Gerungo* episcopo, hoc meritum attribuendum esse dicit (l. l. p. 986 sqq.). Attamen ipse mansorum flandricorum ad Alsteram et in vicinia coenobii Dobrilugensis sitorum, de quibus in Nota sequenti sermo erit, mentionem facit, quos filii et successores Conradi M. clericis vendiderunt et tradiderunt. Exinde mihi colligendum videtur, tales mansos inter praedia publica exstitisse, documenta autem tantum de venditis edita fuisse. Dum enim ejusmodi colonias principes ipsi fundari curabant, et donec talia praedia ipsi possidebant, documentis id declarare opus non erat. *Helmoldi* igitur verba, per se satis distincta, mihi de Misnia quo-

maria etiam et vineta tristiores Misniae et Lusatiae inferioris regiones laetificarunt. Eadem res et filio Conradi curae fuit, Marchioni *Theodorico*, qui Gubenae, Fürstenbergi, Aesticampii et Dobrilugi vicinias colonis e Franconia immigrantibus colendas commisit, Gubenamque civitatis jure donavit[11]). Eodem fere tempore *Albertus Ursus*, Slavis perdomitis et paullatim deficientibus suffecit Hollandos, Seelandos et Flandros, unde vulgo existimant, Cameraci in Kemberga, Brugarum in Brueckio, Neomagi in Niemecka, Damae in Dama, et aliarum Belgii aut ex vicinia urbium in oppidis et vicis Saxoniae nomina hodieque superesse[12]). Albertus Ursus,

---

que intelligenda videntur. Doctissimus W. in libro praestantissimo minus recte limites Misniae usque ad hodiernae Bohemiae confinia extendit, quum tamen constet (cf. *Schöttgen* Gesch. Conr. d. Gr. p. 104 sqq. *Ritter's* Aelteste Meisn. Gesch. p. 354), Marchionatum Misnensem Conradi aetate multo angustiorem hodierno ambitum habuisse, Dresdam vero et circumjacentia pertinuisse ad Bohemiam. Saltus Bohemicus Helmoldi magnam circuli Metallici hodierni partem, tunc silvis obsitam, comprehendebat (cf. *Worbs* Archiv I. p. 125. N.).

11) Cf. *Worbs* „Archiv für die Gesch. Schlesiens, der Lausitz und eines Theiles von Meissen," I, 126. E Mspto Chron. Aesticampensi probat auctor, ao. 1154, Conradi M. tempore, prima ibi vineta a colonis, e Rhenanis terris advenis, consita fuisse.

12) Hanc tamen *Peuceri* opinionem etymologicam minime probabilem, adeoque vanam esse, docuit *Wersebe* l. l. p. 685, 734 sq. *Idem* vero, ex mea quidem opinione, nimis stricte interpretatus est (p. 442 sqq.) locum classicum de hisce coloniis, in *Helmoldi* Chronic. Slav. L. I. c. 88. Vir doctissimus enim sibi persuasum habet, ibi tantum colonias flandricas fundatas fuisse, ubi Annales mensurae Flandricae (Flämisches Mass) et juris Flandrici s. Flamingorum, mentionem faciant, ubique et hodie tractibus quibusdam nomen sit *Fläming* (cf. *Wersebe*, p. 471); ideoque existimat, opinionem vulgarem, locis Helmoldi fundatam, colonias istas latius versus meridiem, ac per ipsam Misniam sese extendisse, minuendam esse. Vestigia autem ejusmodi coloniarum perpauca deprehendit, videlicet: 1) in Marchia Soltwedelensi; 2) in terris Anhaltinis (p. 637 sqq.); 3) in Archiepiscopatu Magdeburgensi, ubi Archiepiscopus *Wichmannus* colonias flandricas condidit, quarum vestigia prope Jutrebocum et prope Magdeburgum supersunt; 4) in *Thuringia*, ubi Abbas monasterii Walckenridensis (fundati ao. 1128, cf. p. 943), *Henricus*, ex Veteri Campena, in finibus Belgicis prope Coloniam sita, ipse advena, in tractum, qui hodie vocatur *die güldene Aue*, colonias flandricas deduxit (p. 862). Monachi Walckenridenses, belgicae originis, ad monasterium *Portae Coeli* evocati, ibi quoque in locis palustribus coloniam flandricam (unde nomen vici *Flemming*) constituerunt (cf. p. 923 sqq. 942); 5) quod ad circulum *Saxoniae electoralem* attinet, unum saltem exemplum ejus-

in cujus ditione Lusatia inferior fuit ab a. 1123 ad an. 1131, Francos etiam et Rheni accolas ad Viadrum traduxit, qui primi circa Francofurtum, Gobbinum (Guben), Crosnum, Fürstenbergum vites severunt[13]). Eamdem rationem secutus, *Albertus Animosus*, stirps Albertinae gentis, colonis Belgis receptis, saec. XIV, agriculturae nostrae magis perficiendae prospexit[14]).

Praedia vero rustica in terris Misnensibus et Thuringicis, praeter homines glebae adscriptos, liberos etiam seu ingenuos habuisse colonos, jam literis publicis, quibus peregrini villici recepti sunt, probari potest[15]). Summus etenim villicus, reliqui villici (Meyer), incolarum magistri (Bauermei-

---

modi fundorum in documentis occurrit: Martinus scilicet, Episcopus Misnensis, 60 mansos Flandricos super Alsteram (nigram) sitos a Comite *Friderico Brenensi* (Conradi M. filio) approbante fratre, *Marchione Theodorico*, praeposito Guntero pro 90 marcis venditos fuisse, testatur. 6) *In Lusatia* inferiore *Wersebe* (p. 973 sqq. 982) nulla coloniarum flandricarum vestigia deprehendit, praeter 8 mansos flandricos, quos Marchio Lusatiae *Conradus*, a. 1199 coenobio Dobrilugensi concessit; 7) in circulo *Misnico* unam tantum coloniam flandrensem, eamque in vico Coryn prope Wurzenam, supra N. 8 memorato, exstitisse contendit (p. 983 sqq.), quoniam unum tantum documentum de illa loquitur. — Hoc quidem diploma, repetitum. ao. 1514 a Joanne Episcopo, legitur in *Schöttgen*: „Gesch. Conrads des Grossen" p. 153—161, et 323. Hanc rem quoque attigit *Engelhardt* in libro: „Gesch. d. Kur- und Herzogl. Sächs. Lande" etc. II, 17 sq. 103 sqq. — *Worbs* ex diplomate de a. 1580, refert, mansos Flandricos etiam in vicinia Sorabii exstitisse; vid. *Ej.* Archiv für d. Gesch. Schles., d. Laus. u. e. Th. v. Meissen. I. p. 127. — Circulorum autem, quos *W.* commemorat, neque nomina, neque fines ad aetatem illam, de qua hic sermo est, conveniunt.

13) V. Mant. in *Hofmanni* Scriptt. I, 250; et I, 86. §. 5.

14) Cf. *Rössig* „Producten-, Fabriken-, Manufactur- und Handelskunde von Chursachsen." Lips. 1803. p. 11. sq. p. 60.

15) V. c. Dipl. allegato N. 8 et N. 12. Eam ob causam, scilicet pro diversitate juris, *mansi* (Hufen) erant vel liberi seu ingenui, vel censuales, vel „Smurdenhufen" seu a servis colendi, vel *peregrini et allodiales*; inde variae appellationes: *Venedici* s. Slavici; *Flandrici* (Flämische Hufen, *Fläming*); mansi et novales Hollandenses; *Franconici* etc. Cf. *Engelhardt* l. l. II, 113 sqq., ubi quoque p. 124 sq. plura leguntur de vineis et vinetis prope Luzenam, Pegaviam, Wurzenam, Misenam etc. saec. XI. XII. florentibus. Libertatem fundi plenam colonis Flandricis (Franconicis et Rhenanis) concessam fuisse, minus plenam autem (seu censualem possessionem) villicis (major villae i. e. Meyer), ideoque multum interesse inter „Meyerrecht et Flämisches s. Holländer-Recht," *Wersebe* l. l. p. 1066, ostendit.

ster) s. sculteti (Schulzen) semper erant viri ingenui; praedia possidebant jure hereditario, et solvebant modicum vectigal. Haec igitur coloniarum condendarum ratio ipsis quoque glebae adscriptis, atque servis emancipandis saec. XII et XIII. fuit opportunissima. Quam servorum libertatem inprimis ecclesiae favor maturavit. Quin *Albertus* ipse *Degener* Isenaco ao. 1283, largitus est privilegium, per quod, quicumque illam civitatem per annum et diem inhabitasset, nec requisitus fuisset ab aliquo, liber civis semper haberetur[16]).

Quantam vero principes nostri curam de re metallica, inde ab Ottonis Divitis temporibus (saec. XII), adhibuerint, hic recensere nimis longum foret[17]): circulum, quem hodie vocant metallicum, terram antea silvis densam et asperam, incolis, artibus, opibus mirum in modum effloruisse, res est notissima. Friberga jam saec. XIII. XIV. artibus opibusque inclaruit.

Immunitates autem civitatibus Saxoniae hodiernae tum ab Imperatoribus, tum a principibus nostris concessae, v. c. jus milliarium, jus nundinarum aliaque hujus generis jura prohibendi privilegiaque industriam patriam in tuto collocarunt, viribusque auxerunt; exinde tot in Saxonia urbes oppidaque artibus instructa, atque officinis utilibus repleta, non solum omnem vitae usum cultumque amplificarunt, sed opes etiam patriae mirifice multiplicarunt. Talibus enim immunitatibus cives libertatem sese ipsos regendi suasque res solerter curandi obtinuerunt, ita scilicet, ut formae municipales ad jus proprium sive statutarium, quod dicitur, stabiliendum omniumque utilitatum communionem apte servandam bene conducerent. Advocatorum ergo, qui urbibus, quae singularia ab Imperatoribus privilegia acceperant, vicinoque agro praefecti erant, auctoritate sensim imminuta, nonnullae urbes plane liberae factae sunt, ut Chemnitium, Zwicka-

16) Cf. *C. E. Weisse*, Gesch. der Chursächs. Staaten, I. 301.

17) V. (*Klotzsch*) „Ursprung der Bergwerke in Sachsen.“ Chemnitz 1764. — *Gmelin:* „Beitr. z. Gesch. des deutschen Bergbaus.“ 1783. Klotzschium vero per errorem artem rei metallicae Misnicam ex Bohemia repetiisse, quum Germanicae originis esset, *Adelungius* ostendit in Directorio p. LIII sq.

via et Altenburgum[18]). Nec minor fuit principum Misnicorum gratia erga Chemnitium et reliquas civitates, olim imperiales, ex quo Friderici Admorsi armis subjectae, inde ab anno 1308, Friderico I. Adm. ao. 1312, et Friderico II. Severo circa an. 1326 juramentum fidei praestitissent. Zwikkavia et Altenburgum mercatura innotuerunt. Chemnitium dimidio saec. XIV, linteis insolandis cum Augusta Vindelicorum certavit. Incendio deinde ao. 1389 conflagratum Guilielmi I., Marchionis, cura restitutum, privilegiisque ao. 1390 ita auctum est, ut a fine saec. XIV, textrino linteario magis magisque inclaresceret, monopolioque lintea insolandi locupletaretur; nam reliqua oppida, lintea texendi arte saec. XV insigniora: Mitweida, Francoberga, Hainichen, Friberga, Oederanum, Zschopavia, Stollberga, Chemnitiensium jure insolandi obstringebantur. Paullo post, inde a saec. XV et XVI. Chemnitium quoque pannis lanariis et xylinis, qui Barchent vocantur, texendis prae ceteris urbibus sub Alberti Animosi ditione effloruit[19]). Pari modo reliquae fere omnes Saxoniae civitates majores, suis quaeque commodis tuto fruens, artibus utilibus instructae opibusque auctae sunt, unde factum est, ut circulus, qui a metallis nomen habet, officinarum cujusvis generis sedes principalis in his Germaniae terris evaderet, neque minus circulus Lipsiensis, Grimmensium industria, quae inde a saec. XIII. negotiatione filorum lineorum duplicatorum celebris erat, Lipsiaeque emporio locupletatus, omnibus copiis floreret.

Ex eadem ratione Principes nostri pluribus oppidis, quae vasallis aut

---

18) *Zwickaviae* Rex Adolfus Nassoviensis a. 1296 literas immunitatis a portoriis dedit. Ad viam publicam sita, qua Venetiarum commercium per Norimbergam cum Germania inferiore nectebatur, jam antiquitus effloruerat Zwickavia, privilegiis ornata. *Altenburgo* Imperator Fridericus I. civitatis liberae jura confirmavit. *Chemnitium* a Lothario II. ao. 1125 sui juris factum est. *Lotharius* igitur conditor et instaurator hujus urbis recte appellatur. Triginta annis post Imperator Fridericus I. (ao. 1156) Chemnitio immunitatem a tributis et portoriis in omnibus nundinis Misnensibus largitus est. Cf. *Kretschmari* „Chemnitz, wie es war und ist.“ Chemnitii, 1822. p. 26.

19) Cf. *Kretschmari* liber: Chemnitz etc. p. 24 sqq. 50—65. 365 sq. 371 sq. 470. 476. 498.

praefectis subjectae, mediatae vocabantur, jus, quod dicitur Schriftsassiatus, dummodo consuetudine id obtinuerant, propensius confirmarunt[20]). Ex his autem immunitatibus, privilegiis et jurisdictione propria civitatibus concessis prodiit jus earum, quod vocant, statutarium (Gesetz, Willköre u. Gewohnheiten), quo Dresda jam ao. 1285 usa est. Neque dubitari potest, quin temporibus istis incertis atque turbulentis, quum summa potestas propter varias territorii divisiones, jure succedendi primo nati nondum stabilito, huc et illuc cederet, cives per se suis rebus optime consuluerint. Ita quidem Scabinatus Fribergensis, quem ao. 1255 *Henricus Illustris* constituit, ad res metallicas legitime tractandas quam plurimum contulit, ideoque jus Fribergense etiam in aliis terris metalliferis normae fuit[21]). Inprimis haec juris dicundi facilitas atque auctoritas, collegiis urbanis concessa, magni fuit momenti ad justitiam servandam et violentiam privatorum, quae tot Germaniae provincias, v. c. Thuringiam, vehementius vexabat, in terris Misnensibus ita coercendam, ut perpauca ejus vestigia ibi deprehenderentur. Nihilo tamen minus Principes Saxoniae jus legum ferundarum et jurisdictionem supremam, quibus omnia regerent ac tuerentur, more majorum in comitiis et placitis provincialibus vigilanter exercuerunt. Memorabile videmus exemplum in Ordinatione provinciali (Landesordnung) Ducis Guilielmi III. d. a. 1446, in comitiis Weissenseae habitis lata[22]). Istaquidem lege Dux et Ordines provinciales pacis publicae tuendae causa com-

20) Id quod nuper *Liebusch* in libello: „Chronik der Stadt und des Amtes Senftenberg, bis 1539“ (1827) de Senftenberga documento *Friderici Placidi* de a. 1448, probavit, p. 78—84; et 115 sqq. — De jure statutario Dresdensi cf. *Weisse* l. l. I, 136. De Privilegiis Vitebergae, ab Electore *Friderico Bellicoso* concessis, cf. *Idem* II, 277.

21) Quod apparet ex privilegio ab Hermanno de Salza, summo Teutonici ordinis magistro, Culmae 1233 concesso, cf. *Wersebe* l. c. 674 sqq.

22) Inter alia primum est juris *circa sacra*, quod Dux Guilielmus una cum Ordinibus exercebat, documentum. Cf. *Weisse* „Museum für die sächs. Gesch.“ II, 239 sqq. Huc etiam pertinet *jus de non evocando*, quod principes Saxoniae jam tum enixe tenuerunt. Cf. *Günther* „Ueber d. Privileg. de non appellando, des Kur- u. Fürstl. Hauses Sachsen.“ — *Heinrich* „Handb. d. Sächs. Gesch.“ I, 422 sq.

muni consilio judicium pacis instituere, quo bella privata in Thuringia frequentiora radicitus tollerentur. Idque prius factum est, quam in imperio ipso[23]). Major exinde exstitit legum ac principis ipsius auctoritas, quae cives injuriam pati non sineret, licentiam vasallorum, saec. XV. prorumpentem, contineret, et imperantium libidini frenum adhiberet. Maxima igitur semper in Saxonia nostra fuit juris reverentia justitiaeque cura. Quibus studiis vere principalibus non solum mores populi mansuetiores redditos, sed rem ejus familiarem quoque, ut tutiorem, ita laetiorem et opulentiorem factam esse, facile est intellectu.

Privilegia vero nundinarum, collegiorum, opificum, juris milliarii[24]) et quae sunt reliqua hujus generis, quamvis libertati commerciorum minime accommodata, istis tamen medii aevi temporibus difficillimis, erant necessaria, ut industriae atque urbium incunabula, — tamquam semen, quod inclusum in intima parte contra coeli intemperiem obtegitur, aut spica, quae contra avium morsus munitur vallo aristarum, — ab insania bellorum privatorum, quae omnia miscebant et turbabant, defensa et munita in tuto essent, viresque tenues adolescere possent. Hinc factum est, ut primum, jam saec. X et XI. *Merseburgum* a Caesare Henrico II. (ao. 1004), *Numburgum* a Marchionibus Eccardo et Hermanno, ao. 1029, privilegiis donatae, pariterque *Zwickavia*, ut supra commemoravimus, *Belegori* (Belgern) et *Misena*, serius quoque *Pirna*, *Grimma*, *Gubena*, *Taucha* suas nundinas haberent et mercaturam facerent; deinde vero, a saec. XII., veteris Osterlandiae oppidum, *Lipsia*, iisdem privilegiis munita, vicinas civitates aemulas mox superaret, et in emporium commercii Misnensis se erigeret. Nam ex quo *Conradus Magnus*, ut ferunt, saec. XI. mercaturam salariam et frumentariam ibi lege sanxerat, omnes deinceps Misniae principes Lipsiam ornarunt privilegiis, ejusque nundinas majores a vicinarum civitatum, Erfordiae, Halae, Numburgi, Islebiae, invidia et obtrectatione defenderunt.

---

23) Cf. *Weisse* l. l. I, 138 sq. II, 174, 372 sqq.

24) Hoc jus milliarium, quum omnibus civitatibus concederetur, *Saxonici* nomine venit.

Primus quidem *Otto Dives* civitati Lipsiensi jus duarum nundinarum majorum[25]) atque jus milliarium concessit, quod postea ex indulgentia Friderici III. d. a. 1469, Maximiliani I. et Caroli V. ita confirmatum et ampliatum est, ne scilicet intra quindecim milliaria Jus stapulae vel nundinarum solemne ulli Civitati concederetur, utque mercatores intra statum spatium, etiam extra nundinarum tempus negotiantes, omnes merces aliunde invectas, in suo foro sisterent, ibi divenderent, vel vectigal eorum nomine exsolverent[26]).

Bellorum civilium furoribus in Misnia Thuringiaque sedatis, *Henricus Illustris* libertatem commerciorum, Lipsiae concessam, sartam tectam esse voluit, ut urbis devastatae privilegiisque orbatae, jura opesque restituerentur[27]); mercaturae autem Lipsiensi paullo post *Theodoricus*, Marchio Landsbergensis, ao. 1268, privilegio valde memorabili optime consuluit[28]). Idem Lipsiensibus jam ao. 1263, immunitatem ab advocati seu judicis principalis jurisdictione gratificatus erat. Elector deinde *Fridericus II. Placidus*, qui ao. 1458 tertias nundinas, ineunte anno habendas, urbi a

25) Cf. „Fragm. z. Gesch. d. Stadt und Universit. Leipzig" p. 61 sq. *Dolz* „Gesch. Leipzigs." p. 73. 133. 148. 192.

26) Cf. *Schramm*: „Saxonia Monumentis Viarum illustrata." p. 151 d.

27) Idem *Henricus Ill.* Gubenae jura civitatis germanicae gratificatus est, Librosam privilegiis instruxit, et monasterium Novae Cellae condidit a. 1268. — De *Luccavia*, sec. XII. maxime nobilitata Primislai, ultimi Venedorum Megalipolitanorum subreguli, ad christiana sacra conversione ibi facta, v. *Crügeri Origines Lusatiae.* Lips. 1726. 4°. p. 196.

28) Ex hoc Theodorici diplomate, in *Schneideri* Chronic. Lips. L. VII. p. 355, apparet, Theodoricum res privatas, a publicis principum inter se contentionibus probe sejunctas, sub juris gentium tutela posuisse. Verba diplomatis haec sunt: „Nos — publice protestamur, quod nostris Civibus de Lipzk, quos speciali prosequimur gratia et favore perpetuo, in honorem Civitatis nostrae Lipzk, — dedimus privilegium libertatis, ita videlicet, quod omnes mercimonia habere volentes, vel habentes in civitate jam dicta, *undecumque* fuerint, mercatores, *etiamsi Nos*, *ad dominos dictorum mercatorum manifestam guerram habere contigerit*, in ipsa civitate Nostra non molestabimus, seu bona ipsorum occupabimus, vel occupari ab aliquo patiemur, ipsos etiam mercatores, *quicumque* fuerint, qui nostram Civitatem jam dictam, et Nos in hoc honoraverint, et mercimonia ad ipsam Civitatem duxerint, *quantum possumus*, *protegere volumus et tueri*." *Dolz* l. l. p. 98 sqq.

Caesare confirmandas curaverat, Dux Georgius aliique privilegia nundinarum Lipsiensium, quum urbes vicinae similia privilegia a Caesare per subreptionem impetrassent, mordicus tenuerunt; ac nominatim *Georgius* Leonis X. praesidium contra Episcopum Numburgensem ao. 1507 nactus est[29]).

Lipsia igitur brevi Magdeburgo, Quedlinburgo, Erfordiae comparanda, earumque aemula, Pomeraniam et mare Balticum cum meridionalibus Germaniae emporiis conjunxit, ita ut mercatura cum Slavorum urbibus Julin s. Wineta (hodie Wollinum[30]) Arcona et Rhedra, per Sorabiam jam Albis navigatione saec. X et XI. facta, nunc Lipsia efflorescente, per Osterlandiam, Misniam et Lusatiam viam sibi aperiret opportuniorem. Propterea viarum publicarum sternendarum cura principes Saxoniae inprimis occupavit; atque plures ejus rei ordinationes, a *Joanne Friderico* ao. 1541, et a *Mauritio* promulgatae, leguntur in codice Augusteo. Nam ex jure stapulae pedetentim triginta sex viae publicae, viginti cardinibus junctae, Lipsiam versae sunt, quarum prima, via regia Lusatiae superioris, saec. XIV, privilegiis Bohemiae munita est[31]). Antiquissimam autem apud Saxones fuisse rationem vias publicas, certa milliariorum mensura adhibita, sternendi, ex speculo Saxonico probari potest. Antiquius enim milliarium majus secundum Glossam juris Provincialis[32]) et Veterum Scabinorum Lipsiensium sententiam 3600 perticas Saxonicas, ulnasve 27,000, complectebatur.

Ex isto tempore Lipsia, viarum quoquoversus ducentium vinculum, omnes undequaque ad se adtraxit opes; igitur quoque ab anno 1388 per Norimbergam et Augustam Vindelicorum propius accessit ad Venetiarum commercium orientale indicumque. Quum simul mercibus in Silesiam, Bohemiam et Poloniam transvehendis inserviret, Principum prospicientia,

29) Cf. Pragmat. Handelsgesch. der Stadt Leipzig. p. 37—77. *Dolz* l. l. p. 133. 111.

30) *Helmoldi* Winetam eamdem esse urbem ac Wollinum hodie, olim Julin, probare studuit *C. F. de Rumohr* in libro inscripto: „Sammlungen für Kunst u. Historie" Hamb. 1816. I.

31) De hac via et de reliquis cf. *Rössig* l. l. p. 523 sqq.

32) Ad leg. III. Landrecht, art. 66. — Cf. *Schramm* l. l. p. 130 sqq.

praesertim *Friderici Placidi*, quem supra commemoravimus, effectum est, ut negotiatio Erfordia, Hala, Merseburgo, Zitza et Numburgo Lipsiam, tamquam in tutiorem locum, emigraret. Haec quidem opportunitas causa fuit, cur saec. XVI. complures e Belgio Hispanico, inprimis Antwerpia, sacris emendandis addicti, propter Inquisitionem a Carolo V. a. 1526 institutam[33]) profugi, Lipsiam se conferrent, ubi a Duce *Georgio* benigne recepti, fortunam suam industriamque, praesertim textrinas lanarias, in tuto collocarunt. Idem *Georgius* commerciis ita favit, ut in pactis cum exteris civitatibus ineundis mercaturae Saxonicae prudentissime prospiceret. Quum igitur pactum hereditarium Saxoniae cum Bohemia, inter Fridericum II. et Joannem, Regem Bohemiae, a. 1352 initum, ao. 1537 innovaretur, Dux Georgius plenam commerciorum libertatem ab utraque parte stipulatus est[34]). Nec minus Princeps prudentissimus diligentia atque parsimonia in expensis publicis adhibita aerario bene consuluit. Quae tamen virtus domestica, et in illustrissima gente fere hereditaria[35]), minime impediit, quo minus summa liberalitate, quum rei publicae interesset, in rebus agendis uteretur. Nec quemquam fugiet, quantum industriae atque mercaturae patriae profuerit hilaritas illa principum nostrorum, eorumque munificentia, qua in diebus solemnibus, ludis equestribus, nuptiis etc. celebrandis, artibus civium opibusque aulam atque comitatum ornari voluerunt. Exemplo est *Henricus Illustris*, ludusque equestris ab illo Nordhusiae institutus[36]).

Germaniae quoque cum Italia conjunctio sub Ottonis I. auspiciis orta, romanis deinde expeditionibus continuata, hunc saltem fructum tulit, ut, qua civitatum Italicarum gubernatio Germanicis principibus se commendaret, domi iniretur ratio, atque in universum melioris vitae artes literaeque,

---

33) Cf. „Allgem. Welthistorie in e. Ausz." v. *Toxen*. N. H. XV. p. 92. 198.

34) V. *Rössig* l. l. p. 444.

35) De *Friderici Sapientis* diligentia et parsimonia, qua pecuniis publicis utebatur, atque de prudenti ratione, qua fundos publicos seu praedia cameralia administrari curabat, aerariumque locupletabat, vidd. Lutheri Tischreden etc. N. 46. S. 484.

36) Cf. *Weisse* l. l. II, 157.

multo licet sanguine, redimerentur. Ita quidem principes Misniae, inde ab Henrici Illustris aetate, ad exemplum Italicorum, negotia publica per Notarios, Cancellarios Protonotariosve peragenda literisque mandanda curarunt[37]). Nec sunt, qui negent, peregrinationes tironum opificum apud Germanos ab isto tempore in usum venisse[38]).

Quibus praemissis, facile est intellectu, bonas etiam literas, tamquam rerum sacrarum interpretes omnisque industriae comites, una cum monachis Benedictinis, Cisterciensibusque in patriam nostram saec. XI et XII. paullatim immigrasse, mox autem sedem mercaturae ipsam, Lipsiam scilicet, sibi delegisse domicilium. Duo quidem nobilissima Ordinis St. Benedicti seminaria, schola *Fuldensis* et schola *Corbejensis*, saec. X sqq. celebratissimae, primas luminis scintillas, frugiferaeque semina doctrinae Salae, Albis et Viadri oris tenus, sparserunt. Corbejam Novam Saxoniae monachos instituisse atque instruxisse, ex annalibus Corbej. probari potest[39]). Comes Wipertus Groicensis Windolfum, magisterio Corbejae Novae bene perfunctum, Abbatiae Pegaviensi praefecit. *Magdeburgi* schola episcopalis, jam saec. X celebrata, sub *Othrici*[40]), Canonici et Scholastici, auspiciis, alumnorum frequentia, laudibusque doctrinae longe superavit scholas cathedrales Misnensem, Merseburgensem, Zizensem, et monasteriales: Pegaviensem, Numburgensem aliasque. Episcopo Misnensi autem Bennoni[41]) scholae suae tam cordi fuerunt, ut ipse libros in disciplinae usum conscriberet. Post etiam Parisios nobiles Misnenses et Thuringici, a saec. XI usque ad saec. XIV, filiique principes v. c. Landgravii Ludovici IV. Ferrei, saec.

37) Cf. *Weisse*, l. l. I, 132. II, 166.

38) Cf. *Engelhardt*, l. l. II, 143 sqq.

39) Ap. *Leibn.* T. II. p. 297 ad an. 846 et 976. Verba haec sunt: „Schola Corbej. maxime floruit cum incremento Saxoniae.“ — „Florentissima disciplina, et schola in Saxonia prima.“

40) Othricus, olim monachus Corbejensis, factus est episc. Magdeburg. ao. 984. v. *Leibn.* II. p. 302.

41) Cf. *Seyffarthi* Ossileg. S. Benn. p. 66. Benno praeceptorem habuerat Wigerum, praepositum monast. Hildesiensis. Ibid. p. 3.

XII. studiorum causâ sese contulerunt[42]). Universitate autem Pragensi ao. 1347 condita, ubi Saxonibus jus suffragii aliaque privilegia concedebantur, hanc potissimum literarum sedem frequentarunt. Praga quidem ao. 1397 evocatus est *Grunerus* ille, cujus magisterio inclaruit *schola Veterocellensis*, in Saxonia nostra prima bonarum literarum quasi officina[43]). Ille denique favor, quo Principes nostri rebus coenobiorum studuerunt, pietati omnino ipsorum est attribuendus, at pio certe animo curam simul utilitatis communis, ac conditionis humanae pro ratione temporis perficiendae studium complexi, scholas omni modo foverunt et decorarunt.

Hac igitur ratione non solum res rustica, industria atque mercatura, principum cura sublevatae, conjunctae ditarunt terras Misnenses, sed artificia etiam cujusvis generis e Franconia, Rhenanis provinciis, Belgio et Italia arcessita, et studia humanitatis, Fulda, Corbeja Nova, Magdeburgo, Parisiis, Praga denique introducta, ingenia excoluerunt, moresque populi emollierunt. Quae rei familiaris alimenta subsidiaque, Abbatum, Episcoporum et Monachorum studiis, Colonorum laboribus, Collegiorum solertia, immunitatum privilegiorumque praesidio, Principibus continuo fere faventibus opitulantibusque, indies adaucta, laudes Saxoniae ejusque opes uberiores progenuere, quibus patria nostra exeunte saec. XIV, apud exteros inclaruit[44]).

Ex quo autem prospicientia *Friderici Bellicosi* sapientissima Lipsiae

---

42) Vid. *F. A. Eberti* „Gesch. u. Beschreib. d. k. Biblioth. zu Dresden," p. 5. — De Bennone tamen id probari non potest; cf. *Seyffarth* l. c. p. 4.

43) Cf. *Ebert.* l. l. p. 5.

44) Novum hujus rei documentum e Mss. Bibliothecae Guelpherbytanae in lucem protulit *F. A. Ebertus.* Ibi scilicet in *libro provinciali*, ab Anonymo saec. XIV. conscripto, haec de *Misnia* nostra leguntur: „Gens (Misniae) locuples est et divitiis, et frugibus, et pecudibus, et metallis. Et cum sit populus pulcritudinis, fortitudinis et elegantis proceritatis, est tamen gens benigna et pacifica, et natura minus ceteris germanicis habens in omnibus feritatis." Vid. *F. A. Ebert:* „Die Culturperioden des Obersächs. Mittelalters." (Dresd. 1825, 16 pp. 8°.) cujus libelli argumentum gravissimum ab Auctore doctissimo uberius tractari, mecum omnes desiderant.

(2. Dec. 1409) sedes Musarum doctarum constituta fuerat, mirum quantam brevi Saxonia, eaque suis jam freta viribus, doctrina literarumque studio omnium rerum abundantiam sibi paraverit. Effloruit ibi quoque fere simul saec. XV, institutum, illis temporibus utilissimum, hodieque memoratu dignum: Collegium Scti Bernardi, Cisterciensium in Misnia seminarium, cujus propterea aedes *Martinus de Lockau* (mort. a. 1522), Veteris Cellae Abbas, fautor studiorum et literarum in Saxonia amplissimus, instaurari curavit, ut juvenes Cistercienses, quum ad ceterarum liberalium artium, tum vero inprimis ad sacrorum cultum erudirentur[45]). Eodem fere tempore revixisse videtur pristina Saxonum exteras universitates frequentandi consuetudo. At vero non, ut pridem, Parisios se contulerunt doctarum artium studiosiores, sed humanitatis inprimis et juris romani addiscendi causa, Bononiam et Patavium. Inter alios nominantur Theodoricus de Schoenberg sen., episcopus Misnensis, mort. a. 1476; et Theodoricus de Werther[46]).

Literae autem Lipsienses quantae semper fuerint curae Albertinae gentis principibus, historia clarissimis docet documentis. Dux *Georgius* viros sui temporis doctissimos, *Erasmum* aliosque de hac re consulens, studiisque humanitatis ipse prospiciens, viros celeberrimos Lipsiam evocavit, ut Richardum Crocum, Petrum Mosellanum, Jacobum Ceratinum, eosque contra scholasticos tenebriones Theologosque scholae Coloniensis fortiter sustinuit. Nec minus *Mauritius*, conditor scholarum provincialium, de bonarum literarum studiis in Saxonia tractandis meritissimus, consiliis Melanchthonis usus, Joachimi Camerarii disciplina scholasticis subtilitatibus submovendis, humanitatis studia Saxoniae efficacissime commendavit[47]). Maximo

45) Cf. „Fragm. d. Stadt u. Universit. Leipz." p. 66 sqq. *Dolz* l. l. p. 115 sqq.

46) Hanc historiae literariae patriae partem primus tetigit *Ebertus*, l. l. p. 6 sqq. *Idem* confer. de reliquiis monasteriis et de primis bibliothecis Saxonicis, p. 6—20.

47) Cujus rei testimonium legitur in Epistolis *Erasmi* (Ep. 517). V. *Weisse* l. l. III, 229. *Jo. Gottlob Böhme:* de Georgio Sax. Duce litt. patre Acad. etc. *Idem* de Mauritii

tamen literis subsidio ars fuit typographica, quarum prima officina Lipsiae ao. 1480, una cum sculptura lignaria, instructa est; mox etiam, inde ab ao. 1500, librorum negotiatio Lipsiae initium cepit, quae omnia conjunctis viribus urbem et patriam fructibus ingenii rerumque ita locupletarunt, ut pagus quondam Sorabicus post sexcentos annos Saxoniae quasi nervus esset et robur, unaque inter nobiliores Europae urbes referretur[48]).

Augustus *Elector*.

„Huic moderatori reipublicae beata civium vita proposita fuit, ut opibus firma, copiis locuples, gloria ampla, virtute honesta esset.“

Cic. de Rep.

Tot principum de Saxonia nostra bene meritorum exemplis instructus, Fribergae, Pragae et Lipsiae (1540) omni liberali et digna principe doctrina imbutus, *Augustus* Elector singula et universa, quae ad rem familiarem tuendam augendamque faciunt, ingenio, animo consilioque complexus, fortunam patriae, belli calamitatibus adflictae, non solum legibus ac procuratione, sed praeceptis etiam institutisque ita stabilivit atque amplificavit, ut regnum ejus triginta trium annorum (ab a. 1553 ad a. 1586) primum rei familiaris civilis ab omni parte bene administratae exemplum prope suo jure vocaretur. Augustum igitur, jam ante Henricum IV. et Sullium, regem et administrum felicissima rerum Francicarum gubernatione insignes, meliora oeconomiae publicae praecepta, ingenio cognita usuque perspecta, sua administratione probasse, cum *Büschio* pro certo habemus[49]).

Duc. Elect. Sax. in Acad. Lips. insigni favore etc. *Weisse* de Mauritii meritis, l. l. III, 289 sqq. 292.

48) Pontifex in bulla, qua confirmavit fundationem universitatis Lipsiensis, oppidanos et incolas hujus oppidi praedicavit „homines civiles et in moribus bene dispositos.“

49) Vid. *J. G. Büsch* „Welthändel“ 4. Ed. I. p. 21: „Diejenige Staatswirthschaft, welche

Summa tantum administrationis, qua beatissimam fecit patriam Augustus, attingam capita, quum, ut omnia accurate persequar, praescripta pagellis paucitas non patiatur.

Usus autem est *Augustus*, ut in literis addiscendis Fribergae et Lipsiae *Joannis Rivii* magisterio, ita in rebus publicis gerendis consiliis et opera praestantissimorum virorum. Inter quos primum locum obtinet *Melchior ab Osse*, qui invitatus ab Augusto, sententiam de optima regiminis ratione a. 1556 illi exposuit, quam postea sub titulo *Testamenti M. ab Osse*, Thomasius edidit[50]. Inter Jureconsultos, quos Elector in legibus ferundis, ut consilio juvarent, adhibuit, summa fuit auctoritate D. *Ge. Cracau*. Praeter illum ex mandato principis ad constituendum jus Saxonicum accesserunt Professores Lipsienses et Vitebergenses, nominatim *Joachim a Beust*, qui Bononiae Alciati aliorumque in Italia doctorum disciplina tantum profecerat, ut in Academia Bononiensi doctor creatus, ex Italia redux factus professor in Academia Vitebergensi nominaretur, et consul Lipsiensis, *Leonh. Badehornius*, qui eadem disciplina institutus, summos in utroque jure Patavii adeptus erat honores. In rebus oeconomicis Augustus, optimus quidem ipse magister, tamen usus est ingenio et experientia *Francisci ab Arnim*

für binnenländische Staaten anwendbar ist, kann immer als ein Product aus dem Norden angesehen werden. Der erste nordische Fürst, der sie verstand, war der grosse August, Kurfürst in Sachsen." — Paullo ante Augustum hanc quidem administrationis civilis partem non sine laude gessit *Gustavus I*, Rex Sueciae, (1524—1560). Qui post Augustum hoc regni titulo inclaruere, tempore sic se excipiunt: *Henricus IV*; *Fridericus Guilielmus*, Elector Brandenburgicus; *Carolus XI*, rex Sueciae (1660—1697); *Petrus Magnus*; *Victor Amadeus II* (1675—1730); *Carolus Emanuel III* (1730—1773); *Fridericus II*; *Maria Theresia*; *Leopoldus* et *Josephus II* etc. denique *Fridericus Augustus*, Rex Saxoniae. — *Pölitzius* nuper eamdem rem elegantissime exposuit. Multa nimirum, quae Physiocratici et *Smithianae* scholae sectatores recte docuerint, tribus fere abhinc saeculis in Saxoniae nostrae administratione adhibita esse dixit in lectione academica: „Die drei Systeme der Staatswirthschaft in Beziehung auf die Staatsverwaltung im Königr. Sachsen." Vid. *Ejusdem* Jahrb. d. Gesch. u. Staatskunst. 1828. Febr. p. 129 sqq.

50) Halae 1717. 4°.

atque *Barthelii Lauterbach*[51]); in rebus rusticis adhibuit quoque operam Praesidis camerae, *Abrahami de Thumshirn*, qui „Oeconomica" seu agriculturae et rei familiaris bene administrandae rationem, in praediis, quae cameralia dicuntur, colendis probatam, exemploque propositam descripsit[52]). Augustus ipse, doctrinae varietate conspicuus, conscripsit „ein künstlich Obst-Gartenbüchlein", atque codicem manuscriptum de oeconomia, ut Schreberus in libro: „Von den Kammergütern" refert, reliquit. Illi quoque debemus primas Saxoniae mappas geographicas, quarum nonnullas ipse delineavit[53]). Hunc in finem aut ipse in itinere exploravit metiendo situm ambitumque terrarum, aut per metatores describi et definiri curavit, qua in re utilissima ipsi fuerunt *Hiobis Magdeburgi*, Annaebergensis, studia[54]). Rei metallicae causa *Dav. Hirschfelterum*, Italumque nomine *Nosseni*, jussit perquirere montium naturam et terrarum strata, quo facto nonnullae marmoris gemmarumque species novae in terris Saxonicis in lucem prodierunt. In rebus technicis, inprimis aedibus munimentisque exstruendis, adjutus est ab ingenio atque arte Comitis *Rochi Quirini a Lynar*, qui ex Etruria oriundus, ao. 1569 in cives Saxoniae receptus, ab Augusto rei tormentariae et aedificiis publicis praefectus, plura erexit artis suae monumenta[55]). Praeter hos inter Augusti ministros praesertim laudantur viri de patria bene meriti: de Kiesewetter, Kommerstädt, Einsiedel, Schönberg aliique.

51) V. *Hasche*, Diplomat. Gesch. Dresdens. II. p. 281. n. 3.

52) *Mauritius* Elector, aeque prudenti consilio, praediorum cameralium curam viris peritissimis, *Georgio de Carlowitz* et *Ernesto de Miltiz* mandaverat.

53) Cf. *Weisse* „Gesch. der Chursächs. Staaten" IV, 187.

54) Cf. *Adelung* „Krit. Vers. der Landkarten etc." p. 1—5.

55) *R. Quirinus C. a Lynar*, e familia Quirinorum, natus a. 1525 Lynarii in Etruria, stirps Comitum Lynariorum in Saxonia et Brandenburgia, exaedificavit a. 1572 arcem Augustoburgensem, Dresdae prope portam Pirnensem a. 1573 vallum exstruxit et propugnaculum Martis etc., in Brandenburgia munimenta Spandoviae, Custrini, Pyzenae; mortuus est a. 1596. Vid. *Erbsteinii* „Numismat. Bruchst. in Bezug auf sächs. Gesch." Fasc. 3. p. 105. 112 sqq. Dresdae 1828.

Viam vero, quam in ordinanda re publica ingressus est Augustus, ingenio experientiaque ductus, ipse sibi munivit.

I) Ante omnia abusus, quos in rebus civilibus, ecclesiasticis, scholasticis ipse viderat, per literas publicas (Ausschreiben de 1. Oct. 1555) tollere studuit. Haec erat ratio legis inscriptae: *Landespolizeiordnung*, aliarumque legum, quae disciplinam publicam tuendam spectarent. Prima enim rei familiaris atque salutis publicae fundamenta in cultu divino et juventutis disciplina ratus esse posita, omni, qua potuit, cura, ingenii cultum morumque probitatem legum auctoritate subsidiorumque beneficiis adjuvit.

II) Ordinavit simul Ducatum sex diversis partibus compositum, salvis tamen juribus singulorum pactisque fundamentalibus, ita ut in populi unius corpus coalesceret, et ad unam regulam gubernari posset.

III) Instituit collegia, quibus singulis res civiles, suo quaevis ordine ac modo, ex regula praescripta, administranda demandavit. Redintegrato igitur ao. 1559 privilegio de non appellando, instituit summum provocationum senatum; formam deinde definivit Supremi tributorum collegii (Ober-Steuercollegium) ao. 1570. Consiliariis quoque intimis, jam inde a prima hujus regni aetate, a principibus nostris adhibitis, collegii formam, jura atque vim dedit, ita ut eorum collegium ceteris collegiis publice constitutis omnibus, quum loco, tum auctoritate antecelleret. Primus enim Augustus Elector vidit in civitatum negotiis nihil magis a natura discrepare iis, in quibus de jure disceptandum sit, et iis, quae proprie ad rem publicam administrandam spectent. Has igitur ab illis diligentissime secernendas existimans, res ad publicum Saxoniae statum pertinentes consilio aulico, quod nunc regimen supremum dicitur (Landesregierung), ademit, eique solas de jure controversias reliquit; illas vero res consiliariis intimis, posthac ab his solis gerendas, commisit. Eamdem rationem secutus, res Camerae suis quibusdam consiliariis credidit administrandas. Debentur ergo Augusto initia *Consilii intimi*, ao. 1574 primum instituti. Curam vero rerum publicarum consiliariis intimis ita mandavit, ut eas omnes in legitimo conventu et consessu communi studio et opera tractarent. Quod denique collegium,

cui uni omnes regendae civitatis partes concreditae erant, omnium collegiorum supremum principique proximum esse voluit, ita ut de gravissima quaque re ad illum referret[56]). — Eodem anno Elector Scabinatui Lipsiensi, nova ejusdem forma expressa, dignitatem collegii electoralis attribuit. Consistorium Misnense Dresdam transtulit ao. 1580, eique cura rerum sacrarum et scholasticarum per terras Saxonicas mandata, ordinationem ecclesiasticam (Kirchenordnung) publicavit, constituitque „Generalartikel, wie es in den Kirchen mit den Pfarrern, Schulmeistern etc. gehalten werden soll."

IV) *Ordinatione provinciali* Dresdae a. 1555 promulgata, universas leges ita emendavit, supplevit, immutavit, ut ab ejus „*Constitutionibus Saxonicis*" nova ordiretur Jurisprudentiae Saxonicae aetas Augustea. In his autem redigendis Augustus hoc maxime voluit, ut Jureconsulti sui jus naturae inprimis ante oculos haberent propositum et diligenter cognoscerent, quantum prisci juris capita congruerent cum ratione. Secundum post leges naturales locum juri patrio esse voluit. Quas quidem constitutiones, D. *Ge. Cracavii* opera potissimum elaboratas, ao. 1572 promulgatas, non solum ob perspicuitatem sermonis, sed etiam ob orationis elegantiam et simplicitatem *Hommelius* exemplum rectae dictionis appellare non dubitavit[57]). Ita quidem Augustus, judiciorum ordine firmato, norma legali dicasteriis dictata et controversiis subnatis in jure et facto decisis, omnis felicitatis publicae posuit fundamenta. Quod autem ad singula rei familiaris attinet capita, his potissimum sapienter providit Augustus:

V) Fortunam Subditorum, aucta fundorum privatorum copia, pecuniaeque cursu dilatato et accelerato, sublevare studuit. Dividendis igitur fundis publicis, seu praediis cameralibus, auctore Francisco de Arnim, in plures possessiones emphyteuticas (Erbzins- u. Lassgüter), distributisque inter

---

56) Cf. *G. A. Arndt* „Variar. Observatt. Statum Regni Saxoniae publicum illustrantium" Part. alt. Obs. III. Lips. 1810, et *Weisse* Gesch. d. chursächs. Staaten." IV, 153 sqq.

57) Cf. *Schmidelii* (*Hommelii*) Diss. „Elector Augustus, Saxoniae Legislator." Lips. 1765.

colonos agris novalibus (Güter aus rauher Wurzel), pluribus familiis habitationem victumque praebuit commodiorem, ideoque latiorem industriae aperuit campum. Ita quidem trecenta praedia, singula in 30 partes, ab anno 1555 ad an. 1570, dispertita fuisse, ferunt scriptores[58]). Numerum etiam subditorum auxit receptis Belgis, viris industriis et locupletibus, propter Albae Ducis saevitiam patria profugis, quorum viginti millia in Saxoniam immigrasse dicuntur. Illorum artibus opibusque Augustus Saxoniae opificia et rerum utilium officinas ita multiplicavit et sublevavit, ut Belgicae industriae artem et varietatem fere aequarent[59]). Singularum urbium commodis prospiciens, gràvaminibus publicis Grimmae a. 1555 sublatis, privilegia quidem et jura civitatum contra petitiones Ordinis equestris diligenter tueri non desiit; at legibus simul et ordinationibus[60]) cavit, ne civium avaritia iis ad quaestum abuteretur. Idcirco quoque aulicis, pannis domesticis ipse vestitus, imitationem exempli prodidit[61]).

VI. Rei rusticae industriaeque artes, quibus vitae usus cultusque parantur, consiliis, praeceptis atque exemplis indies magis perficiendas curavit. Agrorum itaque, hortorum vinearumque culturam, una et rei metallicae, pomariae, saltuariae, pecuariae, piscinariae, apiariae conditionem ita reddidit meliorem, ut Saxonia omnibus naturae fructibus, tam ad victum quam ad cultum pertinentibus, abundaret, hodieque abundet. Condidit Augustus villam Ostrensem prope Dresdam, quam conjux *Anna* ipsa administrabat, et Annaeburgensem, quarum institutio et conditio civibus esset exemplo. Primus etiam praedia publica locavit; pactaque Augusti de con-

58) Cf. *Heerwagen* in *Woltmanni* „Gesch. u. Politik“ a. 1800, III, 194, 198, 203, 221. a. 1801, I, 221 sqq.

59) Cf. de incrementis Chemnitii *Kretschmari* librum: „Chemnitz, wie es war und wie es ist.“ p. 89. — *Heerwagen* l. c. 1800, III. p. 212, 231, de textoribus Saxoniae lanariis, de fabrica reticulorum denticulatorum (Annaebergae 1562) s. de arte filum album retortum in varias formas Phrygio opere ducendi, etc. *Dolz* l. l. p. 236.

60) V. c. Die *Bleichordnung* der Stadt Chemnitz d. a. 1568; cf. *Kretschmar* l. l. p. 87 sq.

61) Cf. *Weisse* „Museum etc.“ II, 109.

ducendis villis adhuc hodie peritis probantur. Stagnis siccandis adauxit pratorum copiam et ubertatem. Provinciarum conditionem propius adspiciens, in itineribus suis nucleos et grana nobiliorum fructuum, ut pomorum propagationem quam maxime adjuvaret, ipse distribuit, et ab omnibus conjugibus recens junctis duas pomos conseri jussit [62]). Lignis per aquam deportandis canalem Schneebergensem (a. 1556—59) ducendum curavit. Principis denique rerum utilium ubivis providi sumtibus artifices aliique homines ingeniosi instituti ac peregrinationibus exculti sunt; qua ratione Elector arti monetariae et exploratoriae (Probirkunst) bene consuluit. Coloris caerulei e cubaldis (Kobalt) conficiendi primas in Saxonia officinas instrui jussit a. 1575; pariterque prima cinnabaris fodina ab illo est condita. Caritati denique annonae providit cellis et horreis publicis institutis. Inter plures Augusti leges atque ordinationes ad rem rusticam spectantes memorare libet: Die Forst- und Holzordnung d. a. 1560; die Mühlenordnung d. a. 1561, 1568 et 1570; „die Generalbestallung", qua operas a ministris rei saltuariae praestandas accurate descripsit d. a. 1575, primum melioris administrationis saltuariae in Germania exemplum; qua ratione feturae equinae reique equariae prospexerit, docet muneris regula, quam praefecto stabuli Joanni de Carlowitz a. 1563 praescripsit; rei metallicae administrationem ad certam revocavit regulam per ordinationem (Bergordnung) d. a. 1554, additamenta d. a. 1571, et Neue Bergordnung d. a. 1573; die Zinnbergwerksordnung d. a. 1568; die Eisen- und Hammerordnung d. a. 1588.

VII) Rei rusticae et industriae opibus mercaturam magis magisque locupletatam atque extensam fuisse, jam ex supra dictis apparet. Augustus tamen industriae fovendae propensior, lanam, frumentum, linum, cannabim exportari vetuit; mercium vero copia indies amplificata et opportunitates exteris negotiatoribus Lipsiae oblatae, hanc etiam utilitatis communis

62) Cf. D. *Ch. E. Weissii* art. „August, Kurf. v. Sachsen" in *Erschii* et *Gruberi* Encycl. VI. p. 384, n. 28. Korbitium prope Dresdam exemplum fuit.

et felicitatis publicae partem sublevarunt. Eam ob causam Augusto inprimis securitas et commoditas viarum cordi fuerunt; ideoque primus rem veredariam in Saxonia gubernationi civili attribuens, cursus publici jus regale legibus sanxit atque ordinavit, ao. 1574[63]). Rei autem monetariae prudentissime prospexit lege: Die neue Münzordnung d. a. 1558, et usurae pravitati frenum adhibens, modum usurarum legitimum (5 pro 100) constituit.

VIII. Rationes regendae domus[64]) ac curandorum redituum nemo Principum melius perspectas habuit, nec quisquam felicius perfecit quam Augustus, a quo et hodie alii petere exempla jure possent. Cum Camerae consiliariis, quibus aerarii cura demandata erat, singulis ipse res tractavit, ac diligentissime administrationis modum examinavit. Viros etiam delegit peritissimos, quos praediis cameralibus praeficeret, iisque normam muneris gerundi praescripsit[65]), qua inprimis cavit, ne cives vexarentur, nec ullo modo gravarentur. Inter prudentissima vero instituta, quae Augustus aequalibus posterisque ad imitandum proposuit, referendus est modus ille jam ab ao. 1546 usitatus, ab Augusto autem multum emendatus, fundos scilicet vectigales taxandi, et tributa pro census aestimatione imponendi. Tributorum autem provincialium administratio, a Camera Principis sejuncta, una cum obligatione aes alienum solvendi, Ordinibus tradita est a. 1569, ita tamen, ut quatuor summis exactoribus provincialibus quatuor consiliarii principis adjungerentur. In locum servitiorum equestrium primus surrogavit praestationem pecuniariam[66]). Summae denique parsimoniae ac diligentiae in

---

63) Historiam rei veredariae in Saxonia paucis adumbravit Dr. *F. L. Becker*, Rector Lycei Chemnit. in Programmate inscripto: „Die hundertjährige Jubelfeier der sächs. Distanz- u. Postsäulen 1822." Chemn. 1821. p. 33 sqq. p. 48. N,

64) Aulae sumtus accuratissime constituit; vid. Augusti Speisordnung, in *Arndtii* Observatt. I. N. 2; die Kammer- und Lichtordnung, in D. *Diemeri* Observatt. de meritis Augusti. Lips. 1809. 4°.

65) Cf. Exempla in *Hornii* „Handbibliothek von Sachsen" T. V.

66) Plura de his *Heerwagen* apud *Woltm*. 1801, I, 230 sqq.

pecuniis publicis administrandis officium iis, ad quos pertinebat, literis[67]) a. 1563 severe injunxit, rationes ipse dispunxit, atque redituum conspectum digessit. Quam quidem regiminis viam tam strenue tenuit, ut viginti tribus annis post, aere prorsus soluto, et magna pecuniae vi subditis mutuo data[68]), aut alio in utilitatem communem impensa, septuagies centena millia imperialium in thesauris reposita relinqueret[69]).

IX. Quantum denique Augusto cordi fuerit scholarum, literarum artiumque liberalium cura, tum legibus et liberalitate probavit, tum monumentis publicis. Ordinatione scholastica (Schulordnung d. a. 1580) disciplinae perficiendae studuit; scholas urbanas novas, v. c. Fribergae, Zwickaviae, Annaebergae, Torgaviae, Dresdae, Chemnitii, condi curavit; Universitatum, Lipsiensis et Vitebergensis, ordinationes promulgavit; Lipsiae quidem professionem Historiarum fundavit[70]), lectiones Politices publicas instituit et cum morum doctrina conjungi voluit[71]); primus botanicae hortum conseri jussit; censuram librorum universitati commisit; Bibliothecae electoralis, quae post mortem ejus Dresdam allata est, fundamenta jecit[72]); artifices et opifices exteros, inprimis Italos, arcessivit[73]); Dresdam aedificiis publicis, v. c. armamentario, ornavit, ibique collectionem operum artificiosorum, artificiosissimus ipse, ao. 1556 condidit (die Kunstkammer); puteus denique Königsteinii saxo fossus, aliaque opera publica Augusto debentur.

Sed haec sufficiant. Id unum addam: quum Augustus ao. 1584 filio partem gubernationis reliquisset, admonuit eum, ut maxime justitiam coleret[74]).

---

67) Ipsissima verba refert *Weisse* l. l. IV, 171.

68) Vid. *Rössig* in *Weissii* „Museum" II, 107.

69) Secundum *Thuanum*. Quod quidem verosimilius est eo, quod *Müller* in Annal. memorat, decies septies millena imperialium millia in thesauris Augusti reposita fuisse. Vid. *Heerwagen* apud *Woltm.* l. c. 1801. I. p. 246.

70) Cf. *Weisse* Gesch. IV, 161, 187.

71) Plura *Heerwagen*, apud *Woltmann*. 1801. I. p. 329.

72) Cf. *F. A. Ebert* „Gesch. u. Beschreib. d. k. öffentl. Biblioth. p. 24—30; 205, n. 53.

73) Vid. *Hasche* l. l. II. p. 283.

74) Verba Electoris refert *Weisse* l. l. IV, 186.

Ipsius autem regimen tantam movit admirationem, ut Dux Würtembergicus Saxonem sibi imitandum proponeret, et Georgius, Elector Brandenburgicus, leges Augusti et ordinationes, ut iis in rebus suis gerundis uteretur, sibi mittendas expeteret. Augustus ipse tanta in Imperio polluit auctoritate, ut velut „ocellum Germaniae" saepius ab Imperatoribus in consilium adhibitus, conciliator et moderator rerum Imperii a Thuano recte appellaretur.

Ea denique fuit Principis immortalis vita, quam nostra aetas per quinquaginta octo annos iteratam suspexit in FRIDERICO AUGUSTO REGE; cujus imaginem Godofredus Hermannus vividam ante oculos posuit[75]; cujus consilia et instituta, quibus Rex beatissimae memoriae antiquam Saxoniae felicitatem restituit, sustinuit, auxit, mox idoneus historiae civilis magister genuinis, quibus deceat, depinget coloribus.

Hic equidem jam subsistam, verecundia jubet. Idoneam haec scribendi opportunitatem mihi obtulit Regis nostri Clementia. SERENISSIMUS enim atque POTENTISSIMUS DOMINUS, DOMINUS ANTONIUS, SAXONIAE REX, mihi, per Amplissimum Philosophorum Ordinem commendato, in celeberrima literarum Universitate Lipsiensi Professionem Disciplinarum, quae Historiarum studia adjuvent, ordinariam mandare clementissime decrevit. Hanc equidem provinciam die XI. Octobr. h. IX, Illustris JCtorum Ordinis concessu, in Auditorio Juridico, oratione *De Sanctitate Studiorum, Quae Res Patrias spectant*, sum auspicaturus: cujus diei solemnitatem, ut *Vos, Rector Academiae Magnifice, Principes Celsissimi, Comites Illustrissimi, Proceres Utriusque Reipublicae Gravissimi, Vosque, Commilitones Generosissimi et Praenobilissimi*, praesentia *Vestra* ornare velitis, summa, qua par est, observantia et humanitate rogo.

Scripsi Dresdae. Die I. Sept. A. R. S. MDCCCXXVIII.

---

75) Vid. *Godofr. Hermanni* „Oratio in Exsequiis *Regis Friderici Augusti*, d. XVIII. Junii 1827, Lipsiae habita."

JARNAC ENFERRÉ PAR LUI-MÊME

RÉPONSE

A M. E. LEVASSEUR

A PROPOS DU CATECHISME D'ÉCONOMIE POLITIQUE

DE

M. DU MESNIL-MARIGNY

PAR

A. HUMBERT

Faire un acte de justice, c'est faire un acte de société.
PROUDHON

Prix : 50 centimes
AU PROFIT DES OUVRIERS DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

PARIS
E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS
1864

Ipsi
Sax
lege
mitter
velut
tus,

quag
cuju
cuju
xoni
magi

bend
enim
REX,
leber
Histo
vit.
Ordir
Quae
Vos,
trissi
Gene
qua

7
1827,

JARNAC ENFERRÉ PAR LUI-MÊME

RÉPONSE

A M. E. LEVASSEUR

A PROPOS DU CATÉCHISME D'ÉCONOMIE POLITIQUE

DE

M. DU MESNIL-MARIGNY

PAR

A. HUMBERT

Faire un acte de justice, c'est faire un acte de société.
PROUDHON.

PARIS
E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS

1864

Ip
Sa
leg
mi
vel
tus

qua
cuju
cuju
xon
mag

benc
enim
Rex
leber
Hist
vit.
Ordi
Quae
Vos,
trisv
Gene
qua

7
1827,

JARNAC ENFERRÉ PAR LUI-MÊME

A M. E. LEVASSEUR

Monsieur,

Je ne vous connais que par la lecture de l'écrit auquel je réponds; mais il n'importe, j'ai vu de suite que vous êtes un homme d'une grande prévoyance. Cela se devine à la double façon que vous savez donner à la taille de votre plume : molle et coulante quand elle est appelée à l'honneur de tracer certains noms, mordante et acérée quand elle grince sur ceux de personnes sans influence, sinon sans talent.

Quant à moi, je ne suis qu'un humble penseur qui, depuis quelques années, s'est épris d'un amour de jeune homme pour l'Économie politique. C'est avec une véritable passion que je recherche, que je dévore tout ce qui se dit, tout ce qui s'écrit sur cette maîtresse d'un nouveau genre.

Mais, remarquez-le bien, mon sentiment, si profond qu'il soit, est entièrement désintéressé; c'est un sentiment platoni-

que. Il n'attend aucune faveur particulière de la bien-aimée ; et il se trouvera pleinement satisfait le jour où tomberont, en plein soleil, les derniers voiles qui cachent encore des charmes inconnus.

Voilà pourquoi j'honore et j'estime, quelqu'infimes qu'ils soient, de quelque hauteur qu'ils parlent, tous ceux qui concourent à cette fin tant souhaitée; seulement, je pense faire acte de certaine dignité en n'étourdissant pas de mes clameurs admiratives les princes de la science, ceux que l'on appelle les hommes arrivés.

Vous voyez, Monsieur, que nous ne suivons pas tout à fait la même voie.

Il est encore beaucoup d'autres divergences qui existent entre nous.

Ainsi, par exemple, je crois devoir le *pourquoi* de ma pensée aux gens que j'ai à contredire.

Êtes-vous toujours bien soucieux de remplir ce devoir de simple équité? Il m'a été permis d'en douter, lorsque, dans l'écrit qui nous occupe, je n'ai trouvé ni le *pourquoi* de vos éloges, ni le *parce que* de vos blâmes.

Vous vous êtes dit sans doute que rechercher la vérité, approfondir des théories nouvelles et non consacrées, cela n'avançait pas à grand'chose ou prenait tout au moins un temps qui pouvait être mieux employé.

Singulier système que celui-là, Monsieur !

Parmi les auteurs, — simples gens de lettres, bien entendu, — que vous avez attaqués, il en est un que j'aime parce que ses écrits ont poussé plus avant mon initiation à la science économique.

La page que vous consacrez à M. Du Mesnil-Marigny, je l'ai explorée dans tous les sens, y cherchant les causes de vos superbes dédains, demandant à chacune de vos lignes ce loyal et obligatoire *parce que* dont j'ai parlé. Ne l'y découvrant pas, et remarquant, au contraire, un certain parti pris dans votre attaque, j'ai cru devoir essayer la défense d'une doctrine que vous me paraissez n'avoir pas suffisamment et surtout sérieusement étudiée. Je regrette seulement qu'une plume mieux autorisée que la mienne ne s'y soit pas consacrée.

M. Du Mesnil-Marigny, *en essayant de fondre l'Économie politique dans le moule des mathématiques*, a, pour moi comme pour bien d'autres, illuminé un grand nombre d'obscurités, et j'ai lieu de m'étonner que vous ne teniez pas plus compte de l'emploi des *formules algébriques*.

J'ai pensé un instant que vous ne connaissiez pas l'algèbre, ce qui, après tout, ne vous était rigoureusement pas indispensable pour appliquer à cette science un coup de votre férule. Mais, en vous relisant avec plus d'attention, j'ai compris que c'était moins l'algèbre que vous vouliez atteindre que celui qui s'en était servi.

En effet, avant de prendre un ton assez railleur pour dire de M. Du Mesnil-Marigny que : « Il s'est aperçu que les lecteurs « hésitaient à le suivre dans cette voie accessible à un trop petit « nombre d'élus, et qu'il a mis les résultats de ses recherches « à la portée des profanes en les dépouillant de leur formidable « appareil....... »

Vous aviez dit plus haut, en parlant très-révérencieusement de M. Cournot, que : « Dans un ouvrage qui mérite une dis« cussion sérieuse, il cherche à appliquer aux problèmes éco-

« nomiques la rigueur des démonstrations mathématiques. »

Pourquoi, je vous prie, cette différence entre deux appréciations du même fait; pourquoi l'*appareil formidable* de M. Du Mesnil-Marigny devient-il subitement, entre les mains de M. Cournot, susceptible de s'appliquer rigoureusement aux problèmes économiques?

Je ne sais si je me trompe, Monsieur, mais vous devez être jeune; on s'en doute à la petite ruade philosophique que vous lancez en passant à ce titre de *Catéchisme.*

Mais Jean-Baptiste Say, que vous placez à côté de Descartes et de Reid, n'a cru indigne ni de lui, ni de sa gloire d'écrire un *Catéchisme d'Économie politique.*

Ce mot n'est donc pas tant à dédaigner; et quand vous dites que *le livre de M. Du Mesnil-Marigny répond au titre*, ces paroles seraient un véritable éloge dans une autre bouche que la vôtre.

Le but que se propose l'auteur est, dites-vous, *très-élevé.*

Nous voilà donc enfin du même avis!

L'Économie politique est, en effet, appelée à rendre de grands services aux nations, mais elle épuise ses forces les plus vives dans les luttes que se livrent les partisans de la *Protection* et ceux du *Libre-échange absolu.* Chercher à concilier les belligérants, jeter entre eux, comme un pont, un moyen de concorde et de fusion qui leur permette de marcher enfin du même pas à de communes conquêtes, tel est, vous en convenez, le but que se propose M. Du Mesnil-Marigny, et je redis avec vous que ce but est très-élevé.

Mais est-il bien avéré que cette œuvre n'a pas de consistance,

comme vous le déclarez, parce que, selon vous, « les difficultés « d'une science telle que l'Économie politique ne tiennent pas « à une seule définition. »

Est-ce donc pour établir *une seule définition* que M. Du Mesnil-Marigny a cru devoir recourir d'abord à ces formules algébriques que vous lui avez si aigrement reprochées?

Est-ce pour établir *une seule définition*, que dans les 350 pages de son Catéchisme il a accumulé les demandes et les réponses, et cherché à prévoir tous les cas, à abaisser toutes les barrières qui séparent si malencontreusement, au préjudice de la science, les deux systèmes antagonistes?

Sans doute le trait a des prétentions à la malice, et paraît devoir transpercer du premier coup l'homme sur lequel il est lancé.

Une seule définition pour aplanir *tant de difficultés!*

Vos lecteurs, je l'espère, doivent être mis en défiance contre vos assertions, autrement ils auraient pu conclure que celui qui tentait une pareille entreprise était le Don Quichotte de l'Économie politique.

Non, ce n'est point *dans une formule unique* que M. Du Mesnil-Marigny a voulu *emprisonner l'Économie politique, non plus que les sciences morales*. Encore moins a-t-il prétendu *les y faire entrer comme dans le lit de Procuste;* et après avoir écrit cette phrase, vous eussiez dû, me semble-t-il, justifier votre citation mythologique en disant quelles parties de la science avaient été tiraillées, quelles autres avaient été tranchées.

Mais j'oublie que vous n'aimez pas les explications.

Jusqu'ici, Monsieur, permettez-moi de vous le dire avec toute l'urbanité possible, votre critique n'avait été que maladroite et peu sérieuse; mais voilà qu'il me faut maintenant lui reprocher

des tendances telles qu'on peut lui appliquer le nom placé en tête de ces pages.

Est-il bien, est-il loyal de tronquer au bénéfice de son parti, les citations d'un livre, même condamné dès l'avance à l'*éreintement* ?

Je me sers de ce mot consacré par l'usage.

Les lecteurs, trompés d'abord, pourront sans doute être de votre avis. Mais si l'auteur réclame, si, son ouvrage à la main, il rétablit son véritable texte, s'il vous prouve que c'est vous qui, pour les besoins de votre cause, avez mutilé ou étiré non-seulement ses pensées, mais encore ses paroles pour les mettre à la mesure de votre couchette ; —

Alors, ce n'est plus lui qui joue le rôle de ce mécométreur de grand chemin, que vous lui avez attribué ; c'est vous qui, aux yeux de tous, faites le métier de Procuste.

Et je le prouve.

Je vous transcris textuellement :

« L'auteur (M. Du Mesnil-Marigny), se propose de faire
« cesser la vieille querelle du Libre-échange et de la Protection,
« en mettant en lumière la richesse de valeur, jusque-là mal
« distinguée, selon l'auteur, de la richesse d'utilité. »

Et immédiatement, vous citez ces lignes qui sont de lui :

« Il n'y avait cependant que ce mystère à pénétrer pour que
« l'Économie politique se classât définitivement parmi les
« sciences exactes. »

Je le demande au plus impartial de vos lecteurs, qu'a-t-il pu déduire de ce qui précède, sinon que le système de M. Du Mesnil-Marigny se bornait à distinguer la richesse de valeur de la

richesse d'utilité. Ce qui vous autorisait à dire d'un ton triomphant que *toutes les difficultés de la science économique ne tiennent pas à une seule définition.*

Voilà, Monsieur, ce que j'appelle un coup de Jarnac !

Il ne s'agit plus que de démontrer comment celui qui cherche à le porter peut s'enferrer lui-même.

Pour cela, il me suffira de rétablir *huit lignes* dont vous avez écourté votre citation :

« Sans doute, les économistes avaient déjà fait ressortir « qu'une marchandise peut être appréciée au point de vue de « l'utilité et de la valeur ; mais ils s'étaient bornés-là. Jusqu'ici, « et nous insistons sur ce point, la richesse d'une nation s'était « refusée à laisser reconnaître le secret de son évaluation, le « secret de sa mesure. Il n'y avait cependant que ce mystère à « pénétrer pour que l'Économie politique se classât définitive- « ment parmi les sciences exactes. » (*Catéchisme*, page 6.)

M. Du Mesnil-Marigny ne revendique donc pas pour lui la distinction entre la valeur et l'utilité d'une marchandise, puisqu'il déclare que *d'autres économistes avaient déjà fait ressortir cette double appréciation.*

Le mystère à pénétrer n'est donc pas, comme vous le lui faites dire, *dans la définition de cette distinction*, mais bien, comme il le déclare, — *en insistant sur ce point,* — *dans l'évaluation, dans la mesure de la richesse.* Mesure qui jusqu'ici n'avait pu être donnée par aucun économiste, mesure qui est le principal titre de gloire de M. Du Mesnil-Marigny et que J.-B. Say déclarait être *la quadrature du cercle de l'Économie politique.*

Que vous semble, Monsieur, d'un tel procédé?

Mais poursuivons, car je n'ai relevé encore qu'une faible partie de ce que j'appellerai vos inexactitudes.

« M. Du Mesnil-Marigny prétend, dites-vous, que la richesse « d'usage normale des peuples s'élève partout à peu près au « même niveau. »

Et, vous armant de cette proposition qui,—*prise isolément*— n'est pas autre chose qu'une monstruosité, vous embouchez le biniou pour moduler cette naïveté ironique:

« Comment peut-il venir à la pensée d'un auteur que la « richesse d'usage soit la même pour le chef d'une tribu de « sauvages de la Nouvelle-Hollande et pour un rentier de Lon- « dres ou de Paris ? »

Seulement, et vous aviez sans doute vos raisons pour cela, vous vous gardez bien de dire que l'auteur a consacré les chapitres IV, V, VII à trouver, à définir la mesure de la richesse d'usage; que, dans les notes H et L, il a admis l'exemple d'un particulier qui jouit d'une richesse d'usage soixante-huit fois plus grande que celle d'un autre.

Vous vous êtes bien gardé encore d'avouer que l'auteur, en s'exprimant comme il l'a fait, a voulu montrer que la richesse d'usage normale *des peuples*, et non celle *des individus*, ne varie que médiocrement, comparée à la richesse de valeur des mêmes peuples, puisque cette dernière,—*la richesse évaluée*— peut s'accroître dans le rapport de 1 à 40, ou de 1 à 50, tandis que la première,—*la richesse d'usage*—varie seulement dans le rapport de 1 à 1,1/2.

Et vous vous écriez :

« Où M. Du Mesnil-Marigny a-t-il pris son affirmation ? »

Et vous, Monsieur, où avez-vous pris la vôtre ???

Toutes ces phrases ronflantes que vous avez dû caresser du regard en les écrivant, et sur l'effet desquelles vous comptiez pour opérer le classement définitif de M. Du Mesnil-Marigny, auront donc été de l'éloquence perdue ; et, je ne saurais trop le répéter, ce sont là de bien tristes moyens d'attaque.

Pourquoi ne vous en être pas tenu tout simplement à l'éloge, sans chercher à le rehausser par un sacrifice. Ceux que vous louez ainsi vous diront certainement avec le héros de Corneille :

Je crois avoir rendu mon nom assez illustre
Pour n'avoir pas besoin qu'on lui donne un faux lustre (1).

Mais je ne veux plus que répondre à quelques-unes de vos assertions.

D'après vous ce Catéchisme ne contient rien de nouveau ; moi je pense, au contraire, avec M. Baudrillart, qu'il se recommande par des aperçus originaux (*Journal des Économistes*).

Ainsi, les formules données pour la richesse de valeur et la richesse d'usage, ne ressortent pas d'idées nouvelles ?

Les théories relatives au Libre-Échange et à la Protection, ont-elles donc jamais été présentées sous le même jour ?

Quelqu'un avait-il déjà démontré qu'une protection très-modérée peut être à la fois pour le même pays une protection normale continuelle et une source de richesse ?

La question du Luxe, celle de l'Absentéisme, dont vous ne dites mot, avaient-elles été jusqu'ici élucidées comme dans ce Catéchisme, grâce à la mesure de la richesse d'usage et de la valeur ?

(1) Les *Michel-Chevalier*, les *Wolowski*, les *de Parieu*, et tant d'autres qui composent la vaillante phalange des Économistes.

Avez-vous lu vous-même ce livre; vous a-t-il été lu, au contraire; je ne sais. Mais, dans l'un et l'autre cas, vous me rappelez certaines gens dont parle l'Écriture, et je me demande à quoi vous ont servi vos yeux, à quoi vous ont servi vos oreilles?

Peut-être pensez-vous que mon appréciation est isolée; attendez, Monsieur; je vous ai déjà cité celle de M. Baudrillart, j'en ai d'autres à vous opposer.

Voici l'opinion de M. Villiaumé :

« Récemment un économiste (M. Du Mesnil-Marigny), en a
« tiré des conséquences (de la richesse d'usage et de la richesse
« évaluée), sur lesquelles je reviendrai. Il définit justement la
« richesse-évaluée ou de valeur, la mesure de l'action qu'elle
« sert à produire sur les hommes et sur les choses; et la richesse
« d'usage, la mesure de leur bien-être. Cet écrivain est parvenu
« à donner deux formules mathématiques au moyen des-
« quelles on peut mesurer la richesse évaluée des États et leur
« richesse d'usage. »

Plus loin, le même publiciste ajoute :

« En effet, il faut bien se pénétrer du principe que l'échange,
« même librement consenti entre deux nations comme entre
« deux particuliers, n'accroît pas également la richesse évaluée
« des deux contractants.

« Les matières premières ou l'industrie agricole donne des
« profits moindres, relativement au capital, que les objets fabri-
« qués ou l'industrie manufacturière.

« Ainsi l'agriculteur, qui est en même temps propriétaire et
« ouvrier, c'est-à-dire capitaliste et entrepreneur actif, ne peut

« retirer de son fonds plus de 8 0/0 ; le fabricant, au contraire,
« en réunissant toutes ces conditions, gagne en moyenne dans
« l'industrie textile (cotonnage, lainage, etc.) 20 0/0 ; dans les
« houilles, 40 0/0 ; dans la bijouterie, plus de cent pour cent.

« Partant de ce principe nouveau, M. Du Mesnil-Marigny
« estime qu'il y a avantage pour les travailleurs à échanger ces
« derniers objets contre les premiers, et cette opinion paraît
« incontestable (1). »

Passons à un autre ; voici comment s'exprime M. Protin, en parlant de M. Du Mesnil-Marigny :

« Non-seulement il est parvenu à démontrer mathématique-
« ment l'utilité de la protection, mais encore, ce qui est plus
« nouveau et tout aussi important, à démontrer, comme nous
« l'avons dit, dans quelles limites la protection doit être accordée
« aux marchandises de diverses sortes. En faisant l'application
« de ses principes au lainage, il prouve que si l'on était forcé de
« protéger cette industrie en France, au moyen d'un droit supé-
« rieur à 33 0/0, cette tutelle, au lieu d'être profitable à la
« richesse évaluée de ce pays, lui serait funeste.

« De là tout naturellement pourquoi il est irrationnel de cher-
« cher à naturaliser dans les pays du Nord les productions
« exotiques. Les formules de M. Du Mesnil-Marigny peuvent
« aussi s'appliquer aux problèmes relatifs au crédit (2). »

Préférez-vous l'opinion d'un corps savant ?

(1) *Nouveau Traité d'Economie politique.* 2 vol. in-8°, 2e édition. Paris, 1864. Éditeurs, Lacroix-Verboeckcoven.

(2) *Les Economistes appréciés*, par Protin. 2 vol. in-18. Paris 1863. Éditeur, Dentu.

J'emprunte les lignes suivantes à M. le rapporteur de l'Académie de Dijon.

« Quelles que soient les objections que l'on oppose à la « théorie de M. Du Mesnil-Marigny, de la distinction et de la « mesure des richesses, comme elle repose sur des solutions « mathématiques, elle sera toujours évidente, incontestable. « Elle sera adoptée par les générations qui s'approchent, avec « ses conséquences; elle contient implicitement tout un avenir. »

J'aurais encore à mettre sous vos yeux bien d'autres appréciations élogieuses émanant des journaux, des Académies.

Mais je me souviens heureusement de ce précepte de Joubert :

« Combattre de certaines objections, ce n'est souvent détruire « que des fantômes. »

Et le temps est chose trop précieuse pour qu'on l'emploie à une telle besogne.

Il me semble d'ailleurs qu'en voilà bien assez pour faire justice d'une critique tramée avec une sorte de circonstance aggravante ; en voilà bien assez pour retourner contre l'auteur de cette critique le fer de son argumentation.

Je me serais pourtant estimé heureux, je l'avoue, d'avoir à soutenir dans une loyale discussion la doctrine qui me compte parmi ses dévoués partisans ; mais, en présence de moyens semblables à ceux dont vous avez cru devoir vous servir. . .

. . . .

Je m'arrête.

Paul-Louis Courier rappelait un jour que Fontenelle savait donner à toutes choses des appellations adoucies, ou que, s'il ne

le pouvait pas, il préférait ne rien dire; tandis que Voltaire, lui, appelait les choses par leur nom.

Et il ajoutait :

« Je suis de l'avis de Fontenelle. »

Moi aussi, Monsieur, je suis de l'avis de Fontenelle.

FIN

Paris.—Imprimerie de L. TINTERLIN et Ce, rue Neuve-des-Bons-Enfans, 3

Ip
Sa
leg
mi
vel
tus

qua
cuju
cuju
xon
mag

benc
enim
Rex
leber
Hist
vit.
Ordi
Quae
Vos,
trissi
Gene
qua

1827,

PROGRAMM

WODURCH

ZUR FEIER DES GEBURTSFESTES

SEINER KŒNIGLICHEN HOHEIT

UNSERES DURCHLAUCHTIGSTEN GROSSHERZOGS

FRIEDRICH

IM NAMEN DES

ACADEMISCHEN SENATES

DIE ANGEHŒRIGEN DER

ALBERT-LUDWIGS-UNIVERSITÆT

EINLADET

DER GEGENWÆRTIGE PRORECTOR

Dr. CARL KNIES.

INHALT:

ZUR LEHRE VOM WIRTHSCHAFTLICHEN GÜTERVERKEHR, VOM GELD UND VOM CREDIT.

FREIBURG, 1862.

UNIVERSITÆTS-BUCHDRUCKEREI VON H. M. POPPEN & SOHN.

Der Geburtstag unseres geliebten *Landesherrn*, des *durchlauchtigsten Rectors* unserer Universität naht heran.

Die Wiederkehr des 9. September mahnt uns, Collegen und Commilitonen der Alberto-Ludoviciana, zunächst einen öffentlichen Ausdruck den Gefühlen innigen Dankes für die mehrfachen Beweise besonderer Huld zu geben, mit welchen *Seine Königliche Hoheit der Grossherzog* unsere Universität in dem letzten Jahre beglückt hat.

Dann aber lasset uns in Mitte unseres Volkes stehen und theilnehmen an dem, was es tief bewegt.

Fürwahr, es ist nicht abzumessen, welcher Segen darin ruht, dass unser Volk aus festbegründeter Erfahrung in dieser gewittervollen Zeit, in der die Geister gegeneinander stürmen, die Hände die Schneide der Schwerter prüfen, und eine mit schweren Geschicken schwangere Zukunft dunkel vor uns steht, mit so froher Liebe und Dankbarkeit,

mit so festem und freudigem Vertrauen auf den *Landesfürsten* blicken kann.

Wir nehmen um so mehr daran theil, als wir der Wahrheit eingedenk sind, dass die freie, tiefe und allgemeine wissenschaftliche Bildung, für welche die deutschen Hochschulen immer neue Jünger gewinnen sollen, nicht zum quietistischen Wissen einer mitten im Volke vereinsamten Kaste von Gelehrten führen, dass sie die mannhafte Bethätigung bürgerlicher und politischer Tugenden nicht verdrängen, sondern fördern und schmücken soll.

Lasset uns, akademische Mitbürger, einstimmen in unseres Volkes Dank gegen Gott, der uns diesen Fürsten gegeben, in sein Gebet, dass Er uns lange so wie Er ist in kräftigem Leben und Thun erhalten bleiben möge!

Heil unserem geliebten *Grossherzog*

FRIEDRICH

und dem ganzen erlauchten

Stamm der Zähringer!

Zur Lehre

vom

WIRTHSCHAFTLICHEN GÜTERVERKEHR,

vom

GELD und vom CREDIT.

Von

Dr. Karl Knies,
Prof. der Staatswirthschaft.

I.

Der italienische Nationalökonom Fuoco hat den Menschen im Hinblick auf die nothwendigen Bedingungen seines Daseins „eine Summe von Bedürfnissen, ein lebendes Bedürfniss" genannt (l'uomo tutto quanto è puo chiamarsi un bisogno vivente, una somma di bisogni). Jedenfalls lässt sich eine Darlegung zumal der inneren Verschiedenheit der Menschen nach Race, Geschlecht, Alter und Bildung in fruchtbarer Weise anknüpfen an den Vorweis der Verschiedenheit in Art und Umfang von Bedürfnissen, welche die Individuen empfinden und befriedigen. Die Mittel und Gegenstände, welche die Befriedigung menschlicher Bedürfnisse ermöglichen, nennen wir Güter, diejenigen derselben, welche jeder Einzelne mittelst eines Verkehrs mit seiner Aussenwelt entgegennimmt: äussere Güter. Ein Theil dieser äusseren Güter sind die wirthschaftlichen Güter, die durch eine wirthschaftliche Operation der Menschen bedingten Güter.

Wenn man die wirthschaftlichen Güter als die „Gegenstände des entgeltlichen Verkehres" bezeichnet, so ist damit nicht sowohl die aus dem (gesammten) wirthschaftlichen Thun des Menschen abzuleitende Begriffsbestimmung dieser

Güter als vielmehr nur ein Merkzeichen derselben gegeben. Aber die volkswirthschaftliche Betrachtung darf es allerdings als ein jedenfalls zutreffendes Merkzeichen handhaben, weil sie die bürgerliche Gesellschaft mit ihrer arbeitstheilig sich verwirklichenden Gütererzeugung, einen durch das Bedürfniss zu Geben und Nehmen, zu Leistungen und Gegenleistungen gebundenen Organismus von Einzelnwirthschaften voraussetzt. Innerhalb einer solchen Gesellschaft ist jede Thätigkeit des Einzelnen zu dem Zwecke wirthschaftliche Güter zu erlangen, zu haben, zu verwenden, auf Gegenstände bezogen, die aus dem entgeltlichen Verkehre kommen oder in ihn übergehen können.

Die Art der „Bewegung wirthschaftlicher Güter im Verkehr" ist keineswegs immer dieselbe. Eine bedeutsame Verschiedenheit stellt sich insbesondere dadurch ein, dass die einen Güter ortsänderungsfähig, locomobil, sind (einen Platzwechsel zulassen), die anderen ortsstätig. Bei Gütern der letzteren Art, wie z. B. Grundstücken, besteht die „Verkehrsbewegung" nur in der Uebertragung der Rechte an ihnen von einer Person auf eine andere; die „Güterübertragung" vollzieht sich, ohne dass die Güter selbst von ihrer Stelle rücken.

Bei den ortsänderungsfähigen Gütern dagegen werden drei Formen möglich. Einmal Uebertragung von Rechten an ihnen mit begleitender Ortsveränderung der Güter, wie sie sich in jedem Verkauf von transportirten Waaren vollzieht. Sodann Güterübertragung ohne Ortsänderung der Güter, ein Vorgang, welcher z. B. in den Uebertragungen deponirter Geldmengen mittelst der Umschreibungen einer Girobankverwaltung wahrgenommen wird. Endlich die örtliche Bewegung dieser Güter ohne begleitende oder nachfolgende Uebertragung derselben von einer Person an die andere, wie sie sich einstellt,

wenn Güter zu Verkaufsplätzen auf Wochen- und Jahrmärkte, an Messorte, zur Consignation u. s. w. geschafft werden, von denen sie unverkauft eine Rückbewegung zu dem Standort des Versenders machen müssen. Man ist vielleicht zunächst geneigt, dieser letzten Form von Verkehrsbewegung der Güter einen berechtigten Platz neben den andern zu versagen, weil sie wohl bedauerlich für die private Geschäftsgebahrung des Verkäufers, aber wirkungslos für die volkswirthschaftlichen Interessen sei. Allein der Verkäufer wird jene Transportkosten nicht unbeachtet bei Seite stellen, sondern als Gestehungskosten für seine Berechnung sei es in der nachherigen Preisforderung für dieselben Güter, sei es als einen Bestandtheil des Risico's seiner Unternehmung im Ganzen in Geltung zu bringen suchen. Sodann war aber auch alsbald diese Güterbewegung desshalb eine wirksame, weil auch die nichtverkauften aber angebotenen Güter den Marktpreis der Gütergattung an jenem Platze zugleich mit den wirklich verkauften bestimmt haben. Jeder Sack Getreide, welchen der Bauer unverkauft von dem Wochenmarkt zurückführt, ist für die Interessen der Käufer gleich einem „Mohr, der seine Schuldigkeit gethan hat" und bis auf Weiteres gehen kann.

Also nicht jede Bewegung der Güter im Verkehr ist zugleich eine Uebertragung wirthschaftlicher Güter von einer Person an eine andere, wohl aber zählen wir umgekehrt jede Güterübertragung unter die Erscheinungen der Güterbewegung.

Die Güterübertragung, ist entweder eine „unentgeltliche" oder eine „entgeltliche". Die u n e n t g e l t l i c h e Güterübertragung lässt sich auch als die „einseitige" Güterübertragung bezeichnen, oder — indem wir uns des Wortes „Leistung" in ganz gleich allgemeinem Sinne bedienen — als eine „Leistung ohne Gegenleistung". Einen solchen Vorgang stellt z. B. die

Schenkung, die Vererbung dar. Wenn in Erörterungen über den Verkehr wirthschaftlicher Güter die Bezeichnung, Leistung oder Gegenleistung in gleichem Sinne gebraucht wird wie die Bezeichnung Güterübertragung, so darf die „einseitige" oder „unentgeltliche" Güterübertragung nicht verwechselt werden mit der bedingungslosen. So ist die bedingungslose Schenkung eines Hauses allerdings eine einseitige, unentgeltliche Güterübertragung, Leistung ohne Gegenleistung. Würde diese „Schenkung" z. B. einem Arzte gegenüber an die Forderung geknüpft, dass er von nun an sein Leben hindurch irgend eine Gruppe von Kranken unentgeltlich behandle, so werden wir von unserm Standpunkt aus überhaupt keine Schenkung, sondern eine entgeltliche, zweiseitige Güterübertragung wahrnehmen, da auch die Dienstleistungen des Arztes jenes Merkzeichen wirthschaftlicher Güter ebensogut erkennen lassen wie ein Haus. Würde dagegen „als Preis" jener Schenkung verlangt, dass Jemand von seiner Confession zu einer anderen übertrete, so wäre sie keine bedingungslose Schenkung, aber doch eine einseitige Güterübertragung.

Die entgeltlichen Güterübertragungen bilden so überwiegend die grosse Masse der Güterübertragungen überhaupt, dass wir uns daran gewöhnt haben, den wirthschaftlichen Güterverkehr von vorn herein und unbedingt als gleichbedeutend mit dem entgeltlichen Verkehr uns vorzustellen. An sich können wir freilich eine Unterscheidung zwischen Güterbewegung und Güterverkehr nicht mit der Folgerung betonen, dass so bedeutsame Vorkommnisse einer „Güterbewegung" wie sie durch Vererbung, Schenkung, Spielgewinn, Bankerott u. s. w. vermittelt oder abgeschlossen werden, keine Verkehrserscheinungen seien, weil eine Wechselseitigkeit der Leistung nicht eintreten kann und soll oder ausbleibt. Allein auch ohne derartige

Vorgänge zu übersehen, dürfen wir schon dem Satze zustimmen: „Die Seele des wirthschaftlichen Verkehres ist die Entgeltlichkeit" (Roscher), weil eben auch die Gegenstände jenes unentgeltlichen Verkehres nicht nur aus dem entgeltlichen Verkehr kommen oder in ihn übergehen können, sondern auch fortwährend der Schätzung desselben unterliegen.

Wenn wir hiernach unsere Aufmerksamkeit auf den entgeltlichen Verkehr, auf die Güterübertragungen in „Leistung für Gegenleistung" beschränken, so lässt das Leben auch in diesem engern Erscheinungskreise bedeutsame Verschiedenheiten in den Vorgängen wahrnehmen. Uebergehen dürfen wir nicht die Gegenüberstellung materieller, körperlicher und immaterieller, unkörperlicher Güter, welche ebensowohl Gegenstände des entgeltlichen Verkehres sind. Man kann eben Sachgüter gegen Sachgüter hingeben, z. B. ein Haus für einen Wagen voll Waaren, oder immaterielle Güter gegen ebensolche, z. B. zweihundert Unterrichtsstunden gegen eine jährige ärztliche Hilfeleistung, oder Sachgüter gegen immaterielle Güter, z. B. zwanzig Klaftern Holz gegen die Dienstleistungen eines Anwaltes in einem Prozess.

Die Gegenüberstellung der directen, unmittelbaren, und der indirecten, mittelbaren Güterübertragung im entgeltlichen Verkehre ist dadurch bedeutsam, dass von hier aus am besten zwei Erscheinungen des entwickelteren Wirthschaftslebens in's Auge gefasst werden, deren Wirksamkeit von jeher und bis auf diesen Tag so sehr verschieden beurtheilt worden ist, der Handelsstand und das Geld. Und jedenfalls lassen sich zwischen gewissen Diensten beider so schlagende Parallelen ziehen, dass es uns nicht wundern darf, wenn wir sie von den Gegnern unserer wirthschaftlichen Gesellschaftsorganisation fast immer zugleich und gleich heftig befehdet finden.

Auch wird unter allen Bildern zur Veranschaulichung der Dienstleistungen des Geldes als „Umlaufsmittels" der Vergleich desselben mit der Thätigkeit des Handelsmanns als der passendste erscheinen müssen. Wir wollen diesen Gegenstand zunächst nur einmal in seiner angedeuteten Beziehung zu dem gesammten Verkehr mit ein paar Worten berühren, werden aber gleich nachher auf ihn ausführlicher zurückkommen.

Jeder strebt sich in den Besitz derjenigen Dinge zu setzen, durch deren Eigenverbrauch er die Befriedigung seiner Bedürfnisse vollzieht. Erlangt werden diese Gegenstände einestheils so, dass man sie selbst unter Anstrengung der zu Gebote stehenden Productionsmittel erzeugt, wie etwa der Landwirth das Getreide für seinen Hausbedarf erzeugt; oder in der Weise, dass man sie aus dem Verkehre als Gegenleistung für eine dargebotene Leistung in Empfang nehmen muss. So lange nun im letzteren Falle Jeder direct mit der Person entgeltlich verkehren will, welche hat und abgeben will, was er bedarf, und dafür nehmen will, was er abgeben kann, und so lange Jeder direct sein einzelnes bestimmtes Gut gegen das verlangte bestimmte Gut umsetzen soll, wird er auf grösste, und nach Umständen geradezu unüberwindliche Schwierigkeiten stossen. Diese Schwierigkeiten werden beseitigt einerseits dadurch, dass ein besonderer Mittelsmann mit den Erfolgen der arbeitstheiligen Leistung zwischen jenen Personen auftritt, welche als Producenten ein bestimmtes Gut in den Verkehr abgeben und als Consumenten ein anderes dafür aus ihm erlangen wollen, das ist der Handelsmann. Und andererseits dadurch, dass in die Bewegungsbahn der für den Umsatz bestimmten Verbrauchsgüter mit ähnlichem Zweck und Erfolg ein besonderes Mittelsgut, das Geld, eingeschoben wird, das alle Producenten zunächst entgegennehmen, um dann für es die Güter, welche

sie verbrauchen wollen, zu erhalten. Der Handelsmann und das Geld treten — wenn wir hier unsere Betrachtung beider auf die angegebenen Aufgaben beschränken — in dem Verkehr nach der Berechtigung des Satzes auf, dass die Erreichung eines bestimmten Zielpunktes einmal leichter und gewisser stattfinden kann auf dem Wege der gebrochenen Linie als auf dem der geraden. Sie erstellen beide eine Durchgangs- nicht eine Endstation der Güterbewegung. Sobald sie sich nur als der Umweg, nicht mehr als Erleichterung der schliesslich erstrebten Güterbewegung ausweisen, sollen sie aus dem Verkehr wegfallen; wo man sie jedoch trotz ihrer Dienste zu beseitigen strebt, streicht man wohl Aufwandskosten des Verkehrs, aber productive.

Denjenigen Güterverkehr, in welchem kein Geld zur Erleichterung des Umtausches von Consumtionsgegenständen in Verwendung kommt, nennen wir Naturalverkehr. In demselben Sinne sprechen wir auch von Naturalwirthschaft im Gegensatz zur Geldwirthschaft. Naturalverkehr kann mit Zuhilfnahme handelsmännischer Dienste stattfinden und geldwirthschaftlicher Umsatz ohne solche. Einen vollständig naturalwirthschaftlichen Verkehr können wir uns heute ausserhalb des Lebenszustandes von „Wilden" kaum noch vorstellen. Wohl aber haben wir auch unter uns einzelne Reste und Beispiele. So nimmt auch wohl noch heute der Staat Beamtendienste in Empfang gegen Verabreichung von „Naturalbesoldungen", Lieferungen von Holz, Wohnung, Getreide, Wein u. dgl. Unsere „Conscription" für den soldatischen Dienst ist die grossartigste, bedeutungsvollste Naturalsteuer, welche jemals erlebt worden ist. Und erwähnenswerth bleibt es immerhin, dass noch neuerdings der praktische Versuch gemacht wurde, den naturalwirthschaftlichen Güterumsatz

an Stelle des geldwirthschaftlichen durchweg zu restauriren. (Bonnard'sche Tauschbank in ihrer primären Form.)

Den einzelnen Vorgang des entgeltlichen Verkehres, in welchem gewöhnliche Güter ohne Zuhilfnahme des Geldes unmittelbar gegen einander abgegeben werden, nennen wir Tausch (Permutatio) und bezeichnen die beiden Personen unanterschieden als die Tauschenden. Kommt dagegen das Geld in Verwendung, so unterscheiden wir den Waarenempfänger und Geldgeber als den Käufer gegenüber dem Andern, dem Verkäufer und bezeichnen den einen Act als „Kauf und Verkauf". Wenn man in dem Naturalverkehr gar nicht umhin kann wahrzunehmen, dass in jedem Güterumsatz stets eine doppelte Preisbestimmung stattfindet, nämlich für jedes der beiden Güter durch das gegen es erhältliche Quantum des andern, so pflegen wir dagegen in der Bezahlung der Güter mit Geld nur noch von dem Waarenpreis in Geld zu reden, nicht auch von dem Geldpreis in Waaren, ja gerade den Preisausdruck in Geld, nicht den Preis des Geldes bezeichnen wir mit dem Worte „Geldpreis". Auch ist es längst üblich geworden überall, wo man nicht besondere Veranlassung hat, den Tauschverkehr und den Kauf und Verkauf als zwei besondere Formen der entgeltlichen Güterübertragung gegenüberzustellen, die Worte Tausch und Tauschverkehr in ebenso allgemeinem Sinne zu gebrauchen wie das Wort entgeltlicher Verkehr.

Ganz unabhängig von der Unterscheidung dieser beiden Formen des entgeltlichen Verkehres ist eine andere, welche uns zur allgemeinen Begriffsbestimmung des Credites führt.

Die Vereinbarung selbst zwischen den zu entgeltlicher Güterübertragung entschlossenen Personen fällt nämlich allerdings stets in eine jeweilige Gegenwart, anders aber verhält es sich rücksichtlich des zeitlichen Momentes,

welches für den Vollzug der Vereinbarung platzgreifen soll. Hier sind drei Fälle möglich.

I. Es wird Leistung und Gegenleistung in demselben Zeitpunkt der Gegenwart übergeben. Das ist der Vorgang, an welchen wir gewöhnlich zu denken pflegen, wenn von „Tauschgeschäften" und von „Kauf und Verkauf" die Rede ist. Indessen ist die Gegenüberstellung von Tauschgeschäften und Käufen — der entgeltliche Verkehr mit oder ohne Geld — in allen drei vor uns liegenden Fällen möglich. Wir wollen uns desshalb zur ausschliesslichen Bezeichnung dieser I. Art von entgeltlichen Güterübertragungen des Wortes: Baargeschäft und Baarverkehr bedienen. Darin liegt freilich das Neue, dass der Ausdruck „baar" auch von einer sofortigen Hingabe einer gewöhnlichen Waare für eben eine solche gebraucht wird, während man ihn bisher zumeist nur für die sofortige Hingabe einer Geldsumme anwendete, (nur für den Kauf durch alsbaldige Solutio nicht für den Tausch und für die Datio in solutum). Indessen wird doch auch schon jetzt wenigstens in der Sprache der Börse jede Uebertragung von Werthpapieren irgendwelcher Art gegen ebensolche, die wir nicht als Geld passiren lassen dürfen, als „Baargeschäft", Geschäft „au comptant" („Zug um Zug") bezeichnet, wie wir uns auch im gewöhnlichen Leben als „bezahlt" erklären, wenn man uns einen Anspruch an einen Andern durch Hingabe eines Hauses u. s. w. befriedigt hat.

Die Vereinbarung kann sodann besagen, dass

II. Leistung und Gegenleistung in eine zukünftige Zeit fallen sollen. Das ist das Lieferungsgeschäft.

Die Vorgänge entgeltlicher Güterübertragung dieser Art sind bisher von der Wissenschaft kaum besonders beachtet worden. Auf dem Marktverkehr

der Börse freilich bilden sie als die „Käufe auf Zeit", „à terme" u. s. w. die andere Hauptgruppe neben den Baarkäufen. Alle industriellen Gewerbe sind heutzutage darauf gerichtet, Producte zu liefern entweder auf „Lager" im eigenen Laden, oder für den Verkauf „auf Konsignation" und durch Commissionäre, oder „auf Bestellung". Jede Arbeit „auf Bestellung" aber ist ein Lieferungsgeschäft. In hervorragender Weise haben neuerdings die Lieferungen für Kriegsbedürfnisse und die Lieferungsgeschäfte im Getreideverkehr die öffentliche Aufmerksamkeit erregt.

Es kann aber auch noch

III. vereinbart werden, dass die Leistung des Einen in die Gegenwart und die Gegenleistung des Andern in die Zukunft falle: Das ist das Wesen des Creditgeschäftes.

Die Einfachheit und Durchsichtigkeit dieser Begriffsbestimmung, die Leichtigkeit, mit welcher das Creditgeschäft sich neben und mit seinen Verwandten in den Gesammtkreis der Güterübertragungen einreiht wird gewiss als eine besondere Stütze derselben angesehen werden können. Das Verhältniss aber zwischen Creditgeschäft und Credit können wir nicht anders zu bestimmen suchen, als wie es z. B. herkömmlich für die Gegenüberstellung von Tauschgeschäft und Tausch geschah, also als das Verhältniss des einzelnen Vorkommnisses zu der Gattung, der es angehört. Demnach werden wir zu erklären haben:

Unter Credit ist diejenige Art der Güterübertragung, des Güterverkehres, zu verstehen, in welcher die Leistung des Einen in die Gegenwart, die Gegenleistung des Andern in die Zukunft fällt.

Es ist also der Credit, das Creditgeschäft, der Creditverkehr angesichts unserer thatsächlichen Wirthschaftszustände in einen correspondirenden Gegensatz zu bringen zu dem Baarverkehr. — Gegensätze anderer Art, welche man als bezeichnend und bedeutsam aufgestellt hat, sind Folgen eines Missverständnisses.

Nur innerhalb des Baarverkehres wird, je nachdem es sich um Baartausch oder um Baarkauf handelt, im Sprachgebrauch eine Verschiedenheit in der Bezeichnung der verkehrenden Personen gehandhabt. In dem Creditverkehr nennen wir, mag der Vorgang ein natural- oder ein geldwirthschaftlicher sein, die eine Person den Creditgeber, Gläubiger, Creditor, die andere den Creditnehmer, Schuldner, Debitor; die in die Zukunft verlegte Leistung erhält ausschliesslich den Namen der Gegenleistung. Der Credit ist nicht etwa blos eine gutgewählte, gedeihliche, sondern auch eine nothwendige und im Ganzen uralte Form des wirthschaftlichen Verkehres in der bürgerlichen Gesellschaft. Es gibt nämlich Verkehrsgüter, welche überhaupt nicht mittelst Baarverkehres, sondern nur so übertragen werden können, dass für eine zukünftige Gegenleistung eine jetzige Leistung dargeboten wird; sie müssen also entweder ausserhalb des Verkehres bleiben, oder creditweise in ihn eintreten. Das ist die sehr grosse Zahl derjenigen Tausch- und Kaufobjecte, welche nicht in einem einzelnen Zeitmoment fertig übergeben werden können, vielmehr durch eine Reihe von Zeitmomenten hindurch in's Leben treten, gleichwohl aber in allen Stadien ihrer Verwirklichung von dem Käufer angeeignet, aus den Händen des Verkäufers entlassen werden müssen. Wohl kann der Käufer oder der Verkäufer die Stellung des Gläubigers annehmen, jedenfalls aber muss jeweils der Eine ein Gläubiger, der Andere ein Schuldner sein, Baarkauf

ist nicht möglich. Vornämlich auf diesen Theil des Creditverkehres wollen wir nachher ausführlicher zurückkommen.

Eine andere das eigenthümliche Wesen des Creditverkehres gleichfalls kennzeichnende Thatsache besteht darin, dass Güter, welche sowohl im Baarverkehr als im Creditverkehr die Leistung oder die Gegenleistung erstellen, im Creditverkehr allein zugleich die Leistung und die Gegenleistung ausmachen können — das zweite Beispiel dafür, dass das Terrain für Güterumsatz mittelst Credit im Vergleich zu dem mittelst Baarkauf ein grösseres ist.

Allerdings sind nämlich zumal nach unserer neuesten Erfahrung die Unterschiede der im Baarverkehr umgesetzten Güter der Art nach oft sehr gering. Man tauscht etwa nicht blos vorjährigen gegen diesjährigen Waizen aus, man kauft auch Geld mit Geld und nicht blos Goldgeld mit Silbergeld, auch Silbergeld mit Silbergeld, etwa Franken mit Kronenthalern — ja auch wohl Kronenthaler oder Ducaten eines bestimmten Jahrganges gegen Kronenthaler oder Ducaten eines andern Jahrganges aus demselben Lande, mit demselben Schrot und Korn, weil vielleicht nur die ersteren an einer bestimmten Stelle des Auslandes ohne Weiteres willkommen geheissen werden. Aber irgend ein an den Gütern selbst wahrnehmbarer Unterschied muss bewusstermassen vorhanden sein, da ein solcher allein in verständigen Menschen den Gedanken an einen Baar-Tausch und Kauf anregen kann. Anders im Creditgeschäft. Im Creditgeschäft kann allerdings auch Dasselbe Hauptabsicht sein, was im Baarverkehr ausschliessliche Absicht ist, einen Umtausch zweier verschiedenartigen Güter durchzuführen. Zugleich aber ist auch schon das Abwechseln im Besitz desselben Gutes ein genügender Beweggrund, weil eben Verhältnisse vorkommen können, in

denen es erwünscht ist, dass der Eine jetzt ein Gut des Andern empfängt, und es durch eine gewisse Zeit hindurch hat, der Andere aber später dasselbe wieder erhalte. Für alle Güter, welche wie Getreidekörner, Geld, Oel u. dgl. keinen individuellen, sondern nur einen Gattungswerth erkennen lassen, ist dieses Verhältniss thatsächlich schon vorhanden, wenn Mengen derselben Gattung gegeben und wiedergegeben werden, also etwa Getreide für Getreide derselben Art und Güte vereinbart wird. Das wäre z. B. motivirt, wenn der Creditgeber jetzt Getreide in überflüssiger Fülle hätte, dasselbe aber vor Verderb bis dahin, wo er den jetzigen Ueberschuss selbst verbrauchen will, nicht zu schützen vermöchte. Aber es könnte auch die spätere Gegenleistung genau aus denselben Körnern, denselben Münzstücken bestehen und dieses nur eventuell, unbeabsichtigt oder auch beabsichtigt und ausbedungen. Der erstere Fall ist möglich, wenn Jemand ein Darlehen entgegennimmt, weil er es als Reservoir für eventuellen Bedarf haben will oder muss und die Erwartung des Gebrauches nicht in Erfüllung geht. Der zweite Fall tritt in dem eigentlichen „Deposit", nämlich in dem „Deposit zur Aufbewahrung" vor Augen. Hier wird die Rückgabe derselben überlieferten Güterstücke ausbedungen, auch wenn sie keinen individuellen Werth haben sollten. Aber der Creditgeber veranlasst das Geschäft, weil ihm eben das Bekommen seiner Güter aus fremder Hand nach einer gewissen Zeit wohlerwogenermassen werthvoller erscheint, als das Haben derselben in eigner Hand durch dieselbe Zeit hindurch. Er schätzt diese Werthdifferenz auch höher, als den Schaden der drohenden Gefahr, insofern er ja allerdings auch die Fähigkeit übertragen muss, Acte mit dem Depositum vorzunehmen, welche rechtlicherweise seinem Contrahenten nicht zustehen.

Unter den in der vorstehenden Ausführung über die Güterübertragung im Allgemeinen berührten Gegenständen erscheint uns die wirthschaftliche Aufgabe und Leistungsfähigkeit des Handels, das Geld, das Lieferungsgeschäft und der Creditverkehr vorzugsweise für eine weitergehende besondere Erörterung heutzutage noch empfohlen. Die folgenden beiden Abschnitte dieses Programmes sollen einen Beitrag zur Lehre vom Geld und vom Credit geben, wobei ich freilich bitten muss, einzelne Partieen in den Ausführungen über den Credit als eine revidirte Behandlung eines Theiles zweier Aufsätze zu betrachten, welche ich vor einiger Zeit in der Tübinger Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft veröffentlicht habe. Eine Erörterung über das Lieferungsgeschäft ist bereits für eine andere Stelle bestimmt. Dass die wirthschaftlichen Leistungen des Handelsstandes auch heute noch in der bürgerlichen Gesellschaft regelmässig nicht ausreichend erkannt und gerecht gewürdigt werden, habe ich, wenn auch unter den Schranken einer populären Darstellung an einem andern Orte bereits nachzuweisen versucht (in einem der Aufsätze in den „Protestantischen Monatsblättern" von Gelzer unter der Aufschrift: „Ethische und religiöse Gesichtspunkte zur Beurtheilung der Volkswirthschaft und der Volkswirthschaftslehre in der Gegenwart." Bd. XIII. S. 338 ff.) Dabei können immerhin zwei besondere Thatsachen einer späteren Besprechung vorbehalten bleiben: einmal das Wachsthum der volkswirthschaftlichen Bedeutung des auswärtigen Handels auf Grund des Wachsthums der internationalen Arbeitstheilung und der erweiterten Consumtionsfähigkeit der Staatsgesellschaften für ausländische Producte, durch welche Thatsache der Lehrsatz Adam Smith's über die verhältnissmässige Bedeutung des auswärtigen Handels neben dem binnenländischen eine

Modification erleidet; — sodann die Berechtigung des Anspruches, dass auch die Arbeitsleistungen des Handelsstandes für den auswärtigen Verkehr in den Massnahmen der praktischen Volkswirthschaftspolitik als „Production der nationalen Industrie" zur Anerkennung gebracht werden.

II.

Der Gebrauch oder Nichtgebrauch des Geldes zur Vermittlung der Güterübertragung führt zur Gegenüberstellung des naturalwirthschaftlichen und des geldwirthschaftlichen Creditverkehres, wie er die Gegenüberstellung des natural- und des geldwirthschaftlichen Baarverkehres veranlasst. Versuche, Lehrmeinungen, Projecte, welche in unserer Zeit aufgetaucht sind, verleihen dieser Unterscheidung ein besonderes Gewicht.

Offenbar gehört dem geldwirthschaftlichen Creditverkehr an: jede Hingabe von Geld, um später gewöhnliche Waaren zu erlangen („Vorausbezahlung") wie umgekehrt der viel gebräuchlichere „Verkauf" gewöhnlicher Güter gegen spätere Bezahlung in Geld. Ebenso die Hingabe einer Geldsumme gegen eben eine solche in späterer Zeit.

Auf der anderen Seite stehen die naturalwirthschaftlichen Tauschacte des Creditverkehres. So, wenn Jemand jetzt ein Getreidequantum gegen ein nach Jahresfrist zu erhaltendes Holzquantum hingibt, oder wenn in einem Pachtvertrag der auf Theilbau oder auf Zehntentrichtung abgeschlossen ist, die Nutzniessung des Grundstückes gegen aliquote Theile der auf demselben

zu erwirthschaftenden Früchte umgesetzt wird. Dem Darlehen und der Rückzahlung einer Geldsumme stellt sich Darlehen und Rückgabe einer Getreidemenge zur Seite u. s. w.

Wenn also wohl einerseits: Baarverkehr und Creditverkehr, und anderseits naturalwirthschaftlicher Verkehr und geldwirthschaftlicher Verkehr gegenüberzustellen sind, so liegt dagegen dem Versuche die „Geldwirthschaft und die Creditwirthschaft" in einen Gegensatz zu bringen, ein Irrthum über Wesen und praktische Dienstleistung des Geldes und des Credites zu Grunde, deren Verbindung vielmehr in dem geldwirthschaftlichen Credit vollzogen ist. Für neuerdings öfters beantragte „Reformen unserer Wirthschaftszustände", welche von einem Gegensatz beider Dinge ausgehen, wird es sich daher thatsächlich nicht um ihn, sondern um das Project handeln, entweder den geldwirthschaftlichen Verkehr durch Restauration des naturalwirthschaftlichen Verkehres zu ersetzen oder den Baarverkehr durch Verallgemeinerung des Creditverkehres für alle Kauf- und Tauschacte zu verdrängen.

Von bedeutenden Schriftstellern ist hier vornämlich an Hildebrand zu erinnern, der zuerst (Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft S. 216 ff.) mit Bestimmtheit aussprach, dass während unsere Vergangenheit als Naturalwirthschaft, unsere Gegenwart als Geldwirthschaft sich charakterisire, unsere Zukunft als Creditwirthschaft im Anzuge sei. Allein er irrt sich auch gerade über das Wesen des Gegensatzes zwischen Geldwirthschaft und Creditwirthschaft. „Die Zustände der Geldwirthschaft", sagt er, „bilden nur den Uebergang zur Creditwirthschaft, zu dem Umsatz menschlicher Erzeugnisse gegen das persönliche Versprechen auf Treu' und Glauben und auf Grund moralischer Eigenschaften." Diese

Worte, in eine präcise Formel gebracht, besagen, dass eine Verdrängung des geldwirthschaftlichen Güterumsatzes durch den naturalwirthschaftlichen Personal-Creditverkehr in Aussicht stehe! Damit wäre im Einzelnen von der Zukunft erwartet und gefordert, dass

1) der bis jetzt unter Vermittlung des Geldes vollzogene Güterumsatz wieder ein directer Umsatz, der geldwirthschaftliche Verkehr wieder ein naturalwirthschaftlicher werde;

2) an die Stelle des jetzigen Baarverkehres, des Baarkaufes und unseres Baartausches, Creditverkehr trete und

3) im Creditverkehr der Personalcredit zu ausschliesslicher Geltung komme.

Mit diesen Worten sind Zielpunkte klar gestellt, von denen wir sofort bekennen müssen, dass sie eine Art magnetischer Kraft auf die instinctiven Triebe ganzer Massen von Zeitgenossen ausströmen lassen und mit mancherlei Versuchen und Erfolgen der wirthschaftlichen Entwicklungspraxis zusammenhängen. Aber je bereitwilliger man die weittragende Bedeutung jeder einzelnen Forderung anerkennt, um so mehr muss man hier offenbare Irrthümer als solche zu kennzeichnen und jener Vermischung von Wahrem und Falschem entgegenzutreten suchen, die für Theorie und Praxis regelmässig schlimmer wirkt als das durchaus Unrichtige.

Es ist zunächst auch gar nicht abzusehen, warum nur der Personalcredit, „der Umsatz menschlicher Erzeugnisse gegen das persönliche Versprechen auf Treue und Glauben und auf Grund moralischer Eigenschaften" und nicht auch der Realcredit in einem zu erwartenden Zustand der „Creditwirthschaft" walten soll. Wird ja doch durch ihn ebensowohl Creditverkehr verwirklicht! Es ist allerdings nicht nur wahr, sondern mag auch als an sich durchaus

berechtigt erkannt werden, dass ganze Schichten unserer Bevölkerungen der Vervielfältigung, beziehungsweise Einführung des Personalcredites sehnlich harren und es mag auch von der Zukunft eine grossartige Verbreitung dieses Credites zu erwarten stehen. Aber immer doch nur da und soweit als der Personalcredit sei es allein möglich, sei es in einem besondern Verhältniss mehr empfohlen ist als der Realcredit. Wozu den letzteren verdrängen? Zum Vortheil des Creditverkehres überhaupt? Keineswegs! Vertheuerung und Verminderung des Creditverkehres im Ganzen wäre die Folge. Der Personalcredit muss einen besonderen Preisaufschlag durch das grössere Risico sich gefallen lassen, das im Realcredit wegfällt. Und sollte man wohl der zukünftigen Verkehrspraxis die Einrichtung zumuthen, dass Alle, welche Realcredit suchen können, aber mit ihrem „persönlichen Versprechen auf Treu' und Glauben und auf Grund moralischer Eigenschaften" entschieden abgewiesen werden müssen, vom Creditverkehr überhaupt ausgeschlossen werden? Oder sollen wir auch noch die weitere Erwartung an die Zukunftspraxis knüpfen, dass Alle, welche veranlasst sind Credit zu nehmen, untadelige Ehrenmänner sind, die jede Besorgniss auf Grund ihrer moralischen Eigenschaften ausschliessen?

Nicht unähnlich verhält es sich mit der zweiten Erwartung oder Forderung, dass der Baarverkehr durch den Creditverkehr ersetzt werde.

Allerdings wird der Creditverkehr eine ausgedehntere Anwendung in der Praxis erlangen als sich heutzutage, auch nachdem wir doch schon eine mächtige Entfaltung desselben anstaunen lernten, wahrnehmen lässt. Das wird einestheils auf dem Wege geschehen, dass Güterumsätze, welche ihrer Natur nach nur mittelst Creditverkehres stattfinden können, zur Verwirklichung gelangen, nachdem man mit solchem Creditverkehr überhaupt bekannt geworden

oder seine Durchführung handlicher geworden ist. Anderntheils kann gewiss auch Creditverkehr sich an Stellen einführen, wo bis jetzt Baarverkehr üblich ist. Aber doch nur, wo dies angesichts des Umsatzbedürfnisses der verkehrenden Personen überhaupt möglich ist, oder sich mehr empfohlen erweis't. Es ist dagegen eine ganz falsche Vorstellung und ein übelgewähltes Ziel, dass der Creditverkehr den Baarverkehr überhaupt verdrängen solle. Niemand kann sich auf ein Creditgeschäft einlassen, der obwol er tauschen oder kaufen und verkaufen will die Gegenleistung sofort in Empfang nehmen muss. Die capitalentblössten Classen der Bevölkerung sind allerdings dann, wenn sie Nachfrage nach Producten erheben, in der Lage es förderlich finden zu können, dass sie creditweise verkehren, die Leistung von den Andern jetzt für ihre spätere Gegenleistung erhalten. Wenn sie dagegen mit ihren Arbeitsprodukten das Angebot stellen, werden sie es als ihnen unmöglich bezeichnen, dass sie die Gegenleistung von der Zukunft erwarten sollen! Nur wo die Gegenleistung einerseits noch nicht bereit ist, auderseits abgewartet werden kann und die Leistung einstweilen vorausgegeben und angenommen werden will, ist Anlass und Möglichkeit vorhanden zum Creditgeschäft statt zum Baargeschäft zu schreiten.

Uebrigens werden wir die besondern Bedingungen für die Entstehung und Durchführung von Creditgeschäften im Gegensatz zu den Baargeschäften zu einer andern Zeit einer ausführlicheren Erörterung unterziehen, in der sich sehr bestimmte Grenzen für die empfohlene und die mögliche Ausdehnung des Creditverkehrs herausstellen werden.

Auch der Gedanke (zu 1) den geldwirthschaftlichen Verkehr in einen naturalwirthschaftlichen Verkehr wieder umzubilden ist höchst populär. Im Verkehr „ganz ohne Geld fertig zu werden" ist von Vielen noch weit wünschenswerther

erachtet als die doch so häufig angestrebte Entdeckung eines neuen Geldes, welches die Dienste des kostspieligen Metallgeldes zu ersetzen im Stande sei. Mit welchen heftigen Anklagen ist das Geld überhaupt heimgesucht worden — der Geldteufel, welcher im Menschen wohnt, wurde schier vergessen über den Geldteufel, der im Gelde stecken soll. In jedem der vielen Fälle, da es gelang, einen bestimmten Dienst des Geldes zu beseitigen, glaubte man dem Ziele der Beseitigung des Geldes in allen Arten seiner Dienste näher gerückt zu sein. Schliesslich traten Bankinstitute auf, die schon mit ihrem Namen „Tauschbanken" dem geldwirthschaftlichen Güterumsatz grundsätzlichen Krieg zu erklären schienen.

Die Dienste welche das Geld leistet werden in Folge des wirthschaftlichen Verkehres der Menschen unter einander erforderlich und durch die Zunahme des Verkehres wichtiger. Ein isolirter Wirthschafter, der nur Güter für Eigenverbrauch erzeugt und nur eigene Erzeugnisse verbraucht, bedarf keines Geldes. Und je näher ein ganzer Volksstamm oder einzelne Kolonisten in „neuen Ländern" diesem primären Zustande sind, so lange also ein schon begehrter und gewährter Umsatz eigner Güter gegen fremde mehr nur eine vereinzelte Ausnahmerscheinung für den in Gegenwart und Zukunft wesentlich auf Eigenproduction gestellten Haushalt ist; so lange immer noch nur wenige Arten von Gütern allgemeinsten Verbrauches in Frage kommen, deren qualitative Schätzung für Alle eine gleichmässige Lebenserfahrung sicher stellt, während doch auch das nur im Groben sich geltend machende Interesse an der quantitativen Bemessung leichter zu befriedigen ist — so lange kann man auch ohne grössere Misslichkeit die Verkehrsbedürfnisse „naturalwirthschaftlich" durch Tauschverkehr ohne Geld befriedigen. Die Zunahme des Verkehres und Verkehrsbedürfnisses aber, eine naturnothwendige Frucht der Zunahme

der Bevölkerung und des Fortschrittes der Cultur, macht diesen Wirthschaftszustand erst peinlich, dann unmöglich; die umschränkende Hülle des Tauschverkehres wird durch das organische Wachsthum des gesellschaftlichen Wirthschaftskörpers mit seinen arbeitstheiligen Producenten und auf die Erzeugnisse fremder Hand verwiesenen Consumenten gesprengt. Indem man jedoch die Mängel des Tauschverkehres in mehrere Puncte gesondert sich vorführt, darf man nicht vergessen, dass sie im einzelnen Falle vereinigt den Verkehr drücken und zugleich durch das Geld aufgehoben werden.

Schon die Vermehrung der Arten der Güter, welche gegen einander gegeben werden sollen, bedingt eine grösste Erschwerung der nöthigen Werthabschätzung und des begehrten Umsatzes. Man bedenke wie unter uns die Werthschätzung des Zuckers, der Kleidungsstücke, der Möbel u. s. w. viele Hundertmale, so oft vorgenommen werden müsste, als es Güter giebt, die man für Zucker u. s. w. hingeben oder erwerben will. Gerade auch die Menge der Güterarten bedingt sodann eine nach Personen, Orten und selbst Zeiten verstreute und vereinzelte Production und Consumtion. Jeder Einzelnschritt weiter in der Arbeitstheilung erhöht die Schwierigkeit den Andern zu finden, der z. B. nicht nur die Schuhe hat welche der Eine begehrt, sondern zugleich auch die ärztliche Hülfe begehrt, welche der Andere anbieten kann. Aber im Verkehr handelt es sich nicht blos um Gütergattungen, Begehr und Angebot ist auch quantitativ bestimmt und dieser Umstand macht ganze Reihen von gewünschten Güterübertragungen zwischen den unmittelbaren Interessenten geradezu unmöglich. Ein Mann, der tausend Uhren abgeben und ein Haus haben will, wird tausendmal vergeblich einen Mann finden, der eine Uhr haben und ein Haus abgeben will. Viele Güter mit grösserem Werthe lassen als solche gar keine Stückelung zu, andere nur

so, dass durch die Stückelung eine Werthverminderung der Theile herbeigeführt wird. Und doch wächst natürlich die quantitative Differenzirung in Angebot und Nachfrage der Güter mit der Verkehrsentwicklung weit stärker als die Zahl der umsatzfähigen Gütergattungen. Wie drückend erweist sich aber auch gar bald die Thatsache, dass der Besitzer gewöhnlicher Güter eine Ortsveränderung und zeitliche Bewahrung seines Vermögens theils gar nicht theils nur sehr verkümmert durchzuführen vermag! Will er z. B. begleitet von Vermögensbestandtheilen eine Reise unternehmen oder mit seinem ganzen Vermögen auswandern, so kann er ortsständige Güter gar nicht mitnehmen, die meisten ortsänderungsfähigen Güter aber nur unter solcher Erschwerung, dass ihm diese Möglichkeit leicht gar wenig oder nichts werth ist. Hier liegt ein doch wohl auch nicht ganz zu übersehender ursprünglich zwingender später nachwirkender Grund für die unentgeltliche oder nur von einem freigewählten Geschenk des Bewirtheten gelohnte Gastfreundschaft ältester Zeiten! Will aber Jemand einen in der Gegenwart errungenen Besitz an wirthschaftlichen Producten in eine spätere Zeit hinein sich erhalten, so findet er, dass die grösste Zahl derselben theils einen geradezu ephemeren theils doch nur kurzlebigen Bestand hat, dass aber auch an den übrigen merklich genug „der Zahn der Zeit" nagt, und dass der Werth aller einer besondern Unsicherheit verfallen ist, weil er in einer speciellen oder individualisirten Form fortbestehen muss. Daher theils Verhinderung theils Erschwerung der Kapitalbildung in naturalwirthschaftlichen Zuständen.

Für einen zusammenfassenden Ueberblick ergeben sich also drei Arten von Erschwerungen des Tauschverkehres. Sie geben sich kund:

1. In der Messung des Werthes aller Güter.

2. In dem Umsatz der einzelnen Güter gegen einander.

3. In der örtlichen Uebertragung und zeitlichen Bewahrung des Werthes der einzelnen Güter.

Alle diese Erschwerungen werden beseitigt, eine von ihnen befreite, neue, höhere Stufe des Verkehrs wird vermittelt durch den Gebrauch eines Geldes und zwar in entscheidender Weise durch den Gebrauch des Edelmetallgeldes. Uebergangsweise und mit verkümmertem Erfolg werden allerdings wegen einzelner hervorragender Eigenschaften auch andere Güter zu Dienstleistungen des Geldes verwendet („Naturalgeld"); aber das ursprünglich nur zu Schmuck und Geräthschaften verwendete Gold und Silber lassen allein so viele dem Gelde nöthige Eigenschaften und diese in solcher Stärke wahrnehmen, dass sie wie durch eine natürliche Vorherbestimmung überall mit der Zeit für die Geldesdienste eintreten. Bei der besondern Schilderung dieser vielbesprochenen Eigenschaften brauchen wir hier nicht zu verweilen.

Die Uebelstände für die Messung des Werthes der Güter im Tauschverkehr (zu 1) werden dadurch beseitigt, dass alle Güter direct nur in der einen Güterart, nur in edlem Metall abgeschätzt werden. Das Mass dieser Leistung lässt sich mathematisch genau feststellen. Gäbe es 1000 gegen einander im Allgemeinen verkehrsfähige Güterarten, so sind 999 Schätzungen im Geld nöthig, dagegen sind im geldlosen Tauschverkehr mindestens soviele möglich oder erforderlich als die einschlägige Kombinationsrechnung mit 1000 Stellen ergiebt: $\frac{1000 \times (1000 - 1)}{2}$

Mindestens! denn diese Werthmessung in dieser einzigen Güterart wird ja noch besonders durch den Umstand ungemein vereinfacht und erleichtert,

dass die edlen Metalle ihrerseits durchaus keinen substantiellen Unterschied zeigen! Einen bestimmten Rock muss ich in der Gütergattung: Korn, Holz, Unterricht u. s. w. je nach der verschiedenen vorerst abzuwerthenden Güte des Kornes, Holzes, Unterrichtes verschieden abschätzen. Reines Gold und Silber sind sich gleich, wo und wann und von welchen Personen sie auch producirt sein mögen — ebensowenig zeigt „ältestes und neuestes" Metall einen Substanzunterschied.

Ebenso intensiv ist aber auch die Befriedigung des quantitativ bestimmten Bedürfnisses der Werthmessung. Die edlen Metalle sind mit einfachsten Mitteln in die grösste Masse zu agglomeriren und in die kleinsten Mengen zu zerlegen; die Theilung kann nach dem feinsten Masstab mit grosser Sicherheit erfolgen; jedes Quantum bewahrt unverkümmert sein durch das Gewicht bestimmtes Werthverhältniss; auch grösste Mengen werthvoller Gütergattungen, wie kleinste Mengen werthgeringer Arten werden ohne Erschwerung des Urtheils oder der Vorstellung gemessen.

Nach diesen beiden Richtungen hin erweis't sich also das Geld als „der allgemeine Werthmesser" aller verkehrsfähigen Güter. Obwohl jede Werthmessung eines Gutes durch das bestimmte Quantum eines andern im Tauschverkehr für es erhältlichen Gutes als ein Preis desselben bezeichnet werden kann, so ist uns doch das Geld der „Preismasstab", weil wir nicht blos thatsächlich durchweg den Preis aller Güter nur in Geld ausdrücken, sondern diese Art der Werthmessung uns auch zu einer allgemeinen Denkform geworden ist, die jede andere Art von Preisbestimmung wie einen Verstoss gegen die regelrechte Vorstellungsweise behandelt.

Für die richtige Betrachtung dieses ersten Dienstes des Geldes ergeben sich zwei wichtige Wahrheiten mit zwingender Kraft.

Wie man Längenerstreckungen nur durch Etwas messen kann, was selbst eine Länge ist, Flächen nur durch eine Fläche, Schwere nur durch Gewichte, so kann man auch den wirthschaftlichen Werth der Güter nur durch Etwas messen, das für sich selbst ein Werthgegenstand ist. Weil unser Geld ein körperlicher Stoff ist und ein in allen seinen Theilen u. s. w. gleichmässig guter Stoff, so drücken wir die Verschiedenheit des Werthes anderer Güter in Gewichtsmengen desselben aus; wäre es eine Zeitgrösse, z. B. eine Unterrichtsstunde oder eine Fläche z. B. ein Acker Land, so würden wir jenen Werth in Zeit- oder in Flächen-Ausdehnungen angeben. Aber die dem (genannten) Werthmesser (Geld) praktisch oder vorgestellt zu Grunde liegende Einheitsgrösse muss eine Wertheinheit sein, wie die solchen unbefriedigenden Masstäben zu Grunde liegende eine solche wäre. Mit werthlosen Dingen, auf denen etwa das Wort Geld steht, können wir ebensowenig den Werth der Güter messen wie mit blossen Stunden, Pfunden, Quadratflächen oder mit Kubikmetern Nebel oder mit einer Zahl von Seifenblasen. Der Werthmesserdienst des Metallgeldes ist deshalb nie und nimmer weder durch irgend eine kaufmännische Operation noch durch einen papierenen „Stellvertreter des Geldes" zu ersetzen; das ist weder je geschehen noch kann es geschehen, und die vielerlei Vorschläge, welche immer wieder auch in dieser Richtung mit der Idee einer „vollständigen Beseitigung des (Edelmetall-) Geldes" durch irgend welche Befehle oder Scheine oder Marken hausiren gehen, gehören ganz strict in den Kreis der Entdeckungsfahrten nach dem Stein der Weisen und dem Lebenselixir. Diese Thatsache sollte sich Niemand durch die Betrachtung einer weitgehenden Ersetzung anderer Dienste des Edelmetallgeldes einen Augenblick verschleiern lassen. Als möglich stellt sich allerdings heraus, unser Geld als Werthmesser zu

beseitigen, durch eine Rückkehr zu jener Schätzung der Güter durch einander, wie sie im Naturaltauschverkehr war, oder durch Auswahl irgend eines einzelnen andern wirklichen Gutes zum allgemeinen Werthmesser. Das erstere Verfahren hat in der That neuerdings die „Tauschbank" Proudhon's eine Zeitlang eingeschlagen. Der zweite Weg hat offenbar insbesondere denen im Sinne gelegen, welche den Vorschlag machten, Geldscheine auszugeben, welche den Werth eines Stückes Landfläche vorstellen, statt derjenigen, neben welchen Stücke edlen Metalls in nicht kostenfreiem Gebrauch vorhanden sein müssen. Man braucht aber nur an die unabsehbare quantitative Verschiedenheit der Grundstücke zu erinnern, um zu beweisen, welchen Rückschritt in die Missstände der Naturalgeldwirthschaft durch die Befolgung dieses Vorschlags vermittelt würde. Es ist eben überhaupt kein wirthschaftliches Gut in der gesammten Sehweite unserer tausendjährigen Lebenserfahrung aufzufinden, welches auch nur in einem annähernd gleichen Grade zum Werthmesserdienst berufen wäre wie das edle Metall.

Da der Werthmesserdienst wesentlich ist für Begriff und Erscheinung „des Geldes", so ist festzuhalten, dass unser Geld im eigentlichen Sinne des Wortes nur das Edelmetallgeld ist. Wie oft wir auch von Papiergeld wie von einer zweiten Art „Geldes" neben dem Metallgeld sprechen, es leistet nicht den *Dienst* sondern nur einzelne Dienste des Geldes auch. Neben ihm bleibt insbesondere der Werthmesserdienst des Geldes ebensogut unersetzt bestehen, wie neben Noten und Wechseln, neben kaufmännischem Zu- und Abschreiben, Compensiren, Ausgleichen auf der Börse u. s. w. wie auch neben jener Währungs-Erklärung einer Staatsregierung, dass irgendwelche Scheine als Valuta gelten sollen. „Geldwirthschaftlich" im strengen Sinne des Wortes, wir meinen metallgeldwirthschaftlich, bleibt unser Verkehr

fortwährend, auch wenn es noch so weithin gelingt, sei es im Baarverkehr, sei es im Creditverkehr, „Umlaufmitteldienste" des Metallgeldes überflüssig zu machen.

Diese weitere Aufgabe und Dienstleistung des Geldes als des „allgemeinen Umlaufmittels" oder „Circulationsmittels" (zu 2) wird in der Weise verwirklicht, dass der Einzelne, welcher im Grunde genommen doch immer die einen Verbrauchsgüter an Andere nur abgiebt, um die andern Verbrauchsgüter von Andern für sich zu erlangen, aus den bekannten Gründen vom directen Umtausch absteht und vielmehr seine Güter gegen Geld verkauft und mit dem empfangenen Gelde die Güter der Andern kauft. Es wird hier allerdings ein Umweg beschritten, aber mit förderlichstem Erfolg für die Betheiligten. Dem widerspricht nicht, dass er im einzelnen Fall überflüssig sein oder gemacht werden kann. In dieser Fall kann um so eher eintreten, weil ja gerade im geldwirthschaftlichen Verkehr durch die Werthmesserdienste des Geldes so viele und schwere Hemmnisse des directen Waarenumtausches beseitigt sind! Dazu kommt, dass die edlen Metalle mit ihrer ausserordentlichen Theilfähigkeit auch als „Circulationsmittel" zu ergänzender Werthausgleichung zweier ungleich geschätzter, untheilbarer Naturalgüter für Tauschverkehr parat stehen! Ich kann einen in Geld geschätzten Rock gegen eine in Geld geschätzte Unterrichtsstunde allerdings dann geben und nehmen, wenn ich die Werthdifferenz in willkommenem Geld zulege. Und hier öffnet sich eine weite Aussicht auf Verkehr mit Waaren gegen Waaren zwischen Leuten, die andauernd und anhäufend Waaren an einander abgeben, wobei Werthdifferenzen der einzelnen Sendungen sich von selbst ausgleichen, eine Schlussdifferenz („Saldo") nach einem längern Zeitraum mit Geld beseitigt oder auch für eine neubeginnende Abrechnung als Anfangsposten verzeichnet wird. Und abermals erweitert sich diese Aussicht dadurch, dass ja auch eine ganze Reihe von Personen

in der Art verkehren können, dass Jeder Einzelne sich Allen Andern thatsächlich wie einer Collektivperson gegenüberstellt, von deren unterschiedenen Gliedern er seine verschiedenen Empfänge bezieht und an die er, zur Vertheilung nach dem Mass der Ansprüche jedes Einzelnen an Alle, seine Gaben überliefert. Wird ja auch erst durch den Werthmesserdienst des Geldes es eher möglich, Waaren gegen Waaren aus entferntern Orten umzusetzen. Würde die Schätzung der einen gewöhnlichen Waare in der andern mit ihrem *beiderseits zeitlich rasch schwankenden* Werthe stattfinden müssen, so würde jeweils die Sorge vor einer Differenz zwischen der Werthgleichung in dem Moment des Vertragsabschlusses und dem Moment der Ausführung gerade verdoppelt sein. So aber werden ja — und dadurch unterscheidet sich dieser Umsatz von dem im geldlosen Tauschhandel — nicht sowohl Waaren gegen Waaren als Geldwerthe in Waaren gegen ebensolche gegeben und genommen. Endlich darf man doch neben der Schwierigkeit, im geldlosen Verkehr den Mann zu finden, der gerade die mir nöthige Waare disponibel und die mir disponible nöthig hat, nicht die wenn auch weit kleinere ganz übersehen, im geldwirthschaftlichen Verkehr den Mann zu finden, der nicht nur meine Waare begehrt, sondern auch Geldbesitzer ist, also etwa auch seinen für den Verkehr bestimmten Waarenbesitz in Geld umgesetzt hat. Von solchen Erwägungen aus hat sich neuerdings ein Interesse an der Verdrängung des Geldes als Umlaufsmittels durch Herstellung eines directen Umsatzes von Waaren gegen Waaren kundgegeben, und man hat zu diesem Zwecke besondere Bankinstitute dargeboten. Wie gering aber die Leistungen dieser „Tauschbanken" auch in ihrer späteren Form sind, haben wir bereits anderwärts nachgewiesen.

Von allen Unternehmungen, welche bezwecken die Umlaufsmitteldienste des Geldes überhaupt durch alte oder neue Formen eines directen Umsatzes von Waaren gegen Waaren zu beseitigen, muss man die zweite Gruppe scharf trennen, in welcher das Ziel vorschwebt die Umlaufsmitteldienste des Metallgeldes durch „Stellvertreter" desselben, also durch Geldesdienste eines Gegenstandes aus nicht edelmetallenem, an sich werthlosem Stoff zu ersetzen. Das Metallgeld als Circulationsmittel wird allerdings von dem Verkäufer als ein volles Aequivalent seiner hingegebenen Waare entgegengenommen, aber die Hinnahme selbst erfolgt — einzelne, bekannte Fälle ausgenommen — doch nur zu dem Zwecke, durch die Wiederabgabe des Geldes an Andere Verbrauchsgüter zu erhalten. Das Hauptinteresse des Geldnehmers bleibt also befriedigt, auch wenn er z. B. statt des Aequivalentes in 10 Edelmetallstücken ein Papierstück mit der Aufschrift 10 Thaler empfängt, sofern er nur sicher ist, dass in Folge freiwilliger Uebereinkunft, oder in Folge eines gesetzlichen Gebotes oder in Folge eines verbürgten Rückhaltes an dem ersten Ausgeber des Scheines u. s. w. die Andern, von welchen er Waaren im Werthe von 10 Thaler Metallgeld haben will, diesen Schein ebenso wie er wirksam sein lassen. Nur kann niemals das (Metall-) Geld auf diesem Wege ersetzt werden. Die Aufschrift 10 Thaler würde zur Hieroglyphe werden, wenn nicht als Aequivalente die Waaren messende Metallstücke von „Thalern" oder entsprechende Gewichtstücke Silbers im entgeltlichen Verkehre des Lebens in Wirksamkeit wären.

Wir haben oben neben dem Dienste des Geldes als des (allgemeinen) Werthmessers oder Preismassstabes und dem andern als des allgemeinen Umlauf- oder Circulationsmittels auch noch einen dritten mit den Worten bemerklich gemacht, das Geld diene zur örtlichen Uebertragung und zeitlichen

Bewahrung des (Verkehrs-) Werthes der einzelnen Verbrauchsgüter. In **diesem** Sinne könnte dann die III. Formel gebraucht werden:

Das Geld ist auch der allgemeine **Werthträger** und **Werthbewahrer**. Die Verselbstständigung dieser Function des Geldes neben seiner Aufgabe als Circulationsmittel ist eine Neuerung, aber wie mir scheint eine berechtigte und nöthige. Es handelt sich hierbei in der That um etwas Neues, von dem vorher besprochenen Dienst wesentlich Verschiedenes, das nur durch eine ungebührliche Verflüchtigung der Begriffe mit dem Worte Umlaufsmittel bezeichnet werden könnte.

Wir sahen, der „Umlaufsmitteldienst" des Geldes ist der Dienst einer Brücke zur Erleichterung des **Tausches** der einen Waare gegen die andere. Das Geld ist wirklich in dem und in jedem einzelnen Falle eigentlich Tauschmittel, durch Aneinanderreihung der einzelnen Fälle wird es für den das Ganze des Vorgangs überschauenden Blick des Beobachters „Umlauf"mittel. Wie durchaus generisch verschieden hiervon ist die Erreichung des Zieles: die uns gewöhnlichen, ihrer Natur nach nur für ein specielles Verbrauchsbedürfniss verwendbaren, mehr oder weniger rasch vergänglichen, in ihrem Verkehrswerth so sehr schwankenden Güter in die Werthform des Geldes hinüberzuführen, um an dem Besitz eines Vermögens in dieser Form gegen die zerstörende Kraft der Zeit, gegen empfindliche Werthschwankung des Vermögens, gegen die besondern Nachtheile des Besitzes eines Vermögens in Gütern mit speciellem und individuellem Werthe gesichert zu sein? Durch diesen Act werden keine neuen Capitale gebildet, wohl aber die von dem Einzelnen errungenen Capitalwerthe für ihn festgehalten, bewahrt. Capital kann der Einzelne in der Form von Getreide, Obst, Holz, Heu u. s. w. erringen, aber in dieser Form nicht lange bewahren; der vor dem Verfall

des Werthes solcher Güter immer wiederholt aufgenöthigte Umsatz derselben gegen andere von jungem Dasein, mit seinem Anspruch an Zeit und Arbeitskraft des Besitzers würde bald zu einer absoluten Grenze für den Fortschritt der Capitalbildung führen; die Gewinnung von Capital in der Form des dauerhaftesten stehenden Capitales ist doch auch nur nach Umständen empfohlen oder verlustlos und jedenfalls von den Besonderheiten des Besitzes specialisirter Werthe und ortsstätiger Güter begleitet. Man muss natürlich immer die Stellung des Einzelnen, sofern er den Erwerb und temporären oder dauernden Besitz der letztgenannten Güter zum gewählten Gegenstand seiner besondern Unternehmung macht, von der hier vorgestellten scheiden, in welcher ihm den Fortbesitz dieser Güter oder die Mühen des wiederholten Tausches aufgenöthigt sind und gern vermiedene Verluste drohen! Sobald die in Form anderer Güter errungenen Capitale in die Werthform des Geldes gebracht sind, erhalten sie sich für den Besitzer thatsächlich wie gefeit gegen jeden Verlust an Substanzwerth durch die Zeit, die Schwankung des Verkehrswerthes des Geldes ist für die Lebensdauer des einzelnen Menschen im Allgemeinen kaum bemerkbar; unbehindert durch den Besitz für seine fortgesetzte wirthschaftliche Production überträgt Jeder die in der Jugend errungenen Capitalwerthe in sein spätestes Alter, ohne dass er es etwa während der zwischenliegenden Zeitfrist unbenutzt zu lassen braucht! Das Alles hat mit der Dienstleistung des Geldes als Tauschmittels nichts zu schaffen; dem im geldlosen Wirthschaftszustand so unvollkommen befriedigten Bedürfniss der Menschen, Güter-Werthe zu bewahren, aus einer Zeit in eine andere hinein zu erhalten, wird durch die Einführung des Geldes in ähnlich vervollkommneter und ausgedehnter Weise genügt, wie dem Bedürfniss Güterwerthe zu messen und einen Besitzwechsel der Güter

durch Tausch zu bewerkstelligen. Ebenso muss der Tauschmitteldienst, welchen das Geld bietet, soweit es gilt, auch an verschiedenen Orten befindliche Güter in erleichterten Umsatz gegen einander zu bringen von der Leistung des Geldes unterschieden werden, welche darin hervortritt, dass der örtliche Verkehrswerth vorhandener Güter so sehr erleichtert an die entfernteste Stelle von dem Besitzer mitgenommen und übertragen werden kann. Um den ersteren Dienst handelt es sich, wenn wir sagen: im internationalen Verkehr vermitteln die Geldzahlungen nur den Umsatz der in den einzelnen Ländern überschüssig erzeugten Verbrauchsproducte gegen einander; dem zweiten dankt es z. B. der Auswanderer, dass er den örtlichen (heimathlichen) Werthbestand seines Vermögens an Grundstücken, stehendem Capital, beweglichen Gütern so ungemein leicht mit sich führen und auf seinen neuen Wohnplatz als Begleitung seiner Person übertragen kann.

Von ältesten Zeiten her hat sich die Theorie eifrig mit der Frage beschäftigt: was vermag, was leistet die Staatsgewalt in Bezug auf das im wirthschaftlichen Verkehr wirksame Geld? Oft lag in der Antwort ein Sirenengesang, welcher gierige Praktiker in die verderblichsten Strudel hineinzog.

Die Staatsgewalt kann durch kein willkürliches Machtgebot das Geld machen. Es ist auch nicht die Frucht ihrer Auswahl und Forderung, dass das Silber und Gold in dem Verkehr als das Geld in Brauch gekommen sind. Noch viel weniger haben je die von ihr bezeichneten Rechenpfennige oder Papierscheine die Dienste des Geldes geleistet. Die Staatsgewalt kann dagegen die Dienste des für den freiwilligen Verkehr thatsächlich wirksamen Geldes und zwar in den drei bezeichneten Functionen sichern,

verbessern, erleichtern, vermehren — auch eine Art von Diensten, nämlich Tauschmitteldienste des Geldes weithin durch von ihr bezeichnete Stellvertreter des Geldes ausüben lassen.

Es ist hier zunächst an die eingreifende Thätigkeit der Staatsgewalt zu erinnern, in Folge deren das Geld in der Form der Münze die ihm zufallenden Dienste verrichtet.

Wo immer irgend eine Messungsweise oft wiederholt und für das Verständniss vieler Personen in Anwendung gebracht werden muss, da wird es rasch ein unumgängliches Bedürfniss, die richtige Art des Messens mittelst eines bestimmten und bleibenden Messwerkzeugs zu handhaben, indem eine sogenannte Masseinheit mit gewissen Einrichtungen für Theilung und auch wohl Vereinbarungen für Vervielfältigung aufgestellt werden muss. So wird z. B. für die Aufgaben der Längenmessung eine bestimmte Längenerstreckung, der Fuss, oder der Meter u. s. w. als Einheit gewählt, in Hälften, Viertel, Achtel, oder in Zehntel, Hundertel getheilt und zu „Stunden", „Meilen" oder zu „Kilometern" u. s. w. vervielfacht. Das ganz analoge Bedürfniss der Werthmessung der Güter durch Gewichtsmengen feinen Goldes oder Silbers, wird durch den von der öffentlichen Gewalt bestimmten „Münzfuss" befriedigt. Die Werthmessung wird in der Vorstellung wie für die wirklichen Güterumsätze weit erleichtert, sobald Alle daran gewöhnt werden, alle Schätzungen in Vervielfältigung oder Theilung auf ein und dasselbe bestimmte Gewichtsquantum von Geld und in derselben Weise zu beziehen. Die Art dieses Dienstes lässt sich gleichsam isolirt an den für Rechnung und Werthvergleichung gebrauchten „Idealmünzen" beobachten. Es ist eine ebenso natürliche, wie unvermeidliche Folge der örtlichen Ausdehnung des Güterverkehrs, dass die „Einheit der

Münzeintheilung" auf einem ansteigend ausgedehnteren Raume zur Verwirklichung gelangt.

Sodann sollen ja die Werthe der Güter nicht nur am Geldeswerth gemessen, sondern auch gegen Geldeswerth als ihr Aequivalent hingegeben werden. Es ist also nöthig, dass Geldstücke, welche der Eintheilung entsprechen, in dem Verkehr circuliren. Die öffentliche Gewalt befriedigt dieses Bedürfniss in der intensivsten Weise durch die Uebergabe geprägter Münzen in den Verkehr, rücksichtlich deren der Einzelne zugleich der äusserst hemmenden Prüfung des rechten Gewichtes und der Aechtheit des Metalles überhoben wird. Man kann wohl sagen, dass ohne diese Dienstleistung der öffentlichen Gewalt, welche alle Fähigkeiten der edlen Metalle für Geldesdienste zur vollen Entwicklung bringt, die bürgerliche Gesellschaft bis auf den heutigen Tag zum grösseren Theile naturalwirthschaftlich verkehren würde. Um so misslicher wirkte dann aber auch immer die Verkennung der auch hier für die Leistungsfähigkeit der Staatsgewalt bestehenden Schranken, indem es sich bewährte, dass „der verkehrte Gebrauch des Besten zum Schlimmsten wird". Insgeheim („Münzverschlechterungen"!) und öffentlich hat man sich wohl zu der Ansicht bekannt, die staatliche Aufschrift als solche sichere für die Münzen den Geldesdienst. Allein wenn der Verkehr auch für die Münzen einen besondern Namen wie Thaler, Gulden u. dgl. hat, so soll doch z. B. das Wort und die Aufschrift „Vereinsthaler" im Grunde genommen nichts Anderes besagen als: $^1/_{30}$ Zollpfund fein Silber mit bekannter Legirung. Ein mit solchen Worten oder in derselben Voraussetzung mit einem andern Worte beschriebenes Münzstück will nicht Stellvertreter des Metallgeldes, nicht eine Anweisung auf solches sein, es will selbst das Metallgeld, das Aequivalent der käuflichen Güter sein. Der Verkehr nimmt das Geldstück

nicht auf im Hinblick auf die richtige Beglaubigungsformel, sondern weil es das richtig beglaubigte Geld ist. Die heimliche Münzverschlechterung ist sachlich in der That nicht zu unterscheiden von einem Verfahren, welches man auf anderm Felde als Betrug, Raub und Gebrauch falschen Masses und Gewichtes zu verfolgen pflegt.

Dagegen kann die Staatsregierung stofflich werthlose Stellvertreter zwar nicht für Metallgeld überhaupt, wohl aber für die Umlaufmitteldienste des Metallgeldes wirksam in den Verkehr bringen. Das Metallgeld als Umlaufmittel wird ja angenommen um es gegen anderweitige Güter wieder weiterzugeben. Es kann Jemand desshalb recht wohl statt wirklicher 10 Thaler ein Papierblatt mit der Aufschrift 10 Thaler nehmen, wenn einmal die Vorstellung der Werthgrösse von 10 Thalern durch anderweitig vorhandene wirkliche 10 Thaler und sodann auch die Abnahme dieses Papierblattes zu diesem Werthe bei den Andern gesichert ist. Genau so weit als die letztere Bedingung zu verwirklichen ist, reicht effectiv jene vielberühmte Fähigkeit einer Staatsgewalt das „kostspielige Metallgeld durch ein wohlfeiles Geld zu ersetzen". Den vollen Umfang derselben können wir jedoch erst dann abschätzen, wenn wir den andern grossen Act der öffentlichen Gewalt uns vergegenwärtigt haben, durch welchen die Leistungen des (Metall-) Geldes selbst in der bürgerlichen Gesellschaft sehr bedeutsam ausgedehnt und gesichert werden.

Die edlen Metalle können wir uns nämlich für's Erste vergegenwärtigen, wie sie inmitten des naturalwirthschaftlichen Tauschverkehres Waaren sind, ganz gleich allen übrigen, welche von Hand zu Hand gehen, um unmittelbar oder nach dem Zwischentreten des Handelsmannes eine Consumtion zu finden. Der Einzelne begehrt sie oder weist ihr Angebot zurück, je nach

dem Gebrauchsbedarf, den er mit seinen für den Verkehr überschüssigen Gütern mittelst Tauschoperationen befriedigen muss. Hier steht also nur Angebot und Nachfrage, und Gebrauch edler Metalle wegen ihres Stoff- und Formwerthes als Geräthschaften, Schmucksachen u. dgl. vor uns. Der so geartete Verkehr bleibt auch in aller späteren Zeit fortbestehen; da aber ist er eben nur ein Theil des ganzen, wird als solcher aber auch dadurch quantitativ noch ausgedehnter, dass sich zu der hierhergehörigen Nachfrage der Gold- und Silberindustrie auch noch die Nachfrage der Münzstätten hinzugesellt, welche die edlen Metalle als Geldstoff für die Präge brauchen.

Später leisten dann die edlen Metalle zugleich Geldesdienste. Sie werden als allgemeiner Preismassstab verwendet, als allgemeines Circulationsmittel benutzt, als allgemeiner Werthträger gebraucht. Das ist sicherlich überall eine ursprünglich spontane Erscheinung des freien Verkehrs gewesen, in welchem eine in der That allgemein willkommene Waare sich durch ihre drastischen Eigenschaften für Geldesdienste von selbst soviel besser als andere Verbrauchsgüter empfahl.

Auch diese Stellung der edlen Metalle hat in der spätern Zeit einen selbsständigen Spielraum nicht eingebüsst. Diese Art Geldesdienst zeigt sich noch heute im internationalen Verkehr erkennbar, überall wo in Form von Barren oder von Münzen ohne alle Rücksicht auf Prägung oder Währung nur Gewichtstücke feinen Metalles als Preismesser und Werthäquivalente dem Umsatz anderer Güter in privatlich freiem Vertrage dienen. Die Nachfrage nach Geld, welche der auswärtige Verkehrsstand erhebt, lässt regelmässig die Spuren dieses besondern Verhältnisses erkennen.

Dann kommen die besondern Leistungen der Staatsgewalt für die Aufgaben des Geldes in Betracht. Einmal also Münzfuss und Münzprägung und damit eben jene grossen Dienste, welche vorher schon angedeutet wurden.

Sodann die Währung. Das Wesen der Währung wird zu weit gefasst, wenn man sie nicht ganz bestimmt auch von dem nachher zu erwähnenden gesetzlichen Vorgang unterscheidet, nachdem man sie von dem Münzfuss und Münzprägen leicht durch die Thatsache geschieden findet, dass ein Staat z. B. mit reiner Silberwährung recht wohl auch einen Münzfuss für Gold aufstellen und grosse und kleine Goldmünzen prägen lassen kann. Die Währung besteht nur in der Entscheidung der Staatsgewalt, dass eine bestimmte Art von (geprägtem) Geld als gesetzliches Zahlmittel gelten solle (Solutio bewirke) für Geldforderungen.

Sowohl einmal dadurch, dass man weiss, Geld muss im freiwilligen Verkehr an Jedermann für die von ihm dargebotenen Güter gegeben werden, als auch weil man ausserdem genöthigt ist, in allen Verträgen, wo eine Geldforderung anerkannt erwachsen ist, sich des bestimmten gesetzlichen Zahlmittels zu bedienen, entsteht dann abermals innerhalb des Verkehres eine eigenthümlich begründete Nachfrage nach Geld. Wer z. B. innerhalb einer bevorstehenden Zeit momentan günstige Conjuncturen für die beabsichtigte Erlangung irgend einer Waare glaubt erwarten zu dürfen, der wird sich in den Besitz eines „Baarvorrathes" setzen müssen, weil die Inhaber jener Waaren nur sein Geld, nicht aber seine anderweitigen wenn auch noch so werthvollen Waaren als Aequivalent hinnehmen werden. Ist ferner Jemand in einem Lande mit Silberwährung 1000 Franken schuldig und erwartet er den Einzug derselben, so wird er sich möglicherweise genöthigt sehen, die Goldstücke seiner Casse in Silbermünzen umzusetzen.

Von diesem letzteren, durch die „Währung" allein normirten Verhältniss, dass jede liquide Geldforderung in dem als gesetzliches Zahlmittel bezeichneten Gelde berichtigt werden muss, ist nun das andere staatliche Gebot wohl zu unterscheiden, dass die Einzelnen genöthigt sind, alle Werthforderungen als Geldforderungen behandeln zu lassen, mithin Werthansprüche jeder Art durch Geld berichtigt zu finden. Durch dieses Gebot wird das Feld für Gelddienste der edlen Metalle im Verkehr noch besonders erweitert. Wem irgend ein zerstörtes Gut „ersetzt" werden, wer ein durch Andere verlorenes „wieder haben" soll, wer eine Vergütung für Körperverletzung erhalten, wer für einen Acker, ein Haus, welches der Staat für Strassenbau haben will, „vollständig entschädigt" werden soll u. s. w., der muss sich immer damit befriedigt finden, dass er eben das wenn auch keineswegs willig genommene Geld empfängt und nicht wieder ein Bild, ein Buch, ein Haus, einen Acker u. s. w. Umgekehrt kann er sich, wenn er z. B. Waaren „auf Credit" gekauft hat, nicht durch Rückgabe dieser Waaren und wären sie auch wohlerhalten und im Werthpreis indessen noch so sehr gestiegen, sondern nur durch die Geldsumme vor dem Bankerotte schirmen (die dann wegen eines weiteren selbstständigen Grundes auch noch aus dem Währungsgelde bestehen muss).

Das letztgenannte Beispiel liefert einen recht anschaulichen Beleg dafür, dass hier eine neue Veranlassung ist, das Geld zum Gegenstande einer besondern Nachfrage zu machen.

Aber nicht blos für den Werthmesser und den Circulationsmitteldienst des Geldes, auch für seine Function in der Werthbewahrung hat die öffentliche Gewalt eine förderliche Dienstleistung übernommen. Sie steht für die Werthverminderung der Münzen durch langen Gebrauch u. s. w. ein, indem

sie, die nicht mehr vollwichtigen einzieht und die im Einschmelzen resultirende Werthdifferenz übernimmt. Ferner beruhigt die Verfolgung und strenge Bestrafung der Falschmünzerei gegen besondere Bedenken, welche man wohl bei der Veränderung und Bewahrung seines Güterbesitzes in der Werthform des Geldes haben könnte. Dass auch wegen dieser dritten Art von eigenthümlichen Dienstleistungen das Geld Verkehrsobject einer besondern Nachfrage ist, dafür haben wir manche drastische Beispiele.

Vor Allem muss hier an das Sammeln und Aufbewahren von Schätzen in der Form von Geld ohne es leihweise auszugeben erinnert werden! Selbst in den cultivirtesten Staaten des Abendlandes ist ein solches Ziel erst mit diesem Jahrhundert aus der Reihe der regelrechten Finanzverwaltungsmaximen beseitigt worden. Aber wenn jetzt unter uns für gewöhnliche Zeiten hauptsächlich nur Geizhälse und unkundige oder überängstliche Menschen ihren Capitalbesitz in der verschlossenen Geldkiste aus der Gegenwart in die Zukunft hinüber erhalten, so regt doch jede Störung des öffentlichen Friedens und Rechtszustandes durch Krieg, Aufruhr u. s. w. sofort in allen Inhabern von Gütern mit Specialwerth starke und wohlbegründete Motive zu gleichem Verfahren an. Daneben bedarf es dann nur noch des Hinweises auf den Brauch der Orientalen und Ost- wie Süd-Asiaten, welche zumal das Silbergeld für ihre dem Occident gelieferten Waaren aufzusammeln und über und unter der Erde aufzubewahren gewohnt sind. Indessen macht doch auch der verständige reiche Europäer seinen Luxus am liebsten in Gold- und Silbergeräthen und Zierden, wohl wissend, dass er sich so am sichersten auch einen allgemeinen Geldeswerth in eine spätere Zeit hinüberträgt.

Hiernach können wir nun auch den vollen Umfang ermessen, in welchem die Staatsgewalt Metallgeld durch stofflich werthlose Stellvertreter ersetzen

kann. Die Anregung zu diesem Unternehmen liegt einestheils in der Kostenbeseitigung für die Beschaffung des Metallgeldes, anderntheils in den dem Verkehr willkommenen besondern Dienstleistungen der Stellvertreter, vorab durch die Erleichterung des Transportes. Die stellvertretende Leistung bezieht sich, wie erwähnt, nur auf den Tauschmitteldienst, gar nicht auf den Werthmesserdienst. Dass auch innerhalb dieses Terrains der Ersatz kein allgemeiner sondern ein entschieden begrenzter sei, braucht hier nach so vielen andern Ausführungen nicht weiter erörtert zu werden. Wir heben nur hervor, dass das auf privatem Urtheil beruhende freie Vertrauen der Einzelnen, auf Grund dessen die stellvertretenden Scheine im Verkehre nach ihrem Nominalwerthe (oder unter demselben) genommen werden, weil der Staat die sogenannte Steuerfundation oder auch eine Papiergeldeinlösungscasse darbietet, getrennt werden muss von der Befolgung des staatlichen Gebotes, die Stellvertreter des Metallgeldes wie Geld zu nehmen. In Folge des letztern ist das Papiergeld nicht ein freiwillig angenommener, sondern ein unweigerlich anzunehmender Stellvertreter des Geldes und ein Stellvertreter nicht des Geldes überhaupt, sondern des gemünzten und Währungs-Geldes. Die Staatsgewalt kann es deshalb zunächst nicht nur zur Wirksamkeit bringen, wo der Staat selbst (gegenüber Beamten, Gewerbsleuten, Staatsgläubigern) Geldforderungen zu befriedigen hat, sondern es solche auch im gesammten privaten Verkehr befriedigen lassen, wo immer Geld- und beziehungsweise Werth-Forderungen erwachsen sind und durch gesetzlich giltige Zahlung zu begleichen gesucht werden. Dagegen hat die Staatsgewalt ein ganz neues Gebiet von öffentlichen Massnahmen beschritten, wenn sie, angetrieben durch das wenngleich in Folge ihrer Missgriffe eingetretene doch der officiellen Aufgabe des stellvertretenden Papiergeldes allerdings conträr widersprechende

Disagio dazu schritt, das Eintreten von Güterübertragungsverträgen zu gebieten (sei es überhaupt, sei es in bestimmten Preisausdrücken), aus denen Geldforderungen erwachsen mussten, die durch Papiergeld ihre gesetzlich gültige Zahlung erlangen konnten.

III.

Während die Unterscheidung des naturalwirthschaftlichen und des geldwirthschaftlichen Credites, welche uns die Erörterung der allgemeinen Natur des Geldes einleitete, heutzutage mehr nur eine geschichtliche und örtliche Bedeutung hat, wollen wir nunmehr noch diejenige in's Auge fassen, welche im Grunde genommen den wichtigsten Ausgangspunkt für die wissenschaftliche Forschung und Erkenntniss liefert.

In dem einen Theil der Creditgeschäfte nämlich stellt sich der Creditverkehr als die einzige und nothwendige Form ein, wenn überhaupt ein Umsatz der betreffenden Güter bewerkstelligt werden soll. Das ist die Uebertragung der Nutzung (ius utendi) der Factoren der wirthschaftlichen Production: Natur, Arbeit und Capital (Pacht, Miethe, Darlehn) nebst der Uebergabe eines Gutes zur Aufbewahrung und Rückerstattung ohne Gebrauch desselben (Deposit). In allen andern Creditgeschäften dagegen, mag es sich nun um die eines verselbstständigten Verkehres fähigen „Productivkräfte" selbst oder um Erträgnisse der Nutzung, um Nutzungsfrüchte handeln, ist der

Umsatz mittelst Credites nur eventuell und der Baarverkehr ebensowohl zulässig; Eigenthumswechsel an dem zu Handen gegebenen Gute selbst ist nicht nur immer vorhanden, sondern auch beiderseits zunächst und hauptsächlich beabsichtigt. Die Form des Creditgeschäftes wird aber eventuell dem Creditgeber nöthig, weil er etwa den Umsatz auf dem Wege des Baarverkehres entweder überhaupt nicht oder nicht an dieselbe Person oder nicht zu denselben Bedingungen bewerkstelligen kann — und dem Creditnehmer, weil er zur Stunde nicht im Besitz des Gegenwerthes ist oder solchen für dieses Geschäft nicht disponibel hat.

Betrachten wir zunächst die zweite Gruppe, bei welcher wir nicht lange zu verweilen brauchen.

So können die Grundstücke selbst als Leistung oder als Gegenleistung dargeboten werden. Insofern sie jetzt hingegeben werden für eine zukünftige Gegenleistung in Geld, haben wir ein erstes Beispiel der sogenannten Stundung des Kaufschillings vor uns. Sie kann der Sache nach bei allen Gütern dieser Gruppe vorkommen, doch ist die Bezeichnung im gewöhnlichen Leben nicht für alle analogen Vorgänge im Brauch. Umgekehrt umfasst die „Stundung des Kaufschillings" nicht alle hier einzureihenden Vorkommnisse des Verkehrs. Statt der zugesicherten Geldsumme können auch gewöhnliche Sachgüter, persönliche Dienste u. s. w. auftreten. Ferner können ja auch Grundstücke u. s. w. für eine spätere Gegenleistung so hingegeben werden, dass der „Gläubiger" auf die letztere überhaupt erst nach einer bestimmten Zeit Anspruch haben soll.

Grundstücke können sodann aber auch als die zukünftige Gegenleistung gegen jetzt gegebenes Geld u. s. w. umgesetzt werden. Dieses Creditgeschäft, eine „Vorausbezahlung des Kaufpreises" liegt in beiderseitigem Interesse,

z. B. wenn der Käufer sich die Erlangung des Grundstückes gegen eine etwaige spätere Willensänderung des Verkäufers oder gegen die spätere Concurrenz anderer Käufer sichern will, während der Verkäufer sich schon jetzt in den Besitz des Preises für sein Gut zu setzen veranlasst ist, aber doch letzteres noch eine gewisse Zeit hindurch selbst gern benutzen möchte oder auch muss.

Wenn sich nun auch nach derartigen Vertragsabschlüssen der Käufer gegenüber dem Verkäufer in einer Stellung befindet, welche formell das eine Mal mit der Stellung des Darlehensschuldners, das andere Mal mit der des Verpächters zusammenzufallen scheint, so dürfen darüber doch die sachlichen Unterschiede in Motiven und Folgen nicht übersehen werden: Eigenthumswechsel in Bezug auf Productivkräfte, nicht Kauf und Verkauf der Nutzung derselben ist der vortretende Charakter dieses wirthschaftlichen Vorkommnisses.

Diese „Vorausbezahlung des Kaufschillings" wie jene „Stundung des Kaufschillings" kann wie mit den Grundstücken so überall vorkommen, wo die Gegenstände des Creditverkehres ebensowohl im Baarverkehr würden umgesetzt werden können. Sachgüter aller Art, dingliche Berechtigungen, immaterielle Erzeugnisse etwa die Firma eines Handlungshauses, Geschäftsverbindungen einer litterarischen Anstalt u. s. w. können Umsatzobjecte sein. Und wenn bei den einen von einer neben dem Kaufschilling zu beachtenden leihweisen Benützung bis zum Ablauf des Creditgeschäftes nicht die Rede sein kann, wie bei allen Gütern, in deren Benützung Gebrauch und vollständiger Verbrauch zusammenfällt, wird es anderseits von grösster Bedeutung, dass das Creditgeschäft durch „Vorausbezahlung des Kaufpreises" für so viele Güter möglich ist, welche zur Zeit noch gar nicht vorhanden,

aber mit der Zeit herstellbar sind. Natürlich bleibt die Sache verhältnissmässig dieselbe, soweit auch nur ein Theil des Kaufpreises im Voraus gegeben wird; gerade in solcher Form, zumal etwa als „Vorausbezahlung der Auslagen" ist dieses Creditgeschäft im Verkehr mit ärmeren Producenten sehr viel verbreitet und heilsam.

Eine besondere Erwägung erfordert an dieser Stelle etwa nur noch der Umsatz der Arbeitsleistungen. Der Kauf und Verkauf eines Arbeitsresultates, welches als Verkehrsgut auch für Creditgeschäfte in diese erste Gruppe gehört, ist nicht zu verwechseln mit dem Umsatz der Nutzung von Arbeitskräften — sowenig wie der Umsatz der Bodenproducte mit dem Verkehr der Nutzung der Bodenkräfte. Leider gehört ja auch noch in so manchem Lande der Umsatz der Arbeiter selbst hierher — parallel mit dem Umsatz der Grundstücke! Das Resultat (die Frucht) einer Arbeitskraft kann allerdings nicht blos als ein fertiges — z. B. in einem bereits fertigen Sachgute — sondern auch als ein zu erzielendes verkauft werden. Aber jedesmal ist doch nicht die Nutzung der Arbeitskraft, sondern ein aus letzterer hervorgegangenes Werthproduct Gegenstand des Vertrags. Im Uebrigen kommen hier ebensowohl die sogenannten persönlichen Dienstleistungen, wie die Arbeitsleistungen in der Sachgüterproduction in Betracht. Werden sie fertig verkauft, ohne durch Baarverkehr ihr Aequivalent zu finden, so ist eine „Stundung des Kaufschillings" thatsächlich vorhanden, mag dieselbe nun freiwillig gewährt oder aufgedrungen sein. Im letzteren Falle hat man thatsächlich eine Zwangsanleihe vor sich, welche also auch von Privaten, wenn auch auf einem etwas anderen Wege durchgeführt werden kann. Mit einer solchen wird heimgesucht Jeder, welcher persönliche Dienste leistete und — analog den Staatsbeamten, welchen die fällige Besoldung zurückgehalten wird — die erwirkte oder auch zugesicherte

sofortige Bezahlung nicht findet, weil er seine Waare, die vollbrachte Arbeitsleistung, nicht wieder zurücknehmen kann. Ebenso aber auch der Hand-Arbeiter in der Werkstätte des Unternehmers, weil dieser Eigenthümer des von ihm gestellten Rohstoffs verbleibt, auch nachdem in denselben die Leistung des Arbeiters übergegangen ist, ein Concurs von Ansprüchen an die fertige Waare, welcher auch die römischen Rechtslehrer schon beschäftigt hat. Sobald der selbstständige Handwerker und jeder Unternehmer Sachgüter an seine Kunden creditweise verkauft, so gewährt er natürlich auch für die in den Producten steckende eigene und fremde Arbeitsleistung eine Stundung des Kaufschillings — und wie oft und auf wie lange Zeit hin eine geradezu aufgenöthigte! Diese Zwangsanleihen der Privaten unterscheiden sich von denen des Staates wie auch sonst der private und der öffentliche Credit vorab dadurch, dass wider den privaten Creditnehmer die Hülfe des Gerichts angerufen werden kann.

An die zweite Gruppe der Creditgeschäfte, beziehungsweise an eine Art derselben, ist immer vornämlich gedacht worden, wenn von der Bedeutung des Credites für die Volks- und Privatwirthschaft die Rede war. Sie wird, wie erwähnt, neben dem eigentlichen Deposit durch den Umsatz der Nutzung von Productivkräften gebildet, welcher sich nothwendigerweise immer als Creditgeschäft vollzieht. Die Nutzung der menschlichen Arbeitskraft, der Bodengrundstücke und des Capitales kann nur creditweise ge- und verkauft werden. Der Grund liegt darin, dass diese Nutzung nicht fertig übergeben werden kann, vielmehr erst unter irgend einer Mitwirkung des Käufers durch eine Reihe von Zeitmomenten hindurch zum Dasein kommt und in allen Stadien ihrer Entstehung von dem Käufer

angeeignet, von dem Verkäufer überlassen werden muss. Der Preis der Nutzung kann desshalb allerdings sowohl vor- wie nachbezahlt werden, aber jeder der beiden Contrahenten muss unweigerlich immer entweder Gläubiger oder Schuldner sein, Baarverkehr, *gleichzeitiger* Umsatz von Nutzung gegen Geld oder Naturalien ist nicht möglich.

Wenn nun auch immer zwischen dem Verkauf der Productivkräfte selbst und dem Verkauf ihrer Nutzung genau unterschieden werden muss, so ist desshalb doch nicht zu übersehen, wie durch die Art und Weise, in welcher der Käufer der Nutzung dieselbe sich allein aneignen kann, bedingt ist, dass auch die Productivkraft selbst demselben irgendwie preisgegeben werden muss. Der sehr verschiedene Grad dieser Preisgebung wird im Allgemeinen durch die Verschiedenheit der Verwirklichung und der Entgegennahme der Nutzung bestimmt, innerhalb der einzelnen Arten dann aber auch wohl durch besondere Uebereinkunft geregelt. Möchte aber auch die Preisgebung der Productivkraft eine vollständige sein, so ist doch als das eigentliche und innerlich wirksame Motiv des Vertrags nicht der Umsatz der Productivkraft selbst, sondern der Verkauf der Nutzung derselben anzusehen. Das wäre also namentlich auch für die dem Darlehen zu Grunde liegende wirthschaftliche Idee festzuhalten.

Fassen wir nun zunächst den Creditverkehr mit der *Nutzung der menschlichen Arbeitskraft* in's Auge.

Hier handelt es sich also nicht um den Verkehr mit Resultaten der Arbeit, sondern um den Vertrag, durch welchen der Arbeiter die zeitweilige Nutzung seiner Arbeitskraft an den Arbeits-„Herrn" verkauft. Es kann dabei Besonderes über Art und Mass der Nutzung zugleich verabredet werden

oder auch der Arbeitsherr schliesslich über die Art der Benützung allein entscheiden mit nur mehr im Allgemeinen durch Gesetz und Sitte gezogenen Grenzen. Sobald der Vortrag abgeschlossen ist, hat jeder Contrahent Pflicht und Recht wie in allen Creditgeschäften. Jeder muss das von ihm offerirte Gut geben und kann das zugesicherte fordern. Die Annahme, der Arbeiter selbst sei der eine Contrahent, gilt natürlich nur für die Zustände der freien Arbeiter. Die Arbeitsnutzung des Sclaven wird von dem Herrn desselben verkauft, indem er denselben „vermiethet". Für unsere Länder muss jedoch auch an die Unfreiheit des Gefangenen erinnert werden, dessen Arbeitsnutzung von der Gefängnissverwaltung verkauft wird.

Für den Kaufpreis der Nutzung menschlicher Arbeitskräfte haben wir keine Bezeichnung, welche sich zugleich auf alle Arten von Arbeitern bezöge. Es gehören hierher: Besoldung, Sold, Gage, Salair u. a. — aber auch schlechtweg Lohn, welches Wort (Arbeitslohn) freilich daneben auch zur Bezeichnung des Preises für die einzelne Arbeitsfrucht und des Preises für jeden auf die Arbeit zurückzuführenden Effect verwendet wird. Wir wollen uns da wo der Preis für die Nutzung der Arbeit jeder Art im Gegensatz zum Preis für einzelne Arbeitsresultate in Frage kommt, für jenen des Ausdruckes Löhnung bedienen.

Schon der eigentliche Taglöhner erhält solche Löhnung. Er verkauft die Nutzung seiner Arbeitskraft während einer bestimmten Zeit (Tage, Wochen) gegen einen Preis, den er entweder vor dem Beginne oder nach dem Schlusse dieses Zeitraumes in Empfang nimmt. Daneben verweisen wir auf das Vertragsverhältniss der gegen Zeitlohn arbeitenden Gesellen im Handwerke, auf die Handlungsdiener im kaufmännischen Geschäft, auf die

Knechte und Mägde für landwirthschaftlichen Betrieb; auf das Hausgesinde, auf die Miethsoldaten. Nur das Dienstverhältniss der Miethsoldaten gehört hierher, sofern nur diese in der freiwillig gesuchten Löhnung ein wirkliches Aequivalent für die dargebotene Nutzung ihrer Arbeitskraft erhalten; die Conscription der Soldaten dagegen ist als ein Besteuerungsact anzuerkennen und der freiwillig nicht gesuchte „Lohn" des conscribirten Soldaten kann nicht als „Löhnung", als Preis seiner Arbeitsnutzung, sondern nur als Verwaltungsaufwand zur Erhebung dieser (Natural-)Steuer angesehen werden.

Dagegen ist hier auch die Nutzung der Arbeitskraft der „öffentlichen Diener" einschliesslich der Offiziere in Ländern mit Conscription aufzuführen. Gerade auch von unserem Gesichtspunkte aus tritt sehr deutlich die grosse Verschiedenheit hervor zwischen denjenigen Arbeitern in den Geschäftslocalen des Staates, mit welchen nur über bestimmte einzelne Arbeitsleistungen vereinbart wird, und den eigentlichen „Beamteten" des Staates, welche die allgemeine Nutzung ihrer Arbeitskraft innerhalb eines namentlich auch durch ihre Arbeitsfähigkeit bestimmten Kreises in den Tausch geben. Jene erhalten den Lohn für die wirklich geleisteten Arbeiten, die letztern die Löhnung im Hinblick auf das Bedürfniss einer „genügenden standesgemässen Alimentation".

Für das mögliche Alterniren in der Stellung des Creditnehmers und des Creditgebers innerhalb der jedenfalls nothwendigen Form des Creditgeschäftes stellt die Praxis in der Besoldungsauszahlung ein allgemein bekanntes Beispiel. In Norddeutschland, wo die Besoldungen monatlich vorausbezahlt werden, ist die Regierung Gläubiger, der Beamte Schuldner, in Süddeutschland, wo die Besoldung erst nach Ablauf eines Vierteljahres „fällig" wird, nimmt der Staat Credit und der Beamte gibt ihn.

Nach der Betrachtung dieses Creditverkehres, in welchem es sich um die Nutzung der menschlichen Arbeitskraft handelt, bleibt nun jener Kreis von Creditgeschäften übrig, in welchem die Nutzung der Productivkraft des Bodens und die Nutzung des Capitales verkauft wird. Sie werden Pacht, Miethe und Darlehen genannt und sind für das wirthschaftliche Leben von der grössten Bedeutung. Aber unzweifelhaft ist es das Darlehen, welches überwiegend die weitergehende Forschung der wirthschaftlichen Wissenschaft in Anspruch nimmt, wie denn auch auf das Darlehen — zumal seitdem man auch jene „Stundung des Kaufschillings" als mit dem Darlehen thatsächlich zusammenfallend anzusehen sich gewöhnte — fast ausschliesslich alle Erörterungen über Wesen, Bedingungen und Wirkungen des Credites im Allgemeinen bezogen sind. So kann man sich kaum verwundern, dass neben einer weitgehenden Uebereinstimmung der Schriftsteller und der Gesetzgebungen über die Eigenthümlichkeiten des Darlehens die besondern Merkmale der Creditgeschäfte, welche Pacht und Miethe genannt werden, unsicher verblieben sind.

Es scheint freilich als ob diese ganze Frage, an welcher auch das Recht ein grosses Interesse hat, sehr leicht zu beantworten und auch längst erledigt sei. Grundstücke, sagten und sagen Viele, werden verpachtet, stehendes Capital wird vermiethet, umlaufendes Capital wird dargeliehen. Aber das sind ja nur Worte, und Worte, die nicht einen Aufschluss geben, sondern die Fragen veranlassen: verpachtet man z. B. die Erhebung einer Steuer, eine Wirthschaftsgerechtigkeit oder vermiethet man solche? warum hat man solche Abgrenzungen im Creditverkehr, da man ja doch im Baarumsatz nicht daran denkt, z. B. zwischen dem „Kauf" eines Hauses, eines Grundstückes und dem eines Centners Getreide zu

unterscheiden? u. s. w. Die Hauptfrage ist natürlich, ob sich überhaupt wirthschaftlich bedeutsame und darum auch im rechtlichen Vertrag auszuprägende Unterschiede innerhalb des vorliegenden Kreises von Creditgeschäften erkennen lassen und welcher Art sie sind. Aber nicht das was ganz unabhängig vom Creditverkehr vorhanden ist, wie gerade auch die verschiedene Gattung der Productivkraft an sich oder die verschiedene Beschaffenheit der Frucht dieser Productivkräfte, sondern nur die zur Durchführung gerade des Creditgeschäftes selbst nothwendige oder jedesmal verschiedenartige Stellung der Contrahenten zu der Productivkraft, und die verschiedene Art, in welcher die Nutzung derselben auf Grundlage eines Creditvertrages angeeignet werden muss, kann den bestimmten Ausgangspunkt für die Eintheilung und die entscheidende Charakterisirung abgeben.

Allen Creditgeschäften, welche mit dem Namen Darlehen, Pacht und Miethe umfasst werden sollen, ist gemeinsam eigenthümlich, dass der Besitzer der Productivkraft nur die Nutzung dieser zu verkaufen, die Productivkraft selbst sich zu erhalten beabsichtigt. Aber der Käufer kann die Nutzung nicht verwirklichen, ohne über die Productivkraft selbst eine Gewalt zu haben. Das verschiedene Mass derselben ist dann selbstverständlich durch seine Benöthigung wie bedingt so auch beschränkt.

In einem ersten Theile dieser Creditgeschäfte nun, nämlich in dem Darlehen, wird zum Zwecke des Verkaufes einer Nutzung dem Käufer die Productivkraft selbst zu voller Verbrauchsgewalt übergeben. Er wird Eigenthümer der Productivkraft, weil er jedenfalls nur als solcher ihre Nutzung verwirklichen kann. Desshalb kann er auch nicht (abgesehen von dem Kaufpreis für die Nutzung) zur Wiederzustellung derselben Güterindividuen,

sondern nur zur Rückerstattung einer mit ihnen gleichartigen und gleichwerthigen Productivkraft verbindlich gemacht werden.

Dasjenige bewegliche Capital, welches hier in Frage kommt, wird durch jene Güter dargestellt, welche als „vertretbare und verbrauchliche" (res fungibiles et consumptibiles) bezeichnet werden. Vertretbar werden sie zunächst genannt, weil sich kein wirthschaftliches Interesse an die Besonderheit der einzelnen Güterindividuen (Getreidekörner, Geldstücke u. s. w.) knüpft, vielmehr eine Menge derselben wie die andere zu gleichen Dienstleistungen befähigt ist, so dass man nur darauf zu sehen braucht, sie nach Zahl, Mass, Gewicht und generischer Güte markirt wie zu erhalten so auch zu haben und wiederzubekommen. Wie nun demgemäss der Creditgeber schon vor dem Ausleihen sich nur als Besitzer eines quantitativ und generisch bestimmten Werthes fühlt, so ist auch nachher nur auf einen solchen hin sein Interesse bezogen. Wirklich erhält er durch den Creditvertrag sofort rechtliche Gewalt über einen äquivalenten Vermögenstheil seines Schuldners bis zur schliesslichen Rückerstattung eines mit den hingegebenen Güterindividuen gleichwerthigen (d. h. gleichgrossen und gleichartigen) Capitalquantums. Die Uebergabe der Productivkraft im Darlehen zu vollem Eigenthum des Schuldners bringt deshalb sowenig wie die Rückerstattung einer gleichwerthigen Grösse eine Aenderung in dem summarischen Vermögensbestande weder des Gläubigers noch des Schuldners zuwege. [1])

„Verbrauchlich" (besser: verbrauchbar) werden sodann jene Güter zugleich genannt, weil sie, wie angenommen wird, nur so von dem Inhaber

---

[1]) Hier liegt denn auch ein Beweis vor, dass die nationalökonomische Begriffsbestimmung des „Vermögens" weder mit dem „Eigenthum" noch mit dem „Besitz" zusammenfallen kann.

nutzbar gemacht werden können, dass er sie mit dem Gebrauch vollständig verzehrt, aufbraucht. Man muss diese Charakterisirung dann freilich sogleich dahin ausdeuten, dass der Verzehr oder „Verbrauch" der Geldstücke, welche die uns weitaus wichtigste Form des Darlehens vermitteln, in der Weggabe derselben in das Eigenthum Andrer bestehe. Als überhaupt nicht zutreffend aber erweis't sich dieses Merkmal wenigstens in einem Falle, nämlich wenn es sich um die Dienste des Cassenreservoirs (unter Umständen auch der Kornvorräthe etc.) handelt. Ein Darlehen auf solches Ziel hin verrichtet seinen vollen Zweck für den Schuldner, der durch eine vor ihm liegende Zeit hindurch gegen die Möglichkeit eines schadenbringenden Mangels an Zahlungsmitteln (resp. gegen den Hunger in einer befürchteten Missernte etc.) geschützt sein will, auch dann, wenn er nicht in den Fall kommt die entliehene Summe weggeben zu müssen. Die bei dem Eintreten in das Creditgeschäft gewollte Sicherung gegen die drohende Gefahr hat er dennoch wirklich erlangt. Aber wahrer Eigenthümer des Geldes soll er ja allerdings auch in diesem Falle sein, wesshalb die Verwendung eines wirklichen Depositums zu Diensten des Cassenreservoirs unzweifelhaft als ein Missbrauch anzusehen ist.

Die Nutzung eines „dargeliehenen" Capitales kann so gut wie alle übrigen Güter statt verkauft auch verschenkt werden. Leider wird die unentgeltliche Uebertragung von der entgeltlichen nicht genügend — wie das sonst durch die zwei ganz verschiedenen Bezeichnungen: Kauf und Schenkung geschieht — auseinandergehalten; wir reden vielmehr von dem unverzinslichen Darlehen neben dem verzinslichen; wir stellen das der Natur der menschlichen Dinge gemäss nur als Ausnahme berechtigte und durch gar keine Motive des Tauschverkehres bedingte Vorkommniss der als Schenkung einer Nutzung sich erweisenden Schenkung als eine

besondere zweite Art von „Darlehen“ neben die andere. Dagegen kann ich ja wohl einem armen Manne auch die Nutzung eines Wohnraumes in meinem Hause schenken, die Nutzung meines Ackers unentgeltlich überlassen, aber das Verhältniss zwischen ihm und mir wird dann nicht Miethe und Pacht genannt. Der Sprachgebrauch handhabt Miethe und Pacht im Creditverkehr regelmässig analog dem Kauf im Baarverkehr nur für die Erscheinung eines entgeltlichen Güterumsatzes. Wenn er mit dem Darlehen nicht ebenso verfährt, so haben wir wohl die Erklärung vornemlich darin zu suchen, dass das eigentliche Umsatzobject des Darlehens lange übersehen, desshalb auch die Berechtigung gerade des verzinslichen Darlehens bestritten wurde, während die Uebergabe der Productivkraft zu vollem Eigenthum und das Wiederempfangen einer solchen von übergreifender Bedeutung für diese besondere Verkehrsthatsache erschien. Wir aber müssen uns doch nachdrücklich darauf verweisen, dass diese Uebergabe und Rückgabe der Productivkraft — wie wichtig sie auch für sich betrachtet erscheinen mag — doch durchaus nur die begleitende Bedingung, nicht die innere Ursache des Vorgangs ist, nicht sein volkswirthschaftlich bedeutsames Wesen hervorstellt. Dem entgeltlichen Creditverkehre gehört allerdings auch das „unverzinsliche Darlehen“ an, allein aus Gründen, welche uns das „Deposit zur Aufbewahrung“ in Erinnerung bringen. Diesem steht es ähnlich zur Seite, wie das verzinsliche Darlehen neben Pacht und Miethe. Die Grenzlinie wird beide Male durch den Umstand dargeboten, dass einerseits (Pacht, Miethe, Deposit zur A.) Rückerstattung desselben unverwechselten Sachgutes, anderseits

Rückerstattung eines mit dem überlieferten gleichwerthigen stipulirt wird.[1])

Wir können hiernach erklären:

Darlehen ist das Creditgeschäft für (entgeltliche) Uebertragung der Nutzung eines aus vertretbaren Gütern bestehenden Capitales, dessen Eigenthümer der Schuldner mit der Verpflichtung wird, später einen gleichen Werth an den Gläubiger zu erstatten.

Den vertretbaren Gütern gegenüber zeigen die andern neben ihren Gattungseigenthümlichkeiten auch einen individuell ausgeprägten und allerseits anerkannten (Stoff- oder Form-)Werth. Der Werth z. B. eines einzelnen Pferdes, Hauses, Grundstückes, Gemäldes u. s. w. ist ein so bestimmt specialisirter, dass man jeweils mindestens eine ganz besondere Mühe aufwenden müsste, um ein ganz gleich zu werthendes zweites Individuum aufzutreiben. Zugleich lassen sie eine Nutzung zu, bei welcher sie überhaupt und auch in ihrem specialisirten Werthe fortbestehen können und sollen. Wenn desshalb die Nutzung solcher Güter verkauft werden soll — was einestheils durch die „Pacht", anderntheils durch die „Miethe" geschieht — so braucht von einer Uebertragung des Eigenthumsrechtes an der Productivkraft selbst auf den Nutzniesser nicht die Rede zu sein. Man kann allerdings und für eine unentwickeltere Auffassung liegt das sogar näher, den Verkauf dieser blossen Nutzung auch durch einen zeitweiligen Verkauf der Productivkraft selbst verwirklichen, („Verkauf unter Bedingung des Rückkaufes"), sei es dass man wirklich eine (grössere) Kaufsumme jetzt nimmt und später

1) Also:

Pacht, Miethe,	Deposit zur A.
Verzinsl. D.	Unverzinsl. D.

eine ebensolche um den Betrag des Nutzungspreises kleinere zurückzahlt, sei es, dass man thatsächlich eine „Stundung des Kaufschillings" bewilligt und von ihm die Rückkaufssumme in Abzug bringt. Dass dann ein solcher zeitweiliger „Eigenthümer" jedenfalls ein entschieden beschränkter Eigenthümer ist, liegt in der Idee des Vertrages. Allein dieses ganze Verfahren: die nur im Darlehen reell nothwendige Uebergabe der zu nutzenden Güter in Eigenthumsrecht formell auch für die Zielpunkte unserer Pacht und Miethe auftreten zu lassen, ist rechtsgeschichtlich von grosser Bedeutung gewesen. Im deutschen Mittelalter, welchem die Idee eines beschränkten Eigenthumsrechtes überhaupt eine altbekannte Erscheinung war, hat jene rechtliche Form theils als allein bekanntes Mittel für den Verkauf der Nutzung, theils aber auch zur bewussten Verschleierung von verbotenen Zinsforderungen gedient. Das Römische Recht aber, welches in Allem den Weiter- und Ausbau jedem Neubau so entschieden vorzog, hatte geschichtlich in dem Darlehen-Creditum — seine erste älteste Form der Nutzungsverkäufe und behielt bald mehr bald weniger consequent und unbestritten die für das Darlehen primär festgestellten Grundideen auch für die formelle Auffassung von Pacht und Miethe bei.

Für die moderne Betrachtung tritt das Recht der Verpächter und Vermiether als der bleibenden Eigenthümer der Productivkräfte selbst und das Recht der Pächter und Miether auf die blosse Nutzung als solche überall bestimmt auseinander. Von den erstern wird an die letztern nicht ein zeitweiliges Eigenthum sondern ein zeitweiliger Gebrauch ihrer eigenthümlichen Güter verkauft, der gerade so weithin frei sein soll, als die Nutzung es unumgänglich macht. Man muss sich desshalb auch stets bewusst bleiben, dass wenn man sagt, es werde in Pacht und Miethe im Gegensatz zum Darlehen „derselbe unverwechselte Körper, welcher vom Ausleiher hingegeben

wurde, auch wieder zurückgegeben" eigentlich nicht das Grundstück, das Haus selbst hin- und zurückgegeben wird, sondern nur eine Gewalt über es, ein Recht auf den Gebrauch desselben und eine Fähigkeit zum Missbrauch desselben. Dagegen sollen Pächter and Miether nun auch auf Dasjenige, was den wirklichen Gegenstand dieses entgeltlichen Verkehres ausmacht, die qualificirte Nutzung, ein ebenso volles Recht haben, als es in dem Baarverkehr an den gekauften Gütern erworben wird. Das statutarische und das Gewohnheits-Recht ist leider vielerorts in Bezug auf die Miethe empfindlich hinter dieser Forderung zurückgeblieben. Wenn ein Grundstück während einer Pachtzeit verkauft wird, so werden dadurch die Ansprüche des Pächters auf die bis zum Endtermin seines früher abgeschlossenen Vertrags durchzuführende Nutzung an sich nicht alterirt. Dass für die Miethe dagegen der Grundsatz gilt „Kauf bricht Miethe" ist eine ungerechte Verkürzung des Miethers und wird sich in dem Masse als insbesondere die Hausverkäufe und das Wohnen auf Miethe eine immer häufigere und andauernde Erscheinung des Verkehrsmarktes werden, als kaum erträglich erweisen. In der wirthschaftlichen Natur des Miethverhältnisses liegt durchaus nichts, was jenen Rechtsgrundsatz als einen selbstverständlichen erscheinen lassen könnte.

Wie aber unterscheiden sich nun Pacht und Miethe von einander?

Für diese Frage ist, wie bereits bemerkt wurde, aus der Erklärung, dass die eine Gattung von Productivkräften, etwa die Grundstücke, verpachtet und die andere, etwa das „stehende Capital", vermiethet würden, ebensowenig etwas Befriedigendes zu entnehmen, wie wenn man sich auf eine verschiedene Beschaffenheit der aus dieser und jener Nutzung hervorgehenden Güter verwiesen sieht, etwa der materiellen und der immateriellen Güter. Diese an sich wenn auch noch so wichtigen Unterschiede bestehen ganz allgemein

und unabhängig von der besondern Verkehrsform des Creditgeschäftes. Wir dürfen vielmehr die besondern Merkmale für Pacht und Miethe nur in demselben Kreise von Motiven suchen, aus dem die unbestrittene Charakterisirung des Darlehens mit Recht entlehnt wird. Eben dieses Verfahren führt aber auch zu ganz befriedigendem Ziele.

Stellen wir uns beispielweise das Ausleihen eines Ackers und das eines Wohnhauses vor Augen. Beide Güter haben und bewahren während des Gebrauches einen individuellen Werth; über beide bleibt das Eigenthumsrecht in der Hand des Ausleihers, von beiden soll nur die Nutzung verkauft werden; über beide soll nur eine solche Gewalt eingeräumt werden, wie sie zur Nutzung erforderlich ist.

Hiermit sind diese Ausleihungen zusammen als vom Darlehen verschiedene Creditgeschäfte bezeichnet. Gegen einander aber unterscheiden sie sich abermals, wie das Darlehen für sich, durch das Mass von Gewalt über den ausgeliehenen Gegenstand und durch die Art der Verpflichtung in Bezug auf seine Rückerstattung.

Denn einmal wird dem Nutzniesser eines Ackers eine Handthierung mit dem Acker selbst, eine bestimmende Einwirkung auf die Productivkraft zugestanden, welche dem Nutzniesser eines Wohnhauses versagt bleibt;

sodann soll der Acker als eine durch die Nutzniessung in ihrem Werthe nicht verminderte, als eine gleichwerthige Productivkraft (also unter Uebertragung eines Netto-Erträgnisses) zurückgestellt werden, das Haus dagegen wird in einem durch die Nutzung und während derselben nothwendig und offenbar werthverminderten Zustande (also unter Uebertragung eines Brutto-Erträgnisses) zurückgenommen.

Man erkennt sofort, dass zwei so wesentlich verschiedene Arten von Creditgeschäften entschieden auseinanderzuhalten sind — wie das nun auch geschieht, wenn die entgeltliche Uebertragung der Nutzung eines Ackers und einer jeden andern, welche dieselben Merkmale zeigt: Pacht, die andersartige dagegen: Miethe genannt wird.

Die Gründe für die Eigenthümlichkeiten des Vertrags sind hier ebenso zwingend, wie bei dem Darlehen. Kann das Nutzungserträgniss der vertretbaren Güter nur durch eine volle Verbrauchsgewalt über dieselben ermöglicht werden, so muss es aus einer zweiten Gruppe von Gütern erwirthschaftet werden, von einer dritten wird es nur hingenommen. Daher wird im ersten Falle (Darlehen) das Recht des Eigenthümers, im zweiten (Pacht) das Recht des eingreifenden, leitenden, bestimmenden, operirenden Wirthschafters, im dritten (Miethe) das Recht des einfachen Empfängers zugestanden. Daher hängt dann auch für den Erfolg der Pacht nicht aber der Miethe so viel von der individuellen Art der Nutzung ab. Wenn aber thatsächlich der Pachtschilling sich wie die einfache Rente einer gewöhnlichen Anleihe verhält, während der Miethzins einer Zeitrente parallel steht, mit welcher neben dem Zins auch Capitalbestandtheile bezahlt werden, so wird auch dieser Unterschied durch die Natur der Dinge erzwungen. Denn es gibt eben einmal solche Güter, deren zeitweilige regelrechte Nutzung entweder auf den Fortbestand ihres Werthes gar keinen erkennbaren, beziehungsweise berechenbaren Einfluss ausübt, oder eine Werthersetzung und Erneuerung beansprucht, welche nur durch den Nutzniesser passend erfolgen kann. Bei den anderen dagegen ist die Nutzung mit einem offenbaren und berechenbaren Aufbrauchen an der Productivkraft selbst verbunden, wobei die Wertherneuerung theils vom Nutzniesser überhaupt nicht beschafft werden

kann, theils jedenfalls sicherer und passender durch den Eigenthümer erfolgt. Sobald und soweit Grundstücke nicht für unerschöpflich oder ungeschwächt durch die Nutzung angesehen werden, wird der Pächter zur Wiederherstellung derselben in den Stand zur Zeit der Uebergabe verpflichtet, wie denn auch wirklich nur er, der Bodenbewirthschafter, die Arbeiten der Düngung, Ackerbearbeitung, Anblümung etc. vornehmen kann. Dagegen kann der Miethsmann 1 p.Ct. Neubau eines auf hundertjährige Dauer berechneten Wohnhauses u. s. w. am Jahresende nicht aufrichten. Der Pächter missbraucht die ihm eingeräumte Befugniss, wenn er eine durch sein Verschulden oder sein Unterlassen in ihrem Gebrauchswerth geminderte Productivkraft zurückstellt, der Miether dann, wenn er sie in einer ungebührlich grossen, durch die regelrechte Entgegennahme des Nutzungserträgnisses nicht bedingten Verschlechterung hinterlässt.

Demnach können wir die Pacht erklären als das Creditgeschäft für die entgeltliche Uebertragung einer Nutzung (ius utendi), die unvertretbare und in ungemindertem Gebrauchswerth zurückzustellende Güter bewirthschaften soll — und die Miethe als das Creditgeschäft für die entgeltliche Uebertragung einer Nutzung, die den Gebrauch unvertretbarer und in einem durch die Nutzung werthgeminderten Zustande zurückzustellender Güter hinnehmen soll.

Diese Erklärung, welche sachlich bedeutsame Unterschiede in der allgemeinen Natur jener Geschäfte hervorhebt, kommt keineswegs auf die Gegenüberstellung der Ausleihung von Grundstücken und von stehendem Capital zurück, obgleich allerdings die Ausleihung von Grundstücken das wichtigste Contingent der Pachtverträge erstellt. Freilich wird nach dem Sprachgebrauch des gewöhnlichen Lebens nur der Acker stets „verpachtet",

während nicht blos der Lustgarten oder Park, sondern auch der Gras-, Gemüse- und Obstgarten „vermiethet" wird. Die Erklärung liegt in der geschichtlichen Thatsache, dass früher wohl immer, aber auch heute noch in der Mehrzahl der Fälle die Verpachtung des Gartengrundstückes nur als Begleiterin der Vermiethung eines Wohnhauses auftrat. Der Satz: von dem Wichtigeren entlehnt man den Namen („a potiori fit denominatio") kam hier geradeso in Geltung, wie mit dem umgekehrten Ergebniss für das ländliche Hofgut, dessen Wohngebäude mit den Aeckern „verpachtet" werden. Ebenso weis't der heutige Brauch des Wortes: Miethe auch für den Kauf einer Nutzung menschlicher Arbeiter (Gesinde, Soldaten) auf Zeiten zurück, in welchen die Arbeitsleistungen persönlich unfreier Menschen unbedenklich sachlichen Gegenständen ganz gleich gesetzt wurden. Uns sollte in jeder Erörterung nicht nur das sittliche Gefühl unbedingt vor jeder solchen vollen Gleichsetzung abhalten, man wird auch immer finden, dass dieselbe sachlich unberechtigt ist. So ist in unserem Falle die „Miethe" des Dienstboten, Taglöhners, Soldaten von der Miethe eines Hauses deshalb durchaus verschieden, weil jene Menschen sich nicht nur gegen jeden Missbrauch des Miethers selbst schützen können, sondern auch durch ihren während der Vertragszeit mitwirkenden Willen das Erträgniss für den Miether qualificiren, der auch seinerseits durch Aufsicht, Strenge u. s. w. also gleichsam wirthschaftend mit unterschiedlichem Erfolg eingreift. Es ist bezeichnend, dass man das sonst parallele Wort: „dingen" wohl niemals für die Miethe von Sclaven oder Gefangenen gebraucht hat.

Im Uebrigen darf nicht übersehen werden, dass das an unterschiedenen Gestaltungen so reiche, für neue Combinationen so fruchtbare Leben einer vorgeschrittenen und vorschreitenden Volkswirthschaft leicht Verhältnisse auftreten lässt, in welchen etwa nur das eine oder das andere jener Merkmale,

vielleicht auch das nur in einer etwas veränderten Haltung, in Frage kommen können, welche sich in der Verpachtung eines Ackers und in der Vermiethung eines Wohnhauses zusammen und scharf ausgeprägt gegenübergestellt finden. So werden denn in Pacht gegeben auch Fabrikationsbetriebe, Bierbrauereien, Brennereien etc. — denn auch hier werden in gleichem Gebrauchswerth zurückzustellende Productivkräfte zur Erwirthschaftung von Gütern dem Nutzniesser überlassen. Dagegen werden Säe- und Dreschmaschinen für tage- und wochenlange Entgegennahme ihrer nicht durch den Nutzniesser mitqualificirten Dienste vermiethet. Verpachtet wird der Jagdgrund, das Bergwerk, für welche unter regelrechter Behandlung des Wildstandes und Fernhaltung des Raubbaues die Fortdauer des gleichen Ertrages angenommen wird und weder Restaurations- noch Reädificationsquoten beansprucht werden. Vermiethet wird das Reitpferd, das Zugthier, dessen Nutzung analog wie die eines Wohnhauses hingenommen wird, wie denn auch bei jenen so wenig wie bei diesem an eine Wiederherstellung der verbrauchten Theile der Productivkraft selbst durch den Miether gedacht werden kann. Es liegt auf der Hand, dass die Ansleihung von Berechtigungen und Gerechtsamen, sobald sie überhaupt thatsächlich und rechtlich zulässig ist, in den Hauptpunkten mit der Ausleihung eines Grundstückes übereinstimmt. Während die Nutzung erwirthschaftet werden muss, soll Berechtigung und Gerechtsame selbst ungeschmälert erhalten und zurückgegeben werden; sie kann als unerschöpflich durch die zeitweilige Nutzung angesehen werden. Daher wird die Ausübung von Monopolen und Privilegien, die Berechtigung zur Erhebung von Grundgefällen, zur Führung einer Wirthschaft bis hinauf zur Erhebung von Steuern aller Art „verpachtet". Es ist eine ebenso einfache wie bezeichnende Folgerung, dass es eine immerwährende Pacht, ein „Vergaben zu Erb- und ewigem

Lehen" aber keine Erbmiethe gibt. Jede Miethe muss Zeitmiethe sein. Auch mag daran erinnert werden, dass wir neben den schon erwähnten Erscheinungen der Zwangsanleihe und der aufgenöthigten Stundung des Kaufschillings auch eine Zwangsmiethe doppelter Form im Leben vorfinden. Unfreiwilliger Miether ist z. B. der Staatsbeamte, welcher eine herrschaftliche Wohnung gegen einen ihm auferlegten Miethzins beziehen muss. Die Beispiele der in vieler Beziehung sehr bemerkenswerthen Zwangs-Verpachtungen und Zwangs-Vermiethungen sind durch die Eisenbahnbauten hervorgerufen worden. (Vergl. hierüber namentlich: W. Koch: Deutschlands Eisenbahnen, Versuch einer systematischen Darstellung der Rechtsverhältnisse aus der Anlage und dem Betrieb derselben. Marburg 1860. I. §. 60.)

Besondere Beachtung verdient, wie sich das wirthschaftliche Interesse gegenüber Aenderungen in der Productivkraft selbst während der Dauer dieser Creditgeschäfte gestaltet. Das Darlehn kann hier nicht in Betracht kommen, weil es die Uebergabe zu vollem Eigenthum vermittelt. In Pacht und Miethe dagegen können Deterioration und Melioration der in dem Eigenthum des Ausleihers verbleibenden Productivkraft in Frage kommen. Soweit die Deterioration durch die regelrechte Nutzniessung herbeigeführt wird, fällt sie in der Miethe dem Vermiether, in der Pacht dem Pächter aus den uns schon bekannten Gründen zu. Dagegen muss auch in der Pacht für die von dem Pächter weder veranlasste noch verschuldete Werthminderung, etwa durch Naturereignisse, „höhere Gewalt", der Eigenthümer aufkommen (casum sentit dominus). Uebrigens hat sich aus naheliegenden Zweckmässigkeitsgründen vielerorts die Uebung eingeführt, dass man — freilich nicht leicht ohne Streit bei dem Mangel einer scharfen Grenzlinie — zwischen „kleinen" und „grossen" Reparaturen unterscheidet und die ersteren

dem Miether überweist. Und umgekehrt werden nun auch in der Pacht die „grossen Reparaturen" dem Verpächter zur Pflicht gemacht. Allein bei näherem Zusehen liegt in der letzteren Uebung doch kein Widerspruch gegen die Grundidee des Pachtverhältnisses vor. Denn die so bezeichneten Reparaturen beziehen sich einestheils auf die zu einem landwirtschaftlichen Betrieb gehörigen Gebäude, in Bezug auf deren Nutzniessung, wie schon bemerkt, nicht sowohl ein Pacht- als ein Miethverhältniss vorhanden ist. Anderntheils handelt es sich um Wiederherstellung solcher bei dem Pachtbeginn vorhandenen Capitalverwendungen, deren Productivkraft nicht sowohl durch die Nutzniessung des Pächters vermindert und erschöpft, als vielmehr durch den einfachen Fortgang der Zeit und die ja nicht blos „gewaltsamen" elementaren Zerstörungskräfte der Natur geschwächt und verzehrt wird. Fehlt doch auch für dieses Verhältniss vielfach ein ganz zwingender Beweggrund nicht, indem z. B. in einer sechsjährigen Pacht der Nutzniesser unmöglich $^1/_6$ einer auf 36jährige Dauer veranschlagten unterirdischen Entwässerungsanlage reädificiren kann.

Was dagegen die für den Nutzniesser unläugbaren Aufbesserungen, also diejenigen Meliorationen anbetrifft, welche im Vergleich zu dem Stande in der Zeit der Uebergabe des Gutes neu und nicht früher vereinbart sind, so muss zweifellos durchweg der Satz gelten, dass ihre Einführung von dem Mitcontrahenten nur gegen ein besonderes Entgelt beansprucht werden kann. Eine Melioration, welche noch während der Mieth- und Pachtzeit selbst vollständig aufgebraucht, resp. wieder unsichtbar wird, fällt einfach in die Erwägungen und Ausgaben des Nutzniessers. Eine solche dagegen, welche über diese Zeit hinaus dauert, vielleicht sogar für immer mit dem ausgeliehenen Gegenstande fortbesteht, erfordert einestheils die besondere

Billigung des Eigenthümers, anderntheils ist sie aber auch von ihm zu bestreiten, während der Nutzniesser ein besonderes Entgelt für den zeitweiligen Gebrauch zahlt. Eine bemerkenswerthe Complication der Ansprüche hat neuerdings die Drainirung auf Pachtgütern an mancher Stelle hervorgerufen. Die Einführung derselben wurde von dem Verpächter nicht verboten, der Kostenaufwand aber dem Pächter, von diesem dagegen jenem zugemuthet. Für den Pächter sprach, dass die Wertherhöhung der Grundstücke als eine über die Dauer der Pachtzeit hinaus fortbestehende sich annehmen liess; für den Verpächter, dass der Pächter eine hinreichend lohnende Vergütung seiner Anlagekosten schon während der Pachtzeit entgegennehmen konnte. Dass die Pächter in solcher Sachlage zur Drainirung auf ihre Kosten haben schreiten müssen, wird man doch weder ungerecht noch unbillig finden dürfen. Höchstens könnte man die Frage auf den Ehrenpunkt bringen, ob der Gutsherr ein mittelst besondern Kostenaufwands des Pächters im Werth erhöhtes Gut zurücknehmen möchte. Indessen stellt ja der Pachtvertrag ausdrücklich immer nur ein Recht des Verpächters gegen die Deterioration, nicht den Verzicht auf jede Melioration durch den Nutzniesser fest, und fortwährend werden sicherlich auch durch Pachtbewirthschaftung in anderer Weise dauernd meliorirte Güter zurückgegeben. Auf die vollständige, ausschliessliche Verwerthung dieser von dritten Personen gemachte Erfindung, die als solche einen weit über die gewöhnliche Rentirung landwirthschaftlicher Anlagscapitalien hinausgehenden Nutzen vermittelt, hat der Pächter keineswegs einen besondern Anspruch. Dagegen kann der Verpächter, welcher jedenfalls doch dem Pächter in seinem Boden die unerlässliche Grundlage für eine Theilnahme an den Vortheilen dieser Melioration darbietet, wohl geltend machen, dass ihm als dem Eigenthümer nicht nur der Nachtheil des

schimmen, sondern auch der Vortheil eines günstigen Zufalles gebührlicher Weise zufalle.

Die zweite Abtheilung derjenigen Güterumsätze, welche nur durch den Creditverkehr möglich werden, bildet neben jenem Umsatz der Nutzniessungen: das Deposit.

Wir sahen schon früher: während Baarverkehr nur möglich ist, sofern sich irgend ein Unterschied in den gegen einander umzusetzenden Gütern bemerkbar macht, kann Creditverkehr auch so empfohlen sein, dass

ein und dasselbe Gut oder auch ein nach Gattung, Güte und Menge der Gegenstände durchaus gleichzusetzender Werth

jetzt von dem Einen dem Andern übergeben und später umgekehrt zurückgenommen wird.

Der zureichende Grund ist ein verschiedener, je nachdem die Initiative von dem Creditgeber oder von dem Creditnehmer ausgeht. In ersterem Falle kann das Zurückempfangen aus fremder Hand in späterer Zeit werthvoller erscheinen, als das Behalten in eigner Hand durch eine bevorstehende (etwa gefahrdrohende) Zeit hindurch. Im zweiten Falle kann der Creditnehmer durch das Belassen des Gutes in der Hand des Eigenthümers sich mit Schaden bedroht sehen, dieses Belassen aber auch aus anderen Gründen geradezu unthunlich finden. Uebrigens hat das wirthschaftliche Interesse auch zu Geschäften geführt, in welchen die genannten Ziele verbunden mit anderweitigen Aufgaben erreicht werden sollen.

In der Hin- und Rückgabe desselben, von dem Creditnehmer weder verwechselten noch veränderten Werthgegenstandes besteht das Wesen des Depositums. Zweck ist: Aufbewahrung eines Gutes des Einen in der Hand des Andern

und insofern eine solche ausschliesslich bedungen ist, wird auch gerade die Bezeichnung „Deposit zur Aufbewahrung" gebraucht. Diese umschliesst eine Mühewaltung des Creditnehmers, des Depositars, welche der Creditgeber, der Deponent, mit einem besondern Entgelt (Zins) zu erkaufen um so mehr bereit sein muss, als die allerdings mitüberlieferte Fähigkeit eines Missbrauchs mit dem anvertrauten Gegenstand von jeder vertragsmässigen Berücksichtigung ausgeschlossen ist. Hiebei ist jedoch vorausgesetzt, dass der Deponent seines Interesses wegen das Geschäft sucht oder dass wenigstens wie bei den „gerichtlichen Depositen" dritte Personen für ihn, den Abwesenden, Unbekannten, Unmündigen etc., dieses Creditgeschäft anregen. Anders muss der Ausgang sein, wenn der Creditnehmer zur blosen Sicherstellung seiner Interessen das Depositum verlangte oder auch zwangsweise forderte. Dahin gehören die Depositen zur „Caution". Hier lässt sich einestheils für die besondere Mühwaltung der Aufbewahrung kein Entgelt dem Deponenten abfordern, anderntheils kann dieser sogar umgekehrt wohl eine Verzinsung seines Depositums verlangen, weil es ja der nutzniessenden Verwerthung in seiner Hand entzogen wird. Ein Entgelt für diesen Zins sollte dann der Deponent seinerseits mit dem Depositum nicht erwirthschaften, sondern denselben nur als Kaufsumme für die von ihm erlangte Sicherstellung ansehen. Bei allen Depositen aber, welche nicht den Charakter einer Caution zu Gunsten des Depositars haben, könnte dieser einen Zins für das Deposit nur als Geschenk an den Deponenten gewähren. Wo wir desshalb gleichwohl solche Zinsen geschäftsmässig verrechnet finden, muss das Wesen des eigentlichen Deposits missbräuchlich oder vertragsmässig aufgegeben sein.

Dieses hat wenigstens noch keinen unbedingten Bezug auf das „Deposit zur Verwaltung", welches im geschäftlichen Leben neben jenem „Deposit zur

Aufbewahrung" unterschieden wird. Gleichwohl begegnen wir hier schon einer tiefgreifend modificirten Auffassung des ursprünglichen Depositums. Allerdings kann das „Deposit zur Verwaltung" möglicherweise nur in einer Verbindung des Deposits zur Aufbewahrung mit Commissionsgeschäften bestehen. Das ist z. B. der Fall, wenn der Depositar neben seinen Pflichten als solcher auch noch Zinseinzug für Werthpapiere übernimmt, die ihm als Depositum übergeben sind. Schon aber, wenn das „Deposit" aus Wechseln besteht, deren Incasso er besorgen soll, liefert er ja schliesslich überhaupt nicht mehr denselben Werthgegenstand, sondern einen andern zurück. Noch derber tritt das hervor, wenn es ihm z. B. zur Aufgabe gemacht wird Sparcasseeinlagen oder gerichtliche Depositen zur verzinslichen Anlage zu bringen. Es bleibt jedoch dabei, dass er nicht einen Zins geben, sondern für seine Mühewaltung, auch für die Beschaffung des Zinses aus dritter Hand, ein Entgelt beanspruchen kann und dass er nicht, wie durch ein Darlehen, Eigenthümer, sondern nur Bewahrer und Verwalter des fremden Eigenthums wird. Und wenn vertragsmässig eben nur ein gleicher Werth nicht derselbe Werthgegenstand hin und zurückgeht zwischen dem Deponenten und dem Depositar, so kann doch noch die Analogie mit dem eigentlichen Deposit insofern bewahrt erscheinen, als ja wenigstens bei vertretbaren Gütern (ohne individuellen Werth), also vorab bei dem Gelde, sich auch in einem formellen Deposit zur Aufbewahrung, ein materielles Interesse gerade dieselben Stücke zurückzuverlangen eigentlich nicht geltend machen kann. Denken wir uns, dass eine Staatsregierung oder ein Private alle in gutem Geld offen eingehenden Deposita zur Aufbewahrung in einen grossen Kasten ohne Separation einfallen und alle zurückverlangten aus demselben ebenso zurückzahlen liesse, so werden Deponent und Depositar den Zweck ihres Geschäftes vollkommen

erreicht finden. Es ist zu vermuthen, dass es eine möglichgewordene missbräuchliche Benutzung dieser Thatsache war, welche veranlasste, dass man von einer besondern dritten Art von Deposit spricht, dem jedoch faktisch alle Charaktermerkmale desselben fehlen, dem „Deposit zur Benützung".

An Cassen nämlich, bei welchen aus bleibenden Gründen fortwährend eigentliche Depositen zur Aufbewahrung, z. B. Cautionen in der allgemeinen Werthform des Geldes ein- und ausliefen, fand man bald, dass eine gewisse Geldmenge unterhalb einer bestimmten Schwankungsgrenze stetig in der Casse anwesend bleibe, weil die jeweiligen Abgänge durch die frischen Zugänge gedeckt wurden. So war man zur bleibenden oder interimistischen Benutzung dieses stabil vorhandenen Werthes auf eigne Rechnung versucht. Damit war aber auch thatsächlich dem Deposit ein Darleihen unterstellt. Der Creditnehmer wirthschaftet in solchem Fall mit dem anvertrauten Werthe und wirthschaftet als Eigenthümer zu seinen Gunsten und Ungunsten. Er kann dann freilich auch — weil er die Nutzung des Capitales für sich hat und bestände sie auch nur darin, dass er Werthsummen als Cassenreservoire, als Deckungsmittel für Nothfälle u. dgl. braucht — dem Andern die übergebene Werthsumme nicht nur ohne Entgelt „bewahren", sondern ihm auch Zinsen geben. Ist aber der Andere wirklich von dieser Sachlage benachrichtigt und mit ihr einverstanden, so schwindet auch der letzte Schein eines Deposits im Gegensatz zum Darlehen. Ein grösstes Unrecht wäre es daher, wenn die Gesetzgebung solchen „Depositen zur Benützung" wegen ihrer formellen Beziehung irgend einen Vorzug vor dem eigenen Darlehen z. B. in Fallimenten zugestehen wollte. Denn jeder Deponent muss wissen, dass für den „Depositar" eine Benützung für seine Wirthschaftführung nur möglich ist, wenn er Eigenthümer dieser Werthsummen wird. Sobald in einem wirklichen Depositgeschäft

der Deponent keinen „Zins“ zu entrichten hat, so wird hier dem Creditgeber das Entgelt für die Mühwaltung des Creditnehmers ebensowohl geschenkt, wie im unverzinslichen Darlehen dem letztern von dem erstern das Entgelt für die Nutzung des Capitales. Wenn aber im Geschäftsleben heutzutage, das Wort Deposit zur Benützung „für solche von der Bank aufgenommene Darlehen gebraucht wird, bei welchen die Bank gewissermassen der passive Theil ist, indem sie die Gelder annimmt, wenn die Eigenthümer es wünschen, während Darleihen genannt wird, wenn die Bank bei den Eigenthümern Geld suchen würde, dass also das Deposit zur Benützung ein Dienst ist, welchen die Bank den Geldbesitzern anbietet, während das Darleihen ein Dienst ist, welchen sie von ihnen sucht“ (Hübner, die Banken I S. 58) — so beruht diese Unterscheidung der Praktiker im Grunde genommen doch nur auf jener gerade in Bezug auf das Creditgeschäft so verfesteten verkehrten Annahme einseitiger Stellungen, Interessen und Dienstleistungen in dem entgeltlichen Verkehr. Die Bank empfängt in dem unverzinslichen und verzinslichen Deposit ebensowohl Dienste wie der Deponent und wie im Darleihen — und sucht sie solche Dienste etwa nicht, wenn sie sich öffentlich und statutenmässig zum Empfang von Depositen bereit erklärt?

Hiernach ist kein Grund vorhanden in den allgemeinen Erörterungen über Bedingungen und Wirkungen der Creditgeschäfte eine Unterscheidung zwischen Deposit zur Benutzung und Darleihen festzuhalten.

Ueberblicken wir hier die Erörterungen dieses Abschnittes, so hat sich uns in Bezug auf den Gegenstand folgende Gruppirung ergeben:

I. Umsatz von Gütern, die auch Gegenstand des Baarverkehres sein können, auf dem gewählten Wege des Credites, wobei sich

1. die „Stundung des Kaufschillings", und
2. die „Vorausbezahlung des Kaufschillings"

nebeneinander stellen, je nachdem das Geld oder das mit Geld erkaufte Gut die spätere Gegenleistung des Creditnehmers für das jetzt empfangene Gut ausmacht. Dem gegenüber steht

II. Der Umsatz von Gütern, welche dem Geldverkehr unzugänglich sind auf dem nothwendigen Wege des Credites.

Es handelt sich hier einmal

A. um den Kauf und Verkauf der Nutzungen, wobei wir

1. die Nutzung der menschlichen Arbeitskraft (gegen die „Löhnung") gegenüberstellen

2. dem Verkaufe der Nutzung gegenständlicher Güter, welche in eigenthümlicher Weise erfolgt,

a. rücksichtlich der vertretbaren (und beziehungsweise verbrauchbaren) Güter, — Darlehen einschliesslich „Deposit zur Benutzung" — und

b. rücksichtlich der unvertretbaren (und „unverbrauchbaren") Güter, innerhalb deren aus bedeutsamen Gründen

α. die Miethe und

β. die Pacht

zu unterscheiden sind.

Sodann kann es sich handeln

B. um die Bewahrung und Erhaltung eines Gutes in fremder Obhut durch eine bevorstehende Zeit hindurch — Deposit — sei es nun dass es

1. nur auf eine solche abgesehen ist — Deposit zur Aufbewahrung — oder dass sich

2. mit ihr eine wirthschaftende Thätigkeit zu Gunsten und auf Rechnung des Creditgebers verbindet — Deposit zur Verwaltung —, wobei dann aber auch statt der Rückgabe desselben Gutes nur die eines gleichen Werthes stipulirt werden kann.

Neben dieser letzteren Unterscheidung geht die andere her, dass man den Depositen im gewöhnlichen Sinn die Cautionen gegenüberstellt, wenn das Deposit zur Sicherstellung des Creditnehmers veranlasst und aufrechterhalten wird.

Auf diese Grundformen führen sich ihrem Gegenstande nach alle wirklichen Creditgeschäfte des praktischen Lebens zurück. Bei dem ersten Anblick scheinen freilich noch manche derselben von so eigenthümlicher Art, dass wir ihnen einen besondern Platz einräumen möchten. Aber bald erkennen wir denn doch, dass dieses Eigenthümliche nur in einer neuen Combination eines jener einfachen Arten der Creditgeschäfte mit anderweitigen wirthschaftlichen Tendenzen und Kräften beruht. Gewiss sind z. B. nicht nur die staatlichen „Lotterieanleihen", sondern auch alle „Classenlotterien" Creditgeschäfte und die sämmtlichen Assecuranzanstalten ebensowohl Creditinstitute wie die gewöhnlichen Sparcassen. Aber eine dem inneren Wesen nach wirklich neue Gattung von Creditverkehr neben jenen genannten bietet sich uns in diesen eigenthümlich geformten Erscheinungen der Praxis doch nicht dar. Man sucht eben nur neben dem Creditgeschäft noch ein zweites Ziel etwa einen Spielgewinn zu erreichen, oder es soll daneben, dass man etwa ein Darlehen oder ein Deposit zur Verwaltung giebt auch eine Association der Individuen, eine Commassirung der Capitale stattfinden, deren Früchte man

gewinnen will. Es ist aber überhaupt die grösste Zahl der praktischen Vorkommnisse in dem wirthschaftlichen Leben nicht einfacher Natur. Indem sie deshalb regelmässig mehrseitige Beziehungen erkennen lassen, erscheint uns denn die eine oder die andere von so überwiegender Bedeutung, dass wir an sie die allgemeine Betrachtung anschliessen und die übrigen accessorisch in Erwägung ziehen.

Wie sehr dies auch für die Crediterscheinungen zu beachten ist, das lässt sich schon insofern ersehen, als wir nicht einmal von der Mehrzahl der von uns unterschiedenen Creditgeschäfte behaupten können, dass in der creditgeschäftlichen Art des Vorganges die vorwiegend wichtige Seite des Vorkommnisses liegt.

So sind alle eigentlichen Deposite allerdings Creditgeschäfte und es lässt sich auch die zeitweilige Bewahrung eines Gutes in fremder Hand gar nicht anders denn als Creditgeschäft durchführen. Allein der Hauptzweck ist doch eben nur die Sicherstellung sei es des Creditgebers, sei es des Creditnehmers gegen eine drohende Gefahr und an der Form grade des Deposits wird den Contrahenten gar nichts liegen, sobald sie jene Sicherstellung durch ein anderes Mittel gleich gut erreichen. Ebensowenig liegt die vorwiegende Bedeutung der Umsatzgeschäfte, welche wir als Löhnung, Pacht und Miethe kennen gelernt haben, in dem Umstand, dass die fraglichen Verkehrsgegenstände nur mittelst eines Creditgeschäftes verkauft werden können. Wir dürfen das schon dem Umstande entnehmen, dass in so vielen Fällen die Entscheidung über die Frage, ob der Verpächter, Vermiether und Arbeitgeber oder der Pächter, Miether und Arbeitnehmer in die Stellung des Creditnehmers oder in die des Creditgebers eintreten solle, für die beiderseitigen Contrahenten von untergeordnetem Interesse ist. In

der That wird eine Theorie der Nutzungen in fremder Hand auf ganz andern Gebieten die Wichtigkeit dieser Erscheinungen für die politischen, wirthschaftlichen und allgemein kulturgeschichtlichen Zustände und Aufgaben verzuweisen vermögen. Und selbst die „Vorausbezahlung des Kaufschillings" tritt für eine weitergehende Beobachtung ganz in den Hintergrund, sowohl weil die Motive zu dieser Erscheinung nicht häufig vorhanden sein können, als auch weil dann noch in der Mehrzahl der Fälle für beide Contrahenten nicht das Hauptgewicht auf der Creditmässigkeit des Vorgangs sondern auf dem Ziele liegt, einen Tausch oder Kauf und Verkauf eines Gutes durch eine besondere Bindungsmassregel sicher zu stellen.

Entgegengesetzt ist die Sachlage vorab in dem Darlehen und sodann in der Stundung des Kaufschillings. Bei den Darlehen liegt für den Creditgeber und den Creditnehmer, bei der Stundung des Kaufschillings mindestens für den Creditnehmer in der Gewährung einer jetzigen Leistung für eine spätere Gegenleistung das durchgreifende Motiv, das entscheidende Ziel, der wesentliche Charakter des Geschäftes. Es ist sehr bemerkenswerth, dass in dem Darlehen wenigstens der Schuldner, in der Stundung des Kaufschillings Schuldner und Gläubiger auf den Uebergang des Eigenthumsrechtes an den dem Schuldner zu Handen gegebenen Gütern das eigentlich entscheidende Gewicht legen. Wenigstens würde dieser Schuldner in vielen Fällen das Entgelt für die zeitweilige Nutzung, seinen „Zins", ebensogut wie der Pächter und Miether ihren Schilling auch vor der Nutzungszeit zahlen, ohne sich desshalb von dem Geschäfte abschrecken zu lassen.

Dass sich die weitergehenden allgemeinen Erörterungen der volkswirthschaftlichen Schriftsteller über den „Credit" thatsächlich nahezu ausschliesslich auf das Darlehn und die Stundung des Kaufschillings

beziehen, ist mithin leicht zu erklären, wenn auch der römisch-rechtliche Begriff des Creditum für die moderne Credit-Theorie unverbindlich war und auch die irrthümliche Verwechslung von Bedingungen und von Folgen des Creditgeschäftes mit der Begriffsbestimmung des Credites nicht zu dieser Beschränkung führen konnte. —

So sind denn auch die bekannten Unterscheidungen der verschiedenen „Arten des Credites" eigentlich nur als Arten und Modalitäten des Darlehns und etwa noch der Stundung des Kaufschillings verstanden, sofern man nicht überhaupt die letztere mit dem ersteren zusammenfallen lässt.

Unter ihnen sind zwei von weitaus grösster Bedeutung:

I. Die Unterscheidung des Staats- (öffentlichen) Credites und des Privatcredites.

Aus der Praxis des Staatscredites hat sich namentlich auch die Unterscheidung des „unkündbaren" neben dem „kündbaren" Credit entwickelt.

II. Die Unterscheidung des Real-Credites und des Personal-Credites.

Der Bürgschafts-Credit ist nur eine Modalität des Real- oder des Personal-Credites.

An diesen beiden Eintheilungen gewinnt die Volkswirthschaftslehre die fruchtbarsten Ausgangspunkte zu weiteren Erörterungen. Dagegen haben die zahlreichen praktischen Unternehmungen zu intensiverer Befriedigung der vorhandenen oder anzuregenden Creditbedürfnisse in neuester Zeit von ihrem Standpunkt aus mit Recht ein besonderes Gewicht gelegt auf jene „verschiedenen Arten von Credit", welche sich aus den verschiedenen wirthschaftlichen Lebensstellungen und Capitalverwendungen der Creditnehmer

ergeben. Wirklich hat der Grundbesitzer (Credit foncier) namentlich in Bezug auf die ihm als Creditnehmer in Zinszahlung und Capitalrückerstattung obliegenden Pflichten andersartige Bedürfnisse geltend zu machen, wie der Bodenbewirthschafter (Credit agricole), der Handelsmann und Fabrikant (gewöhnliche Banken) andere, wie die Handwerker und die „kleinen Leute" (Handwerkerbanken, Vorschusscassen u. s. w.). Die Unterscheidung des „langen" — „kurzen" und „stets fälligen" Credites ist auf diesem Boden erwachsen.

So Gott Leben und Kraft verleiht, wollen wir zunächst mit der näheren Besprechung dieser verschiedenen Arten von Credit unsere allgemeinen Erörterungen über den Credit an anderer Stelle fortsetzen.

Vorlage

für den

dritten Congress der deutschen Volkswirthe

(Abtheilung für das Gewerbewesen)

bearbeitet

im Auftrage desselben und seiner ständigen Deputation

von

W. A. Lette.

Separatabdruck aus der dritten Auflage des Rotteck-Welcker'schen «Staats-Lexikon»
(Leipzig, F. A. Brockhaus).

10

Vorwort.

Dem mir übertragenen Referat über die Freizügigkeitsfrage glaubte ich am besten durch einen für die neueste Auflage des Rotteck-Welcker'schen „Staats-Lexikon" bearbeiteten Artikel über diesen Gegenstand, welcher die verschiedenen Beziehungen der Frage in möglichster Vollständigkeit anzudeuten sich bemüht und augenblicklich gedruckt wird, genügen zu können. Dem lebhaften Interesse der Buchhandlung F. A. Brockhaus zu Leipzig für den volkswirthschaftlichen Congreß und dessen Bestrebungen verdankt es die ständige Deputation des Congresses, daß auf Ersuchen des unterzeichneten Vorsitzenden und Referenten der Deputation der Druck beschleunigt und dem Congresse ausnahmsweise Separatabdrücke des Artikels in hinreichender Anzahl zur Verfügung gestellt worden sind. Von den Commissionsmitgliedern sind allerdings nur wenige Beiträge für mein Referat eingegangen: a) von Herrn Staatsrath Francke über Koburg und b) von Herrn Jungermann zu Kassel in sehr vollständiger systematischer Darstellung über die betreffenden Verhältnisse des Kurfürstenthums Hessen, von welchen bei der Bearbeitung der angemessene Gebrauch gemacht worden ist.

Berlin, 29. August 1860.

Dr. **Lette**.

Freizügigkeit.

Unter Freizügigkeit versteht man im allgemeinen das den Mitgliedern eines Staatsverbandes zustehende Recht, innerhalb dieses Staatsgebiets Aufenthalt und Wohnung zu wechseln und an einem beliebigen Orte zu nehmen. Insbesondere also begreift sie das Recht zur Veränderung des Geburts- oder bisherigen Heimatsorts und zu dessen Vertauschung mit einem andern Wohnorte. Ausgeschlossen oder suspendirt wird sie durch die Einschließung oder Verstrickung (continatio) wie durch Provinzial- oder Ortsverweisung (relegatio, exilium), als gesetzlich angedrohte und richterlich erkannte Arten der Freiheitsstrafe [1]), oder durch Stellung unter Polizeiaufsicht mit der Wirkung, daß dem Verurtheilten der Aufenthalt an einzelnen bestimmten Orten von der Landespolizeibehörde untersagt werden kann, als eine auf Grund von Strafgesetzen richterlich auszusprechende Folge begangener Verbrechen. [2]) Ausgenommen von der Erörterung über Freizügigkeit sind auch die im vermeintlichen Interesse der öffentlichen und Privatsicherheit ergangenen Vorschriften über Pässe, Legitimations- und Aufenthaltskarten für Reisende, selbst Inländer [3]), deren willkürliche Handhabung seitens der Polizei freilich zur Vereitelung der Rechte Staatsangehöriger auf Freizügigkeit und persönliche Freiheit misbraucht werden kann. Hiervon ganz abgesehen, unterliegt das Recht auf Freizügigkeit, welches dem Gebiet der natürlichen und allgemeinen bürgerlichen Freiheit, im Gegensatz und Unterschied zur politischen, angehört, doch in einzelnen deutschen Ländern, hier mehr, dort weniger, mancherlei theils unmittelbaren, theils mittelbaren gesetzlichen Beschränkungen. Gleichwol steht die Freizügigkeit unter denjenigen Befugnissen natürlicher und allgemeiner bürgerlicher Freiheit voran, welche den Staatsangehörigen nicht vorenthalten oder verschränkt sein sollten, ohne sie gleichzeitig von der Selbstverantwortlichkeit für ihre und der Ihrigen Existenz, von der Pflicht und Fürsorge der eigenen Erhaltung des Daseins zu entbinden und frei zu erklären. Sie ist die Vorbedingung zur vollkommenen Anwendung und Verwerthung der einem jeden von Gott verliehenen geistigen und physischen Kräfte und erworbenen Vermögen. Allerdings stehen ihr zur Seite noch andere Grundrechte, deren Anerkennung der Freizügigkeit erst Werth und Bedeutung gibt; so a) das Recht zur Gründung einer Familie durch Verehelichung und eines eigenen selbständigen Hausstandes; b) das der freien Erwerbung von Grundeigenthum nebst der Ansiedelung auf dem erworbenen eigenen Grund und Boden (auch mittels Beseitigung der Theilbarkeits- und Ansiedelungsbeschränkungen (s. im „Staats-Lexikon" die Art. Agrarverfassung, Dismembration, Grundvertheilung); sodann c) das der Freiheit der Arbeit, die unverschränkte Befugniß, sich mittels Hand- oder handwerksmäßiger und sonstiger

---

1) S. z. B. Feuerbach, Lehrbuch des gemeinen peinlichen Rechts, §. 149.

2) S. unter anderm die §§. 26 u. 27 des Strafgesetzbuchs für die preußischen Staaten vom 14. April 1851 (Preußische Gesetzsammlung von 1851, S. 101 fg.).

3) S. unter anderm die §§. 17 u. 18 des allgemeinen Paßedicts für die preußische Monarchie vom 22. Juni 1817 (Gesetzsammlung, S. 152 fg.), in Verbindung mit §. 14 des preußischen Gesetzes über die Aufnahme neu anziehender Personen vom 31. Dec. 1842 (Gesetzsammlung von 1843, S. 5 fg., Nr. 2317). Die Bestimmungen wegen der Paßpflichtigkeit gewisser Klassen, wie z. B. der Juden, die nicht Staatsbürger waren, sind in Preußen mit der Verfassungsurkunde vom 31. Jan. 1850 außer Kraft getreten, denn alle Preußen sind vor dem Gesetze gleich. Freizügigkeitsbeschränkungen, welche mit dem Verhältniß zur Familie oder Militärpflichtigkeit zusammenhängen, bleiben hier ebenfalls außer Betracht, so erschwerend auch letztere in einigen Staaten einwirken.

gewerblicher Thätigkeit zu ernähren (durch Beseitigung von geschlossenen Zünften und vom Concessionswesen wie von gewerblichen Exclusiv= und Realberechtigungen; s. im „Staats-Lexikon" den Art. Gewerbefreiheit.)

Ist die Freizügigkeit eine wesentlichste Vorbedingung zur Anwendung und Verwerthung der angeborenen und erworbenen geistigen und physischen Kräfte und Vermögen, so muß auch deren unbeschränkte Herstellung als eine höchste und dabei nothwendigste Aufgabe der Regierungen und der Gesetzgebung jedes christlich=germanischen Staatswesens betrachtet werden, dessen Aufgabe keine höhere ist[4]), als „den Staatsangehörigen die möglichst freie Entwickelung und Anwendung ihrer Anlagen, Fähigkeiten und Kräfte in moralischer sowol als in physischer Hinsicht zu gewähren und jedes dagegen obwaltende Hinderniß möglichst hinwegzuräumen".

Es wird zugegeben werden, daß die Conservation oder gar die Restauration von Hindernissen solcher Art nicht geeignet ist, bei der großen davon betroffenen Masse Liebe und Anhänglichkeit wie Aufopferungslust für das Vaterland und Achtung vor den Obrigkeiten und Gesetzen zu befördern, ferner, daß so wenig die Volks= wie die Finanzkräfte gestärkt werden, sobald man die befruchtenden Quellen und Wurzeln des Volkswohlstandes, die Arbeitskräfte der Individuen, welche insgesammt die Staatsgesellschaft bilden, in ihrer Entfaltung hemmt und unterdrückt. Wissenschaft und praktische Erfahrung haben zu der Überzeugung geführt, daß die Population der Länder nicht durch Auswanderungsverbote erzwungen oder sonst durch künstliche Mittel regulirt werden darf und kann. Man unterschätzt eher die Bedeutung einer wachsenden Volkszahl für den Wohlstand. Jedenfalls schämt man sich jetzt, durch Verbote und Beschränkungen der Auswanderung der eigenen Gesetzgebung und Verwaltung das Pauperitätszeugniß auszustellen, daß deren Mängel und Schlechtigkeit größer seien als die Macht der den Menschen tief eingeborenen Anhänglichkeit am heimatlichen Boden. Dennoch läßt man Institutionen und Gesetze bestehen, welche die freie Bewegung der Bevölkerungen im Innern der Staaten, die Aus= und Einwanderung von Ort zu Ort verhindern oder erschweren und die Menschen an den Geburts= oder bisherigen Heimatsorten festhalten. Thatsächlich ist dies nichts anderes als eine veränderte, vielleicht etwas mildere Form der freilich vor nicht viel länger als einem Menschenalter in Deutschland allgemein aufgehobenen Erbunterthänigkeit und Schollenpflichtigkeit. Während die Regierungen einerseits, abgesehen von vereinzelten Erscheinungen einseitigster und verkehrtester Beschränktheit, den Fortschritt von Agricultur, Gewerben und Fabrikindustrie, von Bergbau und Hüttenbetrieb begünstigen, zu deren Entfaltung es doch allerorten, wo sie hervorwachsen, vermehrter Arbeitskräfte bedarf, führt andererseits die Gesetzgebung wie die Staats= oder die Gemeindeverwaltung vielfach noch einen unausgesetzten geheimen Krieg gegen jene unerlaßlichen Bedingungen eines solchen Aufschwungs und Fortschritts, indem man Hemmnisse und Erschwerungen der Freizügigkeit erhält oder erneuert. Während gleichzeitig mit dem Zurückgehen der Industrie und des Wohlstandes in der einen oder andern Örtlichkeit und Gemeinde auch Nahrungslosigkeit ihrer Mitglieder eintritt, dabei aber mit der Verarmung der letztern die Last der Armenpflege der erstern zunimmt und die Humanität und das Mitgefühl einer immer geringer werdenden Anzahl Wohlhabender dennoch zu immer größern Ausgaben und Anstrengungen herausgefordert, hingegen die Bedürftigen von der sittlichen Selbstverantwortlichkeit und eigenen Hülfe für ihre und der Ihrigen Erhaltung immermehr entbunden werden, beraubt sich die Gesellschaft andererseits durch die Gesetze, welche die Freizügigkeit beschränken, des wirksamsten Gegenmittels, indem sie dadurch die Menschen verhindert, den Ersatz für die versiechten Nahrungsquellen an andern Orten aufzusuchen. Man will die Menschen zu höherer Sittlichkeit emporheben und doch demoralisirt man andererseits durch Beschränkung der Freizügigkeit den Charakter der Staatsangehörigen. Als eine nur consequente Wirkung der Freizügigkeitsbeschränkungen bürdet der Staat sich und seinen Gemeinden ein Maß von Verpflichtungen auf, das er doch schließlich zu erfüllen außer Stande ist. Statt den Grundsätzen der Gerechtigkeit in Anerkennung des Freizügigkeitsprincips für alle Staatsangehörigen zu huldigen und dadurch allen wirksamer und dauernder zu helfen, schmeichelt dem eiteln menschlichen Herzen die Bezeigung von Frömmigkeit und Humanität. Man wählt lieber an Stelle der Gerechtigkeit das Patrocinium der Wohlthätigkeit, freilich mit der Wirkung ein rweiterten moralischen Beherrschung seiner ärmern Mitmenschen.

llerdings möchte wol von keiner Seite ein Recht der Angehörigen eines Staatsverbandes

4) Wie dies auch §. 34 der preußischen Geschäftsinstruction für die Regierungen vom 26. Dec. 1808 treffend ausspricht.

auf unbeschränkte Wahl ihres Wohn- und Heimatsorts bestritten werden, sobald es nur keine Armen gäbe und sobald nur alle Menschen die Garantie einer durch sie selbst gesicherten Existenz mitbrächten, sofern nur etwa alle als Rentiers und Kapitalisten von den Früchten eines aufgesparten Vermögens lebten, oder aber auch, wofern die Neuanziehenden als Gewerbtreibende und Arbeiter nicht mit den bisherigen Heimatsangehörigen gleicher Kategorie in Concurrenz träten, oder wenn überall der ganze Staatsverband und nicht, wie in allen Ländern verfassungsmäßig hergebracht ist, ein kleinerer Abschnitt jenes großen Verbandes (die Gemeinde, eine Corporation und Genossenschaft innerhalb derselben, eine Innung u. s. w.) die Verpflegung verarmender Mitbürger zu übernehmen hätte.

Hauptsächlich gründen sich sonach die Beschränkungen der Freizügigkeit auf zwei Motiven: 1) auf die Besorgniß vor künftiger Verarmung Neuanziehender und die Prävention gegen die möglicherweise wachsende Last der den Gemeinde- oder andern Corporationsverbänden und Heimatsbezirken obliegenden Armenverpflegung; 2) auf die Besorgniß vor Beeinträchtigung des Arbeitsgebiets und Nahrungsstandes einzelner oder verschiedener Klassen von Orts- und Bezirksbewohnern (Fabrikanten, Handwerkern, Tagelöhnern) durch neuen Zuzug concurrirender Berufsgenossen ähnlicher Kategorien.

Nun aber wird es (wie schon Christus sagt) Arme geben bis an der Welt Ende. Die weit überwiegende Mehrzahl der Menschen bringt aus den Familien, in denen sie geboren und erzogen werden, kein anderes Vermögen mit als die eigene geistige oder physische Arbeitskraft. Die meisten Menschen sind, nach kaum beendeter nothdürftiger Erziehung und Unterweisung, mit ihren Mitteln zur Erhaltung des Daseins wiederum nur auf die Benutzung jener eigenen angeborenen und angebildeten Kräfte angewiesen. Von ihnen arbeitet sich immer nur eine verhältnißmäßig geringe Anzahl zu mäßigem Wohlstande, hingegen eine weit kleinere zu einem Vermögen empor, dessen Revenuen die Existenz auch der Nachkommenschaft in arbeitsloser Muße sichert. Auch die Erhaltung eines von den Ahnen in der Continuität der Geschlechter ererbten Familienvermögens setzt Eigenschaften voraus, verlangt Ordnungssinn, Verwaltungsgeschick, selbst Lebensweisheit und Tugend, welche erfahrungsmäßig nicht immer durch Testament oder ab intestato vererbt werden. Täglich gehen große Vermögen durch Verschwendung und Liederlichkeit verloren; ihre Besitzer kommen an den Bettelstab oder ins Armenhaus, abgesehen von unverschuldeter Verarmung durch Unglücksfälle, Krieg, Handelskrisen u. s. w.

Wo die bürgerliche Gesellschaft nicht in Kasten erstarrt oder wo der kastenartige Unterschied ständischer Gliederung einmal verschwunden ist, wird man sich vergeblich bemühen, die Mitglieder der Gesellschaft nach Reichthum und bürgerlicher Stellung ein für allemal zu sondern. Der Begriff des sogenannten Proletariats ist nicht zu fixiren. Versteht man unter Proletariat, nach den aus französisch-socialistischen Theorien und Phrasen hervorgegangenen, vielfach auch nach Deutschland übertragenen verkehrten Vorstellungen über die Natur und Lebensbedingungen der bürgerlichen Gesellschaft, nicht blos diejenigen, denen Kraft, Wille und Lust zur Arbeit wie das Bewußtsein und Streben fehlt, mittels eigener Thätigkeit die Selbstverantwortlichkeit für ihre Existenz zu bewähren, sondern zugleich alle diejenigen, welche darauf angewiesen sind, die Mittel dafür von Tag zu Tag oder von Jahr zu Jahr unter den Wechselfällen und Conjuncturen von Naturereignissen und Weltbewegungen durch geistige oder körperliche Arbeit zu gewinnen, begreift man mithin unter dem Proletariat etwa denjenigen Theil der menschlichen Gesellschaft, welchen man in Frankreich vor der Revolution (auch wiederum neuerlich) die arbeitenden Klassen nannte, oder wol auch (vor 1789), weil zur Arbeit verpflichtet, darum verachtet, den vierten Stand oder das Volk, im Gegensatz zur Aristokratie und Bourgeoisie[5]), so gehört noch gegenwärtig, wie in aller Zukunft, die weitaus größere Hälfte der Menschen zum Proletariat. Es dürfte denn aber wol den modernen, auch allerreichsten Staaten unmöglich werden, den in Rom zur Zeit der sinkenden Republik und des Cäsarenthums durch die Natur und die Verhältnisse der damaligen bürgerlichen Gesellschaft erklärten und gerechtfertigten Ruf eines solchen Proletariats: „Panem et Circenses!" zu befriedigen. Dazu bedurfte es in Rom der erpreßten Schätze wie der Arbeitsproducte der ganzen übrigen bekannten Welt. Es galt dort schon als eine erhebliche Reform, daß Cäsar die Nummern der Empfängerliste von unentgeltlichem Brotkorn von 320000 auf

5) A. de Tocqueville, L'ancien régime et la révolution.

150000 herabsetzte und letztere als Maximalzahl der Freikornstellen fixirte (Mommsen, „Römische Geschichte", III, 486). Jenes römische wie das antike Proletariat überhaupt wäre aber nur[6]) die Kehrseite und consequente Wirkung der ebenso wol beim Ackerbau als beim Gewerbe und Fabrikwesen immens wuchernden Sklavenwirthschaft, in deren Concurrenz, bei immer größerer Ausdehnung, die freie Arbeit erlag.

Wie anders steht es heutzutage mit der bürgerlichen Gesellschaft und ihren Elementen! Mittel- und Ausgangspunkt ihrer Erhaltung und des Unterhalts ihrer Glieder beruht in der freien Arbeit. Mit der Aufhebung der Leibeigenschaft, Erbunterthänigkeit und Schollenpflichtigkeit der beim Landbau beschäftigten arbeitenden Klassen, der größern Hälfte der Volkszahl, hörten von selbst die ohnehin nicht sonderlich erfüllten, weil unerfüllbaren Verpflichtungen der Gutsherren zur Erhaltung und Ernährung ihrer verarmten hülfsbedürftigen Hintersassen auf. Wie in allen andern Gebieten der volkswirthschaftlichen Thätigkeit, so ist fortan auch beim Landbau die freie Arbeit Existenzbedingung der Gesellschaft und der Individuen, aus denen dieselbe besteht. Daraus folgt abermit Nothwendigkeit, daß auch die Freiheit der Arbeit wirklich hergestellt werde. Alles was diese beschränkt, befördert auch (wie einst die römische Sklavenwirthschaft) die Erzeugung eines Proletariats in jenem eigentlichen, dem antiken Sinne. Denn jede Beschränkung der Arbeitsfreiheit, welche dem Arbeiter, der sich selbst ernähren will, Gelegenheit und Mittel hierzu entzieht oder erschwert, entbindet denselben thatsächlich von der Selbstverantwortlichkeit und Selbsthülfe und weist ihn dagegen auf die Armenpflege des Staates, beziehungsweise der Gemeinden an. Kann der Staatsverband, ohne dem Ruin seiner Finanzen und einem verschleierten Communismus zu verfallen, die Armenpflege nicht auf das Staatsbudget übernehmen, sind es mithin größere oder kleinere Gemeinde- und Heimatsbezirke, denen der Staatsverband die Armenpflege übertragen hat und belassen muß, so haben diese letztern nur für eine Ungerechtigkeit der Gesetzgebung einzutreten, welche den Gliedern des Staatsverbandes ihr erstes und natürlichstes Recht auf den vollen Gebrauch ihres unmittelbarsten Eigenthums, der eigenen Kraft, verschränkt. Sonach hat nur die Armenpflege der Gemeinden in letzter Instanz die Inconsequenz einer Gesetzgebung auszugleichen, welche einerseits dem Arbeiter die persönliche Freiheit und damit die vollkommene Pflicht zur Selbsterhaltung übertrug, ihm hingegen auf der andern Seite das Arbeitsfeld ängstlich und unnatürlich begrenzt, indem sie die wesentlichste Vorbedingung zur Freiheit der Arbeit, die Freizügigkeit, mit vielerlei Schranken und Hindernissen umgab, anstatt vielmehr diese Schranken und Hindernisse sofort gleichzeitig mit der allgemeinen Herstellung der persönlichen Freiheit aller Staatsangehörigen aufzuheben. Das Interesse der Gemeinden und Heimatsbezirke an der Freizügigkeit im großen und ganzen steht sonach mit dem der Individuen nicht im Widerspruch, vielmehr fällt das eine mit dem andern zusammen. Die Concurrenz aber ist unzertrennlich von der gemeinen bürgerlichen Freiheit, ebenso wol auf dem Gebiete körperlicher wie auf dem geistiger Arbeit. Sie ist die Bedingung jedes Fortschritts. Ihre Ausschließung auf dem allgemeinen Arbeitsgebiet würde noch weit weniger gerechtfertigt sein als die unveränderte Fortdauer dem Gesammtwohl widerstreitender Privilegien und Monopole anderer Art.

Wieweit die Fürsorge für verarmte und dabei wirklich hülfsbedürftige Glieder, der sich die Gesellschaft nicht entziehen kann und darf, auszudehnen sei, ist an diesem Orte nicht zu erörtern. Übrigens aber ist bei der Freizügigkeitsfrage und ihrer Collision mit der Pflicht der Gesellschaft zur Fürsorge für hülfsbedürftige Arme davon auszugehen, daß diese Pflicht, soweit sie nicht Sache der Familien oder besonderer Corporationen und Genossenschaften oder von Stiftungen u. s. w. ist, den Gemeinden und Heimatsbezirken (in weiterer oder engerer Begrenzung) obliegt und verbleibt.

Das den Befugnissen der einzelnen Gemeinden und Heimatsbezirke zur Ab- oder Ausweisung Neuanziehender, wie ihren Verpflichtungen zur Fürsorge für hülfsbedürftige Arme gegenüberstehende Recht auf Freizügigkeit ist überdies aber auch noch in verschiedenen deutschen Gesetzgebungen nach gewissem Graden und Modalitäten abgestuft, je nachdem der Neuanziehende nur eine mehr oder weniger precäre, vorübergehende und periodische, oder aber, und zwar hier früher, dort später, eine gesicherte, dauernde Heimat am neugewählten Wohnorte

---

6) Abgesehen vom eigenthümlichen innern Entwickelungsgange des römischen Staatswesens und dessen ununterbrochenen zerstörenden Kriegen.

gewinnt. Danach sind wiederum auch die Umzugsbedingungen bald mehr, bald weniger erschwert; ingleichen sind mit dem Einzuge bald größere, bald geringere Befugnisse auf Erwerb und Arbeit wie auf sonstige Theilnahme an allgemeinen Vortheilen des neuen Gemeinde- und Heimatsbezirks verbunden, wobei andererseits diese Erwerbs-, Arbeits- und Theilnahmeberechtigungen auch von der Nachweisung und Erfüllung noch besonderer Eigenschaften oder Leistungen abhängig gemacht werden.

Seinem Grade nach betrifft das Freizügigkeitsrecht entweder 1) nur die Gestattung eines mehr oder weniger vorübergehenden Aufenthalts, mit oder ohne Beschränkung auf gewisse Geschäfte und Nahrungszweige; oder 2) die Begründung eines neuen Domicils und zwar a) neben den Pflichten auch mit den (obschon nicht gerade im Rechtswege geltend zu machenden) Ansprüchen eines Heimatsangehörigen, insbesondere auf Verpflegung im Falle der Verarmung und Hülfsbedürftigkeit, b) ohne diese Ansprüche, deshalb unter dem Beding der Zurückweisung an den Geburts- oder frühern Heimatsort im Verarmungsfalle, wobei dann die Interessen verschiedener Gemeinden in Conflict kommen; c) dazu je nach den verschiedenen Heimatsgesetzen mit längerer oder kürzerer Frist des Domicils (1 Jahr, 3—10 Jahre), nach welcher die Ausweisung und Zurücksendung des Verarmenden nicht mehr erfolgen darf, demnach das Heimatsrecht am neuen Wohnorte unbedingt fixirt wird, dasselbe sodann also den Anspruch auf Armenpflege in sich begreift.

Es leuchtet ein, daß nach Maßgabe dieser Gradationen und Modalitäten das Freizügigkeitsrecht einen größern oder geringern Werth hat.

Das politische Gemeindebürgerrecht mit dem Wahlrecht und der Wählbarkeit zu Gemeindeämtern wie die beim Erwerbe dieses politischen Bürgerrechts vorgeschriebenen Census- und ähnlichen Bestimmungen scheiden aus dem Bereich der Erörterungen über die Freizügigkeitsfrage aus, sofern nicht hier oder dort die Zulässigkeit der Erwerbung von Grundbesitz oder gewisser Arten des Gewerbsbetriebs durch den Besitz des (politischen) Bürgerrechts bedingt sind.

Unter der gleichen Voraussetzung bleibt bei der Freizügigkeitsfrage von den verschiedenen hier und dort herkömmlichen directen Abgaben Neuanziehender auch das bei Erwerb des politischen Bürgerrechts (je nach Herkommen oder Gemeindebeschlüssen) zu entrichtende sogenannte Bürger- oder Bürgerrechtsgeld außer Betracht; ingleichen das sogenannte Einkaufsgeld, sofern dieses sich auf seine begriffsmäßige Bestimmung beschränkt. Dasselbe ist dann nur ein Äquivalent für die — freiwillige — Theilnahme an den zur Vertheilung an die einzelnen Gemeindemitglieder kommenden oder sonst von ihnen zu genießenden Nutzungen eines etwa vorhandenen Bürgervermögens [an Wald, Weide, Heide, Torf u. dgl.[7]]. Dagegen bleibt von den herkömmlichen oder durch Gemeindebeschlüsse neu einzuführenden directen Abgaben, durch welche die Freizügigkeit belastet und erschwert werden kann, jedenfalls das Einzugsgeld übrig, indem dieses (als eine Steuer) für den Erwerb der Gemeindeangehörigkeit im weitern Sinne zu entrichten ist, auch von dessen Zahlung in der Regel sogar die Gestattung der Niederlassung wie des fernern Aufenthalts abhängig gemacht werden kann.

Jedoch ist es freilich keineswegs nur und allein das abschließende Element der Gemeinde- und Heimatsbezirke mit seinen Präventivmaßregeln gegen die Last der Armenpflege oder gegen eine dem Nahrungsstande seiner Angehörigen drohende gefährliche Concurrenz, ingleichen sind es keineswegs allein directe Hemmnisse und Beschränkungen (Einzugsgelder, bedingtes oder unbedingtes Veto der Gemeindebehörden), wodurch die Freizügigkeit vereitelt oder erschwert wird. Dergleichen Vereitelung oder Erschwerung der Freizügigkeit beruht vielmehr auch noch auf mancherlei indirecten Einschränkungen der persönlichen und allgemeinen bürgerlichen Freiheit, welche die Weisheit der Staatspolizeigesetzgebung und bureaukratische Bevormundung über die Glieder des Staatsverbandes vermeintlich in deren eigenem Interesse oder „dem

---

7) Vgl. hierüber z. B. folgende preußische Gesetze: die Declaration vom 26. Juli 1847 (Gesetzsammlung, S. 327); die Städteordnung für die sechs östlichen Provinzen vom 30. Mai 1853, §§. 49, 50, 52, desgl. für die Provinz Westfalen vom 19. März 1856, §§. 49 u. 51, sowie für die Rheinprovinz vom 15. Mai 1856, §§. 45 u. 46, mit dem neuesten Gesetz vom 14. Mai 1860, betreffend das städtische Einzugs-, Bürgerrechts- und Einkaufsgeld, und §§. 3 und 5 aller oben allegirten Städteordnungen.

10

gemeinen Nutzen zum Besten" erfunden hat und nicht aufgeben will. Diese indirecten Beschränkungen greifen einerseits mit den directern Einschränkungen der Freizügigkeit so ineinander und entscheiden, wie schon oben angedeutet wurde, so sehr über den Werth und Effect des Freizügigkeitsrechts, daß dieses ohne deren gleichzeitige Erwähnung nicht beurtheilt werden kann. Soweit dazu insbesondere die Beschränkung der Gewerbefreiheit gehört, verbleibt indeß das Nähere zweckmäßiger einer besondern Ausführung. [8]) (S. im „Staats-Lexikon" den Art. Gewerbefreiheit.) Dasselbe gilt von der Ansiedelung auf Grund und Boden. (S. den Art. Dismembration.)

In obiger Beziehung ist zunächst der Gesetzgebung einiger deutschen Länder zu erwähnen, wo die Freizügigkeit bisher am meisten eingeschränkt ist, und wo dieselbe überdies selbst dann, wenn sie Anerkennung fände, doch so lange ohne erheblichen Werth bleiben würde, als daselbst mancherlei die allgemeine bürgerliche und Arbeitsfreiheit beschränkende Einrichtungen und Gesetze noch fortbestehen. Freizügigkeits- und andere Freiheitsbeschränkungen greifen hier vielfach ineinander.

Am schlimmsten steht es mit der Freizügigkeit da, wo sich die eingerosteten Institutionen des mittelalterlichen Feudalstaats erhalten haben, und wo dieselben sogar mit denen des Polizeistaats der folgenden Jahrhunderte eine enge Verbindung eingegangen sind, ohne daß es einer erleuchteten und energischen fürstlichen Gewalt gelang — wie z. B. den Hohenzollern in Brandenburg-Preußen mit ihrem Wahlspruch: daß die Wohlfahrt des Staates und der Unterthanen das höchste Gesetz sei — die kastenartige Gliederung und den herrschenden Einfluß der bevorrechteten Stände durch einen wohlwollenden fürstlichen Absolutismus zu überwinden, welcher sich der untern Volksklassen thatkräftig annahm und sie allmählich im Interesse des Staatsganzen zur bürgerlichen Freiheit und Gleichberechtigung emporhob.

Von der Freizügigkeit kann kaum die Rede sein, wo, wie z. B. in Mecklenburg-Schwerin, Dominialgerichtsbarkeit und Patrimonialpolizei mit allen misbräuchlichen Ausflüssen, unter andern der Consensbefugniß der Gutsherren zur Eheschließung, Ansiedelung und Ergreifung eines Domicils wie gewerblicher Nahrung, bezüglich der nicht zu den gutsherrlichen Familien gehörigen Bewohner der ritterschaftlichen oder fiscalischen Ortsbezirke fortdauern, wo ungeachtet der (erst 1820 erfolgten) Aufhebung der Leibeigenschaft fast alle bäuerlichen Besitzungen innerhalb der Territorien der Rittergutsbesitzer zu den Gutsfeldmarken eingezogen und verschwunden sind, überdies Fideicommiß-, Lehn- oder doch Hypothekenverband der Rittergüter der Erwerbung kleinern oder mittlern freien Grundeigenthums entgegensteht, wo endlich ein alter Erbvergleich von 1755, der noch gegenwärtig das Fundament der staatlichen und socialen Rechtsverhältnisse ist, während er „das landesfürstliche Eigenthum der Ritter über ihre Leibeigenen und deren Ackerwerk" und damit die willkürliche Gewalt der Rittergutsbesitzer über die Bauerhöfe und deren Besitzer bestätigte, im wesentlichen alle Gewerbsthätigkeit in den Städten und deren geschlossenen Zünften festbannte. Denn es hat auf dem platten Lande (neben dem Fiscus auf den Domänen) nur der Rittergutsbesitzer, meist auch alleiniger Grundeigenthümer der ganzen Ortsfeldmark (beziehungsweise Gemeindeflur) und aller Dorfgebäude, zum Einzug wie zur Familiengründung und Eheschließung die Erlaubniß und Genehmigung zu ertheilen. Eine solche aber ertheilt er dem Knechte und der Magd in der Regel nicht eher, als bis von seinen zur Begegnung der Armenpflege in möglichst beschränkter Zahl vorhandenen Tagelöhnerwohnungen wiederum eine durch Tod oder Auswanderung und sonst leer geworden ist. Dort ist denn die Auswanderung nach Amerika als diejenige Form fast nur übrig geblieben, unter welcher die Gutsbewohner das Recht der Freizügigkeit thatsächlich unverschränkt ausüben können. Im übrigen setzen demselben die Geschlossenheit der großen Grundbesitzungen wie Zünfte und Gewerbsmonopole in den Städten, verbunden überdies mit gutsherrlicher Gerichtsbarkeit und Polizei, fast unübersteigliche Schranken entgegen. So ist der Bewohner des platten Landes auch nach Aufhebung der Leibeigenschaft thatsächlich ein glebae adscriptus, blos mit dem Unterschiede,

---

8) Es wird dieserhalb besonders verwiesen auf die Schrift von K. Braun (Präsident der zweiten Kammer der Ständeversammlung des Herzogthums Nassau): Für Gewerbefreiheit und Freizügigkeit durch ganz Deutschland, aus den Verhandlungen der nassauischen Abgeordnetenversammlung (Frankfurt a. M. 1860); desgl. auf E. Pickford, Zunftwesen, Gewerbeordnung oder Gewerbefreiheit (Manheim 1860); ferner auf die verschiedenen, den Gegenstand sehr ausführlich behandelnden Schriften des Dr. Böhmert (Redacteur des Bremer Handelsblatt) und dessen Vorträge auf den volkswirthschaftlichen Congressen von 1858 und 1859, wie auf die Verhandlungen dieser Congresse.

daß er nach Einziehung der meisten Bauerhöfe zum Gutsareal nicht einmal mehr die gleich günstige Aussicht auf selbständigen Besitz eines eigenen Herdes und Hausstandes hat. Und doch fehlt es in Mecklenburg, gerade deshalb, an Proletariat, Pauperismus und Armenabgaben nicht. Nicht ganz so schlimm steht es um die Freizügigkeit in andern deutschen Ländern, wo es keine oder wenig derartige große, rechtlich oder doch factisch geschlossene Güter, daneben wenigstens viele mittlere und kleinere, ingleichen keine Patrimonialgerichtsbarkeit mehr gibt, wo neuerlich sogar die Gesetzgebung an die Aufhebung von geschlossenen Zünften und Gewerbsmonopolen, von gewerblichen Real- und Exclusivberechtigungen zu denken begann und einstweilen ein immer weiter ausgedehntes polizeiliches Concessionssystem auszuhelfen suchte. Immerhin unterliegen jedoch die Freizügigkeit und die allgemeine bürgerliche Freiheit mannichfachen Beschränkungen.

Abgesehen davon, daß in Österreich[9]) (wenigstens bis 1848, vielleicht auch zur Zeit noch?) Art. 16 der Deutschen Bundesacte vom 8. Juni 1815 hinsichtlich der Gewerbeberechtigungen der sogenannten Akatholiken immer noch nicht ins Leben getreten war, wurde dort die Ertheilung „des obrigkeitlichen Ehemeldungszettels" vom Nachweise eines bestimmten Erwerbs abhängig gemacht.[10]) In Baiern (ausschließlich der Rheinpfalz) verlangt man als Heimats- und Ansässigmachungsbedingung, nach Maßgabe von vier verschiedenen Titeln[11]), als Landwirth den Besitz eines Grundvermögens von einem bestimmten Werthe, sogar im eigenen Geburtsort von mindestens 1 Fl. Steuersimplum (etwa 1200 Fl. Werth), hingegen bei einem auswärtigen aus andern Gemeindebezirken Anziehenden zum Werthe von 1½ Fl. Steuersimplum (circa 1800 Fl. Grundstückswerth) und von einem (auch deutschen) Ausländer, wenn wir recht unterrichtet sind, zu 2 Fl. Steuersimplum (2400 Fl. Grundstückswerth), als Gewerbetreibender unter anderm eine Gewerbsconcession oder den Besitz eines realen oder radicirten Gewerbes, sogar als bloßer Arbeiter den Nachweis eines durch Lohnverdienst oder sonstiges Einkommen gesicherten Nahrungsstandes. Während bei jenen Titeln die Staatsbehörde über einen Widerspruch der Gemeinden entscheidet, haben letztere beim vierten Titel ein absolutes Veto, das sie nicht selten ausüben sollen. In Concurrenzfällen haben gediente Soldaten oder funfzehnjährige Dienstboten den Vorzug. Ähnliche Bedingungen gelten für den Einzug in Stadtgemeinden. In Würtemberg soll ein zum selbständigen Betriebe der Landwirthschaft persönlich befähigter Staatsbürger bei seiner Übersiedelung in eine andere Gemeinde je nach deren Größe 1000, 800 oder 600 Fl. besitzen. Daselbst wurde ferner aufs neue die Verheirathung vom Nachweise eines genügenden Nahrungsstandes und der nach den persönlichen und örtlichen Verhältnissen verschiedenen Zulänglichkeit des Vermögens abhängig gemacht.[12]) Es wird von einem heirathslustigen Paare der Nachweis einer Vermögenssumme von 150 Fl. und in Gemeinden erster und zweiter Klasse von wenigstens 200 Fl. verlangt.[13]) In Baden ist die Neuansiedelung und Verheirathung ebenfalls vom Nachweise des Nahrungsstandes wie eines gewissen Vermögens abhängig und letzteres für die Übersiedelung und Ansiedelung von Ausländern höher, auch je nach der Art und Bevölkerung der Städte und Ortschaften verschieden bestimmt.[14]) Vielerlei directe und indirecte Hemmnisse

---

9) S. über die neue österreichische Gewerbegesetzgebung unter anderm jedoch Braun, a. a. O., welchem auch die jüngste Reform der nassauischen Gewerbegesetzgebung viel zu verdanken hat.

10) S. hierüber und über das Folgende Schüz, Verehelichungs- und Übersiedelungsrecht mit besonderer Rücksicht auf Würtemberg (Tübinger Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft, Bd. V, Jahrgang 1848, S. 25 fg., 80 fg.; desgl. Bd. IX, Jahrgang 1853, S. 187 fg.); auch Roscher, Grundlagen der Nationalökonomie (1857), §§. 175, 205, 258 u. s. w.; Lette, Vertheilung des Grundeigenthums u. s. w. (Berlin 1858), S. 87, 107—116. Nach der Deutschen Bundesacte vom 8. Juni 1815 (Art. 18) haben „die verbündeten Fürsten und Freien Städte den Unterthanen der deutschen Bundesstaaten nur folgende Rechte hierher gehöriger Art zugesichert": a) Grundeigenthum außerhalb des Staates, den sie bewohnen, zu erwerben und zu besitzen, ohne deshalb in dem fremden Staate mehreren Abgaben und Lasten unterworfen zu sein, als dessen eigene Unterthanen; b) die Befugniß des freien Wegziehens aus einem Bundesstaat in den andern, der sie erweislich zu Unterthanen annehmen will; c) die Freiheit von aller Nachsteuer (jus detractus, gabella emigrationis), sofern das Vermögen in einen andern deutschen Bundesstaat übergeht. Im Genuß der bürgerlichen und politischen Rechte sollte aber die Verschiedenheit der christlichen Religionsparteien keinen Unterschied begründen.

11) Gesetz vom 1. Juli 1834.

12) S. Revidirtes würtembergisches Bürgerrechtsgesetz vom 4. Dec. 1833.

13) S. Verehelichungsgesetz vom 5. Mai 1852.

14) S. über Obiges auch die Tübinger Zeitschrift, Bd. IX, Jahrgang 1853, Heft 1 u. 2, S. 187 — 189. Ingleichen wird über diese ganze Materie auf den Aufsatz des Verfassers: Über Freiheit der Ar-

der Freizügigkeit wie der bürgerlichen Freiheit gelten im Kurfürstenthum Hessen, wo deshalb seit Jahren Wohlstand und Bevölkerung immermehr zurückgehen. Ein Mann, der sich verheirathen will, muß durch eine vom Gemeinderath ausgestellte Bescheinigung nachweisen, daß er im Stande sei, eine Familie zu ernähren, ferner, daß er Bürger oder Beisitzer in einer inländischen Gemeinde geworden, sodann die Zahlung eines Einzugsgeldes für die Braut, wenn dieselbe bisher einer andern Gemeinde angehörte, weiter, sofern er sich durch Betreibung eines zünftigen Gewerbes zu ernähren beabsichtigt, die Eigenschaft als Meister und die Entrichtung der schuldigen Zunftgelder, bei einigen Gewerben aber (namentlich der Maurer, Dachdecker, Steinhauer, Weißbinder, Lohgerber, Zimmerleute, Wollentuchmacher, Tuchbereiter), bei deren Betrieb auch den Gesellen zu heirathen erlaubt ist, daß er gehörig gewandert hat.[15]) Die Gemeindeangehörigkeit gewährt in Kurhessen nur das Recht, in der Gemeinde zu wohnen und die örtlichen Anstalten zu benutzen. Hingegen muß, wer ein selbständiges Geschäft betreiben, einen eigenen Haushalt führen oder sich verheirathen will, entweder Ortsbürger oder Beisitzer einer Gemeinde werden, wovon nur Hof- und Staatsdiener eine Ausnahme machen. Erklärlich ist der Erwerb dieser Gemeindemitgliedschaft seitens eines Ortsfremden, je nachdem derselbe Bürger oder nur Beisitzer werden will oder behufs Betreibung gewisser Geschäfte das erstere werden muß, noch mehr erschwert. Abgesehen vom Bürgerrecht und dessen Bedingungen: „Besitz eines Wohnhauses, oder Betrieb der Landwirthschaft auf eigenen Grundstücken oder eines zünftigen, resp. unzünftigen Gewerbes und Besitz eines verschieden abgestuften Vermögens oder Einkommens", worüber beim Widerspruche der Gemeinde eine Behörde zu befinden hat, hängt die Aufnahme eines der Gemeinde bisher nicht Angehörigen als Beisitzer lediglich von der Zustimmung der Gemeindebehörde ab. Ein als Beisitzer aufzunehmender Ortsfremder muß außer seiner unbescholtenen Aufführung die Fähigkeit nachweisen, eine Familie zu ernähren, sowie den Besitz eines schuldenfreien Vermögens, ausschließlich der Kleidungsstücke und des Hausgeräths, im Betrage von 1000 Thlrn. in Kassel u. s. w., abgestuft bis auf 100 Thlr. in den kleinern Landgemeinden unter 1000 Seelen (bei Ausländern, auch Deutschen, zum doppelten Betrage). Davon kann unter besondern Umständen dispensirt werden. Bezüglich des Gewerbsbetriebs verleiht aber die solchergestalt erwirkte Aufnahme eines Nichtangehörigen oder Ortsfremden in die Gemeindemitgliedschaft nur erst die Befugniß zur Ausübung der sogenannten freien Gewerbe. Hingegen muß derselbe zur Ausübung eines zünftigen Gewerbes zuvor noch das Meisterrecht, zum Betriebe eines concessionspflichtigen die Concession erlangen. Beim unselbständigen Gewerbsbetriebe unverheiratheter Gesellen genügt freilich eine gewöhnliche Legitimation. Dieselben erwerben aber auch keinen dauernden Aufenthalt, vielmehr hängt ihre Ausweisung vom Ermessen der Polizeibehörde ab. Hingegen bedürfen diejenigen Gesellen, welche verheirathet sind und einen eigenen Haushalt führen, einer besondern nur auf Grund eines Heimatsscheins ertheilten polizeilichen Erlaubniß. Überdies sind sie „als Orts- oder Schutzgenossen" meist (herkömmlich oder statutarisch) noch zur Zahlung eines besondern Schutzgeldes an die Gemeindekasse (Permissionsabgabe) verpflichtet. Neben allen diesen Bedingungen gehen, abgesehen von hergebrachten standes-, grund- und gerichtsherrlichen Abgaben für die Aufnahme in den Gemeindeverband, auch noch directe Abgaben zur Gemeindekasse an Einzugs-, Bürger- und nach Befinden Einkaufsgeld her.

Obige beispielsweise angeführte Bestimmungen aus verschiedenen deutschen Gesetzgebungen über die mancherlei Beschränkungen der Freizügigkeit und der damit zusammenhängenden natürlichen und allgemeinen bürgerlichen Rechte, denen nicht mehr und nicht weniger an Pflichten gegenübersteht als die von der sittlichen (gewiß auch

---

heit und die allgemeinen natürlichen und bürgerlichen Freiheiten des Arbeiterstandes, insbesondere die Freizügigkeit, in Bd. I, Heft 1, S. 49 fg. der Zeitschrift des Centralvereins in Preußen für das Wohl der arbeitenden Klassen hingewiesen.

15) Die Thatsachen sind dem sehr vollständigen Bericht eines Landeskundigen entnommen. S. darüber kurhessische Verordnung vom 22. Dec. 1823; Gesetz vom 1. Dec. 1853, §. 1; Verordnungen vom 28. Dec. 1829, §. 28, und vom 18. Aug. 1828; Verordnung vom 4. Jan. 1832, ingleichen vom 29. Sept. und 5. Oct. 1848 u. s. w.

Bei der Freizügigkeitsfrage kommen übrigens diejenigen Nachweise und Bedingungen nicht in Betracht, welche sich auf Familienverhältnisse beziehen (Consens von Ältern oder Vormündern, Alter, Auseinandersetzung mit Kindern erster Ehe u. s. w.), desgl. nicht diejenigen, welche die Militärpflicht betreffen, so erschwerend letztere auch oft sind.

christlichen) Selbstverantwortlichkeit gebotene Verpflichtung jedes Individuums zur Fürsorge und Selbsterhaltung des eigenen Daseins wie des Lebens seiner Familienangehörigen, genügen zum Einblick in die vielfachen Hindernisse und Beschwerden, welche der Deutsche, gleichwol Angehöriger und Unterthan eines deutschen Staates, innerhalb des eigenen engern Heimatslandes auf seiner Lebensbahn zu überwinden hat, bevor es ihm gelingt, sogar am eigenen Geburts- und Heimats-, noch vielmehr aber in einem andern, wenngleich benachbarten Wohnort und Heimatsbezirk (und nun gar erst in einem andern deutschen Staatsgebiete) denjenigen Wirthschafts- und Nahrungsstand zu begründen, der seinen Kräften, Talenten und erworbenen Geschicklichkeiten entspricht und für den, als den ihm angemessensten, er sich berufen fühlt. Wie sauer wird es sonach in Deutschland den Menschen gemacht, ihren und der Ihrigen Lebensunterhalt zu gewinnen, wie erschwert man ihnen die Mittel und Wege, um zu einem sittlichen, rechtlichen und menschenwürdigen Dasein zu gelangen!

Dennoch garantirt weder der Staatsverband noch der Gemeinde- oder Heimatsbezirk (wie es doch folgerichtigerweise bei einem legalisirten Socialismus oder Polizeistaatssysteme der Fall sein müßte) den Individuen die Mittel und Gelegenheiten zum Brotverdienen und Lebensunterhalt. Die Bevormundung greift hier nicht, wie nach dem Systeme der Socialisten und wie im alten Polizeistaate mit seiner Pflicht zur Fürsorge für Hintersassen und Unterthanen, positiv, sondern nur negativ, abwehrend und unterdrückend ein. Der Staatsverband und an seiner Stelle die Gemeinde tritt erst dann mit naturgemäß kümmerlichen Gaben zur Fristung des Lebens ein, wenn bei Hülflosigkeit und Verarmung die Nothwendigkeit vorliegt, das eigene Gewissen vor dem Vorwurfe zu bewahren, daß man seine Mitmenschen wider die Gebote der Religion und Menschlichkeit verhungern lasse.

Es ist daher begreiflich, daß die zahlreiche Auswanderung deutscher Bevölkerungen mit der Menge und Mannichfaltigkeit jener Hindernisse der Freizügigkeit, beziehungsweise jener Erschwerungen des Daseins und der Arbeit in den verschiedenen Staaten Hand in Hand geht und fast im gleichen Verhältniß steigt und fällt. (S. im „Staats-Lexikon" den Art. Ein- und Auswanderung.) Weder die den deutschen Geist und Charakter verletzenden Brutalitäten der demokratischen Prosklavereigesellschaft in Nordamerika noch der politische Despotismus im Nachbarlande schrecken von der Auswanderung dahin ab, weil sowol hier als dort den bürgerlichen Freiheiten und der Vorbedingung zu deren Benutzung, der Freizügigkeit, ein weites, durch keine ähnlichen Hindernisse und Schranken, wie sie zumeist noch in deutschen Ländern bestehen, versperrtes Feld geöffnet ist. Dort sind Arbeit und Erwerb wie jede gewerbliche Thätigkeit, ingleichen die Verehelichung und Gründung eines eigenen Hausstandes, die Aufsuchung neuer und besserer Nahrungsquellen durch den Wechsel des Wohnorts von polizeilichen Controlen und Vexationen, gleichviel ob der Staats- oder der Gemeindebehörde, befreit. Dort treibt der Deutsche, der im deutschen Vaterlande selbst, sobald er sich im noch so nahen Nachbarstaate ansiedeln will, als Ausländer behandelt und doppelten Beschränkungen unterworfen wird, unbehindert in großen Gebieten jedes an sich erlaubte bürgerliche Geschäft nach Beruf und Gefallen. Man betrachtet und behandelt nicht schon sofort den strebsamen jungen Ankömmling als Proletarier unter dem engherzigen misgünstigen Gesichtspunkte eines künftigen Armenhauscandidaten oder eines gefährlichen Concurrenten auf dem Arbeitsmarkte.

Und doch ist im Bereiche des Deutschen Zollvereins den Producten deutscher Arbeit ein freier Austausch und Spielraum gewährt, während dagegen die producirenden Kräfte, die Arbeiter, beim Wechsel von Wohn- und Heimatsort überall auf Zollschranken stoßen, bei deren Überschreitung von ihnen, sei es durch Einzugsgelder, sei es durch Abgaben und Lasten anderer Art, wie einst im Mittelalter von den Juden, als kaiserlichen Kammerknechten, Leibzölle gefordert werden und zu entrichten sind. Hier beklagt man die wachsende Unsittlichkeit in Rücksicht auf eine ganz unverhältnißmäßige Zahl außerehelicher Geburten (Mecklenburg, Baiern), ignorirt aber, daß (wie es jetzt häufig in Mecklenburg vorkommt) Knechte und Mägde erst übers Meer wandern müssen, um drüben dem sittlichen Gefühle der Treue und der Vaterliebe durch Verwandelung der Gewissensehe in eine bürgerlich gültige gerecht zu werden, um in der Fremde ihren Concubinenkindern rechtmäßige Ältern zu geben und das Mädchen, die „Gemahlin" (wie sie in Mecklenburg genannt wird), vor den Strafen der außerehelichen Geburt zu schützen, dergleichen die Gesetze des Landes

auf diese androhen, man meint beinahe in Verhöhnung des mächtigsten Naturgesetzes, auf welchem die Fortpflanzung des Menschengeschlechts beruht, da doch andererseits die Eingehung einer rechtmäßigen Ehe in so hohem Grade erschwert wird. Hier beklagt man die steigende Auswanderung und verschränkt den strebsamen Kräften Bewegung und Arbeit. Hier klagt man über Übervölkerung und bezeichnet dabei die Dismembration von Grund und Boden als Ursache von Noth und Verarmung, scheint indeß zu übersehen, „daß daselbst erst nur der kleinere Theil des Ackerlandes Culturfreiheit genießt"[16]), insbesondere aber, daß es an der vollen Gewerbefreiheit fehlt, welche der Bevölkerung eine freie Bewegung und den unverschränkten Übergang von der Landwirthschaft zum Gewerbe gestattet, welche es daher möglich macht, die Nachwirkung der Ungunst anderer Verhältnisse (z. B. von Miswachs) auf dem einen Gebiete der volkswirthschaftlichen Thätigkeit auf einem andern wenigstens allmählich auszugleichen (Würtemberg).

Wie aber wird es erklärt, daß vorzugsweise diejenigen deutschen Staaten, welche sich 1806 dem Rheinbunde anschlossen und damals alsbald von Frankreich dessen straffe Bureaukratie und Centralisation entlehnten, nicht auch schon damals gleichzeitig die oben besprochenen großen Grundsätze der bürgerlichen Freiheit von dort mit übernahmen; noch mehr, daß diese letztern auch dann noch nicht anerkannt wurden, als dieselben deutschen Staaten, und zwar am frühesten in Deutschland, zur politischen Freiheit und constitutionellen Verfassungsform übergingen? Und doch gehört die volle bürgerliche Freiheit (des Erwerbes, der Niederlassung und Ansiedelung wie der Verehelichung) zu den wesentlichsten Grundlagen und Elementen des Rechtsstaats, zu dessen Verwirklichung die constitutionelle Staatsform bestimmt ist. Man darf es ohne Felonie gegen diese das Jahrhundert beherrschende Staatsform aussprechen, daß sie für den größern Theil des Volks einen untergeordneten Werth hat, sobald sie ihm nicht gleichzeitig den Mitgenuß derjenigen allgemeinen bürgerlichen Rechte und Freiheiten zuführt und sichert, durch welche erst allen gesunden Gliedern des Staatsverbandes ohne Ausnahme die Quellen gleichmäßig der sittlichen wie der wirthschaftlichen Wohlfahrt vollständig eröffnet werden, wodurch namentlich die productive Arbeit und der Erwerb von Eigenthum, die Gründung einer Familie wie eines selbständigen Hausstandes jedem möglich wird.

Ist der Vollbesitz der ebengenannten allgemeinen bürgerlichen Befugnisse unbedenklich eine nothwendige Voraussetzung zur vollkommenen geistigen und physischen Erziehung wie zur Veredelung des Menschen und zur vollen Ausbildung der ihm verliehenen Eigenschaften und Kräfte, letztere aber sein wichtigstes und unmittelbarstes Eigenthum, so wird man keiner Gesetzgebung ein Recht zugestehen können, ihn in deren an sich erlaubter Anwendung und Benutzung zu beschränken. Am wenigsten dürfte das eine Gesetzgebung unternehmen, welche auf der constitutionellen Staatsform, mithin auf der Voraussetzung des Rechtsstaats beruht. Sie würde mit der Aufgabe des staatsgesellschaftlichen Verbandes, jedenfalls eines christlichen, in Widerspruch treten. Wissenschaft und Erfahrung haben aber auch überzeugend erwiesen, daß die von der Verwaltung unternommene Direction und Bevormundung der volkswirthschaftlichen Thätigkeiten wie des Berufs und Lebens der Individuen, insbesondere also auch die Bestimmung darüber, „ob Arbeiter sich hier oder dort nähren, ob sie eine Familie unterhalten können oder nicht, ob deren Concurrenz gleichwie die Einrichtung dieser oder jener neuen Gewerbe- und Industrieanlagen dem Gemeinwesen schädlich oder nützlich sei" u. s. w., in der Regel nur dazu geführt hat, das Volksleben zu verkrüppeln oder doch in seiner naturgemäßen gesunden Entwickelung zu stören und aufzuhalten, somit nur zu oft zum Gegentheil dessen, was man bona fide beabsichtigte.

Abgesehen aber selbst hiervon, so widerstreitet es denn doch jedem nicht von staatspolizeilichen oder socialistischen Idealen umnebelten Rechtsbewußtsein und ist unvereinbar mit dem Rechts- und Ehrgefühl eines Mannes, daß dem an und für sich sehr arbiträren Ermessen von einzelnen Behörden und Beamten, welches über die Concessionirung oder Versagung von Aufenthalt und Domicil, von Begründung einer eigenen Familie, Wirthschaft und Haushaltung, von selbständiger Gewerbsbeschäftigung und Niederlassung befindet, die Existenzbedingungen wie das Geschick selbständiger und selbstverantwortlicher freier Menschen in die Hand gelegt sind, und daß diese deren Urtheil über ihre ganze Persönlichkeit und ihre tüchtigern oder

16) Vgl. den Entwurf eines Landesculturgesetzes u. s. w. für Würtemberg im amtlichen Auftrage von der würtembergischen Centralstelle für Landwirthschaft (1855) und Erläuterung dazu, S. 1 u. a. O.

untüchtigern Eigenschaften, über Fleiß, Talent, Geschick und Kräfte zur Selbsterhaltung unterworfen sind. Es ist bei den weiten, schwankenden Grenzen, innerhalb deren sich dergleichen Untersuchungen und Entscheidungen von Polizei- und Gemeindebehörden, gleichwol über die wichtigsten äußern und innern Lebensverhältnisse der Individuen, nothwendig bewegen und bei der Collision von Interessen verschiedener Art nur zu erklärlich, daß dabei nicht selten Willkür und Chicane, auch wol Motive der höhern Staatspolizei gegen religiös oder politisch unliebsame, sogenannte verdächtige und bescholtene Leute, ferner Engherzigkeit, Misgunst oder Vetterschaft ihr Spiel treiben und sich geltend machen.[17])

Freizügigkeit und Freiheit der Arbeit — es muß wiederholt werden — sind untrennbare Correlate. Die erstere hat ohne die letztere wenig Werth. Wiederum aber erwuchs das allgemeine Recht auf Freiheit der Arbeit in dem Momente, wo mit Aufhebung der Leibeigenschaft und Erbunterthänigkeit — dieser jüngsten Frucht christlicher Civilisation und Weltbildung — die persönliche Freiheit aller Glieder des bürgerlichen Verbandes allgemein ausgesprochen wurde und ins Leben trat. Es ist jenes Recht nur die unabweisliche Consequenz dieser persönlichen Freiheit, wie von derselben wiederum die Selbstverantwortlichkeit der Individuen für ihre Existenz und damit deren bürgerliche Selbständigkeit untrennbar ist.

Sobald die Gesetzgebung die mittelalterlichen Beschränkungen der persönlichen Freiheit aufhob, sobald diese letztere durch die Staatsverfassung allen Mitgliedern des gesellschaftlichen Verbandes garantirt wurde, durfte denselben auch die Freizügigkeit nebst der Arbeitsfreiheit (überhaupt der vollkommenen bürgerlichen Freiheit) nicht versagt bleiben. Man übertrug ihnen einerseits die mit der persönlichen Freiheit und Selbständigkeit verbundene Pflicht der Selbsterhaltung, enthielt ihnen dagegen andererseits die Mittel zur Erfüllung dieser Pflicht vor. In dieser Inconsequenz und Halbheit der Gesetzgebung hatte die Bewegung des Jahres 1848 unter den sogenannten arbeitenden Klassen in vielen deutschen Ländern ihren vielleicht unbewußten, aber tiefsten und innersten Hintergrund. Es gibt keine andere für die Dauer ausreichende und erfolgreichere, conservativere Präventivpolitik, als die gleiche gesetzliche Sicherstellung der vollen bürgerlichen Freiheit für alle Staatsangehörigen ohne Ausnahme.

Sind erst die Freizügigkeit und die Arbeitsfreiheit vollständig durchgeführt, so wird es an der Zeit sein, die Principien der Armenpflege, ihre Ausdehnung und ihre Grenzen zu untersuchen und an eine gründlichere Reform derselben heranzutreten[18]), demnach insbesondere darüber zu entscheiden, ob nicht die Armenpflege (in Berücksichtigung des mit der Freizügigkeit und Freiheit der Arbeit vollständig eintretenden Princips der Selbstverantwortlichkeit und volkswirthschaftlichen Selbständigkeit der Individuen) lediglich auf solche Arme zu beschränken sei, welche durch Alter, körperliche Gebrechen oder unabwendbare Unglücksfalle sich selbst zu helfen außer Stande sind. Dann erst wird die Staatsgesellschaft von der Mitschuld an der Verarmung ihrer arbeitsfähigen Mitglieder sich vollständig freisprechen dürfen.

Auch in Preußen, auf dessen liberale und dabei traditionelle Freizügigkeitsgesetzgebung noch weiter unten zurückzukommen ist, war die Lehre „von der Umkehr der Wissenschaft" auf die Beeinträchtigung auch der übrigen bürgerlichen Freiheitsrechte nicht ohne allen Einfluß geblieben, wie 1849 bezüglich der Gewerbefreiheit und 1853 bezüglich der mit Dismembrationen verbundenen Ansiedelungen (s. im „Staats-Lexikon" die Art. Agrargesetzgebung und Dismembration), so hinsichtlich der Freizügigkeit durch Einführung eines Einzugsgeldes, wenigstens in den Städten, von dessen Entrichtung die Niederlassung in der Gemeinde abhängig gemacht werden durfte.[19]) Der Regie-

---

17) S. darüber auch Schüz, a. a. O., S. 45; Roscher, S. 523; Rau, Grundsätze der Volkswirthschaftspolitik, II, 25 fg.

18) Von einigen Seiten ist die Hülfe in der eigenen Assecuranz der Menschen gegen die Armenpflege vorgeschlagen, z. B. in dem zwangsweisen Einkauf in Altersversorgungsklassen, wovon die Gestattung einer Übersiedelung abhängig zu machen sei. Die zweckmäßigen Einrichtungen dieser und ähnlicher Art schon bei vielen einzelnen Fabriken können zu einer Beschränkung der Freizügigkeit führen, wenn die durch Einkauf und Beiträge erworbenen Rechte bei Übersiedelung in andere Orte oder Arbeitsstätten verloren gehen.

19) Vgl. §. 52 der Städteordnung vom 30. Mai 1853 und die Städteordnungen für Westfalen und die Rheinprovinz von 1856.

rungsentwurf eines das Einzugs= wie das Bürgerrechts= und Einkaufsgeld betreffenden Gesetzes (welches vom Landtage genehmigt und unterm 14. Mai 1860 publicirt ist) bezweckt eine bedeutende Herabsetzung des Einzugsgeldes nebst Bestimmung eines Maximums für dasselbe (in Stadtgemeinden von weniger als 2500 Einwohnern zum Betrage von höchstens 3 Thlrn., von 2500—10000 Einwohnern von 6 Thlrn., von 10—50000 Einwohnern von 10 Thlrn., von mehr als 50000 Einwohnern von 15 Thlrn. und für Berlin von 20 Thlrn.) und bestimmt überdies erheblichere Erleichterungen und Befreiungen. Im wesentlichen ist in Preußen jedoch dies städtische Einzugsgeld, dessen Einführung von Gemeindebeschlüssen abhängt, die einzige gesetzliche Belastung und Erschwerung der Freizügigkeit, und man mag das Gesetz von 1860 als den Übergang zur gänzlichen Wiederaufhebung dieser Abgabe betrachten, welche freilich ungeachtet ihres kurzen Bestehens (seit 1853) für die Finanzen der Städte bei dem überall fortschreitenden Anwachsen der städtischen Bevölkerungen eine nicht unerhebliche Bedeutung erlangt, deren gänzliche Wiederabschaffung daher manche Stadtbehörde gegen sich hat.

Von Interesse aber ist die Thatsache, daß in der preußischen Landesvertretung, insbesondere im Abgeordnetenhause, wie in der Mehrzahl der Petitionen, ganz besonders aus den industriereichsten Gegenden der preußischen Rheinprovinz, anerkannt wurde, daß auch ein solches Einzugsgeld einerseits zwecklos, andererseits zugleich für die Industrie und Agricultur von den nachtheiligsten Wirkungen sei.

Denn (so argumentirte in Preußen sowol die Regierung selbst, wie auch die Volksvertretung jetzt in wesentlicher Übereinstimmung nach langer Erfahrung einerseits über die Wirkungen der Freizügigkeit, andererseits ihrer Beschränkungen seit 1853) jede derartige Belastung, wie das Einzugsgeld, trifft und besteuert vorzugsweise, ja fast ausschließlich die ärmern Volksklassen. Sie schmälert dem Neuansiedler die Mittel zur Einrichtung einer neuen Wirthschaft, Erwerbung des Handwerkszeugs u. s. w. in dem Moment, wo er derselben am meisten bedarf, oder nöthigt ihn zu Schulden, die am neubegründeten Nahrungsstande zehren. Sie verhindert die arbeitende Volksklasse, ihren Erwerb und Lebensunterhalt da zu suchen, wo er sich am besten findet. Sie drückt dieselbe dagegen mehr oder weniger zu glebae adscriptis an den bisherigen Heimatsorten herab. Am nachtheiligsten wirkt sie dann, wenn sich von den Orten Kapitalien und Industrieunternehmungen, die nothwendigen Bedingungen für Arbeit und Ernährung der Arbeiterfamilien, fortziehen. Und doch kann und will man die Bewegung des Kapitals, der Industrie wie der Landescultur nicht beschränken und örtlich fixiren. Infolge dessen werden die am bisherigen Wohnorte erwerblos gewordenen Arbeiter durch die Erschwerung der Freizügigkeit zur Verarmung hingedrängt und — was man durch die Präventivmaßregel eines Einzugsgeldes zu verhindern gedachte — vielmehr in Candidaten der Armenpflege verwandelt. Dies mithin gerade durch die vermeintlichen Schutzmittel gegen die Ausbreitung der Verarmung und gegen die Last der Armenpflege. So wächst, statt beiden entgegenzuwirken, im Gegentheil diese Last, zwar vorerst nur in den bisherigen Heimatsgemeinden; offenbar aber vertheuert auch jede Erschwerung und Abgabe den Arbeitslohn und hemmt den Aufschwung der Industrie wie der Agricultur an den Orten, an welchen infolge eines solchen Aufschwungs eine größere Zahl von Arbeitern gebraucht wird. Solchergestalt trifft und schädigt die Besteuerung Neuanziehender den fortschreitenden Wohlstand des Landes an seiner Quelle und Wurzel. Ist es zwar häufig, wie vor Jahrhunderten, so noch gegenwärtig[20]), in ärmern und starkbevölkerten Gegenden hergebrachte Sitte, daß die rüstigen Arbeiter ihren Verdienst während der Sommer= und Arbeitsperioden in weiterer Ferne suchen und zum Winter mit dem erübrigten Verdienst in ihre gleichwol zu eng gewordene Heimat wieder zurückkehren, so ist ein solcher Zustand in der Bewegung der Arbeiterbevölkerung doch ein weit weniger wünschenswerther und gedeihlicher, dies in Rücksicht sowol für die materielle Wohlfahrt wie für die Erhaltung des sittlichen Bandes der Familien. In vielen Gegenden, wo Fabrikindustrie, Bergbau und Hüttenbetrieb emporblühen, werden deshalb, um jenen Zuständen entgegenzutreten und den außerhalb wohnenden Arbeitern die Zeit des täglichen oder wöchentlichen Zu= und Abgehens zur Arbeitsstätte wie die Mehrkosten eines von der Familie getrennten Lebens zu ersparen, von den Fabrikunternehmern Arbeiterwohnungen erbaut und dadurch die Arbeiter in der Nähe der Arbeitsstätte

20) Vgl. z. B. Justus Möser's Patriotische Phantasien (1842), I, 176, und Roscher, Die Grundlagen der Nationalökonomie, S. 339 fg..

angesiedelt[21]), wie dies z. B. schon lange und besonders seit Ablösung der Frondienste auf den größern Gütern der östlichen Provinzen Preußens im Interesse der Agricultur wie der Landbauarbeiter üblich ist. Wenn auch die beschränkende Maßregel der Freizügigkeit (wie in Preußen das Einzugsgeld) nur auf Stadtgemeinden anwendbar ist, so belastet und erschwert sie unter Umständen doch auch unmittelbar die Agricultur, z. B. da, wo auf städtischen Feldmarken innerhalb des Stadtbezirks infolge der Separationen und der damit verbundenen Abbauten größere und kleinere Landgüter mit Tagelöhnern, verheiratheten Knechten, Schäfern u. s. w. entstanden sind. Ganz vorzugsweise aber ist die unbeschränkte Freizügigkeit in den Fabrikdistricten ein dringendes Bedürfniß für die Arbeiterbevölkerung wie für die Fabrikation selbst. Jede Erschwerung wie die Besteuerung derselben durch Einzugsgeld und sonst ist daselbst für den Arbeiterstand um so gemeinschädlicher, als derselbe, wenn er bei der Veränderung oder Schließung von Industrieanstalten oder beim Fortziehen der Kapitalien erwerblos geworden und deshalb genöthigt ist, seinen bisherigen Heimatsort aufzugeben, in der Regel schon nicht mehr die Mittel besitzt, das Einzugsgeld in einer neuen Gemeinde zu entrichten, wo sich ihm gleichwol wiederum zum bessern Fortkommen für sich und die Seinigen ausreichende Gelegenheit darbietet. Daher wird jede derartige Erschwerung und Abgabe bei der Wohnungsveränderung auch so widerwillig getragen und ist meist schwer beizutreiben. So gesellt sich denn zu dem Unvermögen die Erbitterung der ärmern Volksklassen, welche in Fällen einer nothwendigen Übersiedelung an andere Orte die vorzugsweise nur sie treffende Ungerechtigkeit der Beschränkung und Abgabe doppelt empfinden. Die Abgabe ist eine Kapitalsteuer im schlimmsten Sinne des Worts, indem sie das productivste Vermögen, die Arbeitskraft des Volkes, besteuert. Sie hat überdies etwas Entwürdigendes für die Menschen. Denn indem man dadurch ein Präventiv- und Schutzmittel gegen die Armenpflege schaffen und nach der gemeinen gebräuchlichen Vorstellung „dem Zuzuge des Proletariats wehren will", erklärt man im voraus jeden an einen andern Ort übersiedelnden Menschen, der nicht vom Grundbesitz, von Kapitalrenten oder von einem größern gesicherten Gewerbsbetriebe leben kann, für einen Candidaten der Armenpflege oder Proletarier, während (insbesondere auch in Preußen) vielfache Erfahrungen darthun, daß reiche und dabei durch Intelligenz und gemeinnützige Wirksamkeit ausgezeichnete Grundbesitzer und Fabrikunternehmer aus dem unvermögenden Arbeiterstande hervorgegangen sind, ingleichen, daß viele Gemeinden der allein durch die freie Bewegung der Bevölkerung möglichen lebendigen Regeneration und Vermehrung ihrer Einwohner Blüte und Wohlstand verdanken.

Das Einzugsgeld wie jede nicht bis zum Verbot ausgedehnte Beschränkung der Freizügigkeit erfüllt aber auch thatsächlich den Zweck der Abhaltung des sogenannten Proletariats nicht. Es kommt unter anderm in Betracht, daß diese Abgabe in größern Städten, verglichen mit der durch Mahl- und Schlachtsteuer noch erhöhten Theuerung der Lebensmittel, wie mit den theuern Wohnungsmiethen, nur ein sehr untergeordnetes Moment bildet. Trotz dieser weit mehr ins Gewicht fallenden Erschwerungen des Familienlebens in größern Städten ist dennoch überall die Einwohnerzahl der Städte, besonders der größern, in einem verhältnißmäßig viel raschern und bedeutendern Wachsthum begriffen als die des platten Landes.[22]) Der Zuzug aber wird durch ganz andere, das Gewicht der Erschwerung durch Einzugsgeld u. s. w. weit aufwiegende innere Gesetze des Entwickelungsgangs der bürgerlichen Gesellschaft bedingt. So mancher mit eigenthümlichem Talent und Geschick ausgerüstete Mensch muß auf dem Lande und in kleinen Städten verkümmern und verhungern, weil er daselbst für seine Talente und Geschicklichkeiten keinen Markt findet, wie er ihm dagegen in den größern Mittelpunkten des Verkehrs und einer wohlhabenden Einwohnerschaft in erwünschtem Maße geboten wird. Es ist durchaus nicht zu erweisen gewesen, daß die Besteuerung Neuanziehender dem Zuzuge selbst solcher Personen, insbesondere nach den Städten, entgegengewirkt hat, welche bereits auf der Schwelle der Armuth sich befanden. Überdies ist es eine nicht so selten vorkommende Thatsache, daß Gutsbesitzer und Gemeinden ihre an der Schwelle der Verarmung befindlichen Einwohner in die Städte entlassen und, um ihnen den Eintritt in diese neuen Gemeinden zu öffnen, für dieselben das Einzugsgeld und sogar für die nächste Zeit die Wohnungsmiethe entrichten. Die Erfahrung seit 1853 be-

---

21) S. den Bericht Mittermaier's, Die Fabriken im Großherzogthum Baden, im Congrès international de bienfaisance, II, 222 fg.

22) Schubert im Archiv für Landeskunde (1856), Bd. IV, Heft 4, S. 258; Statistische Tabellen, V, 1053 fg.

wies auch für die Stadt Berlin, daß deren hohes Einzugsgeld (im Betrage von 30 Thlrn.) keinen Einfluß auf Verminderung der Armenpflege gehabt hat. Es beruht auf einem großen wirthschaftlichen Gesetz, daß da, wo Arbeitskräfte gebraucht und gut belohnt werden, dieselben hinziehen. Sie sind ein nothwendiges Element an denjenigen Orten, an welchen Agricultur, Gewerbs- oder Bergbauindustrie neu entsteht oder sich ausdehnt. Fehlen sie hier, oder werden sie durch Freizügigkeitsbeschränkungen, wie Einzugsgelder u. dgl., zurückgehalten, so müssen sie, soweit die von den Unternehmern erwarteten Vortheile überwiegen, in demselben Verhältniß theuerer bezahlt werden, um sie heranzuziehen. Lediglich wegen des Bedürfnisses von Arbeitskräften in Veranlassung der wachsenden Bergbau- und Hüttenindustrie wuchs in einzelnen Gegenden Preußens, seit der Volkszählung von 1855 bis zu der von 1858, innerhalb dreier Jahre, die Bevölkerung, z. B. im Kreise Beuthen von 106000 auf 134300, in den Kreisen Rybnik und Pleß von 124000 auf 134600, in den Kreisen Essen und Duisburg von 140000 auf 163000, im Kreise Dortmund von 69800 auf 82500.

So lauteten die um der langen Erfahrung willen im preußischen Staate beachtenswerthen Argumentationen in und außer der Landesvertretung für volle Freizügigkeit. Auch aus andern deutschen Ländern ist die Wahrnehmung bezeugt, „daß das gesetzlich mehr oder weniger sanctionirte Isolirungssystem der Gemeinden überall, wo eine strenge Praxis von dem Rechte vollen Gebrauch machte, die Anhäufung der Armen und die Steigerung der Armenlasten an einzelnen Orten, große Ungleichheit der Arbeitslöhne in den nächsten Districten und anstatt Wachsthum und Blüte vielfach ein Stagniren in denjenigen Gemeinden zur Folge gehabt hat, welche den Zufluß neuer physischer und geistiger Kräfte von außen mit engherziger Selbstsucht von sich abhielten"; sodann schon früher in der badischen Kammer: „daß die jetzt blühenden Geschlechter der Gemeinden, die zahlreichen und wohlhabenden Familien, die Mitglieder der Gemeinderäthe meist Einwanderer seien, daß sich hauptsächlich aus letztern das Geschlecht der Städte verjünge, und daß sogar bei der Rekrutenstellung in den bei Aufnahme von Bürgern nachsichtigen Städten in der Regel ein Drittel, oft die Hälfte mehr tauglicher Mannschaft sich fand, als gefordert wurde, während in denjenigen, wo die gegentheilige Praxis bestand, oft die ganze Zahl tauglicher Männer zur Gestellung der Contingente nicht hinreichte."[23])

Wie schwierig aber scheint es doch der deutschen Gesetzgebung wie den Männern der Verwaltung — doppelt vielleicht bei dem Widerstand der Gemeinden, die nach deutscher Charakterweise öfters ihre corporative Selbständigkeit mit der möglichsten Abschließung nach außen verwechseln und ihre Finanzen mit dem Verlust der Einnahmen von Einzugs-, Schutz- und ähnlichen Gemeindesteuern gefährdet halten — die einfachen, von der Logik der neuern Gesellschaftsentwickelung wie von der Gerechtigkeit gebotenen Principien der allgemeinen bürgerlichen Freiheit im Leben und Organismus des Staates zu verwirklichen, während dies z. B. in England und Frankreich längst geschehen ist, wo man die Früchte dieser bürgerlichen Freiheit in einem auf der enormen Leistungsfähigkeit des Volkes beruhenden, fast unerschöpflichen Reichthum erntet. Noch glaubt man hier und da in Deutschland, daß damit die Staatsgesellschaft in Anarchie und Auflösung zerfallen werde. Man bringt aus dem Kirchthurmshorizont dieses oder jenes Territoriums oder Gemeindebezirks viele Beispiele und Einwürfe bei, um darzuthun, daß die Staaten wie die Gemeinden infolge der allgemeinen Freizügigkeit mit „Lumpengesindel und Proletariat" überschwemmt, daher durch die Last der Armenpflege erdrückt werden würden. Man sollte fast meinen, daß nur in Deutschland die Menschen, welche ihren Wohnort verändern oder einen neuen Hausstand gründen wollen, meist aus Bettlern und Vagabunden beständen und zur Klasse der gemeingefährlichen Individuen gehörten, während doch die Erfahrung zeigt, daß bei der den Menschen inwohnenden mächtigen Liebe zum Heimatslande wie zum Geburtsort die weitaus überwiegende Mehrheit nicht ohne dringende Noth und Veranlassung ihre bisherige Heimat aufgibt.

Möchten die Beispiele von einzelnen mit der Freizügigkeit verknüpften Übeln noch zahlreicher sein, wir sagen mit dem alten Justus Möser (a. a. O.): „daß darunter die große Staatsrechnung nicht leidet, daß ein Baum, von dem viele wurmstichige Äpfel fallen, insgemein fruchtbarer ist als ein anderer, unter welchem keiner liegt, nnd daß, wer blos auf die Erde und nicht in die Höhe sieht, leicht unrichtig urtheilen und nicht erkennen wird, daß jener Baum mehr Früchte

---

23) Schüz, Tübinger Zeitschrift, Jahrgang 1848, S. 61 fg.

hat als dieser." Wieviel „beständige Polizeiordnungen", wie es schon vor Jahrhunderten immer hieß, „dem gemeinen Nutzen zum Besten"[24]), sind nicht in alter und neuer Zeit beantragt und erlassen zur Beschränkung der natürlichen und allgemeinen bürgerlichen Freiheit, bald um eine größere Zahl neuer Ansiedelungen und Wohnungen, oder von Heirathen und Ehen, oder von Gewerbtreibenden und Meistern, bald um neue Industrie- und Gewerbsanlagen zu verhindern oder zu beschränken, bald um Tage- und Dienstbotenlöhne oder Fleisch-, Brot- und andere Preise herabzusetzen und zu fixiren, bald sogar, um die Kleidertrachten wie das Maß von Speisen und Getränken der verschiedenen Gesellschaftsklassen nach ständischer Gliederung zu regeln. Immer noch hat man nach längerer oder kürzerer Zeit erkannt, daß dergleichen Eingriffe in die allgemeine bürgerliche Freiheit durch Staatspolizeigesetze solcher Art dem gemeinen Besten nicht zum Nutzen, sondern zum Schaden gereichten, und es wenigstens gefühlt, daß alle volkswirthschaftlichen Thätigkeiten auf einen einigen sich gegenseitig bedingenden Organismus zurückgehen, der nur aus dem Boden der Freiheit gedeihlich hervorwächst.

Weil die Freizügigkeit mit ihrem Correlat, der Arbeitsfreiheit, hier und da für Gemeinden oder Individuen einzelne Uebelstände im Gefolge hat, auch gemisbraucht werden kann, darf man noch nicht sie selbst verwerfen und verleugnen, so wenig wie man die Freiheit des Erwerbs von Grundeigenthum und Vermögen nebst der freien Verfügung darüber verwerfen und alle Menschen unter Curatel von Staats- oder Gemeindebeamten stellen kann, weil einzelne ihr Eigenthum und Vermögen zum Nachtheil anderer anwendeten oder verschwendeten, so wenig wie man die politische oder die Preßfreiheit wegen möglicher Misbräuche und Übertretungen, so wenig wie man das Princip der sittlichen Freiheit und Selbstverantwortlichkeit verwerfen darf, diese Basis sowol aller Strafe wie der Pflicht zur Selbsterhaltung, weil einzelne unsittlich und unverantwortlich handelten.

Von diesen allgemeinen Betrachtungen gehen wir zu einzelnen bei der Freizügigkeitsgesetzgebung einflußreichen Fragen über, deren Erörterung sich angemessen an die preußische und königlich sächsische Gesetzgebung anknüpft.

In Preußen ist das Princip der Freizügigkeit ein uraltes, weil mit der Bildung dieses Staates verwachsenes. (Vgl. den Art. Ein- und Auswanderung.) In der Mark Brandenburg durfte im frühern Mittelalter selbst noch der Laßbauer sein Gut nach Gestellung eines Gewährsmanns verlassen und an andere Orte, auch in die Städte verziehen. Bezüglich der Bewohner des platten Landes wurde diese Freizügigkeit allgemein erst durch die mit und nach dem Dreißigjährigen Kriege überall geltend gewordene Erbunterthänigkeit und Schollenpflichtigkeit aufgehoben. Abgesehen von den Wirkungen dieser Erbunterthänigkeit für gutsherrliche und fiscalische Hintersassen, war schon in ältern Gesetzen bestimmt, daß kein Arbeitsfähiger von der Niederlassung ausgeschlossen und jede Gerichtsobrigkeit in Städten und auf dem Lande (Magistrat, Gutsherrschaft, Domänenamt) zur Fürsorge für wirklich Arme und Arbeitsunfähige verpflichtet sein solle, weiter sogar zur Beschaffung von Arbeit und Verdienst für die arbeitsfähigen Armen, namentlich aber zur Verpflegung derjenigen Hülfsbedürftigen, welche am Orte gebürtig oder zuletzt gedient oder einige Jahre gewohnt oder sonst sich daselbst (nach dem Edict vom 28. April 1748 drei Jahre hindurch) genährt hatten.

Vagabundirende und bettelnde Arme sollten auf Kosten der säumigen Gerichtsobrigkeit an den Heimatsort zurückgeschickt werden. So werden schon in den ältern Gesetzen Freizügigkeit, Heimatsrecht und Verpflichtung zur Armenpflege in ihrem innern Zusammenhange aufgefaßt. Das Patent vom 8. Sept. 1804 „wegen näherer Bestimmung der Grundsätze über die Verpflegung der Ortsarmen in der Kurmark, Neumark und Pommern" — die Grundlage der neuern Gesetzgebung über Heimatsrecht und Armenpflege vom 31. Dec. 1842 — war bereits mehrere Jahre vor der großen preußischen Reformgesetzgebung der Jahre 1807 und 1811 ergangen. Jenes Patent prägte die freiern Principien noch schärfer aus. Es bestimmte unter anderm ausdrücklich: „daß die Ortsobrigkeiten nicht befugt sein sollten, einem Ortseinwohner, welcher nicht zur Klasse der Armen gehört und der in der Commune Wohnung und Unterhalt finden kann, die Fortdauer des bisherigen Wohnsitzes zu versagen, daß überdies einer solchen (nicht zur Klasse der Ortsarmen gehörigen) Person an jedem Orte, woselbst sie Wohnung und Unterhalt finden kann, daselbst auch von jeder Ortsobrigkeit die Aufnahme als Ortseinwohner gestattet werden

24) Möser, a. a. O.

müsse." Als Ortseinwohner aber sollte jede selbständige Person betrachtet werden, welche am Orte ihren festen Wohnsitz im rechtlichen Sinne genommen hat, ohne Rücksicht auf die Zeit dieses Wohnsitzes, sodaß die Armenpflicht der Gemeinde (und die Heimatsberechtigung des Angezogenen) mit dem Zeitpunkt begann, in welchem jemand am Orte seinen letzten festen Wohnsitz genommen hat. Hingegen sollte die Zurückweisung an den Ort des frühern Aufenthalts oder Wohnsitzes nur in dem Falle zulässig sein, wenn ein solcher Ortsarmer schon zuvor am Orte seines frühern Aufenthalts verarmt gewesen, dieser Beweis der neuen zurückweisenden Gemeinde jedoch nur binnen Jahresfrist offen stehen. Bei bloßer Entfernung vom Orte des bisherigen Wohnsitzes, ohne wirkliche Veränderung desselben, soll der Verarmte nach Ablauf von drei Jahren den Armenanstalten der Provinz, in welcher sein letzter Wohnsitz belegen, zur Last fallen.[25]) Ein zur Verpflegung nicht geeigneter Armer[26]), welcher zur Selbstbeschaffung des Bedarfs an Nahrung u. s. w. für sich und seine nicht arbeitsfähigen Angehörigen hinreichende Kräfte besitzt, soll sich selbst nach erlaubten Mitteln und Gelegenheiten hierzu umsehen. Ist ihm dies weder am bisherigen Aufenthalts- noch an einem andern Orte, aller nachweislich angewendeten Bemühungen ungeachtet, gelungen, so bleiben die Obrigkeiten zum Unterhalt und Unterkommen verpflichtet.

Diesen Grundsätzen schloß sich das Gesetz über die Aufnahme neu anziehender Personen vom 31. Dec. 1842 (Gesetzsammlung, S. 5, Nr. 2317) an. Dessen erster Paragraph stellt die Bestimmung an die Spitze: „Keinem selbständigen preußischen Unterthan darf an dem Orte, wo er eine eigene Wohnung oder ein Unterkommen sich selbst zu verschaffen im Stande ist, der Aufenthalt verweigert oder durch lästige Bedingungen erschwert werden." Dazu ergänzt §. 4: „daß nur denjenigen, welche weder hinreichendes Vermögen noch Kräfte besitzen, sich und ihren nicht arbeitsfähigen Angehörigen den nothdürftigen Lebensunterhalt zu verschaffen, solchen auch nicht von einem zu ihrer Ernährung verpflichteten Verwandten zu erwarten haben, der Aufenthalt an einem andern Orte als dem ihres bisherigen Aufenthalts verweigert werden kann." Jedoch genügt (laut §. 5) „die Besorgniß künftiger Verarmung eines Neuanziehenden zu dessen Abweisung nicht; nur wenn sich binnen Jahresfrist nach dem Anzuge die Nothwendigkeit einer öffentlichen Unterstützung offenbart und die Gemeinde nachweist, daß die Verarmung schon vor dem Anzuge vorhanden war, kann der Verarmte an die Gemeinde seines frühern Aufenthaltsorts zurückgewiesen werden". Allein diese letzte Bestimmung ist durch ein neuestes Gesetz vom 21. Mai 1855 dahin geändert: „daß bei eintretender Nothwendigkeit öffentlicher Unterstützung eines Verarmenden vor Ablauf des ersten Jahres nach dem Umzuge der Armenverband des frühern Aufenthaltsorts denselben ohne weiteres wieder übernehmen muß." Also nur während dieses einen Jahres bleibt der Anspruch, resp. die Pflicht zur Armenpflege (damit ein festes Heimatsrecht) in Preußen suspendirt, sofern nicht die beiden andern Verpflichtungsgründe obwalten, nämlich a) ausdrückliche Aufnahme als Gemeindemitglied und b) gewöhnlicher Aufenthalt während der drei letzten Jahre vor dem Zeitpunkte, wo die Hülfsbedürftigkeit hervortritt, nach bereits erlangter Großjährigkeit.[27]) Die Pflicht der Armenpflege bezieht sich dagegen nicht auf Personen in vorübergehenden Dienstverhältnissen, wie z. B. Dienstboten, Handwerksgesellen, Fabrikarbeiter u. s. w., welche gleich den Ehefrauen, Witwen und Kindern dem frühern Heimatsbezirk, resp. dem der Ältern, Ehemänner, Väter u. s. w. verbleiben, solange sie kein eigenes Domicil durch eigene Wirthschaft begründet, vorbehaltlich der Fürsorge der Aufenthaltsgemeinde in Krankheitsfällen bis zur Wiederherstellung, da niemand hülflos gelassen werden darf. Abgesehen davon, daß durch Strafgesetze und richterliche Erkenntnisse die Freizügigkeit auch in Preußen beschränkt und daß das Domicil vorschriftsmäßig (durch Anmeldung bei der Polizeibehörde) zu ergreifen ist, hängt es sonach im allgemeinen vom freien Entschluß jedes selbständigen arbeitsfähigen Men-

---

25) Über die provinziellen oder Landarmenverbände und deren Verhältniß zu den Ortsarmenbezirken s. den in den Mittheilungen des Centralvereins in Preußen für das Wohl der arbeitenden Klassen, Neue Folge, II, abgedruckten Bericht des Verfassers an den internationalen Wohlthätigkeitscongreß zu Frankfurt a. M. (1857): Über den Zustand der Arbeiter- und Armenbevölkerung im preußischen Staate und die Gesetzgebung zur Verbesserung dieses Zustandes.

26) Unter letztern ist diejenige Person zu verstehen, welche weder hinreichendes Vermögen noch Kräfte besitzt, um sich und den nicht arbeitsfähigen Ihrigen den zum Unterhalt durchaus nöthigen Bedarf an Nahrung, Kleidung, Obdach und Feuerung vollständig selbst zu verschaffen.

27) Gesetz über die Verpflichtung zur Armenpflege vom 31. Dec. 1842 (Gesetzsammlung von 1843, Nr. 2318, S. 8 fg.)

schen ab, seinen Wohnsitz und damit seinen Heimatsbezirk an jedem Orte des Staatsgebiets zu wählen und zu fixiren. Dabei ist kein Unterschied gemacht zwischen Gemeindebürgern und Nichtmitgliedern der politischen Gemeinde. Auch ist bei keinem Gewerbe die Freiheit der Arbeit und die Zulassung zum Gewerbebetriebe von dem Besitze des (politischen) Bürger- und Gemeinderechts abhängig (§. 20 der Gewerbeordnung vom 17. Jan. 1845). Denn das letztere begreift nur Wahlrecht und Wählbarkeit zu den Ämtern der Gemeindeverwaltung und Vertretung, nicht die Befugniß zur Betreibung bürgerlicher Geschäfte in sich (§. 5 der Städteordnung vom 30. Mai 1853 u. s. w.); es ist andererseits nur die Befähigung zum Erwerbe des (politischen) Bürgerrechts durch den selbständigen Betrieb eines stehenden Gewerbes als Haupterwerbsquelle oder durch den Besitz eines Wohnhauses u. s. w. bedingt. Noch freilich aber hat, wie schon oben erwähnt wurde, jeder Neuanziehende in denjenigen Städten, wo es herkömmlich oder statutarisch beschlossen ist, ein Einzugsgeld zu entrichten. Dagegen ist nirgends die Verehelichung an Vermögens oder irgend andere Nachweise gebunden als an solche, welche an sich die Fähigkeit zur Schließung einer Ehe und zu deren Rechtsgültigkeit zufolge allgemeiner landrechtlicher Bestimmungen begründen — erfülltes Alter, Einwilligung der Ältern und Vormünder, erlaubte Verwandtschaftsgrade.

Im allgemeinen stehen dem Rechte auf Freizügigkeit innerhalb des preußischen Staatsgebiets auch die wesentlichen bürgerlichen Freiheitsrechte zur Seite. Denn abgesehen von einzelnen (theilweis indeß schon antiquirten) Rückschritten der spätern Gewerbegesetzgebung, insbesondere durch die Verordnung wegen Einrichtung der Gewerberäthe vom 9. Febr. 1849, ging die Aufhebung der Bannrechte, geschlossenen Zünfte und Gewerbsmonopole wie der gewerblichen Real- und Exclusivberechtigungen (1810 und 1811) mit der Aufhebung der gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse (1811 fg.), der Reallasten, Frondienste, Gemeinheiten und Servituten (1821) wie der Geschlossenheit des Grundbesitzes (1811), mithin die Freiheit der Arbeit mit der des Grundeigenthums und dessen Cultur Hand in Hand. Die Gesetzgebung trug dem innern organischen Zusammenhange der verschiedenen volkswirthschaftlichen Gebiete und Thätigkeiten in bewußter Anerkennung ihrer Wechselwirkung Rechnung und durfte deshalb eines günstigen Erfolgs gewiß sein.

Dagegen hat sich die Gesetzgebung auch in Preußen, ungeachtet der Errichtung des Zollvereins, noch nicht bis zur Einräumung des Freizügigkeitsrechts an die Unterthanen anderer deutschen Staaten erhoben. Diese werden vielmehr bei ihrer Einwanderung ebenfalls noch in Preußen als Ausländer behandelt. Auch hier steht gegen die Aufnahme eines jeden, der nicht preußischer Unterthan ist, den Gemeinden ein Veto zu (§. 6, Ges. Nr. 2317). Hingegen existiren keine andern besondern Erschwerungen der Freizügigkeit Deutscher aus andern Staaten nach Preußen.

In manchen Beziehungen ist auch die königlich sächsische Gesetzgebung in Betreff der Freizügigkeit freisinniger und gerechter als die anderer deutscher Länder.

Es ist vorauszuschicken, daß nach derselben jeder Staatsangehörige zu einem bestimmten Heimatsbezirk im Verhältniß der Heimatsangehörigkeit stehen und jedes Grundstück hinsichtlich des Armenversorgungsverbandes zu einem Heimatsbezirk gehören muß. Der letztere aber ist verbunden, seine unterkommenlos gewordenen Heimatsangehörigen bei sich aufzunehmen und ihnen Unterkommen und nothdürftigen Unterhalt zu verschaffen. Demnächst wird bestimmt: a) daß keinem Staatsangehörigen die Aufnahme und Erlaubniß zur Niederlassung an einem andern als dem Heimatsorte zu versagen ist, wenn und sobald er einen Heimatsschein und außerdem einen sogenannten Verhaltschein beibringt (§. 17 des Heimatsgesetzes vom 26. Nov. 1834); b) daß die Erhebung eines Einzugsgeldes weder hinsichtlich städtischer Schutzverwandter noch hinsichtlich der in eine Landgemeinde neu einziehenden Personen zu gestatten ist (Gesetz vom 12. Oct. 1840 und Ausführungsverordnung vom 22. Oct. 1840).[28]

Bei Aufnahme selbst von Ausländern als Unterthanen sollen Tagelöhnerei und Handarbeit auch dann, wenn sie ein unsicheres und precäres Brot gewähren, kein Grund zur Versagung sein. Doch ist bei der Niederlassung eines Ausländers in einer Stadt behufs selbständiger Betreibung eines zunftmäßigen Gewerbes nächst der Unbescholtenheit und Er-

28) Doch scheint das Einzugsgeld im Königreiche Sachsen nicht durchaus abgeschafft. S. Friedrich in der weiter unten allegirten Schrift.

werbsfähigkeit der Besitz eines ausreichenden Vermögens nachzuweisen. Dabei haben indeß nur die Gemeinden, nicht die Innungen ein Widerspruchsrecht. Der Betrag des Vermögens eines Ausländers ist in größern Städten nicht über 600, in mittlern nicht über 400, in kleinern nicht über 200 Thlr. und bei Verheiratheten nicht über das Doppelte bestimmt, die Aufnahme übrigens auch bei geringerm Vermögen zulässig, wenn ein Revers der Heimatsbehörde bezüglich der Wiederaufnahme im Falle der Aus- und Zurückweisung beigebracht wird (Mandat vom 13. Mai 1831).

Dagegen verliert das Recht der Freizügigkeit auch der Staatsunterthanen im Königreich Sachsen sehr erheblich an seinem Werthe und Effect dadurch, daß die Heimatsangehörigkeit nur begründet wird: a) durch Geburt, b) durch ausdrückliche Ertheilung, c) durch Ansässigkeit mit einem Wohngebäude, d) durch Gewinnung des Bürgerrechts, in Dörfern auch durch gestattete Niederlassung als Dorfhandwerker oder Dorfkrämer, jedoch zu c und d erst nach Ablauf eines fünfjährigen Zeitraums von der Ergreifung des Domicils oder der Ansässigkeit als Bürger ab. Blos bei Heimatlosen entscheidet der letzte Wohnort.

Denn bei der seltenern ausdrücklichen Verleihung zu b und der fünfjährigen Suspension des vollen Effects zu c und d bleibt für die große Mehrzahl der Geburtsort auch Heimatsbezirk durch ihr ganzes Leben, zumal bei der Üblichkeit von ortspolizeilichen Heimatsscheinen, durch deren Ausfertigung die Verbindlichkeit des Geburts- oder frühern Heimatsbezirks als Armenversorgungsverband bezüglich der Weggezogenen gegenüber dem neuen Aufenthaltsort derselben vorbehalten und ferner begründet bleibt.

Es gestattet aber das Gesetz die Ausweisung und Zurücksendung an den Geburts-, resp. frühern Heimatsbezirk nicht blos dann, wenn jemand während seines dermaligen Aufenthalts a) öffentliches Almosen in Anspruch genommen oder b) selbst gebettelt oder nach erhaltener Warnung seine Kinder zum Betteln ausgeschickt hat, sondern überdies soll es einerseits vom Ermessen der Polizeibehörde in concreto abhängen, ob eine frühere polizeiliche Ausweisung in andern Fällen als gegen dienstloses Gesinde und arbeitslose Gesellen für einen genügenden Grund zur Verweigerung der Aufnahme überhaupt gelten kann, und andererseits bleibt die Ausweisung mit Transport in den alten Heimatsbezirk jederzeit zulässig (also ohne Rücksicht auf eine noch so lange Zeit des Aufenthalts am neuen Wohnort), sofern das Heimatsrecht am Aufenthaltsorte nicht ausdrücklich erworben worden ist.

Da die Bewilligung oder Versagung der Aufnahme, gleichwie des dauernden Aufenthalts nicht, wie in Preußen, an gesetzlich bestimmte oder durch Vorschriften des Strafrechts und richterliche Entscheidung begrenzte Voraussetzungen geknüpft, vielmehr das Ermessen der Behörden mehr oder weniger maßgebend ist; so leuchtet ein, daß das selbst nach der Aufnahme als Ortangehöriger über dessen Haupt schwebende Damoklesschwert polizeilicher Ausweisung den Effect und materiellen Nutzen der Freizügigkeit sehr vermindert, indem dadurch der Erwerb des neuen Domicils mehr oder weniger zu einem vorübergehenden precären Aufenthalt wird, weshalb auch der in demselben begründete Nahrungsstand kein durchaus gesicherter ist. Mit dem etwaigen Einwurf, daß die Ausweisungen der Polizeibehörden doch meist nur schlechte oder zweifelhafte Subjecte treffen werden, ist man im freien England schon vor mehr als 600 Jahren bei Vereinbarung der Magna charta von 1215, sowie später bei der Aufstellung der Habeas-Corpus-Acte von 1679 nicht einverstanden gewesen.

Es ist vielfach anerkannt, daß überall, wo sich das Recht der Freizügigkeit vorerst nur auf die Freiheit des Aufenthalts und Domicils beschränkt, während das Heimatsrecht beim Geburtsorte bleibt, oder wo letzteres doch erst nach längerer Zeit am neuen Aufenthalts- und Wohnorte erworben wird, sei es in den Fällen der Verarmung oder gar der Zurückweisung aus andern Gründen an den Geburts- und frühern Heimatsort, die schreiendsten Inconvenienzen, Härten und Übelstände zumal dann eintreten, wenn der Zurückgeschickte den Ort seiner Geburt oder frühern Heimat schon in zarter Jugend verlassen, sich an andern Orten verheirathet und eine Familie begründet hat und so den Verhältnissen seines Geburts- und alten Heimatsorts ganz und gar entfremdet ist.[29]) Ein mit dem Armenwesen besonders vertrauter, für

---

29) Vgl. Schüz in der Tübinger Zeitschrift, Jahrgang 1848, S. 70 fg., wo angeführt wird, daß in der Schweiz früher (1837) 120000 Menschen ohne Heimatsrecht in andern Cantonen lebten und 1830 ein einziger Weiler im Canton Luzern mit fünf Häusern zwischen 200—300 Heimatsangehörige in der Fremde unterhielt.

dessen Verbesserung ebenso begeisterter als mit Hingebung thätig gewesener Mann, der Gerichtsamtmann Friedrich zu Chemnitz[30]), zählt im Gegentheil zu den erfolgreichsten Mitteln, dem Armen auf- und fortzuhelfen und wiederum ein besseres Fortkommen desselben zu begründen, dessen Versetzung in andere Verhältnisse mit Veränderung des Wohnorts (wie beim Kranken der Luft), ingleichen seiner Arbeits- und Lohnverhältnisse wie seiner Arbeitgeber. Hören wir ihn selbst:

„Die Fähigkeiten der Menschen zum Broterwerb sind sehr verschieden, die Gelegenheit dazu ist aber im Aufenthalts- oder Heimatsorte oft gar nicht, wol aber in einem andern Orte vorhanden.

„Beim starren Festhalten des Heimatsbezirks darf aber der Arme nicht an diesen Ort ziehen, ja nicht einmal dahin auf Arbeit gehen, entweder weil er in Jahresfrist Armenwohnung oder Almosen erhalten hat, oder weil seine Kinder betteln gegangen sind, oder weil er das im fremden Orte zu entrichtende Einzugsgeld nicht erschwingen kann.

„Es sind dies Berge, hinter denen für ihn eine goldene Aue liegt, über die er aber nicht hinweg kann, wenn ihn nicht jemand darüber hinweghebt. Was soll der arme Mensch beim besten Willen der Welt machen, wenn er in einem Orte bleiben muß, wo durchaus keine Arbeit für ihn da ist, während anderwärts mit leichter Mühe für ihn und seine Familie ein gutes Fortkommen beschafft werden könnte? Welches Gefühl muß ihn überkommen, wenn er, von andern dennoch verachtet, hungern muß und die Seinigen nicht ernähren kann? Ist es ein Wunder, wenn er den Muth verliert, wenn Erbitterung sich seiner bemächtigt, wenn er endlich mit Zucht und Sitte bricht, immer tiefer und tiefer sinkt und endlich zum Bettler, Vagabunden, Arbeitscheuen, ja zum Verbrecher wird?

„Ebenso wichtig ist die Versetzung bei den unmoralischen Armen; beim Verbrecher z. B., um ihn aus dem Verkehre mit seinen Mitbetheiligten, um ihn aus den bekannten örtlichen Verhältnissen zu entfernen; beim Arbeitscheuen, Vagabunden, um ihm sein gewohntes Faullager zu entziehen; beim Trunkenbolde, um ihn seinen Winkelschenken zu entreißen; bei allen aber, um ihnen das Mistrauen und den Haß, womit sie, nicht selten mit Unrecht, von den Bekannten verfolgt werden, abzunehmen und sie in eine Lage zu bringen, in der sie zu sich selbst wieder Vertrauen fassen können, ist gewiß, fast ohne Ausnahme, nichts empfehlenswerther als die Entfernung aus ihren zeitherigen Verhältnissen."

Warum aber will man diese Veränderung des Wohnorts und der Arbeitsverhältnisse dem Patrocinium der Armen- oder Gemeindebehörde vorbehalten und erst dann anwenden, wenn der in andere Umgebungen zu Versetzende schon der Armuth verfallen, und wenn die demoralisirende Wirkung der Beschränkungen seiner Freizügigkeit und Selbstbestimmungsfreiheit bereits für ihn eingetreten ist, anstatt früher und zur rechten Zeit die in der Veränderung gefundene Hülfe seinem eigenen freien Entschluß anheimzustellen?

Die Übelstände, welche vorstehend geschildert sind, werden durch eine Heimatsgesetzgebung, wie sie zum Theil also auch noch im Königreich Sachsen besteht und früher bekanntlich mit allen diesen Schäden in England bestand, gesetzlich nur befestigt und gewissermaßen legalisirt.

Die preußische Gesetzgebung vom 31. Dec. 1842, selbst mit der Novelle vom 21. Mai 1855, ist von obigem Übelstande frei. Hingegen leidet sie an einem andern Mangel, welcher freilich außer ihrer eigenen Sphäre liegt. Derselbe gehört theils in das Gebiet der Finanzgesetzgebung, sofern es vor Aufhebung der Grundsteuerfreiheiten der eximirten Rittergüter vorzugsweise in Pommern, Brandenburg und einem Theile der Provinz Sachsen an einer gleichmäßigen und brauchbaren Grundlage für die Communalbesteuerung, also für die Armenbeiträge fehlt (was Sachsen voraus hat); theils fällt der Mangel in das Gebiet der Gemeindegesetzgebung und erwartet seine Beseitigung von deren Reform.

Dieser Mangel betrifft namentlich den geringen Umfang der Armen-, resp. Heimatsbezirke. Einen dergleichen getrennten, für sich bestehenden Bezirk oder Ortsarmenverband bildet jetzt in Preußen, mit Ausnahme einiger Landestheile, jede einzelne Gemeinde und jedes einzelne nicht im Gemeindeverbande befindliche Gut (Rittergut und Domänenvorwerk) — §§. 1, 5 fg., Ges. Nr. 2318 — da die gewünschten freien Übereinkünfte behufs Vereinigung zu gemeinschaftlichen Armenverbänden selten oder nie zu Stande gekommen sind. Hiervon macht nur Schlesien eine Ausnahme, wo die in der Ortsgemeinde belegenen Ritter-

30) Vgl. Friedrich, Offene Briefe über das Armenwesen im Königreiche Sachsen mit besonderer Bezugnahme auf die Armenpflege im Bezirk des königlichen Gerichtsamts Chemnitz (Dresden 1859).

güter in verschiedenen communalen Beziehungen, wie bezüglich des Wegebaus, so namentlich auch bezüglich der Armenpflege zur gemeinschaftlichen Tragung der Communallasten verbunden sind, andererseits also auch einen gemeinsamen erweiterten Heimatsbezirk gleichzeitig für alle dem Gemeinde- und dem Gutsbezirk heimatsangehörigen Bewohner beider Bezirke bilden. Ausgenommen ferner sind die Rheinprovinz und die Provinz Westfalen, wo die überwiegende Mehrzahl der Rittergüter noch jetzt mit der Ortsgemeinde zu einem Communalverbande vereinigt ist, überdies die Einrichtung der je aus mehreren Einzelgemeinden zusammengesetzten Amts- oder Sammtgemeinden (Ämter und Bürgermeistereien — schon infolge früherer Landgemeinde-, resp. Gemeindeordnung von 1841 und von 1845) fortbesteht. Das preußische Gesetz vom 31. Dec. 1842 bestimmt nur, daß einzelne Besitzungen, wie Mühlen, Krüge u. s. w., die weder zu einer Gemeinde gehören, noch auf Trennstücken von Domänen oder Rittergütern angelegt sind, nach Anordnung der Landespolizeibehörde (Regierung) in Beziehung wie auf alle Communalverhältnisse, so auch auf die Armenpflege mit einer Gemeinde vereinigt werden sollen (§. 8). Bei kleinen und zur Verpflegung ihrer Armen unvermögenden Gemeinden soll zwar der Landarmenverband durch Gewährung von Beihülfen mit eintreten[31]), dergleichen (provinzielle) Landarmenverbände existiren aber auch nicht einmal überall, indem die Revision der Landarmenreglements nicht in allen Provinzen durchgeführt ist.

Dagegen ist im Königreich Sachsen die obere Verwaltungsbehörde nicht blos zur Zutheilung einzelner Grundstücke an die in der Regel auch die Heimatsbezirke bildenden Gemeindebezirke, sondern auch zur zwangsweisen Vereinigung benachbarter kleiner Gemeinden zu einem gemeinschaftlichen Heimatsbezirk von Amts wegen ermächtigt. Weiter aber ist bestimmt, daß Rittergüter und Vorwerke mit den Gemeinden zusammen, wenn auch keine politische Gemeinde, so doch einen gemeinschaftlichen Armen- und Heimatsbezirk bilden, resp. daß erstere den Heimatsbezirken der betreffenden Orte einverleibt werden sollen, und ist es sogar für unzulässig erklärt, aus dergleichen (selbst isolirten) Rittergütern und Vorwerken eigene Heimatsbezirke zu bilden. Dabei wird die öffentliche Armenpflege als Gegenstand der Gemeindeverwaltung betrachtet, und es haben alle Besitzungen ohne Ausnahme, auch Ritter- und sonst eximirte Güter, zu den Zuschlägen an Personal-, Gewerbe- und Grundsteuer für die Armenkasse zu contribuiren (Heimatsgesetz vom 26. Nov. 1834 und Gesetz vom 12. Oct. 1840 nebst der Ausführungsverordnung vom 22. Oct. 1840; desgl. Armenordnung vom 22. Oct. 1840).

Dessenungeachtet ist im Königreich Sachsen seit mehreren Jahren das Bedürfniß zur Bildung größerer (Bezirks-) Armenvereine hervorgetreten und dasselbe theilweise, wenn auch unvollkommen, durch eine freiwillige Vereinigung mehrerer Ortsarmenvereine zu sogenannten Bezirksvereinen zu erfüllen versucht worden. Denn auch in Sachsen hatte dies gleichwol schon von der Gesetzgebung empfohlene Princip der Freiwilligkeit keinen praktischen Erfolg.

Die sachkundigsten Männer wie eine Mehrzahl der freiwilligen Bezirksarmenvereine haben deshalb die Nothwendigkeit legislativer Einwirkung zum Zwecke der Erweiterung der örtlichen Armen- und Heimatsbezirke durch Vereinigung mehrerer derselben zu größern Verbänden dringend verlangt.[32])

Ein solches Bedürfniß der Vereinigung ist nun aber in den meisten Provinzen des preußischen Staates noch dringender, und zwar keineswegs blos der Rittergüter, resp. Gutsbezirke, mit den einzelnen Ortsgemeinden und Gemeindebezirken zu gemeinschaftlichen örtlichen Armen- und resp. Heimatsverbänden, sondern ebenso wiederum dieser so gebildeten einzelnen Orts- und Heimatsverbände zu größern — Amts- oder Sammtgemeindeverbänden oder Domicilgemeinden[33]), Ämtern, wie sie in der Provinz Westfalen, oder Bür-

---

31) S. über den Landarmenverband den oben gedachten Bericht des Verfassers in dem Congrès international, a. a. O.

32) S. Friedrich, a. a. O.; desgl. Lehmann, Zur Frage des sächsischen Armenwesens: Die Gründung einer Amtslandschaft (Dresden 1858).

33) S. hierüber den Aufsatz von Kries, Über die Lage der ländlichen Arbeiter in Preußen und den Zustand der Armen- und Heimatsgesetzgebung in England, in den Mittheilungen des Centralvereins in Preußen für das Wohl der arbeitenden Klassen, Neue Folge, Bd. II, Heft 3, S. 193 fg. und S. 206 fg.

germeistereien, wie sie in der Rheinprovinz bestehen. Denn von 36588 Landgemeinden im preußischen Staate (excl. der hohenzollerschen Lande), wobei die als besondere Armenbezirke in der Regel von den Gemeinden gesonderten Rittergüter und Domänenvorwerke nicht einmal getrennt aufgeführt sind, enthalten (zufolge statistischer Aufnahme von 1846) 8355 unter 100 und 2294 nur zwischen 100 und 500, durchschnittlich eine jede etwa nur 317 Einwohner, dabei aber die östlichen Provinzen noch bei weitem weniger. So hat namentlich Ostpreußen von 6166 Landgemeinden unter 500 Einwohnern 5945, durchschnittlich jede einzelne Gemeinde etwa 195 Einwohner; Westpreußen von 3774 unter 500 Einwohnern 3531, durchschnittlich wenig über 200 Einwohner; Posen von 3481 unter 500 Einwohnern 3228, die einzelne Gemeinde durchschnittlich etwa 280; Brandenburg 4114, darunter 3763 unter 500, und die einzelnen Landgemeinden im Durchschnitt etwa 272; Pommern von 3405 unter 500 Einwohnern 3202, jede der erstern durchschnittlich zu 244 Einwohner, wobei es natürlich Gemeinden gibt, die erheblich weniger als 100 Bewohner zählen.

Litt doch auch in England die Verwaltung des Armenwesens vor dessen Reform durch die Gesetzgebung von 1834 einen ähnlichen Mangel. Denn auch dort zählten von den 15535 Kirchspielen (den örtlichen Armenverbänden) 737 nur bis 50, 1907 bis 100, 6681 bis 300 Seelen. Die größere Hälfte der Kirchspiele konnte also keine lebensfähige Dorfverfassung, geschweige lebensfähige Armenverbände bilden.[34])

Auch sogar in England wirkte und wirkt zum Theil noch jetzt dieser mangelhafte Zustand einer zu beschränkten Abgrenzung der Armenbezirke, und zwar vorzugsweise beim Stande der ländlichen Arbeiter, auf deren bürgerliche Freiheitsrechte sehr nachtheilig zurück. Dies hat unter anderm ein englischer Staatsmann und gründlicher Kenner des englischen Armenwesens, auch hauptsächlichster Bearbeiter der Reform desselben (Edwin Chadwick) bezeugt und entwickelt.[35]) Dadurch sind insbesondere die ländlichen Arbeiter, bei dem Einflusse der großen Gutsbesitzer und dem Interesse derselben, sich gegen die Armenpflege zu schützen und abzusperren, indem Guts- und Kirchspielsgrenzen sowie (vor 1834) auch Parochialdomicile (Armen- und Heimatsbezirke) meist zusammenfielen, thatsächlich im Rechte der Freizügigkeit erheblich beschränkt worden. Sie waren bei der gegenseitigen Abkehr Neuanziehender an die Scholle gebunden und in gewisser Art zu glebae adscriptis degradirt. Deshalb bestand ein wesentlichster Punkt der Reform des englischen Armenwesens im Jahre 1834 in der Ermächtigung der neu eingerichteten Centralbehörde für das Armenwesen (des Armenamts) zur zwangsweisen Umbildung und Vereinigung mehrerer Kirchspiele zu einer Sammtgemeinde (der Herstellung einer Kreisverfassung) für die Zwecke der Armenpflege und sonach auch bezüglich der Heimatsangehörigkeit. Infolge dessen sind jetzt statt der oben gedachten großen Anzahl von Kirchspielen, resp. kleinen örtlichen Armenbezirken 618 größere (Kreis-) Armenverbände (durchschnittlich etwa 24 Kirchspiele umfassend) entstanden.[36])

Hieraus ergibt sich, daß, wenn einerseits die Armenpflege nicht auf den ganzen Staatsverband übertragen werden kann und darf, vielmehr den Gemeinde- und Heimatsbezirken verbleiben muß, doch die angemessene Erweiterung dieser letztern eine wesentliche Bedingung zur Herstellung vollkommener Freizügigkeit ist.

In der vorstehenden Skizze über die so tief und vielseitig eingreifende Freizügigkeitsfrage ist wenigstens versucht worden, die verschiedenen Beziehungen hervorzuheben, in denen dieselbe wie zur Landesverfassung, so insbesondere zu den wichtigsten sittlichen und wirthschaftlichen Bedingungen und Elementen des Volkslebens steht. Es ist die Freizügigkeit gewissermaßen nur die formale Vorbedingung zum Vollgenusse anderer höchst materieller bürgerlicher Rechte. Sie löst zunächst die Fesseln, welche die Menschen an einer freien Bewegung auf dem großen und reich besetzten Markt des Volkslebens hindern, auf welchem doch für alle diejenigen, die dazu geistige und physische Mittel und Kräfte besitzen, mannichfache Arbeit

34) S. Gneist, Heutiges englisches Verfassungs- und Verwaltungsrecht (Berlin 1857), I, 637.
35) Vgl. hierüber Chadwick, Memoire über die Zukunft des englischen Ackerbaus und der Landbauarbeiter im Congrès international de bienfaisance de Bruxelles (1856), II, 199, 208.
36) Gneist, a. a. O., §. 116, S. 476, und §. 163, S. 636 fg.

vollauf und vermittelst dieser volkswirthschaftlich werthvollsten, auch allgemein gültigen Münze sowol moralische als materielle Güter aller Art theils zur Veredelung und Verschönerung, theils zur Erhaltung und Kräftigung des menschlichen Daseins zu erwerben sind. Die Gestattung der freien Bewegung der Kräfte durch Abnahme der Fesseln nutzt aber wenig zur Aneignung der Güter, solange noch dem gemeinen Verkehr und der Erwerbung auf dem Markte selbst unnatürliche und ungerechte Marktpolizeiverordnungen entgegenstehen, welche den Verkehr und Erwerb hindern oder doch erschweren. Daher kommt es zugleich auf Aufhebung dieser Marktpolizeiverordnungen an.

Inzwischen wäre es schon für die persönliche und bürgerliche Freiheit, auch für die materielle Wohlfahrt der Deutschen von hohem Werth, die Hindernisse und Belästigungen, die Abgaben und Steuern, die Vermögensnachweise und ähnliche Maßregeln beseitigt zu sehen, welche, selbst abgesehen von den hier und dort fortbestehenden gewerblichen Zunft- und Concessionseinrichtungen, allein schon entweder auf der Übersiedelung an einen andern Ort, oder auf der Eingehung einer Ehe, oder auf der Gründung eines selbständigen Hausstandes und einer eigenen Wirthschaft ruhen. Die Rückkehr zur Geschlossenheit der Grundbesitzungen, welche in den Gesetzgebungen einiger deutscher Länder angebahnt, auch wiederholt im preußischen Herrenhause beantragt wurde, gehört ohnehin zu den todtgeborenen Kindern, sicher zu den kurzlebigen Fehlgeburten. Mit Einführung der Gewerbefreiheit beschäftigt sich augenblicklich allen Ernstes die Gesetzgebung mehrerer deutschen Staaten. Bei dieser Gelegenheit und im unmittelbaren Zusammenhange damit tritt zugleich eine dringende Veranlassung zur Aufhebung auch der Freizügigkeitsbeschränkungen wie mancher anderer formeller und materieller Beeinträchtigungen der allgemeinen bürgerlichen Freiheit an die Regierungen und gesetzgebenden Factoren heran. Ohne das bliebe die Freiheit der Arbeit und der Gewerbe ein nicht zu hebender Schatz. Denn jene Beschränkungen bezweckten am häufigsten nur das Interesse der Zünfte, gewerblicher Monopole und polizeilicher Concessionen. Sie stufen sich nicht selten verschieden ab, je nachdem es sich um An- oder Übersiedelung zünftiger oder unzünftiger, selbständiger oder unselbständiger, geprüfter oder ungeprüfter Gewerbtreibender, von Technikern, Künstlern, Fabrikanten oder von gewöhnlichen Handwerkern handelt. Sie gingen von Berufsunterschieden aus, deren Grenzen und Kriterien schon gegenwärtig ineinander laufen, nach Einführung der Gewerbefreiheit aber mehr und mehr ganz verschwinden werden. Dann also müssen dergleichen Beschränkungen vollends unnütz und zwecklos erscheinen. Es wird doch zuletzt die Überzeugung siegen, daß die verschiedenen volkswirthschaftlichen, resp. bürgerlichen Freiheiten [37]) nur in einer und derselben allgemeinen bürgerlichen Freiheit zusammentreffen, deren innerster Quellpunkt in der christlichen Würdigung der Persönlichkeit und sittlichen Freiheit des Menschen liegt, daß aber eine Verleugnung dessen auf die Dauer unvereinbar mit dem Wesen eines verfassungsmäßigen Rechtsstaats ist, und daß eine solche Verleugnung nicht blos die fortan unabweisliche constitutionelle Staatsform, sondern je länger je mehr auch die Erhaltung, Ordnung und Sicherheit der darauf beruhenden Staatswesen selbst in Gefahr bringt.

Wäre indeß diese Überzeugung in den einzelnen Staaten durchgedrungen, so bedarf es allerdings für das ganze deutsche Vaterland noch eines weitern Schrittes, wofern der Deutsche den Staatsangehörigen Frankreichs, Englands, Nordamerikas, bald vielleicht auch Italiens an bürgerlichen Rechten und Freiheiten sowie an deren materiellen Früchten nicht nachstehen soll. Hier sind große, weite Ländergebiete der freien Bewegung der Staatsangehörigen im Bereiche der volkswirthschaftlichen Thätigkeit geöffnet. Im deutschen Vaterlande hingegen, wo gleichwol Eisenbahnen und Presse den Austausch und die Bewegung von Producten und Gedanken nicht weniger befördern, treten der Freizügigkeit und bürgerlichen Freiheit der Staatsangehörigen von Land gegen Land größere Schranken entgegen als gegen das nicht-deutsche Ausland, da in diesem der deutsche Einwanderer, sobald er die Grenzen überschritten hat, frei arbeiten und erwerben darf, gleich dem Einheimischen. Die Aufhebung aber jener Schranken des einen deutschen Staates gegen den andern ist im deutschen Volksbewußtsein allmählich zum Axiom geworden. Dies Axiom steht an Wichtigkeit, selbst für die materielle Wohlfahrt des Volkes, keinem andern nationalen Wunsche und Verlangen nach. Es steht vielleicht sogar in erster Linie und allen voran. Daß das deutsche Volk dessen Befriedigung nicht vom Bundestage

37) Niederlassung, Ansiedelung, Arbeit, Verehelichung, Erwerbsfähigkeit u. s. w.; von politischen Freiheiten ist in diesem Artikel nicht die Rede.

erwartet, wird dieser wol selbst bei unbefangenem historischen Rückblick auf seine Thaten und Früchte gerechtfertigt finden. Gerade deshalb beeilte wol die Deutsche Nationalversammlung die Publication der Grundrechte im Reichsgesetze vom 27. Dec. 1848, wonach unter anderm jeder Deutsche das Recht haben sollte, an jedem Orte des Reichsgebiets Aufenthalt und Wohnsitz zu nehmen und jeden Nahrungszweig zu betreiben. Beim Bundesbeschluß vom 23. Aug. 1851, der diese Grundrechte ohne Vorbehalt und Ausnahme, anscheinend auch ohne die Absicht aufhob, etwas anderes an deren Stelle zu setzen, wurde der weise Grundsatz des Königs Friedrich Wilhelm III. vergessen: daß man das Gute annehmen und behalten solle, gleichviel von welcher Seite es komme. Möchte Preußen ohne Rücksicht auf Reciprocität und etwaige kleinliche Retorsionsmaßregeln mit der Einräumung der gleichen Freizügigkeit, wie solche im Innern des preußischen Staates gewährt ist, auch an die Angehörigen aller andern deutschen Bundesstaaten vorangehen; in dem Bewußtsein, daß das vor allem und zunächst ihm selbst, insbesondere der fortschreitenden Entfaltung seiner eigenen Volkswohlfahrt und Macht zugute kommen werde. Jedenfalls aber wäre dann, wenn die Gesetzgebung der einzelnen deutschen Staaten wenigstens die Gewerbe- und Arbeitsfreiheit durchgeführt haben wird (nach dem Vorgange der dem Princip der Menschlichkeit huldigenden Übereinkünfte vom 11. Juli und 5. Nov. 1853, betreffend die einstweilige gegenseitige Fürsorge für hülfsbedürftige Angehörige aus andern Staaten bis zu deren Herstellung), auch der Zeitpunkt gekommen zur Vereinbarung der deutschen Regierungen und Volksvertretungen über die gegenseitige Freizügigkeit und Niederlassung wie über die gleiche Ausübung auch sonstiger bürgerlicher Freiheiten ihrer Angehörigen in allen Staaten des Deutschen Bundes.

W. A. Lette.

Druck von F. A. Brockhaus in Leipzig.

10

SPECIMEN INAUGURALE ŒCONOMICO-POLITICUM

DE

INDUSTRIÆ LIBERTATE,

QUOD,

EX RECTORIS MAGNIFICI J. G. J. ERNST,

ET SENATUS ACADEMICI AUCTORITATE,

PRÆVIO FACULTATIS JURIDICÆ DECRETO,

PRO GRADU DOCTORIS,

SUMMISQUE IN JURISPRUDENTIA HONORIBUS ET PRIVILEGIIS,

IN UNIVERSITATE LEODIENSI,

RITE AC LEGITIME CONSEQUENDIS,

PUBLICO EXAMINI SUBMITTIT,

Die 10 mensis Julii anni 1828, hora 5

AUCTOR

Joannes Mersman, Bruxellensis.

LEODII,

TYPIS LEBEAU-OUWERX, JUXTA THEATRUM.

Le *Specimen* sera soumis à la censure de la Faculté, afin de s'assurer qu'il ne s'y trouve rien de contraire à la tranquillité publique et aux bonnes mœurs ; chacun étant, du reste, libre de présenter au public les résultats de ses opinions, sans que, pour cela, ils puissent être considérés comme ceux de la Faculté ou de l'Université.

Art. 56 *du règlement.*

PARENTIBUS.

La seule méthode qui soit avantageuse est la liberté naturelle ; elle est si simple et si unie qu'elle doit s'établir d'elle-même.

AD. SMITH.

C'est la nature qui fait l'ordre, c'est le despotisme qui le dérange ; le déréglement le plus monstrueux est celui qu'engendrent les réglements arbitraires et superflus.

DAUNOU, *Garanties Individuelles*, p. 64.

DISSERTATIO INAUGURALIS

DE

INDUSTRIÆ LIBERTATE.

CAPUT PRIMUM.

INDUSTRIÆ COMMODA; — OPORTET UT SIT LIBERA; — IN QUO CONSISTIT ILLIUS LIBERTAS.

INTER varias societatis conditiones, illa absque dubio tum singulis hominibus tum universo generi humano utilissima est, in qua omnis vita hominis industria nititur. Etenim vires atque intelligentiam ita exercere ut quam plurimum augeantur; omnes utiles atque liberales scientias, quatenus laboribus apte dirigendis inserviunt, diligenter colere; naturæ studere illiusque leges investigari ut eas in suum usum convertat; eæ sunt vere industrii hominis dotes. Neque ad illa inania atque nugatoria studia incumbit, quæ duntaxat animum paulisper oblectantur, novarumque rerum cupidinem satiant, verum cognitionibus optime uti præcipue studet. Quo autem semel perfectior fieri causasque et effectus melius dignoscere cæpit, eo utiliore commodis suis ratione labores dirigit. Brevique crescentibus divitiis, vitæ illius commoditas et felicitas augentur: nam si verum est hominem necessitatibus continuo

torqueri, verius adhuc est potestatem eas explendi eidem uberrimum felicitatis fontem præstare. Quantum autem valet hac in re industria! Plæraque enim bona vitæ nostræ necessaria, nec non omnia quæ cum ad delectationem nostram tum ad voluptates augendas faciunt, juvante industria, adipiscimur. Quin imo eadem crescente, plurimi societatis ordines, olim paupertate probroque obruti, ad majorem minoremve vitæ commoditatem felicitatemque provecti sunt. Non solum promovendis doctrinis augendisque divitiis conducit industria, verum etiam in mores saluberrima quæque profert. Homo industrius laborisque studiosus, puris utitur moribus, nunquam enim otio sese tradit omnium vitiorum parenti. Justitiam pono colit, ratus bonorum quæ industria sua comparavit salutem, justitia ablata, quovis momento in discrimen adduci.

« L'homme, inquit Dunoyer (1), s'instruit naturellement dans le travail à faire un bon emploi de ses facultés relativement à lui-même. Comme il ne travaille que pour satisfaire ses besoins, il ne s'interdit aucune honnête jouissance; mais comme il ne se porte au travail que par un effort vertueux, comme il n'accroit sa fortune qu'avec beaucoup de peine, il est tout naturellement disposé à jouir avec modération des biens que lui donne l'industrie. (Et infra, pag. 340.) L'industrie est la mère nourricière des bonnes moeurs. Les peuples industrieux n'ont pas, il est vrai, l'austérité des Spartiates et des Romains des premiers tems de la république; mais ils ne sont pas sujets à tomber dans les mêmes déréglements qu'eux; s'ils ne se privent de rien, ils ont pour principe de n'abuser de rien, et se tenant également loin de l'abstinence et de la débauche, de la parcimonie et de la prodigalité, ils se forment à la pratique de deux vertus privées éminemment utiles, à la tempérance et à l'économie, qui

(1) L'Industrie et la Morale dans leurs rapports avec la liberté, p. 338.

ne sont que l'usage bien réglé de nos facultés par rapport à nous-mêmes, ou l'habitude d'user de tout en ne faisant excès de rien. »

Industria igitur vitæ commodis, doctrinis bonisque moribus tum singulorum hominum tum gentium firmandis quam maxime idonea, nos, ut libere exerceatur, summa ope niti decet. Industriæ vero libertatem potestas publica tutabitur, non si virium nostrarum in res physicas usum plus minusve moderetur, sed si homini ratione viribusque, amotis impedimentis, libere uti permittat. Attamen ut industria exerceatur, non modo libera declarata sit, sed insuper aliquo præsidio, dominio nimirum, ab industria nequaquam sejungendo, munita sit necesse est. Dominium autem verum solumque tuendum, non ex temporaria atque vi innixa occupatione, sed ex ipsa industria, hoc est, ex legitimo atque constanti intelligentiæ viriumque nostrarum usu, enascitur. In eo consistit dominii præsidium quod quilibet homo de laboris fructibus securus sit, id est eos sibi nunquam vi aliqua ereptum iri certum habeat. Liceat igitur homini industrio bonis quæ labore sibi comparavit libere uti, nec quocumque momento timere, ne ipsis in alterius commodum privetur, sive ad damnosas præstationes cogatur, sive usus bonorum restringatur.

Sed unde industriæ libertas nascitur? An respublica eam quasi jus aliquod nobis concedit; anne vero dum hanc libertatem tueatur, officium sacrum exsequitur? Neminem fugit, reipublicæ administratores si rationibus prohibitoriis haud arbitrarie utantur, gratiam administratis non dare : omnis inhibitio ac præscriptum necessitate inniti debet. Non igitur ex republica industriæ libertas oritur, verum ex ipsa hominum atque rerum natura. Libertas industriæ est regula, inhibitiones vero, præscriptaque nonnisi exceptiones sunt. Diximus libertatem industriæ ex ipsa hominis rerumque natura existere; etenim homo vel ferus nomasve absque

ulla industria vivere nequit : homo ferus fructus colligere, venari, casulam parare; nomas vero pecora alere, tentoria extruere, quosdam crassos pannos texere. Si reipublicæ exercitium industriæ impedire fas sit, eidem et jus vivendi nobis auferre licet; nemo autem haud dubie jus vivendi nobis competere negabit, quo enim ablato, brevi præstantia caderemus, nec cæteris animalibus ingenio præcelleremus, sed veluti machinæ quæ arbitrio alieno moventur ac destruuntur fieremus.

Postulamus igitur summam industriæ libertatem ; num vero eam meretur industria? Nonne quandoque mala quædam proferre potest? Anne revera, uti plures asseruere, mores pessumdat ; anne est necessario hostilis status ; atque lucrum unius, ut ait Montaigne, damno est alteri ; anne denique intelligentiæ perfectionem impedit, nimia operum quam ut prospere sese habeat, exigit, divisione? Hæc et probatissimi auctores, industriæ exprobravere ; operæ igitur pretium erit quærere, an bene fundata sint hæc convicia atque iis innixi industriam impedire debeamus?

Quod ad primum probrum attinet, satis ut opinor supra probavi, industriam nedum mores corrumpat saluberrime in eos influere. Alterum convicium gravius est, plurimumque de eo œconomiæ politicæ scriptores disceptaverunt. Arbitror igitur utile fore attentius illud perpendere ; namque ab eo maxime pendet quæstio, utrum industria protegenda sit nec ne? Si enim industria necessario sit hostilis status, sine dubio omne præsidium ei denegandum est ; quippe civile istius modi bellum multo magis invisum est bello quod inter gentes geritur. At contra si, uti penitus exploratum habeo, pax in republica existere possit, quantacumque facta fuerit industria ; si omnes cives simul ditari possint atque necessitatibus satisfacere, quin sibi invicem detrimentum afferant, quin se cum invicem vi agant ; tunc industriæ tutela summa atque integra sit oportet, nullumque impedimentum

ei inferre licet. Et primum oculos in hodiernam Europæ conditionem convertamus, atque perpendamus quisnam esset illius ante hæc tria vel quatuor sæcula status. Quibus enim temporibus tyrannide nec non ignorantia vigente, industria in quacumque regione hominibus nonnullis quodammodo servituti addictis relinquebatur; cæteri cives bella gestitare, per latrocinia rapinasque vitam tolerare. — Quænam tunc erant populorum divitiæ? Fundis nec non paucioribus vitæ necessariis rebus constabant; bonis vero quæ voluptates nostras augere vitamque jucundam efficere valent, fere penitus eos orbatos accepimus. Hodie vel privatos reperire est lautius elegantiusque vestiri atque habitare quam illis temporibus optimates.

Si nemo, nisi cæteris spoliatis, ditessere posset, aliquæ tantum nationes hodie fortunatam agerent vitam, reliquæ autem dirissima inopia premerentur. Nec ita vero res sese habent; omnes enim terræ gentes plerumque ditiores ac paucis abhinc annis factæ sunt. Quod vero de variis gentibus valet, existit adhuc in singulis alicujus gentis civibus. Si aliam ac ego factitas artem, meam ideo non turbas; tuus contra stimulat me labor, quia perspicio fore ut opus meum cum tuo permutare atque ita duplici necessitati uno labore satisfacere possim. Ex altera parte si eidem industriæ operam des, nec magis me turbas, et nedum a te mecum concertante impediar quominus agam, ut contra ad meliora facienda inciter. Si minus prospere succedam, nonnisi imperitia mea incusanda est.

«Il est très-vrai, inquit Dunoyer, pag. 350, qu'en pays de tyrans ou de voleurs on ne prospère qu'en se dépouillant les uns les autres, si tant est qu'on puisse prospérer dans de tels pays. Mais il n'en est sûrement pas de même en pays de gens qui travaillent; tout le monde ici peut prospérer à la fois. Deux laboureurs qui améliorent simultanément leur terre, deux fa-

bricans, deux négocians, deux savans, deux artistes qui se livrent avec intelligence, chacun de leur côté, à l'exercice de leur profession, peuvent sans contredit prospérer ensemble. Ce que je dis de deux personnes, on peut le dire de dix, de cent, de mille, de tous les individus d'une cité, d'une province, d'un royaume, du monde entier. »

Si quæ existat inter eos qui eamdem colunt artem, rivalitas, sine dubio perinnocens est, atque nedum eam vituperem, multo potius utilissimam habeo, quia emulationem felicissimorum successuum matrem profert. Pessima est, aiunt, gentis negociandi studio addictæ conditio, in eo quod continuo bellum gerere teneatur: ita sane, bellum geritur, sed non istius modi bellum in quo prospera quæque omnia majore vi utentem plurimumque sanguinis humani profundentem manent; illud contra bellum placidum est, atque non tam inter homines quam inter eorum opera gestum; quod bellum, nationi in qua geritur semper prodest, quippe necessario eam divitiis auget.

Ad tertium convicium transeamus, quo industriam mentis perfectionem impedire criminantur. Homo, aiunt, uni arti mechanicæ adstrictus, in exsequendo magnam facilitatem, imo magnam perfectionem haud dubie consequetur; at aliis in rebus nihil progredietur: nunquam difficultatibus reluctabitur; nunquam comparatione mens ejus illustrabitur; ejus ratio quodammodo torpescens usque eo evilescet, ut a machina qua utitur fere nisi victu atque somnio non dissimilis fiat. Quibus objicio, laboris divisionem esse conditionem perfectioni industriæ necessariam, sine qua progressus tardi cognitionesque tenuissimæ fuissent. Quisque homo hac separatione mirum in modum edoctior atque peritior fit quam si ab initio sejunctus a cæteris laborasset, atque solus omnes res necessitatibus suis explendis aptas conficere studuisset. Quisque equidem paucas artes exercet, sed si unam

rem tantum bene teneamus, nihil obstat quin de multis aliis veras notiones consequamur. Ipsa generis humani historia sententiam meam confirmat. In sæculis quam maxima ignorantia miseriaque gravatis, divisio laboris quam maxime coercita est. Missis autem historiæ exemplis, examinemus tantum quod oculis nostris obversatur. Conferamus duntaxat urbanum opificem cum agricola, et convincemur divisionem laboris, nedum intelligentiæ perfectioni obstet ei plerumque favere; atque ubi unus opifex plures colit artes ibi ut plurimum cognitiones angustissimas esse. Omnes norunt rure, unum hominem persæpe et terram fodere, et serere messemque facere. Non raro etiam accidit ut ludi magister, simul pluteicantorem, pharmacopolam, aromatarium agat; dum in urbibus variæ unius ejusdemque operis partes pluribus committuntur. Ubinam autem magis reperitur illa ignorantia quæ hominem tam abjicit atque in statum pecoris demittit? Nonne quotidie experientia docemur, rusticos valde ab illa quam urbium incolæ adepti sunt humanitate abesse; nonne rure quam plurima superstitio atque absurda præjudicia vigent? Nonne plurimi ex rure rei quorum præcipua culpa ignorantia est, capitis accusantur? Concludamus igitur animum humanum laboris divisione haud obrutescere; et fieri posse ut quis eruditi atque exculti ingenii sit étiamsi unam tantum artem, vel unam imo artis partem factitet; quemadmodum et fieri possit ut ille qui pluribus operibus vacat, ignarus atque ineptus sit. Non possumus tamen quin fateamur divisionem laboris in fabricis, ubi plerumque multi opifices conveniunt, moribus exitiosam esse. An vero illud divisionem laboris incusat? Minime: namque labores optime dividi possunt quin ut ii qui eos exsequuntur, eumdem in locum conveniant necesse sit: et si eos congregare oporteret, non tamen ex eo quod omnes semper idem factitarent, mores depravarentur, sed quia malum ubique contagiosum est, atque mores

eorum quos frequentamus brevi ducimus; quia denique perditi hominis imprimis interest, eos quibus cum indesinenter versatur, corrumpere, ne in eorum invidiam incidat.

CAPUT SECUNDUM.

DE INFLUXU REIPUBLICÆ IN INDUSTRIAM.

Quam necessaria sit industria ad perfectionem felicitatemque tum, singulorum hominum tum populorum, in capite superiori demonstrare studui; docui porro quanti intersit industriam ut revera sit utilis, nullis coerceri impedimentis: uno verbo liberam esse; denique monstravi qualis illa sit industriæ libertas.

Videamus nunc quando et qua ratione imperia, in variis industriis quas homo amplexus est, interveniunt. Privilegium non raro aliquam industriam exercendi, quibusdam hominibus in unum corpus collectis, cæteris exclusis, concesserunt; inde *corpora* (les corporations) et *privilegiariæ societates* (compagnies privilégiées.) Quandoque arbitrati sunt esse quasdam industrias, quæ nisi aliquot juvarentur incitamentis, languescerent vel extinguerentur; inde *diplomata inventionis* (brevets d'invention), *pecuniaria auxilia et præmia* (les primes). Interdum ut indigenæ faverent industriæ mercium extranearum intromissionem prohibuere; inde *inhibitiones*, *commercii fœdera*, *coloniæ.* Denique visum est illis sui esse, industriæ exercitium moderari, quem in finem rationem fodiendarum fodinarum præscripsere, vel pondera et mensuras constituere, laborem ve certis diebus prohi-

buerunt. In hac altera parte mihi imprimis propositum habeo inquirere, utrum imperii interventio industriæ libertati non officiat; utrum eam quandoque necessariam esse verum sit, atque si hoc valeat, qualis esse debeat ut revera utilis sit.

SECTIO PRIMA.

DE MONOPOLIO.

§ I. *De Corporibus.*

Raro accidit ut imperia rationibus suis agriculturæ male prospicerent; quin imo diceres, illa quotiescumque in hoc industriæ genere intervenerint, bona fide atque felici successu rem gessisse ; sive agricolis agrorum cultura antecellentibus prœmia decernerent; sive institula ad agriculturam perficiendam, veluti prædiorum exemplaria (fermes modèles), agriculturæ scholas, etc. conderent.

Fabricam contra industriam sæpissime innumeris præscriptis vexati sunt atque arctissimis vinxerunt compedibus.

Primum, nobis occurrunt corpora quibus industriæ libertas ratione vix defendenda coercita est. Eorum origo a media ætate repetenda est; quo enim tempore, mercatores atque opifices collegiis societatibusque initis, publicam statutorum sanctionem, impetraverunt: amplaque ipsis concessa sunt privilegia, quorum finis præsertim erat, ut operandi vendendique facultate soli fruerentur, cæterique in eadam artis æmuli qui nulli collegio essent adscripti, arcerentur (1).

Tantis vero commodis in nonnullorum gratiam constitutis, necessario factum est, ut non modo operatorum (producteurs) numerus atque studium imminuerentur, sed etiam ut hi ab emen-

(1) Simonde de Sismondi, Nouv. Prin. d'Econ. Pol. tome I, liv. 4, chap. X.

dandis cujuslibet privilegiariæ industriæ fetibus averterentur; privilegia nihilominus concessa sunt statutaque sancita, juxta quæ unumquodque collegium quibusdam præsidibus morem gerebat, quibus *juranda* sic dicta demandabatur. Hi imprimis ordinem in collegio tueri, violatisque statutis, mulctas irrogare atque colligere. In quolibet collegio *magistrorum* numerus præfixus erat quibus solis suis sumptibus merces venales habere, emere, vendere licebat. Quisque magister certum *tironum* numerum informare suamque eos artem docere poterat. Posito per statutum temporis spacium tirocinio, nempe 5, 6, vel 7 annorum pro variis artibus, *officinatoris* (compagnon) gradum tiro adipiscebatur. Quam vero gratiam ut impetraret opus designatum quasi peritiæ argumentum, jurandoque judicio subjiciendum præstare cogebatur. Elapsis iterum aliquot annis, et aute omnia edito artis specimine officinator *magister* renuntiabatur. Quisnam igitur corporum ita ordinatorum fuerit finis, quinam necessarii effectus, videre operæ pretium est. Rudes opifices arcere, nihilque aliud quam perfecte elaboratum consumentibus tradere corporum finem prætendebant. Imperia autem his decepta rationibus quæ speciem veri præ se ferunt, sed quarum ineptia vel minimum attendenti innotescit, flagitata privilegia corporibus impertiverunt. Qua in re vero, imperiorum facilitatem forte non parum juvit extorquendæ pecuniæ oblata occasio, quam non arripere ægre latura fuisse nemo non intelligit. Præsertim autem corporibus factum est ut una civium pars ab alterius arbitrio omnino penderet. « Ces institutions, inquit Cl. Daunou in opere *Garanties indiv.* pag. 56, avaient apparemment pour but de prévenir l'essort du talent, de retenir les arts et le commerce sous le joug des préjugés et des routines, et d'introduire entre ceux qui couraient une même carrière de misérables rivalités, au lieu des relations naturelles et profitables que le cours libre des affaires et des intérêts au-

rait entretenues parmi eux. » Sed semel ignorantiæ jugo quod homines per tot sæcula subierant, excusso, hominibusque jura sua melius edoctis, is rerum status diutius vigere non poterat. Et revera animis in Gallia conversis, de illo actum est. Ibi enim Ludovici XVI jussu, auctore Turgot, corpora anno 1776 abrogata. Cæteræ Europæ gentes, exceptis Austria ubi adhuc in integro stant, Angliaque ubi nomine tantum supersunt, illud exemplum vicissim imitatæ sunt. Tandem intellectum est quanquam sero, opifices sola æmulatione fieri præstantes; nihil esse invisius longo tirocinio longoque servitio cujus nullus apparet terminus; consumentem, quænam ipsi conveniant, optime omnium dijudicare; fraudem denique a nemine certius puniri quam ab emptore, qui bis eum a quo semel deceptus est non adit. At nostris temporibus, quis crederet, sunt homines (1) qui jurandas desiderant, earumque restitutionem expetunt. Isti prosperitatem Angliæ, ubi industria fabrica pluribus adhuc constringitur vinculis, corporaque vigent, solent afferre. Quemnam vero fugit, ex summa commercii libertate; ex facultate omnes industriæ fetus, nullo vectigale soluto, exportandi; et quod omnium præstantissimum est, ex libertate nullis circumscripta limitibus, per omne regnum nulla ratione reddita, nullaque inspectione percontationeve habita, hosce fetus transferendi, præcipue Angliæ prosperitatem esse enatam (2)? Neque collegiorum rem salvabunt dicentes : in Anglia ubi non sunt abrogata, industriam summum assecutam esse perfectionis gradum. Namque Angliæ urbes industria sua maxime conspicuæ imprimis illæ sunt ubi talia non existunt collegia, veluti Manchester, Birmingham,

(1) Hi sunt veterum præjudicorum errorumque defensores, qui omne examen horrent, atque ubi de rebus sive politicis sive religiosis agitur confestim clamant : placet quia absurdum (Sism., tom. I. pag. 129.)

(2) Adam Smith.

Liverpool, Glascow et aliæ. Vix ædes intra ipsam urbem Londinum stantes conducuntur, Westminster autem, Soutwark, cæteraque suburbia, continuo amplificantur; quippe quæ sunt libera, dum in urbe 92 omnis generis collegia exclusoria dinumerantur (1). Secundum Cl. Simonde de Sismondi (2) corpora ad hoc proderant quod nimio hominum numero obstarent, qui, quod hodie superabundant præsens rerum status incusandus. Cl. Sismondi assentior, corpora impedivisse quominus hominum numerus cresceret: etenim ex omnium fere corporum statutis, nemo nisi 25 annum agressus, magister renuntiabatur; præterea plerique opificum per omnem vitam officinatores agebant, uxorem vero ducere non poterant antequam magistri facti essent; quippe nullus pater familias filiam viro vitæ conditionem non adepto despondere voluisset. Anne tandem revera nimius est hodie hominum numerus; anne quoniam corpora dissoluta sunt idem in immensum et ultra vitæ subsidia crescere debet? Sane res ita sese non habent. Crescit et augetur hominum numerus, uti Cl. Ganilh, in sua Theoria Œconomiæ Pol. vol. I, pag. 324, probavit pro vitæ subsidiis: quorum modum sequitur, nunquam vero antecedit. Ut enim hominum numerus augeatur, inquit Cl. Say, vitæ subsidia multiplicentur necesse est; ubi autem hæc sistunt, stat et ille; si igitur præsenti hominum numero sufficiant, quo jure illos superabundare prædicare possunt? Anne forsan quia contenderent, minorem hodie ac dum corpora vigebant atque homines pauciores erant, existere commoditatem? Jam vero ex supra dictis patet homines nunquam feliciores ac nostris temporibus fuisse. Equidem aucto hominum numero major evadit rivalitas atque rei feliciter gerendæ difficultas : at hæc

(1) Say, Traité d'Écon. Pol., liv. I, chap. 17.
(2) Liv. IV, chap. X, pag. 431, deuxième édit.

ipsa rivalitas, commodo est, quippe quæ ad meliora proferenda incitat. Concludere igitur liceat corpora quoniam artium ab industria pendentium perfectioni obstant, præsertimque industriæ libertati repugnant, quam quisque civis jure sibi vindicat, esse rejicienda.

§ II. *De privilegiariis negotiatorum societatibus.*

Industria mercatoria, uti et fabrica industria cupiditati nonnullorum qui sibi solis eam comparare conati sunt, subjecta fuit. Causæ eis non defuere, uti per se liquet (quodnam enim negotium tam infirmum est, ut aliqua ratione suffulciri nequeat?) quibus privilegia industriæ libertati manifesto contraria exposcerent; atque reipublicæ administratores, sive ignorantia, sive incuria, re sæpe haud ponderata, postulatis annuere. Quodnam tamen institutum privilegiariis societatibus magis injustum absurdumque videri potest! Etenim istis societatibus solis, certas merces emere atque vendere, aut commercium in regionibus longinquis v. g. in Sinarum imperio, in India, factitare licebat. Inde factum est ut pretia ultra æstimationem quam liberum commercium imposuisset, constituerent; atque ut ii qui operam atque sortes (capitaux) commercio quod quæstuosum videbatur adhibere cupiissent, in perpetuum arcerentur.

Causas quidem attulerunt mercatoriæ societates cum privilegia postularent, sese in publicam utilitatem congregasse; regionum enim longinquarum fetus minori dispendio consumentibus traditos iri, quippe privilegium, sublata emptorum contentione, operatores (producteurs) minori pretio vendere cogeret; insuper absque his privilegiis cum quibusdam populis mercaturum exerceri non posse, sive propter ea quibus commercium apud hos populos muniri oportet, quibusque socii tantum bene providere possunt, sive propter obsequia quibus has gentes prosequi

nos decet, nisi rebus quibus nobis continuo opus est, omnino carere velimus. Si hæ causæ solidæ essent, si, simul et ratione et veris œconomiæ politicæ præceptis non improbarentur, haud dubie societates privilegiariæ servandæ essent, quin imo adjuvandæ. At, rationibus quæ in earum gratiam afferuntur semel perpensis, mox patebit eas nedum tam utiles essent quam asserebatur, incommoda quam gravissima secum importare, necessario enim nationis divitiæ nocere atque industriæ libertatem coercere.

Privilegio, inquiebant, contentione eruptorum sublata, venditores mercium pretium minuere debent. Primum quæro, revera ne privilegium contentionem amovet ? Amovet equidem civium contentionem quam servare potius utile foret; at extraneorum contentionem non impedit, quæ semper stat, quanquam nonnullis, ut alicujus regionis fructus soli quærant atque civibus suis afferant, permissum sit. Ipsa ne vero contentio quam nolunt, revera necessario pretia extollit ? Lubens opinor rem ita haud sese habere. Equidem si plurimi sint emptores primo mercium pretia accenduntur, sed brevi pretiis auctis, ad plura proferenda venditores incitantur, et ita inter eos paulatim exoritur contentio, quæ efficit ut pretia minuantur.

Altera ratio quam afferunt priore non multo probabilior esse videtur. Absque arcibus, aiunt, absque firmis rebus nauticis, commercium haud vigeret. Sed nonne suum quamque rempublicam commercium potius tueri deceret, quam privatis qui sæpe magnis viribus nonnisi ad firmandam in regionibus longinquis dominationem usi sunt, illius curam committere ? Et quod ad illas gentes suspicari difficilique indole præditas ideoque prudenter tractandas attinet, anne verisimile est, procuratores societatis quos magna militum manus tuetur, quosque momentum commercii servandi minus occupat, gentem qua cum rem agunt non tam mite habituros, quam privati quorum propria

utilitas omnem sævam agendi rationem aversatur, quorumque vel minima delinquentium vita bonaque ad ultionem dirissimam paterent. Præterea quod societates mercatoriæ privilegiariæ nullo modo probari possint, accedit quod pessima quæque efficiant atque in magna mala evadant; sortes enim ab hac industriæ specie in quam natura, nisi privilegium extitisset, conversæ forent, avertunt; atque merces illis quibus opus est, majori prætio emendas præstant: quippe commercium a procuratoribus non tam exiguo sumptu quam ab ipsis privatis geritur. Privati enim negotia magis properant; plurimum vident in rebus suis, eas prudentius curant, sumptibusque melius moderantur. Illi equidem qui privilegio donati sunt maximos faciunt quæstus, sed ex civium incommodo atque inde fit, uti sapienter monet Cl. Adam Smith, lib. IV, cap. 7; «que les profits étant considérables, l'économie paraît inutile; les propriétaires du grand capital du commerce sont nécessairement les chefs de l'industrie de chaque nation, et leur exemple a la plus grande influence sur les mœurs de la nation industrieuse.» Quibus igitur inter alia consideratis, sane liquet privilegia quibus nonnullis hominibus commercii faciendi facultas, exclusis atque læsis cæteris civibus, concedebatur, ab imperiis jure abrogata esse; societatesque privilegiarias etiamsi forsitan industriæ libertati duntaxat adversæ fuissent, propterea quod jus homini sacerrimum delebant, fuisse tollendas.

SECTIO SECUNDA.

DE VARIIS RATIONIBUS QUIBUS IMPERIA AD INDUSTRIAM PROMOVENDAM UTI SOLENT.

§ 1. *De rescriptis inventionis.*

Omnibus temporibus imperia falsam libertatis industriæ notionem sibi effinxere, ejusque commoda ignoravere : semper visum est illis, industriam propriis viribus relictam ad pejora esse inclinaturam, aut saltem nisi vel statutis vel incitamentis intervenirent, ad felicem exitum haud perventuram. Ex hoc errore privilegia supra exposita manaverunt ; ex eodem quoque decurrunt rescripta, præmia, auxilia de quibus nunc dicturi sumus.

Rescriptum inventionis est etiam monopolium, tamen temporarium, quod privatis conceditur qui aut aliquid invenerunt, aut aliorum inventa vel perfecerunt, vel importaverunt. Ad tempus magis minusve longum illa rescripta concedi solent, quo elapso inventa demum dominii publici fiunt. Eorum hæc est natura, ut illi qui novum operandi modum detexit privilegium irrogetur, ex quo solus eo uti, atque illos qui se invito, eum adhibuerint, ad indemnitatem præstandam cogere queat. Rescriptorum est equidem animos ad investigandas vias hortari, quibus modum operandi vel celeriorem vel magis œconomicum reperire possint. Admissa tamen utilitate, quæ inde variarum industriarum perfectioni absque dubio oriri potest, nihilominus censeo, privilegium per hæc rescripta irrogatum, commodo communi, nec non juri quod quisque habet suis cognitis utendi, esse contrarium. Profecto nationi detrimento est ; quippe, si cuicumque liceret, nova operandi ratione uti, plura certe opera

conficerentur, et majores inde redundarent in nationem divitiæ. Ipsis adeo privatis damnum affert; ille enim qui modo vel faciliori vel magis œconomico in conficiendis operibus utitur, hæc etiam viliori pretio vendet, atque sic brevi omnes ab industria removebit, qui huc usque eidem operam dederant, et qui quanquam ipsi illud invenirent propter quod alter jam rescripto donatus est, illo tamen, *vetante privilegio*, uti non possent. Quæ incommoda rescriptis inventionis conjuncta, mihi satis gravia videntur, ut imperia a sua illorum concedendorum facilitate deterrere valeant; attamen tantum abest ut sint sola, ut et alia accedant non minus gravia. Adulteratio enim ad quam ingentia lucra necessario alliciunt, crebris litibus occasionem præbet. Nec desunt qui jam dudum reperta, sed quæ in oblivione jacuerant, aut quæ ipsi meliora tantum fecerunt, nuper a se inventa ementiri non dubitent : quo fit ut privilegium cum detrimento totius nationis malæ fidei hominibus irrogatur. Quandoque privilegia propter inventa quæ importantur data sunt. Quod quam sit absurdum quisque sentit : Quid enim facilius quam alterius inventa in regionem aliquam importare ? Accedit quod cives impediuntur quominus iis quæ utiliter ab alia gente excogitata sunt, uti queant. Denique, quum rescriptum nonnisi pro ea regione ubi perlatum est, privilegium impertire queat, cognito semel invento peregrinæ gentes uti poterunt, sicque majori illis erit utilitati quam ipsi genti quæ illud reperit.

Ex quibus causis constat, rescripta inventionis, si non sint omnino tollenda, tamen rarissime et duntaxat propter inventa vere fructuosa esse concedenda. Quin etiam mallem, ut hoc in casu respublica ab inventore suum emeret artificium : inde fieret ut et inventio incitaretur et nationis divitiæ simul augerentur ; certum porro inventor caperet emolumentum quod in damnosas lites impendere non cogeretur ; vigeretque saltem industriæ libertas.

§ II. *De præmiis exportationis atque pecuniariis subsidiis qua incitamentis.*

De præmiis sive remunerationibus quas fabricatoribus ratione fabricæ atque pro emolumento tribuere solet respublica, valde inter œconomiæ politicæ scriptores disceptatum est. Pro præmiis causam dicunt, Ricardo, Ganilh; Adam Smith, vero, Say, Sismondi et alii eadem sive periculosa sive inutilia esse arbitrantur. Præmiorum finis est efficere, vel ut latius pateat nationis commercium, vel ut peregrina instituta quorum reformidatur contentio, pessumdentur. Quæritur an istæ causæ tanti sint momenti, ut fetus alicujus regionis, viliori pretio peregrinis et cum damno nationis quæ præmia concedit vendendi sint? Vere quæstuosa industria non eget incitamentis; quisque enim sortes atque operam in eas præcipue res confert, quæ quam plurimum lucri polliceri videntur. Si vero industria nullius sit commodi, quid juvat eam excitare præmiis? Nocent potius hoc in casu incitamenta; quippe quibus ad sortes, industriæ in quam haud conversæ fuissent impendendas, inducimur; quo fit ut a sua via naturali, quæ omnium quæstuosissima, deflectantur.

Quod ad contentionem peregrinorum destruendam attinet, illud simul et impossibile et commodis regionis quæ præmia irrogat contrarium esse videtur. Impossibile est; namque ut recte monet cl. Sismondi : « Le peuple qui, pendant dix ans, aurait payé une prime pour décourager ses rivaux, risquerait, s'il la discontinuait à la onzième année, de les trouver tout prêts à recommencer. » Præmia commodis irrogantis adversantur, quia nedum aliquantulum ei prosint, tot potius sunt munera quibus peregrinos consumentes donat, et quia dum hisce aliquot producendi viis interdicit, eorum imminuuntur permutandi fa-

cultates. Concludamus igitur, falsum esse præmiorum systema atque optimum cuivis industriæ generi incitamentum adesse si ea sit opus; solaque libertate effici, ut omnes artes in æqua ratione versentur atque convenienter et quæstuose exerceantur.

Tertia incitandi via ad quam imperia sæpe confugerunt, *in pecuniariis auxiliis* consistit, quibus vel nova industria, vel industrii homines rebus adversis in angustias compulsi, donantur. Ista ne vero subsidia, uti affirmaverunt, certe tot et tanta præstabunt, ut igitur adversus summam industriæ libertatem agere oporteat ? Quod ego ab omni partium studio alienissimus perpensurus sum; sed antea operæ pretium erit ut moneam, me pecuniaria subsidia distinguere a *gratificationibus* quæ interdum illis conceduntur qui artes atque doctrinas in majus provexerunt. Gratificationes mihi justæ atque utiles esse videntur; virtutem enim atque laborem improbum remunerant : æmulationem percommodam provocant : meliora efficiendi atque exsequendi studium pariunt. Non item vero, arbitror, de subsidiis quæ plerumque imperia tribuere solent, large imo effuseque. Et primo si agatur de industria in regionem aliquam ubi hactenus ignota erat inducenda, asserunt eam non omnino aut vix ægre atque haud late introductum iri, nisi imperium sese rei admisceat. Hæ rationes quantumvis speciosæ primum videri possint, ab omni confutatione non sunt tutæ. Industria, fateor absque auxiliis ægre constituetur, firmius vero fundabitur. Ii qui eam profitebuntur, majorem curam adhibebunt ampliusque studium, quippe nonnisi quem merentur successum expectant, dum si eos juvet imperium, jam damna quæ forsitan accepturi essent, reparata sunt, et ita nihil eos stimulat ad ope operaque nitendum, ut eventu prospero defungantur. Insuper si detrimentum ceperint, imperium spem priorum impensarum recuperandarum agitans, iterum sumptus facit; et quis scit quemnam modum

suis largitionibus impositurum est? Præterea facilius credimus, alicui industriæ incitamento opus esse, atque ei facultates privatas haud suppetere posse. Quum revera cuidam regioni conducit ut industria aliqua introducatur, nullus vero privatus opibus adeo valet ut rem tentet, existimant haud fore ut intromittatur nisi imperium subveniat. At ab hoc errore bene cavere debet auctoritas publica; quippe quod unus perficere nequit, duo, tres, plures denique facultatibus conjunctis perficient. Nonne enim quotidie videmus, in regionibus ubi in subsidium non itur, novitia inventa vigescere, industrias augescere, juvantibus subscriptionibus, quarum successus semper certus atque secundus est; namque subscriptores attentius quam imperia facere possunt, commoda promissa perpendere solent. Tum auxilia ab imperiis præstita censeo esse probanda quum agitur de industria quæ in posterum magno esset emolumento regionique ipsi multum prodesse potest, sed ex qua qui eam suscipit initio magnos quæstus facere nequit, sive propter impedimenta quæ præjudiciis moribusque inferuntur, sive propter impensas quas ipsa industria constituenda postulat, sive quia opifices informari opus fuit, etc. Quo casu excepto, auctoritas publica nunquam pecuniariis subsidiis industriam adjuvet, nisi velit ut commodis gentis, ipsorum imo qui eam suscipiunt, contrarius exitus fiat.

Si agatur de hominibus industriis qui detrimenta plurima ceperunt, opitulandis, imperia plerumque in auxiliorum distributione decipiuntur. Nedum hæc auxilia aliquod bonum proferant, in quam maxime mala evadunt. Primo enim sensus ex quo homo maximam virtutem haurit debilitatur: omnia nimirum sibi soli debere atque nullam nisi ex suis viribus spem habere. Porro facilius fieri potest, ut hæc subsidia hominibus quibus non opus concedantur, atque iis, a quibus haud satis callide efflagitata sunt, quibus tamen revera prodessent, denegentur. Qui in an-

gustiis versantur, spe auxilii impetrandi, ad damna verbis amplificanda, ad facultates suas celandas inducuntur. Et quanquam auxilia prudenter dividerentur, simili tamen ratione in privatorum mores influetur; nihilominus enim aliis magis quam sibi confidere edocebuntur; eorum vis magnopere enervabitur, verique dicendi studium maxime imminuetur. Accedit quod ii quibus auxiliorum dispertiendorum partes demandantur, persæpe gratiæ obnoxii, haud ex æquo ea dividunt, atque raro inquisitiones ad necessitatem auxiliorum dijudicandam idoneas habent; insuper quod facilitate impetrationis, opifices ad ea dissipanda atque fortunæ committenda quæ possident, impelluntur; denique quod civium æqualitas in discrimen venit, si quidem nonnullis ea concedantur quæ cæteris denegata sunt forsitan adempta.

SECTIO TERTIA.

DE INHIBITIONIBUS ATQUE PORTORIIS.

Inter varias rationes quas imperia, industriæ adjuvandæ causa, excogitaverunt, inhibitiones præ reliquis odiosæ atque calamitosæ sunt. In eo consistunt, quod materiarum primarum quæ indigenam alere debent industriam importatio impeditur, sive extranearum fabricarum fetus non omnino, vel saltem oneroso gravati portorio, admittuntur. Per inhibitiones quæritur ut vel indigeni operatores quibus materias suis operibus necessarias viliori pretio sic emere conceditur, majora lucra faciant; vel ut amota peregrinorum contentione fabricæ patriæ majus incrementum capiant. Illud inhibitionum systema falsa materiarum distinctione in primas et informatas (ouvrées) innititur. Jam vero præter marmor, metalla, lignum quamdiu loco natali jacent, nulla est vere prima materia. Sed simul ac hæ res et cæteræ

quæ in commercio sunt, hominis opera tractantur, modo materiæ primæ fiunt, modo materiæ informatæ, pro variis scilicet personis quæ eis utuntur. Sic respectu agricolæ frumentum est materia informata, respectu vero pistrinarii idem materia prima habetur; stamine quod lanifico materia informata est, textor tanquam materia prima utitur. Inhibitionibus igitur certæ industriæ faveri nequit, quo minus altera deprimatur, pretiumve rerum quibus opus est ultra modum extollatur. Si materiarum primarum exportationem prohibeas, earum procreatio et per consequens operatorum lucrum imminuitur. Si vero peregrinorum fetuum importationem prohibeas, patriorum operatorum gratia, immodicum in tota natione monopolium constituis.

Ut autem exportandi inhibitionum causam dicant, asserunt: nobis potius quam peregrinis, valoris rei alicujus incrementum prodesse debere. Sed tantum abest ut aliquid inde natio commodi capiat, sicuti prohibitorii systematis fautores affirmant, ut nunquam sine gravi damno exportationes prohibere possit. Etenim restricto mercatu, procreatio quæ semper a postulato pendet, imminuitur, atque pretium materiarum primarum quod non amplius libéra contentione fulcitur retro abit; porro opera minus perfecta producuntur, quia illa semper negligitur industria, quæ suam operæ denegat mercedem; gentes denique peregrinæ ea conficere coguntur quibus sibi opus est, quo fit ut sponte nostra, certa mercium extrudendarum via, nobis intercludatur.

Non minora post se trahunt incommoda importandi interdictiones atque portoria, quorum, ut aiunt, finis est fabricatorum numerum augere, et fabricis incitamenta præbere. Fateor equidem tales esse inhibitionum effectus; at quantis non repensantur malis? Consumentes enim nonnisi immodicis sumptibus ea sibi comparare possunt, quibus egent, et quorum præstantia, amota peregrinorum contentione, multum imminuitur. Prohi-

bitis peregrinæ alicujus industriæ fetibus, patrii operatores, propter commoda sua causa constituta, nimiam sortium summam in hoc industriæ genus impendunt, cujus fetus brevi tempore supra omnem modum crescunt. Præterea illa gens quæ peregrinas merces prohibet, omnibus commodis in soli fertilitate, cæli temperie moribusque positis, renuntiat, ut ea quibus sibi opus est majori cum labore majoribusque impensis obtineat. Denique ex inhibitionibus oriuntur portoria, quibus fit ut fines imperii ab una parte portitoribus scateant, reipublicæ ipsi quæ stipendium victum atque vestitum illis præstare debet, exitiosis ; ab altera vero, catervis non minus pertimescendis eorum qui merces vetitas invehunt. « Les prohibitions, ait Cl. Benjamin-Constant (Polit. Const. 1er vol., pag. 361), mettent les individus en hostilité avec le gouvernement. Elles forment une pépinière d'hommes qui se préparent à tous les crimes en s'accoutumant à violer les lois, et une autre pépinière d'hommes qui se familiarisent avec l'infâmie en vivant du malheur de leurs semblables. »

Si hæc necessario ex systemate prohibitorio consequantur, quantam igitur in vituperationem incurrunt imperia, quæ non solum vigentes inhibitiones abrogare haud student, sed quæ, singulis diebus, novas alias addunt ! Et quam prudentius industriarum commodis consulerent, si summam omnibus concederent libertatem ! Tum quæque regio illud tantummodo produceret, quod cum emolumento producere potest ; variæ gentes a se invicem disjunctæ esse desinerent ; turba portitorum quibus numeranda sunt stipendia, respublica carere posset ; totque scelera demum, quibus solæ inhibitiones occasionem dant judicio non forent persequenda.

SECTIO QUARTA.

DE ALIQUOT SINGULARIBUS IN INDUSTRIÆ EXERCITIUM INTERVENIENDI RATIONIBUS.

Multum abest ut populi tantummodo de variis libertatis industriæ circumscriptionibus quas in sectione superiori examinavi et quas omnes a prudentibus imperiis rejiciendas censeo, conquerendum habeant. In omnibus enim regionibus, præscripta edendi atque industriam regendi pruritus, in res vel maxime ordinarias sese contulit, perinde ac si commodo privato nihil esset stupidius, nihil imperitius. Etsi persuasum habeo, industriam successu prospero uti posse, quin imo debere, simul ac auctoritas publica quam minime in eam influit, valde tamen abest, ut illius interventionem industriæ interdum prodesse negem. Itaque et haud vituperare possum quod ad majorem facilitatem permutationibus præstandam, atque omnem fraudem vitandam, pondera atque mensuræ constituuntur; quod aurum argentumque quorum titulus probatu difficilis esse potest, notis signantur (contrôle); quod inscriptiones mercibus appositæ inspectantur ut omnis fallacia deturbetur. Imperiorum interventio prodesse potest, si salubritati atque saluti civium consulere studeant: sic legibus ne cibi atque potus adulterati vendantur, prohibere possunt; sic etiam prudenter impedire, quominus periculosæ aut insulabres fabricandi officinæ in mediis urbibus atque locis frequentissimis instituantur; modum quoque fodinarum effodiendarum præscribere. Potestas publica etiam feliciter in industriam influere potest, si transitus faciles efficiat, si vias, canales, portus aperiat, si operum extrudendorum vias quærat, si dominium tueatur, atque ut jus æque dicatur videat. Sed illam haud probandam censeo, cum v. g. diurnam mercedem constituit; labore

opifices certis diebus interdicit; ad se exclusorie certa industriæ (exploitation) genera accipit; exercitiumque nonnullarum industriarum nonnisi tentamentis atque innumeris formulis adhibitis, permittit.

Diurna merces constitui oportet, aiunt, quia alioquin brevi opifices extra omnem modum postulatis efferrentur, atque rerum vitæ pernecessarium pretium laboris valorem superaret. At semper ne nos latebit, contentionem istam continuam æqui librii causam huic pretii et valoris inæqualitati obstare? An nos fugit, quum quædam industria nulli monopolio obnoxia est, illum cujus opera majus commodum præbent, atque minoris veneunt, plurimas merces extrudere? Et denique nonne constat, uti optime Cl. Benjamin Constant animadvertit, mercedis diurnæ taxationem haud populo cujus gratia constituta est, conducere. Etenim inter populum et opificem ordo immisericors, magistri intercedunt. Hi quam minimam laboris mercedem persolvunt, atque quam plurima exigunt: itaque soli simul ex opificum divitumque necessitatibus quæstum percipiunt.

Laborem certis diebus interdicere, mihi perinde absurdum atque individuæ industriæ libertati contrarium esse videtur, ac mercedem labori, nulla opificis celeritatis in agendo atque intelligentiæ habita ratione, constituere. Probe intelligo cur homines prudenti pietate moti, sibi laborem diebus quieti precibusque religione dicatis interdicant; non autem cur auctoritas civilis illud eis imperet, atque vel illos a quibus religio sextæ temporis partis jacturam non poscit, a labore abstinere cogat. Ista interdictio cæterum, cujus tamen causam religiosam non improbo, perinjusta, arbitrariaque et præceptis œconomiæ politicæ adversa est. Injusta est; quippe revera soli pauperi gravis est, quem sæpe vitæ necessariis orbat, cuique occasionem, uno die minutorum quos ex sex dierum labori percepit fructuum consumendo

rum præbet. Arbitraria est, quia omnes artes attingere nequit; scribæ enim, artiumque liberalium cultores, nec non ii qui in aliquo diribitorio occupantur eam impune perfringere possunt; accedit quod imperia sæpe per parvulas causulas eam violare solent. Denique gentis divitiis nocet, quia ex sexta parte operum copiam minuit.

Præcipue ruri perspicuum fit, quam sit absurda ista laboris interdictio : agricola enim cujus industria in ore atque oculis omnium exercetur, nullo modo interdictionem perfringere potest. Insuper in industriæ suæ exercitio, aeris mutationes circumspiciat, atque tempestate secunda confestim utatur necesse est. Si forte igitur die dominica aut alio die festo, tempus cras fore inclemens prævideat, impedietur tamen quominus messem faciat; frumentum putrescere videbit, atque ut auctoritati pareat, laborem anni irritum amittet; et quis sit an non opes ejus ex eo penitus pessumdabuntur? Dicat forte quispiam imperia, et nominatim nostrum incommodis quæ ex interdictione generaliori existere possint, providisse, agricolasque excepisse, modo tamen sine auctoritate prætoris (bourgmestre) civitatisque pastoris nihil agant. Sed si, uti plerumque fit, pastor religiosa commoda multo terrestribus anteponat, inimicitiave inter prætorem et agricolam qui ejus auctoritate eget, existat; et nunc alteruter religionis iræve memor, commodum supplicis aspernetur, miseri terræ cultoris efflagitatio negligetur, et frumentum quod ante ædes jacet moxque temporis asperitati objiciendum, in tutum locum recipi non poterit, vetante lege.

Imperia sæpe numero ratione reliquis multo magis invisa, industriæ libertatem perruperunt, scilicet industriam aliquam, exclusis privatis exercendo. Hodie in Gallia commercium tabaci, imperii emolumento geritur; Ægypti præfecto (*pacha*) soli, frumenti commercium facere licet; in Belgio nonnullisque aliis regionibus, epis-

tolas transportare, nemini, nisi quibusdam administratoribus imperio obnoxiis, permittitur; Borussiæ rex in toto regno suo veredariorum instituta redimit. Istius monopolii semper finis est tributum a natione exigere; sed et imperio et privatis utilius futurum esse arbitror, si alia ratione tributum hoc exigeretur, industriaque quæ monopolio impedita est, in libertatem vindicaretur. Imperium enim nullam industriam nisi per procuratores exercere potest, quos omne studium omnemque parcimoniam quam privati, haud adhibere docuit experientia. Si igitur industriæ singulæ contentioni liberæ committerentur, melius sane regerentur atque fructuosiores essent, gentisque divitiæ augescerent, quibuscum et regni reditus, qui tantum ex gentis sorte exiguntur.

Ultimum de quo hic sermonem habebo impedimentum industriæ libertati illatum, in eo versatur quod et tentamenta præscribantur peritiæque specimina ab eis postulentur, qui quasdam industrias factitare volunt, quarum exercitium magis arduum atque plurimi consilii esse videtur, quam ut cuivis rem suscepturo relinquatur. An istud impedimentum legitimum est? An revera metuendum est ne imperiti homines personam blandam induant, qua eos quorum fortunæ atquæ vita suæ curæ committuntur, fallere possint? Anne contra illæ industriæ melius excolerentur si, uti reliquæ contentioni liberæ relinquerentur? Dubito hac de re sententiam profiteri; attamen non possum non verba cl. Daunou (1) cujus auctoritas alicujus momenti esse potest, hic proferre. « Je n'hésiterais guère à dire, inquit, que loin de préserver la société des méfaits de l'impéritie et de la fraude, ces prohibitions ne serviront le plus souvent qu'à donner du crédit à l'ignorance, des titres au charlatanisme; qu'elles se réduiront à de vaines formalités et à des prestations pécuniaires; car on ne pourra pas négliger de si belles occasions de recueillir

(1) Daunou, Garant. Ind., pag. 54, édit. de Liége.

quelque argent au profit du gouvernement, ou d'un ordre quelconque de préposés, ou de je ne sais quelle corporation gothique. Cependant les peuples semblent tellement accoutumés à ce régime, que beaucoup d'imaginations s'alarmeraient vivement s'il redevenait permis de s'intituler médecin, pharmacien, homme de loi, sans avoir soutenu des thèses et payé des diplômes. Passons donc ce point, à condition pourtant que ces épreuves ne seront pas trop chères, et qu'elles ne rendront jamais ces professions inaccessibles à ceux qui s'y seront plus raisonnablement préparés. »

TANTUM.

POSITIONES.

I.

Inventionis rescriptis (brevets d'invention) renuntiandum puto.

II.

Quando cives e patria migrare cupiunt, auctoritatem, nedum migrationem vetet, ei potius favere oportet.

III.

Optandum est ut in ordines missi (les membres des états-généraux) minus utantur scriptis orationibus.

IV.

Juris publici principiis contraria mihi videtur extraditio.

V.

Parricidii particeps non pœnæ subjicitur quam art. 13 et 302 codicis poen. constituunt, sed illam tantum art. 304 § 2 sancitam pati debet.

VI.

Testamentum mysticum qua tale nullum, sed omnibus solemnitatibus art. 970 cod. civ. requisitis insignitum, valet ut olographum.

VII.

Dimidia pars bonorum, liberis eorum qui mutuo consensu divortium ineunt a lege (art. 3o5) data, etiam liberis anteriori vel posteriori matrimonio natis evenit.

Das Papiergeld der deutschen Staaten

am 1. Januar 1856.

Tabellarische Uebersicht

des

gesammten Staats- und Privatpapiergeldes mit Angabe des Betrages der Emission, der Vertheilung auf den Kopf der Einwohnerzahl, der Bestimmungen über die Einlösung und Sicherstellung ꝛc. ꝛc.

Im Auftrage des Fabrik- und Handels-Vorstandes

bearbeitet

von

Friedrich Noback

Direktor der öffentlichen Handels-Lehranstalt zu Chemnitz.

Leipzig

Verlag von Otto Wigand.

1856.

Das Papiergeld

der

deutschen Staaten

am 1. Januar 1856.

Tabellarische Uebersicht

des

gesammten Staats- und Privatpapiergeldes mit Angabe des Betrages der Emission, der Vertheilung auf den Kopf der Einwohnerzahl, der Bestimmungen über die Einlösung und Sicherstellung ꝛc. ꝛc.

Leipzig
Verlag von Otto Wigand.
1856.

A. Im Vierze

Staat.	Name des Papiergeldes und Abschnitte desselben.	Betrag: Staats-papiergeld.	Betrag: Privat-papiergeld.	Betrag: Insgesammt.	Einwohnerzahl nach der Zählung vom Dec. 1852.	Auf jeden Kopf komm…: Staats-papiergeld.	Auf jeden Kopf komm…: Privat-papiergeld.	Insgesamm…
		Thaler.	Thaler.	Thaler.		Thaler.	Thaler.	Th…
I. Preussen.	1. Kassen-Anweisungen zu 1, 5, 10, 50 u. 100 Thlr.	30,842,347	—					
	2. Noten der preußischen Bank zu 25, 50, 100 u. 500 Thlr. (Außerdem circa 11,000,000 Thlr. Giro-Anweisungen oder sogen. Checks der Bank, die namentlich in Berlin selbst wie Banknoten umlaufen.)	—	21,000,000					
	3. Noten der Bank des berliner Kassen-Vereins zu 10, 20, 50, 100 u. 200 Thlr.	—	1,000,000					
	4. Noten der Ritterschaftlichen Privatbank in Pommern zu Stettin zu 10, 20, 50 u. 100 Thlr.	—	1,000,000					
	5. Noten der städtischen Bank in Breslau zu 1, 5, 25 u. 50 Thlr. (Künftig werden auch 6) Noten der kölnischen Privatbank bis zu einem Betrage von 1,000,000 Thalern existiren. Das Actienkapital der in der Errichtung begriffenen, durch königl. Erlaß vom 10. Dec. 1855 bestätigten kölner Bank wird 1 Million Thaler betragen.)	—	1,000,000					
		30,842,347	24,000,000	54,842,347	16,935,470	1.82	1.42	[illegible]

Einlösungskassen und …nahme-Bedingungen.	Bestimmungen über die Sicherstellung.	Bestimmungen über die Einberufung.	Datum der Gesetze.
…inlösungskasse ist das „Re…tions-Contor“ in Berlin. …ie haben Zwangsumlauf …werden daher auch bei allen …tlichen Kassen zum Renn…he angenommen.	Sie sind als unverzinsliche Staatsschuld garantirt; eine besondere Sicherheit ist nicht bestellt.	Dieselben sind vorbehalten. Doch nach dem Staatsvertrage von 1850 eine Einlösungsfrist von mindestens 4 Wochen, die wenigstens 3 Monate vor ihrem Ablauf anzukündigen ist.	Gesetze vom 4. Dec. 1809, 17. Jan. 1820, 21. Dec. 1824, 22. April 1827, 14. Nov. 1835, 5. Dec. 1836, 9. Mai 1837, 7. März 1850, 19. Mai 1851, 2. Nov. 1851.
…inlösungskassen sind die …ptbankkasse in Berlin und …rovinzialbankcontore, letz…nach Maßgabe ihres Baar…ndes. …ie werden bei allen öffent…n Kassen zum Nennwerthe …nommen.	Die Gesammtsumme der Noten darf bis zu 21 Millionen Thalern gehen, welche Summe auch erreicht ist. Vom Betrage der umlaufenden Noten müssen $^{2}/_{6}$ in baarem Gelde oder Silberbarren, $^{3}/_{6}$ mindestens in discontirten Wechseln, das Uebrige in Lombardforderungen mit bankmäßiger Sicherheit in den Bankkassen vorhanden sein (außer den zu den übrigen Geschäften erforderlichen Baarschaften und Effekten).	Dieselben sind vorbehalten.	Bankordnung vom 18. Juli 1846.
…asse der Bank.	Die Gesammtsumme der Noten darf 1 Million Thaler nicht überschreiten, welche Summe auch erreicht ist. Vom Betrage der umlaufenden Noten muß wenigstens $^{1}/_{3}$ in klingendem Gelde oder Silberbarren, wenigstens $^{1}/_{3}$ in discontirten Wechseln vorhanden sein. Zur Deckung dienen vorzugsweise außerdem sämmtliche Werthpapiere, Darlehen gegen Unterpfand und übrige Activa.	Nach dreimaliger Anzeige in Monatspausen eine Präklusivfrist von 3 Monaten.	Statut vom 15. April 1850.
…sse der Bank.	Die Gesammtsumme der Noten ist auf 1 Million Thaler beschränkt, welche Summe auch erreicht ist. Das Recht zur Ausgabe dieser Noten ist auf 10 Jahre, vom 1. Jan. 1850 an, also bis Ende 1859, begrenzt. Wenn innerhalb dieses Zeitraums die Bankordnung vom 5. Octbr. 1846 aufgehoben werden sollte, so erlischt das Recht zur Noten-Emission 6 Monate nach Bekanntmachung des betreffenden Gesetzes. Vom Betrage der umlaufenden Noten muß wenigstens $^{1}/_{3}$ in klingendem Gelde, wenigstens $^{1}/_{3}$ in discontirten Wechseln, der Rest in inländischen, auf jeden Inhaber lautenden, zinstragenden Staats-, Communal- oder andern unter Autorität des Staats von Corporationen oder Gesellschaften ausgegebenen Papieren, nach dem Kurswerthe zur Zeit der Hinterlegung, in einer von den übrigen Kassen der Bank gesonderten Kasse vorhanden sein. Außerdem haften auch sämmtliche übrige Activa der Bank vorzugsweise für die Einlösung der Noten.	Präklusivfrist von 6 Monaten, dreimal in 4wöchentlichen Pausen anzukündigen.	Statuten vom 24. Aug. 1849.
…e der Bank.	Für die ausgegebenen Noten ist $^{1}/_{3}$ in baarem Gelde, $^{2}/_{3}$ in Kurs habenden verzinslichen Staatspapieren, Stadtobligationen und Pfandbriefen, nach ihrem Kurs zur Zeit der Deposition, niedergelegt. Außerdem haften dafür sämmtliche verpfändete Effekten und Activa, sowie das Vermögen der Stadt.	Präklusivfrist von 6 Monaten.	Statut vom 10. Juni 1848.

Staat.	Name des Papiergeldes und Abschnitte desselben.	Betrag: Staats-papiergeld.	Betrag: Privat-papiergeld.	Betrag: Insgesammt.	Einwohnerzahl nach der Zählung vom Dec. 1852.	Auf jeden Kopf kommen: Staats-papiergeld.	Auf jeden Kopf kommen: Privat-papiergeld.	Auf jeden Kopf kommen: Insgesammt.
		Thaler.	Thaler.	Thaler.		Thaler.	Thaler.	Tha
II. Sachsen.	1. Kassen-Billets zu 1, 5 und 10 Thalern (künftig auch zu 20 u. 50 Thlr.).	7,000,000 (Künftig dürfen 8,000,000 Thaler umlaufen, der Mehrbelauf über 7 Millionen — 1 Million — jedoch nicht bis über d. J. 1863 hinaus.)	—					
	2. Noten der leipziger Bank zu 20, 50, 100 u. 500 Thlr. (Am 28. Februar 1855 verausgabt: 5,076,000 Thlr. in Kasse: 3,924,000 „ = 9,000,000 Thlr.)	—	9,000,000					
	3. Creditscheine (Noten) der chemnitzer Stadtbank zu 1 Thlr.	—	300,000					
	4. Noten der oberlausitzer Hypotheken-, auch Leih- und Sparbank in Bautzen zu 5 Thlr. (Es dürfen auch höhere Abschnitte ausgegeben werden.)	—	500,000					
	5. Leipzig-dresdner Eisenbahn-Kassenscheine zu 1 Thlr.	—	500,000					
		7,000,000	10,300,000	17,300,000	1,987,832	3.52	5.18	8
III. Hannover.	Kassenscheine der Stadt Hannover zu 1 und 5 Thlr.	—	200,000	200,000	1,819,253	—	0.11	0
IV. Kurhessen.	1. Kassenscheine zu 1, 5 und 20 Thalern.	2,500,000	—					

Einlösungskassen und ...nahme=Bedingungen.	Bestimmungen über die Sicherstellung.	Bestimmungen über die Einberufung.	Datum der Gesetze.
...uswechselungskasse ist die ...nzhauptkasse in Dresden. ... zweite — jetzt in Leipzig ...st auch für künftig vorbe-...en. ...Sie werden bei allen öffent-...n Kassen zum Nennwerthe ...genommen und aus-...eben.	Besondere Sicherheit ist nicht bestellt.	Präklusivfrist ist vorbehalten. Für die demnächst einzuziehenden ältern Scheine ist vorerst eine 12monatliche Umwechselungsfrist zu verordnen, welche öffentlich bekannt zu machen ist und während deren erster 9 Monate auch die Staatskassen die Billets in Zahlung annehmen.	Gesetze vom 16. April 1840, 15. Sept. 1842, 9. Sept. 1843, 18. Juni 1846, 23. Nov. 1848, 28. April 1849, 6. Sept. 1855.
Kasse der Bank in Leipzig ...d Einlösungskasse bei der ...gentur in Dresden.	Die ausgegebenen Noten dürfen zu dem in baarem Gelde und Gold- und Silberbarren vorhandenen Fonds der Bank das Verhältniß von 3 zu 2 nicht überschreiten.	Präklusivfrist von 1 Jahr.	Statuten, bestätigt durch Dekret vom 12. März 1839. Nachtrag zu den Statuten, bestätigt durch Dekret vom 22. Jan. 1855.
...Einlösungskasse ist die Kasse ...Bank. ...Sie werden bei allen städti-...Kassen an Zahlungsstatt ...nommen.	Die Gesammtsumme der Noten darf 300,000 Thlr. nicht übersteigen, welche Summe auch erreicht ist. Die ausgegebenen Noten dürfen zu dem baaren Fonds der Bank das Verhältniß von 3 zu 1 nicht überschreiten. Für den Nennwerth und die Einlösung in Silbergeld haftet die Stadtgemeinde mit ihrem gesammten Eigenthum.	Präklusivfrist von wenigstens 6 Monaten, dreimal in Zwischenräumen von 14 Tagen öffentlich anzukündigen.	Statuten v. 14/19. August 1848. Zweiter Nachtrag zu denselben v. 17. Juli / 14. Oct. 1851.
...nlösung bei der Kasse der ... in Bautzen, den Ein-...elungskassen in Dresden ...Leipzig, und der unter ...nzialständischer Verwal-...stehenden Kasse des Land-...camts in Görlitz.	Die Gesammtsumme der Noten darf 500,000 Thlr. sein, welche Summe auch erreicht ist. Der Kassenbestand der Bank muß sich zu dem Betrage der umlaufenden Noten immer mindestens wie 1 zu 3 verhalten. Für den Gesammtbetrag der Noten haften zunächst die der Bank verpfändeten Grundstücke und das gesammte Vermögen der Anstalt, sodann der Landkreis der Oberlausitz.	Präklusivfrist von 6 Monaten.	Dekret v. 17. April 1850.
...nahme zum Nennwerthe ...en Kassen der Eisenbahn-...llschaft.	Besondere Sicherheit ist nicht bestellt.	Fehlen.	Gesellschafts-Statuten und Dekret vom 6. Mai 1835.
...Einlösungskasse ist die ...Kasse. ... werden bei den städti-...Kassen an Zahlungsstatt ...ommen.	Der Realisationsfonds ist auf $^1/_4$ des Betrages der Scheine festgestellt; er muß zu $^1/_5$ in baarem Gelde und zu $^4/_5$ in zinstragenden Papieren bestehen. Seit d. J. 1852 hat die Stadt jährlich 5000 Thlr. zur Tilgung bereitzustellen. Für die Scheine ist das gesammte Vermögen der Stadt verpfändet.	Fehlen.	Ministerial-Bekanntmachung vom 8. Jan. 1847.
...e Einlösungskasse besteht ... haben Zwangsumlauf.	Es ist der gleiche Betrag bei der Landescreditkasse angelegter Ablösungskapitalien verpfändet. Von 1852 ab sollten jährlich für 125,000 Thlr. Kassenscheine eingezogen werden.	Fehlen.	Gesetze v. 26. Aug. 1848 und 24. Mai 1849.

Staat.	Name des Papiergeldes und Abschnitte desselben.	Betrag: Staatspapiergeld.	Betrag: Privatpapiergeld.	Betrag: Insgesammt.	Einwohnerzahl nach der Zählung vom Dec. 1852.	Auf jeden Kopf kommt: Staatspapiergeld.	Auf jeden Kopf kommt: Privatpapiergeld.	Auf jeden Kopf kommt: Insgesammt.
		Thaler.	Thaler.	Thaler.		Thaler.	Thaler.	Th
	2. Kassenscheine der kurhessischen Leih- u. Commerzbank in Kassel (Staatsanstalt) zu 1 Thlr., nach Zeitungsnachrichten (Das ungemein häufige Vorkommen dieser Scheine läßt auf eine viel größere Verausgabung schließen.)	50,000	—					
		2,550,000	—	2,550,000	(Ende 1854:) 755,350	3.38	—	3.3
V. Sachsen-Weimar.	1. Kassen-Anweisungen zu 1 und 5 Thalern.	600,000	—					
	2. Noten der weimarischen Bank zu 10, 20, 50 und 100 Thlr.	—	3,104,000 (waren Ende Novbr. 1855 in Umlauf (Ende Dec. 1855 nur 2,748,000); es dürfen 5,000,000 emittirt werden.)					
		600,000	3,104,000	3,704,000	(Im J. 1853:) 262,524	2.29	11.82	14.
VI. Sachsen-Koburg-Gotha.	1. Koburgische Kassen-Anweisungen zu 1 Thlr.	200,000	—					
	2. Gothaische Kassen-Anweisungen zu 1 und 5 Thlr.	400,000	—					
		600,000	—	600,000	(Dec. 1852:) 150,412	3.99	—	3.
VII. Sachsen-Meiningen.	Kassen-Anweisungen zu 1 Thlr.	600,000	—	600,000	166,364	3.61	—	3.
VIII. Sachsen-Altenburg.	Kassen-Anweisungen zu 1 Thlr.	359,500 (500,000 dürfen emittirt werden.)	—	359,500	(Ende 1854:) 132,233	2.72	—	2
IX. Anhalt-Dessau-Köthen. (Die Staatsschuld beider Landestheile ist noch getrennt.)	1. Dessauische Kassenscheine zu bisher 1 und 5 Thlr., demnächst zu 10 Thlr.	500,000 (1,000,000 dürfen emittirt sein.)	—					
	2. Köthensche Kassenscheine zu bisher 1 und 5 Thlr.	300,000	—					

Einlösungskassen und ...nahme=Bedingungen.	Bestimmungen über die Sicherstellung.	Bestimmungen über die Einberufung.	Datum der Gesetze.
...inlösungskasse ist die Kasse ...Leihbank. ...ie werden in allen öffent= ...n Kassen angenommen.	„Die nöthigen Summen zur Einlösung stehen immer in Bereitschaft.“	Fehlen.	Nicht veröffentlicht.
...inlösungskasse ist die Land= ...tskasse in Weimar. ...ie werden bei allen öffent= ...n Kassen angenommen.	Besondere Sicherheit ist nicht bestellt.	Präklusivfrist von 12 Monaten.	Gesetz vom 29. Aug. 1847.
...Einlösung bei der Kasse der ... in Weimar und der Filialbank ...reiz; dann bei der Agentur in ...zig (H. Edel), so wie in ...sden bei Günther u. Ru...h und in Chemnitz bei ...s Benndorf; künftig auch ...Pößneck (am letztern Orte ...tens 96 Stunden nach Vor...ng). ...Sie werden bei den Landes... des Fürstenthums Reuß äl... Linie für voll in Zahlung ...ommen.	Der Gesammtbetrag der Noten darf das wirklich eingezahlte Actienkapital (jetzt voll 5 Millionen Thlr.) nicht überschreiten. Von dem umlaufenden Betrage derselben muß wenigstens $1/3$ in klingendem Gelde und $2/3$ in, der Bank gehörigen Wechseln oder leicht realisirbaren Effekten (mit Ausschluß der eigenen Noten) vorräthig sein. Die für die Noten=Einlösung bestimmten Bestände werden besonders verwaltet und für die sonstigen Zwecke der Gesellschaft nicht verwendet.	Präklusivfrist von mindestens 1 Jahr, dreimal anzukündigen.	Statuten, bestätigt durch Dekret vom 17. Sept. 1853. Ministerial=Bekanntmachungen vom 6. Oct. und 27. Dec. 1854.
...inlösungskasse ist die ...tlandeskasse in Koburg. ...ie haben Zwangsumlauf.	Besondere Sicherheit ist nicht bestellt.	Wie bei den preußischen Kassen=Anweisungen.	Gesetz vom 22. Jan. 1849.
...lösungskasse ist die ...tlandeskasse in Gotha. ...haben Zwangsumlauf.	Desgleichen.	Desgleichen.	Gesetz v. 30. Sept. 1847.
...ne Einlösungskasse be...richt. ...e haben Zwangsumlauf.	Besondere Sicherheit ist nicht bestellt.	Wie bei den preußischen Kassen=Anweisungen.	Gesetz v. 24. Mai 1849.
...lösungskasse ist die Lan... in Altenburg. ...haben Zwangsumlauf.	Besondere Sicherheit ist nicht bestellt. Jährlich soll 1 Procent getilgt werden. (380,000 Thaler waren überhaupt nur ausgegeben.) (Die Umwandlung in Abschnitte zu 10 u. 20 Thlr., von der Regierung und dem Landtage im Nov. 1855 beschlossen, wird nicht erfolgen.)	Präklusivfrist von 12 Monaten.	Gesetz v. 16. Juli 1848. Mittheilung der Regierung an den Landtag am 16. Nov. 1855. Erklärung des Ministers v. Larisch an der Conferenz in Weimar, am 5. Jan. 1856.
...lösungskasse ist die Re...shauptkasse. ...haben Zwangsumlauf.	Die Staatsdomänen sind dafür verpfändet und außerdem 600,000 Thlr. in zinstragenden Papieren zur Sicherheit deponirt, auch die Bereithaltung eines Baarfonds von $1/6$ des ausgegebenen Papiergeldbetrages verordnet.	Präklusivfrist von 12 Monaten, dreimal anzukündigen.	Gesetze v. 1. August 1849 und v. Novbr. 1855.
...Einlösungskasse besteht ...haben Zwangsumlauf.	Die Staatsdomänen sind dafür verpfändet.	Wie bei den preußischen Kassen=Anweisungen.	Gesetz v. 16. Febr. 1846. Staatsvertrag vom 16., 20., 26. Juli 1847. Bekanntmachung v. 24. Juli 1848.

Staat.	Name des Papiergeldes und Abschnitte desselben.	Betrag: Staatspapiergeld.	Betrag: Privatpapiergeld.	Betrag: Insgesammt.	Einwohnerzahl nach der Zählung vom Dec. 1852.	Auf jeden Kopf komm: Staatspapiergeld.	Auf jeden Kopf komm: Privatpapiergeld.	Auf jeden Kopf komm: Insgesamm
		Thaler.	Thaler.	Thaler.		Thaler.	Thaler.	Th
	3. Noten der dessauer Bank zu 1, 5, 10, 20, 50, 100, 500 u. 1000 Thlr.	—	2,500,000 (4,000,000 dürfen nach Einzahlung des erhöhten, dann gleich großen Actienkapitals künftig emittirt sein.)					
	4. Köthen-bernburger Eisenbahn-Kassenscheine zu 1 Thlr., — von der ehemaligen köthenschen Regierung autorisirter Antheil. (Vergl. Anhalt-Bernburg.)	—	500,000		(Dec. 1852:)			
		800,000	3,000,000	3,800,000	123,759	6.46	24.24	30
X. Anhalt-Bernburg.	1. Kassenscheine zu 1 u. 5 Thlr.	370,000	—					
	2. Köthen-bernburger Eisenbahn-Kassenscheine zu 1 Thlr., — von der bernburger Regierung autorisirter Antheil. (Vergl. Anhalt-Dessau-Köthen.)	—	200,000					
		370,000	200,000	570,000	52,641	7.03	3.80	1
XI. Braunschweig.	1. Bankzettel der herzoglichen Leihhaus-Anstalt in Braunschweig zu 1, 5 und 20 Thlr.	600,000	—					
	2. Darlehns-Bank-Scheine zu 1 u. 5 Thlr.	400,000	—					
	3. Noten der braunschweiger Bank zu 10 u. 25 Thlr. und darüber.	—	1,800,000 (dürfen emittirt sein. Von 1856 ab, mit Einzahlung des vollen Actienkapitals, dürfen 2,000,000 emittirt sein.)					
		1,000,000	1,800,000	2,800,000	271,943	3.68	6.62	

Einlösungskassen und ...nahme-Bedingungen.	Bestimmungen über die Sicherstellung.	Bestimmungen über die Einberufung.	Datum der Gesetze.
...Bankcontor in Deßau.	Der Gesammtbetrag der Noten darf weder das Actienkapital (bisher $2^1/_2$, künftig 4 Millionen Thaler), noch $^1/_3$ der jederzeit realisirbaren Fonds übersteigen; auch muß $^1/_4$ des Betrags der umlaufenden Noten zu deren Realisation stets durch Baarvorrath in der Bankkasse vorräthig sein. — Binnen fünf Jahren müssen die kleinen Noten zu 1 und 5 Thlr. auf den Betrag von 500,000 Thlr. vermindert sein.	Präklusivfrist von 12 Monaten.	Statuten vom 20. Sept. 1847. Beschluß der Generalversammlung vom 13. Novbr. 1855.
Sie werden in den Kassen ... Eisenbahn-Gesellschaft u. ... sämmtlichen anhaltinischen ...deskassen zum Nennwerthe ...Zahlung angenommen.	Es sind von der Gesellschaft 400,000 Thlr. in sichern Prioritäts-Obligationen und 100,000 Thlr. in baarem Gelde bei dem köthen-bernburger Eisenbahnfonds (unter der Regierung) in Köthen als Deckung niedergelegt worden.	Fehlen.	Ministerial-Erlaß vom 20. Febr. 1850.
...Eine Einlösungskasse besteht ...cht. ...Sie haben Zwangsumlauf.	Für den Betrag sind zinstragende Papiere bei der Staatsschulden-Tilgungskasse hinterlegt.	Wie bei den preußischen Kassen-Anweisungen.	Gesetz v. 18. März 1850.
...Einlösungskasse ist die Kam...rkasse in Bernburg. ...Sie haben Zwangsumlauf ... werden bei allen anhalti...schen Landeskassen in Zah...g angenommen.	Für den Betrag sind von der Gesellschaft Dokumente bei der Landesregierung niedergelegt.	Fehlen.	Gesetz v. 2. März 1846.
...inlösungskassen sind: die ...ogl. Leihkasse, sowie, je ... ihren Baarvorräthen, die ...skassen. ...ie werden bei allen öffent...n Kassen in Zahlung an...mmen.	Die bereitzuhaltenden baaren Mittel sind im Gesetz nicht erwähnt.	Wie bei den preußischen Kassen-Anweisungen.	Gesetz v. 7. März 1842.
...Sie werden bei den öffent...n Kassen in Zahlung an...mmen.	Es darf nach dem Gesetz kein Darlehns-Bank-Schein ausgegeben werden, für welchen nicht genügende Sicherheit durch Verpfändung von im Inlande lagernden, nicht leicht verderblichen Waaren, Fabrikaten und Bodenerzeugnissen, oder herzoglichen Kammer- oder Landesschuldverschreibungen, sowie deutschen Eisenbahn-Prioritäts-Obligationen und Leihhausschuldscheinen, mit einem Abschlage vom Kurse oder Schätzungswerthe, bestellt worden ist. — Die Darlehns-Bank-Scheine sollten spätestens in 3 Jahren, also im Jahre 1851, wieder eingezogen werden, was aber nicht der Fall gewesen ist.	Präklusivfrist von mindestens 6 Monaten.	Gesetz v. 4. Mai 1848.
...asse der Bank.	Der Gesammtbetrag der Noten darf das eingezahlte Actienkapital (bis Ende 1855 also 1,800,000 Thaler, von Anfang 1856 an 2,000,000 Thaler) nicht überschreiten. Behufs der Einlösung muß von der Summe der umlaufenden Noten stets $^1/_4$ in baarem Gelde in der Bank vorräthig sein, sowie außerdem der ganze Betrag jener Noten in leicht realisirbaren Valuten (d. h. solchen, welche spätestens binnen 3 Monaten eingezogen werden können) oder in Gelde.	Präklusivfrist von wenigstens 1 Jahr.	Statuten der Bank, bestätigt am 11. Mai 1853.

Staat.	Name des Papiergeldes und Abschnitte desselben.	Betrag: Staatspapiergeld.	Betrag: Privatpapiergeld.	Betrag: Insgesammt.	Einwohnerzahl nach der Zählung vom Dec. 1852.	Auf jeden Kopf kommt: Staatspapiergeld.	Auf jeden Kopf kommt: Privatpapiergeld.	Auf jeden Kopf kommt: [illegible]
		Thaler.	Thaler.	Thaler.		Thaler.	Thaler.	
XII. Mecklenburg-Schwerin.	Noten der rostocker Bank zu 10, 20, 50, 100 und 200 Thlr.	—	1,000,000	1,000,000	(Ende 1854:) 538,997	—	1.86	1
XIII. Schwarzburg-Rudolstadt.	Kassen-Billets, bisher zu 1 Thlr., demnächst auch zu 10 Thlr.	200,000	—	200,000	(Dec. 1852:) 69,038	2.90	—	2.90
XIV. Schwarzburg-Sondershausen.	Kassen-Anweisungen, bisher zu 1 u. 5 Thlr., demnächst zu 10 Thlr. (Sie sind ein Privatpapiergeld des fürstlichen Hauses und gehören als solches zur fürstlichen Kammerschuld.) (Die neue „Thüringische Bank" in Sondershausen, welche ein Grundkapital von 3 Millionen Thalern erhalten soll, das erhöht werden darf (10 Prc. davon sind bis 31. Jan. 1856 einzuzahlen), hat das Recht zur Ausgabe von Banknoten zu 20 Thalern und darüber, deren Gesammtsumme das wirklich eingezahlte Actienkapital nicht überschreiten darf und bei dessen etwaiger Verminderung auf seinen noch als vorhanden nachgewiesenen Belauf zu beschränken ist. Die Noten werden am Sitze der Bank jederzeit baar eingelöst. Von dem Betrage der umlaufenden Noten soll wenigstens 1/4 in klingendem Gelde, 3/4 in, der Bank gehörigen Wechseln oder leicht realisirbaren Effekten vorräthig sein. Die für Einlösung der Noten bestimmten Bestände sollen besonders verwaltet und für die sonstigen Zwecke der Gesellschaft nicht verwendet werden. Bei Einziehung der Noten ist eine dreimal öffentlich anzukündigende Präklusivfrist von mindestens 1 Jahr festzustellen. — Statuten vom Oct. 1855.)	—	500,000	500,000	60,847	—	8.22	8.1

alerfuße.

Einlösungskassen und ...ahme=Bedingungen.	Bestimmungen über die Sicherstellung.	Bestimmungen über die Einberufung.	Datum der Gesetze.
...lösungskassen sind die ... der Bank zu Rostock ... die Banknotenkasse in ...erin; letztere, soweit ...r Geldvorrath erlaubt, ...nfalls aber binnen 72 ...den. ...e werden bei den landes... ...hen Kassen in Zahlung ...ommen.	Der Gesammtbetrag der Noten darf das Stammkapital der Bank (1 Million Thaler) nicht überschreiten, welcher Belauf erreicht ist. Sollte dieses Kapital, welches bis auf 2 Millionen Thlr. erhöht werden kann, über 1 Million Thlr. vergrößert werden, so hängt die Ausgabe von Noten über 1 Million Thaler hinaus von der Genehmigung des Staates ab. Von der Summe der umlaufenden Noten muß Behufs der Realisation $1/3$ in baarem Gelde oder theilweise in Gold= und Silberbarren, $1/3$ in discontirbaren acceptirten Wechseln (höchstens die Hälfte der letztern darf aus Platzwechseln sicherer Häuser bestehen), $1/3$ in Börsenkurs habenden Staats=, ständischen und Communalpapieren, deren Zinsen regelmäßig bezahlt werden (wohin auch Pfandbriefe der mecklenburgischen Ritterschaft gehören), bei der Bank vorhanden sein.	Präklusivfrist von 6 Monaten.	Statuten vom 27. Febr. 1850.
...Einlösungskasse ist die ...tlandeskasse in Rudolstadt. Sie haben Zwangsum...	Besondere Sicherstellung ist nicht bestimmt.	Wie bei den preußischen Kassen-Anweisungen. Die demnächst zur Ausgabe kommenden, in Berlin in der Anfertigung begriffenen, neuen 10 Thalerscheine, gleichfalls 200,000 Thlr., ersetzen die bisherigen 1 Thalerscheine, welche letztern, wie sie bei der Hauptlandeskasse eingehen, zurückgezogen werden, während an ihrer Stelle allmälich die neuen Scheine in Umlauf kommen. Dem nächsten Landtage wird ein Vorschlag darüber gemacht, welcher Betrag noch von den 1 Thalerscheinen im Umlaufe verbleiben soll; immer aber darf der Belauf der circulirenden Scheine zu 10 und zu 1 Thaler zusammen die erwähnten 200,000 Thaler nicht übersteigen.	Gesetz v. 10. Nov. 1848.
...inlösungskasse ist die ...s=Hauptkasse in Son...usen. ...ie werden gesetzlich bei ... öffentlichen Kassen zum ...verthe angenommen ...usgegeben.	Die Kassen=Anweisungen bilden einen Bestandtheil der auf den Kammerschulden=Tilgungsfonds fundirten Kammerschuld, für welche sowohl dieser Tilgungsfonds, als auch das gesammte Kammergut des fürstlichen Hauses haftet. Die durch die Ausgabe der Kassen=Anweisungen entstehende unverzinsliche Kammerschuld ist vom Kammerschulden=Tilgungsfonds vom 1. Januar 1861 ab binnen vierzig Jahren durch successive Wiedereinziehung der in Umlauf gesetzten Kassen=Anweisungen vollständig zu tilgen. Während der ersten 10 Jahre dieser Tilgungsperiode sollen jährlich für 5000 Thaler Kassen=Anweisungen in der Weise, daß der hierzu erforderliche Theil der bei den fürstlichen Kassen eingehenden Anweisungen nicht wieder zu Zahlungen verwendet wird, eingezogen und dann vernichtet werden. Für jeden spätern zehnjährigen Abschnitt der Tilgungsperiode ist vor Eintritt desselben die jährlich einzulösende und zu vernichtende Summe in steigenden Beträgen durch Gesetz festzustellen.	Präklusivfrist von 12 Monaten, welche öffentlich bekannt zu machen ist; während der letzten 3 Monate erfolgt die Umwechselung nur bei der Staats=Hauptkasse. Die demnächst zur Ausgabe kommenden neuen 10 Thalerscheine, gleichfalls 500,000 Thlr., ersetzen die bisherigen 1= u. 5 Thalerscheine.	Gesetze v. 11. März 1854 u. 20. Dec. 1855.

Staat.	Name des Papiergeldes und Abschnitte desselben.	Betrag: Staatspapiergeld.	Privatpapiergeld.	Insgesammt.	Einwohnerzahl nach der Zählung vom Dec. 1852.	Auf jeden Kopf kommen: Staatspapiergeld.	Privatpapiergeld.	Insgesammt.
		Thaler.	Thaler.	Thaler.		Thaler.	Thaler.	
XV. Reuss, jüngere Linie.	**Kassenscheine zu 1 Thlr.** (Die am 15. Januar 1856 eröffnete neue „Geraer Bank“ darf Noten zu 1, 5, 10, 50, 100 Thalern und darüber in unbeschränkter Menge ausgeben, von denen zu 1 Thlr. jedoch nicht über 500,000 Thaler. Außerdem ist sie verpflichtet, auf Verlangen der Regierung, dieser das Staatspapiergeld bis zu 500,000 Thalern in Banknoten umzutauschen, welche in der vorgedachten Beschränkung der Noten zu 1 Thlr. nicht mitbegriffen sind. Sie muß sämmtliche Noten auf Verlangen gegen baares Geld einlösen. Für die Ausgabe der ersten 3,000,000 Thlr. müssen 2/3, für alle spätern Emissionen 1/2 des Betrages der umlaufenden Noten durch baare Fonds repräsentirt sein; für die zum Umtausch des Staatspapiergeldes auszugebenden Noten ist jedoch ein Baarfonds nicht zu deponiren. Außer diesen unmittelbar zur baaren Einlösung bestimmten Fonds muß stets der ganze Betrag der übrigen in Umlauf gesetzten Noten in leicht realisirbaren, d. h. solchen Valuten, welche spätestens binnen 3 Monaten eingezogen werden können (mit Ausschluß der eigenen Noten), bei der Bank vorräthig sein. Die Einziehung und der Umtausch der Noten setzt eine öffentliche Bekanntmachung und Einräumung einer Präklusivfrist von 1 Jahr voraus. — Das Grundkapital beträgt 4,000,000 Thlr., wovon zunächst 2,000,000 Thlr. durch Actien realisirt werden sollen; dasselbe darf erhöht werden. Die zweite Einzahlung von 10 Proc. hat bis 7. Febr. 1856 zu erfolgen. — Statuten, bestätigt durch Dekret vom 13. Nov. 1855.)	320,000 (500,000 dürfen emittirt werden; davon sind 180,000 für „günstige Zeit“ vorbehalten.)	—	320,000	79,824	4.01	—	4.
XVI. Waldeck.	**Kassenscheine zu 10 Thlr.** (Das Gesetz erwähnt die Größe der Abschnitte nicht; es laufen nur solche zu 10 Thlr. um.)	350,000	—	350,000	59,697	5.86	—	5.
XVII. Lübeck.	**Zahlungsscheine oder Noten der Privat-Discontos- und Darlehn-Kasse zu 40, 80 und 200 Thaler preuß. Kurant** (der Thaler = 40 Schillinge lübisch Kurant gerechnet). (Die vor dem 17. Decbr. 1852 ausgegebenen Scheine lauteten auf lübische Kurant-Mark und wurden später umgestempelt.)	—	(Ende 1854:) 320,000, auf preuß. Kur. lautend. 1400, auf lübisch Kur. lautend (=3500 Mark lüb. Kur.), am 1. Jan. 1855 noch nicht umgestempelt.		(Am 1. Sept. 1851:)			
		—	321,400	321,400	54,166	—	5.93	

Einlösungskassen und ahme=Bedingungen.	Bestimmungen über die Sicherstellung.	Bestimmungen über die Einberufung.	Datum der Gesetze.
nlösungskasse ist die Spar= in Gera. ie haben Zwangsumlauf.	Besondere Sicherheit ist nicht bestellt. Die neue geraer Bank soll, auf Verlangen der Regierung, die Kassenscheine gegen Banknoten umtauschen. (S. die Anmerkung über diese Bank hierneben.)	Präklusivfrist von 6 Monaten.	Gesetz v. 27. März 1849. Landtagsbeschluß vom 7. Oct. 1853. Gesetz vom 13. Nov. 1855, betreffend die Genehmigung der geraer Bank.
ine Einlösungskasse besteht t. ie haben Zwangsumlauf.	Sie sind als eine unverzinsliche Staatsschuld anerkannt. Eine besondere Sicherheit ist zwar bis jetzt noch nicht bestellt, ihre Leistung aber im Januar 1856 von der Ständekammer genehmigt worden, so daß demnächst die Hinterlegung von 375,000 Thalern Rentenbriefen zur Sicherstellung und eventuellen Einlösbarmachung der Kassenscheine erfolgen soll.	Wie bei den preußischen Kassen=Anweisungen.	Gesetz v. 13. Nov. 1854.
nlösungskasse ist das Con= er Anstalt, welches Mon= Mittwochs und Sonn= s die Umwechselung be= telligt.	Die Direktoren der Anstalt haben dafür zu sorgen, daß die Kasse des Buchhalters hinreichend mit Baarschaft versehen sei, um an den Zahltagen die vorkommenden Scheine einzulösen.	Fehlen.	Statuten der Anstalt von 1820 und ihre Ergänzungen von 1840 und weiter.

Staat.	Name des Papiergeldes und Abschnitte desselben.	Betrag: Staatspapiergeld.	Betrag: Privatpapiergeld.	Betrag: Insgesammt.	Betrag: Reducirt auf 14Thalerfuß.	Einwohnerzahl nach der Zählung vom Dec. 1852.	Auf jeden Kopf komm…: Staatspapiergeld.	Auf jeden Kopf komm…: Privatpapiergeld.	Auf jeden Kopf komm…: Insgesammt.
		Gulden.	Gulden.	Gulden.	Thaler.		Thaler.	Thaler.	Tha…
I. Baiern.	Noten der baierschen Hypotheken- und Wechselbank in München zu 10 und 100 fl.	—	8,000,000	8,000,000	4,571,428 4/7	(Am 3. Dec. 1852:) Ohne Militär: 4,559,452 dazu 239,886 Militär (am 1. Mai 1855). 4,799,338	—	0.95	0.9…
II. Würtemberg.	Kassenscheine zu 2, 10, 35 und 100 fl.	3,000,000	—	3,000,000	1,714,285 5/7	(Am 3. Dec. 1852:) 1,733,967	0.96	—	0.9…
III. Baden.	Kassenscheine zu 2, 10 u. 35 fl.	3,000,000	—	3,000,000	1,714,285 5/7	(Dec. 1852:) 1,356,943	1.26	—	1.…
IV. Großherzogthum Hessen. (H.-Darmstadt.)	Grundrentenscheine zu 1, 5, 10 und 35 fl. (Die in der Errichtung begriffene neue „Bank für Süddeutschland“ in Darmstadt, bestätigt im Nov. 1855, welche ein Grundkapital von 20,000,000 Gulden erhalten soll, wird wesentlich auch Banknoten ausgeben, und zwar in Stücken von nicht unter 10 Gulden, welche bei der Kasse der Bank und, je nach den Baarbeständen, auch bei den Filialen und Delegirten auf Verlangen baar eingelöst werden. Der Gesammtbetrag der Noten darf, laut der Statuten, das Doppelte des eingezahlten Grundkapitals nicht übersteigen, und ebensowenig die Summe der vorhandenen Wechsel und Baarschaften. Ausschließlich Behufs der Einlösung muß von dem Betrage der umlaufenden Noten mindestens ⅓ in Münzen, Gold- oder Silberbarren bereit gehalten werden. Außerdem muß der volle Betrag der cirkulirenden Noten in sichern Wechseln bei der Bank vorhanden sein.)	3,000,000	—	3,000,000	1,714,285 5/7	854,314	2.01	—	2.0…

Einlösungskassen und ...nahme-Bedingungen.	Bestimmungen über die Sicherstellung.	Bestimmungen über die Einberufung.	Datum der Gesetze.
...inlösung bei den Kassen der ...k in München und Augs-..., so wie bei der königl. ...k in Nürnberg und deren ...llen zu Ansbach, Bam-... Würzburg, Regensburg, ...euth und Ludwigshafen. ...ie werden bei den Staats-...t in Zahlung angenom-...	Der Betrag der Noten darf in keinem Falle $^4/_{10}$ des Kapitalstocks der Bank (welcher jetzt auf seinem statutenmäßigen Maximum von 20 Millionen Gulden steht) und überhaupt nicht 8 Millionen Gulden (was mit der erstern Bestimmung jetzt übereinkommt) überschreiten, welcher Belauf erreicht ist. Derselbe muß für $^3/_4$ der emittirten Summe mit dem Doppelten der von der Bank auf Grund und Boden angelegten Hypothek, für $^1/_4$ mindestens durch die Baarbestände der Bank gedeckt sein. Nach Ablauf ihres Privilegiums oder bei ihrer einstigen Auflösung hat die Bank für alle dann noch im Umlaufe befindlichen Noten den baaren Betrag bei einer königlichen Kasse zu erlegen.	Zeitraum von 3 Jahren nach Aufforderung für die Einberufung.	Statuten vom 17. Juni 1835.
...lösungskassen sind alle Staats-... Steuererhebungs-Kassen, je ... ihren verfügbaren Mitteln, ...nicht für Summen unter 20 fl., ...auptstaatskasse nicht für Sum-...unter 100 fl. Diese Kassen neh-...die Scheine auch in Zahlung an.	Es sind 500,000 fl. als Einlösungsfonds bei der Staatsschulden-Zahlungskasse hinterlegt. Die Kassenscheine sollen gesetzmäßig in drei Abtheilungen bis in 1857 eingelöst werden.	Fehlen.	Bekanntmachungen v. 4. Juli 1849 und 14. Juni 1850.
...uswechselungskasse in Karls-... ...ie werden in allen öffent-...n Kassen angenommen. ...er Staatsabgaben muß in ...nscheinen entrichtet werden.	Die Auswechselungskasse in Karlsruhe ist mit 700,000 fl. dotirt, und der Baarbestand derselben soll bis auf mindestens 300,000 fl. aus der Generalstaatskasse verstärkt werden, wenn er unter 100,000 fl. herabsinkt.	Fehlen.	Gesetze v. 3. März 1849 und 20. April 1854.
...ne Einlösungskasse besteht ...t. ...ie werden bei allen öffent-...n Kassen in Zahlung an-...nmen.	Als besondere Sicherheit dienen die Tilgungsrenten der Ablösungskapitalien, deren Betrag auf 2,399,000 fl. angegeben ist. Vom Jahre 1851 ab sollten von den ersten 2,000,000 fl. jährlich 80,000 fl. wieder eingezogen werden, was auch geschehen ist. Daher sind von den ausgegebenen 3,400,000 fl. bis jetzt 400,000 fl. eingezogen. Von 1856 ab sollen durch Vermehrung um 1,500,000 fl. überhaupt 4,500,000 fl. in Umlauf sein, von denen in den Jahren 1857 und 1858 wieder je 80,000 fl., von 1859 ab aber 100,000 fl. jährlich einzuziehen sind.	Fehlen.	Gesetze v. 30. Juli 1848, 8. Dec. 1851, Finanzgesetz vom 4. Oct. 1854 und Bekanntmachung im Regierungsblatt vom 21. Juni 1855; ständischer Beschluß im Juli 1855.

Staat.	Name des Papiergeldes und Abschnitte desselben.	Betrag: Staatspapiergeld.	Betrag: Privatpapiergeld.	Betrag: Insgesammt.	Betrag: Reducirt auf 14 Thalerfuß.	Einwohnerzahl nach der Zählung vom Dec. 1852.	Auf jeden Kopf kommt: Staatspapiergeld.	Auf jeden Kopf kommt: Privatpapiergeld.	[illegible]
		Gulden.	Gulden.	Gulden.	Thaler.		Thaler.	Thaler.	[illegible]
V. Nassau.	Noten der Landesbank in Wiesbaden (Staatsbank) zu 1, 5 und 25 fl.	2,000,000	—	2,000,000	1,142,857 1/7	(Ende 1854:) 428,819	2.67	—	[illegible]
VI. Hessen-Homburg.	Noten der Landesbank in Homburg zu 5 u. 10 fl. (Es dürfen auch Abschnitte zu 35, 50, 100 und 500 fl. ausgegeben werden.)	—	250,000 (3,000,000 dürfen nach künftiger Einzahlung der Hälfte des ebenso großen Actienkapitals emittirt werden.)	250,000	142,857 1/7	(Ende 1852:) 24,921	—	5.73	
VII. Frankfurt a. M.	1. Rechneischeine zu 500 fl.	3,500,000	—						
	2. Bankscheine (Noten) der Frankfurter Bank zu 5 fl. und darüber. (Bis jetzt sind nur Abschnitte zu 10 fl. verausgabt; Stücke zu 5 u. zu 50 fl. werden demnächst erwartet.)	—	4,100,590 (waren am 31. Dec. 1855 ausgegeben. — Es durften zu dieser Zeit ausgegeben sein: 14,000,000. Später, nach Einzahlung der ersten 10 Mill. Gulden Actienkapital, dürfen emittirt sein: 20,000,000. Endlich, nach Einzahlung des vollen projektirten Actienkapitals von 20 Mill. Gulden dürfen emittirt werden: 30,000,000.)						
		3,500,000	4,100,590	7,600,590	4,343,194 2/7	77,971	25.65	30.05	

Einlösungskassen und ...nahme-Bedingungen.	Bestimmungen über die Sicherstellung.	Bestimmungen über die Einberufung.	Datum der Gesetze.
Einlösungskasse ist die ...ptkasse der Landesbank. Sie werden bei den öffent...n Kassen in Zahlung an...ommen.	Für alle Verbindlichkeiten der Landesbank haftet der Staat. Die Bank muß zu dem Zwecke der Einlösung einen „entsprechenden" baaren Reservefonds halten, über dessen Betrag das Statut keine nähern Bestimmungen enthält.	Fehlen.	Gesetz über die Errichtung der Landesbank vom 16. Februar 1849. Beschluß der zweiten Kammer vom 27. Juni 1855.
...inlösungskassen sind:, die ...sse der Bank in Homburg, ...n das Haus Raphael Er...ger in Frankfurt am Main. ...ie werden in den Landes...n in Zahlung angenom...	Die Gesammtsumme der Noten darf das wirklich eingezahlte Actienkapital erreichen, und schon dann bis zur Höhe des (der Vermehrung fähigen) vollen Stammkapitals von 3 Millionen Gulden gehen, wenn dessen Hälfte eingezahlt ist. (Bis jetzt sind 250,000 Gulden eingezahlt, welchen Betrag auch die emittirten Noten haben.) Die Bank haftet mit ihrem ganzen Vermögen für die Deckung der Noten und muß zu diesem Behufe den ganzen Betrag der umlaufenden Noten, und zwar wenigstens 1/3 in baarem Gelde, den Rest aber in discontirten Wechseln, oder in sonstigen leicht umsetzbaren Werthpapieren, oder durch entsprechende Verträge mit andern anerkannt zahlungsfähigen Firmen in der Bankkasse vorhanden, resp. verfügbar halten. Dieser Einlösungsfonds muß am Sitze des Bank-Hauptgeschäfts in einer von den übrigen Kassen gesonderten Kasse mit gesonderter Buchführung gehalten und darf nicht zu den übrigen Geschäften der Bank verwendet werden.	Präklusivfrist von wenigstens 12 Monaten, welche im Amtsblatte des Amts Homburg und in zwei frankfurter politischen Blättern anzukündigen ist.	Statuten vom 12. Dec. 1854 und deren Ergänzungen.
...ie haben Zwangsumlauf ...werden daher auch bei den ...tlichen Kassen (mit Aus...ne der Zollvereins-Abga...) in Zahlung angenommen.	Sie werden jedesmal auf 1 Jahr ausgegeben, bis excl. 1. Februar, und gewöhnlich auf diese Frist prolongirt. Vom Betrage sind 2,000,000 Gulden in Barren und fremden Münzen, 1,250,000 Gulden in frankfurter Obligationen deponirt. Es lag in der Absicht, die Rechneischeine aufhören zu lassen, sobald die frankfurter Bank die ihr zustehende Notenausgabe bewerkstelligen würde (s. deshalb gleich hierunter unter 2.), und also, da dies neuerdings geschehen ist, mit 1. Febr. 1856. Allein es ist eine desfallsige Beschlußfassung noch nicht erfolgt, vielmehr liegt jetzt ein Antrag des Rechnei-Amts auf Creirung eines neuen frankfurter Staatspapiergeldes, sogenannter „Münzscheine", im Betrage von 1 Million Gulden, mit Zwangsumlauf, aber ohne Einlösungskasse, der Berathung vor. Die Rechneischeine sind übrigens fast ganz aus dem Verkehr verschwunden und in die Kasse der frankfurter Bank gekommen.	Sie werden durch das städtische Amtsblatt aufgerufen und sind 3 Jahre nach dem Verfalltermin werthlos.	Gesetze v. 25. Febr. 1826, 19. October 1830, 18. April 1837 und die spätern jährlichen Specialgesetze.
...nlösungskassen: die Kasse ...Bank, dann auch, nach ...gabe ihrer Baarbestände, ...nftigen Filialen und die ...turen außerhalb Frank...	Die Gesammtsumme der Noten darf bis zur doppelten Höhe des einbezahlten Grundkapitals gehen, so lange nicht über 10 Millionen Gulden desselben einbezahlt sind; ist mehr einbezahlt, so darf eine weitere, diesem Mehrbetrage einfach gleichstehende Summe von Noten ausgegeben werden. Der Gesammtbelauf der Noten unter 10 Gulden ist auf $2^1/_2$ Proc. (oder 1/40) der ganzen Notensumme begrenzt. Von dem Betrage der umlaufenden Noten muß 1/3 in baarem Gelde oder Silberbarren, der Rest in Gold, Wechseln oder Werthpapieren bei der Bank vorhanden sein. — Ende 1855 waren 7 Millionen Gulden Actienkapital einbezahlt.	Präklusivfrist von wenigstens 6 Monaten.	Statuten vom 20. April 1854.

C. Im Conventions

Staat.	Name des Papiergeldes und Abschnitte desselben.	Betrag: Staatspapiergeld.	Privatpapiergeld.	Insgesammt.	Reducirt auf 14Thalerfuß.	Einwohnerzahl.	Auf jeden Kopf kommen: Staatspapiergeld.	Privatpapiergeld.	Insgesammt.
		Gulden.	Gulden.	Gulden.	Thaler. Bankноten-Kurs in Wien am 31. Dec. 1855: 9 u. ein halb Procent.		Im 14Thalerfuß. Thaler.	Im 14Thalerfuß. Thaler.	Im 14Thalerfuß. Thaler.
Oesterreich, deutsches.	1. Noten der österreichischen Nationalbank in Wien zu 1, 2, 5, 10, 50, 100 u. 1000 Gld.	377,880,275 (am 31. Dec. 1855.)		377,880,275	$241,567,299^{19}/_{219}$				
	2. Einlösungsscheine (sogenannte Wiener Währung) zu 1 u. 2 Gulden Wiener Währung oder zu $^2/_5$ in Conventions-Münze:	Nennwerth, Wiener Währung: 6,033,763 (am 31. Decbr. 1855.) 2,413,505 1/5	—	2,413,505 1/5	$1,542,880^{8}/_{219}$				
				380,295,780 1/5	$243,110,179^{27}/_{219}$	(Ende 1854:) a) Deutsches Oesterreich 13,382,189 b) Gesammt-Oesterreich (ohne Militär 39,411,309) circa 40,000,000	18.17 6.08		18. 6.

D. In dänisch

Staat.	Name des Papiergeldes und Abschnitte desselben.	Staatspapiergeld.	Privatpapiergeld.	Insgesammt.	Reducirt auf 14Thalerfuß.	Einwohnerzahl.	Staatspapiergeld.	Privatpapiergeld.	Insgesammt.
		Dänische Reichsthaler.		Dänische Reichsthaler.					
Holstein.	Kassen-Anweisungen zu 5 Reichsthalern dänische Währung und darüber (Reichsthaler, deren 18 1/2 = 1 köln. Mark f. Silber). (Früher, als „Kassenscheine", auf schleswig-holsteinisches Kurant lautend, in Abschnitten zu 2 1/2, 10 und 25 Mark = 1, 4 und 10 Thaler im Vierzehnthalerfuße, im Ganzen 4,500,000 Mark Kurant = 1,800,000 Thaler im Vierzehnthalerfuße. — Diese Scheine waren seit 31. März 1852 außer Kurs gesetzt, wurden aber später wieder anerkannt und auf dänische Valuta umgewandelt.)	2,400,000	—	2,400,000	1,800,000	(1845: 479,364) ca. 500,000	3.60	—	

…lösungskassen u. Annahme-Bedingungen.	Bestimmungen über die Sicherstellung.	Bestimmungen über die Einberufung.	Datum der Gesetze.
Sie sind als ein „von dem Gesetze anerkanntes …ungsmittel“ erklärt und sollen bei allen öffent- …n Kassen in Zahlung angenommen werden, neuer- …s jedoch unter Ausnahmen (Zoll und Post). Sie haben seit Jahren, bis auf Weiteres, …ngsumlauf, und die Bank ist jetzt noch nicht …er zur Einlösung verpflichtet. Da das vorherige … Staatspapiergeld in Banknoten umge- …elt worden ist und für den übernommenen Be- … die Regierung haftet, so sind die Noten zugleich …Staatspapiergeld zu betrachten. Bis zur Wieder- …ahme der baaren Einlösung können eingelieferte …äge von Banknoten auf Begehren des Inhabers …ne verzinsliche Schuld, mit dem Bezuge „ange- …ner Zinsen“ in Metallgeld, umgestaltet werden, … Obligationen durch Vermittlung der Bank aus- …ben und in allen Beziehungen wie Staatsschuld- …breibungen behandelt werden. Ende Febr. 1854 …f sich das, laut Erlaß vom 23. Febr. 1854 von …Bank zu übernehmende, damalige Staatspapier- …auf 149,880,602 fl., worunter, als das eigent- …e Staatspapiergeld, 140,148,206 fl. unver- …liche Reichsschatzscheine. Von den gleichfalls von … Bank mit umzuwandelnden ungarischen …nzscheinen waren Ende Nov. 1855 noch für …4,781 fl. in Umlauf. Die Bank hat, laut Erlaß … 18. Octbr. 1855, für eine Forderung an den …t von 155 Millionen fl. die Hypothek auf Staats- …r im Gesammtwerthe von 156,485,060 fl. erhal- … Am 31. Dec. 1855 betrug die Gesammtforderung …Bank an den Staat 253,175,172 fl. 12¾ Kr. …erselben Zeit betrug das Actienkapital der Bank: …urch die ältern 100,000 Actien: 69,875,800 fl., …urch die Einzahlungen auf die neuen (35 Mill. fl.) …00 Actien von 1855: 16,335,585 fl.; zusammen: …11,385 fl.	Der landesfürstliche Commissär, als Organ der Staatsverwaltung, hat insbesondere darüber zu wachen, daß die in Umlauf gesetzten Banknoten immer ihre „volle Deckung“ haben. Besondere Sicherheit ist nicht bestellt.	Vorbehalten.	Statuten der Bank und ihre Ergänzungen. Finanzministerial-Erlasse v. 22. Mai 1848 und 23. Febr. 1854.
…ine Einlösungskasse besteht nicht. …esetzliche Geltung der Scheine (seit März 1820): … Wiener Währung = 2 fl. Conventions-Münze … 2 fl. Banknoten). …ie haben Zwangsumlauf.	Besondere Sicherheit ist nicht bestellt. (Ursprünglich sollten die Scheine bis in 1823 wieder eingelöst werden.)	Vorbehalten, im Einverständniß mit der Nationalbank durch die „Einlösungskassen“ dieser letztern zu vollziehen.	Finanz-Patente vom 20. Febr. 1811, 20. Juni 1811, 16. April 1813 und 1. Juni 1816. Bekanntmachung der Nationalbank vom 9. März 1820.

…ihrung.

… haben Zwangsumlauf und werden, bis zur …chen Einlösung, bei den königlichen Kassen zum …erthe in Zahlung angenommen. Die betref- …Schuld lastet auf Holstein allein. …rs der Scheine in Hamburg am 14. Dec. … 200 dänische Reichsthaler Scheine für …ankmark.)	Besondere Sicherheit ist nicht bestellt. Jährlich sollen, nach neuerer Bestimmung, 500,000 Mark holstein. Kurant = 266,666⅔ dänische Reichsthaler eingezogen werden.	Vorbehalten.	Verordnungen der schleswig-holsteinischen Regierung v. 31. Juli 1848 und vom Sept. 1850. Dänisches Dekret v. 28. März 1853.

Nachträge.

1. Zu **A.** IV. **Kurhessen**, Rubrik 2. — Von den Kassenscheinen der kurhessischen Leih- und Commerzbank in Kassel sind in der neuesten Zei Abschnitte **zu 10 Thalern**, datirt vom 1. Mai 1855, ausgegeben worden.

2. Zu **A.** VI. **Sachsen-Koburg-Gotha.** — Die im Januar 1856 beschlossene Errichtung eine G o t h a e r B a n k wird die Ausgabe von B a n k- n o t e n im Gefolge haben.

3. Zu **A.** IX. **Anhalt-Deßau-Köthen.** — ad 1. D e ß a u i s c h e Kassenscheine zu 1 u. 5 Thlr., demnächst auch zu 10 Thlr. — 1,000,000 Thlr. — Einlösungskasse ist die Regierungs-Hauptkasse in Deßau. Sie haben Zwangsumlauf. — Die Hälfte der *emittirte* Scheine — 500,000 Thlr. — wird demnächst eingezoge und in Stücke zu 10 Thaler umgewandelt. — ad 2 K ö t h e n s c h e Kassenscheine zu 1 u. 5 Thlr. — 500,00 Thlr. — Sie werden gegenwärtig von der Staatsschulden-Verwaltung in Köthen e i n g e l ö s t und sind im Janua 1856 bereits z u m g r ö ß t e n T h e i l e e i n g e z o g e n. — ad 4. Köthen-bernburger Eisenbahn-Kassenscheine z 1 u. 5 Thlr. — Hiernach in Anhalt-Deßau-Köthen: Staats-papiergeld 1,500,000, Privatpapiergeld 3,000,000 insgesammt also 4,500,000 Thlr., so daß auf den Ko von ersterem 12.12, von letzterem 24.24, insgesamm also 36.36 Thlr. kommen.

Im Auftrag des Fabrik- und Handelsvorstandes zusammengestellt von Friedrich Noback,
Director der öffentlichen Handelslehranstalt zu Chemnitz.

Druck von Otto Wigand in Leipzig.

Das

Pachtgut Kwassiz.

Beschreibung

des

Wirthschafts-Betriebes auf demselben

und

Darstellung der Ergebnisse.

Von

Em. Proskowetz,
Gutspächter und Rübenzucker-Fabriksbesitzer.

Separat-Abdruck aus der
„Allgemeinen Land- und Forstwirthschaftlichen Zeitung." Jahrgang 1860.

Wien.
Druck von Carl Gerold's Sohn.

Nachträge.

1. Zu **A. IV. Kurhessen**, Rubrik 2. Von den Kassenscheinen der kurhessischen Leih- und Commerzbank in Kassel sind in der neuesten Zeit Abschnitte **zu 10 Thalern**, datirt vom 1. Mai 1855, ausgegeben worden.

2. Zu **A. VI. Sachsen-Koburg-Gotha.** Die im Januar 1856 beschlossene Errichtung einer Gothaer Bank wird die Ausgabe von Banknoten im Gefolge haben.

3. Zu **A. IX. Anhalt-Deßau-Köthen.** ad 1. Deßauische Kassenscheine zu 1 u. 5 Thlr., demnächst auch zu 10 Thlr. — 1,000,000 Thlr. — Einlösungskasse ist die Regierungs-Hauptkasse in Deßau. Sie haben Zwangsumlauf. — Die Hälfte der emittirten Scheine — 500,000 Thlr. — wird demnächst eingezogen und in Stücke zu 10 Thaler umgewandelt. — ad 2. Köthensche Kassenscheine zu 1 u. 5 Thlr. — 500,000 Thlr. — Sie werden gegenwärtig von der Staatsschulden-Verwaltung in Köthen eingelöst und sind im Januar 1856 bereits zum größten Theile eingezogen. — ad 4. Köthen-bernburger Eisenbahn-Kassenscheine zu 1 u. 5 Thlr. — Hiernach in Anhalt-Deßau-Köthen: Staatspapiergeld 1,500,000, Privatpapiergeld 3,000,000, insgesammt also 4,500,000 Thlr., so daß auf den Kopf von ersterem 12.12, von letzterem 24.24, insgesammt also 36.36 Thlr. kommen.

Im Auftrag des Fabrik- und Handelsvorstandes zusammengestellt von Friedrich Noback,
Director der öffentlichen Handelslehranstalt zu Chemnitz.

Druck von Otto Wigand in Leipzig.

Das

Pachtgut Kwassiz.

Beschreibung

des

Wirthschafts-Betriebes auf demselben

und

Darstellung der Ergebnisse.

Von

Em. Proskowetz,

Gutspächter und Rübenzucker-Fabriksbesitzer.

Separat-Abdruck aus der
„Allgemeinen Land- und Forstwirthschaftlichen Zeitung." Jahrgang 1860.

Wien.

Druck von Carl Gerold's Sohn.

Hochansehnliche Versammlung! Der hochgeschätzten Aufforderung eines geehrten Central-Ausschusses zu Folge, über Daten aus meiner Praxis, also über meinen Wirthschaftsbetrieb zu referiren, bin ich gerne nachgekommen und übergebe folgende Data langjähriger Bemühungen der gütigsten Nachsicht und Würdigung einer hochansehnlichen Versammlung, um so mehr, als vielleicht Manches, resultirend auf nachbarlichem Boden Mährens, hie und da weniger interessiren dürfte. Ich beginne demnach mit der

I. Tendenz meiner Pachtwirthschaft.

Sie ist jene eines jeden strengeren Fruchtwechselwirthes, durch höchst intensive Bewirthschaftung einer kleineren Ackerfläche, basirt auf Industrialien, mehr Production abzugewinnen, als extensiv bei einer reinen oder verbesserten Dreifelderwirthschaft von einer doppelt so großen oder noch größeren Area mit ausgedehntem Getreide-, sehr beschränktem künstlichem Futter- und Hackfruchtbau. Daher mein möglichst starker Rübenbau ohne Anstrengung der Bodenkraft und Beeinträchtigung deren Nachhaltigkeit, jedoch immer mit Rücksicht auf Erzielung der besten Qualität; dann die bedeutende Area künstlichen Futters, weil ich keine Wiesen in Benützung habe und die wenige Area wegen ihrer äußerst schlechten Qualität und Ertragslosigkeit sogleich untern Pflug nahm; dann die Getreide Area mehr als unter der Hälfte der Gesammt-Pachtfläche.

Die Gesammt-Area vertheilt sich daher jetzt mit

929	Metz.	zum Getreidebau, Raps und Hülsen.
560	„	„ künstl. Futterbau und diverser Production.
880	„	„ Rüben.

Summe 2369 Metzen.

Eine noch weiter tragende Tendenz ist jene, daß ich die Pachtwirthschaft, namentlich jene auf 5 Bauerngründen in 3 verschiedenen Gemeinden, von denen die eine commassirt ist, eine andere ihre Hutweiden getheilt hat, als eine praktische Ackerbauschule ansehe, welche jedem Schüler offen steht und in der ich mich als ersten Schüler betrachte. Der Effect war bisher ein sehr zufriedenstellender und es freut mich, hier die Ueberzeugung offen aussprechen zu können, daß unser Bauer durch Thatsachen für Fortschritt und Intelligenz eher zu gewinnen ist, als durch Wort und Rath, daß unser Bauer ein ganz guter Rechner ist und ein noch größerer Controleur dessen, was seinen intelligenteren Nachbarn gelingt oder mißlingt, und daß er gewiß jede Neuerung adoptirt, bei der er gewinnen kann.

II. Area, Bodenbeschaffenheit, Bewirthschaftungs-Systeme.

Die Gesammt-Area, die unterm Pfluge steht, ist nur 2369½ Metzen Aecker groß und zwar:

von der Domäne Kwassiz, Meierei Kwassiz	1267	Metz.
Meierei Trawnik	297	„
„ Chmu	480	„
ein Bauerngrund in Strizowicz	97½	„
von 2 Bauerngründen in Zahleniz	109	„
„ 2 „ in Kwassiz	119	„
Summe	2369½	Metz.

Das ganze Pachtobject zählt nicht zu dem Terrain jenes Eldorados, was in Mähren Hanna heißt, die Gleba wechselt mannigfaltig, vom sandigen Lehmboden bis zum schwersten Thonboden mit durch- und undurchlassendem Untergrund, mitunter mit Gerölle und Sand, so daß man behaupten kann, daß es unter dieser Area höchstens 600 Metzen ganz verläßlichen Rübenboden gibt. Was man geborenen Rübenboden nennt, dürfte hier auf eine sehr geringe Ziffer herabschmelzen. Das Terrain ist meist ein coupirtes, mit Ausnahme von circa 600 Metzen. Auch an scharf abgedachten Lagen, welche durch Elementarschäden sehr leiden und den Ertrag alljährlich in Frage stellen, fehlt es nicht! Auch dürften sich leicht 2- bis 300 Metzen Land finden, wo man jeden Augenblick Steinbrüche etabliren könnte.

Der schwere Thonboden, der lehmig-sandige, sandig-lehmige, jener mit Letten und Geröll oder Felsenuntergrund mußte drainirt und muß verschiedenartig bearbeitet, gedüngt und nach verschiedenen Systemen bebaut werden.

So leistet in dem schweren Thonboden der Kleyle'sche, der Zugmeier'sche und Henikstein'sche Pflug gute und ersterer die vortrefflichsten Dienste, während das Ruchadlo oder andere leicht gebaute Pflüge im leichten Boden gute Verwendung finden. In den schweren Thonböden wirken Chemikalien, resp. künstliche Dünger besser als animalischer, weil er sich später zersetzt, als der künstliche. Eine tüchtige, tiefe Herbstackerung ist hier erste Bedingung, was im Frühjahre oder bei etwas feuchtem Zustande eine Unmöglichkeit ist. Die Howard'sche Egge, schwere Stachelwalzen sind hier stabil, während bei anderen Bodenarten leichte Eggen genügen, ohne Stachelwalzen.

In schwerem Thonboden wächst der Brabanter Klee vorzüglich, aus diesem Boden frißt das Vieh jedes Futter lieber, daher ist hier immer eine große Futterarea etablirt! In diesem, im Innundationsgebiete der March liegenden Terrain nützt Drainagiren nichts; hier sind nur offene Gräben und holländische Beete angezeigt, daher dieser Ackercomplex meine holländische Wirthschaft genannt wird. In diesem Terrain liegt sehr viel Meliorations-Capital begraben, ohne daß es sich oberflächlich beurtheilen läßt.

Die Systeme, nach denen ich arbeite, sind folgende:

Bei Kwassiz:

(Ein Kreuzchen bedeutet eine schwache, zwei eine mittlere, drei eine starke Düngung.)

A.
1. Wintergetreide mit Klee und Gras.
2. Klee I.
3. Klee II. ††† animalisch, nach dem ersten Hieb gestürzt und brachmäßig bearbeitet.
4. Raps.
5. Wintergetreide.
6. Rübe ††† künstlich oder animalisch.
7. Rübe.
8. Winter- oder Sommergetreide ††† künstlich und animalisch.
9. Rübe.
10. Rübe.
11. Winter- oder Sommergetreide, ††† animalisch oder künstlich.
12. Rübe.

B.
1. Wintergetreide mit Klee und Gras.
2. Klee I.
3. Klee II. ††† künstlich.
4. Raps, Hülsen oder Weizen, auch Rübe.
5. Wintergetreide je nach der Vorfrucht, ††† künstlich.
6. Rübe.

Bei Trawnik:

1. Wintergetreide mit Klee und Gras.
2. Klee I.
3. ½ Klee II. ††† animalisch, ½ Rübe.
4. Wintergetreide.
5. Rübe ††† animalisch.
6. Rübe.
7. Rübe ††† künstlich.

Bei Chmu:
(Hier muß öfter gedüngt werden, wegen der sandigen und sandiglehmigen Bodenbeschaffenheit.)

1. Winter- oder Sommergetreide mit Klee und Gras.
2. Klee I.
3. Klee II. †† animalisch.
4. Wintergetreide.
5. Rübe †† animalisch.
6. Rübe.
7. Sommergetreide.
8. Rübe †† animalisch.
9. Rübe.

Hier wurde namentlich das Princip festgehalten, den Klee so spät als möglich wiederkehren zu lassen; die Ursachen sind bekannt.

Die Bauernwirthschaften werden auch, trotz der Massen Parcellen (oft 40—70) nach Systemen behandelt, um den Bauern zu beweisen, daß es auch thunlich ist, bäuerlicher Fruchtwechselwirth zu sein, statt ins Blaue hineinzuarbeiten, daß das oft viermalige Aufeinanderfolgen von Getreide nicht das rentabelste und wie wichtig ein größerer künstlicher Futterbau ist, daß nur ein gewisser Turnus Ordnung und ein Calcul erlaubt und daß so mehr Vieh ernährt werden kann, als bei den unsinnigen Hutweiden und der aller Cultur entbehrenden Wiesenwirthschaft. Bei den Bauernwirthschaften ist folgendes System:

1. Rübe.
2. Winter- und Sommergetreide mit Klee und Gras.
3. Klee I.
4. ½ Klee II. ½ ††† ½ Hirse, Hanf, Kraut 2c.
6. Gerste.
7. Rübe. †††

oft noch 8. Korn.

Wie viele Bauern arbeiten schon so, sperren allen Jauchenabfluß ab, schlichten ihren Dünger, begießen ihn fleißig, und es sind schon Exempel, daß sie mich ersuchten, ihnen probeweise zu drillen, und mit der Alban'schen Breitsaatmaschine anzubauen, um die Vortheile gegen die Handsaat kennen zu lernen? Wie viele haben die Sichel weggeworfen und hauen ihr Getreide mit der Sense? Wie viele Bauernhöfe sind unter der glücklichen Aegyde der hiesigen Zuckerfabrik schuldenfrei geworden, leicht erklärlich, wenn oft ein einziger Bauer 1000 bis 1500 fl. Conv. Mze. für Rüben gelöst hat.

Die Brachwirthschaft ist hier etwas Unbekanntes! Das Winter- und Sommergetreide ist hier nach Rüben von vorzüglicher Qualität und bestem Ertrag aus bekannten Gründen. Um den weit rentableren Winteranbau zu forciren, wird alle Kraft angewendet und werden auch dort, wo Wintergetreide zu säen kömmt, die Rüben zuerst gebaut. Der Anbau muß hier immer vom 15. September an bis längstens 12. Oktober prästirt sein. Nur in Ausnahmsfällen, daß die Rübe noch unreif ist, oder wo später gebaut, folgt Sommergetreide, und zwar holsteinischer Sommer-Roggen, Gerste und auf den Höhen Hafer. Der Raps wird Anfangs September gebaut, weil er, früher gesäet, wegen zu großer Ueppigkeit riskirt wäre. Der Klee wird als Stoppelklee und dann nach jedem Hieb und im Frühjahre mit Halleiner gebranntem Gyps 20—30 Pfd. pr. 1 Metzen gypsirt, nur jener nicht, welcher zum Grünfutter bestimmt ist. Jede Saat wird hier wegen der großen Lockerung und Klarheit des Bodens tüchtig eingewalzt, was allgemein nachgeahmt wird. Eine zeitliche Saatbestellung ist die beste, und je später gebaut, desto weniger darf das Saatgut gespart werden. Doch hievon später bei den Maschinensaaten 2c., nur sei noch bemerkt, daß der fast gartenmäßig behandelte Boden die Vegetation ungemein befördert, und ich trotzdem, daß ich oft um 14 Tage später die Saat beende, mit Anderen, die bedeutend früher bauten, zugleich oder noch früher den Schnitt beginne!

Habe ich nun in allgemeinen Umrissen angegeben, daß auch in der hiesigen Pachtwirthschaft der Haupt-Grundsatz vorwaltet: „gut arbeiten, viel Futter und Dünger, und diesen in bester Qualität erzeugen, durch möglichst rationelle Cultur und Saatbestellung mit Maschinen die Production erhöhen,“ so übergehe ich nun zu den weiteren Details hierüber und zwar:

III. zur Düngerproduction; a) zur animalischen, b) zur künstlichen.

a) Die animalische Düngerproduction beruht auch hier auf der Regel, sehr viel, sehr guten und wo möglich sehr billigen Dünger zu erzeugen, wie auch nie zu übersehen ist, daß er nicht zu alt werde.

An animalischem Dünger überhaupt werden bei allen Meiereien und in der ganzen Wirthschaft per Jahr 4500 Fuhren oder à 15 Ctr. circa 67—68,000 Ctr. erzeugt und muß derselbe von vorzüglichster Qualität sein, worauf sehr strenge gesehen wird. Derselbe besteht vorzüglich aus Rinds-, dann Pferde- und Schweinedünger und wird am Bereitungshaufen von einem eigenen Düngervogt, der nur hiezu in jeder Meierei bestellt ist, nachdem er ausgetragen ist, sogleich sorgfältig gebreitet, was sich sehr gut machen läßt, da das Stroh auf eigenen Strohschneidebänken auf 2, 3 bis 4 Theile, je nach der Strohlänge geschnitten wird, und permanent mit Jauche, welche stets mit Schwefelsäure versetzt und öfter zur Ueberzeugung gewogen wird, mit hölzernen transportablen Pumpen aus Bischniz bei Wittingau begossen. Jauche darf nicht verloren gehen. Diese Jauchenpumpen sind sehr billig, dauerhaft und zufriedenstellend in ihrer Leistung. Die Jauche unterziehe ich meinem besonderen Geize. Spreu oder sonstige Materialie, welche allenfalls Unkräuter fortpflanzen könnten, dürfen unter Strafe nie auf diese Haufen kommen, sondern werdn bei der Compostbereitung im Viehauslauf verwendet und dort ausgestreut, weil es da ordentlich durchgeknetet und dann rationeller behandelt werden kann. Ist der Haufen fertig, der gewöhnlich 180 bis 200 Fuhren oder circa 3000 Centner faßt, so wird er von Zeit zu Zeit begossen, begypst und im Sommer mit Erde überdeckt, was ein bewährtes Conservirungsmittel der Qualität ist. Auf diese Art hat man die Düngerbereitung so in seiner Gewalt, daß der Düngerstock, wie er beendet ist, in 14 Tagen, auch erst in 4 bis 6 Wochen ausgeführt werden kann, was man nach seinem Turnus genau wissen muß. Auch werden die einzelnen Schichten bei der Bereitung mit Erde bedeckt und gegypst, namentlich wenn der Dünger dorthin bestimmt ist, wo die Ackerkrume einer Verbesserung bedarf, betreffend ihre Mischung mit anderen Elementen, oder weil sie zu seicht ist. Ob der Dünger gar ist, beweist das Abstechen eines Theiles und das leichte Hineinfahren eines Heu-Schneidemessers oder anderen Instrumentes auf beliebiger Stelle.

Wie der Dünger ausgeführt wird (circa 15 Ctr. pr. 1 Fuhre, und 12 solcher Fuhren oder 180 Ctr. pr. 1 Metzen als starke Düngung gerechnet), wird er auch sogleich gebreitet, und im Frühjahre oder Sommer, um der Zersetzung vorzubeugen, sogleich eingeackert und die Stürze zugewalzt. Der Dünger wird beetweise aufgefahren, daß die unmittelbar darauf folgende Ackerung nicht gehindert werde, so daß sehr oft der Pflüger dem Düngerbreiter auf der Ferse folgt. Im Winter bleibt der Dünger gebreitet liegen, und ich habe mich nach Professor Stöckhardt von der Vorzüglichkeit dieser Uebung gegen das Liegenlassen in kleinen Häufchen oder in großen Haufen durch mehrjährige Proben überzeugt. Nur dort, wo große Abhänge sind, ist man gezwungen, den Dünger in Häufchen zu legen, diese werden aber mit Erde zugedeckt, und entgehen somit auch jedem Verluste. Der Turnus ist bei jeder Meierei derart arrangirt, daß weder Zeit, noch Substanz, noch benöthigte Zugkraft verloren geht. Großentheils wird der vom Monat April an erzeugte Dünger bis zum September nach dem ersten Hieb auf die zweijährigen Kleeländer geführt, wo dann, wenn hierauf nicht Raps gebaut wird, Hülsen, Heidekorn oder Hirse oder Mais theils zu Futter theils zur Frucht eingebaut werden können, worauf Weizen oder Rübe folgen. Wenn auch zur Klee-Stoppel-Stürze nach dem ersten Hieb nicht genügend Dünger für den ganzen Raps-Schlag vorräthig ist, so wird dennoch der ganze Schlag gestürzt und kommt dann in die zweite und auch in die Saatfurche Dünger einzuackern, und um den

Keimungsproceß, der jedenfalls auf jener Parcelle, wo der Dünger mit dem Boden durchgearbeitet wurde, üppiger ist, nicht zurückzusetzen, wird dort, wo der Dünger erst später aufgebracht wurde, mit Kunstdünger unmittelbar vor der Saat nachgeholfen. Nach dieser Manipulation geht weder an Quale noch Quantum etwas vom Dünger verloren. — Bei der Meierei in Chmu, wo den Winter über Mastvieh steht, wird der Dünger 4 bis 6 Wochen unterm Vieh gelassen, aber niemals direct auf's Feld gefahren, sondern ich lasse ihn erst im Hofe noch 14 Tage bis 3 Wochen einer rationellen Behandlung unterziehen, um eine gleiche Qualität auf's Feld zu bringen. Meine Düngerstätte, wo ich nach der angegebenen Art den Dünger bereite, kann nach Belieben ohne Vorauslagen auf jeder Fläche aufgeschlagen werden, dabei ist nur für eine Jauchengrube oder Jauchenfang zu sorgen und kann dort, wo der Aufwand mittelst Pflasterung nicht gegeben werden will, die convexe oder concave Stätte mit Letten oder Lehm und Schutt gebildet werden. Um den Haufen werden auch Lettenwülste geformt und es kann kein Jauchenverlust stattfinden. Da hier überall die Jauche aufgefangen wird, so wird selbe, wenn sie überflüssig ist, mit Karren auf's Feld oder zum Begießen der Composte abgeführt. Dasselbe geschieht mit der Schlämpe, den Süß- und Schmutzwässern aus der Fabrik. Was nur lohnende Dungstoffe mit sich führt, wird aufgefangen und reservirt.

Der gekaufte Dünger von den unbefelderten Häuslern (zu 1 fl. 12 kr. C. M auch ö. W. die Fuhre à 10 Ctr.) wird wegen seiner schlechten Qualität niemals auf's Feld, sondern immer erst in den Hof geführt und dort mit dem eigenen Dünger vermischt. Auffallend waren die Düngungs-Proben mit dem erkauften Dünger mit freiem Auge betrachtet, ohne alle chemische Analyse, und hat sich dieser Unterschied noch in der dritten Tracht, z. B. im Kleeland, deutlich verrathen. Obwol davon überzeugt, that ich diesen Versuch meinen Leuten und den Bauern zu Gefallen, weil ich nur zu gut wußte, daß sie gewiß nach der Ursache des besseren und schlechteren Früchtestandes fragen werden. Es wurde ein Beet eigenen, ein Beet fremden Düngers aufgefahren, um den Unterschied recht auffallend zu machen; es brauchte nun nicht viel Demonstrationen, daß es nicht egal sei, wie man das Vieh ernährt und ob die sonst unbeachtete Jauche etwas werth sei oder nicht. Das fast ängstliche Düngerbreiten wurde anfangs als überflüssige Spielerei häufig verlacht, als man aber die gewöhnlichen Geilstellen vermißte und die Saaten wie unter der Scheere standen, hörte die Kritik auf und fand die Spielerei vielfache Nachahmung.

Wie schon vorgesagt, kommen alle anderen Materialien außer den thierischen Excrementen, Straßenkoth, Sand, Unkraut, Kehricht, Schlamm ꝛc. in den Viehauslauf und wird mit Jauche, Kalk, Asche, Steinkohlenasche gemischt und ein sehr guter Compost bereitet, der jährlich 1- bis 2000 Fuhren liefert.

Da ich sämmtliche verfütterte Futtermasse, auf Heuwerth berechnet, auf Dünger reducire, ist mir der Erstehungs-Preis mit Rücksicht auf die Qualität und entgegengehalten verschiedenen Kunstdüngern immer eine unerläßliche Diagnosis, gerade so, wie man überhaupt gerne weiß, wie theuer dieser oder jener Artikel erzeugt wurde. Nach genauesten Erhebungen wurde der Kuhdünger pr. 1 Ctr. mit 17 kr., jetzt in Regie mit 15 kr. ö. W. erzeugt. Der billigste und beste Dünger ist jener vom Mastvieh, der von 12 bis auf 7 kr. ö. W. herab und ein einziges Mal, wo das Mastvieh einen großen Gewinn abwarf, sogar gratis zu stehen kam. Somit kostet die Fuhre 2 fl. 55 kr., 2 fl. 25 kr, 1 fl. 80 kr., 1 fl. 5 kr. ö. W (Rindsdünger). Die billigere oder theuerere Düngererzeugung hängt also immer von gewissen Umständen ab, ist aber immer auf die beste Qualität hinzuarbeiten, um den Gestehungspreis relativ billiger zu stellen.

Ist Stroh billig, wie z. B. heuer, so kaufe ich davon viel in Vorrath, weil ich statt dem Stroh werthvollere Futtermittel erzeuge und es kaum billiger zu erzeugen im Stande bin, als man es zu kaufen bekommt. Auch ist es gut, solche Vorräthe für ungünstige Jahrgänge stets in Reserve zu haben.

b. An künstlichem Dünger erzeuge ich außer den oben berührten 1- bis 2000 Fuhren Compostdünger:

an 400 Ctr. Superphosphat,
an 140—200 Ctr. Holzasche,
an 4000 Ctr. Filterschlamm,
an 1800 — 2000 Ctr. reine, fein gesiebte Steinkohlenasche.

Diese Dünger werden theils rein, theils in gemischtem Zustande verwendet, je nach Bedürfniß der Frucht und der Bodenqualität.

Was die Nachhaltigkeit eines oder des anderen Düngers betrifft, des animalischen oder künstlichen, so werde ich mich vorwiegend immer für ersteren aussprechen, weil die wohlthätigen Consequenzen und Antecedentien hiezu, namentlich Vieh- und Fleischproduction nebst den hieran hängenden Nebenproducten, nur durch die animalische Düngererzeugung gesichert erscheinen. Doch kann man in gewisser Richtung hin gewisse künstliche Dungmittel, wie z. B. Knochenmehl, Superphosphate u. s. w., und zu gewissen Zwecken, z. B. um zuckerhaltige Rüben zu erzeugen, niemals ignoriren.

IV. Resultate der beim Rüben- und Getreidebau in Kwassitz angewendeten animalischen und Kunstdünger.

Düngungsversuche beim Kwassitzer Hofe anno 1858—9.

Angebaute Frucht	Vorfrucht	Culturart	Area		Düngung: Düngmittel	Düngung pr. Metzen		Düngung im Ganzen		Aussaat pr. Metzen		Aussaat im Ganzen		Fechsung: Getreide im Geströh pr. Metz.		Getreide im Geströh im Ganz.		Getreide in Körnern pr. Metz.		Getreide in Körnern im Ganz		Gewicht pr. Metzen	Stroh und Spreu pr. Metz.		Stroh und Spreu im Ganz	
			Metzen	□Klft.		Ctr.	Pfunde	Ctr.	Pfunde	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Schock	Garben	Schock	Garben	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Pfunde	Ctr.	Pfunde	Ctr.	Pfunde
Banater Winterweizen	Riesenhanf	Gegraben, Handsaat eingeeggt	.	94	Nichts	.	.	.	.	.	10	.	2	1	47	.	20	5	.	.	15	89	11	45	2	1
„	Zuckerrübe	Breit gesäet, geharkt, eingeeggt	1	148	dto.	.	.	.	.	.	10	.	13	1	56	2	25	6	.	7	8	89	12	.	15	2
„	„	Gedrillt, gewalzt	2	444	Piccardt's Poudrette	5	.	14	.					2	15	6	22	10	.	28	2	87	12	50	35	2
„	„	„	3	10	Holleschauer Guano	4	.	12	.					2	7	6	20	9	7	28	5	86	12	75	38	2
„	„	„	3	242	„ doppelt phosphors. Kalk	4	.	13	80					2	2	7	.	7	5	28	12	89	12	50	42	
„	„	„	2	129	Eigener dto. dto.	4	.	9	.					2	13	5	.	9	12	22	.	90	13	.	29	
„	„	„	2	174	Knochenmehl	2	.	5	.		9½	16	9	1	57	4	30	7	3	16	10	91	12	.	27	7
„	„	„	2	256	Peruanischer Guano	1	.	1	50					2	7	5	18	7	4	18	2	86½	12	25	30	6
„	„	„	1	393	Nichts	.	.	.	.					2	.	3	30	7	.	12	4	89	12	50	21	9
„	„	„	1	453	Oelkuchen	4	.	7	40					3	16	4	15	8	7	15	14	86	13	50	25	3
„	„	„	2	41	Eigener doppelt phosphors. Kalk	4	.	8	30					1	56	4	.	7	7	15	6	89	12	12	25	
„	„	„	3	244	Holleschauer Guano	4	.	13	80					2	12	7	30	6	14	24	.	87	13	50	46	4
„	„	„	2	34	„ doppelt phosphors. Kalk	4	.	8	25					1	49	3	45	5	5	11		87	11	.	22	
„	„	Breit gesäet, eingeeggt, gewalzt	10	464	Piccardt's Poudrette	4	.	44	.		10	7	.	2	9	23	45	5	11	63	.	88	10	.	115	

Künstliche Düngung beim Rübenbau anno 1859.

Hof			Düngmittel: Name	pr. Metzen	im Ganzen	Area		Fechsung im Ganzen	Fechsung pr. Metzen	Grade nach Beaumé		Anmerkung
				Ctr.	Ctr.	Metzen	Maßl	Ctr.	Ctr.			
Kwassitz	Feldschlag	VI	Peruanischer Guano	1·50	37·50	25	.	2530	141·20	7	Schwerer Thonboden.	Man könnte wohl viele solcher Versuchs Resultate anführen, sie werden hier aber mi Beziehung auf die Bemerkungen wegen de verschiedenen Dungresultate absichtlich ver mieden, weil erst mit der heurigen Campagn auf Basis der Polarisation, die viel gründli chere Aufschlüsse gibt, sehr strenge Versuch veranlaßt werden, denen die neuesten Erfah rungen zu Grunde gelegt und veröffentlich werden. Diese Rüben gaben trotz ihrer Nie dergrädigkeit nach Beaumé in der Fabri ziemlich zufriedenstellende Resultate, Beweis daß nicht viel Salze den Rohzuckergehal beirrten.
„	„	„	Piccardt's Poudrette	6	162	27	.	2730	138·15	7¼		
„	„	V	Hirschstättner Guano	3	37·50	12	8	1783	141·61	7		
„	„	„	Holleschauer „	3	24	8	.	1072	134	7		
„	„	„	Knochenmehl Nr. III	3	17·50	5	8	731·40	132·80	8		
						anno 1856						
„	„	XI	Animalischer Dünger	150	2400	16	.	1995·20	124·70	9	Lehmiger Boden mit Lettenuntergrund.	
„	„	„	Peruanischer Guano	1·50	9·75	6	8	687·70	105·80	6		
„	„	„	Knochenmehl Nr. III	3	25·50	8	8	906·10	106·60	8½		
„	„	„	Rapskuchen	5	10	2	.	192	96	5½		
„	„	„	Doppelt phosphorsaurer Kalk	3·75	48·75	13	.	1206·40	92·80	8½		
„	„	„	Hölbling's Poudrette	7·50	52·50	7	.	554·75	79·25	6		
„	„	„	Mally's dto.	7·50	45	6	.	441·60	73·60	6		

Wenn Düngungsversuche beurtheilt, wenn der relative Werth eines Düngemittels durch comparative Versuche bestimmt werden soll, müssen solche, wenn sie nicht werthlos sein und nicht durch irrige Schlüsse mehr Schaden als Nutzen anrichten sollen, sehr genau in durch Lage, Feuchtigkeitsgrad, alte Kraft, (von früher vorfindige assimilirbare Pflanzennahrung) gleichartigen Bodenverhältnissen durchgeführt werden und dann sind die Resultate noch immer relativ; sie berechtigen zwar zu einem unter den gegebenen Verhältnissen vielleicht vollkommen richtigen Schluß, ohne jedoch die Behauptung verdrängen zu können, daß sie sich unter anderen Verhältnissen vielleicht anders gestaltet hätten.

Gleichwie die Therapie Heilmittel für gewisse Krankheiten vorschreibt, ohne die Dosen zu bestimmen, und ihr wahrer Werth in dem richtigen Anpassen der Individualität des Kranken bestehend, dennoch immer dem einsichtsvollen Arzte überlassen bleibt und bleiben muß, so haben wohl chemische Analysen die Stoffe entdeckt, welche die Gradhältigkeit der Rübe erhöhen, ohne bisher den physikalischen Vorgang mit präciser Bestimmtheit erklären zu können, indem diese Stoffe, z. B. phosphorsaure Salze und Alkalien, denn doch keine directen Bestandtheile des Zuckers sind und ihre Wirkung demnach nur eine mittelbare sein kann.

Auf diese Grundsätze fußend und durch viele darauf bezugnehmende Versuche in denselben bestärkt, lasse ich in Nachstehendem das Resumé mehrjähriger in diesem Punkte gemachter Erfahrungen folgen:

Die hiesigen Aecker bestehen, wie schon erwähnt wurde, aus strengem Lehm, sandigem Lehmboden, mit lettigem und schottrigem oder Geröll-Untergrund, zum anderen Theile aus humosem, tiefgründigem, sehr schwerem Thonboden mit undurchlassendem Untergrund, der früher an Ueberfluß als Mangel an Feuchtigkeit leidet.

Alljährlich werden erkauft:

an Knochenmehl......	500	Ctr.,
„ Kalkasche	10000	„
an Poudrette ..	1000—1200	Ctr.,
„ Gyps...........	500	„

Guano und Oelkuchen werden vom Rübenbau ganz ausgeschlossen, Guano als ausländisches ein zu theures Product, Oelkuchen nur zu Raps und zur Fütterung, letzteres am liebsten.

Auf beiden Theilen verwendete ich animalischen und künstlichen Dünger, von letzterem namentlich Guano, Oelkuchen, Knochenmehl, doppeltphosphorsauren Kalk, Piccardt-Poudrette aus Prag, Holleschauer künstlichen Guano, Blutdünger, Gyps, Kalkasche, Hirschstättner-Dünger und Holzasche, letztere angenommen pr. 1 Mtzn. immer für die Hälfte des Geldwerthes einer animalischen Düngung, wie selbe gegeben wurde und sich in der Wirthschaft berechnete.

Die in dem sorgfältig bereiteten vor Winter eingeackerten Stalldünger producirte Rübe war in Bezug auf Qualität und Quantität die befriedigendste; ihr zunächst stehend die aus Asche, Knochenmehl, doppeltphosphorsaurem Kalk. Qualitativ am wenigsten entsprechend die aus Oelkuchen und Guano, wenngleich an Quantität der im animalischen Dünger nicht nachstehend und die im Knochenmehl ꝛc. oft übertreffend, waren doch im günstigsten Falle, wo die Zahl der Grade nach Beaumé mit der Centner-Zahl multiplicirt pr. 1 Mtzn. eine gleiche Summe an Graden resultirte, diese von geringerem Werthe, weil sie einen größeren Aufwand bei der Fechsung und der Verarbeitung beanspruchte.

In den schweren Thonböden, sogenannten Aufeldern, zeigten sich ganz andere Erscheinungen. Die Resultate nach Knochenmehl, doppeltphosphorsaurem Kalk und Holzasche standen oben an. War auch die Centner-Zahl gegenüber den Fechsungen nach rein animalischem Dünger, Guano und Oelkuchen nicht größer, sondern eher geringer, so war doch die Summe der Saccharometergrade überwiegend und mithin diese Rübe absolut und relativ werthvoller. Die Ursache dieser Erscheinung dürfte darin liegen, daß organische Substanzen im Boden vorwiegend vertreten sind und dieser an mineralischen Bestandtheilen Man-

gel leidet. Nicht unerwähnt darf bleiben, daß nach Oelkuchen und Guano Düngungen die Rübe mehr zu Krankheiten und namentlich zur Trockenfäule disponirt.

Wenn ich mich darauf beschränke, diese Erfahrungen nur in Worten und nicht in vagen Ziffern auszudrücken, geschieht dies theils aus oberwähnten Gründen, theils weil die Versuchs-Resultate der letzten drei Jahre durch anhaltende Dürre und Insektenfraß minder verläßlich wurden und ich es durchaus vermeide, Hypothesen als Wahrheiten hinzustellen, welche ich nicht verbürgen kann.

In meiner Doppelgestalt als Oekonom und Zuckerfabrikant kann ich nur den aufrichtigen Wunsch aussprechen, daß der Rübenproducent und Consument immer Hand in Hand gehen mögen, weil sie sich beide sehr nützen können und so alle Differenzen am besten ausgeglichen werden. Der Fabrikant wird den Rübenproducenten belehren, wie er am besten qualitative Rüben erzeugen kann; er wird ihm mit dem Polarimeter beweisen, daß die Rübe aus Neurißen, in frischer Düngung nichts werth sei und daß es immer am rathsamsten ist, wo man schon nicht anders ausweichen kann, als in animalischen frischen Dünger zu bauen, immer etwas Knochenmehl beizugeben, daß somit viele Vorwürfe des Fabrikanten gerecht waren.

Dank der Chemie, daß sie uns wenigstens so weit schon gebracht hat, das Ziel zu sehen, auf welches wir hinsteuern müssen. Dies sind meine Erfahrungen und gewissenhaften Geständnisse, darum ändere ich auch auf Basis der fleißigen Forschungen meines Compagnons Urbanek, speciellen Fabriksleiters, meinen Düngerturnus und werde fernerhin keine Rüben mehr in frischen Dünger bauen, und jene Rathschläge befolgen, die bereits stichhältig geworden sind.

Was die hier gebauten Rübensorten betrifft, so sind diese die weiße schlesische, die rosa Quedlinburger oder Hannewalder und die sogenannte Imperialrübe, welche wohl in gleicher Parallele mit der weißen schlesischen zu stehen kommen dürfte. Die weiße schlesische wird hier in ärmeren Böden gebaut, weil sie in humosen Aeckern gerne zu voluminös wird, während die Hannewalder mit Rosaanflug (au collet rose) diesem Ausarten widersteht. Ich habe mich hierüber in meinen heurigen Eingaben an die Generalversammlungen zu Brünn und Prag bereits ausgesprochen und beziehe mich hierauf.

Nicht uninteressant scheint es mir, die schon durch mehrere Jahre in großer Ausdehnung und mit traurigen Folgen hie und da und auch hier aufgetretenen Krankheiten und Feinde der Zuckerrübe zu erwähnen, nachdem ich selbe einer besonderen Aufmerksamkeit gewürdigt und den verschiedenen Ursachen unausgesetzt nachgeforscht habe. Die hier vorgekommenen Insekten und Krankheiten sind theils bekannt und ich habe einige Hrn. Secretär Prof. Dr. Fuchs zur Untersuchung eingesendet, worauf sehr geschätzte Data erfolgt sind. Sie sind:

1. Die Feronia striola, ein Laufkäfer, doch weniger schädlich als andere.

2. Die Sylpha sinuata, atrata, laevigata, reticulata und opaca, der eigentliche Rübenfeind, ein Stink- oder Aaskäfer, dessen Larve schon einige Male in großer Menge als den Runkelrüben feindlich und schädlich beobachtet wurde.

3. Elater segetum und elater murinus, der sogenannte Drahtwurm, die Larve eines Schnellkäfers, ist gelb.

4. Schmetterlingsraupen, darunter die berüchtigte (agrotis) noctua segetum.

5. Sphinx tiliae, ein noch ungewisser Rübenfeind.

6. Ein kleiner Tausendfuß, Julus, greift die jungen Keime am Kerne an und nagt an den Wurzeln der jungen Pflänzchen.

7. Die Gartenhaarmücke, Bibo hortulanus. Ihre Made lebt gesellig oft zu Hunderten und zerstört eine Masse Gartengewächse, ein noch nicht ganz erklärter Rübenvertilger.

8. Agriotes, als Larve gelb, benagt die junge Rübe mit 2 bis 4 Blättchen am Halse

und verheerte hier in zwei Tagen eine Parzelle von 23 Mtzn. ganz. Sieht einem Mehlwurm nicht unähnlich.

9. Die Nematoden; deren Weibchen hängen an den Wurzeln und deren Fäden und sind deren Schäden durch die Loupe kennbar.

10. Die Larve der Cassida nebulosa oder lineata, welche das Blatt derart zerfressen, als wenn selbes mit Schwefelsäure besprengt wäre, und so die Vegetation hemmen. Diese Larve ist grünlicht, der Käfer braun, erscheint im Spätsommer. Ihre eigentliche Nahrung ist die Melde, ist diese gejätet, übersiedelt sie auf die Rübenpflanzen.

11. Die Engerlinge; diese können, wie der Kohlweißling, durch fleißiges Aufklauben bei jeder Ackerung und Abfangen bedeutend decimirt werden. Von ersteren brachte ich es auf 20 Eimer, von letzteren auf 70,000 Stück und zahlte vom Topf und von 100 Stück 1 kr. ö. W. Den Kindern machte diese Jagd viel Spaß. So rettete ich viele Rübenäcker, freilich nicht ohne Aufwand, und es lagen oft 10 Stück an der Pflanze, wenn diese abgedeckt wurde, ich dachte aber zugleich für künftige Zeiten. Wegen der Saat-Eule zog ich einen Cordon, gab Steinkohlenasche und Gerstenspreu hinein und beschränkte so ihre Reisen. Die Jagd auf diese Gäste muß zeitlich Morgens geschehen, ehe sie sich verkriechen.

12. Im heurigen Spätsommer und mehrere Jahre hindurch zeigte sich, wie auch im Magdeburgischen, ein eigener Rostpilz, welcher das Blattwerk verheert; geht man über so einen Acker, glaubt man auf lauter Glasscherben zu treten. Daß so eine Rübe krank werden muß, ist ganz natürlich und war hier so eine Rübe die miserabelste.

13. Die sogenannte graue Salat- oder Kohlraupe (Pieris rapae) ist die Raupe eines Weißlings.

14. Die Ackerwerre oder Maulwurfsgrille ist leicht unschädlich zu machen.

15. Der Mehlthau und Rost kommen mehr in nassen Jahrgängen vor.

16. Die reine Zellen- oder Trockenfäule, schon oft im Boden, machte in den Jahren 1845—1846 in Frankreich große Verheerungen und spukt auch hierlandes oft in großen Dimensionen. Sie ist vorzugsweise die eigentliche Rübenkrankheit, erscheint meist im August und September und zeigt ihre ersten Spuren an der Wurzel. Solche Rüben müssen rasch zur Arbeit kommen.

17. Der Glanzkäfer, Erdfloh und die Maus necken mehr, als sie schaden.

Selbstverschuldete Ursachen, Beförderungs- und Begünstigungsmittel vieler Feinde und Krankheiten mögen wohl in der vernunftlosen Verfolgung der natürlichen Feinde der Würmer und Insekten ihren Grund haben, daher sind Maulwürfe, Spatzen, Krähen, und anderes Gefieder eine heilsame Flurenpolizei, bei deren Vertilgung der beste Wirth leidet. Daß unter solchen Umständen eine Schwalbe keinen Sommer macht und ein Rübenbauer diese Völkerwanderungen nicht aufhalten kann, ist doch ganz natürlich. Eine schlechte Düngerbereitung, schlechte Lüftung des Bodens, eine irrationelle Fruchtfolge, die Lage an Gebüsch, Waldungen mögen auch ihr Schärflein beitragen, vielleicht liegt auch manche Brut an den Samenhülsen.

Bei dieser Anzahl von Feindeu der Rübenzucker-Industrie muß man unwillkürlich erschrecken und weiß gewiß der größte Theil des Publikums gar nicht, wie bitter der Zucker erzeugt wird. Ob denn das Zuckerrohr auch so viele Feinde aufzuweisen hat?

Als Vorbeugungsmittel gegen diese Krankheiten und Rübenfeinde wurde Alles Mögliche versucht, bleibt aber das Meiste unnütz, doch was sichtlich geholfen zu haben scheint, dürfte vielleicht doch interessiren.

Die Bodenqualitäten selbst, Thon, Lehm, Sand sind mehr oder weniger diesem oder jenem Ungeziefer zu dessen Ausbreitung günstig, namentlich der sandige und sandiglehmige Boden ist der Herd vielen Ungeziefers.

Die frischen Düngungen sind dem Engerling, Julus, Ackerwerre, Saat-Eule ein gutes Bett, in Oelkuchen sind die Maden, Julus ꝛc. zu Hause. Dort, wo auf einer und derselben Parcelle einer Düngungsprobe halber gekalkt und-gejaucht wurde, blieb alles Ungeziefer fern, während es daneben in animalischer Düngung sein Unwesen trieb. In der Nähe von Auen, Waldungen, an Pappel-Alleen ist die Saat-Eule, die Nematoden, Sphinx tiliae zu Hause und scheinen bei Wind übertragen zu werden. Das Bestreuen mit Kalkstaub, Gyps, Gerstenspreu hat häufig genützt, auch das Candiren des Samens scheint nicht ohne Nutzen zu sein, wie auch das spätere Jäten.

Eine abnorme Witterung ist die größte Calamität für den Rübenbau und die Hauptursache der Verbreitung der meisten Krankheiten und des Ungeziefers. Namentlich ist die Dürre am schädlichsten; man hatte dies in der 1859er Campagne zu bemerken Gelegenheit; die Rübe warf früher das Blatt ganz ab und begann nach dem im August und September eintretenden Regen eine neue Vegetation, natürlich auf Kosten des Zuckergehaltes. Es wird wohl kaum eine schlechtere Campagne aufzuweisen sein, als die gegenwärtige.

V. Ernteergebnisse der in Kwassitz cultivirten Getreidesorten und anderer Culturgewächse.

Achtjährige Anbau- und Fechsungs-Tabelle bei der Kwassitzer Oekonomie-Pachtung von 1851 — 1858.

Jahr	Gesammt-Area		Weizen: Area		Saat: im Ganzen		Saat: pr. Metzen	Fechsung: im Ganzen		Fechsung: pr. Metzen	
	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Maßl	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl
1851	1010	5¾	89	4	61	8	.	508	.	.	.
1852	1225	¾	54	6¾	35	8	.	347	.	.	.
1853	1494	6	48	14	36	2	.	209	.	.	.
1854	1612	15	48	3	39	12	.	185	.	.	.
1855	2110	12¾	158	¼	115	8	.	517	.	.	.
1856	2087	8	123	10¾	112	4	.	1536	.	.	.
1857	2096	15	153	13¾	123	8	.	1661	.	.	.
1858	2166	3	126	12¾	140	12	.	2068	.	.	.
Sum.	13804	2	1103	¾	664	14	9_5	7031	.	6	6
Per	2166	.	173	.	104	4	9_5	1102	.	6	6

Jahr	Winter- und Sommerkorn: Area		Saat: im Ganzen		Saat: pr. Metzen	Fechsung: im Ganzen		Fechsung: pr. Metzen	
	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Maßl	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl
1851	70	9	55	.	.	570	.	.	.
1852	102	11	86	4	.	575	.	.	.
1853	116	5¾	109	13	.	769	.	.	.
1854	201	13¾	157	13	.	1464	.	.	.
1855	259	3¼	209	4	.	1546	.	.	.
1856	280	12	204	4	.	2406	.	.	.
1857	316	10¾	196	7	.	2036	.	.	.
1858	411	11¼	271	10	.	2332	.	.	.
Sum.	1759	12¼	1290	7	11_7	11698	.	6	10
Per	276	.	221	4	11_7	1832	.	6	10

Jahr	Gerste: Area		Saat: im Ganzen		Saat: pr. Metzen	Fechsung: im Ganzen		Fechsung: pr. Metzen	
	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Maßl	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl
1851	37	4	32	8	.	382	.	.	.
1852	88	14	60	.	.	690	.	.	.
1853	21	3	17	.	.	171	.	.	.
1854	12	.	10	.	.	94	.	.	.
1855	44	1	33	8	.	429	.	.	.
1856	.	.	.	.	.	.	.	.	.
1857	4	.	3	.	.	27	.	.	.
1858	121	1¾	81	.	.	819	.	.	.
Sum.	328	7¾	237	.	11_{56}	2612	.	7	15
Per	51	8	37	2	11_{56}	410	.	7	15

Jahr	Hafer: Area		Saat: im Ganzen		Saat: pr. Metzen		Fechsung: im Ganzen		Fechsung: pr. Metzen	
	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl
1851	73	15	82	12	.	.	970	.	.	.
1852	82	10	92	.	.	.	675	.	.	.
1853	135	.	144	8	.	.	980	.	.	.
1854	83	10	85	7	.	.	958	.	.	.
1855	80	.	86	.	.	.	946	.	.	.
1856	107	7¾	95	4	.	.	823	.	.	.
1857	128	13¾	119	8	.	.	842	.	.	.
1858	284	13	275	8	.	.	1330	.	.	.
Sum.	956	5¾	980	15	1	.	7524	.	7	11
Per	150	.	153	.	1	.	1180	.	7	11

Jahr	Oelfrüchte Area		Saat im Ganzen		Saat pr. Metzen	Fechsung im Ganzen		Fechsung pr. Metzen
	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Maßl	Ctr.	Pfd.	Pfd.
1851	.	.	.	.	.	.	.	.
1852	20	12	.	12	.	99	90	.
1853	42	14	1	8	.	351	.	.
1854	49	2	2	.	.	321	90	.
1855	83	$5\frac{2}{4}$	3	14	.	489	60	.
1856	25	.	1	4	.	144	90	.
1857	65	.	2	15	.	464	40	.
1858	16	8	.	12	.	83	70	.
Summa	302	$9\frac{2}{4}$	13	1	0_7	1955	40	647
Per	47	8	2	.	0_7	307	32	647

Jahr	Diverse Früchte Area		Saat im Ganzen		Saat pr. Metzen	Fechsung im Ganzen		Fechsung pr. Metzen	
	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl	Maßl	Metzen	Maßl	Metzen	Maßl
1851	37	.	16	.	.	120	.	.	.
1852	39	3	12	.	.	180	.	.	.
1853	21	$15\frac{2}{4}$	10	2	.	119	.	.	.
1854	17	7	7	6	.	118	.	.	.
1855	76	7	36	4	.	519	.	.	.
1856	82	5	36	12	.	355	.	.	.
1857	38	$13\frac{2}{4}$	16	.	.	12	.	.	.
1858	77	$4\frac{2}{4}$	32	.	.	141	.	.	.
Summa	380	$7\frac{2}{4}$	166	8	7_{05}	1564	4	4	2
Per	59	8	26	3	7_{05}	230	.	4	2

Jahr	Futterkräuter Area		Fechsung im Ganzen	Fechsung pr. Metzen	Rüben Area		Fechsung im Ganzen	Fechsung pr. Metzen	Stroh Fechsung	Entfall pr. Metzen
	Metzen	Maßl	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Pfd.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.
1851	298	$4\frac{2}{4}$	4885	.	404	$1\frac{1}{4}$	52038	.	4560	.
1852	382	5	4303	.	464	3	53166	.	3460	.
1853	395	12	4606	.	712	6	67047	.	5665	.
1854	438	$14\frac{2}{4}$	6896	.	761	13	70032	.	6041	.
1855	508	$\frac{2}{4}$	10749	.	901	$11\frac{1}{4}$	84810	.	10688	.
1856	466	$11\frac{3}{4}$	3468	.	901	$1\frac{2}{4}$	85950	.	8752	.
1857	340	11	1909	.	949	$\frac{2}{4}$	103070	.	8667	.
1858	274	8	1800	.	823	$7\frac{2}{4}$	96526	.	8860	.
Summa	3055	$3\frac{1}{4}$	38619	12_6	5918	$4\frac{1}{4}$	612639	103_{50}	56693	11_{73}
Per	480	.	6063	12_6	929	.	96157	103_{50}	8888	11_{73}

nmerkung. Die Größe der Pachtökonomie beträgt bis inclusive 1858 2166 Metzen Area, weßhalb zur leichteren Beurtheilung derselben das mehrjährige Durchschnitts-Erträgniß auf dieses Verhältniß reducirt wurde. — Die „diversen Früchte" bestehen theils aus Hülsenfrüchten, theils aus Hirse. Nicht unberücksichtigt dürfte die Bodenqualität und die schlechte Lage vieler Gründe gelassen werden, und sind die Details im Vortrage erwähnt. — Auf Paradestücken und ohne großen Durchschnitt dürfte natürlich mehr erzielt werden. Der Total-Effect resultirt am besten nach Proportionalzahlen auf Kornwerth reducirt, wie ich diese Tabelle schon einmal bekannt gab. — Winter- und Sommerkorn sind cumulativ angegeben, da das Sommerkorn mit Winterkorn, sowohl was Schüttung, Schockung, als Preis betrifft, hier in gleicher Parallele. — Das Samen-Ersparniß bei der Saat erklärt sich durch die Maschinen-Saat und wird noch größer, bis die Drillcultur ganz Platz gegriffen hat, wie schon eine große Area derart besäet wird. — Somit wurden in 8 Jahren an 975 Metzen Saatgut erspart, der Hafer, meist auf Höhen gebaut, mußte dichter gestreut werden und beeinträchtigt den Durchschnitt. Würden durch eine allgemeine rationellere Saatbestellung in der hiesigen Provinz, namentlich in den besseren Gegenden, jährlich nur 100 Metzen auf einer gleichen Area erspart werden, so müßte dieß in Mähren allein bei einer Area von 1,843.537 Joch Aecker schon 255.837 Metzen als Ersparniß herausstellen, und ist dieß keine strenge Anforderung, bei 722 Joch 100 Metzen Saatgut zu ersparen, solche Massen werden rein herausgeworfen; schlage man noch $\frac{1}{4}$ ab auf die Gebirgs-Area, so bleibt noch das erkleckliche Sümmchen von 170.225 Metzen zu ersparen.

Zur Erzielung der besten Ergebnisse der Ernte an Körnern im Quantum und Quale erweisen sich als höchst nothwendig ein vorzügliches Saatgut, eine zweckmäßige Vorfrucht, Bodencultur und häufiger Samen-Wechsel nebst entsprechender Düngung.

Hat man sich einmal von einer vorzüglichen Samengattung nach mehrjährigen Proben überzeugt, so bleibe man dabei, cultivire und raffinire sie so gut man kann, und man wird zufriedenstellende Resultate erzielen. Es wurden auf dem hiesigen Versuchsfelde und auch im Großen viele Versuche gemacht und waren die Metamorfosen oft sehr überraschend! z. B. vom Weizen gedeiht hier am besten der Banater, er wird werthvoller; dann der einheimische; alle anderen: Probsteier, Frankensteiner, polnischer, Helena 2c. entsprachen nicht. Von Winterkorn wird das einheimische, das Probsteier und künftighin Rimpau's Champagner-Korn gebaut und gedeiht diese Korngattung vorzüglich, deßgleichen der Probsteier Sommerroggen, so zwar, daß die Käufer das hiesige Korn allem Anderen vorziehen; an der Vervollkommnung der Qualität hat der Rübenbau den größten Antheil. Von Gerste ist die einheimische die beste; Hafer zur Saat beziehe ich vom Gebirge oder aus Galizien. Der Same wird alljährlich gewechselt und immer von dem hochgelegenen ärmeren Boden entnommen, und hat sich diese Uebung bestens bewährt. Banater Weizen wird alljährlich aus Ungarn bezogen und immer ein einjähriges Saatgut verwendet, was sich gegen den Brand am besten bewährt hat. Anfänglich war dieser Weizen nicht beliebt, nun wird er gesucht, gut bezahlt und geht meist in die amerikanischen und Dampfmühlen. Sowohl in Körnern als im Gestroh steht er oben an, bestockt sich sehr gut und wird um 14 Tage oder 3 Wochen früher reif als andere Weizensorten, so daß dieser Weizenschnitt oft mit dem des Winterkorns zusammenfällt. Der Banater Weizen wirft sich hier zum Vortheil, er wird weißer und feinmehliger.

Zur Saat werden alle Körner so lange geputzt, bis eine tadellose prima erzielt wird, oft um 20—30 Procent schwerer als das Verkaufsgut. Zur Sicherheit wird die Keimfähigkeit jedesmal percentirt, unter 85—90 Proc. wird kein Same verwendet. Nach Raps, Klee, Hirse und Rübe wächst ein vorzüglicher Weizen, nach Rübe, gedeiht jede Halmfrucht ausgezeichnet. Ein Hauptcorrectiv zur Erzielung vorzüglicher Getreidesorten ist die richtige Wahl des Bodens, dann der zeitgemäße Anbau, die Saatbestellung und Fechsung.

Verkaufssorten, namentlich Korn, Hafer, müssen halbreif niedergelegt werden, selbst wenn die Halme noch grünlich wären. Das Korn quillt auf, bleibt schön grün, gewinnt also an Gewicht und Ansehen, und an Qualität wegen der dünneren Schale. Gerste und Weizen läßt man etwas länger stehen, doch niemals zur Glashärte. Alle Früchte, die am Stocke nicht hartreif werden, entnehmen dem Boden weniger Kraft, das Stroh wird nahrhafter, und wird dem Körner-Ausfall vorgebeugt. Ein zu schnelles Trocknen durch langes Liegenlassen in Schwaden darf wegen der Verschrumpfung der Körner nicht stattfinden und bleibt daher ein halbreif gehauenes Getreide 2 bis 3 Wochen in Puppen oder Kreuzmandeln am Felde stehen. Gestürzt wird jedes Stoppelfeld sogleich, so zu sagen hinter der Sense und wird der Stoppelsturz sogleich gewalzt. Eingeführt wird jede Körnergattung auf mit Plachen versehenen Wagen und gewinnt man so ein vorzügliches Saatgut und beugt jedem Verluste vor. Es macht das Callo bei einigen 100 Schock ein schönes Quantum.

Das Drillen des Getreides befördert auch die bessere Qualität, und es wird seit Jahr und Tag im ausgedehnten Maßstabe gedrillt. Raps wird in Kwassiz wegen des großen Rübenbaues, nur auf einem Schlag gebaut und ist nur zu staunen, wie selten der Anbau in der Hanna vorkömmt, trotz der Rentabilität und seines ausgezeichneten Charakters als Vorfrucht. Das Auswintern genirt noch am meisten, wie wenn andere Früchte auch nicht auswintern würden! Es ist zu hoffen daß bei dem Umstande, als Ungarn der Getreide-

production bereits bedeutende Concurrenz macht, der Raps wie so viele Andere jetzt nur stiefmütterlich oder als Spielerei behandelte und doch sehr lohnende Nebenproducte, doch mitunter auch zu größeren Ehren kommen werden. Darunter kann man den Hanf, den Mohn, Sonnenblumen, Seide, Hopfen, Karden, Krapp, Waid, Wau, Kukuruz 2c. zählen, für welche Producte bedauerliche Summen als klingende Münze in der Einfuhrstabelle unter der Kategorie Fette und Oele, Farb-, Seilerwaaren in's Ausland gehen, ohne Noth, nur aus angewohnter Vorliebe für den noch immer in zu großer Ausdehnung betriebenen Getreidebau, wie, wenn intensiv betrieben, nicht dieselbe Masse auf einer kleineren Area erzielt werden könnte.

Ja wohl, heißt es, aber woher dann das Stroh nehmen? Wie, wenn intensiv die Höhe und Dichtheit des Standes dasselbe Quantum nicht geben könnte!

Turnips, englische Futterrübe, wird cultivirt, um bei Stillständen der Fabrik nicht sogleich saure Preßlinge füttern zu müssen, da schroffe Uebergänge in der Fütterung dem Vieh niemals zusagen; diese Futterrübe wird auch verwendet bis zum Grünfutter-Uebergang, je nachdem sie haltbarer ist oder nicht. Die Fechsungen können bei Kraft und guter Cultur jeden zufriedenstellen; hier wurden auch schon bis 240 Ctr. per 1 n. ö. Joch gefechsnet. Nicht minder wird die Riesenmöhre und Stoppel-Rübe als Futter-Surrogat gebaut, und ich versuche heuer den Samen gleich im Frühjahr in's Korn hineinzubauen, wie es in Belgien üblich ist.

Zuckerrübensamen-Cultur und überhaupt Handels-Samengärtnerei ist bei uns noch ganz und gar vernachlässigt und es ist sehr bedauerlich, daß wir in diesem genre noch so ganz und gar vom Auslande abhängen.

Ich hoffe künftiges, respective dieß Jahr von meinen 30/M Stück Samenrüben diverser Sorten 80—100 Ctr. zu fechsnen, und degenerirt die Qualität nicht, so werde ich diese Cultur noch mehr extendiren.

Die Hülsenfrüchte baue ich in geringerer Ausdehnung, obwohl sie hier in bester Qualität gedeihen, aber die Verheerungen durch den Erbsenkäfer, welche neuerer Zeit stärker werden, dann der geringe Strohwerth verleiden den Hülsenfruchtbau; die Linse widersteht diesem Feinde mehr als die Erbse und Bohne; den Ertrag pr. Metzen Area im Mittel weist obige Tabelle nach.

Kukuruz ist eben auch sehr ertragsreich, nur sind zur Trocknung desselben bei größerer Anbau Trockenhäuser nöthig; pr. Metzen Area werden hier 10—12 Metzen gefechsnet; das Stroh dient zur Streu, selbst zur Fütterung im geschnittenen Zustande. Zur Reifezeit werden die Deckblätter zurückgebogen und die Häufeln um den Stock abgedeckt, die nicht Samen tragenden Stängel abgeschnitten, weil der Kolben besser reift. Sehr billig wird der Kukuruz mit dem amerikanischen Rebler enthülst; heuer zeigte sich sehr viel Brand in den Kolben, wahrscheinlich in Folge der vielen Regen auf die längere Dürre. Gesteckt wird der Same nach einem Marqueur flach oder in Kämme und so oft als möglich behackt; für Samengewinn ist die Distanz der Reihen von 24", die der Pflanzstellen 18—24", als Futtermais gibt er vortreffliches Saftfutter, pr. Metzen Area 200 Ctr. in Reihen von 16 bis 18" Distanz und 12—14" Abstand der Pflanzstellen; neben dem Futtermais wird der amerikanische Pferdezahnmais gebaut und lieferte bei 12 bis 13' Höhe und 12—14" Distanz circa 225 Ctr. pr. Metzen Area, und 12 Metzen Area genügten mir für 40 Stück Melkvieh durch 10 Wochen, was die Grünfutterrubrik sehr unterstützt; geschnitten wird selbe in 3—4" lange Stücke mit der Pabst'schen Kukuruz-Schneide-Maschine.

Buchweizen und Heide baue ich in die Stoppel als Futter, und kann es bestens empfehlen wegen Verbesserung der Milchqualität, des Grünfutterwechsels und der auch noch so späten Bienenweide. In eine Weizenstoppelstürze heuer gebaut, erreichte die Heide auch 2' und

kam zur vollsten Blüte; ich füttere diese bis October.

VI. Die bisherigen Erfahrungen über alle hier benützten Ackerwerkzeuge, Säe- und Dreschmaschinen, so wie einige sonstige Wirthschaftsinstrumente.

Pflüge. Verschiedene Werkzeuge haben verschiedene Bestimmungen, darum benütze ich zum Stoppelsturz andere, zur Zwiebrache, Vorackerung oder zum Ruhren wieder andere und erziele stets eine vortreffliche Bodenbearbeitung. Während die Stoppeln, Grasländer mit dem Kleyle'schen, Henikstein'schen, Zugmeier'schen, Starbuk- oder Adlerwende-Pfluge gestürzt werden, kommen zur zweiten Ackerung oder Zwiebrache nur der ausgezeichnete Kleyle'sche Pflug und das vortreffliche Henikstein'sche Ruchadlo in Anwendung, welch' letzteres hier schon viele Jahre im Gebrauche steht und durch seine Leistungen sehr befriedigt.

Beim Doppelpflügen geht der Zugmeier'sche voraus, das Ruchadlo nach und können zwei Pflüge nicht leicht besser zusammenpassen und eine bessere Arbeit erzielen.

Bei den Kleyle'schen Pflügen ist nur zu wünschen, daß sie für minder bindigen Boden etwas leichter construirt wären, in schwerem Thone sind sie jedoch unübertrefflich, besonders wenn vier Zugthiere vorgespannt werden, was bei einer tiefen Ackerung, wie sie vor Winter gegeben wird, geschehen muß. Der Zugmeier'sche Pflug ist für bedeutende Tiefen weniger geeignet, so lange er nicht für diesen Zweck in seinem Körper höher construirt wird.

Wühler oder Untergrundpflüge sind die Pitzpuhler in Verwendung, nach deren Abnützung nur die Read'schen (auf drei Rädern mit diversen Scharen zum Auswechseln, je nach Erforderniß des Untergrundes) angeschafft werden sollen. Freilich ist der Kostenpunct größer, doch ihre Leistung eine bessere.

Saatharken. Weil bei jeder breitwürfigen Saat es auf ein möglichst gleichmäßiges Unterbringen des Samens abgesehen ist, glaube ich dieß durch kein Instrument besser erreichen zu können als durch die Saatharke und bediene mich hiezu der Horskischen dreischarigen, erreiche auch vollkommen durch selbe diesen Zweck, indem die Saaten, troß des geringen Samenaufwandes, nicht nur einen sehr gleichmäßigeu, sondern auch nicht minder dichten Stand zeigen. Sie wird auch zur seichten Unterbringung des künstlichen Düngers, so wie zum Sturz der etwas durch Samen-Unkräuter vergrasten, vor Winter geschehenen Saatackerungen benützt, und leistet, mit einem Pferde bespannt, in einem Frühjahrs- oder Sommertage die Bestellung von 6—7 Metzen Land.

Eggen sind hier die böhmischen mit 5 beweglichen hölzernen Balken, mit eisernen, nach Art der Howard'schen reconstruirten, in den Balken eingeschraubten Zinken in Gebrauch, von denen je 3 Stück in diagonaler Richtung an einander gekettet, von einem Gespann gezogen werden. Für den ganz schweren Thonboden werden die eisernen Howard'schen Zickzackeggen benützt; deren Schwere pr. Stück von 43—65 Pfd. differirt; jedoch darf der Boden nie zu trocken werden, um ihn trotz ihrer Schwere durch sie allein zu bewältigen. Auf die Resultate mit der Ohio-Egge bin ich sehr begierig und kömmt dieselbe demnächst in Verwendung. Als ich mich noch mit Quecken plagen mußte, leistete mir eine vielleicht jetzt noch wenig bekannte, hier ehemals von dem bestrenommirten Director Keller angewendete Quecken-Gliederegge (der Teufelsknoten, Čertusuk genannt) vortreffliche Dienste; sie besteht aus Gliedern mit verschiedenen Zinken, die letzten sind halbkreisförmig gebogen und sammeln die durch die vorderen (schiefgestellten) herausrissenen Quecken in Masse auf.

Die Walze existirt hier in verschiedenen Exemplaren als Stachel- oder Schrollen- und glatte Saatwalze. Mehrjährige Versuche bestimmten zu ihrem fast allgemeinen Gebrauch, und wie sie früher in hiesiger Gegend nur bei der Hirse-

saat benützt wurde, walze ich den eingeackerten Dünger, die für denselben bestimmten Stürzen und alle Saaten, besonders Winterungen, um durch Zusammenpressen des durch den Rübenbau sehr gelockerten Bodens ein zu starkes Setzen und Springen desselben bei wechselnd eintretender Feuchte und Trockene zu vermeiden. Die in die Augen springenden wohlthätigen Consequenzen wurden auch von den hiesigen Bauern erkannt und verkaufte das Forstamt in einem Herbste 60—80 Stück Eichenstämme zu diesem Zwecke.

Von sogenannten Cultivatoren oder Anhäuflern stehen die Infeld'schen und Horski'schen einfachen Rapsanhäufler mit beweglichen Scharen im Gebrauch, dann die Hölbling'sche Furchenegge und die Gassauer'schen Hand-Cultivatoren. Da bei solchen Instrumenten viele Complicationen eher Schaden als Nutzen anrichten, wurden auch jene vereinfacht und dadurch ihre Arbeit sehr zufriedenstellend. Zu ihrer Bewegung werden wegen der schmalen Fußspur Esel benützt, welche mit Rücksicht auf ihre Leistungen zu wenig gewürdigt werden, da die der stärkeren Gattung hierin einem schwachen Paar Pferde oder Ochsen wenig nachstehen; natürlich muß man die Fabel vergessen, daß der Esel nur Disteln frißt.

Den Cultivatoren geht die Hölbling'sche Furchenegge, dann ein schmaler Wühler voraus, wenn es überhaupt nöthig wird, mit dem Gespann zu cultiviren, denn ich ziehe die Hand immer vor.

In weniger gebundenem Boden sind Gassauer's Hand-Cultivatoren bestens zu empfehlen; es werden hiezu 3 Mann benöthigt, welche 5 Metzen täglich anhäufeln und pr. Metzen mit 35 kr. entlohnt werden.

Als Marqueur zur Kammsaat benützte ich Horski's Erdkammformer oder einen gewöhnlichen Marqueur nach einfacher Construction. Diesem folgt:

Die Marquir-Rolle quer über die Kämme und drückt auf 12—18 Zoll Entfernung die Saatriffeln ein, je nachdem durch Abschrauben einzelner Latten die Entfernung nach Belieben bestimmt wird.

Saatmaschinen. Unter den hier befindlichen steht die von Hubazy, nach Garrett'schem System, sowohl bei Getreide, Raps als Rüben-Drillsaat obenan; sie ist in jedem Terrain verwendbar, deßhalb, so wie durch die beliebige Distanzveränderung der Reihen, sind ihre Leistungen so schätzenswerth und allgemein bekannt; sie fertigt bei nicht zu kurzen Grundstücken pr. Tag 20 Metzen, bei größeren Längen und Wechselgespann werden bis 30 Metzen prästirt.

Gassauer's Maschine unterscheidet sich durch das Princip, daß die Räder mit der Achse fest verbunden, an dieser sternförmige Triebe angebracht sind, welche bei der Umdrehung durch Heben und Senken der darüber stehenden Klappen den Samen ausstreuen. Im Uebrigen nach der Garrett'schen construirt, ist sie namentlich zur Rübensaat gut zu verwenden, durch Austausch des Kastens und Abnahme der Schare, an deren Stelle ein Samen-Vertheilungsbrett angebracht wird, auch als breitwürfige Maschine zu benützen.

Leistung wie bei der Garrett'schen. Horski's alte Rübendrillmaschine mit blechernen Trommeln, festen Saatstiefeln für 2 Reihen von 16—18 Zoll Distanz, eignet sich besonders gut für coupirtes Terrain und werden dem Bauer geborgt.

Die Burg'sche Rüben-Saatmaschine für 3 Reihen, den Samen auf Distanz in kleine Häufchen ausstreuend, erhielt darin eine Abänderung, daß statt einem, zwei Stellräder angebracht wurden, indem das eine in der Mitte die Maschine sehr schwanken ließ, zu sehr die mittlere Reihe andrückte, weßhalb selbe immer zuletzt aufging.

Die Kutzer'sche, mit der vorigen etwas verwandt, beruht ebenfalls auf dem Princip der büschelweisen Saat, welches ein schnelleres Aufgehen bewirkt, eine leichtere und genauere Vereinzelung gestattet und sich schon in dem ersten Jahr ihrer Anwendung hier gut bewährte und daher bestens empfohlen werden kann. Ich be-

stellte für die Campagne 1860 eine große Maschine und sie leistet eine sehr schöne Arbeit.

Als Breitsaat-Maschine zu Getreide, Klee und Raps steht die vortreffliche Alban'sche in Benützung, deren Princip genügend bekannt ist und den einzigen Mangel besitzt, daß candirtes Getreide mit ihr nicht zu säen ist. Zum Kleebau werden auch kleine Maschinen benützt.

Von Düngstreu-Maschinen sind im Gebrauch die von Chambers und Holms, erstere in jeder Richtung vorzüglich, letztere bei feuchtem Dünger nicht verwendbar.

Dreschmaschinen. Hier ist seit Jahren die Garrett'sche mit Göpel im Betrieb; obwohl ihre Leistungsfähigkeit zu dem beanspruchten Kraftaufwande nicht im günstigsten Verhältnisse steht (sie drischt in nicht zu kurzen Tagen 6—7 Metzen Wintergetreide und 8—9 Metzen Sommerung mit 4 Paar Wechsel-Ochsen und von 8 Menschen bedient), so hat sie doch namentlich in Jahren mit hohen Getreidepreisen schon viele Vortheile gebracht. Ueberhaupt wird der Handdrusch nur sehr beschränkt betrieben und bei demselben nur ein gewisses Contingent männlicher Arbeiter beschäftigt, welche im Sommer zum Grünfutter- und Getreide-Mähen und im Winter mitunter zu schwereren Erdarbeiten bei Rüben-Feimen 2c. benöthigt werden.

Außer der obigen werden 2 Hensmann'sche Handdreschmaschinen benützt, deren Brauchbarkeit bekannt sein dürfte.

Die Zufuhr des Getreides zu diesen Maschinen aus entfernteren Tennen zu erleichtern und das Ausstreuen der Körner zu vermeiden, sind alle 6 Tennen durch Eisenbahnen verbunden.

Hornsby'sche Putzmühle und Pernollet'sche Sortirmaschine, welche vereint die vollständigste Reinigung des Getreides bewirken.

Die Verkleinerung von Turnips und etwaigen anderen Hackfrüchten wird durch den Gardener'schen Rübenwolf, die des Grünmais durch die Pabst'sche Grünmais-Schneidmaschine bewirkt.

Verzeichniß
der bei der Kwassizer Pachtökonomie in Gebrauch stehenden Geräthe.

	Stückzahl
Wagen, Acker und Jauchenwägen, 2- und 4rädrige Karren	79
Pflüge Kleyle'sche, Henikstein'sche, Zugmeier'sche (Beetpflüge) . .	85
Pflüge Starbuk- od. Adler-Wendepflüge	12
„ zum Schälen	8
Wühler von Read und Pitzpuhl	12
Eggen, hölzerne Brabanter, Ohio, amerikanische, böhmische	27
Eggen, eiserne, von Howard . .	7
„ für Quecken	2
„ „ Reihencultur	4
Walzen	16
Cultivatoren, Anhäufler u. Saatharken	40
Säemaschinen zum Drillen . . .	15
„ zur Breitsaat für Getreide und Klee	13
Dungstreumaschinen	2
Marqueurs und Erdkammformer . .	4
Dresch- und Entkörnungsmaschinen .	4
Getreide-Reinigungsmaschinen . .	3
Häckselmaschinen	3
Maisschneidemaschine von Pabst .	1
Rübenwolf von Gardener . . .	1
Waschtrommel	1
Scarificatoren	3

VII. **Culturmethode beim Rüben-, Getreide-, Futterbau, Fechsungs- und Drusch-Resultate. Was sagt die bisherige Erfahrung über die Wirkung der Samencandirung? Ackerungen, sonstige Feld- und Saatbestellung.**

Rübe. Weil ich nicht so glücklich bin, mich eines durchaus geborenen Rübenbodens zu er-

freuen, sondern nur auf zuckerrübenfähige und mit wenigen Ausnahmen zuckerrübenverläßliche Aecker beschränkt bin, so muß beim Rübenbau alle mögliche Mühe und Sorgfalt verwendet werden. Im eigenen Interesse als Producent und Zuckerfabrikant zugleich wird nicht nur auf Quantität, sondern vorzüglich auch auf Qualität hingearbeitet.

Die vorzüglichste Bodenbearbeitung, verbunden mit fast gartenmäßiger und tiefer Cultur, zweckmäßiger Düngung und Fruchtfolge, ist die Hauptbedingung, denn wie man die Rübe bettet, so gedeiht sie. Jede Unterlassungssünde dagegen rächt sich. Die zweite Bedingung ist ein gesunder vollkommener Samen; die dritte zweck- und zeitgemäßer Anbau und Cultur während der Zeit ihres Wachsens.

Außer der Maschinensaat wird in den tiefen Gründen nach Magdeburger Art die Kamm-Stupfsaat ins Quadrat angewendet. Samen wird nicht gespart, weil ich die Ueberzeugung habe, daß sie beim Rüben- und Kleebau am un rechten Platze ist. Der Anbau wird begonnen, wenn der Boden abgelüftet ist und keine Nässe mehr verräth, kurz er kann feucht, aber nicht naß sein; späte Saat wird gemieden, weil die Rübe selten reif und entsprechend zuckerhältig wird. Hier gilt auch die goldene Regel: in medio virtus, nicht zu früh und nicht zu spät.

Kaum marquirt sich die Saat in grünen Strichen, so wird sie behackt, was die Vegetation ungemein befördert. Die Vereinzelung findet, wenn es zuläßig ist, so zeitlich als möglich statt, es werden wegen allfälligen Calamitäten die Pflanzen jedoch bedeutend dichter, und zwar auf 3—4 Zoll Entfernung, belassen, und wenn jene nicht mehr zu fürchten sind, die überflüssigen schnell entfernt. Den Vortheil des dichten und seichten Anbaues sieht man beim Stupfen mit der Hand. Daher bei Kutzer's Maschine ein großer Vortheil. An Behackung und Reinigung des Rübenackers darf es nicht fehlen, die Hacke ist der Hofmeister der Rübe und gehöre ich, meinen Glaubenssätzen im Rübenbau nach, jener Secte an, welche als ersten Paragraph den Glaubensartikel hinstellt: „jene Rübe sei meist die beste, welche bei der Cultur das meiste Geld kostet.“

Notaten

über Rigolungs-, Rüben-Culturs- und Fechsungskosten auf 374 □Klafter, nebst Angabe des Saatbedarfs und der auf genannter Fläche erzielten Fechsung.

Samen wurde verwendet 5 Pfd.

Rigolungs-, Cultur- und Fechsungs-Kosten:

Rigolen 374 □Klftr. à 7 kr.	26 fl. 18 kr.
Samenstecken und Marquiren	— „ 75 „
Erste Behackung	— „ 40 „
Vereinzelen und zweite Behackung	1 „ 40 „
Dritte Behackung	— „ 60 „
Fechsungskosten incl. Einfeimen	1 „ 50 „
Summa	30 fl. 83 kr.

Gefechsnet wurden hierauf:

Rüben	132 Ctr. — Pfd.
Blätter und Abfälle	96 „ 24 „

Nach Vorstehendem berechnet sich pr. 1 Metz.:

An Aufwand insgesammt	45 fl. 36 kr.
„ Fechsung (Rübe)	188 Ctr. 10 Pf.

Der laufende (jährliche) Aufwand pr. 1 Metzen belauft sich jedoch auf

ein Viertel der Rigolungskosten (pr. Metzen 37·31 fl.)	9 fl. 34 kr.
6 Perc. Verzinsung von 37·31 fl.	2 „ 24 „
Sonstige Culturskosten	6 „ 62 „
Summa	18 fl. 20 kr.

Die Culturarbeiten, durch deren Anwendung man, wie erwähnt, nur eine gute und viel Rübe erzeugt, werden hier in der Regel ebenso wie die Fechsung im Accord und meist mit der Hand ausgeführt. Von dieser nicht ohne Mühe begründeten Uebung werde ich nicht abgehen, weil die Vortheile, kaufmännisch gerechnet, große Dimensionen erlauben. Die Culturen werden von

der Behackung an bis zur Einfeimung, respective Fechsung, mit 40 kr. bis 3 fl. 50 kr. bezahlt.

Denselben Fleiß, dieselbe Cultur, die ich dem Rübenbau widme, unterlasse ich auch nicht dem Getreide- und Futterbau zu geben, nur mit dem Unterschiede, daß ich bei der Getreidesaat durch meine Maschinenwirthschaft spare und immer auch als Regel gelten lasse, je zeitlicher die Getreidesaat, desto geringer der Saatkörneraufwand, je später desto größer! Vorzügliche Ackerbestellung und vorzügliches Saatgut sind hiebei unerläßliche Factoren. Ich taxire meine Resultate nach dem Durchschnitte pr. 1 Metzen Area Aussaat und Gewicht an Körnern und Stroh und nach Kornwerth. Daß nur der Rübenbau resp. Hackfruchtbau in gegebenen Fällen das Hauptvehikel zu einer üppigen, erfolgreichen und nachhaltigen Vegetation ist, ist eine unbestreitbare Thatsache.

Der Schnitt wird ebenfalls in der Regel accordmäßig vollführt, und obwohl zur Schnittzeit hier die Kräfte etwas knapp werden, so hatte ich eben durch gute Zahlung meiner Accordisten, durch Aushilfe meines Gesindes wenig über ein „Zuspät" zu klagen; das Getreide, namentlich Korn, wird halbreif geschnitten, wenn sich der Kern zu Kleister zerschmiert, und ich lasse es am Felde in Puppen oder Kreuzmandeln nachreifen. Die Sichel ist bei mir eine Seltenheit, und sonst diese Art Schnitt nur von Taglöhnern gehandhabt, welche zu anderen Arbeiten, wie z. B. heuer zur Rübenbehäuflung, bestimmt waren, und deren es immer welche in Reserve geben muß, zum Laden, zur Einpansung u. s. w.

Getreide-Mähmaschinen werde ich nicht anschaffen, so lange ihre Construction nicht jenen Grad von Vollkommenheit erreicht hat, daß sie sich bei jedem Stand des Getreides und minder günstigen Terrain-Verhältnissen ohne Schwierigkeiten anwenden lassen. Wie bei jeder Feldarbeit und Cultur wende ich auch beim Schnitt alle Force an. Hier kommt mir meine Reserve, die Taglöhner beim Wechselmast-Zugvieh, gut zu Statten, und überhaupt mein Gesinde, wie auch eine andere Zeitrechnung, denn ich kenne zur Saat- und Schnittzeit keinen Mittag und keinen Abend und behandle diese Arbeiter gerne militärisch: gute Verpflegung und keine Zeit verlieren. Das Vieh steht in so dringenden Perioden bis 9 oder 10 Uhr Vormittags, ist also gut abgefüttert und ausgeruht sammt der Bedienungsmannschaft. Nun geht es an die Einfuhr und dauert diese ohne Unterbrechung bis in die sinkende Nacht. So werden auch die Taglöhner entschädigt für die Mittagsstunde, oder sie werden gewechselt. Auf diese Art bin ich manchem Gewitter entwischt und vollendete die Einfuhr in sehr kurzer Zeit, denn manchen Tag brachte ich bis 300 Metzen Getreide ein. König Gambrinus spielt natürlich um diese Zeit eine große Rolle, weil das Branntweingift bei meinen Leuten verpönt ist und nach Möglichkeit unterdrückt wird.

Was die Samen-Candirung betrifft, respective ihre Wirkung, so muß ich dieser Manipulation aus mehrjähriger Erfahrung das Wort sprechen, namentlich was das schnellere und üppigere Keimen der candirten gegenüber der uncandirten Saat betrifft, und ist das schon ein großer Vorsprung. Solcher Samen leidet auch weniger von Würmern, Mäusen und anderem Ungeziefer, aber bei unmittelbar nach der Saat eintretender anhaltender Dürre wohl umsomehr durch diese. Auch beim Rübensamen fand ich auffallende Unterschiede; die Fechsungs-Resultate waren auch größer, wenngleich manchmal nicht sehr auffallend. Die Vegetation hat einen bedeutenden Vorsprung, und man weiß recht wohl, was oft ein oder mehrere Tage betragen, wenn die schneller gekeimte Saat beregnet wurde und eine spätere diese Wohlthat entbehren mußte. Bei der Handsaat kann man die Candirung mit Vortheil anwenden, auch mit Drillsaatmaschinen, aber mit Alban'schen mit dem Bürstensystem, wäre alles Candiren herausgeworfenes Geld, weil die Hülle abgebürstet wird. Beim Rübensamen ist das Candiren ein gutes Vorbauungsmittel

gegen jene Insecten, welche den Keim angreifen, indem die Brut in der Hülse ausgebeizt wird. Wie man candirt, ist bekannt. Die beliebte Kalkbeize bei Weizensaat in der Hanna und in Böhmen ist nichts als eine Art Candirung, und deßhalb so allgemein und so beliebt, weil die Vegetation auch befördert wird; daß es beim Weizen unbedingt vor Brand schützen soll, widerspreche ich, denn ich sah genug so candirten und gebeizten Weizen brandig. Also das Candiren ist anzuempfehlen dort, wo man die Bodenkraft in etwas ersetzen will, wo man eine Saat zu spät einbringt oder wo man anderen Schäden vorbeugen will. Seit mehreren Jahren, wo ich mich auf Bodenkraft der Felder verlassen kann, candire ich nicht mehr, außer in Ausnahmsfällen, und verwende das Piccardt'sche Düngungspulver als sehr gutes Candirungs-Mittel.

Was meine Ackerbestellung betrifft, so beruht selbe, wie schon gesagt, auf den Grundsätzen, die gartenmäßige Bestellung so viel als möglich zu erreichen, weil selbe untrennbar ist von der Bodenvertiefung, häufiger Bodenlüftung und Kräftigung, also Bodenmeliorirung, ackere deßhalb tief, wühle, dünge gut und ackere so oft als thunlich und nach jeder möglichen Richtung des Ackers. Die Vertiefung des Bodens halte ich zur Hebung der Production für höchst nothwendig und wären die Verhältnisse bei uns schon darnach, diese allgemein anzuwenden, müßte die Production unglaublich gesteigert und gesichert werden können. Das Rigolen versuchte ich erst heuer, um zu wissen, ob es in größerer Ausdehnung ausführbar und nicht zu kostspielig sei und ob die Tiefcultur mittelst des Pfluges einigermaßen die Parallele damit aushalten könne. Heuer will ich eine größere Parcelle rajolen lassen; es ist am besten diese Arbeit im Herbst zu vollführen. Auch mittelst guter Pflüge werden diese Art Arbeiten wegen des billigeren Kostenpunktes versucht werden. Hätte ich hier die Vertiefung des Bodens nicht als Regel aufgestellt, nachdem ich auf jeder Parcelle den Untergrund genau untersuchte, würde ich wenig Rüben bauen können und mißliche Resultate erzielt haben, besonders auf jenen Aeckern, wo man Letten und Steingerölle nie vermuthete, und wo über solche Entdeckungen selbst die ältesten hiesigen Landwirthe staunten.

VIII. Viehzucht, Fütterung im Sommer und Winter, Mastung, Milchproduction, Käsefabrication, Verpachtung oder Regie, Gespann, Geschirre und Wagen.

Nachdem ich den animalischen Dünger in die erste Linie von allen anderen Düngersorten stelle, und nur von jenem die größte Nachhaltigkeit und Bodenverbesserung bisher erfahren habe, natürlich, wenn der Dünger durch qualitativ beste Fütterung auch qualitativ sehr gut ist, und alle künstlichen Dünger sonst als tüchtige Reserven ansehe, nachdem der animalische Dünger mit Rücksicht und Hinzurechnung der Fleisch-, Milch-Production und anderer thierischer Stoffe, dann der Arbeit der billigste ist, so halte ich vermöge der Pacht-Area einen bedeutenden Viehstand, der sich in Nutz-, Zug- und Mastvieh zertheilt und zwar zähle ich:

40 Stück Melkvieh,
36 „ Jungvieh,
100 „ Wechselmast-Zug-Ochsen
32 „ Zugpferde, diese mehr der Fabrik wegen und durch 6—8 Monate 140 bis 150 Mast-Ochsen in zwei- bis dreimaligem Wechsel.
40 Stück Zucht- und Mastschweine.

Mein Melkviehstand war ehedem bis 100 St.; nachdem ich aber durch 3 Jahre theils durch Lungenseuche, theils durch Milzbrand mehr als die Hälfte verloren habe oder um eine Bagatelle verschleudern und dabei bitter beklagen mußte, daß wir österreichischen Oekonomen uns leider unbegreiflicherweise noch immer keiner Vieh-Assekuranz erfreuen kön-

nen, und weil sich herausgestellt hat, daß diese Krankheitserscheinungen mehr an der Oertlichkeit hängen, als an einer zu üppigen Fütterung, nachdem ferner die Molkerei-Producte sich nicht besonders rentiren und mir die Zugkräfte eine bessere Verwerthung gestatten, so änderte ich vor 3 Jahren mein System und jedes Extrem vermeidend, schlug ich den Mittelweg ein. Ich halte nunmehr nur 40 Stück Melk-Vieh und statt der abgängigen 60 Stück oder 30 Paar Wechselmastzugochsen und finde so meine Rechnung besser. Ich bedauere nur, dieses System nicht von Anfang meiner Pachtwirthschaft befolgt zu haben! Beim Melk-Vieh befolge ich zweierlei Tendenzen: Fleisch und Milch, bin aber vorwiegend mehr der Fleischproduction hold, weil sich selbe am Ende unter den gegebenen Verhältnissen und wegen der Nähe von Wien besser verwerthet. Die Milch war ehedem verpachtet. Später nahm ich die Milchwirthschaft in eigene Regie, verband damit Schweinezucht und erzeuge Limburger Käse, der pr. Ziegel = 1½ Pfd. mit 40—50 kr. je nach Qualität verkauft wird; ich verwerthe nun die Maß warme Milch besser um 7—8 kr. Neugeld, und wäre meine Contracts-Verbindlichkeit zur Milch- und Michspeisen-Abgabe in der Milch-Verwaltung nicht hinderlich. so könnte ich diese Rubrik rentable nennen. Ich kann mit gutem Gewissen die Milch-Regie bestens empfehlen und es ist zu erwarten und in volkswirthschaftlicher Hinsicht zu wünschen, daß, die Nähe von großen Städten ausgenommen, die Kaste der sogenannten Schweizer und Milch-Pächter baldigst eingehen möge! Hier resultirt seit Beginn der Milchregie fl. 71.32 Brutto-Ertrag pr. Jahr und Stück, bei Verpachtung fl 51.05 mithin derzeit ein höherer Brutto-Ertrag von fl. 20,27 (vorausgesetzt, daß ich, durch contractliche Verbindlichkeit nicht behindert, alle Milch zu Käse verarbeiten könnte.) Was die Race betrifft, züchtete ich circa 8 Jahre her Berner, Schwyzer, Allgäuer und Kuhländler, und brachte ein schönes Sümmchen über die österreichische Grenze. Durch Schaden wird man klug, ist ein wahres Sprüchwort, dem Auslande in der Richtung nicht hold, wo es heißt, baare Münze und namentlich für Vieh hinübertragen. Von dem Wahne geheilt, daß die heimische Race nichts tauge, einigemale gehörig mit den Preisen überhalten und getäuscht, und überzeugt durch gelungene Versuche, daß das einheimische Rindvieh durch rationelle Kreuzung als gutes Melk- und Fleischvieh zu Ehren kommen kann, beachte ich das System der Veredlung durch vorzügliche Original-Vaterthiere und bin bereits der Art im Besitze von 20 Stück veredelten Landschlags, die als Melk- und Fleischvieh nichts zu wünschen übrig lassen! In guter und starker Fütterung, in langer Saugezeit der Absatzkälber, also im Futtersacke liegt mit die Race. Was nützt die Race, wenn sie oft ausgehungert wird. Meine Absatzkälber saugen 8—12 Wochen, die Verkaufskälber 3 Wochen. Das Gewicht beider Kategorien Kälber ist sehr zufriedenstellend und im Durchschnitte wiegen die Absatzkälber 170 Pfd. und die Schlachtkälber 100 bis 120 Pfd., welche letztere ich mit 13 kr. Oe. W. ohne allen Abschlag pr. 1 Pfd. lebendes Gewicht verkaufe. Was an Stieren abgesetzt wird, verkaufe ich gewöhnlich an die Gemeinden um den Fleischwerth und nehme selbe wieder auf die Mast zurück. Als Regel gilt es bei mir, nur mit Original-Stieren decken zu lassen. Gefüttert wird stark, 3 Pfd. Heuwerth pr. 1 Centner lebendes Gewicht, im Sommer Grünmais und Grünklee, Heide, im Herbste Rübenblätter nebst Weide, im Spätherbst und den Winter durch, während des Fabriksbetriebes, süße Preßlinge, gemischt mit Häcksel, als Brühfutter. Während der Stillstände werden Turnips gefüttert; nur in Nothjahren füttere ich im Sommer saure Preßlinge, selbe sind aber für stehendes Vieh ein zu intensives Futter, daher wasche ich selbe oder respective entsäuere sie. Dieß geschah aber nur ein Jahr und will ich es nicht gerne wiederholen, daher der Grünmais und Turnips ein vortreffliches Surrogat, überhaupt und besonders in futterarmen Jahren. An Schrott und Salz lasse

ich es auch nicht fehlen, selbst im Sommer, wenn die Milch zu wässerig wird, gebe ich den Kühen Schrott. Das Zugvieh wird bei mir Sommer und Winter hart gefüttert, um es theils in seiner Kraft nicht herabzubringen, theils den Dünger stets in gleicher Qualität zu produciren und namentlich das Rind-Zugvieh bei vorkommenden Fällen immer verkäuflich zu haben, und um das alljährlich auszubrakende Contingent halb gemästet aufstellen zu können. Alles Hornvieh wird am Flusse getränkt. Der Zugochs hat folgende Passirung pr. Tag:

40 Pfd.	saure Preßlinge	=	20 Pfd.	Heuwerth
7 „	Häckfel	=	2 „	„
5 „	Heu	=	5 „	„
2 „	Schrott	=	4 „	„
2 Loth	Salz, nicht Viehsalz sondern gestampftes Steinsalz, wegen der schlechten Qualität des ersteren			
		Summa =	31 Pfd.	Heuwerth.

Futter-Passirungen lassen sich beim Mastvieh im Vorhinein nicht bestimmen. Im Allgemeinen läßt sich nur sagen, daß bei sehr ausgehungertem Vieh die Mastung mit nicht mehr als 2½ Pfd. Heuwerth begonnen und mit 5 Pfd. Heuwerth und darüber pr. Ctr. lebend, beendet wird. An Salz bekömmt das Mastvieh täglich 4 bis 6 Loth pr. Kopf. Saure Preßlinge mästen intensiver; ich stelle meist starkes ungarisches Vieh auf, es braucht länger, aber man füttert mehr auf, da es sein größeres Gerüste erlaubt, und dann traue ich dem polnischen Vieh wegen der eben unsere heimischen Viehstände decimirenden Löserdürre nicht; auch habe ich im Nothfalle immer ein verwendbares Zugvieh. Das Mastvieh geht meist nach Wien, wo der Mäster bei Abgang einer vernünftigen Fleischtaxation oft seine Haut mit zu Markte trägt.

Die Pferde haben eine tägliche Passirung von:

15 Pfd. Heu,
8 „ Hafer,
2—3 „ Häckfel,
7 „ Streustroh und wöchentlich circa ¼ Pfd. Salzlecke.

Im Ganzen ist die Pferdehaltung eine sehr kostspielige und ich sehe sie als ein nothwendiges Uebel bei einer Wirthschaft an, weil sie eben keine Fleischverwerthung zulassen. In der Wirthschaft verwende ich sie nur in leichter Arbeit, Eggen, Maschinensaat und leichtem Fuhrwerk, obwohl die Ochsen in diesen Arbeiten auch nicht in den Hintergrund zu stellen sind. In der Ackerung vermeide ich ihre Verwendung so viel als möglich, höchstens bei leichter Stoppelackerung Ein tüchtiger Zugochs ist in der Ackerung unbestreitbar vorzuziehen und zeichnet sich, namentlich der ungarische Gebirgsochs, vor allen Anderen aus. Ich habe durchweg ungarisches Zugvieh und bedenke mich nicht, auch bis 300 fl. Oe. W. für ein tüchtiges Paar zu zahlen; beschlagen sind oft alle und ziehen mit in Böhmen allgemein bekannten, sogenannten Krummhölzern, theilweise in Kumeten; obwol ich mir vielleicht den Vorwurf der Thierquälerei gefallen lassen muß, so stelle ich nur zwei Gründe zur Paralisirung dieses Vorwurfs entgegen und zwar erstens

Kumet - Geschirr = 26 fl.,
Krummholz „ = 7 „

und zweitens werden meine Ochsen bei der Thierquälerei fett und gedeihen vortrefflich; aber zugeben will ich, daß Krummhölzer bei viel Hunger eine Thierquälerei sein können! Wägen sind alle mit eisernen Achsen versehen und vertragen eine Ladung bis 40 Ctr., welche meine Ochsen auch noch ohne Schwierigkeit ziehen. Nebst guter Behandlung und Fütterung spielt Striegel und Bürste auch eine große Rolle.

IX. Löhne sind im Durchschnitt folgende: Kinder 16—20 kr., Weiber 25—35 kr., Männer 30—42 kr., Winter und Sommer meist gleich, außerdem, daß im Sommer oft noch Bier-

geld zugegeben wird; die meisten Arbeiten lasse ich jedoch im Akkordwege verrichten, und ist diese nicht ohne Mühe zur Norm gewordene Uebung schon mehrere Jahre mit dem größten Erfolg in bestem Gange. Die Rübenculturen werden von 40 kr. bis 3 fl. 50 kr. bis zur Fechsung, das Einprismen die Courant-Klafter auf 20—24" Breite mit 10 kr., das Wiesenmähen mit 35 bis 40 kr., das Getreidemähen und Abraffen, Binden und Mandeln mit 90 kr. bis 1 fl. pr. Metz., das Düngerladen mit 3 bis 5 kr. pr. 1 Fuhr; das Düngerbreiten mit 40, 50 bis 80 kr. pr. Metzen Land rc. bezahlt. Meine Aecker sind alle metzenweise abgepflockt und geht die Rottirung der Parteien, wie auch die Zahlung rasch von Statten; ebenso ist die Controle der Arbeiter sehr leicht zu führen und bei diversen Versuchen die Area bereits normirt. Am Taglohn leide ich durch das Akkordweise nie Mangel, nur im Schnitt werden die Handarbeiter etwas knapper, weil hier auch das Unwesen des Sichelschnittes aus altem Vorurtheil noch im Flor ist.

X. Die Verrechnungsart ist die auf den Domainen Sr. Durchlaucht des Fürsten von Schwarzenberg, unseres hochverehrten Hrn. Präsidenten, eingeführte strenge Reinertrags-Verrechnung. Ich kann diese Rechnungsart bestens anempfehlen, weil ich herrliche Aufschlüsse über manche meiner Sünden bekomme und weiß, was ich zu thun, was ich zu unterlassen habe, ob ich als Producent die Schuld trage, oder ob andere Umstände hier ins Gewicht fallen.

XI. Die Rückwirkungen des hiesigen Wirthschaftsbetriebes auf die Umgebung waren bisher die besten und wurde von den bäuerlichen Landwirthen Vieles adoptirt, was mich sehr freut.

Ein großes Versuchsbeet ist stets bestimmt für diverse Versuche mit Getreidearten, Oel- und Hackfrüchten, Handelspflanzen, Krapp, welcher künftiges Jahr abgefechsnet wird; denn Versuche sind nothwendig, da wir nicht am Ziele unserer Forschungen sind und jedenfalls das Gebiet unserer Landwirthschaft mit neuen und lucrativeren Früchten, als den Cerealien, zu erweitern gezwungen sind! Auch sonst werden alljährliche Versuche in größeren Dimensionen veranlaßt, theils mit verschiedenen Cultur- und Düngungsarten, theils mit diversen Getreide-, Futter- und Rübenarten u. s. w. und habe ich den häufigen Versuchen so manche interessante Erfahrungen zu danken. Was haben nicht die Drillcultur, der Raps, Mohn, Hanf, Hopfen und so viele andere Pflanzen für eine Zukunft?

XII. Einen Umriß der zehnjährigen Thätigkeit der hiesigen Zucker- und Spiritus-Fabrik und der damit verbundenen Pachtökonomie zu geben und darzuthun, welche Summen an Steuer, Pachtzinsen und für erkaufte Rüben, Taglöhner, Frachten und diverse Artikel und Maschinen verausgabt wurden, genügen nachfolgende Ziffern; nota bene diese Summen blieben alle, mit sehr geringen Ausmen, dem Lande erhalten.

Welche weiteren günstigen Resultate für den Staat wie für den Privaten aus solchen Etablissements, vereinigt mit einem landwirthschaftlichen Object, erfließen, war mir ermöglicht, genau zu eruiren, und ich erwähne en passant nur die Kwassizer Ziffern; so vermehrten sich z. B. die Gewerbe von 35 auf 86, also um 51 — darunter 1 Kaufmann, 1 Schnittwaarenhändler. Der Tabakverschleiß stieg um ⅔, ebenso das Wein-, Bier- und Branntwein-Consumo; die Dominical-Gefälle-Zinsungen stiegen um 4320 fl. gegen sonst, an Postporto zahlt das Etablissement jährlich an 12—1500 fl.; die Quartierzinse stiegen von 20 fl. W. W. auf 20 fl. C. M. u. s. w.

Nach solchen einzelnen Rechnungsexempeln kann es für den Staat und das Publicum unmöglich gleich sein, ob so eine Münzstätte existirt oder nicht, ob solche Summen geschaffen wer-

den und in Verkehr kommen oder nicht, welche nicht bloße Thatsachen sind, sondern welche durch ihre Bewegung erst Leben erhielten. Ich werde nur einige Posten anführen:

In 9 Jahren wurden z. B. verausgabt:

	Bei der Fabrik	Bei der Oekonomie
Für Taglohn . . .	141.847	186.849
„ Steuer	272.740	—
„ Rübenankauf . .	867.145	—
„ Holz und Kohle .	258.109	—
„ Frachten . . .	258.676	12.051
„ Regieartikeln . .	214.333	88.495
„ Handwerker und Diverse	68.030	10.000
„ Anlage	368.243	59.671
„ Assecuranzen . .	15.000	6.066
„ Pachtzins . . .	—	114.998
Summa	2,464.123	478.130
	2,942.253	

Nach solchen Ziffern liegt es klar am Tage, daß, wie Hr. Prof. Arenstein in seiner Vergleichung der verschiedenen Steuern in verschiedenen Ländern Nr. 2 der Land- und Forstw. Zeitung S. 39, ganz trefflich sagt, das Volksvermögen nicht allein in der Summe der Einzelvermögen, sondern vielmehr in der Gesammtbewegung sämmtlicher Werthe bestehe.

So ein Etablissement ist die beste Versorgungsanstalt des ländlichen Volkes; was die Gewerbsthätigkeit betrifft, die reichste Quelle vieler Gewerbe.

Indem ich diese meine Daten, welche zu erschöpfen ermüden würde, schließe, muß ich vom Standpunkte des Pächters den dringenden Wunsch anknüpfen, daß der noch so gering vertretene Pächterstand eine größere Ausdehnung finde und nicht durch hochgeschraubte Anforderungen, die gewöhnlich die Resultate der Regie bedeutend übersteigen und eine sehr problematische Basis haben, als Kind im Bade erstickt werde. Der Pächterstand hat in Oesterreich eine national-ökonomische Tragweite und Zukunft; es sollten die Wege zu seiner Entwickelung gebahnt und nicht verstellt werden!

Ich mache meine höflichste Einladung, wer immer es der Mühe werth hält, die Kwassizer Pachtwirthschaft mit einem jederzeit gern gesehenen Besuche beehren zu wollen.

Kwassiz, 15. Jänner 1860.

Rede

zum Geburts-Feste

des

höchstseeligen Grossherzogs

KARL FRIEDRICH

VON BADEN

und

zur akademischen Preisvertheilung

am

22. November 1847

von

KARL HEINRICH RAU,

Dr. der Rechte und der Philosophie, grossh. bad. geh. Rath und Professor der Staatswissenschaften,
Comthur des zähringer Löwenordens,

dermaligem Prorector.

Über Beschränkungen der Freiheit in der Volkswirthschaftspflege.

HEIDELBERG,
gedruckt bei Julius Groos, Universitätsbuchhandlung und Buchdruckerei.

Hochverehrter Herr Curator!

Hochwürdige, hochgeehrte Herrn in geistlichen und weltlichen Aemtern unserer Stadt!

Theure Amtsgenossen aus der akademischen Körperschaft und theure akademische Bürger!

Hochansehnliche Versammlung!

Es gereicht mir zur besonderen Freude, Sie der erhaltenen höchsten Erlaubniss gemäss zum erstenmal in vaterländischer Sprache in diesem Saale begrüssen und willkommen heissen zu können. [1])

Das Fest, welches die **Ruprecht - Karls - hohe Schule** seit

---

1) Nachdem der höchstseel. Grossherzog KARL FRIEDRICH im Jahr 1807 die jährliche Vertheilung von Preisen beschlossen hatte, wurde der hiesige Senat aufgefordert, nähere Vorschläge zur Ausführung dieses Beschlusses zu machen, und dieselben erhielten mit einigen Veränderungen die landesherrliche Genehmigung. Unter den vorgeschlagenen und genehmigten Vorschriften war auch die, dass eine lateinische Rede gehalten werden solle, wesshalb zur Abänderung dieses Punctes ebenfalls landesherrliche Erlaubniss erforderlich war. Der engere Senat trug im letzten Sommer hierauf an und am 27. Aug. erfolgte der Beschluss des hohen Staatsministeriums, dass künftig jedem Prorector die Wahl der deutschen oder lateinischen Sprache gestattet sei. Der gegenwärtige Prorector hatte 1831, der damaligen Vorschrift Folge leistend, eine lateinische Rede de vi naturae in rempublicam gehalten, benutzte aber jetzt gern die ausgewirkte Erlaubniss zu einem deutschen Vortrage, in der Ueberzeugung, dass es sich gezieme, unserer herrlichen Muttersprache auch bei festlichen Anlässen Eingang zu vergönnen, und zugleich wegen der Schwierigkeit, den gewählten Gegenstand leicht verständlich in altrömischem Gewande zu behandeln.

40 Jahren alljährlich am heutigen Tage begeht, hat eine doppelte Bedeutung. Es ist nämlich theils dem dankbaren Andenken an einen hochsinnigen Fürsten gewidmet, der vor 119 Jahren an diesem Tage zum Glücke seines Volkes zur Zierde des deutschen Vaterlandes geboren wurde, theils gehört es der Gegenwart an und bezeichnet einen Abschnitt in dem wissenschaftlichen Leben unserer Anstalt. Diese beiden Seiten der Feier sind aber auf das Innigste in einander verflochten, denn der höchstseelige Grossherzog KARL FRIEDRICH, dessen langes, seegensreiches Walten zu der heutigen Wohlfahrt unseres Landes den Grund legte und dessen Weisheit, Gerechtigkeit und liebevolle Sorgfalt für seine Unterthanen in der Erinnerung später Geschlechter fortleben werden, hat insbesondere auch unserer Universität die eifrigste Theilnahme zugewendet, sie mit neuen Kräften und Hülfsmitteln ausgestattet und nach den Bedürfnissen unseres Zeitalters umgestaltet, so dass sie seinen, des erhabenen zweiten Gründers Namen mit vollem Rechte neben dem des pfälzischen Kurfürsten RUPRECHT in ihre Benennung aufnehmen konnte; — von Ihm wurde zugleich die jährliche Ertheilung von Preisen an die Sieger im wissenschaftlichen Wettstreite angeordnet. Wenn daher, was bei der Fülle der nach vielen Richtungen auseinander gehenden Bestrebungen besonders Noth thut, die Universität sich wenigstens einmal jährlich an diesem Tage als ein Ganzes äusserlich darstellt und den inneren Zusammenhang aller in ihr versammelten Thätigkeiten in's Bewusstsein ruft, wenn sie vorzüglichen Leistungen einzelner Zöglinge den Lorbeer zuerkennt und zu neuen Arbeiten auffordert, so thut sie diess mit einem dankbaren Rückblick auf ihren verewigten Wohlthäter, in der Freude über das Gedeihen seiner Schöpfungen und in dem Wunsche, diese in Seinem Sinne immer schöner aufblühen zu sehen.

Die Sitte fordert, dass auch bei dem heutigen festlichen Anlass den zu demselben nothwendig gehörenden Mittheilungen ein wissenschaftlicher Vortrag vorausgehe. Ich werde daher über Beschränkungen der bürgerlichen Freiheit in der Pflege der Volkswirthschaft sprechen und nehme dafür Ihre gütige Aufmerksamkeit in Anspruch.

Die Freiheit gehört unter die theuersten Güter des Menschen; sie wird nicht bloss mit Begeisterung gepriesen, sondern auch mit den edelsten Kräften erstrebt und behauptet und man hat für diesen Zweck keinen Preis zu hoch

erachtet. Dieser Thatsache gegenüber mag es auffallen, dass der Begriff der Freiheit so selten im gewöhnlichen Leben deutlich erkannt wird und die Menge oft einem Nebelgebilde statt einer Göttin huldiget. Doch lässt sich diese Erscheinung leicht erklären, denn da die Freiheit überhaupt der Zustand ist, in welchem ein mit Willen begabtes Wesen seinen eigenen Entschlüssen folgen kann, ohne sich durch einen fremden Willen gehemmt zu sehen, so kommt man leicht in Versuchung, die Freiheit in die Abwesenheit desjenigen Zwanges zu setzen, von dem man gerade besonders unangenehm berührt wird, [1]) und so gestalten sich die Vorstellungen von der Freiheit nach den jedesmaligen Empfindungen und Gesichtspuncten auf manchfaltige Weise. Es giebt eine Freiheit des Menschen, der Gottheit oder der ewigen Weltordnung gegenüber, die sogenannte moralische Freiheit, die, wenn sie nicht auf dem Wege metaphysischer Forschung erweislich wäre, doch in dem unzerstörbaren sittlichen Gefühle und den Mahnungen des Gewissens sich unverkennbar kund macht, obschon wir nur zu oft die Macht einer unwillkommenen Nothwendigkeit empfinden. Es giebt im Zusammenleben des einzelnen Menschen mit anderen eine Freiheit, ohne welche die selbstständige Persönlichkeit und die Entwicklung der Sittlichkeit nicht möglich ist. Wo nur irgend Menschen sich im Raume begegnen, da ergeht an sie das Vernunftgebot, sich gegenseitig den freien Spielraum zu vergönnen, dessen sie ihrem Wesen nach bedürfen, wie schon die Pflanze zu ihrer Entfaltung ein gewisses Maass von Luft, Licht und Boden in Anspruch nimmt, und dieses sittliche Gebot, die Freiheit anderer soweit zu schonen, dass Jedem ein gleiches Gebiet des Handelns verstattet wird, nennen wir das Rechtsgesetz. [2]) Es giebt endlich eine Freiheit eines Staates im Verhältniss zu anderen Staaten, ohne die kein solcher Verein sich seiner Bestimmung gemäss bewegen und

---

1) Dies bemerkt schon Montesquieu, Esprit des lois, XI. Cap. 2. Certain peuple a longtemps pris la liberté pour l'usage de porter une longue barbe (die Russen). — Der Volkstribun Duronius äusserte in Bezug auf Luxusgesetze: quid opus libertate, si volentibus luxu perire non licet? Valer. Maxim. II, 9.

2) Dieses ist also ein Theil des Sittengesetzes. Man führt zwar, um die innere Verschiedenheit beider Arten von Vernunftgesetzen zu beweisen, den Umstand an, dass das Rechtsgesetz nur eine äussere Regel der Handlungen gebe, bei der es auf die Gesinnung nicht ankomme, allein die Gerechtigkeit ist eine Pflicht wie jede andere, nur dass wegen der Unent-

ausbilden könnte, und auf welche das Völkerrecht gebaut ist. [1]) Die Liebe zu dieser Freiheit ist die edelste, weil sie am wenigsten von einer Beimischung der Selbstsucht getrübt wird, und für diese äussere Unabhängigkeit ist seit den Perserkriegen das Blut von Tausenden freudig geopfert worden.

Kehren wir zur Freiheit des Einzelnen in der bürgerlichen Gesellschaft zurück, so ist sogleich einleuchtend, dass sie, um für Alle in gleicher Weise bestehen zu können, gewisse Schranken anerkennen müsse. Nachdem das Beisammenleben vieler Menschen inniger geworden und unter die Leitung einer höheren Gewalt gestellt worden ist, d. i. nachdem sich die Gesellschaft zum Staate entwickelt hat, muss die Regierung in demselben es übernehmen, die Freiheitsgebiete der Bürger genau abgränzen und beschützen, und zwar muss sie nicht bloss Eingriffe des Einen in die Rechte des Anderen verhindern, sondern auch sich hüten, durch ihre eigene Thätigkeit die Freiheit ihrer Angehörigen mehr zu beeinträchtigen, als es höhere Zwecke erheischen. Die Freiheit im Staate kann nicht als der letzte Zweck der bürgerlichen Gesellschaft gelten, weil sie nur in einer Verneinung, in der Abwesenheit eines Zwanges oder Druckes besteht, sie erscheint vielmehr stets nur als Mittel, als die schirmende Mauer, die sich um den Wirkungskreis des Bürgers herzieht und ihm gestattet, ungestört von fremder Einmischung nach eigenen Einsichten und Absichten zu handeln. Die Staatsbürger können desshalb vernunftgemäss nur einen solchen Zustand ansprechen, in dem ihre Freiheit keinen anderen als den durch die Bestimmung des Staates geforderten Einschränkungen unterworfen, jede Willkür ausgeschlossen, jeder Zwang durch Gesetze, und zwar gute Gesetze, geregelt ist. „Darum, äussert Cicero [2]), sind wir alle den Gesetzen unterthan, damit wir frei sein können.“ Wo diese wahre Freiheit

---

behrlichkeit ihrer äusserlichen Verwirklichung der Staat da, wo sie nicht aus eigenen Antrieben befolgt wird, einen Zwang hinzufügt, wie z. B. auch bei der Versorgung der Armen die Privatwohlthätigkeit durch Armensteuern ergänzt wird.

1) Liber populus est is, qui nullius alterius potestati est subjectus. L. 7. §. 1. D. de captiv. et postlim. (XLIX, 15).

2) pro Cluentio: Legum ministri magistratus, legum interpretes judices. Legum denique omnes idcirco servi sumus, ut liberi esse possimus. — Aehnlich Montesquieu (Esprit des lois, XI, 3): La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent.

bestehen soll, da muss das Verlangen der ungezügelten Selbstsucht, Alles thun zu dürfen, wonach man Gelüste hat, eben so entschieden abgewiesen werden, als die Begierde, über Andere zu herrschen. Diese Freiheit, das Kleinod des Bürgers, ist an keine Staatsform ausschliesslich gebunden, sie ist keineswegs allein in den vorzugsweise sogenannten Freistaaten einheimisch, sie wurde in der athenischen Volksversammlung, auf dem römischen Forum ebensowohl als in den Republiken mittlerer und neuerer Zeit oftmals vermisst, und die neuere Geschichte zeigt, dass sie in der Monarchie mit landständischer Einrichtung zur dauerndsten Blüte gelangt, in jener Verbindung zweier ehmals für unvereinbar gehaltenen Formen, die Tacitus dem Kaiser Nerva in den berühmten Worten zuschreibt: *res olim dissociabiles miscuit, principatum ac libertatem.* 1)

Wie weit die Beschränkungen der Freiheit durch die Staatsgewalt gehen dürfen, diess ist eine der schwierigsten staatswissenschaftlichen Fragen, um so schwieriger, als die in einer solchen Beschränkung liegende Beschwerde und der aus ihr entspringende Vortheil für eine Seite des Staatslebens zu ungleichartige Grössen sind, um sie genau, in Zahlen, gegeneinander abwägen zu können; es bleibt also nichts übrig, als beide nach einem gewissen Gefühle zu vergleichen. Der Einzelne soll sich dem Ganzen, wir mögen es den Staat oder das Vaterland nennen, unterordnen, er soll ihm zu Liebe auch Opfer bringen. Die neuere Staatswissenschaft hat sich wieder der älteren Ansicht zugewendet, nach welcher der Staat nicht bloss eine Rechtsanstalt ist, sondern eine der Bestimmung der Menschheit näher kommende mehrseitige und höhere

1) Agricola. C. 3. — Was man politische Freiheit genannt hat und Freiheit im staatsrechtlichen Sinne im Gegensatze der privatrechtlichen oder bürgerlichen nennen könnte, nämlich eine Art der Theilnahme der Bürger an der Ausübung der Staatsgewalt, das Self-government, diess trägt nur uneigentlich den Namen der Freiheit, denn es ist unmöglich, dass der Einzelne keinem Zwange unterworfen werde, als zu dem er selbst seine Zustimmung gegeben hat; sogar in der einfachen Volksherrschaft muss er den Beschlüssen der Mehrheit in der Volksgemeinde und denen der Vorfahren Folge leisten; Frauen haben keine Stimme; in der repräsentativen Demokratie hat der Bürger nur ein Wahlrecht etc.; dass aber jene Theilnahme der Bürger zu den Schutzwehren der Freiheit gehört, ist ausser Zweifel. — Den oben angedeuteten Unterschied bezeichnet Montesquieu so: liberté politique dans son rapport avec la constitution et avec le citoyen.

Vernunftaufgabe zu lösen hat.[1]) Daher lassen sich Freiheitsbeschränkungen durch Gesetze und Verwaltungsmaasregeln in verschiedenen Zweigen der Regierungsthätigkeit rechtfertigen, sei es um den Staat nach aussen vor Gefahren zu schirmen, sei es um im Innern allen Bürgern ein Rechtsgebiet zu gewähren (Rechtszweck), oder um Jedem den ungestörten Besitz und Gebrauch seiner persönlichen und sachlichen Güter zu erhalten (Sicherheitspolizei), oder um der Staatsgewalt die unentbehrlichen sachlichen Hülfsmittel zur Erreichung ihrer Zwecke zuzuführen (Finanz), ferner um die allseitige Bildung im Volke von einem Geschlechte zum anderen fortzupflanzen und zu steigern (Volksbildungssorge).

Der Staat hat aber auch noch eine Verpflichtung, für den guten Vermögenszustand des Volkes Sorge zu tragen und den Erwerb, sowie die gute Vertheilung und zweckmässige Verzehrung der sachlichen (materiellen) Güter in Bezug auf alle seine Bürger zu unterstützen. Die hiedurch gebotenen Regierungsmaasregeln werden unter der Benennung Volkswirthschaftspflege oder Wirthschaftspolizei zusammengefasst. Der Staat findet zwar, wenn er zu wirken beginnt, jenen Inbegriff von Thätigkeiten und Anstalten, den wir Volkswirthschaft nennen, schon vor, und dieselbe ist aus eigenen Kräften in regelmässigem Gange, hunderterlei Erwerbsgeschäfte werden eifrig betrieben, der Pflug, das Weberschiff, der Hammer, der Fuhrwagen, das Frachtschiff bewegen sich in ihren angewiesenen Bahnen, im Gewühl des Marktes wird der Ueberfluss mit dem Bedürfniss ausgeglichen, und diess Alles geschieht ohne Zuthun der Staatsgewalt. Dennoch ist auch ein Beistand derselben unentbehrlich, um mächtige Hindernisse des Erwerbes zu entfernen und die in der Volkswirthschaft wirkenden Thätigkeiten auf den grössten und gemeinnützigsten Erfolg hinzulenken. Ueber das, was von Staatswegen hiezu geschehen solle, hat man zu verschiedenen Zeiten sehr verschiedene Meinun-

---

1) Wie Aristoteles (Polit. III, 6) die ζωὴ τελεία καὶ αὐτάρκης oder (III, 4) das ζῆν καλῶς als den Staatszweck ansieht, so erkennt Cicero (De republ. V, 6) als solchen die beata civium vita, die er so erläutert: opibus firma, copiis locuples, gloria ampla, virtute honesta. Dass der Staat nichts als eine Rechtsanstalt sei, hatten zuerst Pufendorf und Böhmer gelehrt und Kant hatte sich dieser Meinung angeschlossen.

gen gehegt, die sich an die jedesmaligen Vorstellungen von der Volkswirthschaft im Ganzen anschlossen.

Es war eine Zeit, in der eine gewisse, ich möchte sagen, kindliche Anschauungsweise herrschte, und wo man jedem wahrgenommenen scheinbaren oder wirklichen Uebelstande sogleich durch ein Gebot oder Verbot bei schweren Strafen begegnen zu können glaubte; wo man z. B., wenn über den hohen Preis einer Waare von den Käufern geklagt wurde, sogleich, ohne Erforschung der Ursachen, einen obrigkeitlichen Preissatz aufstellte; wo man, wenn die Wollentücher auswärts besser gemacht wurden als im eigenen Lande, flugs den Ankauf derselben verbot; wo man, um eine Hauptstadt schneller mit schönen Gebäuden auszustatten, die Beamten nöthigte, Loose auf Häuser zu nehmen [1]), wo man zu Gunsten einer Porzellanfabrik jedem neuen jüdischen Bürger zumuthete, für eine gewisse Summe Porzellan zu kaufen, welches er aber nicht wieder im Lande verkaufen durfte, sondern ausführen musste. [2]) In dieser langen Periode des Vielregierens und des Glaubens an eine gewisse Allgewalt der Regierung, wobei man kein Bedenken trug, gleichsam mit derben Fäusten in das Räderwerk des Gewerbewesens einzugreifen, konnten mancherlei Störungen und Missverhältnisse nicht ausbleiben, und es gehörte eine grosse Kurzsichtigkeit dazu, um sich über die Nachtheile des fehlerhaften Verfahrens zu täuschen. Zwar war man zu jener Zeit nicht ganz ohne das, was wir jetzt eine Theorie der Volkswirthschaft nennen; man suchte sich von den Ursachen des Reichthums oder der Armuth der Völker Rechenschaft zu geben und gerieth auf den Satz, dass das baare (Metall-) Geld den vorzüglichsten Theil des Güterbesitzes eines Volkes, das belebende, alle anderen Dinge hervorrufende Mittel bilde und dass folglich nichts mehr zu erstreben sei als die Vermehrung des baaren Geldes. Unglücklicher Weise entdeckte sich die Unrichtigkeit dieses Satzes [3]) erst bei anhaltendem Nachdenken, denn der Irr-

---

1) In Darmstadt. Auch Bergwerkskuxe wurden bisweilen den Angestellten aufgezwungen.

2) K. preuss. Verordnung v. 9. Mai 1769. Die Summe betrug für jeden in Berlin aufgenommenen Juden 300 Rthl. Diese Last wurde 1788 von der berliner Judenschaft abgekauft.

3) Dieselbe ist schon sehr treffend von Montesquieu gerügt worden: Lettres persannes, II, 18. Ausg. von 1759. L'or et l'argent avaient été établis par une convention générale pour être le prix de toutes les marchandises et un gage de leur valeur, par la raison que

thum hatte auf den ersten Blick etwas so Einnehmendes, scheinbar Befriedigendes, dass ganze Zeitalter von ihm beherrscht wurden und noch heute viele Menschen seiner Macht sich nicht entziehen können. Es gehört wirklich eine gewisse Anstrengung dazu, sich immer deutlich zu machen, dass es nur eine tropische Redensart ist, wenn man von Geld spricht, während man überhaupt Vermögensbesitz im Sinne hat, und dass das Geld nicht für sich selbst, sondern als das Mittel zur Erlangung anderer Güter unsere Wünsche befriedigt, wie der römische Dichter sagt [1]):

Nescis quo valeat nummus, quem praebeat usum?
Panis ematur, olus, vini sextarius; adde
Queis humana sibi doleat natura negatis.

Um Geld in's Land zu bringen, hielt man für nöthig, viel Waaren, namentlich verarbeitete oder Kunstwaaren, auszuführen und dagegen so wenig als möglich vom Auslande zu kaufen (einzuführen); der Ueberschuss der ausgeführten über die eingeführte Waarenmenge wurde desshalb als Gewinn angesehen, weil man voraussetzte, er werde stets in Metallgeld vergütet und es entstehe auf diese Weise ein fortdauernder Zufluss dieses am höchsten geschätzten Gutes. Diese in unserem Zeitalter als unhaltbar anerkannte Vorstellung des sogenannten Handelssystems von dem Verkehre zwischen den Völkern [2]) diente, wo nicht zur einzigen Begründung [3]), doch zur wesentlichen Unterstützung mehrerer ziemlich gewaltsamen Anordnungen. Namentlich wurde die Einfuhr von Kunstwaaren entweder geradezu verboten, oder doch mit

---

ces métaux etaient rares et inutiles à tout autre usage (?); que nous importait-il donc qu'ils devinnessent plus communs et que, pour marquer la valeur d'une denrée, nous eussions 2 ou 3 signes au lieu d'un? Cela n'en était que plus incommode.

1) Horat. Satyr. I, 1. V. 73—75.

2) Geldsendungen von Land zu Land können nicht fortdauernd in beträchtlichem Maasse als Mittel zur Vergütung der Einfuhr gebraucht werden, nur vorübergehend vermögen sie hiezu zu dienen, z. B. um nach einer Misserate eine ungewöhnliche Korneinfuhr zu bezahlen, weil die Ausfuhr von Landeserzeugnissen nicht eben so schnell ausgedehnt werden kann.

3) Viele Schriftsteller des 17. und 18. Jahrhunderts führen die ganze Gewerbspolitik auf den Zweck der Geldvermehrung, insbesondere durch den Ueberschuss der Ausfuhr über die Einfuhr (günstige Handelsbilanz) zurück, z. B. Chr. v. Wolff, Vernünftige Gedanken von dem gesellschaftlichen Leben, §. 426 ff.

einem Zolle belegt, der die Bürger bewegen sollte, lieber inländische Erzeugnisse gleicher Art zu kaufen. Dem Verkäufer einer Waare ist freilich die Ausschliessung oder Erschwerung des fremden Mitwerbens, die ihm die Erlangung eines höheren Preises gestattet, überaus willkommen und wir dürfen uns nicht wundern, dass von älteren Zeiten an bis auf diese Stunde die Unternehmer der stoffgewinnenden und stoffverarbeitenden Gewerbe allen Scharfsinn aufbieten, um die Gemeinnützigkeit einer solchen Begünstigung darzuthun. Das Begehren eines Schutzes vor Mitwerbern hat sich übrigens nicht allein im auswärtigen Handel, sondern überhaupt in vielen Zweigen der Gewerbsthätigkeit geltend gemacht und eine Menge von Zwangsmaassregeln veranlasst, ich erinnere nur an die Bannrechte vieler Müller, Bierbrauer, Ziegelbrenner, Kelterbesitzer, — an die Bannmeile, den kreisförmigen Banubezirk um jede Stadt her, in dem die Ansiedlung von Handwerkern untersagt war, — an das Verbot, gewisse Handwerke überhaupt auf dem platten Lande zu betreiben, um den städtischen Meistern keinen Theil ihrer Nahrung zu entziehen, — an das ältere starre Zunftwesen, dessen Einrichtungen meistens darauf hinzielten, den Meistern einen sicheren Absatz zu gewähren und sie der Bemühung um Fortschreiten in der Güte und Wohlfeilheit ihrer Erzeugnisse zu überheben, — an die Erschwerungen des Handels mit Lebensmitteln, — an die Umschlags- und Stapelrechte zu Gunsten einzelner Städte u. drgl. Andere Gebote und Verbote entsprangen aus der vermeintlichen Verpflichtung des Staates, die Bürger in allen wirthschaftlichen Beziehungen zu bevormunden. Dahin können z. B. die in's Kleinliche, bis auf das Hauen eines einzelnen Baumes getriebene Ueberwachung der Waldwirthschaft, ferner die zahlreichen Vorschriften gerechnet werden, die den Tuch- und Zeuchmachern, Färbern u. s. w. über die Beschaffenheit der Gewebe, Zahl der Kettenfäden, Länge und Breite eines Stücks u. drgl. gegeben wurden, die erzwungenen Brandversicherungen, — das Verbot, Bauerngüter zu verkleinern u. s. w. [1]). Zeigte sich eine solche Anordnung als besonders fehlerhaft, so versuchte man, die Nachtheile wieder-

1) Verbot der Bandstühle in Deutschland, des Auswanderns u. drgl. — Chr. v. Wolff. a. a. O. wünscht, dass man Mittel finden möge, Personen von Reisen abzuhalten, die das Geld auf thörichte oder unsittliche Weise im Auslande verzehren; er räth auch, auf jede Arbeit einen geziemenden Preis zu setzen, damit der Arme einen Antrieb habe zu arbeiten, §. 469.

vermittelst einer anderen Zwangsvorschrift zu beseitigen, wie z. B. die sogenannten Polizeitaxen der künstlichen Vertheurung entgegenwirken sollten, welche von der Beschränkung des Angebots herrührte. Solche Verfügungen kommen bei den Handwerken, den Grossgewerken (Fabriken) und dem Handel häufiger vor, als bei der Landwirthschaft, weil diese wegen der überaus grossen Masse der erzeugten und verbrauchten Rohstoffe weniger Scheu vor dem Mitwerben hat; indess dürfte man doch daraus nicht schliessen, dass die Landwirthe sich freier bewegt hätten, denn die Besitzer bäuerlicher Ländereien waren durch privatrechtliche, aus altergrauen Zeiten herstammende Verhältnisse, — ich nenne nur die Frohnen, die Weiderechte, den Flurzwang, — vielfältig beengt.

Fragen wir nach den Folgen, welche die hier flüchtig geschilderte Art der volkswirthschaftlichen Regierung für den Vermögenszustand der Völker hervorgebracht hat, so können wir bei dem Mangel einer zuverlässigen Statistik in jenen Zeiten freilich keine genügende Antwort erhalten. Die Klagen über rasch zunehmende Noth der Lohnarbeiter, die man bisweilen mit dem mehrdeutigen Modewort Pauperismus belegt, könnte sogar auf die Vermuthung führen, die Menschen hätten sich früherhin im Ganzen genommen besser befunden, allein diess wäre ein voreiliger Schluss. Züge bitterer Armuth fehlen auch in jener Periode nicht, die Benutzung des Bodens und der anderen Productionsmittel war mangelhaft, der Verkehr schwach und beschwerlich, die Gütererzeugung mit der heutigen verglichen von sehr geringem Umfange, und nur die grosse Genügsamkeit der unteren Volksclassen, ferner die Leichtigkeit des Erwerbes zufolge der niedrigeren Bevölkerung und der langsamen Volksvermehrung, sodann die Kleinheit des Staatsaufwandes, also der Staatslasten, mögen hauptsächlich die Ursachen sein, dass in den Nachrichten aus der Vorzeit nicht mehr Schattenstellen erscheinen. Die Vergleichung früherer und späterer Zustände ist überhaupt sehr schwierig, denn man schwebt stets in Gefahr, das zufällig Hervortretende für allgemeiner anzusehen, als es war, und andere Seiten zu gering zu würdigen. Desshalb ist es nöthig, die lückenhaften Berichte aus früheren Perioden zu ergänzen, indem man nach sicheren Erfahrungsgesetzen aus den bekannten Ursachen auf solche Wirkungen schliesst, von denen sich nicht hinreichende Nachrichten erhalten haben.

Bald nach der Mitte des vorigen Jahrhunderts bereitete sich ein grosser Umschwung der Meinungen vor, zu welchem das von dem Leibarzt am Hofe Ludwigs XV, Franz Quesnay aufgestellte neue staatswissenschaftliche Lehrgebäude viel beitrug, welches in Frankreich und Deutschland zwar zahlreiche, feurige Anhänger fand, aber auch lebhaften Widerspruch veranlasste und dadurch eine mächtige Anregung zu tieferem Nachforschen hervorbrachte. Bei der durch den Gang unserer Betrachtungen gebotenen Erwähnung dieses physiokratischen Systems [1]) werden wir nochmals an den erhabenen Stifter der heutigen Feier, den verewigten damaligen Markgrafen KARL FRIEDRICH von Baden erinnert, der, von jenen Lehren mächtig angezogen, selbst die Feder ergriff, um die Anfangsgründe des Systems in einen kurzen Abriss zu bringen. So entstand eine kleine Schrift, die zunächst für den Unterricht seiner durchlauchtigen älteren Söhne bestimmt war, jedoch im Jahr 1772 auch im Druck erschien [2]) und ein unvergängliches Denkmal des hohen sittlichen Ernstes bildet, mit dem der fürstliche Verfasser seinen Regentenberuf auffasste. Die Physiokratie tritt den älteren Vorstellungen in allen Punkten auf das Entschiedenste entgegen, bekämpft die bisherige Ueberschätzung des Geldes und des auswärtigen Handels, hebt dagegen die Nützlichkeit der Landwirthschaft mit Wärme hervor und stellt einen Begriff von Gütererzeugung, Production, auf, nach welchem dieses Gewerbe allein als productiv erscheint. Zu den Grundsätzen dieses Systems gehört die Vorliebe für die Freiheit in allen wirthschaftlichen Unternehmungen. Diese wird nicht allein als höchst zuträglich

---

1) Kurze Darstellung und Literatur desselben in Rau, Lehrbuch der politischen Oekonomie, I, S. 42 der 5. Ausgabe.

2) Abrégé des principes de l'économie politique, Carlsruhe. Von dem Versuche, die physiokratischen Lehren in 3 badischen Dörfern zur Ausführung zu bringen, gibt v. Drais, Gesch der Regierung und Bildung von Baden unter Karl Friedrich, I, 315, nähere Nachrichten. Man hatte die meisten Steuern und gutsherrlichen Gefälle in eine einzige Grundsteuer umgewandelt, wobei diejenigen Bürger, welche keine Ländereien besassen, offenbar sehr gewannen. Auch die Ansetzung der Geldabgabe an der Stelle der bisherigen Naturalleistungen wurde nachtheilig gefunden, was aber wohl nur von der damaligen Kurzsichtigkeit der Bauern herrührte, welche ihre Erzeugnisse verzehrten, ohne auf die nachfolgende Geldzahlung Bedacht zu nehmen, oder von den gesunkenen Preisen der Naturalien in jenem Zeitraum herzuleiten sein mochte.

geschildert, weil das ungehemmte Mitwerben den Preis aller Arbeiten so niedrig als möglich macht und hiedurch den wünschenswerthen Ueberschuss oder Reinertrag im Volke vergrössert [1]), — sondern auch als ein mit der Persönlichkeit und dem Eigenthum genau verbundenes Recht jedes Staatsbürgers in Anspruch genommen [2]). Die Einseitigkeit in dem physiokratischen Lehrgebäude war so auffallend und führte zu so unhaltbaren Vorschlägen, dass die ruhig prüfenden Zeitgenossen sich zu einem eifrigen Widerstande herausgefordert sahen, indess ist eine spätere Zeit gerechter gegen Quesnay und seine Anhänger geworden, indem sie denselben das Verdienst zuerkannte, eine tiefere Erforschung der Volkswirthschaft in wissenschaftlichem Geiste zuerst unternommen und die ersten, freilich noch unvollkommenen Umrisse einer Theorie dieses Gegenstandes gegeben zu haben [3]). Während im Geiste des grossen Schotten A. Smith der Begriff von der Production der Güter sich erweiterte, der Arbeit sowie dem bis dahin fast ganz übersehenen Capital die gebührenden Stellen unter den Bedingungen der Gütererzeugung angewiesen und demzufolge manche physiokratische Lehrsätze vollständig widerlegt wurden, blieb die Hochschätzung der Gewerbefreiheit stehen und wurde noch mit neuen Gründen unterstützt. Nicht Geldzufluss von aussen, lehrte A. Smith, bereichert die Völker, sondern die eigene, wohlgeleitete, mit Hülfsmitteln gut ausgestattete Arbeit. Die Volkswirthschaft stellt, den neueren Forschungen zufolge, ein künstlich verschlungenes System von

---

1) So z. B. Baudeau, De l'origine et des progrés d'une science nouvelle, §. V.: Pour que ces travaux soient éxécutés avec le moins de dépense possible, il faut qu'il y ait la plus grande concurrence possible, car dans la concurrence chacun s'ingénie pour économiser sur les frais de son travail, afin de mériter la préférence, et cette économie générale tourne au profit de tous.

2) Ebend. §. 221. Liberté de travail, inséparable de la propriété personelle dont elle forme une partie constitutive. — Liberté d'échange, de commerce, d'emploi de ses richesses, inséparable de la propriété mobiliaire. — Liberté de l'emploi de sa terre, ... inséparable de la proprieté foncière

3) Der neuste Beurtheiler der Physiokratie, der kürzlich verstorbene E. Daire (in dem Journal des Economistes, XVII, 349. XVIII, 113), ist derselben sehr geneigt. Kellner (zur Geschichte des Physiokratismus. Göttingen 1847) giebt eine ausführliche und verdienstliche Schilderung der Ansichten von Quesnay, Gournay und Turgot und zeigt richtig das Verhältniss des physiokratischen zum smithischen Systeme, welches er jedoch auch noch für sehr mangelhaft erklärt.

Thätigkeiten dar, eine Gliederung verschiedener Stände in der Gesellschaft, von Grundeigenthümern, Capitalisten, Unternehmern, Lohnarbeitern und Dienstleistenden, welche einander in zweckmässiger Vertheilung der Verrichtungen beistehen, sie zeigt bei jedem Sachgute eine Aufeinanderfolge von Geschäften der Stoffgewinnung, Veredlung und des Handels, — sie lässt uns wahrnehmen, wie alle diese einzelnen Glieder des Ganzen sich im Verkehr aneinander fügen und wie das Geld als Verkehrswerkzeug zu Hülfe genommen wird. In diesem Spiele der manchfaltigen Kräfte, welche bald in einerlei, bald in entgegengesetzter Richtung wirken, entdeckt der schärfere Blick das Walten natürlicher Gesetze, die auf wenige Grundursachen zurückgeführt werden können und ungeachtet des freien Willens in den einzelnen Entschliessungen der Menschen doch im Ganzen ihre Macht geltend machen. Diese Gesetze gründen sich zum Theil auf den Trieb der Menschen, zur Verbesserung ihres Zustandes eine grössere Menge von Sachgütern in ihre Gewalt zu bringen, das Erworbene zu erhalten und zur Erlangung des reichlichsten Genusses anzuwenden. Aus diesem im Wesen des Menschen liegenden Triebe, der daher nicht schon an sich selbst, sondern erst durch seinen Missbrauch Tadel verdient, entspringt der Wetteifer, sich vor Andern hervorzuthun, und wie in den höheren Gebieten menschlicher Wirksamkeit jene αγαϑή ἔρις Hesiods zu den grössten Leistungen anfeuert, so giebt auch im Bereiche der materiellen Güter das Mitwerben (die Concurrenz) den Anreitz, Vieles und Gutes zu Stande zu bringen und es den Zehrern um billigen Preis darzubieten [1]. Was aus Menschenfreundlichkeit nicht in solcher Allgemeinheit und Stärke zu erwarten wäre, das wird von dem Verlangen nach Gütergenuss bewirkt und es ist diess nicht der einzige Fall, in welchem eine höhere Weltordnung sich auch einer minder edlen Triebfeder bedient, um wohlthätige Erfolge im Grossen zu bewirken. Diess gemeinnützige Mitwerben bedarf eines freien Spielraumes. Beengen wir denselben bei irgend einem Gegenstande durch eine Art von Monopol, so se-

---

1) Das Wesen und die Wirkungen der Concurrenz waren vor Smith noch nicht gehörig ergründet. Steuart spricht zwar viel von supply, demand und competition, auch von dem Gleichgewichte beider, jedoch ohne die wahre Bewandniss der Sache zu erkennen, sowie auch die Sätze, welche v. Sonnenfels über den Zusammenfluss aufstellt, unbefriedigend sind.

tzen wir sie vermittelst dieser Begünstigung in den Stand, sich mit geringerer Kraftanstrengung, ohne Verdienst um die ganze Gesellschaft, lediglich auf Kosten ihrer Mitbürger, einen Gewinn zu verschaffen, was weder volkswirthschaftlich vortheilhaft, noch auch mit der Billigkeit vereinbar ist. Ohne die Macht des Mitwerbens würden die unermesslichen Fortschritte, die der Gewerbfleiss in Europa seit einem halben Jahrhundert gemacht hat, nicht zum Vorschein gekommen sein. Wie natürlich war es also, dass der grosse Forscher, der zuerst das innere Triebwerk der Volkswirthschaft vollständig durchschaute, in vielen Anordnungen der Vorfahren eine unnöthige und selbst schädliche Schmälerung der gewerblichen Freiheit erblickte und sich zu der Ansicht hinneigte, die Regierung solle sich bloss auf die Hinwegräumung von Hindernissen des Erwerbes beschränken, alles Uebrige aber dem gesunden Verstande und dem Erwerbseifer der Bürger überlassen! Grossbrittanien hatte schon in manchen Puncten das Beispiel einer geringeren Einmischung des Staates gegeben. In Frankreich fielen bei der grossen Staatsumwälzung mehrere Rüstzeuge der älteren Verwaltungskunst zusammen, in Deutschland ging ebenfalls der Rath der smithischen Schule, von verdienstvollen Gelehrten wie Lueder, Sartorius, Kraus, Jakob, Soden u. A. ausgesprochen, in die That über, manche Fessel des Gewerbfleisses wurde zerbrochen, besonders aber dem Landmann die schon von den Physiokraten geforderte freiere, gesicherte Lage vorbereitet. Die preussische Regierung, nach dem Kriegsunglück von 1806 und 1807 auf Entwicklung aller Kräfte im Volke sorgfältig bedacht, gab in dieser Richtung ein erfolgreiches Beispiel und gewährte selbst dem auswärtigen Verkehr, der in Frankreich und Grossbrittanien wie in Oesterreich in den Fesseln des alten sogenannten Prohibitivsystems bleiben musste, ja in Russland erst neu in dieselben geschlagen wurde, durch das Zollgesetz von 1818 eine bedeutende Erleichterung. Wie aber überhaupt in der allgemeinen Gedankenbewegung jedes Zeitalters ein den Schwingungen des Pendels vergleichbares Ueberschreiten der rechten Mitte, abwechselnd gegen die eine und die andere Seite, wahrgenommen wird, so gingen die wissenschaftlichen Staatswirthe in der Empfehlung der gewerblichen Freiheit hin und wieder zu weit, indem sie voraussetzten, dass der Erwerbseifer der Einzelnen in allen Fällen zugleich einen gemeinnützigen Erfolg nach sich ziehe. Diess lässt sich nicht unbedingt

behaupten, und es traten dem unbefangenen Beobachter der Erscheinungen in der Volkswirthschaft manche erhebliche Gründe vor die Augen, um in den Lehren eines Say, Lotz u. A. Uebertreibungen anzunehmen. War aber der Zweifel an der Richtigkeit dieser Lehren einmal rege geworden, hatte man angefangen, von der Staatsgewalt eine stärkere Einwirkung zu fordern, als jene gestatten wollten, so setzte sich, jener Erfahrung gemäss, diese Richtung viel weiter fort und es kam bei manchen Schriftstellern der neusten Zeit ein entgegengesetztes Uebermass zum Vorschein. Während sie jenen älteren Forschern vorwarfen, durch volle Freigebung jeder selbstsüchtigen Unternehmung den Staat in seine Atome aufzulösen und die höhere Einheit zu verabsäumen, geriethen sie selbst in Gefahr, dem willkürlich entworfenen Urbilde eines völlig in sich abgerundeten harmonischen Nahrungswesens zu Gefallen selbstständige Kräfte zu schwächen, denen wir doch zuletzt den Wohlstand jedes Volkes verdanken und welche der Volkswirthschaft in jedem Lande und Zeitalter ihre eigenthümliche Gestaltung geben. Es gehört zu den Widersprüchen in unserer Zeit, dass sich neben dem allgemeinen und feurigen Begehren eines grossen Maasses von bürgerlicher Freiheit zugleich Neigungen regen, die geradezu auf das Gegentheil hinzielen, nämlich auf eine nur mit durchgreifendem Zwange ausführbare Leitung der Volkswirthschaft nach vorgefassten Plänen, auf starke Verletzungen, ja eine gänzliche Erschütterung des Eigenthums, in welchem wir eine Hauptgrundlage sowohl der wirthschaftlichen als der rechtlichen Ordnung zu achten gewohnt sind. Bei den Wahngebilden, denen der Socialismus und Communismus die Entstehung gegeben, ist schon diess zu verwundern, dass man übersah, wie nach der Aufhebung der in dem Sondereigenthum und dem Sondererwerbe jeder Familie wurzelnden Arbeitslust der für das Ganze erforderliche Fleiss nicht ohne harte Zwangsmittel aufrecht erhalten werden könnte. Das Gleichniss von der Empörung der Gliedmaassen gegen den Magen, wie es der kluge Menenius Agrippa auf dem Heiligenberge bei Rom zur Beschwichtigung des Bürgerstandes in dem Zwist mit den Geschlechtern (Patriciern) brauchte [1]), hätte füglich auch in entgegengesetztem Sinne genommen werden können, um zu

1) Livius, II, 32.

zeigen, dass die Hand, der Fuss, der Mund bei gutem Willen erhalten werden müssen, um gehörig mitzuwirken. Die einzelnen Organe der Volkswirthschaft folgen ihren eigenen Absichten und Empfindungen, sie können nicht beliebig zu jedem Ziele hingelenkt werden und wissen oft einem widrigen Zwange auf einem unerwartetem Wege auszuweichen, wodurch dann der gehoffte Nutzen vereitelt wird.

Freilich muss man sich bei der Freiheit in Gewerbsangelegenheiten auch auf Uebelstände gefasst halten. In dem Wettrennen der Erzeuger, Verkäufer oder Arbeiter wird nicht selten ein Mitkämpfer aus der Bahn gedrängt, ja zerschmettert; ein Gewerbsmann verarmt, weil er mit anderen nicht gleichen Schritt halten kann, ein Capital geht verloren, weil eine Unternehmung keinen Absatz findet u. drgl. Die schweren Anklagen der Socialisten gegen das Mitwerben sind nicht ganz ohne Grund. Aber lässt sich annehmen, dass alle solche Missverhältnisse verhütet würden, wenn der Staat die Leitung des ganzen Gewerbewesens bis in das Kleinste übernähme? Welcher Atlas vermöchte diese Last zu tragen? Bei einem solchen Beginnen würde aber nothwendig jene Heilkraft zerstört werden, vermöge welcher in der Volkswirthschaft Wunden schnell vernarben und Lücken sich ausfüllen, eine Heilkraft, die auf dem rastlosen Streben Aller beruht, ihre Lage zu verbessern und sich vor Verlusten zu hüten. Bei diesem unausgesetzten Nachsinnen, Beobachten und Versuchen, bei diesem unverdrossenen Arbeiten wird da, wo Freiheit und Einsicht herrschen, jede Erwerbsgelegenheit benutzt, jeder Theil des Landes auf die beste Weise verwendet, jedem Bedürfniss seine Befriedigung bereitet, und wenn auch eine Nahrungsquelle versiegt, so dauert es gewöhnlich nicht lange, bis eine neue an ihrer Stelle eröffnet wird. Erschütterungen des Wohlstandes sind unter allen Umständen unabwendbar, mögen sie in Naturereignissen, oder in Störungen des auswärtigen Verkehres ihren Grund finden, und wie die Bäume am Waldsaum vermöge ihrer stärkeren Bewurzelung den Stürmen mehr Widerstand leisten, so erträgt eine freier entwickelte Volkswirthschaft auch solche Bedrängnisse leichter. Uebrigens gilt es auch von der gewerblichen Freiheit, wie von der staatsbürgerlichen überhaupt, dass sie nur da sich völlig wohlthätig erweisst, wo sie mit einem gewissen Grade von Kenntnissen, Selbstbeherrschung und Besonnenheit zusammentrifft; sie wird durch die vor-

handene Bildung bedingt, obgleich sie selbst wieder bildend zu wirken pflegt. Unwissende und träge Menschen empfinden einen Zwang oft sehr wenig, weil sie mit der Freiheit nichts anzufangen wissen.

Das Ziel, welches der Regierung in der Pflege der Volkswirthschaft vorschweben muss, ist keineswegs zweifelhaft. Es soll die Befriedigung der Bedürfnisse des Volkes durch eine ausgedehnte und vortheilhaft betriebene Erzeugung manchfaltiger Güter sicher gestellt, das Fehlende von aussen eingetauscht, es soll jede in der Beschaffenheit des Landes begründete Gelegenheit zu hervorbringenden Thätigkeiten bestens benutzt, jeder Arbeitskraft und jedem Capitale die wirksamste Anwendung gegeben, zugleich dem Verkehre die grösste Leichtigkeit gewährt und jedem Bürger möglich gemacht werden, durch eigenen Fleiss sein Auskommen zu erlangen. Reichthum kann freilich nur der Minderzahl zu Theil werden, wohl aber ist diess zu erreichen, dass Viele nach dem Wunsche des guten Heinrichs am Sonntage ihr Huhn im Topfe haben, und je kleiner die Zahl der Armen würde, desto leichter müsste es sein, dieselben durch den Beistand der Begüterten gut zu versorgen. Haben wir uns auf diese Weise über die Zwecke der Regierung ohne Schwierigkeit verständigt, so gelangen wir an die Untersuchung, wo und wieweit der Zwang als Mittel zu diesen Zwecken angewendet werden dürfe. Hierüber kann folgender Grundsatz aufgestellt werden: Die Staatsgewalt darf und soll zur Beförderung des Volkswohlstandes da mit Zwang verfahren, wo ohne denselben ein dieses Strebeziel bedingender Erfolg nicht zu erwarten steht, d. h. wo die freiwilligen Unternehmungen der Bürger für ihn unzureichend sind. Um aber jenen Grundsatz anzuwenden und in einzelnen Veranlassungen die Zulässigkeit des Befehlens und Verbietens zu erkennen, muss man die beiderseitigen Zustände, nämlich der Freiheit und des Zwanges, genau erforschen und die Wirkungen beider Ursachen mit einander vergleichen, wobei man oft an den Einfluss örtlicher und zeitlicher Verhältnisse erinnert wird und die Ueberzeugung gewinnt, dass einerlei Verfahren nicht allezeit gleich zweckmässig sein könne. Wir müssen uns hüten, für alle Zeiten und Länder, für Norden und Süden, Gebirge und Flachland, am Missuri und am Rhein einerlei Form des Nahrungswesens zu verlangen, was die Regierung nur in ein

mühsames und fruchtloses Ankämpfen gegen die Macht örtlicher und zeitlicher Umstände verwickeln würde.

Versuchen wir die Art, wie dieser Grundsatz in Ausführung zu bringen ist, an einigen Beispielen nachzuweisen, und eine Anzahl von Gegenständen der Regierungssorge von diesem einzigen Gesichtspuncte an flüchtig zu besprechen, so begegnet uns sogleich die Hauptverschiedenheit, dass der Zwang entweder zum eigenen Besten desjenigen gereichen soll, gegen den er gerichtet ist, oder einen Widerstreit des Vortheils Einzelner und des allgemeinen Vortheils voraussetzt.

I. Bei den Anordnungen der ersten Art geht man von der Annahme aus, der Bürger bedürfe in manchen wirthschaftlichen Geschäften einer Bevormundung, weil es ihm bald an der richtigen Einsicht in das fehle, was ihm Vortheil bringt, bald an der Thatkraft, um das Bessere in's Werk zu setzen, bald an der ruhigen Ueberlegung, um nicht durch ungestüme Wünsche zu leichtsinnigen Schritten fortgerissen zu werden. Die Staatsgewalt stellt sich auf den höheren Standpunct, sucht für die Einzelnen zu denken und sie von Fehlgriffen abzuhalten. Die Gegenstände des Zwanges sind entweder nur einzelne Gewerbsverrichtungen, oder einzelne Theile des Aufwandes, oder endlich ganze Unternehmungen.

1) Der Staat hat nicht selten, um den Betrieb der hervorbringenden Gewerbe rascher zu vervollkommnen, das bessere Betriebsverfahren vorgeschrieben oder das für fehlerhaft gehaltene untersagt, indem er ungeduldig dem natürlichen Entwicklungsgange des Gewerbfleisses voranseilen wollte. Gegen solche Verordnungen sprechen aber mehrere sehr gewichtvolle Gründe. Erstlich hat, wie wir sahen, der Erwerbseifer eine solche Macht, dass er zur Ueberwindung der grössten Beschwerden reitzt; man kann also auf seine Wirksamkeit bauen. Scheint er in einem besonderen Falle nicht stark genug zu sein, so entdeckt der schärfere Blick meistens noch ein anderes Hinderniss, dessen Beseitigung dann den Zwang unnöthig macht. Gebricht es an Kenntnissen, so helfen Belehrungsmittel und Vorbilder, fehlt es an Muth, so leisten Beispiele und Ermunterungsmittel gute Dienste, ist das Capital ungenügend, so muss andere Fürsorge getroffen werden, ohne die der Befehl dennoch fruchtlos bleiben würde. Sodann wurzelt und gedeiht dasjenige, was die Gewerbs-

unternehmer aus eigenem Antriebe veranstalten, besser als das Aufgenöthigte, dem leicht ein ungünstiges Vorurtheil im Wege steht, auch hat man keine Gewissheit, dass die Regierung vollkommen unterrichtet ist, vielmehr zeigt die Erfahrung manche Beispiele des Gegentheils. So wurde in der 2. Hälfte des vorigen Jahrhunderts, als die Abschaffung des Weideganges begann, hie und da der Anbau des Klees in der Brache allgemein geboten, während wir jetzt wissen, dass nicht aller Boden kleefähig ist und der Klee in den meisten Gegenden nicht schon nach 3 Jahren in demselben Lande sicher anschlägt. So waren die Versuche, den Anbau des Maulbeerbaums und die Seidenzucht zu erzwingen, vergeblich, und wenn beide Zweige bei uns noch empor kommen sollten, so wird es sicherlich nur bei voller Freiheit mit Hülfe einer zweckmässigeren Betriebsweise geschehen. Viele andere zu obrigkeitlichen Befehlen erhobene Kunstregeln haben die Gewerbe in ihrem Fortschreiten gehemmt, weil sie auch dann noch befolgt werden mussten, nachdem man in der Wissenschaft und Kunst schon über sie hinaus gekommen war. In allen diesen Hinsichten verdienen daher mildere, nicht gewaltsame Beförderungsmittel den Vorzug. Zwei Gewerbszweige lassen sich namhaft machen, in denen die Staatsaufsicht sich mehr auf das Technische erstreckt hat, als in den anderen, nämlich der Bergbau und die Forstwirthschaft. Beide haben, diess muss man einräumen, viel Eigenthümliches, und insbesondere kommen sie darin überein, dass Fehler in ihrem Betriebe auf lange Zeit hinaus, bis auf spätere Geschlechter Nachtheil bringen. In beiden Gewerben ist diejenige Gesinnung nöthig, welche für die Nachkommen Bäume pflanzt, auch wo man nicht mehr hoffen kann, sich selbst ihres Schattens zu erfreuen. Der Raubbau, die Vernachlässigung der Zugänge und der Wasserlosung drohen dem Bergbau den Untergang, sowie ein Wald leicht zerstört wird, wenn der leichtsinnige Eigenthümer ihn durch übermässige Hiebe angreift, den Anflug oder Aufschlag nicht aufkommen lässt, oder die Nebennutzungen zuweit ausdehnt. Diese unwirthschaftliche, dem Nachhalt feindliche Handlungsweise entzieht aber dem Volkseinkommen fortdauernd einen Theil des Bodenertrages. Bei dem Bergbau liegt eine gewisse Aufsicht durch die Staatsbehörde darum nahe, weil Privatpersonen auf fremdem Boden ohne Genehmigung des Staates, ohne eine Art von Zwangsabtretung des Grundeigenthümers, gar nicht zum Beginn der Ar-

beiten gelangen könnten und daher die Bedingungen des Betriebs sich vorschreiben lassen müssen. In früheren Zeiten, als die richtigen Betriebsgrundsätze noch weniger unter den Bürgern verbreitet waren und ihre Wichtigkeit nicht genug gewürdigt wurde, mochte es zuträglich sein, die Unternehmungen der Einzelnen und der Gesellschaften gänzlich den Weisungen der Bergwerks- und Forstbeamten unterzuordnen. Bei der heutigen besseren Einsicht der Privatpersonen dagegen machen sich auch hier die Vortheile einer grösseren Freiheit geltend, diese ist zum Bedürfniss geworden und ihre Versagung schwächt die Lust zum Besitze der zu solcher Benutzung tauglichen Grundstücke, wesshalb die Regierungen weisslich ihre Einwirkung darauf beschränken, gewisse vorzüglich folgenreiche Fehlgriffe zu verbieten. Hier wie in manchen anderen Seiten des Staatslebens zieht sich die höchste Gewalt nicht plötzlich, sondern allmälig von der früheren lästigen Ueberwachung zurück und überlässt den Bürgern desto mehr, je reifer sie dieselben findet [1]).

2) Was den Aufwand betrifft, so haben die Glücksspiele schon längst zu bevormundenden Maassregeln Anlass gegeben und diese haben sich als wohlthätig erwiesen, weil der oft bis zur Leidenschaft gesteigerte Hang zu jenen Spielen die Stimme der Vernunft übertäubt und der lockende Anblick des mit Gold beladenen Tisches die Verblendeten nicht selten in's Verderben zieht. Gleichwohl richtet der Staat seine Vorkehrungen weniger gegen die Spielenden, als gegen die Spielunternehmer, um eine so gefährliche Versuchung von den Bürgern fern zu halten. Werden die bei offenen Thüren veranstalteten Wagespiele durch Verbote verhindert, so hat dann die Untersagung der geheim betriebenen, wobei freilich auch alle Theilnehmer mit Strafe bedroht werden, nicht bloss einen volkswirthschaftlichen, sondern zugleich einen polizeilichen Zweck, denn es soll der Betrug durch Spieler von Gewerbe verhütet werden. Wie unmöglich es ist, die Bürger überhaupt von einem für ihre Einkünfte übermässig hohen Spiele abzuhalten, diess liegt am Tage. Man kann z. B. das Einsetzen in ausländische Lotterien immerhin gestatten, wenn man nur gegen die Personen, welche sich mit dem Absatze von Loosen beschäftigen, mit Wachsamkeit und Strenge zu Felde zieht.

---

1) Dass freilich die Waldungen der Gemeinden und der anderen Corporationen fortdauernd unter Staatsaufsicht bleiben müssen, wird allgemein anerkannt.

3) Auch auf ganze Gewerbsunternehmungen und den ganzen Nahrungsstand einer Familie hat sich die Sorgfalt der Regierungen gewendet. Der Wunsch eines jungen Arbeitsmannes nach eigenem Heerde und selbständigem Erwerbe regt sich oft mit solcher Stärke, dass man die Schwierigkeiten nicht sehen will, sich in erträumten Hoffnungen wiegt und ein Geschäft auf Flugsand zu gründen unternimmt. Die Folgen des Misslingens treffen sodann nicht allein den Leichtsinnigen, es geräth vielmehr eine ganze Familie in Noth, die Gemeinde oder mildthätige Einzelne werden in Anspruch genommen, die Gläubiger in Verluste gebracht und auch die Gesammtheit leidet, indem Arbeitskräfte in eine unergiebige Richtung gelenkt und Productionsmittel unvortheilhaft verwendet werden.

Auf solche unwillkommene Erfahrungen gestützt hat die Staatsgewalt mancherlei Veranstaltungen getroffen, welche die Ansässigmachung eines neuen Bürgers oder das Ergreifen eines Nahrungszweiges beschränken, und der Staat sucht auch hier die Stelle eines väterlich besorgten und reiflicher überlegenden Vormundes einzunehmen. Meistens wird aber diese höhere Verständigkeit der Regierung von den Einzelnen, die sich ihr unterwerfen sollen, nicht anerkannt, sondern sogar bekämpft, es findet folglich dennoch ein Widerstreit statt zwischen den eigenen Wünschen und Absichten derselben und zwischen dem, was die Regierung als nützlich betrachtet. Sicherlich haben die hieher gehörigen Anordnungen manchen unbedachten Schritt verhindert und manche schwere Sorge abgewendet, allein es war unvermeidlich, dass durch die hiezu in Bewegung gesetzten Mittel auch oft ein gewerbskundiger, thatkräftiger Mann gehindert worden ist, eine nützliche Thätigkeit zu beginnen, dass eine Zunahme der Gütererzeugung und eine unschädliche Volksvermehrung unterbleiben musste und die Zehrer genöthigt wurden, wegen eines schwächeren Mitwerbens ihren Bedarf theurer einzutauschen. Die volkswirthschaftlichen Vortheile wurden also mit erheblichen Nachtheilen erkauft. Um der Willkür der Beamten und Behörden in dem einzelnen Falle so wenig als möglich zu überlassen, hat man die Bedingungen, unter denen die Ergreifung eines gewissen Geschäfts erlaubt sein soll, gesetzlich festzustellen gesucht. Diese Bedingungen sind zum Theile subjectiver Art, nämlich ein gewisses Maass von Fähigkeiten, oder auch das Betreten eines gewissen Weges, sich

dieselben zu erwerben; beides hat man nach der in vielen Ländern noch bestehenden Zunftverfassung von dem angehenden Handwerksmeister gefordert, um den Zudrang ungeschickter Mitwerber abzuhalten. Mag auch bei einem grossen Theile der Handwerke der Nachweiss der Geschicklichkeit überflüssig und die Besorgniss eines zu starken Mitwerbens unbegründet sein, so bringt wenigstens diese Anordnung keine Uebelstände zu Wege, wenn nur die Fabrikunternehmungen ganz ausgenommen werden, die Prüfungen unpartheilich und zweckmässig eingerichtet werden und die Art der Erlernung Jedem freigegeben, auch die Annahme von Gehülfen keiner Einschränkung unterworfen wird. Schwieriger ist es, allgemeine objective Bedingungen aufzustellen, wie man z. B. die Ansässigmachung eines Lohnarbeiters an den Besitz eines gewissen Vermögens zu knüpfen pflegt und die Betreibung der Landwirthschaft auf einem für zu klein erachteten Gute nicht gestattet, oder nach älterer Weise sogar jede Verkleinerung eines Landgutes verbietet. Eine und dieselbe Bedingung erscheint in einigen Fällen als unnöthig schwer, in anderen als nicht genug sichernd. Will man aber, um nicht an eine solche starre Regel gebunden zu sein, jedesmal eine besondere Untersuchung vornehmen lassen, so treten wieder andere Schwierigkeiten ein. Es ist einer Staatsbehörde nicht wohl möglich, vorauszusehen, ob Jemand von einer gegebenen Nahrungsquelle ein gutes Auskommen ziehen werde, denn eine Menge unberechenbarer Umstände, z. B. der Fleiss und die Mässigkeit des Hausvaters, die wirthschaftlichen Eigenschaften der Hausfrau, die Absatzverhältnisse u. drgl. wirken zu dem Erfolge mit. Die Gemeindevorsteher sind mindestens noch eher im Stande hierüber zu urtheilen, als die Staatsbeamten, und mögen daher bei der Ertheilung des Bürgerrechts an Taglöhner, Handwerksgesellen u. s. w. zu Rathe gezogen werden, doch darf ihnen die letzte Entscheidung nicht zustehen, weil sie aus Furcht, die Lasten der Armenversorgung anwachsen zu sehen, leicht allzu strenge verfahren. Wie man auch die Sache betrachten und behandeln will, überall begegnet uns die Gefahr, dem aufstrebenden Gewerbsunternehmer und Lohnarbeiter unnöthige Hemmnisse in den Weg zu legen. Werden allgemeine gesetzliche Erfordernisse aufgestellt, so verletzen diese wenigstens nicht so sehr, als wenn die Erlaubniss nach der ungünstigen Begutachtung des einzelnen Falles versagt wird, während der Bewerber sich vielleicht seiner

vorzüglichen Fähigkeiten und Aussichten bewusst ist und ohne Grund seine theuersten Wünsche vereitelt sieht. Könnte man bei dem Fortschreiten der Volksbildung auf eine reifliche Ueberlegung der Bürger zählen, so dürfte der Staat diese Behutsamkeit ganz aufgeben. Diesem Zustande wird man sich wenigstens nähern und die für jetzt noch beibehaltenen Bedingungen so festsetzen müssen, dass sie nur den Leichtsinnigen zügeln.

Die gesetzliche Gebundenheit der Landgüter hat ungefähr seit einem Jahrhundert die Aufmerksamkeit ganz besonders auf sich gezogen. Sowohl für die Freiheit der Theilungen als für die Nützlichkeit ihrer Beschränkungen wurde vielfältig und eifrig bis auf diesen Tag gestritten [1]), und jede dieser entgegengesetzten Meinungen beruft sich auf Erfahrungen. Die unvermeidliche Vorfrage, ob der grosse oder kleine landwirthschaftliche Betrieb für die Volkswirthschaft nützlicher sei, ist in dieser allgemeinen Fassung ohne Rücksicht auf örtliche Umstände und auf die Grösse des im Besitze des Landwirths befindlichen Capitals nicht bestimmt zu beantworten, auch müsste man sich vorher erst darüber verständigen, worin eben das Nützliche besteht. Findet man es in dem Dasein wohlhabender Grundeigenthümer, so muss man freilich wünschen, dass das Land in grossen Massen beisammen bleibe, nur sollte man dann neben dem Bilde eines behaglichen Lebensgenusses unter dem Dache des begüterten Gutsherrn auch die Hütten der dürftigen Taglöhner nicht übersehen, die keine Hoffnung hegen können, sich emporzuschwingen, auch darf man nicht vergessen, dass die gesetzliche oder herkömmliche Ungleichheit des Erbrechts, ohne welche die grossen Güter kaum zu erhalten wären, eine Härte gegen die anderen Erben enthält. [2]) Legt man dagegen das grösste Gewicht auf die vollständige Benutzung des Landes, auf den rohen und reinen Ertrag,

1) Die neueste eifrig zu Gunsten der Freiheit sprechende Schrift ist von Reichensperger, die Agrarfrage, Trier, 1847. Auch der treffliche Koppe (Beiträge zur Beantwortung der Frage: sind grosse oder kleine Landgüter zweckmässiger für das allgemeine Beste? Berlin, 1847) will keine gesetzliche Erschwerung der freien Verfügung über das Grundeigenthum. Ueber den Stand der Meinungen in dieser Sache und die Literatur s. Rau, Lehrbuch, II, §. 76 ff.

2) Die Vortheilsberechtigung, welche nach badischem Landrecht 827. d. durch Beschluss der Aeltern bis auf 1/4 des Werthes gehen kann, ist auf Hofgütern im Schwarzwalde oft über die Hälfte und noch weiter erstreckt worden.

so kann man nicht umhin, je nach den Umständen die eine oder andere Form des Anbaus vorzuziehen, die Ungunst gegen den Kleinbau muss vielen demselben günstigen Wahrnehmungen weichen und man überzeugt sich, dass, je höher in einer Gegend die Bevölkerung, die Fruchtbarkeit des Bodens in einem milden Klima und die Rührigkeit der Landleute steigen, desto weiter die unschädliche Verkleinerung gehen kann. Eine Gränze giebt es für dieselbe, diess ist unbestreitbar. Ein Gut, welches eine Familie nicht mehr hinreichend beschäftigt, verursacht einen Verlust an Arbeitserzeugnissen und erweisst sich sowohl für die Besitzer als für das ganze Volkseinkommen unvortheilhaft, es wäre denn, dass die Zeit mit einer Nebenarbeit ausgefüllt werden könnte, wozu sich in Gegenden von lebhaftem Verkehre die manchfaltigsten Gelegenheiten darbieten. Jene Gränze für eine vollständige landwirthschaftliche Nahrung ist aber nicht allein von Provinz zu Provinz, sie ist bisweilen von Dorf zu Dorf verschieden und rückt auch im Laufe der Zeit weiter hinab. Hierüber würde auch nicht der leiseste Zweifel übrig geblieben sein, wenn man sich mehr mit der Erforschung dieser Nahrungsgränze beschäftigt hätte. Daher muss die Bestimmung eines für ein ganzes Land gültigen minimum der Theilungen als unzweckmässig erscheinen, weil sie auch viele durchaus nützliche Verkleinerungen verhindert, und da, wo der Grundeigenthümer nicht ausschliesslich auf den Ertrag seines Landes angewiesen ist, fällt aller Grund für die Aufstellung einer solchen Untergränze hinweg. Noch weniger lässt sich die erzwungene Erhaltung aller Landgüter in ihrer jetzigen Grösse billigen, denn diese ist bald etwas rein-Zufälliges, bald steht sie wenigstens mit dem heutigen Bedürfniss eines grösseren Aufwandes von Capital, Arbeit und Kunst nicht mehr im Ebenmaasse, wesshalb die Verminderung der bewirthschafteten Fläche für die Production und den reinen Ertrag sehr oft günstig ist. Nimmt man hiezu die Thatsache, dass auch bei voller Freiheit noch grosse und mittlere Güter sich behaupten, wenn sie nur in den Händen wohlhabender und geschickter Landwirthe sind, und dass in schwächer bevölkerten Gegenden der grosse Betrieb noch auf lange hinaus einheimisch ist, — erwägt man, dass alle Verbote der Verkleinerung doch nur das Eigenthum, nicht die Bewirthschaftung treffen können und Niemand den Eigenthümer eines grossen Gutes hindert, dasselbe in kleinen Abtheilungen zu verpachten, — bedenkt man end-

lich, wie wohlthätig es für die Lohnarbeiter ist, wenn sie bei dem häufigen Verkaufe einzelner abgetrennter Stücke leichte Gelegenheit erhalten, Land zu erwerben [1]), — so kann man den neueren Schutzrednern der Gebundenheit unmöglich beistimmen. Die kleinen Wirthschaften stehen zwar in Beziehung auf den Gebrauch von Kunstmitteln den grösseren nach, vermögen diess aber durch den grösseren Fleiss und die Sorgfalt des auf eigene Rechnung wirthschaftenden Feldarbeiters mehr oder weniger zu ersetzen. Dass sie nicht zu klein werden, diess lässt sich nicht verhüten, ohne dass die dagegen gebrauchte gesetzliche Vorkehr wieder in anderer Hinsicht Nachtheile herbeiführt. Man wird daher immer mehr darauf Bedacht nehmen müssen, dem Bauernstande selbst die Ueberlegung anheim zu geben, auf welchem Umfange von Ländereien in jedem gegebenen Falle noch eine vortheilhafte Wirthschaft zu führen oder doch ein Auskommen zu erlangen sei, und es lässt sich viel dazu beitragen, dass die Landbewohner diese Berechnung aus den landwirthschaftlichen Verhältnissen einer Gegend oder einer Ortschaft richtig anzustellen lernen.

II. Die bisher besprochenen Fälle, in denen der Einzelne von dem, was zu seinem Besten gereicht, eine andere Meinung hegt als die Staatsgewalt, bilden den Uebergang zu der zweiten Hauptabtheilung von zwingenden Maassregeln, in denen nämlich ein Widerstreit zwischen dem Vortheile des Einzelnen und dem Wohle der Gesammtheit offen anerkannt und zur Grundlage des Verfahrens genommen wird. Die Möglichkeit solcher Widerstreitsfälle ist nicht zu läugnen. Gewinnste sind nicht allein aus einer Theilnahme an der Gütererzeugung, sondern auch aus einer Einwirkung auf die Vertheilung des Volkseinkommens möglich, indem der Einzelne sich einen grösseren Antheil vor Anderen zuzuwenden weiss, und die

— audax omnia perpeti
gens humana (Hor.)

pflegt im Antriebe des Eigennutzes hierauf mit allem Eifer hinzuarbeiten. Aber

1) Je mehr neuerdings die Lage der unbegüterten Lohnarbeiter (der sogenannten Proletarier) Aufmerksamkeit und Theilnahme erregt, desto weniger sollte man denselben die Erwerbung von Grundbesitz erschweren. Schon 1 — 2 Morgen Acker sind für den Taglöhner und Fabrikarbeiter sehr wohlthätig, wie man auch in den Dörfern sehen kann, welche ein zum Genusse an die Bürger vertheiltes Almendgut haben.

auch hier muss man sich hüten, zu leichthin das Bedürfniss eines Eingreifens von Seite der Staatsgewalt anzunehmen. Es liegt im Wesen des Mitwerbens, dass Mehrere einander im Verfolgen ihres Vortheils hindern, ja dass sie einander Schaden thun. Wer mehr leistet, oder von den Umständen mehr begünstiget wird, trägt die Palme davon. Die Anderen können nicht sogleich einen Anspruch auf Beistand der Regierung machen, sie müssen vielmehr ihre Anstrengungen verdoppeln oder sich zu einem anderen Unternehmen hinwenden. Man würde allen Wetteifer im Fortschreiten lähmen, wenn man, um einigen Gewerbsleuten die Nahrung zu erhalten, das Auftreten glücklicherer Nebenbuhler hindern wollte. Ein wahrer Gegensatz des Einzelvortheils und des allgemeinen Wohlstandes darf nicht schon aus dem Dasein eines solchen Mitwerbens gefolgert, sondern nur da angenommen werden, wo der Gewinn eines Einzelnen die damit zusammenhängenden Verluste Anderer nicht aufwiegt, und bei tieferer Ergründung zeigt sich, dass diess seltener geschieht, als man zu behaupten pflegt. Ein solcher Widerstreit lässt sich im Allgemeinen entweder aus der Gütererzeugung ableiten, indem einzelne Bürger im Gebrauche ihrer Rechte die productive Thätigkeit Anderer einengen und dadurch das ganze Einkommen des Volkes vermindern, oder aus der Vertheilung, wenn es möglich ist, dieser aus Gewinnsucht eine für die Volkswirthschaft schädliche Richtung zu geben, wie z. B. das Ausgeben einer übermässigen Menge von Banknoten den Bankunternehmern Vortheil bringen kann, für den Geldumlauf aber Gefahren herbeiführt. Der Nachtheil einer solchen Vertheilung äussert sich aber grossentheils wieder in einem ungünstigen Einfluss auf die Production, so dass diese hier mittelbar, bei der erstgenannten Abtheilung aber unmittelbar betheiliget ist, und überhaupt laufen beiderlei Nachtheile nicht selten nahe bei einander. Es möge gestattet sein, auch von dieser Classe einige der bedeutendsten Fälle hervorzuheben.

1) Das Eigenthum von gewissen Grundstücken sowie manche auf solche sich beziehende dingliche Rechte können bei der Entwicklung des Gewerbewesens dem Landbau hinderlich werden, so dass eine Zwangsabtretung nicht umgangen werden kann. Die Gerechtigkeit fordert unbedingt die vollständige Entschädigung des Eigenthümers oder des Berechtigten, aber hiedurch wird doch das formelle Uebel, die Verletzung des Rechtsgebietes eines Bürgers,

nicht beseitiget, daher darf diese Verfügung nur dann beschlossen werden, wenn sie zur Beförderung des Gemeinwohles Bedürfniss ist. Diess wird bei der Anlegung von Festungen, bei Stromdurchschnitten u. drgl. schon allgemein anerkannt, denn der Staat muss sich bei der Sicherstellung der Privatrechte nothwendig vorbehalten, sie umwandeln zu dürfen, wenn es durch höhere Zwecke des Staates geboten ist. Unter diesen Zwecken nehmen aber die volkswirthschaftlichen ebenfalls eine achtunggebietende Stelle ein und es kann folglich im Allgemeinen die Zulässigkeit einer Zwangsabtretung zur Beförderung des Wohlstandes nicht zweifelhaft sein. Die Entschädigung unterscheidet schon auf den ersten Blick diese Maassregel von den Wünschen des Communismus, dass der Staat die vorhandene Vertheilung des Vermögens abändern und den Unbegüterten auf Kosten der Wohlhabenden zulegen möge, ein Verfahren, welches, wenn es einmal gestattet worden wäre, von Zeit zu Zeit wiederholt werden müsste, so oft nur Unvollkommenheiten in der Vertheilung zum Vorschein kämen. Jene Maassregel darf offenbar die Grösse des Vermögens nicht angreifen, sondern nur an die Stelle eines Rechtsgegenstandes einen anderen setzen, wenn durch des ersteren Besitz andere Staatsbürger mehr Nachtheil erleiden, als der Berechtigte daraus Vortheil ziehen kann, wie diess z. B. bei der Anlegung von Land-, Wasser- und Eisenstrassen, Häven, Brücken, Entwässerungs- und Bewässerungsgräben u. drgl. einzutreten pflegt. Erregt jener potsdamer Müller unsere Theilnahme, der seine Mühle nicht zur Verschönerung eines Gartens abtreten wollte, so würden wir doch seine Weigerung für unzulässig halten, wenn eine Entsumpfung oder ein anderes wohlthätiges Werk beabsichtigt worden wäre. Zu den Berechtigungen, deren Umwandlung in unserem Zeitalter als ein volkswirthschaftliches Bedürfniss gilt, gehören z. B. die Frohn-, Zehnt- und Weiderechte, die Handlohnbarkeit und Heimfälligkeit der Bauerngüter, die Wasserrechte der Müller u. a. m.

In die nämliche Abtheilung müssen wir noch eine andere Art von Beschränkungen einreihen, welche einzelne Aeusserungen des Eigenthumsrechtes treffen. Es giebt nämlich für die Benutzung der Ländereien grosse Verbesserungen, die eine ansehnliche Zunahme des Rohertrags oder eine erhebliche Kostenverminderung, oder beides zugleich versprechen, die aber ein Zusam-

menwirken aller Eigenthümer in einem gewissen Umkreise erfordern und daher schon durch den Widerspruch eines Einzelnen verhindert werden. Ein Beispiel bietet uns die neue bessere Eintheilung der Dorfmarken dar, wodurch jedes Grundstück von einem Wege aus zugänglich gemacht, der lästige Flurzwang entfernt und die höchst wünschenswerthe Zusammenlegung der Ländereien im Wege des Austausches zu Stande gebracht wird. Der Gemeinsinn sollte schon jedes Mitglied auffordern, kleine Unbequemlichkeiten nicht anzuschlagen, wenn es einen grossen Vortheil für die Gesammtheit gilt; allein dieser Hochsinn ist noch nicht herrschend und für jetzt kann man nicht umhin zu verordnen, dass die Mehrheit der Betheiligten, sowohl nach der Zahl der Stimmen als nach der Ausdehnung der vertretenen Ländereien, die Minderheit zur Mitwirkung nöthigen dürfe, wie diess auch schon bei Zehntablösungen u. a. Unternehmungen eingeführt ist. Die Rechtfertigung dieses Zwanges liegt in der Verkettung des Besitzes und der gegenseitigen Abhängigkeit eines Theiles der Besitzer von dem Entschlusse der anderen, also in der Gemeinschaft, die dem Einzelnen nicht erlaubt, lediglich seinen Neigungen zu folgen. Müssen wir dem Grundsatze nach die Befugniss zu einer solchen Nöthigung zugestehen, so ist dagegen auch mit ihr die Verpflichtung verbunden, nicht weiter zu gehen, als es Bedürfniss ist, und überhaupt nur da von ihr Gebrauch zu machen, wo ein grosser Fortschritt in anderer Weise nicht auszuführen ist.

2) Die **Preise**, nach welchen im Verkehre sowohl die vertauschten Waaren als mancherlei andere vertragsmässige Leistungen, z. B. Verpachtung, Vermiethung, Darleihen und Lohnarbeit, in bestimmten Mengen von Geld oder anderen materiellen Dingen vergütet werden, sind das Ergebniss äusserer Umstände, nämlich des Gegeneinanderdrängens zweier Kräfte, die wir **Begehr** und **Angebot** nennen. Wie beide sich verändern, so schwanken auch die Preise einer Waare oder Leistung auf und nieder, kein sehr hoher oder sehr niedriger Preis ist aber dauerhaft, vielmehr strebt das beiderseitige Mitwerben, je ungehinderter es sich bewegt, desto mächtiger nach einer Ausgleichung der Extreme durch einen mittleren, sowohl den Käufern als den Verkäufern vortheilhaften Stand des Preises. Vorübergehend können freilich die Verhältnisse des Mitwerbens die eine oder die andere Classe von Betheiligten begünstigen und die Zehrer zu einem sehr hohen Einkaufe oder die Erzeuger zu einem

Hingeben unter dem Betrage der Kosten nöthigen. Was durch die Macht des Angebotes und Begehres nach einer Art von Naturnothwendigkeit erfolgt, wie etwa die Diagonale im Parallelogramm der Kräfte, das sollte man nicht als Werk einzelner Menschen betrachten, man sollte eine grosse Wohlfeilheit nicht den Käufern, die Theurung einer Waare nicht den Verkäufern zum Vorwurf machen, denn jede von beiden Gruppen erntet nur das, was die Umstände zur Reife bringen, sie benutzt heute mit Wohlgefallen die ihr günstigen Preise, wie sie morgen die unvortheilhaften ertragen muss. Ehemals, als man mit diesen Gesetzen des Verkehrs noch wenig bekannt war, dachte man es sich viel leichter, die Preise durch Gesetz oder obrigkeitliches Gebot zu beherrschen und unternahm dieses bei verschiedenen Gegenständen, um eine drückende Theurung zu verhindern. So wurden die sogenannten Polizeitaxen der nothwendigsten Nahrungsmittel, als Brot, Fleisch, Bier, aufgestellt, es wurde das Maass der erlaubten Leihzinsen, bisweilen auch der Lohn einzelner Beschäftigungen gesetzlich geregelt; doch hielt ein richtiges Gefühl von anderen Schritten ab, man unterliess z. B. die Einmischung in die Pacht- und Miethzinse und getraute sich nicht, den Preis des Getreides, Weines u. a. Erzeugnisse vorzuschreiben, weil man nicht hoffen konnte, der Wirkung einer schlechten Ernte Widerstand zu leisten, während dagegen ein reiches Jahr von selbst die erwünschteste Wohlfeilheit verursachte. Inzwischen brachte doch jede starke Vertheurung der Halmfrüchte und anderer nothwendiger Nahrungsstoffe bis auf den heutigen Tag eine starke Neigung hervor, den Verkäufern wucherliche Kunstgriffe Schuld zu geben und gegen dieselben den kraftvollsten Schutz der Regierung anzurufen.

Im Allgemeinen kann man von dem Versuche der Staatsgewalt, die Preise im Verkehre zu lenken, keine vortheilhafte Meinung hegen. Derselbe gelingt schon darum meistens nicht, weil man Niemanden zum Verkaufe seiner Vorräthe nöthigen kann und weil bei einem schwachen Angebote der eifrige Begehr unentbehrlicher Dinge trotz aller Verbote den Preis hinauftreibt; auch liegt eine Unbilligkeit darin, nur gegen die zu hoch scheinenden, nicht auch gegen die für die Erzeuger zu niedrigen Preise zu Felde zu ziehen. Hat das Mitwerben der Kaufs- und Verkaufslustigen volle Freiheit und Stärke, so lässt sich keine demselben widerstreitende Preisvorschrift durchsetzen; denn ist sie

zu hoch, so müssen die Verkäufer freiwillig herabgehen, ist sie zu niedrig, so sind die Käufer genöthigt, mehr zu bieten. Die Zinsgesetze insbesondere konnten schon darum von jeher nur geringen Nutzen haben, weil sie auf die verschiedenen Grade von Sicherheit oder Gefährdung des Darleihers nicht Rücksicht nahmen. Wer bei einem guten Unterpfande noch 5 Procent Zins erhält, wird auf Handschein, besonders an einen nicht begüterten Mann, vielleicht nicht unter 8 — 10 Procent leihen wollen, und wenn dieser borgen muss, so bleibt ihm nichts übrig, als dem Gläubiger soviel zu versprechen, als derselbe für die grössere Waguiss fordert. Diese Zinsgesetze waren wenigstens insoferne unschädlich, als sie das Sinken des Zinsfusses unter den erlaubten Betrag nicht hinderten, wenn die Capitale und die Sicherheit zunahmen, aber wenn der Capitalist die Noth eines Borgenden auf die fühlloseste Weise zur Erpressung eines unmässig hohen Preises missbrauchen will, so vermag diess kein Gesetz zu verhüten, woferne etwa der letztere augenblickliche Hülfe braucht oder seine Verlegenheit verheimlicht wissen will. Um eine Uebervortheilung des Unwissenden durch schlau verdeckte Bedingungen zu verhüten, ist es gut zu verordnen, dass Leihverträge auf den einfachsten, klarsten Ausdruck gebracht werden; die Erniedrigung des Zinsfusses aber wird eher durch Leihanstalten sowie durch gute Hypothekeneinrichtungen und gute Rechtspflege bewirkt, weil diese beiden Mittel die Gefahr und die Abneigung des Gläubigers vermindern. Nur bei einem beschränkten Angebote, wo Einer oder Wenige den Markt beherrschen können, sind obrigkeitliche Preisbestimmungen ausnahmsweise an ihrer Stelle, um die Versuchung zu willkürlicher Preiserhöhung aufzuheben, vorzüglich dann, wenn jene Beschränkung selbst aus Staatseinrichtungen herrührt, wenn z. B. eine Art von Lebensmitteln nicht vom platten Lande in die Städte gebracht werden kann, oder wenn eine gewisse Verrichtung nur von den besonders dazu ermächtigten Personen geübt werden darf [1]; hier ist also die Einmischung der Staatsgewalt nur darum Bedürfniss, weil das freie Mitwerben seine Wirkung in Folge eines natürlichen oder künstlichen Hindernisses nicht äussern kann.

Die verschiedenen in Bezug auf den Getreideverkehr theils geforderten,

---

1) z. B. Mäkler — Fremdenführer — Fährenbesitzer — Strassenkutscher u. drgl.

theils wirklich angeordneten Zwangsmaassregeln entsprangen aus einer übertriebenen Furcht vor einem Feinde, den man nur in nebelhafter Unbestimmtheit erblickte und der mehr Gespensterartiges als Wesenhaftes an sich trägt, ich meine den **Wucher**. Versteht man unter diesem Ausdrucke, wie man es doch thun muss, eine für die Käufer drückende Steigerung des Preises durch künstliche und unsittliche Mittel, so fallen viele Handlungen ausserhalb des Wuchers, die man insgemein unüberlegter Weise zu demselben rechnet, z. B. das Zurückhalten von Vorräthen durch den Landwirth, oder der Ankauf durch den Kornhändler, beides in der Erwartung, dass die Preise sich heben werden; denn wie könnte man ernstlich wünschen, dass nach einer schlechten Ernte das ganze Erzeugniss schnell auf dem Markte erscheint, oder dass Niemand sich darauf verlegt, einen Theil bis zum Frühling liegen zu lassen? Würde dabei nicht eine zu rasche Verzehrung und eine desto härtere Theurung in der letzten Zeit vor der folgenden Ernte verursacht, und ist es nicht sogar nützlich, auch auf den möglichen Fall, dass diese ebenfalls eine ärmliche wird, einige Rücksicht zu nehmen? Wenn in einem Jahre Nässe oder Dürre $\frac{1}{3}$ oder $\frac{1}{4}$ der nährenden Feldfrüchte zerstören, so kann eine Theurung derselben auch ohne allen Wucher nicht ausbleiben, und es giebt, wo ältere Vorräthe fehlen, keine andere gründliche Hülfe als sparsamen Verbrauch und Zufuhr von aussen. Die Menge der gewonnenen und verzehrten Mehlfrüchte und Kartoffeln und auch die Zahl der den Markt versorgenden Landwirthe ist so gross, dass das Aufkaufen oder die verschiedenen Kunstgriffe unmöglich einen beträchtlichen und anhaltenden Einfluss auf die Preise äussern können, wesshalb sicherlich nur ein kleiner Theil des Uebels, nämlich der Theurung, solchen Unternehmungen zugeschrieben werden darf. Daher sind die oft angewendeten Beschränkungen des Getreideverkehres meistens unnöthig und unwirksam, ausser etwa denjenigen, welche darauf berechnet sind, absichtliche Täuschungen zu verhindern oder den Zehrern die Gelegenheit zum unmittelbaren Verhandeln mit den Getreidebesitzern offen zu erhalten. Dahin mag auch der Lieferungskauf gehören, weil man durch ihn die Preise steigern kann, ohne ein zum Ankaufe verwendbares Capital in der Hand zu haben.

3) Es giebt Fälle, wo eine Waare zu ihrer ersten Hervorbringung einen gewissen Kostenaufwand erfordert, der aber bei der wiederholten Erzeugung

nicht mehr nöthig ist. Es ist nicht widerrechtlich, das von einem Anderen gebrauchte Verfahren nachzuahmen, um in seinen Fussstapfen wohlfeil zu produciren, aber es ist wirthschaftlich unzulässig und tadelnswürdig, weil man ihm den Ersatz seines grösseren Kostenaufwandes entzieht, ohne welchen solche Güter nicht fortdauernd neu zu Markte kommen könnten, und wenn jene Nachahmung Jedermann frei stünde, so würden die Gewerbsleute die Lust verlieren, Schwierigkeiten zu überwinden, nur damit Andere sich mühelos bereicherten. Diese Erwägungen dienen zur Begründung der bekannten Gesetze über Erfindungsprivilegien, über Fabrikmuster und den mit diesen in ganz gleiche Linie zu stellenden Bücherverlag, nur dass derjenige, der ein neues Kattun- oder Tapetenmuster zuerst einführt, sich bei der Staatsbehörde besonders anmelden muss, um vor der Nachbildung gesichert zu sein, während der Buchhändler sich immer schon auf dem Titel nennt.

4) Die auf den Verkehr mit dem Auslande sich beziehenden Beschränkungen, nämlich Verbote der Ein- oder Ausfuhr gewisser Waaren und Erschwerungen beider vermittelst der Zölle sind schon früher erwähnt worden. Nur diejenigen Zölle dürfen aber hier in Betracht gezogen werden, die einen volkswirthschaftlichen Zweck haben, indem sie ein inländisches Gewerbe gegen das auswärtige Mitwerben beschützen sollen, nicht solche, die als Mittel der Besteurung dienen und bei denen zum Besten der Staatscasse die ungeschwächte Fortdauer der zollbaren Aus- oder Einfuhr gewünscht werden muss. Ueber die Zulässigkeit oder Nützlichkeit jener Schutzzölle ist wieder in unseren Tagen ein lebhafter, bisweilen sogar ein leidenschaftlicher Streit entbrannt, der eher durch einen Vergleich, eine Vermittlung zwischen beiden Grundsätzen, als durch den vollständigen Sieg des einen von ihnen beendigt werden wird, denn beide stützen sich auf Ideen und haben eine gewisse Berechtigung. Die Handelsfreiheit ist im Allgemeinen betrachtet das wünschenswerthe Ziel; auch die eifrigsten Gegner derselben räumen diess ein, und suchen nur zu beweisen, dass unter gegebenen Umständen, nach jahrhundertlanger Befolgung des Schutzsystems in vielen europäischen Staaten, eine plötzliche Lossagung von ihm unthunlich ist und dass die Gewerbe eines Landes, welche unter den Schutzmaassregeln anderer Staaten gelitten haben, durch Anwendung des nämlichen Mittels emporgehoben werden müssen, ehe man an

eine Verminderung der Zölle die Hand legen darf. Fast Niemand ist soweit gegangen, ein auf gut japanisch gegen aussen abgeschlossenes Nahrungswesen zu wünschen oder den Schutz als einen fortdauernden Zustand zu begehren, er soll nur vorübergehend als ein Mittel gebraucht werden, die hervorbringenden Kräfte eines Landes in die nützlichste Bahn zu leiten. Nun ist der Zwang, eine bessere oder wohlfeilere fremde Waare gar nicht oder nur gegen Entrichtung einer Zollabgabe, beinahe nach Art einer Geldstrafe, kaufen zu dürfen, für die Verzehrer der Waare offenbar eine Beschwerde, eine Schmälerung des Gütergenusses, dagegen der Anspruch des Käufers auf freie Wahl zwischen inländischen und fremden Erzeugnissen ein wohlbegründeter, der erst überwiegenden Gründen des allgemeinen Wohlstandes nachgesetzt werden darf. Ein Verlangen nach Schutz für jegliche Arbeit gehört zu den Verirrungen, die unser Zeitalter in sich hegt, wie jede Zeit die ihrigen. Schutz für seine Rechte kann jeder Bürger von der Staatsgewalt fordern, aber mit jenem kann die Bevorzugung eines Gewerbszweiges, die in der Abhaltung eines lästigen Mitwerbens besteht, nicht in gleiche Linie gestellt werden. Vielleicht hat schon die Benennung Schutz für eine solche gewerbliche Begünstigung zur Verwirrung der Begriffe beigetragen, weil man sich unter jenem Ausdruck die Abwendung eines Uebels denkt, während doch nicht jeder Wetteifer in- und ausländischer Erzeuger für die Volkswirthschaft als ein Uebel angesehen werden kann. Wollte man aller Gewerbsarbeit den Absatz sichern, so müsste ein solcher Schutz, wenn er seine Bestimmung erreichen soll, nicht bloss die Concurrenz des Auslandes, sondern auch die eines anderen Landestheiles, ja eines anderen Ortes oder selbst der in einer anderen Strasse wohnenden Unternehmer abhalten und würde endlich zu einem Fichte'schen geschlossenen Handelsstaate führen. Hiebei gienge alles Vertrauen auf eigene Kraft, alle Ermunterung zum Kunstfleisse verloren. Wie liesse sich aber auch die Voraussetzung rechtfertigen, dass alle Arbeit schutzbedürftig, d. h. unfähig sei, sich bei freiem Mitwerben zu behaupten? Diejenigen Gewerbe, welche ihre Erzeugnisse ausführen und auf fremden Märkten das Mitwerben siegreich bestehen, müssen doch in ihrer Heimath die Beschützung entbehren können, und was insbesondere Deutschland betrifft, so dürfen wir doch den Stand unseres Gewerbfleisses nicht für so kläglich halten, dass uns das Ausland in allen Ge-

werben überlegen wäre. Die Landwirthschaft hat in unserem Vaterlande schon gar kein Mitwerben zu fürchten, aber auch ein Theil der Gewerke nicht, das Schutzbedürfniss und die Schutzwürdigkeit müssen folglich erst bei jedem einzelnen Gewerbszweige, für welchen eine solche Begünstigung in Anspruch genommen wird, nach den in einem Lande obwaltenden Verhältnissen nachgewiesen werden. Ein immerwährender Schutz wäre ganz unzulässig, weil ein Gewerbe, welches ihn nöthig hätte, gar nicht verdiente aufrecht erhalten zu werden, man sollte also schützende Zölle nur auf bestimmte Zeiträume von mässiger Länge bewilligen und sie nicht so hoch machen, dass der inländische Gewerbsmann der Mühe überhoben würde, sich anzustrengen und mit auswärtigen Erzeugern zu wetteifern. In allen Zweigen der Stoffveredlung sich hervorthun zu wollen ist ein eitles Beginnen, denn die Bedingungen eines vortheilhaften Betriebes sind nicht für alle zugleich vorhanden, zum Theil sogar mit einander unverträglich; ohnehin muss man sich entschliessen, etwas von aussen zu kaufen, wenn man dahin verkaufen will, und es wird mehr und mehr der Grundsatz anerkannt werden, dass die Verkehrsverhältnisse zwischen den Völkern gegenseitig mit gleicher Billigkeit geordnet werden sollen. Daher liegt eine unbillige Anmassung, eine Feindseligkeit in der oft gepriesenen Regel, dass man keine Kunstwaaren, nur Rohstoffe vom Auslande kaufen solle. Ist eine Ueberlegenheit der Fremden von unseren Unternehmern verschuldet, z. B. durch Unwissenheit oder Trägheit, so würden diese Fehler nur desto sicherer fortdauern, wenn man sie mit einem zureichenden Zollschutze begünstigte. Wird die Behandlung dieser so grossen als wichtigen Streitfrage von allen Seiten mit redlichem Willen fortgesetzt, so wird sie, diess lässt sich voraussagen, zu dem Ergebniss führen, dass man, statt länger bei allgemeinen Sätzen zu verweilen, in jedem gegebenen Falle, wo die Erzeuger einen Zollschutz begehren, auch den Vortheil der Zehrer erwägt und durch gründliche Untersuchung auszumitteln sucht, ob es des allgemeinen Wohlstandes willen nothwendig sei, ihnen zu Gunsten eines inländischen Gewerbes die Befriedigung eines Bedürfnisses zu erschweren. Ebenso wenig, als einem einzelnen Staate angerathen werden kann, auf alle Schutzzölle zu verzichten, während dieselben anderswo noch in ihrer Blüte stehen, wäre es staatsklug, das Beispiel derjenigen Staaten nachzuahmen, welche sich von der Handelsfreiheit

am weitesten entfernt haben. Die Beschränkungen derselben sind wie eine schlimme Angewöhnung von einem Staat auf den anderen übergegangen und man muss von ihnen auf ähnlichem Wege, stufenweise und wechselseitig, abzukommen suchen. In dem Urbilde einer vollkommenen Volkswirthschaft würde die Blüte der Gewerbe nicht auf Zwang, sondern auf Freiheit, Einsicht, Kunst und unverdrossenen Fleiss gegründet sein. Allerdings dürfen wir über dem Ideale nicht die Anforderungen des gegenwärtigen Zustandes vernachlässigen, in dem noch die Nachwirkungen von mancherlei früheren Missgriffen und Missverhältnissen sichtbar sind und wir müssen, was insbesondere Deutschland betrifft, für den Augenblick wohl manche Unbequemlichkeit auf uns nehmen, um die Folgen zu beseitigen, die aus dem alten Mangel gemeinsamer Maasregeln nach Innen und Aussen herstammen. Stärker als je tritt das Verlangen und selbst das Bedürfniss hervor, die dem deutschen Bunde angehörenden Staaten in volkswirthschaftlicher Hinsicht immer fester an einander zu ketten, so dass sie zu einem grossen Nahrungswesen verwachsen und dem Auslande gegenüber eine achtunggebietende Masse bilden. Gleichwohl sollte man sich stets klar machen, dass Schutzzölle ein Opfer sind, welches die Gesammtheit der Bürger für einzelne Zweige der Hervorbringung tragen muss, und dass es viel besser wäre, wenn ohne sie der vaterländische Gewerbfleiss erstarken könnte. Nicht die Grösse des Opfers darf uns demselben abgeneigt machen, sondern der Zweifel, ob es wohl angewendet sei.

Von diesem weiten Felde staatswirthschaftlicher Streitfragen richten wir den Blick wieder auf unsere ehrwürdige *Ruperto-Carolina,* die nun bald 5 Jahrhunderte hindurch, in Sonnenschein und stürmischen Zeiten, sich erhalten, die Wissenschaften gepflegt, Licht und Wahrheit um sich her verbreitet hat und in der hoffentlich noch viele Menschenalter nach uns an dem grossen Werke fortbauen werden. Gegen diese lange Reihe von Jahren, in welcher 596 Rectoren und Prorectoren vor mir an dieser Stelle standen, erscheint das Dasein und Wirken jedes Einzelnen nur als ein kleines Glied an einer unübersehbaren Kette. Dieser Gedanke bewahrt uns zwar am sichersten vor der

Ueberschätzung der Gegenwart, muss uns aber auch mit einem erhebenden Gefühle erfüllen, weil er uns mit einer an Ereignissen und Thaten reichen Vergangenheit in Beziehung bringt. Auch haben wir, indem wir den heutigen Zustand unserer Universität in's Auge fassen, keinen Grund, die Unbeständigkeit der Dinge zu beklagen, vielmehr muss uns derselbe zur Freude und zur innigsten Dankbarkeit gegen unseren durchlauchtigsten Grossherzog auffordern, unter dessen segensvoller Regierung nicht allein die materiellen Hülfsmittel unserer Anstalt von Zeit zu Zeit vermehrt wurden, sondern auch für Ergänzung und Verstärkung des Kreises der Lehrenden auf das Beste gesorgt worden ist. Das, was zu unserer dankbaren Verpflichtung durch die Gnade eines, auf alle Zweige der Bildung eifrigst bedachten Fürsten, mit dem weisen Beirathe ausgezeichneter Staatsmänner an Seiner Seite und unter der Mitwirkung der den wissenschaftlichen Bestrebungen freundlich zugeneigten Landstände schon geschehen ist, lässt uns auch eine weitere vollständigere Befriedigung unserer Bedürfnisse hoffen, zumal da alle unsere Angelegenheiten in der Person des Herrn Curators einen höchst einsichtsvollen, wohlwollenden, alle geistigen Fortschritte mit gleicher Liebe pflegenden Vertreter gefunden haben. Im Laufe des letzten Jahres ist das schöne für die Anatomie und Zoologie bestimmte Gebäude bis auf den inneren Aufbau vollendet, es ist auch an das Bibliotheksgebäude die letzte Hand gelegt worden, um dasselbe vollkommen brauchbar einzurichten. Durch einen Beitrag zu der Besoldung eines vorzüglich kundigen Turnlehrers und zur Anschaffung von Turngeräthen, ferner durch Abordnung eines Mitgliedes der Universität zu dem hiesigen Turnrathe ist dieser Zweig körperlicher Ausbildung unter die Lehrgegenstände unserer Hochschule eingereiht worden.

Zwei hochverdiente und berühmte Lehrer haben in diesem Jahre einen Abschnitt ihrer Amtsthätigkeit erreicht, bei dem man mit Befriedigung auf das schon glücklich vollbrachte Werk zurückblickt und sich der Glückwünsche theilnehmender Freunde erfreut. Am 29. Juni, dem Tage seiner vor 40 Jahren erfolgten Anstellung in unserer Mitte, begrüssten wir den Herrn geh. Rath NÆGELE, dem auch Se. K. Hoheit der Grossherzog Seine Theilnahme bezeugte und, als Sinnbild der hohen Verdienste, die Zierde des Eichenlaubes zum Comthurkreutz verlieh. Als bald darauf für unseren schon von hier

abwesenden Amtsgenossen MUNCKE die Feier seiner 50 jährigen Lehrwirksamkeit in öffentlichen Aemtern eintrat, die ebenfalls von dem durchlauchtigsten Grossherzog durch eine Gnade, nämlich die Ertheilung des Titels eines geh. Rathes, bezeichnet wurde, mischten sich in unsere Glückwünsche schon Besorgnisse für das Leben des würdigen Jubelgreises, der auch, von uns aufrichtig beklagt, in der Ferne kürzlich schweren Leiden unterlegen ist. [1]) Möge es der Universität nie an Männern fehlen, die gleich dem Entschlafenen mit ganzer Seele, mit den edelsten Lebenskräften und zugleich in vollster Anspruchlosigkeit sich dem Dienste der Wissenschaft weihen.

Ein anderer hochgeachteter Lehrer, Prof. SPENGEL, verliess uns, um einem ehrenvollen Ruf in seine Vaterstadt München zu folgen. Dagegen hat die akademische Körperschaft auch einen höchst willkommenen Zuwachs erhalten; es sind nämlich drei als Lehrer und Schriftsteller gleich ausgezeichnete auswärtige Gelehrte hieher berufen worden, in die theologische Facultät Prof. HUNDESHAGEN von Bern, in die juridische, vorzüglich für das Verwaltungsrecht, geh. Hofrath v. MOHL aus Tübingen, in die philosophische Facultät, zunächst für die Archäologie, geh. Hofrath ZELL, bisheriges Mitglied des Oberstudienrathes. Ferner ist Prof. BISCHOFF zum Mitdirector des botanischen Gartens und zwar für den wissenschaftlichen Theil der Geschäfte, Prof. DITTENBERGER zum ordentlichen Professor der Theologie, Dr. LUD. POSSELT zum ausserordentlichen Professor in der medicinischen, Dr. HAHN zu der nämlichen Stelle in der philosophischen Facultät ernannt worden. In die Reihe der Privatdocenten sind neu eingetreten:

in der juridischen Facultät die Doctoren LEVITA, BRINCKMANN und JOLLY,

in der medicinischen die Doctoren CHELIUS und MOLESCHOTT,

in der philosophischen Dr. HETTNER. [2])

---

1) Dr. G. WILH. MUNCKE war am 28. Nov. 1773 zu Hilligsheim bei Hameln geboren, hatte von 1792 an in Göttingen Theologie und Philologie studirt, nebenbei aber sich viel mit Naturwissenschaften beschäftigt, hierauf eine Hauslehrerstelle bekleidet, war 1797 am damaligen Georgianum als Lehrer angestellt worden, 1810 als ordentlicher Professor in Marburg, 1817 folgte er dem Rufe nach Heidelberg. Am 17. October 1847 starb er zu Grosskmehlen bei Ortrand in preussisch-Sachsen.

2) Durch diese Verstärkung ist die Zahl der wirklich lehrenden ordentlichen Professoren

Mehreren Professoren, Beamten und Angestellten sind Besoldungserhöhungen zu Theil geworden, ferner haben geh. Hofrath ROSSHIRT und der gegenwärtige Prorector das Comthurkreutz, geh. Rath v. LEONHARD und Kirchenrath ROTHE [1]) das Ritterkreutz des Zähringer Löwenordens erhalten, und so sehen wir denn auch in dem zurückgelegten Jahre viele Beweise der unserer Hochschule zugewendeten höchsten Huld und der wohlwollendsten Sorgfalt unserer vorgesetzten Behörden. Auch von anderen Seiten hat es an Zeichen freundlich gesinnter Theilnahme nicht gefehlt, wohin wir namentlich die zahlreichen Geschenke an die Universitätsbibliothek zählen dürfen, unter denen ich nur die Fortsetzung der prachtvollen Ausgabe der Werke Friedrichs des Grossen besonders anführe, eine Gabe, durch welche uns die Gnade Sr. Majestät des Königs von Preussen zu dem ehrerbietigsten Danke verpflichtet hat.

In der Zahl unserer Studierenden hat eine kleine Abnahme stattgefunden, aber diese übersteigt nicht die Gränzen der Schwankungen, welche bei der Menge der unsere Hörsäle besuchenden Ausländer in der Natur der Sache liegen, und sie enthält um so weniger etwas Beunruhigendes in sich, als wir das wissenschaftliche Streben und den sittlichen Geist unter den jugendlichen Bürgern der Universität im Zunehmen finden und die Hoffnung hegen dürfen, dieselben mit immer grösserem Ernst und grösserer Liebe zu den Diensten sich vorbereiten zu sehen, welche das Vaterland, die Wissenschaft, die Kirche, die Menschheit von ihnen erwarten. Was Fleiss und Begeisterung jetzt im Stillen geschafft und gewirkt haben mögen, das wird zwar erst nach Jahrzehnden völlig kund, wenn die Zöglinge, die wir in der Blüte der Jugend um uns sehen, in voller Manneskraft unter den Bannern des Guten, Wahren und Schönen kämpfen; doch haben wir auch schon heute einzelne Früchte rühmlicher Anstrengungen aufzuweisen, wie diess der Bericht über die Erfolge der im vorigen Jahre aufgestellten Preisaufgaben darthun wird. Drei derselben sind von Studierenden bearbeitet worden.

Die juridische Facultät hatte zu einer Sammlung und Erklärung der Spu-

---

mit Einschluss eines Prof. honorarius auf 31, der ausserordentlichen auf 16, der Privatdocenten auf 26 erhöht worden, welche zusammen 73 betragen.

1) Die drei letztgenannten Professoren empfingen diese Auszeichnung erst am Tage vor der Preisvertheilung.

ren von deutschem Rechte aufgefordert, die im kanonischen Rechte vorkommen. Es ist eine hierauf sich beziehende Abhandlung übergeben worden mit dem Denkspruche:

> Fortgesetzte Forschung mag entweder die verlornen Zwischenglieder der Kette auffinden, oder die vermuthete Verbindung widerlegen.
>
> JAKOB GRIMM.

Das Urtheil über diese Abhandlung lautet so:

Autor corpus juris canonici sedulo tractavit studio, nec pauca, quibus juris Germanici vestigia continentur, juris canonici loca collegit et explicavit, eorumque nexum cum juris Germanici principiis demonstravit; materiam lucido ordine disposuit, in nonnullis quoque dissertationis partibus studii et ingenii specimina praeclara exhibuit. Plura vero, quae eum, si accuratius fontes perspexisset, haud fugissent, juris Germanici privati in jure canonico vestigia plane omisit, et in iis, quae exposuit, saepius celeriori calamo usus est; plurima, quae strictius investiganda fuissent, vix indicavit, interdum nimis audacter sententiam statuit, in aliis quoque plane erravit, idemque etiam in iis, ubi rectum re vera invenisse censendus est, haud raro historicam rationem ac demonstrationem sufficientemque argumentorum, quibus sententia defendi possit, expositionem desiderandam reliquit. Quae quum ita sint, Ordo Jureconsultorum dissertationem oblatam ita perfectam et absolutam habere nequaquam potuit, quam dignam judicaret, quae typis excuteretur. Nihilominus Ordo Jureconsultorum studium, quod autor in una alterave dissertationis parte elaboranda commonstravit, respiciendum esse censuit, praesertim quum Nostra quaestio id potissimum spectaret, ut vestigia juris Germanici antiquioris demonstrarentur, qua in re tam late patente tractandu autor vix quemquam habuit, cujus disquisitionibus adjuvari potuerit, ita ut plurima ex ipsis juris fontibus ducere coactus esset. Quare Ordo Jureconsultorum, hujusmodi quaestionibus aequo ac benevolo arbitrio judicatis juvenum ingenia ad studia continuanda maxime incitari ratus, in autorem hujus libelli praemium conferendum esse, unanimi sententia decrevit.

Den Namen des Verf. birgt noch das verschlossene Blatt, auf welchem ich nach der Erbrechung des Siegels lese:

HARALD EDUARD EGGERS,

STUD. JUR. SLESVICENSIS.

Die Aufgabe der medicinischen Facultät forderte die Zusammenstellung und Abwägung der Gründe für und gegen die Irritabilität Hallers, zugleich eine Wiederholung der von Reid und Longet angestellten Versuche. Die eingereichte Bewerbungsschrift hat den Sinnspruch:

Παρ' δύναμιν δ'ουκ' ἔστι καὶ ἐσσύμενον πολεμίζειν.

Homerus.

und wird folgendergestalt beurtheilt:

Autor hujus dissertationis priorem argumenti partem bene tractavit; quae de irritabilitatis notione autoribus placuerunt, diligenter collegit, recte interpretatus est et plerumque justa de iis judicia tulit, quae tamen uno loco congesta malimus, quam, ut ille fecit, per totam dissertationem dispersa.

Experimenta, quae, ut denuo instituerentur, ordo postulaverat, infelici successu fecit. Nervi enim, quorum magnam partem exciderat ut quae inde nasci solet paralysin observaret, praeter spem coaluerunt. Jam cum angustiae temporis non paterentur, ut ad experimentum rediret, idem autem alia, non postulata, sed simpliciora experimenta non solum iteraverit, verum etiam via solerter variata quaestionem illustraverit: censet ordo, praemium ei deferendum esse.

Als Verfasser nennt sich auf dem entsiegelten Zettel:

ELIAS RUBEN,

HAMBURGENSIS.

Die philosophische Facultät hatte eine Darstellung und Beurtheilung der Lehre Spinoza's von der Substanz verlangt. Auch diese Arbeit ist unternommen worden. Sie trägt den Spruch:

Hominum ratio non in coelum usque penetravit?

Cic. de nat. deor.

Die Facultät äussert sich hierüber in folgenden Worten:

Autor hujus commentationis fontium locos, qui sententiis Spinozae de sub-

stantia accuratius explicandis atque illustrandis inserviunt, summa cum diligentia indagavit et collegit ejusdemque philosophi placita ex principiis philosophiae Cartesianae recte deduxit cumque doctrina aliorum philosophorum apte comparavit. Plura in hujus philosophi doctrin recte disponenda atque dijudicanda quamquam desiderantur, tamen ordo philosophorum autori, qui in reliquis satisfecit, victoris palmam decernendam esse censuit.

Nach Wegnahme des geschlossenen Umschlages zeigt sich der Name des Verfassers:

Dr. JULIUS FÜRST,

MANHEMIENSIS.

Ich schreite nun zur Verkündigung der von den 4 Facultäten neu aufgestellten Preisaufgaben:

I. Aus dem Gebiete der Theologie:

Enarretur historia controversiae paschalis ita quidem, ut simul quaeratur, num ea quid momenti suppeditet ad dijudicandam autenthiam Evangelii secundum Joannem.

II. Aus der Rechtswissenschaft:

De Salviano interdicto.

III. Aus der Medicin:

Liebigii sententia, vim, qua salia alvum ducunt, in diffusione (endosmosi) sitam esse, experimentorum examini subjiciatur.

IV. Aus dem Bereiche der philosophischen Facultät, und zwar

1) aus der Philologie:

Quaeritur quam sententiam Livius in rebus publicis tenuerit.

2) aus der Staatswirthschaftslehre:

Inquiratur in eas doctrinas ad oeconomiam politicam nostri aevi spectantes, quae jam a physiocraticis, qui dicuntur, autoribus inventae et prolatae sunt.

Für die Bearbeitung dieser Aufgabe ist der Gebrauch der deutschen Sprache gestattet.

Dem Verdienste in diesem Wettkampf wird seine Krone nicht entgehen, aber auch der minder glückliche Mitstreiter wird durch die Bereicherung seines Wissens und die Schärfung seiner Urtheilskraft einen Lohn für seine Bemühung ernten. Bei den ersten Schritten in der Bahn wissenschaftlicher Leistungen ist die gute Wahl des Stoffes für Viele schwierig; hier sind von kundigen Männern 5 Gegenstände als Ziele der Forschungen empfohlen; wir wünschen und hoffen, dass sie zu mehrfacher Bewerbung anfeuern mögen.

Hiermit ist nun sowohl der Vergangenheit ihr Recht erwiesen als eine Saat für die Zukunft niedergelegt worden. Die menschlichen Geschicke überhaupt liegen aber nicht in unserer Macht. Lassen Sie uns daher, ehe wir aus diesen Mauern scheiden, den Seegen des Höchsten erflehen für unseren theuersten Grossherzog LEOPOLD, dem als dem Rector magnificentissimus unserer Universität wir uns in erhöhtem Maasse treu ergeben fühlen, für das ganze Grossherzogliche Haus, für die hochgestellten Männer, denen die Pflege unserer Hochschule anvertraut ist, für das fortdauernde Gedeihen dieser Anstalt und für das Heil unseres theuren Vaterlandes.

Die

Gewerbausstellung in Brüssel

im Jahr 1841.

Nebst

einer kurzen Uebersicht über die Industrie in Belgien.

Von

H. Rößler,
Secretär des Großherzoglich Hessischen Gewerbvereins.

Aus den Verhandlungen für das Großherzogthum Hessen besonders abgedruckt.

Darmstadt,
Druck und Verlag von Carl Wilhelm Leske.
1842.

Im Verlage von **C. W. Leske in Darmstadt** sind erschienen und durch alle Buchhandlungen zu beziehen:

Anweisung zur praktischen Bereitung verschiedener der beliebtesten Liqueure und doppelten Brandweine, Rosoli, magenstärkenden Tropfen, Punsch-Extract und des ächten Cölnischen Wassers, auf kaltem Wege und durch Digestion, für Gutsherren, Brennereibesitzer, Gastwirthe, Kaufleute, Conditoren, Liqueurfabrikanten ꝛc. 8. geh. 1834. Offenbach. 10 sgr. oder 36 kr.

Berg, C. H. E. von, Anleitung zum Verkohlen des Holzes. Ein Handbuch für Forstmänner, Hüttenbeamten ꝛc. Mit 2 Steindrücken. 8. 1 Thlr. 5 sgr. od. 2 fl.

Götz, Ph., der aufrichtige Weinbauer, oder kurzer Unterricht, wie man den Weinbau betreiben müsse, um den erwünschten Nutzen aus ihm zu ziehen. 8. 1826. geh. 10 sgr. oder 36 kr.

Handbuch, kleines, für junge Reisende des Handelsstandes. 8. 1808. broch. 20 sgr. oder 1 fl.

Hartmann, D. Carl, (Herzogl. Braunschweig. Bergkommissär, mehrer Gelehrten- und Gewerbsvereine Mitglied,) Encyklopädisches Handbuch des Maschinen- und Fabrikenwesens für Kameralisten, Architekten, Künstler, Fabrikanten und Gewerbtreibende jeder Art. Nach den besten deutschen, englischen und französischen Hülfsmitteln bearbeitet. Erster Theil, erste Abtheilung, enthaltend eine einleitende Uebersicht der Grundsätze des Maschinen- und Fabrikenwesens; allgemeine Bemerkungen über die Kräfte und die specielle Beschreibung der Handmühlen, Treträder, Roßmühlen, Windmühlen, Wassersäulen- und Dampfmaschinen. gr. 4. cart. Mit 24 lithograph. Tafeln. 3 Thlr. oder 5 fl. 24 kr.

Desselben Werkes ersten Theiles zweite Abth. Enthaltend die Beschreibung von Winden, Krahnen, Rammen, Pumpen, Feuerspritzen, Pressen, Buchdrucker-, Kupfer- und Steindruckpressen, Schneide- oder Sägemühlen, Tabak-, Loh-, Farbe- und Farbholzmühlen u. s. w. Mit 10 lithograph. Tafeln. 1 Thlr. 15 sgr. oder 2 fl. 42 kr.

Desselben Werkes Ersten Theiles dritte Abth. Enthaltend: Die Eisenbahnen und der Transport auf denselben. Mit 10 lithograph. Tafeln. 1 Thlr. 10 sgr. oder 2 fl. 24 kr.

Desselben Werkes zweiten Bandes erste Abtheil. Enthaltend: Die Gewinnung und Bearbeitung der Metalle. Mit 41 lithogr. Taf. 5 Thlr. 10 sgr. oder 9 fl. 36 kr.

Desselben Werkes zweiten Bandes zweite Abtheilung. Enthaltend: Die Bearbeitung verschiedener Mineral-, Pflanzen- und Thierstoffe; ferner Nachträge und Register zu dem ganzen Werke. Mit 43 lithographirten Tafeln. 6 Thlr. 20 sgr. oder 12 fl.

(Das ganze Werk von 142 Druckbogen und 137 lithograph. Tafeln kostet im Subscriptionspreise zusammengenommen 17 Thlr. 25 sgr. oder 32 fl. 6 kr.)

Heß, J. (Großh. Hess. Oberfinanzrath und Director des botanischen Gartens zu Darmstadt), Uebersicht der natürlichen Familien der phanerogamischen Pflanzen, mit einer kurzen Charakteristik der einzelnen Familien. Für angehende Botaniker. 8. 1832. geh. 22½ sgr. oder 1 fl. 20 kr.

Hülfstafeln zur Berechnung des körperlichen Inhalts und Werthes des Bau- und Werkholzes nach dem Decimalmaaße. 8. 1820. Auf Druckpap. 1 Thlr. 10 sgr. oder 2 fl. 24 kr. Auf Schreibp. 1 Thlr. 20 sgr. od. 3 fl.

Hunäus, G. Chr. C., Lehrbuch der reinen Elementar-Mathematik zum Gebrauche in Gymnasien und technischen Lehranstalten, nebst einem Anhange, welcher eine Sammlung von technischen Aufgaben enthält. Erster Band. Auch unter dem Titel: Lehrbuch der reinen allgemeinen und besonderen Arithmetik für Schulen. gr. 8. 1835. 1 Thlr. 22½ sgr. oder 3 fl. 9 kr.

Dessen Zweiten Bandes erste Abtheilung. Auch unter dem Titel: Lehrbuch der ebenen Geometrie und ebenen Trigonometrie für Schulen. Mit 5 Figurentafeln. gr. 8. 1836. 1 Thlr. 15 sgr. oder 2 fl. 42 kr.

Dessen Zweiten Bandes zweite Abtheilung. Auch unter dem Titel: Lehrbuch der Stereometrie. Nebst einem Anhange über die Kegelschnitte. Mit 7 Figurentaf. gr. 8. 1 Thlr. 7½ sgr. oder 2 fl. 15 kr.

Ideen, neue, über die Beschiffung der Luft. Mit 2 lithographirten Tafeln in Querfolio. gr. 8. Offenbach 1833. 5 sgr. oder 18 kr.

Klipstein, A., Versuch einer geognost. Darstellung des Kupferschiefergebirgs der Wetterau und des Spessart. Nebst einer geogn. Karte und einer Profiltafel. gr. 8. 1830 1 Thlr. 5 sgr. od. 2 fl.

Krauß, G., Sammlung mehrerer wichtigen neuen Angaben und Erfindungen, durch praktische Erfahrungen bewährt, für jeden Bierbrauer und Brandweinbrenner, wodurch deren Produkte mit vermehrtem Nutzen, ohne kostspieligen Aufwand, weit vorzüglicher hervorgebracht werden können. 2 Hefte mit lithograph. Abbildungen. Dritte verbesserte und vermehrte Auflage. Erstes Heft, für Bierbrauer. Zweites Heft, für Brandweinbrenner. Jedes Heft 15 sgr. oder 54 kr. (Offenbach.)

Krönke, C., Ueber die Durchgrabung der Erdzunge am Geyer, zur bessern Leitung des Rheins zwischen Worms und Oppenheim. Mit 1 Karte. gr. 8. 1826. 22½ sgr. oder 1 fl. 20 kr.

Lamé, G. (Lehrer an der polytechnischen Schule zu Paris ꝛc.), Lehrbuch der Physik für höhere polytechnische Lehranstalten. Deutsch bearbeitet und mit den nöthigen Zusätzen versehen von D. C. H. Schnuse. Erster Bd. Allgemeine Eigenschaften der Körper. Physikalische Theorie der Wärme. Mit 9 lithogr. Tafeln. gr. 8. 1838. 2 Thlr. 15 sgr. oder 4 fl. 30 kr.

Desselben Werkes zweiter Band. Akustik. Physikalische Theorie des Lichts. (Allgemeine physikalische Theorie der Wellen.) Mit 6 lithograph. Tafeln. 1838. 2 Thlr. 7½ sgr. oder 4 fl.

Desselben Werkes dritter Band. Electricität. Magnetismus. Electrodynamik. Physikalische Aufgaben. Anhang: Beschreibung der bei den Gauß'schen magnetischen Beobachtungen angewandten Instrumente. Mie 7 lithograph. Taf. 1841. 2 Thlr. 15 sgr. oder 4 fl. 30 kr.

Lerch, D. G. A. (Großherzogl. Hessischer Provinzialbaumeister), über die Heizung mit erwärmter Luft und ihre Anwendung im Irrenhospitale Hofheim bei Darm-

Die Gewerbausstellung in Brüssel im Jahr 1841.

Nebst einer kurzen Uebersicht über die Industrie in Belgien.

Von

H. Rößler,
Secretär des Großherzoglich Hessischen Gewerbvereins.

Aus den Verhandlungen des Gewerbvereins für das Großherzogthum Hessen besonders abgedruckt.

Darmstadt,
Druck und Verlag von Carl Wilhelm Leske.
1842.

Einleitung.

Wenn Industrieausstellungen überhaupt geeignet sind, die Aufmerksamkeit der Regierungen sowohl, wie aller derjenigen zu erregen, welche mit einigem Interesse die Entwickelung der Gewerbsthätigkeit, jener großen Quelle des Nationalwohlstands, verfolgen, so verdient die letzte Ausstellung der Produkte der Belgischen Nationalindustrie in Brüssel gewiß in mehr wie in einer Rücksicht eine ganz besondere Beachtung.

Mehr wie in irgend einem anderen Lande des Continents finden sich die Elemente zu einem ausgedehnten Gewerbsbetrieb in Belgien vereinigt. Belgien ist ein ackerbautreibendes Land und hat in Bezug auf seine Bodenerzeugnisse einen hohen Grad von Vollkommenheit erreicht. Der Ackerbau gewährt diesem Lande eine unschätzbare Quelle des Nationalreichthums und trägt zugleich wesentlich zur Förderung seiner Gewerbsindustrie bei. Insbesondere ist es die Cultur des Flachses, welche einen Industriezweig erzeugt hat, der, neben der Eisenproduktion, als der wichtigste des Landes betrachtet werden muß, der eine ungeheure Anzahl von Arbeitern beschäftigt und sehr bedeutende Kapitalien in Umlauf setzt.

Einen unerschöpflichen Reichthum besitzt Belgien in seinen Steinkohlen- und Eisenerzgruben. Die Natur hat dem Lande hierdurch eine Quelle reichen Erwerbs zugewiesen, die dasselbe höchst vortheilhaft zu benutzen verstand; denn die Eisenerzeugung und alle hiermit in Verbindung stehende Fabrikationen nehmen einen sehr bedeutenden Rang in der Belgischen Industrie ein. Wo Kohlen im Ueberfluß vorhanden sind, da entstehen eine Menge von Industriezweigen, deren Existenz und Erfolg zunächst von dem Besitz wohlfeilen Brennmaterials abhängig ist; die größte Zahl von Fabriken finden wir immer in denjenigen Gegenden vereinigt, welche die Natur vorzugsweise mit Holz oder mit Steinkohlen gesegnet hat. Wo Kohlen und Eisen, jene wichtigsten Produkte des Mineralreichs, vorhanden sind, da sind die nothwendigsten Elemente zur Entstehung von Maschinenfabriken gegeben, welche ihrerseits wieder so wesentlich beitragen, durch Verbesserung der mechanischen Einrichtungen die Erzeugnisse der Fabriken und Manufakturen zu vervollkommnen. Der Mechaniker ist der natürliche Verbündete des Fabrikanten auf dem

Felde der Industrie; der eine bedarf des Raths und der Unterstützung des andern und der wechselseitige Austausch der Ideen beider bringt Vervollkommnungen zu Wege, welche dem Einzelnen nicht möglich sind, weil er die Erfahrungen des Andern nicht besitzt.

Der ungeheure Reichthum an Kohlen und Eisen, sowie die Bedürfnisse der Fabriken und Manufakturen haben daher gleichmäßig dazu beigetragen, der Maschinenfabrikation in Belgien einen Grad von Ausdehnung zu geben, welcher zwar vielleicht schon das wirkliche Bedürfniß überschreitet, der aber unstreitig den größten Einfluß auf die Vervollkommnung der Maschinen und somit auch auf wesentliche Verbesserungen in allen Zweigen der Fabrikation ausgeübt hat und täglich noch ausübt. Dem Fabrikanten ist durch die Nähe des Mechanikers die Gelegenheit gegeben, seine Ideen, häufig die Früchte vieljährigen Nachdenkens, in kürzester Zeit verwirklicht zu sehen; keine irgend wichtige Erfindung eines fremden Landes bleibt lange verborgen oder unbenutzt, der rastlos thätige Geist des wahren Mechanikers sucht dieselbe bald, zum Nutzen seines Vaterlandes sich anzueignen oder auf anderem Wege, vielleicht in größerer Vollkommenheit, den nämlichen Zweck zu erreichen. Die in Belgien fabricirten Maschinen zur Tuch-, Leinwand- und Baumwollefabrikation haben sich daher in Teutschland einen höchst vortheilhaften Ruf erworben. Wenn auch England in Bezug auf Vervollkommnung der Maschinen und auf neue wichtige Erfindungen den höchsten Rang unter den Nationen behauptet, so bleibt doch dem Belgier keine englische Erfindung lange fremd und manche eigenthümliche Einrichtungen tauchen auf belgischem Boden auf, welche für die Industrie des Landes von dem größten Einfluß sind.

Der Belgier besitzt eine ihm angeborne Neigung für industrielle Beschäftigung und einen gewissen, in seinem Nationalcharakter begründeten Stolz, auf dem von der Natur ihm vorzugsweise angewiesenen Felde der Industrie den übrigen Nationen weder nachstehen, noch von ihnen abhängig sein zu wollen. Die vielfachen Unterstützungen, welche dem Lande in dieser Beziehung von Seiten der Regierung unbestreitbar zu Theil werden, die durch ein Netz von Eisenbahnen so wesentlich erleichterten Communikationsmittel und endlich der Besitz bedeutender Kapitalien, alle diese Umstände vereinigen sich gleichmäßig, um Belgien immer mehr zu einem wahrhaft industriellen Lande zu gestalten. Die neuere Zeit hat unverkennbar bewiesen, mit welchem Erfolg dasselbe auf seiner Bahn vorwärts schreitet; denn man kann wohl sagen, daß die Industrie von Belgien auf ihrem gegenwärtig erreichten Standpunkt die Bewunderung von Europa und die nicht unbegründete Eifersucht manchen industriellen Staates erregt.

Wenn man nun im Vorhergehenden bemüht gewesen ist, die außerordentlichen Fortschritte Belgiens in dem Gebiete der Industrie, wie solche namentlich in den letzten 6 Jahren so augenscheinlich sich kundgegeben haben, anzudeuten, so können doch auf der andern Seite die Besorgnisse nicht unterdrückt und mit Stillschweigen übergangen werden, welchen eben dieser Zustand, weniger zwar in Rücksicht der Stufe von Vollkommenheit, als des großen Umfangs, den das Gewerbswesen in diesem Lande gewonnen, mit Recht erregt. Glücklich ist der Zustand eines Landes, in welchem der Ackerbau eine hohe Stufe erlangt hat, glücklich, wenn das Volk zugleich mit einem regen Sinn für Industrie begabt ist und hiermit die Mittel verbindet, nicht bloß die Erzeugnisse seines Bodens zu veredeln und ihnen den höchst möglichen Werth zu verleihen, sondern auch andere Industriezweige zu pflegen und sich dadurch reiche Quellen des Nationalerwerbs zu verschaffen. In diesem Sinn muß Belgien, wo Ackerbau und Gewerbe vereinigt Hand in Hand gehen, und wo der Boden die nächsten Elemente zum Gewerbsbetrieb liefert, als ein glückliches Land betrachtet werden. Doch, die Ausdehnung der Industrie eines Landes kann auch eine Grenze erreichen, deren Ueberschreitung nachtheilig wirkt; und dieser Punkt scheint in Bezug auf einzelne Industriezweige Belgiens wirklich eingetreten zu sein. Die erste und wichtigste Bedingung für jede Produktion ist Absatz. Wenn ein Land so viel producirt, als die innere Consumtion und die Bedürfnisse des auswärtigen Handels erfordern, da ist jenes günstige Gleichgewicht vorhanden, welches das Streben jedes Staats sein sollte; dann aber ist jede Steigerung der Industrie überflüssig und ein Nachtheil für das Land. Es wäre eine Aufforderung für Belgien, auf jede Weise die fernere Ausdehnung derjenigen Industriezweige, welche in ihrem gegenwärtigen Stande in der That mehr produciren können, als innere Consumtion und Absatz nach Aussen solches

erheischen, so lange wenigstens zu verhindern, bis durch anderweitige Handelsverbindungen der verlorne Absatz wieder gewonnen worden.

Wie sehr indessen die belgische Industrie in der Zunahme begriffen ist, mag die nachstehende interessante Zusammenstellung der Anzahl von Dampfmaschinen beweisen, welche in dem Zeitraum von 1829 bis 1835 bloß in der Provinz Lüttich fabricirt wurden:

1829	37	Maschinen	von	630	Pferdekraft.
1830	41	—	—	751	—
1831	11	—	—	324	—
1832	24	—	—	374	—
1833	38	—	—	656	—
1834	46	—	—	906	—
1835	64	—	—	1761	—

In dem Arondissement von Charleroi existirten vor dem Jahr 1829 nur wenige, größtentheils mangelhafte Dampfmaschinen, welche zur Wasserförderung in den Steinkohlengruben verwendet wurden. Vom Jahr 1829 bis zum Jahr 1835 wurden in dem nemlichen Distrikt 38 Dampfmaschinen, zusammen mit einer Kraft von 1312 Pferde in Thätigkeit gesetzt, welche Maschinen zum Betrieb von Hohöfen, Walzwerken, Kohlenbergwerken, Dampfmühlen, Spinnereien, Sägemühlen u. s. w. dienten. In der ersten Hälfte des Jahres 1836 allein wurde Autorisation zur Aufstellung von 31 neuen Dampfmaschinen, und zwar nur in einem Umkreis von 2 Stunden um Charleroi, erbeten. In Bezug auf spätere Jahre sind zwar noch keine zuverlässigen Angaben bekannt geworden; es läßt sich aber annehmen, daß die Zunahme der Dampfmaschinen in nicht geringerer Progression stattgefunden hat. Aus dem Vorhergehenden geht also die bedeutende Ausdehnung, zu welcher die Industrie in Belgien, einem Lande von nicht mehr wie 500 Quadratmeilen und von 4,100,000 Seelen in neuester Zeit sich erhoben hat, zur Genüge hervor. Bei dieser Ausdehnung und der Mannigfaltigkeit der Fabrikationszweige läßt sich daher auch im Voraus erwarten, daß die dießjährige Ausstellung der Produkte der belgischen Nationalindustrie sehr bedeutend und höchst interessant werden würde. Diese Erwartung wurde auf das vollständigste gerechtfertigt und wenn auch viele bedeutende Etablissements sich nicht veranlaßt fanden, durch Einsendung der Erzeugnisse ihrer Fabrikation eine höchst weise Anordnung der Regierung zu unterstützen, welche so wesentlich dazu beiträgt, den ehrenvollen Standpunkt der belgischen Industrie dem In- und Ausland vor Augen zu legen, so kann doch nicht geläugnet werden, daß in dieser Ausstellung die verschiedenen Zweige der Gewerbsindustrie Belgiens sehr vollständig vertreten waren.

Sämmtliche, zum Theil sehr bedeutende Räume des Industriepalastes, zwei mit denselben in unmittelbare Verbindung gesetzte Orangeriesäle, sowie die Gemäldegallerie, zusammen 14 höchst vortheilhaft erleuchtete Säle, ferner die Gänge und Haupttreppen, sowie der geräumige Vorhof jenes Gebäudes, alle diese Räume waren zur Aufstellung der verschiedenartigen Erzeugnisse belgischer Industrie bestimmt worden. Eine zweckmäßige Verbindung jener sämmtlichen Räume, ein höchst geschmackvolles und sinniges, selbst auf die geringsten Details sich erstreckendes Arrangement, die Menge und Mannigfaltigkeit der ausgestellten Gegenstände, wobei auch die interessantesten und großartigsten Erzeugnisse der Maschinenwerkstätten nicht fehlten, die ungemeine Pracht vieler einzelnen Stücke, kurz alle Umstände fanden sich hier vereinigt, um eine Gewerbausstellung zu Stande zu bringen, welche dem Freund der Gewerbsthätigkeit ein hohes Interesse gewähren mußte und einen gewiß unvergeßlichen Eindruck bei ihm hinterlassen wird.

Ich habe mit der nachstehenden Uebersicht der ausgestellten Gegenstände, in soweit mir solches von Interesse erschien, manche statistische Notizen zu verknüpfen gesucht, wobei ich folgende Werke, nämlich

1) **De l'Industrie en Belgique. Par M. N. Briavoinne. 1 u. 2. vol. 1839.**

2) **Rapport du Jury sur les produits de l'industrie belge, présentées à léxposition de 1835.**

3) **Indicateur Belge, ou guide commercial et industriel, pour l'année 1840.**

benutzte.

Die Beurtheilungen einzelner Gegenstände sind theils meine eigenen; theils gründen sie sich auf vielfache Unterredungen mit Sachverständigen an Ort und Stelle, theils auf Mittheilungen, welche verschiedene belgische Blätter über die Gewerbausstellung geliefert haben.

Leinenfabrikate.

Die Leinenindustrie bildet für Belgien einen Gegenstand von sehr großer Bedeutung, ohne Zweifel die vorzüglichste Quelle seines Nationalreichthums. Alle Umstände scheinen sich in diesem Lande zu vereinigen, um den Flachsbau auf eine solche Stufe von Vollkommenheit zu bringen und ihm eine solche Ausdehnung zu geben, deren kein anderes Land in demselben Grade wohl fähig ist. Wenn auch manche Gegenden in dieser Beziehung weniger wie andere von der Natur begünstigt erscheinen, so sind doch beinahe sämmtliche Theile des Landes dazu geeignet, einen mehr oder weniger vorzüglichen Flachs zu erzeugen.

Der Flachsbau und seine weitere Verarbeitung zu Garn und Geweben ist die älteste Industrie in Belgien. Lange Zeit waren es nur die beiden Flandern, wo Flachsbau und zwar in großer Ausdehnung betrieben wurde; seit dem Anfang dieses Jahrhunderts hat sich derselbe jedoch auch in anderen Theilen von Belgien, namentlich in dem Hennegau, in Brabant, sowie in den Provinzen von Namur, Antwerpen, Lüttich und Limburg verbreitet, so daß dieser Zweig der Landwirthschaft gegenwärtig so ziemlich auf alle Theile des Landes sich erstreckt. Der Flachs aus den Umgebungen von Courtrai und Lockeren wird indessen im Handel am meisten geschätzt.

England und Frankreich beziehen einen ansehnlichen Theil des in Belgien gezogenen Flachses. Die Provinzen Hennegau, Brabant und Namur allein versenden in diese beiden Länder beinahe ihre gesammte jährliche Produktion. Dieß, so wie der sehr bedeutende Markt, welchen die belgischen Leinenfabrikate im Auslande finden, bilden die Ursache der ausserordentlichen Verbreitung, welche der Flachsbau sowie seine weitere Verarbeitung zu Garnen und Geweben in diesem Lande gewonnen hat.

Aus statistischen Nachrichten geht hervor, daß in Belgien in guten Jahren 128 Millionen Kilogramm an rohem Flachs geerndet werden, wovon die beiden Flandern $^3/_4$ und die übrigen oben bezeichneten Provinzen das andere Viertheil liefern. Diese 128 Million Kilogramm Flachs, das Produkt von 36 bis 40,000 Hektaren (144,000 — 160,000 hessische Morgen) repräsentiren einen Geldwerth von 12,800,000 Franks.

Durch das Rösten, Dörren und Brechen verliert das rohe Produkt ohngefähr die Hälfte seines Gewichts und reducirt sich auf 64 Million Kilogramm; dagegen steigt der Werth von 12,800,000 Fr. auf 15 Million Fr. Durch das Schlagen und Schwingen entsteht ein abermaliger Gewichtsverlust, so daß das Gewicht des ursprünglichen Quantums nach Beendigung dieser Operationen auf 18 Millionen Kilogramm herabsinkt, während jedoch der Geldwerth von 15 Millionen auf 25,200,000 Fr. sich erhöht, so daß der Werth des ursprünglich geerndeten Flachses nunmehr schon auf das Doppelte sich erhoben hat. Sämmtliche, bis dahin bemerkten Vorbereitungen sind ausschließlich Handarbeiten, eine sehr große Masse von Landbewohnern erhält hierdurch Beschäftigung und Nahrung. In diesem Zustande wird der Flachs in andere Länder ausgeführt.

Von den bemerkten 18 Million Kilogramm geschwungenen Flachses werden gegenwärtig ohngefähr 5 Million in das Ausland, vorzugsweise nach England, verkauft; sie repräsentiren einen Geldwerth von 7 — 8 Million Fr.

Die hiernach im Lande verbleibenden 13 Million geschwungenen Flachses erhöhen durch das Hecheln ihren Werth von 18,200,000 auf 21,879,000 Fr. Das Gewicht jener 13 Million Kilogramm hat sich indessen auf $11^1/_2$ Million Kilogramm reducirt; dieselben bestehen aus Flachs und Werg, welcher sich nun in dem Zustande befindet, wo er gesponnen werden kann. Nimmt man einen Preiß von 1 Fr. 20 Ctm. für das Spinnen von 1 Kilogramm Flachs an, so erhält man eine abermalige Wertherhöhung von 13,800,000 Fr.

Durch die Verarbeitung von etwa $1^{1}/_{2}$ Million Kilogramm Gespinnst zu Näh- und Strickgarn und den übrigen 10 Million zu Geweben, wovon etwa die Hälfte als gebleichte Leinwand verkauft wird, gelangt man, mit Inbegriff des oben bemerkten Werthes des ausgeführten Flachses, auf einen Gesammtwerth von 63 Million Franks, welche jährlich die Leinenindustrie in Belgien abwirft und wovon $^{2}/_{3}$ bis zu $^{3}/_{4}$ das Ausland bezahlt.

Die vorbemerkten, aus zuverlässigen Quellen geschöpften Angaben bieten in nationalökonomischer Beziehung in der That ein sehr großes Interesse dar; sie sind in hohem Grade geeignet, die Aufmerksamkeit solcher Staaten, welche durch Lage, Boden, Klima und sonstige Umstände die Bedingungen zu einem schwunghaften Betrieb des Flachsbaues in sich vereinigen, auf diesen wichtigen Zweig der Landwirthschaft, wie auch auf die weitere Veredlung dieses Produkts durch Erzeugung vorzüglicher Garne und Gewebe zu lenken, indem es wohl wenige Zweige der Landwirthschafts- und Gewerbsindustrie giebt, bei welchen der Werth des ursprünglichen Bodenerzeugnisses in gleichem Grade sich erhöht.

Die Leinenindustrie war auf der belgischen Gewerbausstellung sehr vollständig vertreten; die Quantität der ausgestellten Erzeugnisse, welche aus rohem und gehecheltem Flachs, aus den verschiedenen Sorten von Garnen und Geweben bestanden, sowie im Allgemeinen die ausgezeichnete Qualität dieser Gegenstände, zeugten von der Ausdehnung des Betriebs und von der hohen Stufe von Vollkommenheit, zu welcher diese Industrie in Belgien sich erhoben hat.

Eine ganz besondere Beachtung verdienen die verschiedenen Sorten von Leinengarn, welche die Ausstellung in großer Anzahl aufzuweisen hatte. Sie bestanden nur zum geringsten Theil aus Handgespinnsten, deren Qualität zwar in keiner Beziehung etwas zu wünschen übrig ließ, bei welchen jedoch die Ungleichförmigkeit in Hinsicht des Haspelns, Sortirens und Numerirens gerechten Tadel erregte. Außer der größeren Feinheit und Gleichförmigkeit des Maschinengarns ist es hauptsächlich der bemerkte Umstand, welcher diesem Garn für den Gebrauch einen so entschiedenen Vorzug vor dem Handgespinnste verleiht und dessen Anwendung so sehr erleichtert, indem bei dem im Handel vorkommenden Maschinengarn ein zweckmäßiges und gleichförmiges System in Bezug auf Sortiren und Numeriren zum Grunde liegt, wobei der Weber sogleich weiß, welche Garnsorte er braucht, um dieses oder jenes Gewebe zu verfertigen, wobei er nur das Numero anzugeben hat, um das ihm konvenirende Garn, und zwar jederzeit in gleicher Feinheit zu erhalten.

Das Spinnen des Leinengarns vermittelst Maschinen hat bekanntlich schon seit geraumer Zeit die Aufmerksamkeit der Staaten in Anspruch genommen; man erkannte die großen Vortheile, welche die Leinenmaschinenspinnerei durch Schnelligkeit der Arbeit, durch Erzielung eines vollkommen gleichförmigen Fadens von jedem beliebigen Grade von Feinheit auf die gesammte Leinenindustrie ohnfehlbar ausüben würde; es erschien diese Erfindung als das wirksamste Mittel, jener Industrie eine größere Ausdehnung zu geben und sie auf den höchsten Grad von Vollkommenheit zu erheben. Und für welches Land konnte diese Erfindung von größerer Wichtigkeit werden, als für Belgien, dessen Boden so sehr zur Flachskultur geeignet ist, wo dieses Produkt in so großer Menge und in solcher Vollkommenheit gezogen wird und in fast unbegrenzter Ausdehnung gezogen werden kann.

Napoleon setzte bekanntlich einen Preis von einer Million für denjenigen aus, welchem es gelingt, ein System von Maschinen zu konstruiren, mittelst welcher man den Flachs auf gleich vollkommene Weise wie die Baumwolle zu spinnen im Stande ist.

Dieß erregte den Erfindungsgeist vieler Mechaniker und Fabrikanten und es scheinen den Gebr. Girard in Paris die ersten gelungenen Versuche zugeschrieben werden zu müssen, deren System sofort nach England sich verpflanzte und immer noch den heut zu Tage so sehr vervollkommneten Leinenspinnmaschinen zum Grunde liegt. In Frankreich waren zwar einzelne derartige Fabriken entstanden, aber bis zum Jahr 1834, dem Zeitpunkt der vorletzten Pariser Gewerbausstellung, waren die Fortschritte derselben nicht weiter gediehen, als daß sie Garne von niedrigen Numern zu Wege brachten. Die späteren Verbesserungen sind hauptsächlich von England ausgegangen, wo vorzugsweise der berühmte Fabrikant Marshall in Leeds diese Maschinen auf einen Grad von Vollkommenheit brachte, welcher keine Wünsche mehr übrig läßt.

Aber auch Belgien hat an den verschiedenen Verbesserungen der Leinenmaschinenspinnerei mehrfachen Antheil. Namentlich wird ein gewisser Jean Bapt. Kruck aus Termonde als derjenige bezeichnet, welchem schon vor etwa 20 Jahren in Belgien die Konstruktion ziemlich zweckmäßiger Maschinen für Leinspinnerei gelang und der solche zu jener Zeit in einer Fabrik in Brüssel einführte. Demohngeachtet machte erst in den letzteren Jahren die Fabrikation der Leinenmaschinengespinnste in Belgien mehrfache bemerkenswerthe Fortschritte. Noch im Jahr 1835 existirte nur eine einzige Fabrik, deren Produkte mit denen der englischen Fabriken zu wetteifern im Stande war.

Die dießjährige Ausstellung belgischer Fabrikate zeugte auf eine entschiedene Weise von den bedeutenden Fortschritten in dem bemerkten Zweige des Manufakturwesens, welche dieses Land seit jener Zeit, nemlich in dem kurzen Zeitraum von 10 Jahren, gemacht hat. Denn es existiren nunmehr nicht weniger als 8, zum Theil sehr bedeutende Maschinenspinnereien für Leinengarn, welche zusammen mit 4,700 Spindeln arbeiten; eine 9te Fabrik ist in Gent ihrer Vollendung nahe.

Die bedeutendsten dieser Maschinenspinnereien sind die soc. Linière gantoise zu Gent mit 10,000 Spindeln, die soc. de la Lys, gleichfalls zu Gent mit 8000 Spindeln und die soc. de St. Léonard zu Lüttich mit 9000 Spindeln.

Von diesen 8, in Thätigkeit begriffenen Fabriken haben nicht weniger wie 6 Erzeugnisse ihrer Industrie zur Ausstellung gesandt, welche sämmtlich und nach einstimmigem Urtheil der Kenner für ausgezeichnet erklärt wurden.

In Rücksicht auf die Feinheit dieser Garne kann bemerkt werden, daß dieselben von Nr. 12 (Werggarn) bis zu Nr. 300 ansteigt, und daß sogar, nemlich durch die Gebr. Bouchez zu Tournai Proben von aus Werg gesponnenem Garn von Nr. 200 ausgestellt waren, was als das glänzendste Resultat der Leinenspinnerei betrachtet werden kann.

Sämmtliche ausgestellte Proben von Leinenmaschinengarn sind nach dem englischen System numerirt, ebenso sind sie ganz wie die englischen Garne gehaspelt und in Bündel von 60,000 Yards (54,000 Meter) verpackt. *)

Unter den Ausstellern von Leinengarn wurden besonders hervorgehoben, und zwar in Maschinengarn: die Gebr. Bouchez zu Tournai, die soc. de la Lys, die soc. Gantoise und Poelman Sohn und Fervácke zu Gent, die soc. St. Léonard zu Lüttich und die soc. St. Gilles zu Brüssel. Ferner für Handgespinnste die Hrn. Ameye zu Heule Verhäghe zu Gheluwe, Lahousse, von Iseghem und Constant de Beil zu Gent.

Der Einfluß, welchen die schnelle Verbreitung der Leinenmaschinenspinnerei in den letzteren Jahren auf die Verbesserung und eine ausgedehntere Fabrikation in allen Zweigen der Leinenindustrie Belgiens ausgeübt hat, zeigte sich in der Ausstellung unverkennbar, indem die immer mehr sich verbreitende Anwendung der Maschinengespinnste zu den verschiedenen Leinwandsfabrikaten allgemein als eine Hauptursache der hierin bemerkten Fortschritte sowohl, wie einer vergrößerten Produktion betrachtet wurde.

Die ausgestellten Näh- und Strickgarne wurden von Sachverständigen als besonders beachtenswerth erklärt. Lange Zeit wurde dieser Artikel größtentheils aus Frankreich und zwar vorzugsweise aus Lille bezogen, welches hierin bekanntlich einen sehr weit verbreiteten Ruf genießt. Es wird gerühmt, daß einige belgische Fabriken in neuerer Zeit Nähgarne in solcher Vorzüglichkeit produciren, daß die französischen Garne nach und nach vollständig von den belgischen Märkten verdrängt würden. Der Werth der gegenwärtig in das Ausland versendeten Näh- und Strickgarne wird auf 7—800,000 Fr. jährlich angegeben.

In diesem Zweig der Fabrikation werden unter den Ausstellern besonders hervorgehoben die Hrn. Savereys-Corthales zu Courtrai, Eliärt-Cools zu Alost, Eliärt zu Ninove, van Costenoble und Hering zu Courtrai, Deporter d. ä. zu Brüssel.

---

*) Bei den englischen Maschinengespinnsten wird die Feinheit durch Numern bezeichnet. Es drückt nemlich die Numer aus, wieviel Gebinde, jedes von 300 Yards Fadenlänge (1 Yard = 36,57 Großh. Heff. Zoll) zusammen 1 englisches Pfund (= 0,907 Großh. Heff. Pfunde oder 29,03 Loth) wiegen. Nr. 200 ist daher ein solches Garn, von welchem 200 Gebinde = 60,000 Yards auf ein Pfund gehen. Die engl. Numern für Leinengarn sind von denen für Baumwollengarn verschieden.

Ein ganz besonderes Interesse gewährten die von mehreren Fabrikanten ausgestellten Spitzengarne, welche durch ihre ausserordentliche Feinheit und Gleichförmigkeit des Fadens, sowie durch ihre Weiße sich auszeichneten. Als die vorzüglichsten der ausgestellten Spitzengarne wurden diejenigen von Cooreman zu Rebecq-Rognon und von Paridant zu Brüssel erklärt. Der erstere hatte Proben zu Preisen von 6 Fr. 54 bis 188 Fr. 64 Ctm. per Unze ausgestellt. Der andere hatte Garne producirt, welche doppelt und gedreht waren und von denen 19,000 Meter auf die Unze gehen, wovon also die Unze des einfach gesponnenen Fadens die ungeheure Länge von 38,000 Meter (oder von 63,333 Großh. Hess. Ellen) erreicht. Der Verkaufswerth dieses Garnes betrug per Unze nicht weniger wie 254 Fr. Auf der Ausstellung von 1835 hatte nach dem Bericht der Jury der erstgenannte Fabrikant Spitzengarn ausgestellt, welches den enormen Preis von 10,000 Fr. das französische Pfund (weniger wie ½ Kilogramm) oder 625 Fr. die Unze erreichte.

Aus diesen bedeutenden Preisen des Garns erklärt sich der ungeheure Werth der aus denselben gefertigten Spitzen, worin bekanntlich einige Städte von Belgien, namentlich Brüssel und Mecheln sich ein so großes Renommé verschafft haben. Gewiß giebt es keine Fabrikation wie die hier bemerkte, wo der Werth des rohen Produkts durch Veredlung auf einen solchen Grad gesteigert wird.

Zahlreich vertreten fanden sich die verschiedenen Sorten von Leinengeweben, als nemlich die gewöhnliche Flachs- und Hanfleinwand, Battiste, Segeltuch, Matratzenleinwand, Zwilch, Leinendamast oder Tischzeug. Vermißt wurden die gröberen Sorten von Leinwand, welche aus ganz grobem Werggarn bereitet und größtentheils als Packtuch verwendet werden, ein Fabrikat, welches besonders zu Renaix in Ostflandern und dessen Umgebungen in großer Ausdehnung dargestellt wird und für eine Masse ärmerer Bewohner jener Gegend eine wichtige Erwerbsquelle bildet.

Die Fabrikation der ordinären Flachs- und Hanfleinwand ist zum größten Theil in den Händen einzelner Weber. Mit Ausnahme weniger Etablissements, wo man dieses Fabrikat mit Maschinenstühlen und im Großen bereitet, ist daher die fragliche Industrie in allen Theilen des Landes, vorzugsweise jedoch in den beiden Flandern und einigen angrenzenden Landestheilen verbreitet und man kann fast sagen, daß jeder Flachsbauer zugleich auch Weber ist. Das nämliche Individuum, welches Flachs und Hanf säet und erndtet, verfertigt daraus Leinwand, welche dasselbe entweder zum nächsten Markt bringt, oder solche an Händler verkauft. Es sind daher eigentlich nur die Märkte, wo ein richtiges Urtheil über die Bedeutung dieser Industrie gefällt werden kann.

Eine sehr nachahmungswürdige Maßregel hat die belgische Regierung zur Verbesserung der gewöhnlichen Leinweberei ergriffen, indem sie für die vorzüglicheren Märkte des Landes Aufmunterungsmedaillen bestimmt, um sie durch die Lokalbehörden an diejenigen Weber vertheilen zu lassen, welche die schönste Leinwand und die größte Quantität derselben geliefert haben. Es wird hierdurch nicht blos ein sehr nützlicher Wetteifer unter den Webern erzeugt, sondern auch die Fabrikanten aufgefordert, ihren Fabrikaten den größtmöglichen Grad von Vollkommenheit zu geben.

Unter den aus Fabriken gelieferten glatten Leinengeweben verdienen besonders hervorgehoben zu werden, ein Stück Leinwand aus Handgarn von 6000 Fäden in der Kette, ausgestellt von Devos zu Heule, ein Meisterstück von Fabrikation, sowie ferner zwei andere Stücke von 5600 und von 5000 Kettenfäden, ausgestellt von Buyse zu Rumbeke. Für nicht weniger beachtenswerth wurde ein Stück von Beck zu Courtrai und ein anderes von Blancq-Verschuere, gleichfalls aus Courtrai, erklärt.

Battist, bekanntlich eine aus dem allerfeinsten Gespinnst sehr dicht gewebte Leinwand, war nur sehr mangelhaft vertreten, sowie in Bezug auf diese Fabrikation Belgien überhaupt anderen Ländern, namentlich Frankreich nachsteht, welches diesen Artikel in ausgezeichneter Qualität in den Handel liefert und jährlich für 15 bis 18 Million in das Ausland absetzt.

Dagegen nehmen die von einer großen Anzahl von Fabrikanten eingesandten Leinendamaste bezüglich ihrer Schönheit und der Größe der Stücke einen sehr bemerkenswerthen Rang unter den ausgestellten Erzeugnissen der Leinenindustrie ein. Ein großer Antheil an den Fortschritten in diesem Fabrikationszweig wird der Anwe

der Maschinengespinnste, sowie der immer allgemeiner sich verbreitenden Jacquardweberei zugeschrieben, welch' letztere erst seit etwa 8 — 10 Jahren in Belgien in Aufnahme gekommen ist.

Die Anwendung der Jacquardmaschine gestattete ohne allzugroße Kosten, eine größere Mannichfaltigkeit der Dessins zu erzeugen, wodurch nach und nach der Hauptvorwurf verschwindet, welchen man den belgischen Leinendamasten früher mit Recht gemacht hat. Die zu dieser Fabrikation verwendeten Jacquardstühle haben sich in neuester Zeit in Belgien so sehr verbreitet, daß man deren gegenwärtig vielleicht 20 Mal so viele in Thätigkeit trifft, als dieß noch vor 6 Jahren der Fall war.

Courtrai besitzt die renomirtesten Fabriken von Leinendamast in Belgien. Die Erzeugnisse der hier befindlichen Fabriken haben, wie die zur Ausstellung gesandten Proben dieß zur Genüge beweisen, einen sehr hohen Grad von Vollkommenheit erreicht. Courtrai und dessen Umgebungen hatten früher gleichsam das Monopol in diesem Zweig der Industrie. In neuerer Zeit hat dieses Verhältniß einigermaßen sich geändert, indem auch an anderen Orten des Landes Fabriken entstanden sind, welche diese Waare in nicht geringerer Qualität liefern und deren ausgestellte Erzeugnisse die allgemeine Aufmerksamkeit erregten. Dahin gehören z. B. die Tischzeuge von Gysbrechts und Lousberg in Mecheln, mit Maschinengarn gewoben, welche in Bezug auf Schönheit des Gewebes, auf Appretur und geschmackvolles Dessein ausgezeichnet genannt werden müssen. Dahin gehören ferner die schönen Fabrikate von Poelman und Ferväcke, sowie Fretigny und Comp. zu Gent von Hanssens-Hap zu Vilvorde u. a. m. Unter den Fabrikanten von Courtrai wird Dujardin als derjenige bezeichnet, welchem der erste Rang gebührt.

Was die Fabrikation der Zwilche betrifft, so wurde diese früher in Belgien in großer Ausdehnung betrieben. Besonders war es Turnhout in der Provinz Antwerpen, welches durch Vorzüglichkeit dieser Art von Fabrikaten einen europäischen Ruf sich erworben hatte. Von den 1500 Stühlen jedoch, welche in Turnhout früher mit diesem Fabrikationszweig beschäftigt waren, existiren heut zu Tag nicht mehr wie $^2/_3$. Diese Abnahme der Fabrikation erklärt sich aus dem bedeutenden Eingang, welcher in Frankreich auf die Einfuhr dieses Fabrikats gelegt und so hoch ist, daß er einem wirklichen Verbote fast gleich kommt. Unter den ausgestellten Stücken wurden von Sachkennern diejenigen von Verheyen und van Gorp, beide aus Turnhout für besonders ausgezeichnet erklärt.

Gestreifte Zeuge zu Matratzen waren in sehr großer Anzahl ausgestellt. Brügge und Lockeren sind die Hauptsitze dieser Fabrikation; besonders bildet dieselbe für Brügge einen Hauptzweig der Industrie. Der größte Theil dieser Fabrikate wird nach Spanien versendet; die bedeutende Ausfuhr, welche früher nach Frankreich stattfand, hat aufgehört, seitdem ein, einem wirklichen Verbote gleichkommender Eingang auf diesen Artikel gelegt worden ist.

Obgleich die oben bemerkten Städte früher gleichsam das Monopol in der Fabrikation der gestreiften Leinwand besaßen, so war doch dieser Artikel auf der dießjährigen Ausstellung und zwar zum erstenmal auch durch andere Städte, namentlich durch Fabrikanten aus Mecheln repräsentirt, wo man diesen Fabrikationszweig früher nicht gekannt hat. Man glaubt diesen Umstand hauptsächlich der Anwendung der Maschinengespinnste zuschreiben zu müssen, welche jede Art von Leinwandfabrikation wesentlich erleichtert.

Unter den in der Ausstellung befindlich gewesenen Erzeugnissen der genannten Fabrikation wurden besonders diejenigen von van Haecke Fockedey, J. B. Defoort und J. Coucke zu Brügge, ferner von van den Berghe zu Poperinghe hervorgehoben.

Die Fabrikation des Segeltuchs ist in Belgien noch neu; sie wurde früher ausschließlich in Holland betrieben. Seit der Trennung beider Länder haben sich in Belgien mehrere Fabriken etablirt, welche sich mit diesem Fabrikationszweig beschäftigen.

Das Segeltuch ist bekanntlich ein Gewebe, welches aus den gröbsten Sorten von Hanfgarn bereitet wird. Sowie auf der einen Seite das Spitzengarn vermöge seiner unendlichen Feinheit die Grenze bildet, so steht ihm auf der anderen Seite das Hanfgarn, als das gröbste Erzeugniß der Leinenspinnerei, gegenüber. Während, wie oben bemerkt, 39,000 Meter einfaches Spitzengarn nicht mehr wie eine Unze wiegen, ist für das Segeltuch ein Faden erforderlich, dessen einfaches Gespinnst auf eine Länge von nur 39 Meter das nemliche Gewicht besitzt,

ein Faden also, welcher 1000 Mal so grob ist, wie der Faden von jenem Garne, während ferner das eine Garn über 8000 Fr. per Kilogramm, das andere kaum 60 Ctm. das Kilogramm kostet.

Unter den ausgestellten Segeltüchern wurden diejenigen von Kums in Antwerpen und von van Maldeghem in Gent als am besten fabricirt hervorgehoben. Dem ersteren wird das Verdienst zugeschrieben, diesen Fabrikationszweig zuerst in Belgien eingeführt zu haben.

Fabrikate aus Wolle.

Die Ausstellung zeigte Proben von roher Wolle und von Wollengarn, ferner verschiedene Sorten von Geweben, Tücher, Mousseline, Teppiche, Wollendamaste, Hosenzeuge ꝛc. Alle genannten Fabrikate sind sehr vollständig vertreten gewesen.

Belgien zieht nur einen sehr geringen Theil der feinen Wolle, welche seine Fabriken verarbeiten, im eigenen Lande; es besitzt im Ganzen vielleicht nicht mehr wie 3 Heerden von einiger Bedeutung. Die Schaafzucht erfordert ausgedehnte Besitzthümer, welche in Belgien selten sind, und deren Mangel eine viel größere Ausdehnung in dieser Beziehung wohl nie gestatten wird.

Unter den ausgestellten Proben von roher Wolle wurde diejenige von Lousbergs-Théry in Gent für die vorzüglichste erklärt.

Wollengarne, namentlich solche aus Kammwolle und zur Fabrikation von Teppichen, Merinos ꝛc. bestimmt, waren ziemlich zahlreich ausgestellt.

Dieser Industriezweig hat jedoch in Belgien bei weitem nicht jene Wichtigkeit erlangt, wie in Frankreich, wo allein in Paris 10 Etablissements mit 60,000 Spindeln bestehen und jährlich für 14 bis 15 Millionen Fr. Garn zu liefern im Stande sind.

Unter den Ausstellern wurden hervorgehoben eine anonyme Gesellschaft zu Verviers, bekannt unter der Firma: **Fabrique belge de laines peignées**, ferner Lousbergs-Théry zu Gent u. a. m. —

Unter den verschiedenen Industriezweigen Belgiens nimmt die Tuchfabrikation einen vorzüglichen Rang ein. Allgemein bekannt ist die ausgezeichnete Qualität der belgischen Tücher und es war daher schon im Voraus anzunehmen, daß dieser Zweig der Industrie auf eine würdige Weise in der Gewerbausstellung vertreten sein wird.

Die Tuchfabrikation hat in Belgien ein eigenes Schicksal erlitten. Flandern und Brabant waren in früheren Zeiten diejenigen Provinzen, wo diese Fabrikation sich in der größten Blüthe befand; die Fabriken von Ypern und von Löwen genossen einen europäischen Ruf. Politische Ereignisse haben nach und nach einen Wechsel dieser Verhältnisse herbeigeführt, und nun sind es vorzugsweise die Städte Verviers, Hodimont, Limburg und deren Umgebungen, wo die Tuchfabrikation ihren Sitz aufgeschlagen und sich verhältnißmäßig zu demselben Glanz erhoben hat, in dem früher die oben bemerkten Städte sich befanden.

In den Provinzen von Flandern und Brabant hatte gegen das Ende des 13. und zu Anfang des 14. Jahrhunderts die Tuchfabrikation die größte Ausdehnung erreicht; England, dessen Tücher damals dem Ausland noch völlig unbekannt waren, lieferte den belgischen Fabriken in großen Quantitäten die Wolle, und die hieraus verfertigten Tücher wurden in alle Theile von Europa versandt. Die Stadt Ypern soll damals 200,000 Einwohner gezählt haben, und Löwen besaß 3—400 Webstühle; 150,000 Arbeiter sollen hier durch die Tuchfabrikation Beschäftigung und Nahrung gefunden haben. Gent, Tournai, Courtrai, Mecheln ꝛc. zählten gleichfalls eine sehr große Anzahl von Tucharbeitern.

In der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts fing die Tuchfabrikation in den genannten Provinzen an, in Verfall zu gerathen. Die Unruhen, welche damals in den bedeutendsten Städten von Belgien ausbrachen, bildeten ohne Zweifel die Hauptursachen; denn sie hatten meist die Exilirung oder ein freiwilliges Auswandern der vorzüglichsten Fabrikanten zur Folge. England nahm die Flüchtlinge und Verbannten mit Freuden auf, man suchte

überdieß auf jede Weise geschickte Arbeiter aus Flandern und Brabant herbeizuziehen und auf diese Weise wurde in England der Grund zu einer Fabrikation gelegt, welche später so ungeheure Fortschritte in diesem Lande gemacht hat. England war begünstigt durch die Schönheit und den wohlfeilen Preis seiner rohen Wolle, welche Belgien fehlte, und so kam es, daß schon in der ersten Hälfte des 15. Jahrhunderts englische Tücher nach Teutschland und Italien ausgeführt wurden, und selbst in Holland mit den belgischen Tüchern konkurrirten.

Alle von Seiten der niederländischen Regierung getroffenen Maßregeln, um den belgischen Fabriken ihren verlorenen Glanz wieder zu verleihen, blieben fruchtlos; denn das Verbot der Einfuhr englischer Tücher in Belgien wurde von Seiten Englands durch ein Verbot der Ausfuhr englischer Wolle nach Belgien, wie auch nach den teutschen Ländern erwiedert. Belgien war daher genöthigt, anstatt der englischen Wolle solche aus Spanien zu beziehen. Diese Wolle stand jedoch in jeder Beziehung der englischen nach und überdieß konnte man dieselbe nicht in genügender Menge erhalten.

Im Verlauf des 17. Jahrhunderts änderte sich allmählig der bis dahin so traurige Zustand der Tuchfabrikation in Belgien. Es entstanden Fabriken in Limburg und Verviers, welche Fortschritte machten und von der Regierung begünstigt wurden. Es eröffneten sich andere Quellen zum Bezug der Wolle, welche heut zu Tag zum größten Theil aus Sachsen, Preußen, Schlesien, Böhmen, Ungarn 2c. bezogen wird. Die Fabriken von Verviers und Limburg erhoben sich, geleitet durch die tüchtigsten und geschäftskundigsten Vorsteher nach und nach zu derjenigen Ausdehnung und Stufe der Vollkommenheit, wie wir sie heut zu Tag erblicken.

Die Sorgfalt, welche die belgischen Fabrikanten auf die Sortirung der Wolle, sowie auf alle Theile der Fabrikation verwenden, setzen sie in Stand mit den französischen Tüchern zu konkurriren, indem diese in Bezug auf Schönheit und Feinheit ebensowenig den Tüchern von Sedan und Louvain als in Bezug auf die Solidität den Tüchern von Elbeuf und Chateauroux nachstehen.

Belgien zählt ohngefähr 200 — 300 Tuchfabrikanten, worunter jedoch nur 60 — 80 als eigentliche Fabrikanten von Bedeutung zu betrachten sind, indem die übrigen größtentheils auf dem Lande zerstreut wohnen und für größere Fabriken arbeiten. Die Fabriken in Verviers beschäftigen gegenwärtig 40,000 Arbeiter; sie produciren ohngefähr 100,000 Stück Tuch jährlich, im ohngefähren Werth von 25 Millionen Fr.

Die Anzahl der in Verviers befindlichen Webstühle hat seit dem Jahr 1812 sich verdoppelt. Außer Verviers und Limburg befindet sich noch eine ziemlich große Anzahl Fabriken in Hodimont, Stavelot, Thucy, Ypern und Poperinghe.

Von den oben bemerkten 60 — 80 eigentlichen Fabrikanten sind es nur 14, welche die Ausstellung mit ihren Erzeugnissen beschickt haben. Diese Anzahl von Ausstellern würde indessen hinreichen, um ein ziemlich getreues Bild der belgischen Tuchfabrikation zu liefern, wenn nicht die eingesandten Fabrikate fast ausschließlich auf mittelfeine und hauptsächlich ganz feine Tücher sich beschränkten, wenn nemlich auch die eigentlich ordinären Tücher in der Ausstellung repräsentirt wären, welche als Handelsartikel, wenn auch nur zunächst in Bezug auf das Inland, gleichfalls von Bedeutung sind.

Die Fabrikation der ordinären Tücher ist hauptsächlich in der Gegend von Dison, in der Nähe von Verviers zu Hause, wo dieselbe in großer Ausdehnung betrieben wird; die Distrikte von Dison und Verviers bilden in dieser Beziehung die äußersten Grenzen, wenn man die belgischen Tuchfabrikate nach ihrer Feinheit betrachtet. Die Fabrikanten von Verviers vereinigen bei sich größtentheils sämmtliche mit der Tuchfabrikation zusammenhängende Operationen, als das Spinnen, Färben, Weben und die Appretur, obgleich sie theilweise auch außerhalb weben lassen. In dem Distrikt von Dison sind die Arbeiten anders organisirt; es existiren dort eigene Spinnereien und eigene Färbereien, welche für andere arbeiten; es giebt Fabrikanten, welche die Wolle gefärbt und vollkommen zum Weben bereit kaufen und also nur diese letztere Beschäftigung betreiben. Verviers besitzt große Kapitale; es finden sich hier Häuser, welche in dieser Beziehung nur in England ihres Gleichen suchen. In den Distrikten von Dison fehlen die Kapitale in einem solchen Grade, daß die hier wohnenden sogenannten Fabrikanten in der Regel ihre rohe Wolle und den Arbeitslohn nur von dem eingezogenen Gelde des so eben verkauften Tuchs bezahlen.

Demohngeachtet bildet die Tuchfabrikation in dem Distrikte von Dison eine reiche Quelle des Erwerbs und es wäre, wie oben bemerkt, aus diesem Grunde sehr wünschenswerth gewesen, daß auch sie, zur Darlegung eines vollständigen Bildes der belgischen Tuchfabrikation, repräsentirt worden wäre.

Bezüglich der feinen Tücher ist die Ausstellung sehr interessant und nach dem allgemeinen Urtheil zeugen dieselben von sehr bedeutenden Fortschritten, welche die Tuchfabrikation in Belgien im Verlauf der letzten 10 Jahre gemacht hat.

Unter denjenigen Fabrikanten, welche die Ausstellung mit feinen Tüchern beschickt haben, steht nach dem allgemein ausgesprochenen Urtheil Biolley in Verviers oben an. Es ist dieß zugleich dasjenige Haus, welches einen mehr wie europäischen Ruf genießt, durch die Trefflichkeit seiner Fabrikate und die enormen Quantitäten, welche dasselbe in den Handel liefert und nach Italien, Teutschland und die Schweiz, Türkei, nach Nordamerika und in die Entrepots von London versendet. An die Fabrikate von Biolley reihen sich zunächst diejenigen von Iwan Simonis in Verviers, von Engler, Brugman und Bohne zu Dolhain-Limburg, Lieutenant und Pelzer in Brüssel u. a. m. Sämmtliche Tücher, von welchen die einzelnen Fabrikanten zahlreiche Stücke, zum Theil 40 bis 50 und mehr, eingesandt hatten, waren ausgezeichnet in der Fabrikation wie in der Appretur.

Es bleibt nun noch übrig, von den Filztüchern zu reden, welche von Stemberg zu Dolhain-Limburg ausgestellt waren.

Die Operation des Filzens ist zwar bekanntlich eine sehr alte Erfindung; doch ist die Darstellung eines gefilzten Stoffs, welcher das in gewöhnlicher Weise durch Spinnen und Weben erzeugte Tuch ersetzen soll, noch neu und in jeder Beziehung geeignet, die allgemeine Aufmerksamkeit zu erregen.

Die ersten Versuche, einen tuchähnlichen, zu Kleidungsstücken tauglichen Stoff, durch bloses Filzen hervorzubringen, sollen bereits vor 11 Jahren in Nordamerika, und zwar mit Erfolg, angestellt worden sein. Es wird versichert, daß in jenem Lande gegenwärtig 5 Filztuchfabriken bestehen, wovon zwei in Newjork und eine oder zwei in Connektikut im Gang sich befinden.

In England wurde in großem Maaßstab zuerst eine Filztuchfabrik durch Duncan und Comp. zu Leeds errichtet, und die hierbei angewendeten Maschinen, alsbald von der Société du Phénix zu Gent in Belgien eingeführt.

Die Art und Weise der Fabrikation des Filztuchs ist bekannt.*) Die erste Operation besteht nämlich in der Darstellung jenes leichten Vließes, wie solches in den übrigen Tuchfabriken von der Kratzmaschine geliefert wird. Bis zu diesem Punkt sind die Operationen der beiden Methoden vollkommen gleich. Die weiteren Operationen haben nun zum Zweck, vermittelst eines endlosen Tuchs und einiger Druckwalzen eine gewisse Anzahl jener dünnen Vließe dergestalt übereinander zu legen, daß hierdurch eine Watte von einer gewissen Dicke, ferner von der Länge und ohngefähren Breite des zu verfertigenden Stücks Tuch gebildet wird. Diese Watte muß nunmehr dem Prozeß des Filzens unterworfen werden. Sie wird deßhalb zwischen einer Reihe von Druckwalzen, welchen man eine hin- und hergehende Bewegung in der Richtung ihrer Axe ertheilen läßt, durchgeführt, indem der zu gleicher Zeit in die Watte eindringende Dampf ein Filzen, d. i. ein inniges Verschlingen der Wollfasern untereinander bewirkt. Die Amerikaner sollen sich anstatt jener beweglichen Walzen hölzerner Tafeln von ziemlich großer Oberfläche bedienen, und hiermit ein gleichförmigeres Filzen, sowie eine schnellere Beendigung dieser Operation erzielen.

Das Tuch ist nun soweit fertig, wie die Tücher der gewöhnlichen Fabrikation unmittelbar nach dem Weben. Alle nach dem Weben mit dem Tuch noch vorzunehmenden Operationen, als nämlich das Walken, Auswaschen, Scheeren und Appretiren, finden gleichmäßig auch bei der Filztuchfabrikation ihre Anwendung, so daß also nur die beiden Operationen, das Spinnen und Weben, bei der neuen Fabrikationsmethode wegfallen und an deren Stelle das Filzen auf den hierzu erforderlichen zwei oder 3 Maschinen getreten ist.

---

*) Man vergl. Dingler's Journal Band 74 Seite 238, und Band 80 Seite 24.

Man hat bei den auf diese Weise fabricirten Tüchern gefunden, daß sie sich während des Filzens mehr nach der einen wie nach der anderen Richtung ausdehnen. Es wurde deßhalb, und zwar zuerst in Amerika eine Maschine konstruirt, bei welcher die einzelnen Vließe nicht in der nemlichen Richtung, sondern zur Hälfte in der einen, zur Hälfte in der andern Richtung übereinander gelegt werden, so daß jene vorbemerkte Verschiedenheit des Zusammenziehens hierdurch kompensirt wird.

Es möchte gewagt sein, jetzt schon ein bestimmtes Urtheil über den Einfluß, welchen die Fabrikation des Filztuchs in Zukunft auf die gewöhnliche Tuchfabrikation auszuüben im Stande ist, fällen zu wollen. Die fragliche Erfindung ist hierzu noch zu sehr in ihrer Kindheit und Entwickelung begriffen, und daß eine kaum ins Leben getretene Erfindung, deren praktische Anwendung bereits die Gründung mehrerer kostspieligen Etablissements veranlaßt hat, schon jetzt den höchstmöglichen Grad von Vollkommenheit erreicht haben sollte, wird Niemand behaupten wollen, dem das rastlose Streben nach Fortschreiten in allen Zweigen der Industrie, wodurch unsere Zeit so sehr sich charakterisirt, bekannt ist. Man kann daher nur ein Urtheil fällen über den gegenwärtigen Zustand dieser Fabrikation, indem man die bis jetzt am vorzüglichsten gelungenen Erzeugnisse derselben mit solchen auf gewöhnliche Weise fabricirten Tüchern in Vergleich setzt, welche mit Rücksicht auf Qualität und Preis durch die Filztücher etwa ersetzt werden können. Und in dieser Beziehung kann man nicht anders sich aussprechen, als daß die Filztücher in ihrem dermaligen Zustand von Vollkommenheit, namentlich in Bezug auf Appretur, gegen die gewöhnlichen Tücher im Nachtheil stehen.

Die in ziemlich großer Zahl von Stücken und in den verschiedensten Farben ausgestellten Filztücher waren in den Werkstätten des Phenix zu Gent fabricirt und von Stemberg zu Dolhain-Limburg vollendet worden. Dieser Fabrikant ist bis jetzt noch der einzige in Belgien, welcher Filztücher in den Handel liefert, sowie die bemerkte Maschinenbauanstalt bis jetzt noch ausschließlich die Verfertigung der hierzu dienenden Maschinen übernommen hat. Die ausgestellten Tücher erscheinen in Hinsicht ihrer Qualität als wunderbar, wenn man dieselben als gefilzte Stoffe betrachtet und sie nicht mit gut appretirten, namentlich feineren Tüchern der gewöhnlichen Fabrikation in Vergleich setzt. Die verschiedenartigen Vorwürfe, welche man den Filztüchern häufig gemacht hat, daß sie nemlich nicht die Festigkeit und Haltbarkeit der anderen Tücher besitzen, daß ihnen die zu Kleidungsstoffen erforderliche Elasticität abgehe, daß sie, dem Regen ausgesetzt, sich ausdehnen und nicht wieder in demselben Grade zusammengehen, alle diese Vorwürfe sind von der Art, daß nur eine längere Erfahrung dazu gehört, um über die Haltbarkeit oder Unhaltbarkeit derselben ein richtiges Urtheil fällen zu können.

Jedenfalls ergiebt sich aber aus dem gegenwärtigen Standpunkt, welchen diese Fabrikation in so unglaublich kurzer Zeit gemacht hat, für unsere Tuchfabrikanten Aufforderung genug, alle Mittel anzuwenden, um ihre Erzeugnisse immer mehr zu vervollkommnen und sie den belgischen Vorbildern näher zu bringen; denn es erscheint dieß als das wirksamste Mittel, den Nachtheilen zu begegnen, welche aus einer Konkurrenz der Filztücher mit den gewebten Tüchern für die Tuchfabrikanten entstehen können, indem die Filztuchfabrikanten ihre Hauptschwierigkeiten darin finden werden, den Filztüchern einen größeren Grad von Feinheit, als sie solchen bis jetzt erzielen konnten, zu geben.

Wenn sich aber auch die erfolgreiche Anwendung des Filztuchs zu besseren Kleidungsstücken nicht erweisen sollte, so giebt es doch so manche Gegenstände, als Soldatenmäntel, Schiffsjacken, Tisch- und Fußdecken, Pferdedecken, Möbelzeuge ꝛc. deren Verfertigung durch den vervollkommneten Prozeß des Filzens auf vortheilhafte Weise wird vorgenommen werden können und es läßt sich daher wohl mit Bestimmtheit voraussehen, daß diese höchst interessante Erfindung nicht blos eine vorübergehende Erscheinung auf dem Felde der Industrie sein wird.

Die Fabrikation gemusterter **Teppiche**, welche ihren Hauptsitz in Tournai hat, jedoch auch in anderen Städten, als namentlich in Brüssel, Antwerpen, Gent, Brügge und Courtrai betrieben wird, war auf der belgischen Ausstellung nur durch zwei Fabrikanten vertreten, nämlich durch die Königliche Manufaktur zu Tournai und durch Bongaerts zu Antwerpen. Beide Fabriken lieferten gleich ausgezeichnete Muster ihrer Erzeugnisse und wenn dieselben auf der einen Seite durch die Großartigkeit und den Geschmack der Desseins, sowie durch die

herrlich gewählten Farben wahrhaft bewunderungswürdig erscheinen, so war auf der anderen Seite zu bedauren, daß nicht eine größere Mannigfaltigkeit, namentlich in weniger reichen und kostbaren Teppichen vorhanden war.

Von den unter Mouselines de laine, Merino, Thibet &c. bekannten Wollenzeugen waren nur wenige Stücke in der Ausstellung befindlich. Es ist dieß eine Fabrikation, welche in Frankreich, namentlich in Rheims in ungeheurer Ausdehnung betrieben wird und woran Belgien bis dahin fast gar keinen Antheil genommen hat. Die von zwei Fabriken in Verviers eingesandten Merinos wurden indessen von Sachkennern für ausgezeichnet und für vollkommen fähig befunden, mit den französischen und englischen Fabrikaten zu konkurriren.

Die nemlichen Bemerkungen sind anwendbar auf die unter der Benennung von Damassés und Crêpes Rachel bekannten Wollenstoffe, welche von Sachkennern zwar gleichfalls für ausgezeichnet schön erklärt wurden, die aber demohngeachtet noch in sehr geringen Quantitäten in Belgien fabricirt werden.

Diejenigen Gattungen von wollenen Geweben, welche im Handel unter den Benennungen von Flanell, Boie, Molleton &c. vorkommen, wie auch die feineren wollenen Decken haben früher einen sehr untergeordneten Rang unter den Wollenfabrikaten Belgiens eingenommen. Namentlich war die Fabrikation des Flanells, trotz seiner ungeheuren Konsumtion in Belgien, früher auf einer so niedrigen Stufe, daß derselbe aus dem Auslande, nemlich aus Sachsen und besonders aus England bezogen wurde. Den belgischen Flanellen wurde besonders zum Vorwurf gemacht, daß sie ihre Weiße nicht behielten, daß sie rauh und filzig würden. Auf der Ausstellung von 1835 waren zuerst Proben von Flanell erschienen und zwar aus der Fabrik von Biolley und Sohn in Verviers, welche vollkommen befriedigten; die damals von der Jury ausgesprochenen Erwartungen in Bezug auf die Leistungen der genannten Fabrikanten in diesem bis dahin vernachlässigten Zweig der Wollenmanufaktur haben sich auf der dießjährigen Ausstellung bestätigt, indem nach dem allgemeinen Urtheil der Kenner die von jener Fabrik ausgestellten Flanelle, sowie andere ähnliche Stoffe für vorzüglich und in keiner Beziehung dem ausländischen Fabrikate nachstehend erklärt wurden. Auch soll in den letzten Jahren die Einfuhr dieser Artikel aus dem Ausland sich bedeutend vermindert haben. Ein gleiches Lob wurde den ähnlichen Fabrikaten von Mich. de Keyser in Brüssel zu Theil.

Vollständiger wie irgend ein anderer Zweig der Wollenfabrikation, mit alleiniger Ausnahme der Tuchfabrikate, waren in der Ausstellung die verschiedenen Zeuge vertreten, welche man im Allgemeinen unter der Benennung Hosenzeuge begreift. Denn nicht blos eine große Anzahl von Fabrikanten, welche sich vorzugsweise mit diesem Artikel beschäftigen, hatte die Ausstellung mit ihren Erzeugnissen beschickt, sondern es war auch ein jeder derselben bemüht, durch Einsendung einer sehr großen Anzahl von Stücken, die bei einzelnen auf 60,80 ja auf 100 sich belief, die große Mannigfaltigkeit ihrer Muster vor Augen zu legen.

Auch von dieser Fabrikation bildet Courtrai wieder den Hauptsitz; wenn dieselbe auch an verschiedenen Orten betrieben wird, so findet sich doch hier bei weitem die größere Zahl von Fabrikanten vereinigt.

Dieser Zweig der Industrie hat in Belgien in neuerer Zeit einen bedeutenden Aufschwung genommen; anstatt 1000 bis 1500 Stühlen, welche Courtrai und die Umgegend vor 10 Jahren besaß, werden gegenwärtig etwa 4 — 5000 Stühle beschäftigt. Ganze Gemeinden haben sich dieser Fabrikation bemächtigt, anstatt der früher von ihnen betriebenen Kallikoweberei, welche gegenwärtig mehr in größeren Fabriken sich koncentrirt hat, wo dieselbe mittelst mechanischer Webstühle und Dampfkraft betrieben wird.

Fabrikate aus Baumwolle.

Wenn auch minder bedeutend wie in England und Frankreich, so gehört doch die Verarbeitung der Baumwolle unstreitig zu den ausgedehntesten und wichtigsten Fabrikationszweigen Belgiens. Nach den Angaben von Briavoinne zählt diese Industrie 470,000 Spindeln, von denen $^2/_3$ auf Gent allein fallen; sie verarbeiten jährlich ohngefähr 7 Million Kilogramm Baumwolle und setzt 2900 bis 3000 mechanische und 6000 Handwebstühle in

Bewegung. Ferner besitzt Belgien 19 Fabriken für gedruckte Zeuge. Die Zahl der mit der Verarbeitung der Baumwolle in Belgien beschäftigten Arbeiter wird zu 28,000 angegeben.

Das östliche Flandern ist der Hauptsitz dieser Fabrikation und Gent diejenige Stadt, wo dieselbe in der größten Ausdehnung betrieben wird; von den vorbemerkten Zahlen kommen auf diese Stadt allein 283,000 Spindeln, welche durch 52 Dampfmaschinen in Bewegung gesetzt werden.

Trotz dieser Ausdehnung, welche die erwähnte Fabrikation in Belgien genommen hat, war dieselbe in der Ausstellung nur mangelhaft vertreten. Von mehr als 50 Baumwollenspinnereien, welche Gent allein besitzt, war nur eine einzige, welche Proben ihrer Garnerzeugnisse zur Ausstellung gesandt hatte. Nicht blos den zur Ausstellung gesandten, sondern überhaupt in den belgischen Fabriken erzeugten Garnen wird zum Vorwurf gemacht, daß sich dieselben nicht auf hohe Numern erstreckt, und es zeigte in dieser Beziehung die dießjährige Ausstellung keine Fortschritte. Man betrachtet diesen Umstand als die Hauptursache, daß auch in der Fabrikation der feineren Baumwollenzeuge keine Foreschritte sichtbar sind, was ohnfehlbar der Fall wäre, wenn die feinen Baumwollgarne im Lande fabricirt würden.

Beinahe in sämmtlichen Baumwollespinnereien von Gent wird auch gewoben; außerdem giebt es auch Fabrikanten, welche die Garne kaufen und sie blos verweben. Man kann daher annehmen, daß Gent wenigstens 60 Fabriken besitzt, welche entweder selbst weben oder auswärts für sich weben lassen und hiervon waren nur 5 Fabriken in der Ausstellung vertreten; ebenso wie von ohngefähr 20 Fabriken, welche sich mit der Fabrikation der gedruckten Zeuge beschäftigen, nur 4 von ihren Erzeugnissen zur Ausstellung gesandt hatten.

Die ausgestellten Baumwollenzeuge bestanden in ungebleichten und gebleichten, in gefärbten und gedruckten Zeugen, Kattunen 2c.

Die einzelnen Fabrikanten hatten größtentheils zahlreiche Muster eingesandt; dieser Theil der Ausstellung befriedigte indessen im Allgemeinen weniger, wie irgend ein anderer, und man muß bekennen, daß er dem Beschauer und Beurtheiler keine sehr günstige Idee von dem Zustand einer Fabrikation zu geben geeignet war, welche doch zu den bedeutendsten Manufakturzweigen des Landes gezählt werden muß. Es fehlten fast durchaus die feineren Gewebe, welche nicht fabricirt werden können, weil dieselben Garne von Nr. 80, 100, 120 und selbst 150 erfordern, wogegen die belgischen Spinnereien in der Regel keine höheren Numern, wie Nr. 60 liefern und die Einführung der Garne von Aussen mit einem bedeutenden Zoll belegt ist; es fehlten aber auch die geschmackvollen und mannigfaltigen Desseins der Kattune, welche dieselben verkäuflich für jedes Land machen, wenn auch im Allgemeinen an diesen Zeugen eine gute Fabrikation von Kennern gerühmt wurde.

Fabrikate aus Seide.

Die Ausstellung zeigte mehrere Proben von roher Seide, welche schön genug waren um zu beweisen, daß wenigstens die Möglichkeit, Seide in Belgien zu ziehen, vorhanden ist. Demohngeachtet soll der Seidenbau in diesem Lande keine Fortschritte machen und namentlich in den letzten 10 Jahren nicht die mindeste Zunahme erlitten haben. Mag nun dieser Umstand in Vorurtheilen liegen, mit welchen vielleicht kein Erwerbszweig mehr wie der Seidenbau zu kämpfen hat, oder treten einer größeren Verbreitung desselben in Belgien wirklich schwer zu überwindende Hindernisse entgegen, kurz es sind nur sehr wenige Anstalten bekannt, welche sich mit diesem Erwerbszweig beschäftigen. Das königliche Etablissement zu Meslin-l'Eveque besitzt unter den vorhandenen Anstalten ohne Zweifel die größte Ausdehnung und die aus ihm hervorgegangene rohe Seide soll in Lyon immer sehr gern und um den nemlichen Preis, wie die schönste Piemontesische Seide, angenommen werden. Von Meslin-l'Eveque war keine Seide in der Ausstellung befindlich; die von zwei anderen Seidenzüchtern ausgestellten Proben wurden indessen den vorbemerkten Produkten nicht nachgesetzt.

Die Fabrikation von Seidenstoffen nimmt zwar in der Industrie von Belgien einen sehr untergeordneten Rang ein, indem nur wenige Fabriken daselbst existiren, welche sich damit beschäftigen. Demohngeachtet war

dieser Theil der Ausstellung im höchsten Grade befriedigend. Nicht blos glatte Seidenzeuge in allen Farben, sondern auch verschieden gefärbte Stoffe von Seidensammt und Plüsch waren in so vorzüglicher Schönheit ausgestellt, daß dieselben mit vollem Recht zu den bemerkenswerthesten der Ausstellung gezählt worden sind und bei einem höchst geschmackvollen Arrangement einen unvergleichlich schönen Anblick gewährten. Die renommirteste Fabrik für Seidenstoffe in Belgien, welche auch die Ausstellung mit ihren Erzeugnissen beschickt hatte, ist die von Van Bellingen in Antwerpen. Diese Fabrik besitzt einen sehr alten Ruf und besteht seit mehr wie 100 Jahren, zu welcher Zeit die Seidenweberei in Belgien von weit größerer Wichtigkeit wie jetzt war und damals hauptsächlich ihren Sitz in Antwerpen aufgeschlagen hatte. Nicht weniger interessant, wie die von Bellingen ausgestellten Stoffe waren die Erzeugnisse der anonymen Gesellschaft zu Lierre. Diese Fabrik soll eine sehr musterhafte Einrichtung besitzen und alle vom Abhaspeln der Cocons bis zur Appretur und Vollendung der Stoffe erforderlichen Operationen bei sich vereinigen, ein Betrieb, welcher von dem in Lyon üblichen wesentlich verschieden seyn soll. Diese Fabrik nimmt 80 Stühle ein und man kann in der That keine schöneren Stoffe erblicken als diejenigen, welche die Ausstellung als Erzeugnisse derselben aufweist. Eine andere, neuere Fabrik von Seidenzeugen, welche in der Ausstellung repräsentirt war, ist diejenige von Mad. de Best u. Comp. zu Lierre. Sehr hervorgehoben wurden ferner die in jeder Beziehung ausgezeichneten Plüsche in rosa, weiß und blau aus der Fabrik von Deport u. Cumont zu Alost, die nach dem Urtheil von Kennern den schönsten Fabrikaten von Lyon nichts nachgeben. Diese Fabrik beschäftigt 60 Webstühle und die Eigenthümer sind im Begriff eine zweite zu gründen.

Spitzen, Tülle.

Unter Spitzen versteht man bekanntlich jene leichten, zum Putz der Damen verwendeten Gewebe, welche mit den feinsten und schönsten Sorten von Leinengarn, und zwar ohne Anwendung von Maschinen, verfertigt werden. Diese Arbeiten heißen Blonden, wenn hierzu anstatt der Leinenfäden Seide verwendet wurde. Die letzteren stehen im Preise weit unter den eigentlichen Spitzen aus Leinen.

Die Spitzenfabrikation hat in Belgien ihren Ursprung und die flandrischen Spitzen sind von jeher sehr hoch geschätzt gewesen. Dieser Ruf hat sich vollkommen erhalten und noch heute sind die Brüsseler Spitzen diejenigen, welche durch Anwendung der schönsten und feinsten Gespinnste, durch Geschmack und vorzügliche Arbeit im ersten Rang stehen und am theuersten bezahlt werden.

Nach den Brüsseler Spitzen kommen diejenigen von Mecheln, welche in Mecheln selbst und in Antwerpen verfertigt werden und an Reichthum und Eleganz den ersteren nachstehen. Unmittelbar auf die Mechelner Spitzen folgen die sogen. Spitzen von Valenciennes. Es sind diejenigen, deren Fabrikation am meisten verbreitet ist und die größte Zahl von Arbeiterinnen beschäftigt. Diese Fabrikation hat hauptsächlich ihren Sitz in Brügge, Ypern, Courtrai, Monin und Gent. Zuletzt kommen die Spitzen von Lille, welche weniger schön wie die übrigen sind, dagegen durch größere Dauerhaftigkeit sich auszeichnen.

Die hohe Stufe, welche die Spitzenfabrikation in Belgien erreicht hatte, erregte vielfach die Begierde anderer Länder, diesen Manufakturzweig sich anzueignen. Frankreich bot unter Colbert einer gewissen Madam Gilbert die bedeutende Summe von 150,000 Fr., um sie zu veranlassen, auf französischem Gebiet eine Spitzenfabrik zu etabliren. Zu derselben Zeit gebrauchten die Engländer, um den Erstlingen ihrer Spitzenfabrikation ein Renommé zu verschaffen, den Kunstgriff, Brüsseler Spitzen in Masse anzukaufen, um sie als englische Spitzen in den Handel zu bringen. Mehr jedoch wie alle diese Kunstgriffe war es die Mode, welche zu verschiedenen Zeiten ihren Einfluß auf die Spitzenfabrikation geltend gemacht hatte.

Die Städte Brüssel, Mecheln, Antwerpen, Brügge, Monin, Ypern, Grammont, Alost u. a. m. beschäftigen gegenwärtig ohngefähr 50 — 60,000 Arbeiterinnen mit Spitzenklöppeln. In dem verflossenen Jahre wurden officielle Notizen über diesen Manufakturzweig eingezogen, woraus sich ergab, daß in Courtrai allein die Spitzenfabrikation nicht weniger wie 3—4000 Arbeiterinnen beschäftigt, daß in Ypern diese Fabrikation einen neuen Auf-

schwung genommen hat, seitdem dieselbe in Valenciennes beinahe gänzlich aufgehoben wurde, und daß die Anzahl der Spitzenklöpplerinnen in dem Arrondissement von Ypern allein mindestens 12,000 betragen.

Unter den ausgestellten Brüsseler Spitzen zeichneten sich diejenigen von Tardent-Pirlet und von Vandenkerckhove u. Claes besonders aus, hierunter namentlich ein allegorisches Bild von dem ersteren. Die Fabrikation der sogen. Spitzen von Valenciennes war durch zahlreiche Muster repräsentirt, unter denen diejenigen von Verleure von Ypern, welcher allein 2000 Arbeiterinnen beschäftigt, ferner von Duhayon-Brunfaut zu Ypern, sowie die aus der Armenschule daselbst eingesandten Muster besonders hervorgehoben wurden.

Unter Tüll versteht man, wie oben bereits bemerkt, nichts anderes, als eine Nachahmung der Spitzen mit Anwendung von Baumwolle. Dieses Fabrikat wird vermittelst Maschinen dargestellt, während die eigentlichen Spitzen ausschließlich aus Handarbeit bestehen und zu allen Zeiten in höherem Rang und in höheren Preisen gestanden haben. Die Tüllfabrikation ist in Belgien ziemlich beschränkt; sie hat dagegen in England und Frankreich eine ungeheure Ausdehnung erlangt.

Unter den in der Ausstellung befindlichen Tülls wurden diejenigen von Legrand zu Gent als die vorzüglichsten, und den englischen und französischen Fabrikaten in keiner Beziehung nachstehend, anerkannt.

Strumpfwirkerarbeiten.

Die Strumpfwirkerei hat ihren Hauptsitz in dem Arrondissement von Tournai, wo dieselbe seit undenklichen Zeiten betrieben wird und in Rücksicht der großen Anzahl von Händen, welche damit beschäftigt sind, den wichtigsten Erwerbszweig jener Gegend bildet. Man zählte im Jahre 1817 zu Tournai nicht weniger wie 12—1600 Strumpfweberstühle und es soll sich die Zahl derselben gegenwärtig bis auf circa 2500 erhoben haben. Es wird angegeben, daß die Strumpfwirkerei und Leinweberei mehr wie $^1/_3$ der ganzen Bevölkerung des Arrondissements von Tournai beschäftigt. Außer Tournai und der Umgegend wird die Strumpfwirkerei noch in Antwerpen, Brüssel, Gent und an einigen anderen Orten betrieben. Dieser Manufakturzweig beschränkt sich indessen in Belgien meist auf ordinäre Waare, indem die feineren und mittelfeinen Waaren durch die Konkurrenz von Frankreich und besonders von Sachsen, ihre Wichtigkeit fast gänzlich verloren haben.

Die Ausstellung war reich an den verschiedenartigsten Erzeugnissen der Strumpfwirkerei, wozu namentlich Strümpfe, Mützen, Schuhe, Handschuhe, Jacken ꝛc. aus Leinen, besonders aber aus Baumwolle und Wolle gezählt werden. Bei den ausgestellten Erzeugnissen dieser Industrie wurden indessen die allzuhohen Preise als Haupthinderniß angegeben, weshalb die feineren Gattungen mit den ausländischen Fabrikaten nur schwer konkurriren können.

Bandwaaren.

Die Bandwaarenfabrikation bildete in früheren Zeiten in der Stadt Ypern und deren Umgegend einen ausgedehnten Erwerbszweig, so lange man nemlich nur Leinengespinnste hierzu verwendete. Seitdem man aber in Teutschland anfing, Bänder aus Leinen und Baumwolle, aus purer Baumwolle, aus Baumwolle und Seide in den Handel zu bringen, verschwanden die belgischen Fabrikate immer mehr von den in- und ausländischen Märkten, und die Fabrikanten konnten sich nicht entschließen, jene immer mehr sich verbreitende Fabrikation sich anzueignen.

Dagegen entstand im Jahr 1830 eine Fabrik in Brüssel, welche seitdem eine bedeutende Ausdehnung gewonnen hat und gegenwärtig beinah so viel wie die übrigen belgischen Fabriken zusammengenommen an Bandwaaren in den Handel liefert. Diese Fabrik, welche auch die Ausstellung mit zahlreichen Proben beschickt hatte, ist diejenige von Depoorter d. ä. Sie beschäftigt gegenwärtig ohngefähr 700 Arbeiter.

Posamentierarbeiten.

Die Ausstellung war arm an Posamentierarbeiten. Die wenigen Gegenstände indessen, welche ausgestellt waren, bewiesen die Geschicklichkeit und den guten Geschmack ihrer Verfertiger. Dahin war besonders zu rechnen

ein sehr zahlreiches und besonders geschmackvoll arrangirtes Assortiment von Gegenständen für Ameublirung, für Chaisen 2c. von Ravez in Brüssel, sodann ein Assortiment von Epauletts, Schärpen und andere Gegenstände für Militärs von A. Leder gleichfalls aus Brüssel.

Gewebe aus Pferdehaaren.

Die Weberei mit Pferdehaaren ist eine Industrie, welche erst in den letzteren Jahren aus Frankreich nach Belgien verpflanzt wurde. Das hierbei beobachtete Verfahren ist im Wesentlichen das nemliche wie bei der ordinären Weberei aus anderen Stoffen; es ist indessen zu bemerken, daß nur der Einschlag aus Pferdehaaren, die Kette dagegen aus Leinen oder Baumwolle besteht.

Noch im Jahr 1835 existirten in Belgien blos zwei Fabriken, welche sich mit dieser Art von Weberei beschäftigten. Gegenwärtig bestehen deren 6 bis 7 und diese Vermehrung hat den Umfang der einzelnen Fabriken keineswegs geschmälert. Hanßens-Hap aus Vilvorde ist der erste, welcher in Belgien diese Gegenstände fabricirte. Er hat die Ausstellung mit einer ziemlich bedeutenden Zahl seiner Fabrikate beschickt, welche größtentheils aus Möbel- und Fußdecken bestehen und theils aus schwarzen und theils aus gefärbten Haaren, nach Art der Damaste gefertigt sind. Außer ihm haben noch zwei andere Fabrikanten aus Brüssel, nemlich die Herren Callou-Cammaerts und Praxel, ferner van Eeckhoudt von diesem Fabrikat ausgestellt, die zwar weniger schön wie die vorigen waren, aber durch äußerst billige Preise sich auszeichneten.

Die fraglichen Gewebe bilden in Frankreich einen nicht unbedeutenden Handelsartikel; es sollen von denselben jährlich für 3 — 400,000 Fr., und zwar größtentheils nach Nordamerika, Spanien, Sardinien 2c. ausgeführt werden.

Wachstücher.

Die erste Wachstuchfabrik in Belgien wurde im Jahr 1809 von Jorez zu Anderlecht errichtet und später nach Brüssel verlegt. Dieselbe steht noch gegenwärtig unter den übrigen Fabriken, sowohl in Bezug auf Umfang der Fabrikation, als auf die aus ihr hervorgehenden Produkte im ersten Rang. Sie hat besonders in den letzten 10 Jahren sich sehr erweitert, seitdem der Gebrauch der Wachstücher sich mehr in den mittleren und unteren Klassen verbreitet hat. Jorez hat sich die neuesten englischen Verfahrungsarten angeeignet und ein eigenes Lokal gebaut, wo er Wachstücher in den größten Dimensionen verfertigt, von denen die Ausstellung ein sehr gelungenes Stück in 8 Farben von 16 Ellen Länge und 12 Ellen Breite aufzuweisen hatte.

Die zahlreichen Stücke, welche von der genannten Fabrik ausgestellt waren, ließen in Bezug auf Qualität, Geschmack der Desseins, Lebhaftigkeit der Farben und den Preis nichts zu wünschen übrig, und können nach dem Urtheil von Sachverständigen mit den englischen und französischen Fabrikaten in jeder Beziehung konkurriren. Nicht weniger schön waren die Wachstücher, welche von Jaussens in Brüssel, von Willaert-Dewael in Antwerpen und von Btuyne-Bellens in Mecheln ausgestellt waren.

Seilerarbeiten.

Die Consumtion von Seilen ist in Belgien sehr bedeutend wegen des Umfanges, welchen der Steinkohlenbergbau in diesem Lande gewonnen hat. Das Inland liefert dieselben in genügender Qualität und Quantität, so daß keine Einfuhr von außen statt hat. Außer den von mehreren Fabrikanten eingesandten flachen und runden Seilen aller Dimensionen aus Hanf, unter denen diejenigen von van Haver aus Hamme und Mortelmans aus Antwerpen hervorgehoben wurden, waren auch flache Aloeseile von dem ersteren ausgestellt worden, ferner Seile aus Lindenbast von Briant, Maumann. Greive u. Comp. zu Mornu haben Seile von den größten Dimensionen geliefert, wozu sie den Hanf auf Maschinen spinnen und eine größere Dauer als die Vortheile derselben angeben, worüber indeß nur die Erfahrung entscheiden kann.

Hüte (Filz- und Strohhüte).

In den Provinzen von Antwerpen, Ostflandern und Lüttich existirten früher mehrere Hutfabriken von Bedeutung, welche Filzhüte in anerkannt guter Qualität fabricirten. Diese Fabriken haben einen bedeutenden Stoß erlitten durch die Einführung der Seidenhüte, welche gegenwärtig in allen belgischen Städten verfertigt werden und durch wohlfeile Preise einen ansehnlichen Theil der Filzhüte verdrängt haben.

Die Fabrikation der Strohhüte hat sich in Belgien zu einem hohen Grad von Vollkommenheit erhoben; sie genießen im Auslande bekanntlich einen sehr vortheilhaften Ruf. In Brüssel, Gent und Antwerpen bestehen derartige Fabriken, welche sich sehr im Flor befinden. Ihren Hauptsitz hat indessen diese Industrie in den Provinzen von Lüttich und Limburg, wo sie für 18 — 20,000 Menschen, sowohl Männer als Frauen und Kinder, eine Quelle des Erwerbs bildet. Blos in dem Canton von Glons in der Provinz Lüttich sind nicht weniger wie 6000 Arbeiterinnen mit der Fabrikation von Strohhüten beschäftigt. Die Frauen und Kinder verfertigen meist die Flechten und die Männer besorgen die Zusammensetzung und Vollendung der Hüte.

Die Ausstellung war ziemlich reichhaltig an den verschiedenen Sorten von Hüten. Unter den Ausstellern waren die bemerkenswerthesten die Herren Jacquot, ferner Petit u. Comp. und Gebr. Thoratier in Brüssel, und zwar in schwarzen und grauen Filzhüten; Herr Hutereau, gleichfalls aus Brüssel, hatte ausgezeichnete Filzhüte, und zwar vorzugsweise Militärhüte, geliefert. Außer diesen wurden die Hüte von Thoort in Brügge, von Lievain und von Bruyne-Wellens, beide aus Mecheln, gleichfalls hervorgehoben. Weniger groß wie die Anzahl der Filzhüte, war die der ausgestellten Seidenhüte. Die vorzüglichsten Aussteller waren Ant. Marque, Vandenbosch, beide aus Brüssel, Thonet aus Brügge, van Wtberghe aus Poperinghe und Meesmann-Boussu aus Gent.

Unter den Strohhutfabrikanten, welche die Ausstellung beschickt hatten, wurden rühmlichst erwähnt die Herrn Honhon in Brüssel, Gallis in Antwerpen u. a. m.

Chaisen und Sattlerarbeiten.

Die Ausstellung war reich beschickt mit Chaisen, Troschken, Tilburys, kurz mit allem, was in das Bereich der Chaisenfabrikation einschlägt. Ebenso reich war die Ausstellung an verschiedenen Sattlerarbeiten, besonders an Pferdegeschirren, an Reitsätteln 2c., und wenn man überhaupt berechtigt ist, von einer Ausstellung auf den Zustand eines Industriezweigs in einem Lande zu schließen, so kann man nicht in Abrede stellen, daß alle die genannten Gegenstände in einem hohen Grad von Vollkommenheit in Belgien verfertigt werden.

Was die Chaisenfabrikation insbesondere betrifft, so ist es Brüssel, welches hierin excellirt und seinen alten Ruf behauptet. An den Brüsseler Wagen werden Eleganz, gute Arbeit, Bequemlichkeit und billige Preise gleichmäßig gerühmt, was auch an den in der Ausstellung befindlich gewesenen Fabrikaten von R. Jones, Demand, Fievez u. a. m. in Brüssel im Allgemeinen anerkannt werden mußte. Nicht weniger verdienten dieses Lob die aus Lüttich Fabriken, nämlich von den Herren Ferd. Rongé, Delheid und Sohn und von Franz Rongé eingesandten Troschken und Reisewagen. Sehr bemerkenswerth an den meisten dieser Wagen ist der ausgezeichnete Lack; dagegen wäre zu wünschen gewesen, daß die Verzierungen und Malereien an dem Holzwerk entweder ganz weggeblieben oder wenigstens einfacher und mehr in Harmonie mit dem Uebrigen gehalten worden wären.

Gold-, Silber- und Juwelier-Arbeiten.

Nach den Berichten über die früheren Ausstellungen der belgischen Industrie hatte man den Gold- und Silberarbeiten Fehler in den Hauptformen, plumpe Verzierungen, sorglose Arbeit und mangelhafte Ciselirung zum Vorwurf gemacht. Bei der diesjährigen Ausstellung waren die gerügten Fehler meistens vermieden, wenn auch im Allgemeinen der Wunsch ausgedrückt wurde, daß die belgischen Fabrikanten mehr die französischen, als die schwereren englischen Muster nachzuahmen bemüht sein sollten. Als vielfache Fortschritte werden bezeichnet, eine sorgfältigere Arbeit, bessere Wahl der Verzierungen und eine schönere Ciselirung.

Die zahlreich eingesandten und höchst geschmackvoll aufgestellten Gold-, Silber- und Juwelierarbeiten trugen unstreitig sehr dazu bei, den Glanz der Ausstellung zu erhöhen. Unter den ausgestellten Stücken von größeren Dimensionen verdienten besonders hervorgehoben zu werden eine Büste des Kardinal-Erzbischofs von Mecheln in Lebensgröße, mehrere Monstranzen, und eine ziemliche Anzahl von Vasen, theils in Silber, theils in vergoldetem Silber; sämmtliche Vasen waren zur Preisvertheilung bei dem bevorstehenden Pferderennen bestimmt. Ferner zeichnete sich aus eine Büste der Madonna, verschiedene kleinere Büsten, Kaffee- und Theekannen, mehrere Basreliefs, Tischmesser und Gabel u. s. w.

Die beiden Fabrikanten Allard und Dees in Brüssel sind als die bedeutendsten in diesem Zweige zu betrachten. Der erstere ist derjenige, dessen Arbeiten in der Ausstellung am meisten sich auszeichneten. Er ist zugleich der Erfinder eines von ihm geheim gehaltenen Verfahrens, wodurch bedeutend an Handarbeit gespart werden soll. Es wird angegeben, daß nach seinem Verfahren die Façon von 12 silbernen Bestecken 36 Fr. koste, während der Arbeitslohn bei dem gewöhnlichen Verfahren für die nämliche Zahl von Gegenständen in Frankreich 42 Fr. und in Belgien sogar 72 Fr. kostet.

Was die Juwelierarbeiten betrifft, so besitzen die Arbeiten von Paris, Wien und Petersburg hierin einen besonderen Ruf. Die Herren Allard, sowie Hendricks und Dufour in Brüssel sollen indessen diese Gegenstände in gleicher Vortrefflichkeit liefern und in Bezug auf Geschmack und Preis mit den Pariser Juwelieren vortheilhaft konkurriren können. Das Hauptstück von Juwelierarbeit war eine Guirlande von Brillanten von dem letzteren; dieselbe läßt sich in fünf Stücke zerlegen und bildet auf diese Weise eine Broche, Theile von Kopfputz und Ohrgehänge. Schönheit und vorzügliche Wahl der Steine, Eleganz und gute Fassung wurden gleichmäßig an dieser sehr kostbaren Arbeit gerühmt.

Bronzeguß.

Die Fabrikation von Gegenständen aus Bronze wird vorzugsweise in Brüssel betrieben, wo sich mehrere nicht unbedeutende Fabriken dieser Art befinden. Aller Anstrengungen ungeachtet sind dieselben jedoch nicht im Stande mit den Pariser Fabrikaten in die Schranken zu treten, welche in Bezug auf Originalität, Reichthum, vorzügliche Ausführung sowohl im Guß wie in der Ciselirung von jeher den höchsten Rang behauptet haben.

Die Ausstellung hatte ohngefähr 50 bemerkenswerthe Gegenstände aus Bronze aufzuweisen, welche aus Lüstern, Kandelabern, Kirchenleuchtern, einer Anzahl von Statuen und Gruppen für Uhren rc. bestanden. Als die ausgezeichnetsten Stücke von Bronzegießerei mußten diejenigen betrachtet werden, welche von Trossaert-Roelants aus Gent ausgestellt waren.

Eisenfabrikate.

Die Eisenerzeugung spielt eine sehr bedeutende Rolle in der belgischen Industrie. Nie würde die Gewerbthätigkeit dieses Landes eine solche Ausdehnung gewonnen haben, nie würde dieselbe zu einem solchen Grad der Vollkommenheit gelangt sein, wenn es nicht die Natur in so reichem Maaße mit vortrefflichen Eisensteinen und zugleich mit den zur Verarbeitung derselben erforderlichen Brennmaterialien gesegnet hätte.

Die Gegenden zwischen der Sambre und Maas sind diejenigen, welche den größten Reichthum an Eisenerzen besitzen; die meisten und bedeutendsten Hüttenwerke befinden sich in den Gegenden von Charleroi und von Lüttich. Wenn auch Eisenerz und Kohlen nicht allenthalben unmittelbar nebeneinander gelagert sind, so ist doch ihre Entfernung um so weniger von bemerkenswerthem Einfluß auf die Betriebskosten, als der Transport theils in der Nähe der Flüsse, theils in den Eisenbahnen eine wesentliche Erleichterung findet. Belgien ist ferner im Besitz nicht unbedeutender Waldungen, weshalb mit der Einführung des Koaksbetriebs bei den Hochöfen keineswegs, wie in England, die Anwendung der Holzkohlen gänzlich aufhörte, indem immer noch der größere Theil derselben dieses Brennmaterials sich bedient. Es ist dieß ein Vorzug, welchen Belgien vor England voraus hat, und welcher in

neuerer Zeit um so wichtiger zu werden scheint, als man immer mehr zu der Ueberzeugung gelangt, daß die Qualität des mit Holzkohle erzeugten Roheisens, gegenüber dem in Koaksöfen geschmolzenem, für die Verarbeitung desselben zu Stabeisen, vorzuziehen ist.

Erst seit dem Jahr 1824 fing man in Belgien an, die Hohöfen mit Koaks zu feuern, wozu man sich früher allgemein der Holzkohle bedient hatte. Die Anwendung der Koaks bei dem Hohofenbetrieb gehört ohnstreitig zu den wichtigsten Momenten in der Geschichte des Eisenhüttenwesens; sie gab die nächste Veranlassung zur Entstehung einer Menge großartiger Etablissements, sie bewirkte eine namhafte Verringerung der Eisenpreise und trug somit wesentlich dazu bei, daß das Eisen heutzutag zu so vielfachen Zwecken mit Nutzen verwendet wird, wozu man sonst sich anderer Materialien bedient hatte.

Die Anwendung der Koaks bei dem Hohofenbetrieb stammt, wie überhaupt alle wichtige Verbesserungen in dem Eisenhüttenwesen, aus England. Noch vor dem Jahre 1750 wurden daselbst alle Hohöfen mit Holzkohle betrieben, nachdem verschiedene Versuche, hierzu der Steinkohlen sich zu bedienen, ohne Erfolg geblieben waren. Der allmälig sich vermindernde Holzvorrath hatte indessen die Anzahl der in Thätigkeit befindlichen Hohöfen dermaßen reducirt, daß von 300 Hohöfen, welche England früher besaß, in dem vorerwähnten Jahre nur noch 59 übrig waren. Zwischen den Jahren 1750 und 1760 war man endlich dahin gelangt, Roheisen vermittelst Koaks zu erzeugen. Diese Methode fand bald eine solche Verbreitung, daß schon im Jahr 1788 von 85 in England im Gang befindlichen Hohöfen nur noch ohngefähr 24 mit Holzkohle betrieben wurden. Die Eisenerzeugung in England nahm von jener Zeit an in sehr steigender Progression zu; während sie im Jahr 1788 nur noch 68,300 Tonnen (die Tonne zu 20 Ctr.) betrug, war sie im Jahr 1796 bereits auf 125,000 Tonnen, im Jahr 1806 auf 244,000 Tonnen, dem Produkt von 169 Hohöfen gestiegen. Im Jahr 1830 betrug die Produktion 700,000 und 1835 nicht weniger 850,000 Tonnen. Man kann annehmen, daß gegenwärtig ohngefähr 500 Hohöfen in England existiren, deren Produktionsquantum auf circa 1 Million Tonnen sich anschlagen läßt. Im Jahr 1788 kostete in England die Tonne Roheisen 550 Fr. und dieser Preis reducirte sich durch das wohlfeilere Brennmaterial und die vermehrte Produktion in einem solchen Grade, daß im Jahr 1830 die Tonne nur noch 200, im Jahr 1828 sogar nur 177 Fr. kostete.

Obgleich man in Belgien bereits um das Jahr 1788 Versuche gemacht hatte, mit Koaks zu schmelzen, so waren dieselben doch von so wenig wirksamem Erfolg begleitet, daß, wie oben bereits bemerkt, erst im Jahr 1824 diese Methode in Aufnahme kam. Cockerill war der erste auf dem Continente, welcher in seinem berühmten Etablissement zu Séraing das englische Verfahren in Aufnahme brachte. Ihm folgten noch im nemlichen Jahre die Herren Hanonet-Gendarme zu Couvain und Haart zu Charleroi. Besonders waren es die Hüttenwerke zu Charleroi, welche von jener Zeit an eine große Wichtigkeit erlangten; das hier fabricirte Roheisen galt damals als das vorzüglichste in Belgien. Im Jahr 1826—1829 entstanden eine Anzahl neuer Hohöfen, welche mit Koaks arbeiteten, namentlich zu Couillet, Houchiz ꝛc., so daß zur Zeit des Ausbruchs der Revolution zusammen 8 Hohöfen mit Koaks in voller Thätigkeit sich befanden und 2 neue im Bau begriffen waren. Im Jahr 1835 wurden 13 Koakshohöfen betrieben und man war mit der Anlage von nicht weniger wie 14 neue beschäftigt. Gegenwärtig zählt Belgien 42 mit Koaks betriebene Hohöfen, nemlich 14 in der Provinz Lüttich und 28 in der Provinz Hennegau; ferner besitzt es ohngefähr noch 80 Hohöfen mit Holzkohlen, nemlich 6 in Hennegau, 6 in der Provinz Lüttich, 23 in dem Belgien zugehörigen Theil von Luxemburg und 42 in der Provinz Namur. Im Jahr 1815 betrug die Gesammtzahl der Hohöfen 89; es hat sich daher seit mehr wie 25 Jahren die Anzahl der Holzkohlenöfen in Belgien nur wenig geändert und die Vermehrung der Gesammtzahl ist daher fast durchaus auf die mit Koaks betriebenen Oefen zu rechnen.

Wenn sämmtliche oben bemerkten 122 Hohöfen in Belgien wirklich in Thätigkeit wären, so würde sich die Gesammtproduktion dieses Landes an Roheisen auf ohngefähr 200,000 Tonnen (à 20 metrische Centner oder 2000 Kilogramm) belaufen, indem man annehmen kann, daß ein mit Koaks betriebener Hohofen täglich im Durchschnitt 900 Tonnen, jährlich also 3285 Tonnen zu liefern im Stande ist, daß ferner das tägliche Quantum bei

einem Holzkohlenofen ohngefähr 1800 Kilogramm und also seine jährliche Produktion circa 650 Tonnen beträgt. Es würde also hiernach Belgien im Verhältniß seiner Größe und Bevölkerung mehr Eisen wie England produciren, wenn alle seine Hohöfen im Gang sich befänden. Dagegen sind aber von den bemerkten 80 Holzkohlenöfen nicht mehr wie 60, also nur $^3/_4$ derselben im Gange und noch weit ungünstiger zeigt sich dieses Verhältniß in Rücksicht der Koaksöfen, wo, trotz der ungeheuren Consumtion an Eisenbahnschienen, von den oben angegebenen 42 Oefen vielleicht nur 19 gegenwärtig in Thätigkeit sind, so daß man die dermalige wirkliche Roheisenproduktion in Belgien nicht höher, wie zu ohngefähr 100—110,000 (metrische) Tonnen jährlich anschlagen kann. Es ergiebt sich aus dem Vorhergehenden, daß in Bezug auf die Roheisenproduktion Belgiens ein großes Mißverhältniß statt findet, welches ein großer Theil der Hüttenbesitzer schwer empfindet und dem nur durch die Ermöglichung eines vermehrten Absatzes nach Außen einigermaßen begegnet werden kann.

In England kennt man nur noch eine einzige Sorte von Roheisen, nemlich diejenige, welche mit Koaks erzeugt ist, denn der Hohofenbetrieb mit Holzkohle hat in jenem Lande gänzlich aufgehört. Anders ist dieß in Frankreich der Fall, wo der Holzkohlenbetrieb bei weitem der vorherrschende ist. Im Jahr 1839 zählte man daselbst 526 Hohöfen, welche ausschließlich mit Holzkohle betrieben wurden, 10 Hohöfen, welche ein Gemenge von Holzkohle und Koaks und nur 33, welche ausschließlich Koaks als Brennmaterial verwendeten. Das Produktionsquantum dieser 33 mit Koaks betriebenen Hohöfen beträgt ohngefähr $^1/_7$ der gesammten Eisenproduktion Frankreichs. Belgien steht, in Rücksicht auf das bei der Roheisenerzeugung angewendete Brennmaterial, in der Mitte zwischen den beiden genannten Ländern. Die Eisenindustrie des Landes dient somit den verschiedenartigen Bedürfnissen; sie erzeugt Holzkohleneisen in genügender Menge, um es in denjenigen Fabrikationszweigen zu verwenden, bei welchen jene Qualität entweder unentbehrlich ist, oder doch wenigstens vorzugsweise gesucht wird, z. B. für Waffenfabrikation, für mannigfache Werkzeuge und Geräthe rc. In dem gegenwärtigen Zustande der Eisenfabrikation in Belgien kann man annehmen, daß von den oben bemerkten 100—110,000 Tonnen Roheisen ohngefähr $^3/_5$ mit Koaks und die übrigen $^2/_5$ mit Holzkohlen erzeugt werden.

Was nun die in der Ausstellung vorhandenen Erzeugnisse der Eisengießereien betrifft, so muß man gestehen, daß man in dieser Beziehung zu größeren Erwartungen berechtigt war, und daß derjenige, welcher etwa geneigt wäre, von diesem Theil der Ausstellung auf die Leistungen der belgischen Eisengießereien zu schließen, kein sehr günstiges Bild hiervon entwerfen würde. Es ist nicht zu läugnen, daß manche der ausgestellten Gießereigegenstände in Bezug auf Schönheit und Reinheit des Gusses und Geschmack der Formen vollkommen befriedigten; doch ließ der größere Theil derselben, sowie auch der Guß an den in großer Zahl ausgestellten Maschinen manches zu wünschen übrig, wenn man die Erzeugnisse englischer wie auch so mancher teutscher Gießereien damit vergleicht.

Unter den ausgestellten Gießereigegenständen mögen als beachtenswerth hervorgehoben werden, ein Pavillon im gothischen Styl von Couillet, gegossene Kanonen von der **société de l'espérance** zu Seraing, desgleichen aus der königlichen Kanonengießerei zu Lüttich. Wendeltreppen, Balkongitter und verschiedene andere zum Bauwesen dienende Gegenstände von de Pauw u. Comp. zu Molenbeck, gußeiserner Dachziegel und Fenster von der **société de Chatélineau**, ferner sogen. Poterie rc. von Clabecq.

Der in dem Vorhof des **Palais de l'industrie** aufgestellte gußeiserne Pavillon, in gothischem Styl, die Fenster von verschieden gefärbten Gläsern, das Innere mit Holz getäfelt und außen bronzirt, gehörte zu denjenigen Gegenständen der Ausstellung, welche am meisten die Augen der Vorübergehenden fesselten, und zwar weniger wegen der daran entfalteten Kunstfertigkeit, als wegen der Neuheit der Idee und der keineswegs geschmacklosen Ausführung. Ueber den Werth der ausgestellten gußeisernen Kanonen können nur Erfahrungen entscheiden; die von der **soc. de l'espérance** ausgestellten Stücke hatten indessen bereits die vorschriftsmäßige Probe bestanden und die aus der renommirten königl. Kanonengießerei zu Lüttich hervorgehenden Geschütze genießen bereits einen höchst vortheilhaften Ruf, welcher sich bei den vor mehreren Jahren angestellten vergleichenden Versuchen, wo dieselben in den ersten Rang gesetzt wurden, gleichfalls vollständig bewährte. Bei den von der **soc. de Chatélineau** ausgestellten gegossenen Dachziegeln ist der Preis von 30 Fr. per 100 Kilogramm angegeben; 16 dieser Dachzie-

gel, welche zum Decken von 1 Quadratmeter (16 Gr. Heff. □Fuß) erforderlich sind, wiegen nur 19 Kilogramm wornach also der Quadratmeter dieser Dachdeckung noch nicht 6 Fr. kostet. Von gegossenen Fenstergestellen war ein ziemlich reiches Assortiment vorhanden, sowohl von der vorbemerkten Gesellschaft, als auch aus anderen Gießereien. Sie zeichnen sich aus durch Leichtigkeit und stehen gegen die hölzernen Fensterrahmen ohnstreitig in Bezug auf Dauerhaftigkeit und die größtmöglichste Menge von Licht, welches sie gewähren, im Vorzug. Bis jetzt haben dieselben nur in Fabriken und anderen ähnlichen Gebäuden Eingang gefunden, es ist aber nicht zu läugnen, daß sie bei wohlfeilen Preisen ebenso auch in Wohngebäuden mit Vortheil angewendet werden können.

Zwei gegossene und bronzirte Wendeltreppen von de Pauw u. Comp. in Molenbeck zeichneten sich durch schönen und leichten Guß und geschmackvolle Form sehr vortheilhaft unter den ausgestellten Gießereigegenständen aus, ebenso dessen Balkongitter ꝛc.

Die wenigen in der Ausstellung befindlichen Proben von Kunstguß, boten durchaus nichts bemerkenswerthes dar.

Wenn nun die ausgestellten Gußwaarengegenstände im Allgemeinen nur einen wenig befriedigenden Eindruck machten, so verdienten doch jene Proben von Roheisen alle Aufmerksamkeit, welche verschiedene Hüttenwerke in der Absicht ausgestellt hatten, um an dem frischen Bruch die vortreffliche Qualität des Eisens zu erkennen hierher gehören die Proben der **soc. de l'espérance** bei Lüttich, die **soc. de la Providence** zu Charleroi, ferner die Bruchstücke von Paul de Maibe und Baron Cartier d'Yol zu Chaumont, welche Roheisenproben theils mit Koaks, theils mit Holzkohlen erzeugt waren. —

Sowie England durch die Anwendung der Koaks zum Hohofenbetrieb eine Revolution in der Roheisenerzeugung hervorbrachte, so veranlaßte dasselbe auch in der Fabrikation des Stabeisens eine nicht minder erfolgreiche Umgestaltung, nämlich durch die Einführung der Puddlingfrischerei und der Walzwerke. Das Bedürfniß, bei dem in England immer seltener werdenden Holze, bei dem Frischprozeß ein wohlfeileres Brennmaterial als Holzkohle anwenden zu können, gab ohne Zweifel die nächste Veranlassung zur Puddlingfrischerei, wobei nämlich die Entkohlung des Roheisens mit Anwendung von Steinkohlen in Flammöfen, den sogenannten Puddlingöfen vorgenommen wird. Die großen Quantitäten von Roheisen, welche bei Anwendung dieses Verfahrens in kürzester Zeit verfrischt werden konnten, machten auch ein schnelleres Verfahren zur Darstellung der Eisenstäbe wünschenswerth und es entstanden die Stabeisenwalzwerke, welche sich nun mit unglaublicher Schnelligkeit überall verbreiteten.

Dieses neue englische Verfahren fand im Jahr 1821 Eingang in Belgien. Das Etablissement von Herrn Orban bei Lüttich war das erste, welches die Bahn gebrochen hatte; fast gleichzeitig mit demselben entstanden aber auch die Puddlingöfen und Stabeisenwalzwerke zu Charleroi, in dem Etablissement von Cockerill in Seraing, zu Couvin, zu Grivegnée bei Lüttich. Es entstanden ferner im Jahr 1823 durch die Herrn Huart und Henrard die Hüttenwerke von Hauchis bei Charleroi, ferner die Anlage der Mad. Paissant bei Charleroi, welche von dem Engländer Bonnel eingerichtet wurde und damals für die schönste im Lande galt. Der genannte Mechaniker brachte hier zugleich eine höchst nützliche Idee zur Ausführung, nämlich die Benutzung der von den Puddlingöfen abgehende Wärme zur Heitzung der Dampfmaschinenkessel. Zu Couillet wurde erst im Jahr 1836 die Puddlingfrischerei eingeführt und dieses ausgedehnte Etablissement hiermit zum ersten Rang unter den Hütten- und Walzwerken Belgiens erhoben.

Die Produktionen der Hammerwerke und Stabeisenwalzwerke waren in der Ausstellung sehr zahlreich vertreten. Ebenso wie bei dem Roheisen durch Ausstellung gebrochener Stücke deren Qualität dem Auge dargelegt war, so waren auch zahlreiche Proben geschmiedeter und gewalzter Eisenstäbe, und zwar bis zu den größten Dimensionen, wobei auch Eisenbahnschienen nicht fehlten, vorhanden, welche theils, um deren Dehnbarkeit darzuthun, kalt gebogen, theils wirklich gebrochen waren, um aus der Farbe und Textur auf die Beschaffenheit derselben zu schließen.

Unter den 9 oder 10 Eigenthümern von Koakshohöfen, welche zugleich auch Walzwerke besitzen, hatten nur zwei Proben ihrer Fabrikation eingesandt, nämlich die anonyme Gesellschaft zu Couillet und diejenige von Monceau. Das erstere Etablissement, welches die Anfertigung von Eisenbahnschienen im größten Umfang betreibt, zeichnete sich in dieser Beziehung besonders aus; außer den zahlreichen Proben gewalzten Eisens, von allen Dimensionen und Formen, war von ihm auch eine Kurbelaxe für Lokomotiven ausgestellt. Der Preis der Eisenbahnschienen von Couillet, von denen 1 Meter Länge 25 — 27 Kilogramm wiegt, war zu 23 $\frac{1}{2}$ Fr. die 100 Kilogramm notirt. Die Gesellschaft zu Monceau hatte ferner außer den verschiedenen Sorten gewalzten Stabeisens auch eine Anzahl Proben von Eisenblech eingesandt, hierunter eine Tafel von 2 Meter Länge, 1,150 Meter Breite und 19 $\frac{1}{2}$ Millimeter Dicke und einem Gewicht von 356 Kilogramm.

Proben von geschmiedetem und gewalztem Eisen hatten außer den genannten Hüttenwerken die Herrn Cartier d'Yve, Gebr. Despret zu Chimai, die anonyme Gesellschaft zu Couvin, die anonyme Gesellschaft zu Clabecq u. a. m. in ähnlicher Weise, wie oben bemerkt, ausgestellt.

Sehr bemerkenswerth erscheint eine, von der anonymen Gesellschaft zu Couillet ausgestellte schmiedeiserne Kanone, unstreitig ein Meisterstück von Arbeit. Nach den hierüber erhaltenen Mittheilungen würde eine Kanone von dem nemlichen Kaliber aus dem gewöhnlichen Kanonenmetall gefertigt, 475 Kilogramm wiegen und à 4 Fr. 20 Centm. per Kilogramm 1995 Fr. kosten; die ausgestellte geschmiedete Kanone wiegt dagegen nur 350 Kilogramm und kostet à 3 Fr. per Kilogramm nur 1150 Fr. Es findet hiernach eine Ersparniß von 845 Fr. zu Gunsten der letzteren statt. Die Wichtigkeit dieses Gegenstandes macht es sehr wünschenswerth, daß recht bald Versuche über die Dauerhaftigkeit der schmiedeisernen Kanonen angestellt werden möchten, in welcher Beziehung sie den messingenen Kanonen mindestens nicht nachzustehen scheinen; Vorzüge in Bezug auf Leichtigkeit und auf den Preis sind durch die Ausstellung genügend nachgewiesen worden.

Drahtzieherei.

Es ist auffallend, daß in Belgien, einem Lande, wo die Eisenfabrikation in so bedeutendem Umfang betrieben und wo zugleich ein ausgezeichnetes Eisen fabricirt wird, die Drahtzieherei kaum als ein einheimischer Industriezweig betrachtet werden kann. Im Jahr 1835, zur Zeit der vorigen Ausstellung belgischer Fabrikate, existirte in diesem Lande nur eine einzige Fabrik, welche sich mit dieser Industrie beschäftigte, nämlich diejenige der Mad. Nonancourt zu Forges-Rousselles in der Provinz Luxemburg. Auf der dießjährigen Ausstellung war diese Fabrikation durch zwei neue Etablissements repräsentirt, nämlich durch Christian Duche von Chamleu in der Provinz Luxemburg und durch die anonyme Gesellschaft zu Couvin, welche eine Drahtzieherei zu St. Roc in Thätigkeit setzte. Die von beiden Fabriken ausgestellten Proben von Eisendraht bestanden aus sehr verschiedenen Numern. Namentlich lieferte die Gesellschaft zu Couvin von den feinsten Sorten bis zu solcher Dicke, wie sie für Hängebrücken angewendet werden.

Nägel, Schrauben.

Die Nagelfabrikation bildet in Belgien einen sehr ausgedehnten und in mancher Beziehung höchst wichtigen Industriezweig. Obgleich allenthalben, besonders aber in den eisenreichen Gegenden Belgiens verbreitet, so sind doch Lüttich und Charleroi als die Hauptsitze dieser Fabrikation zu betrachten. Außer den Städten ist die Nagelfabrikation sehr auf dem Lande verbreitet, wo sie gewöhnlich dem Landmanne zur Zeit, wo die Feldarbeiten ruhen, eine nützliche Beschäftigung gewähren.

Dieser Industriezweig scheint jedoch mit der Zeit, zum Nachtheil der Landarbeiter, eine andere Gestalt anzunehmen. Denn die mit Maschinen fabricirten Nägel scheinen sich in Belgien immer mehr verbreiten zu wollen. Bei der vorigen Ausstellung belgischer Fabrikate waren nur Proben von sogenannten Pariser Stiften, als Erzeugnisse von Maschinen, vorhanden; dagegen zeigte die dießjährige Ausstellung sehr bemerkenswerthe Sammlungen

von Nägeln jeder Art, welche vollständig mit Maschinen verfertigt wurden. Nur diejenigen Gattungen von Nägeln, welche eine Länge von 18 Linien übersteigen, hat man in Belgien bis dahin noch nicht mit Maschinen darstellen können; dagegen hofften die Fabrikanten auch dieses Ziel zu erreichen. Die bemerkenswerthesten unter den ausgestellten Maschinennägeln waren diejenigen von Dawans und Orban in Lüttich; es waren nicht weniger wie ohngefähr 600 verschiedene Sorten von Nägeln aus Eisen, Kupfer, Zink, letztere theils verzinnt, theils nicht verzinnt, zum Gebrauch für Schreiner, Tapezier, Schuhmacher ꝛc.

Die Nagelfabrikation in Belgien beschränkt sich nicht blos auf die innere Konsumtion, sondern sie bildet auch einen Ausfuhrartikel von Bedeutung. Die Ausfuhr der verschiedenen Sorten von Nägeln betrug nach officiellen Angaben im verflossenen Jahre 4 Million 396,000 Kilogramm, welche einen Geldwerth von beiläufig 3 Million Fr. besitzen. Es ist anzunehmen, daß diese Fabrikation mit der Verbreitung der Maschinennägel zu einer immer größeren Ausdehnung gelangt.

Außer der Fabrik von Dawans und Orban in Lüttich hatten noch die soc. des usines et haut-fourneaux von Luxemburg, ferner Le Hardi de Beaulieu von Charleroi und De Bavay in Brüssel zahlreiche Proben von Maschinennägeln ausgestellt. Unter den Erzeugnissen der erstgenannten Gesellschaft befanden sich Nägel, von denen 70,000 Stück auf das Kilogramm (also 35,000 auf das Großherzogl. Hess. Pfund) gehen. Von Handnägeln war gleichfalls eine große Zahl ausgestellt, hierunter Stücke von 9 Zoll Länge. Ferner sind zu bemerken, die Zinknägel von der soc. de la vieille-Montagne.

Holzschrauben waren nur von einer einzigen Fabrik, nämlich von Renoz de Barlé zu Jupille geliefert worden. Außer der Fabrik in Couillet ist dieß bis dahin noch das einzige Etablissement in Belgien, welches sich mit dieser Fabrikation beschäftigt.

Oefen.

Ueberaus reich war die Ausstellung an eisernen Zimmeröfen, offenen und theilweise geschlossenen Kaminen, Kochheerden ꝛc. Es war unstreitig derjenige Fabrikationszweig, welcher zahlreicher wie irgend ein anderer repräsentirt war. Demohngeachtet läßt sich über diesen Gegenstand nicht viel mehr sagen, als daß die belgischen Ofenfabrikanten eine große Geschicklichkeit in diesen Arbeiten, wie auch vielen Geschmack beweisen, daß sie indessen in Bezug auf vortheilhafte Benutzung des Brennmaterials keine bemerkenswerthe Fortschritte gemacht zu haben scheinen.

Sowie in Frankreich, findet man in Belgien die offenen Kamine fast allenthalben verbreitet; man scheint indessen nach und nach zu der Ueberzeugung gelangt zu sein, daß diese Art, die Wärme für das Zimmer nutzbar zu machen, nicht blos in ökonomischer Beziehung zu verwerfen ist, sondern auch diejenige Annehmlichkeit nicht bietet, welche ein im Zimmer stehender Ofen zu bieten vermag. Man ist später nach und nach zu den geschlossenen Kaminen und von diesen zu den eigentlichen Oefen übergegangen. Die Kamine sind theils steinerne, größtentheils aus verschiedenen Arten von Marmor, wovon weiter unten die Rede sein wird, theils sind es eiserne, nämlich aus Eisenblech gefertigt und innen gewöhnlich ausgemauert. Diese Kamine gehen häufig durch Einhängen eines meist korbförmig gestalteten Rosts, durch theilweises Schließen der Oeffnung allmählig in die Form eines wirklichen Ofens über. Die eigentlichen Oefen sind theils rund, theils 4 oder mehreckig, sie erhalten die mannigfaltigsten Formen und Verzierungen, welche theils in Durchbrechungen des Eisenblechs, theils in angefügten Ornamenten aus Gußeisen, oder Vergoldungen ꝛc. bestehen. Die innere Konstruktion dieser Oefen ist so einfach wie möglich; nur selten erhalten sie eine Cirkulation zur besseren Benutzung der Wärme.

Obgleich in sämmtlichen, selbst in den unbedeutendsten Städten Belgiens Oefen und Kamine der bemerkten Art, sowie auch Kochheerde fabricirt werden, so behauptet doch Brüssel hierin bei weitem den ersten Rang, und zwar nicht blos in Bezug auf die Quantität der hier gefertigten Oefen, sondern namentlich auch hinsichtlich ihrer Schönheit und Eleganz.

Unter den bemerkenswerthesten Ausstellern sind zu nennen die Herrn Lamal, Mathys und Somers, sämmtlich

aus Brüssel, ferner Ganton aus Gent, Geresia aus Brügge, Jeger aus Namur, Ronkar aus Lüttich, Markelbach und Sohn aus Antwerpen u. a. m.

Der erstere der Genannten, Lamal aus Brüssel, hatte mehrere Oefen geliefert, welche nach dem bekannten System des Engländers Arnot konstruirt sind. Dieselben sind allenthalben geschlossen, mit Ausnahme derjenigen kleinen Oeffnung, welche zur Unterhaltung der Verbrennung unumgänglich nothwendig ist; sie verursachen weder Rauch noch Staub und haben das Angenehme, daß man nur in langen Zwischenräumen nachzuschüren braucht. Auch sollen sie eine nahmhafte Ersparniß an Brennmaterial gewähren und eine durchaus gleichmäßige Wärme an das Zimmer abgeben. In sehr vielen öffentlichen Gebäuden Belgiens sollen die Oefen von Lamal mit Vortheil in Gebrauch sein, namentlich wird die Strafanstalt von Namur angeführt, wo 12 dieser Oefen, und zwar von den größten Dimensionen gesetzt worden sind.

Thönerne oder Fayenceöfen sind in Belgien nicht in Gebrauch. Die von einem einzigen Aussteller gelieferten Fayenceöfen verdienen kaum einer Erwähnung. Ebenso sind Oefen aus Gußeisen selten.

Sicherheitsschränke (coffres-forts.)

Als ein bemerkenswerther Gegenstand der neueren Industrie erscheinen die von 11 Einsendern in ohngefähr 30 Exemplaren ausgestellten sogenannten coffres-forts oder Sicherheitsschränke. Man versteht nämlich hierunter eine Art von kleinen, mit Abtheilungen versehenen eisernen Schränken zur Aufbewahrung von Geld und werthvollen Gegenständen, welche selbst bei Verheerung durch Feuersbrunst vollkommen in denselben gesichert sind. Sie werden aus starkem Eisenblech gefertigt und meist mit doppelten Wänden versehen, deren Zwischenräume mit Asche oder mit irgend einem anderen schlechten Wärmeleiter ausgefüllt sind. Diese Sicherheitsschränke besitzen zum Theil sehr elegante Formen; die äußeren Flächen sind lackirt oder abgeschliffen und mit mannigfachen Verzierungen versehen, so daß sie in der That häufig als wahrhaft schöne Möbel betrachtet werden können.

Ein gewisser H. Buys aus Brüssel, war der erste in Belgien, welcher im Jahr 1831 die Sicherheitsschränke verfertigte.

Durch Benutzung wesentlicher Verbesserungen, welche in Frankreich und England gemacht wurden, gelangte er dahin, seine Fabrikate so zu vervollkommnen, daß sie bei namhaft geringeren Preisen, in keiner Beziehung denjenigen nachstehen, welche in London und Paris verfertigt werden; er suchte die sinnreichen Kombinationen der französischen Fabrikanten mit der Solidität der englischen Arbeiten, namentlich in Bezug auf die Schlösser, zu vereinigen und erwarb sich mit seinen Arbeiten einen solchen Ruf, daß gegenwärtig eine ansehnliche Zahl dieser Sicherheitsschränke von ihm in das Ausland verkauft werden.

Der genannte Fabrikant, Herr Buys aus Brüssel, hatte die ausgezeichnetsten Arbeiten dieser Art und zwar zu Preisen von 200 Fr. bis zu 2500 Fr., zur Ausstellung geliefert und damit seinen vortheilhaften Ruf aufs vollständigste bewährt. Nach ihm verdienten die ähnlichen Arbeiten von De Boucq aus Mons, Weiller und Markelbach, beide aus Antwerpen, hervorgehoben zu werden.

Schlosserarbeiten verschiedener Art.

In sonstigen Schlosserarbeiten war die Ausstellung sehr mangelhaft. Die von mehreren Einsendern producirten Schlösser, Bänder rc. waren mit wenigen Ausnahmen unvollkommen gearbeitet und verdienen kaum einer Erwähnung. Es ist daher dieser Theil der Ausstellung wenig geeignet, dem Fremden einen vortheilhaften Begriff von der gerühmten Geschicklichkeit der belgischen Eisenarbeiter zu verschaffen. Lüttich ist der Hauptsitz für die kleineren Eisenarbeiten, namentlich für die Quincaillerieiarbeiten. Dieselben waren indessen so gut wie gar nicht repräsentirt.

Stahl.

Es existiren nur zwei Etablissements in Belgien, welche Stahl fabriciren, nemlich die anonyme Gesellschaft St. Léonard zu Lüttich und die anonyme Gesellschaft zu Couvin. Im Jahr 1807, als Belgien noch unter fran-

zösischer Herrschaft stand, setzte die **soc. d'encouragement** zu Paris einen Preis von 4000 Fr. für denjenigen aus, welcher Gußstahl in gleicher Güte mit dem aus dem Auslande bezogenen, fabricirte. Diesen Preis gewannen im Jahr 1808 die Gebr. Poncelet in Lüttich; sie erhielten ferner von dem Gouvernement eine Belohnung von 30,000 Fr. Die genannte Fabrik, welche seit dem Jahr 1821 von Herrn Regnier-Poncelet dirigirt wird und im Jahr 1836 als eine anonyme Gesellschaft unter der Benennung **soc. de St. Léonard** sich konstituirte und von nun an bedeutend sich vergrößerte, blieb lange Zeit das einzige Etablissement in Belgien, welches sich mit Stahlfabrikation beschäftigte. Es verwendet hierzu englisches — oder wahrscheinlicher schwedisches — Eisen.

Im Jahr 1826 wurden zu Couvin durch den Director dieser Werke, Herrn Hanonet-Gendarme, Versuche mit Stahlfabrikation gemacht, wozu man sich des in diesem Etablissement selbst fabricirten Eisens bedient hatte. Diese Fabrikation hörte mit der belgischen Revolution wieder auf. Sie wurde indessen in neuester Zeit daselbst wieder begonnen und von dem anerkannten Eifer und den Kenntnissen des um die belgische Industrie sehr verdienten Herrn Hanonet-Gendarme ist zu erwarten, daß seine Bemühungen nicht fruchtlos sein werden. Die Gesellschaft zu Couvin hatte nicht blos Proben von rohem Stahl zur Ausstellung gesandt, sondern auch verschiedene aus demselben gefertigte Gegenstände, als Messer, Feilen, Bajonette 2c., welche letztere bei den in der königl. Waffenfabrik angestellten Versuchen als vorzüglich sich bewährten. Auch die Gesellschaft St. Léonard hatte, außer Proben von rohem Gußstahl, verschiedene in deren Etablissement aus Stahl gefertigte Gegenstände, als Feilen, gerade und kreisförmige Sägen, Blätter für Tuchscheermaschinen 2c., ausgestellt. Es wird behauptet, daß der von der genannten Gesellschaft fabricirte Stahl in Hinsicht der Qualität und des Preises mit den guten englischen und teutschen Stahlsorten zu konkurriren im Stande sei, von denen indessen jährlich noch 5—600,000 Kilogramm in Belgien eingeführt werden.

Kupfer und Messing.

Die Anzahl derjenigen Fabriken, welche Kupfer- und Messingblech, Kupfer- und Messingdraht liefern, war früher bedeutender wie gegenwärtig, nachdem mit der Trennung Belgiens von Frankreich ein großer Theil des auswärtigen Consumo aufgehört hatte. Im Allgemeinen werden die englischen Fabrikate dieser Art den belgischen vorgezogen. Doch soll die dießjährige Ausstellung nicht blos wesentliche Fortschritte in diesem Fabrikationszweig dargethan, sondern auch bewiesen haben, daß die belgischen Bleche und Drähte hinsichtlich der Qualität und der Preise die Konkurrenz des Auslandes nicht zu scheuen brauchen.

Die bemerkenswerthesten Aussteller in diesem Fabrikationszweig waren die Herren Clement Francotte aus Lüttich, de Rosée und Bauchau-Maurissens, beide aus Namur. Ersterer producirte starke gewalzte Kupferbleche von solchen Dimensionen, wie sie früher nur aus England bezogen werden konnten. Ebenso lieferte derselbe die schwächeren Sorten von Kupferblech in solchen Dimensionen, daß sie in dieser Beziehung gleichfalls den englischen nicht nachstehen. Denn der Hauptvorzug der dünnen Bleche aus den englischen Fabriken bestand namentlich in den größeren Dimensionen, welche häufig 2 Meter betrugen, wogegen die Lütticher Kupferbleche nur ohngefähr 1 Meter lang waren. Francotte hatte dießmal eine Tafel von 3 Meter 40 C. (= 13′ 16″ Gr. Heß.) ausgestellt. Außer messingenen und kupfernen Blechtafeln und Drähten hatten die drei oben genannten Fabrikanten auch ganze Kessel und Kesselböden, zum Theil von sehr bedeutender Größe, producirt.

Zink.

Unter den verschiedenen Metallen hat das Zink in neuerer Zeit eine ganz besondere Wichtigkeit erlangt. Dieses Metall, welches früher nur zur Messingfabrikation verbraucht wurde, findet gegenwärtig eine höchst mannigfache Verwendung, wobei es namentlich das Blei, Eisen, Kupfer, sowie auch nichtmetallische Körper ersetzt. Man benutzt es zum Bedecken der Gebäude, zum Ausschlagen des Innern von Gefäßen und Behältern, zu Röhren, Dachfenstern, Nägeln, Medaillen, Ornamenten und zu mancherlei sonstigem Geräthe, wozu man sich sonst des Eisen- und Weißblechs bedient hatte.

Das Zink bildet die Grenze zwischen den dehnbaren und nicht dehnbaren Metallen. Es steht in dieser Beziehung dem Kupfer, Blei und Zinn bedeutend nach, ohne jedoch die Sprödigkeit des Antimon oder Arseniks zu besitzen. Bei der gewöhnlichen Temperatur springt es unter dem Hammer auseinander, zur nemlichen Zeit, wo es anfängt sich zu dehnen. Sobald es aber über die Temperatur des siedenden Wassers erhitzt wird, so erhält es die merkwürdige und für seine Anwendung so höchst wichtige Eigenschaft, daß es sich nunmehr zu sehr dünnen Blättern walzen und zu den feinsten Drähten ausziehen läßt

Dieses Metall wird zum Theil in Planschen, zum Theil in Form von Blechen und Drähten in den Handel geliefert. Durch die vielfachen Anwendungen, welche man von demselben in neuerer Zeit gemacht hat, ist es bedeutend in seinem Werthe gestiegen.

Die Gewinnung des Zinks aus dem Galmei wurde in Belgien im Jahr 1790 zuerst versucht und zwar durch einen gewissen Herrn Douy aus Lüttich. Im Jahr 1805 erhielt derselbe eine Concession zur bergmännischen Gewinnung der Erze von Vieille-Montagne bei Lüttich. Seit dem Jahr 1809 wird das Zink aus diesen Erzen im Großen gewonnen. Durch die Verträge von 1815 ging ein Theil des Territoriums, auf welches jene Concession sich bezog, an Preußen über und es blieb ohngefähr nur die Hälfte der Gruben auf belgischem Gebiete. Sie wurden später Eigenthum des Herrn Mosselmann in Lüttich und im Jahr 1837 konstituirte sich hieraus eine anonyme Gesellschaft unter der Firma **soc. des mines et fonderies de la vieille Montagne.** Dieses Etablissement ist gegenwärtig sowohl hinsichtlich seiner Produktion als der Anzahl der hier beschäftigten Arbeiter, als eins der bedeutendsten und interessantesten von Belgien zu betrachten. In der neueren Zeit sind noch zwei andere Zinkhütten und Gruben in Belgien entstanden, nämlich die eine bei Verviers und die andere zu Huy, deren Produkte vorzugsweise zur Messingfabrikation verwendet werden.

Die oben bemerkte Gesellschaft hatte mehrere Zinktafeln und Proben von Zinkdraht, sodann verschiedene aus Zink verfertigte Gegenstände, als Nägel, Schrauben, Ornamente, Röhren, Dachziegel, sodann eine Anzahl von Medaillen und Büsten zur Ausstellung geliefert. Ferner hatte der bereits oben bei Gelegenheit der Kupfer- und Messingtafeln rühmlichst erwähnte Clement-Francotte aus Lüttich Proben von den in seinem Etablissement gewalzten Zinktafeln ausgestellt.

Blei.

Die Fabrikation von Bleiplatten und gezogenen Bleiröhren war repräsentirt durch zwei Fabrikanten, nämlich durch die Herrn Laurent Lagasse aus Lüttich und Drubbele-Ghyselinck aus Courtrai.

Nähnadeln.

Die Nähnadelfabrikation ist in Belgien eine neue Industrie. Bauduin aus Lüttich unternahm es im Jahr 1837 diese Fabrikation einzuführen. Die von ihm ausgestellten Nähnadeln wurden von Kennern für vollkommen befriedigend erklärt. Er ist im Stande 1000 Nähnadeln für 1 Fr. 80 Cent. zu liefern. Außer Bauduin hatten ferner noch Theelen und Flamm von Foret (Provinz Lüttich) von dieser Waare ausgestellt.

Blattgold, Blattsilber rc.

Noch im Jahr 1830 befand sich in Belgien kein einziger Goldschläger, und der ganze Bedarf wurde aus Frankreich und Teutschland bezogen. Im Jahr 1835 bildete einer der ersten Pariser Goldschläger, Namens Dudart, ein Depot in Brüssel und es entstand hieraus bald eine Fabrik selbst. Diese Fabrik ist schon jetzt nicht mehr die einzige in Belgien; zwei in derselben beschäftigt gewesene Arbeiter, Pettel und Pain, etablirten ihrerseits eine solche und die beiden Fabriken liefern nunmehr Gold, Silber und Platin in allen Formen und zu jeglichem Gebrauch.

Messerschmiedarbeiten.

Seit den ältesten Zeiten bildet Namur und dessen Umgebungen den Hauptsitz für die Messerschmiedarbeiten in Belgien. Zur Zeit der Vereinigung mit Frankreich befand sich dieser Gewerbszweig im größten Flor. Ihre

vortreffliche Qualität verschaffte diesen Fabrikaten einen sehr ausgedehnten Markt in Frankreich, Teutschland, Schweiz und Italien. Seit der Trennung Belgiens von Frankreich hat dieses Verhältniß sich sehr geändert, sowie auch die Trennung von Holland dieser Fabrikation einen empfindlichen Stoß verursachte. Demohngeachtet werden noch heutzutage in Namur und dessen Umgegend, namentlich zu Gemblaux 3 — 4000 und in dem Hennegau gleichfalls eine bedeutende Zahl von Arbeitern hiermit beschäftigt. Namur liefert vorzugsweise die feineren Messerschmiedarbeiten; die Provinz Namur erzeugt das hierzu erforderliche Eisen, der Stahl wird indessen meist aus Teutschland bezogen. Die Messerschmiedarbeiten von Namur zeichnen sich gleichmäßig durch Qualität, Eleganz und wohlfeile Preise aus. In Rasirmessern steht indessen Namur gegen England, Frankreich und Teutschland zurück; ebenso in Bezug auf die feineren Scheeren. Was jedoch Federmesser und Tafelmesser betrifft, so werden sie den englischen vorgezogen.

Für die verschiedenen Sorten von Messerschmiedarbeiten zählt Belgien nur eine einzige Fabrik vom ersten Rang. Es ist diejenige von Arnould-Raymond in Namur, welche bereits seit 36 Jahren besteht und ohngefähr 300 Arbeiter beschäftigt. Diese Fabrik, deren Betriebsmaschinen durch eine Dampfmaschine in Bewegung gesetzt werden, arbeitet ausschließlich für das Ausland, und zwar hauptsächlich für die Schweiz, Italien, Nord- und Südamerika. Alle übrigen, welche sich mit Messerschmiedarbeiten beschäftigen, arbeiten nur für die innere Consumtion.

Arnould-Raymond hatte die bedeutendste und schönste Auswahl von Messern in allen Sorten, Federmessern, Scheeren, Rasirmessern ꝛc. ausgestellt. Die übrigen minder bemerkenswerthen und mehr in geringeren Qualitäten bestehenden Messerschmiedarbeiten waren von Glatigny aus Biesville, Gebr. Lavaerts zu Aerschot, Gilson zu Gent ꝛc.

Chirurgische Instrumente.

Es giebt in Belgien nur zwei Etablissements, welche sich mit der Verfertigung von chirurgischen Instrumenten beschäftigen, nämlich das eine zu Brüssel, das andere zu Lüttich. Der bedeutendste Fabrikant, wie auch derjenige, welcher die Ausstellung mit dem schönsten und vollständigsten Assortiment beschickt hatte, ist François Bonneels in Termonde, welcher in den vorzüglichsten Werkstätten von Paris seine Schule gemacht hatte und nunmehr seit 20 Jahren die von dessen Vater errichtete Fabrik dirigirt. Diesem Fabrikanten ist vorzugsweise der dermalige Grad von Vollkommenheit, in welchem die chirurgischen Instrumente in Belgien verfertigt werden, zu verdanken. Seine Instrumente sind an den belgischen Universitäten und Hospitälern allgemein eingeführt. Die Jury von 1835 drückte sich über seine Arbeiten äußerst günstig aus, indem sie bemerkte, daß dieselben bis auf die geringsten Details als vollendet zu betrachten seien. In den letzten 6 Jahren erweiterte Bonneels seine Fabrikation noch dadurch, daß er sich nun auch mit orthopädischen Apparaten mit Erfolg befaßt.

Die ausgestellten Arbeiten von Bonneels bestanden aus nicht weniger wie ohngefähr 500 der verschiedenartigsten in dieses Fach einschlagenden Instrumente. Von den übrigen Ausstellern wurden hervorgehoben Dscé aus Brüssel, Bayly aus Gent, Biondetti Vater und Sohn aus Brüssel, van Hese aus Gent.

Verschiedene andere Arbeiten aus Metall.

Die Anzahl und Mannigfaltigkeit der hierher gehörigen Gegenstände war so bedeutend, daß man unmöglich hier in eine specielle Anführung derselben eingehen kann. Auch sind manche Verarbeitungen der Metalle bereits oben erwähnt worden. Zu denjenigen Fabrikationsgegenständen, welche etwa weiter noch hervorgehoben zu werden verdienen, rechnen wir unter anderen die Stecknadeln.

Belgien besitzt mehrere ziemlich bedeutende Stecknadelfabriken. Sie waren in der Ausstellung repräsentirt durch die Herrn Clement Francotte aus Lüttich, welcher den dazu erforderlichen Messingdraht selbst fabricirt und Gassée aus Gent. Die ersteren sollen mit Maschinen gemacht sein, den englischen auf diese Weise fabricirten Nadeln aber nachstehen.

Von Arbeiten des Kupfer- und Blechschmiedes war eine große Zahl in den mannigfachsten Gegenständen vorhanden; hierunter insbesondere Lampen (Heremans, Mad. Pellabon u. a. m. aus Brüssel) Küchengeschirre aus Kupfer und Weißblech, Kaffeemaschinen; ferner rechnen wir hierher Arbeiten aus Neusilber und ähnlichen Kompositionen, Metallgewebe für Papierfabriken, für amerikanische Mahlmühlen, Siebe rc.

Die Fabrikation verschiedener stählerner Werkzeuge hat in Belgien seit neuerer Zeit Verbesserungen und eine größere Ausdehnung erfahren. Dahin gehört namentlich die Fabrikation der Feilen, ein Gegenstand, welcher sich in der Ausstellung auf eine sehr bemerkenswerthe Weise vertreten fand. Noch vor 6 Jahren waren nur die Feilen von Herrn Regnier-Poncelet zu Lüttich, namentlich die sogenannten Strohfeilen, als die einzigen in Belgien fabricirten bekannt. Auf der dießjährigen Ausstellung hatte auch die anonyme Gesellschaft zu Couvin diese Sorte von Feilen producirt, welche jederzeit in großen Quantitäten aus Teutschland eingeführt wurde.

Was die feineren Sorten der Feilen betrifft, so war früher Herr Brizard aus Lüttich der einzige belgische Fabrikant, welcher dieselben lieferte. Gegenwärtig werden diese Feilen auch von Herrn Savage in Lüttich verfertigt. Die Jury der Ausstellung von 1835 erklärte in Bezug auf die für Uhrmacher und andere subtile Arbeiten bestimmten Feilen des Herrn Brizard, daß dieselben alle Bedingungen einer vorzüglichen Fabrikation in sich vereinigten, daß ihre Härtung ebenso wie die Arbeit ausgezeichnet sei. Auf der dießjährigen Ausstellung hatte dieser Fabrikant eine ausgezeichnet schöne und vollständige Musterkarte von ohngefähr 5 — 600 Feilen geliefert.

Zu den Gegenständen, welche in großer Vorzüglichkeit von Herrn Regnier-Poncelet in Lüttich geliefert werden, gehören die stählernen Blätter für die Tuchscheermaschinen. Ihre Superiorität über die englischen Blätter ist dermaßen anerkannt, daß dieselben zu 30 und 32 Fr. verkauft und zu diesem Preis den von den englischen Fabrikanten zu 14 — 16 Fr. angebotenen Blättern vorgezogen werden. Diese Vorzüge der aus dem Etablissement St. Leonard hervorgehenden Stahlblätter sollen in einer eigenthümlichen, hierzu ganz besonders geeigneten Härtung ihren Grund haben.

Ausser verschiedenen Proben dieses Fabrikats waren aus dem bemerkten Etablissement auch stählerne Kreissägen von sehr verschiedenen Durchmessern geliefert worden.

In den Arbeiten des Zeugschmieds (taillanderie) nimmt Herr Alex. Chappuis aus Soignies den ersten Rang in Belgien ein; seine Fabrikate werden vorzugsweise gesucht und gut bezahlt. Die von ihm ausgestellten Gegenstände waren verschiedene Messer und Scheeren zum Beschneiden von Papier und Leder, Sensen, Sicheln, Haagscheeren, Lederfalzmesser für Gerber rc. Die letzteren sollen einen bedeutenden Ruf genießen.

Es sind ferner hier noch zu erwähnen Proben von Drahtseilen für Bergwerke und Hängebrücken, Ketten, schmiedeiserne Bettstellen rc.

Maschinen.

Der Zustand der Maschinenfabrikation in einem Lande kann hauptsächlich aus zwei Gesichtspunkten betrachtet werden, nämlich:

1) In Bezug auf die Anzahl und Ausdehnung der Etablissements, wobei namentlich die Frage zu beantworten ist, ob dieselben zur Befriedigung der eignen Industrie des Landes genügen, oder ob dieß nicht der Fall ist.

2) In Bezug auf Vollkommenheit der Arbeit.

Unter allen Ländern behauptet England in Bezug auf Maschinenfabrikation unstreitig den ersten Rang. Denn nicht blos, daß die meisten und wichtigsten Erfindungen und Verbesserungen im Maschinenwesen in diesem Lande ihren Ursprung haben, sondern es ist auch die Vortrefflichkeit der englischen Maschinen und ihre wahrhaft mechanische Vollendung so allgemein anerkannt, daß sie allenthalben, selbst in den renommirtesten Maschinenfabriken von Frankreich, Belgien und Teutschland als Mustermaschinen betrachtet werden. Das großartige Etablissement von Seraing ist ohne Zweifel dasjenige in Belgien, welches die schönsten Maschinen liefert; sie sind mit den aus den renommirtesten Werkstätten Englands bezogenen Maschinen unstreitig in gleichen Rang zu setzen; diese Vortrefflichkeit der Cockerill'schen Fabrikate ist zum großen Theil dem Umstand zuzuschreiben, daß man von einzelnen

Maschinen vorerst gute Muster aus England sich zu verschaffen suchte, ehe man zur Ausführung derselben im eigenen Etablissement schritt. Die ausschließlich für die belgischen Eisenbahnen bestimmte großartige Maschinenbauwerkstätte zu Mecheln ist in mehr wie einer Beziehung, namentlich aber in Bezug auf Schönheit und Vollständigkeit der Arbeitsmaschinen als eine wahre Musteranstalt zu betrachten; sämmtliche hier befindliche Maschinen sind aus England bezogen und alles, was für den Bedarf des eigenen Etablissements hier fabricirt wird, ist mit einer Schönheit und Akuratesse ausgeführt, die man in dem größeren Theile der übrigen Maschinenbauwerkstätten Belgiens vergeblich sucht.

England hat den Rang, welchen es in Bezug auf Maschinenfabrikation behauptet und vielleicht für ewige Zeiten behaupten wird, verschiedenen Umständen zu danken, unter denen namentlich folgende hervorzuheben sind.

1) Das angeborene mechanische Talent, welches den Engländer vor allen übrigen Nationen auszeichnet. Dieses Talent äußert sich nicht blos in Bezug auf höhere mechanische Ausbildung, sondern auch hinsichtlich der Gewandheit und praktischen Brauchbarkeit des gewöhnlichen Arbeiters.

2) Die Maschinenfabrikation ist in England älter wie in irgend einem anderen Lande.

3) Durch alle Umstände begünstigt, unter denen der unermeßliche Reichthum an Steinkohlen als einer der wesentlichsten betrachtet werden muß, haben Fabriken und Manufakturen in keinem anderen Lande eine solche Ausdehnung gewonnen wie in England, und die Entwickelung des Maschinenbauwesens steht hiermit in der engsten Beziehung.

4) Kapitalien, Unternehmungsgeist und mechanisches Genie finden sich in keinem Lande so glücklich vereinigt wie in England. Daher jene großartigen, von den ausgezeichnetsten Mechanikern dirigirten Maschinenbauwerkstätten, welche auf's Vollständigste mit allen jenen Hülfsmaschinen ausgerüstet sind, die nicht blos jede Art von Arbeit wesentlich erleichtern, sondern auch die mechanische Vollendung aller einzelnen Arbeiten in solchem Grade möglich macht, wie dieß in anderen, mit jenen Arbeitsmaschinen minder vollständig versehenen Werkstätten unmöglich der Fall sein kann.

Obgleich auch Belgien zu einem wahrhaft industriellen Lande geschaffen ist und seine Industrie von jeher eine höchst wichtige Quelle des Erwerbs bildete, so gehören doch die wahrhaft riesenmäßigen Fortschritte, welche das Land hierin machte, erst der neueren Zeit an. Wenn auch nicht in dem nämlichen Grade wie in England, so sind doch auch hier alle Elemente vereinigt, um die Gewerbsindustrie auf jenen hohen Standpunkt zu versetzen, auf welchen wir sie heutzutage erblicken. Mit der Entwickelung des Fabrik- und Manufakturwesens hat sich in gleichem Verhältniß die Maschinenfabrikation gehoben; sie ist nicht nur vollkommen genügend, um die Bedürfnisse der eigenen Fabriken und Manufakturen zu befriedigen, sondern es wird auch ein ansehnlicher Theil der in den belgischen Maschinenbauwerkstätten fabricirten Maschinen in das Ausland abgesetzt.

Es existiren gegenwärtig in Belgien ohngefähr 30 Maschinenfabriken, worunter etwa 6—7 vom ersten Rang. Ohngefähr 5000 Arbeiter werden in denselben beschäftigt und der Werth der jährlich aus ihnen hervorgehenden Maschinen wird zu 15—18 Millionen Franks angeschlagen, wovon etwa ¼ auf den auswärtigen Absatz kommt.

Die Bedeutung des Maschinenbauwesens in Belgien möge aus nachstehenden Notizen entnommen werden:

1) In Lüttich und der Umgegend befindet sich das Etablissement John Cockerill's zu Seraing, ferner in Lüttich selbst die Werkstätten von Cockerill, das Etablissement St. Léonard, sowie die Werkstätten von Spinneux und Tassin. In allen diesen Etablissements werden alle Arten von Maschinen verfertigt. Sie zählen ohngefähr 2150 Arbeiter.

2) Gent besitzt 4 Maschinenbauwerkstätten von Bedeutung. Unter ihnen ist die bedeutendste diejenige der **soc. du Phénix**, welche sich vorzugsweise mit der Fabrikation von Maschinen für Baumwolle- Leinenspinnerei und Weberei beschäftigt. Dieses Etablissement, ferner diejenigen von Duncan und Grand, von Vandenkerkhove und von Thomas u. Comp., sowie einige kleinere Maschinenbauwerkstätten zählen zusammen ohngefähr 770 Arbeiter.

3) Das bedeutendste Etablissement zu Brüssel ist dasjenige der **soc. du Rénard**, wo Dampfmaschinen, Lokomotiven und andere größere Maschinen gefertigt werden. Dieses Etablissement sowie die kleineren Werkstätten von

Mathieu, Trouillez Hamal, Desaint und Vandenbrandt in Brüssel beschäftigen zusammen ohngefähr 350 Arbeiter.

4) Die bedeutendste Maschinenbauanstalt in Verviers ist diejenige von Houguet = Teston, welche sich vorzugsweise mit der Verfertigung von Spinn = und Webmaschinen für Wolle, Tuchscheermaschinen *), wie auch mit der Lieferung von Dampfmaschinen beschäftigt. Das genannte Etablissement zählt ohngefähr 80, sowie einige kleinere Werkstätten in Verviers ohngefähr 30 Arbeiter.

5) Mit dem sehr bedeutenden Eisenhüttenwerk zu Couillet bei Charleroi ist auch eine Maschinenbauwerkstätte verbunden, welche vorzugsweise Dampfmaschinen liefert und ohngefähr 200 Arbeiter beschäftigt. Ferner befinden sich zu Charleroi die Maschinenbauwerkstätten von Traxeler und Bourgeois mit ohngefähr 50 Arbeitern.

6) Zu Boussu existirt eine Maschinenbauwerkstätte von Dorzée, welche sich mit der Verfertigung von Dampfmaschinen beschäftigt und ohngefähr 150 Arbeiter zählt.

7) Die Maschinenbauwerkstätte von Gilain zu Tirlemont liefert vorzugsweise Spinnmaschinen für Wolle und Dampfmaschinen. Sie zählt 40 Arbeiter. — Außerdem befinden sich kleinere Maschinenwerkstätten zu Mons, Namur, Huy, Brügge, Tournay ꝛc., welche zusammen ohngefähr 500 Arbeiter zählen.

Unstreitig das interessanteste Etablissement in Belgien ist dasjenige von John Cockerill in Seraing, ohngefähr 2 Stunden von Lüttich und dicht an der Maas gelegen. Wenn es auch in Bezug auf seine Bedeutung als Eisenhüttenwerk von anderen Werken des Landes, namentlich von Couillet und Couvin, in dem Distrikte von Charleroi, übertroffen wird, wenn ferner, was die Maschinenbauwerkstätte betrifft, die königl. Werkstätten in Mecheln in gewisser Beziehung jenem Etablissement den Rang streitig machen dürften, so findet sich doch an keinem anderen Orte alles was in das Eisenhütten = und Maschinenwesen einschlägt, in solchem Grade vereinigt, wie zu Seraing, und in dieser Beziehung kann das genannte Etablissement wohl als das interessanteste der Welt betrachtet werden. Es möchte deßhalb nicht am unrechten Orte sein, über dieses Etablissement, sowie über die außerordentlichen Verdienste von John Cockerill hier Einiges anzuführen.

William Cockerill, der Vater des nunmehr verstorbenen John Cockerill, kam im Jahr 1800 aus England nach Belgien und ließ sich zuerst in Verviers, später in Lüttich nieder. Mehrere wichtige Maschinen zur Tuchfabrikation, welche er in England erfunden hatte, verpflanzte er auf belgischen Boden und trug hierdurch wesentlich zur Hebung des genannten Industriezweigs in diesem Lande bei.

Im Jahr 1813 zog sich Cockerill, Vater, von den Geschäften, zurück; seine beiden Söhne Charles James und John Cockerill fingen zu dieser Zeit an Dampfmaschinen zu verfertigen, sowohl einfache als doppeltwirkende, mit Hoch =, Nieder = und Mitteldruck, nach den Systemen von Watt, Wolf und Evans. Die Dampfmaschinen, welche vor dieser Zeit in Belgien sich befanden, waren theils aus englischen Werkstätten, theils aus den Werkstätten von Périer in Paris bezogen.

Im Jahr 1815 etablirten die Gebr. Cockerill zuerst in Belgien eine Fabrik zur Verfertigung der Kratzen für Baumwolle = und Wollmanufakturen. Das Haus William Cockerill und Söhne in Paris lieferte hierzu die erste Maschine, welche ihnen als Muster diente, um eine bedeutende Anzahl anderer hiernach zu verfertigen. Unter den vielen Kratzenfabriken in Belgien ist diejenige von John Cockerill in Lüttich noch jetzt die bedeutendste.

Die Acquisition von Seraing, der früheren Residenz der Fürst Bischöffe von Lüttich und später Staatsdomäne, gab den Gebr. Cockerill nunmehr Gelegenheit sich in einem weiteren Kreise zu bewegen. Sie begriffen die günstige Lage von Seraing, gelegen an den Ufern der Maas, in der Nähe von Lüttich, mitten in den Steinkohlen, nicht fern von den vorzüglichsten Eisenerzen. Nirgends konnte es einen Punkt geben, welcher so sehr geeignet

*) Die in dieser Fabrik verfertigten Tuchscheermaschinen, sowohl longitudinale zu 1200 Fr., als transversale zu 850 Fr. stehen in einem sehr vortheilhaften Rufe. Auch werden gegenwärtig hier die sogen. filo-finisseuses in Auftrag eines Pariser Hauses verfertigt, welche bei der Tuchfabrikation nicht blos die Vorspinnmaschinen, sondern auch zugleich die Feinspinnmaschinen überflüssig machen.

war, die Eisen- und Maschinenfabrikation unter den günstigsten Verhältnissen und im größten Umfang zu betreiben, wie zu Seraing.

Im Januar 1817 wurde dieses Etablissement Eigenthum der Gebr. Cockerill. Sie benutzten Anfangs die vorhandenen Gebäude, um eine mechanische Leinspinnerei zu errichten; 5 Assortiments wurden nach und nach in Thätigkeit gesetzt, welche bis zum Jahr 1822 in Thätigkeit blieben, wo dieselben in ein anderes Etablissement verlegt wurden. Im Jahr 1819 zog sich Ch. James Cockerill von den Geschäften zurück und alle jene riesenmäßigen Unternehmungen, welche von nun an von Seraing ausgingen und wovon fast alle Länder Zeuge sind, müssen John Cockerill allein zugeschrieben werden. Im Jahr 1825 assoçirte sich der König von Holland zu gleichem Antheil mit John Cockerill, welche Verbindung jedoch im Jahr 1833 wieder aufgelöst wurde. In den Jahren 1822 und 1823 begann die Hauptentwickelung der Thätigkeit zu Seraing. Der Steinkohlenbergbau war nun so weit vorgeschritten, daß eine regelmäßige Förderung statt finden konnte; der eine Hohofen, die Puddlingöfen waren vollendet und der Eisenhüttenbetrieb konnte nunmehr in seinem ganzen Umfange beginnen.

Auf einer Fläche von ohngefähr 18 Hectares (72 Gr. Hess. Morgen) besitzt dieses großartige Etablissement zwei Steinkohlengruben, zwei Hohöfen, 15 Puddlingöfen, 18 Schweißöfen, 2 sogen. Weißöfen zum Vorbereiten des zu verfrischenden Roheisens, 2 Oefen zum Rösten der Erze, 2 Oefen zum Backsteinbrennen, eine Anzahl von Koaksöfen, 81 Schmiedfeuer, eine Messinggießerei, eine großartige Werkstätte zum Verfertigen der Dampfkessel, eine Werkstätte zum Bau der Lokomotiven, eine andere zum Zusammensetzen der größeren Maschinen, ferner mehrere große Drehereien, Schreinerwerkstätten, Zeichenbureaus und Räume zur Aufbewahrung der Modelle. Die Gebäude, in welchen sich die mechanischen Werkstätten, Schreinerwerkstätten, Magazine und Bureaus befinden, bilden zwei Höfe, von denen der eine ohngefähr 70 Meter oder 280 Gr. Hess. Fuß lang und 30 Meter oder 120 Hess. Fuß breit ist; der zweite besitzt bei gleicher Breite nur die Hälfte der eben bemerkten Länge. Ein lediglich zum Gebrauch des Etablissements bestimmter Kanal verbindet das Herz desselben mit der Maas; alle zum Absenden bereite Stücke werden hier verladen. Durch die Maas steht Seraing mit der Ourthe und Sambre und hierdurch mit den eisen- und kohlenreichsten Gegenden Belgiens in Verbindung. Ohngefähr 9000 Meter Eisenbahnen setzen die Steinkohlengruben, die Stabeisenwalzwerke, die Gießereien und mechanischen Werkstätten miteinander in Verbindung. Durch 16 theilweise kolossale Dampfmaschinen, mit einer Gesammtkraft von 695 Pferden, werden sämmtliche Betriebsmaschinen in Bewegung gesetzt. Die Anzahl der in diesem Etablissement beschäftigten Arbeiter betrug im Jahr 1839 2000—2200, wovon ohngefähr 500 in den Bergwerken beschäftigt waren. Ihre Zahl beträgt gegenwärtig noch ohngefähr 1500. Sie stehen unter 3 Directoren, von denen der eine die Maschinenbauanstalt, der andere den Eisenhüttenbetrieb und der dritte den Bergbau speciell leitet. Die tägliche Steinkohlenförderung beträgt durchschnittlich 450,000 Kilogramm und 45,000 Kilogr. werden an Eisenerz von den beiden Hohöfen konsumirt. Im Jahr 1819 wurde eine Gasbeleuchtungsanstalt errichtet, welche das ganze Etablissement mit Leuchtgas versieht.

Die zur Kohlenförderung bei der einen Grube aufgestellte Dampfmaschine hat eine Kraft von 200 Pferden und ist, wie überhaupt alle hier befindlichen oder aus Seraing hervorgegangenen Dampfmaschinen ausgezeichnet schön gearbeitet. Der Kolben dieser Maschine hat einen Durchmesser von 6 englischen Fuß oder 72 Gr. Hess. Zoll; der Kolbenhub beträgt 10 engl. oder 12 Gr. Hess. Fuß.

Von den beiden im Gang befindlichen Hohöfen wurde der eine im Jahr 1824, der andere erst 1836 in Thätigkeit gesetzt. Der ältere dieser Oefen producirt täglich 12—13,000 Kilogramm Gußeisen. Beide Oefen werden mit warmer Luft gespeist.

Es werden in Seraing alle Arten von Maschinen verfertigt. Im Jahr 1823 gingen aus diesem Etablissement die ersten in Belgien verfertigten Maschinen für Dampfschiffe hervor. Im Jahr 1825 fing man an Spinnmaschinen und Webstühle für Baumwolle nach den neuesten englischen Systemen zu erbauen. Eine sehr große Anzahl hydraulischer Pressen wurden in den Werkstätten von Seraing fabricirt. In den Jahren 1834 und 1835 wurden hier viele Maschinen für die königl. franz. Spiegelfabrik zu Saint-Gobin verfertigt. Kurz nach Eröffnung der

Eisenbahn von Brüssel nach Mecheln begann Cockerill die Fabrikation der Lokomotiven, welche sich im Vergleich mit den englischen als sehr vorzüglich bewährten. Zu Ende des Jahres 1836 befanden sich hier 7 Lokomotiven in Arbeit und im Anfang dieses Jahres hatte Cockerill bereits nicht weniger wie 50 Lokomotiven, lediglich für die belgischen Bahnen geliefert; 18 neue Lokomotiven waren weiter in Bestellung gegeben. Alle neue Maschinen, welche in England zum Vorschein kamen, wurden von Cockerill alsbald acquirirt, um als Muster zur Verfertigung anderer zu dienen. Alle sogenannte Arbeitsmaschinen, als mechanische Drehbänke, Hobelmaschinen, Cylinderbohrmaschinen, Schraubenschneidmaschinen rc. finden sich in den Werkstätten von Seraing in der größten Vollständigkeit vor und werden für die Bedürfnisse anderer Etablissements hier verfertigt. Das schönste und großartigste Werk indessen, welches vielleicht je aus den Werkstätten von Seraing hervorgegangen ist und wodurch Cockerill selbst, am Schluß seiner irdischen Laufbahn, ein wahrhaft würdiges Denkmal sich setzte, sind die 4 vereinigten kolossalen Dampfmaschinen, jede von einer Kraft von 80 Pferden, welche gegenwärtig bei Lüttich aufgestellt werden, um die Dampfwagenzüge auf der schiefen Ebene von Lüttich nach Ans zu befördern. Die überaus schöne und vollendete Ausführung, durch welche alle in Seraing gefertigte Maschinen sich auszeichnen, findet sich bei dieser Anlage im höchsten Grade entwickelt. — Die ausgezeichnet schöne Lage von Seraing, seine bedeutende Ausdehnung, die fast zahllose Menge seiner massiven Schornsteine, unter denen die schlanken eisernen gleich wie Mastbäume hervortreten, sowie der allenthalben emporsteigende Rauch und Dampf, alles dieß gewährt einen eigenthümlich großartigen Anblick, wenn man dem Etablissement sich nähert. Wunderbar ist die Ordnung, welche im Innern dieser Räume herrscht und die Ruhe, welche man beim Eintritt in dieselben gewahrt, läßt kaum ahnen, welche Masse von Menschen hier beschäftigt, welche enormen Kräfte in den Maschinen hier entwickelt sind. Unwillkürlich drängen sich dem Fremden die Gefühle der höchsten Achtung auf, für den Mann, durch dessen seltenes Genie und Unternehmungsgeist alles dieß vorzugsweise geschaffen wurde, und der bis zum letzten Augenblick seines Lebens nicht aufgehört hat, seine industriellen Plane zu verfolgen. Leider wurde seine letzte Lebenszeit getrübt durch das Schicksal, welches seine riesenmäßigen Unternehmungen gehabt haben. Sie waren zu großartig, zu ausgedehnt, als daß der Geist und die Thätigkeit eines Mannes hätte hinreichen können, um Alles, so wie es zu einem wahrhaft vortheilhaften Betrieb unumgänglich nöthig, zu leiten und zu überwachen. Denn seine Thätigkeit durfte sich nicht allein auf Seraing beschränken, seine übrigen zum Theil sehr bedeutenden Etablissements in Lüttich, Charleroi, Namur, Verviers, Aachen, Stollberg, Berlin, selbst in Spanien und Polen, die Menge von Steinkohlen- und Erzgruben die er besaß, erforderten gleichmäßig seine Sorge und Ueberwachung. Wenn auch manche sehr bedeutende Verluste nicht zu vermeiden waren, so mußte eine Trennung dieses großen Ganzen in seine einzelnen Bestandtheile als durchaus nothwendig erscheinen, welche Trennung nun auch durch die Gestaltung der finanziellen Verhältnisse der Cockerill'schen Unternehmungen herbeigeführt wurde.

Betrachten wir nun nochmals in kurzem Ueberblick die Werke, welche Cockerill während seiner industriellen Laufbahn geschaffen hat, wie er die ersten Dampfmaschinen, Dampfschiffe und Dampfwagen in Belgien lieferte, wie er der erste in diesem Lande war, der den Koaksbetrieb bei Hohöfen einführte, wie er zur Einführung und Verbesserung der Maschinen für Tuchfabrikation, Leinenspinnerei und Baumwollfabrikation, für Papierfabrikation und so viele andere Industriezweige wesentlich beitrug; erwägt man ferner, wie Seraing in Bezug auf seine mechanischen Einrichtungen, seine innere Organisation und die humane Behandlung der Arbeiter, sowie auch in Bezug auf die Vorzüglichkeit der aus diesem Etablissement hervorgegangenen Maschinen, als eine wahre Musteranstalt zu betrachten ist, wie endlich eine sehr große Anzahl von Ingenieurs hier gebildet wurde, welche nicht blos in den verschiedenen Theilen von Belgien, sondern auch in anderen Ländern ihre dort erworbenen Kenntnisse nunmehr entwickeln, so wird man die unendlichen Verdienste ermessen, welche sich Cockerill um die Entwickelung der Gesammtindustrie in Belgien erworben hat, und die ihm auch in allen übrigen Ländern einen unsterblichen Namen bereiten werden. —

Den zweiten Rang unter den Maschinenbauwerkstätten Belgiens nimmt das Etablissement ein, welches im Jahr 1821 von Huytens-Korremans in Gent gegründet wurde und später, nämlich im Jahr 1837, als anonyme

Gesellschaft unter der Firma „soc. du Phénix", unter der Direction von de Bast de Hert sich konstituirte. Dieses Etablissement beschäftigt sich vorzugsweise mit der Verfertigung von allen Maschinen zur mechanischen Spinnerei und Weberei, sowohl für Baumwolle, Flachs und Hanf, als für Wolle, obgleich es auch andere Maschinen, namentlich jede Art von Hülfsmaschinen für mechanische Werkstätten liefert. Es ist ausgezeichnet durch seine großen und vortrefflich erleuchteten Arbeitssäle, wovon einzelne bis 450' lang sind. 3 Dampfmaschinen von zusammen 70 Pferdekraft, setzen sämmtliche Betriebsmaschinen in Bewegung. Unter den Arbeitsmaschinen befinden sich mehrere Hobelmaschinen und mechanische Drehbänke, zum Theil von bedeutender Länge, mehrere Schraubenschneidmaschinen, Maschinen zum Schneiden der Zähne für Räder und gezähnte Stangen, zum Schneiden (Fräßen) der Köpfe von Schrauben und Muttern, zum Kanneliren der Walzen für die Baumwollen- und Leinenspinnerei 2c. Die verschiedenen mechanischen Werkstätten, sowie die Eisen- und Messinggießerei beschäftigen ohngefähr 500 Arbeiter. Die jährliche Produktion dieses Etablissements beträgt ohngefähr $1\frac{1}{2}$ bis 2 Million Franks, wovon etwa $\frac{1}{4}$ bis $\frac{1}{3}$ auf den auswärtigen Absatz kommt.

Ohngefähr $\frac{9}{10}$ der in den Werkstätten des Phénix beschäftigten Arbeiter sind Inländer; man rühmt ihren anhaltenden Fleiß, obgleich im Allgemeinen die englischen Arbeiter mehr wie die belgischen zu leisten vermögen. Die Direction dieses Etablissements bestrebt sich auf jede mögliche Weise die Ausbildung ihrer Arbeiter zu befördern, indem sie nicht nur wesentlich zur Entstehung einer Anstalt, welche die Erziehung der Kinder der Fabrikarbeiter bezweckt, beitrug, sondern auch dadurch, daß sie eine Lehrwerkstätte für junge Leute von 16 — 20 Jahre gegründet hat, in welcher nicht weniger wie ohngefähr 400 Zöglinge in Zeit von 3 Jahren aufgenommen worden sind. Zugleich wendet die Gesellschaft die erforderlichen Geldmittel auf, um die vorzüglicheren derselben vom Militairdienst frei zu machen.

Alle Maschinen, welche aus der Werkstätte des Phénix hervorgehen, stehen in Bezug auf ihre Leistungen und wohlfeilen Preis im besten Rufe. Besonders sind die Leinspinnmaschinen, welche für mehrere belgische Etablissements hier fabricirt worden, als vorzüglich anerkannt. Auch in das Ausland lieferte dieses Etablissement bereits viele Maschinen dieser Art und es dürfte bemerkt werden, daß dieselben selbst in Amerika und namentlich in Meriko die Konkurrenz der Engländer zu tragen vermögen, obgleich diese nach letzterer Gegend mehr Vortheile in Hinsicht der Fracht bieten können. Daß die soc. du Phénix die ersten Maschinen zur Fabrikation des Filztuchs auf dem Continent geliefert hat, ist bereits oben erwähnt worden.

Unter den übrigen Maschinenfabriken Belgiens sind ohne Zweifel die bedeutendsten diejenigen der soc. anonyme du Renard zu Brüssel und die soc. St. Léonard zu Lüttich.

Nach diesen Mittheilungen über den Zustand der Maschinenfabrikation in Belgien und über die vorzüglicheren Etablissements, welche sich mit der Verfertigung von Maschinen beschäftigen, wenden wir uns nun zu der Betrachtung der in der Ausstellung befindlich gewesenen Maschinen selbst.

Der Charakter von Großartigkeit, welchen die dießjährige belgische Ausstellung in so hohem Grade an sich trug, ist zum großen Theil den in bedeutender Zahl eingesandten Maschinen zu danken. Es ist nicht zu läugnen, daß die Ausstellung in dieser Beziehung sehr viel Interessantes darbot, obgleich bedauert werden mußte, daß mehrere der renommirteren Maschinenbauwerkstätten theils nur unvollständig, theils gar nicht repräsentirt waren, obgleich ferner eine größere Mannigfaltigkeit der Maschinen wünschenswerth gewesen wäre. Von den zur Baumwollen- und Leinenspinnerei gehörigen Maschinen waren nur die von der soc. du Phénix eingesandten wahrhaft bemerkenswerth; der einzige in der Ausstellung vorhandene mechanische Webstuhl gehörte gleichfalls dieser Gesellschaft an. Von Maschinen zur Tuchfabrikation war, außer einer eigenthümlichen voraussichtlich nicht einmal empfehlenswerthen Walke (foulerie à pression continue) gar nichts vorhanden. Die Hülfs- oder Arbeitsmaschinen für mechanische Werkstätten, waren nur unvollständig vertreten. Ferner gaben die vorhandenen Dampfmaschinen eine sehr unvollkommene Idee von dieser Fabrikation in Belgien.

Was nun die mechanische Ausführung der ausgestellten Maschinen betrifft, so bestätigt sich im Allgemeinen dasjenige, was oben bereits in dieser Beziehung bemerkt worden ist. Denn bei weitem der größere Theil der

ausgestellten Maschinen ließ in Hinsicht ihrer mechanischen Vollendung sehr vieles zu wünschen übrig, wobei indessen nicht in Abrede zu stellen ist, daß der Besuch mancher belgischen Maschinenwerkstätten selbst die ungünstige Idee, welche die Ausstellung in dieser Beziehung zu geben vermochte, um Vieles wieder erhöhte.

Ohne Zweifel zu den interessantesten Maschinen der Ausstellung, welche zugleich in Hinsicht ihrer Ausführung ein besonderes Lob verdienen, gehören die Spinnmaschinen für Baumwolle und Leinen, sowie die dazu gehörigen Vorbereitungsmaschinen, aus den Werkstätten des Phenix zu Gent. Zur Vollständigkeit wäre indessen die Aufstellung einer selbstthätigen Spinnmaschine (self-acting-mule-jenny) für Baumwolle, welche in dem genannten Etablissement gefertigt wird und noch sehr wenig in Belgien verbreitet ist, wünschenswerth gewesen. Die Maschinen zur Baumwollenfabrikation umfaßten indessen ein vollständiges Spinnsystem und bestanden aus einer sogenannten Wattenmaschine (batteur étaleur), einer Kratzmaschine (machine à carder), einer ersten Ausziehmaschine zu 8 Köpfen (à 8 têtes), einer zweiten (tête d'étirage) zum Strecken und Dubliren, ferner einer Spindelbank und einem mechanischen Webstuhle. Die Maschinen zur Leinenspinnerei bestanden in einer ersten Auszugsmaschine, einer zweiten Auszugsmaschine zu 2 Köpfen und einer dritten Maschine mit 24 Spindeln, und endlich einer Spinnmaschine zu 36 Spindeln. Alle diese, sowie überhaupt die 16 von der soc. du Phénix ausgestellten Maschinen, waren vorzüglich gearbeitet, und was die Leistungen derselben betrifft, so sprechen für sie nicht blos die bereits oben bemerkten in der Ausstellung befindlichen Leinenmaschinengespinnste, welche meist mit Maschinen der soc. du Phénix gefertigt wurden, sondern es stellen sie auch die Eigenthümer dieser Spinnereien den englischen Maschinen vollkommen gleich, gegen welche sie überdieß in Rücksicht auf billige Preise den Vorzug behaupten. Man möchte versucht sein, den Schliff und die Politur dieser Maschinen für einen überflüssigen Aufwand zu halten, wenn sich dieß nicht durch die größere Leichtigkeit rechtfertigen ließ, mit welcher das Reinigen aller geschliffenen und polirten Theile von Staub und Schmiere vorgenommen werden kann. Die Spinnmaschinen für Baumwolle und Leinen, welche das genannte Etablissement liefert, sind sämmtlich nach Mustern gearbeitet, welche dasselbe vor 3 oder 4 Jahren aus England kommen ließ.

Außer der soc. du Phénix hatten noch Garnier und Kruck aus Brüssel Maschinen zur Leinenspinnerei ausgestellt, nämlich der Erstere eine mechanische Flachsbreche und der Zweite eine Hechelmaschine. Was die erstere Maschine betrifft, so wurden in Belgien schon vielfache Versuche gemacht, das Brechen des Flachses, nämlich die Ablösung der Holztheile von dem Bast mit Maschinen zu bewerkstelligen. Demohngeachtet ist man bis jetzt dem alten Verfahren treu geblieben, wobei die Hand, verbunden mit der Einsicht des Menschen, besser wie die Maschine die verschiedenen Sorten des Flachses, je nach seiner Qualität zu behandeln weiß. Dieß Verfahren hat unstreitig den Vorzug, daß weniger Verlust an nutzbaren Theilen entsteht. Auch soll bis jetzt nur eine einzige mechanische Flachsbreche in Belgien im Gang sein. Ueber die Leistungen dieser Maschine und über den Preis, um den sie geliefert wird, ist indessen nichts bekannt geworden. Die Fabrikanten Garnier und Kruck lieferten ferner Hechelmaschinen, welche im Allgemeinen mit den in den mechanischen Leinenspinnereien eingeführten übereinstimmen. Daß in diesen Etablissements zur Förderung der Arbeit das Hecheln nothwendig mit Maschinen vorgenommen werden muß, ist nicht in Abrede zu stellen. Ob dieses Verfahren indessen in anderer Beziehung als vortheilhaft erscheint, ist unwahrscheinlich, indem hierbei jedenfalls ein größerer Abfall an Werg entsteht, wie bei den Handhecheln. In den Leinenspinnereien ist dieser Umstand von geringerer Bedeutung, weil dieselben den Werg ebenso gut wie Flachs verarbeiten können.

Ferner lieferte Collin aus Brüssel gleichfalls eine Hechelmaschine und Spinnmaschine, letztere in vieler Beziehung der v. Orth'schen Maschine ähnlich.

Die Maschinen von Garnier und Kruck waren nur mittelmäßig, diejenigen von Collin sogar sehr schlecht gearbeitet.

Da die mechanische Leinenspinnerei heutzutage ein großes Interesse erregt, und man auch in Teutschland an vielen Orten die Errichtung derselben beabsichtigt, so theilen wir nachstehend, und zwar nach den gütigen Mittheilungen, die uns in den Etablissements des Phenix zu Gent und von Cockerill in Lüttich geworden sind, nicht blos

die Preise der zum Betrieb erforderlichen Maschinen, sondern auch diejenigen weiteren Notizen mit, welche bei der Anlegung von mechanischen Leinenspinnereien von Nutzen sein können. Vorher möchte jedoch eine kurze Angabe der zu dem englischen Spinnsystem gehörigen Maschinen und ihrer Funktionen nicht überflüssig sein. Diese Maschinen sind:

1) Die Hechelmaschine, zum Hecheln des geschwungenen Flachses.

2) Die Anlege- oder erste Streckmaschine. Der gehechelte Flachs wird auf einer Tafel ausgebreitet und durch die Maschine in einzelne schmale Bänder gezogen, wobei zugleich ein geringes Auseinanderziehen der Fasern stattfindet.

3) Die zweite Streck- oder Auszugsmaschine. Sie bildet aus einigen der durch die vorbemerkte Maschine erzielten Bändern, nachdem dieselben vermittelst der Streckwalzen weiter ausgezogen worden, ein stärkeres Band.

4) Eine dritte Streck- oder Auszugsmaschine bewirkt eine Wiederholung und Vervollständigung der vorbemerkten Operation.

5) Die Vorspinnmaschine oder Spindelbank, welche dazu bestimmt ist, das auf der letzten Streckmaschine erhaltene Band zu drehen und auf die Grobspule zu bringen.

6) Die von der Vorspinnmaschine abgenommenen Grobspulen kommen auf die Feinspinnmaschine. Das Vorgespinnst wird hier durch Rinnen mit heißem Wasser geführt, um den Pflanzenleim zu erweichen, wodurch es möglich wird, daß das Gespinnst der Wirkung der Pressions- und Auszugswalzen, ohne zu zerreißen, widerstehen kann. Die oberen dieser Walzen sind von Messing, die unteren von Buchsbaumholz, und beide kannelirt. Das Wasser in den bemerkten Rinnen wird mittelst Dampf beständig in heißem Zustand erhalten.

Nach den Mittheilungen von dem Etablissement Cockerill zu Lüttich müßte eine für 7—800 Spindeln (für Flachs und Werg) eingerichtete mechanische Leinspinnerei folgende Maschinen besitzen.

Für Flachs:

3 Hechelmaschinen (machinces a sérancer à 2 tambours à 1300)	3,900 Fr.
1 erstes Streckwerk von 1 Kopf zu 2 Bändern (Etirage, système à vis)	2,700 „
1 zweites und drittes Streckwerk, 2 Köpfe jeder zu 2 Bändern (2. et 3. Etirage, système à vis) per Kopf 1450	2,900 „
1 Vorspinnmaschine von 16 Spindeln mit Differentialbewegung (Banc à 16 broches à vis et à mouvement differentiel) per Spindel 370	5,920 „
3 Feinspinnmaschinen, jede 156 Spindeln = 468 Spindeln per Spindel 41½ . . . (Continues, système de Cockerill et Heggins) Kupfercylinder von 2 und 1½ Zoll englisch, Spindelentfernung 2½	19,422 „
	34,842 Fr.

Für Werg:

1 Vorkratzmaschine (carde en gros) mit Kratzengarnitur	4,400 Fr.
2 Feinkratzmaschinen (Cardes en fin) mit Kratzengarnitur à 4400	8,800 „
1 erstes und zweites Streckwerk von 2 Köpfen jeder zu 2 Bändern (1. et 2. Etirage, systéme à vis) per Kopf 1000	2,000 „
1 Vorspinnmaschine von 12 Spindeln (Banc à 12 broches avec mouvement à contre-poids) per Spindel 330	3,960 „
2 Feinspinnmaschinen jede 156 Spindeln = 312 Spindeln, per Spindel 43 Fr. . . . (Continues système de Cockerill et Heggins) Kupfercylinder von 2½ Zoll, Spindelentfernung 2¾ Zoll englisch.	13,416 „
	67,418 Fr.

Für das Ganze:

3 doppelte Haspel (dévidoirs doubles) à 300 Fr.	900 „
	68,318 Fr.

Mit diesen Maschinen könnte man wöchentlich circa 2000 englische Pfund rohen Flachs verarbeiten und würden dieselben durchschnittlich 126 Bündel Flachsgarn Nr. 30 à 50 und 85 — Werggarn Nr. 20 à 25 } englische Numern liefern, zusammen etwa 1700 Gespinnst, oder höhere Numern in Proportion.

Die beigesetzten Preise, zu welchen das Haus Cockerill die Lieferung übernehmen würde, verstehen sich für die Maschinen in Lüttich genommen, Verpackung, Wechselstücke und Supplementarstücke besonders zahlbar.

Die Maschinen wären zu zahlen
1/6 bei Bestellung, 4/6 bei Absendung von Lüttich und 1/6 sechs Monate später.

Zum vortheilhaften Betrieb dieser Maschinen wären 3800 englische □ Fuß Raum nöthig; die vortheilhafteste Breite bei dieser Art Maschinen wäre 50 Fuß.

Wollte man vor der Hand nur Flachsspinnerei anlegen, so fielen alle Maschinen unter der Rubrik „Werg" weg, und wären dann nur 2 Haspel nöthig. —

Nach den von der **soc. du Phénix** zu Gent erhaltenen Mittheilungen würde die Anlage einer Flachsspinnerei, wenn solche dem Unternehmer Vortheil bringen soll, mindestens auf 1000 Spindeln zu berechnen sein, und zwar aus dem Grunde, weil die Vorbereitungsmaschinen in ihrer kleinsten Zertheilung schon so viel Vorgespinnst in einer gegebenen Zeit liefern, als die Feinspinnmaschinen während derselben Zeit verarbeiten können. Wollte man z. B. die Anzahl der Spindeln um die Hälfte vermindern, so würde offenbar daraus folgen, daß die Vorbereitungsmaschinen nur 3 Tage in der Woche arbeiten, während die Spinnmaschinen 6 Tage im Gang sein müssen. Es geht hieraus hervor, daß durch dieses Verfahren das Produkt der Maschinen und folglich der Gewinn vermindert wird, da die Dampfkraft, sowie das Salair des Directors und der übrigen Angestellten für 500 Spindeln ebenso hoch kommt, als für 1000 Spindeln.

Eine Spinnerei für diese Anzahl von Spindeln müßte folgende Maschinen erhalten:

2 Hechelmaschinen mit endloser Wergwatte à 2500 Fr.	5,000 Fr.
1 erster Durchzug mit 1 Kopf zu 2 Bändern	2,500 „
1 zweiter „ „ 2 Köpfen zu 2 Bänderm à 1350 Fr. per Kopf	2,700 „
1 dritter „ „ 3 „ „ „ „ à 1350 „ „ „	4,050 „
2 **bancs à broches regulateurs** von 24 Spindeln jede, 48 Spindeln à 370 Fr.	17,760 „
6 Feinspinnmaschinen von 168 Spindeln, jede 1008 Spindeln à 3650 Fr.	36,792 „
3 Haspel (**Dévidoirs**) à 250 Fr.	750 „
Eine Kannelier-Maschine	1,000 „
	70,552 Fr.

Vermittelst dieser Maschinen kann Nr. 20 bis Nr. 90 und 100 (englisch) gesponnen werden und werden diese 1000 Spindeln während 66 stündiger Arbeit (6 Tage à 11 Stunden) folgendes Produkt liefern:

Nr.	20	333	Bündels	oder	3350	englische	Pfunde.
„	30	286	„	„	1859	„	„
„	40	245	„	„	1225	„	„
„	50	222	„	„	888	„	„
„	60	200	„	„	660	„	„
„	70	184	„	„	515	„	„
„	80	173	„	„	432	„	„
„	90	162	„	„	372	„	„
„	100	156	„	„	312	„	„

Die Kämmmaschinen verbrauchen 150 Kilogr. rohen Flachs per Tag und liefern dagegen täglich 80 Kilogr. gehechelten Flachs; es ist bemerkenswerth, daß, obgleich 1000 Spindeln 2 Hechelmaschinen erfordern, 3 derselben Maschinen zu 2000 Spindeln hinreichend sind.

Die erforderliche Kraft (Dampf oder Wasser) um obige Maschinen in Gang zu bringen und zu erhalten, wird sich auf 8 bis 10 Pferde belaufen. Ein Gebäude mit einem Rez de Chaussée von 35 Fuß Breite und 100 Fuß Länge, nebst 2 Etagen ist hinreichend zur gehörigen Aufstellung obiger Maschinen, nebst Magazin, Comptoirs 2c.

Das von obigen Maschinen herkommende Werg kann entweder verkauft oder auch wieder versponnen werden; in letzterem Falle ist indessen die erhaltene Quantität Werg zu gering, um damit ein System Wergmaschinen, das wenigstens aus 500 Spindeln nebst Vorbereitungsmaschinen bestehen muß, zu versehen. Es bleibt dem Unternehmer zu entscheiden übrig, ob er besser thut, sein Werg zu verkaufen oder in Parthieen anzukaufen um solches zusammen vermittelst Maschinen zu verspinnen. —

Die **soc. du Phénix** hatte ferner ausgestellt eine Maschine zur Fertigung der Kammzähne für das Hecheln und Ausziehen des Flachses, welche seither meist aus England bezogen wurden; ferner eine Maschine zum Schneiden der Zähne in Räder und gezähnte Stangen und eine andere zur Fertigung der Fräßer, welche bei der vorbemerkten Maschine angewendet werden. Endlich waren aus dem bemerkten Etablissement noch eine doppelte Pumpe für eine hydraulische Presse und eine Hobelmaschine für Stücke von bedeutender Länge ausgestellt. Ausser dieser Hobelmaschine waren noch zwei andere von Dugottier und Comp. zu Marchienne-au-pont vorhanden. Sie sind nach dem System des Ingenieurs Withworth von Manchester konstruirt, und weichen von den gewöhnlichen Systemen darin ab, daß das Schneidinstrument, sobald der Wagen an dem einen Ende der Bahn angelangt ist, bei dem Rückwärtsgehen desselben sich dreht, um auf dem Rückweg wirksam zu sein. Die tüchtigsten Maschinenfabrikanten räumen indessen diesem System keinen Vorzug ein, sondern erklären diejenigen Maschinen für besser, welche nach der neueren englischen Konstruktion nur nach einer Richtung arbeiten, bei welchen jedoch die Einrichtung so getroffen ist, daß der Rückgang des Wagens möglichst beschleunigt wird. Von Arbeitsmaschinen für mechanische Werkstätten waren ferner ausgestellt eine Maschine um Schrauben und Muttern von kleinen Dimensionen zu schneiden, von Dugottier (bereits oben erwähnt), eine ähnliche Maschine von Vandeleemput in Antwerpen, eine Bohrmaschine von Vanderbueken in Brüssel. Alle diese letzteren Maschinen boten wenig bemerkenswerthes dar.

Aus den Werkstätten von Gislain in Tirlemont war eine Dampfmaschine mit Balancier und Niederdruck, von der Kraft von 16 Pferden ausgestellt. Diese, in Hinsicht der Ausführung nichts ausgezeichnetes darbietende Maschine ist im Wesentlichen nach dem Wolf'schen System konstruirt. Ueber die eigenthümliche Steuerung derselben kann nur die Erfahrung entscheiden. Außer dieser Dampfmaschine waren noch zwei kleinere zu bemerken, nämlich eine rotirende von Derosne Cail u. Comp., welche mit dessen Zuckersiedeapparat in Verbindung gesetzt war und eine kleine Maschine von Oskar Malherbe zu Lüttich von 1 Pferdekraft.

Zwei Parallelogramme und eine Kolbenstange für eine Dampfmaschine von 300 Pferdekraft von der **soc. anonyme des forges, usines et forgeries** zu Haine St. Pierre waren bemerkenswerth, sowohl wegen ihrer kolossalen Größe, als auch wegen der sehr gelungenen, mit Schwierigkeit verbundenen Ausführung. Die längeren Gelenkstücke des einen Parallelogramms hatten eine Länge von 17 Fuß; die Kolbenstange eine Länge von 20 Fuß, einen Durchmesser von 8³/₄ Zoll und ein Gewicht von 2012 Kilogramm oder ohngefähr 40 Großh. Hess. Centner.

Die Ausstellung zeigte ferner zwei Lokomotive, nach dem auf den belgischen Bahnen eingeführten System von Stephenson, und zwar die eine aus den Werkstätten von St. Léonard zu Lüttich und die zweite aus dem Etablissement der **soc. du Renard** zu Brüssel. Beide sind in der Konstruktion vollkommen gleich, sowie auch in Bezug auf die Ausführung wohl keine gegen die andere im Vorzug stehen mögte.

Belgien besitzt 3 Etablissements, welche sich mit der Fertigung von Lokomotiven beschäftigen, nämlich das Etablissement von Seraing und diejenigen der beiden vorgenannten Gesellschaften. Die erste belgische Lokomotive lief im Monat December 1835; sie war aus den Werkstätten von Seraing hervorgegangen. Am 1. Januar 1841

belief sich die Gesammtzahl der auf den belgischen Bahnen im Gebrauch befindlichen Lokomotiven auf 123, welche aus folgenden Fabriken bezogen waren:

von Stephenson in Newkastle	30
„ Londgridge in London	10
„ Sharp, Roberts und Comp. in Manchester . .	1
„ Fenton Murray und Jackson in Leeds	1
„ John Cockerill in Seraing	68
„ soc. du Renard in Brüssel	10
„ soc. de St. Léonard zu Lüttich	3
zusammen	123

Diese 123 Lokomotive deren Cylinderdurchmesser zwischen 11, 12 und 14 englische Zoll wechselt, haben mit Einschluß der Tender zusammen 5,567,234 Franks gekostet. Der gegenwärtige Preis einer Lokomotive von 12 zölligem Cylinder beträgt in den belgischen Werkstätten durchschnittlich 30—40,000 Fr., einschließlich des Tenders. Die aus den belgischen Werkstätten hervorgehenden Lokomotiven haben sich im Gebrauch so sehr bewährt, daß sie den aus den englischen Werkstätten bezogenen völlig gleichgestellt werden. Auch soll der fernere Bedarf ausschließlich von belgischen Fabriken fournirt werden.

Zunächst von den beiden Lokomotiven erhob sich in der Ausstellung ein vollständiger, so wohl durch seine kolossale Größe als schöne Ausführung höchst bemerkenswerther Apparat zum Kochen des Syrups im luftleeren Raum von de Rosne, Cail und Comp. zu Molenbeck St. Jean. Dieser ausgezeichnet schön gearbeitete Apparat besteht aus einem großen sphäroidischen Dampfkessel aus Kupfer, dreifachem Röhrensystem und der oben bereits erwähnten rotirenden Dampfmaschine. Er nahm eine Länge von nicht weniger wie 50 Fuß ein und war an ein Haus in Amsterdam bereits verkauft; es ist der sechste Apparat aus der Derosne'schen Fabrik, welcher in Java aufgestellt wird. Außerdem hatte dieser Fabrikant noch eine hydraulische Presse nach dem System von Crespel und eine Reibmaschine für Runkelrüben nach eigenthümlichem System, mit einer mechanischen Vorrichtung zum Andrücken der Rüben, und endlich noch im Vorhof des Palais de l'industrie einen sehr schön gearbeiteten Dampfkessel mit Siedröhren für eine Dampfmaschine von 45 Pferdekraft ausgestellt.

Was die übrigen in der Ausstellung befindlich gewesenen Maschinen betrifft, so mögen einige derselben hier nur kurz erwähnt werden; es war eine Tabackschneidmaschine von Naye zu Chatelet, eine Maschine zum Flechten er Schnürbänder von Depoorter aus Brüssel, eine Maschine zum Ziehen von Parallellinien für Lithographen von Sacré in Brüssel eine Münzpresse von Vandeleemput zu Antwerpen, eine Maschine zum Schneiden der Streichhölzer von J. B. Kruck zu Brüssel, eine komplicirte Maschine um Holzstücke für Schreinerarbeiten zuzuschneiden, von van Hoyweghen in Antwerpen, ein Walzwerk für Gold- und Silberarbeiter von Darrien zu Lüttich, eine Räder-theil- und Schneidmaschine von Sacré aus Brüssel, lithographische Pressen von Lemercier und Bissé zu Brüssel, von Richard zu Laeken und von Couvert zu Brüssel, eine eigenthümlich konstruirte Buchdruckerpresse von Jean Phil. Lejeune zu Brüssel, eine Kaffee- und Cichorienmühle von Nouviaire zu Brüssel, zwei vollständige Mahlzüge von Borlée zu Havelangs, verschiedene Modelle von Dampfmaschinen, Dampfwagen und mehreren anderen Maschinen und Apparaten, ein Apparat zur Bereitung gashaltigen Wassers von Shergold in Brüssel, eine Maschine zum Verkorken der Bouteillen von van Leempoel von Nieuwmünster.

Wir zählen ferner in diese Abtheilung Brückenwaagen, Feuerspritzen und Pumpen.

Brückenwaagen von verschiedenen Größen waren durch 5 Fabrikanten ausgestellt worden. Sie waren sämmtlich von der allgemein bekannten Konstruktion. Den meisten Ruf in Brückenwaagen besitzen Kelecom-Ronse aus Gent und Franz Obach aus Brüssel. Der erstere fertigt diese Waagen von den kleinsten Dimensionen bis zu denjenigen, welche auf den Eisenbahnen zum Wägen der beladenen Waggons gebraucht werden.

Feuerspritzen und Pumpen. Obgleich der auf diese Gegenstände sich beziehende Theil der Ausstellung zahlreich vertreten war — denn es waren mindestens 15 Feuerspritzen und wohl ebenso viel für andere Zwecke be-

stimmte Spritzen und Pumpen eingesendet worden — so bot derselbe doch im Allgemeinen wenig bemerkenswerthes dar; namentlich zeigte der größere Theil der Feuerspritzen keine besonderen Vorzüge vor den gewöhnlichen häufig mangelhaften Konstruktionen. Ausnahmen hiervon machten einige Spritzen von Magnée und Lamal, beide aus Brüssel und von Puls aus Gent. Die von dem letztgenannten ausgestellte Spritze schien vor den übrigen wesentliche Vorzüge voraus zu haben, sowohl in Bezug auf leichten und gefälligen und dennoch soliden Bau, sowie auf zweckmäßige Konstruktion und höchst sorgfältige Arbeit. Sie soll in der Minute 600 Liter oder 300 Großh. Hess. Maas Wasser auswerfen. Die Spritzen von Magnée in Brüssel besitzen am meisten Ruf in Belgien; außer einer schönen Feuerspritze, deren Preis zu 1800 Fr. angesetzt war, hatte derselbe noch eine Gartenspritze und eine Pumpe ausgestellt, welch' letztere doppelwirkend ist, und gleichzeitig zum Pumpen des Wassers in die verschiedenen Stockwerke eines Hauses und als Feuerspritze gebraucht werden kann. Eine gleichfalls gut gearbeitete Feuerspritze von Lamal in Brüssel war zu 1600 Fr. angesetzt. Vermißt wurden namentlich solche gut und zweckmäßig gebaute Spritzen, welche durch wohlfeile Preise sich zur Anschaffung für weniger wohlhabende Gemeinden eignen.

Die von Jos. Eliat aus Brüssel ausgestellten Feuereimer aus Weidengeflechten, deren innere Bekleidung aus Leinwand mit einem wasserdichtmachenden Anstrich versehen war, sind sehr leicht und scheinen auch in Bezug auf Dauerhaftigkeit sich zu empfehlen.

Wir zählen endlich unter die Abtheilung Maschinen noch alle diejenigen Werkzeuge, welche in die Handspinnerei und Handweberei einschlagen. Alle Bemühungen, welche auf eine Verbesserung der gewöhnlichen Spinnräder und Leinweberstühle hinzielen sind in neuerer Zeit um so mehr zu beachten, als es nur hierdurch möglich ist, der Konkurrenz nicht blos der Maschinengespinnste sondern auch der hier und da auftretenden Leinenmaschinengewebe zu begegnen. Die Gefahren, welche aus den immer mehr sich verbreitenden Maschinengespinnsten zum Nachtheil für die Handspinnerei erwachsen, sind nicht mehr zu beseitigen, und es liegt deßhalb im Interesse derjenigen Staaten, in welchen ein zur mechanischen Spinnerei geeigneter Flachs gezogen wird, die Errichtung von Maschinenspinnereien auf jede Weise zu befördern, um in dieser Beziehung nicht immer mehr von dem Ausland überflügelt zu werden. Ebenso dringend scheint es indessen auch für diejenigen Staaten, deren Gewerbsthätigkeit zum großen Theil auf die Leinenindustrie hingewiesen ist, die Nachtheile möglichst abzuhalten, welche nicht blos jetzt schon den Handspinnern drohen, sondern die später vielleicht auch für die Handweberei gefährlich werden können. Dieß zu bewirken ist nur durch eine Verbesserung der gewöhnlichen hierbei angewendeten Werkzeuge möglich. Unsere Spinnräder und Leinweberstühle besitzen jedoch im Wesentlichen immer noch diejenige Einrichtung, welche sie seit den ältesten Zeiten gehabt haben und es mögten deßhalb zu den nützlichsten und zeitgemäßesten Fragen folgende gehören:

1) Lassen sich an unseren Spinnrädern nicht Verbesserungen anbringen, wodurch an Zeit erspart wird und die Erzielung eines Fadens möglich ist, welcher durch gewisse Vorzüge vor dem Maschinengespinnst die Konkurrenz mit dem letzteren zu bestehen vermag. Die Handspinnerinnen haben hierbei immerhin den äußerst geringen Arbeitslohn auf ihrer Seite, mit welchem dieselben sich begnügen.

2) Lassen sich an unseren gewöhnlichen Leinweberstühlen keine Verbesserungen anbringen, welche gleichfalls auf eine vermehrte und vollkommnere Arbeit hinzielen.

Beide Fragen sind in neuerer Zeit in Belgien sehr ernstlich aufgeworfen worden; sie sind für dieses Land ohne Zweifel von ganz besonderer Wichtigkeit, wo die Leinenindustrie hundert Tausende von Händen in Bewegung setzt. Demohngeachtet haben die deßfallsigen Bemühungen noch keine befriedigende Resultate zur Folge gehabt. Ein von Constant de Beil in Gent in sehr rohem Zustand ausgestelltes Spinnrad soll seinen Zweck nur sehr unvollkommen erfüllen und über die Resultate eines von einem gewissen Pareit aus Moorsel ausgestellten, gleichfalls in sehr rohem Zustande befindlichen Webstuhls müssen vorerst zuverlässige Nachrichten erwartet werden, ehe man seine Einrichtung als eine wahrhaft bessere empfehlen kann. Der Verfertiger dieses mit Schnellschütze versehenen Webstuhls rühmt von ihm, daß bei ihm weniger Fäden zerreißen würden, wie bei der gewöhnlichen Ein-

richtung, und daß er ³/₅ an Handarbeit gegen den gewöhnlichen Webstuhl erspare, dergestalt, daß auf ihm ein Weber 8 Ellen liefere, während der gewöhnliche Webstuhl in der nemlichen Zeit nur 5 Ellen zu liefern im Stande sei.

Von Webergeräthschaften waren in der Ausstellung befindlich stählerne Rietblätter von Devos aus Gent, sowie solche von Rohr von verschiedenen anderen Fabrikanten. Ferner mehrere Schnellschützen und Tempels unter welch' letzteren derjenige von Sacré aus Brüssel gelobt wurde.

Landwirthschaftliche Maschinen.

Eine ziemliche Anzahl landwirthschaftlicher Maschinen war unter einer bedeckten Gallerie des Vorhofs des **Palais de l'industrie** ausgestellt und zeugten nach den Aussagen Sachverständiger von mancherlei Verbesserungen, welche in neuerer Zeit in diesem Zweig der Fabrikation in Belgien gemacht worden.

Die meisten der ausgestellten Maschinen und Werkzeuge waren von Ph. Delstanche von Marbais in Brabant und von d'Omalius-Thiéry von Antinne in der Provinz Lüttich. Der erstere, selbst Landwirth, widmet sich seit 15 Jahren mit großem Erfolg der Fabrikation jeder Art von landwirthschaftlichen Maschinen. Man soll ihm in der Konstruktion der Pflüge wesentliche Verbesserungen zu danken haben. Unter die neueren Maschinen, welche derselbe ausgestellt hatte, wird eine Maschine zum Unterpflügen der Kartoffeln und eine Kartoffelschneidmaschine gezählt.

Auch Omalius-Thiéry verbindet praktisch ökonomische Kenntnisse mit Kenntnissen des Maschinenbaus. Er, sowie der vorgenannte Delstanche von Marbais sind die renomirtesten Fabrikanten für landwirthschaftliche Geräthe und Maschinen in Belgien. Außer Pflügen, Eggen, Sämaschinen ꝛc. waren ferner ausgestellt: Waschmaschinen für Runkelrüben und Kartoffeln, eine Getraidewindfege, eine Dreschmaschine, Schrotmühlen; ferner waren, namentlich durch schöne Arbeit ausgezeichnet, einige Maschinen von Ch. Michelet zu Marchienne-au Pont, hierunter namentlich eine Getraidereinigungsmaschine u. a. m.

Musikalische Instrumente.

a) Klaviere.

Zu denjenigen Industriezweigen Belgiens, welche sich in der neueren Zeit durch wirkliche Vervollkommnung, auszeichnen, wird auch die Fabrikation der Klaviere gezählt. Die Zeit liegt nicht ferne, wo daselbst noch alle besseren Instrumente aus London und Paris bezogen wurden, indem die belgischen Fabrikate kaum im Stande waren die bescheidensten Wünsche der Kenner zu befriedigen. Es gingen daher jährlich bedeutende Summen in das Ausland. Nach und nach änderte sich indessen dieser Zustand; es bemühten sich mehrere durch Intelligenz und Thätigkeit gleich ausgezeichnete Männer, wesentliche Verbesserungen an den seither fabricirten Instrumenten zu Stande zu bringen, sie nahmen die vorzüglichsten Instrumente des Auslands zum Muster und sehr bemerkenswerthe Fortschritte waren die Früchte ihrer Bemühungen. Wenn auch die größeren Concertflügel immer noch das Ausland liefert, so hat doch die Einfuhr der übrigen Sorten der Klavierinstrumente in Belgien, wenn auch nicht aufgehört, doch wenigstens sehr abgenommen.

Die Fabrikation der Klaviere wird in Belgien auf verschiedene Weise betrieben; theils sind es größere Etablissements, welche die Verfertigung der meisten zu dem Instrument erforderlichen Bestandtheile im eignen Lokale vereinigen, theils beschränkt sich die Arbeit im eignen Hause nur auf die Zusammensetzung und das Fertigmachen der Instrumente und alle übrigen Arbeiten werden von einzelnen außerhalb wohnenden Gewerbtreibenden, welche sich größtentheils nur mit einem einzelnen Artikel beschäftigen, verfertigt.

Es giebt wohl wenige Fabrikationen, bei welchen Theilung der Arbeit so weit getrieben ist und wobei so viele verschiedene Gewerbe Antheil haben, als bei der Fabrikation der Klaviere. Die zur Claviatur gehörigen Theile, die Stimmnägel, die stählernen und messingenen Saiten, die Stifte, Schrauben, das zu den Hammerköpfen erforderliche Leder und Tuch, die Dämpfungsstoffe, die Schilde, Pedale, Rollen, die Marqueterie, die

Charniere, Schlösser, Stimmhämmer und Stimmgabeln, die Fourniere u. s. w. setzen meistens ebenso viele Gewerbe in Thätigkeit. Es giebt daher in denjenigen Städten, in welchen diese Industrie zu einem besonders hohen Standpunkt gelangt ist, eine große Menge von Fabrikanten und Handwerkern, welche ausschließlich für Klavierfabrikanten arbeiten.

Ein Gegenstand von besonderer Wichtigkeit ist die Fabrikation der stählernen Saiten, in welcher Beziehung Belgien vom Ausland abhängig ist. Früher waren die Saitenfabriken von Nürnberg die einzigen in Europa, welche diesen Artikel in vorzüglicher Güte lieferten; sie mußten indessen später denjenigen Saiten weichen, welche in Berlin fabricirt wurden. Später haben die Engländer, welche in allem was die Verarbeitung des Eisens betrifft, den Vorrang behaupten, diese Fabrikation sich angeeignet, und die englischen Klaviersaiten werden heutzutage am meisten geschätzt. Als die Verfertigung der Klaviere in Frankreich einen großen Aufschwung erfahren hatte, wurde in Paris eine Fabrik für Metallsaiten etablirt, die indessen den englischen Fabrikaten nachstehen; der Eigenthümer ist genöthigt, nur englischen Stahl hierzu zu verwenden, indem der französische Stahl nicht diejenige Gleichförmigkeit und Elasticität besitzt, welche dem englischen Stahl für den beabsichtigten Zweck einen solchen Vorzug verleiht.

Die Ausstellung war sehr reich an Erzeugnissen der hier in Frage stehenden Industrie; sie zeigte nicht blos, daß die Klavierfabrikation in Belgien eine bedeutende Ausdehnung gewonnen hat, sondern es wurden auch von Sachverständigen sehr bedeutende Fortschritte in diesem früher vernachlässigten Industriezweig bemerkt. Von 17 Fabrikanten waren nicht weniger wie 50 bis 60 Klaviere, von den verschiedensten Formen und Arten geliefert worden. Sie zeichneten sich größtentheils durch ein gefälliges Aeußere aus; theilweise waren dieselben prachtvoll ausgestattet und mit den mannigfaltigsten Einlagen und Verzierungen versehen. Unter den vorzüglichsten Ausstellern wurden genannt die Herrn Groetaers, Hoeberechts, Vogelsang, Stadeler, Berden, Patin, sämmtlich aus Brüssel, Florence in Namur, Dommekens von Gent.

Was die Verschiedenheiten der inneren Einrichtung bei einzelnen der ausgestellten Klaviere betrifft, so möchten die nachstehenden Mittheilungen eines Sachverständigen nicht uninteressant sein:

Den von Berden in Brüssel zur Ausstellung gebrachten Flügeln fehlte es im Basse an Kraft, in der Mitte an der wünschenswerthen Gleichheit der Töne; in der Höhe zeichnen sie sich dagegen durch angenehmen Klang aus. Die Art der eisernen Befestigung (Haltung des Querbrettes, barrage de fer) dieser Instrumente ist gut und muß sehr vortheilhaft für ihre Dauer sein.

Der genannte Fabrikant hat ferner in der Konstruktion der Tafelpiano eine eigenthümliche Einrichtung angewendet, welche einige Erläuterungen nothwendig erfordert. Die Gebr. Erard in Paris verfertigten nemlich zuerst im Jahr 1776 kleine tafelförmige Piano mit 5 Oktaven, deren hellklingender Ton für die damalige Zeit sehr bemerkenswerth war, die jedoch, ohnerachtet dieser guten Eigenschaft nicht genug ausgaben, weil die Saiten zu dünn waren und die noch auf einer falschen Berechnung beruhende Krümmung des Stegs nicht erlaubte, ihnen, besonders in der Höhe, eine genügende Länge zu geben; dabei konnte der ebenfalls wenig ausgedehnte Resonanzboden nur kurz dauernde Schwingungen ergeben. Lange Zeit verstrich, ehe man auf diese Fehler aufmerksam wurde, und als man endlich zu deren Abhülfe schritt, glaubte man das einzige Mittel, einen stärkeren Klang zu erhalten, nur darin zu finden, daß man den Mechanismus des Fortepianos auf Instrumente in der Form des alten Klaviers anwandte. In der That mußte die Vergrößerung des Resonanzbodens und der Vortheil, die Saiten in der Richtung ihrer Länge anzuschlagen, kräftigere und anhaltendere Schwingungen zur Folge haben. Den englischen Pianofortefabrikanten, welche zuerst diesen Versuch machten, gelang derselbe ziemlich gut; sie brachten nach und nach eine wesentliche Verbesserung ihrer Instrumente hierdurch zu Stande. Was die tafelförmigen Piano betrifft, so wußte man, um die Kraft des Tons zu verstärken, kein besseres Mittel anzuwenden, als die Zufügung einer Saite zu den beiden, welche man bereits jedem Tone gegeben hatte. Diese Zufügung war zwar an und für sich gut, aber sie vermehrte die Stärke des Klangs nicht im Verhältniß von 2 : 3; denn es ist schwer die Saiten eines Klaviers so genau auf die Zapfen zu legen, daß sie dem Hammer eine vollkommen horizontale Fläche dar-

bieten. Ein anderer Fehler, welcher aus der Form der tafelförmigen Pianos entsteht, ist der Winkel, welchen die Saite an ihrem Befestigungspunkte bildet. Denn wenn der Hammer die Saite an dieser am wenigsten biegsamen Stelle trifft, so ist der Stoß heftiger, der Widerstand ist bedeutender und die Folge hiervon ist die, daß die Saite reißt.

Es wurden viele vergebliche Versuche gemacht, um die Construction der tafelförmigen Pianos zu verbessern, und da man nicht hierzu gelangen konnte, nahm man seine Hülfe zu einer Vermehrung der Pedale, deren Zweck darin besteht, die Natur der Töne zu modificiren. Ausgezeichnete Künstler und wahrhaft gebildete Dilettanten legten aber wenig Werth auf die Anwendung solch' erkünstelter Mittel und gaben den Flügeln, trotz ihrer in einzelnen Fällen unangenehmen Größe, den Vorzug. Zwei Pariser Fabrikanten, Pfeiffer und Petzold, fanden endlich ein Mittel zur Verbesserung des bis hierher in gleichem Zustand gebliebenen Instruments; sie veränderten nämlich das Constructionsprincip und erhielten die günstigsten Resultate. Der Resonanzboden, welcher früher nur einen Theil der Länge des Instruments einnahm, wurde auf die ganze Länge desselben ausgedehnt; der Kasten wurde erweitert und gestattete, der Krümmung des Stegs eine solche Wendung zu geben, daß die Saiten bedeutend verlängert werden konnten, besonders in der Höhe; endlich wurde ein neuer Mechanismus erdacht, um dem Hammer eine größere Hebellänge zu geben, damit er stärker an die Saite anschlagen und einen kräftigeren Ton hervorbringen konnte. Es war hiermit ein sehr bemerkenswerther Fortschritt in der Verfertigung der tafelförmigen Pianos zu Stande gebracht worden; demohngeachtet aber blieb das Instrument noch mit großen Fehlern behaftet, unter andern mit dem Umstande, daß man genöthigt war den Saitenhalter in der Mitte zu durchschneiden, um den Hämmern den Durchgang zu verschaffen und dieselben schief an den Saiten anschlagen zu lassen. Das Instrument erfuhr indessen keine neuen Verbesserungen von Bedeutung, bis Pape in Paris auf die Idee kam, die Hämmer **über** den Saiten anzubringen, um den Saitenhalter in seiner ganzen Länge frei zu lassen. Dieß war eine sehr wichtige Veränderung und die Instrumente aus der Fabrik von Pape sind ohnstreitig die vorzüglichsten, welche heutzutage verfertigt werden. Der einzige Nachtheil, welchen man an ihnen findet, besteht darin, daß das Instrument wegen des nicht ganz einfachen Bewegungsmechanismus der Hämmer leicht in Unordnung geräth, und deßhalb häufigen Reparaturen unterworfen ist.

Herr Verden ist in gewisser Beziehung dem alten System der Construktion der tafelförmigen Pianos treu geblieben; er hat indessen bei seinen Instrumenten eine Veränderung angebracht, welche bemerkt zu werden verdient. Das Instrument, welches er zur Ausstellung lieferte, besitzt das Eigenthümliche, daß die Saiten der drei letzten oberen Octaven in der Richtung der Breite gezogen sind, anstatt daß dieß sonst in der Richtung der Länge des Instruments statt findet. Der Vortheil, welcher mit dieser Disposition verbunden ist, besteht darin, daß der Hammer die Saiten in der Richtung der Länge trifft, was sonst in schräger Richtung geschieht. Der Ton gewinnt hierdurch an Reinheit und Kraft. Wenn man nur einigermaßen den inneren Bau eines Pianos betrachtet, so wird man leicht einsehen, daß man den Saiten diese zwei entgegengesetzten Richtungen nicht geben konnte, ohne sie auf zwei übereinandergelegte Flächen zu befestigen; die Saiten der drei höheren Oktaven sind also unter denen der Mitte und des Basses befestigt. Hierbei mußte nun noch, um dem, die Dauer des Instruments gefährenden, doppelten Zug der Saiten entgegen zu wirken, zur Vervollständigung dieses Construktionssystems, doppelte Befestigung mit Eisen angewendet werden. Mehrere Instrumentenmacher hatten schon die Idee zur Ausführung gebracht, bei aufrecht stehenden Pianos die tieferen Saiten schief zu legen, um ihnen die nöthige Länge zu geben und die Höhe des Instrumentes zu vermindern. Das tafelförmige Piano von Verden ist also hiernach betrachtet nichts anders, als ein umgestürztes aufrechtstehendes; wir gewahren jedoch hier zum ersten Male eine andere Anwendung eines und desselben Princips.

Aus der Fabrik von Florence in Namur war ein Flügel ausgestellt, welcher einen von den belgischen Fabrikanten bis dahin noch nicht angewendeten Mechanismus besitzt. Bevor man zur Beschreibung dieser Einrichtung übergeht, ist es nöthig, den eigentlichen Zweck derselben anzugeben. Die gewöhnliche Construction der Flügel hat den Nachtheil, daß der Fabrikant gezwungen ist, den Saitenhalter von dem Wirbelstock zu trennen, auf welchem

die Wirbel befestigt sind, und zwar durch einen mehr oder weniger großen Zwischenraum, um den Hämmern den Durchgang zu gestatten. Diese Trennung bewirkt nun bei dem Saitenhalter ein beständiges Streben, durch den Zug der Saiten sich dem Wirbelstock zu nähern, ein Bestreben, welches, da man nach und nach um das Fünffache stärkere Saiten zum Bezug nahm, auch in diesem Verhältniß bedeutender werden mußte. Um diesem Nachtheil zu begegnen, suchte man zuerst den Saitenhalter in seiner ursprünglichen Lage zu erhalten, und zwar durch Anwendung eiserner Bande, welche einerseits auf dem Wirbelstock und anderseits auf dem Balken des Saitenhalters ruhten. Da indessen die Dimensionen des Instruments sich um Vieles vergrößerten, so wurde dieses Mittel unzureichend und die Instrumente gaben wie zuvor nach. Es mußten also andere Mittel angewendet werden, und man erfand noch andere Befestigungen von Eisen, welche sich von dem einen Ende des Instruments bis zu dem anderen erstreckten und sämmtliche Theile desselben im Gleichgewicht erhielten. Nach diesem Prinzip wurden vortreffliche Instrumente ausgeführt, welche alle nothwendigen Bedingungen der Solidität zu erfüllen scheinen.

Aller dieser Vorsichtsmaßregeln ungeachtet kam man jedoch zu der Ueberzeugung, daß, wenn es ausführbar wäre, einen solchen Mechanismus zu Stande zu bringen, wodurch es möglich wird, den Saitenhalter auf den Wirbelstock zu stützen und jede Trennung zu vermeiden, daß in diesem Falle ein natürlicher Widerstand bei dem Zuge der Saiten statt fände, welcher der Anhäufung von Befestigungsmitteln vorzuziehen sei, zu denen man seine Hülfe genommen hatte. Statt des Hammeranschlags der Saiten von unten mußte man zu diesem Ende den Mechanismus des Hammeranschlags von oben bewerkstelligen. Der Vortheil, die Saiten von oben anzuschlagen, anstatt sie durch Gewalt von unten aus ihrem Stützpunkt zu schnellen, war hierbei sehr einleuchtend. Diese Idee gab den verschiedenen Arten von aufrechtstehenden Flügeln ihre Entstehung. Ohnerachtet einiger Unannehmlichkeiten, welche aus der Form entspringen, war die Reinheit der Töne nicht zu verkennen, welche als eine Folge der neuen Art des Anschlags betrachtet werden mußte; auch wurde die Zahl der aufrecht stehenden Klaviere von Jahr zu Jahr beträchtlicher, während die tafelförmigen, welche durch jene ersetzt werden sollen, mehr und mehr zu verschwinden scheinen. Die großen Instrumente hatten ohne Zweifel einen gehaltreicheren Ton, als die Klaviere von geringer Ausdehnung; aber diese übertrafen jene an Reinheit und Gleichförmigkeit des Klangs.

Der bekannte Fabrikant Streicher in Wien, überzeugt von den Vortheilen, welche die Anwendung des Mechanismus der von oben anschlagenden Hämmer auf die Construktion der Flügel äußern werde, gelangte nach vielen kostspieligen Versuchen dahin, sehr gute Instrumente dieser Art zu Stande zu bringen; da er indessen kein anderes Mittel gefunden hatte, um den Hammer in seine ursprüngliche Lage zurückzubringen, als die Anwendung eines Gegengewichts, so erhielt er eine schwerfällige Claviatur, welche unter dem Finger des Spielers nur langsam und mit Anstrengung, besonders bei Wiederholung ein und derselben Note, zu handhaben war. Mehrere Fabrikanten versuchten seitdem diese Schwierigkeiten zu überwinden, welche diesem Construktionssystem anzuhängen schienen; die Versuche blieben jedoch ohne Erfolg. Pape war der Erste, welcher wenigstens theilweise das Problem gelöst zu haben schien. Der von ihm angewendete Mechanismus hatte nicht alle Nachtheile desjenigen, welchen Streicher anzuwenden versuchte; demohngeachtet war er nicht ohne Fehler und seinen Instrumenten blieb der Vorwurf einer immer noch zu schwerfälligen Claviatur. Um den Hammer nach dem Anschlage der Saiten schnell wieder an seine Stelle zu bringen, war die Anwendung einer Feder nöthig. Obgleich die Wirkung dieser Feder dergestalt berechnet war, daß sie keinen zu starken Widerstand entgegensetzte, so beeinträchtigte sie dennoch die leichte Beweglichkeit der Tasten, welches um so mehr Schade war, als der Tonklang an Weichheit und Reinheit gegen den nach anderen Principien construirten Pianos offenbar gewonnen hatte. Florence von Namur, welcher dem Princip nach den Pape'schen Mechanismus anwendete, modificirte denselben nach seiner eigenen Idee. Die wichtigste Veränderung, welche er anbrachte, bestand darin, daß er nach der Außenseite des Instruments hin die Zapfen zwischen die Tasten setzte, zwischen der Claviatur und dem Ende, welches als Hebel dient. Florence behauptet, daß diese Disposition in keiner Weise der Festigkeit des Instruments Schaden bringt. Die Schwierigkeit, die Zapfen so zu stellen, daß man sein Klavier leicht stimmen konnte, ist nie vollständig von Pape überwunden wor-

den. Es ist zu wünschen, daß die Erfahrung die Nützlichkeit des Florence'schen Systems darthut. Dieser Fabrikant, welcher das Verdienst hat, daß er mit Intelligenz und Ausdauer sich bestrebt, eine schwer zu erreichende Vervollkommnung der Klavierinstrumente zu erzielen, glaubt das Mittel gefunden zu haben, den Saitenhalter durch eine Fassung von Eisen, welche den ganzen Zug der Saiten trägt, haltbarer zu machen.

Unter den guten Instrumenten, welche sich in der Ausstellung befanden, ist ein aufrechtstehendes Klavier von Dommekens aus Gent zu erwähnen. Bevor man daran dachte, die kleinen aufrecht stehenden Klaviere zu construiren, welche man seit einigen Jahren vorzugsweise zur Begleitung anwendet, verfertigten die englischen Fabrikanten Instrumente, die sie Cabinet-Piano nannten und die in Beziehung der Höhe, ohngefähr gleiche Verhältnisse mit den Flügeln hatten. Verschiedene Ursachen, die besonders aus der Form des Saitenhalters und der Lage der Saiten hervorgingen, gaben dieser Art von Instrumenten große Vorzüge und verschafften ihnen anfangs eine gewisse Verbreitung; allein man gewahrte bald an ihnen den groben Mißstand, daß sie sich in Zimmern nur gegen eine Wand stellen ließen, und folglich den Ausübenden nöthigten, den Zuhörern den Rücken zu kehren, welches noch außerdem für sich selbst begleitende Singende von dem nachtheiligsten Einfluß für die Wirkung ihres Vortrags war. Die großen aufrecht stehenden Flügel sind beinahe gänzlich verschwunden. Das aufrecht stehende Piano Dommekens zeichnet sich durch hellen und kräftigen Klang der Töne aus; der Baß läßt vielleicht noch mehr Rundung zu wünschen übrig, und die Schwingungen der Metallsaiten sind noch zu grell. Die Ursachen, welche in mancher Hinsicht dem aufrecht stehenden Piano den Vorzug vor dem horizontalen verleihen, sind verschiedener Natur.

Bei dem Construktionssystem der aufrecht stehenden Klaviere leidet der Steg nicht unter dem Druck der Saiten und da die Wirkung der Schwere auf dem Saitenhalter selbst null ist, so fibrirt dieses um Vieles freier. Auf der anderen Seite bedarf es keines Zwischenraumes zwischen dem Wirbelstock und dem Saitenhalter für das Spiel der Hämmer. Die der Resonanz der Saiten sehr nahe liegenden Zapfen sind um Vieles leichter zu befestigen, wie bei den tafelförmigen Pianos, und endlich sind die Saiten durch das Zurückschlagen der Hämmer weniger dem Verstimmen und Zerreißen ausgesetzt, als wenn sie durch Anschlag von unten gewaltsam von dem Steg aufgeschnellt werden.

Vor ohngefähr 14 Jahren verfertigte ein Pariser Fabrikant ein aufrecht stehendes Klavier, welches nicht höher wie ohngefähr 3 Fuß war. Es war dieß eine wahrhafte Verbesserung. Dieses Instrument vereinigte alle im Vorhergehenden erwähnten guten Eigenschaften, ohne die Fehler zu besitzen, durch welche selbst die wärmsten Verehrer der gewöhnlichen aufrecht stehenden Klaviere sich endlich geneigt fanden, dieselben zu verlassen. Es muß indessen bemerkt werden, daß dieses Instrument trotz so mancher Vorzüge, welche dessen Anwendung gewährte, nur sehr wenig Aufnahme fand, ein Schicksal, welches mehr oder weniger alle Erfindungen trifft, die eine Abweichung von der Gewohnheit mit sich führen. Man erinnert sich sehr wohl der Zeit, wo in Belgien die aufrecht stehenden Klaviere mit vieler Mühe endlich über die tafelförmigen die Oberhand gewannen. Seit einigen Jahren hat indessen die Fabrikation dieser Art von Instrumenten eine größere Wichtigkeit erlangt, und die belgischen Instrumentenmacher haben sehr genügende Resultate ihrer Geschicklichkeit geliefert. Von den zur Ausstellung gebrachten Pianos scheinen uns die von Sternberg den Vorzug zu verdienen; der Klang der Töne ist breit, glänzend und rund, der Mechanismus sehr wohl geordnet und die Claviatur bemerkenswerth gleich. —

Unter die Abtheilung der Klaviere zählen wir auch mehrere unter den Benennungen von Physharmonika, Aeolinen u. s. w. bekannte musikalische Instrumente, ferner eine große Kirchenorgel von Loret zu St. Nicolas.

b) Streichinstrumente.

Ein Fabrikant, Namens Vuillaume aus Brüssel, hat sich um die Verbreitung guter Streichinstrumente in Belgien ein besonderes Verdienst erworben, und seine Instrumente werden von allen Kennern für vorzüglich erklärt. Auch war er der einzige, durch welchen diese Art von Instrumenten, und zwar sehr vollständig, repräsentirt war.

In sehr großem Renommée standen bekanntlich in den frühesten Zeiten die in Italien verfertigten Streichinstrumente, von denen diejenigen von Cremona und Bologna am höchsten geschätzt wurden. Der Ruf dieser Instrumente war so mächtig, daß später die durch ausgezeichnete Thätigkeit und Sachkenntniß geleiteten Unternehmungen französischer Fabrikanten, obgleich sie mehr wie die italienischen Meister nach wissenschaftlichen Grundsätzen arbeiteten, nicht im Stande waren, mit den italienischen Fabrikanten zu konkurriren. Ihre ganze Arbeit mußte sich deßhalb im Wesentlichen auf die Unterhaltung und Reparatur der alten Instrumente beschränken. Die so sehr gerühmte Güte der italienischen Streichinstrumente hatte indessen nach und nach so bedeutend abgenommen, daß die heutzutage in Italien verfertigten Instrumente nur noch zu den mittelmäßigen gezählt werden können. Dagegen stieg der Ruf der von den oben genannten Meistern verfertigten Instrumente mit der Zeit in solchem Grade, daß sie theilweise zu den enormen Preisen von 2000—10,000 Fr. verkauft wurden. Hierdurch wurden sie indessen zum größten Theil für den eigentlichen Künstler unzugänglich; sie befinden sich heutzutage nur noch in den Sammlungen reicher Liebhaber.

Die französischen Fabrikanten wichen in mancher Beziehung, namentlich in Hinsicht der Formen, von denjenigen der berühmten italienischen Instrumente ab, weil sie der Meinung waren, daß dieselben mit der Theorie nicht übereinstimmend seien. Trotz der günstigsten Berichte, welche von einer Commission der Pariser Akademie über die von einem ausgezeichneten Fabrikanten, Namens Chanot, verfertigten Streichinstrumente abgegeben wurden, fanden dieselben, hauptsächlich jener Abweichungen wegen, keine Aufnahme. Alle Bemühungen des genannten Fabrikanten sowie vieler anderer, welche sich gleichfalls mit diesem Gegenstande beschäftigten, blieben so lange fruchtlos, bis Vuillaume in Paris, der Bruder des oben genannten Ausstellers, anfing, die Instrumente der renommirtesten italienischen Meister, selbst in den geringsten Einzelnheiten, sogar auch mit ihren Fehlern, so täuschend nachzuahmen, daß sie in keiner Weise von jenen zu unterscheiden waren, und hierdurch gelangte er dahin, seinen Instrumenten die Aufnahme zu verschaffen, um welche die übrigen französischen Fabrikanten sich so lange vergeblich bemüht hatten.

Vuillaume in Brüssel verfertigt die Streichinstrumente in der nämlichen Güte, und Sachkenner rühmten an den von ihm ausgestellten Instrumenten ebensowohl ihren ausgezeichneten Ton, als die Sorgfalt und Schönheit, mit welcher dieselben gearbeitet waren.

c) Blasinstrumente.

Die Fabrikation von Blasinstrumenten jeder Art war in der Ausstellung sehr vollständig repräsentirt. Die bemerkenswerthesten Aussteller waren die Herren Sax und Bachmann, beide aus Brüssel. Das von dem Ersteren im Jahr 1816 gegründete Etablissement gilt als das erste dieser Art in Europa. Es ist das einzige, in welchem sämmtliche Arten von Blasinstrumenten, sowohl in Metall als in Holz, verfertigt werden. Es vereinigt dieses großartige Etablissement alle Arbeiten in sich, welche auf die genannte Fabrikation Bezug haben, und welche an anderen Orten in besonderen Fabriken verfertigt werden. Das zur Verarbeitung dienende Holz, die Materialien zu den Metallcompositionen, das Silber ꝛc., kurz alle zur Fabrikation erforderlichen Materialien gelangen in rohem Zustande in die Fabrik und verlassen dieselbe wieder in den verschiedensten Formen der fertigen Instrumente. Ohngefähr 100 Arbeiter, lauter Inländer und in der Fabrik selbst angelernt, sind hier ständig beschäftigt. Der größte Theil der bei dem belgischen Militär und bei vielen Musikgesellschaften in Gebrauch befindlichen Instrumente ist aus dieser Fabrik hervorgegangen, welche überdieß bedeutende Versendungen in das Ausland, namentlich nach Amerika und Indien macht.

Die von dem zweiten der obengenannten Fabrikanten, Herrn Bachmann in Brüssel, ausgestellten musikalischen Instrumente aus Metall und Holz, welchem mit Herrn Sax das Verdienst zugeschrieben wird, manche wesentliche Verbesserungen an den Blasinstrumenten zu Stande gebracht zu haben, wurden von Sachverständigen nicht minder gerühmt.

Möbel und verschiedene Holzarbeiten.

Eine sehr bedeutende Anzahl von Möbeln jeder Art schmückte verschiedene Säle der Ausstellung. Es offenbarte sich in dieser Beziehung eine Mannigfaltigkeit der Formen, ein Reichthum an Verzierungen und minutiösen

Details, welcher namentlich an einzelnen Stücken einen solchen Grad erreichte, daß man sich im Zweifel befand, ob man mehr die Geschicklichkeit als die ausnehmende Geduld des Verfertigers bewundern solle. Im Allgemeinen war zu bedauren, daß der größere Theil dieser Gegenstände aus Luxusmöbeln bestand und gerade unter diesen befanden sich viele, deren größtes Lob keineswegs in geschmackvoll gewählten Formen zu finden war. Dieser Vorwurf trifft jedoch nicht die große Masse der übrigen Möbel, welche, weniger mit Verzierungen überladen, im Allgemeinen durch gefällige Formen und geschmackvolle Desseins der eingelegten Arbeiten, einen weit wohlthätigeren Eindruck bei den Beschauern erregte.

Vielleicht nur mit geringen Ausnahmen sind sämmtliche ausgestellte Möbel mit eingelegten Arbeiten versehen, insoweit nemlich dieselben überhaupt zu dieser Art von Verzierungen geeignet sind. Wenn auch verschiedene in- und ausländische Hölzer zu ihrer Fabrikation verwendet wurden, so ist doch bei weitem der größere Theil derselben mit Palisander fournirt, in welchem sich Einlagen von verschiedenen Metallen, Elfenbein, Perlemutter und seltenen Hölzern in den mannigfaltigsten Desseins befinden.

An den belgischen Möbeln wird im Allgemeinen gute und solide Arbeit gerühmt, welcher Ruf sich auch erhalten hat; es hat sich aber in neuerer Zeit mit dieser Solidität auch eine Eleganz in Hinsicht der Formen und der Wahl der Verzierungen vereinigt, welche bekanntlich in so hohem Grade den Pariser Fabrikanten eigen ist, und deren Mangel den belgischen Möbeln früher so sehr zum Vorwurf gemacht wurde. Diesen bemerkenswerthen Fortschritt in der Möbelfabrikation bemerkte schon die Jury der Ausstellung von 1835 und es soll sich derselbe bei der dießjährigen Ausstellung noch mehr beurkundet haben.

Die Anwendung der eingelegten oder sogen. Marqueteriearbeiten ist in der neueren Zeit bekanntlich so sehr allgemein geworden, daß es gewiß nicht am unrechten Orte sein wird, einige Worte über die Entstehung und das Schicksal dieser Kunst hier beizufügen.

Die Marqueterie hat ihren Ursprung im Orient und wurde von da durch die Römer nach Europa verpflanzt. Diese Kunst, welche in Italien einen hohen Grad von Ausbildung erhalten hatte, machte in Frankreich während der letzten beiden Jahrhunderte sehr bedeutende Fortschritte. Man schreibt einem Maler Namens Verme, einem Zeitgenossen von Raphael, die erste Idee zu, Holz mit verschiedenen Stoffen zu färben und hieraus Marqueteriearbeiten zu fertigen. Die Italiener verfertigen noch heut zu Tage Mosaik aus vielfach gefärbten Hölzern, welche als wahrhaft künstlerische Ausführungen betrachtet werden müssen. In dem Museum zu Paris befindet sich das älteste der bekannten Kunstwerke von Marqueterie, nemlich eine in Syrien verfertigte Schatulle mit eingelegten Verzierungen aus Schildkrot und Elfenbein und geschmückt mit 6 Basreliefs, welche gegen das Jahr 1200 von dem König Ludwig mit kostbaren Reliquien nach Paris gebracht wurde.

Boule war der berühmteste unter den Ebenisten, welcher Marqueteriearbeiten bei Möbeln verwendete; die Möbel von Boule haben einen europäischen Ruf erlangt und nehmen den ersten Rang unter den alten Möbeln ein, welche durch den Wechsel der Mode nach und nach in Gunst gekommen sind.

Der hohe Preis der Marqueteriearbeiten zur damaligen Zeit war die Ursache, daß gegen das Ende des letzten Jahrhunderts dieselben in Abnahme geriethen nachdem diese Kunst in Frankreich die höchste Stufe von Ausbildung und eine unbestreitbare Superiorität erlangt hatte. Die Vermögenszersplitterung der angesehensten Pariser veranlaßte zur damaligen Zeit die Entstehung einfacherer Formen und einer weniger kostspieligen Fabrikation. Die Marqueteriearbeiter verwendeten Gold, Silber, Kupfer, Zinn und animalische Substanzen, als Schildkrot, Elfenbein, Perlemutter ꝛc., welche Materialien nun verlassen wurden, um wieder zur Anwendung wenig kostspieliger Hölzer und zur Fabrikation vollkommen schlichter Möbel, ohne alle Verzierungen, zurückzukehren.

In der Pariser Ausstellung vom Jahr 1823 bemerkte man indessen wieder zum ersten Male Nachahmungen der alten Marqueterie, zwar noch nicht auf größere Möbelstücke angewendet, noch auch ganz in dem Genre von Boule, aber dennoch sehr bemerkenswerth in Bezug auf geschmackvolle und gute Arbeit, als auch in Rücksicht auf Anwendung kostbarer Materialien. Die Möbelverzierungen in Marqueterie kamen von jener Zeit an wieder

von Neuem in Schwung und die Konkurrenz veranlaßte allmälig eine solche Erniedrigung der Preise, daß diese Arbeiten heut zu Tage nicht mehr wie früher blos auf die Wohnungen der Reichsten sich beschränken.

Wie schon oben bemerkt, zeigte die größte Zahl der ausgestellten Möbel von einem verfeinerten Geschmack und in dieser Beziehung eine Annäherung an die Pariser Fabrikate; es ist an ihnen im Allgemeinen eine solide Arbeit und namentlich eine höchst sorgfältige Ausführung und geschmackvolle Wahl der Einlagen nicht zu verkennen. Diesen Theil der Ausstellung in seine Details zu verfolgen ist bei dem außerordentlichen Reichthum, welcher sich in diesem Industriezweig entfaltete, nicht wohl möglich. Es mögen daher hier nur einzelne wenige Gegenstände hervorgehoben werden, welche theils durch Pracht, theils durch wahrhaft schöne Arbeit sich auszeichneten oder auch als Curiositäten die Aufmerksamkeit zu erregen geeignet waren.

In dem Genre von Boule waren hauptsächlich 3 Möbelstücke bemerkenswerth, von denen ein Schreibsekretär, von Sénéchal in Brüssel gefertigt, in Bezug auf vorzüglich sorgfältige Arbeit, auf Reichthum und Mannigfaltigkeit der Einlagen und getreue Nachahmung der Originalität in den höchsten Rang gesetzt wurde.

Unter denjenigen Möbeln, welche zwar gleichfalls zu den reichen gezählt werden müssen, die aber, ohne gerade mit Verzierungen überladen zu seyn, durch wahrhaft geschmackvolle Formen und Desseins am meisten sich auszeichneten, stehen unstreitig die Arbeiten von Demarée in Brüssel oben an. Dieselben bestanden aus einem vollständigen und zusammengehörigen Ameublement von Palisanderholz, mit metallenen und nicht metallenen Einlagen versehen, welches mit den schönsten Arbeiten anderer Meister in höchst geschmackvoller Weise arrangirt, von kostbaren Spiegeln, Tapeten und sonstigen Luxusgegenständen umgeben auf ausgebreiteten Teppichen aus der königlichen Manufaktur zu Tournay, ausgestellt war und das Bild eines kostbar möblirten Zimmers gewährte.

Weniger wegen Schönheit als wegen des wissenschaftlichen Interesse, welches der Gegenstand erregte, verdienen einige Arbeiten bemerkt zu werden, welche mit Hölzern, die nach der Methode von Boucherie behandelt wurden, fabricirt sind nnd durch Weißenbruch ausgestellt waren. Die Erfindung von Boucherie besteht bekanntlich darin, durch Auffaugen oder Eindringen verschiedenartiger Flüssigkeiten dem Holz theils eine größere Dauer, eine vollständige Unempfänglichkeit für die Einwirkungen von Feuchtigkeit ꝛc. zu ertheilen, theils dasselbe auf verschiedene Weise, und zwar bis auf seine innersten Theile zu färben. Die Wichtigkeit dieses Gegenstandes in wissenschaftlicher Beziehung ist unbestreitbar und es ist Hoffnung vorhanden, daß der Zweck, den Hölzern durch die Anwendung des Boucherie'schen Verfahrens eine größere Dauer zu verschaffen, gleichfalls erreicht werden und diese Erfindung auch als praktisch wichtig sich erweisen wird. Was jedoch die Färbung der Hölzer durch die Methode von Boucherie betrifft, so wird die fragliche Erfindung in dieser Beziehung wohl keine Epoche machen, indem solche Färbungen vollständiger durch andere Mittel erreicht werden können und die von Weißenbruch ausgestellten in gefärbten Hölzern gefertigten Arbeiten, als Arbeitstischchen, Tafelaufsätze, Modelle von verschiedenen Gegenständen ꝛc. durchaus keinen Anspruch auf Schönheit machen dürfen. Was die blos zum Zweck der Conservirung der Hölzer behandelten und ausgestellten Stücke betrifft, so haben dieselben für das Auge nichts bemerkenswerthes und erst längere Erfahrungen können über die praktische Wichtigkeit dieses Gegenstandes entscheiden.

Beachtenswerth erscheinen die Erzeugnisse einer Fabrikation, welche seit langer Zeit in England und Frankreich betrieben wurde, die aber erst in neuerer Zeit, nemlich seit 6 Jahren in Belgien einheimisch wurde. Es ist dieß nemlich die Fabrikation von Möblen, welche Nachahmungen chinesischer Arbeiten bilden, wovon zahlreiche Proben durch Mad. Ghiesbreght in Brüssel ausgestellt waren. Dieselbe soll sich das Verfahren der Chinesen in Bezug auf die Bereitung und Aufbringung des Firnisses, und zwar wie solches in den besten Zeiten dorten angewendet wurde, zu verschaffen gewußt haben.

Mad. Ghiesbreght hatte 20 Stück, größtentheils Möbel von dieser Fabrikation ausgestellt, welche beinahe sämmtlich durch ausgezeichnet schönen Firniß, Reinheit und Geschmack der Desseins und Reichthum der Verzierungen für vorzüglich erkannt wurden. Unter ihnen wurde besonders hervorgehoben eine spanische Wand, welche nach der dabei befindlichen Angabe aus gedämpftem Holze gearbeitet ist und deren Malereien nach Original chine-

fischen Mustern verfertigt sein sollen. Nicht weniger ausgezeichnet wurden zwei Tische, nemlich ein großer für einen Salon bestimmter Tisch und ein Canapètisch, ferner ein Sekretär befunden.

Sehr groß ist die Anzahl der ausgestellten Sesseln, Canapées ꝛc. wiederum größtentheils Luxusgegenstände, wo häufig mehr die eigenthümlichen Ideen der Erfinder, als die Elegänz und geschmackvolle Ausführung die Aufmerksamkeit erwecken. Die in ziemlicher Anzahl ausgestellten Billards zeigten eine große Mannichfaltigkeit in der äußeren Form und Ausschmückung; die Gestelle sämmtlicher Billards waren mit Palisander fournirt und mit den verschiedenartigsten Einlagen, zum Theil im Uebermaaß, versehen. Im Uebrigen boten dieselben gerade nichts besonders bemerkenswerthes dar.

Es würde zu weit führen, die mancherlei Curiositäten und Kunstwerke, welche in diese Abtheilung der Ausstellung gehören, hier zu erwähnen. Es sind dieß verschiedene Arbeiten, die theils von einem eigenthümlichen jedoch falsch angewendeten Erfindungsgenie, theils von einem enormen, aber auf zwecklose Gegenstände verwendeten Fleiß zeigen, die zwar wohl geeignet sind, die Aufmerksamkeit der Vorübergehenden auf kurze Zeit zu fesseln, die jedoch in Bezug auf den Zustand eines ausgedehnten Industriezweigs eines Landes nichts weniger als von Wichtigkeit erscheinen.

Dagegen erscheinen von sonstigen Holzarbeiten bemerkenswerth die ausgezeichnet schönen und durch die Mannigfaltigkeit der dabei angewendeten Holzarten theilweise sehr kostspieligen Parquetböden, welche von Couvert und Lucas zu Brüssel, sowie von einer Gesellschaft zu Molenbeck-St. Jean ausgestellt waren. Von dem ersteren rühren die vortrefflichen Arbeiten her, welche in dem Palast der Deputirtenkammer, in dem Palais des Königs und des Prinzen von Oranien zu Brüssel, sowie in dem Schlosse von Tervueren die Aufmerksamkeit der Fremden erregen. In beiden genannten Fabriken geschieht die Bearbeitung des Holzes mit Maschinen. Ueber das großartige Etablissement zu Molenbeck-St. Jean sind wir im Stande folgende nähere Notizen mitzutheilen *):

Diese Anstalt ist auf Actien im Gesammtwerthe von 8 Million Franks gegründet. Sie liegt nahe am Kanal von Charleroi, von wo aus eine Eisenbahn bis in den Hofraum des Etablissements führt; dieselbe theilt sich hier in mehrere Arme, so daß auf ihr alles Material vom Kanalschiffe aus bis zu der zur Verarbeitung desselben bestimmten Werkstätte geschafft werden kann. Die Baumstämme z. B. werden auf diese Weise direkt vor die Sägen, die sie in Bretter zu schneiden bestimmt sind, gebracht. Diese Sägen bestehen in 10 — 15 aufrecht stehenden Blättern, durch welche der Stamm in eben so viele Bretter oder Diele von beliebiger Dicke zerschnitten wird. In Bewegung gesetzt werden die Sägen und übrigen Maschinen der Anstalt durch eine Dampfmaschine von 36 Pferdekraft.

Die bereits sehr akkurat geschnittenen Bretter kommen, um zu Fußböden hergerichtet zu werden, auf eine danebenstehende Maschine, welche mit der Fügbank eines Faßbinders einige Aehnlichkeit hat. Drei doppelte Hobeleisen von 1½′ Breite sitzen hintereinander. Das Brett wird an seinem Ende durch einen Krappen gefaßt und mittelst einer Kette ohne Ende über die Hobeleisen weggezogen. Rollen von den Seiten, und Walzen von oben halten es in der gehörigen Lage. Zugleich werden die Kanten von dazu eingerichteten Fraisen bearbeitet, so daß das Brett, wenn es die Maschine passirt hat, gehobelt und mit bestoßener und genuteter Kante erscheint, und zwar so schön und richtig, wie es nicht leicht aus freier Hand darzustellen ist.

In ähnlicher Weise werden Fenster-, Spiegel- und Bilderrahmen, Thüre, Handgriffe für Stiegengeländer ꝛc. auf etwa 32 verschiedenen Maschinen gearbeitet, so zwar, daß durch Maschinen auch alle Zapfen geschnitten, alle Löcher gestemmt, und die Gehrungen geschnitten werden, so daß der Arbeiter nur die einzelnen Stücke zusammen zu setzen und zu verputzen braucht. Die feinsten Kehlstöße an Thürverkleidungen, wie die schwersten Gesimse werden auf diese Weise gezogen und nicht allein gradlinig, sondern auch zirkelförmig.

Besonders beachtenswerth sind die schönen Parquetböden, die in allen möglichen Desseins gemacht werden.

*) Wir verdanken dieselben den Herren Boudin, Deninger und Köhler in Mainz, welche Gelegenheit hatten, dieses interessante Etablissement in seinen Einzelnheiten in Augenschein zu nehmen.

Ebenso die Platten für Hausfluren u. dgl. die aus den Abfallstücken von 1 — 1½" Länge gemacht werden, indem man ihnen ungefähr gleiche Länge und auf einer Maschine die nöthige 3, 4, 6 eckige Form gibt, sie hierauf in Theer kocht und zusammensetzt, und dann noch unten mit einer Asphaltschicht überzieht. Alle Fasern kommen senkrecht zu stehen und man hat uns versichert, daß bei Anwendung solcher Platten in den ersten 10 Jahren nicht die geringste Reparatur nöthig würde.

Es scheint, daß diese Anstalt einen großen Theil aller Bauschreinerarbeit in Brüssel an sich gezogen hat; denn der größte Theil von den 300 Arbeitern, welche hier beschäftigt sind, sollen früher selbstständige Schreiner gewesen sein. Auch baut die Gesellschaft Häuser auf Spekulation.

Die Erzeugnisse dieser Fabrik gehen nicht allein nach allen Theilen Belgiens, sondern in großen Quantitäten nach Mittel- und Südamerika, Ostindien und selbst nach China.

Feuergewehre.

Unter den verschiedenen Erzeugnissen der belgischen Industrie genießt wohl keines einen so sehr verbreiteten Ruf, als die in Lüttich und der Umgegend in bedeutender Zahl verfertigten Gewehre. Dieser für Belgien wahrhaft nationale Industriezweig wird seit undenklichen Zeiten in jener Gegend betrieben; er hat eine solche Ausdehnung und eine solche Stufe von Vollkommenheit erreicht, daß das Land in dieser Beziehung nicht blos völlig unabhängig von dem Ausland ist, sondern die Lütticher Gewehre können auch selbst in den entferntesten Ländern jede fremde Conkurrenz bestehen.

Lüttich und die Umgegend zählen ungefähr 50 Fabrikanten; der auswärtige Absatz erstreckt sich auf Amerika, Egypten, die Türkei, Italien, Spanien, Portugal und Teutschland; Brasilien allein bezieht jährlich 25 bis 36,000 Gewehre aus den Lütticher Fabriken. In guten Jahren beschäftigt diese Fabrikation 7—8000 Arbeiter, und producirt alsdann einen Werth von 4 Million Franks und mehr, wovon etwa die Hälfte auf den auswärtigen Absatz kommt.

Aus nachstehenden statistischen Nachrichten geht der Werth der Gewehre hervor, welche in den Jahren 1829 bis 1835 in allen verschiedenen Gattungen fabricirt worden sind:

Im	Jahr	1829	betrug	derselbe	3,145,775	Fr.
„	„	1830	„	„	3,615,119	„
„	„	1831	„	„	4,929,905	„
„	„	1832	„	„	6,563,852	„
„	„	1833	„	„	5,647,018	„
„	„	1834	„	„	5,205,473	„
„	„	1835	„	„	5,875,406	„

Zur Zeit der französischen Herrschaft zählte Belgien nur 14 Gewehrfabrikanten; sie waren auf die Fabrikation von Luxusgewehren und Pistolen beschränkt, und lieferten jährlich im Durchschnitt 6000 Gewehre und 2000 Pistolen. Zur Fabrikation der Militärgewehre etablirte damals das französische Gouvernement in Lüttich eine großartige Fabrik, aus welcher jährlich ohngefähr 27,000 Stück hervorgingen und wo nahe an 1000 Arbeiter beschäftigt wurden.

Die Vereinigung von Holland und Belgien und der vermehrte Absatz nach Amerika gab diesem Industriezweig wieder einen neuen Schwung. Im Jahr 1829 gingen 190,600 Gewehre aus den Lütticher Fabriken hervor. Am bedeutendsten war diese Fabrikation indessen im Jahr 1836, wo an Gewehren jeder Art und Pistolen nicht weniger, wie 349,379 Stück im ohngefähren Werth von 7,000,000 Fr. in Lüttich und in der Umgegend fabricirt wurden.

Seit dieser Zeit ist jedoch die Gewehrfabrikation in Belgien in Abnahme, wie dieß aus folgenden statistischen Angaben erhellt:

Im Jahr	1836	wurden	fabricirt	349,379 Stück.
„ „	1837	„	„	247,929 „
„ „	1838	„	„	186,418 „

Der Grund dieser Abnahme liegt wohl größtentheils in dem durch die Friedensjahre verminderten Bedürfniß. Demohngeachtet geht noch aus diesen statistischen Angaben die außerordentliche Bedeutung der Gewehrfabrikation für Belgien hervor. In keinem Lande werden die Gewehre jeder Art wohlfeiler geliefert, was ohne Zweifel in der außerordentlich weit getriebenen Theilung der Arbeit seinen Grund hat. Durch diese Methode ist es nicht blos möglich geworden, so erstaunlich wohlfeil zu produciren, sondern auch in allen einzelnen Theilen eine solche Vollkommenheit der Ausführung zu erzielen, wie dieß in Werkstätten, welche alle einschlägigen Arbeiten bei sich vereinigen unmöglich der Fall sein kann. Daher kommt es, daß man in Lüttich ein gut gearbeitetes Doppelgewehr zu 32 Fr. und selbst um noch billigere Preise kaufen kann.

Die Lütticher Gewehre sind in jeder Beziehung als ausgezeichnet allenthalben anerkannt; besonders geschätzt werden die Gewehrläufe und die sogenannten Schottischen Pistolen. In der Politur stehen die Lütticher Fabrikate zwar den französischen nach; allein man legt hierauf keinen Werth; was dagegen das Brüniren der Läufe betrifft, so stehen sie unbedingt im Vorzug.

Trotz dem hohen Standpunkt dieser Industrie in Belgien war dieselbe in der Ausstellung sehr mangelhaft repräsentirt; vielleicht in keinem einzigen Gewerbszweig wurden die Erwartungen, welche man in dieser Beziehung zu hegen berechtigt war, so sehr getäuscht, wie hierin. Denn durch die ausgestellten Erzeugnisse eines einzigen Fabrikanten von Bedeutung, wenn dieselben auch noch so zahlreich sind, läßt sich der Zustand einer Industrie, wie die hier betrachtete unmöglich erkennen. Dieser Aussteller war J. Malherbe in Lüttich; er hatte nicht weniger wie 60 Gewehre und Pistolen von ausgezeichnet schöner Arbeit geliefert. Malherbe fabricirt, wie auch der größte Theil der übrigen Lütticher Fabrikanten, jede Art von Gewehren, sowohl Militär- als Luxusgewehre, und die verschiedenen Arten von Pistolen. Dagegen betreibt derselbe die Fabrikation in anderer Weise wie die übrigen Fabrikanten. Er etablirte nämlich eine eigentliche Waffenfabrik, worin ohngefähr 400 Arbeiter beschäftigt sind, und wo sämmtliche zum fertigen Gewehr gehörigen Theile gearbeitet werden. Auch beschäftigt sich Malherbe mit der Fabrikation der sogenannten blanken Waffen, ein Gegenstand, welcher bis dahin noch sehr wenig in Belgien betrieben wurde.

Außer Malherbe hatten nur noch folgende Erzeugnisse dieser Industrie ausgestellt, nämlich P. L. Montigny aus Fontaine-l'Evêque (Flinten, Pistolen und Karabiner, welche von hinten geladen werden); ferner G. Mangert aus Brüssel und Montagu aus Gent (Jagdgewehre); endlich Malderen aus Lüttich, welcher sich darauf beschränkte, drei bronzirte Flintenläufe auszustellen.

Das bedeutendste Etablissement dieser Art in Belgien soll dasjenige von Malherbe de Goffontaine zu Lüttich sein und nahe an 2000 Arbeitern Beschäftigung geben. In neuester Zeit ist in Lüttich eine Königliche Waffenfabrik in sehr großem Maaßstab errichtet worden, in welcher nicht blos Militärgewehre, sondern auch Säbel ꝛc. überhaupt die sogenannte armes blanches, verfertigt werden.

Die Königliche Kanonengießerei in Lüttich.

Es ist von diesem, durch seine Größe, Wichtigkeit und zweckmäßige Organisation gleich ausgezeichneten Etablissement schon oben bei Gelegenheit der Eisenfabrikate die Rede gewesen. Da indessen die Kanonengießerei mit der Waffenfabrikation zunächst in Beziehung steht, so möchte es um so weniger am unrechten Orte sein, über die Königliche Kanonengießerei in Lüttich hier einiges anzuführen, als dieses Etablissement zu einem der interessanteren Belgiens gehört und jederzeit von sehr vielen Fremden besucht wird.

Die Königl. Kanonengießerei besteht seit dem Jahre 1802 und wurde bis dahin nacheinander von drei durch wissenschaftliche und technische Bildung gleich ausgezeichnete Militärs dirigirt, nämlich durch den Capitän Beranger, den General Huguemin und den Major Frederix. Der erstere von ihnen führte die Direction unter Napoleon, der zweite unter der holländischen Regierung und die Direction des letzteren fällt in die gegenwärtige Dynastie.

Eine jede dieser Perioden ist durch wichtige Verbesserungen, welche in dem Etablissement eingeführt wurden, bezeichnet. So wurden im Jahr 1803 unter der Direction von Béranger die ersten Dampfmaschinen, welche die hin- und hergehende Bewegung des Kolbens in eine rotirende Bewegung verwandelten und von Perier in Paris bezogen waren, zuerst in diesem Etablissement aufgestellt und in Thätigkeit gesetzt. Ebenso wurde in dem nämlichen Etablissement und unter derselben Direction, nämlich im Jahr 1804, die erste Eisenbahn in Belgien und zwar in einer Länge von 70 — 80 Meter, angelegt; sie war zunächst dazu bestimmt, in dem sehr geräumigen Hofe, die Gießerei mit den Bohrwerkstätten zu verbinden. Mit der Direction des Generals Huguenin begann die Fabrikation der gußeisernen Kanonen, in welcher sich dieses Etablissement einen sehr weit verbreiteten Ruf erworben hat. Endlich hat der Major Frederix das Verdienst, in der Konstruktion der Oefen wesentliche Verbesserungen hervorgebracht und namentlich die Anwendung der heißen Luft bei den verschiedenen Schmelzöfen eingeführt zu haben.

Das Etablissement besteht aus einer Kugelgießerei, einer Gießerei für die Kanonen, einer großen Schmiedwerkstätte, einer Dreherei, einer Bohrwerkstätte, Schreinerwerkstätte und verschiedenen Magazinen für die zum Gießen verwendeten Materialien 2c. Man zählt 12 Reverberiröfen, 12 Bohrmaschinen, 15 Schmiedfeuer und einen Ofen zum Heitzen von großen Stücken. Sämmtliche Maschinen werden durch 3 Dampfmaschinen in Bewegung gesetzt. Die Lütticher Kanonengießerei ist die einzige in Europa, in welcher zugleich eiserne Kanonen und solche aus Kanonenmetall gegossen werden. Sie beschäftigt ohngefähr 127 Arbeiter und producirt seit dem Jahr 1837 soviel, daß auf einen Tag 1 ½ Kanonen gerechnet werden können.

Uhren.

Die Verfertigung der Uhren, eine Industrie, welche in einigen anderen Ländern, namentlich in Frankreich und England, zu einer sehr hohen Stufe gelangt ist, war in Belgien bis auf die letzteren Jahre noch ein Gegenstand von sehr geringer Bedeutung. Diese Behauptung bezieht sich nicht blos auf die Verfertigung der feineren Uhrmacherarbeiten, die man in Frankreich unter „**horlogerie de précision**" begreift, sondern mehr noch auf die Verfertigung der Taschenuhren und der ordinären Pendules, welche fast sämmtlich aus der Schweiz und aus Frankreich bezogen werden.

Seit der Ausstellung des Jahrs 1835 scheint jedoch in einigen Zweigen der Uhrmacherkunst eine Aenderung dieses Zustandes eingetreten zu sein; denn seit jener Zeit haben sich in verschiedenen Theilen des Landes talentvolle Männer hervorgethan, deren Leistungen nicht blos befriedigten, sondern auch zu immer größeren Erwartungen Berechtigung geben. Die Schwierigkeiten, welche dieselben zu überwinden haben, sind indessen nicht unbedeutend; es ist wie in allen Ländern so auch in Belgien, zunächst die Macht des Vorurtheils, welche bekämpft werden muß und die bei jeder aufkeimenden Industrie, wenn dieselbe auch mit den vorzüglichsten Leistungen auftritt, jederzeit um so gewichtiger ist, je mehr der Ruf des ausländischen Fabrikats im Lande Wurzel gefaßt hat. Seit dem Jahr 1830 hat die belgische Regierung zur Beförderung der feinen Uhrmacherei Maßregeln ergriffen, welche wohl nicht ohne Erfolg bleiben werden; sie setzt nämlich Prämien aus für die Verfertigung der vorzüglichsten Chronometer, welche zu diesem Zweck in dem Observatorium in Brüssel für die Dauer von 6 Monaten niedergelegt werden müssen. Im Jahr 1835 wurde indessen von dieser Maßregel zum erstenmal Gebrauch gemacht.

Die oben angedeuteten Bestrebungen und Fortschritte einiger Fabrikanten Belgiens haben sich auf der diesjährigen Ausstellung sehr sichtbar erwiesen, besonders was die Verfertigung von Chronometern, Regulatoren, überhaupt von feineren Uhrmacherarbeiten betrifft. Die beachtenswerthesten Gegenstände dieser Art waren folgende:

1) Eine astronomische Uhr und ein Chronometer von E. Rouman aus Lüttich. Die astronomische Uhr ist portativ, mit freiem Echappement, welches ohne Oel läuft. Da gerade an diesem Mechanismus das Oel am leichtesten steif und hierdurch der regelmäßige Gang der Uhr leicht beeinträchtigt wird, so muß es von dem größten Interesse sein, genau zu untersuchen, ob nicht gerade durch die Vermeidung von Oel und die hierdurch vergrößerte Reibung Fehler anderer Art erzeugt werden. Bei dem Taschenchronometer von Rouman besteht sowohl das

roue d'échappement als auch die Zapfenlöcher aus einer eigenthümlichen Metallmischung. Es wird von dieser Composition gerühmt, daß sie unoxydirbar und von einer dem Rubin gleichkommenden Härte sei, und daß sie sich auf Glas ebenso gut wie gehärteter Stahl poliren lasse.

2) Mertens aus Brüssel hatte einen portativen Chronometer ausgestellt, dessen Konstruktion von den gewöhnlichen in mancher Beziehung abweichen soll. Ferner war von ihm ein Regulator ausgestellt, wobei ein mit Quecksilber gefüllter Cylinder als Compensator dient.

3) Von Charles Sacré aus Brüssel war eine vorzüglich gearbeitete Uhr (ein Regulator) ausgestellt, welche für die Repräsentantenkammer in Brüssel bestimmt ist. Dieselbe geht einen Monat lang, ohne aufgezogen zu werden, die Axen der Haupträder laufen in Rubin. Besondere Sorgfalt verwendete Sacré auf den Compensationspendel.

4) Aerts aus Tongers hatte einige Regulatoren mit Compensationspendel ausgestellt. Sie gehen zwei Jahre ohne aufgezogen zu werden.

5) Eine Uhr von A. Demeure, für das Hospital St. Jean in Brüssel bestimmt.

6) Eine Thurmuhr von J. J. Lefebvre aus Chenée, im Preis von 3000 Fr.

7) Eine sogenannte Augsburger Pendule von Dutront aus Beaumont.

8) Taschenuhren von Wilgot und Heß in Brüssel und von Ch. Bastiné aus Löwen.

9) Gläserne Zifferblätter von J. F. Deprez aus Lüttich. Sie zeichnen sich durch äußerst billige Preise aus, so daß ein solches Zifferblatt zu 6 Fr. gekauft werden kann, während eins gleicher Größe von Email 30 Fr. kostet.

Mathematische und physikalische Instrumente.

In einem ähnlichen und wohl noch ungünstigeren Verhältnisse, wie die Uhrenfabrikation, steht in Belgien die Verfertigung der mathematischen, physikalischen und optischen Instrumente. Obgleich einige Mechaniker in den genannten Fächern sich auszeichnen, so sind doch die Leistungen dieser Industrie im Allgemeinen nur mittelmäßig und der Ruf, welchen sich die französischen Mechaniker hierin erworben, machen es auch den größten Talenten in Belgien fast unmöglich, die Conkurrenz mit jenen zu bestehen.

Unter den in ziemlich großer Zahl ausgestellten mathematischen und physikalischen Instrumenten verdienten die meiste Beachtung diejenigen von Ed. Sacré in Brüssel. Dieser, sowie auch dessen Bruder Aug. Sacré besitzt zugleich in diesem Fach in Belgien am meisten Ruf. Die von Ed. Sacré ausgestellten Gegenstände bestanden in einer Elektrisirmaschine, einem elektromagnetischen Apparat von Clark, einer Meloni'schen Säule und einer Camera-clara nach einer italienischen Erfindung.

Ferner hatten Beaulieu aus Lüttich und die Gebr. Brande aus Brüssel eine Reihe mathematischer Instrumente ausgestellt; ferner sind zu bemerken eine Reihe physikalischer Instrumente von Bernaert aus Gent, eine kleine Luftpumpe von J. van Kuk aus Antwerpen u. a. m.

Arbeiten aus Marmor-Dachschiefer.

Belgien besitzt an verschiedenen Orten einen vorzüglich schönen Marmor, wovon die zahlreich ausgestellten Arbeiten, als Tischplatten jeglicher Größe, Kamine u. s. w. den Beweis lieferten. Bis dahin hatte indessen die Gewinnung und Verarbeitung des Marmors in Belgien nicht diejenige Ausdehnung erlangt, deren sie ohne Zweifel fähig ist. Seit neuerer Zeit scheint man jedoch mehr Aufmerksamkeit auf diesen Gegenstand zu verwenden. Es sind mehrere Fabriken entstanden, welche die Verarbeitung von in- und ausländischem Marmor vornehmen und ausgezeichnete Gegenstände liefern. Unter ihnen sind besonders zu bemerken Dupont, Lion und Bourguignon zu Dinant, welche Tischplatten und Kamine von großer Schönheit ausgestellt hatten. Sie sollen gegenwärtig mit der Aufstellung neuer Maschinen beschäftigt sein, welche dazu dienen, den Marmor auf mechanischem Wege zu poliren. Die Herren Geill und Comp. zu Gent, welche außer sehr geschmackvoll geformten Kaminen, mehrere ausgezeichnet schöne Gartenvasen geliefert haben, besitzen seit einigen Jahren eine Dampfsägeanstalt für Marmor und ein sehr vollständig ausgerüstetes Magazin für jede Art von Marmorarbeit. Sie beschränken sich nicht blos

auf inländischen Marmor, sondern verarbeiten auch die schönsten Marmorsorten des Auslandes; ihr Absatz geht nach England, Holland, Teutschland und mehrere überseeische Länder. Die von verschiedenen Ausstellern gelieferten Arbeiten aus den verschiedensten Sorten von in- und ausländischem Marmor gehörten zu den schönsten Gegenständen der Ausstellung.

Proben von Dachschiefern waren aus 8, verschiedenen Eigenthümern zugehörigen Brüchen geliefert worden. Nach statistischen Notizen hat die Gewinnung der Dachschiefer in Belgien in den letzteren Jahren sehr bedeutend zugenommen. Die vorzüglichsten Schiefer sind diejenigen der **soc. d'industrie Luxembourgeoise** zu Herbeumont und von Chauchet zu Bouillon, welche auch Proben derselben ausgestellt hatten. Außer den Brüchen der genannten Gesellschaft sind die bedeutendsten zu Cül-des-Sarts, zu Dignies und Brüly in dem Arrondissement von Chimay. Sie rivalisiren mit den französischen Schiefern von Fümay, welche immer noch in nicht unbedeutender Menge aus Frankreich eingeführt werden.

Fabrikate aus Thon.

Wir unterscheiden hier folgende Fabrikate:

a. Backsteine und Dachziegel. Der Backstein spielt in Belgien eine bedeutende Rolle und bildet fast ausschließlich das Material für jede Art von Maurerarbeit; die kleinsten Bauernhäuser, sowie die großartigsten Paläste und Brücken jeglicher Größe werden aus Backsteinen aufgeführt. Die Geschicklichkeit der belgischen Ziegelbrenner ist bekannt, ebenso wie die musterhafte Ausführung, welche jede Art von Maurerarbeit in hohem Grade auszeichnet. Die zur Backsteinfabrikation geeignete Erde findet sich fast allenthalben in Belgien vorhanden; bei dem Bau der Häuser wird sehr häufig die nemliche Erde, welche bei dem Graben der Fundamente ausgehoben wurde, zur Anfertigung der Backsteine verwendet. In jedem Frühjahr sieht man in der Nähe der großen Städte eine Menge neuer Feldöfen entstehen und zwar meist auf sehr theuer erkauftem Terrain, welches, sobald die zu den Backsteinen geeignete Erde konsumirt ist, dem Feldbau wieder zurückgegeben wird. Die Art und Weise, wie die Backsteinfabrikation betrieben wird, ist die sogenannte Feldbrennerei, wobei man bekanntlich keine besonderen Oefen erbaut, sondern die geformten und an der Luft getrockneten Steine in großen, prismatisch oder wenig pyramidalisch geformten Haufen, ohne irgend eine Umfassung, aufsetzt. Als Brennmaterial dienen Steinkohlen, welche theils in die Hauptkanäle gelegt, theils in dünnen Lagen auf den einzelnen horizontalen Schichten ausgebreitet werden. Die Seiten des sogenannten Feldofens werden mit Strohlehm überworfen, um die Einwirkung der Winde und des Regenwetters abzuhalten. Zuweilen werden zu dem nämlichen Zweck außerdem noch bewegliche Rohrwände an den dem Wind ausgesetzten Seiten aufgestellt. Es geht aus dieser Art des Backsteinbrennereibetriebs hevor, daß die Steine sehr billig werden, indem der Transport entweder sehr unbedeutend oder gar nicht in Betracht kommt. So werden z. B. bei jedem Brückenbau die Steine zunächst der Baustelle geformt und gebrannt. Die in der Umgebung von Boom (zwischen Mecheln und Antwerpen) fabricirten Backsteine genießen einen besonders vortheilhaften Ruf und werden deßhalb auch nach andern Gegenden verführt. Sie kosten franco Brüssel 15 Fr.; der Preis der in den Umgebungen von Brüssel gebrannten Steine beträgt 9 — 10 Fr.

Die gebrannten Dachziegel werden am vorzüglichsten geliefert in den Umgebungen von Boom, Chatelet und Sombreffe (Prov. Namur). Sie sind fast ausschließlich von gewölbter Form.

Backsteine sowohl wie Dachziegel waren von mehreren Fabrikanten zur Ausstellung geliefert worden. Wir nennen unter ihnen die Gebr. Van Roth zu Boom, Canneel zu Brügge; besonders heben wir hervor die feuerfesten zum Schachtfutter von Hohöfen dienenden Steine, welche von Pastor Bertrand und Comp. zu Ardenne geliefert wurden und sich als sehr vorzüglich bewähren sollen. Sie hatten theilweise eine Länge von 36″ und eine Breite von 20″.

b. Irdene Pfeifen. Thönerne Vasen. Lange Zeit kannte man in Belgien keine andere irdene Pfeifen als solche, welche in Holland fabricirt wurden. Dieses Verhältniß soll sich dergestalt geändert haben, daß Holland nur noch ausnahmsweise das genannte Fabrikat in Belgien einführt. Von Fabrikanten waren Proben irdener

Pfeifen zur Ausstellung gesandt worden. Besonders bemerkenswerth erscheint unter ihnen ein sehr vollständiges Assortiment von Jos. Ritzen von Maeseyck.

Sehr schöne irdene Gartenurnen und zu anderen Zwecke dienende Vasen waren geliefert worden von Izouard in Brüssel und Nicasius zu Anderlecht.

c. Steingut, Fayence und Porzellan. Die Fabrikation der feineren Thonwaaren, namentlich der Fayence und des Porzellan, steht in Belgien im Allgemeinen derjenigen in anderen Ländern nach. Belgien wird von England übertroffen bezüglich des Steinguts und der feinen Fayence, sowie von Frankreich, Sachsen und Preußen hinsichtlich der Fabrikation des Porzellans. Diese Fabrikation scheint sich indessen in neuerer Zeit mehr entwickeln zu wollen; ein Hinderniß bleibt jedoch der Mangel an den hierzu geeigneten Materialien, namentlich des Kaolin und des Feldspath. Es existiren gegenwärtig in Belgien 5 Porzellanfabriken, nämlich zwei zu Brüssel, zwei zu Andenne und eine zu Lecuwe St. Pierre bei Hal.

Von ordinärer Fayence erschien in der Ausstellung am bemerkenswerthesten diejenige von de Bousies zu Nimy-Maisières, besonders in Hinsicht der Formen. Fast sämmtliche Porzellanfabriken Belgiens waren in der Ausstellung vertreten, und zwar ordinäres Porzellan durch Winant und Lapierre zu Andenne; feines Porzellan durch Daboust, Arnold und Comp. zu Hal, Windish und Faber, beide aus Brüssel. Die vorzüglichste Waare hatte unstreitig der letztere geliefert, sowohl in Bezug auf Schönheit der Masse, wie auf geschmackvolle Formen. Von Porzellanmalereien waren diejenigen von Jacquet in Brüssel die besten; demohngeachtet steht diese Industrie den französischen und teutschen Porzellanmalereien nach.

Glas.

Belgien fabricirt halbweißes und ordinäres Fensterglas, einige Sorten farbigen Glases, Bouteillen, Krystallglas und Halbkrystallglas. Die feineren farbigen Gläser, die besseren Sorten von Spiegelglas, die gläsernen Geräthschaften für die Chemie und Pharmacie, sowie die optischen Gläser und das Flintglas liefern größtentheils noch ausländische Fabriken. Was die Spiegelfabrikation betrifft, so scheint durch die Errichtung des Etablissements zu St. Marie-d'Dignies bei Charleroi dieses Verhältniß sich für die Zukunft günstiger zu gestalten.

Die Fabrikation des Fenster- und Bouteillenglases ist eine der wichtigsten Industriezweige in dem Arrondissement von Charleroi und findet sich in dieser Gegend beinahe concentrirt. Diese Glaswaaren empfehlen sich durch äußerst billige Preise. Demohngeachtet werden sie nicht in allen Qualitäten hier verfertigt; die Fabrikation der besseren farbigen Gläser hat noch wenig Eingang gefunden; auch besitzen die hier verfertigten Bouteillen nicht diejenige Stärke, in der sie aus einigen französischen Fabriken geliefert werden. Man hat letzteres bis dahin hauptsächlich deßhalb unterlassen, weil der Preis der Bouteillen hierdurch steigen und hiermit die Schwierigkeit sich vermehren würde, mit den Champagnerflaschen zu concurriren, welche in ungeheuren Quantitäten und erstaunlich billig allenthalben angekauft werden.

Die Hauptentwickelung der Glasfabrikation in Belgien begann in den Jahren 1823 und 1824. Man zählte im Jahr 1829 24 Oefen in Thätigkeit, von denen 15 Fensterglas und 9 Bouteillen lieferten. In den Jahren 1837 und 1838 hatte sich diese Anzahl bis auf 42 oder 43 vermehrt und im Jahr 1839 existirten deren 50, wovon jedoch nur 24 in Thätigkeit sich befanden. Im Jahr 1838 betrug die Gesammtproduktion ohngefähr 18 Million Quadratfuß in halbweißem und ordinärem Fensterglas und etwa 6½ Million an Bouteillen, was zusammen einem durchschnittlichen Geldwerth von 3,260,000 Fr. entspricht. 1000 — 1200 Arbeiter sind in den verschiedenen Etablissements beschäftigt. Die Hauptabsatzwege sind die Levante, Holland und das nördliche Teutschland.

Die Glasfabriken des Distrikts von Charleroi stehen in mehrfacher Beziehung gegen die an der belgischen Grenze gelegenen französischen Fabriken im Vortheil. Das erforderliche Brennmaterial, Sand und Kalk, befindet sich in der nächsten Umgebung der belgischen Fabriken, ebenso wie der Thon zu den Ziegeln und den feuerfesten Steinen gleichfalls hier sich findet. Glaubersalz wird theils im Lande selbst fabricirt, theils von Marseille

ebenso leicht und billig bezogen, wie solches die französischen Fabriken des Norddepartement beziehen. Der Arbeitslohn ist in den letzteren Fabriken um vieles höher wie in denen von Belgien.

An der Spitze sämmtlicher Glasfabriken in Belgien stehen unstreitig diejenigen einer anonymen Gesellschaft, bekannt unter der Benennung „société nationale" zu Brüssel. Diese Gesellschaft vereinigte die Etablissements von Jûmet und von Mariemont, ersteres durch Herrn Houtart-Dûmont, letzteres durch Herrn Houtart-Cossée dirigirt, mit demjenigen von Val-St. Lambert, dessen gegenwärtiger Direktor Herr Lelièvre ist. Letzterer ist der Nachfolger des um die Verbesserungen in der Glasfabrikation höchst verdienten Herrn Kemlin, welcher, gleichfalls für die bemerkte Gesellschaft, die Spiegelfabrik zu Dignies gegründet hat. Die drei ersten dieser Fabriken bestehen schon seit längerer Zeit, und die Namen ihrer Direktoren stehen in Belgien in großem Ansehen; sie waren in der Ausstellung auf eine sehr würdige Weise repräsentirt. Die Fabriken von Jûmet und Mariemont lieferten sehr vollständige Assortiments von Fensterglas, weißes, halbweißes und farbiges von verschiedenen Stärken; ferner gläserne Dachziegel, welche für viele Fälle sehr praktisch zu sein scheinen. Die Krystallglaswaaren von Val-St. Lambert ließen in Bezug auf Schönheit der Masse und Formen nichts zu wünschen übrig. Ausgezeichnet schön waren ferner die Erzeugnisse der Spiegelfabrik zu Dignies; es waren aus diesem Etablissement Spiegel ausgestellt von 10′ Höhe und 8′ Breite.

Außer den genannten Etablissements, welche, wie schon bemerkt, an der Spitze der belgischen Glasfabriken stehen, giebt es nun noch viele andere, deren ausgestellte Erzeugnisse gleichfalls rühmlichst erwähnt zu werden verdienen. Dahin gehören die Proben von Fensterglas und von gläsernen Dachziegeln von Jûles Frison und Comp. zu Dampremy, die Krystallglaswaaren von Zoude und Comp. zu Namur, die Proben von Fensterglas und Glascylindern der anonymen Gesellschaft St. Laurent zu Houdeng-Goegnies, ferner ähnliche Fabrikate von Duez und Deslinnes zu Peruwelz u. a. m.

Glasmalerei.

Wir knüpfen hieran die sehr zahlreich ausgestellten Glasmalereien, mit denen eine große Anzahl von Fenstern in den verschiedenen Räumen des Ausstellungslokals geschmückt war.

Es ist ein ziemlich allgemein verbreitetes Vorurtheil, daß die eigentliche Kunst des Glasmalens, welche bekanntlich im 16. und 17. Jahrhundert sehr verbreitet war und besonders bei Kirchenfenstern Anwendung fand, verloren gegangen sei. Diese Behauptung ist ohne Zweifel unrichtig und wird durch die sehr gelungenen Versuche, welche man in England, namentlich aber in Frankreich in neuerer Zeit gemacht, genügend widerlegt. Der Grund jenes Vorurtheils mag wohl hauptsächlich darin liegen, daß sich in früherer Zeit eine große Menge, und hierunter sehr ausgezeichnete Künstler der Glasmalerei widmeten, weil das Bedürfniß hierzu vorhanden war; denn beinahe alle Kirchen der oben erwähnten Zeit wurden mit Glasmalerei versehen. Dieß hat jedoch heutzutage aufgehört; man zieht es vor, der Kirche soviel wie möglich Licht zu verschaffen und hiermit sind die Fenstermalereien unvereinbar. Einen anderen Zweck, wie zur Ausschmückung von Fenstern, haben jedoch die Glasmalereien nicht; denn sie sind nicht geeignet, irgend eine andere Art von Malerei zu ersetzen. Es hat also das Bedürfniß, hiermit aber auch die Bemühungen der Künstler, in diesem für sie unfruchtbaren Zweig der Malerei sich zu versuchen, aufgehört. Die Schönheit und Lebhaftigkeit der Farben wird heutzutage, unterstützt durch die Fortschritte in der Chemie und Pyrotechnik, ebenso vollkommen hervorgebracht wie zu jener Zeit, und es sollen in neuerer Zeit, namentlich in der königl. Porzellanfabrik zu Sèvres so gelungene Glasmalereien zu Stande gebracht worden sein, welche den berühmten Fenstergemälden von Jean Cousin, Pinégrier und Vielle in keiner Beziehung nachstehen.

Unter den ausgestellten Glasmalereien gebührt unstreitig der erste Rang einem Gemälde von Capronnier, Vater und Sohn, in Brüssel. Es stellt die Prophezeiung Simeons dar und ist aus 52 durch Blei miteinander verbundenen Stücken zusammengesetzt; es ist ausgezeichnet, nicht blos in Bezug auf Zeichnung, sondern namentlich auch durch schöne und lebhafte Farben. Unter den übrigen Ausstellern von Glasmalerei nennen wir Laroche und Defossés, Jean Ph. Pfeiffer, beide aus Brüssel, ferner Pluys aus Mecheln. Erstere lieferten ein Kirchenfenster, die Anbetung der Jungfrau darstellend, von 4 Meter (16 Großherzogl. Hess. Fuß) Breite auf 5,70 Meter (22,8 Hess.

Fuß) Höhe. Dasselbe steht indessen in Bezug auf die Schönheit und Lebhaftigkeit der Farben hinter dem oben bemerkten Gemälde von Capronier weit zurück. Die zahlreichen Glasmalereien von Pluys in Mecheln dürfen als gelungen betrachtet werden.

Lederfabrikate und Arbeiten aus Leder.

Obgleich vor dem Jahr 1830 die Lederfabrikation in Belgien von größerem Umfang war wie gegenwärtig, so bildet dieselbe doch für dieses Land ein Gewerbe von großer Bedeutung. In allen Theilen des Landes befinden sich Gerbereien, besonders in den Provinzen von Lüttich, Namur, Brabant und den beiden Flandern. Die bemerkenswerthesten Städte, wo die Lederfabrikation in größtem Umfang und mit dem besten Erfolg betrieben wird, sind Lüttich, Stavelot, Huy, Namur, Brüssel, Gent und Brügge. In Stavelot besitzt eine einzige Fabrik nicht weniger wie 13 — 1500 Gruben. Die Produktion würde noch um vieles bedeutender sein, wenn nicht sehr viele verarbeitete Leder, namentlich Sattler- und Schuhmacherarbeiten aus Frankreich bezogen würden; namentlich aber hat die Trennung von Holland den früheren Umfang der Lederfabrikation in Belgien bedeutend reducirt. Die belgischen Leder sind im Allgemeinen im Handel geschätzt, obgleich in manchen Sorten, Frankreich und Teutschland den Vorrang behaupten. Die Fabrikation der lakirten Leder, welche seit etwa 25 Jahren in Belgien einheimisch ist, hat einen hohen Grad von Vollkommenheit erreicht. Saffiane, sowohl ächte (marroquins) als unächte (basanes) lassen noch manches zu wünschen übrig und stehen den französischen und teutschen Saffianen noch bedeutend nach; auch ist diese Fabrikation erst in neuerer Zeit in Belgien einheimisch geworden.

In den belgischen Gerbereien hat man die in Frankreich sehr allgemein verbreitete Methode der Schnellgerberei nicht angenommen, was sehr dazu beiträgt, daß den in den belgischen Fabriken gegerbten Häuten der Vorzug vor den französischen eingeräumt wird. Dagegen werden die französischen feineren Ledersorten, namentlich diejenigen für Damenschuhe, den belgischen vorgezogen. Die Sämisch- und Weißgerberei sind in Belgien noch sehr zurück.

In Lederfabrikaten war die Ausstellung zahlreich beschickt. In starken Ledersorten wurde besonders Gérard Gofflot zu Neufchateau hervorgehoben, in Oberleder Kreydt zu Herenthals, Landtheere und Comp. zu Gent, Thévenet zu Brügge. In lakirten Ledern zeichneten sich aus Jorez Sohn, Hellinckx-Janssens, L. Ferdinand und Hap-Vandertaelen und Ferdinand, sämmtlich aus Brüssel. Unter den ausgestellten Saffianen wurden diejenigen von Quétin Spinau von Sachkennern für die besten erklärt.

Wir reihen an die Lederfabrikate die in sehr großer Zahl ausgestellten Schuhmacherarbeiten. Obgleich dieselben einerseits in Bezug auf gute und schöne Arbeit alles Lob verdienen, so werden auf der andern Seite die allzuhohen Preise getadelt. Es ist notorisch, daß noch im Jahr 1750 ein sehr großer Theil des inländischen Verbrauchs aus dem Ausland bezogen wurde. Dieses Verhältniß änderte sich, als das holländische Gouvernement im Jahr 1752 einen bedeutenden Eingang auf ausländische Schuhmacherarbeiten legte; dieses Gewerbe wurde hierdurch schnell gehoben und wesentlich verbessert, so daß 20 Jahre nachher ohngefähr 8000 Paar Schuhe jährlich aus Belgien ausgeführt wurden.

Endlich noch einige Worte über die gleichfalls sehr zahlreich gelieferten Handschuhe. Es ist dieß ein Gegenstand, in welchem bekanntlich vorzugsweise Frankreich excellirt, welches jährlich für ohngefähr 10 Million in ledernen Handschuhen in's Ausland absetzt, und zwar zur Hälfte nach den vereinigten Staaten und zum Viertheil nach England. Diese Fabrikation hat indessen auch in Belgien in den letzteren Jahren sich bedeutend entwickelt, so daß erwartet werden darf, daß in kurzem die inländische Produktion zur Befriedigung der eigenen Bedürfnisse des Landes genügt. Diese Entwickelung ist vorzüglich zwei großartigen Fabriken, nämlich denen von Hégle und von Cosman in Brüssel zu verdanken. Beide vereinigen bei sich alle in diese Fabrikation einschlagende Arbeiten; die Häute gelangen in rohem Zustand in die Fabrik und verlassen dieselbe als fertige Waare. Beide Fabrikanten hatten ebenso zahlreiche als schöne Proben ihrer Erzeugnisse zur Ausstellung geliefert. Von anderen Fabrikanten, deren ausgestellte Erzeugnisse den vorbemerkten aus Brüssel freilich nachstehen, werden genannt Lemesüreur aus Brügge und Delhaye von Peruwelz.

Chemische Produkte.

Von den in diese Abtheilung gehörenden Gegenständen führen wir folgende an: Bleiweis von Debehr aus Brüssel, Encheval und Beguet, beide aus Namur, und von Buyse-Deslee und Comp. aus Courtrai. Amidon von Poppe und Van Bunen, beide aus Gent, L. Joye von Messines und Van Geeteruyen von Hamme; Glaubersalz und Soda von der Société St. Laurent und dem Etablissement zu St. Marie d'Dignies; Schwefel aus der letztgenannten Fabrik; Chromgelb und Chromgrün, doppeltchromsaures Kali, Kupfervitriol, Eisenvitriol und Berlinerblau, aus der Fabrik von Kennis und Van Mechelen in Löwen; Azurblau, von 5 Fabrikanten, vorzugsweise von Vandenpeere-Delacroix in Courtrai; verschiedene Säuren, von Petit in Courtrai und Rommel in Gent, Salmiak von Barbanson in Brüssel und raffinirter Salpeter von Pirlot und Simonis in Antwerpen; Knochenöl von Gebr. Liévin Bauwens zu Irelles und von Deheem in Gent; gereinigtes Wallrathöl von Sterbeke in Brüssel; wesentliche Oele und Firnisse von de Hompesch und von Danhieux, beide in Brüssel; Thierkohle von Ebingre und Comp. zu Forest, und Barbanson zu Brüssel; Kienruß von Moreels zu Maeseyck; Tischlerleim von Hansotte-Delhoye und von Bihet, beide aus Huy und von Vandenhout aus Gent.

Zu den wichtigsten chemischen Produkten gehört das Bleiweis wegen seiner Anwendung zu Farben; es giebt wenige chemische Fabrikate, welche die Aufmerksamkeit der Chemiker und Fabrikanten in neuerer Zeit so sehr in Anspruch nahmen und welche so viele Verbesserungen erfahren haben, als dieses Fabrikat, welches bekanntlich in Holland in der vorzüglichsten Qualität fabricirt wird. Auch auf die Bleiweisfabrikation in Belgien haben die Bemühungen der Chemiker einen günstigen Einfluß ausgeübt, was aus der in neuerer Zeit sehr verminderten Einfuhr fremden Bleiweises zu erkennen ist. Dieselbe betrug nämlich nach officiellen Angaben vor 6 Jahren durchschnittlich 200,000 Kilogramm und Ausfuhr fand beinahe gar keine statt, wohingegen im Jahr 1840 die Einfuhr auf 118,000 Kilogramm herabgesunken war und die Ausfuhr 150,000 Kilogramm betrug.

Das Etablissement von Kennis und Mechelen in Löwen steht seit langer Zeit im ersten Rang unter den chemischen Fabriken Belgiens, nicht blos in Bezug auf die Menge von Fabrikaten welche hier geliefert werden, sondern auch in Bezug ihrer anerkannt vorzüglichen Qualität. Ferner steht die Fabrik von Cappelmanns in Brüssel, namentlich in Bezug auf Säuren in sehr vortheilhaftem Ruf.

Seife und Lichter.

Unter diejenigen Gegenstände, welche sich durch Schönheit auszeichneten, auch von namhaften Fortschritten zeugen, gehören die verschiedenen Arten von Seifen, welche höchst geschmackvoll arrangirt, mehrere Tische einnahmen. Die Fortschritte in dieser Fabrikation beziehen sich auf die harte oder Sodaseife, die Olivenseife und auf die feine Toilettenseife. Die Fabrikation der beiden ersteren Sorten ist in Belgien noch neu. Die Fabrikation der, besonders für die Kattunfabrikation fast unentbehrlichen Olivenseife ist zuerst von Ellis und Comp. in Brüssel mit Erfolg eingeführt worden; sie wird von den Fabrikanten, welche dieselbe gebrauchen, der Olivenseife von Marseille vollkommen zur Seite gestellt. Demohngeachtet werden immer noch bedeutende Quantitäten dieser Seife aus Frankreich eingeführt. Die ausgezeichnet schöne Toilettenseife war von Courtois und von Descressonières, beide aus Brüssel, geliefert worden; es kann mit Gewißheit behauptet werden, daß sie den französischen Seifen in keiner Weise nachstehen.

Von Lichtern waren ausgestellt: gewöhnliche Talglichter, nach einem verbesserten Verfahren bereitet, von Emil Pellagot und Comp. zu Etterbeck; Stearinlichter von Gebr. Lievin-Bauwens zu Irelles, von Quanonne-Goudeman zu Cureghem, Koeckelkoren und Comp. und von Haussoin zu Brüssel; Wachslichter und Wallrathlichter von Roubaix in Brüssel und von Sirejacob daselbst. Die Einfuhr ausländischer Lichter in Belgien ist höchst unbedeutend, so daß das Bedürfniß fast ausschließlich durch die inländische Fabrikation befriedigt wird.

Papiere.

Die Bedeutung der Papierfabrikation eines Landes steht mit der fortschreitenden intellektuellen Ausbildung desselben in der engsten Beziehung. Mit diesen Fortschritten hat daher jene Fabrikation seit neuerer Zeit in allen Ländern bedeutend an Ausdehnung gewonnen. Es hat nicht blos die Zahl der bestehenden Fabriken zugenommen, sondern man hat auch durch Anwendung von Maschinen eine größere Beschleunigung in der Fabrikation zu erzielen gesucht, welches Bestreben mit dem besten Erfolg gekrönt wurde. Belgien bezog noch vor nicht sehr langer Zeit bedeutende Quantitäten von Schreib- und Druckpapier aus dem Ausland und die belgischen Papierfabrikanten konnten, trotz der Eingangsabgabe und den Kosten des Transports kaum mit den ausländischen Papieren konkurriren. Cockerill und Hennessy waren die ersten in Belgien, welche bedeutende Fabriken für endloses Papier errichteten und hiermit wesentlich auf Herabdrückung der Preise hinwirkten.

Im Anfang des Jahres 1836 existirten in Belgien 7 Fabriken für endloses Papier, nämlich diejenige von Rénoz zu Lüttich, Hennessy zu La Hulpe, Mathieu zu Wavre, Burghoff Magnée und Comp. zu Ruremonde, De Liagre und Comp. zu Brüssel — alle diese Maschinen waren aus englischen Fabriken bezogen — ferner Lamort zu Senningen (Prov. Luxemburg), welcher eine Maschine aus Frankreich und Cockerill, welcher zu Andennes drei Maschinen besaß, von denen eine in England und die beiden andern im eigenen Etablissement gefertigt waren. Im Jahr 1839 zählte man in Belgien schon 14 Fabriken für endloses Papier, zusammen mtt 19 Maschinen. Durch den Vertrag vom 19. April 1839 gingen hiervon zwei Etablissements mit 4 Maschinen ab, welche in den Provinzen Luxemburg und Limburg existirten, wornach also 12 Etablissements und 15 Maschinen übrig blieben.

Eine solche Maschine liefert in einem Zeitraum von 15 Stunden (Morgens 5 Uhr bis Abends 8 Uhr) 500 Kilogramm Papier, nämlich 50 Rieß zu 10 Kilogramm oder 70 Rieß zu 7 Kilogramm oder 84 Rieß zu 6 Kilogramm. 15 Maschinen können hiernach im Jahr 315,000 Rieß Papier zu 7 Kilogramm per Rieß, oder zusammen 2,205,000 Kilogramm liefern. Nimmt man den Rieß im geringsten Preise zu 10 Fr. an, so repräsentiren jene 315,000 Rieß einen Geldwerth von 3,150,000 Fr. Dieses Produktionsquantum besteht größtentheis aus Druckpapier. Außerdem kann man ohngefähr 50 Fabriken annehmen, welche nach dem alten Verfahren arbeiten und meist gewöhnliches Schreib- und Postpapier liefern und deren jährliche Produktion ohngefähr auf 750,000 Rieß — welche à 8 Fr. einen durchschnittlichen Geldwerth von 6 Million Franks entsprechen — angeschlagen werden kann.

Durch die mechanischen Verfahrungsarten bei der Papierbereitung hat seit 2 bis 3 Jahren in Belgien eine durchschnittliche Preisreduktion von 20 pCt. stattgefunden. So sehr dieser Nutzen, welchen die mechanische Papierbereitung gebracht hat, anerkannt werden muß, so erblicken wir überhaupt in diesem Fabrikationszweig doch viel mehr eine vergrößerte Ausdehnung der Produktion als wahrhafte Verbesserungen bezüglich der Beschaffenheit der Papiere. Denn im Allgemeinen kann man mit Recht annehmen, daß sich seit Anwendung der Maschinen die Qualität der Papiere eher verschlimmert als verbessert hat. So ungern man sich zu dieser Bemerkung veranlaßt findet, so ist sie demohngeachtet allzuwahr. Denn die Erfahrung lehrt uns leider nur zu häufig, daß die Maschinenpapiere nach Verlauf von einigen Jahren ihre ursprüngliche schöne Weiße verlieren, und daß ihre Festigkeit durch ein schlecht bestandenes oder nachläßig ausgeführtes Bleichverfahren sehr beeinträchtigt wird und hiermit die Papiere einem baldigen Ruin entgegen gehen. Es wäre schade um diese, dem menschlichen Geist so sehr zur Ehre gereichende Erfindung, wenn jener Mangel nicht bald eine so vollständige Beseitigung fände; daß, selbst bei Anwendung einer minder großen Vorsicht, keine Benachtheiligung des Papiers durch die Bleiche eintreten kann. Es erscheint dieß um so nothwendiger, als man es einem Papiere bei seiner Verwendung nicht anzusehen vermag, ob es von jenem Fehler frei ist, oder ob es wirklich den Keim zu seiner demnächstigen Zerstörung in sich trägt.

Die in Belgien im ersten Rang stehenden Papierfabriken hatten die dießjährige Gewerbeausstellung nicht beschickt. Auch schien dieselbe hiernach ungeeignet, eine richtige Idee von dem Zustand dieser Fabrikation in Belgien zu liefern. Unter den Ausstellern nennen wir Mathieu, Nelis und Comp. zu Basse-Wavre, Gerhardy und Rayner zu Corroy-le-Grand, erstere in Bezug auf Maschinen- letztere bezüglich ihrer Handpapiere. Ordinäre Schreib-

und Druckpapiere waren von Dierickx-Dumortier aus Gent geliefert worden. Wir erwähnen ferner noch farbige Papiere und Packpapiere aus Stroh von Willems zu Merchtem.

Wir führen hier noch die von mehreren Fabrikanten ausgestellten **Buntpapiere** an. Der Hauptsitz der Buntpapierfabrikation in Belgien ist Turnhout; aber auch an verschiedenen andern Orten des Landes befinden sich Fabriken dieser Art. Diese Industrie ist früher bedeutender gewesen wie gegenwärtig; die ausgestellten Proben von Brepols und Dierckx zu Turnhout, Glenisson und Van Genechten ebendaselbst und Hemeleers zu Brüssel waren zwar schön; doch scheinen sie den Vergleich mit den Buntpapieren französischer und teutscher Fabriken nicht bestehen zu können.

Tapeten.

Die Tapetenfabrikation in Belgien findet einen mächtigen Conkurrenten an Frankreich, sowie dieses Land überhaupt in allen Industriezweigen, wo es sich um Geschmack, Eleganz und luxuriöse Ausführung handelt, die Superiorität vor allen übrigen Ländern besitzt und dieselbe vielleicht für ewige Zeiten behaupten wird. Daher existiren in Belgien eine Menge von Niederlagen französischer Tapeten, welche stets einen bedeutenden Absatz genießen. Auf der andern Seite besitzen die in Belgien fabricirten Tapeten, besonders diejenigen von Brüssel, Löwen und Gent, den Vorzug größerer Billigkeit. Außer der seit einigen Jahren eingetretenen Preisreduktion sind indessen auch wesentliche Verbesserungen in dieser Fabrikation gemacht worden, so daß die Erzeugnisse der neueren Zeit nicht sowohl in den Desseins, sondern auch in Bezug auf Lebhaftigkeit und Schönheit der Farben den französischen Vorbildern mehr nachgekommen sind. Einen nicht unbedeutenden Einfluß auf die Entwickelung dieses Industriezweigs hatte unstreitig die nun allgemein gewordene Anwendung der Maschinenpapiere, deren Fabrikation in Belgien, wie bereits in dem Artikel „Papiere" bemerkt wurde, in neuerer Zeit sehr an Umfang gewonnen hat.

Die Ausstellung war ziemlich reich an Tapeten. Demohngeachtet schienen dieselben ebensowenig geeignet, eine vollständige als eine besonders befriedigende Idee von dem Zustand dieser Fabrikation in Belgien zu gewähren; denn sie beschränkten sich fast durchaus auf großartige Muster und eigentliche Luxustapeten, welche theilweise unbefriedigend waren. An mehr ordinären Mustern war die Ausstellung arm und es scheinen doch gerade diese zu sein, auf deren Fabrikation Belgien vorzugsweise hingewiesen ist, indem in den kostbaren Tapeten die Conkurrenz der französischen Fabriken nur schwer zu besiegen sein möchte. Aber auch unter den minder luxuriösen Tapeten, welche die Ausstellung aufzuweisen hatte, fehlten jene einfachen und gefälligen Muster, wodurch die französischen Tapeten in allen Welttheilen so sehr beliebt geworden sind. Frankreich versendet in diesem Fabrikat jährlich für fast 2 Million Franks in das Ausland, wovon mehr wie die Hälfte nach den Nordamerikanischen Freistaaten gehen. Der geringere Arbeitslohn in Belgien würde dem Lande unzweifelhaft gestatten, an diesem Markte gleichfalls Antheil zu nehmen, wenn es ihm gelänge, in jeder Beziehung die Qualität des französischen Fabrikats zu erreichen; denn die Preisunterschiede der französischen und belgischen Tapeten sind so bedeutend, daß ein Stück, welches man in Belgien um 1 Fr. bis 1 Fr. 25 Cent. kauft, in Frankreich mindestens 1 ½ Fr. bis 1 Fr. 75 Cent kostet.

Unter den Ausstellern nennen wir, und zwar im ersten Rang, Lefebvre, Morial, Van der Elst und Picard Masy, sämmtlich aus Brüssel; ordinäre Tapeten waren ausgestellt von Wilbrand aus Namur.

Typographie, Lithographie, Schriftgießerei und Restauration von Kupferstichen.

In Erzeugnissen der **Typographie** war die Ausstellung ebenso zahlreich als befriedigend. Unter denjenigen Werken, welche sich vorzugsweise durch schönen Druck und sonstige Ausstattung auszeichneten, nennen wir die der **Société des beaux arts** zu Brüssel, dirigirt von Dewasme-Pletinck und Laurent; ferner die Werke der **société typographique**, unter der Leitung von Adolph Wahlen, sowie diejenigen von Meline, Cans und Comp. zu Brüssel. Die Druckerei von Hoyois zu Mons soll unter allen am vollständigsten mit Typen ausgerüstet sein.

Von den ausgestellten Erzeugnissen der Schriftgießereien wird Meline, Cans und Comp. besonders hervorgehoben. Auch in Lithographien, welche hier lediglich als Gegenstand des Drucks figuriren, war die Ausstellung zahlreich beschickt. Ferner sind hier die Proben einer Kunst zu bemerken, deren Zweck darin besteht, alte unscheinbar gewordene Kupferstiche wieder in ihren ursprünglichen Zustand zu versetzen; diese Kunst wird von Verheyden in Brüssel ausgeübt; die ausgestellten Proben erscheinen sehr befriedigend.

Verschiedene andere Gegenstände.

Wir beschränken uns, zum Schluß unsers Berichts, verschiedene andere Gegenstände, welche in der Ausstellung figurirten, nur kurz zu erwähnen, indem sie theils nichts ausgezeichnetes darboten, theils in industrieller Beziehung von keiner besonderen Wichtigkeit sind. Dahin gehören Stöcke, Regenschirme, Lichterschirme, Buchbinderarbeiten, buntgedruckte Fenstervorhänge, Gyps-Büsten, Pelzwaaren (Teppiche u. s. w.), ausgestopfte Thiere, Perrücken und Toupets, Arbeiten aus Haaren, Corsetten, Modelle mannigfacher Art, Spielkarten u. s. w.

Inhaltsverzeichniß.

stadt. gr. 4. 1833. Mit 5 Zeichnungen in Royal-Folio. 1 Thlr. 10 sgr. oder 2 fl. 24 kr.

Maaß- und Gewichtssysteme, die, mehrerer Staaten. Vergleichung der in denselben eingeführten Maaße und Gewichte mit den neu Französischen (metrischen) und Großherzogl. Hess. Maaßen und Gewichten. 8. geh. 1838. 5 sgr. oder 18 kr.

Merleker, D. K. F., Lehrbuch der historisch-comparativen Geographie. Erstes Buch. Die Geschichte der Geographie und der geographischen Entdeckungen, in Verbindung mit den wichtigsten Momenten aus der Geschichte der Schifffahrt, der Kolonien und des Handels, von der ältesten bis auf die neueste Zeit. gr. 8. geh. 1839. 27½ sgr. oder 1 fl. 36 kr.

Desselben Werkes zweites Buch. Umrisse der mathematischen oder astronomischen Geographie. 1839. 15 sgr. oder 54 kr.

Desselben Werkes drittes Buch. Umrisse der allgemeinen physikalischen Geographie. 1840. 1 Thlr. 20 sgr. od. 3 fl.

Desselben Werkes viertes Buch. Allgemeine Länder- und Völkerkunde. Erster Theil, enthaltend: Die Continente Asien, Afrika und Australien. 1841. 1 Thlr. 25 sgr. oder 3 fl. 16 kr.
(Des vierten Buches zweiter Theil, Europa und Amerika enthaltend, schließt das Werk.)

Pabst, H. W. Lehrbuch der Landwirhschaft.
Erster Band erste Abtheilung. Auch unter dem Titel: Pflanzen-Productionslehre oder allgemeine Grundsätze des Ackerbaues. Zweite Aufl. 1841. 1 Thlr. 10 sgr. oder 2 fl. 24 kr.

Erster Band zweite Abtheilung. Specielle Pflanzen-Productionslehre.

Auch unter dem Titel:

Der landwirthschaftliche Pflanzenbau. 1839. 1 Thlr. 10 sgr. oder 2 fl. 24 kr.

Zweiter Band erste Abtheilung. Die landwirthschaftliche Hausthierzucht. 1 Thlr. 5 sgr. oder 2 fl. 6 kr.

Zweiter Band zweite Abtheilung. Landwirthschaftliche Betriebslehre. Zweite Aufl. (Unter der Presse.)

Rössler, Hector, Musterblätter zum Gebrauch für Mechaniker, Gewerbsvereine und Gewerbschulen; enthaltend eine Sammlung von Abbildungen einzelner Maschinentheile. In Heften von 10 Blättern. gr. Royal-Folio. 1s und 2s Heft. à 2 Thlr. oder 3 fl. 36 kr.

Erstes Heft: Lager — Lagerpfannen — Pläuelstangen und Verbindungsstangen überhaupt — Balanciers.

Zweites Heft: Balanciers — Mittel zur Erzielung einer alternativ geradlinigten Bewegung — Excentrische Scheiben — Regulator.

Rössler, H., Technische Beschreibung der Eisenbahn von Nürnberg nach Fürth. Mit specieller Nachweisung der Anlage- und Unterhaltungskosten. Mit einem Atlas von 10 lithograph. Blättern in Folio. gr. 4. 2 Thlr. oder 3 fl. 36 kr.

Dessen, Vorlegeblätter der Handwerkszeichenschulen im Großherzogthum Hessen. Auf Veranlassung des Gewerbvereins herausgegeben. Mit erläuterndem Text. Folio.

Erstes Heft auf 24 lithograph. Tafeln. Einfache geometrische Constructionen. — Geometrische Verzeichnungen der Körper und Entwickelung ihrer Oberflächen. — Einfache Glieder. — Säulenordnungen. 2 Thlr. 15 sgr. oder 4 fl. 30 kr.

Zweites Heft auf 30 lithograph. Tafeln mit 7 Bogen Text. Die darstellende Geometrie. 3 Thlr. 10 sgr. oder 6 fl.

Drittes Heft auf 25 lithograph. Tafeln, worunter 7 in Doppelformat. Zusammengesetzte Glieder für Gurten, Gesimse etc. — Steinerne Fenster- und Thürgewände. — Die Lehre von dem Steinschnitt. 3 Thlr. oder 5 fl. 24 kr.

Viertes Heft auf 38 lithogr. Tafeln, wobei 8 Doppeltafeln, mit 2 Bog. Text. Holzverbindungen. 4 Thlr. 20 sgr. oder 8 fl.

Fünftes Heft auf 26 lithograph. Tafeln in Imperial-Folio mit 13 Bog. Text. Feuerungsanlagen. 5 Thlr. 20 sgr. oder 10 fl.

Dessen, Ueber die Anwendung des Dampfes zum Reinigen der Wäsche. Mit 1 Lithographie. 8. geh. 1841. 5 sgr. oder 18 kr.

Dessen, Tafeln zu Vergleichung und Reduction der Längenmaaße wie auch der Gewichte in 19 verschiedenen europäischen Staaten. Zwei Blatt. Landkartenformat. Mit einer Erläuterung in Quart. Preis beider Blätter 20 sgr. oder 1 fl. 12 kr.; einzeln jedes Blatt ohne die Erläuterung 10 sgr. oder 36 kr.

Sammlung der vorzüglichsten neueren Reisebeschreibungen, mit besonderer Beziehung auf Naturkunde, Kunst Handel und Industrie bearbeitet und herausgegeben von D. Phil. Hedw. Külb, Stadtbibliothekar zu Mainz. Erster Band. Fr. Dubois de Montpéreux Reise um den Caucasus, zu den Tscherkessen, Abchasen u. s. w. 8. geh. Mit 12 Lithographieen. 3⅓ Thlr. oder 5 fl.

Schweins, Ferd., Zinsrechnung für Geschäftsmänner. 8. 1812. 22½ sgr. oder 1 fl. 20 kr.

Suckow, Dr. G., Professor in Jena, Uebersicht der Mineralkörper nach ihren Bestandtheilen. In Tafeln entworfen. gr. 4. 1831. 25 sgr. oder 1 fl. 30 kr.

Dessen, die chemischen Wirkungen des Lichts, dargestellt und erläutert. gr. 8. 1832. geh. 25 sgr. od. 1 fl. 30 kr.

Dessen, System der Mineralogie. Ein Grundriss für akademische Vorlesungen. Nebst einem Anhange, enthaltend die Beschreibung einiger Mineralien des Grossherzogl. mineralischen Museums in Jena. Mit 2 Kupfertafeln. gr. 8. 1834. 15 sgr. oder 54 kr.

Dessen, System der Physik, mit Beziehung auf Künste und Gewerbe. Ein Grundriß für akademische Vorlesungen. Mit 54 in den Text eingedruckten Holzschnitten. gr. 8. 1840. 1 Thlr. 15 sgr. oder 2 fl. 42 kr.

Tenner, K., Kurze Beschreibung eines Planimeters oder allgemeinen Inhaltsmessers, zum Gebrauche bei Landesvermessungen und für praktische Geometer, nebst einer Anweisung auf eine leichte Weise eine Rechenmaschine zu fertigen. Mit 3 Kupfertafeln. 8. geh. 8 gr. oder 36 kr.

Dessen, Construction eines Sparofens, erfunden von F. Rößler. Nebst vergleichenden Beobachtungen über dessen Heizkraft. Mit 8 lithograph. Tafeln. 8. geh. 6 gr. oder 24 kr.

Wedekind, Frhr. G. W. v., Anleitung zur Forstverwaltung und zum Forstbetriebe. Mit 116 Mustern. gr. 8. 2 Thlr. 12 gr. oder 4 fl. 30 kr.

Wilbrand, Dr. J. B., Handbuch der Botanik nach den natürlichen Pflanzenfamilien, nebst einer Uebersicht der Geschlechter nach dem Linné'schen Sexualsystem, als Einleitung in die natürlichen Familien für Nichtkenner derselben, enthaltend die Diagnosen der in Deutschland wildwachsenden, und aller merkwürdigen ausländischen Gewächse, nebst erläuternden Bemerkungen über das Vaterland, ihre etwaige Nutzanwendung u. s. w. Zum Handgebrauch beim Aufsuchen unbekannter Pflanzen für Aerzte, Pharmaceuten, Cameralisten, wissenschaftliche Forstmänner und jeden wissenschaftlichen Pflanzenforscher, welcher mit den Pflanzenfamilien näher vertraut werden möchte. 1837. gr. 8. 3 Thlr. oder 5 fl. 24 kr.

Wild, C. A., Oekonomisch-praktische Hausapotheke, oder medicinischer Rathgeber für Jedermann, enthaltend: die besten und sichersten Mittel für die Krankheiten der Menschen in Fällen, wo des Arztes Hülfe zu entfernt, oder dessen Zuziehung nicht durchaus nothwendig ist; wie auch diätetische Lehren, die Gesundheit zu erhalten. gr. 12. geh. 6 gr. oder 27 kr.

Zimmermann, Dr. Chr., Die Wiederausrichtung verworfener Gänge, Lager und Flötze. Eine Abhandlung zur Geognosie und Bergbaukunde, vorzüglich nach am Harze angestellten Beobachtungen, mit einleitenden und gelegentlichen Bemerkungen über geognostische Erfahrungen und Hypothesen. Mit 6 Tafeln. gr. 8. 1 Thlr. 18 gr. od. 3 fl.

Dessen, Das Harzgebirge in besonderer Beziehung auf Natur- und Gebirgskunde; ein Handbuch für Reisende und alle, die das Gebirge näher kennen zu lernen wünschen; mit Nachweisungen über die Naturschönheiten desselben. In Verbindung mit Freunden unternommen. 1. u. 2. Thl. mit 14 Kupfertafeln und 1 Karte. gr. 8. 1833. geh. 4 Thlr. oder 7 fl. 12 kr.

Der zweite Band auch besonders unter dem Titel:

Dessen Anleitung zur Bereisung des Harzgebirges. In Verbindung mit Freunden herausgegeben. Mit 14 Ansichten und 1 Karte. gr. 8. 1834. 2 Thlr. 10 sgr. oder 4 fl. 12 kr.

Moller, G., Denkmäler der deutschen Baukunst. 1r Band. 1s bis 12s Heft. Velinpapier. gr. Folio. Jedes Heft 1 Thlr. 15 sgr. oder 2 fl. 42 kr. Der ganze Band zum herabgesetzten Preise von 14 Thlr. oder 25 fl. 12 kr.

Auch unter dem Titel:

Beiträge zur Kenntniss der deutschen Baukunst des Mittelalters, enthaltend eine chronologisch geordnete Reihe von Werken aus dem Zeitraume vom 8. bis zum 16. Jahrhundert. Royal-Folio.

Desselben Werkes neue Folge, 1s bis 10 Heft oder 13s bis 22s Heft. Jedes Heft enthält 6 Blättter, wovon eines mit dem Grabstichel ausgeführt ist. Royal-Folio. Velinpapier. Jedes Heft 2 Thlr. 25 sgr. oder 4 fl. 48 kr. Der ganze Band zum herabgesetzten Preise 21 Thlr. oder 37 fl. 48 kr. Herabgesetzter Preis des ganzen Werkes 34 Thlr. oder 60 fl.

Moller, G., Die Originalzeichnung des Doms zu Köln. 9 Blatt im grössten Format mit Text in Royal 4. Zweite Auflage. 1837. 12 Thlr. oder 21 fl. 36 kr. Ein vollständiges Exemplar nebst Contre-Druck kostet 16 Thlr. 20 sgr. oder 30 fl.

Dessen, Beiträge zu der Lehre von den Constructionen. 1s — 7s Heft, jedes mit 6 Kupfertafeln. Royal-Folio. Jedes 1 Thlr. 22½ sgr. oder 3 fl.

Dessen und Fr. HEGER'S Entwürfe ausgeführter und zur Ausführung bestimmter Gebäude. 1 — 5s Heft. Royal-Folio. Preis eines Heftes 1 Thlr. 10 sgr. oder 2 fl. 24 kr.

Romberg, J. A., Der Stadtbau, oder Anweisung zum Entwerfen von Gebäuden aller Art. I. — X. Heft. Jedes von 6 Blättern. Quer-Folio. Mit Text in 8. Subscriptionspreis für jedes Heft 1 Thlr. oder 1 fl. 48 kr.

Rondelet, J., theoretisch-praktische Anleitung zur Kunst zu bauen. Nach der sechsten Auflage aus dem Französischen übersetzt. 5 Bände mit den 209 Kupfern der Originalausgabe. Royal 8. Die Kupfer Royal-Folio. 34 Thlr. oder 59 fl. 36 kr.

Dessen, Handbuch des Maurers und Tünchers. Mit siebenzehn Kupfertafeln. 2 Thlr. 10 sgr. oder 4 fl.

Dessen, die Zimmerwerkskunst. Mit 60 Kupfertafeln. 7 Thlr. oder 12 fl. 15 kr.

NATALITIA

PRINCIPIS BEATISSIMAE MEMORIAE

CAROLI FRIDERICI

BADARUM NUPER MAGNI DUCIS

HEIDELBERGENSIS LITERARUM UNIVERSITATIS

RESTITUTORIS

DIE XXII. NOVEMBRIS MDCCCXXXIII.

PIE CELEBRAT

ACADEMIA RUPERTO-CAROLA

SIMULQUE JUDICIA

DE COMMISSIONIBUS EXHIBITIS FACTA

NOVASQUE QUAESTIONES PROPOSITAS

RENUNTIAT

CONR. EUG. FRANC. ROSSHIRT

J. U. DOCTOR MAGNO DUCI BADARUM A CONSILIIS AULAE INTIMIS PROF. PUBL. ORD.

EQUES ORD. LEON. ZARING.

ACADEMIAE H. T. PRORECTOR.

DISSERITUR

DE CURA MORUM PUBLICA, CUI SINGULI EX VARIA REIPUBLICAE CONDITIONE VARIISQUE EJUS INSTITUTIS SUBJICIANTUR.

HEIDELBERGAE

TYPIS CAROLI GROOS, BIBLIOPOLAE ACADEMIAE ET TYPOGRAPHI.

Quum omnes res humanae perpetuis fere agitentur fluctibus ac tempestatibus; quum splendidissima maiorum monumenta diruta, antiquissimae opum ac potentiae, literarum ac sapientiae sedes et domicilia prostrata jaceant: gratus sane ac jucundus nobis esse debet ille dies, quo triginta fere abhinc annis CAROLO FRIDERICO auspice atque duce Academia nostra tristi fato erepta ac regenerata ad novam et longam, uti exoptamus, vitam effloruit.

Cujus Principis natalitia celebraturus memoriamque Divi Restitutoris solemni oratione instauraturus, haud alienum fore putavi, si causam perorarem Divo Principi ipsi sacram, quae quum omnium civium maxime interesset, multum quoque conferret ad promovendam rerum publicarum disciplinam.

Dicam igitur de *cura morum publica*, cui singuli ex varia reipublicae conditione variisque ejus institutis subjiciantur.

In quo argumento sane gravissimo pertractando ad Graecos, Romanos atque Germanos populos respicientes, historiae fidem ubivis sectandam decrevimus. Nostris enim temporibus, quibus tam multa jactantur de civium libertate, summae haud scio an fuerit utilitati constituere et comprobare principia, quibus reipublicae salus aeque ac singulorum libertas coli atque servari possit. Neque dubitamus disputationis nostrae fundamenta id ponere, de quo multos dubitaturos esse praevideo: quo scilicet maiore libertate singuli utantur in civitate, eo severiori disciplinae, quae publice constituta magistratuum curae permissa sit, singulorum mores vitamque omnem esse subjiciendam. Ubi enim maxima singulorum in republica civium libertas, ibi multa adeoque plurima in republica administranda ab iis, quae singuli cogitent agantve, pendere sponte intelligitur, quippe quum, qui ipsi nullam administrationis partem susceperint, bona tamen eorum, qui praesunt, consilia impedire atque evertere possint. Itaque ante omnia respiciendum est, quid singuli cives sentiant, quid agant, quove in rempublicam sint animo, qui ipsorum mores, qualis vita, qualis ingenii cultus; quae omnia iis, qui reipublicae praesunt, accuratius sunt cognoscenda, quo istorum possint praevertere conamina, qui quamvis ipsi nil quidquam delinquant, minime tamen tales sint eoque modo agant, ut totius civitatis tranquillitatem singulorumque civium salutem ipsis curae esse appareat. Jlla enim, de qua dicimus, civium summa libertas quum nonnisi maxima morum sanctitate atque integritate servari possit, inprimis illud cavendum est, ne corrumpantur mores, neve singuli cives aliud quid sequantur, nisi quod justum atque honestum sit. Quare tali civitati liberae jus esse debet adeoque officium, ut in singulorum civium vitam tam privatam quam publicam accurate inspiciat morumque strenuam habeat curam.

Itaque non miramur, antiquitus singulos singulis in civitatibus fuisse constitutos magistratus, qui talium agerent curam, qui vel ad intimas rerum

domesticorum ac familiarum rationes et inspiciendas et dirigendas progrederentur, eo consilio, ut, qui idonei essent ad reipublicae administrationem, advocarentur, qui indigni essent, ii re cognita removerentur.

Videamus primum de Graecis ac Romanis. Graecorum res publicas, quales in singulis gentibus fuerint constitutae, accuratius disquirere quum, quam difficile sit, in tanta praesertim testimoniorum inopia, nemo nesciat, id praecipue teneri volumus, illam nostra aetate tantopere jactatam distributionem jurium, quae summam in republica constituunt potestatem, antiquitus non obtinuisse; inveniuntur civium conciones atque ejus loco etiam tyranni, inveniuntur magistratus, populi suffragiis constituti, et sive majore sive minore praediti potestate cum in alios magistratus subditos tum in singulos cives. Deinde hoc quoque quam maxime respiciendum esse videtur, quid in singulis educandis Graecorum civitates olim constituerint. Sic Spartae omnis filiorum educatio a singulis civibus translata ad rempublicam ex iis regebatur, quae civitas publice constituerat firmaque teneri voluerat. 1) Nec aliter fere Athenis, quamvis puerum paedagogi curae permissum videamus, ipsum adolescentem publicis institutis educari ac regi haud pauca monstrant testimonia. 2) Unde etiam in iis, quae philosophi de rebus publicis constituendis tradebant, educationem maxime illi respici volebant, Lycurgi atque Pythagorae instituta secuti. 3) Sed ubi reges sive tyranni praeerant, educationem minus adstrictam publicisque legibus coercitam fuisse videmus; unde sequitur, ubi penes populum ipsum summa potestas, ibi severiorem juventutis disciplinam obtinuisse, quia hoc tantum modo filii veris liberae civitatis principiis imbui et ad legum obedientiam adsuefieri potuerint: ita ut suis commodis ac rationibus privatis posthabitis nonnisi publica commoda civiumque omnium salutem quaererent. Quin adeo ii, qui jam profectiore fuere aetate, non verbis tantum legum adhaerebant, quemadmodum hoc boni civis unicum esse officium falsae sapientiae doctores quidam nostra aetate contendunt, sed plane iis se subjiciebant, quaecunque legitimum magistratuum arbitrium constituerat.

Spartae institutos reperimus ephoros, qui, quae unusquisque sive publice sive privatim ageret, respicientes nulla legis vi circumscripti erant, ita ut vel tyrannidis speciem, ipso auctore Platone [4], illorum referret potestas. At in hac ipsa Lacedaemoniorum civitate omnes sibi pares et aequales fuisse accepimus in omni jure sive publico sive privato, summaque eos usos esse libertate, quae unqam in civitate libera cogitari possit; unde Livius [5] liberam hancce Spartanorum civitatem Romanorum opponit optimatum imperio. Sed haec civitatis conditio liberrima non nisi ephoris institutis conservari potuit, quibus hinc non reliqui tantum magistratus, verum ipsi quoque reges [6] ita erant submissi, ut eos vel ad judicium vocare, ad rationem reddendam cogere, quin in ipsa vincula conjicere liceret ephoris, qui eodem modo singulos cives notare eorumque in mores animadvertere poterant. Sic, ut hoc afferam, in ignavos praesertim animadvertebant ephori [7], educationis publicae maximam gerebant curam [8]; profecturis ad exteros dabant veniam, unumquemque notare et castigare poterant ob ea, de quibus nihil in legibus praescriptum constitutumve esset [9]. Ac tanta potestas nonnisi annuo tempore circumscripta [10]; fuere illi simul plebis tutores aeque ac Romanorum tribuni [11].

Athenis, ubi maxima erat religionis vis atque dignitas, veteres ritus cerimoniasque eo magis conservari voluerunt cives, quo arctius cum reliquis rei publicae institutis conjuncta erat religio, quae vel singulorum fidei, quâ ipsa rempublicam contineri firmarique bene noverant, promovendae inserviebat. Maxima, quod satis notum est, mysteriorum auctoritas, quae ne palam fierent neve novis doctrinis inter cives propagatis contaminarentur, sedulo sibi cavendum putabant; quas enim inde conciperet juventus pravas atque impias de diis divinisque rebus opiniones, iis illam depravari indeque ad reipublicae administrationem minus idoneam fieri sibi persuasum habebant [12]. Quare in omnia sacrilegia severe animadvertebant et quaslibet sententias impias diligenter notabant, poenam iis irrogantes, qui talia committere ausi essent [13]. Atque eo etiam respiciebat

Areopagus, in quem delecti optimi quique mores civium et religionem singulorum ut tuerentur, sibi habebant propositum; hinc educationi publicae praeerant, curabant ubique id potissimum, quod honestum esset ac decorum (εὐκοσμία), inspiciebant vel sollertiam ac diligentiam civium, quâ illi rem familiarem strenue tuerentur et augerent. Hinc quoque maxima sacrorum cura, quae rite peragerentur; denique, ne quidquam omnino, quod ad civitatis salutem et honorem ullo modo pertineret, singuli negligerent, omni studio ac religione agebant [14]. Itaque Areopagi jus inquirendi in singulos cives eosque puniendi, quod vel ad crimina usque extensum esse videmus [15]; inde illud jus pro arbitrio suo censendi ac dijudicandi singulorum civium mores [16]. Neque enim antiquitus singulorum fama ab incerto saepius ac plerumque fluctuante populi judicio suspensa erat, sed a magistratus cujusdam publice constituti judicio sententiaque lata suum quisque in civitate obtinuit locum; unde etiam ἀτιμίαι sive infamiam aeque ac praemia, coronas, statuas, dona, alia singulis tributa, multo majoris fuisse auctoritatis atque ponderis intelligimus, quam nostra aetate tam infamiam quam praemia. Quamquam illud praetermitti nolumus, in tali sive concilii sive magistratus cujusdam sive ipsius populi concionis potestate saepius etiam incerto et inique arbitrio actum fuisse [17].

Romanorum rempublicam [18], qualem continuae fere patriciorum ac plebeiorum contentiones constituerant, mixtam fuisse constat ac temperatam populi jussu, senatus auctoritate et magistratuum imperio. Qui populi et plebis causam potissimum tueri debebant, censores et tribuni, ii in singulos cives morum tuendorum ac servandae disciplinae causa talem exercebant vim, qualem nostrâ aetate nemo non dominationem intolerabilem nefastamque saevitiam ac tyrannidem appellandam esse censeret. Censores ipsaque etiam plebs rogante tribuno singulis irrogabant mulctam aut bonorum et existimationis jacturam, nulla legis scriptae morisque majorum habita ratione: nec injuriâ dixeris ad familiarum secreta usque illos in

judiciis suis esse progressos. Ipsum Censoris munus si respiciamus, censura proprie quidem ac primitus non instituta erat ad mores regendos servandosque, quoniam vigente potestate privata auctoritateque imperii paterni ac disciplinae domesticae tale quid antiquitus non requirebatur: sed a censu censor et nomen et dignitatem acceperat, quocum tamen mox sponte illud conjunctum est, ut qui in ipsam censi personam ac fortunas inspiceret, etiam in mores censi vitaeque probitatem inquireret [19]. Sponte igitur e census cura morum curam effluxisse manifestum est. Haec autem morum cura sive censura duo sibi potissimum habuit proposita: primum illud, ut quaecunque impia bonisque moribus adversa essent, notaret censor [20]; alterum hoc, ut priscos mores atque ritus, quos in tali republica servari maxime refert, ipsamque vitae sive publicae sive privatae simplicitatem omnibus modis tueretur atque conservaret [21]. Ac memorabile hanc in rem exstat Publii Cornelii Rufini exemplum, qui senatu motus est, quod decem libras suppellectilis argenteae in epulis habuerit [22]. Neque illud non huc pertinet, quod coelibes notabant [23] censores mulctamque iis irrogabant, quod nimios sumtus in conviviis notabant, in prodigos atque superbos animadvertebant, quod eos, qui falsa libertatis specie popularium animos seducere plebisque gratiam captare studerent, persequebantur, uti ex iis patet, quae censores in Mamercum collegam egerunt [24]; qua eadem de causa in alium quendam eos animadvertisse accepimus [25], quum minime honestum esse censerent, populum ullo modo seducere. Feminas solas non respiciebat censor [26]: non tam iis ex causis, quibus hodie ducti plura feminis tribuere solemus, sed quia disciplinae domesticae severitate, qualis hodie vix cogitari potest, illae ita coercitae erant, ut censura publica haud necesse esset. Neque enim singulari pietate in patriam commoti, ut quibusdam videtur, Romani morum censuram instituerant, sed quia eam necessariam esse intellexerant. Nota censoria in universum quidem afferebat existimationis maculam, quam Cicero describit vix ferendam [27], sigillatim vero pravum civem eo, quem tenebat in republica,

loco movebant, id spectantes, ut ne quid detrimenti caperet res publica universa; itaque senatorem indignum senatu movebant, equitem equo privabant, civem suffragio, eumque e tribu pellebant [28]): neque amplius ei, qui a censore hoc modo erat notatus, honores capessere licuit. Maxima autem censurae vis ac potestas inde enata est, quod in sententia dicunda censor nec legi nec ordini cognitionis nec accusationi delationive obnoxius erat, hoc uno circumscriptus, ut sententiae collega non adversaretur [29]); unde etiam succedenti censori notationem tollere licuit et quidem vel tacite, si scilicet notationi a priore censore irrogatae nihil tribuebat. Quae cum ita sint, quis non intelliget, maximam muneris censorii fuisse vim atque auctoritatem; quo qui fungerentur, eos suis quemque familiis tantam attulisse dignitatem, ut vel censoriae vocarentur ejusque rei memoriam ad ultima quaeque propagarent et conservarent tempora, haud utique mirum videri debet. Sub imperatoribus censura extincta est: quae enim ejus loco commemoratur morum praefectura imperatoribus ipsis tributa, ea speciem tantum veteris habuit censurae nec veram ejus vim ac dignitatem; tum quod omnis reipublicae forma atque indoles mutata censurâ non amplius indigebat, tum vero etiam, seriorum praecipue imperatorum temporibus, quod quae maxime impia ac nefanda a censoribus olim notabantur, ea postmodo in criminum extraordinariorum numerum relata indeque punita sunt.

Ad tribunatum, ut jam deveniam, e libero populi statu exortum quasi et procreatum liberique populi studiis auctum et nutritum, hoc tenendum est, non ipsos judicasse tribunos, quia ipsis non erat jurisdictio vel imperium, sed in populi judicium eos vocasse, quos notari ipsis in animo fuisset. Quam tribuni irrogabant poenam, ea, quamquam mulcta erat, tamen ut reliquae poenae publicae, additam habuit infamiam quandam, unde vel illud poenae genus, serioribus temporibus haud infrequens — damnum cum infamia — originem cepit. Hic quoque nullâ ex lege, nullo

jure agebatur, sed populi arbitrio cum omnia plane permissa essent, id sane fiebat, quod hodie nomine valde invidioso appellant: *Kabinetsjustiz* [30]. Ac temporum decursu, ut bene vidit Niebuhr, eo res devenit, ut tribuni non amplius ii essent, qui plebis jura et salutem adversus patricios et magistratus tuerentur, id quod illis creandis potissimum spectarant, sed tyranni existerent annui a plebe ipsa constituti [31]. Inde non mirum, principes tribunatu, quem susceperant, summam accepisse potestatem: quamquam hoc certo affirmaveris, principes eos, qui probi ac benigni fuerunt, aeque ac nonnullos Graecorum tyrannos minime ita in singulorum mores vitamque domesticam ac privatam inspexisse, quemadmodum id a censoribus ac tribunis prius factum esse accepimus: quo tamen ipso multum utique abest, ut magistratus illos, quod, quae sui muneris fuerint, fecerint, vituperare eorumque nomina in invidiam vocare velimus.

Germaniae gentes, quantum quidem e remotissima illa aetate certo cognovimus, per bellum parebant ducis imperio ac disciplinae, in pace priscos colebant mores eosque simplices atque rudes tamque aberant, ut refert Tacitus, ab omni morum pravitate, ut certis quibusdam magistratibus morumque custodibus opus non esset; qui iidem Germani cum Romanorum provincias ingressi vel commercio cum his instituti cognitisque Romanorum moribus atque divitiis vitia quoque cognovissent, mox tamen ecclesiae christianae auctoritas exstitit, quam pio obsequio amplexi sunt. Quum enim inde a saeculo quarto ecclesiae christianae disciplina pro juris publici parte haberi coepta esset, quemadmodum etiam apud veteres Romanos jus sacrum juris publici partem constituerat, episcopi pro illa, quam jam ab imperatoribus Romanis acceperant auctoritate, itemque ceteri clerici pro ea, quam in singulorum conscientiam acquisierant, potestate, permagnam in singulorum mores exercebant vim. Nec mirum; namque jam apud Romanos hocce sacerdotio, quod praeter imperium obtinuit, vetus morum censura facta est supervacua [32]: in Germanorum animos vel firmius ac saevius imperium habebat sacerdotium. A qua gente cum prae-

cipue exculta esset ecclesiae christianae forma, mox morum exstitit doctrina, sive christianam sive ecclesiasticam appellare licet, cui omnis rerum publicarum ordo regnorumque conditio quasi superstructa est, quamque inde clerici in principes, gentes, magistratus, privatosque homines aeque exercebant [33]. Hoc vel Francorum regum capitularia agnoscunt [34]. Cernebatur autem ecclesiae potestas potissimum in judiciis synodalibus, quae quotannis ab episcopo per suam provinciam proficiscente instituebantur. Ibi enim non tantum clericorum in vitam inquirebatur, verum etiam laicorum in mores [35]: in illos semper ordine judiciorum agebant episcopi, quia eorum plena in clericos subditos potestas; in his vero distinguebantur

a) delicta *manifesta*, quae publica diffamatione indicanda et publice punienda erant. Poenae erant vel censurae ecclesiasticae (excommunicatio major et minor) vel poenae sensu proprio (carcer et mulcta) [36]. De delictis minoribus cognoscebat archidiaconus, qui episcopo praeire solebat.

b) delicta *occulta*, quae clam tantum punirentur [37]. Poenae irrogabantur in vim poenitentiae delictis occulta confessione sacerdoti indicatis.

Quum vero prius exculta esset ecclesiastica disciplina, quam res publica Germanorum ad certiorem magisque stabilem formam redacta esset, sponte intelligitur, qui factum sit, ut saepius solum forum ecclesiasticum reos persequeretur. Rei publicae demum viribus adauctis publicisque judiciis constitutis, forum ecclesiasticum et saeculare nonnullis delictis dijudicandis concurrit: in quo tamen concursu si judicium saeculare rem decreverat, delictum a clericis tantummodo ad forum internum seu poenitentiale trahi poterat. Hinc vero ortum est discrimen illud inter delicta saecularia et ecclesiastica, quibus accessit tertium genus, quod constituere urgente concursu coacti erant, delicta utriusque judicii sive mixta. Saecularia voluerunt dijudicari in foro saeculari, ecclesiastica in foro ecclesiastico, mixta praeventione. Hanc doctrinam specula quoque medii aevi

comprobarunt, et quum ecclesiae potestas id haberet, ut ubique suppleret, factum est, ut haud pauca delicta, quae in saeculari judicio non punirentur, ut v. c. minora carnis delicta, episcopo vel sacerdotibus relinquerentur, nec inde nostro tempore cognitioni publicae subjiciantur, quamvis jure romano inter delicta publica habeantur.

Ex his vero satis apparet, censurae veteris munus inter Germaniae gentes medio aevo ab ecclesia factitatum fuisse. Et confirmatum est hoc munus ecclesiae catholicae in concilio Tridentino [38]), hac tamen addita conditione, ut excommunicatio rarius magnaque cum circumspectione exerceretur, et ut quantum fieri posset, in occulto poenae infligerentur eo consilio, ut facinorosus homo ad meliora potius se converteret, quam ut ejus existimatio publica minueretur. Protestantium ecclesia istam de censura doctrinam neque retinuit neque agnovit et quamquam primi reformatores censuram et introductam et servatam volebant [39]), tamen quum in eo essent, ut illam exercerent, multa obstare intellexerunt [40]). Quaecunque enim nostris temporibus et sacerdoti et ministro ecclesiae protestantium facere licet, ea ad solam conscientiam pertinent, nec ulla alia ejus est vis atque potestas. In Catholicorum autem ecclesia adhuc sub judice lis est, num censorium munus sine speciali principis permissu possit exerceri necne: de quo plura disputare a nostro instituto alienum est.

Illud denique videndum, an, quae inde a saeculo decimo sexto e manu ac potestate ecclesiae quasi solutae sint civitates ac regna, morum censuram constituerint. In Germania, de qua una hic agimus, urbes firmis moenibus septae beneque constitutae censurae genus quoddam exercebant per vim atque auctoritatem, quae singulis civium societatibus concessa erat, ut sese ipsos regerent: praeter urbes autem ante Maximiliani certe aetatem unum erat domesticum dynastarum in subditos suos regimen. Itaque meliore imperii germanici formâ meliorique ordine instituto desiderium publicae censurae utique exstitit: ex quo ipso etiam ortae sunt leges quae-

dam imperiales, vocantur *Reichspolizeiordnungen.* Quae leges quum principiis justis ac firmis carerent, et singulas tantum partes supplerent, minime vero totum regerent, nec certi in hunc finem instituerentur magistratus, factum est, ut et dynastarum regimen domesticum et urbium gubernatio eodem in statu permaneret. Hinc etiam explicandum, quod politia, quae nunc vocatur, non certis quibusdam finibus circumscripta est, sed ambigua atque incerta fluctuat, ubique vim suam exserens nec tamen uspiam conspicua, nec ulla ratione ducta, indeque saepius totius rei publicae administrationi se immiscens. Cum vero principum potestate per Germaniam magis magisque adaucta et auctoritati Imperatoris opposita in politia exercenda potissimum cerneretur, loquebantur etiam de *morum* politia, sed deerant tam principia, quibus res dijudicaretur, quam magistratuum auctoritas. Denique illa, quae in hac re magistratuum judiciis doctorumque sententiis exstructa erant, corruebant, partim quod philosophi nostri singulorum mores ad reipublicae curam pertinere negabant, discrimine isto inter ea, quae ad jus et inter ea, quae ad mores pertinerent, semel constituto, partim quod pragmatici veram civium libertatem eo contineri opinabantur, quod, ubicunque nulla exstaret lex scripta, nullam in singulos respublica haberet vim atque potestatem.

Nunc vero si respiciamus, qui sit rerum publicarum status, quae gentium conditio, quae sapientum doctrina, nihil sane verendum est, ne ad antiquam illam reipublicae formam regrediamur, quam in Romanis et Graecis laudavimus, neve censuram ecclesiasticam, qualis medio fuit aevo, aut domesticum dynastarum imperium denuo subeamus. Sed hoc fere omnium maxime videtur necessarium, ut firmior existat in probis civium moribus conservandis aeque atque in institutione et educatione populi regenda rerum status ordoque, neque quidquam est, quod enixius optemus, quam ut edicta prudenter et sapienter lata huic rei succurrant, magistratusque probissimi et gravissimi prudenti arbitrio prospiciant iis ipsis, quae nunquam

legis verbo regi et sapientum studio ac doctrinâ possint provideri aut exhauriri. Sunt quidem nonnulli, qui inani nutriantur spe, fore, ut singulorum mores ac vita tam publica quam privata optime regantur viva voce populi justum ab injusto accurate discernentis atque id, quod honestum est, semper amplectentis, qualis fere in Graecorum fabulis chorus ille fuisse dicitur, qui de ipsa fabula ejusque argumento judicium ferret — ita quidem, ut respublica hunc in finem neque legibus neque magistratibus indigeat, cunctaque relinquantur bono ipsius populi judicio et libero singulorum in educanda juventute arbitrio: sed caveamus, ne hisce doctrinis plane novis neque antiquitatis experientiâ majorumque sapientiâ probatis respublica detrimenti quid capiat.

Jam revertamur ad ea, quae rerum nostrarum summam continent.

Quo die optare ac precari mutuo solebant veteres, ut sibi annare perennare feliciter liceret, seduloque operam dabant, ut dira et tristia et feralia ne nominarent quidem, sed bona tantum verba dicerent, laeta inter se omnia et amica loquerentur: hoc die nos quoque, hunc veterum morem secuti, grata mente recolamus, quae et quanta beneficia anno praeterlapso in Nostram Academiam contulerit is, qui Divi CAROLI FRIDERICI dignus filius ac successor, idemque olim et ipse Academiae nostrae alumnus, nihil sibi habuit antiquius, quam ut sui memoria nunquam inter nos deleretur. Insigni Ille liberalitate ac munificentia nostris rebus prospexit. Statuum, qui dicuntur, consensu, omnia, quae annis praeterlapsis debita remanebant, solvi jussit, neque eo contentus alia nova hisce addi voluit, quibus Academiae res augerentur et potissimum rerum naturalium studia promoverentur. Reditus annui plurium institutorum insigniter aucti sunt, ac satis ampla summa ad condendos hortos botanicos assignata est. Neque minus bibliothecae aedificium, cujus pars nondum parata esset ad libros recipiendos, totum instrui jussit. Securitati ac tranquillitati publicae melius prospectum est aucto apparitorum publicorum numero, qui strenuam simul

morum haberent curam. Quae beneficia quo magis pia recolamus mente, facit hic ipse dies, quo Natalitia Divi CAROLI FRIDERICI celebramus, cujus insigne literarum promovendarum studium maximaque liberalitas hereditario quasi jure ad filium LEOPOLDUM transiit; facit hoc ipsum tempus, quo Nostra Academia, quae tot per saecula stetit integra, quaeque inde ab eo tempore, quo sub Divi CAROLI FRIDERICI auspiciis restaurata est, id unum sibi habuit propositum, ut literarum studia atque artes ingenue at strenne colerentur, cum maximis conflictatur malis maximeque invidiosis premitur criminationibus.

His vero beneficiis a Principe Augustissimo nobis largiter concessis aliud accessit beneficium Hermanni, Pastoris quondam Schatthusani nunc defuncti. Is enim pauperibus Civibus Academiae sed iisdem diligentibus ac sollertibus sublevandis certam summam testamento constituit, aliamque summam haud exiguam quibusdam novis institutis condendis destinavit, quam pecuniam nobis certo aliquando die solutum iri speramus.

E Professorum numero morte amisimus [illegible] et SCHELVERUM; e privatim docentium numero discesserunt HITZIG, a LÖW, LÖWIG, [illegible] alio evocati; munus Professoris extraordinarii accepit BISCHOFF, qui antea privatim apud nos docuerat; in locum EISELINII emeriti BAEHRIO, conjunctissimo collegae nostro, bibliothecae cura demandata est. Qui disciplinae academiae fuerat praefectus, LANG, ad alia eaque ampliora munera promotus, hinc abiit; successit in ejus locum ANTONIUS CHRIST. Privatim docentibus accesserunt GUILIELMUS DITTENBERGER apud theologos, inter Jure Consultos GUILIELMUS DEURER, apud medicos LUDOVICUS KOBELT et inter philosophos CAROLUS LUDOVICUS KAYSER. Honoribus quoque aucti plures professores: insignia ordinis aquilae rubrae tertiae classis a Rege Borussorum accepit SCHWARZ; consiliarii ecclesiastici dignitate ornatus est UMBREIT; qui antea a consiliis aulicis erant, MUNCKE, RAU, ROSSHIRT, iis, qui ab aulae consiliis sunt intimis, adscripti sunt.

Civium Academicorum numerus quamquam adversis temporibus diminutus est, eo magis illi eminuerunt tam industria atque diligentia quam morum probitate atque integritate. Neque aliud luculentius sane proferre possum testimonium, quam quod hic ipse dies mihi subministrat, ubi tanto cum studio, tanta cum industria ac sollertia ad certamen, quod Divi CAROLI FRIDERICI in memoriam institutum est, concurrerunt, quanto vix unquam antea factum fuisse accepimus.

Cum a philologis, philosophiae studia adjuturis, veterum philosophorum fragmenta separatim collecta et illustrata ad origines illius quasi congenitae artis philosophandi cognoscendas multum lucis attulerint et adhuc afferant, optabile visum est *Ordini Theologico*

Ut etiam Celsi philosophi antichristiani fragmenta, quibus polydaemonismum monotheismo subordinatum defensurus, Judaicam Theocratiam hujusque quasi filiam, Messianam Christianorum sui temporis Theologiam superstitionis vanae, fallacis, nec innocuae insimulare conatus est, ex octo illis contra Celsum libellis docti veracisque defensoris Originis, graeco latinoque sermone omnia in unum sic colligerentur, uti vel disertis verbis vel Origenianis responsionibus intermixta supersunt. Quamvis enim in objectionibus Celsi semina et radices omnium eorum deprehendantur, quae sub specie Platonicae philosophiae postea doctrinae et rei christianae opponi solebant, eae ipsae tamen, quam invalidae fuerint, facile appariturum esse et praevidebamus et indicabamus, dummodo illustrandi sensus causa quaedam a studiosis collectoribus adderentur velut indigitamenta.

His modice propositis cum duorum nostratium Academicorum insignis sollertia et sedulitas plus quam expectare poteramus, duobus, quae in molem libri succreverunt, ingenii et diligentiae speciminibus oblatis egregie responderit, Ordo Theologicus non potuit non et de opera orbi litterario

profutura et de laude, quae ex binis industriae atque eruditionis documentis in hanc litterarum Universitatem tempestive redundat, admodum laetari. Immo inde unice dolere profitetur, quod institutae concertationis ratio utrumque hunc laborem eximium βραβείῳ aureo ornare non facile permittat. Licet enim alterum doctrinae atque assiduitatis specimen nunc cum altero comparatum omnino antecellat, utrumque tamen in se spectatum academico praemio dignum judicare gavisi fuissent brabeutae, similem in his studiis ardorem in omnibus disciplinae suae sectatoribus doctissimis humanissime ac libenter accensuri.

Alter rem admodum problematis philologico-critici tractaturus titulum praefixit

„Celsi

Λόγος Ἀληθής

quoad ejus fieri potuit, restitutus atque illustratus"

addito symbolo: Ὁ οὐρανὸς καὶ ἡ γῆ παρελεύσονται, οἱ δὲ λόγοι μου οὐ μὴ παρέλθωσι. Matth. XXIV, 35.

Prolegomena in Celsi vitam, sectam, consilium, fontes inquirentia copiosam eorum, quae de isto scripta extant, notitiam auctori inesse ostendunt, quae tamen, ut fit, judicii acumen subinde obruisse videtur. Liberant philosophum ab Epicureismi suspicione, sed Platonicum *genuinum* fuisse asseverant non probabiliter. Nec fontes objectionum inprimis rabbinici distincte monstrantur, nec methodus pretiumque seu vis argumentationum. Comparatio cum aliis philosophis antichristianis scite inchoatur, sed justo citius deseritur, etsi potissimum cum Juliano instituta laudi fuisset.

In exscribendis fragmentis onus grave sibi auctor imposuit, non singula secundum ordinem, quem Celsus et origines praeiverunt, sed systematice per articulos collecturus. Ingeniose Conspectum logicum fragmentorum, quo ordine et nexu philosophus rationes suas et historicas et philosophicas apud animum concipere potuerit, condens, laudem sane non vulgarem

moretur propensi in methodum systematicae ratiocinationis studii. Sed problema erat, *Celsum* sic, uti se ipsum dederat, restituere, non ulterius divellere, idque eo consilio optabatur, ut quo modo adversarius argumentis suis usus sit, e contextu nosci posset, et quae ad mentem dictorum explicandam facerent, subjuncta breviter adderentur. Nunc videmus singula textus membra non solum absque illustratione sensus, sed ita etiam avulsa, ut, quem in finem a Celso proposita fuerint, vix et ne vix quidem intelligatur. Indicantur loca allegatis ex duabus editionibus paginis id quod laboriosum erat. At si per paragraphos essent indicata, in qualibet editione facilius invenirentur. Subjecta textui variarum lectionum et conjecturarum qualiumcunque collectione formam philologicae artis imitatus est auctor, laboris minime impatiens, arridet etiam, quam diserte p. X et 505. indicavit, conjectura ipsi propria, σίγματα sagaciter pro vocula: αἰνίγματα ponens. Bonae tamen frugis parum fumique multum expectari potest, ubi crisi subsidia necessaria desunt. Annotationes non paucae in Appendicem seorsim congestae eruditionis philologicae et historico-philosophicae testes sunt egregiae et profecto valde commendabiles, pleraeque tamen ad interiorem objectionum sensum scopumque, in quo cardo rei vertitur, illustrandum, nondum, quantum satis est, conferunt.

Altera commentatio, symbolo: τοῖς ἀνόμοις ὡς ἄνομος, ἵνα κερδήσω ἀνόμους. 1. Corinth IX, 21. distincta, scopum problematis, ut sensus atque vis Celsianarum objectionum intelligi et dijudicari possit, multo propius attigit, rem totam methodo historico-dogmatica pertractans, judiciique maturitate et sermone limpido, nec turgescente, auctorem non ὡς ἄνομον ostendens. Prolegomenis absque multiloquio copiosis aetatem Celsi, cum Luciano conjunctionem, philosophiae eclecticae, quae Alexandrinum circumdedisse videtur, habitum antichristianum, nec non plura alia, quae ad interiora quaestionis pertinent, sagaciter indagavit. Id unum, cur Monotheistae illi polydaemonistico Christianorum religio, prout per hierarchiam et democratiam in vulgo erat, superstitionis plena et γοητείας suspecta visa fuerit,

fastidiumque moveri acerbissimum, potius explicare superfluisset. Ipsa fragmentorum collectio, cum alter libellus numeros [illegible] exhibeat, [illegible] excerpsit 798 et quod potissimum est, indicato subinde contextu, unde nexus objectionum dispalescit, subjunctisque statim notis mentem et opugnatoris et defensoris, hoc est id, quo omnis disquisitio tendere debet, luculenter nec ambitiose exponit.

Quibus de causis cum Ordo Theologicus hanc commentationem τοῦ ὡς ἀνόμου sed revera νομικοῦ, praemio ipso, alteram tamen etiam eximia laude, quae bono a bonis bono animo impertita, maximo animi studiorumque incitamento sit, perdignam judicet, editionemque Celsi ex utroque libello secundis curis elaborandam optet, tria non potest non monere, silicet: utrobique versionem latinam textus accuratius accommodandam, interpunctionemque, qua correcta locorum quorundam difficultas tollitur, denuo emendandam, in priori commentatione vero mendas multas, quae sine dubio scribae culpa sunt, judicibus lecturis tamen sic offerri non debebant, sollicite tollendas esse.

Schedulâ ejus, quem Ordo praemio dignum judicavit, reclusâ legitur:

CAROLUS PETER,
CARLSRUHA-BADENSIS.

Alterius nomen, si consenserit, publice esse proclamandum decrevit Ordo Theologorum *).

Postulaverat Ordo Jure Consultorum, ut exponerentur

Principia juris Romani de protutoribus.

Sex Commentationes Urdini exhibitae sunt; quod sane omnem nostram exspectationem superavit: nunquam enim antea tot eruditionis specimina accepimus.

---

*) Auctor dissertationis est: FRIDERICUS EHRENFEUCHTER, Manhemiensis.

Ex quibus commentationibus quum duae termino jam praeterlapso oblatae essent, valde dolemus, inter has ipsas lege excludendas reperiri eam, quae hisce verbis insignita est:

Κοιμώμενος οὐδεὶς οὐδενὸς ἄξιος

PLATO.

Hujus enim commissionis maxima sane ratio habenda fuisset, quum argumento aeque atque oratione nobis valde illa sese commendaret *). Altera autem, cujus est inscriptio

Ἀμυνοῦμαι καὶ μόνος καὶ μετὰ πολλῶν.

STOBAEUS 243, 17.

Ordini displicuit.

Accedamus ad reliquas, quae, si dogmatum historiam et rem literariam, quae in nostro argumento non exigui sunt momenti, spectemus, omnes quatuor vix satisfecisse putandae sunt. Sed una prae ceteris ita excelluit, Ordinique ita probata est, ut minime dubitandum, quin auctor commentationis palma esset dignissimus. Quaestionis argumentum optime perspectum optime tractavit, simulque judicii et subtilitatis specimina luculenta nobis exhibuit. Dissertationis symbolum est:

Dulce et decorum!

Schedulâ reclusâ legitur

CAROLUS EDUARDUS ZACHARIAE,

HEIDELBERGENSIS.

Proxime accedunt commissiones his verbis inscriptae:

Exprimitur variis eadem sententia verbis — *et*

Τί ἐστιν ἀλήθεια;

JOH. XVIII, 33.

*) Schedulâ postea reclusâ legitur: ALBERTUS MOLTER, Carlsruha-Badensis.

Has enim laude quoque ornandas auctorumque si consenserint, nomina publice indicanda esse, censuit Ordo Jure Consultorum *).

Superest una adhuc dissertatio, hisce verbis inscripta:

> *Disserentes ne garriatis instar paganorum; opinantur enim fore, exaudiantur, si multa verba faciunt. Nolite, quaeso, eos aequare.*
>
> EVANG. MATTHAEI VI, 7. 8.

quae ex omnibus ultimum locum tenet.

Ad quaestionem a Medicorum Ordine propositam de graviditatis in morbis vi et potestate duo tradita sunt responsa, eorumque primum verbis Cornelii Galli:

> *„Non intellecti nulla est curatio morbi"*

justo tempore; alterum Aristotelis verbis

> Ὀλίγαις δὲ τισι τῶν γυναικῶν βέλτιον ἔχειν τὰ σώματα συμβαίνει κυούσαις

insignitum quoad partem tantum justo et statuto die, quod reliquum erat, quatriduo postea.

In prima verbis Cornelii Galli insignita dissertatione, sermone bene latino, imo eleganter conscripta primum de eo agitur, quod possit graviditas in diagnosin, prognosin, curam, exitum etc. deinde plures morbi commemorantur, qui graviditate plus minusve commutari solent. In hac re pertractanda auctor magis suo ingenio et judicio fidem habuisse videtur, quam aliorum observationibus; nam paucis libris exceptis alios silentio praeteriit et paucas tantum observationes singulares commemoravit ad probandam suam sententiam, ut plurimum vero recte judicat et bene distinguit; quare censuit Ordo, hanc commentationem proemio dignam esse.

Auctor alterius dissertationis verbis Aristotelis insignitae mira cum

---

*) Auctores sunt: CAROLUS ADOLPHUS ROESLER, Wisbadensis et HENRICUS CAROLUS THEODORUS SCHWARZ, Heidelbergensis.

assiduitate et diligentia ex amplissima librorum supellectile collegit ea, quae ad rem faciant. Hanc materiam sic disposuit, ut primum morbos, quibus graviditas favet, deinde eos, qui eâdem vel sanantur et mitigantur vel augentur, ex ordine nosologico recenseret. Id autem sic peregit, ut fida observatione confirmatum et probatum sit, quodcunque in medium profertur; vix autem observatio ulla quaedam gravioris momenti praetermissa est. Minus ea, quae ex illis observationibus sequuntur, colligere et amplissimae materiae unum conspectum reddere studuit auctor.

Ordo judicavit, hanc dissertationem praemio dignissimam esse et priori antecellere. Cum vero ejus pars tantum justo die tradita sit, praemio ipso ornari non posse dolendum est, et decrevit Ordo Auctori primae dissertationis praemium quidem tribuendum esse, alteram vero schedula reclusa publice laudibus ornandum summis et bene meritis.

Illam dissertationem, quae insignita est Cornelii Galli verbis, exhibuit

FRANCISCUS MEURER,
RHENO – BORUSSUS

alteram vero

HENRICUS NEBEL,
HEIDELBERGENSIS.

Philosophorum Ordo superiore anno hoc postulaverat, ut

> „*Exponeretur ratio, quae Socraticos inter philosophos et Sophistas intercesserit, monstrareturque, an usquequaque fide digna sint, quae illi de his tradiderunt.*“

Exhibita est Commentatio, quam hac sententia Herodotea insignem fecit auctor:

Διαβολὴ γάρ ἐστι δεινότατον κτλ. insigniorem cum ratione tum oratione. Nam primum quidquid ad argumentum pertinet, id omne, ex limpidissimis fontibus repetitum est, qui in Xenophontis, Platonisque et Aristotelis

operibus continentur; neque tamen neglecta sunt secundaria testimonia, quatenus et ipsis primariorum suffragabatur auctoritas.

Deinde cum dispositio quoque sive rerum distributio lucida sit, oratio autem nuda, recta et quae ejusmodi disputationibus accommodata videatur: Philosophorum Ordo hoc opusculum, licet id ad materiam aliquanto uberius ac circumspectius, ad formam venustius excoli perpolirique posset, praemio tamen his commissionibus publice proposito condecorandum decrevit.

Postmodum oblata est altera scriptio, his Platonis designata verbis

> Ἕξεις οὖν συγγνώμην καὶ ἀγαπήσεις, ἐάν πῃ καὶ κατὰ βραχὺ παρασπασώμεθα οὕτως ἰσχυροῦ λόγου.

Cujus auctor ut haud mediocrem ingenii solertiam nobis comprobavit: ita rationem orationemque suam in novitiorum philosophorum dumeta nimis compulit, neque proinde commilitoni palmam praeripere potuit.

Aperta schedula victorem renuncio

CAROLUM HEIDEL,

HEIDELBERGENSEM.

Ad illam quaestionem, quae ad rem cameralem pertinebat, Ordini nulla oblata est commentatio.

Nova argumenta a singulis Ordinibus in annum proximum proposita sunt:

Postulatur ab Ordine Theologorum,

> *ut Anselmi Archiepiscopi Cantuariensis responsum ad quaestionem: cur Deus homo? sub examen vocetur.*

Ordo Jureconsultorum hanc quaestionem profert:

> *Quaenam sunt juris Romani principia, si in condenda ultima voluntate vis seu metus testatori illatus, vel hic ipse dolo inductus sit?*

Ordo Medicorum desiderat,

> *ut Glandula Thymus ejusque succus chemicae subjiciantur analysi.*

Quaestiones ab Ordine Philosophorum propositae sunt, et quidem

prima: *Exhibeatur descriptio et historia urbis Thebarum; exponatur de situ urbis ejusque fatis, monstreturque simul, qualis fuerit Thebarum res publica.*

altera: *Conscribatur accurata historia vitae domesticae et rerum privatarum comitum et electorum Palatinorum a* LUDOVICO *quinto ad* CAROLUM, *filium* CAROLI LUDOVICI *(1508—1685) et id quidem ita, ut tum rei publicae administratio in palatinatu inferiori, tum totius vitae civilis et temporum illorum ratio illustretur.*

Spittler, Rommel, Weisse docebunt modum rationemque hujus historiae tractandae, materiam suppeditabunt praecipue Hubertus Thomas Leodiensis in vita Friederici et C. F. de Moser (patriot. Archiv) quique ibi passim indicantur auctores.

Huic operi studium navaturis venia vernaculi sermonis conceditur.

Jam apertus est campus, in quo virtus vestra se exercere possit. Qui frequentes anno praeterlapso concurristis, speramus fore, ut ad hoc quoque certamen frequentes concurratis persuasi, vos aequos nacturos esse judices probosque, qui nihil magis in votis habent, quam ut juvenum studia promovere, iisque, qui dignos et probatos se exhibuerunt, diligentiae atque industriae tribuere possint praemia.

Quod reliquum est, pia nuncupemus vota pro LEOPOLDO Magno Duce Badarum, totaque domo Augusta, pro Viris Summis, qui eximia sapientia nostris rebus prospiciunt, pro salute Academiae nostrae atque splendore: Servet Deus Optimus Maximus nostram Academiam integram in tantis rerum fluctibus, eamque in dies augeat; servet denique universam patriam et omnes, qui nobiscum favent literis.

NOTÆ.

In universum ad ea, quae de rebus Graecorum publicis disseruimus, hi conferantur libri (recentioribus temporibus in lucem editi).

Darstellung der griechischen Staatsverfassungen, von Friedrich Wilhelm Tittmann. Leipzig 1822.

Die Athenäische Gerichtsverfassung, ein Beitrag zur Geschichte des Rechts, insbesondere zur Idee der Geschwornengerichte in alter Zeit, von Heffter. Cöln 1822.

Der Attische Prozeß, von Meier und Schömann. Halle 1824.

Der Prozeß und die Klagen bei den Attikern, von Platner. Darmstadt 1824. 5.

Hellenische Alterthumskunde aus dem Gesichtspunkte des Staats, von Wachsmuth. Halle 1826 — 30.

Lehrbuch der griechischen Staatsalterthümer, von Hermann. Heidelberg 1831.

1) de publica juventutis apud Spartanos disciplina vid. Wachsmuth Tom. II. part. 2.

2) testimonia, ad quae provocavimus, exstant apud Herodot. VIII. 75. Platon. Lysid. et apud alios; cfur Schwarz, Geschichte der Erziehung T. I., idemque de paedagogis veterum.

3) Lycurgi et Pythagorae de educanda ac formanda juventute principia disquisivit Wachsmuth II. 2. §. 109.

4) Plato de hac re disserit De legg. lib. 4. (tom. 8. pag. 178. ed. Bipont.) atque etiam lib. 3. (tom. 8. pag. 137. ejusd. edit.)

5) Livius lib. 34. c. 31.

6) Aristoteles in politic. lib. II. c. 9. Tittmann, Darstellung der griechischen Staatsverfassungen pag. 108. seq.

7) vid. schol. ad Thucydidem I. 84.

8) vid. Xenoph. De re publ. Laced. IV. 6.

9) ἔτι καὶ κρίσεών εἰσι μεγάλων κύριοι. Aristot. polit. II. 9. Xenoph. loc. cit. VIII. 4. C. O. Müller Dorr. II. S. 125.

10) fasti Lacedaemoniorum, vel potius anni computatio eodem modo regebatur annuo Ephorum imperio, quo id apud Romanos annuâ consulum potestate factum est.

11) Hoc a Lycurgo, qui rei publicae liberae administrandae optime praevidere voluit, recte institutum est, ne cives unquam scriptis uterentur legibus. Testatur Plutarchus in vita Lycurgi cap. 13. coll. C. F. Hermann, griechische Alterthümer S. 52.

12) Wachsmuth II. 2. pag. 208.

13) unum solummodo afferamus poenae hac de re inflictae exemplum in Stilpone, apud Diogenem Laertium II. 116.

14) vid. Heffter pap. 38.

15) cfur dissert. mea in Neues Archiv des Criminalrechts tom. VIII. pag. 338.

16) Wachsmuth I. pag. 265. de libero Areopagi arbitrio ita judicat: die Kraft der Tugend gab den stäts regen Willen, die Weisheit das Maas. Cftur et Platner, der Prozeß bei den Attikern tom. I. pag. 27 et 36. optime ille quidem judicans de rebus Graecorum publicis.

17) de Ostracismo conf. Tittmann pag. 341. seq.

18) Ad ea, quae ex Romanorum rebus publicis hic disputantur, conferantur potissimum Jarcke, Versuch einer Darstellung des Censorischen Strafrechts der Römer. Bonn 1824. Rubino de tribunicia potestate, qualis fuerit inde a Sullae Dictatura usque ad primum Consulatum Pompeji. Casselis 1825 ac praesertim celeberrimum opus Niebuhrii historia Romana, quem ubique fere secuti sumus.

19) Censorum munus sic describit Livius lib. 4. c. 8. „Morum disciplinaeque regimen, decoris dedecorisque discrimen sub conditione ejus magistratus erant."

20) Cf. Niebuhr tom. II. pag. 450 secundae ed.

21) Cf. Creuzer, römische Antiquitäten §. 107. (erste Ausgabe.)

22) Cf. Niebuhr tom. III. pag. 651.

23) Cf. Niebuhr tom. II. pag. 456.

24) vid. Livius lib. 4. c. 24.

25) vid. Valerius Maximus lib. 2. c. 9. §. 5.

26) vid. Cicero De republica lib. 4. apud Nonium — cfas editionem Maii eo loco, quo omnia, quae ad Censores spectant, congesta sunt. (ed. Stuttgardt. et Tubing.) pag. 282 et not. 4.

27) Cicero pro Cluentio c. 14. „Cum illo jam nemo rationem, nemo rem ullam contrahebat. Neque illum ex tam multis cognatis et affinibus tutorem unquam liberis suis scripsit. Nemo illum aditu, nemo congressione, nemo sermone, nemo convivio dignum judicabat. Omnes aspernabantur, omnes abhorrebant, ut aliquam immanem ac perniciosam bestiam pestemque fugiebant." Non obstat alius locus ejusdem auctoris De republ. lib. 4. apud Nonium „Censoris judicium nihil fere damnato nisi ruborem adfert, itaque ut omnis ea judicatio versatur tantummodo in nomine, animadversio illa *ignominia* dicta est". Cicero De republ. ed. Maio Stuttg. et Tubing. pag. 282. Quo loco etymologiam tantum respicit. Sed revera temporis decursu Censoris nota non amplius tanti aestimabatur, mitioraque ipsa facta sunt Censorum judicia.

28) Adhuc inter viros doctos disputatur, num unum idemque fuerit, tribu movere civem et aerariis vel capite censis adscribere; an diversum utrumque nec unâ eâdemque notatione peractum. Tu vid. Gellii N. A. lib. 16. c. 13. Niebuhr tom. II. pag. 448. Hüllmann, Staatsrecht des Alterthums pag. 240. Jarcke, Censorisches Strafrecht pag. 80. Quum autem Ciceronis testimonio constet, nullum civem fuisse, qui tribum non habuerit, inde duae videntur exstitisse notationes, una, qua civis ordinem neque vero tribum, altera, qua tribum ipsamque civitatem notatus amitteret. Vid. Schulze, von den Volksversammlungen der Römer. Gotha 1815. pag. 32 — 58. — Martialis VIII. 15. distinguit populum, senatum, equites et tribum.

29) Temporis lapsu lege Clodia institutum esse videtur, ut a Censore nonnisi collegae consensu quis possit notari. Aliter statuit Jarcke pag. 116 not.

30) Cfur dissert. mea in neues Criminalarchiv tom. XI. de jure puniendi apud Romanos.

31) Niebuhr tom. I. pag. 641. ita de hac re scribit: So wenig der Graf von Leicester ahndete, als er die Abgeordneten der Ritter und Gemeinden zum Parlament der Barone berief, daß hier eine Versammlung beginne, welche einst wesentlich die höchste Gewalt im Reich besitzen werde; eben so wenig ahndeten die Plebejer auf dem heiligen Berge, als sie die Unverletzlichkeit ihrer Obrigkeiten erwürkten, daß dieses Amt sich allmählig zu überwiegender, dann zur unbegränzten Gewalt in der Republick erheben und endlich ihr Besitz hinreichen, aber auch nach der Form nothwendig seyn würde, um die Monarchie zu begründen. Quae sententia Viri celeberrimi forsitan comprobatur iis, quae evenerunt lege Cornelia lata de tribunicia potestate, quae vix quidquam effecisse putanda est eorum, propter quae lata erat, quum frustra sane Sulla meditaretur novum reipublicae genus idque optimatium. Tribunatui vero restituto, quem ipse capessebat Augustus, principum imperium superstructum est, indeque per plebem ipsam decipientem deceptamque plebis imperium corruit.

32) De sacerdotio et imperio, quo utroque populi reguntur, jam verba fecit ipse Justinianus nov. 6. in praefat. Ac sane hoc duplici regimine tota fere Germanorum res nititur, quare merito maximi momenti est opus celeberrimum, cui est titulus: Illustrissimi viri Petri de Marca Archiepiscopi Parisiensis dissertationum de Concordia Sacerdotii et Imperii libri octo.

33) Vid. cap. 10. X. V. 7.

34) Vid. capitular. 2. anni 813. cap. 1. Cfur praestantissimum opus — Reginonis Abbatis Prumiensis de ecclesiasticis disciplinis et religione christiana (apud Harzhemium Concordata Germaniae tom. II.)

35) Ex illo judiciorum synodalium ordine derivatur omnis fere processus criminalis, inprimis a quo tempore hac de re constitutiones promulgatae sunt Innocentii III. pontificis de jure canonico meritissimi. Cfur Eichhorn Kirchenrecht tom. II. pag. 75.

36) Paul. Joseph. a Riegger de poenitentiis et poenis ecclesiasticis. Viennae 1772. et in Schmidt Thesaur. jur. can. tom. VII.

37) Haec enim fori interni judicia jam ex tempore Caroli M. a locorum parochis exercita sunt: nonnullae autem res episcopo erant reservatae. Hinc parochi gravissimi morum censores exstiterunt. Vid. Thomassinus vetus et nova ecclesiae disciplina tom. II. pag. 68. sequ. Concil. Tridentinum sess. XIV. c. VII.

38) Cf. Concil. Trident. sess. XXV. cap. III. et aliis locis.

39) Cf. Confessio Augustana art. 28. — Eadem statuit Calvinus, eademque statuta sunt in nonnullis eccles. protest. ordinationibus.

40) Vid. Eichhorn Kirchenrecht II. pag. 97.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

RICHESSE DES NATIONS.

Théorie de M. du Mesnil-Marigny sur la richesse des nations (1), et réponse de l'auteur de cette théorie aux objections qui lui ont été faites, dans la réunion du 5 janvier 1861, par MM. Horn, publiciste; Wolowski, membre de l'Institut; L. de Lavergne, membre de l'Institut; Joseph Garnier, professeur d'économie politique à l'Ecole des ponts et chaussées; Renouard, conseiller à la Cour de cassation, ancien pair de France, objections consignées dans le *Journal des Économistes*, du 15 même mois.

M. du Mesnil-Marigny croit pouvoir avancer que jusqu'ici on n'a pas encore donné une bonne définition de la richesse d'un Etat. M. Stuart Mill et beaucoup d'autres économistes disent que, « la richesse d'un Etat est la somme de toutes les choses utiles ou agréables qu'il possède et qui ont une valeur échangeable. » Or, cette définition est insuffisante, car il est impossible, avec les seuls éléments qu'elle fournit, de comparer deux nations entre elles sous le rapport de leurs richesses. En effet, si deux peuples sont également nantis de marchandises d'une même nature, mais ayant des valeurs plus élevées chez l'un que chez l'autre, ces deux peuples seront inégalement riches. Ils seront encore inégalement riches, si, dans des conditions tout à fait identiques, par rapport aux marchandises (quantité, similitude et valeur), l'un est plus industrieux que l'autre, ou bien est assis sur un sol plus fertile, toutes choses étant équivalentes du reste. M. du Mesnil-Marigny dit de plus que toutes les autres définitions connues de la richesse d'un État sont pareillement défectueuses, et par conséquent impropres à faire apprécier avec exactitude les richesses des peuples. J.-B. Say prétend même que cette appréciation est un problème assimilable à celui de la quadrature du cercle (2).

Dans cet état de la science, M. du Mesnil-Marigny croit être parvenu à résoudre ce problème économique, en décomposant la richesse de chaque peuple en deux richesses bien distinctes : l'une qu'il nomme la ***richesse évaluée*** monétairement ou richesse de valeur, et l'autre qu'il appelle ***richesse d'usage***.

(1) Cette théorie est la base fondamentale du livre qu'il a publié, intitulé *les Libre-Echangistes et les Protectionnistes conciliés*, in-8°, 1860. Paris, 2e édit., Guillaumin, éditr.

(2) *Epitome*, art. Richesse, 6e édition du *Traité d'économie politique* de J.-B. Say, p. 604.

D'après lui, la *richesse évaluée* d'une nation est égale à la somme des valeurs : 1° de tous ses biens immobiliers ; 2° de tous les biens mobiliers qu'elle possédait une année avant l'époque du bilan de cette richesse ; 3° du produit brut annuel ; 4° des marchandises consommées annuellement, ces dernières marchandises étant affectées d'un signe négatif. Et, si l'on veut avoir la *richesse évaluée* moyenne d'un citoyen de cette nation, il faudra diviser le total résultant de cette opération par le chiffre de la population.

Quant à la *richesse d'usage* moyenne d'une nation, après avoir fait observer que la nature et la quantité des consommations annuelles d'une personne varient de pays en pays, l'Indien consommant moins que l'Espagnol et l'Espagnol qu'un homme du Nord, il arrive à apprécier, pour chaque peuple, ce qu'il entend par la valeur de *l'unité d'existence*. Cette valeur est le prix de la consommation moyenne d'un individu pendant une année. Ce sera, par exemple, 60 fr. pour l'Indien, 150 fr, pour l'Espagnol et 300 fr. pour l'habitant de la Grande-Bretagne, etc., etc. Ces prémisses établies, pour obtenir la *richesse d'usage* moyenne d'une nation, M. du Mesnil-Marigny divise la valeur du produit brut total de la nation qu'il considère, par la valeur de l'unité d'existence, et encore par le chiffre de la population. Ces formules de la *richesse évaluée* et de la *richesse d'usage*, que l'auteur donne ici sommairement, sont, dit-il, présentées dans son ouvrage comme une nécessité économique, et y sont démontrées rigoureusement.

De ces formules qui permettent de calculer les richesses de toute nature, matérielles ou immatérielles, échangeables ou non, il résulte que la *richesse d'usage* réside dans le plus ou moins grand nombre de satisfactions que la moyenne des individus d'une nation pourra se procurer, relativement à ce qui est nécessaire à la vie sous chaque climat, et ensuite que la *richesse évaluée* monétairement réside dans la somme d'argent équivalente à l'ensemble des biens échangeables d'une nation, en ayant égard tout à la fois au nombre des individus qui la composent, à la valeur de leur production annuelle et à celle de leurs consommations.

Selon lui, en isolant la *richesse d'usage* et la *richesse évaluée*, qui jusqu'ici n'avaient pas encore été disjointes, on fait disparaître la difficulté que l'on éprouvait à comparer entre elles les richesses des peuples, et ce problème est maintenant résolu.

Il va plus loin et prétend en outre, au moyen de ces mêmes formules, résoudre un problème bien plus difficile, celui de la conciliation des libre-échangistes et des protectionnistes.—Il dit que la vraie richesse des nations est incontestablement la *richesse d'u-*

sage ; car c'est elle qui donne le bien-être aux peuples : or, parmi tous les agents qui produisent cette richesse, l'un d'eux est sans contredit le libre-échange. En effet, équitable pour tous, il donne à tous les plus grandes facilités pour satisfaire leurs désirs. Il faut avouer que, dans certaines localités, il accroît le prix des marchandises indigènes, en leur ouvrant des débouchés dans les diverses parties du globe ; mais ces marchandises, dans leur distribution, n'étant entravées ni par la prohibition, ni par la protection, ne subissent que la hausse due à une juste et légitime concurrence.

D'un autre côté, la protection, suivant M. du Mesnil-Marigny, tout en diminuant, dans le plus grand nombre de cas, le bien-être, développe parfois la *richesse évaluée*. Or, comme la puissance des peuples s'accroît avec cette richesse (toutes réserves faites sur leurs qualités guerrières), car c'est à l'aide d'une importante *richesse évaluée* que l'on peut réunir avec facilité, et dans le plus bref délai, les nombreux millions qui arment et font mouvoir les bataillons, qui équipent les vaisseaux et leur font franchir les plus grandes distances pour atteindre l'ennemi ; il en conclut que, dans la prévision d'hostilités futures, il est convenable de ne pas négliger cette nature de richesse. — Il ajoute qu'en augmentant la *richesse évaluée*, on favorise l'accroissement de la population, qui est encore souvent un autre élément de puissance.

Ainsi, dans certains cas, un peuple, afin d'assurer son indépendance, pourra, bien qu'il sacrifie une partie de son bien-être, user de la protection, lorsqu'il s'agira, par exemple, d'empêcher les individus dont il se compose, de prendre trop de goût à des produits étrangers, alors que ces produits sont d'un échange désavantageux pour cette même *richesse évaluée*.

D'une part donc, d'après M. du Mesnil-Marigny, les libre-échangistes auraient raison au point de vue humanitaire, car le libre commerce entre tous les pays ferait, le plus souvent, obtenir à ces pays le maximum de la *richesse d'usage* auquel leurs habitants peuvent légitimement prétendre, en raison de leur tenacité au travail, de leurs aptitudes intellectuelles, de la fécondité du sol, de la densité de la population, etc.

D'une autre part, les protectionnistes doivent être mainte fois dans le vrai, attendu que la protection, dans diverses circonstances, peut être favorable au développement de la *richesse évaluée*, et par suite à la puissance d'une nation.

Cette appréciation numérique de la *richesse d'usage* et de la *richesse évaluée* lui paraît jeter un jour tout nouveau sur les divers

problèmes économiques. — Elle permet, dit-il, de leur donner des solutions d'une telle exactitude, qu'on pourra désormais classer l'économie politique au rang des sciences exactes.

M. Horn, l'un des membres de la Société, se demande si ce mot de « richesse » a été bien choisi pour rendre le « Wealth » de Smith ; le mot de « richesse » qui correspond peut-être mieux au *richness* anglais, mène trop facilement à entendre la richesse d'une nation dans le même sens qu'on entend la richesse d'un individu. La proposition de M. du Mesnil-Marigny et les développements qu'il vient de donner, paraissent venir à l'appui de ce doute de M. Horn. *A son avis, la richesse d'une nation ne saurait aucunement se mesurer comme se mesure généralement la richesse d'un individu, sur la quantité des valeurs d'échange ou d'usage dont on dispose.*

R. — Il nous semble tout naturel que la richesse des nations puisse être ***dénommée*** et ***mesurée*** comme la richesse des individus, puisque les nations ne sont elles-mêmes que des collections d'individus. Jusqu'ici, il est vrai, les traités d'économie politique n'ont indiqué aucun moyen pour mesurer la richesse d'une nation. — Jean-Baptiste Say prétend même que ce mode d'appréciation est un problème impossible à résoudre. Nous croyons en avoir donné la solution.

La richesse que l'économie politique désire voir acquérir aux nations, la richesse au maintien et au développement de laquelle elle veut concourir, dépend beaucoup plus du bon emploi et de l'équitable répartition que des quantités de valeurs que les nations possèdent.

R. — Sans doute, la meilleure répartition possible de la richesse publique est une des préoccupations des économistes ; mais ce serait une grande erreur de croire que, pour cela, ils négligent la recherche de ce qui peut augmenter la richesse d'une nation, et en conséquence celle de tous les individus qui la composent.

En supposant deux Etats où, à population égale, la masse des valeurs d'échange et d'usage serait la même, il y aurait encore pour l'économie politique une criante inégalité de richesse, c'est-à-dire de fortune et de bien-être, si dans l'un de ces deux Etats les valeurs d'échange et d'usage étaient plus ou moins également réparties entre tous les

habitants, tandis que dans l'autre Etat, à côté d'une aristocratie ou d'une plutocratie nageant dans l'abondance, soupiraient dans la profonde misère les autres classes des populations.

R. — Ces observations de M. Horn nous paraissent aussi justes que bien exprimées.

Ce n'est également, pense M. Horn, que par la confusion involontaire qu'engendre dans divers esprits, les plus élevés même, l'emploi du mot « richesse » pour désigner la fortune générale, qu'on peut arriver indirectement à remettre en honneur la théorie surannée de la *balance du commerce.* C'est vers ce but que tend évidemment, sans le vouloir et sans s'en rendre un compte bien clair, l'honorable auteur de la proposition discutée, en venant nous dire que, si la France parvenait à accroître l'importation de ses vins en Angleterre, où ils supplanteraient plus ou moins la bière anglaise, la richesse de la France s'accroîtrait de toute la somme que les Anglais payeraient pour nos vins, tandis que la richesse de la nation anglaise diminuerait dans la proportion correspondante.

N'était la crainte de tomber dans le paradoxe, M. Horn retournerait la proposition; mais ce qui est certain, à son avis, c'est que la nation anglaise, loin d'y perdre, ne pourrait qu'y gagner, si ses populations pouvaient remplacer leur bière par l'acquisition de nos vins, qu'elles trouveraient soit meilleurs, soit moins chers : parce que ce n'est qu'à l'une ou qu'à l'autre de ces deux conditions que s'opéraient la substitution du Bordeaux et du Bourgogne, par exemple, à l'Ale et au Porter, quelques grandes brasseries anglaises en souffriraient sans doute, mais la fortune nationale, c'est-à-dire l'aisance et le bien-être des populations y gagneraient, parce que autrement le changement ne se ferait pas.

Même en prenant l'expression « richesse » dans son sens le plus étroit, il n'y aurait pas perte pour l'Angleterre, parce que les capitaux, les intelligences et les bras, rendus disponibles par la diminution dans la production des bières, ne tarderaient pas à trouver dans d'autres branches de production un emploi non moins profitable pour eux-mêmes et pourtant non moins avantageux à la richesse nationale.

R.— Loin de nous la pensée de vouloir défendre, directement ou indirectement, la balance du commerce, système condamné par tous les économistes, système illogique dont les partisans ont sottement pour but d'introduire chez un peuple le plus de numéraire possible. Mais voici les doctrines que nous cherchons à établir :

Lorsqu'un traité de commerce a été conclu avec une nation, c'est par les bilans successifs de la ***richesse d'usage*** et de la ***richess***

évaluée de cette nation, dressés d'après nos formules, que l'on pourra juger des avantages ou des inconvénients de ce traité. Sans doute, en procédant uniquement de cette manière, on s'exposera souvent à faire la comparaison de ces bilans bien tard.

Mais à l'aide d'un examen approfondi de ces formules on pourra presque toujours s'assurer au préalable si un traité doit être favorable ou non.

En général, le libre échange procurera aux peuples une plus grande *richesse d'usage*, souvent aussi une plus grande *richesse évaluée ;* toutefois, du libre échange lui-même peut résulter une diminution dans cette dernière espèce de richesse.

Dans l'opinion de M. Horn il vaudrait donc mieux parler de la *fortune* ou de l'*aisance* nationales, expressions qui prêteraient moins à l'équivoque ; mais si l'on tient au mot une fois adopté de *richesse* nationale, il faudrait ne jamais perdre de vue que dans cette application le mot « richesse » a une signification essentiellement différente de celle que nous y attachons en parlant des richesses individuelles. L'individu est riche surtout par la quantité des valeurs d'échange et d'usage qu'il possède ; la nation l'est surtout par la manière dont ses valeurs sont employées, exploitées et réparties.

R. — Nous sommes très disposé à substituer les expressions de *fortune* et d'*aisance* à celles de *richesse évaluée* et de *richesse d'usage.* —Mais nous affirmons, contrairement à l'opinion de M. Horn, que les particuliers, comme les peuples, ont deux espèces de richesses, toutes spéciales et bien distinctes l'une de l'autre : la *richesse évaluée* et la *richesse d'usage* ; la première relative à l'appréciation en numéraire des valeurs d'échange qu'ils possèdent, et la seconde relative à la quantité des consommations dont ils peuvent disposer.

M. Wolowski, membre de l'Institut, fait observer que la distinction faite par M. du Mesnil-Marigny peut être ramenée à des termes plus simples. Il s'agit, en effet, de la différence entre la *valeur en échange* et la *valeur en usage*, ou pour employer des expressions moins abstraites, entre la *valeur* et l'*utilité*. L'évaluation de la richesse d'après le prix de vente peut conduire à des résultats inexacts ; en effet la *rareté*, même artificielle, de certains produits peut en accroître l'estimation nominale alors qu'elle diminue la richesse véritable. Lorsqu'on entend par

valeur uniquement le prix de vente, et non pas la satisfaction des besoins, on aboutit à une conséquence qui demande à être contrôlée. En effet, le progrès économique tend à diminuer la *valeur* en augmentant la masse des produits et en diminuant le coût de revient. La richesse véritable c'est l'*abondance* des objets.

M. Wolowski ajoute que la richesse générale du pays comprend autre chose que la somme des fortunes individuelles; il faut y ajouter la fortune publique, qui se compose en majeure partie de travaux qui échappent à une évaluation directe et qui produisent d'une manière indirecte, sans donner un revenu propre; tels sont les chemins, canaux, ports, etc. La multiplicité de ces grands travaux, accomplis d'une manière utile, est le principal élément de la puissance productive des pays civilisés.

R. — Les observations de M. Wolowski sont de la plus grande justesse; toutefois, pour ce qui concerne les chemins, canaux, ports, etc., qu'il déclare, devoir faire partie de la richesse nationale, nous tenons à constater que non seulement ces grands travaux sont compris dans nos formules, mais encore que nous y avons fait entrer la fertilité plus ou moins grande du sol, la salubrité du climat, les diverses aptitudes des citoyens, etc., etc.

M. de Lavergne, membre de l'Institut, pense qu'il ne faut pas attacher tout à fait autant d'importance à cette distinction entre la valeur *en échange* et la valeur *en usage*. La véritable richesse consiste dans la masse des objets qui peuvent servir à satisfaire nos besoins. Le mot dont se sert Adam Smith, et qu'on traduit ordinairement par richesse des nations *(Wealth of nations)* veut beaucoup plus dire *bien-être* que *richesse*. *Le nombre des produits consommables ne peut d'ailleurs s'accroître sans que la richesse évaluée s'accroisse aussi. Dès qu'on admet que la liberté des échanges* augmente les produits en *usage*, on doit admettre aussi qu'elle augmente les valeurs en *échange*. La supériorité des peuples qui peuvent à un moment donné réunir de grandes ressources financières, tient autant et même davantage à la masse de leurs produits consommables qu'à celle de leurs valeurs échangeables. En somme, la nation la plus riche est celle qui produit le plus.

Il y a cependant, dans l'observation de M. du Mesnil-Marigny, un côté vrai qu'il ne faut pas négliger, même dans ce qu'il peut avoir de contraire à la doctrine absolue du libre-échange. C'est le même point de vue déjà développé avec une profondeur qui n'est malheureusement pas sans obscurité, par M. Stuart Mill, dans son chapitre sur les *valeurs internationales*. En poussant à ses dernières conséquences la théorie des produits spéciaux à chaque peuple, on arrive à constituer de véritables monopoles, et dans un moment donné, la nation qui possède le

monopole de la production la plus nécessaire, peut en profiter pour imposer des prix excessifs et accroître démesurement les valeurs en *échange*, ou même pour porter atteinte à l'indépendance des autres peuples. Il y a là un danger qu'il ne faut pas grossir, mais qui n'en est pas moins réel dans une certaine mesure.

R.— D'après M. de Lavergne, dans le cours des vicissitudes qu'éprouvent les peuples, il n'y aurait jamais que peu d'écart entre leur richesse *évaluée* monétairement et leur *richesse d'usage*. Nous allons essayer de prouver qu'au contraire cet écart peut être très-considérable.

En effet, la *richesse évaluée* des peuples dépend particulièrement de la valeur en numéraire des choses qu'ils possèdent, tandis que leur *richesse d'usage* est due principalement au produit brut annuel. — Or, la valeur des divers produits bruts, dans la plupart des industries n'a aucun rapport avec le capital de ces industries.

Ainsi, dans l'agriculture, le produit brut étant environ le dixième du capital, ce même produit brut, pour une mine de charbon de terre, bien souvent équivaut au capital de cette mine.

D'où il résulte que si, par exemple, une société de mille travailleurs, propriétaires d'une houillère, gagne en l'exploitant un million par an, un million étant en même temps et le produit brut et la valeur totale de son immeuble, cette société de mineurs, à égalité de *richesse d'usage*, aura un capital bien inférieur à celui d'une société de mille cultivateurs, qui posséderaient et feraient valoir des domaines, dont le produit brut serait également d'un million, attendu que ce dernier produit brut d'un million établirait que cette société agricole est à la tête d'un capital de dix millions.

Quelle disparité dès lors entre les *richesses évaluées* de deux sociétés qui ont la même *richesse d'usage* et dont la *richesse évaluée*, dans d'autres conditions d'existence, pourrait être la même! Et ensuite quelle inégalité dans les facultés qui leur sont propres! — L'une peut fournir, pour un emprunt de un ou deux millions, des garanties qu'il est imposible à l'autre de donner. Et, cette faculté d'emprunt, lorsqu'elle est notoire, sert non-seulement à accroître la puissance des peuples, mais en outre, à les faire vivement progresser dans l'exploitation des industries de toutes natures.

Nous citerons encore, en réponse à M. de Lavergne, le fait suivant, relaté dans les voyages de M. de Humboldt :

Aux pieds des montagnes du Mexique, des populations considérables vivent dans une grande aisance, en se contentant de remuer légèrement la terre à l'entour des bananiers qui les nourrissent. Et cependant ces populations n'ont qu'une très-faible *richesse évaluée.*

Ne s'attacher qu'à l'accroissement de la *richesse d'usage* serait donc, d'après nous, une faute, car la nation qui a la plus grande *richesse d'usage* peut n'avoir qu'une très-médiocre *richesse évaluée.* D'un autre côté, nous blâmerions encore davantage ceux qui, négligeant la *richesse d'usage*, ne voudraient s'occuper que de la *richesse évaluée.*

Nous reviendrons, du reste, sur ce sujet en répondant à M. Joseph Garnier.

M. Joseph Garnier, professeur d'économie politique à l'école des Ponts et Chaussées, rappelle que la distinction des deux richesses s'est naturellement présentée à l'esprit de tous ceux qui se sont occupés de ce sujet. On la trouve dans Aristote; plus tard dans Locke et les discussions des physiocrates; mais Adam Smith en précisant mieux qu'on ne l'avait fait avant lui, en distinguant la valeur en usage et la valeur en échange, au début de son livre, et en faisant ressortir cette distinction dans ses analyses, Adam Smith a fait faire un grand pas à la science. Malheureusement, en se servant du mot *valeur* pour désigner les deux idées, il a introduit dans la langue une confusion dont les économistes ont eu quelque peine à se tirer, quand ils s'en sont tirés. On écarte en grande partie cette confusion en évitant de faire des mots *richesse, utilité, valeur,* des synonymes. La *richesse* est tout ce qui sert à satisfaire les besoins; l'*utilité* et la *valeur* en sont les qualités. Il y a des richesses qui n'ont que la première qualité; il y en a un plus grand nombre qui ont les deux; et la valeur n'existe pas sans l'utilité.

M. du Mesnil-Marigny se trompe quand il dit que les économistes n'ont fait entrer que la richesse évaluée dans le sujet de l'économie politique; un très grand nombre ont fait le contraire, et Rossi professait qu'en négligeant la valeur en usage on mutilait la science; ce sont ses expressions.

R.— Nos paroles ont été mal interprétées, par M. J. Garnier, nous avons seulement prétendu, et nous soutenons qu'aucun économiste n'a encore donné des formules exactes pour mesurer, soit la

richesse évaluée des nations, soit leur ***richesse d'usage***. Nous avons déjà cité l'opinion de J.-B. Say, cet illustre économiste s'exprime ainsi :

CELA MONTRE QU'ON NE PEUT COMPTER SUR AUCUN RÉSULTAT POSITIF, EN COMPARANT LA RICHESSE D'UN PAYS AVEC CELLE D'UN AUTRE. C'EST LA QUADRATURE DU CERCLE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE. — Nous ajouterons encore que M. Hippolyte Passy, membre de l'Institut, à l'article VALEUR du ***Dictionnaire de l'Economie Politique***, affirme qu'ELLE (la richesse des nations) NE SAURAIT ÊTRE ÉVALUÉE EN AUCUNE MANIÈRE.

M. du Mesnil-Marigny a peut-être amélioré le langage en exprimant cette distinction par deux qualificatifs ajoutés au mot richesse et en disant richesse évaluée et richesse d'usage ; c'est ce qui reste à voir par l'expérience des discussions. *Mais il faut remarquer qu'il y a du louche dans ces deux expressions; car la richesse d'usage s'évalue, et la richesse évaluée est basée sur une richesse d'usage.*

R. — Le louche que M. J. Garnier attribue aux formules que nous avons données n'existe pas, attendu que ces formules donnent, en francs ou en livres sterlings, l'appréciation de la ***richesse évaluée*** des nations, et font estimer leur ***richesse d'usage*** en unités d'une autre espèce.

En cas de réussite, M. du Mesnil-Marigny aurait fait faire un progrès à la nomenclature et à la science, car tous les perfectionnements de la langue dans une science de raisonnement ont de l'importance.

Un autre progrès ce serait le moyen d'estimer la richesse d'usage, qui mérite d'être examiné de près ; car il s'agit en réalité d'exprimer toute *utilité* en valeur. A cet égard, M. Joseph Garnier voudrait bien que M. du Mesnil-Marigny eût été heureusement inspiré ; *mais il craint que M. du Mesnil-Marigny ne se fasse illusion ; car il ne s'agit pas tant de faire une définition exacte de la richesse que de trouver la mesure exacte de l'utilité et de la valeur,* à l'aide de laquelle il serait possible de faire la comparaison des richesses nationales, comparaison que J.-B. Say qualifie de quadrature du cercle.

R. — Nous n'avons pu donner la mesure de l'***utilité*** et de la ***valeur***, car ces deux mots représentant chacun une idée abstraite, sans relation avec les choses, ne sont susceptibles d'aucune mesure ; mais nous prétendons avoir trouvé les définitions exactes

de la ***richesse d'usage*** des peuples et de leur ***richesse évaluée*** ; et de plus avoir traduit ces définitions en formules algébriques, de manière à pouvoir apprécier, en toute vérité, ces deux espèces de richesses.

Quant à la conciliation des libres échangistes et des protectionnistes, qui résulterait de la distinction, non découverte mais hautement formulée par M. du Mesnil-Marigny, il est à craindre encore que ce ne soit une illusion par l'effet de ses formules. Les libres échangistes n'ont raison que parce qu'en considérant la richesse en elle-même, la richesse positive, *richesse d'usage*, les utilités, comme on a encore dit, ils basent leur argumentation sur la nature des choses. Les protectionnistes sont dans le faux, parce qu'en ne considérant que la *richesse évaluée*, le haut prix des choses, ils invoquent des prémisses qui les font aboutir à la balance du commerce et à la théorie de la disette, c'est-à-dire à l'absurde. Or, M. du Mesnil-Marigny est victime du même sophisme, etc.

R. — Bien qu'on nous reproche d'être victime d'un sophisme, nous ne pourrions être sérieusement accusé de soutenir la ***théorie de la disette***, car dans notre formule de la ***richesse évaluée*** d'un peuple, il est un terme négatif qui fait diminuer cette richesse, lorsque le fléau de la disette vient à le frapper.

Quant à *la balance du commerce*, déjà, dans notre réponse à M. Horn, nous avons fait justice de ce système absurde, et nous n'avons plus à y revenir.

Or, M. du Mesnil-Marigny est victime du même sophisme, en croyant que la force d'une nation, en tant qu'on la résume dans sa force militaire, dépend de sa *richesse évaluée*. Les canons, les navires, le matériel de guerre, ainsi que l'a déjà fait remarquer M. de Lavergne, sont avant tout des *richesses d'usage*, et les zouaves ne consomment pas autre chose que les *richesses d'usage* achetées avec le numéraire provenant de l'impôt et équivalant d'autres *richesses d'usage*.

R.—Nous avons déjà fait observer, en répondant à M. de Lavergne, que deux nations, contenant le même nombre d'individus, et jouissant toutes les deux d'une très grande aisance, et même d'aisance pareille, peuvent être partagées très inégalement, sous le rapport des capitaux, dans la proportion de un à dix par exemple. Or, nous le demandons, la nation, avantagée en capitaux, n'a-t-elle pas sur

l'autre (comme nous l'avons déjà reconnu), une prééminence des plus marquées pour se procurer toute espèce d'engins guerriers ?

Ajoutons que la *richesse d'usage*, chez les divers peuples, ne diffère pas d'une manière très sensible, car les publicistes ont de la peine à se mettre d'accord pour reconnaître qui, de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, de la Hollande, de la Russie, possède la plus grande aisance (la raison en est que, d'une part, l'augmentation de la *richesse d'usage* fait en général surgir une population nouvelle, qui vient se partager cette augmentation, et que, d'autre part, une plus grande mortalité ne manque jamais de survenir, lorsque la *richesse d'usage* diminue) ; tandis que les *richesses évaluées* des peuples présentent une énorme disparité. N'est-il pas certain que la *richesse évaluée* de Russie est, à égalité de population, seulement le cinquième ou le sixième de celle d'Angleterre, et peut-être le dixième ou le vingtième, si l'on compare ces richesses pour une même étendue de territoire ?

On prétend encore que les engins guerriers font partie de la *richesse d'usage*. Mais cette assertion ne peut se soutenir, car personne ne se loge dans un canon, ne mange de la poudre à fusil, et ne se sert d'une cuirasse pour vêtement.

Il résulte de ces considérations que les peuples ne peuvent se procurer sûrement les ressources de guerre, qu'un reste de barbarie rend encore indispensables, qu'en s'appliquant à accroître leur *richesse évaluée*, et qu'ils suivraient une fausse direction, en voulant trouver ces mêmes ressources dans l'accroissement de leur *richesse d'usage*.

Si donc toutes les mesures prises par un gouvernement ne tendent uniquement qu'à développer la *richesse d'usage*, c'est à dire, à multiplier les marchandises de consommation, le développement de *richesse d'usage* qui en résultera, n'étant que médiocre, ne servira que faiblement à un peuple pour repousser l'ennemi : et surtout pour envahir son territoire. — En supposant même que ce développement soit considérable, dans l'hypothèse où les marchandises de consommation n'auraient pas une valeur d'échange élevée (ce qui nous ramène indirectement à la *richesse évaluée*), ce

peuple n'aura encore qu'une action très restreinte sur les nations étrangères ; mais si, en sacrifiant une petite partie de son bien-être, on peut rendre sa *richesse évaluée* cinq à six fois plus considérable, on lui fera acquérir alors une puissance relative formidable. — Remarquons que cette diminution de bien-être ne doit être exigée que dans les circonstances impérieuses où la protection est utile à la *richesse évaluée*, car maintes fois, il peut arriver que la protection nuise à cette même richesse et doive être remplacée, avec toutes sortes d'avantages, par le libre échange.

M. Joseph Garnier pense avec M. Horn qu'il est indispensable, pour éclaircir cette question, de distinguer entre la richesse individuelle et la richesse des nations (dont il ne voudrait cependant faire un synonyme de bien-être et d'aisance qui sont des effets de la richesse, ni d'un bon emploi et d'une juste répartition qui sont d'autres moyens d'arriver à cet effet), sans cela on ne peut rien entendre à la question de la monnaie et à d'autres qui ne sont autres que des phases diverses de celles posées par M. du Mesnil-Marigny. Adam Smith, en disant « richesses des nations, » si tant est qu'on ait bien traduit sa pensée, employait par habitude une formule de la théorie de la balance du commerce.— En fait, il n'y a d'autre richesse des nations que la somme des richesses individuelles, plus, selon la juste remarque de M. Wolowski, les richesses collectives, propriétés publiques, routes, etc.

R.—Nous sommes en désaccord avec M. J. Garnier. Selon nous, la richesse des nations doit être considérée sous deux aspects différents. En premier lieu, au point de vue du bien être, dont elles jouissent, et en second lieu, au point de vue du capital dont elles peuvent disposer ; et si l'économie politique n'est pas encore arrivée à l'état de science exacte, c'est parce que cette distinction n'a pas encore été faite d'une manière tranchée.

M. LE PRÉSIDENT RENOUARD, conseiller à la Cour de cassation, dans un exposé final, passe en revue les avis qui viennent d'être exprimés; il abonde ensuite dans le sens de M. Horn et voit la véritable richesse dans l'ample consommation de toutes choses, procurant l'aisance et le bien-être des populations.

R. — Nous laissons M. de Lavergne répondre à M. le président.

M. DE LAVERGNE croit que M. Renouard donne une importance trop exclusive à la consommation.

La richesse d'une nation ne se compose pas seulement de ce qu'elle consomme, il faut y joindre aussi ce qu'elle épargne, car si elle n'épargnait pas en même temps qu'elle consomme, elle irait en s'appauvrissant, elle vivrait sur son capital. En épargnant, au contraire, elle prépare pour l'avenir de nouveaux moyens de production, et il faut toujours en revenir à ceci, que la richesse d'une nation se mesure par ce qu'elle produit, c'est-à-dire par le développement de son agriculture, de son industrie et de son commerce.

M. Renouard réplique qu'il ne croit pas être en déssaccord avec M. de Lavergne, et qu'il comprend les épargnes dans un bon emploi de la richesse.

Paris.— Imprimerie de E. Brière, rue Saint-Honoré, 257.

à Monsieur Ch. H. Rau – Conseiller privé – professeur de l'économie politique à l'Université de Heidelberg – hommage respectueux de l'auteur
V. Somer

LES

ASSOCIATIONS

COOPÉRATIVES

D'ALLEMAGNE

D'APRÈS LES COMPTES-RENDUS DE M. SCHULTZE-DELITZSCH
ET AUTRES DOCUMENTS

PAR

VICTOR SOMER

Extrait du Journal des Économistes
(Livraison d'avril 1867)

PARIS
LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET Cᵉ, ÉDITEURS
De la Collection des Principaux Économistes, des Économistes et Publicistes contemporains,
de la Bibliothèque des sciences morales et politiques, du Dictionnaire
de l'Économie politique et du Dictionnaire du Commerce et de la Navigation, etc.
RUE RICHELIEU, 14
1867

LES

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

D'ALLEMAGNE

D'APRÈS LES COMPTES-RENDUS DE M. SCHULTZE-DELITZSCH ET AUTRES DOCUMENTS (1).

Les ouvrages que nous énumérons ci-dessous forment un ensemble précieux des renseignements les plus exacts et les plus variés pour quiconque voudrait étudier sérieusement le mouvement coopératif en Allemagne. La plupart d'entre eux ont pour auteur M. Schultze-Delitrzsch, cet avocat éloquent et éclairé, ce propagateur dévoué et infatigable de l'association. L'honorable membre du Parlement prussien n'est pas le révélateur du principe d'association, il n'est pas même le premier parmi ceux qui ont essayé de le mettre en pratique, afin d'ar-

---

(1) Voy. pour l'influence de l'association sur la solution de la question sociale :

1° *Les classes laborieuses et l'association en Allemagne* (Die arbeitenden Classen und das Associationswesen in Deutschland), par *Schulzte-Delitzsch*. 2ᵉ édition. Leipsic, chez Meyer, 1863.

2° *Un chapitre du cathèchisme pour les ouvriers allemands* (Kapitel zû einem deutschen Arbeiterkatechismus), par *Schultze-Delitzsch*. Leipsic, chez E. Keil, 1863.

3° *De l'élèvation des classes laborieuses par l'association et les banques populaires* (Die Hebung der arbeitenden classen durch Genossenschaften und Volksbanken), par *Max Wirth*. Berne, chez Dalp, 1865.

4° *Des associations* (Ueber Genossenschaftswesen), par *Ed. Pfeiffer*.

Voy. pour les principes et la méthode d'*organisation* des sociétés coopératives :

5° *Les sociétés des avances et de crédit comme banques populaires* (Vorschuss-und Creditvereine als Volksbanken), par *Schultze-Delitzsch*. 3ᵉ édition. Leipsic, chez E. Keil, 1862.

6° *Les sociétés de consommation* (Consumvereine), par *Ed. Pfeiffer*. Stuttgart, chez A. Koerner, 1865.

7° *Almanach des associations à l'usage des artisans et des ouvriers alle-*

river à un résultat identique à celui qu'il s'est proposé d'atteindre. Mais il a été d'autant plus heureux dans sa tentative, et il a rendu d'incalculables services à son pays, par une saine et intelligente application de ce principe aux besoins de cette classe que les Saint-Simoniens appellent « la plus nombreuse et la plus pauvre de la société. »

L'idée d'association nous apparaît à la première page de l'histoire, et la date de sa naissance se perd dans l'abîme des temps; elle semble être une des premières manifestations de la pensée humaine, la conséquence naturelle de ce penchant irrésistible qui a valu à l'homme, de la part d'Aristote, l'épithète de ζῶον πολιτικόν. Mais étant apte aux applications les plus variées, celle qu'elle a reçue dernièrement est un fait tout à fait nouveau. L'association est l'idée mère de la famille, de la société, de l'État, et l'humanité elle-même n'est qu'une grande association humaine, basée sur la réciprocité des services. Elle s'est continuellement perfectionnée, et sa puissance fnt reconnue par tous les hommes et à toutes les époques; elle a toujours été employée avec succès partout où l'activité individuelle se montrait insuffisante, et des créations grandioses sont sorties de l'action combinée. L'histoire en contieut de nombreux exemples.

Dans sa marche triomphante à travers les siècles — qui s'appelle le progrès — l'humanité choisit sans cesse des nouvelles formes — l'une toujours plus parfaite que l'autre — par lesquelles, comme par des prismes, jaillissent les rayons de sa vitalité. Cette loi générale régit tous les domaines où s'exerce l'action de l'homme. Le domaine économique n'en fait point exception; l'organisation du travail a subi des transformations successives, dont chacune correspond exactement à un certain degré de maturité, à une phase nouvelle de la vie de l'humanité. Chaque métamorphose, c'était un pas en avant fait par l'homme dans la connaissance de soi-même, de ses besoins et de ses destinées, dans la science de la nature, des choses qui l'entouraient pour lui servir; c'était

---

mands (Associationsbusche für deutsche Handwerker und Arbeiter), par *Schultze-Delitzsch.*

8° *Die abschaffung des geschæftlichen Risico durch Hr. Lassalle*, par *Schultze-Delitzsch*. Berlin, chez F. Dunker, 1866.

Voy. pour le développement et les résultats obtenus par les sociétés coopératives allemandes :

9° *Les comptes-rendus* pour les années 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864 et 1865, rédigés par *Schultze-Delitzsch*. Leipsic, chez G. Meyer.

10° Une publication mensuelle intitulée : « *La corporation de l'avenir* » (Jnnung der Zukunft), paraissant depuis 1861, à Leipsic, chez E. Keil, sous la direction de M. Schultze-Delitzsch, et qui paraît actuellement tous les huit jours sous ce titre : « Blätter für Genossenschaftswesen » (Feuilles pour les associations).

un bienfait, une conquête s'accomplissant toujours au profit d'un plus grand nombre : le cercle de ceux qui devaient en profiter s'élargissait de plus en plus. Ainsi, fidèle à cette loi suprême du progrès, la société remplaça l'esclavage par la servitude, qui à son tour donna naissance aux corporations. Chacune de ces formes avait sa raison d'être, son utilité dans le passé, car chacune successivement répondait aux besoins nouveaux de la vie sociale qui les faisait éclore et disparaître, et par lesquelles elle se manifestait. A mesure que la vie se développe, une forme s'use, et s'usant, en élabore une autre qui prend sa place ; c'est un procès continuel qui se renouvelle constamment en lui-même. Or, par la force des choses, les privilèges des corporations et la tutelle avec tout le cortège des mesures restrictives, ayant rendu des services et payé leur tribut à la société, leur déclin a commencé, et ils sont ensuite devenus autant d'entraves au fonctionnement normal de l'organisme économique de la société, qui, arrivée à la période de sa maturité, demandait à manifester librement son existence ; elle écarta donc tout ce qui s'y opposait, et sur les décombres du passé, elle s'affirma par la liberté, c'est-à-dire, elle créa une forme nouvelle qui correspondait au degré de son développement et qui en était la conséquence naturelle. L'avénement de la liberté — inaugurée par le génie de Turgot et consacrée par la grande révolution — fut un progrès immense, un changement radical de l'organisation du travail, changement opéré à l'avantage du bien-être général. Le champ de la production étant libre, il a été envahi de tous côtés ; les forces productives, dégagées des anciennes entraves, rendues à elles-mêmes et stimulées par la concurrence, y ont reçu toute l'expansion dont elles étaient susceptibles. Sous l'ancien régime, la production était, pour ainsi dire, *individuelle*, et la corporation protégeait les producteurs isolés ; la liberté, abandonnant à chacun le soin de sa protection et lui réservant la faculté de disposer à son gré de sa force productive, — des groupes de producteurs se sont formés spontanément par l'attraction des intérêts identiques, là où les forces individuelles ne pouvaient suffire. La production devenait de plus en plus *collective*, et la tendance vers la *grande production* gagnait chaque jour du terrain. Elle se consolida et devint générale, grâce au développement de crédit, à l'application de la division du travail, des forces de la nature et de tant d'importantes découvertes de la science; en un mot, à tous ces agents; dont chacun à lui seul assurerait le succès, et qui, réunis, donnèrent à cette production un essor, une puissance inconnue jusque-là. Les vastes entreprises se formaient, les fabriques, les manufactures se multipliaient comme par enchantement; la *grande industrie* étendait partout sa domination, augmentant d'une manière extraordinaire la masse de la richesse et le bien-être.

Cependant cette source, de laquelle découlait largement la prospérité

pour les uns, semblait être en même temps une source de misère et de désastres pour les autres. C'est qu'une transformation aussi profonde que celle que la société venait de subir ne s'accomplit pas sans causer de perturbations graves, quoique momentanées, et sans imposer quelquefois de très-lourds sacrifices. On a toujours à traverser ensuite une période transitoire, pendant laquelle les garanties et les ressources du passé nons font défaut, tandis qu'il est encore impossible de profiter pleinement de tous les avantages que nous offre le nouvel ordre de choses. Il faut que le nouveau principe se consolide, qu'il prenne racine parmi nous; que les rapports qui en résultent soient réglés, et que nous fassions d'abord son apprentissage, afin de pouvoir lui donner toutes les applications qu'il comporte.

Cela nous explique cette contradiction, étrange en appparence : la richesse et la misère dérivant de la même cause. Le fait est incontestable : *la détresse des classes ouvrières est une conséquence du développement de l'industrie moderne;* le *prolétariat* augmentait en raison de la *perfection* et de la *prospérité* de cette industrie. Et c'est tout naturel. De tout temps, il y avait une grande partie de la population — malheureusement la plus nombreuse — qui était obligée de vivre *uniquement* du travail. Cette population s'agglomérait autour des établissements, de ces centres de production que la grande industrie faisait surgir, et demandait à y être occupée. Privés d'instruction, des capitaux, sans cohésion entre eux et vis-à-vis des patrons, et plutôt contraints à une concurrence réciproque; enfin, par la nature de leurs occupations, les salariés étaient enchaînés à ces établissements et ils se voyaient à la merci des industriels — leurs patrons — qui déterminaient, un peu selon leur bon plaisir, la rétribution due au travail. La loi même favorisa cette situation, et le salaire perdait en partie son caractère essentiel, n'étant plus le résultat de l'*échange* de deux valeurs, accompli en vertu d'un *libre accord* des parties intéressées. Évidemment, la considération prédominante pour les patrons — imposée d'ailleurs par la concurrence — était de *produire le plus avec le moins de frais;* ils tâchaient donc d'abaisser le salaire, et le sort des travailleurs ne leur inspirait qu'un souci d'une importance secondaire; quelquefois on ne voulait, souvent on ne pouvait venir efficacement en aide aux souffrances des ouvriers, — souffrances qui provenaient cependant de l'exiguïté des salaires. — D'un autre côté, le travail — comme toute autre valeur — étant soumis à la loi de l'offre et de la demande, l'augmentation du nombre des travailleurs devait nécessairement *déprimer* le salaire. C'est précisément ce qui a eu lieu. Les travailleurs devenaient de plus en plus mombreux, d'abord par suite d'un accroissement constant de la population en général; en outre, la *petite industrie* — ce héritage du passé — ne pouvant soutenir longtemps une lutte, du reste

trop inégale, avec sa rédoutable rivale, qui avait à sa disposition de agents tout-puissants, disparaissait peu à peu, et les petits industriels indépendants venaient grossir chaque jour les rangs des salariés. Or, les concours de toutes ces circonstances, que nous n'avons fait qu'indiquer rapidement, ne manqua point d'exercer une influence des plus fâcheuses sur le sort des travailleurs. — La rétribution de leur travail suffisait à peine, dans les circonstances ordinaires, aux besoins les plus urgents de l'existence. Ils restaient sans ressources, lorsque la maladie, la vieillesse, une infirmité quelconque frappait à leur porte, ou bien, lorsqu'une crise industrielle venait leur ravir la seule source de revenu. Ils étaient condamnés à supporter tous les revers de l'industrie, — revers qui les frappaient mortellement, — tandis qu'ils ne prenaient aucune part à sa prospérité, à laquelle ils avaient vaillamment contribué. Cela n'eût été pourtant qu'une simple justice, qu'ils partageassent la bonne et la mauvaise fortune des entreprises, qui leur devaient du moins une partie de leurs brillants succès. Cet état de choses engendra les souffrances, la misère, l'apathie et l'abaissement moral; il créa une situation désastreuse et alarmante. Le paupérisme s'est montré sous sa face hideuse au sein même de l'abondance et de la prospérité. On commença alors à s'en inquiéter sérieusement, et on proclama la nécessité impérieuse de remédier à tous ces maux affreux qui affligeaient la société. Tout le monde était d'accord sur le but et demandait l'extinction du paupérisme; il s'agissait désormais de trouver les moyens qui eussent pu assurer cet heureux résultat. On se mit à la recherche, on étudia les causes du malaise : les appréciations diverses et contradictoires, quelquefois absurdes et téméraires se firent jour; les systèmes, les théories ingénieuses, les idées plus ou moins justes et vraies, surgirent, des essais pratiques, très-louables et relativement très-utiles, furent tentés. Les uns, prenant les effets pour les causes, accusaient la liberté et la grande industrie de tous ces malheurs, et ils voyaient dans la suppression de la première et dans le retour aux anciennes corporations et au système prohibitif, le seul moyen de salut. C'était pourtant se méprendre énormément sur la nature et sur le caractère de ces deux éléments de la vie sociale et vouloir arrêter son développement dans toutes ses manifestations; c'était tarir la source de la richesse et priver une grande partie des besoins — même parmi la classe nécessiteuse que l'on voulait secourir — de la possibilité d'être satisfaits; c'était enfin appauvrir les classes aisées et rendre plus misérable l'existence des classes pauvres. A peu près aux mêmes conséquences, aboutissait la théorie de ceux qui prêchaient l'abolition de la propriété et le partage des biens. D'autres encore prétendaient qu'il y a une limite infranchissable, entre le travail et le capital, que les hommes sont fatalement destinés, les uns au bien-être, les autres à la misère, — il serait donc

oiseux de lutter contre la force des choses; mieux vaut tenter le possible en cherchant à alléger du moins les souffrances qui ne peuvent être écartées entièrement. Cette théorie qui se manifeste dans une infinité de nuances et qui compte plus d'adhérents qu'on ne saurait croire, a quelque affinité avec un aphorisme — fort accrédité à une certaine époque et élevé à la hauteur d'un axiome — qui dit « que le malheur de l'un fait le bonheur de l'autre. » Nous nous associons à l'opinion de l'illustre académicien et du savant professeur, M. Wolowski, qui, dans son cours professé au Conservatoire des Arts-et-Métiers, a fait justice, en termes éloquents, de ce principe inhumain, et qui le considère comme faux sous tous les rapports, tant en économie politique que partout ailleurs. En effet, il est la négation de l'harmonie qui préside à tous nos rapports, la négation de l'ordre et du progrès social. Du reste les faits se sont chargés de le condamner irrévocablement. Les adhérents de cette théorie, qui — comme nous l'avons dit — pèche par sa base, n'admettaient pas que les ouvriers autonomes, les petits industriels indépendants, puissent jamais envahir le sanctuaire de la production, parce qu'ils leur contestaient la possibilité de se trouver dans des conditions nécessaires pour faire la concurrence à la grande industrie. Aussi, il n'ont point essayé d'engager dans cette voie les classes nécessiteuses et de les y seconder. Leurs efforts se bornaient à secourir les travailleurs accablés par la misère, et à les préserver d'un dénûment complet provenant de causes accidentelles et imprévues. On voulait faire coopérer à ce but, soit l'État et la société, soit les patrons et les travailleurs eux-mêmes.

Malgré la diversité des moyens proposés et employés, ces moyens se laissent diviser en deux catégories : ceux qui reposent sur le principe d'*assurance* et à la réussite desquels devaient également contribuer les intéressés (assurance pour la maladie, l'infirmité — caisse de retraite pour la vieillesse, etc.); ceux qui ont pour base la *charité* publique ou privée. Les premiers ne pouvaient aboutir à aucun résultat satisfaisant, faute d'éléments exigés par le calcul, puisque les intéressés n'étaient pas en état de remplir les conditions voulues, à cause de l'insuffisance de leurs ressources; c'est-à-dire, les travailleurs ne pouvaient amasser un *fonds* pour le payement des primes. Cela leur aurait été possible avec l'élévation des salaires; mais, comme l'assurance n'était pas capable d'influer sur cette élévation, et comme d'un autre côté elle avait des exigences, de moins en moins en rapport avec la solvabilité des intéressés, son action fut paralysée par cette contradiction — elle anéantissait les ressources au lieu de les créer, et, par conséquent, elle tomba d'elle-même. Les seconds — tout louable que puisse être le sentiment qui les fait naître et malgré les services qu'ils ont rendus à la

société — produisirent en somme plus de mal que de bien (1). Assurément, il faut reconnaître l'*utilité* et même la *nécessité* de l'Assistance publique, dans certains cas, lorsqu'elle cherche à soulager la misère, pour ainsi dire *individuelle*, à protéger contre l'envahissement *sporadique* ou *périodique* de la pauvreté; il faut rendre hommage aux efforts des sociétés ou des patrons, qui veulent améliorer le sort des travailleurs, surtout lorsqu'on sait donner adroitement aux mesures prises, plutôt le caractère d'*un droit conféré*, que de la charité, comme par exemple, par la fondation des écoles ouvrières, des sociétés d'éducation, des sociétés pour la construction des habitations, des magasins pour la vente des objets de première nécessité, etc.

Mais quand il s'agit de remédier au mal *permanent* et enraciné, d'améliorer *durablement* la situation de toute une classe de la population, l'aumône devient un instrument pernicieux et dangereux. Elle exerce une influence hautement démoralisatrice. Partout où elle fut appliquée sur une large échelle, l'intelligence, la capacité, la morale et le bien-être des travailleurs décroissèrent; en conséquence, les forces productives diminuaient, l'indigence augmentait et on approchait de la ruine.

Un grand philosophe, Hegel, a dit quelque part que le meilleur moyen de venir en aide aux nécessiteux, est celui qui leur permettrait de se passer des secours. Ce moyen, l'homme le possède en lui-même, dans ses facultés. En vérité, développer son intelligence et son activité, fortifier sa volonté et son énergie, éveiller en lui le sentiment de sa propre force, c'est lui ouvrir la source des secours la plus saine et la plus

---

(1) La Belgique nous en fournit le meilleur exemple. La population de ce pays s'élevait, d'après le recensement de 1853, à 3,830,000 individus, ou 908,630 familles. Dans ce nombre, il y avait :

89,630	familles	riches ou aisées;
373,000	—	vivant dans la gêne;
446,000	—	plongées dans la misère.

De ces dernières, 226,000 (le quart de la population) ont été secourues par la charité publique (sans compter l'assistance privée), moyennant une somme de 14 millions de francs par an, et malgré l'emploi des ressources aussi puissantes, le paupérisme s'accroît d'une manière effroyable, ces ressources deviennent de plus en plus insuffisantes pour satisfaire les besoins, même les plus pressants. Si l'on songe quel capital est nécessaire pour donner une rente de 14 millions; combien on diminue par là le capital productif du pays, les fonds destinés à la rétribution des travailleurs, si l'on pense à l'avenir qui se présente avec des exigences toujours plus grandes, on cesse d'envier à ce pays les conditions tant vantées de sa vie sociale. (Schultze-Del., *Die arb. Klassen*. p. 45.)

de nos semblables, du malaise profond de la société et de la nécessité d'y mettre un terme, ils enrecherchèrent les causes avec un esprit profond et pénétrant, jetèrent le fondement d'une réforme radicale qui devait infuser une séve saine et puissante dans l'organisme social et asseoir sur une nouvelle base son fonctionnement. Leurs projets n'ont pas été réalisés tels qu'ils les avaient conçus, néanmoins ils laissèrent une trace ineffaçable de leur existence, et l'impulsion étant donnée, on ne pouvait guère s'arrêter dans cette voie, nouvellement frayée, qui, on le sentait d'instinct, conduisait vers une solution vraie, équitable et définitive.

Les Saint-Simoniens ont fait le plus de bruit et réuni le plus de prosélytes, bien qu'ils n'aient pas été les premiers à proclamer la nécessité d'une réforme, et qu'ils se soient présentés avec une organisation moins vaste et moins complète que leurs rivaux : Fourier et Robert Owen. Leur école apportait plutôt des aperçus généraux et des appréciations d'une supériorité remarquable et incontestée, sur des questions spéciales d'instruction publique, de banques, de finances, de paupérisme, d'association, etc. On doit aux Saint-Simoniens une foule d'idées neuves, souvent très-justes et très-pratiques, avec lesquelles ils ont familiarisé la masse de la population et qui ont profondément changé l'opinion publique. Ils rompirent l'indifférence des hautes classes, éveillèrent leurs sympathies pour la misère et les souffrances et déclarèrent, comme une nécessité pressante, l'amélioration du sort des classes les plus nombreuses et les plus pauvres. Sous leur influence et leur inspiration naquit également ce mouvement social, dont on se montra si vivement préoccupé, et qui tendait à réaliser la promesse : « A chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres. »

Déjà, quelques années avant l'apparition de la doctrine saint-simonienne, Fourier, en France, et Owen, en Angleterre, posèrent résolument la redoutable question sociale, et, quoique par des voies différentes, tous les deux se mirent à la recherche des solutions du même problème. On a souvent — et à tort — confondu leurs systèmes ; les *sociétés coopératives* d'Owen ressemblent peu au *phalanges* de Fourier. Les premières reposent sur la *communauté*, les secondes sur l'*association*. D'ailleurs, les moyens dont voulaient se servir l'un et l'autre, diffèrent essentiellement. Owen, croyait atteindre le but par de bonnes mesures d'administration et de moralisation, tandis que Fourier demandait des réformes économiques et remaniait l'ordre social de fond en comble, d'après sa manière. Owen débuta par un essai pratique ; il appliqua ses principes de régénération, dans son établissement de *New-Lanark*, qui lui a valu une grande réputation, et obtint les résultats les plus satisfaisants, sous le rapport de la situation des travailleurs et de la prospérité de l'établissement. Il fit ouvrir des magasins pour la vente des objets de consommation à bas prix et d'une bonne qualité, prescrivit des règlements

sévères, surveilla leur exécution et bientôt l'ordre, la discipline, les bonnes mœurs, assurèrent le bien-être aux ouvriers et la prospérité à l'entreprise. Lorsqu'il quitta New-Lanark, son système y disparut avec lui. Après cette tentative *pratique*, il aborda la *théorie*. Sa doctrine fut une des plus radicales et des plus insensées, en même temps, elle avait quelque chose de vague et de déclamatoire. Il admettait l'abolition de la propriété et réclamait la suppression de toutes les inégalités sociales, la réforme de l'enseignement et une discipline sévère. Il signalait les suites fâcheuses du désordre dans la production et la distribution de la richesse; il insistait sur la nécessité de remplacer la *concurrence* par l'*unité d'intérêt* et d'organiser la production de manière que le travail mécanique aide le travail manuel, au lieu de lui être *substitué*, car cette substitution laisse sans garantie l'existence des classes laborieuses; selon lui les forces mécaniques ont augmenté à ce point, qu'elles suffisent à satisfaire les besoins de toute la population du globe et une surabondance des produits, privant de travail les classes ouvrières, les expose à une affreuse misère. Owen voulut mettre en pratique ses vues économiques, mais ses essais ultérieurs, entre autres le fameux établissement de *New-Harmony*, n'ont pas donné de résultats aussi heureux que le premier. Découragé par ces revers, il s'adressa aux enfants. Toutefois, une idée saine et féconde — à laquelle il s'attachait toujours et dont découlaient ses succès primitifs — resta comme héritage après la chute du système. Ce fut l'idée de la *coopération*, ce principe qui réunissait les forces impuissantes par l'isolement, pour les employer ensemble à l'accomplissement d'un œuvre commun. La *coopérative-league*, fondée par Owen en 1829 à Bermingham pour servir à ses projets réformistes, devint à son insu le germe d'une propagande qui, se dégageant peu à peu des conceptions du maître, donna naissance à une création nouvelle dont nous parlerons tout à l'heure.

Fourier n'était pas plus heureux dans la réalisation de ses vastes projets de réforme. Supérieur à Owen par son esprit et par la constance de son caractère, il n'eut pas même la consolation de voir à l'œuvre ses principes. Confiant dans la puissance de sa pensée, il rejeta les enseignements de l'histoire et les fruits de l'expérience du passé, et il crut pouvoir à lui seul reconstruire un ordre social nouveau, exempt de tous les maux, de toutes les misères, de toutes les inégalités et de toutes les iniquités qui accablaient le genre humain. Il jeta les fondements de son système dans sa *Théorie des quatre mouvements*. Il sembla à Fourier que les *passions* — actuellement sources du mal — pouvaient être utilisées pour le bien et le bonheur de l'humanité. L'*attraction passionnée* était le moyen par lequel il voulait organiser les forces isolées; il combinait les efforts, distribuait les fonctions, transformait le travail accablant en une distraction continuelle, et formait ainsi une infinité de *séries uni-*

taires passionnées, qu'il avait substituées à l'isolement des travailleurs. L'idée prédominante de sa théorie, son but principal fut de remplacer le *morcellement* par l'*association*, *d'associer* les hommes « en *capital*, *travail* et *talent* » et de faire fonctionner ces *phalanges* de travailleurs de toute espèce, dans des *phalanstères*, sous l'influence dominatrice de l'attraction passionnée. Fourier respectait la propriété, mais il la soumettait à un régime à sa manière. Tous les travaux devaient être exécutés en commun par l'association, tout en conservant la division du travail sagement organisé. Quand on aura changé le mode de cette exploitation *égoïste* appliquée actuellement, les bénéfices deviendront plus considérables, leur répartition sera équitable et s'effectuera également d'après un nouveau principe. Les capitalistes ménageront les ouvriers et leur feront une part raisonnable, et ceux-là, à leur tour, ménageront les capitalistes dans la répartition des profits, persuadés qu'ils seront les uns et les autres de la nécessité de leur concours réciproque, sans lequel le capital et le travail deviendraient stériles. Il y aura donc une part pour le travail, une pour le capital et une pour le talent. Elles seront déterminées par l'*utilité* de chacun de ces agents. Les travaux de *nécessité* seront *le mieux* rétribués ; ensuite viendront les travaux d'une simple utilité et d'agrément. Ainsi il n'y aura plus de pauvres, la misère disparaîtra pour faire place au bien-être général ; partout justice, égalité complète, liberté absolue !

Fourier, n'étant pas parvenu à faire prévaloir sa doctrine et à obtenir de ses contemporains la faveur de l'essayer en pratique, se tourna — le cœur navré — vers l'enfance, et ses vues sur l'éducation et l'instruction des enfants (exception faite de son système quasi spartiate, qui consiste à *enlever* les enfants à leurs parents pour les élever *tous en commun*) sont presque toujours d'une justesse et d'une ingéniosité surprenante. En effet, par une éducation saine et consciencieuse, on parviendrait facilement à résoudre tous les problèmes et on arriverait le plus promptement à des réformes sérieuses et radicales. Pensez à cette masse d'individus improductifs ou peu productifs — faute d'instruction ; pensez à ce gaspillage des ressources perdues faute d'intelligence et de morale ! — Détruisez l'ignorance, la paresse, l'incapacité ; éveillez dans l'homme sa puissance intellectuelle, le sentiment de sa dignité ; cultivez sa volonté et son énergie ; en un mot, augmentez le *capital intellectuel et moral* des nations, et vous augmenterez en même temps la richesse matérielle, — vous bannirez à jamais la misère. Si vous ne faites pas cela, « respectez donc les utopistes qui vous accusent d'insouciance et rougissez de leurs erreurs, car ils consument leur vie à penser pour des millions d'ingrats. » — On peut bien qualifier de rêves les théories de Fourier, on peut ne pas admettre qu'elles arrivassent jamais à exécution, telles qu'il les a conçues, mais on sera forcé de reconnaître que sa pensée a

survécu et influé puissamment sur le développement des institutions sociales. Aujourd'hui, l'idée fondamentale de son système,— l'*association*, est devenue, dans le domaine économique, le fait le plus important, la réforme peut-être la plus profonde qui se soit jamais produite. Elle n'est qu'à son *coup d'essai*, et déjà par ses résultats, elle s'impose à tous les esprits; on s'associe comme par instinct, sous toutes sortes de formes, dans des intérêts matériels et moraux. Sa portée est incalculable, et il serait téméraire de prédire quelles applications elle pourra recevoir, lorsqu'on verra à l'œuvre une génération nouvelle, élevée sous son patronage; il est cependant certain que l'association unie à la liberté, dont elle est le corollaire et le complément indispensable, apporte désormais la pleine et entière solution de la question sociale.

Nous avons essayé plus haut d'examiner rapidement la situation et les rapports économiques, créés par l'avénement de la liberté et de la grande industrie: nous avons trouvé d'un côté une prodigieuse augmentation de la richesse, de l'autre une affreuse misère. Le principe de la grande industrie devait être vrai, puisque la richesse en découlait à grands flots. Quant aux souffrances des travailleurs, elles provenaient toutes du manque de ressources, autant matérielles qu'intellectuelles. Aucun des moyens employés jusque-là n'a pas su écarter définitivement ses souffrances, parce qu'aucun ne pouvait offrir d'une manière permanente une quantité nécessaire de ces ressources. Que fallait-il donc faire? Où trouver le remède et comment guérir le mal qui paraissait organique, puisque les travailleurs se trouvaient dans des conditions qui ne permettaient pas d'espérer qu'ils parvinssent un jour à la possession de ressources? Évidemment la question se résumait en ceci: mettre à la portée des travailleurs les mêmes ressources dont dispose la grande industrie, afin qu'ils puissent lui faire concurrence, et alors cette industrie leur profitera autant qu'aux autres, et le mal sera anéanti. La grande industrie réclame de la part des entrepreneurs un degré considérable d'intelligence, d'initiative, d'expérience, et avant tout un grand capital. Que toutes ces conditions ne se trouvent point chez la plupart des travailleurs, et qu'aucun d'eux séparément ne parviendrait que rarement à les réunir ensemble, c'est ce qui n'a pas besoin d'être démontré. Mais les hommes éminemment *pratiques* et dévoués au bien de l'humanité, qui se sont mis à la recherche des solutions sociales, pensèrent avec raison que la réunion de petits atomes éparpillés et presque imperceptibles dans l'isolement pourrait peut-être produire un corps solide et pourvu des propriétés voulues; en conséquence, ils tournèrent leurs regards vers l'*association*. En effet, les travailleurs impuissants dans l'isolement pouvaient opposer à la grande industrie, *en s'associant*, une force égale à la sienne, acquérir *en commun* les ressources qui faisaient défaut à chacun séparément, et les utiliser au

moyen de l'action combinée — de la *coopération*. Le problème fut donc résolu, et les travailleurs trouvèrent en eux-mêmes les éléments de leur salut, cherchés longtemps au dehors.

Ainsi, nous voyons reparaître à l'horizon, et devenir la base de l'organisation nouvelle, deux idées fondamentales — dégagées de leur aliage utopiste — de nos réformateurs méconnus : l'*association* et la *coopération*. Dans la *nouvelle* association, qui maintient la trilogie de Fourrier, d'associer les hommes en travail, capital et talent, l'attraction passionnée fut remplacée par le principe d'*aide-de-soi-même* (*selfhelp-selbsthülfe*), qui n'est autre chose que l'énergie et l'intelligence, — cette source unique et inépuisable de toute création humaine, — mises au service des besoins de l'homme. En éveillant et en développant chez les travailleurs cette puissance assoupie en eux, les fondateurs des associations coopératives leur donnèrent le premier élément dont ils manquaient pour se mesurer avec la grande industrie et profiter de ses bienfaits. L'expérience, c'est-à-dire la *science des affaires*, les travailleurs l'ont acquis par l'*initiation graduelle* aux divers degrés du système sociétaire. (Nous examinerons la nature de chaque degré, c'est-à-dire de chaque manifestation distincte de l'idée coopérative, en exposant les résultats obtenus par les associations allemandes.) Enfin, ils se trouvèrent en possession du *capital*, par l'épargne productive et par l'application du *crédit solidaire*.

Nous saluons dans l'association une nouvelle émanation du génie créateur de l'humanité, une forme prodigieuse qui corresponde à la grandeur des intérêts qu'elle doit sauvegarder et représenter. Elle répond à merveille à toutes les aspirations et calmera entièrement toutes les impatiences de notre siècle, si fécond et pourtant toujours affamé — de progrès. Sans rien détruire, l'association fonde, sans léser les intérêts des uns, elle favorise et protége ceux des autres, et avant tout l'*intérêt commun*. Elle fera disparaître la haine séculaire entre les riches et les pauvres, l'antagonisme déplorable du travail et du capital; car elle ouvre à chacun ses bras protecteurs, cette souveraine du monde économique, qui a inscrit sur sa bannière la mémorable devise : « *Suum cuique*, » afin qu'elle devienne sous son empire une *réalité*.

Les nations se partagent le travail de l'humanité, et de leurs efforts combinés ressort l'harmonie universelle. La France, l'Angleterre, et l'Allemagne ont élaboré en commun l'idée coopérative ; chaque pays a eu sa part dans la création du système, et maintenant tous ensemble profitent de leur œuvre collective. L'Angleterre, la patrie de l'industrie moderne, posa le fondement de l'édifice par ses *associations de consommation* ; l'Allemagne exécuta les travaux intermédiaires entre la base et le sommet, travaux dont les *sociétés de crédit* sont le résultat, et la France se réserva d'accomplir le couronnement par ses *associations de*

production. Les besoins et les conditions particulières propres à chaque pays et provenant de sa situation politique et économique, déterminèrent ce partage. En Angleterre, où l'industrie se développa avec une rapidité merveilleuse, la nécessité d'une réforme tendant à améliorer le sort des travailleurs, se fit bientôt sentir. Le premier pas dans cette voie était fait quand la loi de 1824 autorisa la coalition et les réunions des ouvriers. Par leur propre initiative, ils créèrent des sociétés ayant pour but de les garantir contre la concurrence des autres ouvriers et contre la puissance et les abus des patrons, et d'établir un équilibre entre ceux qui donnent et ceux qui exécutent le travail. C'étaient les *trades-unions* qui ont réussi souvent d'organiser des grèves (*strikes*) pour obtenir des meilleures conditions de travail. Cependant ces sociétés ne pouvaient aboutir à un résultat satisfaisant, et lorsque la *cooperative-league* d'Owen commença sa propagande, elle trouva dans l'esprit pratique et systématique des ouvriers anglais, un milieu très-favorable pour ses vues. Les fruits de cette propagande ne se firent pas attendre, et déjà depuis 1848, les *cooperative-stores* ou magasins des sociétés de consommation, se multiplièrent avec une rapidité surprenante en réalisant des bénéfices considérables. Bientôt ces sociétés eurent atteint un tel degré de développement et de prospérité qu'elles procédèrent à la production des principaux articles de consommation, comme par exemple : la farine, le pain, les étoffes, etc. La plus ancienne et la plus prospère des associations de consommation et de production, est la *Rochdale society of equitable pioneers*, dont les annales présentent des résultats que l'on pourrait croire fabuleux. En outre, on n'oublia point les besoins intellectuels, et chaque société possédait une bibliothèque, un cabinet de lecture; on s'efforçait d'augmenter les moyens d'enseignement et d'éducation. Une application particulière de la coopération, et d'une grande importance en même temps politique et sociale pour les travailleurs anglais, se trouve dans les *Land-and-building societies*, qui, avec le capital provenant de la cotisation des associés ou des emprunts, achètent de vastes terrains et bâtissent les maisons pour vendre ensuite aux associés en détail, à des prix en gros. Ces sociétés représentent un capital très-respectable de plusieurs millions. Le rapport de M. *Milner-Gibson* pour l'année 1864, présente la situation de différentes sociétés coopératives anglaises (*industrial and provident societies*) «*enregistrées*» (1) comme il suit : au 31 décembre 1864 le nombre des sociétés enregistrées s'élevait à 505, dont 110 n'ont pas envoyé le compte de leurs opérations. Elles

(1) Le document en question n'embrasse pas les *loan-societies*, qui sont des espèces de banques populaires fondées plutôt *pour* le peuple que *par* le peuple, et dont le mouvement d'affaires atteint à peu près 20,000,000 fr. par an.

avaient 129,761 *sociétaires*, leur *capital social* se montait à 685,072 liv. st. (17,126,800 fr.), et le capital d'emprunt à 89,423 liv. st. (2,285,575 fr.). Les deux totaux indiquant les sommes payées ou reçues *comptant*, pour marchandises achetées ou vendues durant l'année, sont : 2,578,933 liv. st. (64,473,325 fr.) et 2,742,957 liv. st. (68,573,925 fr.). Ces chiffres si imposants qu'ils puissent nous paraître, sont encore loin d'exprimer tout le mouvement des affaires ; les bénéfices ont été également beaucoup plus considérables que la différence d'environ 4,100,000 fr. qui ressort de deux totaux. Le rapport accuse en effet un bénéfice *net* de 225,569 liv. st. (5,639,225 fr.), qui était distribué presque en entier aux associés en intérêts et dividendes, après qu'on eut employé 30,397 liv. st. (759,925 fr.) pour le payement des intérêts des capitaux empruntés et 184,684 liv. st. (4,617,100 fr.) en dépenses de toute nature, comme loyers, salaires, appointements, taxes, etc. Prenons donc la moyenne du capital engagé par les associés durant l'année et nous reconnaîtrons que les sociétés anglaises ont obtenu un bénéfice presque de 33 0/0. Ce sont là des résultats qui feront réfléchir les esprits les plus positifs.

Si nous passons en France, nous y rencontrons un développement tout à fait différent. Dès les début du mouvement, la tendance pratique des travailleurs anglais est remplacée par les théories des écoles socialistes depuis *Babeuf*, *Fourier* et *Saint-Simon*, jusqu'à *Cabet* et *Louis Blanc* ; ces théories ont pris racine parmi la population ouvrière, et secondées par l'esprit centralisateur et routinier, au lieu d'amener une amélioration du sort des ouvriers, elles ont conduit à une révolution politique, car on n'espérait trouver le salut que dans l'intervention gouvernementale, qui changerait complétement les bases existantes de l'édifice social. En conséquence, on n'attachait aucun prix aux efforts qui auraient pu soulager peu à peu les souffrances des travailleurs. Plusieurs essais n'ont pas réussi, jusqu'à ce qu'enfin la Révolution de Février sembla promettre la réalisation de toutes les espérances. Et effectivement, on s'occupa sérieusement de la question, mais ni les ateliers nationaux, ni la commission du Luxembourg, ne donnèrent aucun résultat notoire, et lorsque le mouvement acquit un caractère menaçant pour la propriété, il fut violemment comprimé par les sanglants événements de Juin. L'expérience n'est point restée sans effet, et juste à cette époque, apparaissent les premières associations ouvrières. Le gouvernement lui-même, favorisa la nouvelle tendance, en accordant aux associations un crédit de 3,000,000 de fr. dont seulement 2,590,000 fr. ont été distribués par le *Conseil d'encouragement*, entre 56 associations. Ces subventions qui étaient de 3,000 à 200,000 fr., n'ont profité ni au mouvement en général, ni à la plupart des associations actuellement florissantes. Au contraire, elles ont donné lieu à des créations qui n'avaient aucune force vitale et dont l'existence fut éphémère. De 56 asso-

ciations subventionnées, il n'en restait que 14 à la fin de 1854; néanmoins le Trésor n'y perdit que 340,000 fr., tandis que sa perte s'élevait à 6 millions de fr. sur les avances faites en 1830 à la grande industrie. De plusieurs centaines d'associations écloses en 1849, à peine 100 seulement existaient en 1852, et c'étaient pour la plupart des sociétés de consommation. Quant aux sociétés de production, il y en avait en 1854 — 31 à Paris, et un petit nombre dans les département, mais toutes reposaient sur une base solide et se réjouissaient d'une prospérité croissante. Leur forme répondait aux dispositions du Code de commerce et c'étaient des *sociétés en nom collectif* ou *en commandite*. Citons quelques chiffres (1). L'association des *ménuisiers en fauteuils*, qui commença ses opérations en 1848, avec un capital de 504 fr., possédait, en 1854, un capital de 45,000 fr., employait 100 ouvriers, — sans compter les associés — et avait pour 40,000 fr. de commandes. Une association, qui, avec 239 fr., fonda en 1849 une *manufacture de pianos*, avait en 1852, un capital d'environ 35,000 fr., et après la séparation en deux associations, celle de la *rue Saint-Denis* possédait déjà en 1854 le capital de 56,207 fr., et donna aux sociétaires un bénéfice de 9,912 fr. Le capital de l'association des *Ferblantiers* s'est accru, depuis 1850 jusqu'à 1854, de 16,206 fr. à 50,000 fr., et l'association des *Tourneurs en chaises* augmenta son capital de 315 fr. à 48,748 fr.; en plus, elle avait 7,024 fr. dans la caisse des secours. L'association des *Serruriers*, qui comptait en 1850 — 190 membres et un avoir de 1,000 fr., n'a que 28 sociétaires, mais elle fait pour 70,000 fr. d'affaires par an.

Nous nous arrêtons à l'énumération de ces détails, qui pourrait nous conduire trop loin. Il est à regretter que les coopérateurs français ne suivent pas l'exemple de leurs voisins, sous le rapport de la *statistique coopérative*.

Un compte-rendu semblable à ceux de MM. Schulze-Delitzsch et Milner-Gibson rendrait de véritables services à leur cause. Un essai dans ce sens est tenté par M. Beluze, gérant de la *Société de crédit au travail*, mais ses efforts paraissent rencontrer de grandes difficultés. Faute de renseignements positifs et précis, nous nous abstenons de produire les chiffres relatifs à la situation actuelle des associations françaises. Peut-être plus tard serons-nous en état de les grouper systématiquement et d'offrir à nos lecteurs un tableau exact et complet de la coopération française; pour le moment nous nous bornons à observer que le nombre des associations

(1) Ces chiffres sont empruntés à l'excellent et consciencieux ouvrage du professeur *A. Huber* (*Reisebriefen aus Belgien, Frankreich und England*. 2 vol. Hambourg, 1855), que nous recommandons à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement coopératif.

de production en France ne nous paraît pas supérieur à 100. Les sociétés de consommation approchent peut-être de la première centaine, et les sociétés pour l'achat et la vente sont presque inconnues. Mais il est à remarquer que le mouvement coopératif a reçu, dans le dernier temps, un vigoureux essor et prend chaque jour de la consistance. Beaucoup de nouvelles sociétés se sont formées ou sont en voie de formation. Dans la presse périodique, les sociétés françaises ont été dignement représentées par un recueil périodique intitulé *l'Association*, qui s'efforçait de seconder leurs efforts ; il est remplacé maintenant par le journal *la Coopération*. Mentionnons également un autre recueil ayant pour titre *la Mutualité*.

L'association née en France, après avoir voyagé en Allemagne et en Angleterre et y avoir remporté des victoires, retourne ici transformée et enrichie, et commence à prendre racine. Elle est arrivée sur la rive droite du Rhin, de la France et de l'Angleterre, aussi elle y est apparue sous deux caractères différents, qui distinguaient le mouvement des deux pays. Chaque tendance trouva son représentant. Ferdinand Lassalle voulait faire prévaloir les idées socialistes, tandis que M. Schultze-Delitzsch imprimait au mouvement cette direction qu'il possède actuellement. Lassalle demandait que l'État vienne au secours des classes nécessiteuses en leur accordant 200,000,000 de thalers (750,000,000 fr.), et comme il admettait que les ressources du Trésor ne sauraient suffire, il croyait pouvoir écarter la difficulté en proposant un emprunt national. Le bon sens public fit bientôt justice de cette théorie et devina la vérité comme par intuition du côté de Schultze-Delitzsch. Lassalle oubliait que les capitaux pris d'un côté feraient défaut ailleurs, et que le bien-être, au lieu d'en profiter, en souffrirait davantage. Son système tendait tout simplement à la *transposition* de la richesse ; il voulait ravir à l'un pour donner à l'autre, le mal aurait empiré au lieu de disparaître. Au contraire, Schultze-Delitzsch trouvait le seul remède efficace dans l'*augmentation* de la richesse. Sa théorie se laisse résumer en quelques mots : développer d'abord le crédit par l'application de la *responsabilité solidaire* et mettre ainsi le capital à la portée de tout le monde, même du plus pauvre ; *accroître* le capital par le *travail* et l'*épargne; aiguillonner* le travail et l'épargne par la mise en œuvre du principe de la *Selbsthülfe*, assurer enfin le succès de l'ensemble et la juste *répartition* de la richesse par l'*association coopérative*. Cette théorie de M. Schultze-Delitzsch forme la base des sociétés de crédit, qui sont sa propre création, et presque de toutes les sociétés de l'Allemagne. Il a su l'adapter admirablement aux besoins de son pays, et il peut être fier et heureux d'avoir fondé une œuvre grandiose qui perpétuera son nom parmi les générations à venir.

Passons maintenant à un examen détaillé de la situation de toutes les associations coopératives d'outre-Rhin.

I. DES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES ALLEMANDES EN GÉNÉRAL.

M. Schultze-Delitzsch se plaît à constater que les données statistiques recueillies cette année témoignent victorieusement de l'importance toujours croissante et du développement continuel des associations allemandes, basées sur le principe de la Selbsthülfe. Le mouvement coopératif semble partout gagner du terrain et de la consistance. C'est surtout grâce aux encouragements des Banques populaires, que ce mouvement s'est propagé en France, en Belgique, en Italie et jusqu'à l'Égypte et les bords de la mer Noire. Les négociations ont été ouvertes dernièrement, afin de nouer des relations d'affaires, entre les associations coopératives des divers pays. Ces relations deviendront peut-être, pour la petite et moyenne industrie, un lien utile dans l'ensemble des mesures provoquées par les traités de commerce, et faciliteront les rapports internationaux qui en sont la conséquence.

L'année 1864 se distingue de la précédente par un accroissement considérable dans le mouvement d'affaires et dans le nombre des associations d'Outre-Rhin. Le rapport de M. Schultze-Delitzsch, pour l'année 1863, accusait l'existence de 1,150 sociétés, dont :

700 sociétés d'avances et de crédit;
250 — de production, de magasinage, et pour l'achat des matières premières ;
200 — de consommation.

De ce nombre, 900 seulement ont été *enregistrées* à l'Agence centrale, et notamment :

662 sociétés d'avances et de crédit;
172 — de production, d'achat et de vente, et
66 — de consommation.

N'y sont point comprises les sociétés de secours mutuels, de la retraite pour la vieillesse, de secours en cas de maladie, et autres sociétés ouvrières semblables, fondées également d'après le principe de la solidarité et de la Selbsthülfe.

En 1864, les registres de l'Agence centrale contenaient les noms de

890 sociétés d'avances et de crédit;
183 — de production, de magasinage, et pour l'achat des matières premières;
97 — de consommation.

Total 1,170 sociétés.

tandis que leur nombre s'élevait en réalité beaucoup au-dessus de ce chiffre et devait être évalué à plus de 1,300.

Les associations comptaient en tout 300,000 *membres*, et l'*ensemble*

de leurs opérations, c'est-à-dire le montant des affaires faites (qu'on ne doit point confondre avec la somme des entrées et sorties de fonds, qui représenterait naturellement le double), se chiffrait par un total imposant de 225 millions fr. (60 millions thal.); ces opérations furent effectuées moyennant un fonds de roulement de 76 à 79 millions de francs, dont à peu près 16 millions fr., *boni* et *fonds de réserve*, appartenaient en propre aux sociétés et le reste provenait des emprunts qu'elles ont contractés au moyen du *crédit* basé sur la *responsabilité solidaire*.

Enfin, dans son dernier rapport, M. Schultze-Delitzsch dit qu'en 1865, le développement du mouvement coopératif n'a pas été moins intense que les années précédentes, quoique les chiffres produits dans ce rapport ne paraissent pas le témoigner; c'est qu'ils représentent fort imparfaitement la situation réelle, car à cause des événements dont l'Allemagne fut le théâtre cette année, beaucoup de sociétés dont les comptes figuraient ordinairement dans le rapport, ont été empêchées de les envoyer à l'Agence centrale. Il serait difficile de préciser exactement, dès à présent, l'influence que la guerre a exercée sur les affaires des associations. Il est évident que la crise industrielle, qui s'ensuivit et qui a pesé lourdement sur l'industrie tout entière, n'a pas manqué de laisser également ici les traces de son passage. Surtout les Banques populaires — d'ailleurs comme toutes les institutions de crédit — ont dû s'en ressentir. Toutefois, nous pouvons affirmer avec certitude que, jusqu'à ce moment, l'existence d'aucune de ces sociétés n'a pas été menacée et elles n'ont fait que profiter des enseignements de la crise récente, ce qui prouve encore une fois, et d'une manière éclatante, que les bases des sociétés coopératives sont plus solides qu'on ne le croit généralement.

Les associations nominativement connues à l'Agence, à la fin de 1865, sont au nombre de 1,317, dont :

961 sociétés d'avances et de crédit;
199 — d'achat et de vente;
157 — de consommation.

et le chiffre de *toutes* les associations existantes dépasse 1,500. Elles comptent au moins 350,000 *sociétaires*, et elles possédaient un *fonds de roulement* de 93 à 105 millions de francs (dont 20,625,000 fr. *boni* et *fonds de réserve*) qui leur a permis d'élever le montant des *affaires faites* à 318,750,000 fr. (le mouvement de caisse représente le double), c'est-à-dire de l'augmenter de près de 100 millions fr. dans l'espace d'une seule année. Le nombre de membres s'est également accru de 50,000, et leur avoir de 4 millions fr.

M. Schultze-Delitzsch peut être fier, à juste titre, de pareils résultats; ils sont prodigieux et grandioses, et pourtant ce n'est qu'un faible

échantillon des services que les associations seront un jour en état de rendre à l'humanité, au point de vue du bien-être général et de l'amélioration du sort des classes nécessiteuses. Le proverbe « qu'on ne prête qu'aux riches » est démenti par les faits, qui désarmeraient par leur importance matérielle, même les plus incrédules des financiers et les plus acharnés des adversaires de la coopération. Ces faits méritent d'être pris en sérieuse considération par les législateurs et les économistes, car ils révèlent un changement radical des conditions dans lesquelles était placé le travail, et ils annoncent l'avénement d'une nouvelle ère économique pour l'humanité.

Parmi les moyens qui ont contribué le plus à amener ces brillants résultats, il faut signaler, en première ligne et principalement, l'*organisation* du mouvement coopératif, d'où naquit l'*Union générale des associations coopératives allemandes*, — union dirigée par M. Schultze-Delitzsch. Cette Union ne fut définitivement constituée qu'au mois d'août 1864, et déjà presque la moitié des associations y ont adhéré. Sont entrées dans l'union 492 banques populaires, 43 sociétés de production, de vente et d'achat, 32 sociétés de consommation, — total 567 sociétés qui ont versé jusqu'à présent dans la caisse commune, — suivant les termes du *Statut organique*, — la somme de 13,500 fr., pour les besoins de l'Union. — Les principales dispositions de ce statut résument, de la manière suivante, la tâche que les sociétés se proposent de remplir en s'unissant : perfectionner leur organisation et concourir à l'extension de leurs affaires ; favoriser et sauvegarder leurs intérêts communs par les efforts réunis ; entrer réciproquement en relations d'affaires.

Toutes les associations allemandes organisées d'après le principe de la Selbsthülfe — sans excepter aucune forme nouvelle qui pourrait se produire — ont le droit d'entrer dans l'Union. Les affaires de l'Union seront réglées par les députés *élus*, réunis en congrès au moins une fois par an. Le congrès résoudra définitivement à la majorité de voix les questions soulevées. Les sociétés, appartenant à l'Union générale, conservent pourtant une entière autonomie en ce qui concerne leurs propres affaires ; les sociétés d'une province ou d'un pays forment une *Union provinciale ;* vingt et une de ces unions fonctionnent déjà en ce moment ; mais chacune d'elles n'est qu'un anneau de l'union générale, qui est représentée, dirigée et administrée par un *directeur* général, élu à temps, et assisté d'un *comité de surveillance*, devant se composer des directeurs des Unions provinciales (Unterverbœnde). Les fonctions du directeur général sont très-importantes ; il représente les associations devant le public et les autorités ; il leur sert d'intermédiaire en matière de *crédit de banque* et leur procure les capitaux ; par son entremise s'établissent entre elles les *relations d'affaires ;* il doit organiser une *Agence centrale* pour les affaires des associations afin qu'elles y puisent les renseigne-

ments nécessaires; il doit en outre seconder chaque association par son conseil et son expérience, signaler les dangers et les inconvénients, rédiger les statuts ou indiquer les améliorations à y introduire; il lui incombe le devoir de faire des démarches nécessaires afin de créer aux associations une *situation légale* dans la législation. C'est en qualité de député et de directeur que M. Schultze-Delitzsch a présenté au parlement prussien, en 1863, la loi sur les associations coopératives. C'est également en cette dernière qualité qu'il est tenu de recueillir et de publier les *données statistiques* les plus exactes et les plus détaillées concernant l'organisation, le développement et les résultats obtenus par la coopération; les Comptes-rendus qui nous occupent en sont les fruits. On doit à la sollicitude du directeur général, que presque toutes les associations ont adopté une *comptabilité uniforme* — comptabilité qui a été approuvée par le congrès international de statistique; c'est là un progrès notable. Enfin le directeur a le devoir de fonder pour les associations un *organe* dans la presse périodique et il en est le rédacteur en chef *ex officio*. Actuellement l'union a pour organe la publication hebdomadaire que nous avons citée plus haut, intitulé: « Blätter für Genossenschaftswesen » (Feuilles pour les associations). L'idée de cette *confédération* de sociétés coopératives et la fondation de l'Union générale sont dues à l'initiative éclairée et à l'énergie de M. Schultze-Delitzsch. L'expérience a suffisamment démontré que l'action de l'Union exerce une influence salutaire et assure aux associations des avantages considérables; même les sociétés qui n'appartiennent pas à l'Union peuvent en profiter sous le rapport des principes fondamentaux et de la perfection dans la conduite des affaires; néanmoins l'avantage de la *communauté* dans les relations d'affaires et les rapports d'argent leur échappe complétement.

Il y a un autre point qu'il convient de signaler également. Le mouvement coopératif a reçu un grand appui par la fondation d'une « Banque des associations allemandes » (*Deutsche Genossenschaftsbank*), qui fonctionne à Berlin depuis le commencement de l'année 1864 et se développe avec beaucoup de succès. Cet heureux début lui présage un brillant avenir. Son capital relativement peu considérable — 1,012,500 fr. — l'obligeait à commencer ses opérations avec beaucoup de prudence et de circonspection. Il lui importait d'abord de conquérir une forte position dans la place et dans les relations de banque, afin de pouvoir déployer ensuite une activité féconde dans l'intérêt des associations. C'est pourquoi au commencement elle n'a pas été en état de satisfaire certaines demandes — d'ailleurs très-légitimes — des associations. Cependant cette banque a rendu déjà des services très-importants, et il y a lieu d'espérer qu'elle saura bientôt se placer à la hauteur de sa tâche.

Le besoin et l'utilité d'une *institution centrale de crédit* pour les asso-

ciations coopératives, sont généralement constatés et reconnus, non-seulement en Allemagne, mais aussi en Angleterre et en France; dans ce dernier pays, les efforts énergiques et intelligents de quelques amis du progrès, — entre autres M. Beluze, — et l'initiative généreuse de l'Empereur, qui ne cesse de témoigner sa haute sollicitude à toute œuvre ayant pour but l'amélioration du sort de la classe nécessiteuse, ont créé des institutions semblables pour la coopération française. Nous croyons donc pouvoir nous dispenser d'entrer dans les détails de l'organisation de la banque des associations allemandes, et nous nous bornons à renvoyer le lecteur désireux de renseignements plus précis, au compte-rendu de M. Schultze-Delitzsch pour l'année 1863, pag. 6 et 7, et aux « Feuilles pour les associations, » n°s 16 et 18 de l'année courante.

Une ère nouvelle s'ouvrira bientôt pour les associations allemandes; on doit s'attendre à voir la question vitale pour les associations, question d'une haute gravité, recevoir prochainement une solution définitive, si ardemment désirée. Les gouvernements allemands paraissent enfin se décider à créer aux associations une *situation légale* et à régler par une *loi* leurs *rapports privés*. Une commission siégeant à Dresde, et instituée par plusieurs États pour l'élaboration d'un code général allemand, s'occupe activement de cette question. Le gouvernement prussien a fait des promesses réitérées de sanctionner le projet de loi voté tout récemment, et présenté au parlement par M. Schultze-Delitzsch en 1863. Ce dernier réclame pour les associations la *loi commune*, c'est-à-dire il veut qu'elles soient considérées comme toutes les autres sociétés commerciales et industrielles, et il y condamne l'autorisation préalable, la tutelle et l'immixtion administrative comme étant hautement nuisibles à leurs intérêts (1).

Nous nous réjouissons de pouvoir constater ces résolutions, un peu tardives il est vrai, des gouvernements; cependant, « mieux vaut tard que jamais. » Les associations se trouvaient placées jusqu'ici *hors de la loi*, et les lenteurs regrettables des gouvernements les ont privées des bienfaits qu'elle accorde, lésant ainsi leurs intérêts de la manière la plus fâcheuse. Un véritable progrès sera donc réalisé, et le développement du mouvement coopératif recevra par là un puissant essor. Les associations ont bien mérité ce témoignage de sollicitude gouvernementale, elles ont vaillamment prouvé leur raison d'être et leur vitalité; les gouvernements allemands, en donnant satisfaction aux vœux légitimes des popu-

---

(1) Nous sommes d'avis que cette question devrait être résolue en France dans le même sens; la solution la plus avantageuse serait d'accorder aux associations la loi commune tout en créant une nouvelle forme — proposée par M. Ducuing, ce nous semble, — qui permettrait de fonder les sociétés au capital variable et aux mises inégales.

lations, ne feront du reste que suivre l'exemple de la France et surtout de l'Angleterre, où les associations jouissent depuis longtemps de grandes prérogatives, en vertu des actes spéciaux du parlement.

II. ASSOCIATIONS D'AVANCES ET DE CRÉDIT.
(*Banques populaires.*)

Les banques populaires doivent leur origine à M. Schultze-Delitzsch; c'est à lui que revient l'honneur d'avoir le premier appliqué *au credit* le principe d'association, et d'avoir mis ainsi, à la portée de chacun, un des plus puissants leviers de la production, qui n'était accessible autrefois qu'aux privilégiés, aux élus de la fortune. Il a fait suivre son remarquable ouvrage sur les banques populaires (*Vorschuss-und-Creditvereine*), d'un essai pratique, en fondant en 1849, dans sa ville natale, à Delitzsch, la première société d'avances et de crédit. Quoique ses débuts fussent très-modestes, son action entravée par divers obstacles et qu'il ne manquât pas de faux prophètes, s'acharnant jusqu'à couvrir de ridicule cette généreuse entreprise du pauvre juge de paix, néanmoins celui-ci, par sa persévérance et son zèle infatigable, sut bientôt vaincre les difficultés; les rangs des incrédules s'éclaircirent peu à peu, et son œuvre se propagea rapidement dans toute l'Allemagne. Cette nouvelle forme d'association s'adaptait à merveille aux besoins d'une classe très-nombreuse et peut-être prépondérante dans ce pays de petits industriels indépendants, prêts à travailler, instruits, habiles, mais dépourvus d'instruments de travail, manquant de crédit et par conséquent incapables de soutenir la concurrence avec la grande industrie qui a envahi partout le domaine de la production. Aussi les banques, qui ouvraient la source de crédit, sont devenues la forme favorite, la *forme par excellence* d'association choisie par les coopérateurs d'outre-Rhin, et quoiqu'il y ait eu récemment un rapide développement de diverses autres branches d'association, notamment des sociétés de consommation, les banques populaires tiennent cependant toujours la première place sous le rapport de l'augmentation extraordinaire de leur nombre, de l'étendue sans cesse croissante de leurs affaires et de l'intelligence de leurs directeurs. Elles comptent actuellement parmi leurs membres, non-seulement les petits industriels, les ouvriers et les petits commerçants, auxquels elles devaient venir principalement en aide; le commerce moyen, les employés et les instituteurs ont considérablement grossi leurs rangs, ce qui nous explique pourquoi ces sociétés montrent plus d'intelligence que les autres pour les problèmes élevés de la coopération, et sont plus aptes à les réaliser (1).

(1) Nous joignons notre voix à celle de M. Horn (voir son article dans la livraison d'octobre 1866, p. 60, du *Journal des Économistes*) pour conseiller à la coopération française d'abandonner à l'avenir la tendance

M. Schultze-Delitzsch a l'habitude de précéder les chiffres de son rapport d'un exposé succinct des principes fondamentaux sur lesquels repose l'organisation des banques populaires. Nous croyons devoir respecter cette habitude, et nous reproduisons le passage suivant, qui servira de commentaire aux chiffres cités ci-après. «..... Nos sociétés procurent les capitaux à ceux qui en ont besoin pour leur industrie, et qui ne peuvent pas disposer des moyens ordinaires de crédit, en mettant à l'œuvre le principe de la *Selbsthülfe* dans les conditions suivantes :

« 1° Tous ceux qui reçoivent les avances sont eux-mêmes les soutiens et les directeurs de l'institution qui doit satisfaire leurs besoins de crédit, c'est-à-dire, ils sont *membres de la société*, et par conséquent prennent part *solidairement* aux *risques* et *profits* des opérations ;

« 2° Les opérations de la société sont considérées comme une *affaire* et non comme une œuvre de charité ; le mouvement des capitaux repose sur la *réciprocité des services*, de sorte que le taux de l'intérêt — pour les créanciers et les débiteurs de la société — est toujours réglé par les conditions du marché ;

« 3° Le *boni* des sociétaires se forme au moyen des cotisations ; les membres ont la faculté de libérer leurs parts en entier par un seul versement, ou d'effectuer des versements partiels; ces *boni* constituent le *fonds social* qui augmente sans cesse et qui sert aux opérations de la société. Les bénéfices sont distribués en raison du montant *payé* de chaque action, et jusqu'à la concurrence d'une somme déterminée à l'avance ;

« 4° On procède en outre à la formation d'un *fonds de réserve* par le prélèvement d'un droit d'entrée et par la capitalisation d'une partie des bénéfices. Le fonds de réserve est destiné principalement à couvrir les pertes, et il constitue l'*avoir commun* de la société ;

« 5° Quand l'*étendue* des affaires permet d'employer avec profit les *capitaux étrangers*, la société contracte des emprunts au moyen du crédit basé sur la *responsabilité solidaire* de tous les membres ;

« 6° Enfin, le nombre des membres est *illimité*, et l'*entrée libre* pour chacun, qui peut remplir les conditions générales des statuts; la *sortie* de la société s'effectue dans un délai déterminé, en prévenant à l'avance. »

La formation d'un *fonds de roulement* est la question capitale pour les banques populaires ; cependant elle doit être suivie pas à pas par la formation du fonds social et du fonds de réserve, sans quoi leurs opé-

---

actuelle de ses sociétés de crédit, et fonder des associations à l'instar des banques populaires allemandes. Les coopérateurs y gagneront à coup sûr.

rations n'auraient aucune base solide, et le public qui est en relations avec elles, aussi bien que les sociétaires eux-mêmes, seraient exposés aux plus graves dangers. C'est pourquoi on s'est efforcé de concilier la *nécessité* de l'accumulation du capital avec la *possibilité* — même pour les plus pauvres — d'y prendre part par des cotisations insignifiantes, hebdomadaires ou mensuelles. La mesure, qu'on ne saurait trop recommander de suivre, et qui consiste à retrancher une partie des dividendes, pour grossir le capital social, est le meilleur stimulant de l'épargne et du zèle des associés, qui désirent augmenter autant que possible leurs cotisations et leurs mises, parce que la participation aux dividendes est en raison du montant des versements effectués pour le fonds social. Ce serait pourtant méconnaître le but principal des Banques populaires que de vouloir se borner à cette seule source du capital; d'abord elle est insuffisante pour satisfaire les besoins de crédit des associés, ensuite la tâche la plus importante consiste en ceci : de procurer aux associés les *capitaux inactifs* et d'ouvrir ainsi à la *petite industrie* les mêmes sources de crédit et de capital dont était exclusivement alimentée jusque-là la *grande industrie*, et auxquelles elle doit en partie sa supériorité et sa puissance. Or, pour arriver à ce résultat, il importait de trouver une *base solide de crédit* offrant au public une garantie sérieuse et de nature à le déterminer à confier aux caisses des sociétés ses capitaux non employés. Cette base est dans la *responsabilité solidaire* de tous les associés; l'expérience la confirme d'une façon surprenante. On refuse ordinairement le crédit à un individu isolé, n'ayant d'autre garantie que son travail, qui représente pour ainsi dire sa valeur économique, car la réalisation de cette valeur, prise isolément, dépend de beaucoup de circonstances qui échappent à la fois au contrôle du créancier et à la volonté du débiteur. Cela change complétement lorsque ce sont des groupes d'ouvriers ou industriels qui présentent une *garantie collective;* dans ce cas, un seul répond pour tous et tous répondent pour un seul; l'insolvabilité devient presque impossible, tandis que le fardeau de la responsabilité se fait moins sentir à chacun. L'excellence de cette organisation, reposant sur des principes très-simples, est plus que suffisamment démontrée par la pratique. Toutes les banques populaires, sans exception, ont gagné à ce point la confiance du public dans la courte période de leur existence, que beaucoup d'entre elles, ayant un excédant de ressources, ouvraient des prêts considérables aux autres moins favorisées. D'ailleurs, les chiffres sont assez éloquents pour convaincre les sceptiques et séduire les exigeants. Le total des avances accordées aux sociétaires — par les seules associations qui sont connues à l'*Agence* — pendant la période des six dernières années, se monte à la somme énorme de 760,483,278 fr.; ce chiffre paraîtrait imaginaire, si des faits irrécusables n'étaient à l'appui. Com-

bien de ressources inactives rendues à la production et devenues profitables au bien-être général ! Combien de souffrances apaisées, de besoins satisfaits ! Il serait difficile de calculer toute l'étendue des services qu'en ont retirés les classes nécessiteuses.

Le nombre des Banques populaires, enregistrées à l'*Agence de l'Union générale*, s'élève :

Pour la Prusse, à.	436
— Autriche allemande, à.	18
— Bohême et la Moravie (pays slaves), à	104
Pour les autres pays allemands, à.	403
Total.	961

Il y a 498 de ces sociétés qui ont déposé à l'*Agence centrale* les *comptes détaillés* de leurs opérations. Voici le tableau *comparatif* des résultats qu'elles ont obtenus depuis 1859-1865 :

Année comptable	Nombre des sociétés enregistrées à l'agence centrale.	Nombre des sociétés qui ont déposé les comptes détaillés de leurs opérations.	Nombre des sociétaires.	Les avances et les prolongations qui leur ont été accordées. Somme totale. *thalers* (1).	Moyenne pour chaque société. *thalers.*
1859	183	80	18,676	4,131,436	51,642
1860	257	133	31,603	8,478,489	63,748
1861	364	188	48,760	16,876,009	89,766
1862	511	243	69,202	23,674,261	97,425
1863	662	339	99,175	33,917,948	100,053
1864	889	455	135,013	48,147,495	105,818
1865	961	498	169,595	67,569,903	135,682

AVOIR DES SOCIÉTÉS.

Année comptable.	Boni des sociétaires. *thalers.*	Fonds de réserve. *thalers.*	Total. *thalers.*	Moyenne pour chaque société *thalers.*
1859	246,001	30,845	276,846	3,460
1860	462,012	66,845	528,857	3,976
1861	799,375	107,238	907,213	4,825
1862	1,199,545	132,893	1,332,438	5,483
1863	1,803,203	218,047	2,021,250	5,962
1864	2,959,296	293,461	3,252,757	7,148
1865	4,442,879	409,679	4,852,558	9,744

(1) Un *thaler* vaut 3 fr. 75 c.

LES CAPITAUX QUE LES SOCIÉTÉS SE SONT PROCURÉS AU MOYEN DU CRÉDIT.

Année (comptable.)	Emprunts.	Dépôts (Épargnes).	Total.	Moyenne pour chaque société.	Rapport entre les capitaux empruntés et les capitaux apparten. en propre aux sociétés.
	thalers.	thalers.	thalers.	thalers.	thalers.
1859	501,795	512,350	1,014,145	12,676	27 5/10 0/0
1860	1,069,853	1,322,494	2,392,327	17,987	22 1/10 0/0
1861	1,983,441	2,649,036	4,632,477	24,641	19 5/10 0/0
1862	3,441,033	2,747,577	6,188,610	25,467	21 1/10 0/0
1863	5,641,820	3,416,220	9,058,040	26,719	22 3/10 0/0
1864	7,401,317	5,355,265	12,756,582	28,036	25 4/10 0/0
1865	11,154,579	6,502,197	17,656,776	35,455	27 4/10 0/0

L'année 1864 se distingue par un accroissement extraordinaire du nombre des banques populaires. En 1863, on en comptait 662, tandis qu'à la fin de 1861 elles atteignaient déjà le chiffre de 890, ce qui donne pour cette seule année une augmentation de 228. Mais ce chiffre ne représente pas le progrès réellement accompli; il faut en déduire les associations slaves de la Bohême et de la Moravie, dont l'*Agence centrale* ignorait l'existence, et le nombre des sociétés nouvellement créées se réduira à 114, sans compter celles qui ne sont pas nominativement connues. Les registres de l'*Agence* pour l'année 1865 contiennent les noms de 961 banques populaires, l'augmentation n'est donc que de 71 sociétés; ce ralentissement dans la marche progressive ne doit pourtant pas nous étonner; il est bien naturel que les premiers et les plus pressants besoins étant satisfaits, et les sociétés existantes élargissant continuellement le cercle de leur activité, la création de nouvelles sociétés doit être de plus en plus moins rapide; par conséquent, le résultat de cette année constitue toujours un progrès remarquable qui fournit la meilleure preuve de la vitalité de l'institution, qui témoigne des services qu'elle rend à l'humanité, et de l'importance qu'elle a acquise parmi les classes directement intéressées de la société.

M. Schultze-Delitzsch rend hommage à l'intelligence et à l'énergie de coopérateurs slaves; il a eu l'occasion, pendant son récent séjour dans ces pays, de se convaincre lui-même de l'état prospère des affaires de ces sociétés. L'esprit d'association a poussé de profondes racines parmi la population slave de l'Autriche, et le mouvement coopératif y a reçu une impulsion vigoureuse. En moins de deux ans, 104 banques populaires furent fondées, et l'on s'occupe activement de la réunion d'un congrès des associations slaves et de la création d'une institution centrale de crédit, à l'instar de la « Banque des associations allemandes » qui fonctionne à Berlin. Les populations allemandes de l'Autriche, qui diffèrent essentiellement, par leur langue, leurs mœurs et leur histoire, des populations slaves, ont été devancées de beaucoup par ces der-

nières dans ce domaine d'une si haute importance sociale; elles ne possèdent en tout que 18 associations d'avance et de crédit, quoique le gouvernement autrichien favorise le développement de la coopération par tous les moyens en son pouvoir.

Mais revenons à l'Allemagne. Ce n'est pas seulement sous le rapport de la *quantité* — c'est-à-dire de l'accroissement de leur nombre — que les associations de crédit peuvent se féliciter d'avoir réalisé un progrès notable; le tableau comparatif prouve incontestablement qu'elles se sont en même temps développées et fortifiées intérieurement, qu'elles ont acquis de la consistance et de la solidité dans leurs affaires. Notons que les 498 sociétés, avec un capital de 84,400,000 fr., ont pu *avancer* à leurs associés 253,387,136 fr.; la moyenne du prêt se laisse évaluer à 1,488 fr. Il est à remarquer que les opérations, si étendues et si nombreuses à cause de leur fractionnement, n'ont absorbé pour les frais d'administration, appointements et autres dépenses, que la somme de 867,929 fr., soit 0,37 0/0 du montant des avances. Les pertes s'élèvent en tout à un total modique de 77,122 fr. Faut-il chercher une meilleure preuve de probité, de l'ordre et d'intelligence de ces modestes travailleurs, de ces déshérités de la fortune, qu'on a accablés de tant de reproches? Les intérêts payés aux créanciers des sociétés se montent à 1,952,227 fr., et les *capitaux étrangers* (dépôts et emprunts), employés par les banques populaires, représentent un total de 66,212,910 fr. Les capitaux *appartenant en propre* aux sociétaires (fonds social, réserve) s'élèvent à 18,196,992 fr. Enfin, les *bénéfices nets*, distribués en intérêts et dividendes aux associés, sont de 1,394,006 fr.

Les sociétés de crédit deviennent de plus en plus en *pratique* ce qu'elles étaient en *principe* et ce qu'elles devraient être réellement : de vraies *banques de dépôts* de la petite et de la moyenne industrie. Les résultats de cette année sont les plus satisfaisants, malgré la crise et les circonstances très-défavorables dont les sociétés ont dû naturellement subir l'influence. Il y a 34,000 membres nouveaux; le montant des *affaires faites* — comparé à celui de l'année dernière — s'est accru de 71,250,000 fr., et la moyenne des avances a augmenté sensiblement. Même les pertes sont moins considérables que l'on pourrait le supposer; en 1864, elles étaient de 30,623 fr., soit 0,17 0/0 du montant des avances; en 1865, elles ne se sont élevées qu'à 77,122 fr., soit 0,03 0/0, et on doit les attribuer à la situation défavorable du marché monétaire, à l'élévation de l'escompte, aux fluctuations excessives dans les cours des valeurs et fonds publics, etc.

D'après un calcul se fondant sur les chiffres connus, et qui certes donne des résultats fort au-dessous de la réalité, toutes les banques populaires d'outre-Rhin, qui dépassent de beaucoup le nombre de mille, et comptent plus de 250,000 membres, possédèrent en 1865 un avoir

au moins de 30 millions, et disposèrent d'un capital de 140 millions, ce qui élèverait à 420 millions *la somme d'avances* accordées en une *seule* année. Ce résultat dépasse toutes les prévisions et toutes les espérances.

Les chiffres de la dernière colonne ne doivent pas nous induire en erreur. La diminution constante que nous apercevons jusqu'à 1861, dans la proportion moyenne de l'avoir des sociétés, provient d'une augmentation très-rapide de leur nombre; les sociétés nouvellement constituées ne possédaient au commencement qu'un avoir très-minime, relativement aux capitaux qui leur affluaient du dehors. Or, en considérant les résutats dans leur ensemble, la *moyenne* de l'avoir devait nécessairement diminuer, tandis que l'*avoir proprement dit* de chaque société ne cessait de s'accrocoître comme l'indique le tableau. — Une pareille situation n'est pas sans dangers sérieux; il faut qu'il y ait un certain équilibre entre l'avoir des sociétés et les capitaux affluents qu'elles emploient à leurs opérations. Aussi M. Schultze-Delitzsch n'a-t-il pas manqué d'attirer leur attention sur ce point, par des observations réitérées, qu'elles se sont empressées de prendre en considération. Nous en voyons les fruits; il a été reconnu avantageux, non-seulement d'élever les mises et les versements mensuels destinés à libérer les parts sociales des membres, mais en outre, dans beaucoup de sociétés, elles ont reçu un appoint de 1-5 0/0 provenant de retranchements qu'il fut possible d'opérer sur les avances accordées à chaque membre. Quoique le nombre des associations ait considérablement augmenté dans ces dernières années, la proportion de l'avoir n'a pas diminué; au contraire, elle s'est successivement élevée à partir de 1862. Les banques populaires ont enfin à se réjouir des conditions de plus en plus *réglées et avantageuses* de crédit pour les capitaux qu'elles accueillent (voir, au tableau comparatif, le rapport entre les dépôts et les emprunts; ces derniers sont toujours contractés relativement à long terme; cependant, les sociétés de crédit ont réussi d'établir — même pour les dépôts — que les délais de remboursement doivent être signifiés de 3 à 6 mois d'avance); de sorte qu'il y a lieu de croire qu'elles sont même en mesure de parer aux demandes subites de remboursement. Ainsi, grâce à la prudence de leurs procédés, elles ont pu fonctionner en sécurité au milieu de la crise qui sévissait en Allemagne et marcher avec confiance vers l'avenir qui les attend.

III. — ASSOCIATIONS POUR DIVERSES BRANCHES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE.

Les associations de cette catégorie sont celles qui promettent les plus féconds résultats, et dont l'humanité doit s'attendre à retirer les plus grands avantages; c'est pourquoi elles sont dignes de la plus vigilante sollicitude des amis du progrès soc , de ceux qui ont à cœur l'éléva-

tion de l'homme et l'amélioration de son sort. Cependant, la réussite de ces associations réclame un redoublement d'efforts, de soins et de persévérance. Étant intimement liées aux plus graves problèmes économiques, leur création et leur existence sont soumises à des conditions très-variées et très-difficiles; leur organisme est plus compliqué, leur sphère d'action plus limitée, et elles ne peuvent servir à satisfaire les besoins pour ainsi dire immédiats, les besoins les plus urgents des classes nécessiteuses. Par conséquent, leur développement doit être beaucoup moins rapide, surtout au début du grand mouvement qui les a fait naître. La statistique s'en ressent également, d'autant plus que, par leur nature, ces sociétés sont portées à cacher sous un voile leurs opérations — du moins pour un certain temps — et ce n'est que peu à peu qu'on pourra parvenir à vaincre leur aversion pour la publicité. Aussi, quoique leur nombre s'accroisse continuellement, et qu'en réalité il n'en existe pas moins de 270, les registres de l'*Agence centrale* ne contenaient en 1864 que 183, et en 1865, 199 sociétés inscrites nominativement, dont, en 1864, 25, et cette année, 20 seulement ont déposé des comptes détaillés. D'après la plus modeste évaluation, le montant des opérations de toutes les sociétés de cette catégorie représente au moins la somme de 10 millions; leur avoir s'élève à 2 millions 300,000 fr., et elles comptent de 12,000 à 15,000 membres. Nous avons encore à parler de chaque forme distincte de ces asssociations.

Sociétés pour l'achat des matières premières (Rohstoffvereine).

Les membres de chacune de ces associations sont des industriels indépendants, appartenant à *la même* branche d'industrie. C'est la forme de cette catégorie jusqu'à présent la plus répandue en Allemagne, à cause des conditions propices qu'elle y trouve pour son développement; ces conditions résultent de la situation industrielle du pays. Les associations d'achat connues nominativement à l'*Agence* sont au nombre de 143; elles sont organisées de la manière suivante;

1. La société emprunte, sous la responsabilité solidaire, les capitaux nécessaires pour l'achat des matières premières, ou bien elle offre la même garantie pour les marchandises achetées à crédit.

2. La société vend aux membres les marchandises du *magasin commun*, avec un bénéfice de 4 à 8 0/0 sur le prix d'achat. L'excédant réalisé ainsi sert à couvrir tous les frais de l'entreprise, savoir : intérêts dus aux créanciers, loyer, appointements, etc., et le reste forme le *bénéfice net* qui est distribué entre les membres, en raison des versements que chacun d'eux a effectués à la caisse commune pour les marchandises achetées par lui.

3. Il est procédé à la formation d'un *fonds social*, consistant en actions appartenant aux sociétaires, et en *fonds de réserve* (l'avoir total de la

société); à cette fin, on *retient* en entier les parts des bénéfices qui reviennent à chaque membre, et dans beaucoup de sociétés, on y *ajoute* en plus des cotisations mensuelles.

4. Les employés, surtout le *caissier*, le *contrôleur* et le *magasinier* (employé chargé de la vente), sont rétribués par une *tantième* du montant de la vente, ce qui fait 2-3 0/0; les frais d'administration, loyer, etc., absorbent de 3 1/2-4 0/0, — donc, tous les frais s'élèvent ensemble à peu près à 7 0/0.

Les associés retirent un profit considérable par l'achat en commun des matières premières que chacun d'eux emploie ensuite à son industrie. La société achète les marchandises de *première* main, pour les vendre *en détail* à ses membres au *même* prix, que si elle les vendait *en gros*, et par cette simple opération, elle réalise un double avantage, — notamment de procurer de *meilleures marchandises à meilleur marché*, en y *économisant* de 10-20 0/0, surtout pour les marchandises qu'elle achète à crédit. Il en résulte encore, comme avantage secondaire, que le fonds social *se forme sans* que les associés aient besoin de s'imposer les moindres sacrifices, et on obtient de cette façon une base solide pour l'entreprise. Cependant, à côté de ces avantages se dresse menaçant un écueil dangereux contre lequel les sociétés d'achat pouvaient se briser, si elles ne parvenaient pas à l'éviter : c'était le crédit accordé aux sociétaires pour les marchandises achetées dans les magasins des sociétés. La grande difficulté consistait en ceci : concilier les besoins de crédit des associés avec les intérêts et la sécurité de la société. Il arriva souvent que, justement ceux des associés dont les boni étaient le moins considérables, avaient le plus besoin de crédit ; or, dans ces cas, la société manquait des garanties suffisantes et s'exposait aux pertes. Pour obvier à cet inconvénient, il a été reconnu nécessaire d'inscrire dans les statuts, comme règle générale, *l'achat au comptant*. Les associés ne peuvent réclamer le crédit que jusqu'à la concurrence de leurs comptes créditeurs chez la societé, — ce qui fait que cette dernière opère complétement à couvert. Les renseignements recueillis cette année permettent d'établir qu'il existe actuellement 180 sociétés d'achat, comptant 10,000 membres, qui possèdent un avoir de 1 million 500,000 fr., et ont fait dans le courant de 1865 pour 7 millions 500,000 fr. d'affaires.

Nous reproduisons un aperçu sommaire des comptes, pour l'année 1864, de 21 associations d'achat qui, nous l'espérons, ne sera pas sans intérêts pour nos lecteurs.

Nombre des associés.	1,205	
FONDS DISPONIBLES.		
Boni des sociétaires (*a*).	196,155 fr.	» c.
Montant des emprunts contractés par les sociétés (*b*)	186,737	50
Fonds de réserve (*c*).	12,322	50
Total (de *a*-*c*).	305,115	»
Somme due par les associations pour les marchandises achetées à crédit.	102,843	75
Créances des associations pour les marchandises vendues aux membres.	114,731	25
MARCHANDISES EN MAGASIN.		
Au commencement de l'année selon le prix d'achat	138,178	75
— — selon le prix de vente	207,225	»
Augmentation dans le courant de l'année selon le prix d'achat.	688,395 fr.	» c.
— — selon le prix de vente.	815,025	»
Différence moyenne entre le prix d'achat et le prix de vente.	7 0/0	
Produit de la vente.	842,197	50
Restant des marchandises à la fin de l'année, selon le prix d'achat.	141,693	75
— — selon de prix de vente.	213,078	75
Intérêts dus aux créanciers.	11,946	25
Frais de l'entreprise.	32,478	75
Bénéfices nets.	21,168	75
Pertes provenant de l'insolvabilité ou de l'abaissement des prix.	3,623	75

Nous ferons remarquer que, d'après les chiffres ci-dessus, ces sociétés emploient plus de trois fois par an tout leur capital roulant, et en vendant les marchandises en moyenne 7 0/0 au-dessus du prix d'achat — sans cependant dépasser la limite des prix en gros — elles réalisent un bénéfice de 21 0/0. Si on retranche 7 0/0 des frais, et 5 0/0 (ce qui est le maximum) pour les intérêts dus aux créanciers, on obtiendra un *bénéfice net* en moyenne de 9 0/0. De ce qui précède, on peut aisément se convaincre de l'importance des services rendus par ces associations à la petite industrie. Rien en effet ne saurait mieux plaider en faveur de la coopération que ces résultats féconds et pleins d'enseignements. Des petits industriels qui autrefois étaient obligés de payer un tribut onéreux aux intermédiaires, et perdaient ainsi une partie notable de leur labeur, jouissent désormais des avantages de la grande industrie dont ils ne craignent plus la concurrence; leur travail reçoit une juste rétribution, ils deviennent capitalistes — et tout cela par le seul fait de la

réunion de leurs efforts individuels, de l'application du principe d'association. *Avis aux intéressés !*

Nous trouvons encore une application analogue du même principe dans les sociétés dites :

Sociétés de magasinage ou de vente.

qui ont pour but l'établissement et l'exploitation en commun d'un *magasin de vente*, où chaque associé a le droit d'exposer les produits de son travail destinés à la vente. Elles ont quelquefois le caractère mixte, c'est-à-dire qu'elles réunissent la fonction de vente avec celle de l'achat des matières premières (*Magazin und Rohstoffvereine*). Le chiffre des sociétés de vente, enregistrées à l'*Agence*, s'élève à 30, et celles pour l'achat et la vente à 5, et on peut admettre qu'il y a réellement 50, qui comptent 1,000 membres, et dont le montant des opérations est de 1 million 875,000 fr. Cette forme d'association fut mise jusqu'à présent à l'œuvre, pour la plupart, par les menuisiers et les tailleurs. Cependant, nous trouvons déjà plusieurs essais d'établissement de *Bazar universel* devant contenir les produits de diverses branches d'industrie. Les renseignements précis et exacts, concernant les résultats obtenus par ces sociétés, ne sont pas encore parvenus à l'*Agence centrale ;* mais ce qu'on en sait porte à croire qu'ils ne diffèrent pas beaucoup des résultats que présentent les associations d'achat. Il serait à désirer que ces deux formes d'association fussent employées de plus en plus à rendre accessible aux associés la *possession ou l'usage en commun* des instruments de travail, tels que les machines, la force motrice de l'eau ou de la vapeur, etc., qui sont trop coûteux pour que chacun d'eux, pris isolément, puisse en profiter. Un premier essai en ce sens fut tenté récemment par les cultivateurs (dans l'Est de l'Allemagne), qui ont acquis des machines pour l'usage commun.

Associations de production.

Nous abordons là une forme d'association qui est le *couronnement* du système coopératif, le point extrême vers lequel s'achemine lentement, et où doit aboutir le mouvement. C'est la forme la plus puissante, la plus féconde et en même temps la plus compliquée et la plus difficile à réaliser, parce qu'elle embrasse en quelque sorte l'ensemble des fonctions des autres sociétés et en est la conséquence naturelle. Nous ne voulons pourtant pas dire par là que l'existence des sociétés de production absorbe et supprime celle des autres formes d'association; au contraire, ces dernières servent aux premières d'aliments et de compléments nécessaires; leurs fonctions ne perdent rien en importance et

leur place est toujours marquée dans l'organisme économique; mais la tâche qu'elles ont à remplir consiste dans leur concours commun pour préparer le terrain à la fonction capitale de tout organisme : la *production*. Cette fonction est en effet un besoin et une nécessité que nous impose la loi de la nature, une condition indispensable de toute vitalité, — autant dans le monde matériel qu'intellectuel, — car c'est elle qui doit pourvoir à la satisfaction de ses besoins; des conditions dans lesquelles elle s'accomplit *dépend* la manière de leur satisfaction. Donc, nos efforts tendent continuellement à la perfectionner, et chaque amélioration dans la production s'opère au profit de nos besoins. Mais jusqu'à présent, la production constituait une sorte de monopole dans les mains des classes aisées qui en retiraient tous les avantages, tandis que les classes nécessiteuses, dominées par les premières, n'obtenaient même pas une juste rétribution de leur travail. Il s'agissait donc de leur ouvrir le champ de la production et d'assurer aux producteurs une équitable distribution et la libre jouissance des fruits de leurs efforts. Or la coopération s'est chargée de ce rôle difficile; elle n'a d'autre but que de favoriser la production de la richesse au profit de *tous* et d'en assurer à chacun les avantages, *en raison* du concours qu'il y a prêté. La coopération veut améliorer les conditions du travail, élargir la base du crédit et modifier l'organisation de l'un et de l'autre, en y introduisant l'élément nouveau de l'*association*, qui maintient entre les deux un *équilibre naturel*, sans accorder à aucun une prépondérance nuisible au bien-être général; elle veut régler et asseoir sur un principe vrai et équitable les rapports entre la production et la distribution de la richesse, augmenter cette dernière et la rendre accessible à la classe nécessiteuse; en un mot, elle veut la *diffusion* de la richesse et l'*extermination* de la misère, de cette plaie sociale que l'on appelle le *paupérisme*. Toutes les formes d'association poursuivent ce but directement ou indirectement, et quoique à peine sorties du berceau, elles ont déjà à se glorifier de brillants, d'éclatants succès. L'association de production est celle qui y conduit le plus directement et qui promet les plus grands avantages. Nous ne partageons nullement l'opinion de ceux qui ne croient pas à sa réussite, parce que cette opinion nous paraît manquer d'un fondement sérieux, tandis que toutes les considérations — aussi bien théoriques que pratiques — parlent en sa faveur. Pourquoi donc le principe d'association, si fécond ailleurs, ne saurait-il donner les mêmes résultats, appliqué à la production ? Les efforts réunis sont-ils moins puissants ici qu'un effort isolé ? Assurément non ; il s'agit seulement de les bien employer; une *bonne direction*, c'est l'*essentiel* ici que dans toute autre société. L'existence d'un petit nombre des sociétés de production n'est pas une preuve de leur stérilité; au contraire, cela nous semble très-naturel, et nous nous étonnerions si elles suivaient l'exemple d'autres

associations, car — comme nous le disions plus haut — ces sociétés réclament des conditions particulières, qui ne pouvaient exister au début du mouvement. Ainsi, ce fait ne doit être attribué qu'au bon sens et à la maturité des coopérateurs qui ne veulent pas compromettre le succès de leurs efforts par des tentatives prématurées. Certes, nous ne le nions pas, la production présente par sa nature beaucoup plus de risques qu'aucune autre fonction économique ; en conséquence, les associations de cette catégorie doivent procéder avec une grande prudence et une extrême précaution. Il faut se garder de fonder une société de production sans que le terrain soit parfaitement préparé ; nulle part l'action inconsidérée n'est plus dangereuse qu'ici où un mécompte peut plonger les travailleurs — qui se sont imposés tant de privations et de sacrifices — dans la plus triste position, empêcher toute organisation et tout développement ultérieur, mettre l'œuvre en discrédit et paralyser les efforts ayant pour base la Selbsthülfe. Sauf les cas où un concours de circonstances exceptionnelles rend la situation propice, il est indispensable — pour assurer le succès à une association de production — de traverser une période *préparatoire*, une période de transition qui servira à développer chez les associés l'esprit des affaires et d'association, et pendant laquelle on devra songer à l'accumulation du capital nécessaire. Chaque fois aussi qu'une production en commun ne saura naître des degrés inférieurs de l'association, par exemple des sociétés de consommation, d'achat ou de vente, etc., qui sont la *source naturelle*, le *berceau* et l'*école par excellence* des sociétés de production, il faudra commencer par une *société d'épargne* ou une autre semblable, qui, tout en fournissant le fonds social, initiera les sociétaires à l'esprit d'association et aux exigences de l'action combinée et leur permettra de se concerter d'avance, au moyen des délibérations communes, sur les conditions de la future entreprise, sur son organisation et principalement sur le choix des personnes auxquelles sera confiée la conduite des affaires.

L'auteur du compte rendu qui nous occupe constate que les coopérateurs allemands entrent de plus en plus dans la voie que nous venons d'indiquer comme la meilleure et la plus sûre à suivre. De cette manière furent fondées : les associations des *tisserands* à Berlin et à Langenbielau, l'association pour la *construction des machines* à Berlin, des *imprimeurs* à Mayence, celle des *horlogers* à Freibourg (Silésie), etc., qui toutes peuvent se féliciter d'un grand succès. A la fin de 1864, il y avait déjà 28 associations nominativement connues, et leur chiffre réel doit être certainement beaucoup plus considérable.

Les premières sociétés de production doivent leurs revers à ce qu'on a agi imprudemment, au hasard, et qu'on a voulu trop précipiter leur

développement; mais les associations nouvellement fondées ont profité de l'expérience du passé. A cause de leur création récente, il a été impossible à l'*Agence centrale* de recueillir des renseignements détaillés sur leur situation et de les publier dans le présent rapport; mais en revanche, la statistique de l'année prochaine pourra disposer d'une plus grande abondance des matières. Nous donnons comme exemple — ou plutôt pour satisfaire la curiosité de nos lecteurs — les comptes détaillés des opérations de la première année, déposés à l'*Agence* par trois associations de production.

	Association de tisserands à Berlin.	Association pour la product. de la farine et du pain (1).	Association des horlogers à Freybourg Fondée en 1865.
Nombre des associés.	105	44	14
FONDS DE ROULEMENT.			
Boni des sociétaires.	1,936 th. (2)	1,608 th.	1,182 th.
Montant des emprunts contractés par la société..	»	5,500	1,030
Fonds de réserve.	67	»	»
Total.	2,003	6,568	2,212
Somme due par les associations pour les marchandises.	865	»	523
MATIÈRES PREMIÈRES EN MAGASIN.			
Au commencement de l'année.	221	»	»
Augmentat. dans le courant de l'année	5,242	»	3,972
A la fin de l'année.	610	»	625
FRAIS DE L'ENTREPRISE.			
Matières premières au prix d'achat. .	4,903	?	3,345
Main-d'œuvre et appointements. . . .	1,381	?	4,270
Intérêts dus aux créanciers.	»	275	54
Frais d'administration.	375	»	706
MARCHANDISES EN MAGASIN.			
Au commencement de l'année, selon le prix d'achat.	460	»	»
Id. selon le prix de vente.	522	»	»
Augmentation dans le courant de l'année, selon le prix d'achat.	6,284	?	3,971
Id. selon le prix de vente.	7,122	684	?
Produit de la vente.	5,788	401	9,164
Restant des marchandises à la fin de l'année, selon le prix d'achat.	1,608	?	2,771
Id. selon le prix de vente.	1,856	283	?
Bénéfices nets.	397	126	726
Pertes.	»	»	»

(1) La société vient à peine de commencer ses opérations. Les 5,500 th. sont pris sur l'hypothèque des terrains appartenant à la société.

(2) Un thaler vaut 3 fr. 75 c.

IV. — ASSOCIATIONS DE CONSOMMATION.

Les sociétés de cette catégorie répondent surtout aux besoins de la nombreuse population ouvrière des grands centres commerciaux et industriels, où la cherté des objets de première nécessité, le mode presque toujours onéreux d'approvisionnement imposent à cette population de trop lourds sacrifices qui rendent l'épargne sinon impossible, du moins fort difficile, et qui, joints à l'insuffisance notoire de la rétribution du travail, lorsqu'arrive la maladie, le chômage forcé ou tout autre événement, engendrent la misère et contribuent puissamment à la création du prolétariat. Ne pouvant s'approvisionner *en gros* et *directement* chez le producteur, à cause de l'exiguïté de ses ressources et de sa consommation très-restreinte, l'ouvrier est obligé de recourir à des intermédiaires, des petits marchands, auxquels il doit payer plus cher pour les marchandises d'une qualité inférieure. C'est une charge accablante, un impôt onéreux pour lui, vu l'état de ses moyens, — de sorte qu'avec beaucoup d'ordre et d'énergie, il parvient à peine à traîner son existence au jour le jour; il ne pense pas à l'épargne, à la formation d'une petite réserve pour l'avenir; car la part qu'il pourrait y consacrer est si minime, les moyens de la fructifier et de l'augmenter tellement insuffisants, que l'avantage qu'il en retirerait, après de longues années de privations, devient tout à fait insignifiant. Donc les besoins imprévus qui arrivent le trouvent dépourvu de ressources; pour les satisfaire, il s'endette sans espoir de pouvoir faire face à ses engagements, et dès lors, c'est un homme dégradé matériellement et moralement, un prolétaire dont la société profitera peu, et qui sera un jour à sa charge, s'il ne succombe sous le poids de la misère.

Changer cette situation désastreuse, émanciper et élever l'ouvrier, améliorer durablement le sort des travailleurs, et ouvrir des horizons nouveaux à leur activité, — voilà la tâche que se sont imposées les *premières* associations de consommation, — celles fondées en Angleterre, où elles ont été la base du mouvement coopératif; nous avons déjà démontré qu'elle y ont réussi à merveille. En Allemagne, où — à cause de la différence dans les rapports industriels des deux pays — les banques populaires ont servi de point de départ à l'ensemble du système qui réunit aujourd'hui les populations en une phalange puissante, les sociétés de consommation n'ont pas atteint le même degré d'importance. Cependant, leur développement fut très-rapide, surtout dans les dernières années.

Le compte rendu pour 1861 évaluait leur nombre à 50; en 1862, on en comptait 100, et 200 en 1863; le rapport pour 1864 accuse l'existence de 300 sociétés de consommation, dont 97 sont enregistrées à l'*Agence*, et 38 ont déposé les comptes détaillés. Enfin, le rapport de

1865 constate qu'il y a actuellement 187 sociétés nominativement connues à l'*Agence;* mais qu'à cause de la guerre, qui a empêché beaucoup de diverses sociétés d'envoyer leurs comptes, seulement 34 sociétés de consommation ont accompli cette tâche. Ce chiffre doit être réparti principalement entre les grandes villes commerciales et industrielles — à leur tête Berlin et Hambourg — et les districts manufacturiers de la Prusse rhénane, de la Westphalie et de la haute Silésie.

Par leur nature, les associations de consommation sont pour ainsi dire la première pierre de l'édifice coopératif, le premier échelon du système entier. Leur succès est immanquable, c'est-à-dire leur existence n'est point susceptible d'être compromise, car elles ne courent aucun risque dans leurs opérations, desquelles l'issue peut être déterminée d'avance avec une exactitude presque mathématique; par cette raison même, elles sont la meilleure école où l'esprit d'association se forme et se développe. L'organisation des sociétés de consommation est d'une grande simplicité et repose partout sur le même principe, les divergences n'étant que d'une importance purement secondaire. Ayant réuni, par la voie des cotisations et du crédit solidaire, un capital suffisant, les sociétés achètent en gros et directement chez les producteurs les marchandises nécessaires à l'approvisionnement des associés, et elles les vendent ensuite *au comptant* à ces derniers, et parfois même au public.

La quantité des marchandises dont elles ont besoin peut être facilement évaluée d'après le nombre de sociétaires qui forment une clientelle assurée. Elles n'accordent pas de crédit; mais leur sprix de vente sont souvent au-dessous, jamais au-dessus du prix habituel de détail. La différence entre le prix d'achat et le prix de vente constitue le bénéfice brut; on en retranche les dépenses de toute nature (frais d'administration, etc.), et le restant ou *bénéfices nets* — dont une certaine partie déterminée d'avance sert à accroître le capital social — sont distribués entre les associés, comme intérêts et dividendes. Les intérêts sont calculés généralement en raison du *montant des boni*, et les dividendes, en raison du *montant des achats* effectués par les associés. Ainsi, plus on consomme, plus on en retire de bénéfices, tout en achetant les objets d'une meilleure qualité et à meilleur marché. Par cela, l'association de consommation crée un puissant stimulant d'épargne, elle remplit pour les sociétaires la fonction d'une caisse d'épargne perfectionnée, car non-seulement elle accueille les plus minimes offrandes — qui sans cela n'auraient pas eu de débouchés — mais, en outre, elle offre à chacun le moyen de les employer avantageusement. Les individus chargés de dettes, vivant dans la misère et dans la servitude matérielle, abrutis et démoralisés, sans espoir d'un meilleur avenir, — en unissant leurs efforts et en s'imposant des sacrifices momentanés et presque insensibles, se transforment en petits capitalistes, leurs besoins

sont suffisamment satisfaits, et désormais — cet abaissement moral et cette apathie qu'engendre l'impuissance, ayant été remplacés par l'énergie et par cette ardente persévérance que donne l'espoir du succès — ces prolétaires d'hier sont aujourd'hui en état de se préserver de la misère et d'assurer leur avenir par leur propre travail.

Il n'y a rien de plus curieux et de plus instructif sous ce rapport que les comptes des associés d'une société de consommation. Nous en citons un pris au hasard des Annales de la *Rochdale Society of equitable pioneers.* Au mois de novembre 1850, un ouvrier est devenu sociétaire et il a payé en entrant 1 *schelling* à la caisse commune; dans dix années, n'ayant pas même ajouté un penny, — seulement, en s'approvisionnant au magasin de la société, — il s'est trouvé en possession de 98 liv. et 13 sch. 4 d., et notez qu'en plus, il a retiré une fois, dans cet espace de temps, la somme de 6 liv. st. — Voici ce compte :

	liv. st.	sh.	d.
1850. 1er novembre, versé comptant.	»	1	»
Décembre, dividende.	»	10	5
	»	11	5
1851. Mars, dividende.	1	11	2
Juin, intérêt et dividende. . .	2	»	2
	4	2	9
Amende.	»	»	3
	4	2	6
Septembre, intérêt et dividende.	1	17	»
Décembre, —	1	16	11
	7	16	5
1852. Décembre, —	8	6	2
	16	2	7
1853. Décembre, —	8	11	11
	24	14	6
1854. Décembre, avec intérêts et dividendes il y avait.	33	10	»
1855. — —	42	3	11
1856. — —	52	5	2
1857. — —	62	2	10
1858. Retiré au mois de février 6 liv. sterl., il resta.	56	2	10
A la fin de l'année, avec intérêts et dividendes.	67	8	3
1859. — —	79	14	9
1860. — —	90	11	7
1861. Au mois de juin, avec intérêts et dividendes, il y avait. . .	98	13	4

Epargner dans l'espace de dix ans une somme de 2,500 fr., en y consacrant 1 fr. 25 c., c'est un résultat vraiment merveilleux! Sans la coopération, un ouvrier ordinaire, dans les circonstances les plus favorables, ne saurait amasser cette somme durant toute sa vie, malgré tous ses efforts et toutes ses privations.

Nous avons déjà fait remarquer que l'Angleterre était la terre classique des sociétés de consommation. Jusqu'à 1860, cette forme d'association n'a pas joui d'une grande faveur auprès de la population ouvrière d'outre-Rhin; mais, dès lors, tout le mouvement opératif y a reçu un puissant essor. La rêveuse, la transcendante Allemagne, tient à honneur d'affirmer ses aptitudes pratiques, et il faut l'avouer avec franchise, elle a fait vaillamment ses preuves dans le domaine de la coopération. A côté d'imposants résultats des banques populaires, elle peut encore enregistrer dans ses glorieuses annales, les brillants succès des sociétés de consommation. De 50 (1861), en moins de cinq ans, elles ont atteint le chiffre de 300 (fin 1865). M. Schultze-Delitzsch fait observer que la rapidité de cette marche ascendante de sociétés de consommation n'a pas permis à l'Agence centrale de rassembler avec la même promptitude les renseignements voulus; néanmoins nous trouvons dans son rapport les comptes détaillés de 38 sociétés, pour l'exercice de 1864. En voici les principaux éléments : — Les *boni*, appartenant à 7,709 sociétaires, représentent la somme de 80,373 fr. 75 c.; le *fonds de réserve* s'élève à 18,420 fr., dont le *capital social* est de 98,793 fr. 75 c. Les sociétés ont employé *six fois* dans le courant d'une année *tout* leur capital roulant et la *différence moyenne*, entre le prix d'achat et le prix de vente, était de 9 0|0; elles ont *vendu* à leurs membres pour 1,003,458 fr. 75 c. de marchandises, en réalisant là-dessus 78,836 fr. 25 c. de bénéfices bruts. Les dépenses ayant absorbé en tout la somme de 47,085 fr., il leur est resté 31,751 fr. 25 c. de *bénéfices nets*, dont une certaine somme fut ajoutée au capital social et la plus grande partie distribuée en intérêts et dividendes aux associés. D'après les données que nous fournissent ces 38 sociétés, on peut admettre en toute sécurité, que le capital social de 300 associations existantes se monte au moins à 690,000 fr., et le produit de la vente dépasse la somme de 7,000,000 fr. Le bénéfice net réparti entre 53,000 sociétaires ne paraît pas être inférieur à la somme de 223,000 fr. Nous pouvons nous dispenser de commenter les chiffres ci-dessus, car leur portée se révèle d'elle-même à tout lecteur attentif. Une entreprise qui en une seule année nous fait gagner presque la moitié du capital engagé, sans que nous courrions aucun risque, tient assurément — même au point de vue purement financier (abstraction faite des autres avantages réels) — le premier rang parmi les meilleurs que nous connaissions. Un seul point laisse encore à désirer, c'est que le capital so-

cial des sociétés nous semble insuffisant, puisque la moitié à peu près de leur fonds de roulement provenait d'emprunts; il est vrai qu'il faut tenir compte de ce que presque toutes viennent à peine de naître. Néanmoins, si les associations d'outre-Rhin avaient suivi l'exemple de leurs sœurs aînées d'outre-Manche, il n'est pas douteux que leur développement aurait été plus intense et leurs bénéfices beaucoup plus considérables.

C'est aussi un point sur lequel on ne saurait trop attirer l'attention des coopérateurs français; ils méritent pour la plupart le grave reproche de se lancer imprudemment dans les affaires, sans avoir préalablement acquis une base solide pour leurs opérations. Cette voie est pleine de périls et de déceptions, car la vie atteinte dans son germe renaît difficilement, malgré tous les soins et tous les efforts.

C'est là à coup sûr une des causes qui ont placé la coopération française à une si grande distance de ses voisines. Elle se réveille maintenant d'une longue léthargie. La France commence à se souvenir que c'est elle qui a pris l'initiative de ce grand œuvre, qui sera une des gloires de notre siècle. La France, par son immortelle Révolution, délivra l'homme de l'esclavage politique et social; à elle fut également réservé l'honneur de donner le signal de son affranchissement matériel par l'association, — de cet affranchissement, qui est la première *garantie* de l'indépendance et de la liberté. Arrêtée un instant dans sa marche et dévancée pendant cette halte, la coopération française, si intelligente et si active, saura bientôt — nous en avons la conviction — reconquérir sur ce terrain la même place, que la France est habituée à occuper sur tant d'autres, parmi les nations civilisées. Sa tâche sera d'autant plus facile, qu'elle n'a qu'à profiter de l'expérience acquise; elle trouvera sur la rive droite du Rhin des enseignements précieux, dans les applications les plus diverses du principe d'association.

VICTOR SOMER.

Paris. — Imprimerie A. PARENT, rue Monsieur-le-Prince, 31.

DE

L'IMPORTANCE DU RHONE.

Considéré sous le point de vue purement géographique, ou esthétique, ou éthnographique, ou agricole et commercial, un fleuve est ce qu'il y a de plus important et de plus caractéristique dans un continent.

La connaissance parfaite d'un fleuve nous conduit à celle de son domaine, et même du continent dont il traverse une partie. Si son cours est déterminé par le terrain, d'un autre côté chaque fleuve imprime un caractère particulier aux contrées qu'il arrose. De cette lutte du cours d'eau contre le sol résultent des modifications tellement variées que sur le globe, on ne trouve pas deux fleuves parfaitement semblables.

Sans nous arrêter à décrire un paysage privé d'eau, comparé au bassin d'une belle rivière, hâtons-nous d'établir

que cet élément vivifiant paraît nécessaire au développement des peuples. C'est sur leurs rives que la nature a placé les nations qui ont joué un grand rôle dans l'humanité. Elles devaient être établies sur les grandes routes ouvertes pour les relations internationales. Par le moyen des cours d'eau seulement, ces relations sont faciles et rapides. Par ces routes naturelles, les différentes peuplades se sont mises en contact. Sur les rives d'un fleuve les mœurs se modifient, là s'établissent la transmission des idées, l'échange des produits nécessaires à la satisfaction des besoins, plus ou moins variés, selon le degré de culture des nations. Interrogez la famille sauvage qui sait seulement creuser un canot dans un tronc d'arbre, ou le peuple civilisé qui construit des maisons flottantes, vous aurez la même réponse ; l'un et l'autre considèrent comme des voisins les habitants de la rive opposée. Leur imagination les transporte toujours ou vers les sources ou vers les embouchures de leur fleuve. C'est en aval et en amont que sont dirigées leurs principales excursions. Pour n'en citer qu'un exemple, il y a entre Lyon et Châlon, entre Lyon, Genève et Seyssel, ou Avignon, des relations plus fréquentes et plus intimes, qu'entre Lyon et Roanne, ou Clermont, ou Moulins.

De tout temps les peuples ont donc attaché une grande importance à leurs fleuves, et ont fait tous leurs efforts pour en tirer le meilleur parti sous les rapports agricoles et commerciaux. On pourrait même dire qu'une nation a dévié de la route de la civilisation, si elle néglige d'améliorer le cours de ses fleuves, si elle méprise ces grandes routes et cette force motrice fournies gratuitement par la nature.

Un coup d'œil jeté sur une carte nous convaincra bientôt que tous les fleuves ne jouent pas le même rôle dans les relations des peuples, que leur importance n'est pas toujours en raison de la masse de leurs eaux et de la longueur de

leur cours. Elle dépend surtout de leur direction, des chaînes de montagnes plus ou moins escarpées qui limitent leurs bassins, et des mers dans lesquelles ils se déchargent.

Cette disposition n'avait pas échappé au savant géographe de l'antiquité, à Strabon. Il dit en parlant de la Gaule : « La direction des fleuves y est tellement avantageuse, que l'on peut facilement transporter des marchandises d'une mer dans l'autre, sans parcourir une grande étendue de route par terre. Sous ce rapport il n'en est pas de mieux placé que le Rhône, qui arrose les plus belles et les plus fertiles contrées de la Gaule (Strabo, IV. 287). On peut naviguer sur une grande étendue de son cours avec de grands bateaux. Du Rhône on peut passer dans la Saône et dans le Doubs, de là les marchandises sont transportées par terre jusqu'à la Seine, qui les conduit vers les côtes de l'Angleterre. Ainsi, au moyen du Rhône, le commerce se ramifie dans toute la Gaule (IV. 289) et l'on ne peut, ajoute-t-il, méconnaître les intentions de la providence dans les rapports de ces fleuves entr'eux et avec les contrées qu'ils traversent. »

Oui, on ne saurait douter de cette prédestination de notre fleuve, si on le considère rattaché par des canaux soit directement soit indirectement avec le Rhin. Lorsque celui-ci communiquera avec le Danube, le Rhône deviendra alors l'une des branches du grand trépied de la vie européenne. Si, abstraction faite de la circumnavigation de l'Afrique, nous examinons quelles sont les routes qui conduisent du centre de l'Europe en Orient et jusqu'en Asie, nous en reconnaîtrons quatre, dont les fleuves sont une partie importante :

1° Par le Wolga, la mer Caspienne, le lac Aral, le fleuve Amu Daria ;

2° Par le Rhin, le Danube, la mer Noire, l'Euphrate ou la mer Rouge ;

3° Par le Rhin, les Alpes Juliennes, Trieste, l'Euphrate ou la mer Rouge;

4° De Londres par la Seine, la Saône, le Rhône, l'Isthme de Suez, la mer Rouge et les Indes.

Il n'y a pas de doute que cette dernière route ne soit la plus directe, la plus étendue en navigation, la plus rapide, la plus avantageuse par les grands centres de population et d'activité qu'elle traverse.

Tel est le rôle important que le Rhône est appelé à jouer, soit dans les relations intérieures de l'Europe soit dans celles de continent à continent.

Eh bien ! nous, habitants de cette grande et riche vallée arrosée par le Rhône et ses affluents, avons-nous fait beaucoup d'efforts pour compléter et étendre cette voie de communication? Avons-nous sû tirer tout le parti possible de cette route donnée gratis par la nature, et qui ne s'use pas. Avons-nous seulement réparé les dégradations des rivages et fait quelques améliorations, pour que cette route soit praticable pendant toute l'année?

Bien loin de là ! Poussés par une activité mal dirigée, par un esprit étroit de localité, par l'intérêt individuel le plus grossier, c'est nous qui avons dégradé cette route et l'avons rendue impraticable pendant une partie de l'année. Nous avons causé le mal dont nous nous plaignons.

Par des défrichements désordonnés nous avons dépouillé les montagnes de leur végétation, et ainsi tari les sources de toutes les petites rivières qui fournissaient des eaux limpides au Rhône. Ces rivières à sec pendant les sécheresses, sont, au moment des orages, des torrents qui charrient jusque dans le lit du fleuve des masses énormes de gravier et de roches brisées. Tous ces débris de nos montagnes embarrassent son lit et fournissent des matériaux aux nombreuses îles d'autant plus gênantes pour la navigation, que la même

cause augmente leur étendue et diminue la masse des eaux du fleuve.

Que se passe-t-il sur tout le cours du fleuve? Chaque province, chaque département, chaque commune, chaque propriétaire, sous le prétexte de défendre, mais plutôt pour étendre son terrain, a, en quelque sorte, déclaré la guerre à l'autre rive. Chacun s'est mis à barrer des bras de la rivière pour envahir des îles, à en creuser pour avoir un port près du village, à élever des bouts de digues, des épis, et sans s'inquiéter des dégradations qu'ils pouvaient causer plus bas; petits travaux souvent détruits par les dérangements survenus dans le cours du fleuve, conséquence nécessaire d'ouvrages semblables, élevés en amont. Il est résulté de tout ce mouvement que les berges n'ont qu'une durée éphémère et ne peuvent jamais se consolider.

Après avoir ainsi bouleversé tout le lit du fleuve, excepté dans les parties où il coule sur le rocher, après avoir dérangé le régime de ses eaux, nous nous écrions dans notre sot aveuglement : *il n'y a plus d'eau dans le Rhône, il faut établir un chemin de fer.*

N'y a-t-il donc point de remède? Ne sommes-nous pas trop présomptueux en voulant établir une route artificielle pour remplacer cette voie si commode et si prompte de communication?

S'il est vrai que la masse des eaux diminue constamment depuis plusieurs siècles dans les principales rivières de l'Europe, et que cette diminution progressive soit une loi de la nature, nous ne pouvons l'empêcher, mais nous pouvons faire reculer l'époque où la navigation deviendrait impossible.

Il ne dépend pas de nous qu'il tombe un millimètre d'eau de plus ou de moins sur le territoire d'un fleuve, mais il dépend de nous que les eaux basses soient moins basses

et que les crues soient moins subites et moins nuisibles. Nous le pouvons par le reboisement des montagnes, et il n'est pas difficile de le faire comprendre. Un exemple suffira.

Supposons deux pentes de montagnes également inclinées, dont l'une est cultivée, et l'autre couverte de bois ou de végétaux vivaces. Que se passera-t-il lors d'une pluie longue et soutenue? Sur la première nous verrons dans chaque dépression du sol, dans chaque sillon creusé par la charrue, un courant d'eau qui entraîne une partie de la terre délayée. Ces courants seront encore bien plus rapides si la pente ne présente déjà qu'une roche nue. Sur la seconde pente nous observerons que les gouttes de pluie suspendues un certain temps aux feuilles des végétaux, tomberont divisées sur le sol, ou y arriveront en coulant le long des tiges. Les tiges des arbres, des arbustres, des graminées s'opposeront à la formation de tout courant, et l'eau subdivisée en une infinité de petits filets, arrivera à la partie la plus déclive comme celle qui s'infiltre dans une éponge. Le feuillage empêchera l'évaporation rapide de l'eau dont une plus grande quantité pénétrera dans le sol, par l'effet de la circulation capillaire établie autour de chaque tige et des racines des végétaux.

Sur ces deux pentes, le mouvement du liquide différera tellement, que si un pied cube d'eau tombé sur la montagne dénudée arrive à la plaine dans l'espace d'un quart d'heure, il s'écoulera plusieurs heures et même plusieurs jours avant qu'un autre pied cube d'eau parvienne au bas de la montagne boisée.

Au pied de la première nous rencontrerons des champs recouverts de sable et de graviers, des affouillements creusés par l'eau et des lits de torrents à sec. Au pied de la seconde nous verrons des sources limpides se réunir en un

ruisseau dans lequel il y aura toujours une certaine quantité d'eau courante (1).

Une chaîne de montagne dénudée fournira donc subitement au fleuve une grande masse d'eau bourbeuse, tandis que la chaîne boisée lui fournira constamment une quantité d'eau moins variable.

Nous avons donc en notre pouvoir le moyen de rétablir une certaine régularité dans le régime de nos fleuves, et on ne saurait trop encourager le gouvernement à continuer les essais qu'il a faits pour reboiser nos montagnes, à persévérer malgré les criailleries des éleveurs de chèvres.

Mais, en attendant que cette végétation soit rétablie sur toutes ces pentes arides et dénudées, il faut que des travaux exécutés sur un plan général régularisent et consolident le lit du fleuve. Par ces travaux, le fleuve présentera toujours à la navigation une masse d'eau suffisante. Les terrains vagues conquis sur le fleuve deviendront fertiles; ils indemniseront bien l'agriculture des récoltes incertaines péniblement obtenues sur les pentes des montagnes dont la terre végétale est appauvrie et diminuée après chaque orage. Pour tout ce qui est relatif à ces travaux, supportés en partie par l'état et en partie par les propriétaires riverains, je ne saurais mieux faire que de renvoyer à l'excellent mémoire publié dernièrement sur ce sujet : *Essai sur l'encaissement du Rhône, par Dumont, ingénieur des ponts et chaussées*, 1842.

Il me paraît bien démontré d'après ces données qu'il dépend de nous de tirer un meilleur parti de notre fleuve et pour la navigation et pour l'agriculture.

Jusqu'à présent nous avons entièrement négligé le cours du

(1) On peut vérifier ces faits à chaque pas dans le département des Hautes-Alpes, le département le plus dévasté par les torrents, dont le nombre augmente en raison directe du déboisement.

Rhône, et nos ponts, construits dans l'intérêt des routes de terre, sont des obstacles majeurs à la navigation.

Pour motiver les reproches adressés à la navigation du Rhône, on a toujours vanté la régularité du roulage par terre, la certitude du départ et de l'arrivée. Mais, si on avait négligé aussi longtemps la route de terre, pourrait-on établir des roulages! Si on cessait pendant deux années consécutives de la réparer, serait-il possible d'y voyager en voiture? On ne pourrait pas même y aller à pied.

Je ne crains donc pas d'avancer, au contraire, que si depuis vingt ans on avait dépensé pour le cours du Rhône une somme égale à celle que l'on dépense annuellement pour l'entretien de la route par terre, la navigation, alors rapide et d'une régularité parfaite, ne serait complètement interrompue que par les grandes crues du fleuve, ou par sa congélation assez rare pour ne pas être comptée comme un obstacle.

Quelques chiffres viendront à l'appui de ce que j'avance ici.

Etablissons d'abord ce que peut coûter l'entretien de la route royale de Lyon à Marseille. Nous le ferons approximativement, cette dépense étant très variable suivant les parties de la route, soit à cause du profil de la voie, soit à cause de la nature des matériaux, soit à cause de la fréquentation.

Dans le département de l'Isère, la moyenne de la dépense annuelle par myriamètre peut s'élever à	10,858 fr.
Dans le département de Vaucluse, l'entretien et les améliorations s'élèvent à	15,000
Dans le département des Bouches-du-Rhône, la moyenne de la dépense évaluée sur plusieurs points et pour plusieurs années, s'élève à	21,058

La moyenne générale pour toute l'éten-

due de la route, serait donc de	15,634 (1)
adoptons un chiffre rond par myriamètre	15,500
En admettant 34 myriamètres pour la longueur de la route de Lyon à Marseille, l'entretien annuel sera de	627,000
Pour dix ans on aurait	6,270,000

On a donc dépensé pour entretenir la route de terre à peu près 12 millions en 20 ans.

Que serait le cours du Rhône si on avait appliqué, dans le même laps de temps, 12 millions à son amélioration, c'est-à-dire, la somme accumulée à laquelle s'élèverait le droit de navigation dont le revenu peut-être évalué à 600,000 francs par année.

Une semblable somme serait plus que suffisante pour canaliser le Rhône dans les points ou un pareil travail est nécessaire, soit sur les deux rives, soit sur une rive seulement.

Voyons, d'après les données de M. Dumont, à quelle somme cette dépense peut être portée.

En admettant pour le développement du cours du Rhône de Lyon à Arles une longueur de 285 kilomètres, on reconnaît que l'endiguement ne serait nécessaire que sur une étendue de 33 kilomètres seulement, et que la dépense s'élèverait à 5,500,000 fr. somme moindre que le revenu du droit de navigation pendant dix ans (2).

Il faut noter encore, qu'une partie de ces dépenses serait à la charge des propriétaires riverains dont ces digues défendraient les terrains.

(1) Il faut bien admettre ce chiffre énorme puisqu'il est positif. Il est remarquable qu'en Allemagne, une route des plus fréquentées, coûte seulement de 2 à 3000 fr. d'entretien par lieue de 5000^{m}.

(2) Une loi veut, dit-on, que le revenu des droits de navigation de chaque fleuve entre dans une caisse spéciale, et que cette somme soit affectée à améliorer le cours du fleuve. Pourquoi n'a-t-elle jamais été observée?

Eh bien, à quelle somme s'élève la dépense des travaux exécutés dans le but, non de défendre des terrains, mais d'améliorer le lit du fleuve et de maintenir pendant toute l'année un chenal suffisamment rempli d'eau pour que la navigation ne soit pas interrompue. En l'évaluant à 315,000 fr. en trois ans, et encore tous ces travaux sont faits pour préserver les propriétés, la somme serait peut être un peu forte.

Ainsi nous avons en dix ans :

Pour la route de terre	6,270,000 fr.
Pour le lit du fleuve	315,000

Ce qui ne serait encore que la moitié.

Il n'y a pas, comme on le voit, parité dans les soins accordés aux deux voies de communication. Cette disproportion deviendra encore plus choquante, si je compare entr'elles ces deux voies sous le rapport de l'utilité et des services rendus au commerce.

Sur la route de terre on transporte annuellement :

A la descente	40,000 tonnes.	130,000 tonnes. (1)
A la remonte	90,000	
Voyageurs	70,000	

Sur le fleuve.

Bateaux ordinaires, descente	350,000 ton.	584,000 ton.
— — remonte.	80,000	
Bateaux à vapeur, descente.	70,000	
— — remonte.	84,000	
Voyageurs	210,000	

On transporte sur le fleuve quatre fois plus de marchandises et trois fois plus de voyageurs que sur la route de terre. On

(1) Dans cette évaluation ne sont pas comprises les voitures qui transportent des marchandises à de petites distances. Le nombre moyen des colliers étant sur cette route de 900 par jour représenterait un mouvement de 2 à 300,000 tonnes par année.

a depensé pour le fleuve la 20e partie seulement de ce qu'on dépense pour la route de terre. Cependant le revenu produit par la voie de terre peut être évalué à 30 ou 40,000 francs par an, tandis que celui du fleuve s'élève à 600,000, non compris les fermes de la pêche, les droits d'attache, etc.

Cette disparité deviendrait encore bien plus frappante, si, au coût des réparations de la route de terre, j'ajoutais encore les frais d'établissement pour l'achat des terrains et la construction première, frais qui n'existent pas pour le fleuve.

Sur la route de terre, les réparations seront d'autant plus coûteuses, que les voitures qui la parcourent seront plus nombreuses et leur marche plus rapide ; mais le fleuve ne s'use pas par la fréquence de la navigation; sur cette route sans cahots, les ornières se referment d'elles-mêmes derrière les roues des bateaux à vapeur.

Si le lit du Rhône était amélioré, la navigation deviendrait plus rapide et plus régulière. Chacun des 28 bateaux à vapeur fait en moyenne 50 voyages par an; il en ferait 70. La remonte d'Arles à Lyon, exige 40 à 50 heures, on la ferait en 30 à 36 heures. Au lieu de payer 40 à 45 francs par tonne pour la remonte, le prix pourrait descendre à 25 ou 30 francs si la navigation était moins souvent interrompue, et le bénéfice des entrepreneurs de transports ne serait pas soumis à tant d'éventualités.

Après ce parallèle, je crois inutile de mettre en ligne les dépenses énormes de construction et d'entretien d'un chemin de fer dont le seul avantage serait une vitesse de quelques heures en remontant d'Arles à Lyon. Cette vitesse ne pourrait compenser le tarif plus élevé du transport. Elle serait moins avantageuse au commerce, qu'agréable aux riches désœuvrés lorsque l'envie les prendrait de souper au *Palais-Royal* ou de manger des *clovisses* au *Pharo*.

Extrait de la Revue du Lyonnais.

Cortet

Lyon. — Imprimerie de L. Boitel, quai St-Antoine, 36.